COMPTE RENDU DES DECISIONS EFFECTUEES PAR LE MAIRE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-François DELAGE, Maire

Je vais vous rendre compte des affaires que j'ai pu régler depuis notre réunion du 27 mars 2025 dans le cadre de la délégation que vous m'avez donnée en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

J'ai signé les décisions et contrats suivants:

1.	Un contrat entre la ville, l'association KAROTTE et LE POTAGER DES MIRATS dans le cadre d'une expérimentation inspirée de la sécurité sociale alimentaire pour l'année 2025 qui concernera 20 foyers. Coût : 400€ TTC pour l'adhésion de 20 familles (association KAROTTE) 17 160€ (Le Potager des Mirats)
2.	Un contrat entre la ville et FOLIATEAM dans le cadre du changement de solution Wifi, avec l'acquisition de 40 bornes wifi et les licences d'utilisation pour 3 ans : maintenance, accès au support obligatoires pour disposer des mises à jour, accès au support et à la garantie en cas de problème technique ou défaillance du matériel. Coût total du projet : 30 738,92 € TTC
3.	Un contrat entre la ville et Eléonore DIDIER dans le cadre de 6 séances de yoga au Centre social G. Tillion Coût : 480€ TTC
4.	Un contrat entre la ville et NABEL SOPHRO dans le cadre de 7 séances de sophrologie au Centre social Germaine-Tillion - Coût : 480€ TTC
5.	Un contrat entre la ville et ZOUBISOUS dans le cadre de 2 séances de BUTAI et KAMISHIBAI au Centre Social Germaine-Tillion - Coût : 170€ TTC
6.	Une décision pour la désignation et la consultation du cabinet ABPA Avocats (décision n° 2025-009) Coût : 420 € TTC
7.	Une convention de mise à disposition temporaire entre la ville et IDPhines dans le cadre des travaux de rénovation de l'horloge Géo - Coût : gratuit
8.	Un avenant à la convention d'acquisition d'œuvre d'art et de cession des droits patrimoniaux, entre la ville et IDPhines pour la modification de la date de livraison de l'œuvre fixée désormais au 31/05/2025 - Coût : gratuit
9.	Un contrat entre la ville et SVV Rossini dans le cadre d'une prestation d'estimations d'objets au service Séniors Coût : gratuit
10.	Un contrat entre la ville et TUI dans le cadre d'un voyage en Espagne pour les Séniors, en octobre 2025 Coût : 34 440€ TTC
11.	Un contrat entre la ville et SAS 4321 World Key Event dans le cadre d'une prestation musicale au club Antoine Lacroix le 4 juin 2025 - Coût : 580,25€ TTC
12.	Un contrat entre la ville et FORECO SAS dans le cadre de travaux de rénovation du sol à la crèche F. Dolto Coût : 45 554,40€ TTC (Marché n° MC25-09)
13.	Un contrat entre la ville et Witold PYZIK dans le cadre d'une exposition de peinture « Délicatesses » au Centre Culturel Jean-Luc-LAURENT - Coût : 500€ nets
14.	Un contrat entre la ville et Myrto STATHATOU dans le cadre d'une exposition « Utopicités 2050 : visions d'un futur impossible » - place Jean-Jaurès - Coût : 700€ nets
15.	Une décision d'ouverture d'un compte à terme (décision n° 2025-007)
16.	Un contrat entre la ville et Folimage dans le cadre d'une projection publique de « Caillou, chou, hibou » au Centre Culturel Jean-Luc-LAURENT - Coût : 126,60€ TTC
17.	Une convention d'honoraires avec le cabinet ENJEA Avocats pour assurer la défense de la ville dans le cadre d'un contentieux - Coût : 3 750€ TTC
18.	Un avenant n° 5 à la convention d'occupation entre la ville et l'association ICI – 13 rue de l'Avenir (décision n° 2025-005 - Indemnité perçue par la ville : 295€ TTC/mois)
19.	Un avenant n°2 à la convention de mise à disposition avec l'EPFIF - 13 rue de l'Avenir (décision n° 2025-006) Coût : 2 950€ HT / an
20.	Un contrat entre la ville et l'association AFMD DT 75 dans le cadre de la location d'une exposition pour la commémoration des 80 ans de la victoire du 8 mai 1945 - Coût : 500€ nets
21.	Un contrat entre la ville et AFMD94 pour l'acquisition et la diffusion du film « Adelaïde H, une résistante alsacienne » au Centre Culturel Jean-Luc-LAURENT - Coût : gratuit
22.	Un avenant à la convention fixant les tarifs, entre la ville et VVL, dans le cadre de séjours en juillet et août 2025 Coût : 19 580€ TTC
23.	Un contrat entre la ville et Célia KAMENEFF-MANDON pour l'organisation d'un spectacle « le secret du jardin de Clément » au centre de loisirs Pierre-Brossolette - Coût : 330€ TTC
24.	Un contrat entre la ville et l'atelier des Arts pour l'organisation de 3 séances d'arts plastiques au Centre social Germaine-Tillion - Coût : 445€ TTC

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-045

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée – Modification de la constitution des groupes politiques

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-045-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Monsieur Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :

Conformément à l'article 34 du règlement intérieur du Conseil municipal, « Le Conseil municipal peut se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration écrite adressée au maire, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres.
Nul ne peut appartenir à plus d'un groupe. L'effectif minimum d'un groupe est fixé à deux membres, inscrits ou apparentés.

Les conseillers municipaux n'appartenant à aucun groupe peuvent se déclarer non-inscrits, ou s'apparenter à un groupe existant avec l'agrément du président du groupe.
Lors de la constitution d'un groupe, le Président en avise le Maire, en lui remettant la déclaration de constitution avec son nom et la liste des membres ayant donné leur adhésion ou s'étant apparentés. Toute modification pouvant survenir ultérieurement doit, de la même façon, être portée à la connaissance du Maire. Le Maire informe le Conseil municipal de la composition des groupes et des modifications. Les membres d'un groupe siègent ensemble durant les séances, sauf les adjoints au maire. »

Madame Josette Tuffery a rejoint le Conseil municipal lors de la séance du 27 mars 2025 et a indiqué par courrier qu'elle souhaitait s'inscrire au sein du groupe **Socialiste, Républicain et Citoyen.**

A la date du 19 juin 2025, les groupes politiques du Conseil municipal sont donc les suivants :

Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen

Co-présidentes : Anissa AZZOUG et Corinne BOCABEILLE
Vice-Présidents : Vry-Narcisse TAPA et Christine MUSEUX

Membres :

- Jean-François DELAGE
- Frédéric RAYMOND
- Fatoumata THIAM
- Brigitte BRICOUT
- Jacques HASSIN
- Elsa BADOC
- Sidi CHIAKH
- Julie DEFRANCE
- Patrick AOUDAY
- Catherine FOURCADE
- Annie PARIS
- Josette TUFFERY

Groupe pour une ville qui nous rassemble, PCF et apparentés, tous citoyens
Président : Ibrahima TRAORE
Vice-Présidente : Geneviève ETIENNE
Membre : Véronique GESTIN

Groupe Génération Ecologie et Sociale
Co-présidents : Jonathan HEMERY, Jean-Philippe EDET

Groupe Le Kremlin-Bicêtre en avant, radical et écologiste
Président : Jean-François BANBUCK
Membres :

- Jean-Marc NICOLLE
- Maeva HARTMANN
- Bernard CHAPPELLIER
- Oidi BELAINOUSSI
- Mounia BENSETTITI

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-045-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Groupe Ensemble changeons Le Kremlin-Bicêtre
Président : Lionel ZINCIROGLU
Vice-présidente : Nadia CHIBOUB
Membres :

- Laurence COUTO
- Latifa EL KRETE
- Jean-Pierre RUGGIERI

Groupe Écologistes et citoyens du Kremlin-Bicêtre
Co-présidents : Kamel BOUFRAINE, Jérôme GIBLIN, Toufik KHIAR

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'installation du Maire et des Adjoints le 22 janvier 2024,
Vu l'article 34 du règlement intérieur,
Vu le courrier de Madame Josette Tuffery adressé à Monsieur le Maire,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article unique
De prendre acte de la constitution des groupes d'élus tels que mentionnés dans le rapport de présentation.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-045-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-045-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-046

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée – Modification du Règlement intérieur du Conseil municipal

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Jean-François DELAGE, Maire, expose au Conseil :

Le Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre est l'assemblée délibérative qui garantit le bon épanouissement de la démocratie locale. Les modalités de fonctionnement de cette instance institutionnelle et politique sont librement fixées par un règlement intérieur, pris conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et précisant les règles qui régissent la vie démocratique de la commune.

Adopté lors de la séance du 16 février 2023, le règlement intérieur actuellement en vigueur a permis d'encadrer les travaux du Conseil municipal dans un esprit de transparence, d'efficacité et de respect des droits des élus. Après plusieurs mois d'application et à la lumière de l'expérience acquise, il est apparu nécessaire de procéder à des ajustements.

Le règlement intérieur modifié soumis au vote poursuit cet objectif. Il assure davantage les libertés politiques des élus, en équilibrant la nécessaire efficacité de l'action publique locale.

Ces ajustements portent notamment sur :

- L'adaptation du nombre et du périmètre des commissions municipales,
- La clarification et la consolidation des règles relatives à l'expression des conseillers municipaux,
- La dématérialisation des documents transmis,
- L'amélioration de certaines dispositions de forme, pour moderniser et adapter les règles existantes.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°2023-012 du 16 février 2023 portant modification du règlement intérieur du Conseil municipal,
Considérant la nécessité de procéder à certains ajustements pour préserver un esprit de transparence, d'efficacité et de respect des droits des élus,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Vu les propositions d'amendements déposés en séance par le groupe Le Kremlin-Bicêtre en Avant, Radical et Ecologiste,
Vu la demande des élus de voter le règlement intérieur article par article,
Après en avoir délibéré par :

Article 1 du règlement intérieur :

- Amendement : 13 voix pour, 21 contre ; **rejet de l'amendement.**
- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Article 2 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)
-

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Article 3 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 contre (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 4 du règlement intérieur :

- Amendement : 13 voix pour, 21 contre ; **rejet de l'amendement.**
- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 5 du règlement intérieur :

- Amendement : 29 voix pour, 5 ne prenant pas part au vote. **adoption de l'amendement.**
- Article modifié : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 6 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 7 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 contre (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Article 8 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Articles 9 à 11 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 12 du règlement intérieur :

- Amendement : 13 voix pour et 21 contre, **rejet de l'amendement.**
- Article tel que présenté :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 6 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER) et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Article 13 du règlement intérieur :

- Amendement : 13 voix pour et 21 voix contre ; **rejet de l'amendement.**
- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Article 14 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Articles 15 à 20 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Article 21 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Articles 22 et 23 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Article 24 du règlement intérieur :

- Amendement : 28 voix pour et 6 contre ; **adoption de l'amendement.**
- Article modifié : 28 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Jonathan HEMERY, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN), et 6 contre (Véronique GESTIN, Geneviève ETIENNE, Ibrahima TRAORE, Corine BOCABEILLE, Sidi CHIAKH, Vry Narcisse TAPA),

Article 25 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Article 26 du règlement intérieur :

- Amendement : 29 voix pour et 5 contre ; **adoption de l'amendement.**
- Article modifié : 29 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Jonathan HEMERY, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN) et 5 contre (Véronique GESTIN, Geneviève ETIENNE, Ibrahima TRAORE, Corine BOCABEILLE, Patrick AOUDAY)

Article 27 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 28 à 32 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER) et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 33 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 34 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER) et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

-

Article 35 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 6 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 36 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER) et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Article 37 du règlement intérieur :

- Amendement : 8 voix pour, 21 contre et 7 ne prenant pas part au vote ; **rejet de l'amendement.**
- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Articles 38 et 39 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER) et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

-

Articles 40 et 41 du règlement intérieur :

- Article tel que présenté : 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

-

DÉCIDE

Article 1

De rapporter la délibération n°2023-012 du 16 février 2023 portant modification du règlement intérieur du Conseil municipal.

Article 2

D'adopter le règlement intérieur du Conseil municipal, annexé à la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE
94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Conseil municipal du 19 juin 2025

Règlement intérieur du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Sommaire

Préambule

CHAPITRE I : Réunions du Conseil municipal

CHAPITRE II : Commissions et comités consultatifs

CHAPITRE III : Séance du Conseil municipal

CHAPITRE IV : Comptes rendus des débats et des décisions

CHAPITRE V : Transparence et éthique

CHAPITRE VI : Dispositions diverses

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Préambule

La commune est une collectivité territoriale qui conformément à la Constitution de la République, s'administre librement par un Conseil municipal élu au suffrage universel direct.
Le Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre inscrit son action au service des Kremlinois par l'exercice de ses attributions et compétences dans le respect de la loi et du règlement du Code général des collectivités territoriales.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne. Aussi, ce règlement ne porte que sur des mesures concernant le fonctionnement du Conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

CHAPITRE I
Réunions du Conseil municipal

Article 1 : Périodicité des séances publiques

Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Conseil municipal siège en l'Hôtel de Ville.

Le Maire, exceptionnellement et pour une raison valable, peut réunir le Conseil municipal en un autre lieu situé nécessairement sur le territoire communal, pourvu qu'il ne contrevienne pas au principe de neutralité et qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires.

Le Maire peut réunir le Conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.

Article 2 : Convocations

Toute convocation est faite par écrit et sous quelque forme que ce soit par le Maire.

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour et des notes explicatives de synthèse relatives à ces questions.

Les rapports et projets de délibérations sont transmis aux Conseillers municipaux treize jours avant la tenue du Conseil municipal. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, ce délai peut être réduit sans toutefois pouvoir être inférieur à cinq jours francs en temps normal et à trois jours francs en cas de situation urgente, sur laquelle le Conseil municipal se prononce dès l'ouverture de la séance. Les avis rendus par les commissions, qui donnent lieu à un relevé de décisions, sont adressés aux Conseillers municipaux avec les rapports et délibérations modifiés avant la séance du Conseil municipal.

Pour réduire la consommation de papier, les convocations et les dossiers des commissions municipales et du Conseil municipal font l'objet d'un envoi dématérialisé sur une plateforme sécurisée. Lorsqu'il en fait la demande, un Conseiller municipal peut recevoir un exemplaire papier du dossier du Conseil municipal.

Article 3 : Ordre du jour

Le Maire fixe l'ordre du jour du Conseil municipal.

L'ordre du jour est porté à la connaissance du public après la conférence des présidents de groupe du Conseil municipal.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Article 4 : Accès aux dossiers

À la disposition des membres de l'assemblée, le dossier de convocation est consultable en format papier en séance.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Conseil municipal auprès de l'administration communale doit se faire sous couvert du Maire.

Article 5 : Questions orales

Une question orale ayant trait aux affaires de la commune peut être déposée par un conseiller municipal pour être présentée en séance du Conseil municipal. Elle peut être sommairement rédigée et se limiter aux éléments strictement indispensables à la compréhension de la question, et être adressée au Maire au plus tard deux jours ouvrés avant la séance du Conseil municipal.

La question orale déposée est présentée en fin de séance après l'intervention de Kremlinois désirant s'exprimer sur un objet d'intérêt communal et après l'interpellation des délégués des conseils des quartiers.

Après lecture de la question orale, les conseillers municipaux qui le souhaitent peuvent intervenir. Le Maire ou l'Adjoint concerné y répond. Aucune autre intervention ne peut ensuite avoir lieu après la réponse apportée par le Maire ou l'adjoint concerné. La question et la réponse sont publiées intégralement au compte rendu de la séance. Lorsque l'auteur d'une question orale ne peut assister à la séance, il peut se faire suppléer par un conseiller de son choix.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

CHAPITRE II
Commissions et comités consultatifs

Article 6 : Commissions municipales

Pour la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil municipal est formé de trois commissions :

COMMISSION	
I	Finances, personnel, administration générale
II	Urbanisme, habitat, écologie, voirie, action économique et commerce, patrimoine, tranquillité publique
III	Petite-enfance, enfance, enseignement, jeunesse, sport, solidarités, santé, action sociale, retraités et personnes âgées, culture, loisirs, démocratie, vie associative, citoyenneté

La répartition des Conseillers municipaux par commission fait l'objet d'une délibération en Conseil municipal.

Ces commissions sont permanentes et constituées pour la durée du mandat. Chaque Conseiller municipal est membre d'au moins une commission.

Elles sont convoquées par le Maire afin qu'elles puissent procéder à l'examen préparatoire des délibérations. Elles se réunissent pour l'examen des rapports et questions soumis au Conseil municipal.

Les commissions sont présidées par un Vice-Président, élu au sein de la commission, ou, en cas d'empêchement, par un élu désigné par le Maire.

Elles peuvent également être saisies de l'instruction d'une question par le Conseil municipal ou par le Maire.

Sauf décision contraire du Maire, toute affaire soumise au Conseil municipal doit être préalablement étudiée par une commission. Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent un avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Article 7 : Fonctionnement des commissions municipales

Chaque Conseiller municipal a la faculté d'assister, en sa qualité de simple auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre.
Lorsqu'un Conseiller municipal membre d'une commission est empêché, le président du groupe auquel le Conseiller municipal appartient, a la faculté de désigner au sein de son groupe un remplaçant pour la séance. Celui-ci participe au vote.

Le Maire est tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Le Maire a accès à toutes les commissions et participe à leur séance avec voix délibérative. Il en est le Président de droit. Un relevé de questions et des avis est rédigé à l'issue de chaque commission municipale. Le secrétariat des commissions est assuré par les services municipaux.

Lors de sa première réunion, chaque commission élit, en son sein, un Vice-Président qui est l'animateur du travail de la commission, en étroite collaboration avec les élus ayant délégation du Maire. Il préside la commission en l'absence du Maire.

Sur décision du Maire et après avoir recueilli l'avis des Vice-présidents des commissions, les commissions peuvent se réunir en commission unique ou regroupées. Dans ce cas, la présidence de la commission est assurée dans l'ordre, par le Maire, à défaut par le Vice-président de la commission II, à défaut par le Vice-président de la commission III, ou à défaut par un élu désigné par le Maire.

La commission unique ou regroupée examine les dossiers qui lui sont soumis et émet un avis à main levée. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Les services municipaux sont chargés d'apporter une assistance aux travaux des commissions.

Article 8 : Les comités consultatifs et les commissions extra-municipales

Le Conseil municipal peut créer des comités consultatifs et des commissions extra-municipales sur tout problème d'intérêt communal dont les membres n'appartiennent pas nécessairement au Conseil municipal.

Le Conseil municipal fixe leur composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours. Les comités consultatifs et les commissions extra-municipales sont présidés de droit par le Maire et, en cas d'absence, par son représentant. Ces comités et commissions peuvent être consultés sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au Maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués. Ils peuvent, sur proposition de leur président, inviter à participer à leurs travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition leur parait utile.

Les comités consultatifs et commission extra-municipales présentent des avis qui sont remis au Maire, qui les communique au Conseil municipal.

Article 9 : La commission consultative des services publics locaux

La Ville a créé une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'elle confie à un tiers par convention de délégation de service public, ou qu'elle exploite en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le Maire ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, désignés par l'assemblée délibérante. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut sur proposition de son Président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui parait utile.

La commission examine chaque année sur le rapport de son président :

1. Le rapport mentionné à l'article L 1411-3 du CGCT établi par le délégataire de service public ;
2. Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur :

1. Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante se prononce sur le principe de la délégation ;
2. Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
3. Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de recours à un contrat de partenariat.
4. Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Les rapports remis par ces commissions ne sauraient en aucun cas lier le Conseil municipal.

Article 10 : La commission de délégation des services publics

La commission de délégation des services publics est composée de l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou de son représentant assurant le rôle de président, et de cinq membres du Conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Selon les mêmes modalités, il est procédé à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Article 11 : La commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres est composée du Maire ou de son représentant, assurant le rôle de président, et de cinq membres du Conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Article 12 : Les conseils de quartiers

Le Conseil municipal crée des conseils de quartiers pour associer les Kremlinois à la vie locale et favoriser l'expression de tous les habitants. Il fixe le périmètre des conseils de chacun des quartiers constituant la commune et leurs modalités de fonctionnement dans une charte.

Les conseils de quartier peuvent être consultés par le Maire et peuvent lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville.

Le Maire peut les associer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier.

Les conseils de quartier ont un rôle consultatif et d'initiative sans pouvoir de décision. Les avis émis ne sauraient en aucun cas lier le Conseil municipal.

Les conseils de quartiers élisent, après leur installation, un bureau composé d'au moins trois habitants du quartier, dont l'un sera le délégué du conseil de quartier. L'élu chargé de la vie du quartier assiste aux réunions du conseil de quartier et est membre de droit de ce bureau, en plus des habitants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Article 13 : Le conseil de jeunes

Un conseil de jeunes favorise l'expression et la participation des jeunes. Il est créé par le Conseil municipal qui fixe les modalités de candidatures, de désignation et de fonctionnement et tend vers la parité

Les membres du Conseil des jeunes signent le contrat d'engagement républicain mentionné à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

CHAPITRE III
Séances du Conseil municipal

Article 14 : Présidence

Les séances sont présidées par le Maire ou son représentant. Le Président de séance procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, met aux voix les propositions et délibérations, décompte les scrutins, proclame les résultats des votes, prononce la suspension et la clôture des séances.

Article 15 : Secrétariat de séance

Au début de chaque séance, le Conseil municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de secrétaire.

Le secrétaire assiste le Président pour la vérification du quorum, dans la constatation des votes et le dépouillement des scrutins.

Article 16 : Quorum

Le Conseil municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance, mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un Conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Les pouvoirs donnés par les Conseillers municipaux absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 17 : Pouvoirs

Un Conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix son pouvoir écrit de voter en son nom, selon les modalités fixées par la loi.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un Conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Le pouvoir n'est valable que pour une séance.

Article 18 : Approbation des délibérations

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les Conseillers municipaux concernés personnellement par une délibération se déportent et ne prennent pas part au vote.

Dans les séances où le compte administratif est débattu, et conformément aux dispositions prévues par le Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal élit avant l'examen du compte

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

administratif son Président, qui ne peut pas être le Maire. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer avant le vote. Le Maire ne peut donc ni recevoir, ni donner délégation pour ce vote.

Article 19 : Police de l'assemblée

Le Président de séance exerce seul la police de l'assemblée.

Nulle personne étrangère au conseil, autre que les personnes appelées à donner des renseignements ne peut prendre la parole sans y être invitée par le Président de séance.

Le Président de séance peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

Il appartient au Président de séance ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

Article 20 : Retransmission et enregistrement du Conseil municipal

Le Conseil municipal est enregistré, filmé et retransmis, en direct ou en différé, dans le respect des conditions légales.

Article 21 : Organisation des débats

La conférence des Présidents de groupes peut fixer la durée des débats d'une séance du Conseil municipal. Dans ce cas, un temps de parole est réparti par groupe politique et communiqué aux Présidents des groupes politiques. Un temps de parole est également réservé aux élus non-inscrits. Le Président de séance et le rapporteur, dans sa présentation et sa réponse au débat général, ne peuvent voir leur temps de parole limité. Le Président de séance est chargé de faire respecter le temps de parole de chaque groupe politique. Un groupe politique ne peut céder son temps de parole à un autre groupe politique ou à un Conseiller municipal.

Dès l'ouverture de la séance et avant de passer à l'ordre du jour, le Président de séance peut donner connaissance au Conseil municipal des informations ou des faits marquants qui concernent la vie communale.

Le Président de séance est seul habilité à mettre en discussion les affaires dont il entend faire débattre le Conseil municipal. Il peut faire délibérer le Conseil municipal dans le cadre des questions diverses sur des affaires non inscrites à l'ordre du jour, aux strictes conditions qu'il s'agisse de questions d'importance mineure, et qu'il ait l'accord des membres du Conseil municipal.

Le Président de séance appelle les rapporteurs à présenter le rapport et le projet de délibération dont ils ont la charge ; le débat suit immédiatement.

À l'issue des débats, une explication de vote peut être demandée par un Conseiller municipal

La parole est accordée par le Président de séance aux Conseillers municipaux qui la demandent. Un Conseiller municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du Président de séance même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les Conseillers municipaux prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Lorsqu'un Conseiller municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président de séance.

Le Président de séance peut également rappeler à l'ordre le Conseiller municipal qui tient des propos contraires à la loi, au règlement ou aux convenances. Ce rappel à l'ordre peut être demandé par un Conseiller municipal qui s'estimerait victime de tels propos.

Lorsqu'un Conseiller municipal a été rappelé deux fois à l'ordre pendant une discussion, le Conseil municipal, consulté, peut lui interdire de prendre la parole pour le reste de la séance. Le Conseil municipal se prononce, sur proposition du Président de séance, sans débat à main levée.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Pour ne pas allonger excessivement la durée des séances, la clôture du débat peut être demandée par le Président de séance.

Article 22 : Débat d'orientation budgétaire

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, le maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Pour la préparation de ce débat, il est remis aux Conseillers municipaux des données synthétiques sur la situation financière de la commune, conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Article 23 : Suspension de séance

Le Président de séance est seul habilité à suspendre la séance.

Une suspension de séance est de droit si elle est demandée par un Président de groupe ou son représentant. En cas de demandes réitérées, ayant pour objet manifeste d'entraver le fonctionnement de la séance, le Président de séance peut interroger le conseil sur l'opportunité d'accéder à une nouvelle demande en demandant un vote à main levée.

Il revient au Président de séance de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 24 : Amendements

Chaque Conseiller municipal dispose à l'égard des projets de délibération du droit de présenter des amendements.

Les amendements au projet de budget visant à introduire une dépense supplémentaire ou une recette en diminution doivent, pour être recevables, proposer une contrepartie financière équivalente. Si l'importance ou la complexité de la question traitée par le projet d'amendement le justifie, le Président de séance peut décider de consulter le Conseil municipal sur le renvoi en commission pour examen.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

L'amendement soumis au débat est présenté par son auteur ou un membre du même groupe politique. L'amendement peut faire l'objet de modifications durant la séance du Conseil municipal.

Le Conseil municipal, sur proposition du Président de séance, décide si l'amendement est mis en délibéré, rejeté ou renvoyé à la commission compétente pour examen et avis.

Article 25 : **Proposition de délibération ou demande d'inscription à une séance**

Un Conseiller municipal désirant que le Conseil municipal délibère sur une proposition ou examine une question doit adresser au Maire une demande en ce sens, par écrit au plus tard le jour de la conférence des présidents précédant la séance.

En cas d'urgence ou d'évènement majeur intervenant postérieurement à cette date, la proposition de délibération ou demande d'inscription en séance pourra être adressée au maire jusqu'à trois jours ouvrés avant la séance.

Le Maire peut, soit inscrire la question à l'ordre du jour, soit la renvoyer à l'étude de la commission compétente.

Article 26 : Vœux

Les Conseillers municipaux peuvent présenter des vœux sans qu'il y ait obligation pour le Maire de les inscrire à l'ordre du jour du Conseil municipal. Les projets de vœux sont déposés au plus tard deux jours ouvrés avant la tenue du Conseil municipal.

Pour qu'un vœu relatif à des faits postérieurs à la convocation soit mis en discussion, il faut qu'il ait été remis au Maire au plus tard la veille de la séance du Conseil municipal à 18h00.

Les projets de vœux sont transmis pour information aux Présidents de groupes. Le projet de vœu soumis au Conseil municipal peut faire l'objet d'amendements ou d'autres vœux déposés par d'autres Conseillers municipaux au plus tard le jour de la séance, deux heures auparavant.

Article 27 : Participation des habitants

Il est prévu, avant l'ouverture de la séance, ou lors d'une suspension de séance, que le Président de séance réserve un temps de parole aux Kremlinois qui le demandent sur des questions intéressant la gestion municipale.

Avec l'accord des Présidents de groupes, un court débat peut être organisé à la suite de l'intervention d'un Kremlinois et avant la conclusion par le Président de séance.

Article 28 : Présence de représentants de l'administration municipale

Le Cabinet du Maire, la Direction générale des services et l'administration communale requise par le Maire assistent aux séances publiques, mais ne participent pas aux délibérations.

Le Président de séance peut les interroger sur des problèmes relevant de l'administration communale, sauf huis clos.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Article 29 : Référendum local

Conformément au Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut soumettre à référendum local tout projet de délibération tendant à régler une affaire de la compétence de la commune.

Sur proposition du Maire, le Conseil municipal délibère sur le principe et les modalités d'organisation d'une consultation par référendum local.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

CHAPITRE IV
Comptes rendus des débats et des décisions

Article 30 : Procès-verbaux

Un procès-verbal intégral retraçant les débats et les décisions prises est établi pour chaque séance du Conseil municipal.

Le procès-verbal est transmis à chaque Conseiller municipal et soumis à l'approbation du Conseil municipal lors de la séance suivante. Les membres du Conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal.

Une fois le procès-verbal approuvé, il est signé par le Maire et le secrétaire de séance et est publié sur le site internet de la Ville, dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été approuvé.

Article 31 : Compte-rendu des décisions prises par le Conseil municipal

Une liste des délibérations approuvées, rejetées ou reportées en séance est affichée en mairie et publiée sur le site de la Ville dans les 8 jours suivants la séance à laquelle les délibérations ont été examinées.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

CHAPITRE V
Transparence et éthique

Article 32 : Charte éthique

Les élus ayant délégation du Maire signent une charte éthique. Celle-ci fait au préalable l'objet d'une approbation par le Conseil municipal.

Article 33 : Comité de rédaction du journal municipal

Le comité de rédaction du journal municipal, présidé par le Maire, directeur de la publication, ou son représentant est composé d'un représentant par groupe politique du Conseil municipal. Le Maire peut requérir tout agent municipal pour participer au comité de rédaction.

Il est chargé d'examiner le dossier du journal municipal.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

CHAPITRE VI
Dispositions diverses

Article 34 : Groupes politiques

Les Conseillers municipaux peuvent se constituer en groupes selon leurs affinités politiques par déclaration écrite adressée au Maire, signée par tous les membres du groupe politique et comportant la liste des membres.

Nul ne peut appartenir à plus d'un groupe politique.

L'effectif minimum d'un groupe politique est fixé à deux membres.

Les Conseillers municipaux n'appartenant à aucun groupe politique sont déclarés non-inscrits.

Lors de la constitution d'un groupe politique, le Président en avise le Maire, en lui remettant la déclaration de constitution avec son nom et la liste des membres ayant adhéré ou s'y étant apparentés.

Toute modification pouvant survenir ultérieurement doit, de la même façon, être portée à la connaissance du Maire. Le Maire informe le Conseil municipal de la composition des groupes politiques et des modifications éventuelles.

Les membres d'un groupe politique siègent ensemble durant les séances, sauf les adjoints au Maire.

Article 35 : Droit à l'information

Tout Conseiller municipal désirant recevoir une information sur le fonctionnement administratif de la commune ou consulter les projets de contrats ou de marchés s'adresse au Maire par une demande au cabinet du Maire.

L'ensemble des actes règlementaires et des décisions prises par le Maire en vertu du Code général des collectivités territoriales sont publiés sur le site de la Ville.

Article 36 : Transmission par l'EPCI des documents aux Conseillers municipaux

Pour garantir une bonne diffusion et un partage de l'information, l'EPCI de rattachement est chargé de transmettre à tous les Conseillers municipaux les décisions prises en son sein. Les avis de la conférence des Maires, les convocations, les notes explicatives de synthèse, le rapport d'orientations budgétaires, le rapport d'activité et enfin les comptes rendus des débats sont transmis par voie dématérialisée dans un délai de quatre semaines.

Article 37 : Droit d'expression des élus

Chaque groupe politique constitué bénéficie d'une tribune libre et d'égale importance dans les journaux d'information de la ville et sur les réseaux sociaux de la Ville, également publiée sur le site internet de la Ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Les groupes peuvent décider de s'exprimer dans une tribune d'intergroupes, les tribunes de chacun des groupes sont dès lors additionnées.

Les tribunes ne doivent pas excéder 1500 signes, espaces, titres et signatures compris. En cas de non-respect de la taille de la tribune, celle-ci se verra coupée au mille cinq cent unième signe.

Pour le bulletin d'information générale de la ville, la tribune doit être adressée le 25 du mois précédent le mois de publication au Maire via le Cabinet du Maire. Cette même tribune est également publiée, lors de la publication du bulletin d'information générale de la ville, sur les comptes Facebook et Twitter de la Ville.

Pour les autres publications de la ville, le Maire sollicite les Présidents de groupes et leur communique une date de remise de leurs tribunes.

Article 38 : Conférence des Présidents de groupe

Une conférence des Présidents de groupe ou de leurs représentants est réunie au moins une fois avant l'envoi de la convocation de chaque Conseil municipal par le Maire ou son représentant. Elle est informée du projet d'ordre du jour du prochain Conseil municipal et elle prépare les débats qui seront conduits lors de la séance à venir.

Elle ne peut être annulée qu'avec l'accord de l'ensemble des présidents de groupe.

Article 39 : Mise à disposition de locaux aux élus de l'opposition

Un local pour les Conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale est mis à disposition des élus concernés.

Le local mis à disposition ne peut être destiné à une permanence, à accueillir des réunions publiques ni à servir de permanence électorale.

Le temps d'occupation du local mis à disposition est réparti entre les différents groupes par un commun accord, ou à défaut par le Maire en fonction de l'importance des groupes.

La mise à disposition du local fait l'objet d'un arrêté du Maire qui en précise les modalités.

Article 40 : Assiduité des élus municipaux

Un tableau de présence des conseillers municipaux aux séances du Conseil municipal et aux séances de commission est tenu à jour et communiqué annuellement au Conseil municipal.

Article 41 : Modification du Règlement Intérieur

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications sur simple décision du Conseil municipal à la demande et sur proposition du Maire ou de la moitié des membres en exercice de l'assemblée communale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-046-DE
Date de télétransmission : 27/06/2025
Date de réception préfecture : 27/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-047

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée – Désignation des représentants au sein des commissions municipales

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-047-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

Le règlement intérieur du Conseil municipal prévoit 3 commissions municipales chargées d'examiner la liste des affaires présentée à l'occasion de chaque séance de l'organe délibérant.

Ces trois commissions se déclinent comme suit :

La première commission est chargée d'étudier les questions relatives :
Aux finances, au personnel, et à l'administration générale.
La deuxième commission examine les questions afférentes à :
L'urbanisme, l'habitat, l'écologie, la voirie, l'action économique et commerce, le patrimoine, la tranquillité publique.
La troisième commission est chargée d'étudier les questions relatives :
A la petite-enfance, à l'enfance, à l'enseignement, à la jeunesse, au sport, aux solidarités, à la santé, à l'action sociale, aux retraités et personnes âgées, à la culture, aux loisirs, à la démocratie, à la vie associative, et à la citoyenneté.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur du Conseil municipal, chaque Conseiller municipal est membre d'au moins une commission. Les membres sont désignés selon la règle de la représentation proportionnelle. L'installation d'une conseillère municipale lors de la séance du 27 mars 2025 conduit à procéder à sa désignation au sein d'au moins une commission.
Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation de nouveaux membres du Conseil municipal dans chacune de ces trois commissions.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et particulièrement les articles L2121-21 et L2121-22,
Vu le règlement intérieur du Conseil municipal et notamment son article 6,
Considérant que ledit règlement a créé trois commissions municipales,
Vu la délibération n° 2024-089 du 12/09/2024 relative à la désignation des élus dans les commissions municipales,
Considérant que chaque Conseiller municipal est membre d'au moins une commission,
Après avoir procédé aux opérations de vote conformément aux prescriptions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), 5 abstentions (M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI), et 2 ne prenant pas part au vote (M. KHIAR, M. GIBLIN)

DÉCIDE

Article unique
De désigner les conseillers municipaux suivants au sein des commissions suivantes :

1ère Commission :

M. AOUDAY	M. BANBUCK
Mme BOCABEILLE	M. BOUFRAINE
M. CHIAKH	M. RUGGIERI
Mme FOURCADE	M. NICOLLE
M. HEMERY	M. ZINCIROGLU
Mme PARIS	
M. RAYMOND	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-047-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2ème Commission :

Mme ETIENNE	M. CHAPPELLIER
Mme GESTIN	Mme EL KRETE
Mme MUSEUX	M. KHIAR
M. TAPA	Mme HARTMANN
M. THIAM	Mme CHIBOUB
Mme TUFFERY	
M. AOUDAY	

3ème Commission :

Mme AZZOUG	M. BELAINOUSSI
Mme BADOC	Mme BENSITTITI
Mme BRICOUT	Mme COUTO
Mme DEFRANCE	M. GIBLIN
M. EDET	
M. HASSIN	
M. TRAORE	

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICETRE ★ 94270 ★

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-047-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-047-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-048

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée - Désignation du représentant du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Jean-Perrin

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-048-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

Le conseil d'administration est l'organe décisionnel de l'établissement scolaire dont les principales fonctions sont :
- Fixer les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative,
- Adopter le projet d'établissement,
- Etablir le règlement intérieur,
- Etudier toute question relative à l'hygiène, la santé, la sécurité.

Les articles R 421-14 à R 421-19 du code de l'éducation prévoit la composition des Conseils d'administration des établissements scolaires.
Il est composé d'1/3 des représentants de l'administration et des élus locaux, d'1/3 des représentants du personnel de l'éducation nationale et d'1/3 des représentants des élèves et parents d'élèves
Pour le collège Jean-Perrin dont le nombre d'élèves est inférieur à 600 élèves et ne comportant pas une section d'éducation spécialisée, le Conseil d'administration comprend donc un représentant titulaire et un représentant suppléant élus par le Conseil Municipal.
Il est donc proposé de désigner le représentant du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Jean-Perrin.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-33 ;
Vu les articles R 421-14 à R 421-19 du code de l'éducation,
Vu la délibération n° 2022-023 du 17 février 2022,
Après avoir procédé aux opérations de vote conformément aux prescriptions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

De désigner pour représenter la Commune du Kremlin-Bicêtre au sein du Conseil d'administration du Collège Jean-Perrin, un titulaire et un suppléant :

Titulaire : Jean-François DELAGE
Suppléant : Jonathan HEMERY

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-048-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-049

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée – Désignation du représentant du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration du collège Albert-Cron

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-049-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

Le conseil d'administration est l'organe décisionnel de l'établissement scolaire dont les principales fonctions sont :

- Fixer les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative,
- Adopter le projet d'établissement,
- Etablir le règlement intérieur,
- Etudier toute question relative à l'hygiène, la santé, la sécurité.

Les articles R 421-14 à R 421-19 du code de l'éducation prévoit la composition des Conseils d'administration des établissements scolaires.
Il est composé d'1/3 des représentants de l'administration et des élus locaux, d'1/3 des représentants du personnel de l'éducation nationale et d'1/3 des représentants des élèves et parents d'élèves.
Pour le collège Albert-Cron dont le nombre d'élèves est inférieur à 600 élèves et ne comportant pas une section d'éducation spécialisée, le Conseil d'administration comprend donc un représentant titulaire et un représentant suppléant, élus par le Conseil municipal.
Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner un représentant au sein du Conseil d'administration du collège Albert-Cron.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-33 ;
Vu les articles R 421-14 à R 421-19 du code de l'éducation,
Vu la délibération n° 2022-022 du 17 février 2022,
Après avoir procédé aux opérations de vote conformément aux prescriptions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

De désigner pour représenter la Commune du Kremlin-Bicêtre au sein du Conseil d'administration du Collège Albert-Cron, un titulaire et un suppléant :

Titulaire : Jean-François DELAGE
Suppléant : Jonathan HEMERY

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-049-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-050

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée – Désignation des membres du Conseil municipal au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-050-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

L'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les communes de plus de 10 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière. Par une délibération du 27 mars 2003, la Ville a créé une commission consultative des services publics locaux.
Chaque année, cette commission examine les rapports établis par les délégataires de service public (stationnement payant), les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, et les services de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière. Elle est consultée par l'organe délibérant pour avis sur tout projet de délégation de service public et éventuellement sur tout projet de création de régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par Monsieur le Maire ou son représentant, est composée de membres du Conseil municipal désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et de représentants d'associations locales : Confédération nationale du logement, Confédération Générale du logement, Association Léo Lagrange de défense des consommateurs. Aucune prescription sur le nombre de membres, ni sur la proportion entre membres du Conseil municipal et membres des associations, n'est indiquée dans la loi.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner cinq membres du Conseil municipal pour siéger au sein de cette commission, ainsi qu'un membre représentant Monsieur le Maire, membre de droit, en cas d'empêchement de ce dernier.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu l'article 5 de la loi démocratie de proximité du 27 février 2002,
Vu l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2003-024 du 27 mars 2003,
Vu la délibération n° 2024-026 du 28 mars 2024,
Après avoir procédé aux opérations de vote à bulletin secret conformément à l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission municipale concernée,
Après en avoir délibéré, par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER) et 7 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
De désigner, à la représentation proportionnelle, cinq membres pour siéger au sein de la commission consultative des services publics locaux en tant que délégués du Conseil municipal. Sont désignés :
Jean-Philippe EDET, Catherine FOURCADE, Ibrahima TRAORE, Christine MUSEUX, Jean-François BANBUCK.

Article 2
De désigner Frédéric RAYMOND pour représenter Monsieur le Maire en cas d'empêchement de ce dernier.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-050-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-051

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée - Désignation du représentant du Conseil municipal au Comité directeur des Francas du Val-de-Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-051-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

Les Francas du Val-de-Marne sont une association d'éducation populaire et complémentaire de l'enseignement public qui dispose d'une expertise reconnue, forgée sur la durée et au contact de l'ensemble des acteurs éducatifs.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique éducative pour les enfants et les jeunes, la Ville a noué des relations fructueuses avec les Francas du Val-de-Marne et a adhéré à cette association.
La Ville a la faculté de participer à chaque Assemblée générale de l'association, aussi, il est proposé au Conseil municipal de désigner un représentant au sein du Comité directeur (instance dirigeante) de l'association départementale des Francas du Val-de-Marne.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Après avoir procédé aux opérations de vote conformément aux prescriptions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n°2020-076 du 13 juillet 2020,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

De désigner Jonathan HEMERY comme représentant de la Ville au Comité directeur de l'association départementale des Francas du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-051-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-052

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée - Désignation de représentants au sein de l'Association Vacances Voyages loisirs (VVL)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-052-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

Chaque année, la Ville du Kremlin-Bicêtre propose aux enfants, adolescents et seniors des séjours variés et adaptés aux attentes de chacun des publics concernés. Il s'agit d'offrir aux Kremlinois l'opportunité d'un moment de détente et de découverte d'un « ailleurs », qui sera également l'occasion de vivre une expérience enrichissante. Pour les enfants et les adolescents, cette expérience représentera bien souvent un pas important vers l'apprentissage de l'autonomie, et une ouverture au monde, dans un cadre collectif situé en dehors du milieu habituel. Comme indiqué dans ses statuts, l'association Vacances Voyages Loisirs (VVL) a pour objet d'assurer le développement d'activités de vacances et de loisirs à caractère social et éducatif.

Dans ce cadre, l'association VVL travaille de façon privilégiée avec les collectivités publiques depuis près de cinquante ans. C'est un spécialiste reconnu des séjours « sur mesure », qui permettent de créer des programmes en lien direct avec les adhérents, c'est-à-dire avec les collectivités membres, de façon à être en phase avec les besoins de leurs habitants. Il s'agit d'une structure associative, dont les valeurs de partage et de solidarité, joints à une longue expérience de terrain, permettent de concilier au mieux la dimension sociale et intégratrice des séjours, d'une part, et le strict respect des normes et procédures de sécurité et d'hygiène nécessaires, d'autre part.

Lors de la séance du Conseil municipal du 14 avril 2022, la Ville a adhéré à l'association VVL afin de bénéficier de la coopération approfondie de ses membres conformément aux objectifs de l'association. Il convient aujourd'hui de désigner de nouveaux représentants de la Ville au sein de l'association VVL.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu les statuts de l'association VVL,
Vu la délibération n°2022-048 du 14/04/2022, portant adhésion de la ville à l'association VVL,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1 De désigner, conformément aux statuts de l'association, deux représentants de la ville du Kremlin-Bicêtre :
Ibrahima TRAORE, titulaire
Jean-François DELAGE, suppléant.

Article 2 D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à l'adhésion de la ville du Kremlin-Bicêtre à l'association Vacances Voyages Loisirs.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-052-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC IVRY-SUR-SEINE
N° CODIQUE 094027
Date Edition : 12/03/2025
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 24900
N° de SIRET 21940043900010

COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Maryse BALDACHINO
Mme Marlene DEGRANDI
Mme Isabelle VILAPLANA

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 30/04/2024
DU 01/05/2024 AU 31/05/2024
DU 01/06/2024 AU 12/03/2025

Population 24492
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 19
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 23
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 33
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 34

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 68
4EME PARTIE : Page des signatures 69

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	64 019,57
Subventions d'investissement versées	434,13	Neutralisations et régularisations	3 068,12
Autres immobilisations incorporelles	1 496,13	Réserves	58 344,91
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	2 625,96
Terrains	18 744,88	Résultat de l'exercice	1 445,06
Constructions	108 278,83	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	2,52
Réseaux et installations de voirie	223,19	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**129 506,15**
Réseaux divers	501,35	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	664,67	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	4 463,95	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	5 461,63	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	24 055,45
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	20 429,77	Dettes financières et autres emprunts	1 255,07
Immobilisations financières (nettes)	1 615,03	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**25 310,51**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**162 313,55**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 331,17
Stocks		Autres dettes non financières	15 715,87
Créances	3 969,12	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**18 047,04**
Trésorerie	7 682,94	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**11 652,06**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**43 357,55**
Comptes de régularisation (III)	1,22	Comptes de régularisation (III)	1 103,14
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**173 966,83**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**173 966,83**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		2 181 379,93	1 747 250,00	434 129,93	587 292,93
Autres immobilisations incorporelles		3 569 521,54	2 080 119,16	1 489 402,38	1 575 369,50
Immobilisations incorporelles en cours		6 729,04		6 729,04	6 729,04
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		19 011 387,18	266 504,68	18 744 882,50	18 520 958,16
Constructions		108 667 114,60	388 283,82	108 278 830,78	106 173 780,11
Réseaux et installations de voirie		255 691,96	32 505,72	223 186,24	142 626,23
Réseaux divers		670 310,60	168 965,20	501 345,40	521 372,18
Installations techniques, agencements et matériel		2 342 635,51	1 677 967,44	664 668,07	653 968,22
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		14 915 865,78	10 451 918,03	4 463 947,75	4 509 910,35
Immobilisations corporelles en cours		5 461 629,12		5 461 629,12	5 338 734,72
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		20 429 767,53		20 429 767,53	20 429 767,53
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		1 615 030,50		1 615 030,50	1 531 621,48
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**179 127 063,29**	**16 813 514,05**	**162 313 549,24**	**159 992 130,45**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		292 428,58		292 428,58	162 996,24
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 033 478,29	80 000,00	953 478,29	1 067 320,41
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		2 446 679,19		2 446 679,19	2 446 679,19
Créances sur budgets annexes					222 681,76
Créances sur les autres débiteurs		276 536,31		276 536,31	274 072,80
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**4 049 122,37**	**80 000,00**	**3 969 122,37**	**4 173 750,40**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		7 682 939,85		7 682 939,85	9 011 227,37
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**7 682 939,85**		**7 682 939,85**	**9 011 227,37**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		1 222,43		1 222,43	1 085,23
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**190 860 347,94**	**16 893 514,05**	**173 966 833,89**	**173 178 193,45**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		12 309 469,28	12 309 469,28
Fonds globalisés		23 163 812,11	22 858 843,14
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		709 871,86	663 820,64
Rattachées à un actif non amortissable		27 836 412,80	27 674 334,80
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		3 068 124,79	2 924 032,07
RÉSERVES		58 344 912,84	55 906 579,50
REPORT A NOUVEAU		2 625 961,58	1 627 814,92
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 445 063,85	3 436 480,00
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		2 517,00	2 517,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**129 506 146,11**	**127 403 891,35**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			590 896,00
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			**590 896,00**
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		24 055 445,80	25 397 080,43
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		1 255 065,74	1 255 065,74
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**25 310 511,54**	**26 652 146,17**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 331 165,10	2 302 818,20
Dettes fiscales et sociales		69 705,94	2 229,53
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		13 462 602,94	13 279 698,58
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		189 338,68	
Autres dettes non financières		1 994 225,13	2 093 662,66
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**18 047 037,79**	**17 678 408,97**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**43 357 549,33**	**44 921 451,14**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		1 103 138,45	852 850,96
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**173 966 833,89**	**173 178 193,45**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	2 424,73	
Participations	2 448,15	
Compensations, autres attributions et autres participations	150,40	
Dons et legs		
Impôts et taxes	40 230,33	
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	3 208,28	
Produits des cessions d'actifs	467,73	
Autres produits de gestion	731,98	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	590,90	
Reprises du financement rattaché à un actif	3,15	
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession	25,14	
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**50 280,80**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	8 371,52	
Charges de personnel	26 540,11	
Indemnités des élus (et membres du CESR)	283,09	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	179,25	
Impôts et taxes	860,91	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 612,75	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	323,64	
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	169,23	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**38 340,51**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	9 671,09	
Autres charges	231,80	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**9 902,89**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**2 037,40**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**592,34**	
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-592,33**	
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 445,06**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		2 424 729,65		
Participations		2 448 152,27		
Compensations, autres attributions et autres participations		150 403,00		
Dons et legs				
Impôts et taxes		40 230 332,31		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		3 208 284,16		
Produits des cessions d'actifs		467 730,77		
Autres produits de gestion		731 975,33		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		590 896,00		
Reprises du financement rattaché à un actif		3 153,78		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession		25 138,05		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**50 280 795,32**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		8 371 519,18		
Charges de personnel		26 540 112,91		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		19 549 811,24		
Dont charges sociales		6 990 301,67		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		283 085,27		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		179 254,92		
Impôts et taxes		860 914,93		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 612 750,49		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		323 638,05		
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession		169 230,77		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**38 340 506,52**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		9 671 088,53		
Dont ménages		29 674,51		
Dont personnes morales de droit privé		650 951,80		
Dont collectivités territoriales				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dont autres organismes publics		8 990 462,22		
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		231 804,29		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**9 902 892,82**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**2 037 395,98**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts		3,60		
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**3,60**		
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		592 335,73		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**592 335,73**		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-592 332,13**		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 445 063,85**		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4541-1	2 250,00				2 250,00	
4541-2				2 250,00		2 250,00
4581-	2 444 429,19				2 444 429,19	
4582-		13 031 776,73				13 031 776,73

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Résultats budgétaires de l'exercice

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	15 931 914,48	53 234 913,29	69 166 827,77
Titres de recette émis (b)	6 601 922,89	51 348 677,23	57 950 600,12
Réductions de titres (c)		112 896,71	112 896,71
Recettes nettes (d = b - c)	6 601 922,89	51 235 780,52	57 837 703,41
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	15 931 914,48	53 234 913,29	69 166 827,77
Mandats émis (f)	7 157 468,64	51 404 318,53	58 561 787,17
Annulations de mandats (g)		1 613 601,86	1 613 601,86
Dépenses nettes (h = f - g)	7 157 468,64	49 790 716,67	56 948 185,31
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		1 445 063,85	889 518,10
(h - d) Déficit	555 545,75		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement	-484 186,87		-555 545,75		-1 039 732,62
Fonctionnement	5 064 294,92	2 438 333,34	1 445 063,85		4 071 025,43
TOTAL I	**4 580 108,05**	**2 438 333,34**	**889 518,10**		**3 031 292,81**
II - Budgets des services à caractère administratif					
24902-Marché forain					
Investissement	-30 803,09		29 642,08		-1 161,01
Fonctionnement	143 638,50	30 803,09	30 620,48		143 455,89
Sous-Total	**112 835,41**	**30 803,09**	**60 262,56**		**142 294,88**
TOTAL II	**112 835,41**	**30 803,09**	**60 262,56**		**142 294,88**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**4 692 943,46**	**2 469 136,43**	**949 780,66**		**3 173 587,69**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	2 943 645,00		2 943 645,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	420 072,00	241 653,50	661 725,50
204	Subventions d'équipement versées	40 000,00	43 820,00	83 820,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 507 211,00	3 671 829,76	10 179 040,76
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 300 000,00	223 995,17	1 523 995,17
26	PARTICIPATIONS ET CRÉANCES RATTACHÉES A DES PARTICIPATIONS		10 000,00	10 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	136 550,00		136 550,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**11 347 478,00**	**4 191 298,43**	**15 538 776,43**
45411	Opération pour compte tiers n° 45411	100 000,00		100 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**100 000,00**		**100 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**11 447 478,00**	**4 191 298,43**	**15 638 776,43**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00	65 138,05	185 138,05
041	Opérations patrimoniales	5 000,00	103 000,00	108 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**125 000,00**	**168 138,05**	**293 138,05**
TOTAL GENERAL		**11 572 478,00**	**4 359 436,48**	**15 931 914,48**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	2 943 645,00	2 831 901,21		2 831 901,21	111 743,79
20	661 725,50	226 683,68		226 683,68	435 041,82
204	83 820,00				83 820,00
21	10 179 040,76	3 804 820,23		3 804 820,23	6 374 220,53
23	1 523 995,17	122 894,40		122 894,40	1 401 100,77
26	10 000,00				10 000,00
27	136 550,00	93 242,21		93 242,21	43 307,79
SOUS-TOTAL	**15 538 776,43**	**7 079 541,73**		**7 079 541,73**	**8 459 234,70**
45411	100 000,00				100 000,00
SOUS-TOTAL	**100 000,00**				**100 000,00**
TOTAL	**15 638 776,43**	**7 079 541,73**		**7 079 541,73**	**8 559 234,70**
040	185 138,05	28 291,83		28 291,83	156 846,22
041	108 000,00	49 635,08		49 635,08	58 364,92
TOTAL	**293 138,05**	**77 926,91**		**77 926,91**	**215 211,14**
TOTAL GENERAL	**15 931 914,48**	**7 157 468,64**		**7 157 468,64**	**8 774 445,84**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	459 600,00	2 438 333,34	2 897 933,34
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 330 583,00	-96 061,00	1 234 522,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	4 503 000,00		4 503 000,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	200 000,00		200 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	100 000,00		100 000,00
024	Produits de cessions (recettes)	3 366 700,00	-1 395 430,77	1 971 269,23
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**9 959 883,00**	**946 841,57**	**10 906 724,57**
45412	Opération pour compte tiers n° 45412	100 000,00		100 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**100 000,00**		**100 000,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**10 059 883,00**	**946 841,57**	**11 006 724,57**
021	Virement de la section de fonctionnement (section d'investissement)	47 595,00	2 410 341,58	2 457 936,58
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 460 000,00	740 499,82	2 200 499,82
041	Opérations patrimoniales	5 000,00	103 000,00	108 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 512 595,00**	**3 253 841,40**	**4 766 436,40**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		158 753,51	158 753,51
TOTAL GENERAL		**11 572 478,00**	**4 359 436,48**	**15 931 914,48**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	2 897 933,34	2 743 302,31		2 743 302,31	154 631,03
13	1 234 522,00	211 283,00		211 283,00	1 023 239,00
16	4 503 000,00	1 500 000,00		1 500 000,00	3 003 000,00
23	200 000,00				200 000,00
27	100 000,00	9 833,19		9 833,19	90 166,81
024	1 971 269,23				1 971 269,23
SOUS-TOTAL	**10 906 724,57**	**4 464 418,50**		**4 464 418,50**	**6 442 306,07**
45412	100 000,00	2 250,00		2 250,00	97 750,00
SOUS-TOTAL	**100 000,00**	**2 250,00**		**2 250,00**	**97 750,00**
TOTAL	**11 006 724,57**	**4 466 668,50**		**4 466 668,50**	**6 540 056,07**
021	2 457 936,58				2 457 936,58
040	2 200 499,82	2 085 619,31		2 085 619,31	114 880,51
041	108 000,00	49 635,08		49 635,08	58 364,92
TOTAL	**4 766 436,40**	**2 135 254,39**		**2 135 254,39**	**2 631 182,01**
001	158 753,51				158 753,51
TOTAL GENERAL	**15 931 914,48**	**6 601 922,89**		**6 601 922,89**	**9 329 991,59**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	7 875 101,89	551 834,00	8 426 935,89
012	Charges de personnel et frais assimilés	28 030 000,00	100 000,00	28 130 000,00
014	Atténuations de produits	525 000,00	295 293,00	820 293,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	10 333 188,00	115 377,00	10 448 565,00
66	CHARGES FINANCIÈRES	662 003,00		662 003,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	11 880,00	56 800,00	68 680,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	20 000,00		20 000,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**47 457 172,89**	**1 119 304,00**	**48 576 476,89**
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	47 595,00	2 410 341,58	2 457 936,58
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 460 000,00	740 499,82	2 200 499,82
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 507 595,00**	**3 150 841,40**	**4 658 436,40**
TOTAL GENERAL		**48 964 767,89**	**4 270 145,40**	**53 234 913,29**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	8 426 935,89	9 726 361,03	1 407 153,47	8 319 207,56	107 728,33
012	28 130 000,00	27 653 541,48	36 320,42	27 617 221,06	512 778,94
014	820 293,00	791 100,00		791 100,00	29 193,00
65	10 448 565,00	10 407 106,81	101 231,41	10 305 875,40	142 689,60
66	662 003,00	661 232,29	68 896,56	592 335,73	69 667,27
67	68 680,00	59 357,61		59 357,61	9 322,39
68	20 000,00	20 000,00		20 000,00	
TOTAL	**48 576 476,89**	**49 318 699,22**	**1 613 601,86**	**47 705 097,36**	**871 379,53**
68					
023	2 457 936,58				2 457 936,58
042	2 200 499,82	2 085 619,31		2 085 619,31	114 880,51
TOTAL	**4 658 436,40**	**2 085 619,31**		**2 085 619,31**	**2 572 817,09**
TOTAL GENERAL	**53 234 913,29**	**51 404 318,53**	**1 613 601,86**	**49 790 716,67**	**3 444 196,62**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
013	Atténuations de charges	235 000,00		235 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 537 212,00	700 000,00	3 237 212,00
73	IMPOTS ET TAXES	7 740 151,00		7 740 151,00
731	Fiscalité locale	33 449 500,00	-689 488,00	32 760 012,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	4 745 331,89	160 833,00	4 906 164,89
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	137 271,00	349 074,00	486 345,00
76	PRODUITS FINANCIERS	2,00		2,00
77	PRODUITS SPECIFIQUES	300,00	467 730,77	468 030,77
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS		590 896,00	590 896,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**48 844 767,89**	**1 579 045,77**	**50 423 813,66**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	120 000,00	65 138,05	185 138,05
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**120 000,00**	**65 138,05**	**185 138,05**
002	Résultat de fonctionnement reporté		2 625 961,58	2 625 961,58
TOTAL GENERAL		**48 964 767,89**	**4 270 145,40**	**53 234 913,29**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	235 000,00	165 414,89	1 533,29	163 881,60	71 118,40
70	3 237 212,00	3 211 368,33	3 084,17	3 208 284,16	28 927,84
73	7 740 151,00	7 740 151,00		7 740 151,00	
731	32 760 012,00	33 284 418,04	3 136,73	33 281 281,31	-521 269,31
74	4 906 164,89	5 037 450,80	14 165,88	5 023 284,92	-117 120,03
75	486 345,00	821 194,41	90 976,64	730 217,77	-243 872,77
76	2,00	3,60		3,60	-1,60
77	468 030,77	469 488,33		469 488,33	-1 457,56
78	590 896,00	590 896,00		590 896,00	
TOTAL	**50 423 813,66**	**51 320 385,40**	**112 896,71**	**51 207 488,69**	**-783 675,03**
042	185 138,05	28 291,83		28 291,83	156 846,22
TOTAL	**185 138,05**	**28 291,83**		**28 291,83**	**156 846,22**
002	2 625 961,58				2 625 961,58
TOTAL GENERAL	**53 234 913,29**	**51 348 677,23**	**112 896,71**	**51 235 780,52**	**1 999 132,77**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	2 831 901,21		2 831 901,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**2 831 901,21**		**2 831 901,21**
2031	Frais d'études	132 346,86		132 346,86
2033	Frais d'insertion	12 960,00		12 960,00
2051	Concessions et droits similaires	52 976,82		52 976,82
2088	Autres immobilisations incorporelles	28 400,00		28 400,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**	**226 683,68**		**226 683,68**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	37 647,42		37 647,42
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	93 592,89		93 592,89
2128	Autres agencements et aménagements	409 186,92		409 186,92
21312	Bâtiments scolaires	112 788,00		112 788,00
21318	Autres bâtiments publics	162,74		162,74
21321	Immeubles de rapport	175,55		175,55
21351	Bâtiments publics	2 066 336,95		2 066 336,95
21352	Bâtiments privés	33 994,08		33 994,08
2138	Autres constructions	5 791,60		5 791,60
2152	Installations de voirie	87 261,91		87 261,91
21534	Réseaux d'électrification	2 229,60		2 229,60
215738	Autre matériel et outillage de voirie	56 802,72		56 802,72
21578	Autre matériel technique	103,39		103,39
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	69 709,80		69 709,80
21621	Biens sous-jacents	25 682,00		25 682,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	5 994,96		5 994,96
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	6 752,50		6 752,50
21828	Autres matériels de transport	239 178,79		239 178,79
21838	Autre matériel informatique	68 343,44		68 343,44
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	12 847,75		12 847,75
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	111 017,88		111 017,88
2185	Matériel de téléphonie	4 018,80		4 018,80
2188	Autres	355 200,54		355 200,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**3 804 820,23**		**3 804 820,23**
2313	Constructions	122 894,40		122 894,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**IMMOBILISATIONS EN COURS**	**122 894,40**		**122 894,40**
275	Dépôts et cautionnements versés	2 242,21		2 242,21
27638	Autres établissements publics	91 000,00		91 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**93 242,21**		**93 242,21**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**7 079 541,73**		**7 079 541,73**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**7 079 541,73**		**7 079 541,73**
13911	État et établissements nationaux	845,16		845,16
13913	Départements	677,97		677,97
13918	Autres	1 630,65		1 630,65
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	25 138,05		25 138,05
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**28 291,83**		**28 291,83**
21351	Bâtiments publics	49 635,08		49 635,08
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**49 635,08**		**49 635,08**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**77 926,91**		**77 926,91**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**7 157 468,64**		**7 157 468,64**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	F.C.T.V.A.	253 044,61		253 044,61
10226	Taxe d'aménagement	51 924,36		51 924,36
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 438 333,34		2 438 333,34
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**2 743 302,31**		**2 743 302,31**
1311	État et établissements nationaux	10 590,00		10 590,00
1318	Autres	38 615,00		38 615,00
1328	Autres	162 078,00		162 078,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**	**211 283,00**		**211 283,00**
1641	Emprunts en euros	1 500 000,00		1 500 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES**	**1 500 000,00**		**1 500 000,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	9 833,19		9 833,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**	**9 833,19**		**9 833,19**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**4 464 418,50**		**4 464 418,50**
45412	Opération pour compte de tiers n° 45412	2 250,00		2 250,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**2 250,00**		**2 250,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**4 466 668,50**		**4 466 668,50**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	169 230,77		169 230,77
2088	Autres immobilisations incorporelles	22 560,00		22 560,00
2111	Terrains nus	275 000,00		275 000,00
21828	Autres matériels de transport	26 078,05		26 078,05
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	20 347,00		20 347,00
28031	Frais d'études	9 714,04		9 714,04
28033	Frais d'insertion	4 732,36		4 732,36
28041512	Bâtiments et installations	144 425,00		144 425,00
28041582	Bâtiments et installations	5 738,00		5 738,00
280422	Bâtiments et installations	3 000,00		3 000,00
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires	50 652,76		50 652,76
28088	Autres immobilisations incorporelles	155 009,56		155 009,56
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	11 671,25		11 671,25
28128	Autres agencements et aménagements	29 831,64		29 831,64
281321	Immeubles de rapport	3 293,15		3 293,15
281351	Bâtiments publics	158 526,68		158 526,68
281352	Bâtiments privés	2 013,50		2 013,50
28152	Installations de voirie	6 701,90		6 701,90
281531	Réseaux d'adduction d'eau	965,20		965,20
281533	Réseaux câblés	18 343,65		18 343,65

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
281534	Réseaux d'électrification	1 681,53		1 681,53
281538	Autres réseaux	1 266,00		1 266,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	3 971,68		3 971,68
2815731	Matériel roulant	32 483,00		32 483,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	38 006,41		38 006,41
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	41 454,97		41 454,97
28181	Installations générales, agencements et aménagements divers	126 949,44		126 949,44
281828	Autres matériels de transport	132 443,39		132 443,39
281831	Matériel informatique scolaire	13 549,91		13 549,91
281838	Autre matériel informatique	145 438,03		145 438,03
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	10 580,13		10 580,13
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	61 451,23		61 451,23
28185	Matériel de téléphonie	8 220,37		8 220,37
28188	Autres	349 810,67		349 810,67
2826	Biens historiques et culturels - dépenses ultérieures amortissables	478,04		478,04
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**2 085 619,31**		**2 085 619,31**
2031	Frais d'études	49 635,08		49 635,08
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**49 635,08**		**49 635,08**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**2 135 254,39**		**2 135 254,39**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**6 601 922,89**		**6 601 922,89**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	163 931,82		163 931,82
60611	Eau et assainissement	187 543,66	33 191,00	154 352,66
60612	Énergie - Électricité	1 050 535,45	92 480,68	958 054,77
60613	Chauffage urbain	733 120,63	151 323,61	581 797,02
60621	Combustibles	14 380,00		14 380,00
60622	Carburants	103 149,54	665,06	102 484,48
60623	Alimentation	1 005 762,08	18 461,45	987 300,63
60628	Autres fournitures non stockées	56 297,99	3 147,41	53 150,58
60631	Fournitures d'entretien	83 654,31	2 711,74	80 942,57
60632	Fournitures de petit équipement	300 903,29	56 228,37	244 674,92
60633	Fournitures de voirie	32 110,65	287,16	31 823,49
60636	Habillement et Vêtements de travail	81 938,89	26 739,09	55 199,80
6064	Fournitures administratives	25 888,26	904,80	24 983,46
6065	Livres, disques, cassettes ... (bibliothèques et médiathèques)	37 431,92	42,66	37 389,26
6067	Fournitures scolaires	29 816,60	832,58	28 984,02
6068	Autres matières et fournitures.	95 467,72	6 840,61	88 627,11
611	Contrats de prestations de services	918 490,28	47 960,09	870 530,19
6132	Locations immobilières	735 144,74	230 472,36	504 672,38
61351	Matériel roulant	137 710,90	11 592,42	126 118,48
61358	Autres	150 235,14	14 115,44	136 119,70
614	Charges locatives et de copropriété	104 203,60	30 297,47	73 906,13
61521	Terrains	159 767,79	5 457,32	154 310,47
615221	Bâtiments publics	203 482,05	94 511,27	108 970,78
615228	Autres bâtiments	1 941,60		1 941,60
615232	Réseaux	19 462,65	19 462,65	
61551	Matériel roulant	73 197,74	5 984,16	67 213,58
61558	Autres biens mobiliers	75 682,89	27 924,20	47 758,69
6156	Maintenance	725 385,47	156 814,22	568 571,25
6161	Multirisques	140 305,93		140 305,93
617	Études et recherches	34 731,00	10 731,00	24 000,00
6182	Documentation générale et technique	35 940,01	462,63	35 477,38
6184	Versements à des organismes de formation	103 676,53	28 760,24	74 916,29
6188	Autres frais divers	200 212,34	40 598,35	159 613,99
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	996,25		996,25
62268	Autres honoraires, conseils...	178 042,74	4 720,22	173 322,52
6227	Frais d'actes et de contentieux	78 883,04	700,00	78 183,04

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6228	Divers	212 487,80	86 393,44	126 094,36
6231	Annonces et insertions	40 315,03	1 079,13	39 235,90
6232	Fêtes et cérémonies	363 085,77	13 963,28	349 122,49
6234	Réceptions	3 515,90	550,00	2 965,90
6236	Catalogues et imprimés	142 189,95	19 044,26	123 145,69
6238	Divers	70 612,89	17 489,02	53 123,87
6247	Transports collectifs du personnel	20 354,70		20 354,70
6248	Divers	2 314,42		2 314,42
6251	Voyages, déplacements et missions	8 461,85		8 461,85
6261	Frais d'affranchissement	81 796,98	33 198,00	48 598,98
6262	Frais de télécommunications	93 157,72	32 064,71	61 093,01
627	Services bancaires et assimilés.	14 417,33	156,23	14 261,10
6281	Concours divers (cotisations...)	46 041,62	3 707,59	42 334,03
6283	Frais de nettoyage des locaux	22 115,20		22 115,20
62876	Au GFP de rattachement	3 509,00	344,00	3 165,00
62878	A des tiers	80 302,10	4 794,16	75 507,94
6288	Autres	382 979,88	69 171,87	313 808,01
63512	Taxes foncières	19 347,98		19 347,98
63513	Autres impôts locaux	6 484,00		6 484,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	18,85		18,85
6358	Autres droits	27 477,50		27 477,50
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	5 949,06	777,52	5 171,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**9 726 361,03**	**1 407 153,47**	**8 319 207,56**
6218	Autre personnel extérieur	110 811,49		110 811,49
6331	Versement mobilité	500 460,00		500 460,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	78 788,00		78 788,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	223 167,06		223 167,06
64111	Rémunération principale	9 047 940,44	28 314,57	9 019 625,87
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	389 469,84	1 810,33	387 659,51
64113	NBI	110 648,15		110 648,15
64118	Autres indemnités.	2 941 306,74		2 941 306,74
64121	Rémunération principale	321 165,35		321 165,35
64128	Autres indemnités	95 536,34		95 536,34
64131	Rémunérations	5 496 319,15	6 163,41	5 490 155,74
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	180 189,57		180 189,57
6414	Personnel rémunéré à la vacation	956 410,84		956 410,84

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6417	Rémunérations des apprentis	124 509,04		124 509,04
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 375 392,00		3 375 392,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	3 207 153,19		3 207 153,19
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	274 416,00		274 416,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	27 033,13		27 033,13
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux.	78 274,73	32,11	78 242,62
64731	Versées directement	2 571,73		2 571,73
6475	Médecine du travail, pharmacie	40 565,36		40 565,36
6488	Autres	71 413,33		71 413,33
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**27 653 541,48**	**36 320,42**	**27 617 221,06**
739118	Autres reversements et restitutions sur contributions directes	695 293,00		695 293,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	95 807,00		95 807,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**791 100,00**		**791 100,00**
65131	Bourses	9 750,00		9 750,00
65132	Prix	1 172,88		1 172,88
65138	Autres secours	18 190,64		18 190,64
65311	Indemnités de fonction	260 320,54		260 320,54
65312	Frais de mission et de déplacement	1 260,83		1 260,83
65313	Cotisations de retraite	16 438,90		16 438,90
65315	Formation	6 705,00	1 640,00	5 065,00
6541	Créances admises en non-valeur	27 001,21		27 001,21
6542	Créances éteintes	11 833,27		11 833,27
6553	Service d'incendie	692 112,63	72 476,98	619 635,65
65561	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement public de territoire)	7 402 533,00	25 114,43	7 377 418,57
65568	Autres contributions	40 022,00		40 022,00
6558	Autres contributions obligatoires	191 782,29		191 782,29
657351	GFP de rattachement	2 000,00		2 000,00
65736211	non dotés de la personnalité morale	256 408,00		256 408,00
657363	CCAS/CIAS	705 000,00		705 000,00
657364	Caisse des écoles	32 000,00	2 000,00	30 000,00
65741	Ménages	560,99		560,99
65748	Autres personnes de droit privé	650 951,80		650 951,80
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	80 689,03		80 689,03
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	368,95		368,95
65888	Autres	4,85		4,85
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**10 407 106,81**	**101 231,41**	**10 305 875,40**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
66111	Intérêts réglés à l'échéance	602 069,15		602 069,15
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	59 163,14	68 896,56	-9 733,42
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**CHARGES FINANCIÈRES**	**661 232,29**	**68 896,56**	**592 335,73**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	59 357,61		59 357,61
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**CHARGES SPECIFIQUES**	**59 357,61**		**59 357,61**
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	20 000,00		20 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	**DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS**	**20 000,00**		**20 000,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**49 318 699,22**	**1 613 601,86**	**47 705 097,36**
675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	323 638,05		323 638,05
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	169 230,77		169 230,77
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	1 592 750,49		1 592 750,49
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**2 085 619,31**		**2 085 619,31**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**2 085 619,31**		**2 085 619,31**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**51 404 318,53**	**1 613 601,86**	**49 790 716,67**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	150 300,73	1 491,49	148 809,24
6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoyance.	15 114,16	41,80	15 072,36
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**165 414,89**	**1 533,29**	**163 881,60**
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	146 720,31		146 720,31
70321	Droits de stationnement et de location sur la voie publique	63 274,36		63 274,36
70323	Redevance d'occupation du domaine public	73 302,06	943,69	72 358,37
70383	Redevance de stationnement	784 231,06		784 231,06
70384	Forfait de post-stationnement	234 186,24		234 186,24
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	47,73		47,73
70631	A caractère sportif	3 839,70		3 839,70
70632	A caractère de loisirs	424 734,81	206,37	424 528,44
7066	Redevances et droits des services à caractère social	49 096,89		49 096,89
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	1 038 789,85	1 934,11	1 036 855,74
706888	Autres	317 575,93		317 575,93
70876	par le GFP de rattachement	47 126,99		47 126,99
70878	par des tiers	28 442,40		28 442,40
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**3 211 368,33**	**3 084,17**	**3 208 284,16**
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00		6 867 569,00
73331	Communes (FSRIF)	872 582,00		872 582,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	**IMPOTS ET TAXES**	**7 740 151,00**		**7 740 151,00**
73111	Impôts directs locaux	30 900 657,00		30 900 657,00
73118	Autres contributions directes	31 751,00		31 751,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	945 300,95		945 300,95
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	469 538,69		469 538,69
731721	Taxe de séjour	844 672,49	2 211,97	842 460,52
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	92 497,91	924,76	91 573,15
SOUS-TOTAL CHAPITRE 731	**Fiscalité locale**	**33 284 418,04**	**3 136,73**	**33 281 281,31**
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 802 819,00		1 802 819,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	612 505,00		612 505,00
744	FCTVA	9 405,65		9 405,65
74718	Autres	34 781,46		34 781,46
7473	Départements	158 095,00		158 095,00
74758	Autres groupements	70 822,00		70 822,00
747818	Autres	33 110,03		33 110,03
747888	Autres	2 165 509,66	14 165,88	2 151 343,78
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	95 884,00		95 884,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7484	Dotation de recensement	4 800,00		4 800,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	49 719,00		49 719,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**5 037 450,80**	**14 165,88**	**5 023 284,92**
752	Revenus des immeubles	148 218,38	8 000,00	140 218,38
755	Dédits et pénalités perçus	5 457,47		5 457,47
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	138 305,44		138 305,44
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	794,81		794,81
75888	Autres	528 418,31	82 976,64	445 441,67
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**821 194,41**	**90 976,64**	**730 217,77**
761	Produits de participations	3,60		3,60
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	**PRODUITS FINANCIERS**	**3,60**		**3,60**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	1 757,56		1 757,56
775	Produits des cessions d'immobilisations	467 730,77		467 730,77
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**PRODUITS SPECIFIQUES**	**469 488,33**		**469 488,33**
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	590 896,00		590 896,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	**REPRISES SUR AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS**	**590 896,00**		**590 896,00**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**51 320 385,40**	**112 896,71**	**51 207 488,69**
7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat	25 138,05		25 138,05
777	Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	3 153,78		3 153,78
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**28 291,83**		**28 291,83**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**28 291,83**		**28 291,83**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**51 348 677,23**	**112 896,71**	**51 235 780,52**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		12 266 910,54						12 266 910,54		12 266 910,54
10222	F.C.T.V.A.		17 854 674,84				253 044,61		18 107 719,45		18 107 719,45
10226	Taxe d'aménagement		121 042,30				51 924,36		172 966,66		172 966,66
10228	Autres fonds d'investissement		4 883 126,00						4 883 126,00		4 883 126,00
1022	**Sous Total compte 1022**		**22 858 843,14**				**304 968,97**		**23 163 812,11**		**23 163 812,11**
10251	Dons et legs en capital		42 558,74						42 558,74		42 558,74
1025	**Sous Total compte 1025**		**42 558,74**						**42 558,74**		**42 558,74**
102	**Sous Total compte 102**		**35 168 312,42**				**304 968,97**		**35 473 281,39**		**35 473 281,39**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		55 906 579,50				2 438 333,34		58 344 912,84		58 344 912,84
106	**Sous Total compte 106**		**55 906 579,50**				**2 438 333,34**		**58 344 912,84**		**58 344 912,84**
10	**Sous Total compte 10**		**91 074 891,92**				**2 743 302,31**		**93 818 194,23**		**93 818 194,23**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 627 814,92	2 438 333,34	3 436 480,00			2 438 333,34	5 064 294,92		2 625 961,58
11	**Sous Total compte 11**		**1 627 814,92**	**2 438 333,34**	**3 436 480,00**			**2 438 333,34**	**5 064 294,92**		**2 625 961,58**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		3 436 480,00	3 436 480,00				3 436 480,00	3 436 480,00		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**3 436 480,00**	**3 436 480,00**				**3 436 480,00**	**3 436 480,00**		**0,00**
1311	État et établissements nationaux		348 531,18				10 590,00		359 121,18		359 121,18
1313	Départements		3 670,70	2 508,63				2 508,63	3 670,70		1 162,07
1318	Autres		337 241,69				38 615,00		375 856,69		375 856,69
131	**Sous Total compte 131**		**689 443,57**	**2 508,63**			**49 205,00**	**2 508,63**	**738 648,57**		**736 139,94**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	État et établissements nationaux		3 405 429,14						3 405 429,14		3 405 429,14
1322	Régions		7 663 911,42						7 663 911,42		7 663 911,42
1323	Départements		1 664 034,89						1 664 034,89		1 664 034,89
13258	Autres groupements		228 755,52						228 755,52		228 755,52
1325	**Sous Total compte 1325**		**228 755,52**						**228 755,52**		**228 755,52**
1326	Autres établissements publics locaux		1 782,00						1 782,00		1 782,00
1328	Autres		10 500 745,42				162 078,00		10 662 823,42		10 662 823,42
132	**Sous Total compte 132**		**23 464 658,39**				**162 078,00**		**23 626 736,39**		**23 626 736,39**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		4 163 492,13						4 163 492,13		4 163 492,13
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		2 050,29						2 050,29		2 050,29
1346	**Sous Total compte 1346**		**2 050,29**						**2 050,29**		**2 050,29**
1348	Autres		21 723,98						21 723,98		21 723,98
134	**Sous Total compte 134**		**4 187 266,40**						**4 187 266,40**		**4 187 266,40**
1381	État et établissements nationaux		22 410,01						22 410,01		22 410,01
138	**Sous Total compte 138**		**22 410,01**						**22 410,01**		**22 410,01**
13911	État et établissements nationaux	5 974,94				845,16		6 820,10		6 820,10	
13913	Départements	1 929,76			2 508,63	677,97		2 607,73	2 508,63	99,10	
13918	Autres	17 718,23				1 630,65		19 348,88		19 348,88	
1391	**Sous Total compte 1391**	**25 622,93**			**2 508,63**	**3 153,78**		**28 776,71**	**2 508,63**	**26 268,08**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
139	**Sous Total compte 139**	**25 622,93**			**2 508,63**	**3 153,78**		**28 776,71**	**2 508,63**	**26 268,08**	
13	**Sous Total compte 13**	**25 622,93**	**28 363 778,37**	**2 508,63**	**2 508,63**	**3 153,78**	**211 283,00**	**31 285,34**	**28 577 570,00**		**28 546 284,66**
15181	Autres provisions pour risques (non budg		590 896,00	590 896,00				590 896,00	590 896,00		0,00
1518	**Sous Total compte 1518**		**590 896,00**	**590 896,00**				**590 896,00**	**590 896,00**		**0,00**
151	**Sous Total compte 151**		**590 896,00**	**590 896,00**				**590 896,00**	**590 896,00**		**0,00**
15	**Sous Total compte 15**		**590 896,00**	**590 896,00**				**590 896,00**	**590 896,00**		**0,00**
1641	Emprunts en euros		25 328 183,87			2 831 901,21	1 500 000,00	2 831 901,21	26 828 183,87		23 996 282,66
164	**Sous Total compte 164**		**25 328 183,87**			**2 831 901,21**	**1 500 000,00**	**2 831 901,21**	**26 828 183,87**		**23 996 282,66**
165	Dépôts et cautionnements reçus		14 584,27						14 584,27		14 584,27
16876	Autres établissements publics locaux		1 240 481,47						1 240 481,47		1 240 481,47
1687	**Sous Total compte 1687**		**1 240 481,47**						**1 240 481,47**		**1 240 481,47**
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des		68 896,56	68 896,56	59 163,14			68 896,56	128 059,70		59 163,14
1688	**Sous Total compte 1688**		**68 896,56**	**68 896,56**	**59 163,14**			**68 896,56**	**128 059,70**		**59 163,14**
168	**Sous Total compte 168**		**1 309 378,03**	**68 896,56**	**59 163,14**			**68 896,56**	**1 368 541,17**		**1 299 644,61**
16	**Sous Total compte 16**		**26 652 146,17**	**68 896,56**	**59 163,14**	**2 831 901,21**	**1 500 000,00**	**2 900 797,77**	**28 211 309,31**		**25 310 511,54**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		2 961 795,07			25 138,05	169 230,77	25 138,05	3 131 025,84		3 105 887,79
193	Autres neutralisations et régularisation	37 763,00						37 763,00		37 763,00	
19	**Sous Total compte 19**	**37 763,00**	**2 961 795,07**			**25 138,05**	**169 230,77**	**62 901,05**	**3 131 025,84**		**3 068 124,79**
	Total classe 1	**63 385,93**	**154 707 802,45**	**6 537 114,53**	**3 498 151,77**	**2 860 193,04**	**4 623 816,08**	**9 460 693,50**	**162 829 770,30**	**64 031,08**	**153 433 107,88**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	242 704,39						242 704,39		242 704,39	
2031	Frais d'études	638 098,91			7 963,20	132 346,86	49 635,08	770 445,77	57 598,28	712 847,49	
2033	Frais d'insertion	99 950,26			10 800,00	12 960,00		112 910,26	10 800,00	102 110,26	
203	**Sous Total compte 203**	**738 049,17**			**18 763,20**	**145 306,86**	**49 635,08**	**883 356,03**	**68 398,28**	**814 957,75**	
2041512	Bâtiments et installations	2 166 379,93						2 166 379,93		2 166 379,93	
204151	**Sous Total compte 204151**	**2 166 379,93**						**2 166 379,93**		**2 166 379,93**	
2041582	Bâtiments et installations	86 000,00			86 000,00			86 000,00	86 000,00		0,00
204158	**Sous Total compte 204158**	**86 000,00**			**86 000,00**			**86 000,00**	**86 000,00**		**0,00**
20415	**Sous Total compte 20415**	**2 252 379,93**			**86 000,00**			**2 252 379,93**	**86 000,00**	**2 166 379,93**	
2041	**Sous Total compte 2041**	**2 252 379,93**			**86 000,00**			**2 252 379,93**	**86 000,00**	**2 166 379,93**	
20422	Bâtiments et installations	15 000,00						15 000,00		15 000,00	
2042	**Sous Total compte 2042**	**15 000,00**						**15 000,00**		**15 000,00**	
204	**Sous Total compte 204**	**2 267 379,93**			**86 000,00**			**2 267 379,93**	**86 000,00**	**2 181 379,93**	
2051	Concessions et droits similaires	1 725 482,58				52 976,82		1 778 459,40		1 778 459,40	
205	**Sous Total compte 205**	**1 725 482,58**				**52 976,82**		**1 778 459,40**		**1 778 459,40**	
2088	Autres immobilisations incorporelles	761 400,00			33 840,00	28 400,00	22 560,00	789 800,00	56 400,00	733 400,00	
208	**Sous Total compte 208**	**761 400,00**			**33 840,00**	**28 400,00**	**22 560,00**	**789 800,00**	**56 400,00**	**733 400,00**	
20	**Sous Total compte 20**	**5 735 016,07**			**138 603,20**	**226 683,68**	**72 195,08**	**5 961 699,75**	**210 798,28**	**5 750 901,47**	
2111	Terrains nus	425 152,89					275 000,00	425 152,89	275 000,00	150 152,89	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2112	Terrains de voirie	2 610 970,44						2 610 970,44		2 610 970,44	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	12 247 822,02				37 647,42		12 285 469,44		12 285 469,44	
2116	Cimetière	988 367,48						988 367,48		988 367,48	
2118	Autres terrains	27 098,82						27 098,82		27 098,82	
211	**Sous Total compte 211**	**16 299 411,65**				**37 647,42**	**275 000,00**	**16 337 059,07**	**275 000,00**	**16 062 059,07**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	226 295,53				93 592,89		319 888,42		319 888,42	
2128	Autres agencements et aménagements	2 220 252,77				409 186,92		2 629 439,69		2 629 439,69	
212	**Sous Total compte 212**	**2 446 548,30**				**502 779,81**		**2 949 328,11**		**2 949 328,11**	
21311	Bâtiments administratifs	12 963 121,59						12 963 121,59		12 963 121,59	
21312	Bâtiments scolaires	29 615 056,87				112 788,00		29 727 844,87		29 727 844,87	
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	600,00						600,00		600,00	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	24 387 272,98						24 387 272,98		24 387 272,98	
21316	Équipements du cimetière	3 277,80						3 277,80		3 277,80	
21318	Autres bâtiments publics	29 090 342,08				162,74		29 090 504,82		29 090 504,82	
2131	**Sous Total compte 2131**	**96 059 671,32**				**112 950,74**		**96 172 622,06**		**96 172 622,06**	
21321	Immeubles de rapport	380 457,49				175,55		380 633,04		380 633,04	
2132	**Sous Total compte 2132**	**380 457,49**				**175,55**		**380 633,04**		**380 633,04**	
21351	Bâtiments publics	3 867 604,01				2 115 972,03		5 983 576,04		5 983 576,04	
21352	Bâtiments privés	14 463,86				33 994,08		48 457,94		48 457,94	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2135	**Sous Total compte 2135**	**3 882 067,87**				**2 149 966,11**		**6 032 033,98**		**6 032 033,98**	
2138	Autres constructions	6 076 033,92				5 791,60		6 081 825,52		6 081 825,52	
213	**Sous Total compte 213**	**106 398 230,60**				**2 268 884,00**		**108 667 114,60**		**108 667 114,60**	
2152	Installations de voirie	168 430,05				87 261,91		255 691,96		255 691,96	
21531	Réseaux d'adduction d'eau	28 993,76						28 993,76		28 993,76	
21533	Réseaux câblés	551 721,80						551 721,80		551 721,80	
21534	Réseaux d'électrification	49 361,34				2 229,60		51 590,94		51 590,94	
21538	Autres réseaux	38 004,10						38 004,10		38 004,10	
2153	**Sous Total compte 2153**	**668 081,00**				**2 229,60**		**670 310,60**		**670 310,60**	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	40 338,82						40 338,82		40 338,82	
2156	**Sous Total compte 2156**	**40 338,82**						**40 338,82**		**40 338,82**	
215731	Matériel roulant	1 104 255,08						1 104 255,08		1 104 255,08	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	647 365,12				56 802,72		704 167,84		704 167,84	
21573	**Sous Total compte 21573**	**1 751 620,20**				**56 802,72**		**1 808 422,92**		**1 808 422,92**	
21578	Autre matériel technique					103,39		103,39		103,39	
2157	**Sous Total compte 2157**	**1 751 620,20**				**56 906,11**		**1 808 526,31**		**1 808 526,31**	
2158	Autres installations, matériel et outill	424 060,58				69 709,80		493 770,38		493 770,38	
215	**Sous Total compte 215**	**3 052 530,65**				**216 107,42**		**3 268 638,07**		**3 268 638,07**	
21611	Biens sous-jacents	66 127,35						66 127,35		66 127,35	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2161	**Sous Total compte 2161**	**66 127,35**						**66 127,35**		**66 127,35**	
21621	Biens sous-jacents	110 071,18				25 682,00		135 753,18		135 753,18	
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	4 971,60				5 994,96		10 966,56		10 966,56	
2162	**Sous Total compte 2162**	**115 042,78**				**31 676,96**		**146 719,74**		**146 719,74**	
216	**Sous Total compte 216**	**181 170,13**				**31 676,96**		**212 847,09**		**212 847,09**	
2181	Installations générales, agencements et	2 085 732,65				6 752,50		2 092 485,15		2 092 485,15	
21828	Autres matériels de transport	1 492 821,82			1 644,00	239 178,79	26 078,05	1 732 000,61	27 722,05	1 704 278,56	
2182	**Sous Total compte 2182**	**1 492 821,82**			**1 644,00**	**239 178,79**	**26 078,05**	**1 732 000,61**	**27 722,05**	**1 704 278,56**	
21831	Matériel informatique scolaire	124 609,54						124 609,54		124 609,54	
21838	Autre matériel informatique	1 240 630,76				68 343,44		1 308 974,20		1 308 974,20	
2183	**Sous Total compte 2183**	**1 365 240,30**				**68 343,44**		**1 433 583,74**		**1 433 583,74**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	120 752,18				12 847,75		133 599,93		133 599,93	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 393 609,51				111 017,88		1 504 627,39		1 504 627,39	
2184	**Sous Total compte 2184**	**1 514 361,69**				**123 865,63**		**1 638 227,32**		**1 638 227,32**	
2185	Matériel de téléphonie	122 820,34				4 018,80		126 839,14		126 839,14	
2188	Autres	7 352 404,24				355 200,54		7 707 604,78		7 707 604,78	
218	**Sous Total compte 218**	**13 933 381,04**			**1 644,00**	**797 359,70**	**26 078,05**	**14 730 740,74**	**27 722,05**	**14 703 018,69**	
21	**Sous Total compte 21**	**142 311 272,37**			**1 644,00**	**3 854 455,31**	**301 078,05**	**146 165 727,68**	**302 722,05**	**145 863 005,63**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	288 088,61						288 088,61		288 088,61	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2313	Constructions	1 666 751,52				122 894,40		1 789 645,92		1 789 645,92	
2315	Installations, matériel et outillage tec	2 503,22						2 503,22		2 503,22	
2316	Restauration des biens historiques et cu	78 787,40						78 787,40		78 787,40	
2318	Autres immobilisations corporelles	3 302 603,97						3 302 603,97		3 302 603,97	
231	**Sous Total compte 231**	**5 338 734,72**				**122 894,40**		**5 461 629,12**		**5 461 629,12**	
2328	Autres immobilisations incorporelles	6 729,04						6 729,04		6 729,04	
232	**Sous Total compte 232**	**6 729,04**						**6 729,04**		**6 729,04**	
23	**Sous Total compte 23**	**5 345 463,76**				**122 894,40**		**5 468 358,16**		**5 468 358,16**	
2423	d'établissements publics de coopération	20 429 767,53						20 429 767,53		20 429 767,53	
242	**Sous Total compte 242**	**20 429 767,53**						**20 429 767,53**		**20 429 767,53**	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		2 517,00						2 517,00		2 517,00
249	**Sous Total compte 249**		**2 517,00**						**2 517,00**		**2 517,00**
24	**Sous Total compte 24**	**20 429 767,53**	**2 517,00**					**20 429 767,53**	**2 517,00**	**20 427 250,53**	
261	Titres de participation	182 400,00						182 400,00		182 400,00	
266	Autres formes de participation	280 574,99						280 574,99		280 574,99	
26	**Sous Total compte 26**	**462 974,99**						**462 974,99**		**462 974,99**	
275	Dépôts et cautionnements versés	224 037,91				2 242,21	9 833,19	226 280,12	9 833,19	216 446,93	
27638	Autres établissements publics					91 000,00		91 000,00		91 000,00	
2763	**Sous Total compte 2763**					**91 000,00**		**91 000,00**		**91 000,00**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2764	Créances sur des particuliers et autres	844 608,58						844 608,58		844 608,58	
276	**Sous Total compte 276**	**844 608,58**				**91 000,00**		**935 608,58**		**935 608,58**	
27	**Sous Total compte 27**	**1 068 646,49**				**93 242,21**	**9 833,19**	**1 161 888,70**	**9 833,19**	**1 152 055,51**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		167 072,39				20 347,00		187 419,39		187 419,39
28031	Frais d'études		7 682,84	7 963,20			9 714,04	7 963,20	17 396,88		9 433,68
28033	Frais d'insertion		9 936,00	10 800,00			4 732,36	10 800,00	14 668,36		3 868,36
2803	**Sous Total compte 2803**		**17 618,84**	**18 763,20**			**14 446,40**	**18 763,20**	**32 065,24**		**13 302,04**
28041512	Bâtiments et installations		1 599 825,00				144 425,00		1 744 250,00		1 744 250,00
2804151	**Sous Total compte 2804151**		**1 599 825,00**				**144 425,00**		**1 744 250,00**		**1 744 250,00**
28041582	Bâtiments et installations		80 262,00	86 000,00			5 738,00	86 000,00	86 000,00		0,00
2804158	**Sous Total compte 2804158**		**80 262,00**	**86 000,00**			**5 738,00**	**86 000,00**	**86 000,00**		**0,00**
280415	**Sous Total compte 280415**		**1 680 087,00**	**86 000,00**			**150 163,00**	**86 000,00**	**1 830 250,00**		**1 744 250,00**
28041	**Sous Total compte 28041**		**1 680 087,00**	**86 000,00**			**150 163,00**	**86 000,00**	**1 830 250,00**		**1 744 250,00**
280422	Bâtiments et installations						3 000,00		3 000,00		3 000,00
28042	**Sous Total compte 28042**						**3 000,00**		**3 000,00**		**3 000,00**
2804	**Sous Total compte 2804**		**1 680 087,00**	**86 000,00**			**153 163,00**	**86 000,00**	**1 833 250,00**		**1 747 250,00**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		1 624 875,41				50 652,76		1 675 528,17		1 675 528,17
28088	Autres immobilisations incorporelles		82 700,00	33 840,00			155 009,56	33 840,00	237 709,56		203 869,56
2808	**Sous Total compte 2808**		**82 700,00**	**33 840,00**			**155 009,56**	**33 840,00**	**237 709,56**		**203 869,56**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280	**Sous Total compte 280**		**3 572 353,64**	**138 603,20**			**393 618,72**	**138 603,20**	**3 965 972,36**		**3 827 369,16**
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes		75 224,28				11 671,25		86 895,53		86 895,53
28128	Autres agencements et aménagements		149 777,51				29 831,64		179 609,15		179 609,15
2812	**Sous Total compte 2812**		**225 001,79**				**41 502,89**		**266 504,68**		**266 504,68**
281321	Immeubles de rapport		10 168,08				3 293,15		13 461,23		13 461,23
28132	**Sous Total compte 28132**		**10 168,08**				**3 293,15**		**13 461,23**		**13 461,23**
281351	Bâtiments publics		214 282,41				158 526,68		372 809,09		372 809,09
281352	Bâtiments privés						2 013,50		2 013,50		2 013,50
28135	**Sous Total compte 28135**		**214 282,41**				**160 540,18**		**374 822,59**		**374 822,59**
2813	**Sous Total compte 2813**		**224 450,49**				**163 833,33**		**388 283,82**		**388 283,82**
28152	Installations de voirie		25 803,82				6 701,90		32 505,72		32 505,72
281531	Réseaux d'adduction d'eau		3 694,40				965,20		4 659,60		4 659,60
281533	Réseaux câblés		112 789,42				18 343,65		131 133,07		131 133,07
281534	Réseaux d'électrification		7 437,00				1 681,53		9 118,53		9 118,53
281538	Autres réseaux		22 788,00				1 266,00		24 054,00		24 054,00
28153	**Sous Total compte 28153**		**146 708,82**				**22 256,38**		**168 965,20**		**168 965,20**
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		8 259,34				3 971,68		12 231,02		12 231,02
28156	**Sous Total compte 28156**		**8 259,34**				**3 971,68**		**12 231,02**		**12 231,02**
2815731	Matériel roulant		932 426,56				32 483,00		964 909,56		964 909,56

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		433 516,82				38 006,41		471 523,23		471 523,23
281573	**Sous Total compte 281573**		**1 365 943,38**				**70 489,41**		**1 436 432,79**		**1 436 432,79**
28157	**Sous Total compte 28157**		**1 365 943,38**				**70 489,41**		**1 436 432,79**		**1 436 432,79**
28158	Autres installations, matériel et outill		187 848,66				41 454,97		229 303,63		229 303,63
2815	**Sous Total compte 2815**		**1 734 564,02**				**144 874,34**		**1 879 438,36**		**1 879 438,36**
28181	Installations générales, agencements et		1 106 530,99				126 949,44		1 233 480,43		1 233 480,43
281828	Autres matériels de transport		919 162,45	1 644,00			132 443,39	1 644,00	1 051 605,84		1 049 961,84
28182	**Sous Total compte 28182**		**919 162,45**	**1 644,00**			**132 443,39**	**1 644,00**	**1 051 605,84**		**1 049 961,84**
281831	Matériel informatique scolaire		66 143,39				13 549,91		79 693,30		79 693,30
281838	Autre matériel informatique		903 902,50				145 438,03		1 049 340,53		1 049 340,53
28183	**Sous Total compte 28183**		**970 045,89**				**158 987,94**		**1 129 033,83**		**1 129 033,83**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		66 252,87				10 580,13		76 833,00		76 833,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		1 014 921,94				61 451,23		1 076 373,17		1 076 373,17
28184	**Sous Total compte 28184**		**1 081 174,81**				**72 031,36**		**1 153 206,17**		**1 153 206,17**
28185	Matériel de téléphonie		93 465,74				8 220,37		101 686,11		101 686,11
28188	Autres		5 434 260,94				349 810,67		5 784 071,61		5 784 071,61
2818	**Sous Total compte 2818**		**9 604 640,82**	**1 644,00**			**848 443,17**	**1 644,00**	**10 453 083,99**		**10 451 439,99**
281	**Sous Total compte 281**		**11 788 657,12**	**1 644,00**			**1 198 653,73**	**1 644,00**	**12 987 310,85**		**12 985 666,85**
2826	Biens historiques et culturels - dépense						478,04		478,04		478,04

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
282	**Sous Total compte 282**						**478,04**		**478,04**		**478,04**
28	**Sous Total compte 28**		**15 361 010,76**	**140 247,20**			**1 592 750,49**	**140 247,20**	**16 953 761,25**		**16 813 514,05**
	Total classe 2	**175 353 141,21**	**15 363 527,76**	**140 247,20**	**140 247,20**	**4 297 275,60**	**1 975 856,81**	**179 790 664,01**	**17 479 631,77**	**179 127 063,29**	**16 816 031,05**
4011	Fournisseurs		671 913,80	9 169 962,10	9 016 219,45			9 169 962,10	9 688 133,25		518 171,15
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie		45,90						45,90		45,90
40172	Fournisseurs - Cessions, oppositions			195 756,87	195 756,87			195 756,87	195 756,87		0,00
4017	**Sous Total compte 4017**		**45,90**	**195 756,87**	**195 756,87**			**195 756,87**	**195 802,77**		**45,90**
401	**Sous Total compte 401**		**671 959,70**	**9 365 718,97**	**9 211 976,32**			**9 365 718,97**	**9 883 936,02**		**518 217,05**
4041	Fournisseurs d'immobilisations		75 440,12	3 771 838,84	4 162 262,71			3 771 838,84	4 237 702,83		465 863,99
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		63 422,85		26 616,60				90 039,45		90 039,45
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession			5 622,19	5 622,19			5 622,19	5 622,19		0,00
4047	**Sous Total compte 4047**		**63 422,85**	**5 622,19**	**32 238,79**			**5 622,19**	**95 661,64**		**90 039,45**
404	**Sous Total compte 404**		**138 862,97**	**3 777 461,03**	**4 194 501,50**			**3 777 461,03**	**4 333 364,47**		**555 903,44**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		1 491 995,53	1 517 109,96	1 282 159,04			1 517 109,96	2 774 154,57		1 257 044,61
40	**Sous Total compte 40**		**2 302 818,20**	**14 660 289,96**	**14 688 636,86**			**14 660 289,96**	**16 991 455,06**		**2 331 165,10**
411	Redevables	529 740,81		585 712,21	774 834,03			1 115 453,02	774 834,03	340 618,99	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	12 957,40		22 735,00	22 735,00			35 692,40	22 735,00	12 957,40	
4161	Créances douteuses	583 622,20		378 570,94	282 291,24			962 193,14	282 291,24	679 901,90	
416	**Sous Total compte 416**	**583 622,20**		**378 570,94**	**282 291,24**			**962 193,14**	**282 291,24**	**679 901,90**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4181	Redevables - Produits non encore facturé	1 000,00			1 000,00			1 000,00	1 000,00		0,00
418	**Sous Total compte 418**	**1 000,00**			**1 000,00**			**1 000,00**	**1 000,00**		**0,00**
41	**Sous Total compte 41**	**1 127 320,41**		**987 018,15**	**1 080 860,27**			**2 114 338,56**	**1 080 860,27**	**1 033 478,29**	
421	Personnel - Rémunérations dues		1 896,00	15 427 337,73	15 432 020,67			15 427 337,73	15 433 916,67		6 578,94
427	Personnel - Oppositions			69 594,60	69 594,60			69 594,60	69 594,60		0,00
4282	Dettes provisionnées sur congés à payer				2 825,00				2 825,00		2 825,00
4286	Autres charges à payer				4 185,00				4 185,00		4 185,00
428	**Sous Total compte 428**				**7 010,00**				**7 010,00**		**7 010,00**
429	Déficits et débets des comptables et rég	139,00						139,00		139,00	
42	**Sous Total compte 42**	**139,00**	**1 896,00**	**15 496 932,33**	**15 508 625,27**			**15 497 071,33**	**15 510 521,27**		**13 449,94**
431	Sécurité sociale			5 454 455,97	5 454 455,97			5 454 455,97	5 454 455,97		0,00
437	Autres organismes sociaux		333,53	6 343 369,71	6 343 036,18			6 343 369,71	6 343 369,71		0,00
4387	Produits à recevoir	41,80		41,80	41,80			83,60	41,80	41,80	
438	**Sous Total compte 438**	**41,80**		**41,80**	**41,80**			**83,60**	**41,80**	**41,80**	
43	**Sous Total compte 43**	**41,80**	**333,53**	**11 797 867,48**	**11 797 533,95**			**11 797 909,28**	**11 797 867,48**	**41,80**	
4411	Subventions à recevoir - Amiable	1 407,00		3 000,00	4 407,00			4 407,00	4 407,00		0,00
441	**Sous Total compte 441**	**1 407,00**		**3 000,00**	**4 407,00**			**4 407,00**	**4 407,00**		**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			435 857,50	435 857,50			435 857,50	435 857,50		0,00
442	**Sous Total compte 442**			**435 857,50**	**435 857,50**			**435 857,50**	**435 857,50**		**0,00**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44311	Dépenses		61 994,00	766 035,29	704 041,29			766 035,29	766 035,29		0,00
44312	Recettes - Amiable	695,40		2 575 491,00	2 575 926,00			2 576 186,40	2 575 926,00	260,40	
4431	**Sous Total compte 4431**	**695,40**	**61 994,00**	**3 341 526,29**	**3 279 967,29**			**3 342 221,69**	**3 341 961,29**	**260,40**	
44321	Dépenses			559,58	811,58			559,58	811,58		252,00
44322	Recettes - Amiable			1 547,00	1 547,00			1 547,00	1 547,00		0,00
44326	Recettes - Contentieux			517,00	517,00			517,00	517,00		0,00
4432	**Sous Total compte 4432**			**2 623,58**	**2 875,58**			**2 623,58**	**2 875,58**		**252,00**
44331	Dépenses			587 470,02	587 470,02			587 470,02	587 470,02		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**			**587 470,02**	**587 470,02**			**587 470,02**	**587 470,02**		**0,00**
44341	Dépenses			96 665,32	96 665,32			96 665,32	96 665,32		0,00
44342	Recettes - Amiable			2 370,20	300,00			2 370,20	300,00	2 070,20	
4434	**Sous Total compte 4434**			**99 035,52**	**96 965,32**			**99 035,52**	**96 965,32**	**2 070,20**	
44351	Dépenses		1 190 362,22	1 192 550,72	4 188,50			1 192 550,72	1 194 550,72		2 000,00
44352	Recettes - Amiable	122 503,94		47 126,99	122 503,94			169 630,93	122 503,94	47 126,99	
44356	Recettes - Contentieux			122 503,94	122 503,94			122 503,94	122 503,94		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**	**122 503,94**	**1 190 362,22**	**1 362 181,65**	**249 196,38**			**1 484 685,59**	**1 439 558,60**	**45 126,99**	
44361	Dépenses			2 000,00	32 000,00			2 000,00	32 000,00		30 000,00
4436	**Sous Total compte 4436**			**2 000,00**	**32 000,00**			**2 000,00**	**32 000,00**		**30 000,00**
44371	Dépenses		15 000,00	660 000,00	705 000,00			660 000,00	720 000,00		60 000,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4437	**Sous Total compte 4437**		**15 000,00**	**660 000,00**	**705 000,00**			**660 000,00**	**720 000,00**		**60 000,00**
44381	Dépenses		577 541,49	683 800,43	106 258,94			683 800,43	683 800,43		0,00
44382	Recettes - Amiable	38 389,90			38 389,90			38 389,90	38 389,90		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**	**38 389,90**	**577 541,49**	**683 800,43**	**144 648,84**			**722 190,33**	**722 190,33**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**	**161 589,24**	**1 844 897,71**	**6 738 637,49**	**5 098 123,43**			**6 900 226,73**	**6 943 021,14**		**42 794,41**
447	Autres impôts, taxes et versements assim			138 954,12	138 954,12			138 954,12	138 954,12		0,00
4486	Autres charges à payer				56 117,00				56 117,00		56 117,00
4487	Produits à recevoir			242 970,99				242 970,99		242 970,99	
448	**Sous Total compte 448**			**242 970,99**	**56 117,00**			**242 970,99**	**56 117,00**	**186 853,99**	
44	**Sous Total compte 44**	**162 996,24**	**1 844 897,71**	**7 559 420,10**	**5 733 459,05**			**7 722 416,34**	**7 578 356,76**	**144 059,58**	
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv	222 681,76		702 761,71	1 114 782,15			925 443,47	1 114 782,15		189 338,68
451	**Sous Total compte 451**	**222 681,76**		**702 761,71**	**1 114 782,15**			**925 443,47**	**1 114 782,15**		**189 338,68**
45411	Dépenses	2 250,00						2 250,00		2 250,00	
45412	Recettes						2 250,00		2 250,00		2 250,00
4541	**Sous Total compte 4541**	**2 250,00**					**2 250,00**	**2 250,00**	**2 250,00**		**0,00**
454	**Sous Total compte 454**	**2 250,00**					**2 250,00**	**2 250,00**	**2 250,00**		**0,00**
4581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 444 429,19						2 444 429,19		2 444 429,19	
4582	Recettes (à subdiviser par mandat)		13 031 776,73						13 031 776,73		13 031 776,73
458	**Sous Total compte 458**	**2 444 429,19**	**13 031 776,73**					**2 444 429,19**	**13 031 776,73**		**10 587 347,54**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45	**Sous Total compte 45**	**2 669 360,95**	**13 031 776,73**	**702 761,71**	**1 114 782,15**		**2 250,00**	**3 372 122,66**	**14 148 808,88**		**10 776 686,22**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	2 000,00		467 730,77	466 885,77			469 730,77	466 885,77	2 845,00	
4626	Créances sur cessions d'immobilisations	6 000,00						6 000,00		6 000,00	
462	**Sous Total compte 462**	**8 000,00**		**467 730,77**	**466 885,77**			**475 730,77**	**466 885,77**	**8 845,00**	
4643	Vacations encaissées à reverser		2 940,00	2 940,00	1 385,00			2 940,00	4 325,00		1 385,00
4648	Opérations pour le compte de tiers		244 981,85	367 003,31	549 212,67			367 003,31	794 194,52		427 191,21
464	**Sous Total compte 464**		**247 921,85**	**369 943,31**	**550 597,67**			**369 943,31**	**798 519,52**		**428 576,21**
466	Excédents de versement		1 056,69	147 327,28	155 928,14			147 327,28	156 984,83		9 657,55
46711	Autres comptes créditeurs		25 172,32	6 607 292,97	8 418 038,29			6 607 292,97	8 443 210,61		1 835 917,64
4671	**Sous Total compte 4671**		**25 172,32**	**6 607 292,97**	**8 418 038,29**			**6 607 292,97**	**8 443 210,61**		**1 835 917,64**
46721	Débiteurs divers - Amiable	195 176,69		580 738,07	734 959,09			775 914,76	734 959,09	40 955,67	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	70 715,31		347 517,52	351 080,87			418 232,83	351 080,87	67 151,96	
4672	**Sous Total compte 4672**	**265 892,00**		**928 255,59**	**1 086 039,96**			**1 194 147,59**	**1 086 039,96**	**108 107,63**	
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece			226 056,01	66 653,13			226 056,01	66 653,13	159 402,88	
4675	**Sous Total compte 4675**			**226 056,01**	**66 653,13**			**226 056,01**	**66 653,13**	**159 402,88**	
467	**Sous Total compte 467**	**265 892,00**	**25 172,32**	**7 761 604,57**	**9 570 731,38**			**8 027 496,57**	**9 595 903,70**		**1 568 407,13**
4687	Produits à recevoir			82 976,64	82 976,64			82 976,64	82 976,64		0,00
468	**Sous Total compte 468**			**82 976,64**	**82 976,64**			**82 976,64**	**82 976,64**		**0,00**
46	**Sous Total compte 46**	**273 892,00**	**274 150,86**	**8 829 582,57**	**10 827 119,60**			**9 103 474,57**	**11 101 270,46**		**1 997 795,89**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4711	Versements des régisseurs		221 369,98	2 425 639,97	2 258 101,14			2 425 639,97	2 479 471,12		53 831,15
4712	Virements réimputés		1 165,96	232 531,44	233 932,27			232 531,44	235 098,23		2 566,79
47131	Versements sur contributions directes	61 994,00		30 781 448,00	30 843 442,00			30 843 442,00	30 843 442,00		0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct			3 352 086,00	3 352 086,00			3 352 086,00	3 352 086,00		0,00
47133	Fonds d'emprunt			2 998 500,00	2 998 500,00			2 998 500,00	2 998 500,00		0,00
47134	Subventions			700 238,86	1 223 445,71			700 238,86	1 223 445,71		523 206,85
47138	Autres		910 440,91	12 446 356,20	12 112 763,66			12 446 356,20	13 023 204,57		576 848,37
4713	**Sous Total compte 4713**	**61 994,00**	**910 440,91**	**50 278 629,06**	**50 530 237,37**			**50 340 623,06**	**51 440 678,28**		**1 100 055,22**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu		1 005,36	14 755,59	13 755,57			14 755,59	14 760,93		5,34
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		1 444,00	158 313,87	158 140,23			158 313,87	159 584,23		1 270,36
47141	**Sous Total compte 47141**		**2 449,36**	**173 069,46**	**171 895,80**			**173 069,46**	**174 345,16**		**1 275,70**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			64 509,29	65 563,87			64 509,29	65 563,87		1 054,58
4714	**Sous Total compte 4714**		**2 449,36**	**237 578,75**	**237 459,67**			**237 578,75**	**239 909,03**		**2 330,28**
47171	Recettes relevé BDF - hors Héra		774,51	869,29	94,78			869,29	869,29		0,00
4717	**Sous Total compte 4717**		**774,51**	**869,29**	**94,78**			**869,29**	**869,29**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		1 180,18	131 109,24	130 682,01			131 109,24	131 862,19		752,95
471	**Sous Total compte 471**	**61 994,00**	**1 137 380,90**	**53 306 357,75**	**53 390 507,24**			**53 368 351,75**	**54 527 888,14**		**1 159 536,39**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			3 397 879,54	3 397 879,54			3 397 879,54	3 397 879,54		0,00
47218	Autres dépenses			49 163,00	49 163,00			49 163,00	49 163,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4721	**Sous Total compte 4721**			**3 447 042,54**	**3 447 042,54**			**3 447 042,54**	**3 447 042,54**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man			151,69	151,69			151,69	151,69		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	191,90		664 701,35	664 701,35			664 893,25	664 701,35	191,90	
472	**Sous Total compte 472**	**191,90**		**4 111 895,58**	**4 111 895,58**			**4 112 087,48**	**4 111 895,58**	**191,90**	
4781	Frais de poursuite rattachés	893,33		137,00				1 030,33		1 030,33	
4788	Autres comptes transitoires			0,20				0,20		0,20	
478	**Sous Total compte 478**	**893,33**		**137,20**				**1 030,53**		**1 030,53**	
47	**Sous Total compte 47**	**63 079,23**	**1 137 380,90**	**57 418 390,53**	**57 502 402,82**			**57 481 469,76**	**58 639 783,72**		**1 158 313,96**
4911	Dépréciations des comptes de redevables		60 000,00		20 000,00				80 000,00		80 000,00
491	**Sous Total compte 491**		**60 000,00**		**20 000,00**				**80 000,00**		**80 000,00**
49	**Sous Total compte 49**		**60 000,00**		**20 000,00**				**80 000,00**		**80 000,00**
	Total classe 4	**4 296 829,63**	**18 653 253,93**	**117 452 262,83**	**118 273 419,97**		**2 250,00**	**121 749 092,46**	**136 928 923,90**	**4 050 344,80**	**19 230 176,24**
5113	Titres spéciaux de paiement	11 461,00		200,00	1 919,83			11 661,00	1 919,83	9 741,17	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			50 250,06	50 250,06			50 250,06	50 250,06		0,00
5116	T.I.P. à l'encaissement			16 616,00	16 616,00			16 616,00	16 616,00		0,00
51172	Chèques impayés			294,75	257,75			294,75	257,75	37,00	
51176	T.I.P. impayés			48,55	48,55			48,55	48,55		0,00
51178	Autres valeurs impayées	854,94		5 208,01	6 062,95			6 062,95	6 062,95		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**	**854,94**		**5 551,31**	**6 369,25**			**6 406,25**	**6 369,25**	**37,00**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
5118	Autres valeurs à l'encaissement	308,41		30 963,65	30 339,37			31 272,06	30 339,37	932,69	
511	**Sous Total compte 511**	**12 624,35**		**103 581,02**	**105 494,51**			**116 205,37**	**105 494,51**	**10 710,86**	
515	Compte au Trésor	8 990 940,08		52 631 375,88	55 220 496,46			61 622 315,96	55 220 496,46	6 401 819,50	
5161	Compte de placements rémunérés			1 244 000,00				1 244 000,00		1 244 000,00	
516	**Sous Total compte 516**			**1 244 000,00**				**1 244 000,00**		**1 244 000,00**	
51	**Sous Total compte 51**	**9 003 564,43**		**53 978 956,90**	**55 325 990,97**			**62 982 521,33**	**55 325 990,97**	**7 656 530,36**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	7 297,94		35 709,77	16 963,22			43 007,71	16 963,22	26 044,49	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	365,00						365,00		365,00	
541	**Sous Total compte 541**	**7 662,94**		**35 709,77**	**16 963,22**			**43 372,71**	**16 963,22**	**26 409,49**	
54	**Sous Total compte 54**	**7 662,94**		**35 709,77**	**16 963,22**			**43 372,71**	**16 963,22**	**26 409,49**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			2 163 546,22	2 163 546,22			2 163 546,22	2 163 546,22		0,00
584	Encaissement par lecture optique			118 388,39	118 388,39			118 388,39	118 388,39		0,00
586	Opérations financières entre le budget p			1 187 952,27	1 187 952,27			1 187 952,27	1 187 952,27		0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			27 001,21	27 001,21			27 001,21	27 001,21		0,00
587	**Sous Total compte 587**			**27 001,21**	**27 001,21**			**27 001,21**	**27 001,21**		**0,00**
588	Autres virements internes			459 386,04	459 386,04			459 386,04	459 386,04		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**3 956 274,13**	**3 956 274,13**			**3 956 274,13**	**3 956 274,13**		**0,00**
	Total classe 5	**9 011 227,37**		**57 970 940,80**	**59 299 228,32**			**66 982 168,17**	**59 299 228,32**	**7 682 939,85**	
6042	Achats de prestations de services (autre					163 931,82		163 931,82		163 931,82	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
604	**Sous Total compte 604**					**163 931,82**		**163 931,82**		**163 931,82**	
60611	Eau et assainissement					187 543,66	33 191,00	187 543,66	33 191,00	154 352,66	
60612	Énergie - Électricité					1 050 535,45	92 480,68	1 050 535,45	92 480,68	958 054,77	
60613	Chauffage urbain					733 120,63	151 323,61	733 120,63	151 323,61	581 797,02	
6061	**Sous Total compte 6061**					**1 971 199,74**	**276 995,29**	**1 971 199,74**	**276 995,29**	**1 694 204,45**	
60621	Combustibles					14 380,00		14 380,00		14 380,00	
60622	Carburants					103 149,54	665,06	103 149,54	665,06	102 484,48	
60623	Alimentation					1 005 762,08	18 461,45	1 005 762,08	18 461,45	987 300,63	
60628	Autres fournitures non stockées					56 297,99	3 147,41	56 297,99	3 147,41	53 150,58	
6062	**Sous Total compte 6062**					**1 179 589,61**	**22 273,92**	**1 179 589,61**	**22 273,92**	**1 157 315,69**	
60631	Fournitures d'entretien					83 654,31	2 711,74	83 654,31	2 711,74	80 942,57	
60632	Fournitures de petit équipement					300 903,29	56 228,37	300 903,29	56 228,37	244 674,92	
60633	Fournitures de voirie					32 110,65	287,16	32 110,65	287,16	31 823,49	
60636	Habillement et Vêtements de travail					81 938,89	26 739,09	81 938,89	26 739,09	55 199,80	
6063	**Sous Total compte 6063**					**498 607,14**	**85 966,36**	**498 607,14**	**85 966,36**	**412 640,78**	
6064	Fournitures administratives					25 888,26	904,80	25 888,26	904,80	24 983,46	
6065	Livres, disques, cassettes ... (biblioth					37 431,92	42,66	37 431,92	42,66	37 389,26	
6067	Fournitures scolaires					29 816,60	832,58	29 816,60	832,58	28 984,02	
6068	Autres matières et fournitures.					95 467,72	6 840,61	95 467,72	6 840,61	88 627,11	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
606	**Sous Total compte 606**					**3 838 000,99**	**393 856,22**	**3 838 000,99**	**393 856,22**	**3 444 144,77**	
60	**Sous Total compte 60**					**4 001 932,81**	**393 856,22**	**4 001 932,81**	**393 856,22**	**3 608 076,59**	
611	Contrats de prestations de services					918 490,28	47 960,09	918 490,28	47 960,09	870 530,19	
6132	Locations immobilières					735 144,74	230 472,36	735 144,74	230 472,36	504 672,38	
61351	Matériel roulant					137 710,90	11 592,42	137 710,90	11 592,42	126 118,48	
61358	Autres					150 235,14	14 115,44	150 235,14	14 115,44	136 119,70	
6135	**Sous Total compte 6135**					**287 946,04**	**25 707,86**	**287 946,04**	**25 707,86**	**262 238,18**	
613	**Sous Total compte 613**					**1 023 090,78**	**256 180,22**	**1 023 090,78**	**256 180,22**	**766 910,56**	
614	Charges locatives et de copropriété					104 203,60	30 297,47	104 203,60	30 297,47	73 906,13	
61521	Terrains					159 767,79	5 457,32	159 767,79	5 457,32	154 310,47	
615221	Bâtiments publics					203 482,05	94 511,27	203 482,05	94 511,27	108 970,78	
615228	Autres bâtiments					1 941,60		1 941,60		1 941,60	
61522	**Sous Total compte 61522**					**205 423,65**	**94 511,27**	**205 423,65**	**94 511,27**	**110 912,38**	
615232	Réseaux					19 462,65	19 462,65	19 462,65	19 462,65		0,00
61523	**Sous Total compte 61523**					**19 462,65**	**19 462,65**	**19 462,65**	**19 462,65**		**0,00**
6152	**Sous Total compte 6152**					**384 654,09**	**119 431,24**	**384 654,09**	**119 431,24**	**265 222,85**	
61551	Matériel roulant					73 197,74	5 984,16	73 197,74	5 984,16	67 213,58	
61558	Autres biens mobiliers					75 682,89	27 924,20	75 682,89	27 924,20	47 758,69	
6155	**Sous Total compte 6155**					**148 880,63**	**33 908,36**	**148 880,63**	**33 908,36**	**114 972,27**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6156	Maintenance					725 385,47	156 814,22	725 385,47	156 814,22	568 571,25	
615	**Sous Total compte 615**					**1 258 920,19**	**310 153,82**	**1 258 920,19**	**310 153,82**	**948 766,37**	
6161	Multirisques					140 305,93		140 305,93		140 305,93	
616	**Sous Total compte 616**					**140 305,93**		**140 305,93**		**140 305,93**	
617	Études et recherches					34 731,00	10 731,00	34 731,00	10 731,00	24 000,00	
6182	Documentation générale et technique					35 940,01	462,63	35 940,01	462,63	35 477,38	
6184	Versements à des organismes de formation					103 676,53	28 760,24	103 676,53	28 760,24	74 916,29	
6188	Autres frais divers					200 212,34	40 598,35	200 212,34	40 598,35	159 613,99	
618	**Sous Total compte 618**					**339 828,88**	**69 821,22**	**339 828,88**	**69 821,22**	**270 007,66**	
61	**Sous Total compte 61**					**3 819 570,66**	**725 143,82**	**3 819 570,66**	**725 143,82**	**3 094 426,84**	
6218	Autre personnel extérieur					110 811,49		110 811,49		110 811,49	
621	**Sous Total compte 621**					**110 811,49**		**110 811,49**		**110 811,49**	
6225	Indemnités au comptable et aux régisseur					996,25		996,25		996,25	
62268	Autres honoraires, conseils...					178 042,74	4 720,22	178 042,74	4 720,22	173 322,52	
6226	**Sous Total compte 6226**					**178 042,74**	**4 720,22**	**178 042,74**	**4 720,22**	**173 322,52**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					78 883,04	700,00	78 883,04	700,00	78 183,04	
6228	Divers					212 487,80	86 393,44	212 487,80	86 393,44	126 094,36	
622	**Sous Total compte 622**					**470 409,83**	**91 813,66**	**470 409,83**	**91 813,66**	**378 596,17**	
6231	Annonces et insertions					40 315,03	1 079,13	40 315,03	1 079,13	39 235,90	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6232	Fêtes et cérémonies					363 085,77	13 963,28	363 085,77	13 963,28	349 122,49	
6234	Réceptions					3 515,90	550,00	3 515,90	550,00	2 965,90	
6236	Catalogues et imprimés					142 189,95	19 044,26	142 189,95	19 044,26	123 145,69	
6238	Divers					70 612,89	17 489,02	70 612,89	17 489,02	53 123,87	
623	**Sous Total compte 623**					**619 719,54**	**52 125,69**	**619 719,54**	**52 125,69**	**567 593,85**	
6247	Transports collectifs du personnel					20 354,70		20 354,70		20 354,70	
6248	Divers					2 314,42		2 314,42		2 314,42	
624	**Sous Total compte 624**					**22 669,12**		**22 669,12**		**22 669,12**	
6251	Voyages, déplacements et missions					8 461,85		8 461,85		8 461,85	
625	**Sous Total compte 625**					**8 461,85**		**8 461,85**		**8 461,85**	
6261	Frais d'affranchissement					81 796,98	33 198,00	81 796,98	33 198,00	48 598,98	
6262	Frais de télécommunications					93 157,72	32 064,71	93 157,72	32 064,71	61 093,01	
626	**Sous Total compte 626**					**174 954,70**	**65 262,71**	**174 954,70**	**65 262,71**	**109 691,99**	
627	Services bancaires et assimilés.					14 417,33	156,23	14 417,33	156,23	14 261,10	
6281	Concours divers (cotisations...)					46 041,62	3 707,59	46 041,62	3 707,59	42 334,03	
6283	Frais de nettoyage des locaux					22 115,20		22 115,20		22 115,20	
62876	Au GFP de rattachement					3 509,00	344,00	3 509,00	344,00	3 165,00	
62878	A des tiers					80 302,10	4 794,16	80 302,10	4 794,16	75 507,94	
6287	**Sous Total compte 6287**					**83 811,10**	**5 138,16**	**83 811,10**	**5 138,16**	**78 672,94**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6288	Autres					382 979,88	69 171,87	382 979,88	69 171,87	313 808,01	
628	**Sous Total compte 628**					**534 947,80**	**78 017,62**	**534 947,80**	**78 017,62**	**456 930,18**	
62	**Sous Total compte 62**					**1 956 391,66**	**287 375,91**	**1 956 391,66**	**287 375,91**	**1 669 015,75**	
6331	Versement mobilité					500 460,00		500 460,00		500 460,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					78 788,00		78 788,00		78 788,00	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					223 167,06		223 167,06		223 167,06	
633	**Sous Total compte 633**					**802 415,06**		**802 415,06**		**802 415,06**	
63512	Taxes foncières					19 347,98		19 347,98		19 347,98	
63513	Autres impôts locaux					6 484,00		6 484,00		6 484,00	
6351	**Sous Total compte 6351**					**25 831,98**		**25 831,98**		**25 831,98**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					18,85		18,85		18,85	
6358	Autres droits					27 477,50		27 477,50		27 477,50	
635	**Sous Total compte 635**					**53 328,33**		**53 328,33**		**53 328,33**	
637	Autres impôts, taxes et versements assim					5 949,06	777,52	5 949,06	777,52	5 171,54	
63	**Sous Total compte 63**					**861 692,45**	**777,52**	**861 692,45**	**777,52**	**860 914,93**	
64111	Rémunération principale					9 047 940,44	28 314,57	9 047 940,44	28 314,57	9 019 625,87	
64112	Supplément familial de traitement et ind					389 469,84	1 810,33	389 469,84	1 810,33	387 659,51	
64113	NBI					110 648,15		110 648,15		110 648,15	
64118	Autres indemnités.					2 941 306,74		2 941 306,74		2 941 306,74	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6411	**Sous Total compte 6411**					**12 489 365,17**	**30 124,90**	**12 489 365,17**	**30 124,90**	**12 459 240,27**	
64121	Rémunération principale					321 165,35		321 165,35		321 165,35	
64128	Autres indemnités					95 536,34		95 536,34		95 536,34	
6412	**Sous Total compte 6412**					**416 701,69**		**416 701,69**		**416 701,69**	
64131	Rémunérations					5 496 319,15	6 163,41	5 496 319,15	6 163,41	5 490 155,74	
64132	Supplément familial de traitement et ind					180 189,57		180 189,57		180 189,57	
6413	**Sous Total compte 6413**					**5 676 508,72**	**6 163,41**	**5 676 508,72**	**6 163,41**	**5 670 345,31**	
6414	Personnel rémunéré à la vacation					956 410,84		956 410,84		956 410,84	
6417	Rémunérations des apprentis					124 509,04		124 509,04		124 509,04	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers					1 491,49	150 300,73	1 491,49	150 300,73		148 809,24
641	**Sous Total compte 641**					**19 664 986,95**	**186 589,04**	**19 664 986,95**	**186 589,04**	**19 478 397,91**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					3 375 392,00		3 375 392,00		3 375 392,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					3 207 153,19		3 207 153,19		3 207 153,19	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					274 416,00		274 416,00		274 416,00	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					27 033,13		27 033,13		27 033,13	
6458	Cotisations aux autres organismes sociau					78 274,73	32,11	78 274,73	32,11	78 242,62	
6459	Remboursements sur charges de Sécurité S					41,80	15 114,16	41,80	15 114,16		15 072,36
645	**Sous Total compte 645**					**6 962 310,85**	**15 146,27**	**6 962 310,85**	**15 146,27**	**6 947 164,58**	
64731	Versées directement					2 571,73		2 571,73		2 571,73	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6473	**Sous Total compte 6473**					**2 571,73**		**2 571,73**		**2 571,73**	
6475	Médecine du travail, pharmacie					40 565,36		40 565,36		40 565,36	
647	**Sous Total compte 647**					**43 137,09**		**43 137,09**		**43 137,09**	
6488	Autres					71 413,33		71 413,33		71 413,33	
648	**Sous Total compte 648**					**71 413,33**		**71 413,33**		**71 413,33**	
64	**Sous Total compte 64**					**26 741 848,22**	**201 735,31**	**26 741 848,22**	**201 735,31**	**26 540 112,91**	
65131	Bourses					9 750,00		9 750,00		9 750,00	
65132	Prix					1 172,88		1 172,88		1 172,88	
65138	Autres secours					18 190,64		18 190,64		18 190,64	
6513	**Sous Total compte 6513**					**29 113,52**		**29 113,52**		**29 113,52**	
651	**Sous Total compte 651**					**29 113,52**		**29 113,52**		**29 113,52**	
65311	Indemnités de fonction					260 320,54		260 320,54		260 320,54	
65312	Frais de mission et de déplacement					1 260,83		1 260,83		1 260,83	
65313	Cotisations de retraite					16 438,90		16 438,90		16 438,90	
65315	Formation					6 705,00	1 640,00	6 705,00	1 640,00	5 065,00	
6531	**Sous Total compte 6531**					**284 725,27**	**1 640,00**	**284 725,27**	**1 640,00**	**283 085,27**	
653	**Sous Total compte 653**					**284 725,27**	**1 640,00**	**284 725,27**	**1 640,00**	**283 085,27**	
6541	Créances admises en non-valeur					27 001,21		27 001,21		27 001,21	
6542	Créances éteintes					11 833,27		11 833,27		11 833,27	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
654	**Sous Total compte 654**					**38 834,48**		**38 834,48**		**38 834,48**	
6553	Service d'incendie					692 112,63	72 476,98	692 112,63	72 476,98	619 635,65	
65561	Contributions au fonds de compensation d					7 402 533,00	25 114,43	7 402 533,00	25 114,43	7 377 418,57	
65568	Autres contributions					40 022,00		40 022,00		40 022,00	
6556	**Sous Total compte 6556**					**7 442 555,00**	**25 114,43**	**7 442 555,00**	**25 114,43**	**7 417 440,57**	
6558	Autres contributions obligatoires					191 782,29		191 782,29		191 782,29	
655	**Sous Total compte 655**					**8 326 449,92**	**97 591,41**	**8 326 449,92**	**97 591,41**	**8 228 858,51**	
657351	GFP de rattachement					2 000,00		2 000,00		2 000,00	
65735	**Sous Total compte 65735**					**2 000,00**		**2 000,00**		**2 000,00**	
65736211	non dotés de la personnalité morale					256 408,00		256 408,00		256 408,00	
6573621	**Sous Total compte 6573621**					**256 408,00**		**256 408,00**		**256 408,00**	
657362	**Sous Total compte 657362**					**256 408,00**		**256 408,00**		**256 408,00**	
657363	CCAS/CIAS					705 000,00		705 000,00		705 000,00	
657364	Caisse des écoles					32 000,00	2 000,00	32 000,00	2 000,00	30 000,00	
65736	**Sous Total compte 65736**					**993 408,00**	**2 000,00**	**993 408,00**	**2 000,00**	**991 408,00**	
6573	**Sous Total compte 6573**					**995 408,00**	**2 000,00**	**995 408,00**	**2 000,00**	**993 408,00**	
65741	Ménages					560,99		560,99		560,99	
65748	Autres personnes de droit privé					650 951,80		650 951,80		650 951,80	
6574	**Sous Total compte 6574**					**651 512,79**		**651 512,79**		**651 512,79**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
657	**Sous Total compte 657**					**1 646 920,79**	**2 000,00**	**1 646 920,79**	**2 000,00**	**1 644 920,79**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					80 689,03		80 689,03		80 689,03	
6581	**Sous Total compte 6581**					**80 689,03**		**80 689,03**		**80 689,03**	
6583	Intérêts moratoires et pénalités sur mar					368,95		368,95		368,95	
65888	Autres					4,85		4,85		4,85	
6588	**Sous Total compte 6588**					**4,85**		**4,85**		**4,85**	
658	**Sous Total compte 658**					**81 062,83**		**81 062,83**		**81 062,83**	
65	**Sous Total compte 65**					**10 407 106,81**	**101 231,41**	**10 407 106,81**	**101 231,41**	**10 305 875,40**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					602 069,15		602 069,15		602 069,15	
66112	Intérêts - rattachement des ICNE					59 163,14	68 896,56	59 163,14	68 896,56		9 733,42
6611	**Sous Total compte 6611**					**661 232,29**	**68 896,56**	**661 232,29**	**68 896,56**	**592 335,73**	
661	**Sous Total compte 661**					**661 232,29**	**68 896,56**	**661 232,29**	**68 896,56**	**592 335,73**	
66	**Sous Total compte 66**					**661 232,29**	**68 896,56**	**661 232,29**	**68 896,56**	**592 335,73**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					59 357,61		59 357,61		59 357,61	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					323 638,05		323 638,05		323 638,05	
6761	Différences sur réalisations (positives)					169 230,77		169 230,77		169 230,77	
676	**Sous Total compte 676**					**169 230,77**		**169 230,77**		**169 230,77**	
67	**Sous Total compte 67**					**552 226,43**		**552 226,43**		**552 226,43**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 592 750,49		1 592 750,49		1 592 750,49	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					20 000,00		20 000,00		20 000,00	
681	**Sous Total compte 681**					**1 612 750,49**		**1 612 750,49**		**1 612 750,49**	
68	**Sous Total compte 68**					**1 612 750,49**		**1 612 750,49**		**1 612 750,49**	
	Total classe 6					**50 614 751,82**	**1 779 016,75**	**50 614 751,82**	**1 779 016,75**	**49 009 350,09**	**173 615,02**
70311	Concession dans les cimetières (produit						146 720,31		146 720,31		146 720,31
7031	**Sous Total compte 7031**						**146 720,31**		**146 720,31**		**146 720,31**
70321	Droits de stationnement et de location s						63 274,36		63 274,36		63 274,36
70323	Redevance d'occupation du domaine public					943,69	73 302,06	943,69	73 302,06		72 358,37
7032	**Sous Total compte 7032**					**943,69**	**136 576,42**	**943,69**	**136 576,42**		**135 632,73**
70383	Redevance de stationnement						784 231,06		784 231,06		784 231,06
70384	Forfait de post-stationnement						234 186,24		234 186,24		234 186,24
7038	**Sous Total compte 7038**						**1 018 417,30**		**1 018 417,30**		**1 018 417,30**
703	**Sous Total compte 703**					**943,69**	**1 301 714,03**	**943,69**	**1 301 714,03**		**1 300 770,34**
7062	Redevances et droits des services à cara						47,73		47,73		47,73
70631	A caractère sportif						3 839,70		3 839,70		3 839,70
70632	A caractère de loisirs					206,37	424 734,81	206,37	424 734,81		424 528,44
7063	**Sous Total compte 7063**					**206,37**	**428 574,51**	**206,37**	**428 574,51**		**428 368,14**
7066	Redevances et droits des services à cara						49 096,89		49 096,89		49 096,89
7067	Redevances et droits des services périsc					1 934,11	1 038 789,85	1 934,11	1 038 789,85		1 036 855,74

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
706888	Autres						317 575,93		317 575,93		317 575,93
70688	**Sous Total compte 70688**						**317 575,93**		**317 575,93**		**317 575,93**
7068	**Sous Total compte 7068**						**317 575,93**		**317 575,93**		**317 575,93**
706	**Sous Total compte 706**					**2 140,48**	**1 834 084,91**	**2 140,48**	**1 834 084,91**		**1 831 944,43**
70876	par le GFP de rattachement						47 126,99		47 126,99		47 126,99
70878	par des tiers						28 442,40		28 442,40		28 442,40
7087	**Sous Total compte 7087**						**75 569,39**		**75 569,39**		**75 569,39**
708	**Sous Total compte 708**						**75 569,39**		**75 569,39**		**75 569,39**
70	**Sous Total compte 70**					**3 084,17**	**3 211 368,33**	**3 084,17**	**3 211 368,33**		**3 208 284,16**
73111	Impôts directs locaux						30 900 657,00		30 900 657,00		30 900 657,00
73118	Autres contributions directes						31 751,00		31 751,00		31 751,00
7311	**Sous Total compte 7311**						**30 932 408,00**		**30 932 408,00**		**30 932 408,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						945 300,95		945 300,95		945 300,95
7312	**Sous Total compte 7312**						**945 300,95**		**945 300,95**		**945 300,95**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr						469 538,69		469 538,69		469 538,69
7314	**Sous Total compte 7314**						**469 538,69**		**469 538,69**		**469 538,69**
731721	Taxe de séjour					2 211,97	844 672,49	2 211,97	844 672,49		842 460,52
73172	**Sous Total compte 73172**					**2 211,97**	**844 672,49**	**2 211,97**	**844 672,49**		**842 460,52**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure					924,76	92 497,91	924,76	92 497,91		91 573,15

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7317	**Sous Total compte 7317**					**3 136,73**	**937 170,40**	**3 136,73**	**937 170,40**		**934 033,67**
731	**Sous Total compte 731**					**3 136,73**	**33 284 418,04**	**3 136,73**	**33 284 418,04**		**33 281 281,31**
73211	Attribution de compensation						6 867 569,00		6 867 569,00		6 867 569,00
7321	**Sous Total compte 7321**						**6 867 569,00**		**6 867 569,00**		**6 867 569,00**
732	**Sous Total compte 732**						**6 867 569,00**		**6 867 569,00**		**6 867 569,00**
73331	Communes (FSRIF)						872 582,00		872 582,00		872 582,00
7333	**Sous Total compte 7333**						**872 582,00**		**872 582,00**		**872 582,00**
733	**Sous Total compte 733**						**872 582,00**		**872 582,00**		**872 582,00**
739118	Autres reversements et restitutions sur					695 293,00		695 293,00		695 293,00	
73911	**Sous Total compte 73911**					**695 293,00**		**695 293,00**		**695 293,00**	
7391	**Sous Total compte 7391**					**695 293,00**		**695 293,00**		**695 293,00**	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					95 807,00		95 807,00		95 807,00	
739222	**Sous Total compte 739222**					**95 807,00**		**95 807,00**		**95 807,00**	
73922	**Sous Total compte 73922**					**95 807,00**		**95 807,00**		**95 807,00**	
7392	**Sous Total compte 7392**					**95 807,00**		**95 807,00**		**95 807,00**	
739	**Sous Total compte 739**					**791 100,00**		**791 100,00**		**791 100,00**	
73	**Sous Total compte 73**					**794 236,73**	**41 024 569,04**	**794 236,73**	**41 024 569,04**		**40 230 332,31**
74111	Dotation forfaitaire des communes						1 802 819,00		1 802 819,00		1 802 819,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des						612 505,00		612 505,00		612 505,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74112	**Sous Total compte 74112**						**612 505,00**		**612 505,00**		**612 505,00**
7411	**Sous Total compte 7411**						**2 415 324,00**		**2 415 324,00**		**2 415 324,00**
741	**Sous Total compte 741**						**2 415 324,00**		**2 415 324,00**		**2 415 324,00**
744	FCTVA						9 405,65		9 405,65		9 405,65
74718	Autres						34 781,46		34 781,46		34 781,46
7471	**Sous Total compte 7471**						**34 781,46**		**34 781,46**		**34 781,46**
7473	Départements						158 095,00		158 095,00		158 095,00
74758	Autres groupements						70 822,00		70 822,00		70 822,00
7475	**Sous Total compte 7475**						**70 822,00**		**70 822,00**		**70 822,00**
747818	Autres						33 110,03		33 110,03		33 110,03
74781	**Sous Total compte 74781**						**33 110,03**		**33 110,03**		**33 110,03**
747888	Autres					14 165,88	2 165 509,66	14 165,88	2 165 509,66		2 151 343,78
74788	**Sous Total compte 74788**					**14 165,88**	**2 165 509,66**	**14 165,88**	**2 165 509,66**		**2 151 343,78**
7478	**Sous Total compte 7478**					**14 165,88**	**2 198 619,69**	**14 165,88**	**2 198 619,69**		**2 184 453,81**
747	**Sous Total compte 747**					**14 165,88**	**2 462 318,15**	**14 165,88**	**2 462 318,15**		**2 448 152,27**
74833	État - Compensation au titre des exonéra						95 884,00		95 884,00		95 884,00
7483	**Sous Total compte 7483**						**95 884,00**		**95 884,00**		**95 884,00**
7484	Dotation de recensement						4 800,00		4 800,00		4 800,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés						49 719,00		49 719,00		49 719,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
748	**Sous Total compte 748**						**150 403,00**		**150 403,00**		**150 403,00**
74	**Sous Total compte 74**					**14 165,88**	**5 037 450,80**	**14 165,88**	**5 037 450,80**		**5 023 284,92**
752	Revenus des immeubles					8 000,00	148 218,38	8 000,00	148 218,38		140 218,38
755	Dédits et pénalités perçus						5 457,47		5 457,47		5 457,47
75813	Redevances versées par les fermiers et c						138 305,44		138 305,44		138 305,44
7581	**Sous Total compte 7581**						**138 305,44**		**138 305,44**		**138 305,44**
7584	Recouvrement sur créances admises en non						794,81		794,81		794,81
75888	Autres					82 976,64	528 418,31	82 976,64	528 418,31		445 441,67
7588	**Sous Total compte 7588**					**82 976,64**	**528 418,31**	**82 976,64**	**528 418,31**		**445 441,67**
758	**Sous Total compte 758**					**82 976,64**	**667 518,56**	**82 976,64**	**667 518,56**		**584 541,92**
75	**Sous Total compte 75**					**90 976,64**	**821 194,41**	**90 976,64**	**821 194,41**		**730 217,77**
761	Produits de participations						3,60		3,60		3,60
76	**Sous Total compte 76**						**3,60**		**3,60**		**3,60**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						1 757,56		1 757,56		1 757,56
775	Produits des cessions d'immobilisations						467 730,77		467 730,77		467 730,77
7761	Différences sur réalisations (négatives)						25 138,05		25 138,05		25 138,05
776	**Sous Total compte 776**						**25 138,05**		**25 138,05**		**25 138,05**
777	Recettes et quote-part des subventions d						3 153,78		3 153,78		3 153,78
77	**Sous Total compte 77**						**497 780,16**		**497 780,16**		**497 780,16**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7815	Reprises sur provisions pour risques et						590 896,00		590 896,00		590 896,00
781	**Sous Total compte 781**						**590 896,00**		**590 896,00**		**590 896,00**
78	**Sous Total compte 78**						**590 896,00**		**590 896,00**		**590 896,00**
	Total classe 7					**902 463,42**	**51 183 262,34**	**902 463,42**	**51 183 262,34**	**791 100,00**	**51 071 898,92**
	Total général	**188 724 584,14**	**188 724 584,14**	**182 100 565,36**	**181 211 047,26**	**58 674 683,88**	**59 564 201,98**	**429 499 833,38**	**429 499 833,38**	**240 724 829,11**	**240 724 829,11**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Page des signatures

24900 - COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **COMMUNE KREMLIN BICETRE - BUDGET** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-053

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Budget principal de la Ville – Présentation du compte de gestion 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le compte de gestion est préparé par la Comptable publique du Service de gestion comptable d'Ivry-sur-Seine.
Il comprend toutes les opérations constatées au titre de l'exercice budgétaire passé. Il doit être présenté au Conseil municipal, et doit faire l'objet d'une prise d'acte avant le vote du compte administratif. Ainsi, l'assemblée délibérante peut constater la concordance entre le compte administratif et compte de gestion.
Le compte de gestion 2024 du budget principal de la commune a été transmis à la Ville.

Le résultat de cet exercice se présente de la façon suivante :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales [a]	15 931 914,48	53 234 913,29	69 166 827,77
Titres de recettes émis [b]	6 601 922,89	51 348 677,23	57 950 600,12
Réductions de titres [c]		112 896,71	112 896,71
Recettes nettes [d=b-c]	6 601 922,89	51 235 780,52	57 837 703,41
DEPENSES			
Prévisions budgétaires totales [e]	15 931 914,48	53 234 913,29	69 166 827,77
Mandats émis [f]	7 157 468,64	51 404 318,53	58 561 787,17
Annulations de mandats [g]		1 613 601,86	1 613 601,86
Dépenses nettes [h=f-g]	7 157 468,64	49 790 716,67	56 948 185,31
RESULTAT DE CLOTURE			
[D-H] Excédent		**1 445 063,85**	**889 518,10**
[H-D] Déficit	**555 545,75**		

Il faut noter que, dans le compte de gestion 2024, la balance du compte 1068 intègre le solde débiteur du compte 1069 (d'un montant de 642 940,38 €). Ce montant sera apuré progressivement par la Ville, conformément à la délibération n° 2023-119 du 14 décembre 2023 du Conseil municipal.

À l'issue d'une vérification, on constate que les opérations passées au titre de 2024 en dépenses et en recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement, sont identiques au compte administratif et au compte de gestion.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte du compte de gestion 2024 pour le budget principal de la commune, et de déclarer qu'il n'appelle ni observation ni réserve.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2121-31 et D.2343-2 à D.2343-5,
Vu la délibération n° 2023-117 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 portant adoption du budget primitif 2024 de la commune,
Vu la délibération n° 2024-068 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'adoption du budget supplémentaire 2024,
Vu la délibération n° 2024-115 du Conseil municipal du 7 novembre 2024 relative à l'adoption de la décision modificative n° 1 du budget principal de la commune,
Vu la délibération n° 2023-119 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 relative à l'apurement du compte 1069 présentant un solde débiteur,
Vu la correction du résultat d'investissement cumulé, du fait de l'apurement du compte 1069 (1/10),
Vu le compte de gestion 2024 présenté par la comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry sur Seine,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI, M. KHIAR, GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1

De prendre acte de la présentation faite du compte de gestion du budget principal de la Ville du Kremlin-Bicêtre dressé pour l'exercice 2024 par la Comptable publique, lequel peut se résumer ainsi :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales [a]	15 931 914,48	53 234 913,29	69 166 827,77
Titres de recettes émis [b]	6 601 922,89	51 348 677,23	57 950 600,12
Réductions de titres [c]		112 896,71	112 896,71
Recettes nettes [d=b-c]	6 601 922,89	51 235 780,52	57 837 703,41
DEPENSES			
Prévisions budgétaires totales [e]	15 931 914,48	53 234 913,29	69 166 827,77
Mandats émis [f]	7 157 468,64	51 404 318,53	58 561 787,17
Annulations de mandats [g]		1 613 601,86	1 613 601,86
Dépenses nettes [h=f-g]	7 157 468,64	49 790 716,67	56 948 185,31
RESULTAT DE CLOTURE			
[D-H] Excédent		**1 445 063,85**	**889 518,10**
[H-D] Déficit	**555 545,75**		

Article 2

De constater les identités de valeurs avec les indications du compte administratif.

Article 3

De déclarer que ce compte de gestion n'appelle aucune autre observation, ni réserve.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-053-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC IVRY-SUR-SEINE
N° CODIQUE 094027
Date Edition : 28/02/2025
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 24902
N° de SIRET 21940043900218

Marché forain
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2024

PRÉSENTÉ

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Maryse BALDACHINO
Mme Marlene DEGRANDI
Mme Isabelle VILAPLANA

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2024 AU 30/04/2024
DU 01/05/2024 AU 31/05/2024
DU 01/06/2024 AU 28/02/2025

Population 24642
Nomenclature M57
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 9
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 11
5 Annexe 13
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 14
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 16
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 17
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 18
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 19
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 23
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 27
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 28

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 34
4EME PARTIE : Page des signatures 35

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN SYNTHETIQUE

(En Milliers d'Euros)

24902 - Marché forain Exercice 2024

ACTIF NET(1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	30,80
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	112,84
Terrains		Résultat de l'exercice	30,62
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**174,26**
Réseaux divers	29,78	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	2,19	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**31,96**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47,04
Stocks		Autres dettes non financières	
Créances	189,34	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**47,04**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**189,34**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**47,04**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**221,30**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)**	**221,30**

(1) Déduction faite des amortissements et dépréciations

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24902 - Marché forain Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers		30 803,09	1 026,77	29 776,32	30 803,09
Installations techniques, agencements et matériel		2 220,00	32,22	2 187,78	
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**33 023,09**	**1 058,99**	**31 964,10**	**30 803,09**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24902 - Marché forain Exercice 2024

ACTIF	NOTE	Exercice 2024			Exercice 2023
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne					577 541,49
Créances sur les redevables et comptes rattachés					17 901,28
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		189 338,68		189 338,68	
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**189 338,68**		**189 338,68**	**595 442,77**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**222 361,77**	**1 058,99**	**221 302,78**	**626 245,86**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24902 - Marché forain Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES		30 803,09	
REPORT A NOUVEAU		112 835,41	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		30 620,48	143 638,50
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**174 258,98**	**143 638,50**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BILAN (en Euros)

24902 - Marché forain Exercice 2024

FONDS PROPRES ET PASSIF	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		47 043,80	76 785,37
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			222 681,76
Autres dettes non financières			183 140,23
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**47 043,80**	**482 607,36**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**47 043,80**	**482 607,36**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II+III+IV)		**221 302,78**	**626 245,86**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

24902 - Marché forain Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	256,41	
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	262,76	
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	0,28	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**519,45**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	479,48	
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	3,40	
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1,06	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**483,94**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers d'Euros

24902 - Marché forain Exercice 2024

POSTES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	4,89	
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**4,89**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**30,62**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**30,62**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		256 408,00		
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		262 759,00		
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		283,25		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**519 450,25**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		479 480,86		
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		3 400,00		
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 058,99		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**483 939,85**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		4 889,92		
Dont ménages		4 889,92		
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

POSTES	NOTE	Exercice 2024	Exercice 2023	Variation
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**4 889,92**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**30 620,48**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**30 620,48**		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Résultats budgétaires de l'exercice

24902 - Marché forain Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	124 723,09	654 243,41	778 966,50
Titres de recette émis (b)	31 862,08	537 351,53	569 213,61
Réductions de titres (c)		17 901,28	17 901,28
Recettes nettes (d = b - c)	31 862,08	519 450,25	551 312,33
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	124 723,09	654 243,41	778 966,50
Mandats émis (f)	2 220,00	552 266,89	554 486,89
Annulations de mandats (g)		63 437,12	63 437,12
Dépenses nettes (h = f - g)	2 220,00	488 829,77	491 049,77
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	29 642,08	30 620,48	60 262,56
(h - d) Déficit			

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

24902 - Marché forain Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
Marché forain					
Investissement	-30 803,09		29 642,08		-1 161,01
Fonctionnement	143 638,50	30 803,09	30 620,48		143 455,89
Sous-Total	**112 835,41**	**30 803,09**	**60 262,56**		**142 294,88**
TOTAL II	**112 835,41**	**30 803,09**	**60 262,56**		**142 294,88**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**112 835,41**	**30 803,09**	**60 262,56**		**142 294,88**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 100,00	52 820,00	93 920,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**41 100,00**	**52 820,00**	**93 920,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**41 100,00**	**52 820,00**	**93 920,00**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		30 803,09	30 803,09
TOTAL GENERAL		**41 100,00**	**83 623,09**	**124 723,09**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
21	93 920,00	2 220,00		2 220,00	91 700,00
SOUS-TOTAL	**93 920,00**	**2 220,00**		**2 220,00**	**91 700,00**
TOTAL	**93 920,00**	**2 220,00**		**2 220,00**	**91 700,00**
001	30 803,09				30 803,09
TOTAL GENERAL	**124 723,09**	**2 220,00**		**2 220,00**	**122 503,09**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES		30 803,09	30 803,09
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	40 000,00	43 820,00	83 820,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**40 000,00**	**74 623,09**	**114 623,09**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**40 000,00**	**74 623,09**	**114 623,09**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 100,00	9 000,00	10 100,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 100,00**	**9 000,00**	**10 100,00**
TOTAL GENERAL		**41 100,00**	**83 623,09**	**124 723,09**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	30 803,09	30 803,09		30 803,09	
13	83 820,00				83 820,00
SOUS-TOTAL	**114 623,09**	**30 803,09**		**30 803,09**	**83 820,00**
TOTAL	**114 623,09**	**30 803,09**		**30 803,09**	**83 820,00**
040	10 100,00	1 058,99		1 058,99	9 041,01
TOTAL	**10 100,00**	**1 058,99**		**1 058,99**	**9 041,01**
TOTAL GENERAL	**124 723,09**	**31 862,08**		**31 862,08**	**92 861,01**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
011	Charges à caractère général	383 408,00	38 835,41	422 243,41
012	Charges de personnel et frais assimilés	165 000,00	40 000,00	205 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	16 900,00		16 900,00
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**565 308,00**	**78 835,41**	**644 143,41**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 100,00	9 000,00	10 100,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 100,00**	**9 000,00**	**10 100,00**
TOTAL GENERAL		**566 408,00**	**87 835,41**	**654 243,41**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	422 243,41	412 212,03	62 461,12	349 750,91	72 492,50
012	205 000,00	129 729,95		129 729,95	75 270,05
65	16 900,00	9 265,92	976,00	8 289,92	8 610,08
TOTAL	**644 143,41**	**551 207,90**	**63 437,12**	**487 770,78**	**156 372,63**
042	10 100,00	1 058,99		1 058,99	9 041,01
TOTAL	**10 100,00**	**1 058,99**		**1 058,99**	**9 041,01**
TOTAL GENERAL	**654 243,41**	**552 266,89**	**63 437,12**	**488 829,77**	**165 413,64**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	285 000,00		285 000,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	281 408,00	-25 000,00	256 408,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**566 408,00**	**-25 000,00**	**541 408,00**
002	Résultat de fonctionnement reporté		112 835,41	112 835,41
TOTAL GENERAL		**566 408,00**	**87 835,41**	**654 243,41**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETAT DE CONSOMMATION DE CREDITS

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	285 000,00	280 660,28	17 901,28	262 759,00	22 241,00
74	256 408,00	256 408,00		256 408,00	
75		283,25		283,25	-283,25
TOTAL	**541 408,00**	**537 351,53**	**17 901,28**	**519 450,25**	**21 957,75**
002	112 835,41				112 835,41
TOTAL GENERAL	**654 243,41**	**537 351,53**	**17 901,28**	**519 450,25**	**134 793,16**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES D'INVESTISSEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	2 220,00		2 220,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**	**2 220,00**		**2 220,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**2 220,00**		**2 220,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**2 220,00**		**2 220,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**2 220,00**		**2 220,00**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES D'INVESTISSEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	30 803,09		30 803,09
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES**	**30 803,09**		**30 803,09**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**30 803,09**		**30 803,09**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**30 803,09**		**30 803,09**
281531	Réseaux d'adduction d'eau	149,98		149,98
281534	Réseaux d'électrification	876,79		876,79
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	32,22		32,22
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 058,99**		**1 058,99**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 058,99**		**1 058,99**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**31 862,08**		**31 862,08**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60612	Énergie - Électricité	19 065,77	6 197,25	12 868,52
60623	Alimentation	9 093,27	4 875,00	4 218,27
61358	Autres	142 482,50	20 280,00	122 202,50
6188	Autres frais divers	165 321,84	23 322,00	141 999,84
6232	Fêtes et cérémonies	19 658,22	3 447,74	16 210,48
627	Services bancaires et assimilés.	131,42	5,85	125,57
6288	Autres	56 459,01	4 333,28	52 125,73
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**412 212,03**	**62 461,12**	**349 750,91**
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP	129 729,95		129 729,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**129 729,95**		**129 729,95**
65132	Prix	4 889,92		4 889,92
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	4 376,00	976,00	3 400,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**9 265,92**	**976,00**	**8 289,92**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**551 207,90**	**63 437,12**	**487 770,78**
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	1 058,99		1 058,99
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**1 058,99**		**1 058,99**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 058,99**		**1 058,99**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**552 266,89**	**63 437,12**	**488 829,77**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etat de réalisation des opérations

SECTION RECETTES DE FONCTIONNEMENT

24902 - Marché forain Exercice 2024

N° Chapitre et Article	Intitulé	Emission 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
70323	Redevance d'occupation du domaine public	280 660,28	17 901,28	262 759,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**280 660,28**	**17 901,28**	**262 759,00**
74748	Autres communes	256 408,00		256 408,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**DOTATIONS ET PARTICIPATIONS**	**256 408,00**		**256 408,00**
75888	Autres	283,25		283,25
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**283,25**		**283,25**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**537 351,53**	**17 901,28**	**519 450,25**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**537 351,53**	**17 901,28**	**519 450,25**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	**Libellé de compte**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**	**Débit**	**Crédit**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés						30 803,09		30 803,09		30 803,09
106	**Sous Total compte 106**						**30 803,09**		**30 803,09**		**30 803,09**
10	**Sous Total compte 10**						**30 803,09**		**30 803,09**		**30 803,09**
110	Report à nouveau (solde créditeur)			30 803,09	143 638,50			30 803,09	143 638,50		112 835,41
11	**Sous Total compte 11**			**30 803,09**	**143 638,50**			**30 803,09**	**143 638,50**		**112 835,41**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		143 638,50	143 638,50				143 638,50	143 638,50		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**143 638,50**	**143 638,50**				**143 638,50**	**143 638,50**		**0,00**
	Total classe 1		**143 638,50**	**174 441,59**	**143 638,50**		**30 803,09**	**174 441,59**	**318 080,09**		**143 638,50**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	4 499,32						4 499,32		4 499,32	
21534	Réseaux d'électrification	26 303,77						26 303,77		26 303,77	
2153	**Sous Total compte 2153**	**30 803,09**						**30 803,09**		**30 803,09**	
2158	Autres installations, matériel et outill					2 220,00		2 220,00		2 220,00	
215	**Sous Total compte 215**	**30 803,09**				**2 220,00**		**33 023,09**		**33 023,09**	
21	**Sous Total compte 21**	**30 803,09**				**2 220,00**		**33 023,09**		**33 023,09**	
281531	Réseaux d'adduction d'eau						149,98		149,98		149,98
281534	Réseaux d'électrification						876,79		876,79		876,79
28153	**Sous Total compte 28153**						**1 026,77**		**1 026,77**		**1 026,77**
28158	Autres installations, matériel et outill						32,22		32,22		32,22
2815	**Sous Total compte 2815**						**1 058,99**		**1 058,99**		**1 058,99**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281	**Sous Total compte 281**						**1 058,99**		**1 058,99**		**1 058,99**
28	**Sous Total compte 28**						**1 058,99**		**1 058,99**		**1 058,99**
	Total classe 2	**30 803,09**				**2 220,00**	**1 058,99**	**33 023,09**	**1 058,99**	**33 023,09**	**1 058,99**
4011	Fournisseurs		13 348,25	376 473,19	400 626,68			376 473,19	413 974,93		37 501,74
401	**Sous Total compte 401**		**13 348,25**	**376 473,19**	**400 626,68**			**376 473,19**	**413 974,93**		**37 501,74**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			2 220,00	2 220,00			2 220,00	2 220,00		0,00
404	**Sous Total compte 404**			**2 220,00**	**2 220,00**			**2 220,00**	**2 220,00**		**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		63 437,12	63 437,12	9 542,06			63 437,12	72 979,18		9 542,06
40	**Sous Total compte 40**		**76 785,37**	**442 130,31**	**412 388,74**			**442 130,31**	**489 174,11**		**47 043,80**
411	Redevables			283,25	283,25			283,25	283,25		0,00
4181	Redevables - Produits non encore facturé	17 901,28			17 901,28			17 901,28	17 901,28		0,00
418	**Sous Total compte 418**	**17 901,28**			**17 901,28**			**17 901,28**	**17 901,28**		**0,00**
41	**Sous Total compte 41**	**17 901,28**		**283,25**	**18 184,53**			**18 184,53**	**18 184,53**		**0,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	354 850,00			354 850,00			354 850,00	354 850,00		0,00
441	**Sous Total compte 441**	**354 850,00**			**354 850,00**			**354 850,00**	**354 850,00**		**0,00**
44342	Recettes - Amiable			256 408,00	256 408,00			256 408,00	256 408,00		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**			**256 408,00**	**256 408,00**			**256 408,00**	**256 408,00**		**0,00**
44351	Dépenses		144 750,33	274 480,28	129 729,95			274 480,28	274 480,28		0,00
4435	**Sous Total compte 4435**		**144 750,33**	**274 480,28**	**129 729,95**			**274 480,28**	**274 480,28**		**0,00**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44381	Dépenses		38 389,90	42 076,38	3 686,48			42 076,38	42 076,38		0,00
44382	Recettes - Amiable	222 691,49			222 691,49			222 691,49	222 691,49		0,00
4438	**Sous Total compte 4438**	**222 691,49**	**38 389,90**	**42 076,38**	**226 377,97**			**264 767,87**	**264 767,87**		**0,00**
443	**Sous Total compte 443**	**222 691,49**	**183 140,23**	**572 964,66**	**612 515,92**			**795 656,15**	**795 656,15**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**	**577 541,49**	**183 140,23**	**572 964,66**	**967 365,92**			**1 150 506,15**	**1 150 506,15**		**0,00**
451002	Compte de rattachement avec... (à subdiv		222 681,76	1 114 782,15	702 761,71			1 114 782,15	925 443,47	189 338,68	
451	**Sous Total compte 451**		**222 681,76**	**1 114 782,15**	**702 761,71**			**1 114 782,15**	**925 443,47**	**189 338,68**	
45	**Sous Total compte 45**		**222 681,76**	**1 114 782,15**	**702 761,71**			**1 114 782,15**	**925 443,47**	**189 338,68**	
46711	Autres comptes créditeurs			7 622,73	7 622,73			7 622,73	7 622,73		0,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**7 622,73**	**7 622,73**			**7 622,73**	**7 622,73**		**0,00**
467	**Sous Total compte 467**			**7 622,73**	**7 622,73**			**7 622,73**	**7 622,73**		**0,00**
46	**Sous Total compte 46**			**7 622,73**	**7 622,73**			**7 622,73**	**7 622,73**		**0,00**
4711	Versements des régisseurs			280 660,28	280 660,28			280 660,28	280 660,28		0,00
471	**Sous Total compte 471**			**280 660,28**	**280 660,28**			**280 660,28**	**280 660,28**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**			**280 660,28**	**280 660,28**			**280 660,28**	**280 660,28**		**0,00**
	Total classe 4	**595 442,77**	**482 607,36**	**2 418 443,38**	**2 388 983,91**			**3 013 886,15**	**2 871 591,27**	**189 338,68**	**47 043,80**
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 058,99	1 058,99			1 058,99	1 058,99		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**1 058,99**	**1 058,99**			**1 058,99**	**1 058,99**		**0,00**
	Total classe 5			**1 058,99**	**1 058,99**			**1 058,99**	**1 058,99**		**0,00**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60612	Énergie - Électricité					19 065,77	6 197,25	19 065,77	6 197,25	12 868,52	
6061	**Sous Total compte 6061**					**19 065,77**	**6 197,25**	**19 065,77**	**6 197,25**	**12 868,52**	
60623	Alimentation					9 093,27	4 875,00	9 093,27	4 875,00	4 218,27	
6062	**Sous Total compte 6062**					**9 093,27**	**4 875,00**	**9 093,27**	**4 875,00**	**4 218,27**	
606	**Sous Total compte 606**					**28 159,04**	**11 072,25**	**28 159,04**	**11 072,25**	**17 086,79**	
60	**Sous Total compte 60**					**28 159,04**	**11 072,25**	**28 159,04**	**11 072,25**	**17 086,79**	
61358	Autres					142 482,50	20 280,00	142 482,50	20 280,00	122 202,50	
6135	**Sous Total compte 6135**					**142 482,50**	**20 280,00**	**142 482,50**	**20 280,00**	**122 202,50**	
613	**Sous Total compte 613**					**142 482,50**	**20 280,00**	**142 482,50**	**20 280,00**	**122 202,50**	
6188	Autres frais divers					165 321,84	23 322,00	165 321,84	23 322,00	141 999,84	
618	**Sous Total compte 618**					**165 321,84**	**23 322,00**	**165 321,84**	**23 322,00**	**141 999,84**	
61	**Sous Total compte 61**					**307 804,34**	**43 602,00**	**307 804,34**	**43 602,00**	**264 202,34**	
6215	Personnel affecté par la collectivité me					129 729,95		129 729,95		129 729,95	
621	**Sous Total compte 621**					**129 729,95**		**129 729,95**		**129 729,95**	
6232	Fêtes et cérémonies					19 658,22	3 447,74	19 658,22	3 447,74	16 210,48	
623	**Sous Total compte 623**					**19 658,22**	**3 447,74**	**19 658,22**	**3 447,74**	**16 210,48**	
627	Services bancaires et assimilés.					131,42	5,85	131,42	5,85	125,57	
6288	Autres					56 459,01	4 333,28	56 459,01	4 333,28	52 125,73	
628	**Sous Total compte 628**					**56 459,01**	**4 333,28**	**56 459,01**	**4 333,28**	**52 125,73**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62	**Sous Total compte 62**					**205 978,60**	**7 786,87**	**205 978,60**	**7 786,87**	**198 191,73**	
65132	Prix					4 889,92		4 889,92		4 889,92	
6513	**Sous Total compte 6513**					**4 889,92**		**4 889,92**		**4 889,92**	
651	**Sous Total compte 651**					**4 889,92**		**4 889,92**		**4 889,92**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					4 376,00	976,00	4 376,00	976,00	3 400,00	
6581	**Sous Total compte 6581**					**4 376,00**	**976,00**	**4 376,00**	**976,00**	**3 400,00**	
658	**Sous Total compte 658**					**4 376,00**	**976,00**	**4 376,00**	**976,00**	**3 400,00**	
65	**Sous Total compte 65**					**9 265,92**	**976,00**	**9 265,92**	**976,00**	**8 289,92**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					1 058,99		1 058,99		1 058,99	
681	**Sous Total compte 681**					**1 058,99**		**1 058,99**		**1 058,99**	
68	**Sous Total compte 68**					**1 058,99**		**1 058,99**		**1 058,99**	
	Total classe 6					**552 266,89**	**63 437,12**	**552 266,89**	**63 437,12**	**488 829,77**	
70323	Redevance d'occupation du domaine public					17 901,28	280 660,28	17 901,28	280 660,28		262 759,00
7032	**Sous Total compte 7032**					**17 901,28**	**280 660,28**	**17 901,28**	**280 660,28**		**262 759,00**
703	**Sous Total compte 703**					**17 901,28**	**280 660,28**	**17 901,28**	**280 660,28**		**262 759,00**
70	**Sous Total compte 70**					**17 901,28**	**280 660,28**	**17 901,28**	**280 660,28**		**262 759,00**
74748	Autres communes						256 408,00		256 408,00		256 408,00
7474	**Sous Total compte 7474**						**256 408,00**		**256 408,00**		**256 408,00**
747	**Sous Total compte 747**						**256 408,00**		**256 408,00**		**256 408,00**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74	**Sous Total compte 74**						**256 408,00**		**256 408,00**		**256 408,00**
75888	Autres						283,25		283,25		283,25
7588	**Sous Total compte 7588**						**283,25**		**283,25**		**283,25**
758	**Sous Total compte 758**						**283,25**		**283,25**		**283,25**
75	**Sous Total compte 75**						**283,25**		**283,25**		**283,25**
	Total classe 7					**17 901,28**	**537 351,53**	**17 901,28**	**537 351,53**		**519 450,25**
	Total général	**626 245,86**	**626 245,86**	**2 593 943,96**	**2 533 681,40**	**572 388,17**	**632 650,73**	**3 792 577,99**	**3 792 577,99**	**711 191,54**	**711 191,54**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

BALANCE DES VALEURS INACTIVES

Arrêtée à la date du 31/12/2024

24902 - Marché forain Exercice 2024

DESIGNATION DES COMPTES N° Intitulé	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Page des signatures

24902 - Marché forain Exercice 2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **Marché forain** pendant l'année **2024** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-054

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Budget annexe « marché forain » - Présentation du compte de gestion 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le compte de gestion est préparé par la Comptable publique du Service de gestion comptable d'Ivry-sur-Seine.
Il comprend toutes les opérations constatées au titre de l'exercice budgétaire passé. Il doit être présenté au Conseil municipal, et doit faire l'objet d'une prise d'acte avant le vote du compte administratif. Ainsi, l'assemblée délibérante peut constater la concordance entre le compte administratif et compte de gestion.

Le compte de gestion du budget annexe « marché forain » 2024 a été transmis à la Ville.

Le résultat de cet exercice se présente de la façon suivante :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales [a]	124 723,09	654 243,41	778 966,50
Titres de recettes émis [b]	31 832,08	537 351,53	569 213,61
Réductions de titres [c]		17 901,28	17 901,28
Recettes nettes [d=b-c]	31 832,08	519 450,25	551 312,33
DEPENSES			
Prévisions budgétaires totales [e]	124 723,09	654 243,41	778 966,50
Mandats émis [f]	2 220,00	552 266,89	554 486,89
Annulations de mandats [g]		63 437,12	63 437,12
Dépenses nettes [h=f-g]	2 220,00	488 829,77	491 049,77
RESULTAT DE CLOTURE			
[D-H] Excédent	**29 642,08**	**30 620,48**	**60 262,56**
[H-D] Déficit			

À l'issue d'une vérification, on constate que les opérations passées au titre de 2024 en dépenses et en recettes, tant en fonctionnement qu'en investissement, sont identiques au compte administratif et au compte de gestion.

Il est donc proposé au Conseil municipal de prendre acte du compte de gestion 2024 pour le budget annexe du marché forain, et de déclarer qu'il n'appelle ni observation ni réserve.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n° 2023-121 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 portant adoption du budget primitif 2024 du budget annexe marché forain de la commune du Kremlin-Bicêtre,
Vu la délibération n° 2024-069 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'adoption du budget supplémentaire du budget annexe marché forain 2024,
Vu le compte de gestion 2024 présenté par la comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry sur Seine,
Vu l'avis de la commission municipale concernée,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI, M. KHIAR, GIBLIN),

DÉCIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 1

De prendre acte de la présentation faite du compte de gestion du budget annexe « marché forain » de la commune du Kremlin-Bicêtre dressé pour l'exercice 2024 par la Comptable publique, lequel peut se résumer ainsi :

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales [a]	124 723,09	654 243,41	778 966,50
Titres de recettes émis [b]	31 832,08	537 351,53	569 213,61
Réductions de titres [c]		17 901,28	17 901,28
Recettes nettes [d=b-c]	31 832,08	519 450,25	551 312,33
DEPENSES			
Prévisions budgétaires totales [e]	124 723,09	654 243,41	778 966,50
Mandats émis [f]	2 220,00	552 266,89	554 486,89
Annulations de mandats [g]		63 437,12	63 437,12
Dépenses nettes [h=f-g]	2 220,00	488 829,77	491 049,77
RESULTAT DE CLOTURE			
[D-H] Excédent	**29 642,08**	**30 620,48**	**60 262,56**
[H-D] Déficit			

Article 2

De constater les identités de valeurs avec les indications du compte administratif.

Article 3

De déclarer que ce compte de gestion n'appelle ni observation, ni réserve.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICETRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-054-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-055

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Assemblée - Election d'un Président de séance pour l'adoption des comptes administratifs 2024 de la ville du Kremlin-Bicêtre et du budget annexe « Marchés forains »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-055-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire, expose au Conseil :

L'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le Conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.
Le Conseil municipal est donc invité à procéder à la désignation d'un Président de séance pour le vote des comptes administratifs 2024 de la Ville et du budget annexe Marchés forains.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-14, L2121-21, relatifs à la désignation d'un président de séance lors du vote du compte administratif et aux modalités de scrutin pour les votes de délibérations,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1612-12 et L2121-31, relatifs à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI, M. KHIAR, M. GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

De désigner M. Frédéric RAYMOND comme Président de séance pour l'adoption des comptes administratifs 2024 de la Ville et du budget annexe Marchés forains.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-055-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21940043900010

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : VILLE DU KREMLIN BICETRE (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 24
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 25
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 27
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 28
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 31
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 40

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 43
A1.01 - Opérations non ventilables 45
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 46
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 49
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 50
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 51
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 54
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 64
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 66
A1.908 - Fonction 8 - Transports 69
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 73
A2.01 - Opérations non ventilables 75
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 76
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 85
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 86
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 88
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 97
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 106
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 115
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 116
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 117
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 123
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 127
A2.938 - Fonction 8 - Transports 130

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 138
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 144
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 146
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	147
B3.1 - Etat des provisions constituées	148
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	150
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	151
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	152
B7.3 - Etat des emprunts garantis	153
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	165
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	166
B7.8 - Autres engagements donnés	169
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers	173
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	176
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	185
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	190
B11.2 - Liste des établissements publics créés	191
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	192
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées	193
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties	210
B13 - Opérations liées aux cessions	219
B14 - Etat des travaux en régie	220
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	222
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	223
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	224
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	225
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	226
C2.1 - Situation des AP	228
C2.2 - Situation des AE	Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	229
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction	233
D - Autres éléments d'information	
D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble	Sans Objet
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement	Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine	Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées	Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties	Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus	237
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	238
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement	239
D9 - Identification des flux croisés	240
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	241
D11 - Décisions en matière de taux	244
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse	245
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail	246

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 247

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	24492

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1433.802170

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1947.78
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2090.78
3	Dépenses d'équipement brut / population	169.62
4	Encours de dette / population (2) (3)	979.76
5	DGF / population	73.61
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	57.89%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	98.69%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	8.11%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	46.86%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	6.00%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	56 948 185,31	57 837 703,41	2 784 715,09	A1	3 674 233,19
Investissement	7 157 468,64	6 601 922,89	(2) 158 753,51	A2	-396 792,24
Dont 1068		2 438 333,34			
Fonctionnement	49 790 716,67	51 235 780,52	(3) 2 625 961,58	A3	4 071 025,43

	RESTES A REALISER (4)				
	Dépenses		Recettes	Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II	2 884 965,29	III + IV	1 500 000,00	B1	-1 384 965,29
Investissement	I	2 884 965,29	III	1 500 000,00	B2	-1 384 965,29
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1	2 289 267,90
Investissement	A2 + B2	-1 781 757,53
Fonctionnement	A3 + B3	4 071 025,43

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	2 884 965,29
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
0	Opération d'équipement n° 0		1 237 353,29
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		78 139,60
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		1 243 194,18
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		326 278,22
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	1 500 000,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		1 500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	49 790 716,67	G	51 235 780,52
	Section d'investissement	B	7 157 468,64	H	6 601 922,89
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 625 961,58 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	158 753,51 (si excédent)
			=		=
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	56 948 185,31	= G + H + I + J	60 622 418,50
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	2 884 965,29	L	1 500 000,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	2 884 965,29	= K + L	1 500 000,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	49 790 716,67	= G + I + K	53 861 742,10
	Section d'investissement	= B + D + F	10 042 433,93	= H + J + L	8 260 676,40
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	59 833 150,60	= G + H + I + J + K + L	62 122 418,50

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		211 283,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		1 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	226 683,68	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	3 804 820,23	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	122 894,40	0,00
Total des réalisations d'équipement		**4 154 398,31**	**1 711 283,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	304 968,97
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 831 901,21	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	93 242,21	9 833,19
Total des réalisations financières		**2 925 143,42**	**314 802,16**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	2 250,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **7 079 541,73**	II **2 028 335,16**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*28 291,83*	*2 085 619,31*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*49 635,08*	*49 635,08*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***77 926,91***	*IV* ***2 135 254,39***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**7 157 468,64**	II + IV	**4 163 589,55**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**0,00**	VI	**158 753,51**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**2 438 333,34**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**7 157 468,64**	II + IV + VI + VII	**6 760 676,40**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)	**-396 792,24**			

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		8 319 207,56	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		3 208 284,16
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		27 617 221,06	73 Impôts et taxes (sauf 731)		7 740 151,00
			731 Fiscalité locale		33 281 281,31
			74 Dotations et participations (1)		5 023 284,92
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		10 305 875,40	75 Autres produits de gestion courante (1)		730 217,77
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		791 100,00	013 Atténuations de charges (1)		163 881,60
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		47 033 404,02	Total recettes de gestion des services		50 147 100,76
66 Charges financières		592 335,73	76 Produits financiers		3,60
67 Charges spécifiques (1)		59 357,61	77 Produits spécifiques (1)		469 488,33
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		20 000,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		590 896,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**47 705 097,36**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**51 207 488,69**

OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*2 085 619,31*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*28 291,83*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***2 085 619,31***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***28 291,83***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**49 790 716,67**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**51 235 780,52**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	2 625 961,58

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**49 790 716,67**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**53 861 742,10**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	4 071 025,43

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*3 153,78*	3 153,78
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		2 831 901,21	*0,00*	2 831 901,21
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		245 382,72		245 382,72
19	Neutral. et régul. d'opérations			*25 138,05*	25 138,05
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		226 683,68	*0,00*	226 683,68
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		3 559 437,51	*49 635,08*	3 609 072,59
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		122 894,40	*0,00*	122 894,40
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		93 242,21	*0,00*	93 242,21
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**7 079 541,73**	***77 926,91***	**7 157 468,64**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	8 319 207,56		8 319 207,56
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	27 617 221,06		27 617 221,06
014	Atténuations de produits	791 100,00		791 100,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	10 305 875,40	*0,00*	10 305 875,40
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	592 335,73	*0,00*	592 335,73
67	Charges spécifiques (9)	59 357,61	*492 868,82*	552 226,43
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	20 000,00	*1 592 750,49*	1 612 750,49
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**47 705 097,36**	***2 085 619,31***	**49 790 716,67**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	304 968,97	*0,00*	304 968,97
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	211 283,00	*0,00*	211 283,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 500 000,00	*0,00*	1 500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		169 230,77	169 230,77
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*72 195,08*	72 195,08
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*301 078,05*	301 078,05
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	0,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	9 833,19	*0,00*	9 833,19
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 592 750,49*	1 592 750,49
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	2 250,00	*0,00*	2 250,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**2 028 335,16**	***2 135 254,39***	**4 163 589,55**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**2 438 333,34**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**158 753,51**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	163 881,60		163 881,60
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 208 284,16		3 208 284,16
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00		7 740 151,00
731	Fiscalité locale	33 281 281,31		33 281 281,31
74	Dotations et participations (8)	5 023 284,92		5 023 284,92
75	Autres produits de gestion courante (8)	730 217,77	0,00	730 217,77
76	Produits financiers	3,60	*0,00*	3,60
77	Produits spécifiques (8)	469 488,33	*28 291,83*	497 780,16
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	590 896,00	*0,00*	590 896,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**51 207 488,69**	***28 291,83***	**51 235 780,52**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**2 625 961,58**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III

A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**15 906 776,43**	**7 157 468,64**	**2 884 965,29**	**5 864 342,50**	**404 421,41**	**6 753 047,23**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	661 725,50	226 683,68	78 139,60	356 902,22	0,00	226 683,68
204	Subventions d'équipement versées (7)	83 820,00	0,00	0,00	83 820,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 582 120,76	3 559 437,51	1 243 194,18	2 779 489,07	36 144,29	3 523 293,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 523 995,17	122 894,40	326 278,22	1 074 822,55	122 894,40	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	2 596 920,00	245 382,72	1 237 353,29	1 114 183,99	245 382,72	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 448 581,43**	**4 154 398,31**	**2 884 965,29**	**5 409 217,83**	**404 421,41**	**3 749 976,90**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 943 645,00	2 831 901,21	0,00	111 743,79		2 831 901,21
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	136 550,00	93 242,21	0,00	43 307,79	0,00	93 242,21
Total des dépenses financières		**3 090 195,00**	**2 925 143,42**	**0,00**	**165 051,58**	**0,00**	**2 925 143,42**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**15 638 776,43**	**7 079 541,73**	**2 884 965,29**	**5 674 269,41**	**404 421,41**	**6 675 120,32**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*160 000,00*	*28 291,83*		*131 708,17*		*28 291,83*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*108 000,00*	*49 635,08*		*58 364,92*		*49 635,08*
Total des dépenses d'ordre		**268 000,00**	**77 926,91**		**190 073,09**		**77 926,91**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**15 906 776,43**	**7 157 468,64**	**2 884 965,29**	**5 864 342,50**	**404 421,41**	**6 753 047,23**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**15 748 022,92**	**6 601 922,89**	**1 500 000,00**	**7 646 100,03**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 234 522,00	211 283,00	0,00	1 023 239,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**5 934 522,00**	**1 711 283,00**	**1 500 000,00**	**2 723 239,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 897 933,34	2 743 302,31	0,00	154 631,03
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 000,00	9 833,19	0,00	90 166,81
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 439 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**5 439 933,34**	**2 753 135,50**	**0,00**	**2 686 797,84**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	100 000,00	2 250,00	0,00	97 750,00
Total des recettes réelles		**11 474 455,34**	**4 466 668,50**	**1 500 000,00**	**5 507 786,84**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*2 457 936,58*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 707 631,00*	*2 085 619,31*		*-377 988,31*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*108 000,00*	*49 635,08*		*58 364,92*
Total des recettes d'ordre		***4 273 567,58***	***2 135 254,39***		***2 138 313,19***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***158 753,51***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**15 906 776,43**	**6 760 676,40**	**1 500 000,00**	**7 646 100,03**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**15 906 776,43**	**7 157 468,64**	**2 884 965,29**	**5 864 342,50**	**404 421,41**	**6 753 047,23**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	661 725,50	226 683,68	78 139,60	356 902,22	0,00	226 683,68
2031	Frais d'études	415 378,00	132 346,86	66 255,60	216 775,54	0,00	132 346,86
2033	Frais d'insertion	15 484,00	12 960,00	2 484,00	40,00	0,00	12 960,00
2051	Concessions, droits similaires	131 671,50	52 976,82	9 400,00	69 294,68	0,00	52 976,82
2088	Autres immobilisations incorporelles	99 192,00	28 400,00	0,00	70 792,00	0,00	28 400,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	83 820,00	0,00	0,00	83 820,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	83 820,00	0,00	0,00	83 820,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 582 120,76	3 559 437,51	1 243 194,18	2 779 489,07	36 144,29	3 523 293,22
2111	Terrains nus	9 000,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	666 751,25	37 647,42	2 775,43	626 328,40	0,00	37 647,42
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	170 305,97	93 592,89	57 945,32	18 767,76	0,00	93 592,89
2128	Autres agencements et aménagements	273 669,52	163 804,20	75 693,00	34 172,32	0,00	163 804,20
21312	Bâtiments scolaires	131 437,18	112 788,00	1 050,00	17 599,18	0,00	112 788,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	22 560,76	0,00	4 195,59	18 365,17	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	83 548,84	162,74	837,26	82 548,84	0,00	162,74
21321	Immeubles de rapport	2 363,47	175,55	0,00	2 187,92	0,00	175,55
21351	Bâtiments publics	3 741 494,45	2 066 336,95	545 782,09	1 129 375,41	0,00	2 066 336,95
21352	Bâtiments privés	94 208,40	33 994,08	0,00	60 214,32	0,00	33 994,08
2138	Autres constructions	161 191,60	5 791,60	0,00	155 400,00	0,00	5 791,60
2152	Installations de voirie	87 261,72	87 261,91	0,00	-0,19	0,00	87 261,91
21533	Réseaux câblés	89 881,68	0,00	78 486,84	11 394,84	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	182 229,60	2 229,60	12 738,68	167 261,32	0,00	2 229,60
21568	Autre matériel, outillage incendie	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	60 371,60	56 802,72	0,00	3 568,88	0,00	56 802,72
21578	Autre matériel technique	10 103,39	103,39	0,00	10 000,00	0,00	103,39
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	125 482,09	69 709,80	16 438,10	39 334,19	0,00	69 709,80
21611	Biens sous-jacents	21 550,00	0,00	0,00	21 550,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	32 545,00	25 682,00	0,00	6 863,00	0,00	25 682,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	6 000,00	5 994,96	0,00	5,04	0,00	5 994,96
2181	Install. générales, agencements	18 900,96	6 752,50	12 148,46	0,00	0,00	6 752,50

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
21828	Autres matériels de transport	424 107,30	239 178,79	187 823,24	-2 894,73	0,00	239 178,79
21838	Autre matériel informatique	323 048,07	68 343,44	87 688,73	167 015,90	0,00	68 343,44
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	29 076,46	12 847,75	0,00	16 228,71	0,00	12 847,75
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	146 389,71	111 017,88	3 829,69	31 542,14	0,00	111 017,88
2185	Matériel de téléphonie	11 759,66	4 018,80	6 052,00	1 688,86	0,00	4 018,80
2188	Autres immobilisations corporelles	651 882,08	355 200,54	149 709,75	146 971,79	36 144,29	319 056,25
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 523 995,17	122 894,40	326 278,22	1 074 822,55	122 894,40	0,00
2313	Constructions	1 323 995,17	122 894,40	326 278,22	874 822,55	122 894,40	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	2 596 920,00	245 382,72	1 237 353,29	1 114 183,99	245 382,72	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 448 581,43**	**4 154 398,31**	**2 884 965,29**	**5 409 217,83**	**404 421,41**	**3 749 976,90**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	2 943 645,00	2 831 901,21	0,00	111 743,79		2 831 901,21
1641	Emprunts en euros	2 940 645,00	2 831 901,21	0,00	108 743,79		2 831 901,21
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	136 550,00	93 242,21	0,00	43 307,79	0,00	93 242,21
275	Dépôts et cautionnements versés	45 550,00	2 242,21	0,00	43 307,79	0,00	2 242,21
27638	Créance Autres établissements publics	91 000,00	91 000,00	0,00	0,00	0,00	91 000,00
Total des dépenses financières		**3 090 195,00**	**2 925 143,42**	**0,00**	**165 051,58**	**0,00**	**2 925 143,42**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
454110	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**15 638 776,43**	**7 079 541,73**	**2 884 965,29**	**5 674 269,41**	**404 421,41**	**6 675 120,32**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*160 000,00*	*28 291,83*		*131 708,17*		*28 291,83*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*110 000,00*	*28 291,83*		*81 708,17*		*28 291,83*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*70 000,00*	*845,16*		*69 154,84*		*845,16*

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
13913	*Subv. transf. Départements*	***0,00***	***677,97***		***-677,97***		***677,97***
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*40 000,00*	*1 630,65*		*38 369,35*		*1 630,65*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*25 138,05*		*-25 138,05*		*25 138,05*
	Charges transférées (7)	*50 000,00*	*0,00*		*50 000,00*		*0,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*50 000,00*	*0,00*		*50 000,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*108 000,00*	*49 635,08*		*58 364,92*		*49 635,08*
21318	*Autres bâtiments publics*	*108 000,00*	*0,00*		*108 000,00*		*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*49 635,08*		*-49 635,08*		*49 635,08*
Total des dépenses d'ordre		**268 000,00**	**77 926,91**		**190 073,09**		**77 926,91**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			**2 596 920,00**	**245 382,72**	**1 237 353,29**	**1 114 183,99**	**245 382,72**	**245 382,72**	**0,00**
0	ESPACES VERTS	APEV2024	2 596 920,00	245 382,72	1 237 353,29	1 114 183,99	245 382,72	245 382,72	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 0
LIBELLE : ESPACES VERTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : APEV2024

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**2 596 920,00**	**A1 245 382,72**	**1 237 353,29**	**1 114 183,99**	**A2 245 382,72**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 596 920,00**	**245 382,72**	**1 237 353,29**	**1 114 183,99**	**245 382,72**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	26 160,00	0,00	0,00	26 160,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	2 570 760,00	245 382,72	1 237 353,29	1 088 023,99	245 382,72
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -245 382,72**	**B2 - A2 -245 382,72**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**15 748 022,92**	**6 601 922,89**	**1 500 000,00**	**7 646 100,03**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 234 522,00	211 283,00	0,00	1 023 239,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	300,00	10 590,00	0,00	-10 290,00
1312	Subv. transf. Régions	5 705,00	0,00	0,00	5 705,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	38 615,00	0,00	-38 615,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 228 517,00	162 078,00	0,00	1 066 439,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	4 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
1641	Emprunts en euros	4 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**5 934 522,00**	**1 711 283,00**	**1 500 000,00**	**2 723 239,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 897 933,34	2 743 302,31	0,00	154 631,03
10222	FCTVA	359 600,00	253 044,61	0,00	106 555,39
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	51 924,36	0,00	48 075,64
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 438 333,34	2 438 333,34	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	100 000,00	9 833,19	0,00	90 166,81
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	9 833,19	0,00	90 166,81
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 439 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**5 439 933,34**	**2 753 135,50**	**0,00**	**2 686 797,84**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	100 000,00	2 250,00	0,00	97 750,00
Total des recettes réelles		**11 474 455,34**	**4 466 668,50**	**1 500 000,00**	**5 507 786,84**

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
021	Virement de la section de fonctionnement	2 457 936,58	0,00		
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	1 707 631,00	2 085 619,31		-377 988,31
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	169 230,77		-169 230,77
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	22 560,00		-22 560,00
2111	Terrains nus	0,00	275 000,00		-275 000,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	26 078,05		-26 078,05
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00	20 347,00		-20 347,00
28031	Frais d'études	0,00	9 714,04		-9 714,04
28033	Frais d'insertion	0,00	4 732,36		-4 732,36
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	144 425,00		-144 425,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	5 738,00		-5 738,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	0,00	3 000,00		-3 000,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	50 652,76		-50 652,76
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	155 009,56		-155 009,56
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	11 671,25		-11 671,25
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	29 831,64		-29 831,64
281321	Immeubles de rapport	0,00	3 293,15		-3 293,15
281351	Bâtiments publics	0,00	158 526,68		-158 526,68
281352	Bâtiments privés	0,00	2 013,50		-2 013,50
28152	Installations de voirie	0,00	6 701,90		-6 701,90
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	965,20		-965,20
281533	Réseaux câblés	0,00	18 343,65		-18 343,65
281534	Réseaux d'électrification	0,00	1 681,53		-1 681,53
281538	Autres réseaux	0,00	1 266,00		-1 266,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	3 971,68		-3 971,68
2815731	Matériel roulant	0,00	32 483,00		-32 483,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	38 006,41		-38 006,41
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	41 454,97		-41 454,97
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	126 949,44		-126 949,44
281828	Autres matériels de transport	0,00	132 443,39		-132 443,39
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	13 549,91		-13 549,91
281838	Autre matériel informatique	0,00	145 438,03		-145 438,03
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	10 580,13		-10 580,13
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	61 451,23		-61 451,23
28185	Matériel de téléphonie	0,00	8 220,37		-8 220,37
28188	Autres immo. corporelles	1 707 631,00	349 810,67		1 357 820,33
2826	Biens histo. et cult. - dépenses amorti.	0,00	478,04		-478,04
041	Opérations patrimoniales (10)	108 000,00	49 635,08		58 364,92

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
2031	*Frais d'études*	***105 000,00***	***49 635,08***		***55 364,92***
2033	*Frais d'insertion*	*3 000,00*	*0,00*		*3 000,00*
Total des recettes d'ordre		***4 273 567,58***	***2 135 254,39***		***2 138 313,19***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**52 742 044,47**	**48 411 381,92**	**1 379 334,75**	**0,00**	**2 951 327,80**	**0,00**	**49 790 716,67**
011	Charges à caractère général (3)	8 426 935,89	7 089 511,30	1 229 696,26	0,00	107 728,33	0,00	8 319 207,56
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	28 130 000,00	27 609 987,06	7 234,00	0,00	512 778,94		27 617 221,06
014	Atténuations de produits	820 293,00	791 100,00	0,00	0,00	29 193,00		791 100,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	10 448 565,00	10 222 634,05	83 241,35	0,00	142 689,60	0,00	10 305 875,40
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**47 825 793,89**	**45 713 232,41**	**1 320 171,61**	**0,00**	**792 389,87**	**0,00**	**47 033 404,02**
66	Charges financières	662 003,00	533 172,59	59 163,14	0,00	69 667,27		592 335,73
67	Charges spécifiques (3)	68 680,00	59 357,61	0,00	0,00	9 322,39		59 357,61
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	20 000,00	20 000,00			0,00		20 000,00
Total des dépenses financières		**750 683,00**	**612 530,20**	**59 163,14**	**0,00**	**78 989,66**		**671 693,34**
Total des dépenses réelles		**48 576 476,89**	**46 325 762,61**	**1 379 334,75**	**0,00**	**871 379,53**	**0,00**	**47 705 097,36**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 457 936,58*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 707 631,00*	*2 085 619,31*			*-377 988,31*		*2 085 619,31*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 165 567,58**	**2 085 619,31**			**2 079 948,27**		**2 085 619,31**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**52 742 044,47**	**48 411 381,92**	**1 379 334,75**	**0,00**	**2 951 327,80**	**0,00**	**49 790 716,67**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**50 116 082,89**	**50 992 767,73**	**243 012,79**	**0,00**	**-1 119 697,63**
013	Atténuations de charges (3)	235 000,00	163 839,80	41,80	0,00	71 118,40
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 237 212,00	3 208 284,16	0,00	0,00	28 927,84
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	32 760 012,00	33 281 186,53	94,78	0,00	-521 269,31
74	Dotations et participations (3)	4 906 164,89	4 780 408,71	242 876,21	0,00	-117 120,03
75	Autres produits de gestion courante (3)	486 345,00	730 217,77	0,00	0,00	-243 872,77
Total des recettes de gestion des services		**49 364 884,89**	**49 904 087,97**	**243 012,79**	**0,00**	**-782 215,87**
76	Produits financiers	2,00	3,60	0,00	0,00	-1,60
77	Produits spécifiques (3)	300,00	469 488,33	0,00	0,00	-469 188,33
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	590 896,00	590 896,00			0,00
Total des recettes financières		**591 198,00**	**1 060 387,93**	**0,00**	**0,00**	**-469 189,93**
Total des recettes réelles		**49 956 082,89**	**50 964 475,90**	**243 012,79**	**0,00**	**-1 251 405,80**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*160 000,00*	*28 291,83*			*131 708,17*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**160 000,00**	**28 291,83**			**131 708,17**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 625 961,58**				

Total des recettes de fonctionnement cumulées		**52 742 044,47**	**53 618 729,31**	**243 012,79**	**0,00**	**-1 119 697,63**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**52 742 044,47**	**48 411 381,92**	**1 379 334,75**	**0,00**	**2 951 327,80**	**0,00**	**49 790 716,67**
011	Charges à caractère général (4)	8 426 935,89	7 089 511,30	1 229 696,26	0,00	107 728,33	0,00	8 319 207,56
6042	Achats de prestations de services	162 827,32	163 931,82	0,00	0,00	-1 104,50	0,00	163 931,82
60611	Eau et assainissement	157 873,37	73 014,13	81 338,53	0,00	3 520,71	0,00	154 352,66
60612	Energie - Electricité	953 417,20	836 069,58	121 985,19	0,00	-4 637,57	0,00	958 054,77
60613	Chauffage urbain	582 709,43	493 222,39	88 574,63	0,00	912,41	0,00	581 797,02
60621	Combustibles	8 700,00	14 380,00	0,00	0,00	-5 680,00	0,00	14 380,00
60622	Carburants	111 800,00	101 296,82	1 187,66	0,00	9 315,52	0,00	102 484,48
60623	Alimentation	987 864,19	976 557,95	10 742,68	0,00	563,56	0,00	987 300,63
60628	Autres fournitures non stockées	55 439,60	50 542,74	2 607,84	0,00	2 289,02	0,00	53 150,58
60631	Fournitures d'entretien	82 826,17	80 097,81	844,76	0,00	1 883,60	0,00	80 942,57
60632	Fournitures de petit équipement	242 176,91	228 088,11	16 586,81	0,00	-2 498,01	0,00	244 674,92
60633	Fournitures de voirie	31 901,70	31 536,33	287,16	0,00	78,21	0,00	31 823,49
60636	Habillement et vêtements de travail	68 572,30	49 351,37	5 848,43	0,00	13 372,50	0,00	55 199,80
6064	Fournitures administratives	26 003,20	21 740,21	3 243,25	0,00	1 019,74	0,00	24 983,46
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	37 603,00	37 389,26	0,00	0,00	213,74	0,00	37 389,26
6067	Fournitures scolaires	28 984,76	28 948,31	35,71	0,00	0,74	0,00	28 984,02
6068	Autres matières et fournitures	92 482,75	83 355,35	5 271,76	0,00	3 855,64	0,00	88 627,11
611	Contrats de prestations de services	828 369,75	788 050,18	82 480,01	0,00	-42 160,44	0,00	870 530,19
6132	Locations immobilières	518 238,21	364 695,38	139 977,00	0,00	13 565,83	0,00	504 672,38
61351	Matériel roulant	127 900,00	114 495,74	11 622,74	0,00	1 781,52	0,00	126 118,48
61358	Autres	144 051,68	105 331,16	30 788,54	0,00	7 931,98	0,00	136 119,70
614	Charges locatives et de copropriété	75 320,00	58 315,40	15 590,73	0,00	1 413,87	0,00	73 906,13
61521	Entretien terrains	149 990,88	134 244,27	20 066,20	0,00	-4 319,59	0,00	154 310,47
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	107 278,86	32 475,45	76 495,33	0,00	-1 691,92	0,00	108 970,78
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	1 994,00	393,60	1 548,00	0,00	52,40	0,00	1 941,60
615232	Entretien, réparations réseaux	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	70 822,00	65 573,07	1 640,51	0,00	3 608,42	0,00	67 213,58
61558	Entretien autres biens mobiliers	53 104,34	29 763,69	17 995,00	0,00	5 345,65	0,00	47 758,69
6156	Maintenance	610 955,24	416 168,50	152 402,75	0,00	42 383,99	0,00	568 571,25
6161	Multirisques	142 055,93	140 305,93	0,00	0,00	1 750,00	0,00	140 305,93
617	Etudes et recherches	24 600,00	19 080,00	4 920,00	0,00	600,00	0,00	24 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6182	Documentation générale et technique	39 256,43	34 794,68	682,70	0,00	3 779,05	0,00	35 477,38
6184	Versements à des organismes de formation	82 630,00	38 786,30	36 129,99	0,00	7 713,71	0,00	74 916,29
6188	Autres frais divers	121 580,45	78 009,03	81 604,96	0,00	-38 033,54	0,00	159 613,99
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 500,00	996,25	0,00	0,00	1 503,75	0,00	996,25
62268	Autres honoraires, conseils	168 205,00	119 430,30	53 892,22	0,00	-5 117,52	0,00	173 322,52
6227	Frais d'actes et de contentieux	45 530,00	71 081,04	7 102,00	0,00	-32 653,04	0,00	78 183,04
6228	Divers	130 248,85	109 073,06	17 021,30	0,00	4 154,49	0,00	126 094,36
6231	Annonces et insertions	40 349,76	35 537,60	3 698,30	0,00	1 113,86	0,00	39 235,90
6232	Fêtes et cérémonies	360 213,41	344 257,47	4 865,02	0,00	11 090,92	0,00	349 122,49
6234	Réceptions	2 983,70	2 788,40	177,50	0,00	17,80	0,00	2 965,90
6236	Catalogues et imprimés	124 415,37	113 879,82	9 265,87	0,00	1 269,68	0,00	123 145,69
6238	Divers	54 504,60	37 916,74	15 207,13	0,00	1 380,73	0,00	53 123,87
6241	Transports de biens	39,00	0,00	0,00	0,00	39,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	20 498,55	19 725,20	629,50	0,00	143,85	0,00	20 354,70
6248	Divers	4 162,00	2 314,42	0,00	0,00	1 847,58	0,00	2 314,42
6251	Voyages, déplacements et missions	18 512,80	8 461,85	0,00	0,00	10 050,95	0,00	8 461,85
6261	Frais d'affranchissement	51 000,00	39 093,54	9 505,44	0,00	2 401,02	0,00	48 598,98
6262	Frais de télécommunications	85 000,00	47 849,95	13 243,06	0,00	23 906,99	0,00	61 093,01
627	Services bancaires et assimilés	5 927,00	14 093,40	167,70	0,00	-8 334,10	0,00	14 261,10
6281	Concours divers (cotisations)	55 124,00	39 233,03	3 101,00	0,00	12 789,97	0,00	42 334,03
6283	Frais de nettoyage des locaux	22 200,00	22 115,20	0,00	0,00	84,80	0,00	22 115,20
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	4 460,00	1 844,50	1 320,50	0,00	1 295,00	0,00	3 165,00
62878	Remb. frais à des tiers	76 379,94	72 984,60	2 523,34	0,00	872,00	0,00	75 507,94
6288	Autres services extérieurs	357 568,30	246 315,18	67 492,83	0,00	43 760,29	0,00	313 808,01
63512	Taxes foncières	15 750,00	11 697,98	7 650,00	0,00	-3 597,98	0,00	19 347,98
63513	Autres impôts locaux	7 870,00	6 484,00	0,00	0,00	1 386,00	0,00	6 484,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	18,85	0,00	0,00	-18,85	0,00	18,85
6358	Autres droits	19 690,10	27 477,50	0,00	0,00	-7 787,40	0,00	27 477,50
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	5 473,84	4 836,86	334,68	0,00	302,30	0,00	5 171,54
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	28 130 000,00	27 609 987,06	7 234,00	0,00	512 778,94		27 617 221,06
6218	Autre personnel extérieur	113 054,52	110 811,49	0,00	0,00	2 243,03		110 811,49
6331	Versement mobilité	487 090,23	500 460,00	0,00	0,00	-13 369,77		500 460,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	82 936,10	78 788,00	0,00	0,00	4 148,10		78 788,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	254 976,84	223 167,06	0,00	0,00	31 809,78		223 167,06

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
64111	Rémunération principale titulaires	10 042 544,53	9 012 695,87	6 930,00	0,00	1 022 918,66		9 019 625,87
64112	SFT, indemnité de résidence	598 238,26	387 659,51	0,00	0,00	210 578,75		387 659,51
64113	NBI	0,00	110 648,15	0,00	0,00	-110 648,15		110 648,15
64118	Autres indemnités	2 074 874,04	2 941 306,74	0,00	0,00	-866 432,70		2 941 306,74
64121	Rémunération principale	0,00	321 165,35	0,00	0,00	-321 165,35		321 165,35
64128	Autres indemnités	0,00	95 536,34	0,00	0,00	-95 536,34		95 536,34
64131	Rémunérations	6 992 701,33	5 490 075,74	80,00	0,00	1 502 545,59		5 490 155,74
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	180 189,57	0,00	0,00	-180 189,57		180 189,57
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	956 410,84	0,00	0,00	-956 410,84		956 410,84
6417	Rémunérations des apprentis	179 462,20	124 509,04	0,00	0,00	54 953,16		124 509,04
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 504 403,00	3 375 392,00	0,00	0,00	129 011,00		3 375 392,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 393 567,22	3 207 153,19	0,00	0,00	186 414,03		3 207 153,19
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	278 318,84	274 416,00	0,00	0,00	3 902,84		274 416,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	3 155,10	27 033,13	0,00	0,00	-23 878,03		27 033,13
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	43 916,59	78 018,62	224,00	0,00	-34 326,03		78 242,62
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	2 571,73	0,00	0,00	-2 571,73		2 571,73
6475	Médecine du travail, pharmacie	80 000,00	40 565,36	0,00	0,00	39 434,64		40 565,36
6488	Autres	761,20	71 413,33	0,00	0,00	-70 652,13		71 413,33
014	Atténuations de produits	820 293,00	791 100,00	0,00	0,00	29 193,00		791 100,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	695 293,00	695 293,00	0,00	0,00	0,00		695 293,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	125 000,00	95 807,00	0,00	0,00	29 193,00		95 807,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	10 448 565,00	10 222 634,05	83 241,35	0,00	142 689,60	0,00	10 305 875,40
65131	Bourses	15 000,00	9 750,00	0,00	0,00	5 250,00	0,00	9 750,00
65132	Prix	2 025,00	1 172,88	0,00	0,00	852,12	0,00	1 172,88
65138	Autres secours	18 000,00	18 190,64	0,00	0,00	-190,64	0,00	18 190,64
65311	Indemnités de fonction	254 000,00	260 320,54	0,00	0,00	-6 320,54	0,00	260 320,54
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	1 260,83	0,00	0,00	-1 260,83	0,00	1 260,83
65313	Cotisations de retraite	26 000,00	16 438,90	0,00	0,00	9 561,10	0,00	16 438,90
65315	Formation	13 000,00	4 805,00	260,00	0,00	7 935,00	0,00	5 065,00
6541	Créances admises en non-valeur	27 000,00	27 001,21	0,00	0,00	-1,21	0,00	27 001,21
6542	Créances éteintes	12 000,00	11 833,27	0,00	0,00	166,73	0,00	11 833,27

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6553	Service d'incendie	651 358,00	541 974,99	77 660,66	0,00	31 722,35	0,00	619 635,65
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	7 402 533,00	7 377 418,57	0,00	0,00	25 114,43	0,00	7 377 418,57
65568	Autres contributions	40 060,00	40 022,00	0,00	0,00	38,00	0,00	40 022,00
6558	Autres contributions obligatoires	191 783,00	191 782,29	0,00	0,00	0,71	0,00	191 782,29
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	6 000,00	2 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	2 000,00
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	256 408,00	256 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 408,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	730 000,00	705 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	705 000,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	1 000,00	560,99	0,00	0,00	439,01	0,00	560,99
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	655 498,00	650 951,80	0,00	0,00	4 546,20	0,00	650 951,80
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	115 900,00	75 368,34	5 320,69	0,00	35 210,97	0,00	80 689,03
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	368,95	0,00	0,00	-368,95	0,00	368,95
65888	Autres	1 000,00	4,85	0,00	0,00	995,15	0,00	4,85
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**47 825 793,89**	**45 713 232,41**	**1 320 171,61**	**0,00**	**792 389,87**	**0,00**	**47 033 404,02**
66	Charges financières	662 003,00	533 172,59	59 163,14	0,00	69 667,27		592 335,73
66111	Intérêts réglés à l'échéance	652 003,00	602 069,15	0,00	0,00	49 933,85		602 069,15
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	10 000,00	-68 896,56	59 163,14	0,00	19 733,42		-9 733,42
67	Charges spécifiques (4)	68 680,00	59 357,61	0,00	0,00	9 322,39		59 357,61
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	68 680,00	59 357,61	0,00	0,00	9 322,39		59 357,61
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	20 000,00	20 000,00			0,00		20 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	20 000,00	20 000,00			0,00		20 000,00
Total des charges financières et spécifiques		**750 683,00**	**612 530,20**	**59 163,14**	**0,00**	**78 989,66**		**671 693,34**
Total des dépenses réelles		**48 576 476,89**	**46 325 762,61**	**1 379 334,75**	**0,00**	**871 379,53**	**0,00**	**47 705 097,36**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 457 936,58*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 707 631,00*	*2 085 619,31*			*-377 988,31*		*2 085 619,31*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*323 638,05*			*-323 638,05*		*323 638,05*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*169 230,77*			*-169 230,77*		*169 230,77*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 707 631,00*	*1 592 750,49*			*114 880,51*		*1 592 750,49*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
Total des dépenses d'ordre		**4 165 567,58**	**2 085 619,31**			**2 079 948,27**		**2 085 619,31**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	138 200,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	138 200,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-9 733,42

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**50 116 082,89**	**50 992 767,73**	**243 012,79**	**0,00**	**-1 119 697,63**
013	Atténuations de charges (4)	235 000,00	163 839,80	41,80	0,00	71 118,40
6419	Remboursements rémunérations personnel	200 000,00	148 809,24	0,00	0,00	51 190,76
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	35 000,00	15 030,56	41,80	0,00	19 927,64
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 237 212,00	3 208 284,16	0,00	0,00	28 927,84
70311	Concessions cimetières (produit net)	140 000,00	146 720,31	0,00	0,00	-6 720,31
70321	Stationnement et location voie publique	60 000,00	63 274,36	0,00	0,00	-3 274,36
70323	Red. occupation dom. public	75 000,00	72 358,37	0,00	0,00	2 641,63
70383	Redevance de stationnement	690 000,00	784 231,06	0,00	0,00	-94 231,06
70384	Forfait de post-stationnement	450 000,00	234 186,24	0,00	0,00	215 813,76
7062	Redevances services à caractère culturel	2 700,00	47,73	0,00	0,00	2 652,27
70631	Redevances services à caractère sportif	3 500,00	3 839,70	0,00	0,00	-339,70
70632	Redevances services à caractère loisir	427 675,00	424 528,44	0,00	0,00	3 146,56
7066	Redevances services à caractère social	55 127,00	49 096,89	0,00	0,00	6 030,11
7067	Redev. services périscolaires et enseign	985 000,00	1 036 855,74	0,00	0,00	-51 855,74
706888	Autres	257 678,00	317 575,93	0,00	0,00	-59 897,93
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	40 300,00	47 126,99	0,00	0,00	-6 826,99
70878	Remb. frais par des tiers	30 132,00	28 442,40	0,00	0,00	1 689,60
7088	Produits activités annexes (abonnements)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00	6 867 569,00	0,00	0,00	0,00
73331	Communes (FSRIF)	872 582,00	872 582,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	32 760 012,00	33 281 186,53	94,78	0,00	-521 269,31
73111	Impôts directs locaux	30 970 012,00	30 900 657,00	0,00	0,00	69 355,00
73118	Autres contributions directes	0,00	31 751,00	0,00	0,00	-31 751,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 000 000,00	945 300,95	0,00	0,00	54 699,05
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	350 000,00	469 443,91	94,78	0,00	-119 538,69
731721	Taxe de séjour	350 000,00	842 460,52	0,00	0,00	-492 460,52

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	**60 000,00**	**91 573,15**	**0,00**	**0,00**	**-31 573,15**
7318	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
74	Dotations et participations (4)	4 906 164,89	4 780 408,71	242 876,21	0,00	-117 120,03
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 802 819,00	1 802 819,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	612 505,00	612 505,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	11 000,00	9 405,65	0,00	0,00	1 594,35
74718	Autres participations Etat	59 000,00	34 781,46	0,00	0,00	24 218,54
7472	Participation régions	914,00	0,00	0,00	0,00	914,00
7473	Participation départements	216 104,00	158 095,00	0,00	0,00	58 009,00
74758	Participation autres groupements	158 557,00	70 822,00	0,00	0,00	87 735,00
747818	Autres	0,00	33 110,03	0,00	0,00	-33 110,03
747888	Autres	1 928 053,89	1 908 467,57	242 876,21	0,00	-223 289,89
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	95 712,00	95 884,00	0,00	0,00	-172,00
7484	Dotation de recensement	0,00	4 800,00	0,00	0,00	-4 800,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	21 500,00	49 719,00	0,00	0,00	-28 219,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	486 345,00	730 217,77	0,00	0,00	-243 872,77
752	Revenus des immeubles	60 274,00	140 218,38	0,00	0,00	-79 944,38
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	5 457,47	0,00	0,00	-5 457,47
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	60 000,00	138 305,44	0,00	0,00	-78 305,44
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	300,00	794,81	0,00	0,00	-494,81
75886	Gains de change créances det. non fin	9 287,00	0,00	0,00	0,00	9 287,00
75888	Autres	356 484,00	445 441,67	0,00	0,00	-88 957,67
Total des recettes de gestion des services		**49 364 884,89**	**49 904 087,97**	**243 012,79**	**0,00**	**-782 215,87**
76	Produits financiers	2,00	3,60	0,00	0,00	-1,60
761	Produits de participations	2,00	3,60	0,00	0,00	-1,60
77	Produits spécifiques (4)	300,00	469 488,33	0,00	0,00	-469 188,33
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	300,00	1 757,56	0,00	0,00	-1 457,56
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	467 730,77	0,00	0,00	-467 730,77
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	590 896,00	590 896,00			0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	590 896,00	590 896,00			0,00
Total des recettes réelles		**49 956 082,89**	**50 964 475,90**	**243 012,79**	**0,00**	**-1 251 405,80**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*160 000,00*	*28 291,83*			*131 708,17*
722	*Immobilisations corporelles*	*50 000,00*	*0,00*			*50 000,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*	*25 138,05*			*-25 138,05*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*110 000,00*	*3 153,78*			*106 846,22*

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**160 000,00**	**28 291,83**			**131 708,17**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**2 831 901,21**	**940 041,95**	**0,00**	**104 897,72**	**1 647 876,40**	**575 968,92**	**46 008,43**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 831 901,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	65 936,82	0,00	6 660,00	14 504,46	0,00	2 520,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	874 105,13	0,00	98 237,72	1 633 371,94	453 074,52	43 488,43	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 894,40	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 243 302,31**	**45 865,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 590,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 743 302,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	41 615,00	0,00	0,00	0,00	7 590,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	2 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**677 280,20**	**196 615,42**	**0,00**	**58 951,48**		**7 079 541,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 831 901,21
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	88 442,40	48 620,00	0,00	0,00		226 683,68
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	588 837,80	54 753,21	0,00	58 951,48		3 804 820,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		122 894,40
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	93 242,21	0,00	0,00		93 242,21
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**162 078,00**	**7 833,19**	**0,00**	**0,00**		**4 466 668,50**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 743 302,31
13	Subventions d'investissement	162 078,00	0,00	0,00	0,00		211 283,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	7 833,19	0,00	0,00		9 833,19
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		2 250,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**2 831 901,21**
1641	Emprunts en euros	2 831 901,21
RECETTES		**4 243 302,31**
10222	FCTVA	253 044,61
10226	Taxe d'aménagement	51 924,36
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 438 333,34
1641	Emprunts en euros	1 500 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**720 780,43**	**0,00**	**12 685,70**	**15 915,79**	**150 249,85**	**40 410,18**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	12 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	52 976,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 839,88	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	162,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	175,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	308 841,40	0,00	0,00	0,00	114 678,93	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	8 255,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	103,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	15 313,58	0,00	0,00	0,00	0,00	1 056,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	2 772,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	156 931,22	0,00	0,00	0,00	6 747,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	64 163,97	0,00	0,00	359,87	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	49 684,85	0,00	0,00	0,00	28 445,92	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	4 018,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	52 837,89	0,00	4 267,56	15 555,92	378,00	5 514,30	0,00	0,00
RECETTES		**43 865,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	38 615,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	2 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**940 041,95**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 960,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 976,82
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 839,88
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162,74
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175,55
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 520,33
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 255,40
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103,39
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 369,58
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 772,96
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 678,22
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 523,84
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 130,77
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 018,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 553,67
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 865,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 615,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
45412	Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**11 803,20**	**13 936,00**	**739,48**	**0,00**	**78 419,04**	**104 897,72**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	6 660,00	6 660,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	739,48	0,00	0,00	739,48
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 234,91	3 234,91
2188	Autres immobilisations corporelles	11 803,20	13 936,00	0,00	0,00	68 524,13	94 263,33
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**911 445,05**	**628 657,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	14 504,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	80 340,00	32 448,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	772 617,04	563 034,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 749,86	4 512,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	3 819,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	8 167,75	4 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	6 298,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	27 767,42	20 162,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**107 773,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 647 876,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 504,46
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 788,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 335 651,94
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	17 418,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 680,84
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	71 234,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 234,40
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 819,60
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 847,75
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 298,52
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	19 120,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 050,89
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**190 707,01**	**0,00**	**5 421,64**	**0,00**	**3 222,00**	**102 546,01**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	0,00	92 238,57	0,00	4 356,44	0,00	0,00	102 546,01	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	25 682,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 222,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	6 752,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	964,46	0,00	191,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	65 069,48	0,00	873,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**7 590,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	7 590,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**227 158,85**	**13 156,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	70 647,77	13 156,25	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	13 969,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	19 647,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	122 894,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**23 824,56**	**0,00**	**9 932,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**575 968,92**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 945,04
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	987,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 956,55
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 682,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 222,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 752,50
21828	Autres matériels de transport	1 454,00	0,00	2 812,17	0,00	0,00	0,00	4 266,17
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15 324,31	0,00	922,46	0,00	0,00	0,00	17 402,63
2188	Autres immobilisations corporelles	6 058,90	0,00	6 197,97	0,00	0,00	0,00	97 847,63
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 894,40
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 590,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 590,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**4 528,36**	**1 197,60**	**3 029,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	1 197,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	461,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 528,36	0,00	768,96	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 819,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 849,88**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 267,97	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 064,80	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	718,14	0,00	0,00	0,00	0,00	5 911,19	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 101,78	0,00	0,00	0,00	0,00	11 085,92	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 582,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 008,43**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	6 416,02	0,00	0,00	0,00	14 483,99
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 262,40
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	166,69	0,00	0,00	0,00	7 257,02
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 485,02
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**146 771,34**	**524 717,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 791,60**
2031	Frais d'études	0,00	72 842,40	15 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	37 647,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	93 592,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	72 000,00	303 347,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 791,60
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	71 110,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	2 229,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	1 189,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	1 928,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**28 639,00**	**133 439,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	28 639,00	133 439,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**677 280,20**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 442,40
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 647,42
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 592,89
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 347,04
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 791,60
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 110,51
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 229,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 189,80
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 928,94
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 078,00**
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 078,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**139 620,00**	**0,00**	**0,00**	**56 995,42**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	20 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	28 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 996,17	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 994,08	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 762,96	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 242,21	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	91 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 833,19**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 833,19	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**196 615,42**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 220,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 400,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 996,17
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 994,08
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 762,96
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 242,21
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 833,19**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 833,19

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 951,48**	**0,00**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 896,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 039,76	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 015,72	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 951,48**
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 896,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 039,76
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 015,72
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**8 782 505,99**	**11 894 587,54**	**0,00**	**2 776 352,70**	**6 894 884,71**	**7 954 800,91**	**4 966 627,39**	**0,00**
011	Charges à caractère général	1 651,69	2 878 671,23	0,00	403 021,17	2 077 115,07	1 086 005,48	466 584,78	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	8 559 656,43	0,00	1 670 352,85	4 549 344,04	6 360 429,63	3 714 725,89	0,00
014	Atténuations de produits	791 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 377 418,57	454 426,58	0,00	656 240,99	261 885,12	507 752,00	784 507,50	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	592 335,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	1 833,30	0,00	46 737,69	6 540,48	613,80	809,22	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**42 754 249,20**	**524 391,42**	**0,00**	**47 072,13**	**1 083 213,04**	**1 192 435,52**	**2 005 782,47**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	34 151,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	222 289,70	0,00	0,00	1 036 855,74	382 079,23	413 009,46	0,00
73	Impôts et taxes	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	31 877 708,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 520 613,65	89 300,46	0,00	0,00	33 110,03	791 470,45	1 588 790,33	0,00
75	Autres produits de gestion courante	24 876,00	163 149,61	0,00	46 748,08	13 247,27	17 457,88	3 977,13	0,00
76	Produits financiers	3,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	15 500,00	0,00	324,05	0,00	1 427,96	5,55	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	590 896,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 273 462,26**	**718 528,28**	**1 463 909,51**	**979 438,07**		**47 705 097,36**
011	Charges à caractère général	0,00	345 684,34	235 006,36	19 583,30	805 884,14		8 319 207,56
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	923 066,00	224 112,07	1 444 326,21	171 207,94		27 617 221,06
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		791 100,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 673,80	259 409,85	0,00	560,99		10 305 875,40
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		592 335,73
67	Charges spécifiques	0,00	1 038,12	0,00	0,00	1 785,00		59 357,61
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
RECETTES		**0,00**	**1 146 236,23**	**987 119,12**	**10 664,85**	**1 456 324,71**		**51 207 488,69**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	129 729,95	0,00	0,00		163 881,60
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	1 154 050,03		3 208 284,16
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 740 151,00
731	Fiscalité locale	0,00	561 111,84	842 460,52	0,00	0,00		33 281 281,31
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 023 284,92
75	Autres produits de gestion courante	0,00	140 893,62	6 928,65	10 664,85	302 274,68		730 217,77
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		3,60
77	Produits spécifiques	0,00	444 230,77	8 000,00	0,00	0,00		469 488,33
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		590 896,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**8 782 505,99**
627	Services bancaires et assimilés	1 651,69
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	7 377 418,57
66111	Intérêts réglés à l'échéance	602 069,15
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-9 733,42
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	20 000,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	695 293,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	95 807,00
RECETTES		**42 754 249,20**
73111	Impôts directs locaux	30 900 657,00
73118	Autres contributions directes	31 751,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	945 300,95
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00
73331	Communes (FSRIF)	872 582,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 802 819,00
741123	DSU des communes	612 505,00
744	FCTVA	9 405,65
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	95 884,00
75888	Autres	24 876,00
761	Produits de participations	3,60
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	590 896,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**8 476 082,80**	**0,00**	**720 886,53**	**744 835,56**	**459 661,01**	**492 532,48**	**714 477,39**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	13 997,11	0,00	0,00	0,00	330,92	2 837,58	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	185 210,28	0,00	0,00	1 499,98	8 891,13	7 999,99	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	56 242,52	0,00	0,00	0,00	0,00	5 519,00	0,00	0,00
60622	Carburants	102 484,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	5 681,50	0,00	0,00	8 797,15	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	-12,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	12 405,64	0,00	0,00	0,00	1 951,12	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	161 461,39	0,00	1 262,02	2 174,76	0,00	3 313,69	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	34 946,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	24 983,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	581,56	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 124,00	0,00	15 720,00	158 192,48	178,16	325,43	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	241 700,56	0,00	0,00	0,00	11 509,16	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	126 118,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	24 183,86	0,00	0,00	86 859,42	6 223,20	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	27 928,24	0,00	0,00	0,00	2 013,91	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 268,40	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	38 766,10	0,00	0,00	0,00	-977,50	874,32	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	66 591,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 625,42	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	153 176,82	0,00	1 440,00	0,00	2 976,67	627,63	13 770,86	0,00
6161	Multirisques	140 305,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	18 747,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	73 776,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	62 408,77	0,00	14 637,37	0,00	0,00	0,00	126,95	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	137,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	134 052,44	0,00	2 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	76 783,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6228	Divers	14 200,21	0,00	48 961,42	10 768,36	1 792,80	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	22 744,06	0,00	16 491,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	218 108,55	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 520,90	0,00
6236	Catalogues et imprimés	6 239,62	0,00	116 906,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	753,65	0,00	36 072,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	10 163,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	2 314,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	7 733,15	0,00	149,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	47 634,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962,93	0,00
6262	Frais de télécommunications	60 643,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	3 784,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	29 941,84	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 390,00	0,00	180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	10 326,90	0,00	43,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	109 934,18	0,00	8 737,73	5 243,50	6 825,74	7 301,93	12 290,42	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 290,95	0,00	1 373,76	827,24	1 071,51	1 148,84	1 932,40	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	54 081,23	0,00	3 792,20	2 244,84	2 908,25	3 161,23	5 293,42	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	18,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	4 984,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	220,00	0,00	0,00	282,81	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 210 830,08	0,00	21 830,59	52 900,85	119 283,57	172 660,41	280 495,83	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	92 017,86	0,00	673,40	1 443,75	5 132,16	5 192,20	13 711,87	0,00
64113	NBI	41 069,65	0,00	984,50	0,00	2 572,60	2 491,63	5 972,63	0,00
64118	Autres indemnités	824 995,37	0,00	8 053,13	17 740,77	25 386,45	45 380,45	80 938,33	0,00
64131	Rémunérations	1 296 940,58	0,00	253 027,83	106 134,33	114 530,01	57 265,05	113 092,75	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	42 621,70	0,00	5 861,85	2 430,27	2 679,03	1 286,12	4 717,03	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	18 753,34	0,00	52 143,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	703 683,78	0,00	81 224,67	41 299,14	49 007,49	42 381,97	73 467,16	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	765 079,49	0,00	17 916,94	21 799,54	44 067,74	58 664,06	99 731,06	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	52 501,12	0,00	10 219,28	4 357,30	4 543,60	2 180,60	4 551,18	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	5 495,81	0,00	287,79	0,00	1 041,19	439,94	779,04	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	48 034,81	0,00	309,90	1 148,96	472,10	681,26	1 122,63	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	40 565,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	239,97	0,00	0,00	0,00	0,00	25 568,75	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	5 065,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	27 001,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	11 833,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 462,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	30 278,00	0,00	0,00	0,00	42 750,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	58 016,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 833,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**275 787,90**	**0,00**	**683,07**	**0,00**	**47 388,18**	**146 720,31**	**53 811,96**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	19 079,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	15 072,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 720,31	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	47 126,99	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	28 442,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	30 688,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 092,96	0,00
7484	Dotation de recensement	4 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 719,00	0,00
752	Revenus des immeubles	129 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	307,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	32 805,35	0,00	375,60	0,00	261,19	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**286 111,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	643,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	100,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7 327,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	20,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	260 320,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	1 260,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	16 438,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 894 587,54**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 165,61
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 601,38
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 761,52
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 484,48
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 478,65
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-12,30
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 356,76
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 211,86
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 946,19
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 983,46
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581,56
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177 540,07
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 209,72
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 118,48
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 266,48
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 942,15
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 268,40
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 662,92
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 591,58
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 125,42
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171 991,98
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 305,93
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 747,43
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 776,29
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 173,09
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137,54
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 637,44

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 783,84
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 722,79
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 235,90
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 108,55
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 520,90
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 145,69
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 826,07
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 163,50
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 314,42
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 882,61
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 597,09
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 643,01
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 784,83
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 441,84
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 570,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 370,30
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 976,70
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 745,44
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 481,17
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,85
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 984,14
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	502,81
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 858 001,33
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 171,24
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 091,01
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002 494,50
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 940 990,55
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 596,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 897,30
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	998 391,77
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 258,83
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 353,08
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 043,77
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 769,66
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 565,36

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 828,72
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	260 320,54
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260,83
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 438,90
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 065,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 001,21
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 833,27
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 462,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 028,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 016,83
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 833,30
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**524 391,42**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 079,29
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 072,36
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 720,31
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 126,99
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 442,40
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 781,46
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 719,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 400,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307,47
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 442,14
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 500,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 681 189,91**	**638 230,86**	**530,00**	**456 401,93**	**2 776 352,70**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	10,50	0,00	0,00	10,50
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	43 423,15	43 423,15
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	790,96	790,96
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 184,99	3 184,99
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	10 736,80	0,00	0,00	1 582,57	12 319,37
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	127,89	127,89
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	37 052,00	37 052,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	8 905,28	8 905,28
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	5 095,92	5 095,92
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	-1 656,30	0,00	130,80	-1 525,50
6156	Maintenance	0,00	0,00	20 241,01	0,00	75 692,97	95 933,98
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107,60	1 107,60
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	100,26	0,00	0,00	0,00	100,26
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	530,00	0,00	530,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	29 898,02	29 898,02
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	450,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	180,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	165 436,75	165 436,75
6331	Versement mobilité	0,00	27 488,61	0,00	0,00	0,00	27 488,61
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	4 325,23	0,00	0,00	0,00	4 325,23
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	11 873,54	0,00	0,00	0,00	11 873,54
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	479 517,03	0,00	0,00	0,00	479 517,03
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	18 289,19	0,00	0,00	0,00	18 289,19
64113	NBI	0,00	6 723,65	0,00	0,00	0,00	6 723,65
64118	Autres indemnités	0,00	312 850,51	0,00	0,00	0,00	312 850,51
64131	Rémunérations	0,00	376 177,12	0,00	0,00	0,00	376 177,12
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	9 775,81	0,00	0,00	0,00	9 775,81
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	185 024,92	0,00	0,00	0,00	185 024,92
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	174 803,52	0,00	0,00	0,00	174 803,52
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	15 511,43	0,00	0,00	0,00	15 511,43

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	789,55	0,00	0,00	0,00	789,55
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 901,17	0,00	0,00	0,00	1 901,17
6488	Autres	0,00	45 301,57	0,00	0,00	0,00	45 301,57
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	13 933,14	13 933,14
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	619 635,65	0,00	0,00	619 635,65
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	22 672,20	22 672,20
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	46 737,69	46 737,69
RECETTES		**0,00**	**324,05**	**0,00**	**0,00**	**46 748,08**	**47 072,13**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	46 748,08	46 748,08
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	324,05	0,00	0,00	0,00	324,05

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**2 313 393,65**	**1 933 729,74**	**354 688,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	34 107,22	32 750,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	117 865,44	145 198,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	168 316,94	164 802,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	6 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	506,48	661,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	20 066,27	11 747,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	8 133,37	4 324,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	173,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	3 385,01	25 599,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	6 685,37	6 629,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 466,39	3 475,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	1 751,48	1 749,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	3 335,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	29 997,55	9 989,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	-588,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 857,12	15 590,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	54 315,05	51 522,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	308,60	223,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	1 095,52	108 045,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	110,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	29,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	1 014,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	1 400,00	4 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 582,50	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	33 863,75	23 950,68	5 224,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	5 326,41	3 781,90	821,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	14 704,95	10 485,95	2 259,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	657 127,88	350 981,85	164 939,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	34 566,57	16 270,24	7 266,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	5 114,62	2 039,63	1 768,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	152 615,13	63 478,18	63 957,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	393 510,96	399 973,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	20 712,29	12 396,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	759,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	219 044,08	174 578,13	23 713,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	232 630,79	128 704,14	53 635,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	16 403,45	16 295,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	1 840,88	913,74	339,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	2 627,76	1 368,75	650,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	1 172,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	56 346,95	135 435,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**534,36**	**2 066,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
75888	Autres	0,00	534,36	2 066,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**2 126 353,03**	**38 560,00**	**1 178,80**	**126 980,90**	**0,00**	**0,00**	**6 894 884,71**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 826,50	0,00	0,00	94 826,50
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 857,39
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	7 850,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 914,48
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 488,53	0,00	0,00	334 607,66
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 820,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	928 988,96	0,00	0,00	49,41	0,00	0,00	929 038,37
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	13 145,94	0,00	0,00	617,88	0,00	0,00	14 931,78
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	9 580,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 393,88
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	10 998,94	0,00	0,00	49,98	0,00	0,00	23 506,52
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	2 278,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 451,84
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 984,02
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178,80	17 283,97	0,00	0,00	31 777,16
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	4 072,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 015,15
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,96
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 335,40
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	4 160,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 147,81
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-588,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	20 911,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 359,55
6156	Maintenance	0,00	0,00	8 801,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 638,51
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	531,62
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	1 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 140,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	29,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 140,67
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110,04
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 121,20	0,00	0,00	6 121,20

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 032,00	0,00	0,00	3 032,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	2 064,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 078,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	3 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 234,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	-16 149,27	0,00	0,00	2 458,00	0,00	0,00	-6 708,77
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	20 180,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 219,01
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	3 175,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 105,90
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	8 728,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 179,14
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	427 828,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600 878,56
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	24 957,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 061,57
64113	NBI	0,00	0,00	3 607,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 530,30
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	96 900,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 952,03
64131	Rémunérations	0,00	0,00	213 449,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 006 933,79
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	14 889,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 998,72
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	21 956,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 715,98
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	127 526,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	544 862,35
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	144 681,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 652,66
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	9 022,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 721,58
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	1 005,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,06
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 644,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 291,72
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 172,88
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	38 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 560,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 782,29
657364	Subv.Fonct. Caisse des écoles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	368,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368,95
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	0,00	1,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	5 488,05	0,00	0,00	1 052,43	0,00	0,00	6 540,48
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**876 251,15**	**0,00**	**0,00**	**204 360,55**	**0,00**	**0,00**	**1 083 213,04**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	832 842,96	0,00	0,00	204 012,78	0,00	0,00	1 036 855,74
747818	Autres	0,00	0,00	33 110,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 110,03

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	5 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 150,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	230,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230,27
75888	Autres	0,00	0,00	4 917,89	0,00	0,00	347,77	0,00	0,00	7 867,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**623 377,37**	**821 198,34**	**0,00**	**1 193 663,31**	**0,00**	**127 055,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	6 283,92	0,00	4 028,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	64 016,31	0,00	113 228,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	378,25	223,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	2 053,66	3 385,29	0,00	4 006,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 738,39	10 205,24	0,00	8 857,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	37 389,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	5 352,26	996,17	0,00	181,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	122,00	0,00	227,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	-22 411,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	5 032,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	578,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	3 393,30	0,00	5 743,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 032,00	15 895,00	0,00	27 475,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	15 751,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	10 476,00	535,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	1 338,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	110,04	0,00	110,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	210,00	5 803,26	0,00	5 134,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	296,40	54 462,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	4 313,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	206,90	0,00	135,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	2 832,19	0,00	125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	2 259,60	0,00	2 751,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	10 513,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	18 984,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	3 328,69	10 060,64	0,00	17 737,09	0,00	2 465,78	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	520,12	1 593,86	0,00	2 790,03	0,00	387,74	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 405,27	4 416,66	0,00	7 662,09	0,00	1 067,25	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	1 715,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 907,81	0,00	2 760,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	43 700,62	181 784,47	0,00	367 989,13	0,00	46 172,64	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	3 261,17	6 099,13	0,00	14 017,78	0,00	1 860,99	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	1 181,40	0,00	7 148,78	0,00	582,43	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	17 005,16	52 522,84	0,00	103 508,06	0,00	7 547,37	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	57 086,91	128 854,07	0,00	187 906,98	0,00	31 884,42	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	703,99	2 879,29	0,00	4 081,04	0,00	663,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	11 535,51	10 644,80	0,00	1 992,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	9 007,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	25 614,73	68 292,70	0,00	111 382,35	0,00	16 272,67	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	14 187,09	62 716,67	0,00	128 392,35	0,00	16 353,57	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 590,72	5 488,87	0,00	7 098,61	0,00	1 275,89	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6455	Cotisations pour assurance du personnel	131,36	569,92	0,00	910,64	0,00	339,96	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	153,27	2 972,88	0,00	1 424,17	0,00	181,83	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	1 581,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	399 700,00	44 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	167,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**63 060,50**	**129 621,09**	**0,00**	**21 635,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 839,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	1 016,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	10 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	58 490,00	12 332,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	730,80	97 840,02	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	5 336,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	1 500,17	0,00	4 135,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 427,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**519 492,38**	**475 410,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	11 843,53	6 873,77	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	62 394,42	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	36 656,78	64 671,19	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	3 379,10	489,03	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 837,90	5 332,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	450,32	380,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 643,48	4 820,42	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 626,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	45 270,23	5 453,33	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	6 386,47	6 589,54	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 005,24	1 036,82	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 772,72	2 826,31	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	661,70	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	150 025,75	136 276,49	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	7 145,93	4 200,40	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	886,08	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	40 442,62	34 656,67	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	32 842,09	26 456,79	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	800,86	2 992,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	18 381,96	37 823,66	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 298,68	40 439,59	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	51 012,85	48 763,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 085,62	2 727,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	157,76	494,58	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	598,07	556,57	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 800,02**	**483,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	2 800,02	483,12	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**3 396 004,14**	**0,00**	**757 492,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 954 800,91**
6042	Achats de prestations de services	2 384,00	0,00	33 121,32	0,00	0,00	0,00	35 505,32
60611	Eau et assainissement	1 848,52	0,00	488,62	0,00	0,00	0,00	31 367,23
60612	Energie - Electricité	20 278,95	0,00	14 602,73	0,00	0,00	0,00	314 520,63
60613	Chauffage urbain	20 087,30	0,00	1 256,15	0,00	0,00	0,00	172 671,42
60621	Combustibles	0,00	0,00	7 560,00	0,00	0,00	0,00	7 560,00
60623	Alimentation	1 761,30	0,00	4 738,75	0,00	0,00	0,00	7 101,62
60628	Autres fournitures non stockées	1 586,05	0,00	404,31	0,00	0,00	0,00	1 990,36
60631	Fournitures d'entretien	2 283,51	0,00	1 452,00	0,00	0,00	0,00	17 048,65
60632	Fournitures de petit équipement	3 077,23	0,00	638,05	0,00	0,00	0,00	35 687,26
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 389,26
6068	Autres matières et fournitures	39 779,26	0,00	2 013,28	0,00	0,00	0,00	48 322,60
611	Contrats de prestations de services	228,71	0,00	631,47	0,00	0,00	0,00	2 040,84
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	32 332,15	0,00	0,00	0,00	9 920,90
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 032,84
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 586,31	0,00	0,00	0,00	2 164,33
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	-432,38	0,00	4 945,24	0,00	0,00	0,00	23 113,86
61551	Entretien matériel roulant	622,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 626,00
6156	Maintenance	9 505,67	0,00	6 063,26	0,00	0,00	0,00	110 694,65
6182	Documentation générale et technique	447,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 198,33
6188	Autres frais divers	45,00	0,00	8 829,93	0,00	0,00	0,00	19 886,61
6218	Autre personnel extérieur	332,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 670,82
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,08
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 148,03
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 758,64
6238	Divers	0,00	0,00	2 660,00	0,00	0,00	0,00	6 973,90

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	3 580,00	0,00	0,00	0,00	4 070,00
6251	Voyages, déplacements et missions	16,90	0,00	174,48	0,00	0,00	0,00	533,34
627	Services bancaires et assimilés	1 441,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 441,10
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	512,00	0,00	0,00	0,00	3 469,19
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 020,00	0,00	288,00	0,00	0,00	0,00	6 319,20
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 513,94
6288	Autres services extérieurs	49 544,63	0,00	10 084,06	0,00	0,00	0,00	78 613,59
6331	Versement mobilité	64 463,98	0,00	9 915,70	0,00	0,00	0,00	122 010,56
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 163,26	0,00	1 560,37	0,00	0,00	0,00	19 227,80
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	27 990,73	0,00	4 249,02	0,00	0,00	0,00	52 901,06
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	434,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 377,03
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 668,73
64111	Rémunération principale titulaires	763 378,73	0,00	182 661,52	0,00	0,00	0,00	1 881 458,88
64112	SFT, indemnité de résidence	24 882,81	0,00	8 154,09	0,00	0,00	0,00	70 301,36
64113	NBI	0,00	0,00	2 362,63	0,00	0,00	0,00	12 161,32
64118	Autres indemnités	201 889,75	0,00	71 756,76	0,00	0,00	0,00	531 318,67
64131	Rémunérations	518 820,42	0,00	71 301,44	0,00	0,00	0,00	1 067 712,13
64132	SFT, indemnité de résidence	14 196,70	0,00	1 421,85	0,00	0,00	0,00	27 897,62
6414	Personnel rémunéré à la vacation	756 130,75	0,00	65 727,58	0,00	0,00	0,00	903 140,34
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 007,36
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	499 245,42	0,00	66 442,29	0,00	0,00	0,00	873 350,80
6453	Cotisations aux caisses de retraites	301 442,45	0,00	64 936,40	0,00	0,00	0,00	692 455,02
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	51 806,34	0,00	5 389,40	0,00	0,00	0,00	77 974,66
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 251,72	0,00	693,97	0,00	0,00	0,00	5 578,51
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	3 035,87	0,00	717,58	0,00	0,00	0,00	9 690,99
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	990,00	0,00	0,00	0,00	2 571,73
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	61 250,00	0,00	0,00	0,00	505 750,00
65888	Autres	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	446,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	613,80
RECETTES		**875 711,35**	**0,00**	**99 124,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 192 435,52**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47,73
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 839,70
70632	Redevances services à caractère loisir	365 999,81	0,00	11 175,16	0,00	0,00	0,00	377 174,97

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 016,83
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 120,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 822,00
747888	Autres	506 508,49	0,00	87 949,14	0,00	0,00	0,00	710 528,45
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 336,38
75888	Autres	3 203,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 121,50
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 427,96

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**29 941,72**	**289 555,42**	**12 608,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	641,08	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	4 845,63	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 608,81	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	35,64	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	840,31	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	63,07	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	2 523,66	0,00	-828,55	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 318,06	0,00	4 850,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	528,94	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	88,50	333,48	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	21 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	183,01	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	-492,48	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	5 470,07	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	862,86	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	2 389,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	93 033,75	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	4 091,52	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	687,66	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	23 890,22	0,00	0,00	0,00	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	46 445,53	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	1 706,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	35 864,21	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	38 152,67	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	32 896,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	3 334,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	358,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	283,04	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**147 975,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	147 975,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 092 411,17**	**0,00**	**4 257,50**	**164,24**	**0,00**	**2 861 878,59**	**0,00**	**134 290,49**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 918,94	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	10 399,50	0,00	0,00	0,00	0,00	56 126,41	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 504,99	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	58,15	0,00	0,00	0,00	0,00	17 776,32	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	175,25	0,00	0,00	0,00	0,00	5 823,42	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 082,17	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	896,10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 131,36	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	137,82	0,00	0,00	0,00	0,00	3 070,17	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 563,46	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 309,92	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-334,39	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	164,24	0,00	4 578,48	0,00	0,00
6156	Maintenance	9 641,27	0,00	0,00	0,00	0,00	8 513,58	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	409,99	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412,76	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	288,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	6 992,42	0,00	0,00	0,00	0,00	49 670,51	0,00	2 645,74
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 099,32	0,00	0,00	0,00	0,00	7 812,69	0,00	416,42
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 025,66	0,00	0,00	0,00	0,00	21 548,69	0,00	1 161,15
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	131 849,23	0,00	0,00	0,00	0,00	586 132,89	0,00	32 733,61
64112	SFT, indemnité de résidence	5 430,61	0,00	0,00	0,00	0,00	22 416,03	0,00	969,81
64113	NBI	1 110,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 935,14	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	31 122,87	0,00	0,00	0,00	0,00	138 336,71	0,00	6 985,49
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 165,35	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 536,34	0,00	0,00
64131	Rémunérations	85 663,41	0,00	0,00	0,00	0,00	645 501,89	0,00	50 022,38
64132	SFT, indemnité de résidence	2 069,86	0,00	0,00	0,00	0,00	22 607,11	0,00	2 087,60
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 496,33	0,00	1 835,40
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 888,40	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	45 759,34	0,00	0,00	0,00	0,00	386 827,36	0,00	20 312,01
6453	Cotisations aux caisses de retraites	46 975,73	0,00	0,00	0,00	0,00	228 164,40	0,00	12 538,28
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 522,32	0,00	0,00	0,00	0,00	40 458,06	0,00	2 081,27
6455	Cotisations pour assurance du personnel	678,70	0,00	0,00	0,00	0,00	2 174,18	0,00	373,69
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	515,58	0,00	0,00	0,00	0,00	2 270,79	0,00	127,64
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65138	Autres secours	0,00	0,00	4 257,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	705 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,14	0,00	0,00
RECETTES		**137 613,78**	**0,00**	**6 229,94**	**0,00**	**0,00**	**1 617 098,22**	**0,00**	**0,00**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 575,93	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	137 604,77	0,00	6 229,94	0,00	0,00	1 296 980,62	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564,54	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
75888	Autres	9,01	0,00	0,00	0,00	0,00	1 971,58	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,55	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**521 582,65**	**10 186,67**	**0,00**	**9 750,00**	**4 966 627,39**
6042	Achats de prestations de services	0,00	0,00	33 600,00	0,00	0,00	0,00	33 600,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 459,78	0,00	0,00	0,00	7 019,80
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	18 795,24	8 830,39	0,00	0,00	98 997,17
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	12 756,42	0,00	0,00	0,00	12 756,42
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 177,00	0,00	0,00	0,00	36 681,99
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 443,28
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 998,67
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	-180,35	0,00	0,00	0,00	2 901,82
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	360,12	0,00	0,00	0,00	395,76
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	3 078,02	0,00	0,00	0,00	7 945,79
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 987,53	0,00	0,00	0,00	5 258,59
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00	54 458,57
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	21 977,98
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	2 042,58	0,00	0,00	0,00	1 708,19
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	1 781,74	0,00	0,00	0,00	7 053,40
6156	Maintenance	0,00	0,00	9 081,09	1 356,28	0,00	0,00	29 014,20
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183,01
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	18,34	0,00	0,00	0,00	428,33
6228	Divers	0,00	0,00	4 218,00	0,00	0,00	0,00	4 525,52
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	76 255,30	0,00	0,00	0,00	76 255,30
6234	Réceptions	0,00	0,00	1 445,00	0,00	0,00	0,00	1 445,00
6238	Divers	0,00	0,00	9 323,90	0,00	0,00	0,00	9 323,90
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	412,76
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	120,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 368,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	3 165,00	0,00	0,00	0,00	3 165,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	689,00	0,00	0,00	0,00	1 849,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	5 822,73	0,00	0,00	0,00	70 601,47
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	917,53	0,00	0,00	0,00	11 108,82
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	2 549,58	0,00	0,00	0,00	30 675,07
6358	Autres droits	0,00	0,00	697,33	0,00	0,00	0,00	697,33
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	160 476,75	0,00	0,00	0,00	1 004 226,23
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	10 159,42	0,00	0,00	0,00	43 067,39
64113	NBI	0,00	0,00	4 129,83	0,00	0,00	0,00	8 862,66
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	37 727,86	0,00	0,00	0,00	238 063,15
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 165,35
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 536,34
64131	Rémunérations	0,00	0,00	6 048,09	0,00	0,00	0,00	833 681,30
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	162,64	0,00	0,00	0,00	28 633,73
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	13 074,56	0,00	0,00	0,00	53 270,50
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 888,40
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	29 856,70	0,00	0,00	0,00	520 908,08
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	53 768,79	0,00	0,00	0,00	374 343,69
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	765,45	0,00	0,00	0,00	50 161,24
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	1 117,06	0,00	0,00	0,00	4 343,63
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	633,54	0,00	0,00	0,00	3 905,80
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283,04
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 750,00	9 750,00
65138	Autres secours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 257,50
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	801,08	0,00	0,00	0,00	809,22
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**96 865,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 005 782,47**
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	47 353,47	0,00	0,00	0,00	47 353,47
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	48 080,06	0,00	0,00	0,00	48 080,06
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 575,93
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 975,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440 815,33
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564,54

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
75888	Autres	0,00	0,00	1 432,00	0,00	0,00	0,00	3 412,59
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,55

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**171 968,14**	**128 992,24**	**758 503,29**	**89,00**	**0,00**	**0,00**	**166 002,87**	**30 893,92**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	24 076,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	7 450,59	0,00	0,00	0,00	0,00	3 986,92
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	16 797,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	1 128,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	4 429,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	92,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	17 764,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	107 706,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	1 338,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	593,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	46 229,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	11 355,48	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	33 685,08	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	440,00	429,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 050,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	20 226,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	2 747,30	1 425,76	9 158,37	0,00	0,00	0,00	2 981,09	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	432,28	230,87	1 439,82	0,00	0,00	0,00	470,01	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 181,51	638,42	3 948,08	0,00	0,00	0,00	1 320,74	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	89,00	0,00	0,00	0,00	2 806,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 682,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 419,00
64111	Rémunération principale titulaires	87 567,77	46 160,02	226 359,61	0,00	0,00	0,00	51 105,52	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	4 903,60	1 411,18	9 813,72	0,00	0,00	0,00	2 518,48	0,00
64113	NBI	3 317,57	550,53	3 248,89	0,00	0,00	0,00	589,00	0,00
64118	Autres indemnités	29 936,95	8 913,32	57 380,14	0,00	0,00	0,00	19 502,79	0,00
64131	Rémunérations	173,77	0,00	61 731,72	0,00	0,00	0,00	42 335,38	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	1 597,54	0,00	0,00	0,00	1 285,86	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 494,31	6 846,91	51 555,82	0,00	0,00	0,00	20 503,25	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	28 811,03	14 868,27	76 357,03	0,00	0,00	0,00	18 448,09	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	7,02	0,00	2 509,78	0,00	0,00	0,00	1 740,96	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	55,12	197,12	679,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	339,91	181,16	890,97	0,00	0,00	0,00	201,70	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	1 038,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**91 573,15**	**362,18**	**607 844,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**444 230,77**
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	469 538,69	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	91 573,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	138 305,44	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	362,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	444 230,77

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 339,00**	**3 673,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	11 971,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	1 368,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	3 673,80	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 226,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	1 482,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	744,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 273 462,26**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 076,18
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 437,51
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 797,46
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 128,24
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 429,18
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92,34
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 764,63
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 706,67
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 338,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593,28
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 229,95
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 075,48
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 685,08
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	869,20
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 226,14
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 312,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 572,98
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 088,75
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 866,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 050,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 419,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411 192,92
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 646,98
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 705,99
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 733,20

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 240,87
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 883,40
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 400,29
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 484,42
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 257,76
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	932,18
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 613,74
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 673,80
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038,12
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 146 236,23**
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469 538,69
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 573,15
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 305,44
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 106,18
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	444 230,77

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
	DEPENSES	**0,00**	**39 005,75**	**20 379,99**	**0,00**	**0,00**	**628 662,54**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	2 915,94	0,00	0,00	0,00	10 893,51	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	225,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	3 598,68	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	10,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	33 953,21	0,00	0,00	0,00	116 077,98	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414,14	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 832,86	0,00	0,00	0,00	11 242,74	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 941,60	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	-1 646,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	67,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	14 586,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 682,52	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579,69	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 598,72	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	3 839,48	0,00	0,00	642,50	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 103,78	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 854,04	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414,47	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 712,68	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 270,25	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490,88	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 080,68	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 917,50	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840,76	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191,19	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374,91	0,00
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 408,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	1,85	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**913,08**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**135 745,52**	**842 460,52**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 729,95	0,00
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	842 460,52
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
75888	Autres	0,00	913,08	0,00	0,00	0,00	2 015,57	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**30 480,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**718 528,28**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 809,45
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225,41
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 598,68
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,35
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 031,19
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414,14
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 075,60
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 941,60
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 646,02
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67,98
6188	Autres frais divers	0,00	25 680,00	0,00	0,00	0,00	40 266,00
6228	Divers	0,00	4 800,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 682,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579,69
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 598,72
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 481,98
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 103,78
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 854,04
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414,47
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 712,68
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 270,25
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	490,88
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 080,68
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 917,50

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840,76
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191,19
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374,91
65736211	Subv. BA/régie admin. sans ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 408,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,85
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**987 119,12**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 729,95
731721	Taxe de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	842 460,52
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 928,65
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**1 650,15**	**17 328,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 444 343,11**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	17 328,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 650,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,90
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 179,86
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 647,35
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 048,26
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 239,26
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 812,19
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 977,47
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 451,07
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 149,73
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 913,41
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 540,74
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 451,36
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 595,49
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,26
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 345,76
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**588,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	588,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**10 664,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75888	Autres	0,00	0,00	10 664,85	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 463 909,51**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 328,25
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650,15
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	588,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,90
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 179,86
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 647,35
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 048,26
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 239,26
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 812,19
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 977,47
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 451,07
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 149,73
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 913,41
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 540,74
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 451,36
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 595,49
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,26
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 345,76
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 664,85**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 664,85

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**974 443,77**	**0,00**	**4 994,30**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	7 855,95	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 351,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 154,61	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	31 823,49	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 994,30	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	639 444,42	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	172,56	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 893,20	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	1,89	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	6 970,72	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 441,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	55 760,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	44 021,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	2 988,75	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	474,79	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	1 321,35	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	90 007,88	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	2 455,55	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	1 181,28	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	29 730,93	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	13 832,37	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	28 786,19	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	79,98	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	348,87	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	560,99	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 785,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 456 324,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	63 274,36	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	72 358,37	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	784 231,06	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	234 186,24	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	302 274,68	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**979 438,07**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 855,95
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 351,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 154,61
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 823,49
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 994,30
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	639 444,42
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,56
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 893,20
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,89
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 970,72
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 441,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 760,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 021,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 988,75
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	474,79
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 321,35
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 007,88
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 455,55
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 181,28
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 730,93
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 832,37
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 786,19
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79,98
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348,87
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560,99
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 785,00

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 456 324,71**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 274,36
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 358,37
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	784 231,06
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 186,24
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 274,68

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**53 412 759,92**									
1641 Emprunts en euros (total)					53 412 759,92									
00001006930	Crédit Agricole	14/03/2017	15/05/2017	15/08/2017	2 500 000,00	F	Taux Fixe	1,430	20,400	EUR	T	P	O	A-1
10278 00596 00020005	Crédit Mutuel	19/06/2018	29/06/2018	31/08/2018	2 500 000,00	F	Taux Fixe	1,460	1,470	EUR	T	P	O	A-1
1356-1358	Agence France Locale	17/02/2020	31/12/2020	20/03/2021	1 390 000,00	F	Taux Fixe	0,980	1,000	EUR	T	C	O	A-1
1357-1360	Agence France Locale	17/02/2020	30/06/2021	20/09/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
16402	Société Générale	14/04/2006	19/04/2006	19/07/2006	5 000 000,00	F	Taux Fixe	3,820	3,930	EUR	T	P	O	A-1
2242-2244	Agence France Locale	20/07/2022	14/10/2022	20/03/2024	3 000 000,00	F	Taux Fixe	2,780	2,840	EUR	T	C	O	A-1
2825-2846	Agence France Locale	27/07/2023	20/12/2023	20/03/2024	2 000 000,00	F	Taux Fixe	3,610	3,710	EUR	T	C	O	A-1
5354304	Banque des Territoires	21/02/2020	21/11/2020	01/03/2021	760 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	X	O	A-1
5354305	Banque des Territoires	21/02/2020	21/11/2020	01/03/2021	140 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	X	O	A-1
60193097167	Crédit Agricole	21/12/2007	08/01/2008	27/03/2008	1 500 000,00	V	Euribor 3 mois	4,830	1,040	EUR	T	P	O	A-1
60200209665	Crédit Agricole	21/12/2007	30/04/2008	15/10/2008	1 500 000,00	V	TAG 6 mois	4,250	0,670	EUR	S	C	O	A-1
60260623546	Crédit Agricole	20/07/2009	20/09/2009	28/01/2010	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,090	4,150	EUR	T	P	O	A-1
60266034039	Crédit Agricole	20/07/2009	29/12/2009	24/03/2010	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	1,450	1,290	EUR	T	P	O	A-1
60268792613	Crédit Agricole	20/07/2009	29/01/2010	29/04/2010	1 800 000,00	V	Euribor 3 mois	1,460	1,300	EUR	T	P	O	A-1
60282902948	Crédit Agricole	18/11/2010	28/02/2011	28/05/2011	3 000 000,00	F	Taux Fixe	3,010	3,010	EUR	T	C	O	A-1
60282903446	Crédit Agricole	18/11/2010	18/04/2011	18/07/2011	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	1,930	0,890	EUR	T	C	O	A-1
60301631497	Crédit Agricole	22/10/2011	28/11/2011	28/02/2012	1 500 000,00	F	Taux Fixe	4,230	4,230	EUR	T	P	O	A-1
989-994	Agence France Locale	06/06/2019	20/12/2019	20/03/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,100	1,100	EUR	T	P	O	A-1
990-995	Agence France Locale	06/06/2019	20/03/2020	20/06/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,170	1,170	EUR	T	P	O	A-1
991	Agence France Locale	06/06/2019	20/06/2019	20/09/2019	1 500 000,00	F	Taux Fixe	1,050	1,060	EUR	T	P	O	A-1
A75120A7	Caisse d'Epargne	08/03/2012	15/03/2012	15/03/2013	1 222 759,92	F	Taux Fixe	4,370	4,430	EUR	A	X	O	A-1
A75150AK	Caisse d'Epargne	23/03/2015	10/02/2016	10/05/2016	1 200 000,00	V	Euribor 3 mois	1,050	1,890	EUR	T	C	O	A-1
MIN260415EUR/0276355	Dexia Crédit Local	10/07/2008	30/07/2008	01/09/2009	4 000 000,00	F	Taux Fixe	4,870	5,040	EUR	T	P	O	A-1
MIN281064EUR	CAFFIL/LBP	04/12/2013	03/11/2014	01/04/2015	2 400 000,00	F	Taux Fixe	3,750	3,800	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
MON233493/02422	Dexia Crédit Local	13/09/2005	15/09/2005	01/01/2006	2 500 000,00	F	Taux Fixe	3,400	3,500	EUR	T	C	O	A-1
MON244846EUR/0256433	Dexia Crédit Local	21/12/2006	27/12/2006	01/05/2007	2 500 000,00	F	Taux Fixe	3,860	3,980	EUR	T	C	O	A-1
MON536872EUR	CAFFIL/LBP	01/12/2020	27/01/2021	01/05/2021	1 700 000,00	F	Taux Fixe	0,510	0,510	EUR	T	C	O	A-1
MON541239EUR	CAFFIL/LBP	15/10/2021	01/12/2021	01/03/2022	1 300 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	C	O	A-1
MON549539EUR	La Banque Postale	26/11/2024	30/12/2024	01/04/2025	1 500 000,00	F	Taux Fixe	3,490	0,000	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**53 412 759,92**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**23 996 282,66**					**2 831 901,21**	**601 914,10**	**0,00**	**59 163,14**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		23 996 282,66					2 831 901,21	601 914,10	0,00	59 163,14
00001006930	N	0,00	A-1	1 645 014,10	12,37	F	Taux Fixe	1,430	119 355,34	24 592,34	0,00	2 940,46
10278 00596 00020005	N	0,00	A-1	1 824 913,69	13,91	F	Taux Fixe	1,460	116 653,15	27 710,13	0,00	2 294,32
1356-1358	N	0,00	A-1	1 167 600,00	20,97	F	Taux Fixe	0,980	55 600,00	11 979,41	0,00	349,63
1357-1360	N	0,00	A-1	860 000,00	21,47	F	Taux Fixe	1,040	40 000,00	9 357,39	0,00	273,29
16402	N	0,00	A-1	522 820,73	1,30	F	Taux Fixe	3,820	332 049,04	28 403,44	0,00	4 049,83
2242-2244	N	0,00	A-1	2 873 684,20	22,72	F	Taux Fixe	2,775	126 315,80	83 301,12	0,00	2 436,64
2825-2846	N	0,00	A-1	1 900 000,00	18,97	F	Taux Fixe	3,610	100 000,00	72 027,02	0,00	2 095,81
5354304	N	0,00	A-1	648 098,04	20,92	F	Taux Fixe	0,780	28 302,37	5 178,15	0,00	420,04
5354305	N	0,00	A-1	119 386,40	20,92	F	Taux Fixe	0,780	5 213,61	953,87	0,00	77,38
60193097167	N	0,00	A-1	327 720,47	2,99	V	Euribor 3 mois + 0.06	3,773	98 964,29	15 018,30	0,00	202,46
60200209665	N	0,00	A-1	262 500,00	3,29	V	Euribor 6 mois + 0.06	4,052	75 000,00	13 154,08	0,00	3 121,71
60260623546	N	0,00	A-1	661 214,32	4,82	F	Taux Fixe	4,090	116 851,91	30 045,89	0,00	4 703,25
60266034039	N	0,00	A-1	274 513,22	4,98	V	Euribor 3 mois + 0.75	4,494	47 791,57	13 942,46	0,00	330,56
60268792613	N	0,00	A-1	523 491,69	5,08	V	Euribor 3 mois + 0.75	4,603	95 305,45	27 315,43	0,00	5 725,69
60282902948	N	0,00	A-1	250 000,00	1,16	F	Taux Fixe	3,010	200 000,00	11 287,50	0,00	674,80
60282903446	N	0,00	A-1	99 999,82	1,30	V	Euribor 3 mois + 0.60	4,462	66 666,68	6 444,87	0,00	1 253,89
60301631497	N	0,00	A-1	258 675,88	1,91	F	Taux Fixe	4,230	121 399,78	14 168,38	0,00	981,21
989-994	N	0,00	A-1	770 204,49	14,97	F	Taux Fixe	1,100	46 974,32	8 795,64	0,00	258,87
990-995	N	0,00	A-1	783 207,76	15,22	F	Taux Fixe	1,170	46 645,56	9 505,12	0,00	280,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
991	N	0,00	A-1	1 118 344,91	14,47	F	Taux Fixe	1,050	71 039,01	12 209,43	0,00	358,80
A75120A7	N	0,00	A-1	110 000,00	2,20	F	Taux Fixe	4,370	36 666,67	6 516,16	0,00	3 885,66
A75150AK	N	0,00	A-1	500 000,00	6,11	V	Euribor 3 mois + 1.05	4,866	80 000,00	27 233,49	0,00	4 639,58
MIN260415EUR/0276355	N	0,00	A-1	1 262 392,94	4,42	F	Taux Fixe	4,870	245 106,66	70 133,94	0,00	5 123,21
MIN281064EUR	N	0,00	A-1	840 000,00	5,00	F	Taux Fixe	3,750	160 000,00	35 250,00	0,00	7 789,40
MON233493/02422	N	0,00	A-1	125 000,00	0,75	F	Taux Fixe	3,400	125 000,00	7 021,35	0,00	1 074,30
MON244846EUR/0256433	N	0,00	A-1	281 250,00	2,09	F	Taux Fixe	3,865	125 000,00	14 117,99	0,00	1 811,72
MON536872EUR	N	0,00	A-1	1 381 250,00	16,09	F	Taux Fixe	0,510	85 000,00	7 315,32	0,00	1 148,54
MON541239EUR	N	0,00	A-1	1 105 000,00	16,92	F	Taux Fixe	0,780	65 000,00	8 935,88	0,00	718,25
MON549539EUR	N	0,00	A-1	1 500 000,00	20,00	F	Taux Fixe	3,490	0,00	0,00	0,00	143,84
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**23 996 282,66**					**2 831 901,21**	**601 914,10**	**0,00**	**59 163,14**

(10) S’agissant des emprunts assortis d’une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l’exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l’emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d’emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d’intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l’index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l’année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l’échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d’échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	29	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	23 996 282,66	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		12/09/2024
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Biens inférieurs à 500 euros TTC	1	12/09/2024
L	13 - Subventions d'équipement finançant un bien amortissable	0	12/09/2024
L	202 - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme	10	12/09/2024
L	2031 - Frais d'études (non suivis de réalisation)	5	12/09/2024
L	2032 - Frais de recherche et de développement	5	12/09/2024
L	2033 - Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5	12/09/2024
L	205x - Concessions et droits similaires	2	12/09/2024
L	208x - Autres immobilisations incorporelles	5	12/09/2024
L	204xxx - Subventions d'équipement versées	5	12/09/2024
L	2121, 21721 - Plantations d'arbres et d'arbustes	20	12/09/2024
L	2128, 21728 - Autres agencements et aménagements	20	12/09/2024
L	2132x, 21732x - Constructions - Bâtiments privés	30	12/09/2024
L	2135x, 21735 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	30	12/09/2024
L	2152, 21752 - Installations de voirie	30	12/09/2024
L	2153x - réseaux divers	30	12/09/2024
L	21568, 217568 - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	12/09/2024
L	2157x, 21757x - Matériel et outillage technique	10	12/09/2024
L	2158, 21758 - Autres installations, matériel et outillage technique	10	12/09/2024
L	21612 - Biens historiques et culturels immobiliers - Dépenses ultérieures immobilisées	5	12/09/2024
L	21622 - Biens historiques et culturels mobiliers - Dépenses ultérieures immobilisées	5	12/09/2024
L	2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers	15	12/09/2024
L	21828, 217828 - Véhicules légers et autocars	8	12/09/2024
L	21828, 217828 - Camions et véhicules industriels	5	12/09/2024
L	2183x - Matériel informatique	5	12/09/2024
L	2184x - Matérile de bureau et mobilier	15	12/09/2024
L	2185 - Matériel de téléphonie	5	12/09/2024
L	2186 - Cheptel	8	12/09/2024
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	10	12/09/2024

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**60 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**60 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
Dépréciation des créances	17/12/2024	60 000,00	20 000,00	0,00	80 000,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**60 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
Total des provisions budgétaires		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS		**60 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**80 000,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 454 — **Intitulé de l'opération : Travaux exécutés d'office - Pavillon Einstein** — **Date de la délibération : 21/07/2023**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**2 250,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**2 250,00**
45.1 Nature 4541 - Diagnostics avant démolition du pavillon Einstein (2)	2 250,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	2 250,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 250,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**2 250,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**100 000,00**	**2 250,00**	**0,00**	**97 750,00**	**2 250,00**
45.2 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	100 000,00	2 250,00	0,00	97 750,00	2 250,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**100 000,00**	**2 250,00**	**0,00**	**97 750,00**	**2 250,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	157 390 530,00	82 712 475,63	7 379 281,34
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	35 158 049,09	35 158 049,09	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**157 390 530,00**	**82 712 475,63**											**2 785 257,63**	**4 594 023,71**
1001 VIES HABITAT	2007		3-3 Bis Rue A.France A	Banque des Territoires	671 057,82	0,00	-0,75		R	Livret A	1,270	R	Livret A	3,520	A-1		1 711,84	48 631,76
1001 VIES HABITAT	2007		3-3 Bis Rue A.France B	Banque des Territoires	674 076,37	0,00	-0,16		R	Livret A	1,270	R	Livret A	3,520	A-1		1 705,21	48 443,43
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	4 398 759,95	4 006 162,88	33,75		R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		144 343,12	3 368,12
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 974 338,28	1 882 706,41	53,75		R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		49 805,53	0,00
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	Banque des Territoires	614 073,81	589 843,28	53,75		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,110	A-1		17 633,56	0,00
3F RESIDENCES	2017		150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	Banque des Territoires	895 628,53	824 730,27	33,75		R	Livret A	1,860	R	Livret A	4,110	A-1		32 983,91	0,00
ANTIN RESIDENCES	2000		FINANCEMENT DE 148 LOGEMENTS AU KREMLIN BICETRE	Crédit Foncier de France	5 226 263,61	879 854,02	2,16		F	Taux Fixe	5,820	F	Taux Fixe	5,700	A-1		62 738,52	350 224,16

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ANTIN RESIDENCES	2017		CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 359 060,00	1 244 181,64	33,00		R	Livret A	1,860	R	Livret A	3,110	A-1		38 911,33	6 986,63
ANTIN RESIDENCES	2017		CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 273 000,00	1 225 937,40	53,00		R	Livret A	1,860	R	Livret A	3,110	A-1		32 298,30	0,00
APOGEI 94	2009		RECONSTRUCTION IMPRO SEGUIN	Banque des Territoires	1 129 250,00	622 839,43	24,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		16 858,86	25 578,24
CDC HABITAT	1987		Quartier du Fort E	Banque des Territoires	1 385 593,87	0,00	-0,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,520	A-1		2 376,11	67 503,18
CDC HABITAT	1987		Quartier du Fort C	Banque des Territoires	1 293 209,77	0,00	-0,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,520	A-1		2 217,68	63 002,41
CDC HABITAT	1987		Quartier du Fort B	Banque des Territoires	4 847 878,75	0,00	-0,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,520	A-1		8 313,48	236 178,28
CDC HABITAT	1990		QUARTIER DU FORT F	Banque des Territoires	6 054 743,04	293 070,12	0,75		R	Livret A	2,300	R	Livret A	3,600	A-1		20 856,05	286 264,66
CDC HABITAT	1993		ZAC G.PERI	Banque des Territoires	3 931 411,10	692 517,22	3,25		R	Livret A	2,300	R	Livret A	3,950	A-1		33 700,69	160 664,92
CDC HABITAT	1988		QUARTIER DU FORT A	Banque des Territoires	3 028 841,85	149 246,56	0,09		R	Livret A	1,520	R	Livret A	3,520	A-1		10 330,13	144 222,97
CDC HABITAT SOCIAL	2011		1BIS - 11 RUE BABEUF	Banque des Territoires	2 641 559,19	653 119,76	3,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		33 565,28	146 053,49
CDC HABITAT SOCIAL	2011		1 BIS - 11 RUE BABEUF	Banque des Territoires	1 128 087,78	278 917,23	3,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		14 334,18	62 372,69
CDC HABITAT SOCIAL	1998		ZAC Salengro / 66 PLA	Banque des Territoires	3 226 969,92	790 114,79	5,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		37 905,29	112 392,12
CDC HABITAT SOCIAL	1997		1bis-11 rue Babeuf / 94 PLAA	Banque des Territoires	91 469,40	19 331,24	4,16		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		953,79	3 377,93

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL	1998		1bis-11 rue Babeuf/94 PLA	Banque des Territoires	1 127 512,93	276 068,45	5,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		13 244,22	39 270,14
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	287 074,00	277 631,31	53,50		R	Livret A	1,200	R	Livret A	3,460	A-1		9 307,20	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	1 700 912,00	1 644 964,07	53,50		R	Livret A	1,200	R	Livret A	3,460	A-1		55 145,12	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	1 555 461,00	1 436 369,94	33,50		R	Livret A	1,320	R	Livret A	3,600	A-1		52 481,04	21 436,65
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	501 227,00	501 227,00	8,50		R	Livret A	1,300	R	Livret A	3,600	A-1		18 044,17	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	185 519,00	169 070,52	33,50		R	Livret A	0,540	R	Livret A	2,800	A-1		4 816,78	2 957,24
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	656 922,00	635 313,93	53,50		R	Livret A	1,200	R	Livret A	3,460	A-1		21 298,01	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2000		1BIS-11 RUE BABEUF/94 PLA	Banque des Territoires	557 963,40	162 881,20	7,84		R	Livret A	2,200	R	Livret A	4,000	A-1		7 242,64	18 184,83
CDC HABITAT SOCIAL	2004		CONSTRUCTION DE 42 LOGTS 7 RUE CHARLES RICHET	Banque des Territoires	1 531 440,00	823 415,86	14,58		R	Livret A	2,200	R	Livret A	4,000	A-1		34 507,22	39 264,55
CDC HABITAT SOCIAL	2004		ACQUISITION TERRAIN 7 RUE CHARLES RICHET	Banque des Territoires	1 527 996,00	1 126 776,36	29,58		R	Livret A	2,200	R	Livret A	4,050	A-1		46 377,29	18 341,96
CDC HABITAT SOCIAL	2018		CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	294 970,00	275 313,82	33,50		R	Livret A	1,820	R	Livret A	4,050	A-1		11 302,13	3 751,08
COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE	2019		PORTAGE LONG FINANCIER 8 RUE DELECLUZE	Banque des Territoires	851 062,06	810 102,90	54,67		R	Livret A	1,580	R	Livret A	3,600	A-1		29 332,75	4 695,64
EMMAUS HABITAT	2018		1344672	Banque des Territoires	447 598,40	337 654,79	17,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,800	A-1		12 936,59	12 079,96

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EMMAUS HABITAT	2018		1344673	Banque des Territoires	2 201 527,03	1 680 902,78	17,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		72 654,30	56 799,43
ETAI	2003		Rénovation du foyer jour 16, rue A.France	Banque des Territoires	262 485,00	41 997,60	3,92		R	Livret A	1,950	R	Livret A	4,200	A-1		2 204,88	10 499,40
ETAI	2003		ACQUISITION ET AMELIORATION DE LA RESIDENCE COMMUNAUTAIRE	Crédit Mutuel	247 213,50	85 245,94	10,00		R	Livret A	3,170	R	Livret A	2,310	A-1		2 075,85	8 524,56
ETAI	2004		CONSTRUCTION FOYER DE VIE ET HEBERGEMENT 16 RUE ANATOLE FRANCE	Crédit Mutuel	2 679 682,50	924 028,52	10,00		V	Livret A	3,030	V	Livret A	4,480	A-1		43 513,25	92 402,82
HABITAT & HUMANISME	2006		ACQUISITION D'UN LOGT 36 DANTON	Banque des Territoires	10 000,00	5 862,31	16,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,500	A-1		212,70	214,83
HABITAT & HUMANISME	2008		acquisition 1 logt 47 bis rue G.Péri	Banque des Territoires	30 000,00	16 099,48	18,16		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		468,58	635,58
ICF LA SABLIERE	1999		Construction de 2 log.PLATS	Banque des Territoires	54 660,15	14 847,82	6,00		R	Livret A	1,550	R	Livret A	2,800	A-1		469,98	1 937,26
ICF LA SABLIERE	2021		1365524	Banque des Territoires	686 445,36	479 599,48	6,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,900	A-1		15 748,64	63 457,01
IMMOBILIERE 3F	2007		3-15 Rue J.F. Kennedy A	Banque des Territoires	3 736 370,89	1 121 842,84	5,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,200	A-1		41 351,94	170 405,36
IMMOBILIERE 3F	2007		3-15 Rue J.F. Kennedy B	Banque des Territoires	523 575,19	155 021,39	5,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		7 427,91	21 833,69
IMMOBILIERE 3F	2006		30-32 Av.Fontainebleau	Banque des Territoires	3 135 039,40	538 243,56	3,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		27 912,85	126 348,02
IMMOBILIERE 3F	2006		55 Log. PLA ZAC G.PERI	Banque des Territoires	3 169 999,73	1 057 964,51	5,16		R	Inflation FR Hors Tabac	3,450	R	Inflation FR Hors Tabac	6,050	A-1		69 748,20	144 063,68

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IMMOBILIERE 3F	1998		6 Log. PLATS ZAC G.PERI	Banque des Territoires	237 443,70	48 494,57	5,16		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,800	A-1		2 117,31	7 224,16
KREMLIN BICETRE HABITAT	2015		FINANCER REMPLACEMENT DE CHAUDIERES ET INSTALLATIONS DE POMPE A CHALEUR	La Banque Postale	1 700 000,00	225 621,64	1,04		F	Taux Fixe	1,390	F	Taux Fixe	1,390	A-1		4 682,60	177 700,76
KREMLIN BICETRE HABITAT	1996		CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS PLA ZAC LACROIX GAMBETTA	CIL	190 561,27	23 560,71	2,00		F	Taux Fixe	2,500	F	Taux Fixe	2,500	A-1		872,80	11 351,16
KREMLIN BICETRE HABITAT	2017		ACQUISITION ANCIEN LOCAL CPAM 28/34 RUE BENOIT MALON	Crédit Agricole	1 100 000,00	729 529,22	12,42		F	Taux Fixe	1,670	F	Taux Fixe	1,660	A-1		12 651,79	52 095,49
KREMLIN BICETRE HABITAT	2018		ACQUISITION DU PAVILLON AU 37 AVENUE CHARLES GIDE	La Banque Postale	400 000,00	251 321,79	8,96		F	Taux Fixe	1,600	F	Taux Fixe	1,590	A-1		4 252,64	25 773,04
KREMLIN BICETRE HABITAT	2023		ACQUISITION DE 1960 LOGEMENTS SOCIAUX LE KREMLIN BICETRE	Banque des Territoires	5 382 000,00	5 382 000,00	34,00		R	Livret A	3,430	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
LOGIREP	2020		ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	72 000,00	72 000,00	35,84		R	Taux Fixe	0,000	R	Taux Fixe	0,000	A-1		0,00	0,00
LOGIREP	2020		ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	315 644,00	296 066,03	35,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,050	A-1		12 137,65	3 628,94
LOGIREP	2020		ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	599 645,00	588 817,06	75,83		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,050	A-1		23 894,85	1 179,19
PARIS HABITAT	2015		Construction 17 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	950 054,35	541 560,14	30,58		R	Livret A	1,690	R	Livret A	0,020	A-1		21 498,92	4 214,36
PARIS HABITAT	2015		Construction 17 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	310 566,18	253 589,20	30,58		R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,940	A-1		10 064,82	1 863,11
PARIS HABITAT	2016		Réhabilitation 58 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	1 556 054,29	1 168 972,50	17,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		31 530,20	43 727,39

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
PARIS HABITAT	2016		Construction 10 logts 7 bld C.Géry	Banque des Territoires	901 852,00	774 620,73	32,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		20 400,04	9 996,13
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	60 216,56	56 873,35	36,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 616,85	871,21
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	80 288,75	76 994,69	46,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		2 177,91	787,91
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	202 648,97	195 931,80	46,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		7 110,93	1 594,04
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019		ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	202 648,97	193 104,11	36,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		7 041,19	2 484,39
SEQENS	2010		21 logements PLA LM ZAC Salengro modifié	Banque des Territoires	1 109 780,97	519 688,38	8,16		F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	3,610	A-1		19 703,35	53 276,01
SEQENS	1999		Renégociation Prêt N.42/0882263	Banque des Territoires	414 583,60	49 418,98	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		3 085,09	22 860,01
SEQENS	1999		Renégociation du Prêt N.68/08826	Banque des Territoires	973 185,42	116 005,15	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		7 241,87	53 661,15
SEQENS	1999		Renégociation du Prêt N.67/0882265	Banque des Territoires	223 124,20	26 596,74	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		1 660,36	12 303,00
SEQENS	1999		Renégociation Prêt N.43/0882266	Banque des Territoires	177 701,82	21 182,32	1,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		1 322,35	9 798,43
SEQENS	2018		1346065	Banque des Territoires	1 378 070,77	1 004 257,57	16,16		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		43 923,64	41 543,35
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	420 575,37	415 019,72	57,16		R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,690	A-1		12 846,47	0,00
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	23 083,79	22 404,76	37,16		R	Livret A	0,800	R	Livret A	2,800	A-1		630,75	121,92

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	158 553,66	156 459,23	57,16		R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,690	A-1		4 843,02	0,00
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	70 506,16	69 076,55	37,16		R	Livret A	2,110	R	Livret A	4,110	A-1		2 841,45	58,44
SEQENS	2020		ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	409 519,34	404 109,74	57,16		R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,690	A-1		12 508,76	0,00
SEQENS	2020		AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	Banque des Territoires	2 527 334,50	2 311 454,88	12,58		R	Livret A	3,920	R	Livret A	4,050	A-1		97 664,90	100 024,14
SEQENS	2020		AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	Banque des Territoires	1 018 485,86	931 488,94	12,58		R	Livret A	3,920	R	Livret A	4,050	A-1		39 357,80	40 308,54
SEQENS	2022		ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	108 000,00	108 000,00	37,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2022		ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	220 564,00	222 306,34	39,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2022		ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	256 745,00	259 066,80	79,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2022		ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	393 570,00	398 025,61	39,25		R	Livret A	4,030	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2022		ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	248 379,00	250 894,62	39,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
SEQENS	2022		ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	272 150,00	274 611,11	79,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALDEVY	2007		REHAB.50 LOGT 135 G.PERI	Banque des Territoires	404 853,00	53 942,01	2,75		R	Livret A	1,380	R	Livret A	3,600	A-1		2 535,64	16 492,55
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION CONTRAT N 134 ET 151	Banque des Territoires	1 658 667,48	56 605,61	0,67		R	Livret A	1,550	R	Livret A	3,600	A-1		4 004,79	54 638,61
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION CONTRAT N140/145/146/147/148/149	Banque des Territoires	2 026 335,14	458 697,42	4,18		R	Livret A	2,640	R	Livret A	4,300	A-1		23 164,68	80 015,96
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION DES CONTRATS N 49 ET 81	Banque des Territoires	6 049 490,56	2 853 534,19	12,07		R	Livret A	2,000	R	Livret A	3,300	A-1		99 895,27	173 595,18
VALDEVY	2006		RENEGOCIATION CONTR. N 150-154-157-163-164-168-175	Banque des Territoires	6 357 610,28	1 741 096,10	6,07		R	Livret A	1,850	R	Livret A	3,210	A-1		62 911,43	218 761,48
VALDEVY	2009		Amélioration 261 logts 19 rue Mars 1962	Banque des Territoires	2 020 000,00	617 444,24	4,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,250	A-1		23 648,83	110 212,05
VALDEVY	2010		CONST.5 LOGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	236 268,00	167 828,86	20,00		R	Livret A	1,860	R	Livret A	3,130	A-1		5 389,15	4 348,53
VALDEVY	2010		CONST.5LOGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	261 226,00	226 436,34	35,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,130	A-1		7 136,41	1 563,84
VALDEVY	2010		ACQ/AMEL.2LGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	190 481,00	147 230,70	25,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,600	A-1		3 901,96	2 844,63
VALDEVY	2010		CONSTR.1LGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	38 186,00	28 278,27	25,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,800	A-1		520,69	649,12
VALDEVY	2010		AMELI.616 LOGT RUES SEVERINE/GIDE	Banque des Territoires	1 270 180,00	383 159,04	5,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		11 434,35	56 623,57
VALDEVY	2010		Réhabilitation ascenseurs Martinets	Banque des Territoires	1 711 728,00	781 643,75	10,25		R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-1		29 834,02	47 078,93
VALDEVY	2013		RUE 19 MARS 1962	Banque des Territoires	786 731,00	624 020,49	28,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		22 723,77	7 195,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALDEVY	2013		CONSTR.10 LOGEMENTS	Banque des Territoires	87 415,00	66 779,33	28,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 897,24	979,18
VALDEVY	2011		52/52bis RUE DE LA CONVENTION	Banque des Territoires	419 644,00	221 782,64	11,42		R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-1		8 462,60	13 289,47
VALDEVY	2013		CONSTR.1 LOGT RUE DU 9 MARS 1962	Banque des Territoires	49 394,00	37 679,92	28,42		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 072,04	607,16
VALDEVY	2015		REHAB 120 LOGT 50 R M SEMBAT	Banque des Territoires	847 795,00	492 785,16	10,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,550	A-1		13 370,84	31 561,65
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	7 430 504,86	6 503 714,41	33,67		R	Livret A	1,370	R	Livret A	3,600	A-1		235 758,53	45 133,70
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	2 258 686,59	2 041 380,14	43,67		R	Livret A	1,410	R	Livret A	3,600	A-1		73 551,48	1 716,60
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	1 390 611,45	1 195 535,80	33,67		R	Livret A	0,580	R	Livret A	2,800	A-1		33 805,70	11 810,76
VALDEVY	2016		CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	441 217,87	392 247,85	43,67		R	Livret A	0,570	R	Livret A	2,800	A-1		11 021,59	1 380,50
VALDEVY	2015		REHAB 88 PARKINGS RUE 19 MARS 1962	Banque des Territoires	1 877 677,00	1 277 771,36	11,50		R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-2		47 115,35	77 117,46
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	53 557,00	47 320,51	31,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 332,92	283,84
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	25 326,00	23 219,60	41,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		621,44	0,00
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	304 445,00	283 967,74	41,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		8 942,57	0,00
VALDEVY	2016		ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	750 756,00	677 506,17	31,58		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		24 453,59	1 760,30

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALDEVY	2016		REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	Banque des Territoires	522 000,00	403 276,13	16,58		F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	2,750	A-1		11 457,13	13 346,69
VALDEVY	2015		REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	Banque des Territoires	648 538,00	541 985,32	21,58		R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-2		19 457,78	9 084,18
VALDEVY	2018		REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	Banque des Territoires	400 000,00	343 686,93	18,83		F	Taux Fixe	0,500	F	Taux Fixe	2,750	A-1		9 707,13	9 299,63
VALDEVY	2018		REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	Banque des Territoires	1 064 507,00	928 945,57	18,83		R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		34 217,48	21 540,04
VALDEVY	2018		REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	Banque des Territoires	753 130,00	657 221,40	18,83		R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		24 208,59	15 239,40
VALDEVY	2018		REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	Banque des Territoires	661 500,00	568 372,29	18,83		F	Taux Fixe	0,500	F	Taux Fixe	2,750	A-1		16 053,17	15 379,25
VALOPHIS HABITAT	2010		CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	424 486,00	316 798,12	29,25		R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		8 355,24	4 557,20
VALOPHIS HABITAT	2010		CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	829 200,00	568 069,23	23,25		R	Livret A	1,750	R	Livret A	4,000	A-1		22 971,53	6 219,08
VALOPHIS HABITAT	2010		CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	591 000,00	486 995,61	35,25		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,130	A-1		20 355,19	5 866,05
VALOPHIS HABITAT	2010		ACQUISITION 9 LOGTS 11/13 RUE 14 JUILLET	Banque des Territoires	832 304,16	637 607,37	30,75		R	Livret A	1,390	R	Livret A	2,600	A-1		16 799,02	8 508,66
VALOPHIS HABITAT	2010		ACQUISITION 9 LOGTS RUE 14 JUILLET FONCIER	Banque des Territoires	273 000,00	219 762,61	35,75		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		8 018,33	2 968,73
VALOPHIS HABITAT	2010		114 CONST 114 LOGTS PLATS ZAC LACROIX GAMBETTA 41 RUE G.PERI	Banque des Territoires	2 719 266,14	1 368 114,77	15,33		R	Livret A	1,750	R	Livret A	4,000	A-1		56 418,93	42 358,38
VALOPHIS HABITAT	2009		1186594	Banque des Territoires	583 220,22	385 421,01	26,92		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		16 481,68	6 999,85

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALOPHIS HABITAT	2009		1201036	Banque des Territoires	279 923,97	88 816,53	4,92		R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	4,520	A-2		4 410,64	16 225,40
VALOPHIS HABITAT	2009		1201103	Banque des Territoires	1 338 953,53	619 796,29	8,67		R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	4,520	A-2		29 297,83	61 057,86
VALOPHIS HABITAT	1998		CONSTRUCTION DE 13 LOGS PLATS 32 A 48 RUE E.RECLUS	Banque des Territoires	445 252,52	169 682,19	15,33		R	Livret A	1,550	R	Livret A	3,800	A-1		6 653,23	5 402,81
VALOPHIS HABITAT	2015		CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	1 102 503,00	978 835,71	40,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		34 304,72	0,00
VALOPHIS HABITAT	2015		CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	1 033 577,00	344 966,22	30,83		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		12 498,82	2 223,28
VALOPHIS HABITAT	2015		CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	126 691,00	109 245,29	40,84		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		3 065,24	227,59
VALOPHIS HABITAT	2015		CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	118 771,00	96 826,55	30,83		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		2 737,41	938,12
VALOPHIS HABITAT	1998		6 LOGTS PLATS 11 BIS RUE E.RECLUS ET GABRIEL PERI	Banque des Territoires	307 358,27	112 840,97	15,16		R	Livret A	1,550	R	Livret A	3,800	A-1		4 424,49	3 592,94
VALOPHIS HABITAT	2001		Constr logts PLA ZAC Lacroix-Gambetta	Banque des Territoires	927 433,99	442 491,83	15,16		R	Livret A	1,740	R	Livret A	3,800	A-1		17 189,95	9 875,23
VALOPHIS HABITAT	2001		Acquisition terrain ZAC Lacroix-Gambetta	Banque des Territoires	367 963,37	238 398,11	26,92		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,800	A-1		9 206,52	3 878,80
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	40 646,16	39 295,93	55,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,550	A-1		1 002,13	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	289 012,65	274 087,13	35,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,110	A-1		10 540,72	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	115 816,95	107 716,26	35,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		3 023,96	282,34

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	62 860,80	60 772,63	55,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,550	A-1		1 549,84	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	508 402,55	491 513,93	55,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,550	A-1		12 534,71	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018		CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	231 406,41	218 107,32	35,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		7 695,09	0,00
VILOGIA	2023		REHABILITATION DE 77 LOGEMENTS SITUES 21-23 RUE DANTON/60 LE KREMLIN BICETRE	Banque des Territoires	2 369 552,00	2 301 075,12	23,09		R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,600	A-1		29 066,84	68 476,88
TOTAL GENERAL					**157 390 530,00**	**82 712 475,63**											**2 785 257,63**	**4 594 023,71**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	3 433 815,31
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**3 433 815,31**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**51 207 488,69**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**6,71**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
taxe de séjour	0,00	842 460,52	0,00	842 460,52
taxe de séjour	0,00	0,00	290 176,83	-290 176,83
taxe de séjour	0,00	0,00	111 003,13	-111 003,13
taxe de séjour	0,00	0,00	50 437,74	-50 437,74
taxe de séjour	0,00	0,00	296 285,44	-296 285,44
taxe de séjour	0,00	0,00	30 980,29	-30 980,29
taxe de séjour	0,00	0,00	32 517,19	-32 517,19
taxe de séjour	0,00	0,00	31 059,90	-31 059,90
Total	**0,00**	**842 460,52**	**842 460,52**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
731721	Taxe de séjour	842 460,52
	Total	**842 460,52**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**842 460,52**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
611	Contrats de prestations de services	290 176,83
	Total	**290 176,83**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-290 176,83**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
61358	Locations mobilières - Autres	111 003,13
	Total	**111 003,13**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-111 003,13**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers	50 437,74
	Total	**50 437,74**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-50 437,74**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6232	Fêtes et cérémonies	296 285,44
	Total	**296 285,44**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-296 285,44**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6236	Catalogues et imprimés	30 980,29
	Total	**30 980,29**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-30 980,29**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6238	Publicité, publications, relations publiques - Divers	32 517,19
	Total	**32 517,19**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-32 517,19**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6288	Divers - Autres	31 059,90
	Total	**31 059,90**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-31 059,90**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					**35 158 049,09**	**35 158 049,09**	**0,00**
8017 Subventions à verser en annuités					**35 158 049,09**	**35 158 049,09**	**0,00**
2009	Acquisition 18/20 rue de la Runion	E.P.F.I.F	6	X	160 843,77	160 843,77	0,00
2009	Acquisition 173 rue Gabriel Pri	E.P.F.I.F	6	X	216 228,36	216 228,36	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergoni (lots2/5)	E.P.F.I.F	6	X	178 911,29	178 911,29	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergoni (lots1/6/7 et 8)	E.P.F.I.F	6	X	133 253,95	133 253,95	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergoni (lots 3/4)	E.P.F.I.F	6	X	163 090,00	163 090,00	0,00
2009	Acquisition 128 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	6	X	251 042,18	251 042,18	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Gnral Leclerc (lots 19/20/21/22/23/28)	E.P.F.I.F	6	X	309 661,02	309 661,02	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Gnral Leclerc (lot N.48)	E.P.F.I.F	6	X	92 494,00	92 494,00	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Gnral Leclerc (lot N.16)	E.P.F.I.F	6	X	91 434,52	91 434,52	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Gnral Leclerc (lot N.31/32/33/34 et 35)	E.P.F.I.F	6	X	206 000,00	206 000,00	0,00
2009	Acquisition 62/66 rue du Gnral Leclerc (lots 28/34)	E.P.F.I.F	6	X	177 910,00	177 910,00	0,00
2010	Acquisition 5 rue Professeur Bergoni	E.P.F.I.F	5	X	220 000,00	220 000,00	0,00
2010	Acquisition 119 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	5	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2010	Acquisition 131 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	0	X	200 000,00	200 000,00	0,00
2010	Acquistion 169 rue G.Pri - 24 rue de la Runion - 124 Av. Ch. Gide - 126 av. Ch.Gide	E.P.F.I.F	5	X	700 000,00	700 000,00	0,00
2010	Acquisition 62/66 rue du Gnral Leclerc (lot 35)	E.P.F.I.F	5	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2010	Acquisition 68/72 rue du Gnral Leclerc (lots 39/46)	E.P.F.I.F	5	X	80 000,00	80 000,00	0,00
2010	Acquisition 68 rue du Gnral Leclerc (lot 9	E.P.F.I.F	5	X	65 000,00	65 000,00	0,00
2010	Acquisition 68/72 rue du Gnral Leclerc (lots 24/25/26/27/29/30/54)	E.P.F.I.F	5	X	230 000,00	230 000,00	0,00
2011	Acquisition 3 rue Professeur Bergoni (lots 9/10 et 11)	E.P.F.I.F	4	X	45 000,00	45 000,00	0,00
2011	Acquisition 11 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2011	Acquisition 4 rue de la Runion	E.P.F.I.F	4	X	140 000,00	140 000,00	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
2011	Acquisition 4 rue Rossel	E.P.F.I.F	4	X	410 000,00	410 000,00	0,00
2011	Acquisition 13 rue Babeuf	E.P.F.I.F	4	X	290 000,00	290 000,00	0,00
2012	Acquisition 5/7 rue de l'avenir et 2/4 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	3	X	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
2012	Acquisition 11 rue Professeur Bergoni	E.P.F.I.F	3	X	235 000,00	235 000,00	0,00
2012	Acquisition 68 rue du Gnral Leclerc (lot 12)	E.P.F.I.F	3	X	65 000,00	65 000,00	0,00
2012	Acquisition 66 rue du Gnral Leclerc (lot 6)	E.P.F.I.F	3	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2012	Acquisition 68 rue du Gnral Leclerc (lots 6+7)	E.P.F.I.F	3	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2013	Acquisition 12 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	2	X	400 000,00	400 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Gnral Leclerc (boulangerie/local commercial lots12/1/4/7)	E.P.F.I.F	2	X	470 000,00	470 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Gnral Leclerc (lot 3/11)	E.P.F.I.F	2	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Gnral Leclerc (lots 2/8/9)	E.P.F.I.F	2	X	160 000,00	160 000,00	0,00
2014	Acquisition 66 rue du gnral Leclerc (lot 5)	E.P.F.I.F	2	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2014	Acquisition 6 rue de la runion	E.P.F.I.F	1	X	350 000,00	350 000,00	0,00
2015	Acquisition 12 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	5	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 23 b rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	410 000,00	410 000,00	0,00
2016	Acquisition 13 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	4	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 8 rue de l avenir	E.P.F.I.F	4	X	600 000,00	600 000,00	0,00
2016	Acquisition 19 rue de la runion	E.P.F.I.F	4	X	320 000,00	320 000,00	0,00
2016	Acquistion 62 rue du gnral Leclerc (lots 31/32/33/18/10)	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2016	Acquisition 10 rue de l?avenir	E.P.F.I.F	4	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 20 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2017	Acquisition 5 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	315 000,00	315 000,00	0,00
2017	Acquisition 19 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	342 000,00	342 000,00	0,00
2017	Acquisition 20 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2017	Acquisition 15 rue de la Runion	E.P.F.I.F	3	X	540 000,00	540 000,00	0,00
2017	Acquisition 10 bis rue Rossel	E.P.F.I.F	3	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2017	Acquisition 11 rue de la runion	E.P.F.I.F	1	X	198 000,00	198 000,00	0,00
2018	Acquisition 72 rue du Gnral Leclerc lots 40 et 41	E.P.F.I.F	2	X	125 000,00	125 000,00	0,00
2018	Acquisition 72 rue du Gnral Leclerc lot 47	E.P.F.I.F	2	X	60 000,00	60 000,00	0,00
2018	Acquisition 74 rue du Gnral Leclerc lots 106/115/117/119/122	E.P.F.I.F	2	X	240 000,00	240 000,00	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
2018	Acquisition 12 rue Rossel (2 appartements)	E.P.F.I.F	2	X	540 000,00	540 000,00	0,00
2018	Acquisition 2-2b rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	2	X	245 000,00	245 000,00	0,00
2018	Participation capital	Agence France Locale	3	A	182 400,00	182 400,00	0,00
2019	Acquisition 68 avenue du Gnral Leclerc	E.P.F.I.F	1	X	70 000,00	70 000,00	0,00
2019	Acquisition 72 avenue du Gnral Leclerc (lots 37/38 et 51)	E.P.F.I.F	1	X	120 000,00	120 000,00	0,00
2019	Acquisition 12 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	1	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2019	Acquisition 7 rue de la runion	E.P.F.I.F	1	X	425 000,00	425 000,00	0,00
2019	Acquisition 9 rue du Professeur Bergoni	E.P.F.I.F	1	X	270 000,00	270 000,00	0,00
2019	Acquisition 135 avenue de Fontainebleau (loft usage mixte)	E.P.F.I.F	1	X	675 000,00	675 000,00	0,00
2019	Acquisition 66 rue du Gnral Leclerc (lot 17)	E.P.F.I.F	1	X	10 000,00	10 000,00	0,00
2019	Acquisition 23 rue R Schuman	E.P.F.I.F	1	X	495 000,00	495 000,00	0,00
2020	Acquisition 15 rue Babeuf	E.P.F.I.F	1	X	430 000,00	430 000,00	0,00
2020	Acquisition 195 rue G Pri	E.P.F.I.F	1	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2020	Acquisition 14 rue de l avenir	E.P.F.I.F	1	X	282 000,00	282 000,00	0,00
2020	Acquisition 76 rue du gnral Leclerc	E.P.F.I.F	1	X	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
2020	Acquisition 12 rue Rossel	E.P.F.I.F	1	X	1 060 000,00	1 060 000,00	0,00
2020	Acquisition 197 rue Gabriel Pri	E.P.F.I.F	1	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2021	Acquisition 125 avenue de Fontainebleau	E.P.F.I.F	1	X	3 600 000,00	3 600 000,00	0,00
2021	Acquisition 21 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	1	X	230 000,00	230 000,00	0,00
2022	Acquisition 62-66 rue du Gnral leclerc	E.P.F.I.F	4	X	823 000,00	823 000,00	0,00
2022	Acquisition 3, rue Professeur Bergogni	E.P.F.I.F	4	X	190 000,00	190 000,00	0,00
2022	Acquisition 68, rue du Gal Leclerc	E.P.F.I.F	4	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2022	Acquistion 21, rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	690 000,00	690 000,00	0,00
2022	Acquisition 16, rue de la Runion	E.P.F.I.F	4	X	188 700,00	188 700,00	0,00
2023	Acquisition 13, rue de la Runion	E.P.F.I.F	4	X	215 000,00	215 000,00	0,00
2023	Acquisition 3, rue de la Runion	E.P.F.I.F	4	X	520 000,00	520 000,00	0,00
2023	Acquisition 15-17 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	650 000,00	650 000,00	0,00
2023	Acquisition 84, rue Charles Gides	E.P.F.I.F	4	X	660 000,00	660 000,00	0,00
2023	Acquisition 175, rue Gabriel Pri	E.P.F.I.F	4	X	1 150 000,00	1 150 000,00	0,00
2024	Acquisition 10, rue Robert Schumann	E.P.F.I.F	4	X	220 000,00	220 000,00	0,00
2024	Acquisition 49, rue Marcel Sembat	E.P.F.I.F	4	X	650 000,00	650 000,00	0,00
2024	Acquisition 6 rue de l'Avenir	E.P.F.I.F	4	X	230 000,00	230 000,00	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
2024	Acquisition 5 rue de la Runion	E.P.F.I.F	4	X	430 000,00	430 000,00	0,00
2024	Acquisition 14 rue Robert Schumann	E.P.F.I.F	4	X	550 000,00	550 000,00	0,00
2024	Acquisition 4 rue Roger Salengro	E.P.F.I.F	4	X	1 130 000,00	1 130 000,00	0,00
2024	Acquisition 5 rue Roger Salengro	E.P.F.I.F	4	X	626 080,00	626 080,00	0,00
2024	Acquisition 30 rue Eugne Thomas - local commercial	SAF94	12	X	360 000,00	360 000,00	0,00
2024	36/38 av de Fontainebleau - galerie Grand SudSAF94	SAF94	12	X	550 000,00	550 000,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des délégations de service public					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 644 920,79**	
Personnes de droit privé	**651 512,79**	
Associations	**650 951,80**	
ACCUEIL FRATERNEL 94	350,00	
ADASE	61 250,00	Centre 1 rue Jean Mermoz - 2 place Edouard Herriot
ADIL 94	3 673,80	
AFRIXELLENCE	300,00	
AGECAM/ECAM	43 500,00	
AMICALE DES BOULISTES DU KB	350,00	
ARBRE SEC L'	200,00	Maison des associations
ART COEUR	1 300,00	
ASSOCIATION FRATERNITE BOGANDA	300,00	
ASSOCIATION REDIGE ASSISTANCE	1 300,00	
AVANT QUE CA COMMENCE	300,00	
BRUITS DU SOURIRE	750,00	
CATS LOVE KB	300,00	
CFDT	250,00	
CIFF CIDF DU VAL DE MARNE	14 000,00	
CITOYENNETE ACTIVE	7 000,00	
COMPAGNIE LA RECHAPPE	1 750,00	Maison des associations
COMPAGNIE LES OISEAUX DE NUIT	1 050,00	Maison des associations
COMPAGNIE THE SINGING MICE	300,00	Maison des associations
COS PERSO DU K.B	30 278,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE	400,00	
CSAKB	267 500,00	Ensemble des Installations Sportives
ECHANGE PATCHWORK	300,00	Maison des associations
EPITANIME	650,00	
EVADEH ETUDIANTS VOLONTAIRES AID	2 000,00	
FLAM SEGA	150,00	
FORCE OUVRIERE DES COMMUNAUX KB	250,00	
HISTOIRE DE FEMMES	1 200,00	
HUSH	850,00	
KAROTTE	300,00	
KARTA FONDATION	300,00	
KB API	200,00	Maison des associations
KREMLIN BICETRE FUTSAL	64 750,00	Halle des sports
KREMLINPRO	250,00	Maison des associations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
L ATELIER DES ARTS	1 900,00	Maison des associations
LA FACULTE DE MEDECINE/ ASKB	600,00	
LA GRANGE AUX QUEULX	800,00	
LA RUCHE DU KB	550,00	
LES BUVEURS DE THE	1 200,00	
LES MAKABÉS	1 000,00	
LES PETITS CAILLOUX	65 000,00	Location, entretien et fluides du local situé 40 avenue Charles Gide
LES RESTAURANTS DU COEUR	400,00	local situé 3 rue Yitzak Rabin
LIGUE CONTRE LE CANCER	500,00	
LIGUE DES DROIT DE L HOMME	200,00	Maison des associations
MCKB	1 000,00	
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	2 000,00	
POWER OF SHARING	150,00	Maison des associations
RAFAMIRAY ASSOCIATION	250,00	
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	150,00	
SECOURS CATHOLIQUE	350,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	3 000,00	
SOC DES MEMBRES DE LA LEGION D'H	200,00	
SOCIETAT VALENTINAS	250,00	
SOUFFLEURS DE BRAISE	250,00	Maison des associations
STOP A L'ALCOOL	350,00	
TERRAS DO MINHO	350,00	
UD94 CGL	250,00	
UFAC ASSOCIATION DES ANCIENS COM	3 000,00	
UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT	250,00	
USKB UNION SPORTIVE DU K.BICETRE	58 450,00	
VOIX ET SPECTACLE	950,00	Maison des associations
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**560,99**	
PERSONNES PHYSIQUES	560,99	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**993 408,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**993 408,00**	
Budget annexe marché forain	256 408,00	
C.C.A.S. (Centre Communal d'Action Sociale)	705 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
C.D.E. (Caisse Des Ecoles)	30 000,00	
ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND-ORLY SEINE BIEVRE	2 000,00	
Autres	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**136,10**	**1,89**	**137,99**	**92,70**	**45,29**	**137,99**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	34,10	0,37	34,47	30,10	4,37	34,47
Adjoint administratif pal 2 cl	C	13,00	0,60	13,60	12,60	1,00	13,60
Adjoint administratif terr.	C	31,20	0,92	32,12	22,20	9,92	32,12
Attaché	A	27,80	0,00	27,80	9,80	18,00	27,80
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	6,00	2,00	8,00
Rédacteur	B	13,00	0,00	13,00	5,00	8,00	13,00
Rédacteur principal 1 cl	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Rédacteur principal 2 cl	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**275,20**	**0,00**	**275,20**	**192,60**	**82,60**	**275,20**
Adjoint technique pal 1 cl	C	55,80	0,00	55,80	54,80	1,00	55,80
Adjoint technique pal 2 cl	C	47,00	0,00	47,00	44,00	3,00	47,00
Adjoint technique territorial	C	134,60	0,00	134,60	60,00	74,60	134,60
Agent de maîtrise	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
Agent de maîtrise principal	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Ingénieur	A	4,00	0,00	4,00	1,00	3,00	4,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	0,80	0,00	0,80	0,80	0,00	0,80
Technicien	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 1 cl	B	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Technicien principal de 2 cl	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**17,80**	**1,00**	**18,80**	**11,80**	**7,00**	**18,80**
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Assistant socio-éducatif cl ex	A	0,80	0,00	0,80	0,80	0,00	0,80
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Educateur ter. jeunes enfants	A	5,00	1,00	6,00	2,00	4,00	6,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**18,90**	**0,00**	**18,90**	**8,90**	**10,00**	**18,90**
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	12,00	0,00	12,00	4,00	8,00	12,00
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	3,90	0,00	3,90	2,90	1,00	3,90
Infirmier de classe supérieure	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**
Pédicures-pod,ergothé. h cl	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**1,00**	**1,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	1,00	1,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**13,60**	**0,00**	**13,60**	**9,60**	**4,00**	**13,60**
Adjoint du patrimoine pal 1 cl	C	2,80	0,00	2,80	2,80	0,00	2,80
Adjoint territorial patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Assistant conservation pal 1c	B	1,80	0,00	1,80	1,80	0,00	1,80
Assistant conservation pal 2c	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Assistant de conservation	B	6,00	0,00	6,00	3,00	3,00	6,00
Conservateur (bibliothèque)	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**70,10**	**2,28**	**72,38**	**49,60**	**22,78**	**72,38**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	6,30	0,00	6,30	3,80	2,50	6,30
Adjoint territorial animation	C	29,00	2,28	31,28	20,00	11,28	31,28
Animateur	B	14,00	0,00	14,00	5,00	9,00	14,00
Animateur principal de 1ère cl	B	3,80	0,00	3,80	3,80	0,00	3,80
Animateur principal de 2ème cl	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
FILIERE POLICE (j)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Gardien-brigadier	**C**	**7,00**	**0,00**	**7,00**	**7,00**	**0,00**	**7,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**0,00**	**11,00**	**11,00**
Assistante maternelle		9,00	0,00	9,00	0,00	9,00	9,00
Collaborateur de cabinet		2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**553,70**	**6,17**	**559,87**	**376,20**	**183,67**	**559,87**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	499	0,00	332-23-2°	CDD
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	525	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	558	0,00	A	A
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	478	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif pal 2 cl	C	ADM	430	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	371	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	378	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	381	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	374	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	378	0,00	A	A
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDI
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	404	0,00	332-13	CDD
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	ANIM	368	0,00	332-8-2°	CDI
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	499	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	430	0,00	A	CDI
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	461	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	461	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	332-14	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	432	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	432	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	419	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	A	A
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	A	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	A	A
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	432	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	419	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	401	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	356	0,00	332-10	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	378	0,00	A	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-10	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	A	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	378	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	381	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	371	0,00	332-10	CDI
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-13	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	368	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	389	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	397	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	431	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	395	0,00	332-8-2°	CDD
Animateur	B	ANIM	395	0,00	332-14	CDD
Animateur	B	ANIM	513	0,00	A	CDD
Animateur	B	ANIM	389	0,00	A	CDD
Animateur	B	ANIM	431	0,00	332-14	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Animateur	B	ANIM	500	0,00	332-8-2°	CDD
Assistant conservation pal 2c	B	CULT	599	0,00	A	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	397	0,00	332-13	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	389	0,00	332-14	CDD
Assistant de conservation	B	CULT	389	0,00	332-14	CDD
Assistante maternelle		OTR		0,00	A	CDD
Assistante maternelle		OTR		0,00	A	A
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	A
Assistante maternelle		OTR		0,00	A	A
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	332-14	CDD
Assistante maternelle		OTR	0	0,00	A	A
Attaché	A	ADM	693	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	332-8-2°	CDI
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	653	0,00	326_352	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-14	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-14	CDD
Attaché principal	A	ADM	896	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché principal	A	ADM	946	0,00	332-8-2°	CDI
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	389	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	434	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	416	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	389	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	389	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	452	0,00	332-23-1°	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	452	0,00	332-14	CDD
Auxiliaire puériculture cl. nl	B	MS	397	0,00	332-8-2°	CDD
Auxiliaire puériculture cl.sup	B	MS	484	0,00	332-8-2°	CDD

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	A	CDD
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	A	CDD
Educateur de jeunes enf. cl ex	A	S	761	0,00	332-8-2°	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	596	0,00	332-13	CDD
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	680	0,00	A	A
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	570	0,00	A	A
Educateur ter. jeunes enfants	A	S	547	0,00	332-8-2°	CDD
Infirmier en soins généraux	A	MS	514	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	611	0,00	332-8-2°	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	332-14	CDD
Ingénieur	A	TECH	646	0,00	332-8-2°	CDD
Pédicures-pod,ergothé. h cl	A	MT	631	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	389	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	452	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	401	0,00	332-14	CDD
Rédacteur	B	ADM	415	0,00	332-24	A
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	528	0,00	332-14	CDD
Rédacteur principal 2 cl	B	ADM	567	0,00	332-13	CDD
Technicien principal de 1 cl	B	TECH	684	0,00	332-14	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	499	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	374	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.

332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
11/03/2016 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC STATIONNEMENT	Q PARK Européenne de Stationnement	Q PARK Européenne de Stationnement	Privé	0,00
29/03/2021 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC MOBILIER URBAIN	JC DECAUX	JC DECAUX	Privé	0,00
Détention d'une part du capital				
08/11/2000 - Acquisition de 6 parts sociales	CAISSE D'EPARGNE	Etablissement de crédit	Privé	116,00
29/11/2018 - Participation capital	Agence France Locale	Etablissement de crédit	Public	182 400,00
16/09/2021 - Acquisition de 823 parts sociales	Kremlin Bicêtre Habitat	Société coopérative d'intérêt collectif HLM	HLM	255 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/09/1987 - Quartier du Fort E	CDC HABITAT	ESH	Privé	1 385 593,87
01/09/1987 - Quartier du Fort C	CDC HABITAT	ESH	Privé	1 293 209,77
01/09/1987 - Quartier du Fort B	CDC HABITAT	ESH	Privé	4 847 878,75
01/02/1988 - QUARTIER DU FORT A	CDC HABITAT	ESH	Privé	3 028 841,85
01/10/1990 - QUARTIER DU FORT F	CDC HABITAT	ESH	Privé	6 054 743,04
01/04/1993 - ZAC G.PERI	CDC HABITAT	ESH	Privé	3 931 411,10
19/12/1996 - CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS PLA ZAC LACROIX GAMBETTA	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	190 561,27
01/03/1997 - 1bis-11 rue Babeuf / 94 PLAA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	91 469,40
01/03/1998 - 6 Log. PLATS ZAC G.PERI	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	237 443,70
01/03/1998 - 6 LOGTS PLATS 11 BIS RUE E.RECLUS ET GABRIEL PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	307 358,27
01/05/1998 - CONSTRUCTION DE 13 LOGS PLATS 32 A 48 RUE E RECLUS	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	445 252,52
01/06/1998 - ZAC Salengro / 66 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	3 226 969,92
01/06/1998 - 1bis-11 rue Babeuf/94 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 127 512,93
01/01/1999 - Construction de 2 log.PLATS	ICF LA SABLIERE	ESH	Privé	54 660,15
01/09/1999 - Renégociation Prêt N.42/0882263	SEQENS	ESH	Privé	414 583,60
01/09/1999 - Renégociation du Prêt N.68/08826	SEQENS	ESH	Privé	973 185,42
01/09/1999 - Renégociation du Prêt N.67/0882265	SEQENS	ESH	Privé	223 124,20
01/09/1999 - Ren?gociation Prêt N.43/0882266	SEQENS	ESH	Privé	177 701,82
21/03/2000 - FINANCEMENT DE 148 LOGEMENTS AU KREMLIN BICETRE	ANTIN RESIDENCES	ESH	Privé	5 226 263,61
01/11/2000 - 1BIS 11 RUE BABEUF/94 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	557 963,40

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/12/2001 - Constr logts PLA ZAC Lacroix-Gambetta	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	927 433,99
01/12/2001 - Acquisition terrain ZAC Lacroix-Gambetta	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	367 963,37
01/12/2003 - Renovation du foyer jour 16 rue A France	ETAI	ASSOCIATION	Public	262 485,00
18/12/2003 - ACQUISITION ET AMELIORATION DE LA RESIDENCE COMMUNAUTAIRE	ETAI	ASSOCIATION	Public	247 213,50
06/01/2004 - CONSTRUCTION FOYER DE VIE ET HEBERGEMENT 16 RUE ANATOLE FRANCE	ETAI	ASSOCIATION	Public	2 679 682,50
01/08/2004 - CONSTRUCTION DE 42 LOGTS 7 RUE CHARLES RICHET	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 531 440,00
01/08/2004 - ACQUISITION TERRAIN 7 RUE CHARLES RICHET	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 527 996,00
25/01/2006 - RENEGOCIATION DES CONTRATS N 49 ET 81	VALDEVY	OPH	Public	6 049 490,56
25/01/2006 - RENEGOCIATION CONTR. N?150-154-157-163-164-168-175	VALDEVY	OPH	Public	6 357 610,28
01/02/2006 - ACQUISITION D'UN LOGT 36 DANTON	HABITAT & HUMANISME	ASSOCIATION	Privé	10 000,00
05/03/2006 - RENEGOCIATION CONTRAT N 140/145/146/147/148/149	VALDEVY	OPH	Public	2 026 335,14
01/08/2006 - 30-32 Av.Fontainebleau	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	3 135 039,40
01/09/2006 - RENEGOCIATION CONTRAT N 134 ET 151	VALDEVY	OPH	Public	1 658 667,00
01/09/2006 - 55 Log. PLA ZAC G.PERI	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	3 169 999,73
01/01/2007 - 3-15 Rue J.F. Kennedy A	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	3 736 370,89
01/04/2007 - 3-3 Bis Rue A.France A	1001 VIES HABITAT	ESH	Privé	671 057,82
01/05/2007 - 3-15 Rue J.F. Kennedy B	IMMOBILIERE 3F	ESH	Privé	523 575,19
01/10/2007 - REHAB 50 LOGT 135 G PERI	VALDEVY	OPH	Public	404 853,00
01/11/2007 - 3-3 Bis Rue A.France B	1001 VIES HABITAT	ESH	Privé	674 076,37
01/03/2008 - acquisition logt 47 bis rue G peri	HABITAT & HUMANISME	ASSOCIATION	Privé	30 000,00
01/01/2009 - RECONSTRUCTION IMPRO SEGUIN	APOGEI 94	ASSOCIATION	Privé	1 129 250,00
01/05/2009 - Amélioration 261 logts 19 rue Mars 1962	VALDEVY	OPH	Public	2 020 000,00
01/12/2009 - 1186594	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	583 220,22
01/12/2009 - 1201036	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	279 923,97
01/12/2009 - 1201103	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 338 953,53
01/01/2010 - CONST.5 LOGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	236 268,00
01/01/2010 - CONST.5LOGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	261 226,00
01/01/2010 - ACQ/AMEL 2LGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	190 481,00
01/01/2010 - CONSTR.1LGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	38 186,00
01/01/2010 - AMELI.616 LOGT RUES SEVERINE/GIDE	VALDEVY	OPH	Public	1 270 180,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	424 486,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	829 200,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	591 000,00
01/04/2010 - Rehabilition ascenseurs Martinets	VALDEVY	OPH	Public	1 711 728,00
01/05/2010 - 114 CONST 114 LOGTS PLATS ZAC LACROIX GAMBETTA 41 RUE G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	2 719 266,14
01/06/2010 - 21 logements PLA LM ZAC Salengro	SEQENS	ESH	Privé	110 978,97
01/10/2010 - ACQUISITION 9 LOGTS 11/13 RUE 14 JUILLET	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	832 304,16
01/10/2010 - ACQUISITION 9 LOGTS RUE 14 JUILLET FONCIER	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	273 000,00
01/06/2011 - 52/52bis RUE DE LA CONVENTION	VALDEVY	OPH	Public	419 644,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/06/2011 - 1BIS - 11 RUE BABEUF	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	2 641 559,19
01/07/2011 - 1 BIS - 11 RUE BABEUF	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 128 087,78
01/02/2013 - RUE 19 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	786 731,00
01/02/2013 - CONSTR.10 LOGEMENTS	VALDEVY	OPH	Public	87 415,00
01/06/2013 - CONSTR.1 LOGT RUE DU 9 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	49 394,00
01/04/2015 - REHAB 120 LOGT 50 R M SEMBAT	VALDEVY	OPH	Public	847 795,00
01/08/2015 - Construction 17 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	950 054,35
01/08/2015 - Construction 17 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	310 566,18
01/10/2015 - REHAB 88 PARKINGS RUE 19 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	1 877 677,00
01/11/2015 - CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 102 503,00
01/11/2015 - CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 033 577,00
01/11/2015 - CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	126 691,00
01/11/2015 - CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	118 771,00
01/11/2015 - REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	VALDEVY	OPH	Public	648 538,00
17/12/2015 - FINANCER REMPLACEMENT DE CHAUDIERES ET INSTALLATIONS DE POMPE A CHALEUR	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	1 700 000,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	53 557,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	25 326,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	304 445,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	750 756,00
01/08/2016 - REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	VALDEVY	OPH	Public	522 000,00
01/09/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	7 430 504,86
31/12/2016 - Réhabilitation 58 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	1 556 054,29
31/12/2016 - Construction 10 logts 7 bld C.Géry	PARIS HABITAT	OPH	Public	901 852,00
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	2 258 686,59
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	1 390 611,45
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	441 217,87
01/01/2017 - CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	ANTIN RESIDENCES	ESH	Privé	1 359 060,00
01/01/2017 - CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	ANTIN RESIDENCES	ESH	Privé	1 273 000,00
30/07/2017 - ACQUISITION ANCIEN LOCAL CPAM 28/34 RUE BENOIT MALON	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	1 100 000,00
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	3F RESIDENCES	ESH	Privé	4 398 759,95
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	3F RESIDENCES	ESH	Privé	1 974 338,28
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	3F RESIDENCES	ESH	Privé	614 073,81
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	3F RESIDENCES	ESH	Privé	895 628,53
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	40 646,16
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	289 012,65
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	115 816,95
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	62 860,80
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	508 402,55

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	231 406,41
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	287 074,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 700 912,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	1 555 461,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	501 227,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	185 519,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	656 922,00
01/07/2018 - 1344672	EMMAUS HABITAT	ESH	Privé	447 598,40
01/07/2018 - 1344673	EMMAUS HABITAT	ESH	Privé	2 201 527,03
01/07/2018 - 1346065	SEQENS	ESH	Privé	1 378 070,77
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Privé	294 970,00
01/11/2018 - REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	VALDEVY	OPH	Public	400 000,00
01/11/2018 - REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	VALDEVY	OPH	Public	1 064 507,00
01/11/2018 - REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	VALDEVY	OPH	Public	753 130,00
01/11/2018 - REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	VALDEVY	OPH	Public	661 500,00
29/11/2018 - ACQUISITION DU PAVILLON AU 37 AVENUE CHARLES GIDE	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	400 000,00
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	60 216,56
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	80 288,75
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	202 648,97
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Privé	202 648,97
27/08/2019 - PORTAGE LONG FINANCIER 8 RUE DELECLUZE	COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE	COOPERATIVE HLM	Privé	851 062,06
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	420 575,37
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	23 083,79
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	158 553,66
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	70 506,16
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Privé	409 519,34
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Privé	72 000,00
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Privé	315 644,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Privé	599 645,00
26/11/2020 - AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 RUE BICHET	SEQENS	ESH	Privé	2 527 334,50
26/11/2020 - AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 RUE BICHET	SEQENS	ESH	Privé	1 018 485,86
01/01/2021 - 1365524	ICF LA SABLIERE	ESH	Privé	686 445,36
14/04/2022 - ACQUISITIONAMELIORATION DE 12 LOGEMENTS 2 RUE G LECLERC	SEQENS	ESH	Privé	108 000,00
14/04/2022 - ACQUISITION AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS 2 RUE G LECLERC	SEQENS	ESH	Privé	220 564,00
14/04/2022 - ACQUISITION AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS 2 RUE G LECLERC	SEQENS	ESH	Privé	256 745,00
14/04/2022 - ACQUISITION AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS 2 RUE G LECLERC	SEQENS	ESH	Privé	393 570,00
14/04/2022 - ACQUISITION AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS 2 RUE G LECLERC	SEQENS	ESH	Privé	248 379,00
14/04/2022 - ACQUISITION AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS 2 RUE G LECLERC	SEQENS	ESH	Privé	272 150,00
16/02/2023 - REHABILITATION DE 77 LOGEMENTS 21-23 RUE DANTON/60 LE KREMLIN BICETRE	VILOGIA	ESH	Privé	2 369 552,00
14/12/2023 - ACQUISITION DE 1960 LOGEMENTS SOCIAUX LE KREMLIN BICETRE	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	5 382 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
16/12/2021 - Subvention	C.S.A.K.B.	Club Sportif et Athlétique du Kremlin Bicêtre	Association	267 500,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
SAF 94 (Syndicat d'action Foncière du Val-de-Marne)	05/06/1997	Sans fiscalité propre	1 050,00
EPCI			
Syndicat Intercommunal Funéraire de Région Parisienne - SIFUREP		Sans fiscalité propre	1 462,00
SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France)	01/01/1904	Sans fiscalité propre	5 275,43
Syndicat Intercommunal pour l'éducation d'un ensemble scolaire 2ème cycle	01/09/1977	Participation des villes de Villejuif, Gentilly et Kremlin-Bicêtre	38 560,00
SIPPEREC (Synd interco périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de com)	22/05/2014	Sans fiscalité propre	10 973,32
Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre	31/12/2014	Contribution des communes au Fonds de Compensation des Charges Territoriales	7 377 418,57
FNCC (Fédération Nationale des Collectivités Territoriales)	26/09/2019	Sans fiscalité propre	511,00
Autres organismes de regroupement			
AMF (Association des Maires de France)		Sans fiscalité propre	4 065,67
AMIF (Association des Maires d'Ile-de-France)		Sans fiscalité propre	2 253,26
AMVBF (Association des maires ville et banlieue de France)	20/03/2003	Sans fiscalité propre	3 670,80
Fédération des centres sociaux et socioculturels du Val de Marne	17/12/2009		2 832,19
RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire)	26/05/2016	Sans fiscalité propre	330,00
AVPU (Association des Villes pour la Propreté Urbaine)	30/11/2017	Sans fiscalité propre	900,00
CNVVF (Conseil National des Villes et des Villages Fleuris)	27/09/2018	Sans fiscalité propre	450,00
Francas du Val de Marne	01/01/2019		1 989,00
Association Coordination eau Ile-de-France	15/04/2021		550,00
UNICEF	25/11/2021	Sans fiscalité propre	200,00
ANDES (Association Nationale Elus Charges Du Sport)	17/02/2022	Sans fiscalité propre	512,00
Vacances-Voyages-Loisirs	14/04/2022	Sans fiscalité propre	846,00
FFEGV (Fédération Française d' Education et de Gymnastique Volontaire)	30/06/2022		60,00
AM94 (Association des maires du Val de Marne)	03/02/2023	Sans fiscalité propre	1 959,36
RESAH (Réseau des Acheteurs Hospitaliers)	09/02/2023		300,00
ACPUSI (Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information)	29/06/2023	Sans fiscalité propre	380,00
Images en bibliothèques	12/12/2024		125,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociales			SPA	non
CE	Caisse des Ecoles	01/01/1980		SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget annexe	Marché forain	15/12/2022	15/12/2022	21940043900218	SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**4 038 306,74**	**89 243,67**	
Acquisitions à titre onéreux			**3 896 911,00**	**89 218,75**	
06/02/2024	TAPIS REVETEMENT GYMNASE	202412-0006	11 352,10	1 024,84	10
07/02/2024	TRVX PEINTURE CREATION BUREAU SUPP MEDIATHEQUE	202412-0004	871,56	26,15	30
07/02/2024	REMPL TABLEAUX DIVISIONNAIRES ECOLE C PEGUY	202412-0005	95 565,46	2 866,96	30
09/02/2024	FOURN POSE DE NEZ DE MARCHES ECOLE BENOIT MALON	202412-0007	9 724,40	283,63	30
09/02/2024	ARMOIRE POUR REGISTRE DE SECURITE (ECOLE J.ZAY)	202412-0012	90,30	0,00	1
09/02/2024	MINI FOUR ELECTRIQUE ECOLE M.MEGREZ	202412-0014	99,99	0,00	1
09/02/2024	CAMESCOPE SEPTEMBRE 2023	202412-0016	3 394,80	303,65	10
09/02/2024	2 OEUVRES MIXED MEDIA SUR TOILE PLUIE D'OR SONGE D	202412-0023	1 300,00	0,00	0
09/02/2024	OEUVRE : ILLUSTRATION NUMERIQUE THERE'S NO COLORS	202412-0024	250,00	0,00	0
09/02/2024	OEUVRE: DESSIN DIGITAL RETRAVAILLE A LA MAIN	202412-0025	750,00	0,00	0
09/02/2024	ACQUISITION D 'EOUVRE D'ART MARIANNE	202412-0027	5 500,00	0,00	0
09/02/2024	2 OEUVRES ACRYLIQUES ILLUSTRATION ORIGINALE 29,7 X	202412-0028	300,00	0,00	0
09/02/2024	ACQUISITION OEUVRE PEINTURE LES CITOYENS	202412-0029	500,00	0,00	0
09/02/2024	ACQUISITION OEUVRE D ART PEINTURE LES VOILES	202412-0031	400,00	0,00	0
09/02/2024	MICRO ONDE POUR ENFANTS EN P.A.I RESTAURATION DE C	202412-0032	54,99	0,00	1
09/02/2024	OEUVRE: PHOTOGRAPHIE SUR PAPIER DANAE	202412-0033	1 500,00	0,00	0
09/02/2024	RESTAURATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES LISTE ELECTOR	202412-0035	2 492,16	445,82	5
09/02/2024	OEUVRE: AEROSOL SUR SACS POUBELLES 2023 CULTURE	202412-0037	250,00	0,00	0
09/02/2024	OEUVRE GRAVURE	202412-0038	120,00	0,00	0
09/02/2024	TABLEAU TRYPIQUE ROBERS DESNOS	202412-0041	654,31	39,02	15
12/02/2024	ACHAT LICENCES SQL INFORMATIQUE	202412-0019	1 089,00	482,49	2
12/02/2024	ACQUISITION OEUVRE D ART PEINTURE LES DAHLIAS	202412-0043	150,00	0,00	0
12/02/2024	ACQUISITION OEUVRE D ART PEINTURE NOTRE DAME DE RO	202412-0047	30,00	0,00	0
12/02/2024	ACQUISITION OEUVRE D ART PEINTURE FEMMES CULTURE	202412-0050	100,00	0,00	0
12/02/2024	ACQUISITION OEUVRE D ART PEINTURE MON BOURGEON CUL	202412-0052	150,00	0,00	0
14/02/2024	FOURN POSE DECORATION OCCULTANTE CLUB LACROIX	202412-0008	4 972,80	145,04	30
14/02/2024	ENCEINTE JBL ATELIERS SERV JEUNESSE	202412-0039	779,98	68,68	10
14/02/2024	PASSAGE A LA NORME M57	202412-0042	5 000,40	2 201,57	2
14/02/2024	OEUVRE: PHOTOMONTAGE TIRE SUR ALU-DIBOND CULTURE	202412-0056	280,00	0,00	0
14/02/2024	OEUVRE: PHOTOMONTAGE DANS LE CIEL DE PARIS CULTURE	202412-0057	120,00	0,00	0
15/02/2024	TRAVAUX D ELECTRCITE ESPACE A MAIGNE	202412-0009	1 786,19	52,10	30
15/02/2024	TRAVAUX D ELECTRICITE CRECHE F DOLTO	202412-0010	1 184,77	34,56	30
15/02/2024	TRAVX D ALIMENTATION ELECTRIQUE CLUB LACROIX	202412-0011	1 443,22	42,09	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
15/02/2024	TRAVAUX MODIFICATION BUREAU MEDIATHEQUE	202412-0013	3 484,88	101,64	30
15/02/2024	TRVX ELECTRICITE AMENGT BUREAUX ACCUEIL MAIRIE	202412-0015	21 027,29	613,30	30
15/02/2024	POSE D INTERPHONE ECOLE P KERGOMARD	202412-0017	2 045,16	59,65	30
15/02/2024	RENOVATION COMPLETE SANITAIRES ESPACE A MAIGNE	202412-0040	13 927,85	406,23	30
15/02/2024	MISE EN PLACE D'UN SUPPORTAGE SQUARE A POISAT	202412-0044	1 556,35	0,00	0
15/02/2024	FOURN ET POSE D'UNE ECHELLE AVEC CADENAS CTM GERY	202412-0045	1 507,76	43,98	30
15/02/2024	TRANSFORMATION CAVE ECOLE KERGOMARD	202412-0046	3 632,57	105,95	30
15/02/2024	MICRO ONDES SERV JEUNESSE	202412-0048	169,98	0,00	1
15/02/2024	LAVE LINGE SERV JEUNESSE	202412-0049	269,98	0,00	1
15/02/2024	TV UHD GOOGLE SERV JEUNESSE	202412-0051	729,00	63,99	10
15/02/2024	CAFETIERE SERV JEUNESSE	202412-0053	129,98	0,00	1
15/02/2024	BARRE DE SON SERV JEUNESSE	202412-0055	39,89	0,00	1
16/02/2024	ETUDE PROJET ECLAIRAGE MAIRIE	202412-0054	9 374,40	273,42	30
16/02/2024	MICROPHONE BOSH SERVICE EVENEMENTS MANUTENTION	202412-0058	1 821,47	159,38	10
16/02/2024	VELO VTT SERV JEUNESSE	202412-0059	384,00	0,00	1
16/02/2024	TVX RENOV. COMPLETE LUMINAIRE EN LED ECOLE C PEGUY	202412-0062	2 869,80	80,78	30
16/02/2024	7 VELOS TOUT CHEMIN + ACCESSOIRES SERV JEUNESSE	202412-0063	2 428,17	265,58	8
16/02/2024	ETUDE AVANT TRAVAUX AMENAGEMENT SQUARE WEIL	202412-0077	8 340,00	364,88	20
16/02/2024	1 VISSEUSE PERCEUSE SERVICE ESPACE VERT	202412-0166	178,70	0,00	1
16/02/2024	1COFFRET 3 OUTILS SERVICE ESPACE VERT	202412-0167	779,94	65,86	10
19/02/2024	1ERE PHASE ETUDES TRAVX SANITAIRE ECOLE B MALON	202412-0064	51 908,72	1 461,13	30
19/02/2024	TRAVAUX RENOVATION SANITAIRE ESPACE A.MAIGNE	202412-0065	1 780,43	50,12	30
19/02/2024	RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE PAULINE KERGOMARD	202412-0066	3 175,73	89,39	30
19/02/2024	RENOVATION SUR CHAUFFERIE ECOLE P KERGOMARD	202412-0067	55 855,46	1 572,23	30
20/02/2024	REMISE EN ETAT DU LOCAL 36 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	202412-0068	8 996,17	253,23	30
26/02/2024	THERMOSCELLEUSE MANUELLE ECOLE UPC MEGREZ	202412-0026	1 000,00	84,72	10
28/02/2024	ECLAIRAGE AURORA UPC S BUISSON	202412-0069	4 470,60	376,28	10
28/02/2024	ECLAIRAGE LED CENTRE PERISCOLAIRE AIME CESAIRE	202412-0070	3 888,14	327,25	10
28/02/2024	ECLAIRAGE LED ECOLE DESNOS	202412-0072	749,70	63,10	10
28/02/2024	BORNE ELECTRIQUE SERVICE CENTRE SUPERVISION URBAIN	202412-0073	1 654,68	139,27	10
28/02/2024	LUMINAIRES LED ECOLE P BROSSOLETTE	202412-0074	479,02	0,00	1
28/02/2024	CHAUFFE EAU POUR HOTEL DE VILLE	202412-0076	1 220,88	102,76	10
08/03/2024	ACHATS D'ARBUSTES POUR REMPLACEMENT VILLE	202412-0078	2 961,24	120,51	20
20/03/2024	VEHICULE IVECO DAILY IMMAT GV064FS SCE RESTAURATIO	202412-0082	71 234,40	6 950,30	8
21/03/2024	REMPLACEMENT CAMERAS C 42 SELON KRB 295	202412-0085	4 025,76	313,11	10
21/03/2024	REMPLACEMENT CAMERAS BOSCH SELON KRB 290	202412-0086	8 051,52	626,23	10
22/03/2024	TERMINEAUX ACCESSOIRES ORANGE AIRBOX+CARTE SIM TEL	202412-0079	104,88	0,00	1
22/03/2024	PASSAGE NORME M57 CIRIL FINANCES ET RH	202412-0081	1 666,80	650,52	2
22/03/2024	ACQUISITION MONNAYEUR POUR LA MEDIATHEQUE	202412-0084	1 266,60	197,03	5
22/03/2024	TRV MENUISERIE INSTAL.FERME PORTE ECOLE C PEGUY	202412-0087	1 140,00	29,45	30
22/03/2024	POSE D'UN VOLET ROULANT CRECHE F DOLTO	202412-0088	5 083,20	131,32	30
22/03/2024	REHAUSSE DES GARDE-CORPS ECOLE M MEGREZ	202412-0089	5 622,19	145,76	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/03/2024	SQUARE SYLVESTRE EX LECH WALESA - 18 RUE CARNOT	1985500	17 593,07	0,00	0
26/03/2024	CHARIOT A DOSSIER ESPACES VERTS	202412-0090	231,16	0,00	1
26/03/2024	REMPLACEMNT ADOUCISSEUR MACHINE ECOLE C.PEGUY	202412-0091	2 201,59	168,18	10
26/03/2024	ASPIRATEUR INJECT-EXTRACTEUR GARAGE	202412-0093	613,08	46,83	10
26/03/2024	TALKY POUR SURVEILLANCE ENVIRONNEMENT PM	202412-0094	2 155,20	164,63	10
26/03/2024	EQUIPEMENT SIGNALETIQUE COM	202412-0096	1 570,80	40,00	30
26/03/2024	TABLE DE PIQUE NIQUE SCE EVENEMENTS MANUTENTION	202412-0097	2 917,09	222,83	10
26/03/2024	OEUVRE D'ART "SUR LE QUAI" CULTURE	202412-0098	844,00	0,00	0
26/03/2024	PORTE MANTEAUX SERVICE URBANISME	202412-0099	593,41	30,22	15
26/03/2024	MOBILIERS BUREAU POUR LE SERVICE PATRIMOINE	202412-0100	646,42	32,92	15
26/03/2024	MOBILIERS SIEGE POUR LE SERVICE PATRIMOINE	202412-0101	928,69	47,29	15
26/03/2024	MOBILIER TABLE RONDE CTM SEMBAT	202412-0102	606,29	30,88	15
26/03/2024	CHAISES DORSALIS SIEGE ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0103	1 199,64	61,09	15
26/03/2024	BUREAU MULTIPOSTES ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0104	597,60	30,43	15
26/03/2024	BUREAU POUR L'ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0105	336,00	0,00	1
26/03/2024	SIEGE MY AIR POUR L'ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0106	1 362,24	0,00	1
26/03/2024	CAISSON ROULETTES ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0107	1 225,89	62,43	15
26/03/2024	CAISSON DE BUREAU HABITAT LOGEMENT	202412-0108	537,59	27,38	15
26/03/2024	BUREAUX ECOLE CLM SUZANNE BUISSON	202412-0109	688,32	0,00	1
26/03/2024	CAISSON BUREAU ECOLE SUZANNE BUISSON	202412-0110	842,18	0,00	1
26/03/2024	SIEGE ECOLE CLM SUZANNE BUISSON	202412-0111	622,84	31,72	15
29/03/2024	INSTALL CASSETTES CLIM REVERSIBLE ECOLE P BROSSOLE	202412-0112	13 735,25	345,92	30
29/03/2024	DEPOSE DE RADIATEUR ESPACE A MAIGNE	202412-0113	1 080,65	27,22	30
29/03/2024	POSE APPAREILS SANITAIRES ESPACE MAIGNE	202412-0114	2 397,74	60,39	30
29/03/2024	POSE ISOLATION MURAL SANITAIRE ESPACE A MAIGNE	202412-0115	5 186,64	130,63	30
29/03/2024	CHGT ECLAIRAGE EN LED GYMNASE DUCASSE	202412-0116	46 557,32	1 172,55	30
29/03/2024	MISE A JOUR DOSSIER TECHQ AMIANTE ECOLE S BUISSON	202412-0117	540,00	13,60	30
29/03/2024	REMPLACEMENT FENETRE LOGEMENT CTM	202412-0118	7 915,50	199,35	30
29/03/2024	MISE EN PLACE BATTERIE A EAU ECOLE S BUISSON	202412-0119	6 010,12	151,37	30
29/03/2024	REMPLACEMENT FENETRE STADE AD AP STADE DES ESSELI	202412-0120	7 413,24	186,70	30
29/03/2024	TRAVAUX ELECTRIQUE ECOLE C PEGUY	202412-0121	5 460,00	137,51	30
29/03/2024	MISE EN PLACE CAISSON DE SOUFFLAGE CENTRE SOCIAL G	202412-0122	6 752,50	340,13	15
04/04/2024	STATUE DU GAULOIS FOURNITURE MOBILIER SIGNALETIQUE	202412-0123	1 393,20	34,44	30
04/04/2024	PLANTATIONS D ARBRES SCE ESPACES VERTS	202412-0124	1 204,20	44,66	20
04/04/2024	PLANTATIONS D ARBRES SCE ESPACES VERTS	202412-0127	7 560,00	280,35	20
05/04/2024	MIXEUR MICROMIX - RESTAURANT CLUB LACROIX	202412-0129	228,00	0,00	1
05/04/2024	COMPRESSEUR POUR ARMOIRE FROIDE ECOLE C.PEGUY	202412-0130	1 364,66	100,83	10
05/04/2024	CHANGEMENT MOTEUR LAVE VAISSELLE ECOLE S.BUISSON	202412-0131	2 958,80	218,62	10
05/04/2024	APPEL DE FOND 2EME TRIM 24 3RUE DU 14 JUILLET	202412-0132	26,36	0,00	1
05/04/2024	CASSEROLES SERVICE RESTAURATION	202412-0133	47,36	0,00	1
09/04/2024	5 POUSSETTES + HABILLAGE PLUIE CRECHE ST EXUPERY	202412-0125	1 232,91	91,44	10
09/04/2024	ACHAT LAVEUSE AUTOPORTEE SERV SPORTS/HALLE DES SPO	202412-0126	12 818,40	950,70	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
09/04/2024	4 LITS PARAPLUIE PETITE ENFANCE CRECHE ST EXUPERY	202412-0128	378,83	0,00	1
09/04/2024	24 ORDINATEURS DELL + MISE A NIVEAU SERV INFORMATI	202412-0134	18 748,80	2 728,99	5
09/04/2024	LICENCES MODULE MELODIE IMAGE SERV INFORMATIQUE	202412-0136	1 560,00	567,67	2
09/04/2024	FOURNITURES PLANTATIONS ARROSAGE D ARBRES SCE ESPA	202412-0137	25 987,19	945,64	20
09/04/2024	ILOT V HUGO ESCALE VEGETALE PHASE VISA/DET/ AOR SC	202412-0138	2 700,00	98,25	20
09/04/2024	AMENAGEMENT DU SQUARE LAZARE PONTICELLI ESPACES VE	202412-0139	5 640,00	205,23	20
11/04/2024	CHAISES POUR L'ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0140	4 320,00	208,00	15
11/04/2024	CHARIOT POUR L'ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0141	443,29	0,00	1
12/04/2024	CHANGT MOTEURS VMC + MODIFI RESEAU CLIM MAIRIE	202412-0142	50 557,29	1 212,44	30
12/04/2024	TRANSFORMATION CAVES CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0144	25 671,68	615,64	30
12/04/2024	TRVX PEINTURE ANTI GLISSE SANITAIRE ECOLE KERGOM	202412-0145	1 782,42	42,75	30
12/04/2024	INSTALL. PORTES ANTI SQUATTES TERRAIN 7 RUE DE VER	202412-0146	7 568,54	181,50	30
12/04/2024	ACHAT DE 25 JARDINIERES ESPACES VERTS	202412-0147	29 592,00	709,66	30
12/04/2024	CHGT ECLAIRAGE EN LED 3 CLASSES ECOLE PEGUY	202412-0148	5 763,32	138,21	30
12/04/2024	INSTALL RIDEAU METALLIQUE COMMERCE 30 AV E THOMAS	202412-0149	4 392,00	105,33	30
12/04/2024	RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE P KERGOMARD	202412-0150	20 222,30	484,96	30
12/04/2024	SECURISATION ANTI SQUAT 7 7 BIS RUE LAZARE PONTICE	202412-0151	4 778,35	171,89	20
12/04/2024	TRVX RENOV SANITAIRES ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0152	12 648,11	303,32	30
12/04/2024	MISSION CSPS PHASE CONCEPTION ECOLE S BUISSON	202412-0153	495,00	0,00	1
12/04/2024	RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0154	2 400,00	57,56	30
12/04/2024	PHASE APS RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0155	3 600,00	86,33	30
12/04/2024	LOT 4 TRAVAUX ETANCHEITE TERRASSE ECOLE DESNOS	202412-0156	8 383,38	169,22	30
12/04/2024	BARRIERES DE SEPARATION EN BOIS-ACM R.DESNOS	202412-0157	565,20	27,11	15
12/04/2024	FOURNITURES PLANTATIONS ARROSAGE D ARBRES SCE ESPA	202412-0158	4 816,80	173,27	20
18/04/2024	COMMUTATEURS SERV TELECOMMUNICATION	202412-0080	633,84	89,09	5
18/04/2024	FOURNITURES POSE CAMERAS INTRUSION SALLE D'ENREGIS	202412-0159	13 325,78	943,91	10
24/04/2024	DEMOLITION DALLE 17 RUE PIERRE ET MARIE CURIE	202412-0160	5 791,60	0,00	0
24/04/2024	SUPPR. BRANCHEMENT ELECT 60 AV DE FONTAINEBLEAU	202412-0162	638,40	14,60	30
24/04/2024	DRAPEAU ECUSSONS SCE EVENEMENTIEL	202412-0163	169,16	0,00	1
30/04/2024	AMPLIFICATEUR STUDIO MUSIQUE SERVICE CULTURE	202412-0165	5 850,00	391,63	10
03/05/2024	ETUDE AMENAGEMENT DU SQUARE EDITH PIAF	202412-0168	5 616,00	185,64	20
03/05/2024	TRAVAUX AIRE DE JEUX DEPOSE DE JEUX CLOTURE DE DA	202412-0169	18 498,00	0,00	0
07/05/2024	FOURN POSE PORTE ECOLE JEAN ZAY	202412-0170	5 894,68	127,72	30
07/05/2024	CHANGT PORTES ECOLE BENOIT MAL	202412-0171	6 527,20	141,42	30
07/05/2024	ACQUISITION DE GRADINS À 100 PLACES CULTURE	202412-0172	2 200,00	143,00	10
07/05/2024	MOBILIERS DAP PROJET URBAIN BUREAU ET RETOUR DE BU	202412-0173	636,90	0,00	1
07/05/2024	MOBILIERS DAP PROJET URBAIN TABLE DE REUNION	202412-0174	793,38	34,38	15
07/05/2024	PAIRE D'ACCOUDOIR POUR CHAISE ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0175	72,58	0,00	1
07/05/2024	AMENAGEMENT DU SQUARE JULES GUESDES	202412-0176	13 080,00	425,10	20
07/05/2024	PORTATIF AFFICHEUR TRANQUILITE URBAINE	202412-0177	2 522,40	163,96	10
14/05/2024	TRVX CONDAMNATION PORTE GARAGE STADE ESSELIERES	202412-0178	5 304,65	111,50	30
14/05/2024	TRAVAUX RENOVATION PLOMBERIE SANITAIRES ESPACE AND	202412-0179	14 693,84	308,84	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
14/05/2024	CHANGEMENT ECLAIRAGE LED GYMNASE COSEC	202412-0180	6 105,78	128,33	30
15/05/2024	REFRIGERATEUR SERV PETITE ENFANCE HALTE GARDERIE	202412-0181	169,00	0,00	1
15/05/2024	TELEPHONES PORTABLE SERV INFORMATIQUE	202412-0182	791,79	99,41	5
15/05/2024	ACHATS TELEPHONES MOBILES SERV INFORMATIQUE	202412-0183	1 930,80	242,42	5
16/05/2024	ASPIRATEURS ENTRETIEN OFFICE CLP CESAIRE	202412-0186	583,71	36,48	10
16/05/2024	LICENCES MELODIE REQUIEM SOPRANO SERV INFORMATIQUE	202412-0192	2 226,00	695,63	2
21/05/2024	CHAUFFEUSES ACCUEIL DE LOISIRS A.CESAIRE	202412-0193	566,74	23,09	15
21/05/2024	BANQUETTES ACCUEIL DE LOISIRS M.MEGREZ	202412-0195	607,16	24,74	15
21/05/2024	MEUBLES PORTES COULISSANTES ACCUEIL DE LOISIRS BRO	202412-0197	872,57	35,55	15
21/05/2024	BANQUETTES MODULO ACCUEIL DE LOISIRS B.MALON	202412-0199	1 049,95	42,78	15
22/05/2024	RENOVATION SANITAIRES ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0202	1 556,88	31,57	30
22/05/2024	DIAGNOSTIQUE PRELEVEMENT AVT TRV ECOLE B.MALON	202412-0203	795,00	16,12	30
22/05/2024	ARMOIRE PR PATRIMOINE BATIMENT 10 DOLET	202412-0204	635,04	25,75	15
22/05/2024	TABLE PATRIMOINE BAT 10 DOLET	202412-0205	427,68	0,00	1
22/05/2024	FAUTEUIL PATRIMOINE BAT 10DOLET	202412-0206	1 129,55	45,81	15
24/05/2024	ETAGERES AVEC BACS SERV JEUNESSE	202412-0207	842,06	33,84	15
24/05/2024	COFFRE ACCESS SERV JEUNESSE	202412-0208	80,40	0,00	1
24/05/2024	POELES MARMITES + COUVERCLES CREPIERE SERV JEUNESS	202412-0209	191,02	0,00	1
24/05/2024	ASSISE CHAUFFEUSE SERV PETITE ENFANCE RAM	202412-0211	174,13	0,00	1
24/05/2024	REFRIGERATEUR PROLINE HALTE GARDERIE BRES	202412-0212	238,99	0,00	1
28/05/2024	DISTRIBUTEUR DE PROTECTIONS SERVIETTE ET TAMPONS S	202412-0210	4 528,36	267,93	10
29/05/2024	CHAISES MAC C GRIS SERVICE LOGISTIQUE	202412-0219	5 004,01	196,45	15
29/05/2024	AMENAGEMENT DU SQUARE MARCEL SEMBAT	202412-0220	4 230,00	124,55	20
29/05/2024	PHASES AVP SQUARE JULES GUESDES	202412-0221	13 080,00	385,13	20
30/05/2024	FOUR CRECHE ST EXUPERY	202412-0222	109,99	0,00	1
30/05/2024	BARRIERES CRECHE DOLTO	202412-0223	250,34	0,00	1
30/05/2024	TRANSATS CRECHE DOLTO	202412-0224	524,26	20,58	15
30/05/2024	MEUBLES BACS + PANIERS CRECHE DOLTO	202412-0225	760,32	29,71	15
30/05/2024	BANQUETTES CRECHE DOLTO	202412-0226	1 269,20	49,59	15
31/05/2024	ESQUISSE AMENAGEMENT SQUARE GISELE HALIMI ESPACES	202412-0227	2 820,00	82,25	20
31/05/2024	ETUDE AVANT PROJET / AVP SQUARE G HALIMI	202412-0228	2 539,99	74,08	20
31/05/2024	ETUDE AVANT PROJET / AVP SQUARE E PIAF	202412-0229	2 539,99	74,08	20
31/05/2024	ETUDE AVANT PROJET / AVP SQUARE PONTICELLI	202412-0230	2 540,02	74,08	20
10/06/2024	SITUATION 1 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0231	34 314,66	638,63	30
10/06/2024	ARMOIRE FROIDE ECOLE CHARLES PEGUY	202412-0232	3 870,00	216,08	10
11/06/2024	ARMOIRE A PORTES BATTANTES - ACM P.KERGOMARD	202412-0235	954,98	35,37	15
11/06/2024	PARASOL PERSONNALISABLE SCE COMMUNICATION	202412-0239	3 798,00	211,00	10
13/06/2024	PANNEAUX ELECTORAUX SERVICE ETAT CIVIL ELECTIONS	202412-0240	26 893,44	1 546,37	10
17/06/2024	TRAVAUX AFFAISSEMENT DE SOL ECOLE B MALON	202412-0243	7 790,09	139,93	30
17/06/2024	INSTALLATION CLIM REVERSIBLE 4EME HDV	202412-0244	32 382,24	581,68	30
17/06/2024	INSTALLATION DE ROBINETS RADIATEURS ECOLE J ZAY	202412-0245	6 384,00	114,68	30
17/06/2024	MODIFICATION DES CANALISATIONS DE CHAUDIERE HALLE	202412-0246	3 766,33	67,65	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
17/06/2024	INSTALLATION DES PIECES MISE EN SERVICE DE LA CHAU	202412-0247	7 056,83	126,76	30
17/06/2024	PLANTATIONS RUE B MALON	202412-0248	4 391,10	118,32	20
17/06/2024	TAPIS ACM S.BUISSON	202412-0252	962,92	34,59	15
17/06/2024	DIAGNOSTIC CONSTRUCTEUR CLIMATISATION LOCAL ARCHI	202412-0254	2 564,38	46,06	30
17/06/2024	TRVX FOURNITURE + POSE PANNEAUX PROTECTIONS ECOLE	202412-0255	7 589,76	136,33	30
24/06/2024	MOBILIERS CAISSON FAUTEUIL SERVICE COMMERCE	202412-0321	1 316,74	45,60	15
25/06/2024	RENFORCEMENT SOL COURS BASSE ECOLE B MALON	202412-0257	87 817,50	1 512,41	30
25/06/2024	EVAPORATEUR POUR CHAMBRE FROIDE -UPC M.MEGREZ	202412-0258	4 326,56	223,54	10
25/06/2024	INSTALLATION ROBINETS THERMOSTATIQUES STADE DES ES	202412-0259	4 257,60	73,33	30
25/06/2024	INSTALATION DE ROBINETS THERMOSTATIQUES CTM GERY	202412-0260	3 840,00	66,13	30
25/06/2024	TRAVAUX DE REPRISE DE CANALISATION ECOLE B.MALON	202412-0261	6 116,90	105,35	30
25/06/2024	DIAG.AVANT TX SUR ENROBE COUR BASSE ECOLE MALON	202412-0262	960,00	16,53	30
25/06/2024	RACHAT DE LOCATION ILLUMINATION DE FIN D'ANNEE 20	202412-0263	1 764,00	91,14	10
25/06/2024	CHAISES MATERNELLE MOHAMED MEGREZ	202412-0264	1 542,96	53,15	15
25/06/2024	CAISSON PR LE SERVICE EVENEMENTIEL	202412-0265	483,84	0,00	1
25/06/2024	FAUTEIL PR LE SERVICE EVENEMENTIEL	202412-0266	712,80	24,55	15
25/06/2024	BUREAU PR LE SERVICE EVENEMENTIEL	202412-0267	664,81	22,90	15
25/06/2024	CAISSON SERVICE PROPRETE URBAINE	202412-0268	692,06	23,84	15
25/06/2024	CHAISES SERVICE PROPRETE URBAINE	202412-0269	2 144,88	73,88	15
25/06/2024	CLOISONS SERVICE PROPRETE URBAINE	202412-0270	1 285,20	44,27	15
25/06/2024	COLONNE CASIER PROPRETE URBAINE	202412-0271	860,88	29,65	15
25/06/2024	TRX COMPLÉMENTAIRE POSE REVÊTEMENT SOL ESPACE A M	202412-0272	1 238,16	21,32	30
25/06/2024	POSE DE FAUX-PLAFOND ECOLE B MALON	202412-0273	16 280,28	280,38	30
26/06/2024	TABLE HDPEXL ZOWN MAX -GRIS CLAIR SCE GARAGE	202412-0274	3 928,74	134,60	15
27/06/2024	BUREAU ASSISE DEBOUT ELECTRIQUE SERVICE DRH	202412-0275	1 046,35	35,65	15
27/06/2024	FAUTEUILS A TABLETTE CRECHE DOLTO	202412-0276	656,87	22,38	15
27/06/2024	FAUTEUIL BIBERON CRECHE DOLTO	202412-0277	615,47	20,97	15
27/06/2024	EPI GILETS BALISTIQUES POLICE MUNICIPALE	202412-0279	3 320,00	169,69	10
27/06/2024	EPI GILET MOLLE AVEC GPB INTEGRE POLICE MUNICIPALE	202412-0280	9 950,00	508,56	10
27/06/2024	EPI PLAQUES BALISTIQUES POLICE MUNICIPALE	202412-0281	666,00	34,04	10
01/07/2024	ESCALE VEGETALE ILOT V HUGO	202412-0282	2 412,00	60,30	20
01/07/2024	PHASE ESQUISSE SQUARE L PONTICELLI	202412-0283	5 640,00	141,00	20
01/07/2024	PHASE ESQUISSE AMENAGEMENT SQUARE GISELE HALIMI	202412-0284	2 820,00	70,50	20
01/07/2024	AMENAGEMENT DU SQUARE EDITH PIAF	202412-0285	1 404,00	35,10	20
01/07/2024	REMPLACEMENT DES CAMERAS BOSCH C31 ET C33 SCE PREV	202412-0286	6 976,78	348,84	10
02/07/2024	COMBINE GYRO POUR LAPI PREVENTION SECURITE	202412-0256	1 580,23	78,57	10
03/07/2024	SITUATION 2 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0287	48 801,60	804,32	30
03/07/2024	SITUATION 3 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0288	60 957,00	1 004,66	30
03/07/2024	SITUA 4 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0289	71 001,25	1 170,21	30
03/07/2024	SITUA4 TVA SS TRAITANT RENOV CHAUFFERIE ECOLE KERG	202412-0290	2 270,00	37,41	30
03/07/2024	SSTRAITANT RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0291	3 000,00	49,44	30
03/07/2024	SSTRAITANT RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0292	3 000,00	49,44	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
03/07/2024	SSTRAITANT RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0293	1 500,00	24,72	30
03/07/2024	SSTRAITANT RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0294	3 850,00	63,45	30
03/07/2024	JBL PRO ENCEINTE CLP BROSSOLETTE	202412-0320	599,00	29,62	10
04/07/2024	DEPOTS GARANTIE FONDS DE COMMERCE 17 RUE GENERAL L	202112-0466	-7 540,98	0,00	0
04/07/2024	TRV ELECTR VOLET ROULANT PORTE COMMERCE 30 AV E TH	202412-0295	1 441,88	23,63	30
04/07/2024	PORTEURS VELO TRICYLE ENFANT CRECHE DOLTO	202412-0296	749,22	36,84	10
04/07/2024	1SIEGE ERGONOMIQUES SERVICES URBANISME PERISCOL	202412-0297	964,46	31,61	15
04/07/2024	1 SIEGE ERGONOMIQUES SERVICES URBANISME PERISCOL	202412-0298	964,46	31,61	15
04/07/2024	1 SIEGE ERGONOMIQUES SERVICES URBANISME PERISCOL	202412-0299	1 928,94	63,23	15
04/07/2024	ORGANIGRAMME PASSE CHAUFFERIES DE LA VILLE	202412-0300	617,89	30,38	10
04/07/2024	SITUATION 5 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE P KERGOMAR	202412-0301	104 443,93	1 711,72	30
04/07/2024	CAFETIERE INOX UPC ECOLE M.MEGREZ JUIN 2024	202412-0302	163,20	0,00	1
04/07/2024	THERMOMETRE PORTABLE POUR LE STUDIO MUSIQUE CULTU	202412-0303	64,44	0,00	1
05/07/2024	REFECT EVACUATION RESEAU PREAU ECOLE B MALON	202412-0306	23 058,14	375,76	30
05/07/2024	REFECTION BLOC SANITAIRES ECOLE B.MALON	202412-0307	19 504,24	317,85	30
05/07/2024	AMENAGEMENT BANQUE D'ACCUEIL ESPACE MAIGNE	202412-0308	19 199,89	312,89	30
05/07/2024	REFECTION COMPLETE BLOC SANITAIRE ECOLE B MALON	202412-0309	26 823,89	437,13	30
05/07/2024	TRVX RACORDEMENT RESEAU ELECTRICITE 60 AV FONTAIN	202412-0310	1 591,20	25,93	30
05/07/2024	AMO ENR RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0311	5 982,00	97,48	30
08/07/2024	1 AVENUE EUGENE THOMAS CABINET FAVREAU	202412-0312	28 400,00	2 729,56	5
08/07/2024	DEPOT GARANTIE 1 AVENUE EUGENE THOMAS CABINET FAVR	202412-0316	1 950,00	0,00	0
10/07/2024	MISSION GEOTECHNIQUE AFFAISSEMENT COUR B.MALON	202412-0317	10 080,00	160,53	30
11/07/2024	REMPLACEMENT BALON ECS CIMETIERE	202412-0328	1 056,00	49,87	10
11/07/2024	REMPLACEMENT BALON ECS CRECHE DOLTO	202412-0329	1 518,00	71,68	10
11/07/2024	FAUTEUILS ENFANTS SERV RAM	202412-0330	801,84	37,86	10
11/07/2024	FOURN ET PLANTATION D'ARBRES ESPACES VERTS	202412-0331	30 020,52	708,82	20
11/07/2024	CREATION POINT VDI POUR INTERPHONE ECOLE J ZAY	202412-0332	1 685,82	26,54	30
15/07/2024	VENTILATEUR SUR PIED ECOLE PRIM.B.MALON	202412-0365	1 406,40	64,85	10
15/07/2024	SITUA 4 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE BUISSON	202412-0366	74 586,66	1 146,42	30
18/07/2024	MISSION DE CONTROLE S BUISSON	202412-0374	720,00	10,87	30
18/07/2024	MISSION DE CONTROLE ECOLE PAULINE KERGOMARD	202412-0375	720,00	10,87	30
18/07/2024	ACQUISITION DE 3 PROJECTEURS LED CULTURE	202412-0376	1 683,00	76,20	10
19/07/2024	INSTALLATION BALLON CHAUFFAGE CTM GERY	202412-0377	4 689,98	70,35	30
19/07/2024	INSTALLATION DE NOUVEAU WC PARC PINEL	202412-0378	4 614,00	103,82	20
19/07/2024	CAISSONS ROULETTES PMI	202412-0379	251,00	0,00	1
19/07/2024	CHAISES DE BUREAU PMI	202412-0380	210,00	0,00	1
19/07/2024	INSTALL. ROBINETS THERMO HALLE DES SPORTS	202412-0386	10 449,87	156,75	30
22/07/2024	CO TRAITANT ILOTE VICTOR HUGO KREMLIN BICETRE	202412-0387	17 151,36	378,76	20
24/07/2024	RENOVATION DU DALLAGE PASSAGE PLACE V. HUGO RUE A.	202412-0388	8 873,82	193,50	20
24/07/2024	INSTALLATION THERMOSTATIQUES ECOLE C.PEGUY	202412-0390	23 603,17	343,12	30
26/07/2024	TRAVAUX AMELIORATION PORTAIL COURS BASSE ECOLE BUI	202412-0392	2 146,80	30,81	30
26/07/2024	SOUFFLEUR SUR BATTERIE SCE PROPRETE	202412-0393	4 896,00	210,80	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/07/2024	ACHAT LAMPES BALADEUSE EXTERIEUR RGB SOLAIRE MCVA	202412-0394	1 388,10	59,77	10
29/07/2024	RENOVATION SANITAIRE ECOLE B MALON	202412-0395	13 942,80	196,23	30
29/07/2024	REMISE EN ETAT CHAUFFERIE HOTEL DE VILLE	202412-0396	15 289,34	215,18	30
29/07/2024	TRAVAUX ELECTRICITE LOCAL18 AV GENERAL LECLER	202412-0397	8 164,66	114,91	30
01/08/2024	ACHAT PLIEUSE SECRETARIAT GENERAL	202412-0399	8 994,00	249,83	15
01/08/2024	RENOVATION VIDE SANITAIRE SITUATION 3 ECOLE S BUIS	202412-0400	0,00	0,00	30
02/08/2024	SITUA1 REQUALIFICATION ILOT VICTOR HUGO	202412-0398	9 188,28	191,42	20
02/08/2024	CHGEMENT COMPRESSEUR ARMOIRE FROIDE CLUB LACROIX	202412-0401	1 614,47	66,82	10
06/08/2024	ORDINATEURS DELL SERV INFORMATIQUE	202412-0404	2 630,40	211,89	5
07/08/2024	REMPLACT UN CHAUFFE EAU ELECTRIQUE CTM SEMBAT	202412-0402	4 115,40	54,87	30
07/08/2024	CREATION D'UN LAVABO MAISON CITOYENNETE	202412-0403	1 680,00	22,40	30
07/08/2024	FOURN POSE BALLON D EAU CHAUDE 20 RUE R SCHUM	202412-0405	1 356,00	54,24	10
07/08/2024	FOURNI POSE DE FAUX PLAFOND ECOLE J ZAY	202412-0406	24 339,89	324,53	30
07/08/2024	ROBINET ECOLE M MEGREZ	202412-0407	4 151,81	166,07	10
07/08/2024	MISSION CONTROLE REMPLACT CHAUFFERI ECOLE PAULINE	202412-0408	720,00	9,60	30
07/08/2024	MISSION CSPS TRAVX RENOV SANITAIRE ECOLE B MALON	202412-0409	612,00	8,16	30
07/08/2024	MISSION CONTROLE TECH. TRAVX CHAUFFERIE ECOLE BUI	202412-0410	720,00	9,60	30
07/08/2024	MISSION CSPS TRVX RENOV. SANITAIRE ECOLE B MALON	202412-0411	1 272,00	16,96	30
07/08/2024	RENOV HYDRAULIQUE VIDE SANITAIRE ECOLE S BUISSON	202412-0412	17 829,86	237,73	30
20/08/2024	ECLAIRAGE LED POUR ECOLE KERGOMARD	202412-0413	3 766,32	137,05	10
20/08/2024	TRVX MACONNERIE AMENAGT CENTRE CULTUREL ECAM	202412-0414	3 870,98	46,95	30
20/08/2024	ETUDE AVT TRVX RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE P KERGO	202412-0415	8 511,67	103,24	30
20/08/2024	INSTALLATION VISIOPHONE ECOLE S BUISSON	202412-0416	4 562,08	55,34	30
20/08/2024	BROYEUR ADAPTATEUR CTM GERY	202412-0417	1 018,19	37,05	10
30/08/2024	LICENCES MELODIE REQUIEM SERV INFORMATIQUE	202412-0419	3 768,00	633,23	2
30/08/2024	TRICYCLES CRECHE DOLTO	202412-0420	463,24	0,00	1
30/08/2024	1 ASPIRATEUR SERV ENTR OFFICE POUR HDV	202412-0421	194,57	0,00	1
30/08/2024	1 ASPIRATEUR SERV ENTR OFFICE POUR ECOLE J ZAY	202412-0422	194,57	0,00	1
02/09/2024	TOTEMS ENTREE DE VILLE	202412-0418	33 591,60	1 110,39	10
02/09/2024	VENTILATEURS - ECOLE C.PEGUY	202412-0423	718,25	23,74	10
02/09/2024	REAMENAGEMENT ELECTRIQUE ECAM	202412-0424	5 770,80	63,59	30
02/09/2024	FOURNITURE ET POSE LED HALL DESNOS	202412-0425	2 593,26	28,57	30
02/09/2024	TRICYCLES - ECOLE S.BUISSON	202412-0426	1 540,79	50,93	10
02/09/2024	REAMENAGEMENT ELECTRIQUE 5 RUE JEAN MONNET ECAM	202412-0427	7 656,00	84,36	30
02/09/2024	DRAPEAUX FRANCAIS - HOTEL DE VILLE	202412-0428	292,32	0,00	1
05/09/2024	POSE D UN VISIOPHONE DANS LE CADRE AD AP BUISSON	202412-0429	9 234,29	99,18	30
06/09/2024	SITUATION 1 ETUDE TRANCHE 1 ET 2 SQUARE JULES GUES	202412-0430	5 670,00	90,56	20
06/09/2024	TRAVX ELECTRCITE BUREAUX MCVA A	202412-0431	24 594,64	261,89	30
06/09/2024	TABLE DE MIXAGE SCE EVENEMENTIEL	202412-0432	827,90	26,45	10
10/09/2024	INSTALLATION D UN VISIOPHONE PMI	202412-0435	1 800,00	18,50	30
10/09/2024	RADAR PEDAGOGIQUE EVOLIS VISION - ALIMENTATION SOL	202412-0437	11 448,16	352,98	10
13/09/2024	REFECTION COMPLETT SANITAIRE ECOLE M MEGREZ	202412-0438	2 883,24	28,83	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
13/09/2024	PURIFICATEUR D AIR BUREAU RECRUTEMENT SERVICE DRH	202412-0439	671,40	20,14	10
13/09/2024	BOITES A OSSEMENTS CIMETIERE	202412-0440	4 440,58	133,22	10
13/09/2024	ACHAT CHARIOT DE PROPRETE SCE PROPRETE	202412-0441	1 119,72	33,59	10
17/09/2024	PLASTIFIEUSE - ECOLE B.MALON	202412-0442	305,21	0,00	1
17/09/2024	TAPIS GEANT- ECOLE R.DESNOS	202412-0443	134,66	0,00	1
17/09/2024	PLASTIFIEUSE - ECOLE M.MEGREZ	202412-0444	174,38	0,00	1
17/09/2024	TRAVAUX MACONNERIE AMENAGEMENT BUREAUX MCVA	202412-0445	41 022,34	395,03	30
17/09/2024	TRICYCLES - ECOLE S.BUISSON	202412-0446	593,57	17,15	10
17/09/2024	REFECTION PLOMBERIE SANITAIRES ECOLE M.MEGREZ	202412-0447	26 450,40	254,71	30
17/09/2024	MISE EN PLACE SONNETTE ECOLE P BROSSOLETTE	202412-0448	1 690,84	16,28	30
17/09/2024	CAISSONS DE BUREAU - ECOLE M.MEGREZ	202412-0449	1 207,87	23,26	15
17/09/2024	CREATION D UN POINT D EAU CTM SEMBAT	202412-0450	3 138,30	30,22	30
17/09/2024	APPRENTISSAGE AU NUMERIQUE ACCES NLUE-BOT ECOLE P.	202412-0451	2 316,60	66,92	10
20/09/2024	TABOURETS POUR ATSEM SERVICE ENTRETIEN OFFICE	202412-0452	2 602,22	48,67	15
20/09/2024	TRAVAUX ELECTRICITE RENOVATION BATIMENT ECAM	202412-0453	43 957,20	411,08	30
24/09/2024	POSE DE MOBILIERS URBAINS SUR DIVERS SITES	202412-0454	7 896,00	70,92	30
30/09/2024	INSTALL EQUIPEMENTS PLOMBERIE ECOLE R DESNOS	202412-0456	2 262,00	19,06	30
30/09/2024	STORES BUREAU DIRECTRICE ECOLE BROSSOLETTE	202412-0457	957,60	24,21	10
30/09/2024	TRAVX MACONNERIE REFECTION COMPLETE BUREAUX MCVA	202412-0458	4 523,05	38,11	30
30/09/2024	TRAVX PEINTURE REFEC. COMPLETE BUREAUX 11 RUE DU 1	202412-0459	21 010,45	177,03	30
30/09/2024	REMPLACEMENTS EXTINCTEURS TOUS LES SITES DE LA VIL	202412-0460	2 581,80	65,26	10
30/09/2024	TRAVAUX ELECTRICITE ECOLE DESNOS	202412-0461	2 430,00	20,48	30
30/09/2024	TRAVAUX SUR CHAUFFERIE POUR MISE EN SERVICE ECOLE	202412-0462	5 833,94	49,16	30
30/09/2024	ARMOIRE DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0463	7 918,56	133,44	15
30/09/2024	CHARIOT DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0464	597,60	10,07	15
30/09/2024	POSTE OPTION ACCES PANNEAU DEMENAGEMENT DE MCVA VE	202412-0465	2 009,66	33,87	15
30/09/2024	POSTE MULTIMEDIA PANNEAU PIED DEMENAGEMENT DE MCVA	202412-0466	1 319,47	22,24	15
30/09/2024	TABELE DE REUNION DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0467	4 766,40	80,32	15
30/09/2024	TABOURET DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0468	907,20	15,29	15
30/09/2024	TABLEAU RONDE DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0469	397,44	0,00	1
30/09/2024	FAUTEUIL MULTI USAGE DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECA	202412-0470	1 067,04	17,98	15
30/09/2024	ARMOIRE COMPTOIR DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0471	937,44	15,80	15
30/09/2024	REHAUSSE BIBLIOTHEQUE DEMENAGEMENT DE MCVA VERS EC	202412-0472	1 054,08	17,76	15
30/09/2024	CAISSONS MOBILE DEMENAGEMENT DE MCVA VERS ECAM	202412-0473	496,13	0,00	1
30/09/2024	VAISSELLE INOX RESTAURATON SCOLAIRE UPC MEGREZ	202412-0474	70,27	0,00	1
30/09/2024	VAISSELLE INOX RESTAURATON SCOLAIRE UPC MEGREZ	202412-0475	129,17	0,00	1
30/09/2024	VAISSELLE INOX RESTAURATON SCOLAIRE UPC MEGREZ	202412-0476	635,33	16,06	10
30/09/2024	VAISSELLE INOX RESTAURATON SCOLAIRE UPC MEGREZ	202412-0477	402,34	0,00	1
30/09/2024	VAISSELLE INOX RESTAURATON SCOLAIRE UPC MEGREZ	202412-0478	339,98	0,00	1
30/09/2024	FAUTEUIL ERGONOMIQUE SERVICE VOIRIE 10 RUE DOLET	202412-0479	467,87	0,00	1
30/09/2024	FAUTEUIL ERGONOMIQUE SERVICE GARAGE CTM	202412-0480	356,40	0,00	1
30/09/2024	CHAISES SERVICE GARAGE CTM	202412-0481	827,53	13,95	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
30/09/2024	CHAISES SERVICE ACTION CULTURELLE	202412-0482	512,64	8,64	15
30/09/2024	TABOURETS SERVICE ACTION CULTURELLE	202412-0483	437,76	0,00	1
30/09/2024	CHAISES AROM SERVICE ACTION CULTURELLE	202412-0484	583,20	9,83	15
30/09/2024	TABLE HAUTE SERVICE ACTION CULTURELLE	202412-0485	460,75	0,00	1
02/10/2024	ORDINATEURS PORTABLE SERV INFORMATIQUE POUR ECOLES	202412-0486	3 819,60	188,86	5
02/10/2024	ACQUISITION BADGEUSES PROJET GESTION DES TEMPS	202412-0493	36 172,80	1 788,54	5
03/10/2024	DEFONCEUSE CENTRE TECHNIQUE GERY	202412-0491	844,86	20,89	10
03/10/2024	ASPIRATEUR CENTRE TECHNIQUE GERY	202412-0492	950,51	23,50	10
03/10/2024	LOGICIEL VIDEO AVID PRO SERV CULTURE	202412-0494	1 028,00	125,64	2
04/10/2024	ORDINATEUR APPLE MAC SERV INFORMATIQUE	202412-0495	2 831,10	136,84	5
04/10/2024	RENFORT MATERIEL DE SONORISATION ACTION CULTUREL	202412-0496	7 768,80	187,75	10
04/10/2024	PLATEAU MATERIEL DE SONORISATION S ACTION CULTUREL	202412-0497	1 159,20	28,01	10
04/10/2024	MACHINE A CAFÉ SERVICE ENFANCE	202412-0498	506,40	12,24	10
04/10/2024	PLATEAU MATERIEL DE SONORISATION S ACTION CULTUREL	202412-0499	1 809,60	43,73	10
04/10/2024	KANGOO VAN E- TECH FOURGON OFFR--A1602-D086860-202	202412-0500	47 999,00	1 449,97	8
04/10/2024	SIGNALETIQUE VOIRIE PLAQUE ET PANNEAU DE RUE	202412-0501	5 174,76	41,69	30
04/10/2024	MEUBLES 3 COLONNES - ECOLE R.DESNOS	202412-0502	649,82	10,47	15
04/10/2024	BAC PLASTIQUE MEUBLE - ECOLE R.DESNOS	202412-0503	228,72	0,00	1
04/10/2024	MEUBLES 1 COLONNE - ECOLE R.DESNOS	202412-0504	278,77	0,00	1
04/10/2024	MEUBLES BAS METALLIQUE - ECOLE R.DESNOS	202412-0506	392,83	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION EVIER LAVE VAISSELLE ECOLE J.	202412-0507	359,72	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION CUISINIERE ECOLE J.ZAY	202412-0508	129,17	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION LAVE LINGE ECOLE J.ZAY	202412-0509	131,12	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION REFREGIRATEUR ECOLE J.ZAY	202412-0510	195,29	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION MEUBLE D'ANGLE ECOLE J.ZAY	202412-0511	103,78	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION MEUBLE A TIROIR ECOLE J.ZAY	202412-0512	176,00	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION -MARCHANDE ECOLE J.ZAY	202412-0513	223,31	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION BIBLIOTHEQUE- ECOLE J.ZAY	202412-0514	578,62	9,00	15
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION 2ASSISES ECOLE J.ZAY	202412-0515	169,51	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION -SECHOIR A DESSIN - ECOLE J.Z	202412-0516	206,46	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION - BAC A ALBUM - ECOLE J.ZAY	202412-0517	118,74	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION BAC A ALBUM - ECOLE J.ZAY	202412-0519	131,94	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION LOT DE 5 GALETTES- ECOLE J.ZA	202412-0520	1 104,70	17,18	15
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION - SURMEUBLE - ECOLE J.ZAY	202412-0521	433,27	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION BAC COUVERCLE PLASTIQUE - ECO	202412-0522	167,30	0,00	1
07/10/2024	MOBILIER D'IMITATION BANQUETTE ECOLE J.ZAY	202412-0523	301,54	0,00	1
07/10/2024	MEUBLE - ECOLE C.PEGUY	202412-0524	1 017,88	15,83	15
07/10/2024	MEUBLE - BIBLIOTHEQUE - ECOLE C.PEGUY	202412-0525	801,53	12,47	15
07/10/2024	MEUBLE OUVERT SEPARATION ECOLE C.PEGUY	202412-0526	1 638,34	25,49	15
07/10/2024	MEUBLE OUVERT ROULETTES - ECOLE C.PEGUY	202412-0527	399,18	0,00	1
07/10/2024	MEUBLE BANQUETTE ECOLE C.PEGUY	202412-0528	312,18	0,00	1
09/10/2024	ACHAT MATERIEL FILETS + POTEAUX SERVICE SPORTS	202412-0529	1 427,34	32,51	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
09/10/2024	POUSSETTES CRECHE FAMILIALE ST EXUPERY	202412-0530	677,01	15,42	10
10/10/2024	POSE DE CABINES SANITAIRE ESPACE A MAIGNE	202412-0531	10 927,09	81,95	30
10/10/2024	REMISE EN ETAT LOCAL COMMERCIAL LOCAL AV E THOMAS	202412-0532	12 003,54	90,03	30
10/10/2024	BALLON D EAU CHAUDE CRECHE DOLTO	202412-0533	1 546,80	34,80	10
10/10/2024	TX SUR RESEAU EVACUATION PREAU ECOLE B. MALON	202412-0534	24 839,46	186,30	30
10/10/2024	REFECTION COMPLETE RESEAUX EVACUATION ECOLE B MALO	202412-0535	25 854,78	193,91	30
10/10/2024	REFRIGERATEUR SERV PETITE ENFANCE PMI	202412-0536	578,99	13,03	10
10/10/2024	LECTEURS DE LIVRES AUDIO - ECOLE P.KERGOMARD	202412-0537	809,88	18,22	10
10/10/2024	TABLETTESCARTE MEMOIRES CASQUE CABLE CULTURE	202412-0538	15 886,22	357,44	10
10/10/2024	TABLETTESCARTE MEMOIRES CASQUE CABLE CULTURE	202412-0539	15 886,22	357,44	10
10/10/2024	ACHAT DE MATERIEL MICRO_FOLIES CULTURE	202412-0540	2 348,54	52,84	10
10/10/2024	ORDINATEUR ROUTEUR ENCEINTE CULTURE	202412-0541	4 161,17	93,63	10
10/10/2024	TABLE DE MIXAGE AUDIO CULTURE	202412-0542	238,86	0,00	1
10/10/2024	FLIGHT CASE MUSEE NUMERIQUE CULTURE	202412-0543	2 340,24	52,66	10
10/10/2024	VIDEO PROJECTEUR CULTURE	202412-0544	2 340,24	52,66	10
10/10/2024	MICRO VALISE EN VALISE CORDON CULTURE	202412-0545	1 909,38	42,96	10
10/10/2024	FLIGHT CASE MICRO_FOLIES CULTURE	202412-0546	1 909,38	42,96	10
10/10/2024	CASQUE REALITE CHARGE PROTECTION FACIAL CULTURE	202412-0547	1 801,58	40,54	10
10/10/2024	FAUTEUIL SERVICE CULTURE	202412-0548	2 364,00	53,19	10
10/10/2024	IMPRIMANTE 3D ET OUTILS CULTURE	202412-0549	725,70	16,33	10
10/10/2024	OUTIL CHAUFFANT CULTURE	202412-0550	154,80	0,00	1
10/10/2024	ACHAT BRODEUSE MAINTENANCE CULTURE	202412-0551	8 513,79	191,56	10
16/10/2024	PORTAGE FINANCIER 36 AV FTAINEBLEAU GALERIE GD SUD	202412-0552	55 000,00	0,00	0
16/10/2024	ACHAT TRIPOTEUR VIE ASSOCIATIVE	202412-0553	6 257,00	162,94	8
17/10/2024	LICENCES POUR MELODIE REQUIEM SOPRANO	202412-0554	2 325,00	238,96	2
17/10/2024	DISJONCTEUR BAT ADMI 10 RUE E DOLET	202412-0555	2 531,90	52,04	10
17/10/2024	LED ECOLE P KERGOMARD	202412-0556	2 829,90	58,17	10
18/10/2024	INJECTEUR EXTRACTEUR - ENTRETIEN OFFICE	202412-0560	2 301,60	46,67	10
18/10/2024	SEPARATIONS EN BOIS - CENTRE DE LOISIRS R.DESNOS	202412-0561	785,66	10,62	15
18/10/2024	TRANSATS CHILIENNE EN BOIS SERV EVENEMENTIEL	202412-0564	4 432,80	89,89	10
18/10/2024	TRVX RESEAU ELEC ENTERRE COUR BASSE ECOLE B.MALON	202412-0565	16 592,87	112,16	30
18/10/2024	TRAVAUX MACONNERIE RENOVATION WC ESPACE MAIGNE	202412-0566	2 165,15	14,63	30
18/10/2024	TRVX MACONNERIE REFECTION SANITAIRES ECOLE MEGREZ	202412-0567	11 845,58	80,07	30
18/10/2024	INSTALLATION VISIOPHONE ECOLE P KERGOMARD	202412-0569	1 848,00	12,49	30
18/10/2024	TRVX POSE SIGNALETIQUES INCENDIE DIVERS BATIMENTS	202412-0570	739,48	5,00	30
18/10/2024	TRVX REFECTION COMPLETE SOL PEINTURE LOCAUX ECA	202412-0571	41 291,03	279,10	30
18/10/2024	TABLES ORGA - ECOLE B.MALON	202412-0572	249,37	0,00	1
18/10/2024	TABLES ZANA - ECOLE B.MALON	202412-0573	261,52	0,00	1
18/10/2024	FOUR POSABLE - ECOLE J.ZAY	202412-0574	228,99	0,00	1
18/10/2024	ENCEINTES JBL ECOLE C PEGUY	202412-0575	238,00	0,00	1
18/10/2024	CHARIOTS POUR UPC ECOLE S.BUISSON	202412-0576	196,02	0,00	1
18/10/2024	CHARIOTS MANUTENTION POUR UPC M.MEGREZ	202412-0577	70,80	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
18/10/2024	CHARIOTS POUR UPC ECOLE MEGREZ	202412-0578	384,00	0,00	1
18/10/2024	CHARIOTS POUR UPC M.MEGREZ	202412-0586	294,00	0,00	1
21/10/2024	CREATION BLOQUE SANITAIRE WC ESPACE A MAIGNE	202412-0587	1 769,45	11,47	30
22/10/2024	FOURNITURES ET POSE ROBINETS ECOLE CHARLES PEGUY	202412-0588	1 306,80	8,35	30
22/10/2024	MISSION CSPS TRAVAUX SOL ECOLE BENOIT MALON	202412-0589	612,00	3,91	30
22/10/2024	MISSION CSPS SANITAIRE ECOLE PRIMAIRE B MALON	202412-0590	612,00	3,91	30
22/10/2024	BORNE DETECTEUR ECOLE R DESNOS	202412-0591	4 476,46	85,80	10
23/10/2024	REMPLACEMENT RIDEAU METALLIQUE 36 AVENUE FONTAINE	202412-0592	7 992,00	51,06	30
25/10/2024	LICENCE MANTY DECISION FINANCES RH CSV BUDGET	202412-0593	27 288,00	2 501,40	2
25/10/2024	BUREAU AVEC REGLAGES HAUTEUR ELECTRIQUE SERV DRH A	202412-0594	1 046,35	12,79	15
25/10/2024	ACHAT TAPIS D EXTERIEUR SERVICE SPORTS STADE ESSE	202412-0595	693,48	12,71	10
25/10/2024	TABLE STRATIFIEE SERV PETITE ENFANCE HALTE GARDE	202412-0596	151,28	0,00	1
25/10/2024	CHAISES CALE DOS SERVICE PETITE ENFANCE RAM	202412-0597	561,65	6,86	15
25/10/2024	CHAUFFEUSE SERVICE PETITE ENFANCE	202412-0598	156,49	0,00	1
25/10/2024	TAPIS SERVICE PETITE ENFANCE RAM	202412-0599	125,81	0,00	1
25/10/2024	RENAULT KANGOO VU 100 GRAND ESSENCE SCE GARAGE	202412-0600	16 070,96	368,29	8
25/10/2024	CHARIOT ELEVATEUR ELECTRIQUE RX20-20 STILL GARAGE	202412-0604	36 550,34	837,61	8
25/10/2024	SITUATION N 4 MAITRISE D OEUVRE SQUARE M SEMBAT	202412-0606	4 230,00	38,77	20
28/10/2024	ACHAT D'UN LIQUIDAMBAR PLANTATION PARC PHILIPPE P	202412-0607	858,00	7,51	20
28/10/2024	ACQUISITION 2 IMPRIMANTES DIRECTEURS ECOLES SERV I	202412-0608	383,76	0,00	1
28/10/2024	ACHAT VESTIAIRE INDUSTRIE 4 COLONNES MCVA	202412-0609	522,00	6,09	15
28/10/2024	BLENDER CENTRE DE LOISIR MATERNEL KERGOMARD	202412-0610	59,99	0,00	1
28/10/2024	BLENDER CENTRE DE LOISIRS PRIMAIRE MALON	202412-0611	49,99	0,00	1
28/10/2024	CAFETIERE SERV PETITE ENFANCE PMI	202412-0612	89,98	0,00	1
28/10/2024	FOUR SERV PETITE ENFANCE PMI	202412-0613	99,99	0,00	1
28/10/2024	MISSION SPS TRX RENOV CHAUFF. SANITAIRES ECOLE B M	202412-0614	612,00	3,57	30
29/10/2024	SYSTEME DETECTEUR DE MOUVEMENT BAT E DOLET	202412-0617	2 253,05	12,93	30
29/10/2024	ACHAT COROLLE 20 M2 MINI CONTRARIO PLACE JB CLEMEN	202412-0618	41 518,51	238,35	30
31/10/2024	FOURNITURE ECLAIRAGE LED ECOLE DESNOS	202412-0619	4 860,00	81,00	10
31/10/2024	ECLAIRAGE SECURITE BAES ECOLE C PEGUY	202412-0620	2 089,44	34,82	10
31/10/2024	FOURNITURE ECLAIRAGE SECURITE GYMNASE DUCASSE	202412-0622	1 005,12	16,75	10
04/11/2024	ASSIETTES GOBELETS PICHETS NOUVEL EQUIPEMENT ECOLE	202412-0623	1 668,96	26,43	10
04/11/2024	RENAULT CLIO TCE 100 SCE GARAGE	202412-0624	14 777,76	292,48	8
04/11/2024	POSTE COMMUNICATION PREVENTION SECURITE	202412-0625	7 125,60	112,82	10
04/11/2024	ASSIETTES NOUVELLE REGLEMENTATION PLACE JEANJAURES	202412-0626	2 391,12	37,86	10
05/11/2024	ASSIETTES/ NOUVEL EQUIPEMENT ECOLE P BROSSOLETTE	202412-0627	2 625,60	40,84	10
05/11/2024	ASSIETTES/BOLS/GOBELETS - NOUVEL EQUIPEMENT ECOLE	202412-0628	400,03	0,00	1
06/11/2024	FAUTEUIL EN BOIS CRECHE ST EXUPERY	202412-0629	169,60	0,00	1
06/11/2024	TABOURETS HALTE GARDERIE MCVC	202412-0630	494,27	0,00	1
06/11/2024	FAUTEILS EN BOIS HALTE GARDERIE MCVC	202412-0631	423,72	0,00	1
07/11/2024	PLANTATION D'ARBRES CAMPAGNE ET ENTRETIEN SUR UN	202412-0633	4 335,12	32,51	20
07/11/2024	SITUA5 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE SUZANNE BUISSON	202412-0634	46 915,51	234,58	30

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
07/11/2024	SITUA6 RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0635	16 961,03	84,81	30
07/11/2024	PLANTATION DE BACS + ARBRES ESP VERTS	202412-0636	10 041,60	75,31	20
07/11/2024	ETUDE RENOVATION CHAUFFERIE ECOLE SUZANNE BUISSON	202412-0637	5 319,79	26,60	30
12/11/2024	COUVERCLE PICHET- NOUVEL EQUIPEMENT ECOLE S BUISSO	202412-0638	594,62	8,09	10
12/11/2024	COUVERCLE NOUVEL EQUIPEMENT ECOLE KERGOMART	202412-0639	297,31	0,00	1
14/11/2024	TAILLE HAIE SERVICE DES SPORTS	202412-0641	897,92	11,72	10
14/11/2024	ASSISES SENSORIELLES - CENTRE DE LOISIRS R.DESNOS	202412-0642	501,07	6,54	10
14/11/2024	ACHAT D'UN COFFRE FORT POUR LA MEDIATHEQUE	202412-0643	191,40	0,00	1
14/11/2024	VAISSELLE CLUB LACROIX NOUVELLE REGLEMENTATION	202412-0644	594,62	7,76	10
14/11/2024	DEBOUCHEUR SUR BATTERIE CTM GERY	202412-0646	2 070,14	27,03	10
14/11/2024	ECLAIRAGE LED CTM SEMBAT	202412-0649	6 791,76	88,67	10
14/11/2024	CONTROLE TECHNIQUE TRVX CHAUFFERIE ECOLE P KER	202412-0651	960,00	4,18	30
14/11/2024	REFECTION COMPLETE DES CANALISATIONS BATIMENT CTM	202412-0652	11 218,09	48,82	30
14/11/2024	RENOVATION SANITAIRE COUR BASSE ECOLE B.MALON	202412-0653	46 669,20	203,10	30
14/11/2024	REFECT COMPLETE CANALISATIONS CTM SEMBAT	202412-0654	28 045,25	122,05	30
14/11/2024	INJECTEUR EXTRACTEUR HALLE DES SPORTS	202412-0655	1 150,80	15,02	10
18/11/2024	RENOUV. LICENCE FIREWALL NOV 2024 A JUIN 24 SIT	202412-0656	7 025,62	419,59	2
19/11/2024	PICHETS GOBELETS NOUVEL EQUIPEMENT ECOLE DESNOS	202412-0657	400,03	0,00	1
19/11/2024	5 VTT ENFANTS CENTRE LOISIRS PRIMAIRES	202412-0658	1 212,50	17,68	8
20/11/2024	SEPARATIONS EN BOIS - CENTRE DE LOISIRS R.DESNOS	202412-0661	704,14	5,35	15
20/11/2024	FOURNITURE D'UNE BORNE ELECTRIQUE VEHIC CTM SEMBAT	202412-0662	1 300,66	14,81	10
25/11/2024	TABOURETS HAUTS- CRECHE DOLTO	202412-0663	262,20	0,00	1
25/11/2024	ASPIRATEUR SERVICE DES SPORTS	202412-0664	1 510,42	15,10	10
25/11/2024	CHANGEMENT GROSSES PIECES VARIO COOKING UPC S.	202412-0666	5 000,36	50,00	10
25/11/2024	ASSIETTES/CUILLERES - CRECHES - NOUVELLE REGLEMEN	202412-0667	4 675,61	46,76	10
28/11/2024	CANAPE 3PLACE POUR LE SERVICE MCVC	202412-0668	1 791,36	10,95	15
28/11/2024	CANAPE 2PLACES POUR LE SERVICE MCVC	202412-0669	1 452,96	8,88	15
28/11/2024	FAUTEUIL CATB POUR LE SERVICE ASSOCIATION	202412-0670	907,20	5,54	15
28/11/2024	FAUTEUIL CAT C POUR LE SERVICE ASSOCIATION	202412-0671	923,04	5,64	15
28/11/2024	2TABLES BASSRS POUR LE SERVICE MCVC	202412-0672	1 378,34	8,42	15
28/11/2024	MOBILIERS CHARIOT PR 15CHAISES ESPACE ANDRE MAIGN	202412-0673	867,95	5,30	15
28/11/2024	MEUBLE A COLONNES - CENTRE DE LOISIRS B.MALON	202412-0683	1 226,57	7,50	15
28/11/2024	CHAISES - CENTRE DE LOISIRS M.MEGREZ	202412-0684	346,75	0,00	1
28/11/2024	BANQUETTES - CENTRE DE LOISIRS P.BROSSOLETTE	202412-0686	907,01	5,54	15
02/12/2024	REMPLT TABLEAU D AFFICHAGE SERV SPORTS HALLE DES S	202412-0687	4 992,00	40,21	10
02/12/2024	ACQUISITION ILLUMINATION 2024 RIDEAU OPTIMA BLANC	202412-0688	5 110,78	41,17	10
02/12/2024	ACQUISITION ILLUMINATION 2024 RIDEAU ELECTRIQUE	202412-0689	4 888,18	39,38	10
03/12/2024	REFECTION ALLEE LATERALE 1 DU CIMETIERE	202412-0690	33 839,88	131,60	20
03/12/2024	TAPIS POUR BATTERIE INSTRUMENT SPECTACLE STUDIO MU	202412-0691	77,00	0,00	1
04/12/2024	MO MISSION VIS SQUARE MARCEL SEMBAT	202412-0692	1 080,00	4,05	20
05/12/2024	PORTAGE FINANCIER 30 AVENUE EUGENE THOMAS	202412-0693	36 000,00	0,00	0
09/12/2024	TABLE PLIANTE STUDIO MUSIQUE SERVICE CULTURE	202412-0695	139,80	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
09/12/2024	SCULTURE CADRAN SOLAIRE RÉABILITATION HORLOGE GEO	202412-0696	13 138,00	0,00	0
10/12/2024	MATELAS POUR LIT DE MATERNELECOLE MATER JEAN ZAY	202412-0701	488,76	0,00	1
11/12/2024	80% MISSION ETUDE STRUCTURE AVANT TRAVAUX PLACE V	202412-0702	9 024,00	25,07	20
11/12/2024	PHASE VISA ILOT VICTOR HUGO	202412-0703	4 020,00	11,17	20
13/12/2024	ECLAIRAGE LED SALLE DE CLASSE ECOLE C PEGUY	202412-0705	11 652,02	58,26	10
13/12/2024	RESTAURATION LISTE ELECTORALE D'ARCHIVES SERVICE	202412-0707	3 222,00	32,22	5
13/12/2024	CHANGEMENT PORTE SUR COUR ECOLE M MEGREZ	202412-0708	5 953,20	9,92	30
16/12/2024	TATAMIS SERV SPORTS HALLE DES SPORTS	202412-0709	9 121,20	38,01	10
17/12/2024	REFECTION COMPLETE DU SYSTEME DE VIDEOPROTECTION	202412-0710	36 144,29	140,56	10
18/12/2024	CHAISES EN BOIS SERV PTE ENFANCE CRECHE ST EXUPERY	202412-0713	333,66	0,00	1
18/12/2024	TABLETTE SAMSUNG PR PM SERV INFORMATIQUE TEL	202412-0714	600,00	4,33	5
18/12/2024	6 TELEPHONES PORTABLES SAMSUNG PR PM SERV INFORMAT	202412-0715	2 088,00	15,08	5
18/12/2024	GEODETECTION DES RESEAUX COUR BASSE B.MALON JUIN20	202412-0716	2 820,00	3,39	30
18/12/2024	GEODETECTION DES RESEAUX COUR ECOLE MEGREZ JUILL24	202412-0717	3 840,00	4,62	30
18/12/2024	REMPLACEMENT BALLON EAU CHAUDE JEAN ZAY	202412-0718	1 197,60	4,32	10
19/12/2024	DIAGNOSTIC AMIANTE PLOMB AVT TRAVX 5 /5 BIS RUE	202412-0724	13 474,80	22,46	20
20/12/2024	SECHE LINGE - ECOLE J.ZAY	202412-0725	358,00	0,00	1
20/12/2024	DIAGNOSTIC AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX 5 RUE D	202412-0726	10 210,80	15,60	20
23/12/2024	RASOIR ANTI BOULOCHE CTR SOCIAL	202412-0727	9,99	0,00	1
23/12/2024	MISE EN CONFORMITE DEPOUSSIERAGE ATELIER MENUISERI	202412-0728	38 478,13	28,50	30
23/12/2024	REFECTION COMPLETE DU RESEAUX D'EVACUATION EN EXTE	202412-0730	12 292,84	9,11	30
23/12/2024	INST° POMPE A DEBIT VARIABLE CHAUFFERIE ECOLE JEAN	202412-0731	7 553,39	5,60	30
23/12/2024	INSTALLAT° POMPES A DEBIT VARIABLE GYMNASE DUCASSE	202412-0732	8 787,14	6,51	30
23/12/2024	POSE DE GRILLE ET ETANCHEITE DALLE PLACE V. HUGO	202412-0733	72 000,00	80,00	20
24/12/2024	REQUALIFICATION L' ILOT VICTOR HUGO	202412-0735	83 084,51	80,78	20
24/12/2024	ETUDE AVANT PROJET/AVP SQUARE EDITH PIAF	202412-0736	5 415,00	5,26	20
24/12/2024	TRVX AMENAGEMENT ILOT VICTOR HUGO KB	202412-0737	21 370,40	20,78	20
24/12/2024	SITUATION 4 ILOT V HUGO ESCALE VEGETALE	202412-0738	4 824,00	4,69	20
24/12/2024	SITUATION 6 SQUARE M SEMBAT	202412-0739	1 080,00	1,05	20
24/12/2024	TRVX DE MISE EN CONFORMITES RESEAUX AERAULIQUES CT	202412-0741	69 666,25	45,15	30
27/12/2024	MISSION SPS PHASE CONCEPTION ET REALISATION	202412-0742	1 204,20	0,67	20
27/12/2024	TRAFIC E-TECH 100% ELECTRIQUEFG GCF L1H1 52KWH AC2	202412-0743	41 533,16	57,68	8
27/12/2024	ACHATS DE VEGETAUX POUR LA PLANTATION RUE B MALON	202412-0744	1 417,12	0,79	20
27/12/2024	ETUDE SITUATION 2 SQUARE JULES GUESDES	202412-0745	5 670,00	3,15	20
30/12/2024	AVENANT 1 TRAVAUX COMPLEMENTAIRE CHAUFFERIE ECOLE	202412-0746	5 832,00	0,54	30
31/12/2024	INSTALLA RADIATEURS BASSE CONSO FINANCES - RH	202412-0747	21 848,45	0,00	30
31/12/2024	MODIFICATION CANIVEAU ECOLE JEAN ZAY	202412-0748	4 081,74	0,00	30
31/12/2024	ENCEINTE JBL - CENTRE DE LOISIRS S.BUISSON	202412-0750	140,99	0,00	1
31/12/2024	SECHE LINGE - MATERNELLE ROBERT DESNOS	202412-0751	358,00	0,00	1
31/12/2024	LAVE LINGE - MATERNELLE MEGREZ	202412-0752	549,00	0,00	10
31/12/2024	CHANGEMENT COMPRESSEUR CHAMBRE FROIDE UPC S.BUISS	202412-0753	3 517,85	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
31/12/2024	CREATION DE MASSIF ROND-POINT	202412-0754	12 981,52	0,00	20
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**141 395,74**	**24,92**	
09/02/2024	PLASTIFIEUSE SCE EVENEMENTIEL	202412-0018	359,87	0,00	1
09/02/2024	ENCEINTE JBL CLM M MEGREZ	202412-0020	148,00	0,00	1
09/02/2024	BATTEUR CLM MEGREZ	202412-0021	37,99	0,00	1
09/02/2024	RADIO CD SONY CLM MEGREZ	202412-0022	229,98	0,00	1
15/02/2024	GROUPE SCOLAIRE BENOIT MALON	1979501	112 788,00	0,00	0
16/02/2024	MISSION SPS TRV RENOV. CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0060	495,00	0,00	1
16/02/2024	MISSION SPS TRAVAUX CHAUFFERIE ECOLE P KERGOMARD	202412-0061	495,00	0,00	1
27/02/2024	NIVEAU LASER COMPACTLINE GARAGE	202412-0030	179,00	0,00	1
27/02/2024	PERCEUSE ET ETAU GARAGE	202412-0034	362,70	0,00	1
28/02/2024	CHAUFFE EAU BATIMENT ADMINISTRATIF 10 RUE DOLET	202412-0071	370,76	0,00	1
28/02/2024	BARRIERE PARKING BAT ADMINISTRATIF 8 -10 PLACE J J	202412-0075	103,39	0,00	1
26/03/2024	FONDS DE TRAVAUX 2024 52/56RUE ELISEE RECLUS	202412-0092	149,19	0,00	1
26/03/2024	THERMOMETRE FRIGO SONDE PIC UPC S.BUISSON	202412-0095	183,70	0,00	1
12/04/2024	MISSION CSPS CHAUFFERIE ECOLE P KERGOMARD	202412-0143	495,00	0,00	1
24/04/2024	SIGNALETIQUE DIBOND SCE COMMUNICATION	202412-0161	259,88	0,00	1
16/05/2024	FAC. 635612 DU 26/04/2024	202412-0185	305,92	0,00	1
16/05/2024	CHARIOT ENTRETIEN OFFICE MAT MEGREZ	202412-0187	152,96	0,00	1
16/05/2024	ASPIRATEUR ENTRETIEN OFFICE MAT MEGREZ	202412-0188	268,00	0,00	1
16/05/2024	CHARIOTS ENTRETIEN OFFICE MAT DESNOS	202412-0189	305,93	0,00	1
16/05/2024	CHARIOT ENTRETIEN OFFICE 10 RUE DOLET	202412-0190	152,96	0,00	1
16/05/2024	MASSICOT RECYCLEE ECOLE PIERRE BROSSOLETTE	202412-0191	97,72	0,00	1
21/05/2024	BANQUETTES ACCUEIL DE LOISIRS A.CESAIRE	202412-0194	118,46	0,00	1
21/05/2024	CHAUFFEUSES ANGLE ACCUEIL DE LOISIRS M.MEGREZ	202412-0196	268,02	0,00	1
21/05/2024	CHAUFFEUSE ACCUEIL DE LOISIRS B.MALON	202412-0198	142,30	0,00	1
21/05/2024	NETTOYEURS ECOLES B.MALON	202412-0200	266,24	0,00	1
21/05/2024	NETTOYEURS ECOLES C.PEGUY	202412-0201	266,25	0,00	1
28/05/2024	VISSEUSE PERCEUSE COFFRET ENTRETIEN OFFICE MAT BUI	202412-0213	414,20	0,00	1
28/05/2024	VISSEUSE PERCEUSE COFFRET ENTRETIEN OFFICE MATER Z	202412-0214	414,20	0,00	1
28/05/2024	VISSEUSE PERCEUSE COFFRET ENTRETIEN OFFICE PRIMAIR	202412-0215	414,20	0,00	1
29/05/2024	FOUR ACCUEIL MATERNEL PIERRE BROSSOLETTE	202412-0216	200,16	0,00	1
29/05/2024	LAVE LINGE ECOLE KERGOMARD	202412-0217	399,00	0,00	1
29/05/2024	LAVE LINGE MEDIATHEQUE	202412-0218	399,00	0,00	1
11/06/2024	TABLE REGLABLE - ACPM R.DESNOS	202412-0233	144,50	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
11/06/2024	COUSSIN PILLOW - ACPM R.DESNOS	202412-0234	254,61	0,00	1
11/06/2024	COUSSIN PILLOW - ACM P.KERGOMARD	202412-0236	271,23	0,00	1
17/06/2024	ENCEINTE - ESPACES SENSORIELS COMMUNS CTRE LOISIRS	202412-0241	162,00	0,00	1
17/06/2024	TERRARIUM TORTUE - ACM M.MEGREZ	202412-0242	197,95	0,00	1
17/06/2024	MISSION DE CSPS CHAUFFERIE ECOLE KERGOMARD	202412-0249	495,00	0,00	1
17/06/2024	MINI FOUR ECOLE J ZAY	202412-0250	79,99	0,00	1
17/06/2024	CHAISE -ACM S.BUISSON	202412-0251	464,23	0,00	1
17/06/2024	MISSION CSPS CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0253	495,00	0,00	1
01/07/2024	RESSOURCES HUMAINES 10 AV.DR LACROIX	1974500	162,74	0,00	0
03/07/2024	SECHE LINGE MATERNELLE J ZAY	202412-0318	369,00	0,00	1
03/07/2024	SECHE LINGE ECOLE MATER DESNOS	202412-0319	398,00	0,00	1
05/07/2024	MISSION CSPS CHAUFFERIE ECOLE S BUISSON	202412-0304	495,00	0,00	1
05/07/2024	MISSION CSPS CHAUFFERIE ECOLE P KERGOMARD	202412-0305	495,00	0,00	1
11/07/2024	TABLES ACCUEIL MATERNEL J.ZAY	202412-0325	399,67	0,00	1
11/07/2024	TRAVEES ET TABLETTES ACCUEIL MATERNEL J.ZAY	202412-0326	267,23	0,00	1
11/07/2024	ARMOIRES ACCUEIL MATERNEL J.ZAY	202412-0327	436,61	0,00	1
24/07/2024	ACQUISITION ECLAIRAGE LED CLASSES ECOLE J ZAY	202412-0389	367,87	0,00	1
26/07/2024	SIGNALETIQUE MAIRIE VINYLE SCE COM	202412-0391	209,68	0,00	1
06/09/2024	MICRO ET CONNECTIQUE SCE EVENEMENTIEL	202412-0433	434,60	0,00	1
10/09/2024	MICRO A CONDENSATEUR SCE EVENEMENTS	202412-0434	170,00	0,00	1
03/10/2024	ETAU REGLABLE CENTRE TECHNIQUE GERY	202412-0487	248,45	0,00	1
03/10/2024	MEULEUSE CENTRE TECHNIQUE GERY	202412-0488	227,00	0,00	1
03/10/2024	SUPPORT PORTE PANNEAUX CENTRE TECHNIQUE GERY	202412-0489	191,09	0,00	1
03/10/2024	TOURET A MEULER + COFFRET CENTRE TECHNIQUE GERY	202412-0490	298,10	0,00	1
04/10/2024	MEUBLES BAS METALLIQUE - ECOLE R.DESNOS	202412-0505	20,17	0,00	1
18/10/2024	PLASTIFIEUSE - CENTRE DE LOISIRS R.DESNOS	202412-0557	152,60	0,00	1
18/10/2024	GRANDS TAPIS - CENTRE DE LOIRS B.MALON	202412-0558	92,28	0,00	1
18/10/2024	ASSISES SENSORIELLES - CENTRE DE LOISIRS R.DESNOS	202412-0559	344,18	0,00	1
18/10/2024	GRANDS TAPIS D'EVOLUTION - CENTRE DE LOISIRS S.BU	202412-0562	305,17	0,00	1
18/10/2024	PLASTIFIEUSE - CENTRE DE LOISIRS S.BUISSON	202412-0563	152,60	0,00	1
18/10/2024	CHAUFFE EAU MEDIATHEQUE	202412-0568	474,80	0,00	1
18/10/2024	LAMPES CHAMPIGNON - CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0579	258,17	0,00	1
18/10/2024	REFRIGERATEUR - ECOLE J.ZAY	202412-0580	198,00	0,00	1
18/10/2024	ACHAT LAVE-LINGE SECHANT POUR FOSSOYEURS CIMETIERE	202412-0581	479,00	0,00	1
18/10/2024	BLENDER MOULINEX CENTRE LOISIRS MATERNEL J ZAY	202412-0582	89,99	0,00	1
18/10/2024	REFRIGERATEUR - CENTRE DE LOSIRS S.BUISSON	202412-0583	248,00	0,00	1
18/10/2024	ESCABEAU 3 MARCHES HOTEL DE VILLE	202412-0584	248,75	0,00	1
18/10/2024	ASPIRATEUR POUSSIERE HOTEL DE VILLE	202412-0585	886,85	17,98	10
25/10/2024	PROJECTEUR CENTRE DE LOISIRS PRIMAIRE MALON	202412-0601	269,00	0,00	1
25/10/2024	ECRAN CENTRE DE LOISIRS PRIMAIRE MALON	202412-0602	169,00	0,00	1
25/10/2024	ACHAT LAVE LINGE ESPACE ANDRE MAIGNE	202412-0603	378,00	0,00	1
25/10/2024	SANI POMPE HOTEL DE VILLE	202412-0605	96,31	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
28/10/2024	TABLEAU - CENTRE DE LOISIRS P.BROSSOLETTE	202412-0615	67,50	0,00	1
28/10/2024	MACHINE A POP CORN - CENTRE DE LOISIRS P.BROSSOLE	202412-0616	25,28	0,00	1
31/10/2024	GRAND TAPIS - ECOLE ZAY	202412-0621	80,64	0,00	1
06/11/2024	TABLEAUX BLANC - CLUB LACROIX	202412-0632	166,69	0,00	1
14/11/2024	GRANDS TAPIS D'EVOLUTION - CENTRE DE LOISIRS S.BU	202412-0640	283,35	0,00	1
14/11/2024	VISSEUSE CTM GERY	202412-0645	207,60	0,00	1
14/11/2024	PONCEUSE CTM GERY	202412-0647	374,40	0,00	1
14/11/2024	ASPIRATEUR CTM GERY	202412-0648	198,00	0,00	1
19/11/2024	VTT ADULTE CENTRE LOISIRS PRIMAIRES	202412-0659	241,50	0,00	1
19/11/2024	RELIQUAIRES : BOITES A OSSEMENTS	202412-0660	594,72	6,94	10
28/11/2024	CHAISES CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0674	315,16	0,00	1
28/11/2024	BANQUETTE CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0675	453,32	0,00	1
28/11/2024	TAPIS MODULO CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0676	150,59	0,00	1
28/11/2024	ARMOIRE CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0677	329,29	0,00	1
28/11/2024	BANQUETTES 320MM- CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0678	184,60	0,00	1
28/11/2024	ARMOIRE A CREDENCE- CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0679	260,16	0,00	1
28/11/2024	TABLES MATERNELLES - CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	202412-0680	420,91	0,00	1
28/11/2024	COUSSIN PILLOW POUR SALLE SENSORIELLE CENTRE LOISI	202412-0681	252,84	0,00	1
28/11/2024	GRANDS TAPIS - CENTRE DE LOISIRS P.KERGOMARD	202412-0682	361,42	0,00	1
28/11/2024	MOBILIERS MEUBLE A COLONNE - CENTRE DE LOISIRS P.B	202412-0685	202,31	0,00	1
11/12/2024	TABOURET DRH	202412-0700	497,90	0,00	1
11/12/2024	PLAQUE DE RUE	202412-0704	116,64	0,00	1
13/12/2024	RESTAURATION AFFICHES D'ARCHIVES ANNEÉ 2024	202412-0706	280,80	0,00	1
18/12/2024	ACCESOIRE PARASOL POUR TRIPORTEUR SERVICE ASSOCIAT	202412-0711	490,00	0,00	1
18/12/2024	MINI CHAINE CTRE SOCIAL	202412-0719	399,99	0,00	1
18/12/2024	BATTEUR CTRE SOCIAL	202412-0720	22,99	0,00	1
18/12/2024	BARBECUE CTRE SOCIAL	202412-0721	24,99	0,00	1
18/12/2024	MACHINE A COUDRE CTRE SOCIAL	202412-0722	259,99	0,00	1
18/12/2024	EXPRESSO CTRE SOCIAL	202412-0723	64,99	0,00	1
24/12/2024	MINI FOUR BRANT - CENTRE DE LOISIRS R.DESNOS	202412-0734	149,99	0,00	1
24/12/2024	GRANDS TAPIS - CENTRE DE LOIRS B.MALON	202412-0740	76,78	0,00	1

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES — B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**467 610,77**	**143 972,72**	
Cessions à titre onéreux							**467 730,77**	**144 092,72**	
27/09/2024	BALAYEUSE TENAX MAXWIND	15/09/2021	39 968,40	8	14 988,15	24 980,25	15 000,00	-9 980,25	0,00
22/11/2024	ACQUISITION D UNE REMORQUE SCE SPORTS	06/05/2021	2 741,80	5	1 644,00	1 097,80	500,00	-597,80	0,00
05/12/2024	TERRAIN 19 RUE CURIE	11/01/2011	275 000,00	0	0,00	275 000,00	444 230,77	169 230,77	0,00
05/12/2024	RACHAT FONDS DE COMMERCE 17 RUE GENERAL LECLERC	09/02/2021	56 400,00	5	33 840,00	22 560,00	8 000,00	-14 560,00	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**-120,00**	**-120,00**	
18/04/2024	TABLE RONDE 80CM SERVICE HABITAT LOGEMENT	01/01/2022	223,20	1	223,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLEAU BLANC SERVICE HABITAT LOGEMENT	01/01/2022	94,80	1	94,80	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LAMPE DE BUREAU SERVICE HABITAT LOGEMENT	01/01/2022	88,27	1	88,27	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PLAQUES PORTE MEDIATHEQUE	01/01/2022	393,60	1	393,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	APPEL N 1 FDS TRVX 1ERTR2022 3BIS RUE DU 14 JUIL	11/01/2022	105,44	1	105,44	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DALLES DE PLAFONDS E DOLET	01/01/2022	681,18	1	681,18	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	REFRIGERATEUR HDV CAB DU MAIRE	01/01/2022	149,00	1	149,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SUPPORTS D'AFFICHE MEDIATHEQUE	01/01/2022	275,40	1	275,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS SCE ARCHIVES DOCUMENTATIO	01/01/2022	202,35	1	202,35	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAISSONS MOBILES 3 TIROIRS SCE PUBLICATION	01/01/2022	404,71	1	404,71	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAUTEUILS DE BUREAU WIMAX SCE PUBLICATION	01/01/2022	573,19	1	573,19	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	CAISSONS MOBILES 3 TIROIRS SCE TRANQUILITE URABAIN	01/01/2022	607,06	1	607,06	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAUTEUIL BUREAU ACCOUDOIRS APPUI TETE SCE TRANQUIL	01/01/2022	1 559,17	1	1 559,17	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	REPOSE PIED EROGNOMIQUE GRIS SCE TRANQUILITE URBAI	01/01/2022	142,08	1	142,08	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAISSONS MOBILES 3 TIROIRS MEDIATHEQUE	01/01/2022	404,71	1	404,71	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS AFFAIRES CULTURELLES	01/01/2022	202,35	1	202,35	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAUTEUIL ACCOUDOIRS APPUI TETE SCE AFFAIRES CULTUR	01/01/2022	389,78	1	389,78	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	REPOSE PIED ERGONOMIQUE GRIS SCE AFFAIRES CULTUREL	01/01/2022	35,52	1	35,52	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAUTEUIL DE GAMME WIMAX SCE ESPACES VERTS	01/01/2022	286,59	1	286,59	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLE DE REUNION PLIANTE ESPACE MAIGNE	01/01/2022	1 464,00	1	1 464,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAISES PLIANTES MCVA	01/01/2022	4 724,40	1	4 724,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHARIOT DE TRANSPORT MCVA	01/01/2022	319,68	1	319,68	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAFETIERE ET PLATEAUX CONSEIL DE QUARTIER	01/01/2022	87,48	1	87,48	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHARIOT SERVICE UPC S.BUISSON	01/01/2022	251,43	1	251,43	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHARIOT PORTE SAC PUBELLE UPC S.BUISSON	01/01/2022	330,48	1	330,48	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ECHELLE UPC S.BUISSON	01/01/2022	264,28	1	264,28	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BACS PLEIN UPC S.BUISSON	01/01/2022	581,76	1	581,76	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	COUVERCLE ETANCHE INOX UPC S.BUISSON	01/01/2022	1 649,29	1	1 649,29	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FONDS TRAVAUX 2022 7 7 BIS RUE DE VERDUN	31/01/2022	117,86	1	117,86	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	APPEL PROVISIONS FD DE TRVX 2022 18 RUE DU 14 JUI	07/02/2022	17,05	1	17,05	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LOT TABLE ET CHAISES CENTRE M.MEGREZ	01/02/2022	465,66	1	465,66	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ROBINET MATER J ZAY	01/01/2022	1 103,57	1	1 103,57	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	OSSATURE PLAFONDS ENTRETOISE ET PORTEUR E DOLET	01/01/2022	462,78	1	462,78	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	GAZON SYNTHETIQUE CLP COMMUN	05/02/2022	119,84	1	119,84	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ACQUISITION SCANNNER DE DOCUMENTS SERV HABITAT	01/01/2022	291,31	1	291,31	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PISCINES CLM	01/01/2022	338,00	1	338,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	CHGT LUMINAIRES LED P.BROSSOLETTE	20/01/2022	1 134,50	1	1 134,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SURVEILLANCE FISSURE M MEGREZ 03 12 21 AU 02 03 2	05/01/2022	440,00	1	440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ROBINET MATERIEL POUR TRAVAUX ECOLE R.DESNOS	01/01/2022	1 159,63	1	1 159,63	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TRAVAUX D AD AP LUMINAIRES M MEGREZ	20/01/2022	129,42	1	129,42	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PORTE COUPE FEU TRVX D AMELIORATION E DOLET RDC	31/01/2022	848,09	1	848,09	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRE 2 PORTES MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	336,15	1	336,15	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEUBLES3 COLONNES MANDI BACS MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	593,66	1	593,66	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BACS PLASTIQUES 75MM MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	242,74	1	242,74	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BACS PLASTIQUES 150MM MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	175,22	1	175,22	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAUFFEUSE D ANGLE MODULO MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	145,84	1	145,84	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANCS D ASSISE 3LAMES MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	438,80	1	438,80	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAIRE DE PROFESSEUR AVEC TIROIR MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	268,25	1	268,25	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MOBILIER D IMITATION L EVIER LAVE VAISSELLE MATERN	25/02/2022	362,15	1	362,15	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MOBILIER D IMITATION LA MARCHANDE THEATRE MATERN J	25/02/2022	188,75	1	188,75	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEUBLE A DESSIN 30 TABLETTES MATERN JEAN ZAY	25/02/2022	461,37	1	461,37	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LECTEURS DVD CTRE LOISIRS PRIMAIRES	24/02/2022	99,98	1	99,98	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BOITES INOX RESTAURATION	02/03/2022	1 465,20	1	1 465,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAGE TRANSPORT CHIEN DTEP	08/02/2022	177,00	1	177,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ESPACE JEUNESSE TRAVAUX D'AMELIORATION ECLAIRAGE L	16/03/2022	540,60	1	540,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	AMENAGEMENT DOLET ECLAIRAGE R+2	31/01/2022	95,98	1	95,98	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SCIE SABRE CTM GERY	28/02/2022	546,94	1	546,94	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TESTEUR CTM GERY	28/02/2022	61,67	1	61,67	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARBRE A CHANG CTM GERY	28/02/2022	134,14	1	134,14	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VISSEUSE CTM GERY	28/02/2022	452,15	1	452,15	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MARCHE PIED 5 MARCHES CTM GERY	28/02/2022	166,78	1	166,78	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MITIGER ELECTRIQUE HDV	28/02/2022	4 089,60	1	4 089,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SURVEILLANCE DES FISSURES A L'ECOLE M. MEGREZ EN V	25/02/2022	440,00	1	440,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	PANNEAUX PERMANENTS POUR LE MARCHE FORAIN	15/03/2022	385,79	1	385,79	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PANNEAUX CODE ROUTIER POUR LE MARCHE FORAIN	15/03/2022	1 142,17	1	1 142,17	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DRAPEAUX PAVILLON FRANCAIS	22/03/2022	96,00	1	96,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAFE + 1 MACHINE A CAFE DIRECTION GALE	01/01/2022	158,24	1	158,24	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PERFORATEUR CTM GERY	31/01/2022	429,91	1	429,91	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VISSEUSE CTM GERY	05/04/2022	562,87	1	562,87	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MIROIR VERRE ACRYLIQUE HALTE GARDERIE MADELEINE BR	26/01/2022	294,00	1	294,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ENSEMBLE LED DETECTEUR TRVX ADAP P BROSSOLETTE	01/01/2022	2 238,05	1	2 238,05	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ECLAIRAGE LED CLSH P.KERGOMARD TRVX AMELIORATION	20/03/2022	486,25	1	486,25	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ECLAIRAGE LED CLSH P.KERGOMARD AMELIORATION	20/03/2022	420,24	1	420,24	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	AMELIORATION LUMINAIRES LED PREAU C.PEGUY	20/03/2022	1 178,40	1	1 178,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FOURN ECLAIRAGE CREATION DE BUREAU E DOLET	28/02/2022	801,41	1	801,41	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ROBINET PACK WC TRAVX E DOLET	28/02/2022	511,93	1	511,93	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ECLAIRAGE DOLET RDC TRAVAUX D'AMELIORATION	20/02/2022	1 788,43	1	1 788,43	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ACQUISITION D'UN FAUTEUIL ERGONOMIQUE POUR MR PLUM	31/03/2022	530,08	1	530,08	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ACQUISITION D'UN FAUTEUIL ERGONOMIQUE UDO CLUB LAC	11/04/2022	459,70	1	459,70	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAGE BRIGADE CYNOPHILE DTEP	07/04/2022	271,00	1	271,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VESTIAIRES MONOBLOC JEU DE PIEDS CLUB LACROIX	20/04/2022	1 263,60	1	1 263,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAISES MAHE CLUB LACROIX	20/04/2022	741,60	1	741,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLE MODULAIRE SUPPORT UNITE CENTRAL CLUB LACROI	20/04/2022	421,32	1	421,32	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRE A RIDEAUCOMPTOIR 102CM CLUB LACROIX	20/04/2022	388,80	1	388,80	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PLATEAU TABLE DE REUNION PIED ROND SERVICE DDL	20/04/2022	271,42	1	271,42	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DEBROUSSAILLEUSE ESPECES VERTS	25/04/2022	405,60	1	405,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRE A PHARMACIE CRECHE DOLTO	01/03/2022	275,40	1	275,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	COFFRE SERVICE COMMERCE	31/03/2022	356,70	1	356,70	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PANNEAU DE BASKET	11/05/2022	152,28	1	152,28	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	APPAREIL LED R DESNOS	30/04/2022	551,28	1	551,28	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LUMINAIRES LED +CABLE DESNOS	31/03/2022	506,16	1	506,16	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LED LUMINAIRES R DESNOS	31/03/2022	383,16	1	383,16	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LED GLOBE CTM	10/05/2022	1 628,64	1	1 628,64	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ENSEMBLE CUISINETTE AVEC FRIGO ET PLAQUES LOGEMEN	30/04/2022	904,61	1	904,61	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAUFFE EAU LOGEMENT E RECLUS	30/04/2022	236,40	1	236,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LAVABO +ROBINET LOGEMENT E RECLUS	30/04/2022	398,45	1	398,45	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PLASTIFIEUSE CENTRE DE LOISIRS J.ZAY	25/05/2022	55,66	1	55,66	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BUREAUX 160X80 CAISSONS MOBILE 3 TIROIRS HOTEL DE	31/05/2022	2 655,18	1	2 655,18	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAUTEUILS ACCOUDOIRS APPUI TETE HOTEL DE VILLE EL	31/05/2022	1 946,35	1	1 946,35	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRES A RIDEAUX 198X120 CM HOTEL DE VILLE ELUS	31/05/2022	1 472,40	1	1 472,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ENCEINTES J.ZAY	30/05/2022	299,99	1	299,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FOURS J.ZAY	30/05/2022	54,99	1	54,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FER A REPASSER CTRE DE LOISIRS	27/05/2022	119,97	1	119,97	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ASPIRATEUR ENTRETIEN OFFICE	07/04/2022	225,10	1	225,10	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DALLES LED CTM SEMBAT	25/05/2022	1 379,34	1	1 379,34	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VIDEOPROJECTEUR ECOLE BROSSOLETTE	02/05/2022	400,00	1	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BADGE CTM SEMBAT & MAIRIE	22/06/2022	368,96	1	368,96	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	REMPLACEMENT DES APPLIQUES PAR LED SANITAIRES C.LA	20/06/2022	104,83	1	104,83	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ETAGERES CRECHE ST EXUPERY	04/02/2022	499,55	1	499,55	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DISJONCTEUR M MEGREZ	30/06/2022	286,50	1	286,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TELEVISEUR CLP B MALON	13/07/2022	274,99	1	274,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DESINCECTISEUR UPC BUISSON	28/06/2022	150,00	1	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PORTE SAC POUBELLE UPC BUISSON	28/06/2022	144,00	1	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LED CTM SEMBAT	30/06/2022	565,62	1	565,62	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CREP'PARTY ROUGE CENTRE M MEGREZ	21/07/2022	124,99	1	124,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BAC INOX GN 1/3 H65 SP ECO U RESTAURATION	27/07/2022	552,72	1	552,72	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	COUV INOX GN 1/3 AP ECO U RESTAURATION	27/07/2022	459,36	1	459,36	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	COUV INOX GN 2/3 AP ECO U RESTAURATION	27/07/2022	937,44	1	937,44	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BAC INOX GN 2/3 H65 SP ECO U RESTAURATION	27/07/2022	1 188,72	1	1 188,72	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BAC INOX GN 2/1 H65 SP ECO U RESTAURATION	27/07/2022	826,20	1	826,20	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	COUV INOX GN 2/1 AP ECO U RESTAURATION	27/07/2022	895,68	1	895,68	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	HAUTS PARLEURS SIT	24/05/2022	135,36	1	135,36	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SOURIS ERGONOMIQUE SANS FIL	11/05/2022	176,64	1	176,64	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VISSEUSE CTM GERY	31/07/2022	348,71	1	348,71	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VISSEUSE CTM.GERY	10/09/2022	348,00	1	348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FONDS DE TRVX 3EME TRIMESTRE 2022 7 ET 7 BIS RUE	17/06/2022	58,94	1	58,94	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FONDS DE TRAVX 2EME TRIM 22 7 ET 7 BIS RUE DE VER	12/08/2022	58,81	1	58,81	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PISCINE PEDILUVE DALLES ETE 2022 CENTRE BME	19/08/2022	109,00	1	109,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DRAPEAUX 80X120 CM ENTRETIEN OFFICE	22/08/2022	121,80	1	121,80	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	DRAPEAUX FRANCE 80X120CM HAMPE ENTRETIEN OFFICE	22/08/2022	170,52	1	170,52	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLES ORGA 1200X600MM SALLE AMPHITHEATRE CLP A CE	22/08/2022	309,30	1	309,30	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAISES RAJA CENTRE A.CESAIRE	22/08/2022	478,78	1	478,78	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANQUETTES 3 PLACES MODULO CENTRE A.CESAIRE	22/08/2022	2 039,67	1	2 039,67	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	POSTE D ACCUEIL 180CM SERVICE COMMERCE	23/08/2022	386,69	1	386,69	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAUTEUIL DE BUREAU ACCOUDOIRS SERVICE COMMERCE	23/08/2022	391,73	1	391,73	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	2 PISCINES CLP A CESAIRE	20/07/2022	318,00	1	318,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	KIT DOUBLE BANC EXTERIEUR COMMUN CLM BUISSON	22/08/2022	433,37	1	433,37	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHARIOT 3 PLATEAUX PRIMAIRE CHARLES PEGUY	25/08/2022	145,20	1	145,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLES CENTRE B.MALON	13/09/2022	1 202,16	1	1 202,16	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAISES CENTRE B.MALON	13/09/2022	1 366,34	1	1 366,34	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEUBLES OUVERT CENTRE P.BROSSOLETTE	07/09/2022	354,37	1	354,37	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SURMEUBLES CENTRE P.BROSSOLETTE	07/09/2022	246,67	1	246,67	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHARIOT ARIANE MATER KERGOMARD	08/09/2022	109,96	1	109,96	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VIPER ASPIRATEUR POUSSIER SCE ENTRETIEN	14/09/2022	578,39	1	578,39	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VIP ER ASP IRAT EUR PRIM PEGUY	08/09/2022	157,51	1	157,51	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHARIOT DE LAVAGE ARIANE MATERN S.BUISSON	07/09/2022	219,91	1	219,91	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	COMMANDE CHARIOT DE LAVAGE ARIANE MATERN MEGREZ	07/09/2022	219,91	1	219,91	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	CHARIOT ARIANE MATERN DESNOS	07/09/2022	329,87	1	329,87	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	VIPER ASPIRAT EUR POUSSIERE ECOLE J ZAY	08/09/2022	157,51	1	157,51	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ASPIRATEUR ARIANE ECOLE MATERN DESNOS	08/09/2022	157,51	1	157,51	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MOUSSE SET CLES MIXTE GARAGE	20/09/2022	175,96	1	175,96	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	M PLEINE 8 CLES GARAGE	20/09/2022	98,33	1	98,33	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MOUSSE SET D IMPACT GARAGE	20/09/2022	114,31	1	114,31	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SET 9 CLES GARAGE	20/09/2022	112,73	1	112,73	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CASIER VESTIAIRES CRECHE DOLTO	20/09/2022	1 806,24	1	1 806,24	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PLAQUE ECOLE CHARLES PEGUY	30/04/2022	309,60	1	309,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAUFFE EAU CTM	30/06/2022	302,34	1	302,34	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FONDS DE TRAVAUX 18 RUE DU 14 JUILLET	06/09/2022	51,15	1	51,15	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRE CENTRE M.MEGREZ	26/09/2022	358,06	1	358,06	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRE CENTRE J.ZAY	26/09/2022	367,58	1	367,58	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CAISSON CENTRE J.ZAY	26/09/2022	216,62	1	216,62	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANQUETTE CENTRE J.ZAY	26/09/2022	335,10	1	335,10	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TESTEUR MORTI METRIQUE CTM GERY	31/08/2022	542,23	1	542,23	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	AM AVANT TRAVAUX A L'ANCIEN ESPACE JEUNESSE	23/08/2022	495,00	1	495,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	REMPLACEMENT ECLAIRAGE LED ECOLE PRIM MALON	22/08/2022	2 221,70	1	2 221,70	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	THERMOMETRES UPC M MEGREZ	22/08/2022	176,70	1	176,70	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANQUETTE ENFANTS 400MM CENTRE S.BUISSON	07/10/2022	405,56	1	405,56	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	FAC. F2223846 DU 05/10/2022	07/10/2022	118,86	1	118,86	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LAVE LINGE HUBLOT SERV PETITE ENFANCE	01/03/2022	408,00	1	288,00	0,00	-120,00	-120,00	0,00
18/04/2024	BOITIER DE DIRECT 1ER EQUIPEMENT STUDIO MUSIQUE	17/10/2022	210,00	1	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BOUILLOIRE CLUB LACROIX	23/09/2022	32,44	1	32,44	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BALLON D'EAU CHAUDE STU	30/09/2022	210,19	1	210,19	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLETTE GRAPHIQUE POUR ATELIERS MEDIATHE	20/10/2022	100,00	1	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	RADIO CD K7 CLMP	25/07/2022	115,00	1	115,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CHAINES HIFI CLMP	25/07/2022	151,99	1	151,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LUMINAIRES LED DESNOS	20/10/2022	1 328,28	1	1 328,28	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	REMPLACEMENT INTERRUPTEUR C PEGUY	31/07/2022	3 227,52	1	3 227,52	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ROBINET J ZAY	31/10/2022	682,62	1	682,62	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ROBINET J ZAY	31/10/2022	593,76	1	593,76	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	POIGNEE DEMI LUNE CTM GERY	31/07/2022	5 696,40	1	5 696,40	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	TRICYCLES B MALON	07/09/2022	483,38	1	483,38	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANCS 3 LAMES 1600 MM MATER JEAN ZAY	17/11/2022	266,55	1	266,55	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANCS 3 LAMES 2000MM MATER JEAN ZAY	17/11/2022	318,94	1	318,94	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ARMOIRES MATER JEAN ZAY	17/11/2022	324,06	1	324,06	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEUBLE BAS MATER JEAN ZAY	17/11/2022	275,48	1	275,48	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEUBLE COLONNE MATER JEAN ZAY	17/11/2022	206,31	1	206,31	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PUPITRE ET BACS MATER JEAN ZAY	17/11/2022	569,64	1	569,64	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TABLES MATER JEAN ZAY	17/11/2022	338,38	1	338,38	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEUBLES 3 COLONNES MATER JEAN ZAY	17/11/2022	274,76	1	274,76	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	NTERVENTION 23/12/2020 SUR LES BADGES D'ACCES MCV	18/11/2022	304,99	1	304,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	AMPLIFICATEUR - STUDIO MUSIQUE (VISUEL JOINT)	18/11/2022	225,00	1	225,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TAPIS MODULO ACM R.DESNOS	21/11/2022	306,10	1	306,10	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SCIE SAUTEUSE CTM	30/09/2022	244,79	1	244,79	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MEULEUSE CTM	30/09/2022	202,73	1	202,73	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PLASTIFIEUSE M MEGREZ	31/08/2022	149,87	1	149,87	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	THERMOMETRE INFRAROUGE DM MEGREZ	31/08/2022	75,43	1	75,43	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	HORLOGE M MEGREZ	31/08/2022	92,23	1	92,23	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BAC PLIANT M MEGREZ	31/08/2022	39,50	1	39,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	EQUIPEMENT DE MOTRICITE ECOLE P KERGOMARD	25/08/2022	219,48	1	219,48	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ORGANIGRAMME MA BUISSON	31/10/2022	1 147,14	1	1 147,14	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LED DIVERS BATIMENTS	10/11/2022	5 962,48	1	5 962,48	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	POSE DETECTEURS LUMINEUX PKERGOMARD	30/09/2022	2 162,40	1	2 162,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CREATION D UNE TRAPPE AU SOL BUISSON	23/11/2022	444,00	1	444,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	ROBINET PRESTO SUR DIVERS SITES	30/11/2022	1 767,83	1	1 767,83	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	BANQUETTE CTRE LOISIRS B MALON	07/12/2022	203,80	1	203,80	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	POMPE CTM GERY	31/01/2022	448,08	1	448,08	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TESTO CO2 MESUREUR OXYGENE SCE HABITAT	05/12/2022	194,40	1	194,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	THERMO ANEMOMETRE SCE HABITAT + FRAIS DE PORT	05/12/2022	162,00	1	162,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LAVE LINGE HOTEL DE VILLE	19/12/2022	318,00	1	318,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SECHE LINGE ECOLE J ZAY	19/12/2022	299,00	1	299,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	SECHE LINGE LAVE LINGE ECOLE J ZAY	19/12/2022	298,00	1	298,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	MAT DE POMPIER EQUIPT PEDAGOGIQUE	08/11/2022	328,99	1	328,99	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PONT DE SINGE EQUIPT PEDAGOGIQUE	08/11/2022	273,01	1	273,01	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	TAPIS CHARLES PEGUY	22/12/2022	319,46	1	319,46	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/04/2024	TAPIS CHARLES PEGUY	22/12/2022	292,73	1	292,73	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	POSE DE NOUVEAUX STORE HDV	29/09/2022	147,60	1	147,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	PANNEAU ECLAIRANT MATERN DESNOS	23/12/2022	338,40	1	338,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	LECTEUR CD. MATERN DESNOS	23/12/2022	122,93	1	122,93	0,00	0,00	0,00	0,00
18/04/2024	CASQUE VERTEX CTM GERY	30/11/2022	187,30	1	187,30	0,00	0,00	0,00	0,00
10/12/2024	CENTRE SOCIAL GERMAINE TILLON 2015	22/09/2015	483,00	15	483,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS — B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	2 439 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	467 730,77
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	323 638,05

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	B14

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B14

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B15.2

B15.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**158 753,51**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-2 597 086,85**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 438 333,34**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**2 438 333,34**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 438 333,34**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**3 050 645,00**	**2 835 054,99**	**2 884 965,29**	**5 720 020,28**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**7 164 167,58**	**1 907 552,65**	**1 500 000,00**	**3 407 552,65**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**4 113 522,58**	**-927 502,34**	**-1 384 965,29**	**-2 312 467,63**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**158 753,51**			**158 753,51**
Affectation au 1068 (C)	**2 438 333,34**	**2 438 333,34**		**2 438 333,34**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**2 597 086,85**			**2 597 086,85**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**284 619,22**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**3 050 645,00**	**I**	**2 835 054,99**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 940 645,00**		**2 831 901,21**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	2 940 645,00		2 831 901,21
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**110 000,00**		**3 153,78**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*110 000,00*		*3 153,78*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**7 164 167,58**	**III**	**1 907 552,65**
Ressources propres externes de l'année (a)		**559 600,00**		**314 802,16**
10222	FCTVA	359 600,00		253 044,61
10226	Taxe d'aménagement (2)	100 000,00		51 924,36
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00		9 833,19
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**6 604 567,58**		**1 592 750,49**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*		*20 347,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*9 714,04*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*4 732,36*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*144 425,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*		*5 738,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*		*3 000,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*50 652,76*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*		*155 009,56*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*11 671,25*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*29 831,64*
281321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*3 293,15*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*158 526,68*
281352	*Bâtiments privés*	*0,00*	*2 013,50*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*6 701,90*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*965,20*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*18 343,65*
281534	*Réseaux d'électrification*	*0,00*	*1 681,53*
281538	*Autres réseaux*	*0,00*	*1 266,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*3 971,68*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*32 483,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*38 006,41*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*41 454,97*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*126 949,44*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*132 443,39*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*13 549,91*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*145 438,03*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*10 580,13*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*61 451,23*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*8 220,37*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 707 631,00*	*349 810,67*
2826	*Biens histo. et cult. - dépenses amorti.*	*0,00*	*478,04*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 439 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 457 936,58*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ANNEXES — IV

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
APEV2024	ESPACES VERTS	21	8 826 920,00	8 826 920,00	8 826 920,00	0,00	0,00	8 826 920,00	245 382,72	8 581 537,28
APGYM2024	GYMNASES	23	11 120 000,00	11 120 000,00	11 120 000,00	0,00	0,00	11 120 000,00	122 894,40	10 997 105,60
APSECU2024	SECURITE	21	947 000,00	1 059 500,00	947 000,00	112 500,00	0,00	1 059 500,00	36 144,29	1 023 355,71
TOTAL			**20 893 920,00**	**21 006 420,00**	**20 893 920,00**	**112 500,00**	**0,00**	**21 006 420,00**	**404 421,41**	**20 601 998,59**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	132 346,86	0,00	0,00	0,00	132 346,86	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	409 186,92	214 192,07	0,00	0,00	194 994,85	0,00
A125	Constructions	2 219 073,37	965 176,80	0,00	0,00	1 253 896,57	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	87 261,91	71 110,51	0,00	0,00	16 151,40	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	239 178,79	171 164,73	0,00	0,00	68 014,06	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	122 894,40	0,00	0,00	0,00	122 894,40	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 209 942,25**	**1 421 644,11**	**0,00**	**0,00**	**1 788 298,14**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	132 346,86	0,00	0,00	132 346,86	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	409 186,92	214 192,07	0,00	194 994,85	0,00
A125	Constructions	2 219 073,37	965 176,80	0,00	1 253 896,57	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	87 261,91	71 110,51	0,00	16 151,40	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	239 178,79	171 164,73	0,00	68 014,06	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	122 894,40	0,00	0,00	122 894,40	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 209 942,25**	**1 421 644,11**	**0,00**	**1 788 298,14**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	629 456,57	303 556,87	0,00	0,00	325 899,70	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	7 399,48	0,00	0,00	0,00	7 399,48	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 534 178,80	740 226,88	0,00	0,00	793 951,92	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	410 105,61	92 557,78	0,00	0,00	317 547,83	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	17 003,99	0,00	0,00	0,00	17 003,99	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	540 691,55	285 302,58	0,00	0,00	255 388,97	0,00
6	Action économique	63 210,25	0,00	0,00	0,00	63 210,25	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	7 896,00	0,00	0,00	0,00	7 896,00	0,00
	TOTAL	**3 209 942,25**	**1 421 644,11**	**0,00**	**0,00**	**1 788 298,14**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	629 456,57	303 556,87	0,00	325 899,70	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	7 399,48	0,00	0,00	7 399,48	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	1 534 178,80	740 226,88	0,00	793 951,92	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	410 105,61	92 557,78	0,00	317 547,83	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	17 003,99	0,00	0,00	17 003,99	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	540 691,55	285 302,58	0,00	255 388,97	0,00
6	Action économique	63 210,25	0,00	0,00	63 210,25	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	7 896,00	0,00	0,00	7 896,00	0,00
	TOTAL	**3 209 942,25**	**1 421 644,11**	**0,00**	**1 788 298,14**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D6

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
Ibrahima TRAORE	UNION NATIONALE DES C.C.A.S.	210,00	du 27 au 29/03/2024	Participation congrès UNCCAS
Annisa AZZOUG	ELUES LOCALES	675,00	28/11/2024	Résolution des conflits
Corinne COURDY et TAPA Vry Narcisse	AMF	300,00	20/11/2023	Prise de parole en public
Jean François DELAGE	EVENO CORENTIN / HOP ELOQUENCE	800,00	29/06/2024	Prise de parole
Jean François DELAGE et Jean Luc LAURENT	ASSOCIATION DES MAIRES DE France	190,00	21/11/2023	Participation congrès
Jean-Pierre RUGGIERI	ASSOC NATIONALE ELUS LOCAUX OPPO	900,00	07/12/2024	Savoir lire un budget communal
Mounia BENSETTITI	ELUES LOCALES	1 400,00	du 22 au 23/11/2024	Journée nationale des femmes élues
Nadia CHIBOUB	ELUES LOCALES	1 000,00	25/11/2023	L'art de la négociation
Nadia CHIBOUB	IFED	970,00	du 27 au 29/10/2024	Les élus locaux

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7	D7

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	124 509,04	156 829,98	-20,61	12 326,65	3 635,93	239,02	0,00	2 069,55	-100,00	136 835,69	162 535,46	-15,81

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – COMPTE D'EMPLOI DU FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT (en application de l'article 7 du décret n°2000-992 du 6 octobre 2000)	D8

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1)	D9

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 906 776,43	7 157 468,64	2 884 965,29	5 864 342,50
RECETTES	15 906 776,43	6 760 676,40	1 500 000,00	7 646 100,03
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	52 742 044,47	49 790 716,67	0,00	2 951 327,80
RECETTES	52 742 044,47	53 861 742,10	0,00	-1 119 697,63

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET Marché forain/ N°SIRET : 21940043900218				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	124 723,09	33 023,09	0,00	91 700,00
RECETTES	124 723,09	31 862,08	0,00	92 861,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	654 243,41	488 829,77	1 380,00	164 033,64
RECETTES	654 243,41	632 285,66	0,00	21 957,75

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 031 499,52	7 190 491,73	2 884 965,29	5 956 042,50
RECETTES	16 031 499,52	6 792 538,48	1 500 000,00	7 738 961,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 396 287,88	50 279 546,44	1 380,00	3 115 361,44
RECETTES	53 396 287,88	54 494 027,76	0,00	-1 097 739,88

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 031 499,52	7 190 491,73	2 884 965,29	5 956 042,50
RECETTES	16 031 499,52	6 792 538,48	1 500 000,00	7 738 961,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 396 287,88	50 279 546,44	1 380,00	3 115 361,44
RECETTES	53 396 287,88	54 494 027,76	0,00	-1 097 739,88
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**69 427 787,40**	**57 470 038,17**	**2 886 345,29**	**9 071 403,94**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**69 427 787,40**	**61 286 566,24**	**1 500 000,00**	**6 641 221,16**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D11

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		58 080 209,00	3,09	41,95	0,00	29 879 576,00	3,03
TFPNB		37 493,00	18,20	20,31	0,00	7 615,00	18,19
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		3 841 936,00	-14,54	21,87	0,00	1 007 487,00	-18,51
TOTAL		**61 959 638,00**	**1,80**			**30 894 678,00**	**2,15**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D14.1

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

CONVENTION N° 582				
Nature de l'opération (selon la nomenclature)	**Cumul des engagements juridiques (1)**	**Dont engagements juridiques de l'année N (2)**	**Cumul des réalisations (3)**	**Dont réalisations de l'année N (4)**
DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NPNRU	D14.2

DETAIL PAR CONVENTION ET OPERATION
Projet de renouvellement urbain du quartier Péri-Schuman-Bergonié du Kremlin-Bicêtre

Numéro de convention NPNRU :	582
Nature de l'opération (selon la nomenclature) :	39
IDTOP (identifiant de l'opération) :	C0717-31
Intitulé de l'opération :	Projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre n°582 cofinancé par l'ANRU
Maitrise d'ouvrage (1) :	EPT Grand Orly Seine Bièvre
Communes (2) :	Le Kremlin Bicetre
Quartier prioritaire de la ville (3) :	Péri-Schuman-Bergognié-Martinets

DEPENSES				
Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES				
Chapitre	Montant TTC			
	Cumul des engagements juridiques (4)	Dont engagements juridiques de l'année N (5)	Cumul des réalisations (6)	Dont réalisations de l'année N (7)
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Identification du ou des maitres d'ouvrage
(2) Identification du ou des communes concernée(s) par l'opération
(3) Identification des quartiers prioritaires de la ville concernés par l'opération
(4) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(5) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(6) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(7) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

AOUDAY Patrick	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BELAINOUSSI Oidi	
BENSETTITI Mounia	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

GESTIN Véronique	
GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
PARIS Annie	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
TUFFERY Josette	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-056

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Adoption du compte administratif 2024 du budget principal de la commune

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le compte administratif (CA) retrace l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la Ville sur une année. Il doit être présenté au Conseil municipal dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice, donc au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Le compte administratif est le bilan financier de l'ordonnateur. Parallèlement, le comptable public, chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par M. le Maire, élabore le compte de gestion qui doit correspondre exactement au compte administratif.

A la différence des budgets qui doivent afficher un équilibre parfait entre les prévisions de recettes et de dépenses votées, les balances du compte administratif indiquent le résultat, déficitaire ou excédentaire.

Une fois le compte administratif adopté, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur l'affectation définitive des résultats. Ces résultats sont intégrés au budget de l'année.

Dans le présent rapport, les sections de fonctionnement et d'investissement sont analysées, en dépenses comme en recettes.

Pour rappel, les « opérations réelles » correspondent à des entrées et des sorties de fonds et les « opérations d'ordre » sont des écritures comptables ne donnant lieu à aucun mouvement financier.

Il est à noter que, à compter de l'exercice 2025, la Ville passera, comme le prévoit la loi, au compte financier unique (CFU).

1. Vue d'ensemble de l'exercice 2024

Résultat de clôture 2024

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution (c'est-à-dire l'ensemble des recettes et dépenses effectuées par la collectivité entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice) et y additionne les résultats de l'exercice précédent.

L'exercice 2024 est clôturé avec un résultat positif de 3,7 M€. Cet excédent est composé d'un excédent de fonctionnement de 4,1 M€ et d'un déficit d'investissement de – 0,4 M€.

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	53 861 742,10	6 760 676,40	60 622 418,50
Dépenses de l'exercice	49 790 716,67	7 157 468,64	56 948 185,31
Résultat de clôture	**4 071 025,43**	**- 396 792,24**	**3 674 233,19**

Résultat global 2024

Le résultat global (ou final) ajoute au résultat de clôture les restes à réaliser (opérations commencées au 31 décembre mais non terminées) en section d'investissement.

Les restes à réaliser constatés fin 2024 s'établissent à 2,9 M€ en dépenses et à 1,5 M€ en recettes, soit un solde net négatif de – 1,4 M€.

	Fonctionnement		Investissement		Total
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Résultat de clôture		4 071 025,43	396 792,24		3 674 233,19
Restes à réaliser			2 884 965,29	1 500 000,00	- 1 384 965,29
Résultat global		4 071 025,43	3 281 757,53	1 500 000,00	2 289 267,90

Le résultat global est donc positif (2,3 M€).

L'excédent 2024 constaté en section de fonctionnement et le déficit 2024 constaté en section d'investissement sont intégrés au budget 2025.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2. La section de fonctionnement

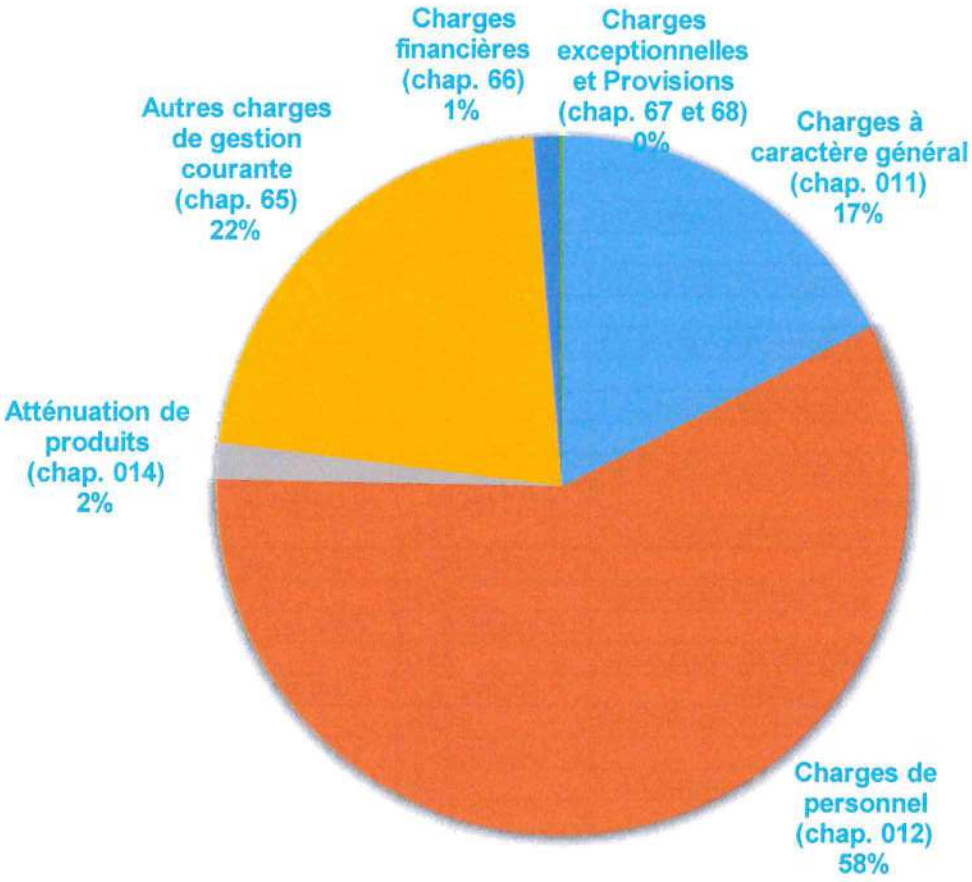
2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, comptabilisées au compte administratif 2024 sont de 49 790 716,67 € et se répartissent ainsi :

Dépenses de fonctionnement		2021	2022	2023	2024
Opérations réelles					
011	**Charges à caractère général**	**7 025 937,60**	**7 268 963,71**	**7 659 527,07**	**8 319 207,56**
	Evolution par rapport à n-1	*-1,2%*	*3,5%*	*5,4%*	*8,6%*
012	**Charges de personnel**	**23 441 322,24**	**25 192 830,21**	**26 456 529,20**	**27 617 221,06**
	Evolution par rapport à n-1	*-0,5%*	*7,5%*	*5,0%*	*4,4%*
014	**Atténuation de produits (FPIC)**	**475 339,00**	**677 815,00**	**520 215,00**	**791 100,00**
	Evolution par rapport à n-1	*204,1%*	*42,6%*	*-23,3%*	*52,1%*
	Dont le prélèvement "amendes de police"	321 800,00	532 177,00	396 227,00	695 293,00
	Evolution par rapport à n-1	*100,0%*	*65,4%*	*-25,5%*	*75,5%*
	Dont Fonds de péréquation (FPIC)	153 539,00	145 638,00	123 988,00	95 807,00
	Evolution par rapport à n-1	*-1,8%*	*-5,1%*	*-14,9%*	*-22,7%*
65	**Autres charges de gestion courante**	**8 849 428,93**	**9 210 585,46**	**9 991 382,72**	**10 305 875,40**
	Evolution par rapport à n-1	*-1,6%*	*4,1%*	*8,5%*	*3,1%*
	Dont frais et indemnités des élus	267 288,49	268 211,60	278 556,04	283 085,27
	Evolution par rapport à n-1	*0,6%*	*0,3%*	*3,9%*	*1,6%*
	Dont contribution versée au Territoire	6 745 856,01	6 865 713,14	7 210 048,42	7 377 418,57
	Evolution par rapport à n-1	*0,5%*	*1,8%*	*5,0%*	*2,3%*
	Dont autres contingents et participations obligatoires	667 268,09	913 394,00	839 246,38	851 439,94
	Evolution par rapport à n-1	*-6,3%*	*36,9%*	*-8,1%*	*1,5%*
	Dont subventions de fonctionnement versées	1 129 181,66	1 127 552,54	1 625 484,64	1 644 920,79
	Evolution par rapport à n-1	*-11,7%*	*-0,1%*	*44,2%*	*1,2%*
	Dont logiciels informatiques en nuage	-	-	-	80 689,03
	Evolution par rapport à n-1				*100,0%*
	Dont autres charges de gestion courante	39 834,68	35 714,18	38 047,24	68 321,80
	Evolution par rapport à n-1	*73,7%*	*-10,3%*	*6,5%*	*79,6%*
66	**Charges financières**	**559 381,01**	**513 008,86**	**585 524,01**	**592 335,73**
	Evolution par rapport à n-1	*-9,9%*	*-8,3%*	*14,1%*	*1,2%*
67	**Charges exceptionnelles**	**194 144,13**	**23 416,29**	**38 547,89**	**59 357,61**
	Evolution par rapport à n-1	*771,7%*	*-87,9%*	*64,6%*	*54,0%*
68	**Dotations aux provisions**	**-**	**-**	**60 000,00**	**20 000,00**
	Evolution par rapport à n-1			*100,0%*	*-66,7%*
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**40 545 552,91**	**42 886 619,53**	**45 311 725,89**	**47 705 097,36**
	Evolution par rapport à n-1	*0,2%*	*5,8%*	*5,7%*	*5,3%*
Opérations d'ordre					
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 378 944,65	1 290 799,37	1 440 705,35	1 592 750,49
	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Cessions)	-	959 050,00	172 500,00	492 868,82
	Evolution par rapport à n-1	*0,9%*	*63,2%*	*25,0%*	*44,8%*
Total général des dépenses de fonctionnement (réelles et d'ordre)		**41 924 497,56**	**45 136 468,90**	**46 924 931,24**	**49 790 716,67**
	Evolution par rapport à n-1	*0,2%*	*7,7%*	*4,0%*	*6,1%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre :



2.1.1 Charges à caractère général (chapitre 011)

Ce chapitre représente 17,4 % des dépenses réelles de fonctionnement.
Il comprend les diverses dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services (fournitures administratives, assurances, honoraires...) et des locaux (fluides, maintenance...) ainsi qu'aux prestations proposées aux Kremlinois (séjours, denrées alimentaires pour la restauration scolaire...).

Le chapitre 011, d'un montant de 8,3 M€ augmente de près de 660 000 € par rapport à 2023, soit + 8,6 %.

Les évolutions de ce chapitre s'expliquent de la manière suivante :

- Plusieurs postes de dépenses sont en hausse en 2024 :

  - On constate une hausse des dépenses de fluide (+ 146 368 €, soit + 9,5 %).
    En 2023, les tarifs de l'électricité et du gaz ont fortement augmenté. Toutes les collectivités ont subi la forte hausse des dépenses énergétiques, ce qui pèse fortement sur leurs budgets.
    Pour la commune du Kremlin-Bicêtre, cette forte hausse des prix et donc des dépenses, a été atténuée par une baisse significative des consommations. En effet, la Ville mène une politique volontariste de maîtrise de ses consommations de fluides, avec notamment le déploiement d'un plan de sobriété énergétique, la rénovation de chaufferies dans les écoles, le changement des éclairages en LED, etc.
    Ces actions ont permis une baisse significative des consommations depuis 2022.
    Il faut noter qu'en 2024, ont été mandatées des factures de fluides de 2023. Aussi, en réalité, une fois les dépenses retraitées, elles sont stables entre 2023 et 2024.

  - Les dépenses relatives aux denrées alimentaires sont en augmentation en 2024 (+ 87 274 €, soit + 9,7 %). Il s'agit de l'achat des denrées qui permettent de confectionner les repas pour les écoles, les crèches, le portage à domicile, et le restaurant du club Lacroix.
    Deux raisons expliquent l'augmentation de ces dépenses.
    D'une part, les prix des denrées alimentaires ont encore augmenté en 2024, suite à l'inflation et à la conjoncture économique. Cela concerne plus particulièrement la viande et les produits laitiers. A titre d'exemple, pour la viande de bœuf, le prix au kilogramme est passé de 5,80 € en septembre 2024, à 13,86 € en octobre 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

D'autre part, la Ville a fait le choix d'augmenter la part de produits bio et de qualité dans les repas servis, ce qui a un impact sur le coût. En effet, la ville est passée de 8 % de produits bio en 2022 à 31 % de produits bio en 2024. De plus, 18 % des produits sont des produits durables et de qualité (circuits courts, label rouge...). Ce qui fait un total de 49 % de produits correspondant aux exigences de la loi EGALIM, contre 25 % en 2022. De même, 59 % des poissons servis en 2024 sont issus de la pêche durable.

- Les dépenses relatives au stationnement sont en hausse de + 107 849 € entre 2023 et 2024. Ces dépenses correspondent à un reversement d'une partie des recettes de stationnement au délégataire Q PARK, dans le cadre de la délégation de service public. Elles sont donc proportionnelles aux recettes, qui sont en hausse en 2024 (+ 29 128 €). De plus, il faut noter qu'en 2024, ont été mandatées les factures de décembre 2023 à décembre 2024 inclus (donc 13 mois), ce qui explique la hausse apparente des dépenses en 2024.

- Les dépenses liées à la maintenance des bâtiments ont augmenté en 2024 (+ 224 439 €), car la Ville a effectué plus d'interventions de maintenance, notamment sur les systèmes de chauffage, dans le cadre du nouveau marché public.

- En 2024, des animations et des évènements ont été réalisés dans le cadre des jeux olympiques et paralympiques, et financés par la Métropole du Grand Paris. Lors de ces évènements, la Ville a également loué des jeux sportifs (mini-golf, plateforme aqua ludique, mur d'escalade, arène de foot...). C'est ce qui explique notamment la hausse des dépenses relatives aux fêtes et cérémonies (pour + 73 362 €) ; et aux locations (+61 800 €). Ces hausses sont prises en charge par une subvention versée par la Métropole du Grand-Paris.

- En ce qui concerne les prestations de service :
  - Les honoraires sont en hausse en 2024 (+ 69 636 €). Ils sont liés aux cessions de fonds de commerce ou de baux commerciaux dans le cadre de la politique commerciale de la ville.
  - Il faut noter que les prestations graphiques pour les supports de communication ont été internalisées, ce qui a permis à la Ville de réduire les dépenses d'honoraires (– 39 438 €).

- Dans les dépenses en hausse, il faut noter l'adhésion au Comité National d'Action Sociale (CNAS), à compter du 2ème semestre 2024, pour un montant de 45 000 €. Auparavant, cette dépense était imputée au chapitre 65, via une subvention au Comité des Œuvres Sociales du personnel de la commune du Kremlin-Bicêtre (COS).

- <u>Certains postes de dépenses du chapitre 011 sont en baisse en 2024</u> :

  - En 2024, il faut noter une baisse importante au chapitre 011 (d'un montant de - 222 691 €).
    En 2023, le budget de la Ville comprenait une dépense de 222 691 € liée au marché forain. En effet, suite à la reprise en régie du marché forain par la Ville, la commune a créé un budget annexe spécifique afin d'identifier les dépenses et les recettes afférentes. Ce premier budget annexe « marché forain » a été voté en avril 2023. Et ce nouveau budget a encaissé les recettes du marché forain à compter du mois d'août 2023 après la réalisation des démarches pour modifier les arrêtés de la régie de recettes. Aussi, en attendant, les recettes relatives au marché forain ont été encaissées sur le budget de la Ville (222 691 €). Ainsi, à la fin de l'exercice 2023, le budget Ville a dû reverser ces recettes perçues au budget annexe, via une dépense à la nature 62872.
    Cette dépense n'avait plus lieu d'être en 2024.

  - En 2024, les dépenses relatives aux diverses rémunérations d'intermédiaires sont en diminution. Car, en 2023, la Ville avait été accompagnée pour la passation de la nouvelle délégation de service public « stationnement ». Cette dépense ponctuelle n'a plus lieu d'être en 2024 (- 59 484 €).

  - Dans l'objectif de contenir les dépenses, certaines d'entre elles ont fait l'objet de diminutions. C'est le cas par exemple des frais d'affranchissement (- 33 663€), et des frais de télécommunication (-23 126€).

2.1.2 Charges de personnel (chapitre 012)

Ce chapitre représente 57,9 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Avec un montant total de 27,6 M€, les frais de personnel sont en augmentation de + 4,4 % par rapport à 2023.

Cette hausse s'explique par les éléments suivants :
- D'une part, elle est due aux incidences du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) correspondant au déroulement de carrière des agents (avancement d'échelons).
- D'autre part, elle s'explique par l'effet de plusieurs mesures imposées aux collectivités, dont :
  - L'impact en année pleine de l'augmentation générale du point d'indice de tous les agents publics de + 1,5 %, à compter du 1er juillet 2023,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Les augmentations successives du SMIC,
- La revalorisation des grilles salariales des agents de catégories B et C,
- L'attribution de 5 points d'indice supplémentaires, à compter du 1er janvier 2024.

- Enfin :
  - La Ville a fait le choix d'appliquer la prime exceptionnelle pouvoir d'achat, en juin 2024.
  - Et, suite à une délibération du conseil municipal, à compter de 2024, les agents de la commune peuvent bénéficier de l'indemnisation de leurs jours de congés, au-delà du 15ème jour, épargnés sur le Compte Épargne Temps (CET). Pour l'année 2024 cela représente 135 408 euros.

2.1.3 Atténuation de produits (chapitre 014)

Ce chapitre représente 1,7 % des dépenses réelles de fonctionnement.
Il est en forte hausse cette année (+ 270 885 €, soit + 52 %). Voici les éléments d'explication :

- Auparavant, ce chapitre comprenait exclusivement les dépenses liées au fonds de péréquation créé en 2012 : le *Fonds national de Péréquation horizontale des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)*.
  On note que ce prélèvement est en légère baisse ces dernières années :

	2020	2021	2022	2023	2024
Evolution du FPIC	156 332,00	153 539,00	145 638,00	123 988,00	95 807,00

- Depuis 2021, une dépense supplémentaire est venue alourdir les charges de ce chapitre. Il s'agit du *prélèvement relatif aux amendes de police*. Ce prélèvement de l'Etat est ensuite reversé à Île-de-France Mobilités et à la Région Île-de-France. Ce montant dépend du nombre d'amendes dressées sur le territoire de la commune en année N-2.
  Les montants prélevés sont très élevés, en particulier en 2024 :

	2021	2022	2023	2024
Evolution du prélèvement relatif aux "amendes de police"	321 800,00	532 177,00	396 227,00	695 293,00

2.1.4 Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre représente 21,6 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Il présente une hausse en 2024 (de + 3,1 %).
Cela est principalement dû aux augmentations suivantes :

- *Le fonds de compensation des charges territoriales* (FCCT ci-après), correspondant à la contribution versée par la ville au Territoire, est en forte augmentation en 2024 (+ 167 370 €). Cela vient du fait qu'une part importante du FCCT correspond à un reversement de fiscalité (4,9 M€ en 2024), qui évolue chaque année à la hausse en fonction de la revalorisation forfaitaire des bases fiscales. Or, en 2024 cette revalorisation était de + 3,9 %.
- Comme en 2022 et en 2023, *la subvention versée au CCAS* est en hausse en 2024 (+ 150 000 €).
  Cette subvention permet au CCAS d'assurer ses missions. Ses principales missions sont les actions de maintien à domicile (apportant aide et soutien aux Kremlinois âgés et/ou en situation de handicap) et les dispositifs d'aides financières (aide alimentaire, « chèques énergie »...).
  Pour la municipalité, ces missions de solidarité sont essentielles.
  En 2024, l'augmentation de la subvention au CCAS lui a permis de prendre en charge le paiement des frais d'hôtel pour l'hébergement d'urgence de familles kremlinoises, notamment suite au sinistre survenu au 33 rue Schuman.
- Les *subventions versées aux associations* sont en hausse :
  - En effet, le montant versé aux clubs sportifs est en augmentation (+ 13 450 €).
  - De plus, en 2024, la municipalité a fait le choix de verser une subvention exceptionnelle de 43 500 € à l'AGECAM (qui gère le théâtre de l'Espace Culturel André Malraux), pour qu'elle puisse faire face à ses difficultés financières.

En outre, il faut noter que certaines dépenses du chapitre 65 étaient imputées sur d'autres chapitres les années précédentes (ce qui vient augmenter artificiellement ce chapitre en 2024) :

- Les *dépenses relatives aux « bourses et secours »*. Auparavant, elles étaient mandatées sur le chapitre 67. Avec la nouvelle nomenclature comptable M57, elles sont désormais imputées sur le chapitre 65. En 2024, cela correspond à un montant total de 29 114 €. Il s'agit des bourses de l'émancipation, du versement de l'ACAM (Aide Communale pour l'emploi d'une Assistante Maternelle Agréée), et des frais de relogement de secours pris en charge par la commune.
- Les *dépenses liées à l'utilisation de logiciels informatiques en nuage*. Elles sont désormais imputées à la nature 65811 (auparavant, elles étaient mandatées sur le chapitre 011 « charges à caractère général »). Cela permet à la commune de bénéficier d'un reversement de FCTVA, puisque cette nature fait partie des

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

dépenses éligibles. En 2024, ces dépenses s'élèvent à 80 689 €.

Par ailleurs, on constate que certaines dépenses de ce chapitre sont stables en 2024 :

- C'est le cas des *frais des élus*. En effet, en 2020 ces frais ont fortement baissé. Puis, sur la période 2021 - 2024 ces dépenses sont stables.
- *La subvention à l'école Jeanne d'Arc* est plutôt stable en 2024 (avec un montant de 191 782 €). Ce montant dépend du nombre d'enfants kremlinois inscrits au sein de cette école maternelle et élémentaire.
- Après une baisse en 2022, *la participation au contingent incendie* est stable entre 2023 et 2024 (avec un montant versé de 619 636 €).

Enfin, on peut noter deux évolutions à la baisse au sein de ce chapitre :

- Depuis la création du budget annexe « marché forain », en 2023, la Ville verse une *subvention d'équilibre à ce budget annexe*. Le montant est en baisse en 2024 (- 98 442 €), grâce à la reprise des résultats 2023 (et de son excédent de fonctionnement).
- On constate une baisse parmi les subventions versées : Il s'agit de la *subvention versée au COS* (le Comité des Œuvres Sociales du personnel de la commune du Kremlin-Bicêtre). Cette subvention est en diminution, puisqu'au deuxième semestre 2024, elle a été remplacée par l'adhésion au CNAS.

2.1.5 Charges financières (chapitre 66)

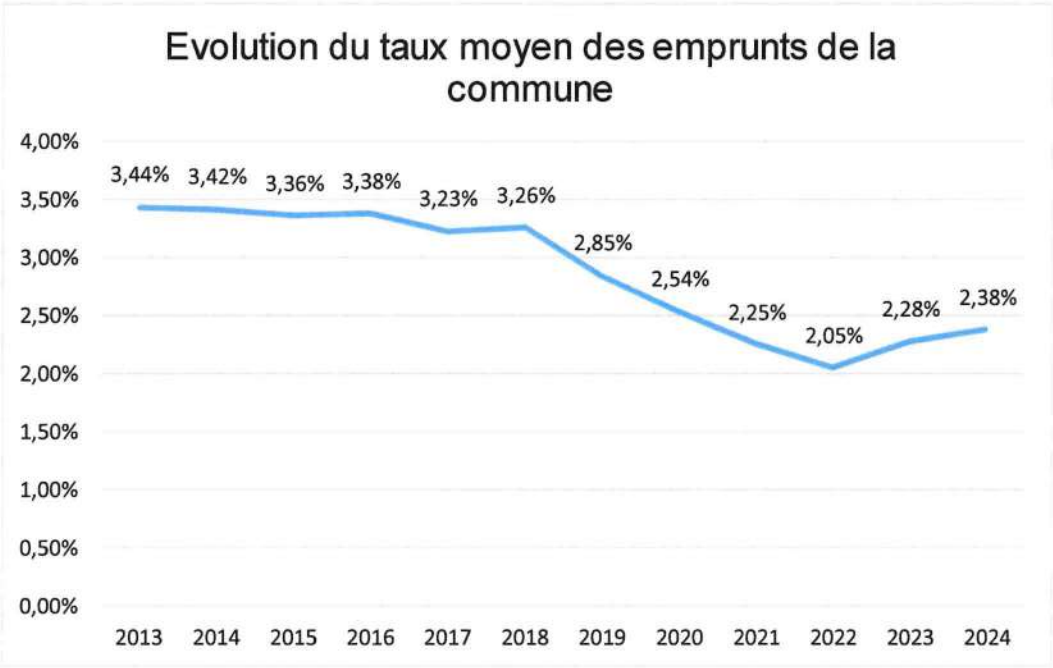
Le chapitre 66 représente 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les frais financiers ont connu une baisse constante ces dernières années. Or, on constate qu'en 2023 et 2024, ces frais sont en hausse.

Cela s'explique par la hausse des taux d'intérêt. En effet, après plusieurs années où les conditions de taux avaient atteints des niveaux historiquement bas, les taux remontent.
Les raisons sont les suivantes : afin de juguler l'inflation, les Banques centrales ont augmenté leurs taux directeurs. Le taux de refinancement de la BCE est passé de 0,00 % en 2021 à 4,50 % au 1er janvier 2024.
Or, l'évolution des taux d'intérêt suit directement les décisions de la BCE.
À cela s'ajoute la remontée par l'État du taux du livret A, ce qui augmente mécaniquement les taux des emprunts basés sur la valeur du livret A.

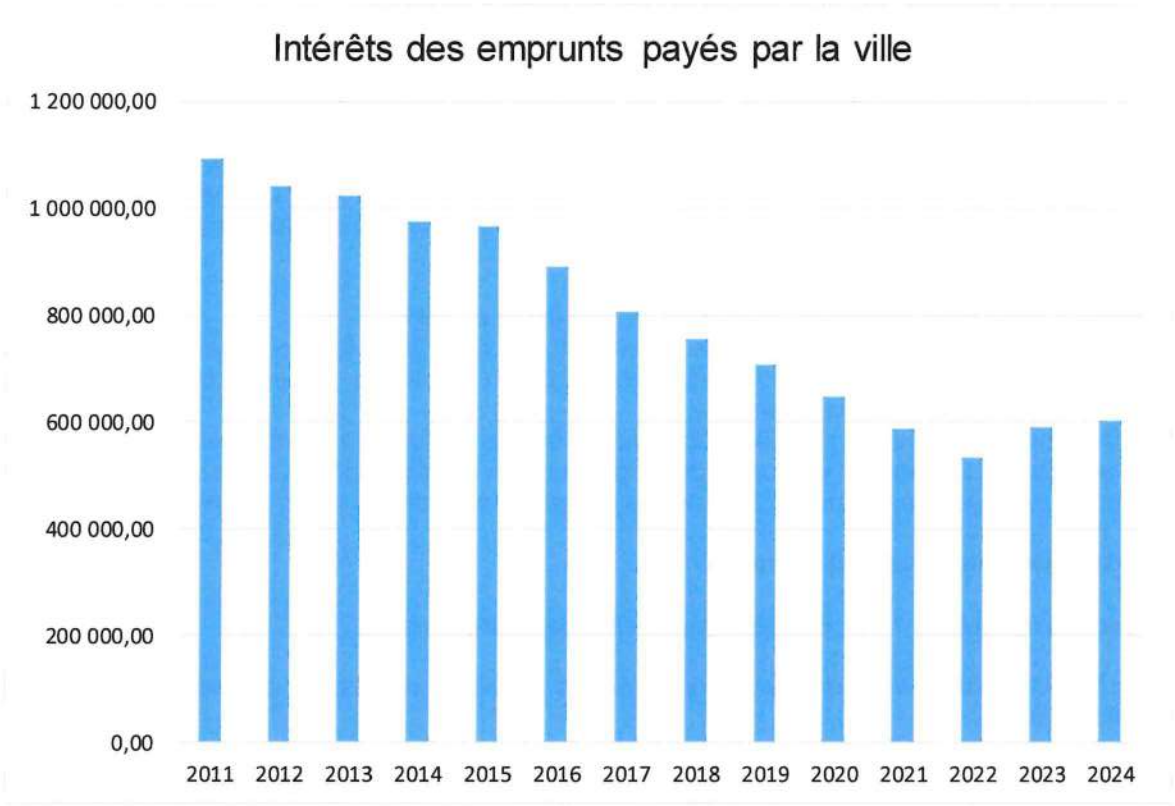
Cette hausse des taux d'intérêt a deux impacts sur les frais financiers de la commune :

- ➔ D'une part, les emprunts contractés à compter de 2022 ont des taux d'intérêt plus élevés que ceux souscrits les années précédentes.
- ➔ D'autre part, les emprunts en cours conclus par la Ville à taux variable (ex : Euribor, livret A) voient leurs frais financiers augmenter mécaniquement.



On voit qu'en 2022, le montant du remboursement des intérêts était à son niveau le plus bas, et qu'il remonte en 2023 et 2024 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



2.1.6 Charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ce chapitre représente 0,1 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les charges exceptionnelles ont représenté en 2024 une dépense de 59 357,61 €.
Ces dépenses comprennent des régularisations et titres annulés sur exercices antérieurs. Dont, une dépense exceptionnelle de 46 738 €, liée à une régularisation comptable. En effet, un titre a été émis en 2023, mais il a dû être réémis sur un autre débiteur. Il a donc fallu annuler ce titre via une dépense exceptionnelle, puis réémettre un titre (sur un autre débiteur) en recette de fonctionnement. Cette opération s'équilibre donc en dépense et en recette.

Auparavant, ce chapitre comprenait aussi le versement de l'ACAM (Aide Communale pour l'emploi d'une Assistante Maternelle Agréée) et des bourses d'émancipation. Mais depuis le 1er janvier 2024 et la nouvelle nomenclature comptable M57, ces dépenses sont imputées au chapitre 65.

2.1.7 Dotations aux provisions (chapitre 68)

Ce chapitre représente 0,04 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Il est recommandé, à toutes les collectivités territoriales, d'effectuer une provision relative aux restes à recouvrer. Cette provision tient compte du risque qu'une partie des créances attendues ne soit jamais honorée.
Dans un souci de bonne gestion financière, la commune a constitué une provision d'un montant de 60 000 € en 2023. Ce montant de provisions pour créances douteuses a été estimé par la commune en lien avec la comptable publique. C'est l'ancienneté de la créance qui est prise en compte comme indice des difficultés pouvant affecter le recouvrement des créances. Ainsi, un taux forfaitaire de dépréciation de 15 % est appliqué pour les créances prises en charge depuis plus de deux ans et non encore recouvrées.

Depuis, chaque année, le montant des provisions pour créances douteuses doit être ajusté, au regard des éléments transmis par le service de gestion comptable d'Ivry-sur-Seine.
En 2024, une nouvelle provision de 20 000 € a dû être constituée, afin de porter le total de la provision à 80 000 €.

2.2 Les recettes de fonctionnement

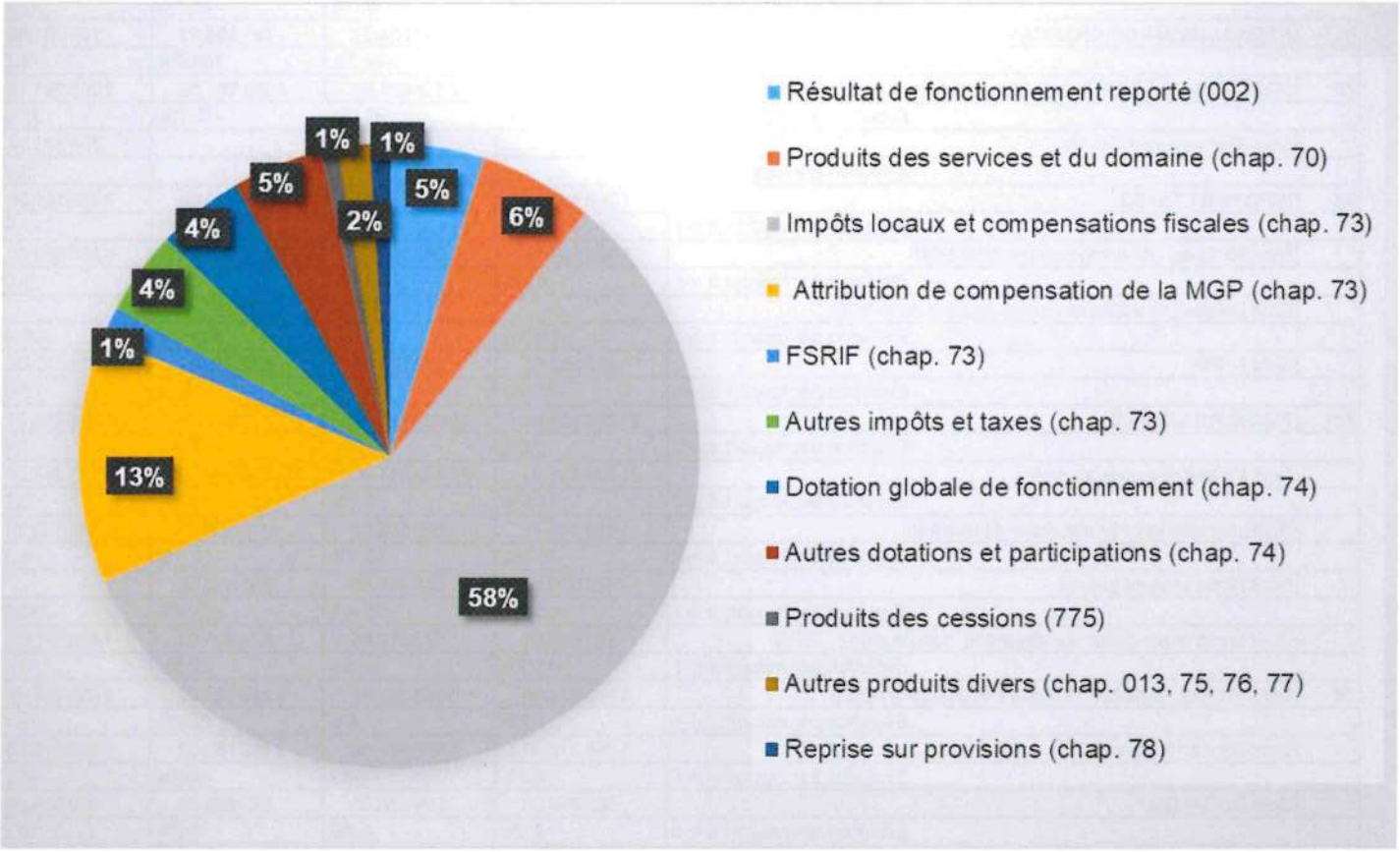
Les recettes de fonctionnement, comptabilisées au compte administratif 2024 sont de 53 861 742,10 € et se répartissent ainsi :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	Recettes de fonctionnement	2021	2022	2023	2024
Opérations réelles					
002	**RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE**	**3 462 457,17**	**2 133 664,64**	**1 627 814,92**	**2 625 961,58**
	Evolution par rapport à n-1	*22,2%*	*-38,4%*	*-23,7%*	*61,3%*
013	**ATTENUATIONS DE CHARGES**	**187 740,34**	**67 024,32**	**191 658,69**	**163 881,60**
	Evolution par rapport à n-1	*289,9%*	*-64,3%*	*186,0%*	*-14,5%*
70	**PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES**	**1 764 295,63**	**2 816 691,94**	**2 459 761,08**	**3 208 284,16**
	Evolution par rapport à n-1	*-9,3%*	*59,6%*	*-12,7%*	*30,4%*
	Dont Stationnement payant				794 203,98
	Evolution par rapport à n-1				*5,2%*
73	**IMPOTS ET TAXES**	**7 740 151,00**	**7 740 151,00**	**7 887 208,00**	**7 740 151,00**
	Evolution par rapport à n-1	*-2,7%*	*0,0%*	*1,9%*	*-1,9%*
	Dont Attribution de compensation de la MGP	6 867 569,00	6 867 569,00	6 867 569,00	6 867 569,00
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*
	Dont Dotation de solidarité communautaire de la MGP	-	-	147 057,00	-
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*0,0%*	*100,0%*	*-100,0%*
	Dont FSRIF	872 582,00	872 582,00	872 582,00	872 582,00
	Evolution par rapport à n-1	*-11,9%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*
731	**FISCALITE LOCALE**	**27 655 459,92**	**28 030 126,94**	**32 812 597,40**	**33 281 281,31**
	Evolution par rapport à n-1	*0,2%*	*1,4%*	*17,1%*	*1,4%*
	Dont Produit des taxes locales	24 904 881,00	25 448 611,00	30 254 599,00	30 932 408,00
	Evolution par rapport à n-1	*5,0%*	*2,2%*	*18,9%*	*2,2%*
	Dont taxe additionnelle aux droits de mutation	1 690 748,76	1 262 556,06	978 060,19	945 300,95
	Evolution par rapport à n-1	*-36,3%*	*-25,3%*	*-22,5%*	*-3,3%*
	Dont Stationnement payant	476 939,55	645 545,89	755 102,59	
	Evolution par rapport à n-1	*-15,8%*	*35,4%*	*17,0%*	*-100,0%*
	Dont autres taxes (taxes sur électricité, taxe de séjour, TLPE)	582 890,61	673 413,99	824 835,62	1 403 572,36
	Evolution par rapport à n-1	*-11,9%*	*15,5%*	*22,5%*	*70,2%*
74	**DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS**	**4 709 672,00**	**5 068 583,47**	**6 206 785,47**	**5 023 284,92**
	Evolution par rapport à n-1	*2,7%*	*7,6%*	*22,5%*	*-19,1%*
	Dont dotation forfaitaire	1 965 218,00	1 878 085,00	1 833 760,00	1 802 819,00
	Evolution par rapport à n-1	*-6,3%*	*-4,4%*	*-2,4%*	*-1,7%*
	Dont DSU et DNP	507 814,00	529 665,00	555 884,00	612 505,00
	Evolution par rapport à n-1	*4,4%*	*4,3%*	*5,0%*	*10,2%*
	Dont FCTVA	15 252,00	42 419,61	4 087,14	9 405,65
	Evolution par rapport à n-1	*-12,1%*	*178,1%*	*-90,4%*	*130,1%*
	Dont participations de l'Etat, de la Région et du Département	521 172,18	684 726,23	1 529 234,23	318 217,46
	Evolution par rapport à n-1	*53,1%*	*31,4%*	*123,3%*	*-79,2%*
	Dont participations de la C.A.F. et d'autres organismes	1 609 919,82	1 849 881,63	2 196 164,10	2 184 453,81
	Evolution par rapport à n-1	*48,5%*	*14,9%*	*18,7%*	*-0,5%*
	Dont compensations de l'Etat des taxes locales	90 296,00	83 806,00	87 656,00	95 884,00
	Evolution par rapport à n-1	*-83,9%*	*-7,2%*	*4,6%*	*9,4%*
75	**AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**294 263,15**	**97 205,91**	**206 635,97**	**730 217,77**
	Evolution par rapport à n-1	*50,5%*	*-67,0%*	*112,6%*	*253,4%*
76	**PRODUITS FINANCIERS**	**1,44**	**1,80**	**188,74**	**3,60**
	Evolution par rapport à n-1	*-4,0%*	*25,0%*	*10385,6%*	*-98,1%*
77	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**5 325,69**	**1 107 151,10**	**191 303,25**	**469 488,33**
	Evolution par rapport à n-1	*-95,5%*	*20688,9%*	*-82,7%*	*145,4%*
	Dont Produits des cessions d'immobilisations	-	959 050,00	172 500,00	467 730,77
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*100,0%*	*-82,0%*	*171,1%*
	Dont Autres produits exceptionnels	5 325,69	148 101,10	18 803,25	1 757,56
	Evolution par rapport à n-1	*-95,5%*	*2680,9%*	*-87,3%*	*-90,7%*
78	**REPRISES SUR PROVISIONS**				**590 896,00**
	Evolution par rapport à n-1				*100,0%*
Total des recettes réelles de fonctionnement		**45 819 366,34**	**47 060 601,12**	**51 583 953,52**	**53 833 450,27**
	Evolution par rapport à n-1	*1,2%*	*2,7%*	*9,6%*	*4,4%*
Opérations d'ordre					
	Opérations d'ordre de transfert entre sections :				
	- Ecritures liées aux cessions				25 138,05
042	- Amortissements des subventions d'investissement et Travaux en régie	2 259,22	44 350,54	2 100,81	3 153,78
	- Régularisation d'Amortissements			55 360,29	
	- Reprises de provisions			347 811,54	
	Evolution par rapport à n-1	*32,7%*	*1863,1%*	*813,8%*	*-93,0%*
Total général des recettes de fonctionnement (réelles et d'ordre)		**45 821 625,56**	**47 104 951,66**	**51 989 226,16**	**53 861 742,10**
	Evolution par rapport à n-1	*1,2%*	*2,8%*	*10,4%*	*3,6%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Répartition des recettes réelles de fonctionnement :



2.2.1. Résultat de fonctionnement reporté (002)

Ce compte représente 4,9 % des recettes réelles de fonctionnement.
Il correspond à l'affectation du solde de l'excédent de fonctionnement, au compte 002, approuvée par la délibération du 27 juin 2024 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2023.

2.2.2. Atténuations de charges (chapitre 013)

Ce chapitre représente 0,3 % des recettes réelles de fonctionnement.
Ce chapitre comprend deux éléments :

- D'une part, ce chapitre contient les recettes habituellement encaissées au chapitre 013. Il s'agit des recettes liées à des remboursements de salaires (trop perçu, assurance maladie…) ou de cotisations (caisses de retraite). Ces recettes peuvent donc être fluctuantes d'une année sur l'autre. Avec un montant de 34 152 € en 2024, ces recettes sont en diminution. Cela s'explique par le fait qu'une partie de ces recettes 2024 ont été traitées et perçues en 2025.

- D'autre part, depuis 2023, ce chapitre comprend le remboursement, par le budget annexe « marché forain », des frais de personnel payés par le budget Ville et relevant de la gestion du marché forain. Le montant de ce remboursement est de 129 730 € en 2024. Il est donc en baisse de – 10 % par rapport à 2023.

2.2.3. Redevances pour services rendus (chapitre 70)

Ce chapitre représente 6,0 % des recettes réelles de fonctionnement.
Il concerne principalement les recettes liées aux services facturés par la Ville aux usagers (centres de loisirs, restauration scolaire, séjours…) et les recettes relatives au stationnement.

Pour mémoire, une refonte de la tarification et du mode de calcul du quotient familial avait été effectuée à compter du 1er septembre 2023. Les objectifs étaient les suivants :

- Modifier le mode de calcul du quotient familial, afin de le simplifier et de le rendre plus juste et plus équitable.
- Changer le mode de tarification, afin de mettre en place des tarifs plus progressifs et de limiter les effets de seuil.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

En 2024, la municipalité avait fait le choix de maintenir les tarifs à la population, à l'identique, afin de protéger les Kremlinois et leur qualité de vie (restauration, portage de repas, accueils de loisirs et périscolaire, séjours, droits de place sur le marché forain).

Ce chapitre est en forte augmentation en 2024 (+ 748 523 €, soit + 30,4 %).

- Cela s'explique par le fait qu'à compter de l'exercice 2024, les recettes relatives au stationnement payant sur voirie (abonnements, horodateurs...) sont titrées sur ce chapitre 70 « Redevance de stationnement ». (Elles étaient auparavant imputées au chapitre 73).
  Cette recette de 794 204 € vient donc augmenter le chapitre 70.
  Il faut noter qu'en 2024, ces recettes sont de nouveau en hausse (+ 39 101 €).

De plus, les principales variations de ce chapitre sont les suivantes :

- La plupart des recettes de ce chapitre sont en hausse (redevances de restauration, des activités périscolaires et de loisirs, participations familiales pour les accueils au sein des établissements de jeunes enfants, droits de voirie...). Au total cela revient à + 314 179 € de recettes supplémentaires.
- Par ailleurs, désormais, les recettes du maintien à domicile sont encaissées sur le budget de la Ville, puis reversées au CCAS dans le cadre de la subvention. Cela représente + 43 612 € de recettes supplémentaires.

- Il faut noter une variation à la baisse au sein de ce chapitre 70 (d'un montant de - 261 081 €) :
  En 2023, au chapitre 70, ont été titrées 261 081,39 € de recettes liées au marché forain. En 2024, ces recettes sont désormais entièrement imputées sur le budget annexe « marché forain », et ces flux financiers n'ont donc plus lieu d'être.

2.2.4. Impôts et taxes (chapitre 73)

Ce chapitre représente 14,4 % des recettes réelles de fonctionnement.
Le montant de ce chapitre est en baisse par rapport à 2023 (- 1,9 %).

Les deux recettes suivantes sont stables :

- Le montant du FSRIF est stable en 2024 (872 582 €). Il s'agit du Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France qui assure une péréquation entre les communes de la région en fonction de leur richesse. Mise à part la hausse de 2020, le montant est identique depuis 2013.

- On remarque que l'attribution de compensation, versée par la Métropole du Grand Paris est stable depuis 2016 (6 867 569 €).

Il faut noter qu'en 2023, la Ville avait perçu une recette exceptionnelle :
- La dotation de solidarité communautaire versée par la Métropole du Grand Paris, pour un montant de 147 057 €. Pour mémoire, une dotation exceptionnelle avait également été versée par la Métropole en 2020 (96 899 €). Or, en 2024, la Ville n'a pas perçu cette recette car la Métropole n'a pas reconduit ce dispositif. C'est ce qui explique la baisse du chapitre 73.

2.2.5. Fiscalité locale (chapitre 731)

Ce chapitre représente 61,8 % des recettes réelles de fonctionnement.
Le montant de ce chapitre est en hausse par rapport à 2023 (+ 468 684 €).

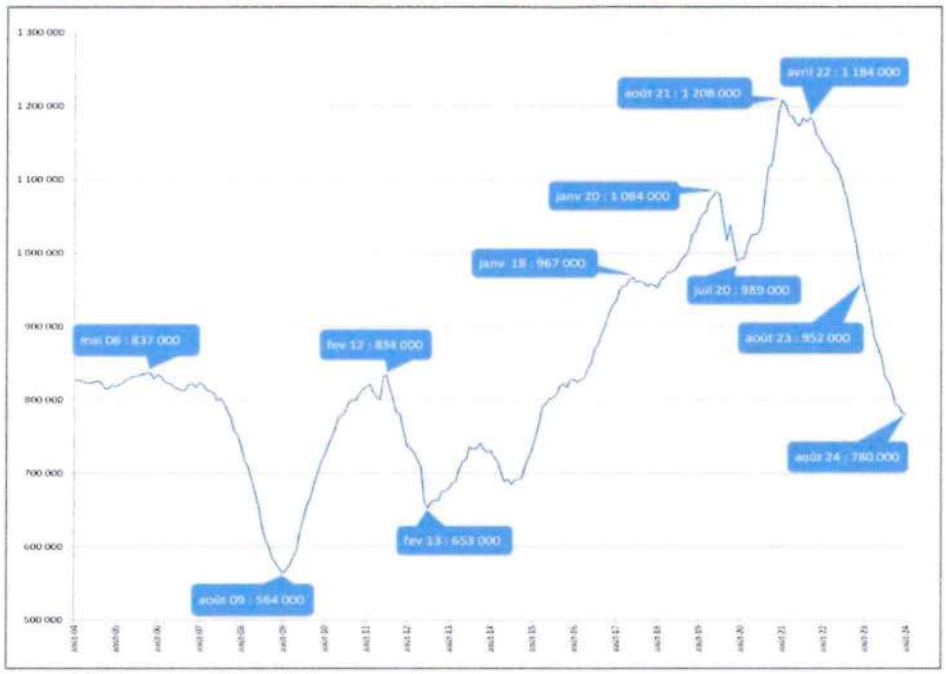
Les variations au sein de ce chapitre sont les suivantes :

- Il faut noter qu'auparavant, les recettes de redevances de stationnement étaient imputées à ce chapitre 731. Désormais elles sont titrées au chapitre 70. Cette recette a représenté près de 800 000 € en 2024.

- En ce qui concerne le produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation : C'est une recette volatile liée au marché de l'immobilier. En effet, toutes les transactions immobilières, locaux neufs ou anciens, logements ou locaux professionnels, sont soumises aux Droits de Mutation à Titre Onéreux.
  En 2023 et 2024, le nombre de transactions immobilières a fortement chuté en France.
  Pour les collectivités, cela entraine une forte baisse des recettes liées aux droits de mutation. Cela concerne plus particulièrement les départements, mais aussi les communes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Volumes de transactions en France (hors Mayotte) à fin août 2024



Source : IGEDD et Insee d'après DGFiP (MEDOC) et bases notariales

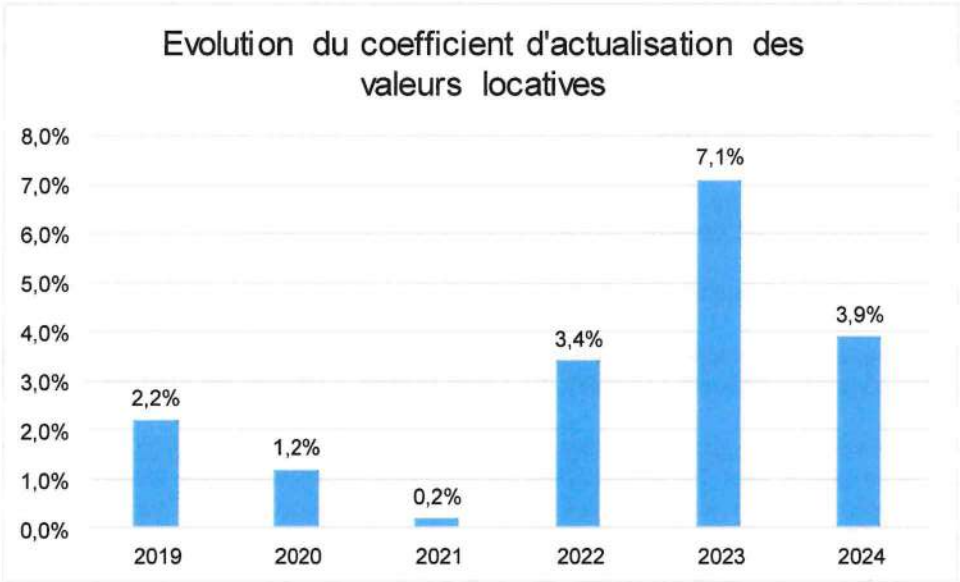
Malgré ce net ralentissement du marché de l'immobilier, les droits de mutation de la commune du Kremlin-Bicêtre ne sont qu'en très légère diminution en 2024 (- 3,3 %).

Toutes les autres recettes du chapitre sont en augmentation, et expliquent la hausse globale du chapitre 731 :

- Le produit des impôts locaux est en hausse (+ 677 809 €, soit + 2,2 %).

Pour mémoire, depuis 2021, ce produit est composé de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, de la taxe sur le foncier bâti et de la taxe sur le foncier non bâti. La taxe foncière est majorée d'un coefficient correcteur qui permet de compenser la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales et les compensations fiscales TH.
Depuis 2023, conformément à ce qui a été décidé par le Conseil municipal du 14 avril 2022, cette recette comprend aussi la majoration de 30 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Cela représente 167 256 € de recettes en 2024.
Les taux d'imposition n'ayant pas augmenté en 2024, cette hausse des recettes fiscales est due exclusivement à deux facteurs :

- *La revalorisation forfaitaire annuelle des valeurs locatives* qui suit l'inflation. Elle est de + 3,9 % en 2024.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

➢ *L'évolution physique des bases.* Pour la taxe foncière sur le bâti, l'évolution est de + 0,2 % en 2024.

- La taxe sur l'électricité est en hausse en 2024 (+ 119 554 €).
- De même, la taxe de séjour est en forte hausse en 2024. Cela s'explique notamment par le fait que des recettes des années antérieures ont été régularisées et titrées en 2024. Cela s'explique aussi par un dynamisme lié à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques à Paris.

- Enfin, il faut noter que la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) de 2023 a été titrée en 2024. C'est ce qui explique que cette recette soit à 0 € en 2023 et à 95 573 € en 2024. Il s'agit d'une taxe due par toute entreprise exploitant un support publicitaire (enseigne, pré enseigne ou publicité) et ce, quelle que soit la nature de son activité.

2.2.6. Dotations, subventions et participations (chapitre 74)

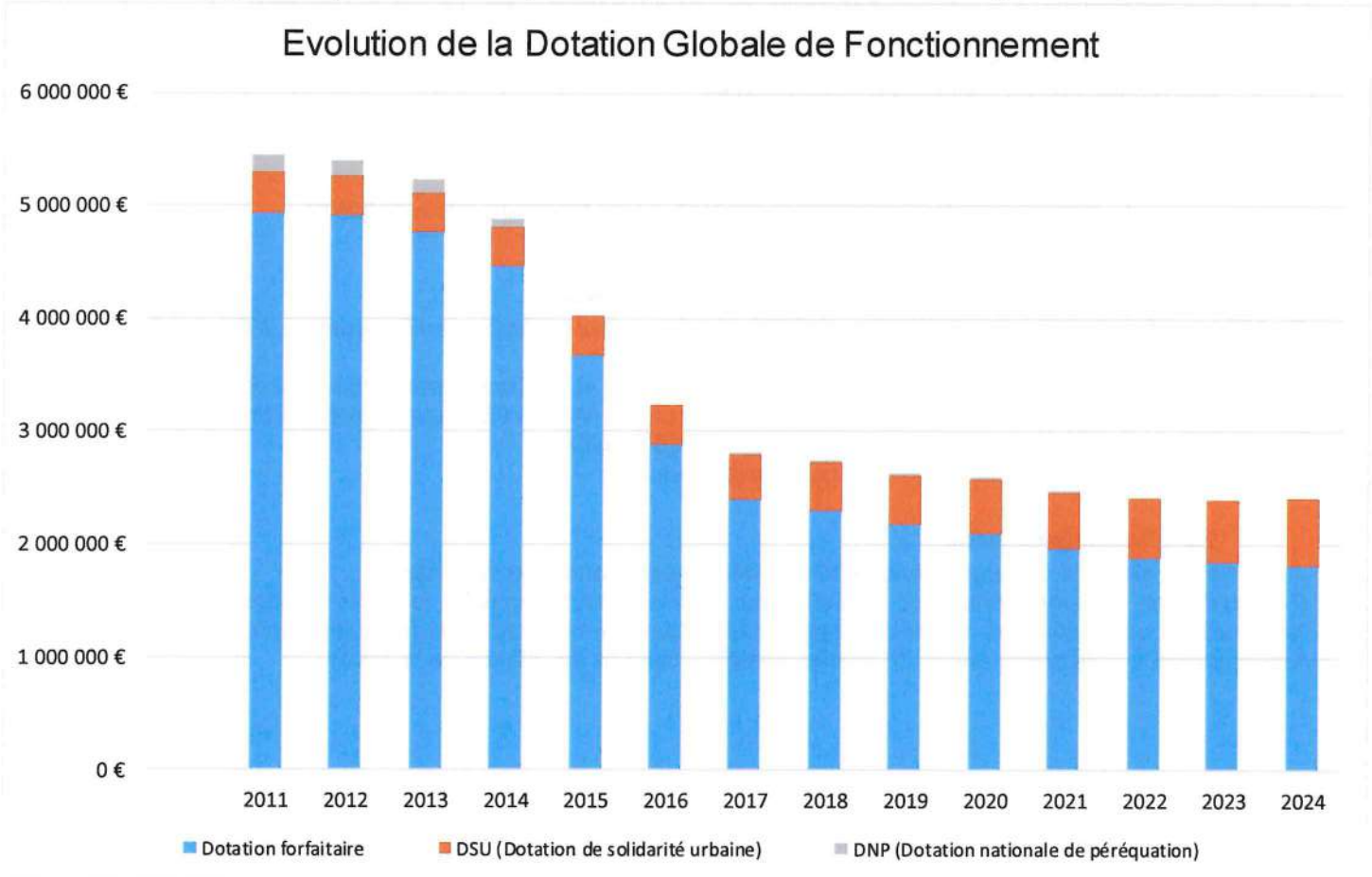
Ce chapitre 74 représente 9,3 % des recettes réelles de fonctionnement.
Au global, il est en baisse par rapport à 2023 (- 1 183 501 €).

Cet écart s'explique par le fait qu'en 2023, la Ville avait perçu une subvention exceptionnelle : 1 199 781 € d'aide versée par l'Etat dans le cadre du *filet de sécurité*. Cette aide n'a pas été pérennisée, ce qui a entrainé une baisse des recettes entre 2023 et 2024.

Il faut noter que la Dotation Globale de Fonctionnement est en légère hausse en 2024 (+ 25 680 €).
Pour mémoire, la dotation globale de fonctionnement (DGF ci-après), comprend deux parts :

- *la part « péréquation »*: à ce titre, la Ville perçoit la dotation de solidarité urbaine (DSU). Les recettes de la DSU ont tendance à augmenter légèrement chaque année (+ 56 621 € en 2024).
- *la dotation forfaitaire*, qui dépend principalement de la variation de la population.

Sur la période de 2014 à 2017, la dotation forfaitaire a fortement diminué, avec l'instauration de la contribution au redressement des comptes publics. Cela représente une baisse de – 1 901 000 € du montant de dotation versé chaque année.
Depuis lors, un écrêtement de la dotation forfaitaire est appliqué à certaines communes, en fonction du potentiel fiscal par habitant. Cet écrêtement sert à financer les évolutions de la DGF (les hausses des dotations de péréquation, et les augmentations de dotations forfaitaires du fait de la croissance démographique). Ce mécanisme est appliqué à la commune du Kremlin-Bicêtre. En 2023, de manière exceptionnelle, l'écrêtement n'avait pas été appliqué. Et en 2024, c'est un écrêtement modéré qui a été appliqué.
Par conséquent, en 2024, la Dotation Forfaitaire de la commune du Kremlin-Bicêtre a évolué au regard de la variation de population qui est en baisse (- 11 928 €) et en fonction de l'écrêtement (- 19 013 €).



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Au chapitre 74, les autres recettes sont stables entre 2023 et 2024 : Les recettes de la Caisse d'Allocations Familiales, les Compensations de l'Etat des taxes locales, les participations de l'Etat, de la Région et du Département (en dehors du filet de sécurité).

Il faut souligner que la Ville est dans une démarche très active de recherches de financements. Ainsi, par exemple, en 2024, elle a perçu la première partie d'une subvention de la Métropole du Grand Paris « Vivez les jeux Paris 2024 » (d'un montant de 58 490 €), pour l'organisation d'évènements en lien avec les jeux olympiques et paralympiques de Paris.
De même, la Ville a perçu 33 110 € dans le cadre du programme France AGRIMER (qui finance les goûters, fournis dans les écoles de la ville, présentant des produits laitiers et des fruits bio).

2.2.7. Autres produits de gestion courante (chapitre 75)

Ce chapitre représente 1,4 % des recettes réelles de fonctionnement. Il comprend principalement les loyers et les redevances perçus par la Ville.
Il est en forte hausse en 2024 (+ 523 582 € par rapport à 2023).
Ce chapitre comprend :

- Les *recettes liées aux loyers et charges* perçus par la Ville.
- Des *pénalités* perçues dans le cadre de l'exécution de marchés publics.
- Les *recettes RODP* (il s'agit des redevances pour occupation du domaine public payées par les entreprises de réseaux de gaz et d'électricité).
- D'autres *produits divers* de gestion courante.
  En 2024, cela comprend la recette exceptionnelle suivante : le versement de la redevance variable du délégataire Q PARK, dans le cadre de la délégation de service public de stationnement, pour les années 2018 à 2022 (pour un montant total de 302 274 €).
  De plus, la recette relative au remboursement par les propriétaires des dépenses de sécurisation du bâtiment « l'hôtel le Diplomate », situé 11 rue du général Leclerc (47 738 €), a dû être réémise sur le bon débiteur. Cette recette s'équilibre en dépense (avec l'annulation du titre émis précédemment).

2.2.8. Produits financiers (chapitre 76)

Le montant de ce chapitre s'élève à 3,6 € en 2024.

Il s'agit des intérêts versés par la caisse d'épargne. Ce produit est issu des parts sociales détenues par la Ville.

2.2.9. Produits exceptionnels (chapitre 77)

Ce chapitre représente 0,9 % des recettes réelles de fonctionnement. Il est par nature fluctuant.

En 2024, ce chapitre comprend :

- Des *régularisations comptables* (pour 1 758 €).
- 467 730,77 € de recettes liées à des *cessions* :
  - La cession de deux véhicules (15 500 €),
  - La cession du terrain situé 19 rue Curie (444 230,77 €),
  - La cession d'un bail commercial, situé 17 rue du Général Leclerc (8 000 €).

2.2.10. Reprises sur provisions (chapitre 78)

Ce chapitre représente 1,1 % des recettes réelles de fonctionnement.
En 2024, conformément à la délibération n° 2024-114 du conseil municipal du 7 novembre 2024, la ville a repris la provision pour risque d'un montant de 590 896 €.
En effet, par la délibération n° 2009-045 en date du 30 avril 2009, le Conseil municipal avait constitué une provision pour risque. Cette provision concernait un contentieux entre la Ville et l'Etat sur le montant de Dotation Globale de Fonctionnement attribué à la commune pour les années 2000 à 2005.
Ce contentieux étant éteint, la Ville a pu reprendre la provision.

2.3 L'autofinancement.

Au vu de ces résultats, l'épargne brute 2024 s'établit dans les conditions suivantes :
Pour mémoire, l'épargne brute est un indicateur pertinent pour apprécier la santé financière d'une collectivité territoriale. Il correspond au solde des opérations réelles de la section de fonctionnement (recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette) (a)	39 842 716	39 986 172	42 373 611	44 726 202	47 112 762
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions et résultat reporté) (b)	42 457 436	42 356 909	43 967 886	49 783 639	50 739 758
Epargne de gestion (b-a)	2 614 720	2 370 737	1 594 276	5 057 437	3 626 996
Intérêts de la dette (c)	620 853	559 381	513 009	585 524	592 336
Epargne brute (b-a-c)	1 993 867	1 811 356	1 081 267	4 471 913	3 034 661
Remboursement en capital de la dette (d)	2 824 521	3 042 409	3 024 496	2 619 359	2 831 901
Epargne nette (b-a-c-d)	- 830 654	- 1 231 052	- 1 943 229	1 852 554	202 759

L'épargne brute permet de calculer les deux ratios de gestion suivants :

	2020	2021	2022	2023	2024
Capacité de désendettement (Encours de dette / Epargne brute)	13,0 ans	14,3 ans	24,0 ans	5,7 ans	7,9 ans
Taux d'épargne brute (Epargne brute / RRF)	4,7 %	4,3 %	2,5 %	9,0 %	6,0 %

La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette en y consacrant toute son épargne disponible.
L'encours de dette est plutôt stable sur la période. Aussi, ce sont les variations de l'épargne qui font fluctuer la capacité de désendettement de la Ville.
On constate qu'en 2022, du fait de la dégradation de l'épargne, la capacité de désendettement de la ville était de 24 ans et le taux d'épargne brute était de 2,5 %.
Or, les mesures ont été prises par la municipalité, dans le cadre du budget 2023, pour contenir les dépenses de fonctionnement et augmenter les recettes, afin d'améliorer les épargnes et les ratios de gestion. Ainsi, en 2023 et en 2024, la commune présente des ratios de gestion satisfaisants, se situant dans le cadre des seuils préconisés.

3. La section d'investissement

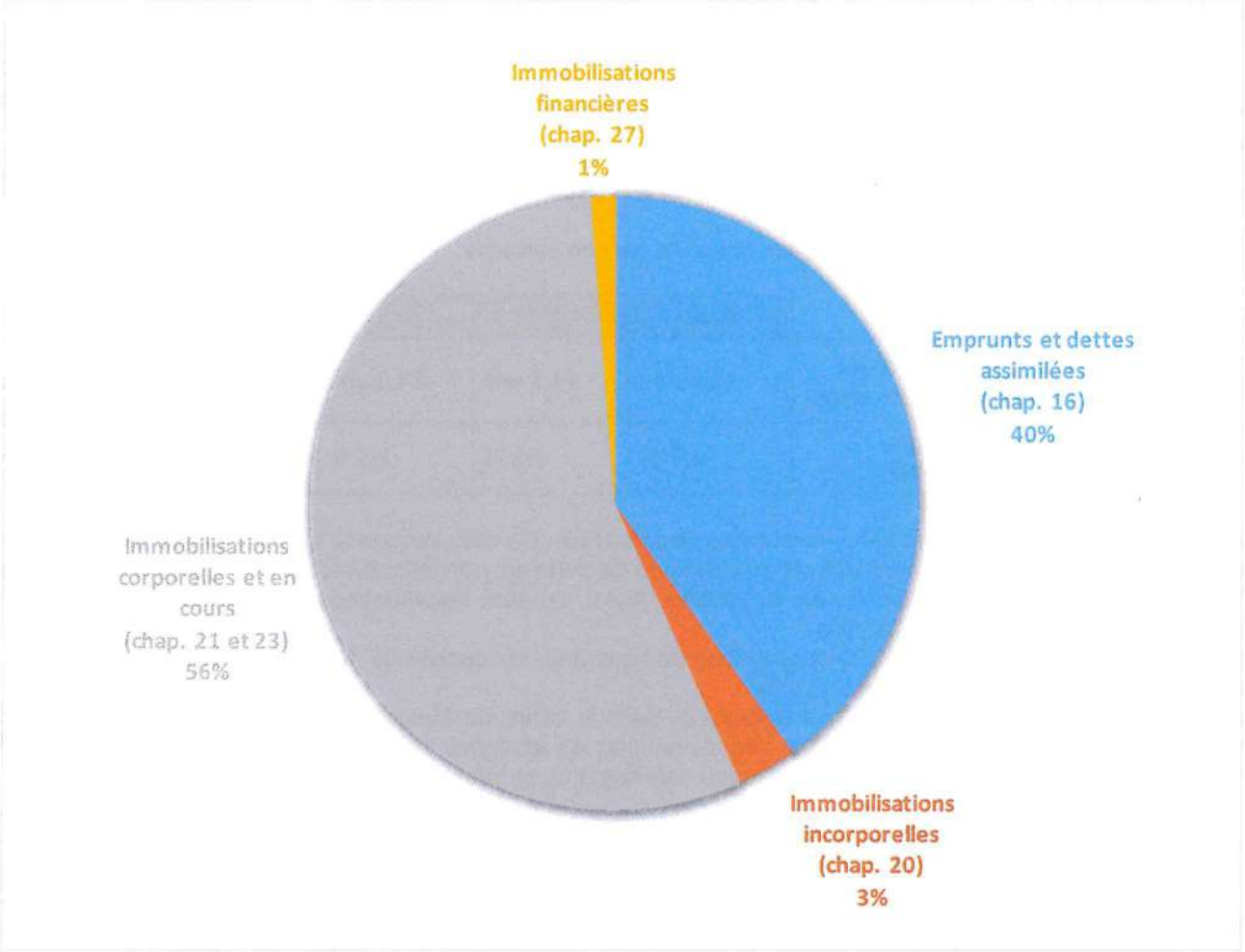
3.1 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2024 à 7 157 468,64 €.

	Dépenses d'investissement	2021	2022	2023	2024
Opérations réelles					
001	Solde section d'investissement reporté	-	190 063,80	-	-
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*100,0%*	*-100,0%*	*0,0%*
10	Dotations (Reversement)	54 744,00	26 944,66	-	-
	Evolution par rapport à n-1	*100,0%*	*-50,8%*	*-100,0%*	*0,0%*
13	Subventions d'investissement (Reversement et régularisations)	-	274,00	4 726 785,87	-
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*100,0%*	*1725004,3%*	*-100,0%*
16	Emprunts et dettes assimilées	3 042 408,65	3 024 496,18	2 619 359,03	2 831 901,21
	Evolution par rapport à n-1	*7,7%*	*-0,6%*	*-13,4%*	*8,1%*
20	Immobilisations incorporelles	255 081,73	430 961,06	590 925,67	226 683,68
	Evolution par rapport à n-1	*283,4%*	*69,0%*	*37,1%*	*-61,6%*
204	Subventions d'équipement versées	-	-	15 000,00	-
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*0,0%*	*100,0%*	*-100,0%*
21	Immobilisations corporelles	3 044 676,33	3 331 657,01	2 003 157,93	3 804 820,23
	Evolution par rapport à n-1	*-25,7%*	*9,4%*	*-39,9%*	*89,9%*
23	Immobilisations en cours	9 813,27	2 506,79	168 153,25	122 894,40
	Evolution par rapport à n-1	*-71,3%*	*-74,5%*	*6607,9%*	*-26,9%*
26	Participations	92 300,00	20 000,00	142 700,00	-
	Evolution par rapport à n-1	*51,8%*	*-78,3%*	*613,5%*	*-100,0%*
27	Autres immobilisations financières	194 635,98	135 396,18	56 000,00	93 242,21
	Evolution par rapport à n-1	*6896,3%*	*-30,4%*	*-58,6%*	*66,5%*
454	Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	-	-	2 250,00	-
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*100,0%*	*-100,0%*
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 693 659,96**	**7 162 299,68**	**10 324 331,75**	**7 079 541,73**
	Evolution par rapport à n-1	*-23,3%*	*7,0%*	*44,1%*	*-31,4%*
Opérations d'ordre					
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections :				
	- Amortissements des subventions d'investissement et Travaux en régie	2 259,22	44 350,54	2 100,81	3 153,78
	- Ecritures liées aux cessions				25 138,05
	- Régularisations Amortissements			55 360,29	
	- Reprises de provisions			347 811,54	
041	Opérations patrimoniales (au sein de la section d'investissement)	196,36	10 796,18	314,18	49 635,08
Total général des dépenses d'investissement (réelles et d'ordre)		**6 696 115,54**	**7 217 446,40**	**10 729 918,57**	**7 157 468,64**
	Evolution par rapport à n-1	*-23,3%*	*7,8%*	*48,7%*	*-33,3%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Répartition des dépenses réelles d'investissement :

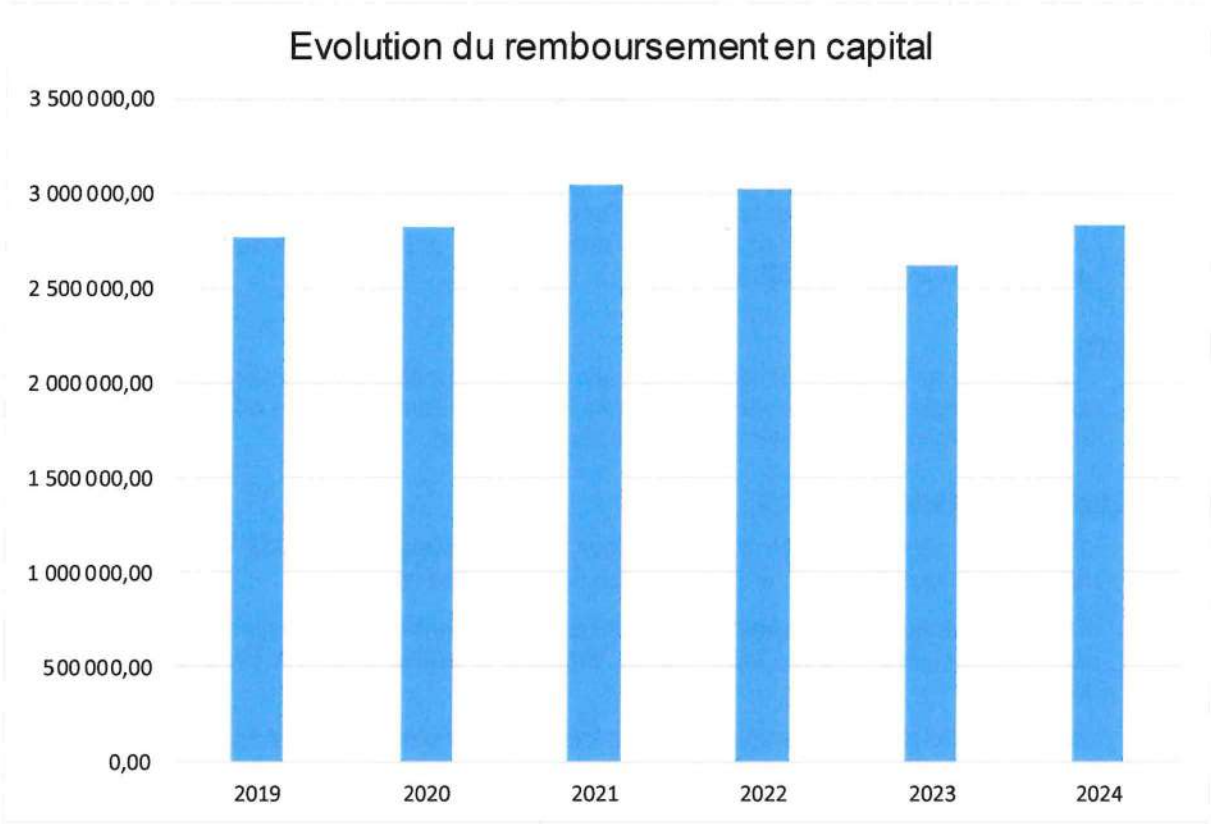


Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » représente 40,0 % des dépenses réelles d'investissement. Ce chapitre comprend le remboursement du capital de la dette. Il s'élève à 2 831 901,21 € en 2024.

Il est en hausse par rapport à 2023, puisque :

- Ce montant intègre le remboursement en capital du nouvel emprunt souscrit en 2023 auprès de l'Agence France Local pour un montant de 2 000 000 €.
- Et ce montant intègre aussi le remboursement en capital de l'emprunt souscrit en 2022 auprès de l'Agence France Local pour un montant de 3 000 000 €. En effet, le contrat prévoyait que le remboursement en capital ne commencerait qu'en 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Le chapitre 20 « immobilisations incorporelles » représente 3,2 % des dépenses réelles d'investissement. Il s'élève à 226 683,68 euros.

Ce chapitre comprend :

- *Les frais d'études* (132 347 €), comme par exemple la mission de maîtrise d'œuvre pour le projet d'aménagement de la Cour oasis au sein de l'école maternelle Mohamed-Megrez, des études relatives à l'urbanisme (de mutabilités foncières et de faisabilités urbaines).
- *Les frais d'insertion* pour la publicité des marchés publics d'investissement (12 960 €).
- *L'acquisition de nouveaux logiciels ou modules, et de licences* (52 977 €), comme par exemple l'acquisition de licences pour les logiciels de l'état civil et d'autres logiciels métiers.
- *Les frais d'acquisition de fonds de commerce* (28 400 €). Il s'agit ici de l'acquisition du fonds de commerce situé au 1 avenue Eugène Thomas. En effet, la municipalité a souhaité utiliser la préemption, afin de développer un commerce local plus diversifié et de meilleure qualité.

Le chapitre 21 « immobilisations corporelles » représente 53,7 % des dépenses réelles d'investissement, avec un montant de 3 804 820,23 €.

Les principaux investissements réalisés, par domaine, sont les suivants :

Education :

C'est l'axe prioritaire de la municipalité. Ainsi, en 2024, les investissements dans ce domaine représentent 43,6 % des dépenses de ce chapitre.

- Travaux et entretien des bâtiments scolaires (1 448 440 €) : dont par exemple la rénovation des chaufferies des écoles maternelles Suzanne-Buisson et Pauline-Kergomard, la rénovation des sanitaires de la cour de l'école Benoit-Malon, ou les travaux de remplacement des clôtures de l'école maternelle Mohamed-Megrez.
- Achat de mobiliers et de matériels pour les écoles ainsi que les unités de préparation culinaire (113 698 €). Comme, par exemple, le remplacement d'une armoire froide à l'école Charles-Péguy, ou l'acquisition de luminaires LED dans plusieurs écoles, mais aussi l'acquisition de matériels informatiques pour la classe URTLA.
- Acquisition d'un véhicule pour le service restauration pour le transport des préparations culinaires, des unités de préparation culinaires vers les écoles (71 234 €).
- Matériels et mobiliers pour les centres de loisirs (23 825 €).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sports, jeunesse et culture :

- Travaux et acquisitions de matériels pour les équipements sportifs et le service jeunesse (127 353 €) : dont l'installation d'éclairages en LED dans divers équipements, ou l'achat de tatamis pour la Halle des sports.

- Acquisition d'œuvres d'art (25 682 €) dont l'acquisition de la sculpture représentant Marianne ; acquisition du matériel pour la création d'une micro-folies (50 544 €), et acquisition de matériels pour les représentations culturelles et artistiques (sonorisation, gradins, projecteurs) (13 743 €) ; restauration de documents d'archives (5 995 €).

Petite enfance et PMI :

- Acquisitions et travaux d'entretien des bâtiments de la petite enfance et de la PMI (32 377 €) avec, par exemple, l'installation d'un visiophone à la PMI, ou le remplacement de toute la vaisselle de la crèche Françoise-Dolto pour acheter du matériel sans plastique.

Solidarité, santé, vie associative, séniors :

- Travaux et acquisitions de matériels pour l'espace Maigné (110 238 €), dont l'aménagement d'une nouvelle banque d'accueil, et la rénovation complète des sanitaires.

- Travaux et acquisitions de matériels pour l'aménagement de la nouvelle Maison de la Citoyenneté et de la Vie Associative (MCVA) (130 470 €). En effet, la nouvelle MCVA est désormais installée rue Jean-Monnet.

- Acquisition de plusieurs distributeurs de protections périodiques (4 528 €).

- Travaux et acquisition de matériels pour le Club Lacroix et le Centre social (15 383 €).

Aménagement urbain :

- Pose de la première phase des fermetures de l'îlot Victor Hugo (72 000 €). Celles-ci sont positionnées en haut et en bas de l'escalier situé entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo.

Espaces verts et cimetière :

- Aménagement des espaces verts (95 612 €) dont diverses missions de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'espaces verts, et la création du massif sur le rond-point de l'avenue de Fontainebleau. Et aménagement du cimetière (33 840 €).

- La plantation d'arbres et arbustes (93 593 €), l'achat de jardinières et d'une corolle pour la place Jean Baptiste Clément (71 111 €).

- Achat de matériels et d'équipements pour les espaces verts et le cimetière (9 989 €).

Bâtiments communaux :

- Travaux d'entretien et acquisitions pour divers bâtiments de la Ville (468 849 €) : dont, par exemple, l'installation d'éclairages LED au Centre Technique Municipal Sembat, la réparation du système de chauffage au 4ème étage de l'hôtel-de-ville, l'aménagement des locaux de la DRH et du service des finances dans l'ancienne Maison des associations, la réfection des réseaux aérauliques du Centre Technique Municipal Géry, l'acquisition de mobilier ergonomique pour les agents de la commune.

Informatique :

- Achat et renouvellement de matériels informatiques et téléphoniques (68 183 €) : ordinateurs, téléphones, badgeuses...

Sécurité :

- Acquisition d'équipements de sécurité (29 713 €), et notamment les équipements des policiers municipaux.

- Dépenses liées à la vidéoprotection (68 524 €) : remplacement de caméras et réfection complète du système de vidéoprotection du Centre technique municipal situé boulevard Chastenet-de-Géry.

Garage :

- Acquisition de nouveaux véhicules (100 620 €) : dont un chariot élévateur électrique, et un trafic électrique. Ces nouvelles acquisitions s'inscrivent dans le plan de renouvellement des véhicules, afin d'acquérir des véhicules moins polluants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Voirie et propreté :

- Acquisitions pour la voirie et la propreté urbaine (64 242 €) : dont l'achat de mobilier urbain, de totems d'entrées de ville, de plaques de rues.

Commerce :

- Travaux de remise en état des fonds de commerce acquis par la Ville (42 990€).

Il faut noter que 718 294 € des dépenses présentées ci-dessus s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments communaux, et donc dans un objectif de transition écologique. Cela a également pour effet une diminution de la consommation des fluides et donc des dépenses de fonctionnement.

Le chapitre 23 « immobilisations en cours », représente 1,7 % des dépenses réelles d'investissement, avec un montant de 122 894,40 €.
Ce chapitre comprend exclusivement les dépenses relatives au projet de réhabilitation du gymnase Jacques-Ducasse et du COSEC Elisabeth-et-Vincent-Purkart. Ces dépenses sont mandatées au chapitre 23, car il s'agit d'une opération pluriannuelle.
En 2024, il s'agit principalement des dépenses relatives aux études géotechniques et de reconnaissances structurelles.

Le chapitre 27 « autres immobilisations financières » représente 1,3 % des dépenses réelles d'investissement, avec un montant de 93 242,21 €.

Ce chapitre comprend :

- Le versement de dépôts de garantie dans le cadre de l'acquisition de fonds de commerce (2 242 €).
- La participation de la Ville à l'acquisition de locaux commerciaux, dans le cadre de la convention signée avec le Syndicat d'Action Foncière du Val de Marne (SAF 94) (91 000 €). Il s'agit ici de l'acquisition des locaux situés 36 avenue de Fontainebleau et 30 avenue Eugène Thomas.

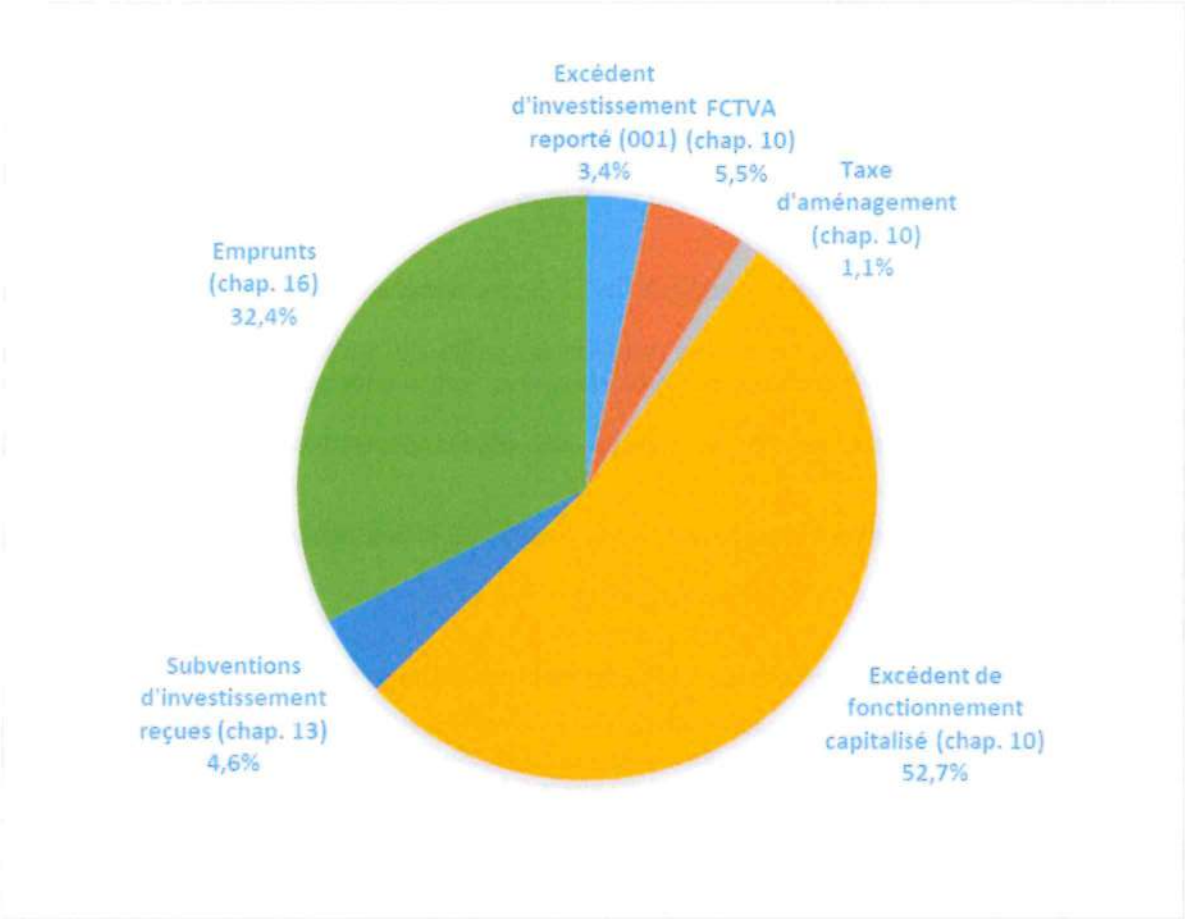
3.2 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent au total à 6 760 676,40 €, en 2024.

Recettes d'investissement		2021	2022	2023	2024
Opérations réelles					
001	**Excédent investissement reporté**	**971 524,15**	**-**	**909 781,13**	**158 753,51**
	Evolution par rapport à n-1	*100,0%*	*-100,0%*	*100,0%*	*-82,6%*
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**673 456,92**	**2 174 059,75**	**924 837,87**	**2 743 302,31**
	Evolution par rapport à n-1	*-81,7%*	*222,8%*	*-57,5%*	*196,6%*
	Dont FCTVA	651 941,00	398 561,45	475 162,67	253 044,61
	Evolution par rapport à n-1	*-40,5%*	*-38,9%*	*19,2%*	*-46,7%*
	Dont taxe d'aménagement	21 515,92	12 034,94	109 007,36	51 924,36
	Evolution par rapport à n-1	*-91,3%*	*-44,1%*	*805,8%*	*-52,4%*
	Dont excédent de fonctionnement capitalisé (1068)	-	1 763 463,36	340 667,84	2 438 333,34
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*100,0%*	*-80,7%*	*615,8%*
13	**Subventions d'investissement reçues**	**466 929,66**	**690 272,23**	**5 268 501,55**	**211 283,00**
	Evolution par rapport à n-1	*-65,4%*	*47,8%*	*663,2%*	*-96,0%*
	Dont produit des amendes de police	-	-	-	-
	Evolution par rapport à n-1	*-100,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*
	Dont subventions d'investissement perçues	466 929,66	690 272,23	541 715,68	211 283,00
	Evolution par rapport à n-1	*-43,5%*	*47,8%*	*-21,5%*	*-61,0%*
	Dont régularisations comptables	-	-	4 726 785,87	-
	Evolution par rapport à n-1	*0,0%*	*0,0%*	*100,0%*	*-100,0%*
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**3 000 000,00**	**3 002 250,00**	**2 000 000,00**	**1 500 000,00**
	Evolution par rapport à n-1	*-8,8%*	*0,1%*	*-33,4%*	*-25,0%*
27	**Autres immobilisations financières**	**15 000,00**	**-**	**172 032,00**	**9 833,19**
	Evolution par rapport à n-1	*100,0%*	*-100,0%*	*100,0%*	*-94,3%*
45412	**Travaux effectués d'office pour le compte de tiers**	**-**	**-**	**-**	**2 250,00**
	Evolution par rapport à n-1				*100,0%*
Total des recettes réelles d'investissement		**5 126 910,73**	**5 866 581,98**	**9 275 152,55**	**4 625 422,01**
	Evolution par rapport à n-1	*-38,5%*	*14,4%*	*58,1%*	*-50,1%*
Opérations d'ordre					
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 378 944,65	1 290 799,37	1 440 705,35	1 592 750,49
	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Cessions)	-	959 050,00	172 500,00	492 868,82
041	Opérations patrimoniales (au sein de la section d'investissement)	196,36	10 796,18	314,18	49 635,08
Total général des recettes d'investissement (réelles et d'ordre)		**6 506 051,74**	**8 127 227,53**	**10 888 672,08**	**6 760 676,40**
	Evolution par rapport à n-1	*-32,9%*	*24,9%*	*34,0%*	*-37,9%*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Répartition des principales recettes réelles d'investissement :



Le chapitre 001 « excédent d'investissement reporté » représente 3,4 % des recettes réelles d'investissement. Il s'élève à 158 753,51 €.
En effet, un excédent d'investissement a été constaté à l'issue de l'exercice 2023. Conformément à la délibération n° 2024-066 du 27 juin 2024 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2023, cet excédent a été repris dans le budget 2024, en recettes d'investissement, à la nature 001.

Le chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves » représente 59,3 % des recettes réelles d'investissement. Ce chapitre est constitué des éléments suivants :

➔ Le Fonds de compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA). Il s'agit d'une dotation versée par l'Etat aux collectivités territoriales, qui compense forfaitairement la TVA qu'elles acquittent sur leurs dépenses. Le taux de compensation forfaitaire fixé par l'article L.1615-6 du Code général des collectivités territoriales est de 16,404 % depuis le 1er janvier 2015. Les dépenses éligibles sont les dépenses d'investissement et les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie réalisées l'année précédente.
En 2024, le montant de FCTVA perçu par la ville (253 045 €) est en baisse par rapport aux années précédentes. Cela vient notamment d'une réforme de l'Etat qui a supprimé certaines dépenses éligibles (par exemple, les natures comptables 2113, 2121 et 2128).
Comme le demandaient les associations d'élus, mais aussi la commune du Kremlin-Bicêtre dans une délibération du 24 novembre 2022 « motion d'alerte relative à la situation financière des collectivités locales », la loi de finances pour 2024 réintègre une partie de ces dépenses dans le périmètre du FCTVA (celles relatives aux aménagements de terrain). Ainsi, le montant de FCTVA devrait augmenter au compte-administratif 2025.

- Les taxes d'aménagement (51 924 €). Cet impôt perçu par la commune dépend des projets d'aménagement réalisés sur la ville (construction, agrandissement de bâtiments…). Il fait suite à une autorisation d'urbanisme.
Le montant de cette recette est par nature fluctuant. Il dépend du nombre et de la nature des autorisations d'urbanisme délivrées.
- L'excédent de fonctionnement capitalisé (2 438 333 €). En effet, la délibération n° 2024-066 du 27 juin 2024 avait affecté au budget 2024 cette somme sur la nature 1068 (en recettes d'investissement), afin de financer le besoin de financement d'investissement constaté lors de la reprise des résultats 2023.

Le chapitre 13 « subventions d'investissement ». Il s'élève à 211 283 €, et représente 4,6 % des recettes réelles d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

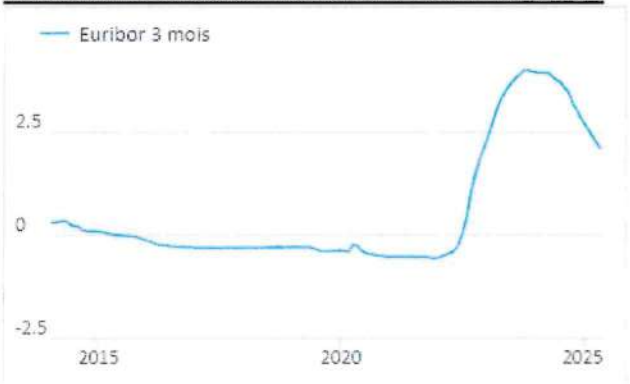
En 2024, ce chapitre comprend exclusivement les subventions d'investissement perçues par la Ville. Les principales subventions reçues en 2024 sont les suivantes :

- Trois subventions de la Métropole du Grand Paris :
  - Pour l'acquisition de 4 véhicules propres (38 615 €),
  - Pour le projet de création d'une micro-folie (7 590 €),
  - Pour l'aménagement paysager de l'escale végétale de l'îlot Victor Hugo (133 439 €).
- Le solde de la subvention pour la création du Parc Bicêtre (28 639 €) versé par l'Agence de l'eau.

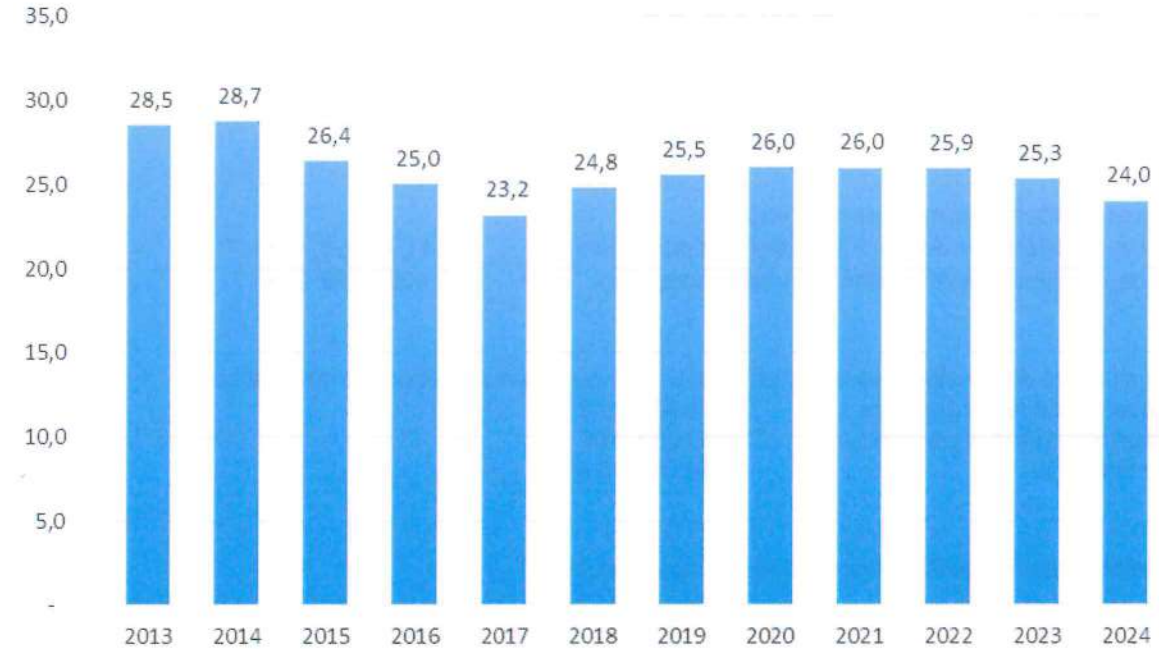
Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus, depuis 2021 la Ville ne perçoit plus les recettes d'investissement relatives aux amendes de police. En effet, il s'agit désormais d'une contribution à verser (en dépenses de fonctionnement, au chapitre 014).

Le chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées » représente 32,4 % des recettes réelles d'investissement.
En 2024, la Ville a contracté un emprunt de 1 500 000 € auprès de la Banque Postale, pour une durée de 20 ans, avec un taux d'intérêt annuel fixe de 3,49 %.
La Ville a pu bénéficier de taux d'intérêt très bas ces dernières années. Or, depuis 2022 les taux d'intérêt ont connu une forte hausse. Ils ont atteint un pic fin 2023, puis ont amorcé une baisse au cours de l'année 2024 :

Evolution des taux d'intérêt entre 2014 et 2024 :



Evolution de l'encours de dette au 31 décembre (en millions d'euros) :



L'encours de dette est stable ces dernières années. Il est même en diminution en 2024.

Le chapitre 27 « autres immobilisations financières » représente 0,2 % des recettes réelles d'investissement, avec un montant de 9 833,19 €.
Ce chapitre comprend deux éléments :

- Le remboursement de la caution pour la location d'un triporteur,
- Et le remboursement du dépôt de garantie du bail commercial du 17, rue du Général-Leclerc, suite à la cession du bail.

Le chapitre 45412 « travaux effectués d'office pour le compte de tiers » représente 0,05 % des recettes réelles d'investissement, avec un montant de 2 250 €.

Il s'agit du remboursement, par les propriétaires, des frais engagés par la ville dans le cadre de travaux d'office.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cela correspond ici au remboursement d'une dépense de 2023 relative à la réalisation d'un diagnostic amiante et plomb avant démolition d'un pavillon, suite à un péril constaté.

Le Conseil municipal est donc appelé à approuver le compte administratif 2024 du budget principal de la commune.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2023-117 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 portant adoption du budget primitif 2024 de la commune,
Vu la délibération n° 2024-068 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'adoption du budget supplémentaire 2024,
Vu la délibération n° 2024-115 du Conseil municipal du 7 novembre 2024 relative à l'adoption de la décision modificative n° 1 du budget principal de la commune,
Vu le compte de gestion 2024 présenté par la comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry-sur-Seine,
Vu la délibération n° 2023-119 du 14 décembre 2023 relative à l'apurement du compte 1069 présentant un solde débiteur,
Vu la correction du résultat d'investissement cumulé, du fait de l'apurement du compte 1069 (1/10),
Considérant la présentation du compte administratif de l'exercice 2024,
Vu l'élection d'un président de séance pour l'adoption du compte administratif 2024,
Après en avoir délibéré, par 20 voix pour (Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN), et 1 ne prenant pas part au vote (M. DELAGE)

DÉCIDE

Article 1
Prend acte du compte administratif 2024 du budget de la commune, qui se résume ainsi :

- Section de FONCTIONNEMENT :
  - Dépenses : 49 790 716,67 €
  - Recettes : 53 861 742,10 €

- Section d'INVESTISSEMENT :
  - Dépenses : 7 157 468,64 €
  - Recettes : 6 760 676,40 €

Article 2
Précise que ces montants permettent de constater :

- Un solde excédentaire de la section de fonctionnement de 4 071 025,43 €
- Un solde déficitaire de la section d'investissement de - 396 792,24 €

Article 3
Reconnaît la sincérité des restes à réaliser, en section d'investissement, énoncés comme suit :

- Dépenses engagées reportées : 2 884 965,29 €
- Recettes engagées reportées : 1 500 000,00 €
- Solde déficitaire : - 1 384 965,29 €

Article 4
Adopte le compte administratif 2024 du budget de la commune.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-056-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DU KREMLIN BICETRE

Numéro SIRET : 21940043900218

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : MARCHE FORAIN (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 24
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 25
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 26
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 28
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 32
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 34

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 36
A1.01 - Opérations non ventilables 38
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 39
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 42
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 43
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 44
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 47
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 50
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 53
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 54
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 57
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 59
A1.908 - Fonction 8 - Transports 62
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 66
A2.01 - Opérations non ventilables 68
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 69
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 72
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 73
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 74
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 77
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 80
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 83
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 84
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 85
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 88
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 90
A2.938 - Fonction 8 - Transports 93

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 97
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers 98
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 99
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées 100
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties 101
B13 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
B14 - Etat des travaux en régie Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 102
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 103
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 104
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 106
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 110

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble Sans Objet
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus Sans Objet
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 114
D11 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet

V - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	24492

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	19.92
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	21.21
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.09
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	26.60%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.43%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	6.10%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE				
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	491 049,77	551 312,33	82 032,32	A1	142 294,88
Investissement	2 220,00	31 862,08	(2) -30 803,09	A2	-1 161,01
Dont 1068		30 803,09			
Fonctionnement	488 829,77	519 450,25	(3) 112 835,41	A3	143 455,89

	RESTES A REALISER (4)				
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II	1 380,00	III + IV	0,00	B1 -1 380,00
Investissement	I	1 380,00	III	0,00	B2 -1 380,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	A1 + B1	140 914,88
Investissement	A2 + B2	-2 541,01
Fonctionnement	A3 + B3	143 455,89

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	1 380,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		1 380,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	488 829,77	G	519 450,25
	Section d'investissement	B	2 220,00	H	31 862,08
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	112 835,41 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	30 803,09 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	521 852,86	= G + H + I + J	664 147,74
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	1 380,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	1 380,00	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	488 829,77	= G + I + K	632 285,66
	Section d'investissement	= B + D + F	34 403,09	= H + J + L	31 862,08
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	523 232,86	= G + H + I + J + K + L	664 147,74

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	2 220,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		**2 220,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **2 220,00**	II **0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*0,00*	*1 058,99*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***0,00***	*IV* ***1 058,99***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**2 220,00**	II + IV	**1 058,99**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**30 803,09**	VI	**0,00**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**30 803,09**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**33 023,09**	II + IV + VI + VII	**31 862,08**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		**-1 161,01**		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		349 750,91	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		262 759,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		129 729,95	73 Impôts et taxes (sauf 731)		0,00
			731 Fiscalité locale		0,00
			74 Dotations et participations (1)		256 408,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		8 289,92	75 Autres produits de gestion courante (1)		283,25
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		0,00	013 Atténuations de charges (1)		0,00
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		487 770,78	Total recettes de gestion des services		519 450,25
66 Charges financières		0,00	76 Produits financiers		0,00
67 Charges spécifiques (1)		0,00	77 Produits spécifiques (1)		0,00
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**487 770,78**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**519 450,25**

OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*1 058,99*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*0,00*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***1 058,99***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***0,00***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**488 829,77**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**519 450,25**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	112 835,41

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**488 829,77**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**632 285,66**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	143 455,89

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		2 220,00	*0,00*	2 220,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**2 220,00**	***0,00***	**2 220,00**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**30 803,09**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	349 750,91		349 750,91
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	129 729,95		129 729,95
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	8 289,92	*0,00*	8 289,92
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*1 058,99*	1 058,99
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**487 770,78**	***1 058,99***	**488 829,77**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	0,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 058,99*	1 058,99
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***1 058,99***	**1 058,99**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**30 803,09**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	262 759,00		262 759,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	256 408,00		256 408,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	283,25	0,00	283,25
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**519 450,25**	***0,00***	**519 450,25**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**112 835,41**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**93 920,00**	**2 220,00**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	93 920,00	2 220,00	1 380,00	90 320,00	0,00	2 220,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**93 920,00**	**2 220,00**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**93 920,00**	**2 220,00**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**30 803,09**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**124 723,09**	**33 023,09**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**124 723,09**	**31 862,08**	**0,00**	**92 861,01**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	83 820,00	0,00	0,00	83 820,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**83 820,00**	**0,00**	**0,00**	**83 820,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	30 803,09	30 803,09	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**30 803,09**	**30 803,09**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**114 623,09**	**30 803,09**	**0,00**	**83 820,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*10 100,00*	*1 058,99*		*9 041,01*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***10 100,00***	***1 058,99***		***9 041,01***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***0,00***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**124 723,09**	**31 862,08**	**0,00**	**92 861,01**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**93 920,00**	**2 220,00**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	93 920,00	2 220,00	1 380,00	90 320,00	0,00	2 220,00
21534	Réseaux d'électrification	89 100,00	0,00	0,00	89 100,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 820,00	2 220,00	1 380,00	1 220,00	0,00	2 220,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**93 920,00**	**2 220,00**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**93 920,00**	**2 220,00**	**1 380,00**	**90 320,00**	**0,00**	**2 220,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**	**0,00**		**0,00**		**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**124 723,09**	**31 862,08**	**0,00**	**92 861,01**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	83 820,00	0,00	0,00	83 820,00
13148	Subv. transf. Autres communes	83 820,00	0,00	0,00	83 820,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**83 820,00**	**0,00**	**0,00**	**83 820,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	30 803,09	30 803,09	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	30 803,09	30 803,09	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**30 803,09**	**30 803,09**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**114 623,09**	**30 803,09**	**0,00**	**83 820,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*10 100,00*	*1 058,99*		*9 041,01*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*200,00*	*149,98*		*50,02*
281534	*Réseaux d'électrification*	*9 900,00*	*876,79*		*9 023,21*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*32,22*		*-32,22*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***10 100,00***	***1 058,99***		***9 041,01***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Recettes justifiées non titrées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**654 243,41**	**479 287,71**	**9 542,06**	**0,00**	**165 413,64**	**0,00**	**488 829,77**
011	Charges à caractère général (3)	422 243,41	341 852,04	7 898,87	0,00	72 492,50	0,00	349 750,91
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	205 000,00	129 729,95	0,00	0,00	75 270,05		129 729,95
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	16 900,00	6 646,73	1 643,19	0,00	8 610,08	0,00	8 289,92
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**644 143,41**	**478 228,72**	**9 542,06**	**0,00**	**156 372,63**	**0,00**	**487 770,78**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Total des dépenses réelles		**644 143,41**	**478 228,72**	**9 542,06**	**0,00**	**156 372,63**	**0,00**	**487 770,78**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*10 100,00*	*1 058,99*			*9 041,01*		*1 058,99*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 100,00**	**1 058,99**			**9 041,01**		**1 058,99**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**654 243,41**	**479 287,71**	**9 542,06**	**0,00**	**165 413,64**	**0,00**	**488 829,77**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**541 408,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	285 000,00	262 759,00	0,00	0,00	22 241,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	256 408,00	256 408,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	283,25	0,00	0,00	-283,25
Total des recettes de gestion des services		**541 408,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**541 408,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**	**0,00**			**0,00**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**112 835,41**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**654 243,41**	**632 285,66**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**654 243,41**	**479 287,71**	**9 542,06**	**0,00**	**165 413,64**	**0,00**	**488 829,77**
011	Charges à caractère général (4)	422 243,41	341 852,04	7 898,87	0,00	72 492,50	0,00	349 750,91
60612	Energie - Electricité	13 694,00	6 210,77	6 657,75	0,00	825,48	0,00	12 868,52
60623	Alimentation	6 100,00	3 957,15	261,12	0,00	1 881,73	0,00	4 218,27
61358	Autres	124 680,00	122 202,50	0,00	0,00	2 477,50	0,00	122 202,50
6188	Autres frais divers	173 835,41	141 999,84	0,00	0,00	31 835,57	0,00	141 999,84
6232	Fêtes et cérémonies	23 900,00	15 230,48	980,00	0,00	7 689,52	0,00	16 210,48
627	Services bancaires et assimilés	34,00	125,57	0,00	0,00	-91,57	0,00	125,57
6288	Autres services extérieurs	80 000,00	52 125,73	0,00	0,00	27 874,27	0,00	52 125,73
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	205 000,00	129 729,95	0,00	0,00	75 270,05		129 729,95
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00		0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	165 000,00	129 729,95	0,00	0,00	35 270,05		129 729,95
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	16 900,00	6 646,73	1 643,19	0,00	8 610,08	0,00	8 289,92
65132	Prix	5 174,91	4 889,92	0,00	0,00	284,99	0,00	4 889,92
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	8 325,09	0,00	0,00	0,00	8 325,09	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	3 400,00	1 756,81	1 643,19	0,00	0,00	0,00	3 400,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**644 143,41**	**478 228,72**	**9 542,06**	**0,00**	**156 372,63**	**0,00**	**487 770,78**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
Total des dépenses réelles		**644 143,41**	**478 228,72**	**9 542,06**	**0,00**	**156 372,63**	**0,00**	**487 770,78**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*10 100,00*	*1 058,99*			*9 041,01*		*1 058,99*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*10 100,00*	*1 058,99*			*9 041,01*		*1 058,99*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 100,00**	**1 058,99**			**9 041,01**		**1 058,99**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**541 408,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	285 000,00	262 759,00	0,00	0,00	22 241,00
70323	Red. occupation dom. public	285 000,00	262 759,00	0,00	0,00	22 241,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	256 408,00	256 408,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	256 408,00	256 408,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	283,25	0,00	0,00	-283,25
75888	Autres	0,00	283,25	0,00	0,00	-283,25
Total des recettes de gestion des services		**541 408,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles		**541 408,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**21 957,75**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**	**0,00**			**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**30 803,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	30 803,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**2 220,00**	**0,00**	**0,00**		**2 220,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 220,00	0,00	0,00		2 220,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**30 803,09**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		30 803,09
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**0,00**
RECETTES		**30 803,09**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	30 803,09

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 220,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 220,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 220,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 220,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 125,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	52 125,73	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**435 645,05**	**0,00**	**0,00**		**487 770,78**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	297 625,18	0,00	0,00		349 750,91
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	129 729,95	0,00	0,00		129 729,95
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	8 289,92	0,00	0,00		8 289,92
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**		**519 450,25**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	262 759,00	0,00	0,00		262 759,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	256 408,00	0,00	0,00		256 408,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	283,25	0,00	0,00		283,25
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**0,00**
6811	Dot. amort. immos incorporelles	0,00
RECETTES		**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 125,73**	**52 125,73**
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	52 125,73	52 125,73
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**431 426,78**	**0,00**	**0,00**	**4 218,27**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	12 868,52	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 218,27	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	122 202,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	141 999,84	0,00	0,00	0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00	129 729,95	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	16 210,48	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	125,57	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	4 889,92	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	3 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**519 450,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	262 759,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	256 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	283,25	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**435 645,05**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 868,52
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 218,27
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 202,50
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 999,84
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 729,95
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 210,48
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125,57
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 889,92
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**519 450,25**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 759,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 408,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283,25

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500.00 €		19/10/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Biens inférieurs à 500 euros TTC	1	19/10/2023
L	13 - Subventions d'équipement finançant un bien amortissable	0	19/10/2023
L	202 - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme	10	19/10/2023
L	2031 - Frais d'études (non suivis de réalisation)	5	19/10/2023
L	2032 - Frais de recherche et de développement	5	19/10/2023
L	2033 - Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5	19/10/2023
L	205x - Concessions et droits similaires	2	19/10/2023
L	208x - Autres immobilisations incorporelles	5	19/10/2023
L	204xxx - Subventions d'équipement versées	5	19/10/2023
L	2121, 21721 - Plantations d'arbres et d'arbustes	20	19/10/2023
L	2128, 21728 - Autres agencements et aménagements	20	19/10/2023
L	2132x, 21732x - Constructions - Bâtiments privés	30	19/10/2023
L	2135x, 21735 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	30	19/10/2023
L	2152, 21752 - Installations de voirie	30	19/10/2023
L	2153x - réseaux divers	30	19/10/2023
L	21568, 217568 - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	19/10/2023
L	2157x, 21757x - Matériel et outillage technique	10	19/10/2023
L	2158, 21758 - Autres installations, matériel et outillage technique	10	19/10/2023
L	2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers	15	19/10/2023
L	21828, 217828 - Véhicules légers et autocars	8	19/10/2023
L	21828, 217828 - Camions et véhicules industriels	5	19/10/2023
L	2183x - Matériel informatique	5	19/10/2023
L	2184x - Matérile de bureau et mobilier	15	19/10/2023
L	2185 - Matériel de téléphonie	5	19/10/2023
L	2186 - Cheptel	8	19/10/2023
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	10	19/10/2023

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	0,00	
Personnes de droit privé	0,00	
Associations	0,00	
Entreprises	0,00	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	0,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	0,00	
Autres	0,00	

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Budget annexe	Marché forain	15/12/2022	15/12/2022	21940043900218	SPA	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**2 220,00**	**32,22**	
Acquisitions à titre onéreux			**2 220,00**	**32,22**	
23/10/2024	INSTALLATION DE DOUILLES POUR FIXATION BARNUM	202415-0001	1 560,00	29,47	10
16/12/2024	INSTALLATION DE DOUILLES POUR FIXATION DES BARNUMS	202415-0002	660,00	2,75	10
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES	B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre onéreux							**0,00**	**0,00**	
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
Divers							**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-30 803,09**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-30 803,09**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**30 803,09**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-30 803,09**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**1 380,00**	**1 380,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**10 100,00**	**1 058,99**	**0,00**	**1 058,99**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**10 100,00**	**1 058,99**	**-1 380,00**	**-321,01**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-30 803,09**			**-30 803,09**
Affectation au 1068 (C)	**30 803,09**	**30 803,09**		**30 803,09**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-321,01**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**10 100,00**	**III** **1 058,99**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**10 100,00**	**1 058,99**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*200,00*	*149,98*
281534	*Réseaux d'électrification*	*9 900,00*	*876,79*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*32,22*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION	C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	15 906 776,43	7 157 468,64	2 884 965,29	5 864 342,50
RECETTES	15 906 776,43	6 760 676,40	1 500 000,00	7 646 100,03
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	52 742 044,47	49 790 716,67	0,00	2 951 327,80
RECETTES	52 742 044,47	53 861 742,10	0,00	-1 119 697,63

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET Marché forain/ N°SIRET :				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	124 723,09	33 023,09	1 380,00	90 320,00
RECETTES	124 723,09	31 862,08	0,00	92 861,01
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	654 243,41	488 829,77	0,00	165 413,64
RECETTES	654 243,41	632 285,66	0,00	21 957,75

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 031 499,52	7 190 491,73	2 886 345,29	5 954 662,50
RECETTES	16 031 499,52	6 792 538,48	1 500 000,00	7 738 961,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 396 287,88	50 279 546,44	0,00	3 116 741,44
RECETTES	53 396 287,88	54 494 027,76	0,00	-1 097 739,88

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	16 031 499,52	7 190 491,73	2 886 345,29	5 954 662,50
RECETTES	16 031 499,52	6 792 538,48	1 500 000,00	7 738 961,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 396 287,88	50 279 546,44	0,00	3 116 741,44
RECETTES	53 396 287,88	54 494 027,76	0,00	-1 097 739,88
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**69 427 787,40**	**57 470 038,17**	**2 886 345,29**	**9 071 403,94**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**69 427 787,40**	**61 286 566,24**	**1 500 000,00**	**6 641 221,16**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

AOUDAY Patrick	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BELAINOUSSI Oidi	
BENSETTITI Mounia	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

GESTIN Véronique	
GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
PARIS Annie	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
TUFFERY Josette	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-057

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Budget annexe « marché forain »– Adoption du compte-administratif 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-057-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :
Le Compte administratif (CA) du budget annexe « marché forain » retrace l'ensemble des recettes et dépenses réalisées sur l'année. Il doit être présenté au Conseil municipal avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.
Le compte administratif est le bilan financier de l'ordonnateur, alors que le compte de gestion est élaboré par le comptable public.
Les sections de fonctionnement et d'investissement sont présentées ci-dessous, en dépenses comme en recettes.

1. Vue d'ensemble de l'exercice 2024

Vue synthétique du compte-administratif 2024 du budget annexe « marché forain »

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
011	Charges à caractère général	349 750,91
012	Charges de personnel	129 729,95
65	Autres charges de gestion courante	8 289,92
Dépenses d'ordre de fonctionnement		1 058,99
Total général des dépenses de fonctionnement		488 829,77

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
002	Résultat de fonctionnement reporté	112 835,41
70	Produits des services et du domaine	262 759,00
74	Dotations, subventions et participations	256 408,00
75	Autres produits de gestion courantes	283,25
Recettes d'ordre de fonctionnement		-
Total général des recettes de fonctionnement		632 285,66

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
001	Résultat reporté	30 803,09
21	Immobilisations corporelles	2 220,00
Dépenses d'ordre d'investissement		-
Total général des dépenses d'investissement		33 023,09

RECETTES D'INVESTISSEMENT		
10	Excédent de fonctionnement capitalises	30 803,09
Recettes d'ordre d'investissement		1 058,99
Total général des recettes d'investissement		31 862,08

Résultat 2024

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution (c'est-à-dire l'ensemble des recettes et dépenses effectuées sur ce budget entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice) et y additionne les résultats de l'exercice précédent, le cas échéant.
L'exercice 2024 est clôturé avec un résultat positif de 142 294,88 €. Cet excédent est composé d'un excédent de fonctionnement de 143 455,89 € et d'un déficit d'investissement de – 1 161,01 €.

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	632 285,66	31 862,08	664 147,74
Dépenses de l'exercice	488 829,77	33 023,09	521 852,86
Résultat de clôture	**143 455,89**	**- 1 161,01**	**142 294,88**

Le résultat global (ou final) ajoute au résultat de clôture les restes à réaliser (opérations commencées au 31 décembre mais non terminées) en section d'investissement.

Les restes à réaliser constatés fin 2024 s'établissent à 1 380 € en dépenses et à 0 € en recettes, soit un solde net négatif de – 1 380 €.

	Fonctionnement		Investissement		Total
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
Résultat de clôture		143 455,89	1 161,01		142 294,88
Restes à réaliser			1 380,00	0,00	- 1 380,00
Résultat global		143 455,89	2 541,01	0,00	140 914,88

Le résultat global est donc de **140 914,88 €**.
Ces résultats ont été intégrés au budget annexe marché forain 2025, dans le cadre du budget primitif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-057-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2. La section de fonctionnement

2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comptabilisées au compte-administratif 2024 sont de 488 829,77€ et se répartissent ainsi :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		2023	2024
Opérations réelles			
011	**Charges à caractère général**	**349 776,08**	**349 750,91**
	Evolution par rapport à n-1		*0,0%*
	60612 - Energie - Electricité	11 286,08	12 868,52
	60623 - Alimentation (dans le cadre des animations)	4 875,00	4 218,27
	61358 - Autres locations mobilières	111 536,85	122 202,50
	6188 - Autres frais divers	132 771,00	141 999,84
	6232 - Fêtes et cérémonies	15 670,74	16 210,48
	627- Services bancaires et assimilés	28,33	125,57
	62871 - Remboursement frais collectivité de rattachement	38 389,90	
	6288 - Autres services extérieurs	35 218,18	52 125,73
012	**Charges de personnel**	**144 750,33**	**129 729,95**
	Evolution par rapport à n-1		*-10,4%*
	6215 - Personnel affecté par collectivité de rattachement	144 750,33	129 729,95
65	**Autres charges de gestion courante**	**21 400,00**	**8 289,92**
	Evolution par rapport à n-1		*-61,3%*
	65132 - Prix	-	4 889,92
	65811 - Droits d'utilisation - informatique en nuage	3 400,00	3 400,00
	6574 - Subvention de fonctionnement	18 000,00	-
Total des dépenses réelles de fonctionnement		***515 926,41***	***487 770,78***
Opérations d'ordre			
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (Amortissements)		***-***	***1 058,99***
Total général des dépenses de fonctionnement (réelles et d'ordre)		**515 926,41**	**488 829,77**
	Evolution par rapport à n-1		*-5,3%*

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à **75 %**.
Au global, les dépenses de fonctionnement sont en diminution de – 5,3 %, par rapport à 2023.

En ce qui concerne les charges à caractère général, en 2024, le montant est quasiment identique à celui de 2023.
Les principales dépenses sont les suivantes :

- les prestations de montage et démontage des barnums du marché forain (141 999,84 €),
- la location des barnums (122 202,50 €),
- les prestations de médiation du marché forain (52 125,73 €).

Les charges de personnel s'élèvent à 129 729,95 €. Elles sont à la baissent par rapport à 2023 (- 10 %).
Elles correspondent au remboursement par le budget annexe, des dépenses de personnel qui sont effectuées par la Ville et qui concernent la gestion du marché forain.

Les autres charges de gestion courante sont nettement en baisse par rapport à 2023. La collecte des invendus par Biocycle est en effet désormais prise en charge par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre.

En 2024, ce chapitre comprend:

- d'une part, l'achat de prix, dans le cadre des animations du marché forain,
- et d'autre part les coûts d'utilisation du logiciel de gestion du marché forain.

2.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comptabilisées au compte-administratif 2024 sont de 632 285,66 € et se répartissent ainsi :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-057-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		2023	2024
Opérations réelles			
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	-	**112 835,41**
	Evolution par rapport à n-1		*100,0%*
70	**Produits des services**	**304 714,91**	**262 759,00**
	Evolution par rapport à n-1		*-13,8%*
	70323 - Redev.occupat°domaine public communal	82 023,42	262 759,00
	70871 - Remb. frais par collectivité de rattachement	222 691,49	-
74	**Dotations, subventions et participations**	**354 850,00**	**256 408,00**
	Evolution par rapport à n-1		*-27,7%*
	74748 - Participations autres communes	354 850,00	256 408,00
75	**Autres produits de gestion courante**	-	**283,25**
	Evolution par rapport à n-1		*100,0%*
	75888 - Autres	-	283,25
Total des recettes réelles de fonctionnement		***659 564,91***	***632 285,66***
Opérations d'ordre			
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		-	-
Total général des recettes de fonctionnement (réelles et d'ordre)		**659 564,91**	**632 285,66**
	Evolution par rapport à n-1		*-4,1%*

Les recettes de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 97 %.
Les recettes sont en baisse de -4 % par rapport à 2023.
Le résultat de fonctionnement reporté (nature 002) est de 112 835,41 €.
Cela correspond à l'affectation du solde de l'excédent de fonctionnement, approuvée par la délibération du 27 juin 2024 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2023.
Les produits des services et du domaine comprennent les droits de place appliqués aux commerçants. La recette est de 262 759 €, en 2024. Ces produits diminuent par rapport à 2023 (- 14 %). Cela s'explique par le fait qu'en 2023 ont été titrées les recettes des mois de décembre 2022 à décembre 2023 (inclus), soit 13 mois. Alors que sur l'exercice 2024 ont été titrées les recettes des mois de janvier à novembre 2024, soit 11 mois.
Sur 12 mois, ces recettes sont stables (environ 285 000 € par an).

Dans le chapitre 74 « dotations et participations », on retrouve la subvention d'équilibre versée par le budget principal de la Ville pour un montant de 256 408 €. Celle-ci est en baisse par rapport à 2023, grâce à la recette de 112 835 € de résultat reporté.

3. La section d'investissement

3.1 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comptabilisées au compte-administratif 2024 sont de 33 023,09 € et se répartissent ainsi :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2023	2024
Opérations réelles			
001	**Solde d'exécution de la section d'investissement reporté**	-	**30 803,09**
	Evolution par rapport à n-1		*100,0%*
21	**Immobilisations corporelles**	**30 803,09**	**2 220,00**
	Evolution par rapport à n-1		*-92,8%*
	21531 - Réseaux adduction d'eau	4 499,32	
	21534 - Réseaux d'électrification	26 303,77	
	2158 - Autres installations, matériel et outillage technique	-	2 220,00
Total des dépenses réelles d'investissement		***30 803,09***	***33 023,09***
Opérations d'ordre			
Total des dépenses d'ordre d'investissement		-	-
Total général des dépenses d'investissement (réelles et d'ordre)		**30 803,09**	**33 023,09**
	Evolution par rapport à n-1		*7,2%*

Le solde d'exécution de la section d'investissement reporté est de 30 803,09 €.
En effet, un besoin de financement a été constaté à l'issue de l'exercice 2023. Conformément à la délibération n°2024-067 du 27 juin 2024 relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2023, ce besoin de financement a été repris dans le budget 2024, en dépense d'investissement, à la nature 001.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-057-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 2

De préciser que ces montants permettent de constater :

- Un solde excédentaire de la section de fonctionnement de 143 455,89 €
- Un solde déficitaire de la section d'investissement de - 1 161,01 €

Article 3

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser, en section d'investissement, énoncés comme suit :

- Dépenses engagées reportées : 1 380,00 €
- Recettes engagées reportées : 0,00 €
- Solde déficitaire : - 1 380,00 €

Article 4

D'adopter le compte administratif 2024 du budget annexe « marché forain » de la commune.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-057-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le chapitre 21 « Immobilisations corporelles » comprend l'installation de douilles pour la fixation des barnums pour l'installation du marché forain.

3.2 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement comptabilisées au compte-administratif 2024 sont de 31 832,08 € et se répartissent ainsi :

RECETTES D'INVESTISSEMENT		2023	2024
Opérations réelles			
10	Dotations et fonds divers	-	30 803,09
	Evolution par rapport à n-1		*100,0%*
	1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés		30 803,09
Total des recettes réelles d'investissement		-	***30 803,09***
Opérations d'ordre			
040	Opérations d'ordre entre section (Amortissements)	-	1 058,99
Total des recettes d'ordre d'investissement		-	***1 058,99***
Total général des recettes d'investissement (réelles et d'ordre)		-	**31 862,08**
	Evolution par rapport à n-1		*100,0%*

La recette à la nature 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » est de 30 803,09 €.
En effet, pour financer le besoin de financement en investissement, constaté à la fin de l'exercice 2023, le montant de 30 803,09 € (issu de l'excédent de fonctionnement) a été affecté en recette d'investissement (à la nature 1068).
Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le compte-administratif 2024 du budget annexe « marché forain », de la commune.

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu la délibération n° 2023-121 du Conseil municipal du 14 décembre 2023 portant adoption du budget primitif 2024 du budget annexe marché forain de la commune du Kremlin-Bicêtre,
Vu la délibération n° 2024-069 du Conseil municipal du 27 juin 2024 relative à l'adoption du budget supplémentaire du budget annexe marché forain 2024,
Vu la présentation du compte de gestion 2024 établi par la comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry sur Seine,
Considérant la présentation du compte-administratif de l'exercice 2024, du budget annexe « marché forain » de la commune,
Vu l'élection d'un président de séance pour l'adoption des comptes administratifs 2024 de la ville et du marché forain,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 20 voix pour (Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI,M. KHIAR, M. GIBLIN) et 1 ne prenant pas part au vote (M. DELAGE)

DÉCIDE

Article 1

D'acter la présentation faite du compte-administratif 2024 du budget annexe marché forain de la commune, qui se résume ainsi :

- Section de fonctionnement
  Dépenses : 488 829,77 €
  Recettes : 632 285,66 €

- Section d'investissement
  Dépenses : 33 023,09 €
  Recettes : 31 862,08 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-057-BF
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Commune du KREMLIN-BICETRE
Tableau de correction du résultat d'investissement cumulé
du fait de l'apurement du compte 1069
Budget 24900

Vu la délibération N°2023-119 du 14 décembre 2023 relative à l'apurement du compte 1069 sur une période de 10 ans,

Résultat d'investissement cumulé à la clôture 2023 (001)	+ 158 753,51
Montant total du compte 1069 à apurer	- 642 940,38
Total repris à l'initialisation de l'exercice 2024	- 484 186,87
Résultat 2024	- 555 545,75
Résultat cumulé Helios à la clôture de l'exercice 2024	- 1 039 732,62

Résultat d'investissement cumulé à la clôture 2023 (001)	158 753,51
Résultat exercice 2024	-555 545,75
Solde	-396 792,24
Première échéance apurement 1069	- 64 294,04
Résultat cumulé ordonnateur à reprendre sur le budget primitif de l'exercice 2025 (001)	**- 461 086,28**

A Ivry-sur-Seine, le 12 Mars 2025,

Isabelle VILAPLANA, comptable public

Marlène DEGRANDI
Inspectrice Divisionnaire

SGC D'IVRY-SUR-SEINE
Adjoint(e) Responsable de Pôle
94205 IVRY-SUR-SEINE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-058-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-058

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances - Budget principal de la ville - Correction du résultat d'investissement cumulé, du fait de l'apurement du compte 1069 (1/10)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-058-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

A compter du 1er janvier 2024, la commune a adopté la nomenclature budgétaire et comptable M 57.

Ce changement de nomenclature comptable a nécessité plusieurs prérequis, dont celui d'apurer le compte 1069 intitulé « Reprise 1997 sur les excédents capitalisés – Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits ».
C'est un compte non budgétaire qui a été exceptionnellement mouvementé lors de la mise en place de la nomenclature M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits à l'exercice.

Lors du passage au référentiel M57, les comptes de la commune du Kremlin-Bicêtre, présentaient un solde débiteur de 642 940,38 € au compte 1069.

Ce compte devait être apuré, car il n'existe pas dans le plan de comptes M57.

Par délibération n°2023-119 du 14 décembre 2023, le Conseil municipal a décidé d'apurer comptablement le compte 1069 en reprenant le solde débiteur au compte 1068, en balance d'entrée de l'exercice 2024.
Et il a approuvé l'apurement du compte sur 10 années (soit 1/10ème par an), à compter de l'exercice 2024, via une correction annuelle du résultat de la section d'investissement.

Ainsi, on constate une discordance, à hauteur du solde du compte 1069, sur le montant du résultat cumulé de la section d'investissement entre le compte administratif et le compte de gestion 2024.
Et une correction du résultat cumulé d'investissement doit être réalisée au moment du vote du compte administratif 2024, au vu d'un tableau de correction des résultats établi par la comptable publique.

Cet ajustement des résultats sera réalisé sur 10 exercices (entre 2024 et 2033), conformément au tableau ci-dessous :

Exercices	Compte 1069	Compte de Gestion (CDG)	Compte Administratif (CA)	Discordances CDG / CA à justifier	Budget (ligne 001)
2023	642 940,38	Résultat d'investissement cumulé 2023	Résultat d'investissement cumulé 2023	0,00	
2024	Soldé comptablement par reprise au compte 1068 en balance d'entrée 2024	Résultat d'investissement cumulé 2024 (dont - 642 940,38 €)	Résultat d'investissement cumulé 2024 - 64 294,04 €)	578 646,34	Résultat d'investissement cumulé 2023
2025	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2025	Résultat d'investissement cumulé 2025 - 64 294,04 €)	514 352,30	Résultat d'investissement cumulé 2024 - 64 294,04 €)
2026	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2026	Résultat d'investissement cumulé 2026 - 64 294,04 €)	450 058,26	Résultat d'investissement cumulé 2025 - 64 294,04 €)
2027	...	...	...	385 764,22	...
2028	...	...	...	321 470,18	...
2029	...	...	...	257 176,14	...
2030	...	...	...	192 882,10	...
2031	...	...	...	128 588,06	...
2032	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2032	Résultat d'investissement cumulé 2032 - 64 294,04 €)	64 294,02	Résultat d'investissement cumulé 2031 - 64 294,04 €
2033	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2033	Résultat d'investissement cumulé 2033 - 64 294,02 €)	0,00	Résultat d'investissement cumulé 2032 - 64 294,02 €
2034	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2034	Résultat d'investissement cumulé 2034	0,00	Résultat d'investissement cumulé 2033

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la correction des résultats de la section d'investissement du compte administratif 2024, et d'ajouter 1/10ème du montant à apurer (soit 64 294,04 €) au compte 001 du budget 2025. Cela porte donc à 461 086,28 € le montant du compte 001 en dépense.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-058-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu la délibération n° 2023-079 du 19 octobre 2023 relative à l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 1er janvier 2024, pour le budget principal de la ville et son budget annexe,
Vu la délibération n° 2023-119 du 14 décembre 2023 relative à l'apurement du compte 1069 présentant un solde débiteur,
Vu le compte administratif 2024 du budget principal de la ville,
Vu le compte de gestion 2024 du budget principal de la ville,
Vu le tableau de correction du résultat d'investissement cumulé du fait de l'apurement du compte 1069, établi par la comptable publique (ci-annexé),
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 5 abstentions (M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI), et 8 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. KHIAR, M. GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

D'approuver la correction des résultats de la section d'investissement du compte administratif 2024, et d'ajouter 64 294,04 € (soit 1/10ème du montant à apurer) au compte « 001 - Dépense » du budget 2025, au vu du tableau ci-annexé.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-058-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-058-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-059

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Budget principal de la Ville - Affectation définitive des résultats de l'exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-059-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

A la fin de chaque exercice budgétaire, le Conseil municipal doit affecter le résultat de clôture, dans le budget de l'exercice suivant. Il a la possibilité de le faire de manière anticipée, dès le vote du budget primitif N + 1.
Il s'agit d'affecter les résultats de la section de fonctionnement et de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice 2024, après prise en compte des restes à réaliser de la section d'investissement.

Ainsi, le Conseil municipal a décidé, par sa délibération n° 2025-020 du 27 mars 2025, l'affectation anticipée des résultats 2024, dès le vote du budget primitif 2025.

Cependant, cette reprise anticipée reste une prévision jusqu'à la production d'une délibération d'affectation définitive des résultats, intervenant après le vote du compte-administratif.

Les résultats définitifs du budget principal de la Ville 2024 sont conformes aux résultats prévisionnels. Ils se résument ainsi :

- Section de FONCTIONNEMENT – Réalisé :
  Dépenses : 49 760 716,67 €
  Recettes : 53 861 742,10 €

- Section d'INVESTISSEMENT – Réalisé :
  Dépenses : 7 157 468,64 €
  Recettes : 6 760 676,40 €

- Section d'INVESTISSEMENT – Restes à réaliser :
  Dépenses : 2 884 965,29 €
  Recettes : 1 500 000,00 €

Ainsi, ces montants permettent de constater :
- Un solde excédentaire de la section de fonctionnement de : 4 071 025,43 €
- Un solde déficitaire de la section d'investissement, hors restes à réaliser de - 396 792,24 €
- Un solde déficitaire des restes à réaliser de : - 1 384 965,29 €
- Donc, un besoin de financement, compte tenu des restes à réaliser de : - 1 781 757,53 €

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'affectation définitive suivante, au budget principal de la Ville 2025 :

- Le solde d'exécution de la section d'investissement doit toujours être repris intégralement à la nature 001 (en dépenses ou en recettes). Ici, le solde déficitaire de 396 792,24 € est donc repris au compte 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en dépenses d'investissement.

- De plus, conformément à la délibération du conseil municipal du 14 décembre 2023, à compter de l'exercice 2024, la ville doit apurer le compte 1069 (d'un montant total de 642 940,38 €) sur 10 ans (soit 1/10ème par an). En 2024, le montant de l'apurement est de 64 294,04 €. Ce montant doit être ajouté au résultat d'investissement, ce qui porte le montant du compte D 001 à 461 086,28 €.

- Afin de couvrir le besoin de financement d'investissement et l'apurement progressif du compte 1069, il est nécessaire d'inscrire, en recettes d'investissement (à la nature 1068) le montant de 1 846 051,57 €.

- Et il est proposé au conseil municipal d'affecter le reste du solde excédentaire de la section de fonctionnement (2 224 973,86 €) au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en recettes de fonctionnement.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2311-5, R 2311-11, R 2311-12 et R 2311-13, autorisant la reprise anticipée du résultat N-1 avant le vote du compte administratif,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu la délibération n°2025-020 du 27 mars 2025 relative à l'affectation anticipée des résultats 2024 du budget principal de la ville,
Vu la délibération n° 2025-2025-056 du 19 juin 2025 portant adoption du compte administratif 2024 du budget principal de la commune du Kremlin-Bicêtre,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-059-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Considérant qu'en application du Code général des collectivités territoriales, le 27 mars 2025, le Conseil municipal a décidé d'affecter par anticipation les résultats 2024 du budget principal de la ville, dès le vote du budget primitif 2025,

Considérant que cette affectation prévisionnelle nécessite une délibération d'affectation définitive des résultats après le vote du compte-administratif,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 5 abstentions (M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI), et 8 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. KHIAR, M. GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1

D'affecter de manière définitive au compte D 001 le résultat d'investissement déficitaire ainsi que l'apurement progressif du compte 1069, pour un montant de 461 086,28 €.

Article 2

D'affecter de manière définitive au compte R 1068 la somme de 1 846 051,57 € pour couvrir le besoin de financement et l'apurement progressif du compte 1069.

Article 3

D'affecter de manière définitive au compte R 002 le solde de l'excédent de fonctionnement d'un montant de 2 224 973,86 €.

Article 4

De reprendre dans le budget principal de la ville 2025, les restes à réaliser d'investissement en dépenses et en recettes (présentant un solde déficitaire de – 1 384 965,29 €).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-059-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-059-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-060

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Budget annexe « marché forain » - Affectation définitive des résultats de l'exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-060-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire expose au Conseil :

A la fin de chaque exercice budgétaire, le Conseil municipal doit affecter le résultat de clôture, dans le budget de l'exercice suivant. Il a la possibilité de le faire de manière anticipée, dès le vote du budget primitif N + 1.
Il s'agit d'affecter les résultats de la section de fonctionnement et de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice 2024, après prise en compte des restes à réaliser de la section d'investissement.

Ainsi, le Conseil municipal a décidé, par sa délibération n° 2025-021 du 27 mars 2025, l'affectation anticipée des résultats 2024, dès le vote du budget primitif 2025.
Cependant, cette reprise anticipée reste une prévision jusqu'à la production d'une délibération d'affectation définitive des résultats, intervenant après le vote du compte-administratif.

Les résultats définitifs du budget annexe « marché forain » 2024 sont conformes aux résultats prévisionnels. Ils se résument ainsi :

- Section de FONCTIONNEMENT – Réalisé :
  Dépenses : 488 829,77 €
  Recettes : 632 285,66 €

- Section d'INVESTISSEMENT – Réalisé :
  Dépenses : 33 023,09 €
  Recettes : 31 862,08 €

- Section d'INVESTISSEMENT – Restes à réaliser :
  Dépenses : 1 380,00 €
  Recettes : 0,00 €

Ainsi, ces montants permettent de constater :

- Un solde excédentaire de la section de fonctionnement de : 143 455,89 €
- Un solde déficitaire de la section d'investissement, hors restes à réaliser de - 1 161,01 €
- Un solde des restes à réaliser de : - 1 380,00 €
- Donc, un besoin de financement, compte tenu des restes à réaliser de : - 2 541,01 €

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'affectation définitive suivante au budget annexe « marché forain » 2025 :

- Le solde d'exécution de la section d'investissement doit toujours être repris intégralement à la nature 001 (en dépenses ou en recettes). Ici, le solde déficitaire de 1 161,01 € est donc repris au compte 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » en dépenses d'investissement.

- Afin de couvrir le besoin de financement d'investissement, il est nécessaire d'inscrire, en recettes d'investissement (à la nature 1068) le montant de 2 541,01 €.

- Et il est proposé au Conseil municipal d'affecter le reste du solde excédentaire de la section de fonctionnement (140 914,88 €) au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté » en recettes de fonctionnement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-060-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2311-5, R 2311-11, R 2311-12 et R 2311-13, autorisant la reprise anticipée du résultat N-1 avant le vote du compte administratif,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu la délibération n° 2025-021 du 27 mars 2025, relative à l'affectation anticipée des résultats 2024 du budget annexe « marché forain »,
Vu la délibération n° 2025-057 du 19 juin 2025 portant adoption du compte administratif 2024 du budget annexe marché forain de la commune du Kremlin-Bicêtre,
Considérant qu'en application du Code général des collectivités territoriales, le 27 mars 2025, le Conseil municipal a décidé d'affecter par anticipation les résultats 2024 du budget annexe « marché forain », dès le vote du budget primitif 2025,
Considérant que cette affectation prévisionnelle nécessite une délibération d'affectation définitive des résultats après le vote du compte-administratif,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 5 abstentions (M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI), et 8 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Toufik. KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'affecter de manière définitive au compte D 001 le résultat d'investissement déficitaire de 1 161,01 €.

Article 2
D'affecter de manière définitive au compte R 1068 la somme de 2 541,01 € pour couvrir le besoin de financement.

Article 3
D'affecter de manière définitive au compte R 002 le solde de l'excédent de fonctionnement d'un montant de 140 914,88 €.

Article 4
De reprendre dans le budget annexe « marché forain » 2025, les restes à réaliser d'investissement en dépenses (d'un montant de – 1 380 €).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-060-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-060-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-061

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Bilan des acquisitions et cessions immobilières de l'année 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-061-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire expose au Conseil :

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu chaque année à une délibération du Conseil municipal, en application des dispositions de l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.
Il est rappelé que toute cession d'immeuble ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles.

Bilan des acquisitions de biens immobiliers en 2024 :

En 2024, la commune n'a réalisé aucune acquisition de bien immobilier.

Bilan des cessions de biens immobiliers en 2024 :

Désignation	Montant
Terrain situé 19 rue Pierre et Marie Curie. Parcelle cadastrée B n°117, 188 et 191.	444 230,77 euros

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le bilan des acquisitions et cessions du patrimoine de l'année 2024.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégation de service public, dont l'objet est d'apporter une meilleure connaissance des mutations immobilières réalisées par les Collectivités Locales,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2241-1,
Considérant que le Conseil municipal doit délibérer une fois par an sur le bilan des acquisitions et cessions immobilières réalisées par la commune,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré, par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 5 abstentions (M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI), et 8 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'indiquer qu'en 2024, la Ville n'a procédé à aucune acquisition immobilière.

Article 2
D'indiquer qu'en 2024, la Ville a procédé à la cession immobilière suivante :

Désignation	Montant
Terrain situé 19 rue Pierre et Marie Curie. Parcelle cadastrée B n°117, 188 et 191.	444 230,77 euros

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-061-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-062

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Rapport relatif à l'utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale (DSU) – Exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-062-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire expose au Conseil :

Conformément à l'article L.2334-15 du Code général des collectivités territoriales, la Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale (DSU ci-après) a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Cette dotation a été instituée par la loi n° 91-429 du 13 mai 1991.

Pour les communes de 10 000 habitants et plus, sont éligibles à cette dotation les deux premiers tiers des communes classées, chaque année, en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges.

Cet indice synthétique est constitué :

- du potentiel financier par habitant,
- de la proportion de logements sociaux,
- de la proportion de bénéficiaires d'aides au logement,
- du revenu moyen par habitant.

Les communes sont classées en fonction de la valeur décroissante de leur indice synthétique.

En 2024, la Ville du Kremlin-Bicêtre a bénéficié d'une attribution de **612 505 €.**

Lorsqu'une commune bénéficie de la DSU, elle est tenue de présenter au Conseil municipal un rapport qui retrace le bilan des actions menées en matière de développement social et urbain entreprises au cours de cet exercice, déduction faite des subventions obtenues.

Actions réalisées en 2024 contribuant au développement social urbain des Kremlinois et Kremlinoises :

1°) Vie des quartiers, accompagnement, lien social et citoyenneté : 109 687 €

- **Fête de la ville et forum des associations (15 985 €)**

Deux moments forts qui rythment la vie festive et culturelle du Kremlin-Bicêtre. Ces deux fêtes reposent aussi sur l'implication enthousiaste des associations. Ces évènements riment avec convivialité et rencontres. L'occasion de découvrir la richesse associative de la commune au cœur du forum des associations.

- **Les Art 'Dentes, festival d'arts de rue (30 445 €)**

Les Art'dentes est un festival d'arts de rue. Il a pour but de soutenir la création locale et nationale tout en proposant une programmation pluridisciplinaire et variée aux habitants. La volonté des Art'dentes est d'aller chercher le public là où il ne s'y attend pas, d'aller au contact des habitants et de créer des moments d'échanges et de partage. L'ensemble des spectacles du festival est en accès libre, gratuit, accessible à toutes et à tous. La programmation est pluridisciplinaire et participative, avec du cirque contemporain, de la danse, du théâtre, des déambulations, de la musique, des marionnettes, etc.
Sont impliqués chaque année des artistes et associations locales et nationales, les élèves et jeunes diplômés du Conservatoire à rayonnement intercommunal, l'Espace Culturel André Malraux et les structures municipales.
Des actions de médiation scolaire sont prévues en amont du festival pour aller chercher les publics éloignés au sein des quartiers. De nombreux lieux en quartier politique de la ville accueillent des événements durant tout le festival : l'école Benoît-Malon et l'esplanade de la piscine notamment.

- **A l'air libre (31 220 €)**

Le dispositif « à l'air libre » est un cadre opérationnel interservices et multi-partenarial qui vise à développer des actions en pied d'immeuble au sein des quartiers, aller à la rencontre des publics dans leurs lieux de vie pour proposer des animations, créer du lien, favoriser les échanges et les moments conviviaux. Il permet également de présenter les dispositifs portés par la Ville, de recueillir les besoins des usagers, leurs interrogations, leurs attentes et éventuellement les initiatives habitantes.

- **Bourse pour l'émancipation (30 537 €)**

Dispositif d'aide et de soutien (méthodologique et financier) aux projets et initiatives de jeunes dans le domaine de la formation, de la scolarité, de l'engagement et des séjours collectifs afin d'encourager l'accès à l'autonomie, l'épanouissement personnel, la responsabilité et la citoyenneté.

- **Dictée pour tous (1 500 €)**

Mise en place d'une dictée géante sur le thème de la citoyenneté pour célébrer la langue française dans un esprit convivial, accessible et itinérant en co-organisation avec l'association Dictée pour tous.

2°) La Réussite éducative : 206 498 €

La réussite éducative est primordiale pour contribuer à l'épanouissement des jeunes; à la préparation de leur avenir et de leur insertion sociale. Si elle comporte une indispensable dimension scolaire dans laquelle la relation élève-enseignant est primordiale, elle implique d'autres acteurs et se réalise également en dehors du temps scolaire, dans le milieu familial, à travers la vie associative, culturelle et sportive, mais aussi dans le cadre périscolaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-062-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 instituant une Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2334-15 à L 2334-18-4,
Vu le compte administratif de l'exercice 2024 de la commune,
Vu l'avis de la commission municipale concernée,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

DE PRENDRE ACTE de la réalisation des actions menées en matière de développement social urbain, au cours de l'exercice 2024, et identifiées dans le cadre de la dotation de solidarité urbaine :

- Vie des quartiers, accompagnement, lien social et citoyenneté : 109 687 €,
- Réussite éducative : 206 498 €,
- Accès aux droits : 14 275 €,
- Santé et prévention : 52 438 €,
- Soutien aux associations, animations sportives : 229 607 €.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICETRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-062-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- **Coup de pouce (111 500 €)**

Clubs de lecture, d'écriture et d'apprentissage des mathématiques pour les élèves de CP (de toutes les écoles de la ville) afin de prévenir les décrochages précoces en lecture-écriture. Ces clubs sont organisés après l'école et permettent aux enfants de bénéficier d'encadrants formés pour leur apprendre les bases de la lecture, l'envie de lire et les mathématiques. Outre l'aspect technique de l'apprentissage de la lecture, les clubs Coup de Pouce permettent aux enfants de mieux appréhender leur scolarité en prenant confiance en leurs capacités et en se sentant soutenus par l'association, les animateurs, les professeurs des écoles et les parents qui sont investis dans la démarche.

- **Accompagnement à la scolarité (21 200 €)**

Pour contribuer à l'épanouissement scolaire de chacun et favoriser la réussite aux examens, le service jeunesse propose un dispositif d'accompagnement au travail personnel des élèves.
Les élèves ont ainsi la possibilité de réaliser leurs devoirs dans de bonnes conditions, grâce à un appui technique, méthodologique et l'accès à une documentation adaptée (ouvrages et accès à des supports numériques).
Ce dispositif est encadré par les équipes d'animation.

- **Les enfants et la communication non violente (28 720 €)**

Il s'agit à travers différentes actions d'aider les enfants, au comportement violent, accueillis sur des temps périscolaires au sein du centre de loisirs Benoit Malon, à communiquer avec les autres autrement que par la violence et de nouer des relations plus sereines, tout en accompagnant leurs parents dans leur rôle éducatif d'une part et répondre aux attentes des professionnels encadrant pour mieux appréhender les conflits, la médiation, mais aussi la confiance dans leurs capacités à gérer les situations, dans la connaissance de leurs droits et les dispositifs de signalement d'autre part.

- **Remobilisation et accompagnement des jeunes exclus des établissements scolaires (16 500 €)**

Il s'agit, dans le cadre d'un étroit partenariat avec les collèges et le service médiation de la ville, d'apporter une alternative à l'exclusion temporaire par un accompagnement encadré et individualisé des jeunes. Les partenaires et services municipaux ressources sont également sollicités afin d'apporter des solutions adaptées à chaque jeune au regard des problématiques identifiées ou exprimées. Des mesures personnalisées seront effectuées par les jeunes qui seront accompagnés par le service médiation en lien étroit avec les collèges et les partenaires.

- **Colos apprenantes (28 578 €)**

Les « colos apprenantes » ont pour objectif le renforcement des apprentissages, de la culture, du sport et du développement durable, tout en favorisant la découverte d'autres enfants. Une priorité est donnée à la remobilisation et au renforcement des compétences et des connaissances des enfants et des jeunes en vue de préparer leur rentrée scolaire. Elles accueillent les enfants et les jeunes scolarisés de 3 à 17 ans, en priorité ceux domiciliés en quartiers en politique de la ville mais également en zones rurales, issus de familles isolées ou monoparentales ou en situation socio-économique précaire. Cela concerne également les enfants en situation de handicap, les enfants de personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire ou encore les enfants de familles ayant perdu le lien avec l'école ou n'ayant pas de connexion internet suffisante pour l'enseignement à distance.

3°) Accès aux droits : 14 275 €

- **Vacances pour tous (14 275 €)**

L'objectif principal du dispositif « Vacances pour tous » est de faciliter les départs en vacances des Kremlinois et développer leur capacités à se projeter et à devenir acteurs de leurs projets de vacances en leur proposant un accompagnement adapté à travers une aide financière et méthodologique.

4°) Santé et prévention : 52 438 €

- **Lutter contre le non-recours aux droits santé (28 000 €)**

Cette action à travers des permanences et des ateliers santé dans et hors les murs vise à augmenter les capacités d'agir de la population en matière d'accès aux soins en les rendant acteurs de leurs parcours « santé » et en les informant sur leurs droits en matière de santé.

- **Renforcer l'action en santé mentale et la prévention des souffrances psychiques (24 438 €)**

Cette action vise à renforcer l'action en santé mentale de la ville à travers le développement d'espaces d'écoute et d'échanges sur la santé mentale avec les habitants (point écoute jeunes dans les lycées et collèges, point écoute adultes au centre social). L'objectif est également d'accompagner les agents d'accueil des structures de proximité à mieux aider et orienter les publics qui subissent des troubles mentaux à travers le programme de Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM).

5°) Soutien aux associations, animations sportives : 229 607 €

La Ville soutient les associations qui ont une action locale et participent au développement social urbain. C'est le cas par exemple des associations sportives et culturelles, du centre d'information sur les droits des femmes et des familles, de l'ADIL.

Le conseil municipal est invité à prendre acte de ces diverses actions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-062-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-063

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances - Rapport relatif à l'utilisation du Fonds de Solidarité des communes de la Région Ile-de-France (FSRIF) – Exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-063-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire, expose au Conseil :

Le Fonds de Solidarité des communes de la Région Ile-de-France (FSRIF ci-après) a été créé en 1991 pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines d'Île-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes (article L.2531-12 du code général des collectivités territoriales).

Ce fonds est alimenté par des prélèvements sur les ressources de communes de la Région Île-de-France, dont le potentiel financier par habitant est supérieur au potentiel financier moyen.

Sont éligibles au reversement du FSRIF les communes de la Région Île-de-France dont la population est supérieure à 5 000 habitants et dont la valeur de l'indice synthétique de ressources et de charges est supérieure à la médiane.

Cet indice synthétique est constitué :

- du potentiel financier par habitant ;
- de la proportion de logements sociaux ;
- du revenu moyen par habitant.

Pour l'exercice 2024, notre Ville a bénéficié d'une attribution de **872 582 €.**

Conformément à l'article L.2531-16 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'une commune bénéficie, au titre de l'exercice précédent, d'une attribution du FSRIF, le Maire est tenu de présenter au Conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui présente les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement.

En 2024, la ville a notamment réalisé les actions suivantes, contribuant à l'amélioration des conditions de vie au Kremlin-Bicêtre :

Travaux et acquisition de matériels pour l'aménagement de la nouvelle Maison de la citoyenneté et de la vie associative, au sein de l'Espace culturel André Malraux.
Objectif : Améliorer les conditions d'accueil des associations.
Coût : 130 469,93 €
Dont part du financement FSRIF : 27 923,92 €

Travaux et acquisitions pour le cimetière (réfection d'une allée, achat de reliquaires...).
Objectif : Améliorer l'aménagement du cimetière et rendre un meilleur service aux usagers.
Coût : 40 410,18 €
Dont part du financement FSRIF : 0 €

Travaux dans les écoles maternelles et élémentaires de la ville, achat de matériels et fournitures pour les écoles et les unités de production culinaire.
Objectif : Améliorer les conditions de vie et d'accueil des élèves.
Coût : 1 629 748,79 €
Dont part du financement FSRIF : 640 937,55 €

Matériel pour la création d'une micro-folie.
Objectif : Il s'agit d'un dispositif culturel de proximité, permettant de rendre la culture accessible aux enfants des écoles de la ville.
Coût : 44 693,90 €
Dont part du financement FSRIF : 0 €

Acquisition de matériel et de mobilier pour les équipements sportifs, de jeunesse et les centres de loisirs.
Objectif : Améliorer le service rendu aux usagers de ces structures.
Coût : 195 620,40 €
Dont part du financement FSRIF : 23 824,56 €

Installation de distributeurs de protections périodiques
Objectif : Favoriser le confort des habitantes et lutter contre la précarité menstruelle.
Coût : 4 528,36 €
Dont part du financement FSRIF : 4 528,36 €

Versement de la subvention annuelle au Centre communal d'action sociale (CCAS).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-063-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Objectif : Permettre au CCAS d'assurer ses missions de maintien à domicile, de dispositifs d'aides financières, d'accompagnement des personnes en difficulté.
Coût : 705 000 €
Dont part du financement FSRIF : 0 €

Acquisitions et travaux d'entretien des bâtiments de la petite enfance et de la PMI.
Objectif : Soutenir le service public de la petite enfance, et améliorer les conditions d'accueil des jeunes enfants.
Coût : 32 377,36 €
Dont part du financement FSRIF : 32 377,36 €

Aménagement des espaces verts et plantation d'arbres et arbustes
Objectif : Améliorer le cadre de vie des habitants.
Coût : 263 734,54 €
Dont part du financement FSRIF : 100 000 €

Acquisition, aménagement et location de fonds de commerce.
Objectif : Développer un commerce local plus diversifié et de meilleure qualité.
Coût : 152 149,30 €
Dont part du financement FSRIF : 42 990,25 €

Acquisition de mobilier urbain et de totems d'entrées de ville
Objectif : Améliorer le cadre de vie des habitants
Coût : 41 487,60 €
Dont part du financement FSRIF : 0 €

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de ces actions.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu la loi N° 91-429 du 13 mai 1991 instituant un Fonds de Solidarité des Communes de la Région Île-de-France,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2531-12 à L.2531-16,
Vu le compte administratif de la ville de l'exercice 2024,
Considérant qu'il revient à la commune, chaque année, d'établir un rapport présentant l'utilisation du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Île-de-France,
Vu l'avis de la commission municipale concernée,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

De prendre acte du rapport annexé à la présente délibération, sur l'utilisation des crédits du Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile de France (FSRIF) pour l'exercice 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-063-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ANNEXE A LA DELIBERATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 2531-16 DU CGCT

FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES DE LA REGION D'ILE DE FRANCE
Exercice 2024
Département : VAL DE MARNE – Commune du Kremlin-Bicêtre

Montant du F.S.R.I.F. perçu en 2024 : **872 582 €.**

Actions réalisées en 2024 contribuant à l'amélioration des conditions de vie des Kremlinois.es et les conditions de leur financement :

	Dépenses de fonctionnement (en euros)		Dépenses d'investissement (en euros)		Total (en euros)		Contribution FSRIF 2024
	Montant global	*Dont FSRIF*	*Montant global*	*Dont FSRIF*	*Montant global*	*Dont FSRIF*	
Services généraux			**63 334,10 €**	**27 923,92 €**	**63 334,10 €**	**27 923,92 €**	**27 923,92 €**
Achat de matériels et de mobilier pour la nouvelle Maison de la citoyenneté et de la vie associative (fonction 024)			27 923,92 €	27 923,92 €	27 923,92 €	27 923,92 €	27 923,92 €
Travaux et acquisitions pour le cimetière (réfection d'une allée, achat de reliquaires…) (fonction 025)			40 410,18 €		40 410,18 €		
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	**67 611,25 €**		**1 562 137,54€**	**640 937,55 €**	**1 629 748,79€**	**640 937,55 €**	**640 937,55 €**
Travaux et entretien des écoles maternelles (rénovation de deux chaufferies, réfection de la plomberie de sanitaires, fourniture et pose de faux plafonds, pose d'un visiophone…) (fonction 211)			852 957,04 €	145 454,65 €	852 957,04€	145 454,65 €	145 454,65 €
Travaux et entretien des écoles élémentaires (rénovation des sanitaires de la cour de l'école Benoit-Malon, remplacement des tableaux divisionnaires de l'école Charles Péguy…) (fonction 212)			595 482,90 €	495 482,90 €	595 482,90€	495 482,90 €	495 482,90 €
Fournitures, matériels et mobilier pour les écoles maternelles et élémentaires (éclairages LED, matériel informatique, fournitures scolaires…) (fonctions 211 et 212)	43 466,37€		77 158,63 €		120 625,00 €		
Matériels et fournitures pour les unités de production culinaire (fonction 281)	24 144,88 €		36 538,97 €		60 683,85 €		
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	**44 442,54 €**		**298 417,77 €**	**23 824,56 €**	**342 860,31 €**	**23 824,56 €**	**23 824,56 €**
Création d'une micro-folie (fonction 311)			44 693,90 €		44 693,90 €		
Aménagement de la nouvelle Maison de la citoyenneté et de la vie associative (fonction 316)			102 546,01 €		102 546,01 €		
Travaux et acquisition de			117 420,70 €		117 420,70 €		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-063-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

matériels pour les équipements sportifs (éclairages LED, achat de tatamis…) (fonctions 321 et 322)							
Matériels et mobilier pour les Centres de loisirs (fonction 331)	44 442,54 €		23 824,56 €	23 824,56 €	68 267,10 €	23 824,56 €	23 824,56 €
Matériels pour les équipements du service jeunesse (fonction 338)			9 932,60 €		9 932,60 €		
Santé et action sociale	**705 000,00 €**		**43 488,43 €**	**36 905,72 €**	**748 488,43 €**	**36 905,72 €**	**36 905,72 €**
Installation de distributeurs de protections périodiques (fonction 410)			4 528,36 €	4 528,36 €	4 528,36 €	4 528,36 €	4 528,36 €
Financement annuel du Centre communal d'action sociale (CCAS) (fonction 420)	705 000,00 €				705 000,00 €		
Soutien au service public de la petite enfance (fonctions 411, 412, 420, 4221)			32 377,36 €	32 377,36 €	32 377,36 €	32 377,36 €	32 377,36 €
Aménagement des territoires et habitat			**263 734,54 €**	**100 000,00 €**	**263 734,54 €**	**100 000,00 €**	**100 000,00 €**
Espaces verts (plantation d'arbres et d'arbustes, aménagement d'espaces verts, achat de jardinières et corolle….). (fonction 511)			263 734,54 €	100 000,00 €	263 734,54 €	100 000,00 €	100 000,00 €
Action économique	**109 159,05 €**		**42 990,25 €**	**42 990,25 €**	**152 149,30 €**	**42 990,25 €**	**42 990,25 €**
Politique en faveur d'un commerce local plus diversifié et de meilleure qualité (fonction 632)	109 159,05 €		42 990,25 €	42 990,25 €	152 149,30 €	42 990,25 €	42 990,25 €
Transports - Voirie			**41 487,60 €**		**41 487,60 €**		
Voirie (acquisition de mobilier urbain et de totems d'entrées de ville) (fonction 847)			41 487,60 €		41 487,60 €		
TOTAL	**926 212,84 €**		**2 315 590,23€**	**872 582,00 €**	**3 241 803,07€**	**872 582,00 €**	**872 582,00 €**

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-063-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-063-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-064

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances - Fixation du tarif pour les prestations d'aide à domicile

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-064-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire expose au Conseil :

Lors de la séance du 28 mars 2024, le Conseil municipal a approuvé la délibération n° 2024-035 portant sur la fixation du tarif pour les prestations d'aide à domicile.

Cette délibération fixait le tarif à 23,50 € par heure pour les personnes âgées ou en situation de handicap ne faisant pas appel au financement d'un organisme (Département, caisse de retraite, mutuelle...), y compris pour le dépassement des quotas d'heures. Ce nouveau tarif était applicable à compter du 1er avril 2024.

Ce tarif est revalorisé à chaque changement de barème départemental relatif à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

Or, le Conseil départemental a informé la commune de la revalorisation de son barème à 24,58 € par heure.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'adopter ce tarif horaire de 24,58 €, à compter du 1er juillet 2025.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 347-1,
Vu l'arrêté n° 2025-131 du 1er avril 2025, du Département du Val-de-Marne, relatif aux prix des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile de certains services autonomie à domicile,
Vu la délibération n° 2024-035 du 28 mars 2024 du Conseil municipal fixant le tarif pour les prestations d'aide à domicile,
Vu la délibération n° 2025-10 du 13 juin 2025 du conseil d'administration du CCAS du Kremlin-Bicêtre, relative à la fixation des tarifs pour les prestations d'aide à domicile,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

De fixer le tarif horaire de 24,58 € pour les prestations d'aide à domicile, pour les personnes âgées ou en situation de handicap ne faisant pas appel au financement d'un organisme (Département, caisse de retraite, mutuelle...), y compris pour le dépassement des quotas d'heures, à compter du 1er juillet 2025.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-064-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-065

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Finances – Actualisation des modalités et des tarifs de la taxe de séjour

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-065-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire expose au Conseil :

La Ville du Kremlin-Bicêtre a instauré une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire, depuis le 1er janvier 2011. La taxe est collectée par tous les types d'hébergements.
Les modalités et tarifs actuellement applicables sont précisés dans la délibération n° 2018-084 du Conseil municipal du 27 septembre 2018.

En application des dispositions de l'article L.2333-30 du code général des collectivités territoriales, les tarifs sont fixés par délibération du Conseil municipal, en tenant compte du barème fixé par le législateur, revalorisé chaque année.
Le barème national applicable pour l'année 2026 fait évoluer le plafond de plusieurs tarifs.
En conséquence, il y a lieu de procéder à la mise à jour des tarifs.

La présente délibération précise toutes les modalités et tarifs de la taxe de séjour applicables sur le territoire du Kremlin-Bicêtre. Elle abroge et remplace les délibérations antérieures, à compter du 1er janvier 2026.

1. Assiette et calcul de la taxe de séjour

La taxe de séjour est perçue **au réel** par les natures et catégories d'hébergement à titre onéreux, qui sont les suivantes :

- Palace,
- Hôtel de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Meubles de tourisme,
- Village de vacances,
- Chambres d'hôtes,
- Auberges collectives,
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures,
- Terrains de camping et de caravanage ainsi que tout autre hébergement de plein air,
- Ports de plaisance,
- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° de l'article R. 2333-44 du CGCT.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées (article L 2333-29 du code général des collectivités territoriales).
Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque personne est égal au tarif qui lui est applicable en fonction du classement de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement sont soumis à la taxe de séjour.

2. Période de perception

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

3. Tarifs de la taxe de séjour

Conformément aux articles L. 2333-30 et L. 2333-41 du code général des collectivités territoriales, les tarifs doivent être arrêtés par le Conseil municipal avant le 1er juillet de l'année pour être applicables à compter de l'année suivante.

Le tarif de la taxe de séjour est fixé pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement par personne et par nuitée de séjour.

Le barème suivant est appliqué à compter du 1er janvier 2026 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-065-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Catégorie d'hébergement	Ancien tarif communal	Nouveau tarif communal
Palaces	4,00 €	4,90 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles et meublés de tourisme 5 étoiles	3,00 €	3,60 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles et meublés de tourisme 4 étoiles	2,30 €	2,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles et meublés de tourisme 3 étoiles	1,50 €	1,70 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles et meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €	1,00 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile et meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80 €	0,80 €
Terrain de camping et terrains de caravane classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €	0,60 €
Terrain de camping et terrains de caravane classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,20 €

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau ci-dessus, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.
Le tarif de la taxe de séjour est affiché chez les logeurs, hôteliers, propriétaires ou autres intermédiaires chargés de percevoir la taxe, et tenu par la commune à la disposition de toute personne qui désire en prendre connaissance.

Il convient de préciser que s'ajoutent à ces tarifs :
- ➔ La taxe additionnelle départementale de 10 %,
- ➔ La taxe additionnelle régionale de 15 % à reverser à la Société du Grand Paris,
- ➔ La taxe additionnelle régionale de 200 % instituée par la loi de finances pour 2024.

4. Exemptions

Sont exemptés de la taxe de séjour, conformément à l'article L. 2333-31 du code général des collectivités territoriales :
- Les personnes mineures,
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 € par nuit et par personne.

5. Recouvrement de la taxe de séjour

Les logeurs, à l'exception des opérateurs numériques, doivent verser la taxe de séjour, au comptable public de la commune, aux dates suivantes :
- Le 15 avril pour les encaissements du 1er trimestre,
- Le 15 juillet pour les encaissements du 2ème trimestre,
- Le 15 octobre pour les encaissements du 3ème trimestre,
- Le 15 janvier de l'année suivante, pour les encaissements du 4ème trimestre

Les versements sont effectués spontanément aux dates précisées et seront justifiés par un état récapitulatif certifié par le logeur, précisant, outre le nom de l'établissement procédant au règlement, la période concernée, le nombre de nuitées et le montant unitaire de la taxe de séjour appliquée.
Conformément à l'article L. 2333-34 du code général des collectivités territoriales, les opérateurs numériques reversent deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre, sous leur responsabilité, au comptable public de la commune le montant de la taxe de séjour et des taxes additionnelles départementale et régionale calculées en application des articles L. 2333-29 à L. 2333-31 et L. 3333-1 du code général des collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la revalorisation des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2026, et d'approuver les modalités exposées ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-065-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2333-26 et suivants, et R. 2333-33 et suivants,
Vu la délibération n° 2010-033 du 24 juin 2010 relative à l'institution de la taxe de séjour sur la commune du Kremlin-Bicêtre,
Vu la délibération n° 2018-084 du 27 septembre 2018 relative à la revalorisation des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2019,
Considérant le souhait de la commune d'actualiser les tarifs de la taxe de séjour, suite à la publication du nouveau barème national,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
De rapporter la délibération n° 2018-084 du 27 septembre 2018 relative à la revalorisation des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2019.

Article 2
D'approuver le fait que la taxe de séjour est perçue au réel, sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre, selon les modalités précisées ci-dessus.

Article 3
De fixer les tarifs de la taxe de séjour applicables par personne et par nuitée, à compter du 1er janvier 2026 comme suit :

Catégorie d'hébergement	Nouveau tarif – part communal
Palaces	4,90 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles et meublés de tourisme 5 étoiles	3,60 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles et meublés de tourisme 4 étoiles	2,60 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles et meublés de tourisme 3 étoiles	1,70 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles et meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	1,00 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile et meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,80 €
Terrain de camping et terrains de caravane classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €
Terrain de camping et terrains de caravane classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

De préciser que le taux applicable aux hébergements en attente de classement ou sans classement est de 5 % du coût par personne de la nuitée (hors taxes) dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-065-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

De préciser que s'ajoutent à ces tarifs :

➔ La taxe additionnelle départementale de 10 %,

➔ La taxe additionnelle régionale de 15% à reverser à la Société du Grand Paris,

➔ La taxe additionnelle régionale de 200% instituée par la loi de finances pour 2024.

Article 4

D'exempter de la taxe de séjour :

- Les personnes mineures,
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune,
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire,
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 € par nuit et par personne.

Article 5

De préciser que les opérateurs numériques reversent deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre, sous leur responsabilité, au comptable public de la commune, le montant de la taxe de séjour et des taxes additionnelles départementale et régionales.

De préciser que l'ensemble des autres logeurs doit verser spontanément la taxe de séjour, au comptable public de la commune, aux dates suivantes :

- Le 15 avril pour les encaissements du 1er trimestre,
- Le 15 juillet pour les encaissements du 2ème trimestre,
- Le 15 octobre pour les encaissements du 3ème trimestre,
- Le 15 janvier de l'année suivante, pour les encaissements du 4ème trimestre

Les versements doivent être justifiés par un état récapitulatif certifié par le logeur, précisant, outre le nom de l'établissement procédant au règlement, la période concernée, le nombre de nuitées et le montant unitaire de la taxe de séjour appliquée.

Article 6

Dit que les recettes relatives à la taxe de séjour sont encaissées au chapitre 73, à la nature 731721 sur le budget principal de la commune.

Article 7

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de ces dispositions.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-065-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-065-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Modèle tarifaire* (coût annuel)

Coût annuel	Structure >=500 employés			Structure <500 employés			Structure <100 employés		
Structure seule	P.U. HT remisé	Total HT	Total TTC	P.U.HT remisé	Total HT	TTC	P.U.HT remisé	Total HT	TTC
1er accord-cadre	600 €	600 €	720 €	300 €	300 €	360 €	150 €	150 €	180 €
2 accords-cadres remise 20%	480 €	960 €	1 152 €	240 €	480 €	576 €	120 €	240 €	288 €
3 accords-cadres remise 30%	420 €	1 260 €	1 512 €	210 €	630 €	756 €	105 €	315 €	378 €
4 accords-cadres remise 40%	360 €	1 440 €	1 728 €	180 €	720 €	864 €	90 €	360 €	432 €
5 accords-cadres remise 45%	330 €	1 650 €	1 980 €	165 €	825 €	990 €	83 €	413 €	495 €
6 accords-cadres remise 50% = PLAFOND	300 €	1 800 €	2 160 €	150 €	900 €	1 080 €	75 €	450 €	540 €

Coût annuel par groupe de structures**	>=400 structures	>=350 < 400 structures	>=300 < 350 structures	>=250 < 300 structures	>=200 < 250 structures	>=150 < 200 structures	>=100 < 150 structures	>= 50 < 100 structures	< 50 structures
Groupe de structures	Nous consulter	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT
1er accord-cadre		5 000 €	4 500 €	4 000 €	3 500 €	3 000 €	2 500 €	2 000 €	1 500 €
2 accords-cadres remise 2%		9 800 €	8 820 €	7 840 €	6 860 €	5 880 €	4 900 €	3 920 €	2 940 €
3 accords-cadres remise 4%		14 400 €	12 960 €	11 520 €	10 080 €	8 640 €	7 200 €	5 760 €	4 320 €
4 accords-cadres remise 6%		18 800 €	16 920 €	15 040 €	13 160 €	11 280 €	9 400 €	7 520 €	5 640 €
5 accords-cadres remise 8%		23 000 €	20 700 €	18 400 €	16 100 €	13 800 €	11 500 €	9 200 €	6 900 €
6 accords-cadres remise 10% = PLAFOND		27 000 €	24 300 €	21 600 €	18 900 €	16 200 €	13 500 €	10 800 €	8 100 €

*__Exceptions__ : les marchés « __multi-éditeurs__ » et « __Microsoft et alternatives__ » seront d'accès gratuit et le coût d'accompagnement de la CANUT sera facturé aux titulaires

**Groupe de structures : Métropoles, CA, CC, Syndicats Mixtes, OPSN, etc.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Convention de mise à disposition de l'accord-cadre « DISTRIBUTION DE LOGICIELS MULTI-EDITEURS ET PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIEES »
(Ci-après la « Convention »)

Entre : La Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms SIRET : 92443595100018	Ci-après « **CANUT** »
Et Commune Le Kremlin-Bicêtre SIRET : 219400439	Ci-après le « **Bénéficiaire** »

Détails de la demande de mise à disposition (cocher les cases correspondant à votre situation)

	Mise à disposition de l'Accord-Cadre pour son **établissement seul**

	Mise à disposition de l'Accord-Cadre, pour **l'ensemble du groupement** qu'il représente.
	Mise à disposition de l'Accord-Cadre, pour **un ou plusieurs établissements du groupement** qu'il représente.
Merci de fournir le pouvoir ou mandat de représentation du groupement vis-à-vis de ses membres/bénéficiaires ; Merci de fournir la liste des membres/bénéficiaires du groupement (compléter ou annexer la liste au format proposé par la CANUT à cet effet)	

Statut de l'établissement/groupement

	Est Membre de CANUT	➔ Aucun complément à fournir
	Sollicite l'adhésion à CANUT pour en devenir Membre	➔ Compléter et signer la demande d'adhésion en annexe
	N'est pas Membre et ne sollicite pas l'adhésion à CANUT	➔ Aucun complément à fournir

Article 1. Objet

La présente Convention définit les modalités de mise à disposition au Bénéficiaire de l'accord-cadre « DISTRIBUTION DE LOGICIELS MULTI-EDITEURS ET PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIEES »

L'établissement représentant un groupement peut demander à faire bénéficier de la présente Convention à tout ou partie des établissements composant son groupement. Les établissements Bénéficiaires doivent être listés en Annexe ou dans tout autre document à annexer aux présentes.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de la signature par CANUT :

- Soit d'un exemplaire signé électroniquement par un représentant autorisé du Bénéficiaire ou toute personne ayant pouvoir à cet effet (à transmettre à « canut@canut.org »),
- Soit de deux (2) exemplaires originaux dûment signés au préalable par un représentant autorisé du Bénéficiaire ou toute personne ayant pouvoir à cet effet.

La présente Convention prend fin de manière automatique à la plus proche de l'une des dates suivantes :

- au terme normal ou anticipé de l'accord-cadre ; ou
- à la date d'envoi de la décision de résiliation de la part du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire peut résilier la présente convention par courrier recommandé avec accusé de réception.
A réception du courrier informant la CANUT que le Bénéficiaire met un terme à cette convention, la CANUT en informe le titulaire de l'accord-cadre, qui met fin à son exécution à l'égard du Bénéficiaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 3. Exécution de l'accord-cadre
Le Bénéficiaire est habilité à procéder à l'exécution de l'accord-cadre auprès du Titulaire dès lors que la présente convention est entrée en vigueur.

Article 4. Tarification
La CANUT gère la préparation, la mise en œuvre, et le suivi d'exécution de l'accord-cadre (notamment le pilotage du fournisseur, la gestion des avenants, et l'assistance aux Bénéficiaires), et accompagne le Titulaire afin de l'aider dans ses relations avec les Bénéficiaires.
A ce titre, la CANUT facture le Titulaire. Aucun frais ne sera facturé aux Bénéficiaires par la CANUT.

Article 5. Confidentialité
Le Bénéficiaire s'engage à ne pas divulguer, sous quelque forme que ce soit, les informations, renseignements ou documents relatifs à l'accord-cadre dont il bénéficie.

Article 6. Contacts
Le Bénéficiaire s'engage à maintenir à jour ses contacts sur le portail CANUT afin de recevoir les communications relatives à l'accord-cadre : avenants, alertes, événements, questionnaires qualité, etc…

Article 7. Responsabilité
La CANUT ne peut être tenue responsable de défauts constatés dans l'exécution de l'accord-cadre régulièrement mis à disposition du Bénéficiaire.
La CANUT ne peut être tenu pour responsable de retards de livraison ou de paiement dont la cause résulte de l'exécution de l'accord-cadre, ou des relations entre le Bénéficiaire et le titulaire.
Les contentieux nés de l'exécution de l'accord-cadre mis à disposition au titre de la présente convention, relèvent de la relation individuelle entre le Bénéficiaire et le(s) titulaire(s).

Article 8. Pouvoir
Le signataire de la présente convention doit avoir pouvoir d'engager son établissement ou personne morale.

Fait à Le Nom et qualité	Fait à LYON, Le Le Président de la CANUT Ou par délégation,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 1 : Membres/bénéficiaires du groupement

Le groupement souscripteur doit fournir à l'appui de sa souscription le pouvoir ou mandat de représentation de ses membres/bénéficiaires.

La souscription du groupement à l'accord-cadre « DISTRIBUTION DE LOGICIELS MULTI-EDITEURS ET PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIEES » donne la capacité à ses membres/bénéficiaires d'exécuter l'accord-cadre pour leur propre compte selon les conditions détaillées dans lesdites pièces, qui sont disponibles pour chaque membre/bénéficiaire du groupement sur le portail CANUT (https://portail.canut.org).
Il appartient au groupement d'informer ses membres/bénéficiaires de cette souscription groupée, et de la disponibilité des pièces de l'accord-cadre sur le portail CANUT et/ou de les leurs transmettre.

La liste des membres/bénéficiaires du groupement sera utilisée afin de provisionner leurs souscriptions sur le portail de la CANUT (sans aucun frais), et sera portée à la connaissance du/des Titulaire(s) de l'accord-cadre.

Afin d'assurer la réussite du provisionnement de ces souscriptions, la liste des établissements couverts par la présente convention doit être complétée de manière exhaustive (Un fichier peut être fourni en annexe à la convention) :

SIRET	NOM	COURRIEL d'un point de contact
219400439	**Commune Le Kremlin-Bicêtre**	canut@ville-kremlin-bicetre.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

***Annexe 2** : **Demande d'Adhésion à la CANUT**

Nom de l'établissement ou du groupement :	SIRET
Commune Le Kremlin-Bicêtre	219400439

Objet : Demande d'adhésion à CANUT

L'établissement/Le groupement reconnaît avoir pris connaissance de l'objet associatif et des statuts de la CANUT disponibles sur simple demande.

Conformément aux statuts de la CANUT, cette adhésion sera confirmée par décision de son Président ou de son représentant, matérialisée par la signature de la convention de mise à disposition dont cette demande est une annexe.

Fait à le

Pour l'établissement ou le groupement :

Nom prénom

Fonction

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-066

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

DSIR - CONVENTION D'ADHESION A LA CANUT (CENTRALE D'ACHAT DU NUMERIQUE ET DES TELECOMS)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne BOCABEILLE, adjointe au Maire expose au Conseil :

La convention avec la CANUT permet à l'adhérent d'avoir recours aux services d'achat centralisés proposés par la CANUT, agissant en tant que centrale d'achat.

Ces services consistent en :

- La passation de marchés publics ou accords-cadres de fournitures, de services ou de travaux destinés à l'adhérent (rôle d'« intermédiaire ») ;
- L'acquisition de fournitures et biens destinés à des acheteurs (rôle de « grossiste ») ;
- Des missions d'assistance à la passation des marchés publics, notamment par la mise à disposition d'infrastructures techniques permettant à l'adhérent de conclure des marchés publics, par le conseil sur le déroulement ou la conception des procédures de passation des marchés publics, ou par la préparation et la gestion des procédures de passation des marchés publics au nom et pour le compte de l'adhérent.

Ces missions peuvent porter sur tout marché public ou accord-cadre de fournitures, services ou travaux dans le cadre de la règlementation en vigueur.
Lorsqu'il a recours aux prestations de services d'achat centralisés proposés par la CANUT (accès à un contrat conclu ou à conclure), l'adhérent est, conformément à l'article L 2113-4 du code de la commande publique, considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et mise en concurrence au titre de la réglementation applicable aux marchés publics. Toutefois, il demeure responsable du respect des dispositions du code de la commande publique pour les opérations de passation ou d'exécution du marché public dont il se charge lui-même.
La signature de la présente convention n'emporte pas obligation pour l'adhérent de recourir à la centrale d'achat pour tout nouveau besoin. L'adhérent s'engage à exécuter les contrats conclus par la centrale d'achat et auxquels il a accès conformément à leurs stipulations.
La convention est établie pour une durée indéterminée et l'adhésion annuelle au dispositif de centrale d'achat proposé par la CANUT dépend du nombre d'accords-cadres souscrits et en cours.
Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la convention entre la CANUT et la Ville du Kremlin-Bicêtre.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne BOCABEILLE, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le budget primitif,
Vu la convention ci-annexée,
Vu les tarifs d'adhésion annexés,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), 5 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI), et 2 ne prenant pas part au vote (Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1

D'approuver la convention entre la CANUT et la Ville du Kremlin-Bicêtre pour l'adhésion à la CANUT.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-066-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-067

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources humaines – Instauration d'une indemnité pour l'encadrement des séjours

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-067-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :
La Ville organise chaque année, notamment pendant les vacances d'été, des séjours à destination des enfants fréquentant les centres de loisirs et des adolescents.
Le règlement des heures effectuées par les encadrants de ces séjours, agents municipaux, n'est pas sans poser des difficultés règlementaires, notamment concernant le calcul exact de ces heures et le nombre de ces heures.
Afin de mieux respecter la réglementation en vigueur et de garantir un fonctionnement uniforme, il est proposé de mettre en place un forfait d'encadrement des séjours applicable pour tous les encadrants, selon le barème ci-dessous (les montants sont brut).

Durée du séjour	En semaine	Si 1 dimanche et/ou 1 jour férié
Journée (départ > 7 h / retour < 22 h)	59,40 €	95,04 €
2 jours et 1 nuit	142,56 €	237,60 €
3 jours et 2 nuits	237,60 €	332,64 €
4 jours et 3 nuits	344,52 €	439,56 €
5 jours et 4 nuits	451,44 €	546,48 €
6 jours et 5 nuits	558,36 €	653,40 €
7 jours et 6 nuits	665,28 €	760,32 €
8 jours et 7 nuits	772,20 €	867,24 €
9 jours et 8 nuits	879,12 €	1 069,20 € (1 164,24 € si 2 dimanches et/ou 2 jours fériés)
La journée et/ou la nuit supplémentaire	59,40 €	95,04 €

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er juillet 2025.
Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver l'instauration d'une indemnité pour l'encadrement des séjours.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique,
Vu l'avis du Comité social territorial du 28 mai 2025,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'instaurer à compter du 1er juillet 2025 une indemnité pour l'encadrement des séjours, applicable aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de la Ville du Kremlin-Bicêtre. Cette indemnité remplace tout type de paiement pour l'encadrement des séjours qui aurait été délibéré auparavant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-067-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 2

De fixer le barème de l'indemnité prévue à l'article 1 comme suit :

Durée du séjour	En semaine	Si 1 dimanche et/ou 1 jour férié
Journée (départ > 7 h / retour < 22 h)	59,40 €	95,04 €
2 jours et 1 nuit	142,56 €	237,60 €
3 jours et 2 nuits	237,60 €	332,64 €
4 jours et 3 nuits	344,52 €	439,56 €
5 jours et 4 nuits	451,44 €	546,48 €
6 jours et 5 nuits	558,36 €	653,40 €
7 jours et 6 nuits	665,28 €	760,32 €
8 jours et 7 nuits	772,20 €	867,24 €
9 jours et 8 nuits	879,12 €	1 069,20 € (1 164,24 € si 2 dimanches et/ou 2 jours fériés)
La journée et/ou la nuit supplémentaire	59,40 €	95,04 €

Article 3

D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

Article 4

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-067-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-067-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

POSTES BUDGETAIRES PERMANENTS

GRADES OU EMPLOIS	CAT.	TOTAL 2025	Temps de travail
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4**	
Directeur Général des Services		1	100%
Directeur Général Adjoint des Services		2	100%
Directeur des Services Techniques		1	100%
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**165**	
Attaché hors classe	A	1	100%
Attaché principal	A	8	100%
Attaché	A	37	100%
Rédacteur principal 1ère classe	B	5	100%
Rédacteur principal 2ème classe	B	1	100%
Rédacteur	B	16	100%
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	38	100%
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	15	100%
Adjoint administratif	C	42	100%
Adjoint administratif	C	2	16h/sem
FILIERE TECHNIQUE (c)		**297**	
Ingénieur	A	5	100%
Ingénieur principal	A	2	100%
Technicien principal 1ère classe	B	2	100%
Technicien principal 2ème classe	B	3	100%
Technicien	B	9	100%
Agent de maîtrise principal	C	11	100%
Agent de maîtrise	C	12	100%
Adjoint technique principal 1ère classe	C	58	100%
Adjoint technique principal 2ème classe	C	44	100%
Adjoint technique	C	151	100%
FILIERE SOCIALE (d)		**35**	
Assistant socio-éducatif	A	3	100%
Assistant socio-éducatif de classe exxception	A	1	100%
Educateur de jeunes enfants	A	6	100%
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	3	100%
ATSEM principal 1ère classe	C	5	100%
ATSEM principal 1ère classe	C	2	50%
ATSEM principal 2ème classe	C	3	100%
Assistante maternelle		12	100%
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**24**	
Diététicien	A	1	50%
Infirmière soins généraux classe normale	A	3	100%
Infirmière soins généraux classe normale	A	1	25h/sem
Médecin	A	2	100%
Psychologue de classe normale	A	1	100%
Auxiliaire de puériculture classe supérieure	B	4	100%
Auxiliaire de puériculture classe exceptionnell	B	12	100%
FILIERE SPORTIVE (f)		**3**	
Educateur des APS principal 1ère classe	B	1	100%
Educateur des APS principal 1ère classe	B	2	50%
FILIERE CULTURELLE (g)		**17**	
Conservateur bibliothèque	A	1	100%
Bibiothécaire principal	A	1	100%
Assistant conservation principal 1ère classe	B	2	100%
Assistant conservation principal 2ème classe	B	1	100%
Assistant conservation	B	8	100%
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	2	100%
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	0	100%
Adjoint du patrimoine	C	2	100%
FILIERE ANIMATION (h)		**165**	
Animateur principal 1ère classe	B	6	100%
Animateur principal 2ème classe	B	5	100%
Animateur	B	18	100%
Adjoint d'animation principal 1ère classe	C	13	100%
Adjoint d'animation principal 2ème classe	C	9	100%
Adjoint d'animation	C	1	27%
Adjoint d'animation	C	14	85%
Adjoint d'animation	C	39	100%
Adjoint d'animation	C	7	70%
Adjoint d'animation	C	53	25%
FILIERE POLICE (i)		**13**	
Chef de service de police municipale	B	1	100%
Brigadier chef principal	C	5	100%
Gardien -Brigadier	C	7	100%
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i)		**719**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-068-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-068

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources humaines – Mise à jour du tableau des effectifs et création des emplois saisonniers

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-068-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :

La réglementation impose la tenue et le vote d'un tableau des effectifs.
Le tableau des effectifs valable à compter du 1er juillet 2025 est annexé à la présente délibération. Il prend en considération l'ensemble des postes permanents existants.

Afin de réduire la précarité des agents recrutés comme vacataires, notamment dans le secteur de l'animation, le tableau prend en compte la transformation des contrats de vacataires des agents de l'enfance en postes permanents. Ainsi, ces agents pourront être recrutés comme titulaires ou contractuels de droit public. Les quotités de travail de ces nouveaux postes ont été estimées en fonction des besoins d'accueil des centres de loisirs, de manière à répondre au mieux aux familles kremlinoises. Elles pourront être revues autant que de besoin dans la mesure où la réglementation est fluctuante en matière des conditions d'accueil des enfants et du nombre accueilli dans les structures.
Au total, le nombre de postes budgétaires permanents au sein de la Ville s'élève à 719.

Par ailleurs, pour pouvoir recruter des agents saisonniers, afin de pourvoir les besoins liés à la période estivale, du 1er juillet au 31 août 2025, il est proposé de créer les postes suivants :

- 4 postes d'adjoint d'animation pour les Estivales ;
- 2 postes d'ETAPS pour les activités sportives de l'été ;
- 5 postes d'adjoint administratif ;
- 8 postes d'adjoint technique.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le tableau des effectifs mis à jour tel qu'annexé à la présente délibération, à effet du 1er juillet 2025.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;
Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8 ;
Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1 ;
Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 26 mai 2025 ;
Considérant que les emplois de chaque collectivité sont créés par leur organe délibérant et qu'il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Considérant qu'il est indispensable d'établir ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste ;
Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ;
Vu le tableau ci-annexé,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 6 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), et 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1

D'adopter le tableau des emplois permanents tel que présenté en annexe, à effet du 1er juillet 2025.

Article 2

De créer, pour les besoins saisonniers du 1er juillet au 31 août 2025 :

- 4 postes d'adjoint d'animation pour les Estivales ;
- 2 postes d'ETAPS pour les activités sportives de l'été ;
- 5 postes d'adjoint administratif ;
- 8 postes d'adjoint technique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-068-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

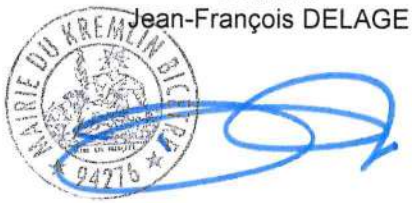
Article 3

D'inscrire les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois.

Article 4

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE



Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-068-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-068-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe à la délibération

méro de pc	POSTE	GRADE	CATEGORIE	ARTICLE
1144	CONSEILLER EN PREVENTION DES RISQUES	Ingénieur	A	L.332-8-2° emploi permanent
1487	CHARGE DE RECRUTEMENT - FORMATION	Rédacteur	B	L.332-8-2° emploi permanent
2691	CHEF DE SERVICE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
4609	AGENT EN CHARGE DE LA MÉMOIRE	Rédacteur	B	L.332-8-2° emploi permanent
6106	AGENT D'ACCUEIL	Adjoint administratif territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0047	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0054	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0130	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	CDI
0159	ATSEM	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0162	ANIMATEUR	Adjoint territorial d'animation	C	L.332-8-2° emploi permanent
0169	ANIMATEUR	Adjoint territorial d'animation	C	L.332-8-2° emploi permanent
0208	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0251	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0280	CUISINIER	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0283	GARDIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0305	MEDIATHECAIRE	Assistant de conservation	B	L.332-8-2° emploi permanent
0322	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0361	AGENT D'ACCUEIL ET D'INSTRUCTION	Rédacteur	B	L.332-8-2° emploi permanent
0366	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0389	CHEF DE SERVICE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
0398	GESTIONNAIRE TEMPS DE TRAVAIL	Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	L.332-8-2° emploi permanent
0438	DIRECTEUR	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
0472	AGENT GUICHET UNIQUE	Adjoint administratif territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0481	GARDIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0505	DIRECTEUR ADJOINT	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
0527	SURVEILLANCE DES PASSAGES PIETONS	Adjoint technique territorial	C	CDI
0531	RIPEUR POLYVALENT	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0560	LOGISTICIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0573	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	CDI
0614	CHEF DE SERVICE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
0632	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0660	CHEF DE SERVICE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
0678	CHEF DE SERVICE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
0706	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	CDI
0759	DIRECTRICE DE CRECHE	Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptior	A	L.332-8-2° emploi permanent
0820	ANIMATEUR	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
0827	CHEF DE SERVICE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
0828	DIRECTEUR ADJOINT	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
0842	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
0891	CHEF DE SERVICE	Assistant de conservation	B	L.332-8-2° emploi permanent
0936	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
1219	CHEF DE SERVICE ADJOINT	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
1227	AUXILIARE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	L.332-8-2° emploi permanent
1309	DIRECTEUR ADJOINT	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
1319	DIRECTEUR	Attaché	A	CDI
1353	CANTONNIER	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
1360	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	L.332-8-2° emploi permanent
1404	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	Educateur territorial de jeunes enfants	A	L.332-8-2° emploi permanent
1446	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	L.332-8-2° emploi permanent
1505	DIRECTEUR	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
1546	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
1547	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	CDI
1548	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	L.332-8-2° emploi permanent
1551	DIRECTRICE DE PMI ADJOINTE	Infirmier en soins généraux	A	L.332-8-2° emploi permanent
1895	AGENT AUPRES D'ENFANTS	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
2222	DIRECTRICE DE CRECHE	Educateur territorial de jeunes enfants	A	L.332-8-2° emploi permanent
2444	CHARGE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Rédacteur	B	L.332-8-2° emploi permanent
2982	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	L.332-8-2° emploi permanent
3070	RIPEUR POLYVALENT	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
3236	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	L.332-8-2° emploi permanent
3301	ANIMATEUR	Animateur	C	L.332-8-2° emploi permanent
3584	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	Educateur territorial de jeunes enfants	A	L.332-8-2° emploi permanent
3816	CHEF DE SERVICE ADJOINTE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
3836	ASSISTANTE DE DIRECTION	Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	L.332-8-2° emploi permanent
4118	REDACTEUR EN CHEF	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
4216	CHEF DE SERVICE	Rédacteur	B	L.332-8-2° emploi permanent
4293	AGENT AUPRES D'ENFANTS	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
4412	CHARGE DE MISSION ENERGIE	Ingénieur	A	L.332-8-2° emploi permanent
4955	REPROGRAPHE	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
5159	AGENT DE SURVEILLANCE	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
5522	LOGISTICIEN	Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	L.332-8-2° emploi permanent
5525	AGENT D'ENTRETIEN	Adjoint technique territorial	C	L.332-8-2° emploi permanent
5526	ATSEM	maternelles	C	CDI
5543	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	Educateur territorial de jeunes enfants	A	L.332-8-2° emploi permanent
5546	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	L.332-8-2° emploi permanent
6223	DIRECTEUR ARTISTIQUE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
6246	JURISTE	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
6386	JOURNALISTE REPORTER D'IMAGES	Rédacteur	B	L.332-8-2° emploi permanent
6566	AGENT D'ANIMATION ET DE DEVELOPPEMENT	Animateur	B	L.332-8-2° emploi permanent
6646	DIRECTEUR	Attaché principal	A	L.332-8-2° emploi permanent
6878	DIRECTEUR ADJOINT	Attaché	A	L.332-8-2° emploi permanent
6948	ANIMATEUR	Adjoint territorial d'animation	C	L.332-8-2° emploi permanent

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-069-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-069

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources humaines – Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer des contrats

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-069-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :

La réglementation prévoit une délibération de l'assemblée délibérante lorsque des agents contractuels viennent à occuper un poste de manière pérenne au sein de la collectivité. C'est le cas notamment lorsqu'il leur est rédigé un contrat au titre de l'article 332-8-2 du code général de la fonction publique.
La présente délibération vise donc à régulariser cette procédure. Il est donc proposé de transformer 82 postes occupés actuellement par des contractuels en postes relevant de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique, ainsi que des CDI.

En effet, il s'agit non seulement d'une procédure obligatoire, mais cette action permet également de lutter contre la précarité de ces agents. La durée totale des contrats à durée déterminée (en prenant en compte les contrats sur poste permanent déjà effectués au moment de la délibération) ne pourra excéder 6 ans.
Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser M. le Maire à signer les contrats présentés en annexe de la délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L.332-8
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris en application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
Vu l'avis du Comité social territorial du 28 mai 2025,
Vu la liste des contrats concernés ci-annexée,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Considérant les déclarations de vacances publiées auprès du Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne,
Considérant que la nature des fonctions et les besoins de services le justifient,
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY), 6 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER), 2 abstentions (Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN), et 5 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI),

DÉCIDE

Article 1
De créer les postes présentés en annexe de la présente délibération.

Article 2
D'autoriser M. le Maire à signer les contrats des agents recrutés sur lesdits postes.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, ~~dans un délai de deux mois à compter de~~ sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-069-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-070

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources humaines – Instauration du forfait mobilité durable pour les agents municipaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-070-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :

La Ville du Kremlin-Bicêtre est engagée en faveur des mobilités douces. A ce titre, elle souhaite favoriser les déplacements domicile-travail de ses agents en vélo. Le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020, modifié par décret n°2024-558 du 18 juin 2024, met en place un forfait « mobilités durables » dans la fonction publique territoriale.

Les bénéficiaires du forfait mobilité durable sont les agents publics relevant de la loi du 26 janvier 1984. Sont exclus du dispositif :

- Les agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- Les agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ;
- Les agents transportés gratuitement par leur employeur.

Ce dispositif s'applique aux seuls déplacements domicile-travail effectués à vélo, y compris cycle à pédalage assisté. Il viendrait indemniser l'utilisation du vélo selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une attestation sur l'honneur établie par l'agent au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur l'utilisation effective du vélo. L'attestation sur l'honneur doit préciser le nombre de jours d'utilisation du vélo pour être validée auprès des ressources humaines.

L'agent bénéficiera du versement d'une indemnité forfaitaire, exonérée d'impôts et de prélèvements sociaux, de :

- 100 € si l'utilisation du vélo est comprise entre 30 et 59 jours ;
- 200 € si l'utilisation du vélo est comprise entre 60 et 99 jours ;
- 300 € si l'utilisation du vélo est d'au moins 100 jours.

Ce versement est effectué l'année suivant celle du dépôt de cette déclaration. Lorsque l'agent public à plusieurs employeurs publics, le montant du forfait du nombre minimal de jours sont modulés à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année.

Dans tous les cas, le versement est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret du 21 juin 2010.

La mise en œuvre du forfait mobilité durable pour le vélo s'inscrit dans une logique à la fois environnementale, économique et sociale. Elle permet de valoriser les pratiques de déplacement plus vertueuses, tout en renforçant l'attractivité de notre collectivité et le bien-être des agents. Elle constitue ainsi une première étape concrète dans une politique plus globale d'amélioration des conditions de travail.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver l'instauration du forfait mobilité durable pour les agents municipaux à compter du 1er juillet 2025.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code général des impôts, notamment son article 81,
Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1,
Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,
Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,
Vu l'avis du Comité social territorial du 28 mai 2025,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-070-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN, Lionel ZINCIROGLU, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI), et 7 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Nadia CHIBOUB),

DÉCIDE

Article 1
D'instaurer, à compter du 1er juillet 2025, le forfait mobilités durables au bénéfice des agents publics de la Ville du Kremlin-Bicêtre (titulaires, stagiaires et contractuels) dès lors qu'ils certifient sur l'honneur réaliser leurs trajets domicile-travail avec leur vélo personnel ou en covoiturage pendant un minimum de 100 jours par an, modulé selon la quotité de temps de travail et de la durée de présence dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

Article 2
D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-070-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-070-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-071

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources humaines – Expérimentation du congé menstruel

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-071-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Rapporteur : Jean-François Delage, Maire

Dans le prolongement des actions engagées en faveur du bien-être au travail des agents, il apparait nécessaire de prendre en compte les réalités spécifiques pouvant avoir un impact sur la santé et la qualité de vie au travail de certaines agentes.
L'endométriose, maladie chronique touchant environ une femme sur dix, peut entraîner des douleurs invalidantes, rendant difficile le maintien en poste lors des périodes de crise. C'est pourquoi la collectivité souhaite expérimenter un congé menstruel à destination des agentes atteintes d'endométriose, afin de leur offrir un cadre de travail plus inclusif, respectueux de leur santé et de leurs besoins.

Ce dispositif, à visée expérimentale dans un premier temps, sera accessible aux agentes de la commune disposant d'un diagnostic médical d'endométriose établi par un professionnel de santé. Sur présentation d'un certificat médical annuel, les agentes concernées pourront bénéficier jusqu'à deux jours d'autorisation spéciale d'absence par mois, sans jour de carence, ni impact sur le compteur de congés.
La demande d'absence s'effectuera selon une procédure simplifiée, dans le respect du secret médical, en lien avec la médecine du travail. Afin de garantir la bonne mise en œuvre du dispositif, un bilan sera réalisé à l'issue d'une première année d'expérimentation.
Il est donc proposé au Conseil municipal l'expérimentation d'un congé menstruel de 2 jours par mois au maximum pour les agentes atteintes d'endométriose.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire,
Vu la Constitution de la République française, et notamment son article 72, alinéa 3,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Considérant que l'endométriose, maladie chronique touchant environ une femme sur dix, peut entraîner des douleurs invalidantes, rendant difficile le maintien en poste lors des périodes de crise,
Vu l'avis du Comité social territorial du 28 mai 2025,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Vu l'amendement présenté par le groupe Le Kremlin-Bicêtre en avant, radical et écologiste en séance, et rejeté,

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'instaurer un congé menstruel pour les agentes titulaires et contractuelles de la Ville du Kremlin-Bicêtre à compter du 1er juillet 2025.

Article 2
De fixer les modalités dudit congé comme suit :
- 2 jours d'autorisation spéciale d'absence au maximum par mois ;
- Sur présentation d'un justificatif médical confirmant un diagnostic d'endométriose.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-071-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Les **Centres Ostéopathiques de Paris** dénommés par la suite COP (Centres de soins de l'IDO Paris)

Comprenant les deux sites de soins suivants :
Le Centre Ostéopathique des Halles, sise au 76 Bd Sébastopol 75003 PARIS
Le Centre Ostéopathique du Kremlin Bicêtre, sise au 16 place Jean Jaurès 94270 Kremlin-Bicêtre

Représentés par **M David DUVAL**

Et

Mairie du Kremlin Bicêtre

Représentée par : Monsieur le Maire :Jean-François Delage
Personne à contacter : Gloria ADESU
Mail : gadesu@ville-kremlin-bicetre.fr

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en place d'un partenariat établi entre les Centres Ostéopathiques de Paris (Les Halles / Kremlin Bicêtre) et **la Mairie du Kremlin Bicêtre**

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE LA COLLABORATION

Les Centres Ostéopathiques de Paris s'engagent à :

-- Recevoir à partir de ce jour (à des tarifs préférentiels définis ci-dessous) le personnel de la **Mairie du Kremlin Bicêtre**

- Fournir suffisamment de moyens de communication à la **Mairie du Kremlin Bicêtre** afin que l'offre de partenariat reste suffisamment visible.

- Assurer une communication régulière avec **la Mairie du Kremlin Bicêtre**

- Les membres de la structure bénéficieront de
- toutes les premières consultations offertes,
- des consultations de suivi offertes,
- les consultations suivantes au tarif préférentiel de 10€ au sein des Centres Ostéopathiques de Paris pour l'année

En contrepartie la structure s'engage à :

- Assurer une communication suffisante à ses collaborateurs afin que l'offre de partenariat leur soit facilement accessible.
- Assurer une communication régulière avec le COP.
- Donner l'autorisation au COP d'utiliser le nom et le logo de la **Mairie du Kremlin Bicêtre** sur tous les supports de communication, la durée de la présente convention pour la durée de la présente convention, après accord de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-072-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

la Mairie du Kremlin-Bicêtre pour chacun des supports, qui devront lui être préalablement soumis, à l'exception du site Internet du COP, qui pourra afficher le logo et le nom de la Mairie du Kremlin-Bicêtre de façon permanente.

ARTICLE 3. PRISE D'EFFET – DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée d'une (1) année à compter de sa date de signature. Elle sera tacitement reconduite aux mêmes conditions que la présente convention, sauf notification préalable de l'une des parties.

ARTICLE 4. RÉSILIATION

En cas de non-respect des termes de la convention, chacune des deux parties se réserve le droit de mettre fin à la présente convention en prévenant l'autre partie un (1) mois à l'avance sans aucune indemnité à l'une ou l'autre des parties.

Fait en 2 exemplaires.
Fait à Paris
Le 15/05/2025

Signatures précédées de la mention " Lu et approuvé "

Les Centres Ostéopathiques de Paris

Représentés par M Duval, Directeur des Centres Ostéopathiques de PARIS et de l'IDO PARIS et Mme Duhourcau, Coordinatrice Pédagogique

Mairie du Kremlin Bicêtre

Représentée par Monsieur le Maire : Jean-François Delage

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-072-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-072

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Convention de partenariat entre le Centre Ostéopathique de Paris et la Ville du Kremlin Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-072-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :

Le centre ostéopathique de Paris est une clinique de l'Institut Dauphine d'ostéopathie (IDO Paris) et dont le personnel est composé de praticiens enregistrés auprès de l'Agence Régionale de Santé en tant qu'ostéopathes.
Les soins prodigués sont réalisés par des étudiants en cours de cursus à l'IDO (agréés par le ministère de la Santé), sous la supervision d'ostéopathes expérimentés.
Le Centre dispose de plusieurs espaces de consultation privatifs équipés de matériel adapté pour recevoir dans de meilleures conditions. Les consultations ont une durée moyenne de 1 h 15.
Dans le cadre de la semaine du bien-être au travail organisé en avril, plus d'une cinquantaine d'agents ont bénéficié d'une consultation ostéopathique et tous étaient très satisfaits. Il est donc proposé de pérenniser ce partenariat pour permettre un accès gratuit à des consultations ostéopathiques à l'ensemble des agents de la Ville.

Concernant les modalités de la collaboration, les agents auront des tarifs préférentiels bien définis :
• Toutes les premières consultations offertes ;
• Des consultations de suivi offertes ;
• Les consultations suivantes au tarif préférentiel de 10 € au sein des Centres Ostéopathiques de Paris pour l'année.

En contrepartie, la Ville s'engage à :
- Assurer une communication suffisante aux agents afin que l'offre de partenariat leur soit facilement accessible ;
- Assurer une communication régulière avec le COP.

La convention est conclue pour une durée d'une année à compter de sa date de signature. Elle sera tacitement reconduite aux mêmes conditions que la présente convention.
Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le projet de convention annexé à la présente délibération et d'autoriser M. le Maire à la signer.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire
Vu le Code Général de la Fonction Publique
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention ci-annexée,
Considérant l'intérêt pour les agents de la Ville de bénéficier d'un accès préférentiel à des consultations ostéopathique,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI, M. KHIAR, M. GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le projet de convention de partenariat entre le Centre ostéopathique de Paris (COP) et la Ville du Kremlin-Bicêtre, ci-annexée à la délibération.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de partenariat.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94275

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-072-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Convention de coopération entre la Ville de PARIS et la commune du KREMLIN-BICÊTRE pour l'amélioration de la gestion des voiries limitrophes (Boulevard De Gaulle et rue Voltaire)

Entre les soussignés :

La COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE, dont le siège se trouve à l'hôtel de Ville, place Jean Jaurès- 94270 Le Kremlin-Bicêtre, représentée par Monsieur le Maire, en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 19 juin 2025,
d'une part,

Et

La VILLE DE PARIS, dont le siège se trouve à l'Hôtel de Ville, place de l'Hôtel de Ville-75196 PARIS CEDEX 4, représentée par Madame la Maire, en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Paris en date du 1er au 4 juillet 2025,
d'autre part,

PRÉAMBULE

Conformément aux articles L2212-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les maires exercent les pouvoirs de police municipale sur le territoire de leur commune et notamment les pouvoirs de police spéciale de la circulation et du stationnement sur les voies publiques situées en agglomération. Ce pouvoir s'étend également aux voies privées ouvertes à la circulation du public.

Le boulevard De Gaulle et la rue Voltaire sont en partie des propriétés de la ville de Paris ouvertes à la circulation publique, latéralement au Boulevard Périphérique.

A terme, ces voies n'ont plus vocation à être administrées par la Ville de Paris et il est proposé pour cela que les services des deux collectivités aboutissent avant 2026 à un projet de cession au bénéfice de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Simultanément, la Ville de Paris et la commune du Kremlin-Bicêtre se sont engagées dans une démarche commune d'amélioration de la gestion de l'espace public. Plusieurs échanges entre les services techniques des deux collectivités ont permis de partager un diagnostic sur ces voies identifiant principalement les problématiques d'entretien de la voirie, tant au niveau de la chaussée que des trottoirs.

La Ville de Paris et la commune du Kremlin-Bicêtre souhaitent conclure la présente convention, sur le fondement des articles L. 2212-2 et L. 2213-1 du Code général des collectivités territoriales, en vue de préciser les obligations de chaque collectivité en matière de gestion de cet espace public, communément emprunté par les habitants et les usagers du territoire.

Les deux collectivités souhaitent ainsi approfondir leur coopération, définie par une convention cadre adoptée en juillet 2024, afin de renforcer la qualité de vie des habitants des quartiers de part et d'autre du boulevard périphérique.

La présente convention est conclue à cet effet.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de l'action commune pour la gestion et l'entretien de voies communales propriété de la Ville de Paris situées hors de ses limites administratives sur le territoire du Kremlin-Bicêtre de part et d'autre de l'avenue de fontainebleau (RD7) : le boulevard De Gaulle et la rue Voltaire.

Un plan indiquant les portions de voies faisant l'objet de la présente convention figure en annexe 1.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-073-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La présente convention est établie sans flux financier, chacune des obligations indiquées étant à la charge financière du signataire qui en est responsable.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DES PARTIES

2.1 Obligations de la commune du Kremlin-Bicêtre

La commune du Kremlin-Bicêtre s'engage à assurer :

1° l'enlèvement des dépôts sauvages et le nettoiement de l'espace public, en lien avec l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre. Elle comprend notamment l'entretien des pieds d'arbre sur le périmètre considéré.

2° la verbalisation du stationnement, l'enlèvement des véhicules gênants et tout pouvoir de police, la voie étant située sur la commune du Kremlin-Bicêtre et hors des limites administratives parisiennes.

3° l'entretien et la maintenance de son mobilier urbain

4° l'entretien courant des voieries, à savoir la signalétique verticale, les panneaux de police, le marquage au sol, les passages piétons et bandes podotactiles, nids de poule, pelades, fissures. Tout ce qui ressort de la police de la conservation.

2.2 Obligations de la Ville de PARIS

La Ville de Paris s'engage à assurer :

1° le gros entretien / renouvellement de la voirie, y compris l'éclairage public, excepté le mobilier urbain installé par la commune du Kremlin-Bicêtre.

2° le suivi phytosanitaire et l'élagage des arbres par le Service de l'Arbre de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement.

3° suite à l'accord écrit du Maire du Kremlin-Bicêtre, la Ville de Paris s'engage à effectuer les études foncières et techniques préalables à une cession de ces voieries ainsi que les travaux nécessaires à leur remise en état avant cession.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE LA COOPÉRATION

En amont de la signature de la présente convention, un état des lieux de l'espace public précité est établi par la commune du Kremlin-Bicêtre et la Ville de Paris.

Un comité technique annuel sera mis en place afin de faire le bilan de l'application de la présente convention, et étudier ensemble, le cas échéant, les pistes d'amélioration et éventuels avenants à la convention.

En cas de dégradations touchant l'espace public objet de la convention, des réunions ponctuelles pourront être organisées entre les services du Kremlin-Bicêtre et de Paris.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉ ET POLICE D'ASSURANCE

Les deux parties s'engagent à prendre à leur charge toutes les suites des incidents liés à l'entretien et au nettoiement des espaces publics par leurs soins respectifs.

Leur responsabilité respective pourrait être recherchée en cas de dommage causé à un usager et résultant d'un défaut d'entretien normal des espaces publics objet de la présente convention, sauf en cas de faute de la victime ou en cas de force majeure, et pour la part des travaux d'entretien réalisée par chacune.

Chacune des deux villes reste cependant responsable des dommages causés par les travaux d'entretien ou les opérations de nettoiement qu'elle mettrait en œuvre en dehors de la présente convention et de sa propre initiative.

ARTICLE 5 : DURÉE DE VALIDITÉ

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans à compter de son adoption en assemblée délibérante. Elle est tacitement renouvelable une fois.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-073-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Le ou les avenants seront conclus d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites et sur demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit.

La demande de résiliation anticipée s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvrira droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à résoudre à l'amiable les différends relatifs à l'exécution de la présente convention. A défaut, les contestations seront soumises au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS TERMINALES

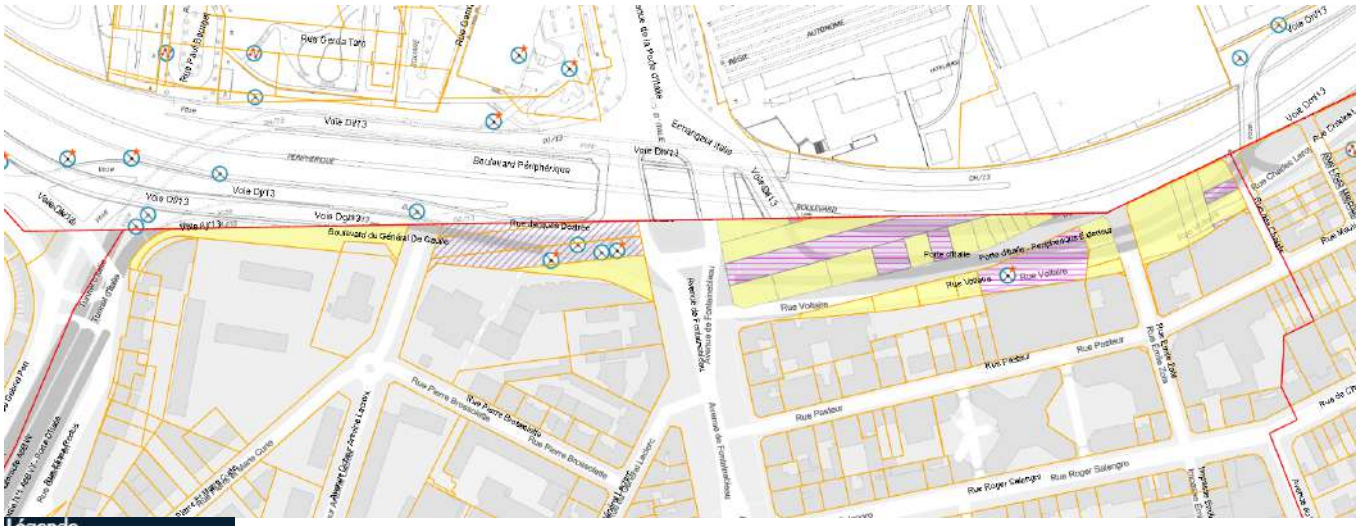
La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à ……., le ……., en 2 exemplaires.

Pour la Ville de PARIS,	Pour la commune du KREMLIN-BICETRE,
La Maire	Le Maire
Madame Anne HIDALGO	Monsieur Jean-François DELAGE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-073-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 1 Plan des voieries concernées


Rue Paul Bodin
Rue Emile Zola
Voie D913
Boulevard Périphérique
Voie D913
Voie D913
Voie D913
Voie D913
Voie D913
Boulevard du Général De Gaulle
Rue Jacques Destrée
Rue Voltaire
Rue Voltaire
Rue Pasteur
Rue Pasteur
Rue Pasteur
Rue Roger Salengro
Rue Roger Salengro
Rue Pierre Brossolette
Rue Pierre Brossolette
Rue Pierre Brossolette
Rue Charles Lecocq
Rue Charles Lecocq
Rue Emile Zola
Rue Emile Zola
Rue Emile Zola

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-073

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Relations extérieures – Convention de gestion de voirie avec la Ville de Paris

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-073-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François DELAGE, Maire expose au Conseil :

En 2024, la Ville du Kremlin-Bicêtre et la Ville de Paris ont signé une convention de coopération.
La présente convention vise à préciser cette coopération par la volonté partagée entre les deux communes d'améliorer la gestion des voiries limitrophes (boulevard De Gaulle et rue Voltaire), situées sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, mais appartenant à la Ville de Paris.

Elle permet de clarifier les responsabilités respectives des deux collectivités en matière d'entretien et de suivi, tout en préparant la cession future de ces voies à la commune. Ce partenariat opérationnel marque une étape concrète de la coopération interterritoriale entre la Ville de Paris et la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'adopter la convention de gestion et d'autoriser M. le Maire à la signer.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE, Maire
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.1111-1-1, L.5211-1 et suivants, L.5219-2 et suivants, R.1111-1-A et suivants, L.2212-1, L.2213-1 et L.2121-29 ;
Vu la convention cadre de coopération entre la Ville de Paris et la commune du Kremlin-Bicêtre adoptée en juin 2024 ;
Vu le projet de convention de gestion annexé à la présente délibération ;
Considérant la volonté conjointe de la Ville de Paris et de la commune du Kremlin-Bicêtre d'améliorer la qualité de gestion des voiries limitrophes situées sur le territoire du Kremlin-Bicêtre mais appartenant au domaine de la Ville de Paris ;
Considérant que cette convention constitue une étape transitoire en vue de la cession à terme de ces voiries à la commune du Kremlin-Bicêtre ;
Considérant que ladite convention précise les obligations respectives des deux collectivités en matière de nettoiement, d'entretien, de sécurité et de suivi de ces voiries (Boulevard De Gaulle et rue Voltaire) ;
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la convention de coopération pour la gestion des voiries limitrophes entre la Ville de Paris et la Ville du Kremlin-Bicêtre, annexée à la présente délibération.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-073-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-074

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ESPACE PUBLIC – CREATION DE TROIS NOUVELLES STATIONS DU SERVICE VELIB'

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-074-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sidi Chiakh, adjoint au Maire expose au Conseil :

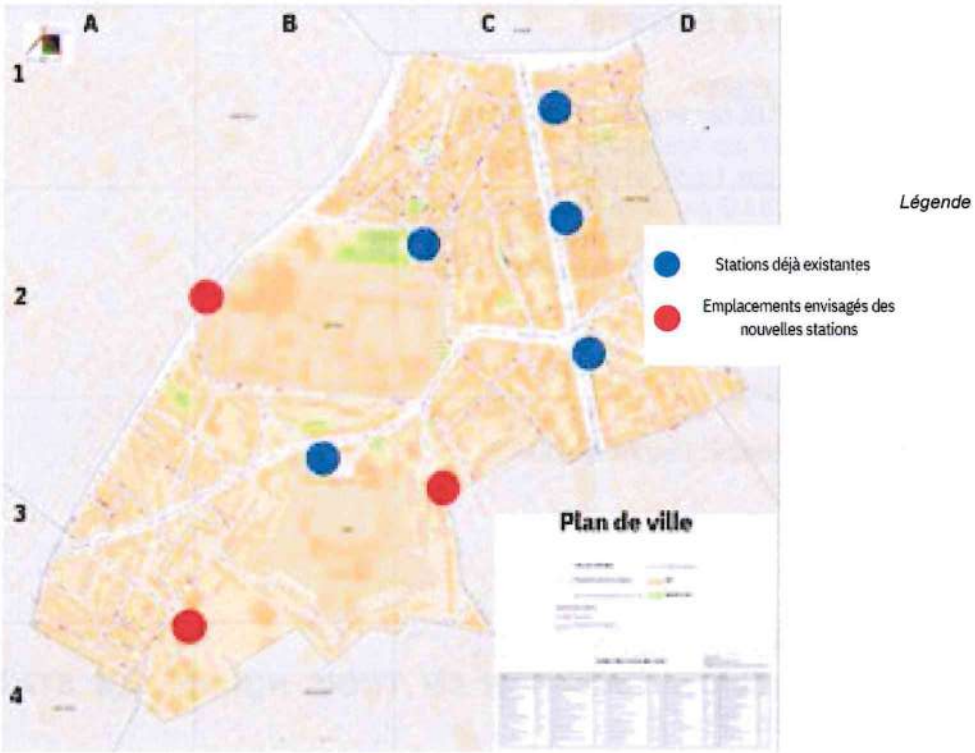
La fréquentation du service Vélib' continue de croitre. En moyenne, 100 000 trajets quotidiens ont été effectués en janvier 2025 à l'échelle de la zone de déploiement de l'opérateur, soit une hausse de plus de 9 % par rapport à février 2024.

Le taux d'utilisation du service au Kremlin-Bicêtre est également notable. En mars 2025, la ville comptait en moyenne 2 270 départs par station de la commune, lorsque celles des communes hors Paris en comptaient en moyenne 1 854.
Un des objectifs du service Vélib' est d'offrir un mode de transport pratique à utiliser et peu coûteux, permettant souvent de découvrir ce mode de transport, avant d'acheter éventuellement un vélo personnel. Il est donc important de développer ce service dans des zones où les habitants n'ont pas encore l'habitude de se déplacer à vélo.

Dans le cadre de la politique de développement des mobilités douces souhaitée par la Ville, l'augmentation du nombre de bornes Vélib' contribue à améliorer l'offre de service proposée aux kremlinois. De plus, la politique actuellement menée par la Ville visant à développer les axes cyclables conduira elle-même à une augmentation de l'utilisation du service Vélib'.

Ainsi, augmenter le nombre de stations dans notre ville s'inscrit dans cette dynamique. Aujourd'hui, le déploiement du service Vélib' est principalement centré sur le nord et l'est de la ville. Or, pour des raisons d'égalité territoriale, il est pertinent de développer de nouvelles stations dans d'autres secteurs géographiques de la ville. De surcroit, d'autres quartiers et zones d'échanges intermodales sont amenés à se développer, nécessitant le renforcement de l'offre de transport, notamment avec l'ouverture de la station de métro *Hôpital-Bicêtre*.

Localisation des anciennes et des potentielles nouvelles stations :



Il est également important de contribuer à résorber la coupure urbaine causée par l'A6. Développer des stations Vélib' à proximité peut y contribuer. La carte ci-dessous montre que la plupart des usagers du service empruntant un vélo au Kremlin-Bicêtre se rendent davantage dans des villes à l'Est plutôt qu'à l'Ouest, notamment probablement à cause de cette coupure.

Localisation des destinations où se rendent les usagers du service Vélib' depuis le Kremlin-Bicêtre (la ville est représentée en blanc) :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-074-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'autoriser l'Agence métropolitaine des mobilités partagées (anciennement Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole) à créer les trois nouvelles stations du service Velib' mentionnées dans l'exposé de la délibération. Les emplacements exacts resteront à définir précisément.

Article 2
Décide notamment la signature d'un second avenant à la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion entre la commune du Kremlin-Bicêtre et le syndicat mixte Autolib' Velib' métropole du 30 novembre 2017.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 4
Dit que ces dépenses seront imputées sur le budget de la commune.

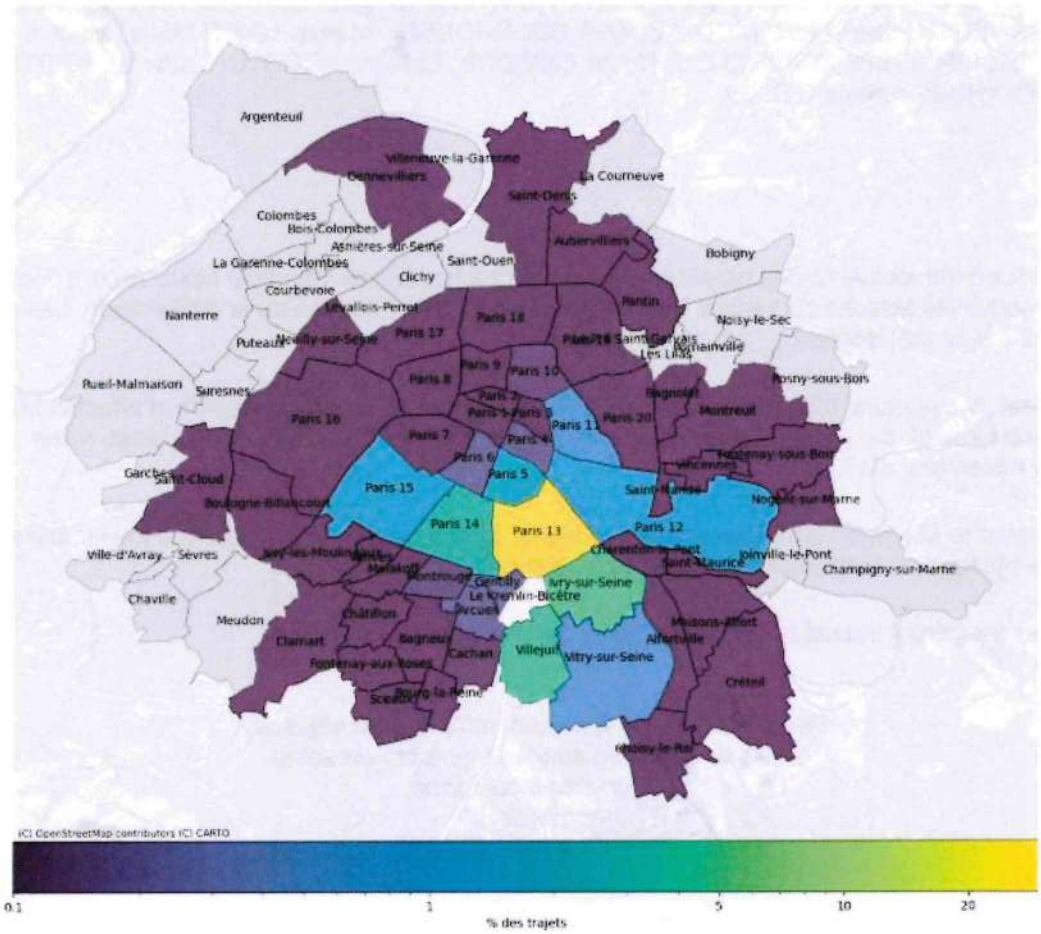
Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-074-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Répartition des destinations



Différentes localisations ont donc été étudiées pour l'emplacement des 3 futures stations :

- Boulevard Chastenet de Géry, au plus proche du pôle commercial situé au numéro 16 de la rue, permettant également de desservir le gymnase Jacques Ducasse et le CO.S.E.C ;
- Rue du Professeur Bergonié, proche du lycée Darius Milhaud et du stade des Esselières ;
- Rue Gabriel Péri, proche de la station de métro *Hôpital-Bicêtre*.

Ces emplacements ont l'intérêt d'être localement attractifs de par la présence de commerces et des équipements desservis. Il est proposé de procéder à l'installation de 30 bornes concernant chaque station, puisqu'il s'agit du nombre minimum de bornes qu'il est désormais nécessaire d'installer pour les nouvelles stations. Cependant, le coût d'installation et d'entretien d'une station est le même si le nombre de bornes est plus élevé, sauf si celles-ci sont ajoutées a posteriori. Il est donc proposé d'étudier la possibilité technique d'obtenir directement 40 bornes concernant la station proche du métro *Hôpital-Bicêtre*, puisque celle-ci devrait faire l'objet d'un usage important.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Sidi Chiakh, adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5721-2 ;
Vu le code des transports, notamment ses articles L.1231-1 et L.1231-16 ;
Vu les délibérations n°2017-029 du 18 février 2016 et n°2017-006 du 26 janvier 2017 relatives à l'adhésion de la ville au syndicat Autolib' Velib' Métropole ;
Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole adoptés le 14 novembre 2016 ;
Vu la délibération n°2017-051 du 30 juin 2017 relative au déploiement des stations Velib' sur la ville du Kremlin-Bicêtre ;
Vu la délibération n°2017-081 du 30 novembre 2017 relative à l'approbation de la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion entre la commune du Kremlin-Bicêtre et le syndicat mixte Autolib' Velib' métropole ;
Vu son avenant numéro 1 relatif au partage de la compétence de gestion du service avec l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre ;
Vu le budget communal,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-074-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

Objet : Convention SGP / Ville – Clôture de l'étude de pôle
Date : 01/04/2025
Destinataire : Société des Grands Projets

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Je soussignée, Jean-François Delage, Maire du Kremlin-Bicêtre, confirme que l'étude de pôle de la gare Hôpital Bicêtre a été clôturée, en application de la convention, par un comité de pilotage du 06/12/2023

Fait à : Kremlin - Bicêtre

Le : 8/04/2025

Jean-François Delage

Maire

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94 - Val-de-Marne

Signature :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Classification : Public

VILLE DU KREMLIN-BICETRE

ETUDE DU POLE D'ECHANGES DE LA GARE KREMLIN-BICETRE HOPITAL
CONVENTION 2024CONV317

Exercice	N° pièce	N° bord	Date pièce	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC	Marché	Lot	Code tiers	Libellé tiers	Fonction	Nature
2017	1030	95	28/02/2017	FAC. 1 DU 21/11/2016 ETUDE DU POLE D ECHANGE DU KREMLIN-BICETRE HOPITAL PHASE 1	10 530,00	2 106,00	12 636,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2017	1031	95	28/02/2017	FAC. BM16110066 DU 23/11/2016 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERMODALITE PHASE 1	2 925,00	585,00	3 510,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2017	1032	95	28/02/2017	FAC. FCC1611017 DU 22/11/2016 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERMODALITE PHASE 1	4 630,00	926,00	5 556,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2017	1033	95	28/02/2017	FAC. 22112016 DU 22/11/2016 SOUS TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERMODALITE PHASE 1	3 560,00	712,00	4 272,00	PA16-19	001	34771	MOBILIS SERVICE	820	2031
2017	2737	260	09/05/2017	FAC. 2 DU 04/04/2017 ETUDE DU POLE D ECHANGES KREMLIN-BICETRE HOPITAL PHASE 1	5 670,00	1 134,00	6 804,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2017	2738	260	09/05/2017	FAC. BM17030124 DU 31/03/2017 NOTE2 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERMODALITE	1 575,00	315,00	1 890,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2017	2739	260	09/05/2017	FAC. FCC1703032 DU 31/03/2017 ACOMPTE 2 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERMODALITE	4 410,00	882,00	5 292,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2018	1405	158	12/03/2018	FAC. 3 DU 16/02/2018 SITUATION 3 PHASE 2 ETUDE DU POLE KB HOPITAL	13 800,00	2 760,00	16 560,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2018	1406	158	12/03/2018	FAC. BM18020006 DU 16/02/2018 SITUATION 3 PHASE 2 ETUDE POLE KB HOPITAL	3 750,00	750,00	4 500,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2018	1407	158	12/03/2018	FAC. FCC1801002 DU 19/02/2018 SITUATION 3 PHASE 2 ETUDE POLE KB HOPITAL	900,00	180,00	1 080,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2018	5188	634	14/08/2018	FAC. 4 DU 17/07/2018 PHASE 2 POLE KB HOPITAL ETUDE D INTERMODALITE	13 800,00	2 760,00	16 560,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2018	5189	634	14/08/2018	FAC. FCC1806039 DU 30/06/2018 SITUATION 4 PHASE 2 ETUDE POLE KB HOPITAL	900,00	180,00	1 080,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2018	5190	634	14/08/2018	FAC. BM18060406 DU 29/06/2018 SITUATION 4 PHASE 2 ETUDE POLE KB HOPITAL	3 750,00	750,00	4 500,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2020	6983	747	25/11/2020	FAC. 5 DU 12/10/2020 POLE KB ETUDE INTERMODALITE	6 000,00	1 200,00	7 200,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2020	6984	747	25/11/2020	FAC. FCC2009017 DU 30/09/2020 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERCOMODALITE	240,00	48,00	288,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031

Accusé de réception en préfecture
094-219401439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DU KREMLIN-BICETRE

ETUDE DU POLE D'ECHANGES DE LA GARE KREMLIN-BICETRE HOPITAL
CONVENTION 2024CONV317

Exercice	N° pièce	N° bord	Date pièce	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC	Marché	Lot	Code tiers	Libellé tiers	Fonction	Nature
2020	6985	747	25/11/2020	FAC. BM20090308 DU 30/09/2020 CO TRAITANT POLE KB ETUDE INTERMODALITE	1 680,00	336,00	2 016,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2021	2324	315	03/05/2021	FAC. 2021005 DU 04/03/2021 ACOMPTE 6 POLE KREMLIN-BICETRE ETUDE INTERMODALITE	5 250,00	1 050,00	6 300,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2021	2325	315	03/05/2021	FAC. 2021006 DU 04/03/2021 AVENANT 1 POLE KREMLIN-BICETRE ETUDE INTERMODALITE	14 900,00	2 980,00	17 880,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2021	2326	315	03/05/2021	FAC. FCC2103002 DU 04/03/2021 ACOMPTE 6 POLE KREMLIN-BICETRE ETUDE INTERMODALITE	210,00	42,00	252,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2021	2327	315	03/05/2021	FAC. FCC2103001 DU 04/03/2021 AVENANT 1 POLE KREMLIN - BICETRE ETUDE INTERMODALITE	1 175,00	235,00	1 410,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2021	6440	984	25/10/2021	FAC. BM21090161 DU 29/09/2021 ETUDE POLE KB HOPITAL D INTERMODALITE AVENANT 1	4 125,00	825,00	4 950,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2021	6441	984	25/10/2021	FAC. BM21090160 DU 29/09/2021 ETUDE POLE KB HOPITAL D INTERMODALITE	840,00	168,00	1 008,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2021	7512	1116	07/12/2021	FAC. 2021045 DU 12/10/2021 POLE KB HOPITAL ETUDE INSERTION STATION METRO 14	5 250,00	1 050,00	6 300,00			34622	URBANICA	820	2031
2021	8325	1218	24/12/2021	FAC. 2021055 DU 02/12/2021 ETUDE DU POLE ECHANGE DEU KREMLIN-BICETRE HOPITAL	2 250,00	450,00	2 700,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2021	8326	1218	24/12/2021	FAC. FC-C2112001 DU 01/12/2021 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL E TUDE	90,00	18,00	108,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2021	8327	1218	24/12/2021	FAC. BM21110356 DU 30/11/2021 CO TRAITANT POLE KB ETUDE INTERMODALITE	1 260,00	252,00	1 512,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031
2022	2716	367	16/05/2022	FAC. 2022011 DU 23/03/2021 CJ A VOIR AVEC SERVICE HORS MARCHE REALISATION D UNE PRESTATION AMO DOSSIER SUBV	4 900,00	980,00	5 880,00			34622	URBANICA	820	2031
2023	5608	606	10/10/2023	FAC. FC-C2304035 DU 27/04/2023 POLE DU KREMLIN-BICETRE HOPITAL ETUDE INTERMODALITE	60,00	12,00	72,00	PA16-19	001	34623	CERYX TRAFIC SYSTEM SAS	820	2031
2023	5609	606	10/10/2023	FAC. 2023013 DU 23/03/2023 CJ MANQUE FACTURES CO TRAITANTS ASSISTANCE MO DOSSIER DEMANDE SUBVENTION	1 500,00	300,00	1 800,00	PA16-19	001	34622	URBANICA	820	2031
2023	5610	606	10/10/2023	FAC. BM23080269 DU 30/08/2023 CO TRAITANT POLE KB HOPITAL ETUDE INTERMODALITE	420,00	84,00	504,00	PA16-19	001	15021	BUREAU ETUDE RECHERCHE INDUST MO	820	2031

Accusé de réception préfecture
094-219400439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

VILLE DU KREMLIN-BICETRE

ETUDE DU POLE D'ECHANGES DE LA GARE KREMLIN-BICETRE HOPITAL
CONVENTION 2024CONV317

Exercice	N° pièce	N° bord	Date pièce	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC	Marché	Lot	Code tiers	Libellé tiers	Fonction	Nature
2023	7199	785	28/11/2023	FAC. BM23100433 DU 31/10/2023 MAJ RATIOS PLAN DE FINANCEMENT ETUDE POLE GARE	1 500,00	300,00	1 800,00			38603	BERIM	820	2031
2024	808	78	27/02/2024	FAC. FACBI23-082 DU 26/12/2023 TRAVAUX PREPARATOIRES RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	1 750,00	350,00	2 100,00			38698	SAS COMBI RESAUX	510	2031
2024	2324	248	29/04/2024	FAC. 2024003 DU 12/01/2024 JOURNEE D ETUDE ET ENTRETIEN POLE KREMLIN-BICETRE	1 550,00	310,00	1 860,00			34622	URBANICA	510	2031
2024	3067	345	11/06/2024	FAC. 2024035 DU 23/05/2024 ASSISTANCE MAITRISE D OEUVRE POLE KREMLIN-BICETRE	1 050,00	210,00	1 260,00			34622	URBANICA	510	2031
				TOTAL GENERAL	**126 200,00**	**25 240,00**	**151 440,00**						

A Ivry-sur-Seine, le 03/06/2025

Le comptable public assignataire
Certifie la prise en charge dans sa comptabilité des dépenses
au titre du budget 24900 ainsi que leur règlement pour
un montant TTC de cent cinquante et un mille quatre cent quarante euros.

P.O.
Chloé LAMBERGER
Inspectrice des Finances Publiques
Service de Gestion Comptable d'Ivry-sur-Seine
94-96 rue Victor Hugo
94200 IVRY-SUR-SEINE

SGC D'IVRY-SUR-SEINE
94-96 Rue Victor Hugo
CS 90075
94205 IVRY-SUR-SEINE

Au Kremlin-Bicêtre, le

Le Maire,

MAIRIE du KREMLIN-BICETRE ★ Val-de-Marne (94) ★

Jean-François DELAGE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-075

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ESPACE PUBLIC - REMBOURSEMENT DES SOMMES AVANCEES DANS LE CADRE DES ETUDES LIEES AU POLE D'ECHANGE DE LA NOUVELLE STATION DE LA LIGNE 14 (HOPITAL BICETRE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sidi CHIAKH, adjoint au Maire, expose au Conseil :

En 2015, le Conseil municipal a sollicité une subvention de 100 000 euros auprès de la Société du Grand Paris (aujourd'hui Société des Grands Projets) et du STIF (aujourd'hui Île-de-France Mobilités), dans le cadre de l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la nouvelle station de la ligne 14 du métro (*Hôpital-Bicêtre*). La Ville a pu obtenir cette subvention. En 2017 et 2018, la Ville a obtenu un remboursement de 60 000 euros.
La Convention relative aux modalités et au financement de cette étude est devenue caduque en juin 2020, après avoir été prolongée une fois en février 2019. Le remboursement n'a donc plus été possible ensuite.
Or, depuis, de nouvelles sommes ont été engagées afin de finaliser ces études, et notamment afin d'étudier un dernier scénario d'aménagement qui a été approuvé par l'ensemble des acteurs décisionnaires.
Un comité de pilotage est venu valider en décembre 2023 un schéma de référence de l'aménagement du pôle d'échange multimodal de la station de métro. Celui-ci est paru en janvier 2025 et a également été validé. Un certificat concernant l'achèvement des études liées à l'aménagement de ce pôle a donc été signé par Monsieur le Maire en avril 2024. Il est joint en annexe de la délibération. La somme engagée lors de ces études étant supérieure à 100 000 euros, il est proposé au Conseil municipal de finaliser la procédure visant au remboursement de la somme manquante, qui s'élève à 40 000 euros, par la Société des Grands Projets. Un tableau en annexe vient récapituler l'ensemble de ces dépenses.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Sidi CHIAKH, adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code des transports ;
Vu la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée dite loi MOP ;
Vu la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;
Vu la délibération n°2015-112 du 17 décembre 2015 relative à l'étude du pôle d'échanges de la nouvelle station ligne 14 « Kremlin Bicêtre Hôpital » ;
Vu la convention 2016CONV075 du 15 juin 2016 relative aux modalités de réalisation et au financement de l'étude du pôle d'échanges de Kremlin-Bicêtre Hôpital ;
Vu son avenant numéro 1 relatif à la prolongation de cette convention du 22 juillet 2019 ;
Vu le budget communal,
Vu le tableau récapitulatif des dépenses ci-annexé,
Vu le certificat de l'achèvement des études de pôle ci-annexé,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'autoriser la mise en œuvre de la procédure visant à obtenir le remboursement de 40 000 euros auprès de la Société des Grands Projets.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment le protocole d'Accord Relatif à la régularisation de l'étude du pôle d'échanges de la gare Kremlin-Bicêtre Hôpital, dont la Société des Grands Projets sera cosignataire.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-075-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OP868

CONVENTION DE PORTAGE FONCIER
ENTRE LE SAF 94 ET LA COLLECTIVITE

ENTRE,

Le Syndicat mixte d'Action Foncière du département du Val-de-Marne (SAF 94), créé par arrêté du Préfet du Val-de-Marne en date du 31 octobre 1996, dont le siège est à l'Hôtel du Département avenue du Général de Gaulle à CRETEIL (94000) et les bureaux à Choisy-le-Roi, 27 rue Waldeck Rousseau, représenté par son Président, Monsieur Charles ASLANGUL, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la délibération du Bureau Syndical du 19 mars 2024,

ET,

La Collectivité, soit la Commune du KREMLIN-BICETRE, représentée par son Maire, Monsieur Jean-François DELAGE, dûment autorisé à agir aux présentes en vertu de la délibération du Conseil Municipal N° 2024-001 en date du 22 janvier 2024.

Les obligations des parties découlant de la présente convention concernent explicitement l'acquisition du bien visé par l'arrêté du Président du SAF 94 en date du **13 décembre 2024** et par délibération du Conseil Municipal de la Ville du KREMLIN-BICETRE en date du **19 juin 2025**.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Située aux portes de Paris, au cœur de la Métropole, au nord de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, la commune du Kremlin-Bicêtre bénéficie d'une bonne desserte en transport en commun ou routière ainsi qu''un bassin d'emploi important qui favorisent son développement et sa mutation.

De nombreux aménagements ont été réalisés depuis une vingtaine d'années qui ont permis de créer, autour de l'axe historique de l'avenue de Fontainebleau, un centre-ville présentant toutes les aménités urbaines : requalification de l'avenue, création d'un centre commercial et d'affaires autour d'une place urbaine, réalisation du bâtiment emblématique l'Écho occupé par la médiathèque et destiné à accueillir un conservatoire de danse et musique.

La Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite poursuivre la mutation de cette polarité centrale ainsi que dans le tissu urbain existant ou à renouveler, en s'appuyant sur une nouvelle stratégie de requalification commerciale, stratégie établie en partenariat avec la SEMAEST, désormais dénommé SEM Paris Commerces, aménageur parisien spécialisé dans la revitalisation commerciale des centres-villes.
La SEM Paris Commerces (anciennement SEMAEST) a ciblé plusieurs périmètres pour lesquels une action foncière sur le long terme, est indispensable pour garantir cette requalification. La galerie Grand Sud fait partie de ces périmètres. La Ville du Kremlin-Bicêtre, le SAF 94 et la SEM Paris Commerces (anciennement SEMAEST) ont signé une convention de partenariat afin de mettre en œuvre la politique de maitrise de l'offre commerciale.

Aussi, une convention d'action foncière pour les périmètres « 14 JUILLET/GENERAL LECLERC », « AVENUE DE FONTAINEBLEAU » et « EUGENE THOMAS » a été signée en date du 19 juin 2023 entre la Ville et le SAF 94.

C'est dans ce cadre que la Ville du KREMLIN-BICETRE a sollicité le SAF 94 pour l'acquisition par voie de préemption dudit bien comprenant **les lots n°15, 16 et 9 de la copropriété sise 19 rue du Général Leclerc,** parcelle cadastrée section **D n° 10 d'une superficie de 180 m².**

Par arrêté en date du **13 décembre 2024**, le Président du SAF 94 a décidé de l'acquisition par voie de préemption dudit bien en vue d'en assurer le portage conformément aux objectifs de ses statuts.

En vertu de sa délibération en date du **19 juin 2025**, le Conseil Municipal de la Ville du KREMLIN-BICETRE a autorisé la signature de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Conformément au règlement du SAF 94, la durée du portage dans ce secteur s'établit à **12 ans**, à compter de la date de signature de l'acte authentique relatif à cette acquisition réalisée le **13 février 2025.**

La durée de validité de la présente convention de portage s'étend donc jusqu'au **13 février 2037**.

PREAMBULE

L'acquisition par voie de préemption de ce bien, **comprenant les lots n° n°15, 16 et 9 de la copropriété sise 19 rue du Général Leclerc,** parcelle cadastrée section **D n° 10** d'une surface de **180 m²,** s'effectue au **prix total** de **170 000 €.**

Les obligations des parties détaillées respectivement dans le règlement du SAF 94, et dans la convention de partenariat entre la ville du Kremlin-Bicêtre, le SAF 94 et la SEM Paris Commerces (anciennement SEMAEST) rappelées ci-après, prennent effet à compter du **13 février 2025**, date de signature de l'acte authentique constatant le transfert de propriété du dit bien au SAF 94.

OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

Article 1 : La Collectivité s'engage à inscrire à son budget et à verser effectivement au SAF 94, au moment du paiement de l'acquisition, le montant de sa participation fixée à 20 % du prix d'acquisition, soit **34 000 €.**

Article 2 : La Collectivité s'engage à inscrire à son budget 50 % du montant des intérêts du prêt contracté pour la durée du portage, ainsi que l'ensemble des frais de dossier afférant à la souscription dudit prêt.

La liquidation des bonifications s'effectuera sur la base de l'appel de fonds établi par le SAF 94 tel qu'il résulte des tableaux d'amortissement des emprunts et, au besoin, de tous documents des établissements prêteurs les complétant ou les réajustant. La Collectivité s'engage sans délai, après communication de l'avis de virement bancaire attestant du paiement des intérêts, effectué par le SAF 94, à mandater ces sommes.

A la demande de la Collectivité, le SAF 94 s'engage à communiquer le tableau des amortissements.

Toutefois, en cas de refus du Conseil Départemental de participer à l'opération envisagée, la Collectivité s'engage à prendre en charge et à inscrire à son budget la totalité des charges résultant de ce refus, soit 100 % du montant des intérêts du prêt contracté pour la durée du portage.

Article 3 : La Collectivité s'engage à rembourser au SAF 94 sans délai le montant de toutes les taxes locales pour lesquelles le SAF 94 est imposé en sa qualité de propriétaire du bien objet de la présente convention après communication par ce dernier des éléments attestant du paiement de ces sommes.

Toutefois, ne sont pas concernées par le présent article toutes sommes qui feraient l'objet d'un remboursement prévu dans le cadre d'un éventuel contrat de location établi pour le bien objet.

Article 4 : A défaut du respect de la couverture des charges visées aux articles 1, 2, et 3, la Collectivité s'expose aux pénalités prévues à l'article 17 de la présente convention et énoncées dans le règlement du SAF 94.

Article 5 : Conformément au règlement du SAF 94, la Collectivité s'engage à délibérer au moins quatre mois avant le terme de la présente convention sur le rachat du bien objet, par elle-même ou son substitué.

La signature de l'acte de vente devra intervenir au plus tard deux mois avant l'échéance du portage.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OBLIGATIONS DU SAF 94

Article 6 : Le SAF 94 s'engage à solliciter l'intervention financière du Département et à informer en retour la Collectivité des suites données par ce dernier fixant ainsi les conditions des financements tels que précisés aux articles 1 et 2.

Article 7 : Le SAF 94 s'engage à financer sur ses fonds propres toute somme nécessaire au paiement de l'acquisition dudit bien majoré des frais d'acte, après déduction de la participation de la Collectivité mentionnée à l'article 1 et du montant emprunté.

Compte tenu du montant de la participation de le collectivité fixée à 20 % du prix d'acquisition, prévue à l'article 1, le montant emprunté ne peut excéder 60 % du coût total d'acquisition estimatif, soit le prix d'acquisition majoré des frais d'acte estimatifs.

Article 8 : Le SAF 94 s'engage à rétrocéder à la Collectivité ou à son substitué les propriétés ou unités foncières acquises à tout moment, pour tout ou partie, avant la date d'expiration de la présente sur demande de la Collectivité et au plus tard à la date d'expiration de la présente convention.

Toutefois, il est spécifié que dans le cadre de ce portage relatif à la commercialisation de cellule commerciale, un équilibre financier entre les dépenses au SAF 94 et les recettes locatives perçues doit être trouvé (détaillé aux articles 11). En cas de revente anticipée de ladite cellule commerciale, la non-perception des recettes locatives seraient alors dues.

Ce point est détaillé dans les articles relatifs à la « Gestion et à la commercialisation du bien »

Article 9 : Le SAF 94 s'engage, dès encaissement de la totalité du montant de la cession, à ne plus appliquer l'article 2 pour les échéances des intérêts d'emprunt ultérieures à cette date.

GESTION ET COMMERCIALISATION DU BIEN

Article 10 : Le SAF 94 assurera les missions suivantes :

- la maîtrise d'ouvrage des travaux de requalification des locaux, sauf si la collectivité ou le futur locataire commercial preneur s'engage à l'assurer et la financer,
- la gestion locative des locaux, à savoir : quittancement, représentation aux AG, gestion des charges, maintenance des locaux pour les grosses réparations, gestion des contentieux,
- l'éviction commerciale des locataires commerciaux encore en place à l'acquisition. Ladite éviction fera alors l'objet d'une convention de portage foncier spécifique à établir entre la collectivité et le SAF 94,
- la rédaction et la négociation du bail ou des baux commerciaux avec le ou les porteur(s) de projet (locataire(s) commercial(aux)).

Article 11 : Dans le cadre de cette convention spécifique un équilibre budgétaire doit être trouvé. Aussi, une projection financière est établie à l'acquisition de la cellule commerciale :

- si un équilibre financier est trouvé entre les dépenses effectuées par le SAF 94 et les recettes locatives prévisionnelles, alors le solde du compte de gestion bénéficiaire sera conservé par le SAF 94,
- **si aucun équilibre financier n'est trouvé entre les dépenses effectuées par le SAF 94 et les recettes locatives prévisionnelles, mais que la collectivité a souhaité malgré tout que le SAF 94 se porte acquéreur de la cellule commerciale, le compte de gestion sera alors établi et apuré par la collectivité annuellement,**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- si durant le portage un déséquilibre financier était constaté, dans les cas d'une vacance de ladite cellule commerciale, des impayés, des charges de copropriété importantes, alors le solde déficitaire du compte de gestion sera dû par la collectivité ou son substitué à l'issue du portage.

Le compte de gestion détaillera :

11-1 En dépenses :

- l'ensemble des travaux d'aménagement de la cellule commerciale en vue de sa commercialisation.
- l'ensemble des frais liés à la commercialisation à savoir :
  - les frais de la SEM Paris Commerces (anciennement SEMAEST) pour son accompagnement relatif à la commercialisation (ces frais sont partagés entre le porteur de projet (locataire commercial) et le SAF 94 (propriétaire)),
  - les frais des diagnostics techniques obligatoires pour la mise en location,
  - les frais juridiques de rédaction du bail commercial,
  - les autres frais divers.

- l'ensemble des taxes locales qui ne seraient pas prises en charge par le locataire commercial,
- l'ensemble des frais annexes tels que frais de procédure non liés à l'acquisition ou l'éviction (avocat, huissier, notaire, etc), les diagnostics techniques obligatoires pour la revente,
- les frais bancaires relatifs à l'emprunt contracté et à l'éventuel remboursement anticipé de l'emprunt,
- les frais d'assurance,
- les frais d'entretien n'incombant pas au locataire commercial,
- les frais de sécurisation de la cellule commerciale en cas de vacance de cette dernière,
- les charges et les travaux de la copropriété.

Et pour mémoire :

- l'ensemble des taxes et des frais financiers (résultant de la mobilisation des emprunts) ayant été payé par le SAF 94.

11-2 En recettes :

- le montant des bonifications lorsqu'elles sont octroyées par le Département,
- les recettes qui résultent des remboursements par la Collectivité de l'ensemble des taxes et des frais financiers.

11-3 : Liquidation du compte de gestion : déficitaire

Le solde du compte de gestion, si ce dernier s'avère finalement déficitaire pour l'ensemble du bien tel qu'il résultera des états annuels le détaillant, sera à apurer indépendamment du compte de cession par la Collectivité ou son substitué qu'elle aura désigné.

Par ailleurs, la Collectivité s'engage, à défaut d'une prise en charge par son substitué, à régler l'ensemble des dépenses dans le cadre de cette gestion, y compris les dépenses qui pourraient se présenter au-delà de la date de signature de l'acte de vente.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SITES ET SOLS POLLUES

Article 12 :

Article 12-1 : Il est rappelé que l'acquisition, objet des présentes, peut nécessiter la conduite préalable par le SAF 94 d'une étude des risques en matière de pollution. En cas de nécessité, il a été décidé entre les contractants que le coût de cette étude sera remboursé par la Collectivité au cours de l'exercice budgétaire en cours, après accord préalable de la Collectivité sur le montant de la dépense.

Article 12-2 : Il est convenu entre les signataires à la convention :

- qu'en cas d'étude(s) et de travaux de dépollution confiés au Syndicat, par la Collectivité, durant le portage, les coûts en résultant ne pourront rester à la charge du SAF et seront remboursés par la Collectivité au cours de l'exercice budgétaire en cours, après accord préalable de la Collectivité sur le montant de la dépense.
- qu'au regard de la législation sur l'environnement, la responsabilité du Syndicat, en tant que propriétaire, est susceptible d'être engagée et qu'en conséquence les éventuels coûts résultant de cette responsabilité seront remboursés par la Collectivité.

FORMATION DU PRIX

Article 13 : Prix de cession

La formation du prix de cession est définie et détaillée dans le règlement du SAF 94, et rappelée comme suit :
Il est établi sur la base du coût total d'acquisition, à savoir le prix de l'acquisition et/ou de l'indemnité d'éviction faisant l'objet d'une convention de portage foncier spécifique majoré de tous frais d'actes (frais d'acte notariés, frais de procédure liés à l'acquisition et d'éviction).

Le SAF 94 percevra sur chaque cession, au titre de sa rémunération, une somme forfaitaire équivalant à 4 % calculée sur ce coût total.

La participation de 10 % du prix de chaque acquisition, mentionnée à l'article 1, sera restituée à la Collectivité aussi bien en cas de revente à un opérateur, qu'en cas de revente à la Collectivité.

La Collectivité devra le prévoir dans sa délibération autorisant la cession du bien objet de la convention.

Article 14 : Remboursement des frais de démolition

En cas de démolition, l'ensemble des frais engagés (études, travaux, frais juridiques…) feront l'objet d'un compte annexe qui sera à apurer indépendamment de la cession par la Collectivité ou l'opérateur qu'elle aura désigné.

LITIGES ET PENALITES

Article 15 : Pénalité de retard de paiement

La Collectivité s'oblige à effectuer le mandatement du prix de vente au plus tard à l'issue du délai d'un mois à compter du retour de publication de l'acte de vente.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Dans l'hypothèse où l'acte ne serait pas publié dans les trois mois de la signature, la Collectivité aura un délai d'un mois pour le mandatement, soit un délai de quatre mois maximum à compter de la signature pour payer le prix de vente.

A défaut de respect des délais impartis pour le mandatement en vertu de ce qui précède, la Collectivité sera redevable envers le SAF 94 d'une pénalité irréductible et forfaitaire d'un montant de Six Cent Cinquante Euros (650 €) par jour de retard à compter du délai de 4 mois ci-dessus visé.

Article 16 : La Collectivité se verra appliquer des pénalités conformément au règlement du SAF 94 dans chacun des cas suivants :

- le non-respect de l'objet de destination de l'acquisition au regard des statuts du Syndicat,
- le rachat du foncier par la Collectivité sans réalisation d'une opération,
- la résiliation unilatérale de la convention par la Collectivité,
- sauf exception motivée nécessitant l'accord des deux parties, la réalisation d'une plus-value sur les biens cédés lors de leur revente par la Collectivité à un prix supérieur à 10 % du prix d'acquisition réalisée auprès du SAF 94.

Si le bien se trouve situé dans une opération d'aménagement comprenant d'autres terrains que ceux portés par le SAF, ces dépenses seront prises en compte pour la part s'imputant au bien concerné.

En cas de division parcellaire et de ventes partielles de terrains, le constat d'une éventuelle plus-value sera dressé globalement pour l'opération en fin de portage au moment de la cession, par le SAF 94 à la Collectivité ou à son substitué, de la dernière parcelle.

Article 17 : Dans chacun des cas énumérés à l'article précédent, la Collectivité se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 5.5 du règlement du SAF 94.

Le prix de cession sera également majoré d'une somme forfaitaire correspondant à 20 % de ce montant.

Article 18 : L'énoncé des dispositions ci-dessus décrites aux articles 15, 16, 17 et au règlement du SAF 94, fera l'objet d'une mention obligatoire dans les actes de vente et s'imposeront à la Collectivité -ou à son substitué- qui s'engage à assumer financièrement ces pénalités.

Article 19 : En cas de non-respect de l'article 5 de la présente convention, relatif à l'obligation de rachat par la Collectivité du foncier, la présente convention est considérée comme caduque, le SAF 94 sera alors seul décisionnaire quant au choix du projet et de l'opérateur. Au titre de l'indemnisation du préjudice la participation de la Collectivité ne sera alors pas restituée.

Article 20 : La juridiction compétente pour juger des éventuels litiges surgissant de l'application de la présente convention est le tribunal administratif de MELUN.

Fait à Choisy-le-Roi, en deux exemplaires, le xxxxx 2025

Le Maire du KREMLIN-BICETRE,
Monsieur Jean-François DELAGE

Le Président du SAF 94,
et par délégation,
La Directrice du SAF 94,
Claire LE GALL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-076

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Commerce - Approbation de la convention de portage foncier pour l'acquisition par le Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne du local commercial sis 19, rue du Général Leclerc

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Véronique Gestin, adjointe au Maire expose au Conseil :

La commune du Kremlin-Bicêtre est membre du Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne (SAF 94) depuis 1997.
Dans le cadre de sa politique commerciale et compte-tenu de l'évolution du tissu commercial kremlinois, la commune a souhaité faire appel au SAF 94 pour l'accompagner dans des opérations de portage foncier afin d'engager un projet global de revitalisation de son commerce.
Ainsi, le Conseil Municipal du 13 avril 2023 a autorisé le Maire à signer deux conventions d'action foncière avec le SAF 94, l'une pour l'acquisition de locaux dans la galerie Grand Sud et l'autre pour des locaux du centre-ville, selon cinq périmètres dont l'un concerne la rue du Général Leclerc.
Cette deuxième convention a été passée pour un montant maximum de 5 millions d'euros et une durée de portage de 12 ans à compter de la signature de chacun des actes d'acquisition.
La participation de la Ville pour chaque acquisition est à hauteur de 10 % des investissements auxquels s'ajoute la prise en charge de 50 % à 100 % des intérêts d'emprunt.

La présente convention concerne l'acquisition par voie de préemption d'un local commercial située au 19, rue du Général Leclerc réalisée par le SAF94 le 13 février 2025, au prix de la DIA, soit 170 000 €.

Dans le cadre de cette première opération dans le centre-ville, afin de fixer les obligations de chaque partie, il convient de signer une convention de portage foncier spécifique dont les conditions financières sont les suivantes :

- Une participation de la Ville à hauteur de 20 % du prix d'acquisition, soit 34 000 €,

- Une participation de la Ville à hauteur de 50 % ou 100 % selon l'intervention financière du Département, au remboursement des intérêts de l'emprunt contracté par le SAF94,

- Un remboursement de la Ville des taxes locales pour lesquelles le SAF94 sera imposé en sa qualité de propriétaire des biens,

- Le SAF 94 percevra sur chaque acquisition, au titre de sa rémunération, une somme forfaitaire de 4 %.

La convention de portage qui prend effet à la date d'acquisition du bien est prévue jusqu'au 13 février 2037.
Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver la convention de portage foncier et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Véronique Gestin, adjointe au Maire,
VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2121-29,
VU le code de l'urbanisme,
VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville du Kremlin-Bicêtre,
VU la délibération N° 2023-016 du Conseil Municipal du 13 avril 2023 autorisant la signature des conventions d'action foncière entre le SAF 94 et la Ville,
VU la convention d'action foncière pour la revitalisation des commerces du centre-ville signée le 19 juin 2023 par le SAF 94 et la Ville, et notamment son article 8 qui précise que chaque acquisition réalisée au sein du périmètre fera l'objet d'une convention de portage foncier,
VU le projet de convention de portage foncier entre le SAF94 et la Ville,
CONSIDERANT la nécessité d'une action foncière publique pour la diversification du commerce kremlinois,
CONSIDERANT la décision n°2023-10-10_3322 portant délégation de l'exercice du Droit de Préemption Urbain, pris par le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre, en date du 10 octobre 2023, déléguant l'exercice du droit de préemption urbain au bénéfice du SAF 94 afin d'assurer la maîtrise des murs et des lots d'usage commerciaux sur les périmètres « 14 juillet / Général Leclerc », « avenue de Fontainebleau », « avenue Eugène Thomas »,
CONSIDERANT l'exemption de l'avis des Domaines pour les acquisitions par voie de préemption inférieures à 180 000 €,
CONSIDERANT l'acquisition par voie de préemption le 13 février 2025 du local concerné au prix de 170 000 €,
CONSIDERANT qu'il convient de conclure une convention de portage foncier pour l'acquisition de ce local
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la convention de portage foncier relative à cette acquisition et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à la signer.

Article 2
Les dépenses sont inscrites sur le budget 2025.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-076-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial

19, rue du Général Leclerc

94270 LE KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sommaire

1. **Préambule** **P 3**

2. **Procédure de rétrocession** **P 3**

3. **Présentation de la ville** **P 3**

4. **Description du local concerné par la cession du bail commercial** **P 6**

5. **Conditions de cession du fonds de commerce** **P 8**

6. **Organisation de la procédure** **P 8**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. Préambule

Depuis plusieurs années, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée dans une politique active, en faveur d'une diversification et d'une redynamisation du commerce local et des services de proximité. Son objectif est de maintenir de l'activité commerciale et artisanale, afin de répondre aux besoins exprimés par la population.

2. Procédure de rétrocession

Le présent cahier des charges a été approuvé par délibération du conseil municipal et comporte les clauses permettant d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité artisanale et commerciale.

La Ville publie un avis de rétrocession par affichage, 15 jours au moins, comportant un appel à candidatures, la description du fonds, le prix proposé et mentionnant la possibilité de consulter le cahier des charges en mairie. Celui- ci figure par ailleurs sur le site de la Ville.

3. Présentation de la ville

3.1 Localisation et desserte

Située aux portes de Paris, le Kremlin-Bicêtre est implantée au cœur de la métropole, en entrée du territoire du sud métropolitain.

La commune est très bien desservie par les transports collectifs avec la station de métro « Kremlin-Bicêtre » de la ligne 7 et la gare « Hôpital Bicêtre» de la ligne 14 ouverte depuis juin 2024. La ville bénéficie également d'une desserte routière importante avec l'A6 en bordure de territoire, l'axe central constitué par la RD7 et le boulevard périphérique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin-Bicêtre est une ville dynamique et en pleine mutation : de nombreux aménagements ont été réalisés depuis une vingtaine d'années qui ont permis de créer, autour de l'axe historique de l'avenue de Fontainebleau, un centre-ville présentant toutes les aménités urbaines : requalification de l'avenue, création d'un centre commercial et d'affaires autour d'une place urbaine, réalisation du bâtiment emblématique « l'Echo » occupé par la médiathèque et destiné à accueillir un conservatoire de danse et de musique.

L'objectif de cette préemption de fonds de commerce par la ville du Kremlin-Bicêtre est de poursuivre cet objectif de mutation, de dynamisme et d'innovation.

3.2 Population

Le Kremlin-Bicêtre compte plus de 25 000 habitants, c'est autant de consommateurs pour moins de 2 km², ce qui permet à la ville de constituer un véritable cluster de consommation. Avec de nombreux plans urbains de modernisation qui vont permettre à la population kremlinoise d'accueillir des milliers d'habitants d'ici quelques années.

Ces nouveaux habitants vont devenir des consommateurs réguliers des commerces locaux. Cette dynamique démographique positive va donc conduire à renforcer l'attractivité commerciale de la ville.

De plus la commune bénéficie de la présence de la faculté de médecine de l'Université de Paris-Saclay, qui compte plus de 6 000 étudiants, ainsi que des écoles d'ingénierie informatique de l'EPITA EPITECH.

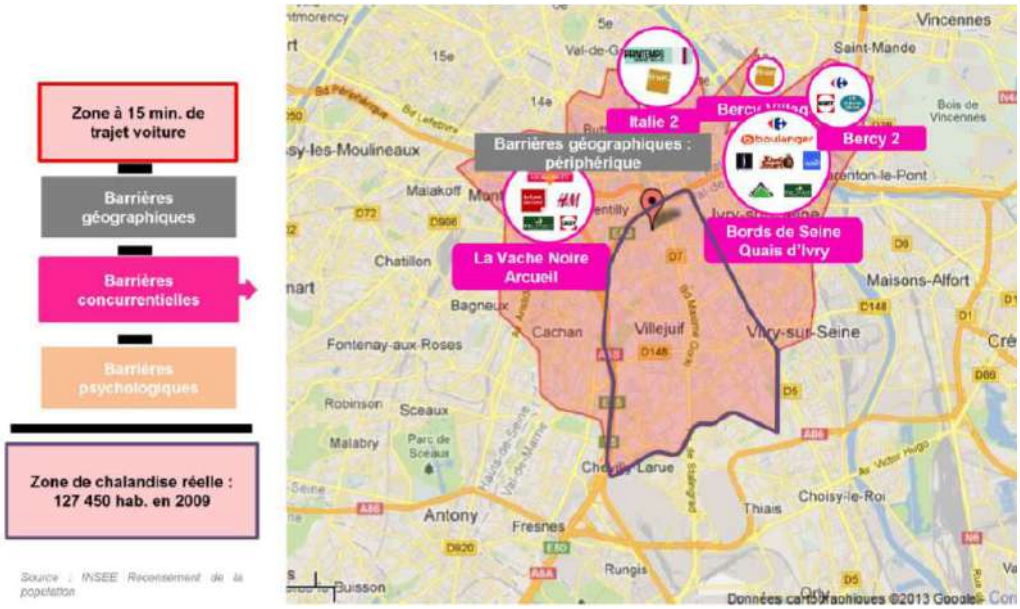
3.3 Environnement commercial concurrentiel

Le Kremlin-Bicêtre est entouré de nombreux centres commerciaux particulièrement importants :

- La Vache Noire, à Arcueil
- Italie 2, au niveau de la Place d'Italie, Paris 13ème
- Bercy 2, à Charenton Le Pont
- Quai d'Ivry
- Villejuif 7
- Belle Epine, à Thiais
- Thiais Village

Toutefois, tous ces centres commerciaux restent à une certaine distance de la ville et ne sont pas privilégiés pour les dépenses hebdomadaires des Kremlinois, qui ont tendance à préférer les commerces locaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



3.4 Tissu économique de proximité

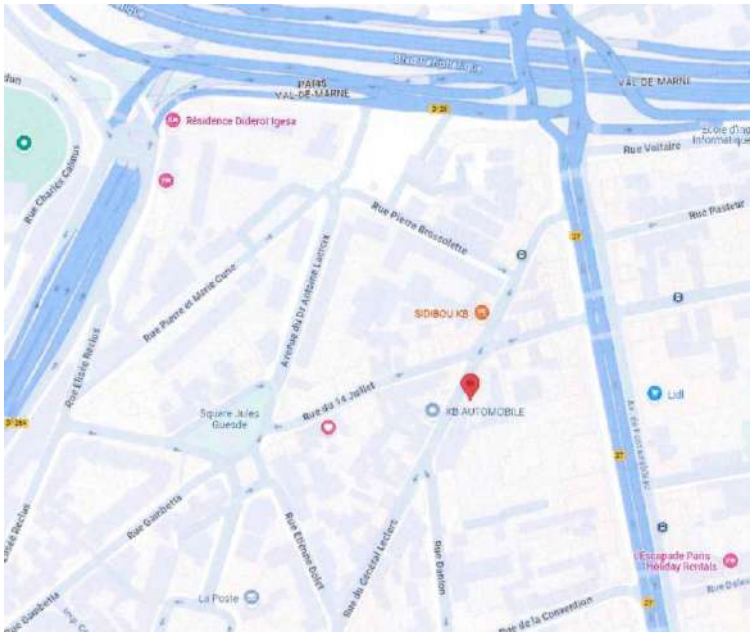
La ville du Kremlin-Bicêtre recense plus de 250 commerces dont le centre commercial Okabe, et son grand magasin Auchan.

Ces activités commerciales se répartissent principalement sur 4 axes commerciaux :

- Le long de l'avenue de Fontainebleau (RD7)
- L'avenue Eugène Thomas
- La rue Roger Salengro
- La rue du général Leclerc / rue du 14 juillet

4. Description du local concerné par la cession du fonds de commerce

4.1 Localisation

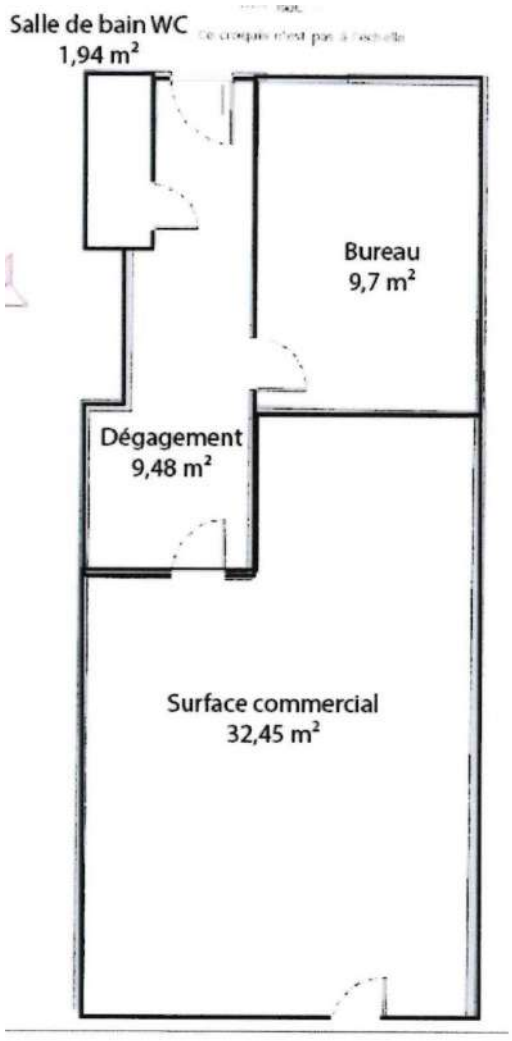


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.2 Description du commerce

Le local actuel mesure 63,07 m² et se compose de : une surface commerciale de 34,45m², d'un dégagement de 9,48m², d'un bureau de 9,7 m², d'une salle d'eau / WC de 1,94m² et d'une cave de 9,5m²

Plan du local actuel :



4.3 Nature et conditions du bail commercial

Il n'est pas spécialisé. La nouvelle spécialisation devra avoir l'accord du bailleur.

Le loyer est fixé à 1 200 € HT et HC/ mois, soit 14 400 € HT et HC/an

Charges : 93,83 € TTC/mois, soit 1 126 € TTC/an

Le dépôt de garantie est actuellement de 3 600 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5. Conditions de cession du bail commercial

Le projet d'acquisition du bail commercial de ce local vacant s'inscrit dans la volonté de la ville du Kremlin-Bicêtre d'améliorer la qualité de ses commerces, aussi bien en ce qui concerne l'objet du futur commerce, ou encore en termes esthétique.

Par ailleurs, la Ville souhaite diversifier son offre de commerce afin de répondre au mieux aux besoins de sa population

Le commerçant devra ainsi veiller à l'aspect qualitatif du choix de ses produits, du type de mobilier, de la couleur de la devanture, etc… il devra également veiller à limiter les nuisances sonores liées à son activité.

L'intégralité des frais de notaire dans le cadre de la rétrocession du bail commercial est à la charge du preneur.

6. Organisation de la procédure

La Ville lance la présente consultation par le biais de ce cahier des charges. Le service Commerce sera l'interlocuteur principal, joignable à l'adresse :

commerces@ville-kremlin-bicetre.fr

Une visite du local sera possible pendant toute la durée de l'appel à candidatures. Le rendez-vous sera pris par mail.

Le bail commercial actuel et le Règlement de copropriété seront consultables sur demande par mail, au service Commerce.

Le projet du candidat devra être fourni sous format papier. Les dossiers de candidatures seront adressés sous enveloppe cachetée à l'attention de :

Monsieur le Maire du Kremlin-Bicêtre

Hôtel de Ville

1, Place Jean-Jaurès, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Par courrier avec accusé de réception ou par dépôt en main propre au service Commerce contre récépissé (10, rue Etienne Dolet).

6.1 Constitution du dossier

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Présentation du projet commercial
- Un dossier technique de présentation du repreneur avec avant-projet : présentation de l'activité prévue, plan de financement et compte de résultat prévisionnel
- Un visuel des projets d'aménagement intérieur / extérieur, plans à l'échelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- L'extrait Kbis de la société ou les projets de statuts dans le cas où la société serait en cours de création
- L'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers
- Copie de la carte d'identité
- Le statut matrimonial du repreneur
- Avis d'imposition actuel du candidat
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Une proposition financière relative à la rétrocession du bail commercial

6.2 Critères de sélection

Le choix du dossier retenu est déterminé selon les critères suivants :

- Qualité du projet commercial (60%)

Adéquation entre le projet du repreneur et l'offre commerciale déjà existante.

Qualité et originalité du concept proposé

Qualité des aménagements proposés (intérieurs comme extérieurs)

- Viabilité économique du projet (40%)

Solidité financière du candidat (financement, pérennité de l'activité, apport…)

Caractère réaliste du business plan

6.3 Choix du cessionnaire

Après analyse des dossiers réputés complets au sens du présent cahier des charges, la Ville du Kremlin-Bicêtre se réserve le droit d'auditionner les candidats et de solliciter des précisions, des évolutions et des modifications aux projets proposés. Ainsi, un rendez-vous pourra être organisé par la Ville, en présence des élus et des services concernés, au cours duquel sera présenté le projet.

Dans cette hypothèse, et à l'issue de ce dialogue, les candidats déposeront éventuellement leur projet modifié.

La Ville du Kremlin-Bicêtre choisira le projet répondant le mieux aux critères énumérés dans le présent cahier des charges.

Au cours de toutes les phases de la présente consultation, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'entourera de tout tiers qui lui semblera nécessaire pour lui apporter expertise et aide dans l'analyse de dossiers de candidatures.

Les candidats s'engagent à ne pas communiquer sur leur projet pour le local pour lequel ils candidatent sans l'accord de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La décision du choix du cessionnaire s'effectuera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (art. R214-14) : « La rétrocession est autorisée par délibération du Conseil Municipal indiquant les conditions de la rétrocession et les raisons du choix du cessionnaire ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-077

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Commerce – Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial sis 19, rue du Général Leclerc

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Véronique Gestin, adjointe au Maire expose au Conseil :

Le maintien et la diversification du commerce de proximité est un puissant enjeu de développement local pour la commune du Kremlin-Bicêtre qui connait, comme de nombreuses communes franciliennes, une évolution de son appareil commercial, en lien avec les conséquences économiques et sociales post crise sanitaire d'une part, et de nouveaux modes de consommation d'autre part.
La Ville s'engage activement auprès des commerçants dans un objectif de promotion du commerce et au service des besoins de la population.

Dans le cadre de sa politique commerciale et compte-tenu de l'évolution du tissu commercial kremlinois, la commune a souhaité faire appel au SAF 94 pour l'accompagner dans des opérations de portage foncier afin d'engager un projet global de revitalisation de son commerce.
Ainsi, le Conseil Municipal du 13 avril 2023 a autorisé le Maire à signer deux conventions d'action foncière avec le SAF 94, l'une pour l'acquisition de locaux dans la galerie Grand Sud et l'autre pour des locaux du centre-ville, selon cinq périmètres dont l'un concerne la rue du Général Leclerc.

Cette deuxième convention a été passée pour un montant maximum de 5 millions d'euros et une durée de portage de 12 ans à compter de la signature de chacun des actes d'acquisition.

Le SAF, par arrêté n°2024-132 en date du 13 décembre 2024 a décidé d'exercer son droit de préemption pour le local sis 19, rue du général Leclerc au prix de 170 000 €
L'acte de cession au bénéfice du SAF est intervenu le 13 février 2025.
Aujourd'hui, la ville souhaite céder le droit au bail à un porteur de projet. La procédure inscrite dans le Code de l'urbanisme veut que la cession du droit au bail s'effectue via un cahier des charges qui fixe les conditions de la rétrocession.

Les principales modalités du cahier des charges annexé à la présente délibération sont les suivantes :

- Le local mesure 63,07 m², dont 34,45 m² de surface commercial, un dégagement de 9,48m², un bureau de 9,7m², un WC de 1,94m² et une cave de 9,5 m² ;
- Rédaction d'un nouveau bail ouvert à toute activité artisanale ou commerciale ;
- Loyer fixé à 14 400 € HT et HC par an et 1126 € de charges par an ;
- Dépôt de garantie de 3 600 € ;
- Le choix du cessionnaire sera déterminé à 60% par la qualité du projet commercial et à 40% par sa viabilité économique.

Après avoir entendu l'exposé de Véronique GESTIN
VU la loi n° 2005-882 du 2 aout 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 214-1 à L 214-3, R 214-11 et suivants ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 juin 2015 ;
VU la délibération du Conseil municipal n°2025-076 en date du 19 juin 2025 approuvant la convention de portage foncier pour l'acquisition par le Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne sis 19, rue du Général Leclerc ;
VU le cahier des charges de rétrocession du bail commercial du local sis 19, rue du Général Leclerc ;
CONSIDERANT que la Ville du Kremlin-Bicêtre, sur la base de diagnostics de l'offre commerciale, dont celui réalisé en 2021 par la SEM PARIS COMMERCE, définit une stratégie de redynamisation du commerce notamment en centre-ville ;
CONSIDERANT la position stratégique du local rue du Général Leclerc ;
CONSIDERANT l'évolution et la mutation commerciale de la rue du Général Leclerc;
CONSIDERANT le souhait de la Ville de diversifier son offre commerciale,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver le cahier de charges de rétrocession du bail commercial du bien situé 19, rue du Général Leclerc définissant les conditions de la rétrocession et les critères de sélection qui présideront au choix du cessionnaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure d'appel à candidatures.

Article 3 : Précise qu'un avis de rétrocession sera publié en mairie par voie d'affichage pendant une durée de quinze jours.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICETRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-077-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial

25 bis, avenue Eugène Thomas

94270 LE KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sommaire

1. **Préambule** **P 3**

2. **Procédure de rétrocession** **P 3**

3. **Présentation de la ville** **P 3**

4. **Description du local concerné par la cession du bail commercial** **P 6**

5. **Conditions de cession du fonds de commerce** **P 8**

6. **Organisation de la procédure** **P 8**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. Préambule

Depuis plusieurs années, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée dans une politique active, en faveur d'une diversification et d'une redynamisation du commerce local et des services de proximité. Son objectif est de maintenir de l'activité commerciale et artisanale, afin de répondre aux besoins exprimés par la population.

2. Procédure de rétrocession

Le présent cahier des charges a été approuvé par délibération du conseil municipal et comporte les clauses permettant d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité artisanale et commerciale.

La Ville publie un avis de rétrocession par affichage, 15 jours au moins, comportant un appel à candidatures, la description du fonds, le prix proposé et mentionnant la possibilité de consulter le cahier des charges en mairie. Celui- ci figure par ailleurs sur le site de la Ville.

3. Présentation de la ville

3.1 Localisation et desserte

Située aux portes de Paris, le Kremlin-Bicêtre est implantée au cœur de la métropole, en entrée du territoire du sud métropolitain.

La commune est très bien desservie par les transports collectifs avec la station de métro « Kremlin-Bicêtre » de la ligne 7 et la gare « Hôpital Bicêtre» de la ligne 14 ouverte depuis juin 2024. La ville bénéficie également d'une desserte routière importante avec l'A6 en bordure de territoire, l'axe central constitué par la RD7 et le boulevard périphérique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin-Bicêtre est une ville dynamique et en pleine mutation : de nombreux aménagements ont été réalisés depuis une vingtaine d'années qui ont permis de créer, autour de l'axe historique de l'avenue de Fontainebleau, un centre-ville présentant toutes les aménités urbaines : requalification de l'avenue, création d'un centre commercial et d'affaires autour d'une place urbaine, réalisation du bâtiment emblématique « l'Echo » occupé par la médiathèque et destiné à accueillir un conservatoire de danse et de musique.

L'objectif de cette préemption de fonds de commerce par la ville du Kremlin-Bicêtre est de poursuivre cet objectif de mutation, de dynamisme et d'innovation.

3.2 Population

Le Kremlin-Bicêtre compte plus de 25 000 habitants, c'est autant de consommateurs pour moins de 2 km², ce qui permet à la ville de constituer un véritable cluster de consommation. Avec de nombreux plans urbains de modernisation qui vont permettre à la population kremlinoise d'accueillir des milliers d'habitants d'ici quelques années.

Ces nouveaux habitants vont devenir des consommateurs réguliers des commerces locaux. Cette dynamique démographique positive va donc conduire à renforcer l'attractivité commerciale de la ville.

De plus la commune bénéficie de la présence de la faculté de médecine de l'Université de Paris-Saclay, qui compte plus de 6 000 étudiants, ainsi que des écoles d'ingénierie informatique de l'EPITA EPITECH.

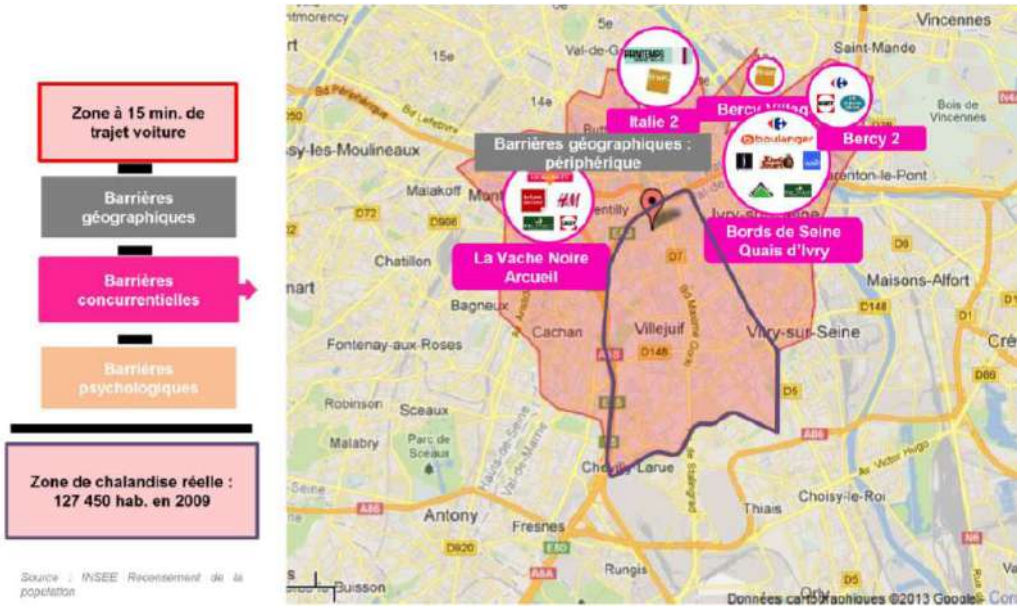
3.3 Environnement commercial concurrentiel

Le Kremlin-Bicêtre est entouré de nombreux centres commerciaux particulièrement importants :

- La Vache Noire, à Arcueil
- Italie 2, au niveau de la Place d'Italie, Paris 13ème
- Bercy 2, à Charenton Le Pont
- Quai d'Ivry
- Villejuif 7
- Belle Epine, à Thiais
- Thiais Village

Toutefois, tous ces centres commerciaux restent à une certaine distance de la ville et ne sont pas privilégiés pour les dépenses hebdomadaires des Kremlinois, qui ont tendance à préférer les commerces locaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



3.4 Tissu économique de proximité

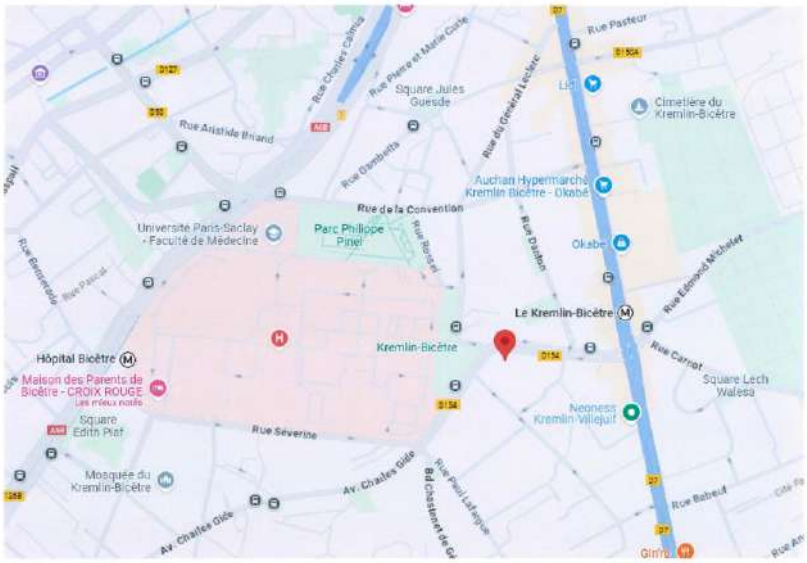
La ville du Kremlin-Bicêtre recense plus de 250 commerces dont le centre commercial Okabe, et son grand magasin Auchan.

Ces activités commerciales se répartissent principalement sur 4 axes commerciaux :

- Le long de l'avenue de Fontainebleau (RD7)
- L'avenue Eugène Thomas
- La rue Roger Salengro
- La rue du général Leclerc / rue du 14 juillet

4. Description du local concerné par la cession du fonds de commerce

4.1 Localisation

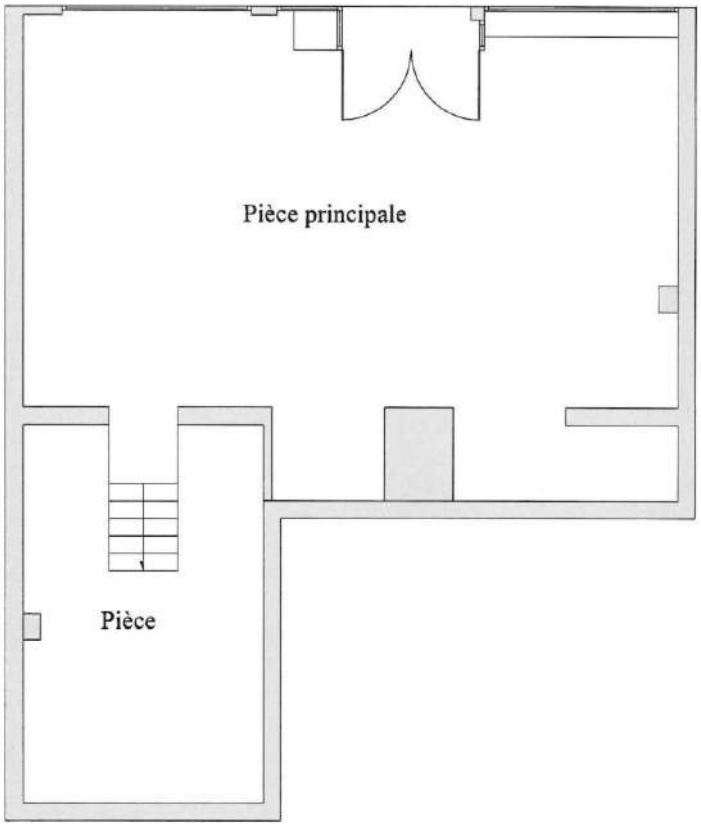


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.2 Description du commerce

Le local actuel mesure 42m² et se compose de : Une pièce principale, une réserve et une cave

Plan du local actuel :



4.3 Nature et conditions du bail commercial

Le bail a été signé le 31/03/2025.

Il n'est pas spécialisé. La nouvelle spécialisation devra avoir l'accord du bailleur.

Le loyer est fixé à 731.5 € HT et HC/ mois, soit 8 778 € HT et HC/an

Charges : 123 € TTC/mois, soit 1 476 € TTC/an

Le dépôt de garantie est actuellement de 2 194 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5. Conditions de cession du bail commercial

Le projet d'acquisition du bail commercial de ce local vacant s'inscrit dans la volonté de la ville du Kremlin-Bicêtre d'améliorer la qualité de ses commerces, aussi bien en ce qui concerne l'objet du futur commerce, ou encore en termes esthétique.

Par ailleurs, la Ville souhaite diversifier son offre de commerce afin de répondre au mieux aux besoins de sa population

Le commerçant devra ainsi veiller à l'aspect qualitatif du choix de ses produits, du type de mobilier, de la couleur de la devanture, etc… il devra également veiller à limiter les nuisances sonores liées à son activité.

L'intégralité des frais de notaire dans le cadre de la rétrocession du bail commercial est à la charge du preneur.

6. Organisation de la procédure

La Ville lance la présente consultation par le biais de ce cahier des charges. Le service Commerce sera l'interlocuteur principal, joignable à l'adresse :

commerces@ville-kremlin-bicetre.fr

Une visite du local sera possible pendant toute la durée de l'appel à candidatures. Le rendez-vous sera pris par mail.

Le bail commercial actuel et le Règlement de copropriété seront consultables sur demande par mail, au service Commerce.

Le projet du candidat devra être fourni sous format papier. Les dossiers de candidatures seront adressés sous enveloppe cachetée à l'attention de :

Monsieur le Maire du Kremlin-Bicêtre

Hôtel de Ville

1, Place Jean-Jaurès, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Par courrier avec accusé de réception ou par dépôt en main propre au service Commerce contre récépissé (10, rue Etienne Dolet).

6.1 Constitution du dossier

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Présentation du projet commercial
- Un dossier technique de présentation du repreneur avec avant-projet : présentation de l'activité prévue, plan de financement et compte de résultat prévisionnel
- Un visuel des projets d'aménagement intérieur / extérieur, plans à l'échelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- L'extrait Kbis de la société ou les projets de statuts dans le cas où la société serait en cours de création
- L'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers
- Copie de la carte d'identité
- Le statut matrimonial du repreneur
- Avis d'imposition actuel du candidat
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Une proposition financière relative à la rétrocession du bail commercial

6.2 Critères de sélection

Le choix du dossier retenu est déterminé selon les critères suivants :

- Qualité du projet commercial (60%)

Adéquation entre le projet du repreneur et l'offre commerciale déjà existante.

Qualité et originalité du concept proposé

Qualité des aménagements proposés (intérieurs comme extérieurs)

- Viabilité économique du projet (40%)

Solidité financière du candidat (financement, pérennité de l'activité, apport…)

Caractère réaliste du business plan

6.3 Choix du cessionnaire

Après analyse des dossiers réputés complets au sens du présent cahier des charges, la Ville du Kremlin-Bicêtre se réserve le droit d'auditionner les candidats et de solliciter des précisions, des évolutions et des modifications aux projets proposés. Ainsi, un rendez-vous pourra être organisé par la Ville, en présence des élus et des services concernés, au cours duquel sera présenté le projet.

Dans cette hypothèse, et à l'issue de ce dialogue, les candidats déposeront éventuellement leur projet modifié.

La Ville du Kremlin-Bicêtre choisira le projet répondant le mieux aux critères énumérés dans le présent cahier des charges.

Au cours de toutes les phases de la présente consultation, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'entourera de tout tiers qui lui semblera nécessaire pour lui apporter expertise et aide dans l'analyse de dossiers de candidatures.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les candidats s'engagent à ne pas communiquer sur leur projet pour le local pour lequel ils candidatent sans l'accord de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

La décision du choix du cessionnaire s'effectuera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (art. R214-14) : « La rétrocession est autorisée par délibération du Conseil Municipal indiquant les conditions de la rétrocession et les raisons du choix du cessionnaire ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-078

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Commerce – Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial sis 25 bis, avenue Eugène Thomas (42 m²)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Véronique Gestin, adjointe au Maire expose au Conseil :

Le maintien et la diversification du commerce de proximité est un puissant enjeu de développement local pour la commune du Kremlin-Bicêtre qui connait, comme de nombreuses communes franciliennes, une évolution de son appareil commercial, en lien avec les conséquences économiques et sociales post crise sanitaire d'une part, et de nouveaux modes de consommation d'autre part.

La Ville s'engage activement auprès des commerçants dans un objectif de promotion du commerce et au service des besoins de la population.

Depuis plusieurs mois, le local commercial sis 25 bis, avenue Eugène Thomas était libre de toute occupation suite à la cessation d'activité du magasin « Moto-scoot ».
Dans ce contexte, la ville a signifié au bailleur, Kremlin-Bicêtre Habitat, son intérêt de signer un bail commercial pour ce local. La décision n°2024-048 du 6 décembre 2024 a dûment autorisé Monsieur le Maire à signer un bail commercial pour ce local.
Ainsi, conformément au bail commercial signé entre les parties, la jouissance du bail commercial au bénéfice de la Ville a pris effet le 31 mars 2025.

Aujourd'hui, la ville souhaite rétrocéder le bail commercial via une mise en concurrence encadrée par le cahier des charges annexé à la présente délibération.

La procédure inscrite dans le Code de l'urbanisme veut que la rétrocession du droit au bail s'effectue via un cahier des charges qui fixe les conditions de la rétrocession.

Les principales modalités du cahier des charges annexé à la présente délibération sont les suivantes :

- Le local mesure 42 m² ;
- Rédaction d'un nouveau bail ouvert à toute activité artisanale ou commerciale ;
- Loyer fixé à 8 778 € HT et HC par an et 1 476 € de charges par an ;
- Dépôt de garantie de 2 194 € ;
- Le choix du cessionnaire sera déterminé à 60% par la qualité du projet commercial et à 40% par sa viabilité économique.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Véronique Gestin, adjointe au Maire,
VU la loi n° 2005-882 du 2 aout 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 214-1 à L 214-3, R 214-11 et suivants ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 juin 2015 ;
VU la décision n°2024-048 du 6 décembre 2024 autorisant Monsieur le Maire à signer un bail commercial pour le local sis 25 bis, avenue Eugène Thomas ;
VU le bail commercial du local sis 25 bis, avenue Eugène Thomas acquis par la Ville en date du 31 mars 2025 ;
VU le cahier des charges de rétrocession du bail commercial du bien situé 25 bis, avenue Eugène Thomas;
VU l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanjimité,
CONSIDERANT que la Ville du Kremlin-Bicêtre, sur la base de diagnostics de l'offre commerciale, dont celui réalisé en 2021 par la SEM PARIS COMMERCE, définit une stratégie de redynamisation du commerce notamment en centre-ville ;
CONSIDERANT la position stratégique du local avenue Eugène Thomas ;
CONSIDERANT l'évolution et la mutation commerciale de l'avenue Eugène Thomas;
CONSIDERANT le souhait de la Ville de diversifier son offre commerciale.

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DÉCIDE

Article 1 : D'approuver le cahier de charges de rétrocession du bail commercial du bien situé 25 bis, avenue Eugène Thomas définissant les conditions de la rétrocession et les critères de sélection qui présideront au choix du cessionnaire.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure d'appel à candidatures.

Article 3 : Précise qu'un avis de rétrocession sera publié en mairie par voie d'affichage pendant une durée de quinze jours.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-078-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial

25 bis, avenue Eugène Thomas

94270 LE KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sommaire

1. **Préambule** **P 3**

2. **Procédure de rétrocession** **P 3**

3. **Présentation de la ville** **P 3**

4. **Description du local concerné par la cession du bail commercial** **P 6**

5. **Conditions de cession du fonds de commerce** **P 8**

6. **Organisation de la procédure** **P 8**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. Préambule

Depuis plusieurs années, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée dans une politique active, en faveur d'une diversification et d'une redynamisation du commerce local et des services de proximité. Son objectif est de maintenir de l'activité commerciale et artisanale, afin de répondre aux besoins exprimés par la population.

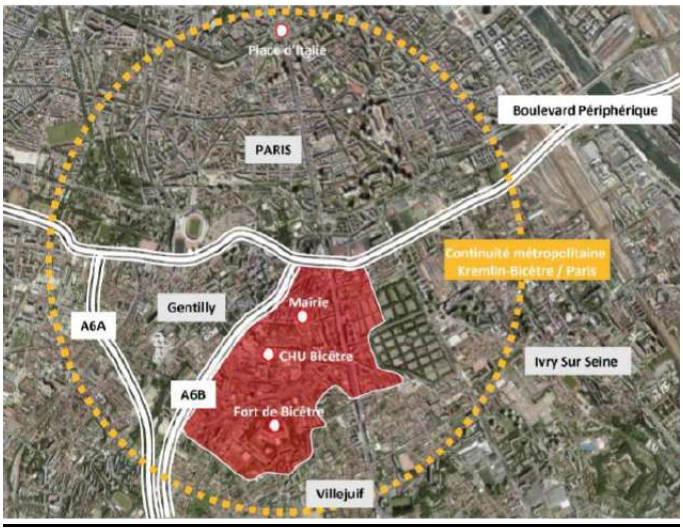
2. Procédure de rétrocession

Le présent cahier des charges a été approuvé par délibération du conseil municipal du 19 juin 2025 et comporte les clauses permettant d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité artisanale et commerciale.

La Ville publie un avis de rétrocession par affichage, durant 15 jours au moins, comportant un appel à candidatures, la description du fonds, le prix proposé et mentionnant la possibilité de consulter le cahier des charges en mairie. Celui- ci figure également sur le site de la Ville.

3. Présentation de la ville

3.1 Localisation et desserte



Située aux portes de Paris, le Kremlin-Bicêtre est implantée au cœur de la métropole, en entrée du territoire du sud métropolitain.

La commune est très bien desservie par les transports collectifs avec la station de métro « Kremlin-Bicêtre » de la ligne 7 et la gare « Hôpital Bicêtre» de la ligne 14 ouverte depuis juin 2024. La ville bénéficie également d'une desserte routière importante avec l'A6 en bordure de territoire, l'axe central constitué par la RD7 et le boulevard périphérique.

Le Kremlin-Bicêtre est une ville dynamique et en pleine mutation : de nombreux aménagements ont été réalisés depuis une vingtaine d'années qui ont permis de créer, autour de l'axe historique de l'avenue de Fontainebleau, un centre-ville présentant toutes les aménités urbaines : requalification de l'avenue, création d'un centre commercial et d'affaires autour d'une place urbaine, réalisation du bâtiment emblématique « l'Echo » occupé par la médiathèque et destiné à accueillir un conservatoire de danse et de musique.

L'objectif de cette préemption de fonds de commerce par la ville du Kremlin-Bicêtre est de poursuivre cet objectif de mutation, de dynamisme et d'innovation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.2 Population

Le Kremlin-Bicêtre compte plus de 25 000 habitants, c'est autant de consommateurs répartis sur moins de 2 km², ce qui permet à la ville de constituer un véritable cluster de consommation. La ville comporte en outre de nombreux plans urbains de modernisation qui vont permettre à la population kremlinoise d'accueillir des milliers d'habitants d'ici quelques années.

Ces nouveaux habitants vont devenir des consommateurs réguliers, susceptibles d'augmenter sensiblement la fréquentation des commerces locaux. Cette dynamique démographique positive va donc conduire à renforcer l'attractivité commerciale de la ville.

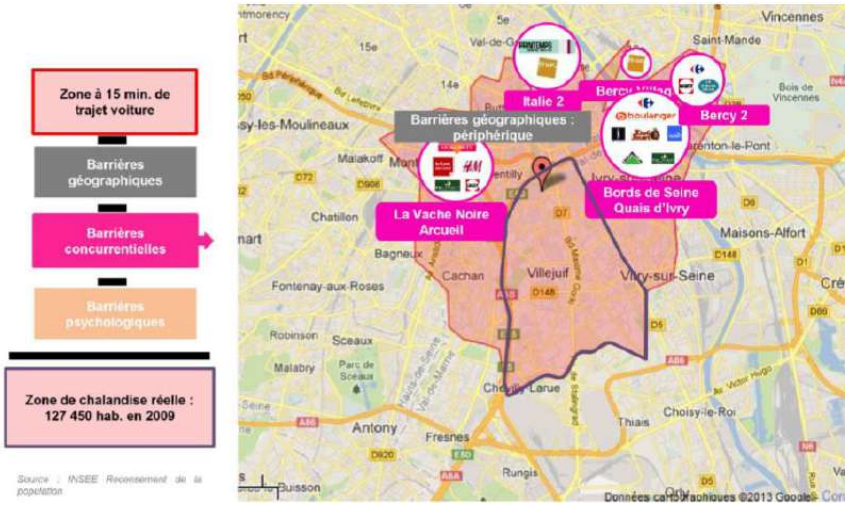
De plus, la commune bénéficie sur son territoire de la présence de la faculté de médecine de l'Université de Paris-Saclay, qui compte plus de 6 000 étudiants, ainsi que des écoles d'ingénierie informatique de l'EPITA EPITECH.

3.3 Environnement commercial concurrentiel

Le Kremlin-Bicêtre est entouré de nombreux centres commerciaux particulièrement importants :

- La Vache Noire, à Arcueil
- Italie 2, au niveau de la Place d'Italie, Paris 13ème
- Bercy 2, à Charenton Le Pont
- Quai d'Ivry
- Villejuif 7
- Belle Epine, à Thiais
- Thiais Village
-

Toutefois, tous ces centres commerciaux restent à une certaine distance de la ville et ne sont pas privilégiés pour les dépenses et achats quotidiens des Kremlinois, qui ont tendance à privilégier les commerces locaux.



3.4 Tissu économique de proximité

La ville du Kremlin-Bicêtre recense plus de 250 commerces, dont le centre commercial Okabe, et son grand magasin Auchan.

Ces activités commerciales se répartissent principalement sur 4 axes commerciaux :

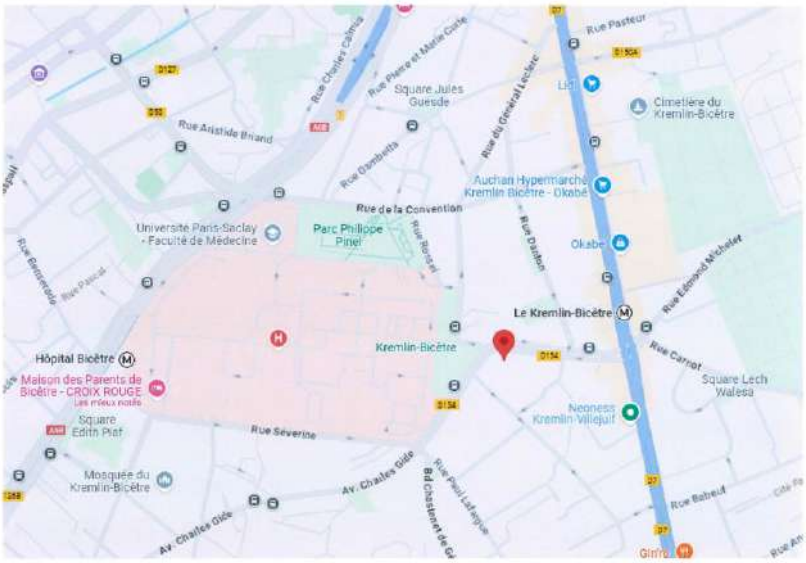
- Le long de l'avenue de Fontainebleau (RD7)
- L'avenue Eugène Thomas

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- La rue Roger Salengro
- La rue du général Leclerc / rue du 14 juillet

4. Description du local concerné par la cession du fonds de commerce

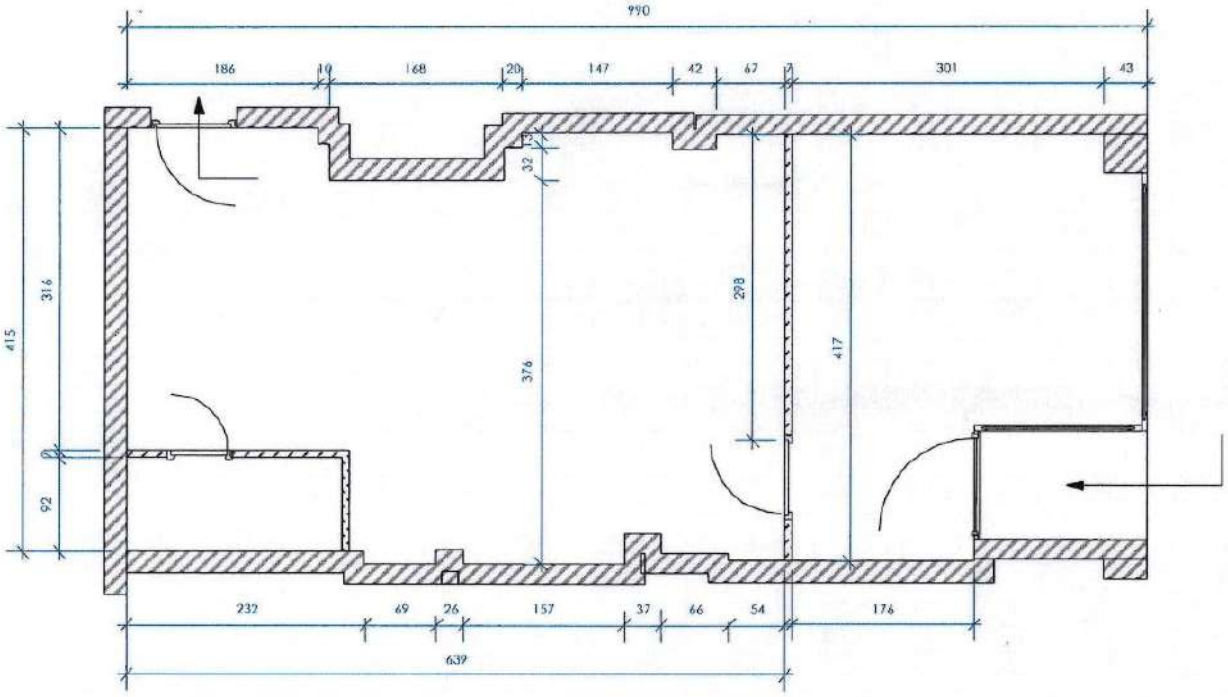
4.1 Localisation



4.2 Description du commerce

Le local actuel mesure 35m² et se compose de : deux salles dont une avec un comptoir d'accueil, un water-closet et un accès à la cour intérieur de l'immeuble.

Plan du local actuel :



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.3 Nature et conditions du bail commercial

La nouvelle spécialisation du local devra obtenir l'accord du bailleur.

Le loyer est fixé à 598 € HT et HC/ mois, soit 7 176€ HT et HC/an

Charges : 52.14 € TTC/mois, soit 625,68 € TTC/an

Le dépôt de garantie est actuellement de 3 587 €

Prix de la rétrocession : 33 000 €

5. Conditions de cession du bail commercial

Le projet d'acquisition du bail commercial de ce local vacant s'inscrit dans la volonté de la ville du Kremlin-Bicêtre d'améliorer la qualité de ses commerces, tant pour ce qui concerne le type d'activité du futur commerce, que pour son attrait esthétique.

Par ailleurs, la Ville souhaite diversifier son offre commerciale, afin de répondre aux besoins exprimés par les habitants. De ce fait, dans le cadre du présent appel à candidatures, seront privilégiées les activités peu ou pas représentées sur la ville.

Le commerçant devra ainsi veiller à l'aspect qualitatif du choix de ses produits, du type de mobilier, de la couleur de la devanture, etc… il devra également veiller à limiter les nuisances sonores liées à son activité.

L'intégralité des frais de notaire dans le cadre de la rétrocession du bail commercial est à la charge du preneur.

6. Organisation de la procédure

La Ville lance la présente consultation par le biais de ce cahier des charges. Le service Commerce sera l'interlocuteur principal, joignable à l'adresse :

commerces@ville-kremlin-bicetre.fr

Une visite du local sera possible pendant toute la durée de l'appel à candidatures. Le rendez-vous sera pris par mail.

Le bail commercial actuel et le Règlement de copropriété seront consultables sur demande par mail, au service Commerce.

Le projet du candidat devra être fourni sous format papier. Les dossiers de candidatures seront adressés sous enveloppe cachetée à l'attention de :

Monsieur le Maire du Kremlin-Bicêtre

Hôtel de Ville

1, Place Jean-Jaurès, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Par courrier avec accusé de réception ou par dépôt en main propre au service Commerce contre récépissé (10, rue Etienne Dolet).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

6.1 Constitution du dossier

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Présentation du projet commercial
- Un dossier technique de présentation du repreneur avec avant-projet : présentation de l'activité prévue, plan de financement et compte de résultat prévisionnel
- Un visuel des projets d'aménagement intérieur / extérieur, plans à l'échelle
- L'extrait Kbis de la société ou les projets de statuts dans le cas où la société serait en cours de création
- L'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers
- Copie de la carte d'identité
- Le statut matrimonial du repreneur
- Avis d'imposition actuel du candidat
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Une proposition financière relative à la rétrocession du bail commercial

6.2 Critères de sélection

Le choix du dossier retenu est déterminé selon les critères suivants :

- Qualité du projet commercial (50%)

Adéquation entre le projet du repreneur et l'offre commerciale déjà existante.

Qualité et originalité du concept proposé

Qualité des aménagements proposés (intérieurs comme extérieurs)

- Viabilité économique du projet (25%)

Solidité financière du candidat (financement, pérennité de l'activité, apport…)

Caractère réaliste du business plan

- Proposition financière (25%)

Proposition financière faite à la Ville pour la rétrocession du bail commercial

6.3 Choix du cessionnaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Après analyse des dossiers réputés complets au sens du présent cahier des charges, la Ville du Kremlin-Bicêtre se réserve le droit d'auditionner les candidats et de solliciter des précisions, des évolutions et des modifications aux projets proposés. Ainsi, un rendez-vous pourra être organisé par la Ville, en présence des élus et des services concernés, au cours duquel sera présenté le projet.

Dans cette hypothèse, et à l'issue de ce dialogue, les candidats déposeront éventuellement leur projet modifié.

La Ville du Kremlin-Bicêtre choisira le projet répondant le mieux aux critères énumérés dans le présent cahier des charges.

Au cours de toutes les phases de la présente consultation, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'entourera de tout tiers qui lui semblera nécessaire pour lui apporter expertise et aide dans l'analyse de dossiers de candidatures.

Les candidats s'engagent à ne pas communiquer sur leur projet pour le local pour lequel ils candidatent sans l'accord de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

La décision du choix du cessionnaire s'effectuera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (art. R214-14) : « La rétrocession est autorisée par délibération du Conseil Municipal indiquant les conditions de la rétrocession et les raisons du choix du cessionnaire ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-079

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Commerce – Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial sis 25 bis, avenue Eugène Thomas (35 m^2)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Véronique Gestin, adjointe au Maire expose au Conseil :

Le maintien et la diversification du commerce de proximité est un puissant enjeu de développement local pour la commune du Kremlin-Bicêtre qui connait, comme de nombreuses communes franciliennes, une évolution de son appareil commercial, en lien avec les conséquences économiques et sociales post crise sanitaire d'une part, et de nouveaux modes de consommation d'autre part.

La Ville s'engage activement auprès des commerçants dans un objectif de promotion du commerce et au service des besoins de la population.

Aussi, la Ville a acquis par cession amiable le droit au bail commercial. L'acte de cession au bénéfice de la Ville est intervenu le 12 décembre 2024. Après consultation du service des Domaines, le prix de cession amiable a été fixé à 33 000 €. L'acte de cession du bail commercial au bénéfice de la Ville est intervenu le 12 décembre 2024.

La délibération du Conseil municipal n°2024-098 en date du 12 septembre 2024 envisageait l'acquisition de ce bail commercial pour l'installation provisoire d'un service municipal. Cependant, l'installation provisoire prévue n'a pas pu aboutir. Ainsi, il est considéré que l'installation provisoire est arrivée à son terme et par conséquent la Ville rétrocède le bail commercial.

La procédure inscrite dans le Code de l'urbanisme veut que la rétrocession du droit au bail s'effectue via un cahier des charges qui fixe les conditions de la rétrocession.

Les principales modalités du cahier des charges annexé à la présente délibération sont les suivantes :

- Le local mesure 35 m² ;
- Rédaction d'un nouveau bail ouvert à toute activité artisanale ou commerciale ;
- Loyer fixé à 7 175 € HT et HC par an et 625,68 € de charges par an ;
- Dépôt de garantie de 3 587,50 € ;
- Prix de rétrocession proposé à 33 000 € ;
- Le choix du cessionnaire sera déterminé à 50% par la qualité du projet commercial, à 25% par sa viabilité économique et à 25% par la proposition financière du candidat.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Véronique Gestin, adjointe au Maire
VU la loi n° 2005-882 du 2 aout 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 214-1 à L 214-3, R 214-11 et suivants ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 juin 2015 ;
VU la délibération du Conseil municipal n°2024-098 en date du 12 septembre 2024 relative à l'acquisition du bail commercial situé 25 bis, avenue Eugène Thomas ;
VU le montant de la cession de 33 000 € figurant dans la promesse de vente ;
VU l'avis des Domaines en date du 4 juillet 2024 fixant la valeur vénale du bien à 30 000€ ;
VU l'acte de cession du bail commercial de Monsieur Rachid Benkherouf au bénéfice de la Ville en date du 12 décembre 2024 ;
VU le cahier des charges de rétrocession du bail commercial du bien situé 25 bis, avenue Eugène Thomas;
VU l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
CONSIDERANT que la Ville du Kremlin-Bicêtre, sur la base de diagnostics de l'offre commerciale, dont celui réalisé en 2021 par la SEM PARIS COMMERCE, définit une stratégie de redynamisation du commerce notamment en centre-ville ;
CONSIDERANT le terme de l'installation provisoire au profit d'un service municipal ;
CONSIDERANT la position stratégique du local avenue Eugène Thomas ;
CONSIDERANT l'évolution et la mutation commerciale de l'avenue Eugène Thomas;
CONSIDERANT le souhait de la Ville de diversifier son offre commerciale.
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le cahier de charges de rétrocession du bail commercial du bien situé 25 bis, avenue Eugène Thomas définissant les conditions de la rétrocession et les critères de sélection qui présideront au choix du cessionnaire.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure d'appel à candidatures et à accomplir toute mesure nécessaire à l'accomplissement de la présente délibération.

Article 3
Précise qu'un avis de rétrocession sera publié en mairie par voie d'affichage pendant une durée de quinze jours.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-079-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cahier des charges

Boutique éphémère

1, avenue Eugène Thomas - 94 270 LE KREMLIN-BICETRE

Dossier à faire parvenir par mail : commerces@ville-kremlin-bicetre.fr

Ou par courrier : Monsieur le Maire - Mairie du Kremlin-Bicêtre – service Commerce – 1, place Jean Jaurès 94 270 LE KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. Préambule

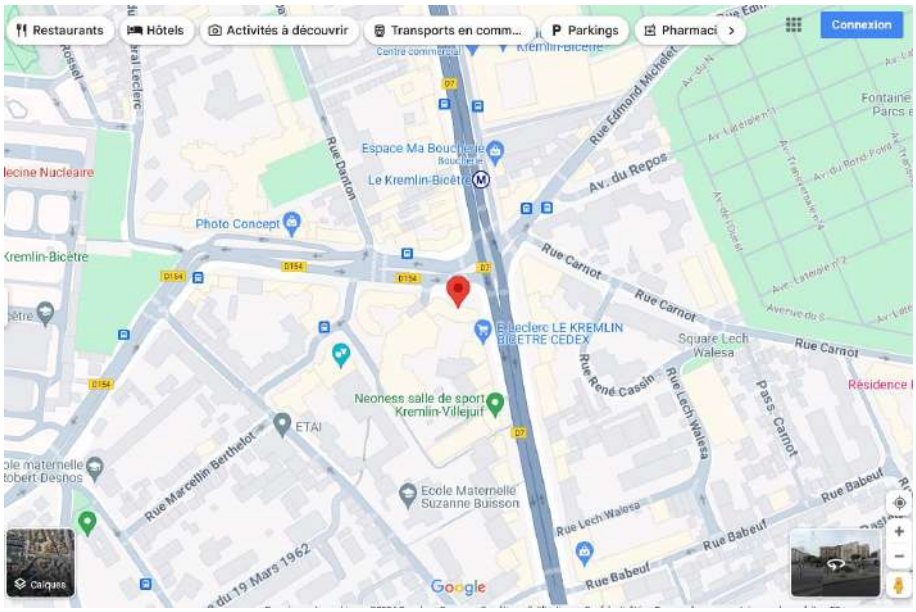
La Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite poursuivre son expérimentation d'une boutique éphémère, afin de valoriser le triptyque : production locale - écologie - artisanat.

Cette expérimentation est prévue durant 1 année. Chaque porteur de projet sera sélectionné pour occuper le local pendant 1 mois.

L'objectif est de renforcer l'offre du centre-ville, en complément des activités déjà existantes à proximité. Elle permettra également aux porteurs de projet de tester leurs produits et concept dans le cadre d'un local commercial au cœur du Kremlin-Bicêtre.

2. Description du local

Le local commercial est situé au 1, avenue Eugène Thomas à l'angle des avenues de Fontainebleau et Eugène Thomas.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le local actuel mesure environ 16 m² et se compose d'une boutique sur rue, située à droite de la porte d'entrée de l'immeuble.

Deux caves en sous-sol et un sanitaire collectif (à usage non exclusif) situé à l'arrière de l'immeuble.

La boutique :

Terrasse/ Etalage :

Une autorisation d'occupation du domaine public pourra être envisagée selon l'activité et sous réserve du respect de la règlementation en vigueur.

3. Conditions et modalités de mise à disposition

Un bail dérogatoire, ou bail courte durée, d'une durée d'un mois, sera signé entre la ville et le preneur.

La boutique éphémère sera mise à disposition pour chaque artisan/commerçant, du premier jour ouvré du mois jusqu'au dernier.
L'état des lieux de sortie se déroulera le matin du dernier jour ouvré à 10h.

Les jours et horaires d'ouverture proposés sont : du lundi au dimanche de 10h à 19h30

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

En cas d'existence d'un employé salarié, il est rappelé que ce dernier peut travailler au maximum 6 jours par semaine.

Le preneur ne pourra ni sous-louer, ni prêter les lieux, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit.

La location comprend la mise à disposition de l'eau et de l'électricité.

Le locataire s'engage à ne pas nuire à la tranquillité du voisinage. Sa responsabilité sera directement engagée en cas de plainte.

Le local doit en être maintenu en état de propreté tel qu'il est défini dans l'état des lieux entrant.
En cas de constat de casse, ~~état~~ de saleté du local, de détérioration, ou de disparition de mobilier, la caution de 200€ sera conservée par la Ville.

4. Conditions financières

Le loyer du bail commercial dérogatoire, ou de courte durée, du local est fixé à 834 € HT et HC par mois. Les charges s'élèvent à 50 € par mois

Un dépôt de garantie de 200 € sera toutefois sollicité lors de la signature du bail dérogatoire, ou bail courte durée, et remis au preneur après l'état des lieux si aucun dégât, aucun constat de casse, aucun état de saleté du local, aucune détérioration ou disparition de mobilier n'est constaté.

5. Critères de sélection des offres

Les demandes seront traitées en fonction des critères suivants :

- Priorité accordée à l'artisanat local kremlinois, à la production locale et ~~à~~ aux activités en lien avec l'écologie
- Diversité de l'offre proposée au regard de l'existant dans le centre-ville
- Qualité esthétique des articles proposés

Les activités de restauration sont exclues, aucune extraction n'étant présente dans le local.

6. Dossiers de candidatures

Chaque candidat devra remettre sous forme de fichier PDF :

- Un extrait Kbis de moins de trois mois
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité
- La fiche de candidature jointe au dossier, complétée et signée
- 4 à 6 photos des articles proposés à la vente

Les dossiers seront transmis par mail à l'adresse : commerces@ville-kremlin-bicetre.fr

Ou par courrier à : Monsieur le Maire du Kremlin-Bicêtre - Mairie du Kremlin-Bicêtre – service Commerce – 1 place Jean Jaurès 94 270 LE KREMLIN-BICETRE

Pendant la consultation, des informations pourront être obtenues à l'adresse suivante :
commerces@ville-kremlin-bicetre.fr
Des visites pourront également être organisées.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

FICHE DE CANDIDATURE BOUTIQUE EPHEMERE

Nom de l'entreprise : ……

N° de SIRET : ……

Raison sociale de l'entreprise : ……..

Nom du gérant : ……

Adresse du gérant : ……..

Téléphone : ……..

Courriel : ……

Description détaillée des articles ou produits :

……

……

……

……

……

……

……

……

……

……

……

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-080

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Commerce – Cahier des charges d'une boutique éphémère sis 1, avenue Eugène Thomas

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Véronique Gestin, adjointe au Maire expose au Conseil :

Le maintien et la diversification du commerce de proximité est un puissant enjeu de développement local pour la commune du Kremlin-Bicêtre qui connait, comme de nombreuses communes franciliennes, une évolution de son appareil commercial, en lien avec les conséquences économiques et sociales post crise sanitaire d'une part, et de nouveaux modes de consommation d'autre part.

La Ville s'engage activement auprès des commerçants dans un objectif de promotion du commerce et au service des besoins de la population.

La Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite expérimenter la mise en place d'une boutique éphémère qui pourrait mettre en avant le triptyque production locale – écologie - artisanat.
Cette expérimentation est prévue pendant 1 an. Chaque porteur de projet sera sélectionné pour occuper le local pendant 1 mois.
L'objectif est de renforcer l'offre du centre-ville, en complément des activités déjà existantes à proximité. Elle permettra également aux porteurs de projet de tester leurs produits et concept dans le cadre d'un local commercial au cœur du Kremlin-Bicêtre.

Dans ce cadre, un bail dérogatoire (ou bail de courte durée) sera signé entre la Ville et chaque artisans et commerçants sélectionnés.

La procédure inscrite dans le Code de l'urbanisme veut que la rétrocession du droit au bail s'effectue via un cahier des charges qui fixe les conditions de la rétrocession.

Les principales modalités du cahier des charges annexé à la présente délibération sont les suivantes :
- Le local mesure 16 m² ;
- Rédaction d'un nouveau bail dérogatoire, ou de courte durée, ouvert à toute activité artisanale ou commerciale ;
- Loyer fixé à 834 € HT et HC par mois et 50 € de charges par mois ;
- Dépôt de garantie de 200 € ;
    - Le choix du cessionnaire sera déterminé par la qualité du projet commercial, à la diversité de l'offre proposée au regard de l'existant dans le centre-ville, de la qualité esthétique des articles proposés. De plus, une priorité sera accordée à l'artisanat local kremlinois, à la production locale et à l'écologie.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Véronique Gestin, adjointe au Maire,
VU la loi n° 2005-882 du 2 aout 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 214-1 à L 214-3, R 214-11 et suivants ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 juin 2015 ;
VU l'acte de cession du droit au bail commercial du local sis 1, avenue Eugène Thomas au bénéfice de la Ville en date du 26 juin 2024 ;
VU le cahier des charges de rétrocession du bail commercial dérogatoire ou de courte durée;
VU l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
CONSIDERANT que la Ville du Kremlin-Bicêtre, sur la base de diagnostics de l'offre commerciale, dont celui réalisé en 2021 par la SEM PARIS COMMERCE, définit une stratégie de redynamisation du commerce notamment en centre-ville ;
CONSIDERANT la position stratégique du local avenue Eugène Thomas ;
CONSIDERANT l'évolution et la mutation commerciale de l'avenue Eugène Thomas;
CONSIDERANT le souhait de la Ville de créer une boutique éphémère.

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le cahier de charges de rétrocession du bail commercial dérogatoire, ou de courte durée, du local sis 1, avenue Eugène Thomas définissant les conditions de la rétrocession et les critères de sélection qui présideront au choix du cessionnaire.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire à signer les baux dérogatoires, ou de courte durée, pendant toute la période de la tenue de la boutique éphémère.

Article 3
Précise qu'un avis de rétrocession sera publié en mairie par voie d'affichage pendant une durée de quinze jours pour chaque baux dérogatoires, ou de courte durée.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-080-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial

30, avenue Eugène Thomas

94270 LE KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sommaire

1. **Préambule** **P 3**

2. **Procédure de rétrocession** **P 3**

3. **Présentation de la ville** **P 3**

4. **Description du local concerné par la cession du bail commercial** **P 6**

5. **Conditions de cession du fonds de commerce** **P 8**

6. **Organisation de la procédure** **P 8**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. Préambule

Depuis plusieurs années, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'est engagée dans une politique active, en faveur d'une diversification et d'une redynamisation du commerce local et des services de proximité. Son objectif est de maintenir de l'activité commerciale et artisanale, afin de répondre aux besoins exprimés par la population.

2. Procédure de rétrocession

Le présent cahier des charges a été approuvé par délibération du conseil municipal et comporte les clauses permettant d'assurer le respect des objectifs de diversité de l'activité artisanale et commerciale.

La Ville publie un avis de rétrocession par affichage, 15 jours au moins, comportant un appel à candidatures, la description du fonds, le prix proposé et mentionnant la possibilité de consulter le cahier des charges en mairie. Celui- ci figure par ailleurs sur le site de la Ville.

3. Présentation de la ville

3.1 Localisation et desserte

Située aux portes de Paris, le Kremlin-Bicêtre est implantée au cœur de la métropole, en entrée du territoire du sud métropolitain.

La commune est très bien desservie par les transports collectifs avec la station de métro « Kremlin-Bicêtre » de la ligne 7 et la gare « Hôpital Bicêtre» de la ligne 14 ouverte depuis juin 2024. La ville bénéficie également d'une desserte routière importante avec l'A6 en bordure de territoire, l'axe central constitué par la RD7 et le boulevard périphérique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin-Bicêtre est une ville dynamique et en pleine mutation : de nombreux aménagements ont été réalisés depuis une vingtaine d'années qui ont permis de créer, autour de l'axe historique de l'avenue de Fontainebleau, un centre-ville présentant toutes les aménités urbaines : requalification de l'avenue, création d'un centre commercial et d'affaires autour d'une place urbaine, réalisation du bâtiment emblématique « l'Echo » occupé par la médiathèque et destiné à accueillir un conservatoire de danse et de musique.

L'objectif de cette préemption de fonds de commerce par la ville du Kremlin-Bicêtre est de poursuivre cet objectif de mutation, de dynamisme et d'innovation.

3.2 Population

Le Kremlin-Bicêtre compte plus de 25 000 habitants, c'est autant de consommateurs pour moins de 2 km², ce qui permet à la ville de constituer un véritable cluster de consommation. Avec de nombreux plans urbains de modernisation qui vont permettre à la population kremlinoise d'accueillir des milliers d'habitants d'ici quelques années.

Ces nouveaux habitants vont devenir des consommateurs réguliers des commerces locaux. Cette dynamique démographique positive va donc conduire à renforcer l'attractivité commerciale de la ville.

De plus la commune bénéficie de la présence de la faculté de médecine de l'Université de Paris-Saclay, qui compte plus de 6 000 étudiants, ainsi que des écoles d'ingénierie informatique de l'EPITA EPITECH.

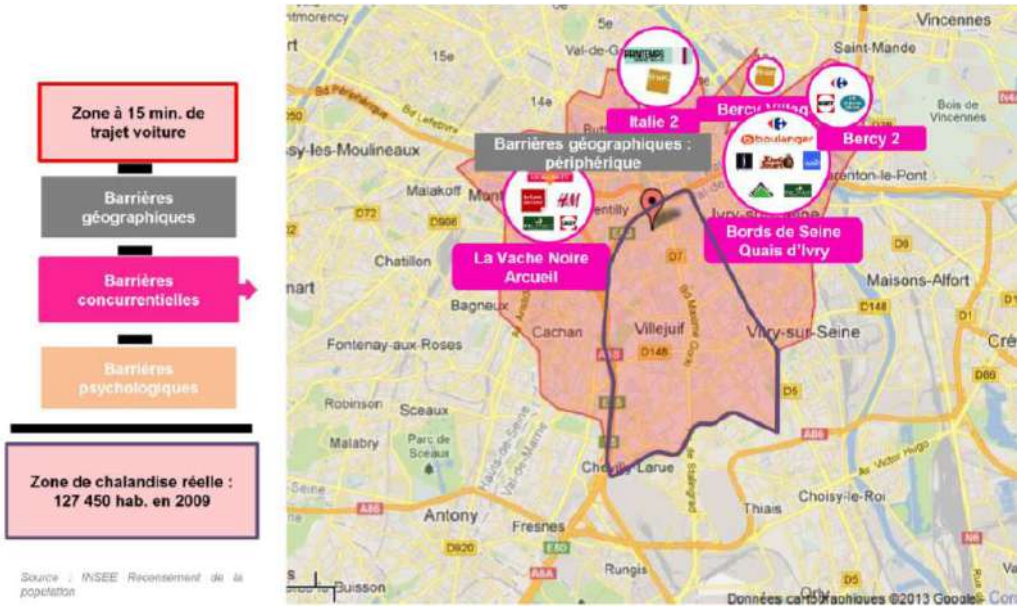
3.3 Environnement commercial concurrentiel

Le Kremlin-Bicêtre est entouré de nombreux centres commerciaux particulièrement importants :

- La Vache Noire, à Arcueil
- Italie 2, au niveau de la Place d'Italie, Paris 13ème
- Bercy 2, à Charenton Le Pont
- Quai d'Ivry
- Villejuif 7
- Belle Epine, à Thiais
- Thiais Village

Toutefois, tous ces centres commerciaux restent à une certaine distance de la ville et ne sont pas privilégiés pour les dépenses hebdomadaires des Kremlinois, qui ont tendance à préférer les commerces locaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



3.4 Tissu économique de proximité

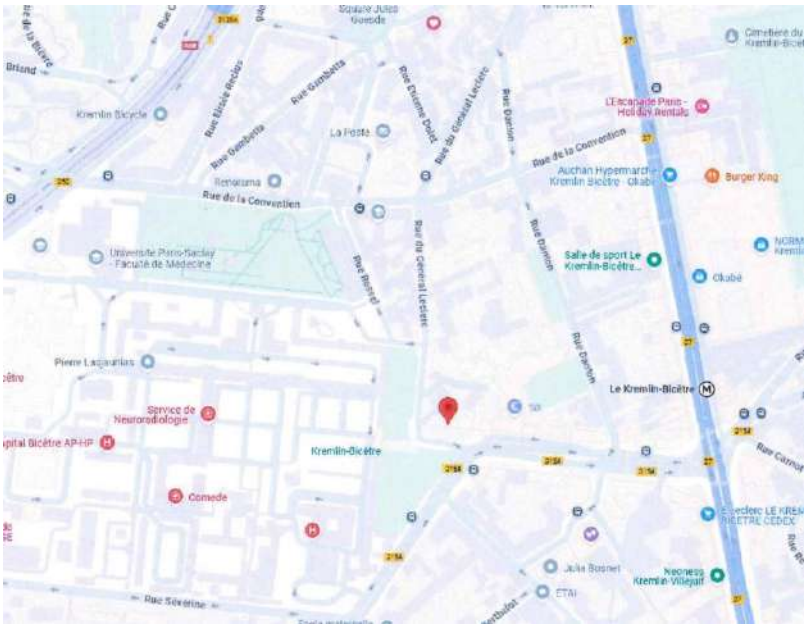
La ville du Kremlin-Bicêtre recense plus de 250 commerces dont le centre commercial Okabe, et son grand magasin Auchan.

Ces activités commerciales se répartissent principalement sur 4 axes commerciaux :

- Le long de l'avenue de Fontainebleau (RD7)
- L'avenue Eugène Thomas
- La rue Roger Salengro
- La rue du général Leclerc / rue du 14 juillet

4. Description du local concerné par la cession du fonds de commerce

4.1 Localisation

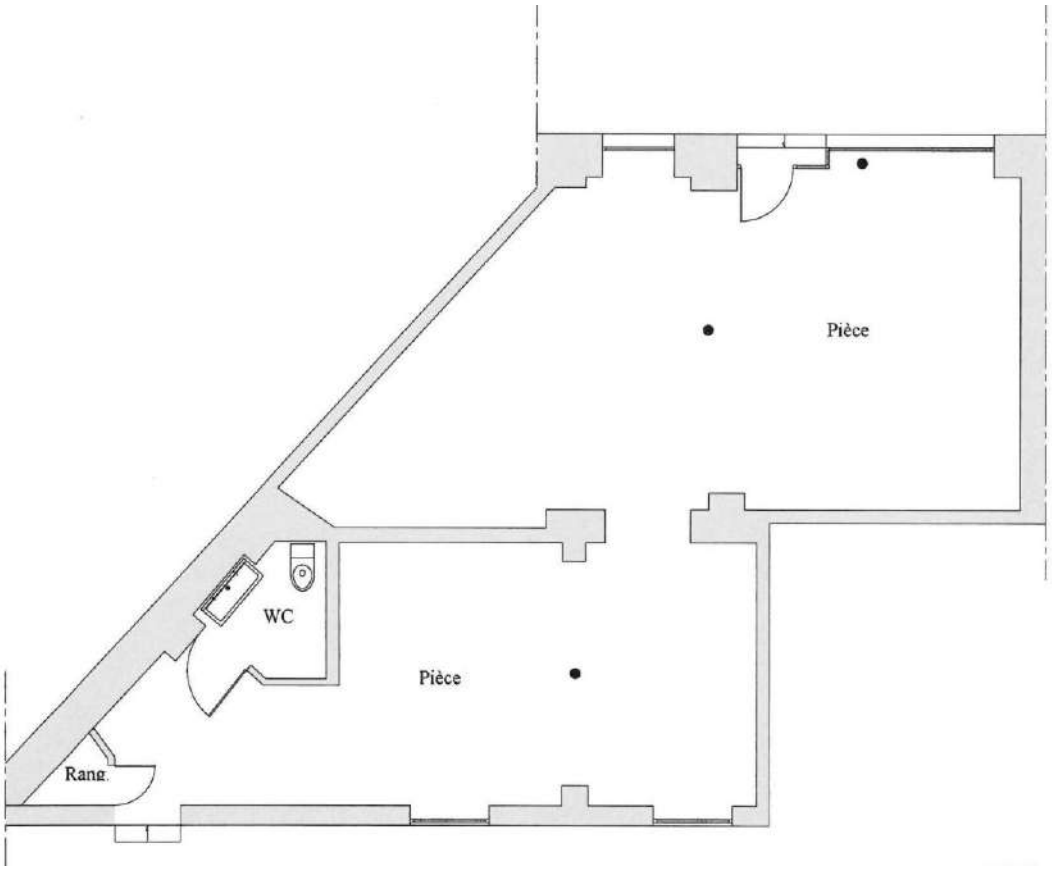


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.2 Description du commerce

Le local actuel mesure 87.98 m² en Rez-de-chaussée, dont une salle principale de 50,03 m² d'une arrière-salle de 33,95 m² et un sous-sol de 29.09 m²;

Plan du local actuel :



4.3 Nature et conditions du bail commercial

Il n'est pas spécialisé. La nouvelle spécialisation devra avoir l'accord du bailleur.

Le loyer est fixé à 1 300 € HT et HC/ mois, soit 15 600 € HT et HC/an

Charges : 200 € TTC/mois, soit 2 400 € TTC/an

Le dépôt de garantie est actuellement de 3 900 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5. Conditions de cession du bail commercial

Le projet d'acquisition du bail commercial de ce local vacant s'inscrit dans la volonté de la ville du Kremlin-Bicêtre d'améliorer la qualité de ses commerces, aussi bien en ce qui concerne l'objet du futur commerce, ou encore en termes esthétique.

Par ailleurs, la Ville souhaite diversifier son offre de commerce afin de répondre au mieux aux besoins de sa population

Le commerçant devra ainsi veiller à l'aspect qualitatif du choix de ses produits, du type de mobilier, de la couleur de la devanture, etc… il devra également veiller à limiter les nuisances sonores liées à son activité.

L'intégralité des frais de notaire dans le cadre de la rétrocession du bail commercial est à la charge du preneur.

6. Organisation de la procédure

La Ville lance la présente consultation par le biais de ce cahier des charges. Le service Commerce sera l'interlocuteur principal, joignable à l'adresse :

commerces@ville-kremlin-bicetre.fr

Une visite du local sera possible pendant toute la durée de l'appel à candidatures. Le rendez-vous sera pris par mail.

Le bail commercial actuel et le Règlement de copropriété seront consultables sur demande par mail, au service Commerce.

Le projet du candidat devra être fourni sous format papier. Les dossiers de candidatures seront adressés sous enveloppe cachetée à l'attention de :

Monsieur le Maire du Kremlin-Bicêtre

Hôtel de Ville

1, Place Jean-Jaurès, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Par courrier avec accusé de réception ou par dépôt en main propre au service Commerce contre récépissé (10, rue Etienne Dolet).

6.1 Constitution du dossier

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Présentation du projet commercial
- Un dossier technique de présentation du repreneur avec avant-projet : présentation de l'activité prévue, plan de financement et compte de résultat prévisionnel
- Un visuel des projets d'aménagement intérieur / extérieur, plans à l'échelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- L'extrait Kbis de la société ou les projets de statuts dans le cas où la société serait en cours de création
- L'inscription au répertoire du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers
- Copie de la carte d'identité
- Le statut matrimonial du repreneur
- Avis d'imposition actuel du candidat
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Une proposition financière relative à la rétrocession du bail commercial

6.2 Critères de sélection

Le choix du dossier retenu est déterminé selon les critères suivants :

- Qualité du projet commercial (60%)

Adéquation entre le projet du repreneur et l'offre commerciale déjà existante.

Qualité et originalité du concept proposé

Qualité des aménagements proposés (intérieurs comme extérieurs)

- Viabilité économique du projet (40%)

Solidité financière du candidat (financement, pérennité de l'activité, apport…)

Caractère réaliste du business plan

6.3 Choix du cessionnaire

Après analyse des dossiers réputés complets au sens du présent cahier des charges, la Ville du Kremlin-Bicêtre se réserve le droit d'auditionner les candidats et de solliciter des précisions, des évolutions et des modifications aux projets proposés. Ainsi, un rendez-vous pourra être organisé par la Ville, en présence des élus et des services concernés, au cours duquel sera présenté le projet.

Dans cette hypothèse, et à l'issue de ce dialogue, les candidats déposeront éventuellement leur projet modifié.

La Ville du Kremlin-Bicêtre choisira le projet répondant le mieux aux critères énumérés dans le présent cahier des charges.

Au cours de toutes les phases de la présente consultation, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'entourera de tout tiers qui lui semblera nécessaire pour lui apporter expertise et aide dans l'analyse de dossiers de candidatures.

Les candidats s'engagent à ne pas communiquer sur leur projet pour le local pour lequel ils candidatent sans l'accord de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La décision du choix du cessionnaire s'effectuera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (art. R214-14) : « La rétrocession est autorisée par délibération du Conseil Municipal indiquant les conditions de la rétrocession et les raisons du choix du cessionnaire ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-081

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Commerce – Cahier des charges de rétrocession d'un bail commercial sis 30, avenue Eugène Thomas

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Véronique Gestin, adjointe au Maire expose au Conseil :

Le maintien et la diversification du commerce de proximité est un puissant enjeu de développement local pour la commune du Kremlin-Bicêtre qui connait, comme de nombreuses communes franciliennes, une évolution de son appareil commercial, en lien avec les conséquences économiques et sociales post crise sanitaire d'une part, et de nouveaux modes de consommation d'autre part.

La Ville s'engage activement auprès des commerçants dans un objectif de promotion du commerce et au service des besoins de la population.

Dans le cadre de sa politique commerciale et compte-tenu de l'évolution du tissu commercial kremlinois, la commune a souhaité faire appel au SAF 94 pour l'accompagner dans des opérations de portage foncier afin d'engager un projet global de revitalisation de son commerce.

Ainsi, le Conseil Municipal du 13 avril 2023 a autorisé le Maire à signer deux conventions d'action foncière avec le SAF 94, l'une pour l'acquisition de locaux dans la galerie Grand Sud et l'autre pour des locaux du centre-ville, selon cinq périmètres dont l'un concerne l'avenue Eugène Thomas.

Cette deuxième convention a été passée pour un montant maximum de 5 millions d'euros et une durée de portage de 12 ans à compter de la signature de chacun des actes d'acquisition.

Le SAF, par arrêté n°2023-102 en date du 16 octobre 203 a décidé d'exercer son droit de préemption pour le local sis 30, avenue Eugène Thomas au prix de 360 000 €
L'acte de cession au bénéfice du SAF est intervenu le 14 février 2024.

Aujourd'hui, la ville souhaite céder le droit au bail à un porteur de projet. La procédure inscrite dans le Code de l'urbanisme veut que la cession du droit au bail s'effectue via un cahier des charges qui fixe les conditions de la rétrocession.

Les principales modalités du cahier des charges annexé à la présente délibération sont les suivantes :

- Le local mesure 87.98 m² en Rez-de-chaussée, dont une salle principale de 50,03 m² d'une arrière-salle de 33,95 m² et un sous-sol de 29.09 m²;
- Rédaction d'un nouveau bail ouvert à toute activité artisanale ou commerciale ;
- Loyer fixé à 15 600 € HT et HC par an et 2 400 € de charges par an ;
- Dépôt de garantie de 3 900 € ;
- Le choix du cessionnaire sera déterminé à 60% par la qualité du projet commercial et à 40% par sa viabilité économique.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Véronique Gestin, adjointe au Maire,
VU la loi n° 2005-882 du 2 aout 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29 ;
VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 214-1 à L 214-3, R 214-11 et suivants ;
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25 juin 2015 ;
VU la délibération du Conseil municipal n°2024-097 en date du 12 septembre 2024 approuvant la convention de portage foncier pour l'acquisition par le Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne sis 30, avenue Eugène Thomas;
VU le cahier des charges de rétrocession du bail commercial du local sis 30, avenue Eugène Thomas ;
VU l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
CONSIDERANT que la Ville du Kremlin-Bicêtre, sur la base de diagnostics de l'offre commerciale, dont celui réalisé en 2021 par la SEM PARIS COMMERCE, définit une stratégie de redynamisation du commerce notamment en centre-ville ;
CONSIDERANT la position stratégique du local avenue Eugène Thomas ;
CONSIDERANT l'évolution et la mutation commerciale de l'avenue Eugène Thomas ;
CONSIDERANT le souhait de la Ville de diversifier son offre commerciale.
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 abstentions (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 1
D'approuver le cahier de charges de rétrocession du bail commercial du bien situé 30, avenue Eugène Thomas définissant les conditions de la rétrocession et les critères de sélection qui présideront au choix du cessionnaire.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure d'appel à candidatures.

Article 3
De préciser qu'un avis de rétrocession sera publié en mairie par voie d'affichage pendant une durée de quinze jours.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-081-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Bilan activité de l'ADIL Kremlin Bicêtre

1er Janvier 2024 au 31 décembre 2024

adil
Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Ce bilan présente l'activité de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Val-de-Marne pour les Kremlinois et particulièrement dans le cadre de la permanence de réception du public assurée par l'ADIL au Kremlin Bicêtre.

La permanence assurée par un conseiller juridique spécialisé dans le domaine du droit immobilier se tient sur rendez-vous en ligne sur le site de l'ADIL, le deuxième mercredi de chaque mois de 14h à 17h et le quatrième mercredi de chaque mois de 9h à 12h, à la Mairie, 10 Place Jean Jaurès.

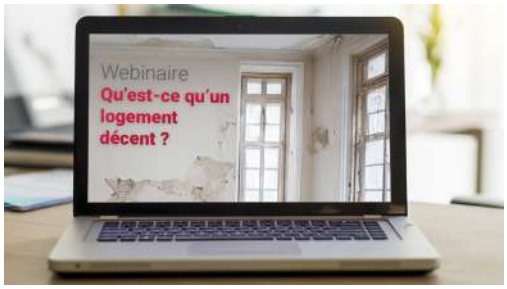
Le conseiller juriste apporte régulièrement à la permanence des plaquettes juridiques destinées au public et des affiches de présentation de l'ADIL afin de mieux faire connaître ses missions.

Ce bilan s'attache à présenter l'activité de la permanence et les caractéristiques des ménages rencontrés à l'appui de statistiques et d'éléments graphiques sur la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

En complément de son intervention au plus proche des habitants du Kremlin-Bicêtre, l'ADIL leur propose également les services suivants :

Prenez rendez-vous en visio avec un juriste spécialisé dans la copropriété

Découvrez nos webinaires



Testez vos connaissances avec les Mardi Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

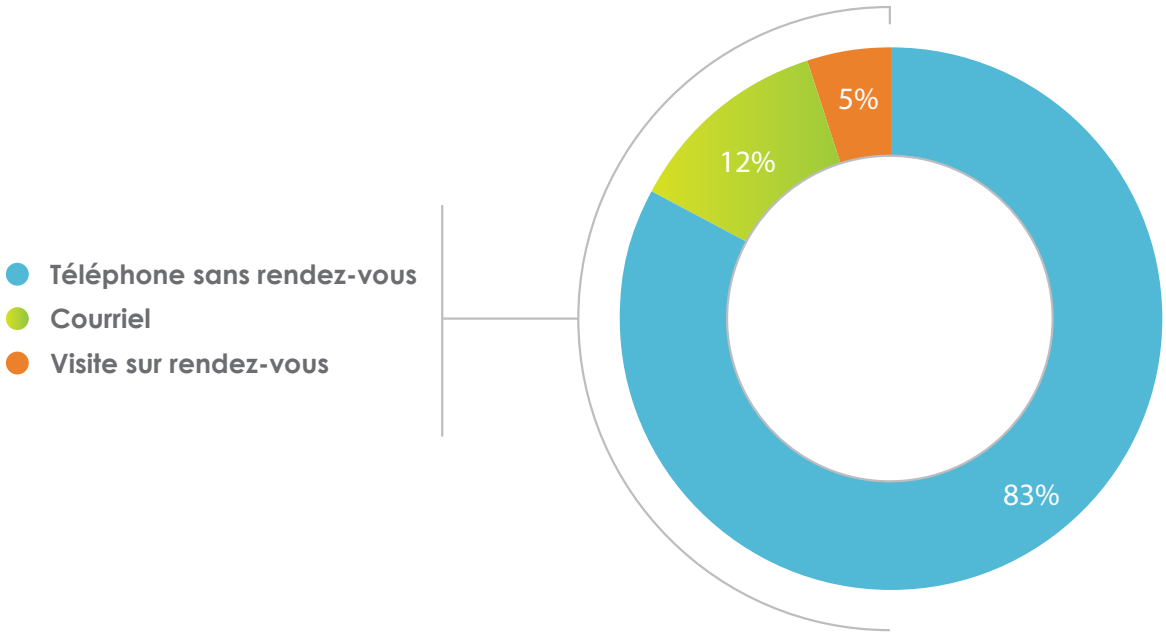
1. Volume des consultations juridiques, financières et fiscales liées au logement

585 Kremlinois ont consulté l'ADIL du Val-de-Marne du 1er janvier au 31 décembre 2024, contre 539 en 2023. Le nombre de sollicitations est en augmentation.

Les habitants du Kremlin Bicêtre ont utilisé les différents modes de consultation à leur disposition pour obtenir un conseil auprès de l'ADIL.

44 ménages (contre 63 en 2023) se sont rendus à la **permanence de l'ADIL** à la Mairie Place Jean Jaurès au Kremlin Bicêtre pour obtenir un conseil juridique, financier et fiscal sur le logement.

Type de consultation des Kremlinois



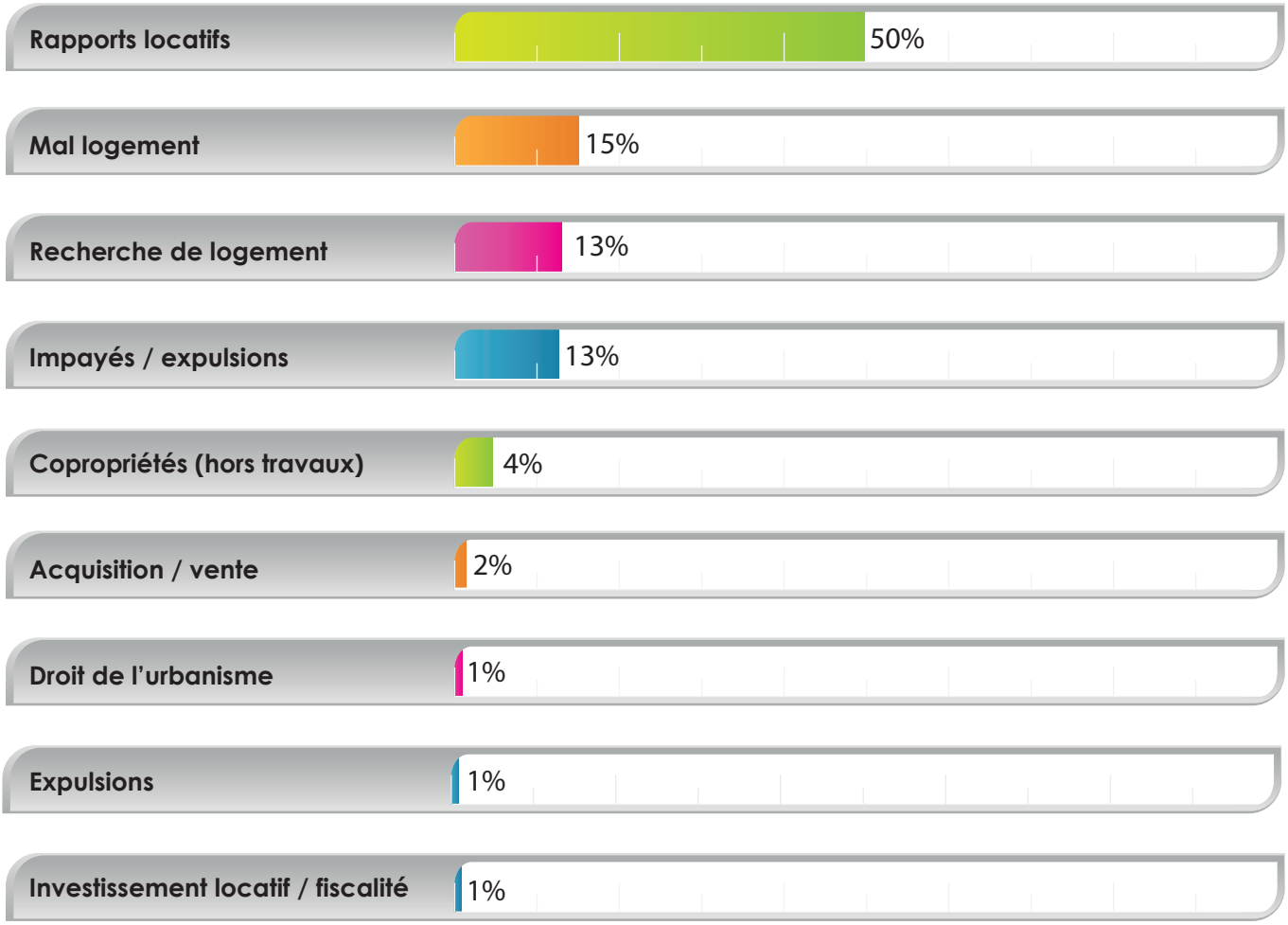
Source : Adilstatweb 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2. Thèmes des consultations juridiques, financières et fiscales sur le logement

Les Kremlinois de manière générale ont consulté l'ADIL du Val-de-Marne sur les thématiques suivantes :

Thème des consultations sur la commune



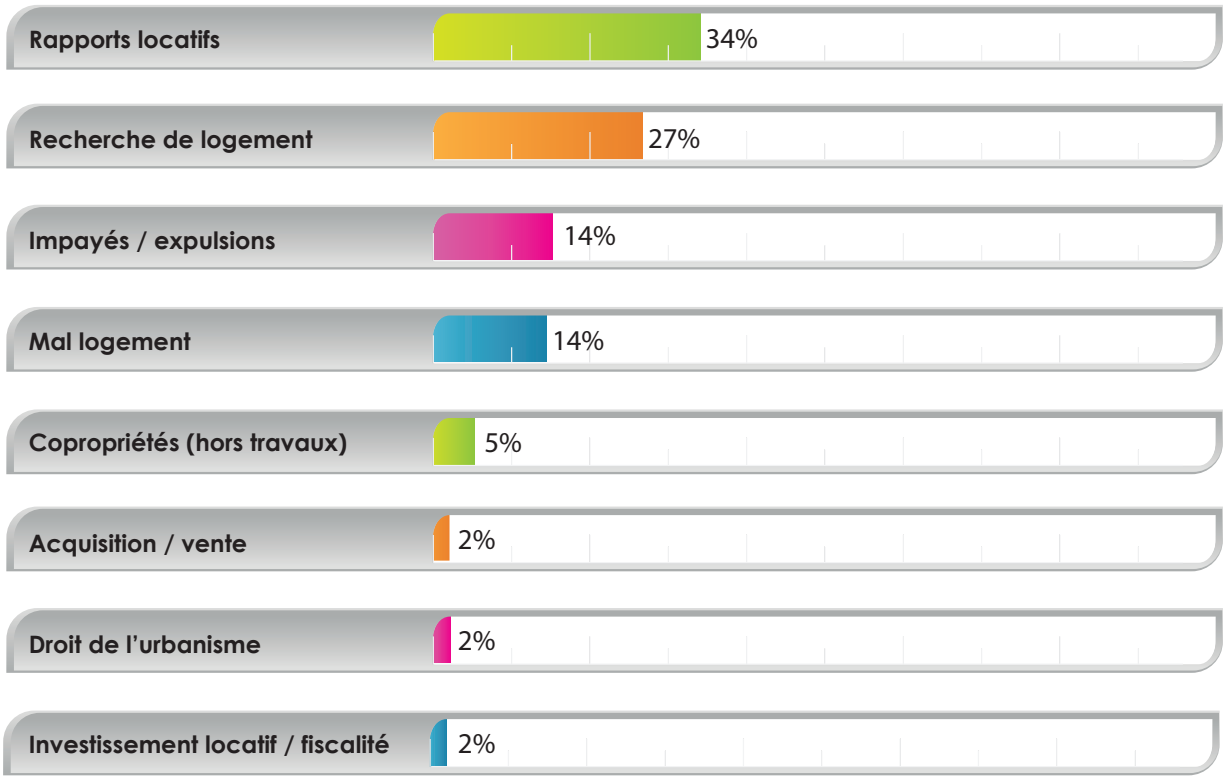
Source : Adilstatweb 2024

Suite à un changement de nomenclature à l'échelle nationale, la ventilation thématique de nos consultations réalisées en 2024 a évolué. En effet, certaines catégories précédemment intégrées dans le thème «Rapports locatifs» sont devenues des thématiques à part entière (mal logement, impayé/expulsion,...).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Dans le cadre de la permanence, la répartition des thèmes de consultation est différente :

Thème des consultations sur la permanence



Source : Adilstatweb 2024

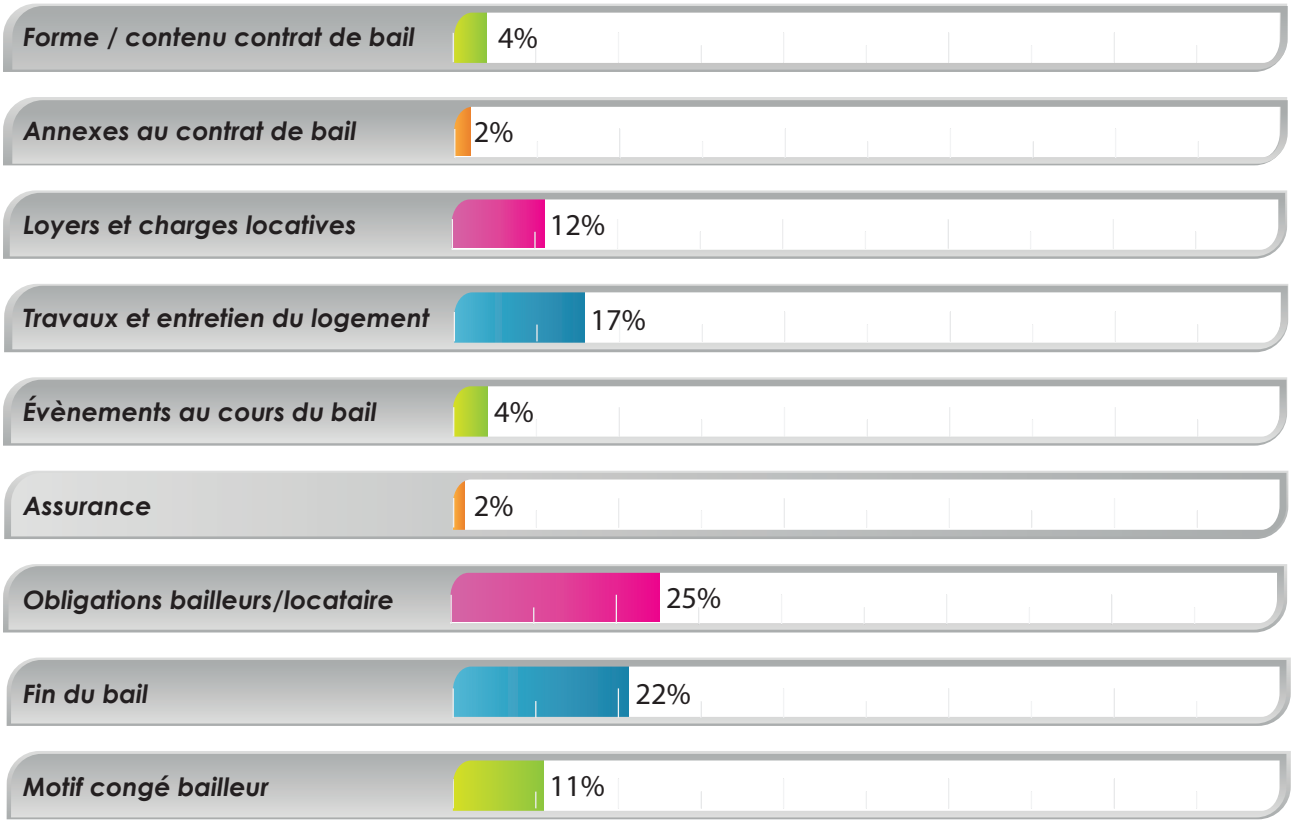
Sur la commune, les rapports locatifs dominent très largement les consultations, reflétant des problématiques récurrentes liées aux loyers, charges, et relations entre bailleurs et locataires. Les thèmes du mal logement et de la recherche de logement montrent une demande importante, souvent liée à des situations de précarité ou de besoin urgent de solutions résidentielles. Les sujets comme les copropriétés, l'acquisition/vente, et les impayés/expulsions traduisent des besoins variés, bien que moins fréquents.

En permanence, les rapports locatifs restent le thème le plus représenté, suivi de près par la recherche de logement. Cela indique que ces problématiques nécessitent souvent un contact direct pour être abordées efficacement. Les thèmes comme le mal logement et les impayés/expulsions, bien que moins nombreux, montrent un besoin d'accompagnement personnalisé pour traiter des cas souvent complexes ou sensibles.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

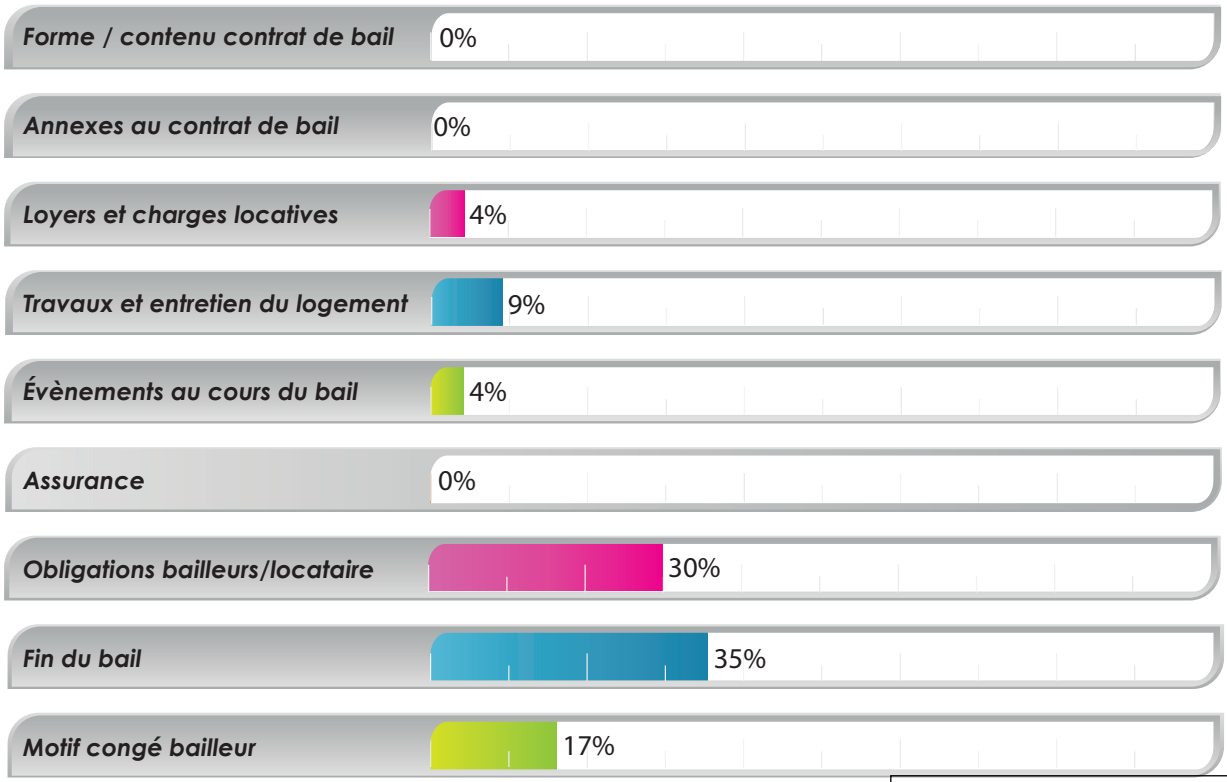
2.1. Les rapports locatifs

Les rapports locatifs sur la commune



Source : Adilstatweb 2024

Les rapports locatifs dans le cadre de la permanence

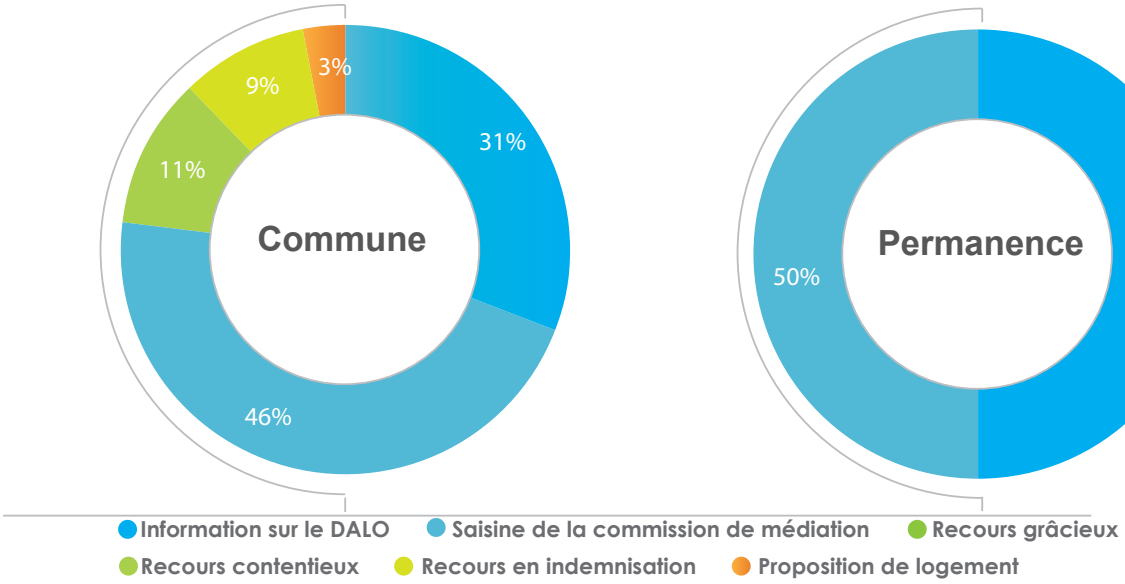


Source : Adilstatweb 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.2. La recherche de logement

La mise en oeuvre du DALO



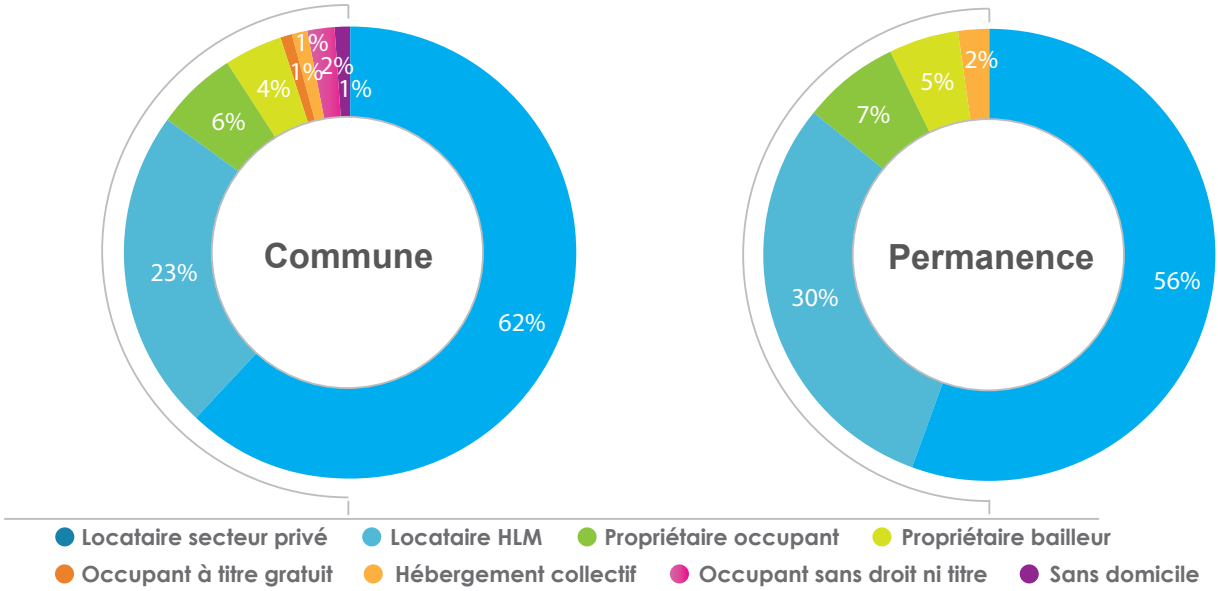
Source : Adilstatweb 2024

Sur la commune, la saisine de la commission de médiation représente le sujet prédominant, illustrant un besoin important d'accompagnement dans les démarches pour faire valoir le droit au logement opposable. Les informations sur le DALO, qui suivent en volume, traduisent une forte demande de compréhension des droits et des procédures. Les recours contentieux et indemnitaires, bien que moins nombreux, reflètent des cas complexes nécessitant un suivi juridique approfondi.

En permanence, les consultations sont limitées, mais elles concernent des thématiques clés comme les informations sur le DALO et la saisine de la commission de médiation, montrant que les usagers recherchent un contact direct pour des questions spécifiques ou des situations sensibles.

3. Les statuts d'occupation des consultants

L'ensemble des habitants de Kremlin Bicêtre ayant sollicité l'ADIL occupent leur logement selon les statuts suivants :



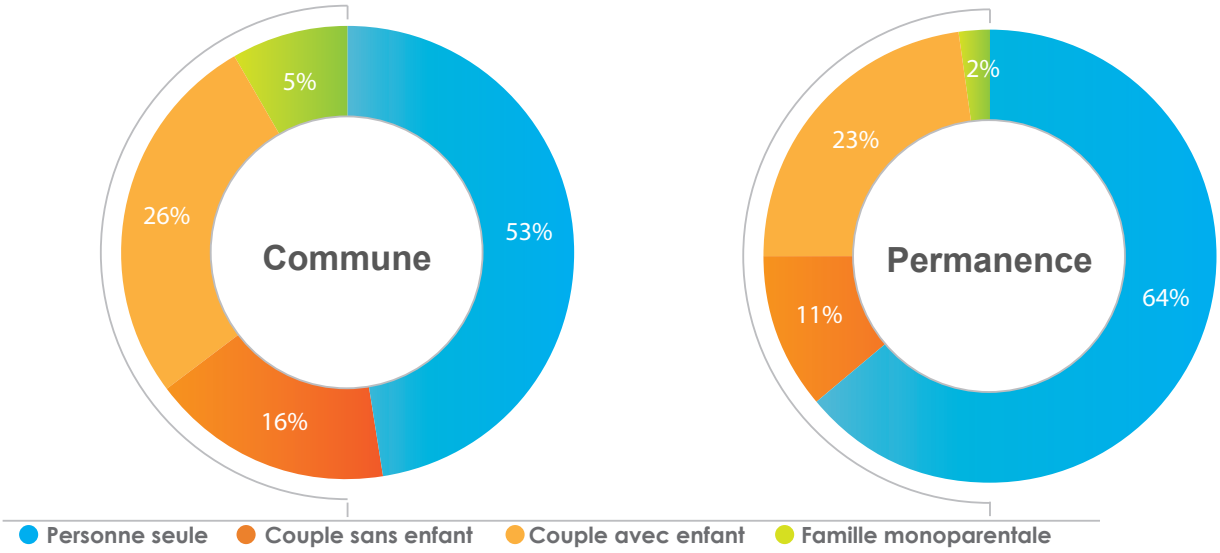
Source : Adilstatweb 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sur la commune, les locataires du secteur privé dominent largement les consultations, traduisant des besoins importants en matière de relations bailleur-locataire, de loyers, ou de charges locatives. Les locataires du secteur social représentent également une proportion significative, souvent en lien avec des démarches administratives spécifiques. Les propriétaires occupants et bailleurs, bien que moins nombreux, reflètent des préoccupations liées à la gestion ou à l'adaptation des biens immobiliers. Les statuts plus précaires, comme les sans domicile, les occupants sans droit ni titre, ou les hébergements collectifs, montrent des besoins critiques nécessitant un accompagnement ciblé.

En permanence, les locataires du secteur privé et du secteur social continuent d'être les groupes principaux, traduisant une continuité avec la répartition communale. Les consultations liées aux propriétaires occupants et aux propriétaires bailleurs restent présentes mais limitées, tandis que les situations spécifiques comme les hébergements collectifs ou les autres statuts mettent en évidence des besoins d'accompagnement ponctuels et spécifiques.

4- Composition familiale des consultants



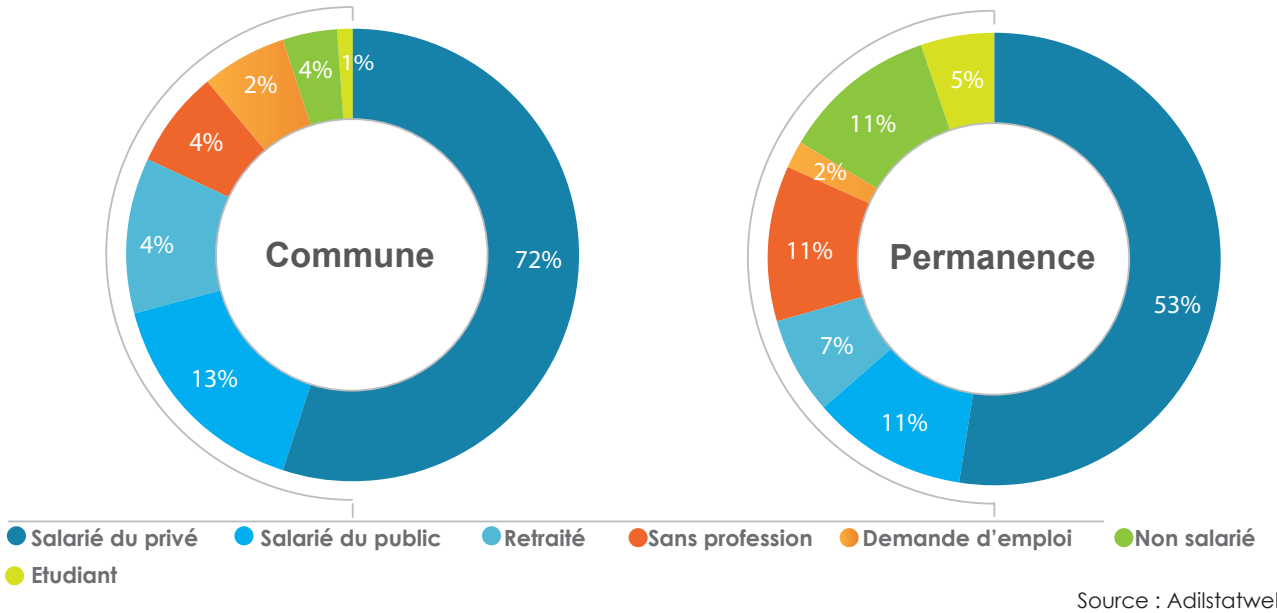
Source : Adilstatweb 2024

Sur la commune, les personnes seules forment la majorité des consultants, reflétant une forte demande individuelle pour des problématiques variées, notamment locatives ou administratives. Les couples avec enfant(s) montrent également une représentation importante, traduisant des besoins spécifiques liés aux logements adaptés à la vie familiale. Les familles monoparentales, bien que minoritaires, représentent un groupe potentiellement vulnérable nécessitant un accompagnement particulier.

En permanence, les personnes seules restent le groupe principal, confirmant leur besoin d'accompagnement direct pour des situations complexes ou urgentes. Les couples avec enfant(s) sont proportionnellement bien représentés, traduisant leur recours fréquent à la permanence pour des conseils personnalisés. Les familles monoparentales, bien qu'en nombre limité, montrent des besoins ponctuels souvent liés à des situations spécifiques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5. Situation par rapport à l'emploi des consultants

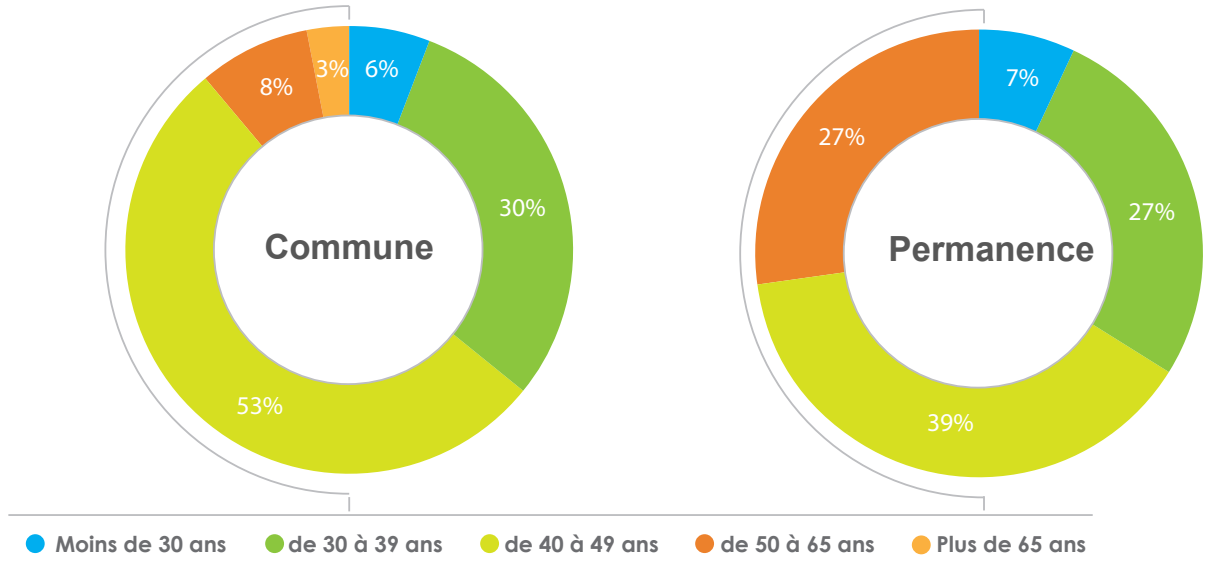


Source : Adilstatweb 2024

Sur la commune, les salariés du privé dominent nettement les consultations, traduisant une forte demande de la population active pour des problématiques locatives ou liées à l'accès à la propriété. Les salariés du public, bien que moins nombreux, forment le deuxième groupe le plus important, avec des besoins similaires mais spécifiques à leur situation professionnelle. Les sans profession et les non salariés montrent également une représentation notable, traduisant des besoins variés, notamment administratifs ou financiers.

En permanence, les salariés du privé restent dominants, reflétant des besoins constants d'accompagnement personnalisé. Les salariés du public, les sans profession, et les non salariés affichent une présence équilibrée, traduisant une diversité des situations et des problématiques nécessitant un suivi direct. Les étudiants et les demandeurs d'emploi, bien que minoritaires, mettent en évidence des besoins ponctuels mais spécifiques.

5. Age des consultants



Source : Adilstatweb 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sur la commune, les tranches d'âge 40 à 49 ans et 30 à 39 ans regroupent la majorité des consultants, traduisant des besoins élevés dans ces tranches souvent marquées par des projets résidentiels, familiaux, ou professionnels. Les 50 à 65 ans, bien que moins nombreux, montrent une demande spécifique liée à des démarches administratives ou à des transitions de vie comme la préparation à la retraite. Les plus de 65 ans et les moins de 30 ans, bien que minoritaires, reflètent des besoins ponctuels, notamment liés à l'adaptation du logement ou aux premières expériences locatives.

En permanence, les 40 à 49 ans restent dominants, montrant une continuité avec la répartition communale. Les 30 à 39 ans et les 50 à 65 ans sont également bien représentés, reflétant leur recours à la permanence pour des situations nécessitant un accompagnement direct. Les moins de 30 ans sont peu nombreux, mais leur présence témoigne de besoins spécifiques nécessitant une attention particulière.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

adil

Agence Départementale
d'Information
sur le Logement
du Val-de-Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-082

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

HABITAT – PORTER A CONNAISSANCE DU BILAN 2024 DES PERMANENCES DE L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) DU VAL-DE-MARNE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric RAYMOND, adjoint au Maire expose au Conseil :

Depuis 2011, la Ville du Kremlin-Bicêtre a noué un partenariat, renouvelé au travers d'une nouvelle convention qui a pris effet au 1er janvier 2022 pour une durée de quatre ans, avec l'Agence d'information sur le Logement du Val-de-Marne (ADIL) afin de proposer aux Kremlinois des permanences gratuites de conseils et d'informations sur toutes questions liées au logement et à l'urbanisme, assurées par un juriste.
Créée à l'initiative de l'Etat et des collecteurs 1 %, l'ADIL 94 est agréée par l'Agence Nationale d'Information sur le Logement (ANIL). La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000, dite loi SRU, a par ailleurs reconnu « le caractère d'intérêt général des activités des ADIL et leur fonctionnement partenarial » (article L366-1 CCH).
Elle a pour missions de :
- délivrer une information juridique neutre et gratuite sur toutes les questions liées au logement et à l'urbanisme en direction des habitants et professionnels de la commune, dans le cadre d'une permanence bimensuelle d'une demi-journée et des entretiens téléphoniques ;
- renseigner et former les acteurs du logement privé ou public du Val-de-Marne ;
- observer les dynamiques de marchés immobiliers et produire de la connaissance sur des problématiques en matière d'habitat dans le Val-de-Marne.

Dans le cadre de ces permanences, la Ville du Kremlin-Bicêtre demande à l'ADIL d'apporter également une attention particulière aux personnes en situation précaire de logement, notamment en direction des demandeurs de logement social de la commune qui sont confrontés à de nombreuses difficultés dans l'accomplissement des démarches liées au DALO (difficultés dans l'appropriation de ce droit et difficultés dans l'exercice de cette démarche). Afin de garantir l'accompagnement et l'accès au logement des Kremlinois, la commune entend par ce partenariat soutenir les habitants éligibles au DALO pour leur permettre de faire valoir ce droit et ainsi le rendre effectif.
C'est dans ce contexte que, conformément à l'article 5.2 de la convention, l'ADIL transmet son bilan d'activités de l'année 2024 qui est présenté au Conseil municipal. De plus, l'article 3 de la convention précise qu'une subvention annuelle de la Ville, calculée sur une base de 0,15 €/habitant, est allouée à l'ADIL, sous réserve du vote par le Conseil municipal, chaque année, du budget correspondant.

Le bilan de l'année 2024, ci-annexé, s'attache à présenter l'activité de la permanence et les caractéristiques des ménages rencontrés à l'appui de statistiques et d'éléments graphiques sur la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024. Il souligne, par ailleurs, les points suivants :
- 585 consultations effectuées auprès des habitants du Kremlin-Bicêtre avec une fréquentation au global en augmentation par rapport à l'année 2023 ;
- 44 ménages kremlinois ont été renseignés par un juriste de l'ADIL dans le cadre des permanences des deuxièmes mercredi de chaque mois et le quatrième mercredi de chaque mois (contre 63 ménages renseignés en 2023), ce qui montre une légère hausse des ménages reçus en mairie ;
- 83 % des ménages ont contacté la permanence téléphonique pour obtenir leur information, contre 76 % en 2023 ;
- 12 % des ménages ont obtenu leur information par écrit (par courriel). Ce mode de consultation est utilisé pour les situations simples contre 5 % en 2023 ;
- 50 % des questions posées par les Kremlinois lors des consultations concernent les rapports locatifs que le bailleur soit public ou privé (contre 46 % en 2023), 13 % la recherche d'un logement social ou le DALO (18 % en 2023), 4 % la copropriété (6 % en 2023), 2 % acquisition / vente ;
- 13 % concernent des Impayés/expulsions, 15 % concernent le mal logement, 1 % concerne les expulsions;
- Dans le cadre des permanences assurées en mairie, 34 % des ménages sollicitent l'ADIL sur une question relative aux relations locataires-bailleurs (contre 23 % en 2023), et 27 % pour une information sur la recherche de logement (contre 46 % en 2023) ;
- 53 % des ménages qui ont bénéficié d'une consultation sont en emploi (55 % en 2023), 7 % sont des retraités (11 % en 2023) ; 2 % de familles monoparentales (15 % en 2023).56 % sont locataires dans le parc privé (46 % en 2023) et 30 % dans le parc social (34 % en 2023).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de cette communication au titre du bilan de l'activité de l'ADIL en 2024 et d'autoriser le versement de l'appel ä cotisation présenté pour l'année 2024 s'élevant au montant de 3 673,80 €.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric RAMOND, adjoint au maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales;
Vu la délibération n°2017-096 du Conseil municipal du 21 décembre 2017 approuvant une convention de partenariat entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'ADIL du Val-de-Marne, pour la période 2018-2021 ;
Vu la délibération n°2021-130 du 16 décembre 2021 approuvant le renouvellement de la convention de partenariat entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'ADIL du Val-de-Marne, pour la période 2022-2025 ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Considérant que l'article 5.2 de ladite convention prévoit que l'ADIL transmet chaque année le bilan annuel de la permanence effectuée en faveur des ménages kremlinois ;
Considérant que l'article 3 prévoit qu'une subvention annuelle de la Ville, calculée sur une base de 0,15€/habitant, est allouée à l'ADIL, sous réserve du vote par le Conseil municipal, chaque année, du budget correspondant ;
Vu le budget municipal — exercice 2024 ;
Vu le bilan de l'ADIL 94 pour l'année 2024 ;
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1 :
DE PRENDRE ACTE du bilan de l'année 2024 des permanences effectuées par l'ADIL du Val-de-Marne au bénéfice des ménages kremlinois, ci-annexé.

Article 2 :
De verser le concours financier prévu par l'article 3 de la convention, qui s'élève au montant de 3 673,80 € pour l'année 2024.

Article 3
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-082-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

TERRITOIRE DE GRAND ORLY SEINE BIEVRE
VILLE DU KREMLIN-BICETRE

PROTOCOLE DE RELOGEMENT

Renouvellement urbain du quartier Péri-Schuman-Bergonié

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Grand Orly seine bièvre

Le Kremlin Bicêtre

Kremlin-Bicêtre Habitat

ActionLogement

ANRU Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Avenant 1

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : LES SIGNATAIRES DE L'AVENANT

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION

ARTICLE 3 : OBJET DE L'AVENANT

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS RENDUES CADUQUES DU PROTOCOLE RELOGEMENT

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE

ANNEXE : Schéma de process DRIHL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 1 : LES SIGNATAIRES DE L'AVENANT

Il réunit les partenaires du relogement intercommunal :

- L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU », représentée par sa Directrice Générale, ou par délégation, par son Délégué territorial dans le département ;
- L'Etat, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département ;
- L'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, désigné ci-après « l'EPT » ou « Grand-Orly Seine Bièvre », représenté par son Président ;
- La commune du Kremlin-Bicêtre, désignée ci-après par « la Ville du Kremlin-Bicêtre », représentée par son Maire ;
- Le bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat, désigné ci-après par « Kremlin-Bicêtre Habitat », représenté par sa Directrice Générale ;
- Action Logement Services, désigné ci-après par « Action Logement », représenté par sa Directrice Régionale.

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION

Le protocole de relogement intercommunal du PRIR Schuman-Bergonié a été approuvé par les délibérations du Conseil municipal n°2023-002A du 16 février 2023 et du Conseil territorial n° 2023-02-14_3070 du 14 février 2023.

A ce jour, il n'y a pas d'avenant contractualisé.

ARTICLE 3 : OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant consiste en l'intégration des évolutions suivantes :
Mise en conformité du protocole relogement signée en février 2023 avec la loi du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN ;
Mise à jour de l'état des lieux du relogement ;
Actualisation des livraisons neuves sur les communes ;
Modification de l'engagement des réservataires avec la mise en œuvre de la gestion en flux sur le parc existant ;
Réévaluation des taux d'engagements des réservataires sur le parc de logements neufs ;
Modification des modalités pratiques de fonctionnement et de suivi du relogement entre les acteurs ;
Intégration de l'évolution du RGA ANRU pour les baux signés à compter du 1er octobre 2023
Renforcement de la démarche de partenariat interbailleurs ;

ARTICLE 4 : MODIFICATIONS DES DISPOSITIONS RENDUES CADUQUES DU PROTOCOLE RELOGEMENT.

L'actualisation de l'avenant au protocole permet :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- De faire le point sur l'état d'avancement du relogement sur le PRIR Schuman-Bergonié par rapport aux dates de fin prévues
- D'analyser le rythme de relogement depuis le lancement du processus de relogement, afin de définir les pistes à privilégier et les leviers à actionner pour garantir que le relogement soit mené à bien, dans les délais et dans les meilleures conditions, tout en respectant le parcours résidentiel ascendant des ménages.

L'article 1.3 Diagnostic avant relogement → Article 1-3-1. Diagnostic Habitat est modifié comme suit :

L'Etablissement Public Territorial du Grand Orly Seine Bièvre a réalisé un diagnostic habitat du territoire, en date de novembre 2020. Ci-après un extrait des éléments concernant la Ville du Kremlin-Bicêtre et son positionnement par rapport aux communes voisines. Avec 4320 logements locatifs sociaux (LLS)(données SRU au 01.01.2020, NB : le diagnostic habitat de l'EPT se base quant à lui sur les données SRU au 01.01.2018), le Kremlin-Bicêtre est la 12ème commune la plus dotée en logement social du territoire. Elle occupe également la 12ème place en termes de taux de LLS, avec 37,42 % (toujours au 01.01.2020). A titre de comparaison, les communes limitrophes du territoire comptent à la même date : pour Arcueil, 4425 LLS (taux LLS : 46.25%) ; pour Gentilly, 4578 LLS (taux LLS : 55.31%) ; pour Ivry, 12701 LLS (taux LLS : 43.34%) ; pour Villejuif, 9399 LLS (taux LLS : 38.1%). En termes de typologie du parc social (données RPLS 2018), à l'inverse du territoire et de la métropole qui possèdent une majorité de T3 et de T4, la commune du Kremlin Bicêtre possède majoritairement des T1 et T2 (38%, soit le 3ème taux de T1-T2 le plus élevé des communes du territoire, après Cachan à 41% puis Rungis à 39% - GOSB étant à 31%). Il convient de noter que le Kremlin-Bicêtre possède, parmi toutes les communes du territoire, l'un des plus faibles taux de T3 et le plus faible taux de T4 (20% pour ce dernier, tout comme Arcueil et Ablon-sur-Seine). Le Kremlin Bicêtre est l'une des communes où les loyers de LLS (données RPLS 2018) sont les plus élevés du territoire : 3ème commune en pourcentage de LLS à loyer élevé, avec environ 65% de son parc social > 7€/m2, après Rungis et Chevilly-Larue, respectivement à 67 et 69% de loyers > 7€/m2 au sein de leur parc LLS, tous trois bien supérieurs au taux de loyers élevés au sein du parc social hors QPV de l'ensemble du territoire (46% des loyers > 7€/m2).

A l'inverse, le Kremlin-Bicêtre est la 4ème commune avec la plus petite proportion de parc social à faible loyer, c'est-à-dire moins de 6€/m² (environ 23%, soit moins que la proportion de faibles loyers au sein du parc social hors QPV de l'ensemble du territoire, qui atteint 30%). Les communes voisines sont quant à elle plus proches de la moyenne du territoire pour ces deux indicateurs, mais la proportion de faibles loyers y demeure en dessous de celle de l'ensemble du territoire et celle des loyers élevés légèrement au-dessus de celle de l'ensemble du territoire. Le territoire connaît une forte tension de la demande de logement social (10,1 demandes pour chaque attribution en 2019) qui s'accroit (7,7 et 9,4 demandes/attribution en 2017 et 2018) alors que le nombre d'attributions baisse. Au niveau des 11 projets NPRU du territoire, il est prévu environ 4 000 démolitions de logements sociaux entre 2021 et 2028. 3 pics de relogement se dégagent du calendrier prévisionnel des démolitions : 2021, 2024 et 2027.

Le relogement de la résidence Schuman concerne 120 logements regroupés sur deux résidences.

Le début du relogement à débuter au mois de décembre 2023 et devait être initialement achevé à la fin de l'année 2025 afin de céder une partie du foncier à l'AFL au 2nd semestre 2026. Cependant le rythme du relogement étant environ de 3 ménages par mois, l'AFL a accepté un report du transfert de terrain au 2nd semestre 2028 pour une fin de relogement au 1er semestre 2027.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Programme de démolition			Situation avant relogement			Situation à la fin 2024						
Immeuble	Adresse	Nombre de logements	Nombres de logement occupés (ménages titulaire) 1er janvier	Décohabitations demandées	Relogements à effectuer	Hors décompte du forfait relogement	Déménagements en attente	Relogement effectués décohabitations	Relogements effectués ménages titulaires	Total relogements effectués	Ménages restants à reloger	Vacances Logements
1	50 rue marcel Sembat, 25 rue robert Schuman, 27 rue robert Schuman	56	53	6	50	6	3	1	4	5	42	8
2	29 rue Robert Schuman, 31 rue Robert Schuman, 33 rue robert Schuman	64	62	1	50	1	3	1	15	16	37	19
TOTAL		**120**	**115**	**6**	**109**		**6**	**2**	**19**	**21**	**79**	**27**

<u>L'article 2. Les instances de pilotage et de suivi du relogement → Article 2.4 La cellule de relogement est modifié comme suit :</u>

- Un COPIL sera organisé annuellement pouvant également prendre la forme d'une conférence interbailleurs local.

Une cellule de relogement sera organisée13 tous les 2 mois. La cellule de relogement constitue le dispositif local et opérationnel de gestion et de suivi des relogements, qui garantit la bonne application du protocole de relogement. Elle assure la mise en œuvre du relogement des ménages concernés par les démolitions d'immeubles, et règle de manière concertée les difficultés pouvant survenir pour certains ménages.

En particulier, la cellule de relogement a pour objet :

• D'assurer le suivi des relogements et d'informer des difficultés de mise en œuvre ;

• De partager l'avancement de la recherche de logements d'accueil et d'étudier collectivement les situations individuelles et les propositions adaptées aux besoins, souhaits et capacités financières des ménages ;

• D'examiner les dossiers particuliers (décohabitation, hébergement, regroupement familial, demande de logement plus grand, personnes à mobilité réduite, personnes âgées…) ;

• De coordonner les actions des partenaires sociaux, auprès des familles présentant des fragilités sociales ou économiques ;

• De fournir régulièrement toutes les informations nécessaires à la connaissance de l'avancement du relogement et à la préparation des points intermédiaires de bilan.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cette cellule se composera des services en charge de la gestion et du suivi de proximité des relogements. Elle rassemblera l'EPT, la ville, le bailleur, la MOUS et le reste des réservataires parties prenantes sur le présent protocole relogement. Elle se réunira tous les 1 à 2 mois et sera animée par l'EPT, par la référente du présent protocole.

Afin de mieux cibler les besoins pour la suite du relogement, le bailleur KBH Habitat a fait l'exercice pour la ville du Kremlin-Bicêtre. Ce tableau correspond au lancement du relogement des 2 barres Schuman qui concerne 109 ménages effectifs à reloger.

Secteurs géographiques	Villes/Quartiers	T1	T2	T3	T4	T5	T6	TOTAL
Ville NPNRU	Même quartier	1	9	9	4	6		29
	Autre quartier		21	9	6	2		38
Villes limitrophes et dans l'EPT	Gentilly		1					1
	Ivry-Sur-Seine			1				1
	Chevilly-Larue			1				1
Villes hors EPT	Paris	1	2	2				5
Autres départements	Gironde			1				1
TOTAL		2	33	23	10	8		76

L'article 4. Les règles du relogement → Article 4.2 Les principes du relogement → Article 4-2-4. La minoration de loyer est créée comme suit :

A ce jour, le projet du Kremlin-Bicêtre ne possède pas d'enveloppe de minoration de loyer. Des discussions sont en cours pour qu'il puisse bénéficier de la création d'une enveloppe. Afin de pousser à l'utilisation de celle-ci le Règlement Général de l'ANRU a évolué. Il est applicable aux baux conclus à compter du 1er octobre 2023 :

- Relogement réalisé sur un logement neuf, livré à compter du 1er janvier 2009 ou en étiquette A/B/C
- Loyer = ou < au plafond APL du ménage relevé de + 10%
- Réduction effective du loyer, c'est-à-dire : le loyer fixé pour le ménage relogé doit être inférieur à celui qui aurait été pratiqué par le bailleur en l'absence de mobilisation du logement pour le relogement du ménage considéré (c'est-à-dire le loyer de première mise en location ou le loyer de relocation).
- Pour les EPT, les forfaits applicables sont ceux de la zone 1bis.

Majoration de l'aide pour les relogements interbailleurs en secteur tendu :

- 15 % de majoration sur l'aide à la minoration de loyer pour un relogement fait en interbailleurs dans le même l'EPT.
- 30 % de majoration sur l'aide à la minoration de loyer pour un relogement fait en interbailleurs qui aboutit à un relogement hors l'EPT.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

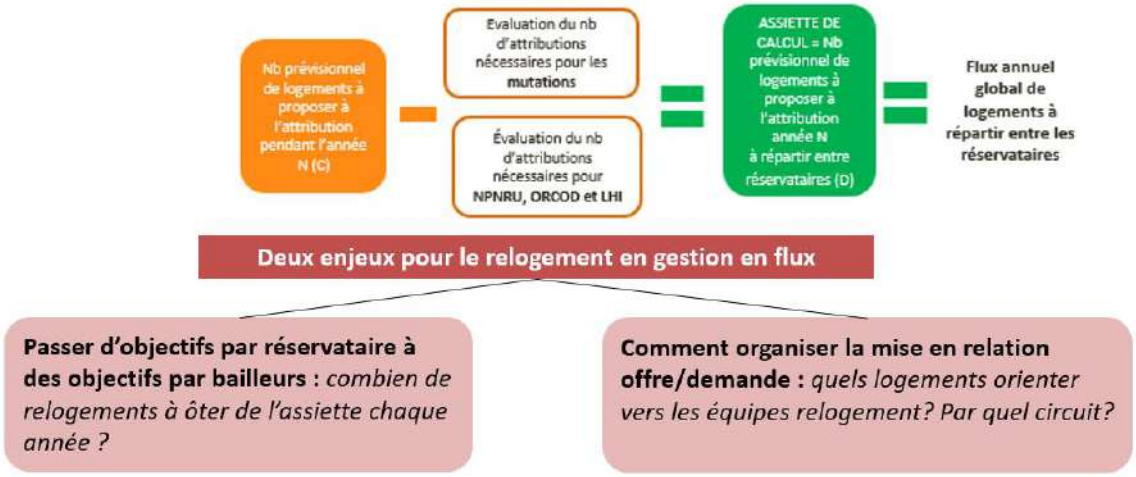
Typologie du logement	montant forfait de l'aide en euros par ménage relogé	majoration 15%	majoration 30%
T1/T2	3 000,00 €	3 450,00 €	3 950,00 €
T3	8 000,00 €	9 200,00 €	10 400,00 €
T4	12 000,00 €	13 800,00 €	15 600,00 €
T5 et+	16 000,00 €	18 400,00 €	20 800,00 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'article 5 dans son entièreté sur "La participation au relogement des partenaires" est supprimé et remplacé comme suit :

La phase relogement concerne, en octobre 2022, 114 logements de la Résidence Schuman, 6 logements étant vacants à la suite de la vacance organisée par le bailleur (départs spontanés). Cela représente en mars 2025, 64 ménages et 4 décohabitants.

L'article 5.1 Les engagements de mobilisation des contingents et la gestion en flux



Dans le cadre de la gestion en flux, les bailleurs peuvent retirer de l'assiette soumise au flux les logements qu'ils estiment nécessaires au relogement dans le respect des dispositions prévues par le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux. Avant le 28 février de chaque année, le bailleur devra adresser aux réservataires le bilan des logements soustraits du flux pour l'année N-1 en indiquant leur destination. Il donnera le prévisionnel des logements à sortir du flux et à mobiliser dont ceux à destination des relogements NPNRU. Les relogements NPNRU incomberont désormais aux bailleurs.

L'article 5.2 Sur les programmes neufs

L'article 5-2-1. Identification des constructions neuves pouvant servir au relogement

À la date de l'avenant du protocole, les constructions neuves identifiées comme pouvant être utilisées en partie pour le relogement, selon leur échéance de livraison, sont les suivantes :

Programmes sociaux locatifs neufs	Bailleur	Nombre de logements	Type de financement	Date prévisionnelle de livraison
EVSO – ILOT E		130	Etudiants	2027
EVSO – ILOT CN1	COOP KB (en vefa)	33	18 PLAI, 11 PLUS, 4 PLS	2027/2028

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

EVSO – ILOT CS1	COOP KB(en vefa)	43	23 PLAI, 14 PLUS, 6 PLS	2027/2028
EVSO – ILOT B	COOP KB (en MO)	29	Hypothèses : 13 PLAI, 12 PLUS, 4 PLS	2028/2029
EVSO – ILOT AE1	COOP KB (en MO)	33	Hypothèses : 18 PLAI, 11 PLUS, 4 PLS	2028/2030
EVSO – ILOT AO1	Non défini	15	Non défini	2028/2030
EVSO – ILOT A Nord	Non défini	8	Non défini	2028/2030
L'HOSPITALITE	RESID ETAPES	118	Résidence jeunes actifs	PC déposé le 04/04/2025 Livraison 2027/2028
13-15 DELESCLUZE	SEQUENS	17	9 PLUS, 4 PLS et 4 PLAI	2026
13 RUE BABEUF	IN'LI	6	PLS	2026
ROUTE STRATEGIQUE	ARCADE VYV	30	Pension de famille	2027
21 AVENUE EUGENE THOMAS	ARCADE VYV	29	Pas encore stabilisé	Permis en instruction
176-178 AVENUE FONTAINEBLEAU/ 35 RUE DANTON (MGEN)	3F	39 36	LLI CHRS	Projet dépôt PC mi 2025. Livraison 2027
35 RUE JOHN FITZGERALD KENNEDY	ARCADE VYV	22	Accession sociale SCIAPP	2025
31 AVENUE DE FONTAINEBLEAU	BATIGERE	27	10 PLAI minorés, 4 PLUS et 13 PLS	Fin 2025
12-16 RUE CARNOT	SEQENS-acquisition-amélioration	38	13 PLAI et 25 PLS	2025

L'article 5-2-2. Réengagement et mobilisation du contingent des partenaires dans les opérations neuves

Au regard des logements identifiés et suite au passage à la gestion en flux et sous réserve de l'évolution des programmes et/ou des échéances de livraisons, les partenaires dans les opérations neuves se réengagent :

La mobilisation du contingent de la ville du Kremlin Bicêtre :
La ville s'engage à mobiliser 80% de son contingent financé en PLUS-PLAI de ces programmes.

La mobilisation du contingent de Kremlin-Bicêtre Habitat
Le bailleur s'engage à mobiliser 80% de son contingent sur les logements neufs financés en PLUS-PLAI de ces programmes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La mobilisation du contingent préfectoral

L'Etat s'engage à mobiliser, pour les programmes neufs 40% des logements PLUS/PLAI.

Ce taux s'applique aux logements neufs réservés au titre du contingent préfectoral destiné aux ménages mal logés, et livrés sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre. Ce contingent ne pourra pas être mobilisé pour les décohabitants et les ménages bénéficiant du droit au retour. Ce droit est assimilé à une mutation et relève donc d'une Demande de Logement Social classique, hors dispositif « ANRU ».

L'Etat comptabilise son engagement dans le neuf en nombre de logements mis à disposition, et non en relogements effectivement réalisés.

La mobilisation du contingent d'Action Logement

Action Logement Services réaffirme sa volonté d'accompagner ses partenaires sur les programmes de relogement préalables aux opérations menées lors de démolition, de requalification, de recyclage de copropriétés dégradées ou d'habitat ancien dégradé.

La mobilisation d'Action Logement Services sera sollicitée pour le relogement de tout demandeur salarié dont l'éligibilité est définie selon la directive du 12/04/2018 et dont la définition ci-après est en vigueur depuis le 12/10/2023 :

- *« Salariés des entreprises du secteur privé non agricole de 10 salariés et plus (pour les entreprises du secteur agricole : plus de 50 salariés), quelles que soient leur ancienneté et la nature de leur contrat de travail, ou demandeur d'emploi pour les demandes de logement dans le cadre du dispositif « Droit au logement opposable » (DALO). Les préretraités sont assimilés aux salariés. »*

A ce titre, Action Logement Services s'engage à :

- Participer à l'effort de relogement via la mise à disposition de logements de son contingent lors de la première mise en service d'un programme à l'échelle de l'EPCI/CA et tous bailleurs confondus, à hauteur de **40% maximum**. Ce pourcentage concerne les opérations de construction neuves et de requalification en milieu vacant afin de faciliter le relogement des salariés des entreprises du secteur assujetti concernés par les projets de démolition, de requalification, de recyclage copropriétés dégradées ou d'habitat ancien dégradé indiqués dans la présente charte. Cette offre dans le neuf sera située en priorité sur l'aire territoriale du Kremlin-Bicêtre. Cette offre de logement pourra être élargie à d'autres territoires franciliens uniquement dans le cadre d'un rapprochement domicile-travail et sans engagement chiffré.
  NB : Action Logement Services définit un pourcentage maximal de désignation des ménages relevant du NPNRU sur les opérations neuves relevant de son contingent pour pouvoir répondre aux autres obligations et enjeux (DALO, publics prioritaires, mixité sociale, sollicitations des entreprises).

- Travailler étroitement avec les Maitrises d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) afin de proposer aux ménages relevant du public éligible, comme énoncé ci-dessus, des solutions de relogement adaptées. Pour ce faire, les MOUS s'engagent à fournir aux services d'Action Logement Services un listing à jour et complet des publics salariés éligibles au contingent d'ALS de façon régulière et d'accompagner ces derniers lors de leurs inscriptions sur la plateforme AL'IN. Ce travail consistera notamment à recueillir les informations relatives à l'identification

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

de ces ménages (n° SIRET ou employeur). Ce listing devra être consolidé, actualisé et conforme à la réglementation RGPD, c'est-à-dire que les ménages devront avoir donné leur accord à la MOUS ou à leur bailleur pour le transfert de ces informations. Les dossiers des candidats devront être complets pour permettre leur instruction via la plateforme AL'IN.

- Proposer aux salariés qui rencontrent des difficultés conjoncturelles son service d'accompagnement social, dont l'objectif est de favoriser l'accès ou le maintien dans le logement grâce à une prise en charge personnalisée.

  Ce réseau, dénommé CIL PASS assistance®, est déployé au niveau national et s'adresse aux ménages dont les difficultés font souvent suite à un accident de la vie qui déstabilise leur budget et fragilise leur situation locative.

- Mobiliser, en tant que de besoin, des moyens et des aides au titre de la solvabilisation et de la sécurisation telles que les aides LOCA-PASS® ou Visale des salariés relogés.

NB : Une mobilisation au titre du relogement d'un public non éligible au contingent d'Action Logement Services ne pourra être envisagée.

L'article 5.3 Solidarité inter-bailleurs

Adossés aux travaux de la CIA et de la CIL, et dans le cadre de ses compétences, l'EPT Grand Orly Seine Bièvre travaille à la construction d'une démarche inter-bailleurs à l'échelle du territoire. Ainsi, les communes ont été sollicitées sur l'année 2022 pour travailler sur ce sujet et les bailleurs du territoire le seront également. La solidarité inter-bailleurs, par l'affectation d'une partie de leurs attributions aux opérations de relogement, permet d'élargir les propositions qui pourront être faites aux ménages à reloger. Aussi la solidarité entre les bailleurs sera-t-elle recherchée à travers la mobilisation de bailleurs non démolisseurs et des accords de réciprocité ou compensations, dès que cela est possible et en tenant compte des souhaits et besoins des ménages. Solidarité entre bailleurs à travers la mobilisation de bailleurs non-démolisseurs et des accords de réciprocité.

Afin de réunir les conditions nécessaires pour mener à bien les relogements dans un délai contraint tout en respectant des objectifs de qualité, des synergies se mettent en place entre bailleurs et entre les communes, et ces collaborations sont appelées à se renforcer. La mise à disposition de logements dite « interbailleurs » permet d'élargir l'offre et de fluidifier les relogements du NPNRU, notamment pour les bailleurs démolisseurs ayant une faible capacité de relogement au regard du nombre de ménages à reloger et/ou une absence de patrimoine dans les communes demandées.

Il est attendu une mobilisation partenariale forte de l'interbailleurs pour :

- Assurer la meilleure adéquation du relogement aux souhaits des ménages ;
- Satisfaire les souhaits de mobilité géographique quand le bailleur démolisseur ne dispose pas de logement (ou lorsque le taux de rotation est faible) dans la commune ou le secteur demandé par le ménage ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Contribuer au relogement de ménages dont la situation nécessite un logement particulier (adapté à la perte d'autonomie, typologie spécifique…) dont le bailleur ne disposerait pas dans son parc ;
- Mobiliser une offre de logements neufs ou mis en location depuis moins de 5 ans.

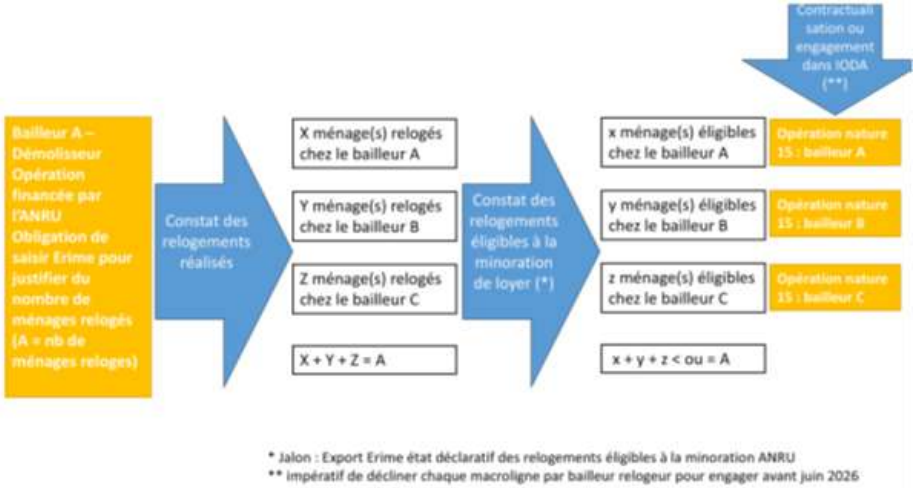
Ordre priorité du critère	Thématique	Critères proposés
1	Localisation du logement	**Priorité à l'opération se déroulant dans la commune du logement mis à disposition**
2	Temporalité des opérations	Fin d'opération
		Relogement permettant la sécurisation d'une cage d'escalier
3	Inconfort	Logement présentant des dégradations ou inadapté au besoin du ménage
4	Adaptation	Arbitrage en faveur d'un ménage senior/PMR si le logement est en bas étage
		Atteinte des objectifs contractualisés

L'EPT s'appuie sur une grille de priorisation pour le positionnement d'un ménage lors de la mise à disposition d'un logement en interbailleurs.

Qu'ils soient démolisseurs ou non démolisseurs l'ensemble des bailleurs du territoire de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre sont solidaires et participent aux objectifs globaux de relogement dans le cadre de l'interbailleurs, en faisant des propositions via la plateforme de relogement interbailleurs ou en direct aux cellules locales qui les solliciteraient et via les mises à dispositions.

Les bailleurs sociaux solidaires seront chargés :

- De s'assurer de la radiation effective de la demande sur le Serveur National d'Enregistrement avec le motif « Renouvellement urbain », dès lors que l'attribution a été prononcée, en précisant le contingent sur lequel l'attribution doit être comptabilisée ;
- De contribuer au relogement des ménages selon les engagements du présent protocole et de participer au dispositif de relogement notamment lors des cellules locales de relogement.



* Jalon : Export Erime état déclaratif des relogements éligibles à la minoration ANRU
** impératif de décliner chaque macroligne par bailleur relogeur pour engager avant juin 2026

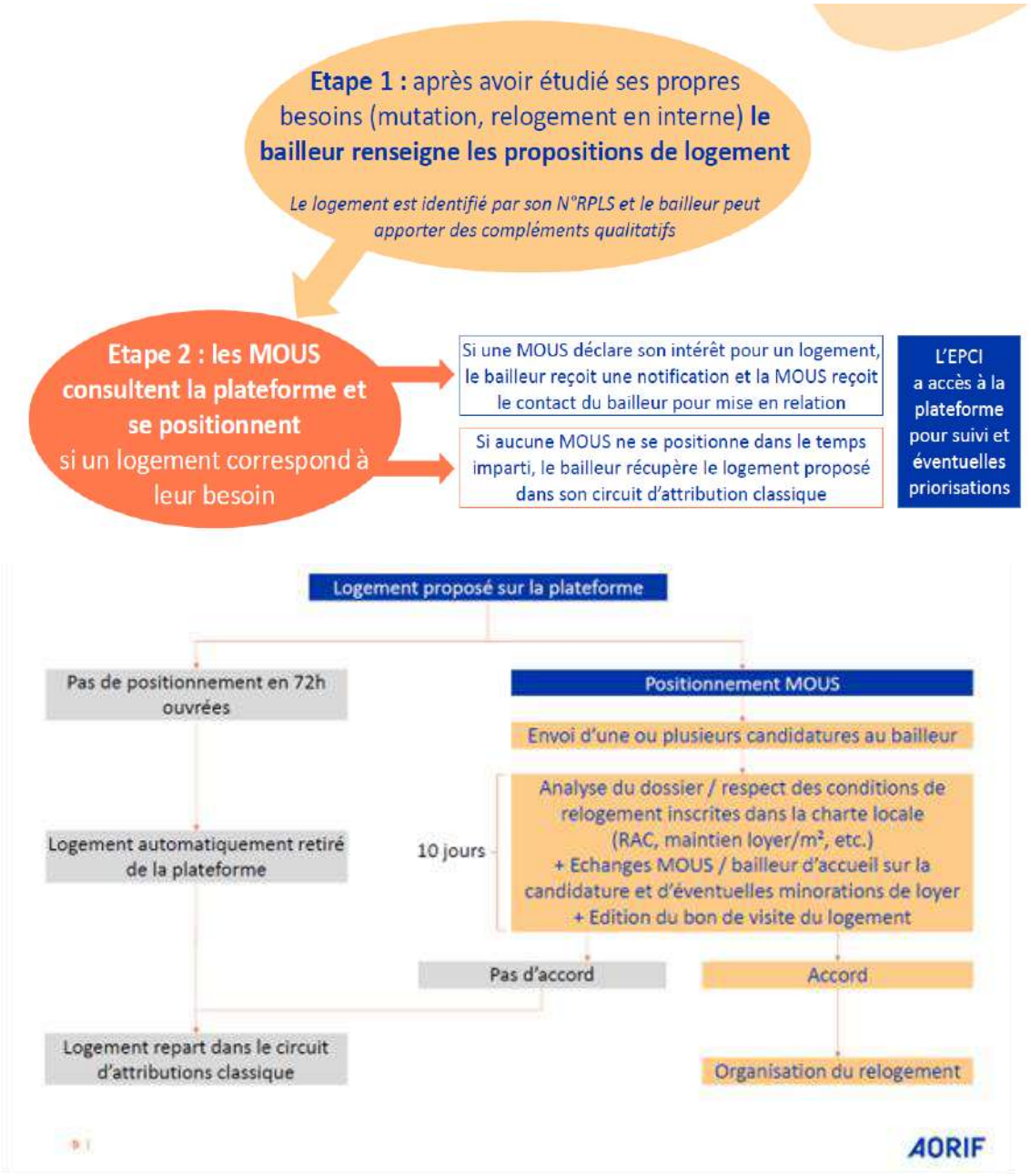
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- De consentir aux minorations de loyer pour les relogements effectués dans leur patrimoine neuf et récent, en contrepartie de subventions forfaitaires de l'ANRU : le loyer doit être inférieur au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL fixé par arrêté (voir annexe n°4 notes ANRU sur la subvention pour minoration de loyer du 28 novembre 2023).

L'outil privilégié pour la mise à disposition et le suivi du relogement interbailleurs sera la plateforme régionale « Orélii » de l'AORIF. Actuellement en expérimentation, elle est en cours de déploiement depuis mars pour tout le territoire francilien. L'atout de cette plateforme est de pouvoir faire un travail de ciblage à l'échelle de la commune puis de réorienter l'offre de logement si elle ne trouve pas preneur. Pour la phase pilote, Orélii ne peut être utilisée que pour les NPNRU. Il convient de noter que, dans le cadre des relogements liés à des opérations de droit commun ainsi que des mutations interbailleurs, aucune sortie d'assiette n'est envisageable. Les logements éventuellement proposés par les bailleurs à ce titre devront donc être mobilisés sur leur propre flux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME (extrait du support de l'AORIF)



Les bailleurs démolisseurs solidaires et les bailleurs non démolisseurs solidaires (assurent une solidarité au bailleur social démolisseur. Les bailleurs partenaires démolisseurs et non démolisseurs s'engagent à participer aux objectifs globaux de relogement dans le cadre de l'interbailleurs, en faisant des propositions via la plateforme de relogement interbailleurs ou en direct aux cellules locales qui les solliciteraient et via les mises à dispositions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les bailleurs sociaux solidaires démolisseurs et non démolisseurs seront chargés :

- De s'assurer de la radiation effective de la demande sur le Serveur National d'Enregistrement avec le motif « Renouvellement urbain », dès lors que l'attribution a été prononcée, en précisant le contingent sur lequel l'attribution doit être comptabilisée ;
- De contribuer au relogement des ménages selon les engagements du présent protocole et de participer au dispositif de relogement notamment lors des cellules locales de relogement.
- De consentir aux minorations de loyer pour les relogements effectués dans leur patrimoine neuf et récent, en contrepartie de subventions forfaitaires de l'ANRU : le loyer doit être inférieur au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL fixé par arrêté (voir annexe n°4 note ANRU sur la subvention pour minoration de loyer du 28 novembre 2023).

L'article 5.4 Solutions alternatives pour certaines populations

Pour certaines catégories de populations parmi les locataires (personnes âgées, jeunes actifs, …), des solutions alternatives pourront être proposées pour leur relogement, tels les foyers de jeunes travailleurs, de résidences autonomies, si ces établissements existent sur le territoire communal ou à proximité.

L'article 6.2. Suivi et évaluation du relogement → 6.2.3 ERIME est créé comme suit :

Pour permettre le pilotage et le suivi du relogement, les maîtres d'ouvrage des opérations générant le relogement doivent saisir dans eRime l'ensemble des données relatives aux ménages relogés ou à reloger. Cette saisie dans l'outil doit se faire dès que possible, dès la consolidation des éléments du diagnostic social et au plus tard au démarrage de la phase de relogement. eRime devient obligatoire pour justifier des concours financiers de l'ANRU aux opérations générant le relogement et aux opérations « minoration de loyer ». Il permet aux bailleurs et maîtres d'ouvrage concernés d'extraire :

- Le plan de relogement justifiant les « forfaits relogement » rentrant dans le calcul des concours financiers accordés sur les opérations financées par l'ANRU et qui génèrent du relogement,
- L'état déclaratif du relogement éligible à l'indemnité de minoration de loyer.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par la dernière partie prenante signataire.

Les clauses du protocole de relogement non modifiées par le présent avenant demeure inchangées et applicables conformément aux dispositions prévues par le protocole initial.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le protocole de relogement et cet avenant forment un tout indivisible. Une version actualisée du protocole de relogement consolidant l'ensemble des modifications est annexée.

LE :

Etienne Stoskopf	Sophie Labrousse
Préfet du Val de Marne	Vice-présidente au renouvellement urbain et à la politique de la ville de l'Etablissement public territorial Grand-orly Seine Bièvre
Jean-François Delage	Coumba Dembélé
Maire du Kremlin Bicêtre	Directrice Générale de la coopérative Kremlin-Bicêtre Habitat
Caroline Perriot	
Directrice Régionale Ile de France pour Action Logement Services	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe : schéma de process DRIHL

<table>
<tr><th></th><th>Opérations des bailleurs démolisseurs</th><th>Opérations des bailleurs solidaires signataires du protocole</th><th>Opérations des autres bailleurs</th></tr>
<tr><td>Choix des logements neufs mobilisés</td><td rowspan="2">Le bailleur envoie la liste des logements du CPML en précisant ceux à flécher NPRU (en conformité avec nos engagements chiffrés) et les NUR des ménages à positionner</td><td colspan="2">Le BAL envoie à la MOUS la liste des logements du CPML de l'opération neuve en précisant combien de logements elle peut mobiliser</td></tr>
<tr><td>Choix des ménages ANRU</td><td colspan="2">Dans un délai de 3 jours, la MOUS indique au BAL quels logements elle retient et précise pour chacun le NUR du ou des ménages à positionner</td></tr>
<tr><td>Suivi Syplo/ désignation aux bailleurs</td><td colspan="3">Le BAL saisit les présentations dans Syplo</td></tr>
<tr><td>Courrier de proposition aux ménages</td><td colspan="2">La MOUS envoie le courrier de proposition aux ménages</td><td>Le BAL adresse le courrier de proposition aux ménages</td></tr>
<tr><td>2 ème liste</td><td colspan="2">En cas d'échec de la 1ère liste, la MOUS peut proposer une 2nde liste ANRU, dans un délai de 3 jours</td><td>En cas d'échec de la liste ANRU, le BAL reprend la main sur le logement pour proposer une liste de prioritaires</td></tr>
<tr><td>3 ème liste</td><td colspan="2">En cas d'échec de la 2nde liste ANRU, le bailleur laisse un délai de 1 mois au BAL pour proposer une liste de prioritaires</td><td></td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-083

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

HABITAT - APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU PROTOCOLE DE RELOGEMENT DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN D'INTERET REGIONAL "PERI SCHUMAN – BERGONIE" DU KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric RAYMOND, adjoint au Maire expose au Conseil :

CONTEXTE

La qualité du processus de relogement constitue un enjeu majeur pour la réussite des projets de renouvellement urbain. Elle conditionne l'avancement opérationnel de ces projets et représente un levier essentiel en matière de rééquilibrage territorial.

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain concernant le PRIR Schuman-Bergonié cette exigence de qualité revêt une importance particulière. L'ensemble des partenaires ont ainsi contractualisé leurs engagements en ce sens, dans un protocole de relogement intercommunal signé en février 2023.

Le relogement des deux barres Schuman correspond à 120 logements dont 109 locataires effectifs à reloger au démarrage. L'objectif de fin de relogement était initialement prévu au 2ème semestre 2025 afin de libérer le foncier destiné à l'AFL pour le 2nd semestre 2026. Toutefois, le relogement ayant pris du retard et le rythme de relogement n'excédant pas 3 ménages par mois en moyenne, un report du transfert du foncier a été approuvé au 2nd semestre 2028 par l'AFL. L'objectif de fin de relogement est donc reporté au 1er semestre 2027 sur une base d'un rythme de relogement de 3 par mois.

ENJEUX :

A date de fin mars 2025, il reste 69 ménages et 4 décohabitants à reloger. Depuis sa signature en 2023, plusieurs évolutions réglementaires et opérationnelles ont rendu nécessaire une mise à jour du Protocole de Relogement. En particulier, la loi ELAN du 23 novembre 2018 a introduit un passage de la gestion en stock à la gestion en flux des logements sociaux anciens, impactant directement la gestion des attributions de logements dans le cadre des projets de renouvellement urbain.

Il y a également un enjeu à renforcer la solidarité communale et territoriale en réaffirmant le dispositif d'inter-bailleur, dont l'objectif est de mutualiser les attributions de logements entre les différents bailleurs afin d'élargir les opportunités de relogement pour les ménages concernés. Cette approche garantit une répartition plus équilibrée des attributions et favorise une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des habitants.

La présente délibération sur l'avenant n°1 au Protocole de Relogement vise à :

- Assurer la mise en conformité du Protocole avec les évolutions législatives et réglementaires en vigueur ;
- Réévaluer les taux d'engagement des réservataires sur le parc neuf (maintien de la gestion en stock pour la première mise en location);
- Mettre à jour l'état des lieux du relogement et actualiser les livraisons de logements neufs sur la commune ;
- Renforcer la solidarité inter-bailleurs et d'optimiser le parcours résidentiel des ménages concernés ;
- Intégrer les évolutions du Règlement Général de l'ANRU depuis le 1er octobre 2023 pour la mobilisation de la subvention de minoration de loyers ;
- Adapter les modalités pratiques de pilotage et d'animation du suivi du relogement.

Cet avenant a été élaboré en concertation avec l'ensemble des partenaires (ANRU, État, Grand-Orly Seine Bièvre, la Ville du Kremlin-Bicêtre, la COOP KBH et Action Logement Services).

PROPOSITIONS :

Compte tenu des éléments exposés précédemment et détaillés dans l'avenant au protocole de relogement, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet d'avenant au protocole de relogement du Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) du Kremlin Bicêtre.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ledit avenant ou tout document afférent à celle-ci afin de permettre la réalisation des actions qui sont inscrites.

LE CONSEIL

Frédéric RAYMOND, adjoint au Maire expose au Conseil :
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et en particulier son article L 103-2 et suivants,
Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;
Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Vu la loi n° 99.586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2014 relative aux libertés et aux responsabilités locales,
Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN ;
Vu le règlement général relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain validé par le CA de l'Agence Nationale pour la Rénovation urbaine le 25 mai 2018 ;
Vu le projet de renouvellement urbain d'intérêt régional du quartier « Péri-Schuman-Bergonié » du Kremlin-Bicêtre;
Vu la délibération n°2023-002A du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du16 février 2023 approuvant le protocole de relogement du Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) du Kremlin-Bicêtre;
Vu la délibération n° 2023-02-14_3070 du Conseil territorial du 14 février 2023 approuvant le protocole et charte relogement du projet de renouvellement urbain du quartier Schuman au Kremlin-Bicêtre
Vu la délibération n°2022-110 du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre en date du 24 novembre 2022 et la délibération n°2022-12-13_3007 du Conseil territorial en date du 13 décembre 2022 approuvant la convention de site pluriannuelle du Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional "Péri Schuman – Bergonié" du Kremlin-Bicêtre et autorisant sa signature ;
Considérant, les évolutions réglementaires et opérationnelles liées à la loi ELAN du 23 novembre 2018 et l'introduction de la gestion en flux des logements sociaux anciens, impactant directement la gestion des attributions de logements dans le cadre des projets de renouvellement urbain dans l'ancien et le neuf ;
Considérant, la mise en place du dispositif inter-bailleurs sur le territoire visant à favoriser le relogement des ménages, en réponse au faible taux de rotation des logements disponibles, et son suivi par la plateforme Orelii de l'AORIF ;
Considérant, qu'un projet de rénovation urbaine doit être accompagné d'une politique de relogement qui doit être l'occasion pour les ménages concernés de bénéficier d'une trajectoire résidentielle positive s'inscrivant dans leur projet de vie, répondant à leurs souhaits et à leurs besoins en termes de mobilité résidentielle ;
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1 :
D'approuver l'avenant N°1 au protocole de relogement du Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional "Péri Schuman – Bergonié" du Kremlin-Bicêtre.

Article 2 :
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer, au nom et pour le compte de la commune, l'avenant n°1 au protocole de relogement Projet de renouvellement urbain d'intérêt régional "Péri Schuman – Bergonié" ainsi que tout document afférent.

Article 3 :
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-083-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-084

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Urbanisme - Modification du tarif de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) pour l'année 2026

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-084-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

La TLPE s'applique sans exception à tous les supports publicitaires fixes exploités et visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, situés sur l'ensemble du territoire de la commune. On distingue trois catégories de supports : les dispositifs publicitaires, les pré enseignes et les enseignes.

La délibération du 23 octobre 2008 a instauré la TLPE sur le territoire communal, en application de l'article 171 de la loi dite « loi de modernisation de l'économie ». En effet, les tarifs de droit commun sont les tarifs maximaux figurant aux articles L.454-60 à L.454-62 du Code des impositions sur les biens et services. Ces tarifs varient selon la nature du support et la taille de la collectivité. Par ailleurs, ces tarifs sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année (article L.454-58 du même code), sauf délibération contraire de la commune.

Le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE pour 2026 s'élèvera ainsi à + 1,8 % (source INSEE). Le tarif maximal de référence pour la détermination des différents tarifs fixés aux articles L.454-60 à L.454-62 du CIBS s'élèvera en 2026 à 24,80 €/m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'augmenter les tarifs maximaux selon ce taux d'indice des prix à la consommation, à compter du 1er janvier 2026.
La commune devant décider avant le 1er juillet 2025 des tarifs applicables pour l'année 2026, il est proposé de :

- Fixer comme tarif de référence, le tarif de 24,80 €/m² ;
- Maintenir l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7m² et des dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage ;
- Maintenir la majoration prévue à l'article L.454-62-1 du CIBS relative aux communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants ;
- Fixer les tarifs à :

Enseignes				**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques**	
superficie inférieure ou égale à 7m²	superficie supérieure à 7m² et inférieure ou égale à 12m²	superficie supérieure à 12m² et inférieure ou égale à 50m²	superficie supérieure à 50m²	superficie inférieure ou égale à 50m²	superficie supérieure à 50m²	superficie inférieure ou égale à 50m²	superficie supérieure à 50m²
Exonération	24,80 € /m²	49,70 €/m²	99,50 €/m²	24,80 €/m²	49,70 €/m²	74,70 €/m²	147,50 €/m²

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu l'article 171 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de Modernisation de l'Economie,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2333-6 et L.2333-14 et L.2333-15 et R.2333-12 à R.2333-17,
Vu le Code des impositions sur les biens et services, notamment ses articles L.454-58 à L.454-62-1 et L.454-63 à L.454-71,
Vu le Décret n°2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure,
Vu l'article 100 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021 apportant des modifications à la procédure d'application de la TLPE à partir de l'année de taxation 2022,
Vu la délibération n°2008-135 du 23 octobre 2008 du Conseil municipal instituant la T.L.P.E. sur la commune du Kremlin Bicêtre ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 27 juin 2024 fixant les modalités de la TLPE 2025 sur le territoire communal,
Vu le taux de variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année et l'actualisation des tarifs maximaux applicables en 2026,
Vu l'article A.454-10 du Code des Impositions sur les Biens et Services faisant état des tarifs normaux fixés pour 2026,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-084-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1 :
De maintenir la majoration prévue à l'article L.454-62-1 du CIBS relative aux communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants.

Article 2 :
De maintenir l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7 m² et des dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage.

Article 3 :
De fixer le tarif de référence à 24,80 €/m².

Article 4 :
De fixer les tarifs pour l'année 2026 comme suit :

Enseignes				**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et pré-enseignes (supports numériques**	
superficie inférieure ou égale à 7m²	superficie supérieure à 7m² et inférieure ou égale à 12m²	superficie supérieure à 12m² et inférieure ou égale à 50m²	superficie supérieure à 50m²	superficie inférieure ou égale à 50m²	superficie supérieure à 50m²	superficie inférieure ou égale à 50m²	superficie supérieure à 50m²
Exonération	24,80 € /m²	49,70 €/m²	99,50 €/m²	24,80 €/m²	49,70 €/m²	74,70 €/m²	147,50 €/m²

Article 5 :
De donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-084-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-084-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Bilan de la concertation

Opération d'aménagement

de l'Entrée de ville sud-ouest,

Au titre de l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme

mai 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

1 CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONCERTATION PUBLIQUE POUR LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST 3

1.1 Procédure de participation « amont » : concertation préalable pour les projets de renouvellement urbain et opérations d'aménagement au titre du Code de l'Urbanisme 3

1.2 Concertation préalable dans le cadre de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) 4

2 ELEMENTS DE CONTEXTE DE L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST 4

2.1 Contexte urbain 4

2.2 Les enjeux de l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville sud-ouest (EVSO) 5

2.3 Le contexte foncier 7

2.4 Le contexte règlementaire 8

3 LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST 8

3.1 Composition urbaine 8

3.2 Présentation du programme retenu 9

4 MODALITES DE CONCERTATION MISES EN PLACE 16

5 SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS ET REPONSES APPORTEES 19

Conclusion : 23

6 POURSUITE DE LA CONCERTATION APRES L'APPROBATION DU BILAN DE LA CONCERTATION 24

1.1. Procédure de participation « aval » : Enquête publique « environnementale » au titre du Code de l'Environnement et participation du publique par voie électronique (PPVE) 24

1.2. Procédures de participation du publique par voie électronique (PPVE) 25

1.3. Procédures de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) 25

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1 CADRE REGLEMENTAIRE DE LA CONCERTATION PUBLIQUE POUR LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST

Le code de l'urbanisme et le code de l'environnement définissent des obligations de concertation pour certaines opérations d'aménagement. Par ailleurs, le cadre de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) impose une obligation de concertation.

Références législatives et réglementaires

Articles L.123-1 à L.123-18 et articles R.123-1 et suivants du code de l'environnement

La participation du public aux processus d'élaboration des projets, plans et programmes susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement intervient à deux étapes.

- En amont, lors de l'élaboration du plan ou du projet : il s'agit des procédures de débat public (art. L.121-8 et suiv.) ou de concertation préalable (art. L.121-15-1 et suiv.). Leur objet est d'associer le public à l'élaboration du plan ou projet, à un stade où toutes les options sont encore ouvertes, permettant en particulier de questionner l'opportunité du projet, plan ou programme.

- En aval, au stade de l'approbation du plan, programme ou de l'autorisation du projet : il s'agit des procédures d'enquête publique (art. L.123-1 et suiv.), de participation du public par voie électronique (art. L.123-19) ou du dispositif de participation du public hors procédures particulières (art. L.123-19-1 et suiv.). Cette consultation porte sur un dossier finalisé (plan, programme ou projet prêt à être approuvé ou autorisé) et permet d'améliorer et de faire évoluer le projet, plan ou programme.

Ces deux types de participation du public, intervenant à des stades différents, n'ont donc pas le même objectif.

En phase aval, l'enquête publique constitue un dispositif au service de la démocratie participative : elle informe le public et lui permet de donner son avis sur un projet, plan ou programme. Il existe trois régimes d'enquête publique : celui du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, celui du code des relations entre le public et l'administration et celui du code de l'environnement.

1.1 Procédure de participation « amont » : concertation préalable pour les projets de renouvellement urbain et opérations d'aménagement au titre du Code de l'Urbanisme

❖ L'article L103-2 et R-103-1 du Code de l'urbanisme

Selon **l'article L103-2** du Code de l'urbanisme, les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ; ainsi que les projets de renouvellement urbain, **font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.**

De plus, **l'article R-103-1, alinéa 2** du Code de l'urbanisme précise que les opérations d'aménagement comprenant la réalisation d'un investissement routier dans une partie urbanisée d'une commune d'un montant supérieur à 1 900 000 euros, et conduisant à la création de nouveaux ouvrages ou à la modification d'assiette d'ouvrages existants, **sont soumises à concertation.**

Il ressort de ces deux articles que le projet d'Entrée de Ville Sud-Ouest, opération d'aménagement qui a pour objectif de créer un nouveau quartier durable dont les coûts prévisionnels des travaux de voirie sont estimés supérieurs à 1 900 000 euros, est soumis à une **obligation de concertation.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Par ailleurs, les projets et les documents d'urbanisme soumis à une concertation obligatoire au titre de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme, ne peuvent pas faire l'objet d'une concertation préalable au titre du code de l'Environnement (Article L121-15-1).

Lorsque le code de l'urbanisme prévoit la tenue obligatoire d'une concertation préalable, celle-ci n'est pas soumise aux dispositions relatives à la concertation préalable du code de l'environnement.

Cette concertation suppose essentiellement de :

- Préciser les objectifs poursuivis dans le cadre du projet ou document envisagé,
- Déterminer des modalités de concertation comportant une durée suffisante et des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet ou document,
- Faire en sorte que ces modalités permettent à la fois au public d'accéder aux informations relatives au projet ou document et aux avis rendus sur celui-ci, et de formuler des observations et propositions,
- D'enregistrer et de conserver ces observations et propositions,
- Et d'arrêter le bilan de cette concertation.

.

- **Délibération du 29 septembre 2016 approuvant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain et de réaménagement des voiries de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre**

Le Conseil municipal a délibéré le 29 septembre 2016 pour définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain et de réaménagement des voiries de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre (Cf. ANNEXE 2)

La commune s'est engagée à mettre en œuvre la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet et des études préalables, comprenant les modalités suivantes, et toute autre forme en complément si cela s'avérait nécessaire :

- Des articles d'informations dans le journal municipal et sur le site Internet de la commune,
- une réunion publique,
- une exposition publique dans le hall de la Mairie,
- un registre mis à disposition du public à la Direction de l'aménagement et du patrimoine aux heures ouvrées pendant toute la durée de la concertation.

A l'issue de cette concertation, le bilan de la concertation sera présenté au Conseil municipal.

1.2 Concertation préalable dans le cadre de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU)

Le règlement général de l'ANRU indique que le dossier de convention doit « *comporter une présentation détaillée des modalités de co-construction et de suivi du projet territorial intégré du contrat de ville avec les habitants, ainsi que les modalités de mise en place de la maison du projet de renouvellement urbain.* » Par ailleurs, la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine précise que « *les représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain*. » **Il y a donc une obligation de concertation importante avec les habitants dans le cadre du projet.**

2 ELEMENTS DE CONTEXTE DE L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST

2.1 Contexte urbain

Le Kremlin-Bicêtre est une commune située en première couronne de Paris, limitrophe au XIIIème arrondissement, et à l'Ouest du département du Val-de-Marne. Elle fait partie depuis 2016 de la métropole du Grand Paris et de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Bordée au Nord par le boulevard périphérique (Porte d'Italie) et traversée par deux axes de circulation majeurs (A6b et RD 7), la commune du Kremlin-Bicêtre bénéficie d'un réseau de transport collectif important qui se développe encore davantage avec la gare Hôpital Bicêtre « Kremlin-Bicêtre - Gentilly» du Réseau « Grand Paris Express » mise en service en juin 2024. La localisation de la commune aux portes de Paris et son accessibilité ont pour effet une forte pression sur le parc de logement et le développement démographique de la Ville.

Etendue sur 154 hectares, elle compte 24 380 habitants avec une densité de population de 15 831 habitants/km² (source INSEE, données 2021). Son territoire communal a la particularité d'être marqué par la présence du Fort du Kremlin-Bicêtre, du cimetière du Kremlin-Bicêtre et de l'Hôpital de Bicêtre qui constituent des emprises foncières importantes. Ces trois emprises réunies représentent plus de 34 hectares. Un goulet entre le fort de Bicêtre et l'Hôpital de Bicêtre sépare, par ailleurs, le bas du haut de la ville. La topographie joue un rôle majeur dans cette séparation.

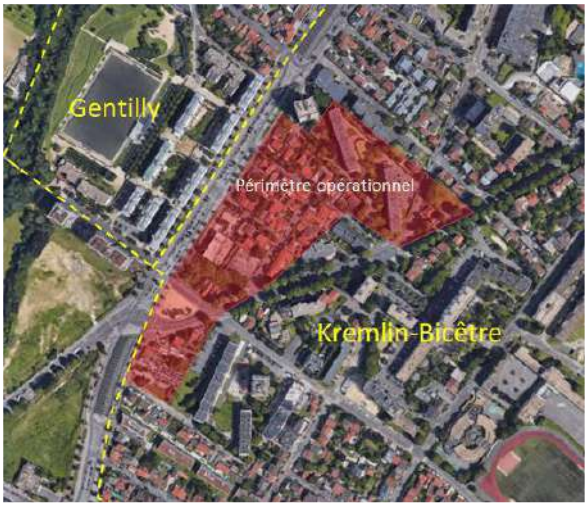
La Ville du Kremlin-Bicêtre a approuvé la révision de son Plan local d'Urbanisme (PLU) au Conseil municipal du 17 décembre 2015 pour permettre la réalisation de son développement urbain à horizon 2030. Ses principaux objectifs sont l'augmentation de l'offre en logements, le développement de nouvelles centralités, l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, l'amélioration du paysage urbain et l'adaptation des services publics et des équipements aux évolutions de la population et des pratiques tout en assurant une répartition plus équilibrée entre le Nord et le Sud de la ville pour une meilleure cohésion territoriale.

Le PLU approuvé le 17 décembre 2015 en vigueur fait l'objet d'une modification qui devrait être approuvée mi 2025. Par ailleurs, l'approbation du PLUi en cours d'élaboration est prévue fin 2025 (le dossier arrêté est disponible sur le site internet du Territoire).

2.2 Les enjeux de l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville sud-ouest (EVSO)

L'Entrée de ville sud-ouest (EVSO) est le principal secteur stratégique du Kremlin-Bicêtre pour mettre en œuvre les grandes orientations de développement de la Ville à l'horizon 2030, avec sa localisation privilégiée en entrée de ville, à proximité de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) de la ligne 14 mise en service en juin2024 et en limite intercommunale.

Le périmètre de l'opération d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest est composé de 6 ilots résidentiels d'une surface totale de 4 ha environ situés le long de la couverture de l'A6, entre la rue Gabriel Péri, la rue du Professeur Bergonié, l'avenue Charles Gide et la rue Marcel Sembat



Périmètre initial de l'opération d'aménagement de l'EVSO

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Périmètre modifié de l'opération d'aménagement de l'EVSO

Le secteur de l'Entrée de Ville Sud-Ouest fait l'objet d'une **OAP « *la requalification de l'entrée de ville sud-ouest en nouveau quartier durable* »** et dispose d'un règlement spécifique (zone UPb) dans le PLU.

Ce projet de renouvellement urbain à dominante résidentielle est fondé autour d'une approche innovante et écologique, et répond aux enjeux métropolitains en termes de production de logements et de recherche de mixité fonctionnelle.

Ce projet d'aménagement est défini comme prioritaire pour répondre également aux besoins des kremlinois en matière de logement, mais aussi d'espaces ouverts et paysagers, d'équipement, d'activités et de commerces.

La requalification du site est fondée sur les axes suivants :

- **La création d'une nouvelle polarité urbaine** structurée autour d'une diversification fonctionnelle avec le développement d'une offre de logements résidentiels, de linéaires commerciaux, services de proximité et d'équipements.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- **Un nouveau quartier à vocation principalement résidentielle** permettant de répondre aux enjeux régionaux de construction de logements. La construction de logements est une priorité pour le Kremlin-Bicêtre, non seulement afin de répondre à l'attractivité résidentielle et économique engendrée par la mise en service de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » et aux objectifs fixés par le Schéma Directeur de la Région Île-de-France et la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, mais aussi et surtout, afin de répondre aux problèmes actuellement rencontrés par les Kremlinois en matière d'accès aux logements.
  De plus, pour répondre aux besoins de tous les ménages et encourager la mixité sociale, le projet porte la volonté de développer une diversité d'offre de logements (logements sociaux, accession sociale, accession privée, locatif libre, etc.) et de typologies de logements.

- **Le désenclavement du quartier** offrant des espaces publics de qualité, grâce à des mobilités facilitées en particulier les continuités et déplacements doux (cheminements piétons, cyclables, réseau de transports collectifs, intermodalité …) notamment vers la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) située à 400m du quartier, vers les autres quartiers et transports de la ville, et vers les communes voisines. Les réflexions sur les déplacements vont être définies en lien avec le nouveau pôle intermodal de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) qui va renforcer la desserte du territoire permettant ainsi d'améliorer les mobilités durables dans ces secteurs.

- **La création d'un écoquartier**, à forte ambition environnementale pour créer un projet exemplaire en matière de transition écologique et énergétique ; exemplarité concernant les constructions neuves (confort et santé des occupants, végétalisation de l'architecture, éco-construction ,etc.), réduction des déchets et de la pollution, gestion alternative des eaux pluviales, prise en compte de la biodiversité urbaine, encouragement à l'utilisation de modes de transports doux, production locale d'énergies renouvelables visant à diminuer la consommation d'énergies fossiles et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, utilisation d'éco-matériaux, etc. Pour concrétiser cet engagement, la ville et l'EPT souhaitent s'inscrire dans la démarche **EcoQuartier.**

- Le site de l'Entrée de Ville Sud-Ouest est aussi le **point de départ de l'axe vert dit « le ruban vert »** du Kremlin-Bicêtre qui a pour but de relier la ville et ses différents quartiers à un axe structurant et un réseau d'espaces verts.

- **L'inscription dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU.** Le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) « Péri-Schuman-Bergonié » d'intérêt régional (PRIR) se superpose en partie avec le périmètre de l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville sud-ouest. Le protocole de préfiguration du NPNRU« Péri-Schuman-Bergonié » d'intérêt régional (PRIR) a été signé à l'automne 2017 et le **conventionnement ANRU en juillet 2023.**

  La stratégie de renouvellement urbain du NPNRU s'insère dans une mutation territoriale plus large compte tenu de l'arrivée du réseau du Grand Paris Express et de l'existence de nombreux projets avoisinants. L'objectif pour ce secteur, jadis isolé, dégradé et éloigné de toutes aménités urbaines en bordure d'autoroute est donc d'achever cette transformation, déjà engagée avec la couverture de l'A6b, afin qu'il participe de la nouvelle polarité urbaine et constitue un point de jonction et d'interface intercommunale.

2.3 Le contexte foncier

Le foncier de l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville sud-ouest se caractérise par une grande disparité dans les formes urbaines. Cette entrée de ville est constituée majoritairement de pavillons désordonnés et de qualité disparate avec des états de conservation variable, résultant d'une urbanisation progressive au coup par coup. Une dynamique de déshérence est observable, notamment au regard du mauvais état de conservation de plusieurs pavillons, avec certaines parcelles à l'abandon et plusieurs bâtiments fortement dégradés (60 logements environ).

Ce secteur à caractère pavillonnaire est bordé par trois ensembles de logements collectifs sociaux (Schuman, Bergonié, Les Martinets), concernés par des problématiques urbaines et sociales. Une partie de ces logements collectifs est située dans le périmètre du nouveau programme national de rénovation urbaine d'intérêt régional (NPNRU) «Péri-Schumann-Bergonié ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Pour l'accompagner dans sa politique de renouvellement urbain et de densification maîtrisée, la municipalité a engagé, depuis 2009, avec l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre**,** une convention avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et une politique de maîtrise du foncier ciblée sur plusieurs secteurs identifiés comme prioritaires à aménager, dont le secteur Entrée de ville sud-ouest.

La maitrise foncière des terrains à acquérir par l'EPFIF est de 70 %. Les terrains de l'ilot C sont entièrement maitrisés depuis fin 2024 et ont fait l'objet pour la plupart de démolition. Cet ilot pourrait faire l'objet d'une 1ère phase de réalisation à horizon 2027.

Le commissariat du Kremlin-Bicêtre, qui constitue un équipement central de district rayonnant sur cinq villes, est situé sur ce même ilot C. Il fait l'objet d'un projet de démolition/reconstruction en cours depuis mi-2024 qui constituera la première réalisation dans le nouveau quartier.

Les possibilités d'acquisitions amiables aboutissant à leur terme, la déclaration d'utilité publique est sollicitée pour poursuivre les acquisitions foncières engagées par l'EPFIF depuis 2009.

2.4 Le contexte règlementaire

L'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) par délibération du Conseil territorial du 26 janvier 2021. Un objectif d'approbation est fixé à fin 2025.

3 LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST

Le secteur d'entrée de ville est situé sur un peu moins de 4 ha dans une zone stratégique, aux portes de Paris, en connexion avec Gentilly et Arcueil, structuré par l'autoroute A6b et l'avenue Charles Gide. Aujourd'hui entouré d'un tissu urbain pavillonnaire et résidentiel collectif en majorité, le site est lui-même occupé principalement par des maisons individuelles, des logements collectifs au nord, et quelques équipements : commissariat, crèche.
Le site de projet bénéficie d'une bonne accessibilité grâce à un maillage routier assez dense (rue G. Péri, avenue C. Gide) et d'une offre de transport en commun satisfaisante renforcée par l'arrivée de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) du Métro 14 en juin 2024.

Le projet vise différents objectifs à savoir :

- Contribuer à l'effort régional de logement ;
- Aménager un quartier vivant et multifonctionnel mixant logements, activités, commerces et services le tout dans un environnement sûr et agréable ;
- Inscrire le projet dans la transition énergétique et écologique ;
- Favoriser les mobilités durables ;
- Ancrer le projet dans le territoire ;
- Inscrire le nouveau quartier dans le grand projet de renouvellement urbain (NPNRU) et de cohésion sociale de l'ANRU.

3.1 Composition urbaine

Le projet urbain reprend les grands principes de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en proposant des points hauts aux angles des ilots C et E qui permettent de marquer l'entrée de ville.

Le projet urbain propose des hauteurs variables de R+ 3 à R+ 15 selon l'insertion dans l'environnement permettant de faire émerger un front bâti modulé, libérer l'espace au sol pour créer des espaces publics généreux et préserver les cœurs d'ilots. Des transparences et des porosités, à minima, visuelles, vers les cœurs d'ilots privés largement plantés participeront du caractère paysager de l'ensemble du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La diversité des hauteurs permet également d'envisager une architecture de petit collectif sur l'ilot A afin de proposer un habitat intermédiaire qui bénéficiera de jardins individuels ou collectifs. Ces immeubles de faible hauteur sur l'ilot se justifient au regard de la volonté d'articuler les futurs bâtiments avec les morphologies bâties existantes des abords du site dans un rapport de courtoisie urbaine.

Par sa densité, le projet répond aux objectifs de construction de logements imposés par le SDRIF tout en limitant ses nuisances par une diversité des formes et des hauteurs et en assurant la création d'espaces publics généreux. Enfin, la conception des espaces extérieurs sera guidée par les usages et les enjeux bioclimatiques, afin d'offrir un maximum de confort aux futurs usagers.

3.2 Présentation du programme retenu

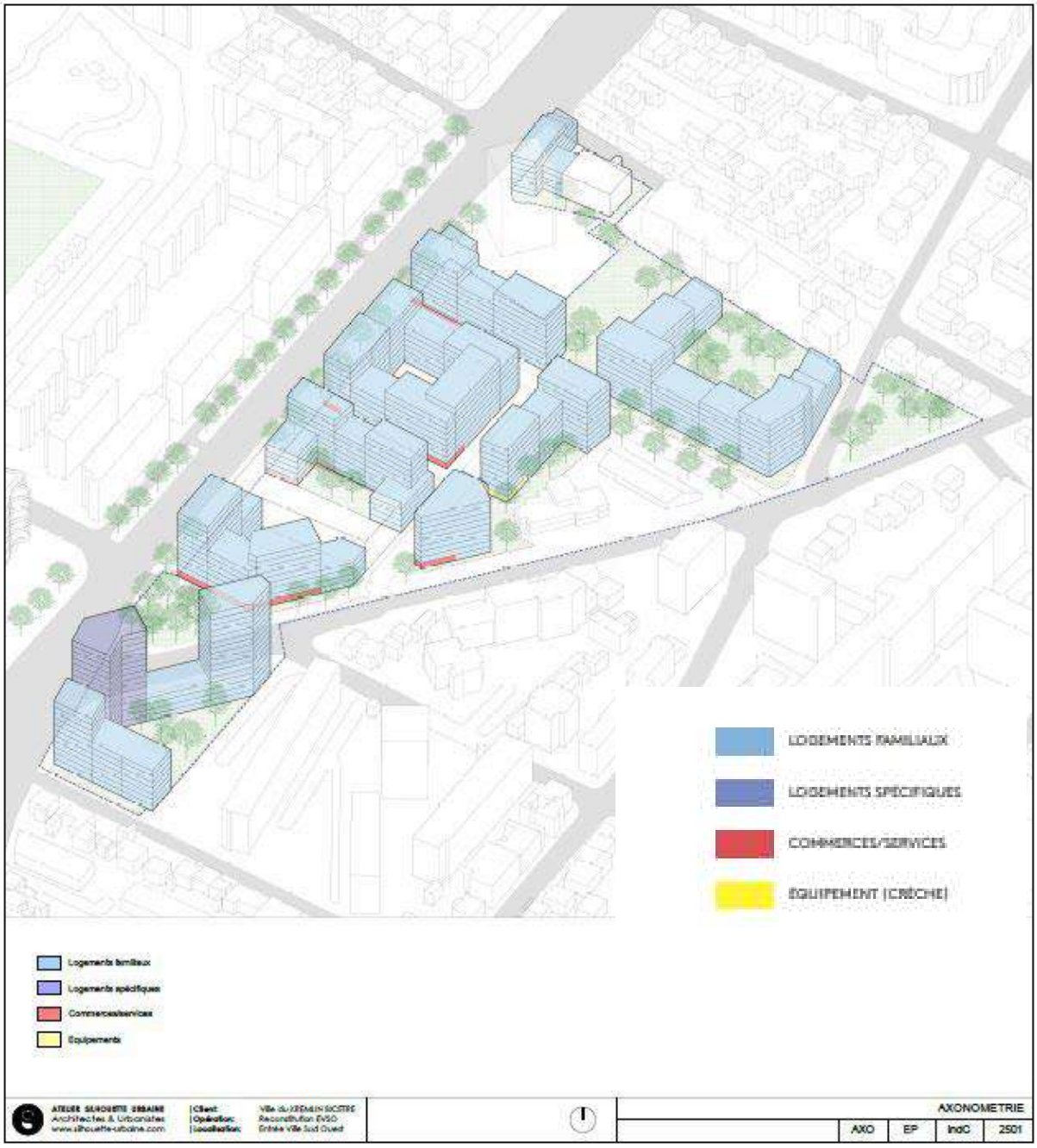
La programmation prévisionnelle de ce nouveau quartier à dominante résidentielle prévoit la construction de près de 1030 logements, ainsi qu'une diversité des fonctions avec des commerces, activités et services. Cette programmation de 61 664m² sdp environ (hors commissariat) participera à l'émergence d'une nouvelle polarité dans ce secteur de la ville.

La programmation prévisionnelle générale

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2 676
TOTAL		64 340

Cette programmation prévisionnelle devra être confirmée dans le cadre des études opérationnelles à venir.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan d'axonométrie– ASUR, 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Plan masse du projet retenu– ASUR, 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La programmation logements

Il est prévu la création de près de 1030 logements comprenant :

- 636 logements en accession libre ;
- 369 logements sociaux (36%), dont 162 logements locatifs sociaux (LLS), 77 logements en accession sociale à la propriété ou bail réel solidaire (BRS) et 130 logements (de 28 m²) spécifiques conventionnés (logements étudiants) ;
- 24 logements en contrepartie Association foncière logement (AFL) ;

La programmation économique

L'étude urbaine a permis de préciser le potentiel d'implantation pour différents types de commerces.

Ils pourraient se répartir selon le schéma suivant :

Ilot C (810 m²) :

- Une moyenne surface alimentaire (490 m²)
- Un restaurant (115 m²)
- Une pharmacie (205 m²)

- Ilot B (540 m²)

- Cabinet médical (150 m²)
- Coiffeur (110 m²)
- Alimentation spécialisée (140 m²)
- Kinésithérapie & ostéopathe (140 m²)

- Ilot A (215 m²)

- Agence type immobilier, banque (115 m²)

- Ilot D (110 m²)

- Boulangerie (110 m²)

- Ilot E : L'élaboration de la programmation de l'ilot E en phase opérationnelle a permis de préciser le programme de constructions qui ne prévoit plus de commerce à rez-de-chaussée sur cet ilot. Les deux cellules commerciales identifiées sur l'ilot E représentant au total 330 m², ne seront donc pas réalisées.

La programmation des équipements publics

La ville du Kremlin-Bicêtre a demandé à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAURIF) une mise en perspective générale de son offre d'équipements et services, avec une plus grande attention sur le champ scolaire et culturel, en lien avec les prévisions de construction de logement sur l'ensemble de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Cette étude, réalisée en 2016 et mise à jour en 2019 a montré que les équipements scolaires existants disposent d'une capacité suffisante pour répondre aux futurs besoins scolaires du secteur de l'entrée de ville sud-ouest tout en assurant la mixité scolaire recherchée, à condition que les livraisons de logements soient réparties dans le temps. Il est donc nécessaire de prévoir la réalisation progressive de l'opération d'aménagement pour éviter une hausse ponctuelle des besoins et la nécessité d'un nouvel équipement scolaire sur ce secteur. Il est tout de même nécessaire d'adapter les équipements scolaires existants aux besoins générés par l'opération d'aménagement. La Ville a donc prévu la réhabilitation des groupes scolaires de la carte scolaire du secteur (Malon, Megrez et Kergomard), voire l'adaptation de nouvelles classes scolaires selon les livraisons.

L'extension du Commissariat

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le commissariat est situé au cœur du nouveau quartier sur l'ilot C. Il constitue un équipement central de district qui rayonne sur cinq villes : Arcueil, Cachan, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif, soit un bassin de population de 150 000 personnes environ.

Le bâtiment existant est fortement détérioré. Un projet de nouveau commissariat sous maitrise d'ouvrage de la Préfecture de police constituera la première réalisation du nouveau quartier.

Les travaux d'aménagement du commissariat ont démarré fin 2024 et s'échelonneront jusqu'à fin 2026.

Afin de favoriser l'insertion urbaine du nouveau commissariat et poursuivre cette première phase de réalisation de l'opération d'aménagement, la maitrise foncière des terrains autour de cet équipement a été réalisée.

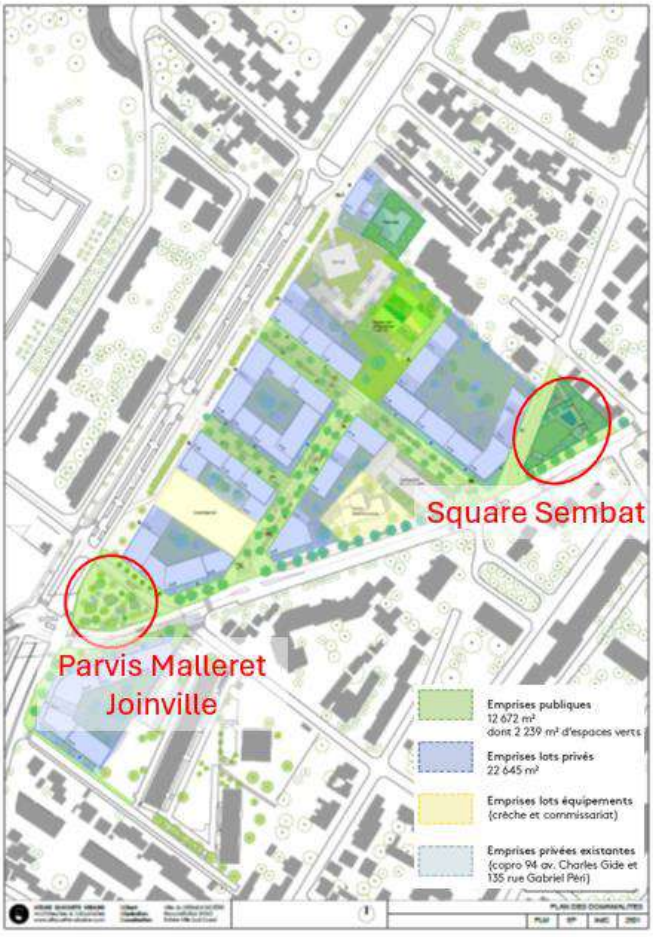
Environnement

Avec la création de près de 1030 logements, le futur quartier nécessite des espaces publics dimensionnés en conséquence. Pour ce faire, le projet bénéficiera de trois lieux majeurs : le square Sembat, le parvis Malleret-Joinville et un espace vert pédagogique. Leurs aménagements seront différenciés et thématisés en fonction des lieux qui n'accueilleront pas les mêmes usages. Ces nouveaux espaces végétalisés seront dédiés aux loisirs, à la détente et à vocation pédagogique.

Les cœurs d'îlots devront être pensés comme de véritables lieux de vie supports d'usages et non des espaces résiduels ou contemplatifs. Ils assureront la transition entre espace commun et espace privé.

La question du paysage est totalement imbriquée à la conception architecturale. Les prescriptions paysagères s'inscrivent dans une même démarche de projet sans distinction. Ce travail se joue sur les aménagements paysagers de l'opération, les limites, les plantations, sur la manière dont l'architecture peut devenir support d'un paysage, et surtout sur le dialogue entre le projet paysager global (à l'échelle de la commune) et les projets paysagers des différentes.

Le choix des essences d'arbre devra se faire au regard des enjeux bioclimatiques de leur localisation, de leur adaptabilité au changement climatique et de leur potentiel allergisant.



Domanialités et espaces publics - ASUR, 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le square Sembat

La programmation d'un nouveau square permettra une respiration en entrée Nord du quartier. Cet espace matérialisera l'accroche du futur quartier au projet du ruban vert.

A l'inverse du carrefour d'entrée de ville soumis à des nuisances, le square Sembat offre l'opportunité de développer un espace vert attractif et accessible. Son accroche à l'avenue Charles Gide et sa position sur le chemin naturel depuis le pôle gare (via la rue Sembat) en font un lieu central pour le Sud de la commune. Un projet de tiers-lieu est en cours de définition dans le square Sembat et pourrait ouvrir dès l'été 2025.

Plan de principe initial du square Sembat –COBE

Le parvis Malleret-Joinville

Actuellement occupé par un carrefour routier, le futur parvis Malleret-Joinville a la double symbolique de l'entrée de ville et de l'aboutissement du ruban vert. Soumis aux nuisances sonores et aérauliques liées à l'A6B et la rue Gabriel Péri, le carrefour offre peu de confort d'usages.

A l'image du ruban vert dont il symbolise l'une des extrémités, le parvis Malleret-Joinville sera un espace végétal très planté, mais pas forcément usité. Il s'agira d'un espace public nouveau végétalisé au pied de l'ilot C pour créer un nouveau parvis. Il matérialisera la thématique de la nature en ville.

Une grande densité végétale est attendue sur cet espace. Les plantations seront composées avec des arbres de grand développement, en écho à la hauteur des constructions aux abords du parvis.

Il s'agira également d'offrir un parvis confortable aux commerces présents sur l'Ilot C, protégé des nuisances par une frange végétale. Le parvis Malleret-Joinville jouera également le rôle de relais de la biodiversité.

Il s'agira par exemple de permettre la reconstitution d'un habitat semi naturel et de nichoirs pour l'avifaune recensée.

Plan de principe du parvis d'entrée de ville – Malleret Joinville –COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.1 Le schéma viaire

Les trois rues existantes (rues Schuman, Avenir et Réunion) seront conservées, adaptées et mises à l'échelle du futur quartier, dans son rapport aux hauteurs bâties.

Le plan de circulation sera modifié pour préserver la desserte interne au quartier et limiter les effets de shunt. Par ailleurs, une étude de circulation a été réalisée pour étudier les impacts qu'aurait la modification de la géométrie du carrefour Malleret-Joinville. La suppression du barreau nord du carrefour reste à l'étude et sous réserve de l'accord du Département.

Dans ce cadre, l'ensemble des modes doux auront une place privilégiée. L'ensemble des voies résidentielles du quartier seront limitées à 30 km/h et seront toutes donc couvertes par une piste cyclable. La rue de l'Avenir sera piétonnisée. Par ailleurs, une polarité vélo (Vélib') devrait venir s'implanter sur le quartier. Les cheminements piétons seront également favorisés par de larges trottoirs.

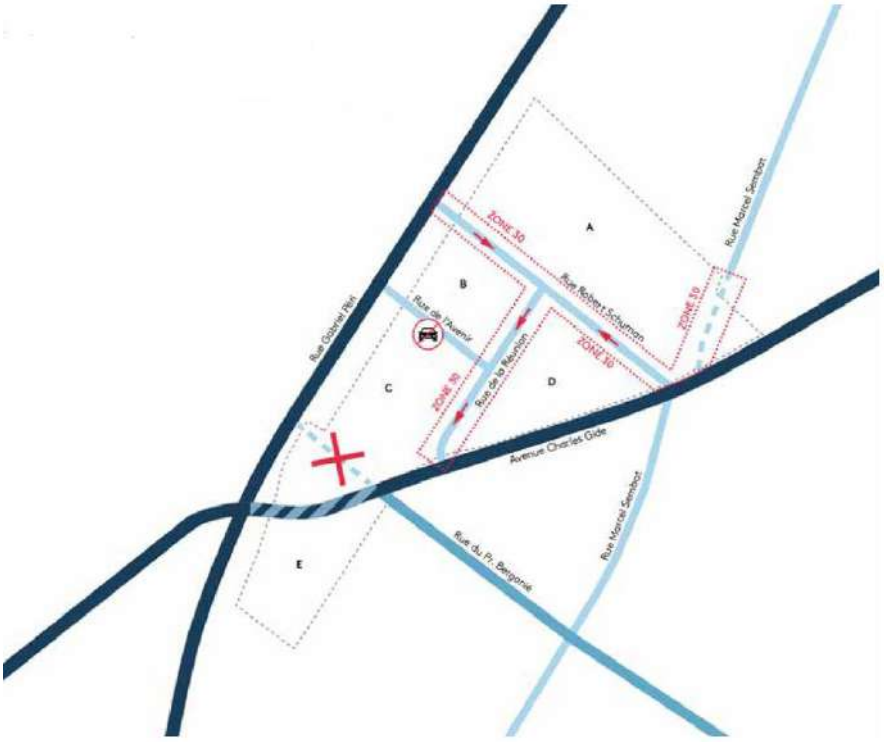


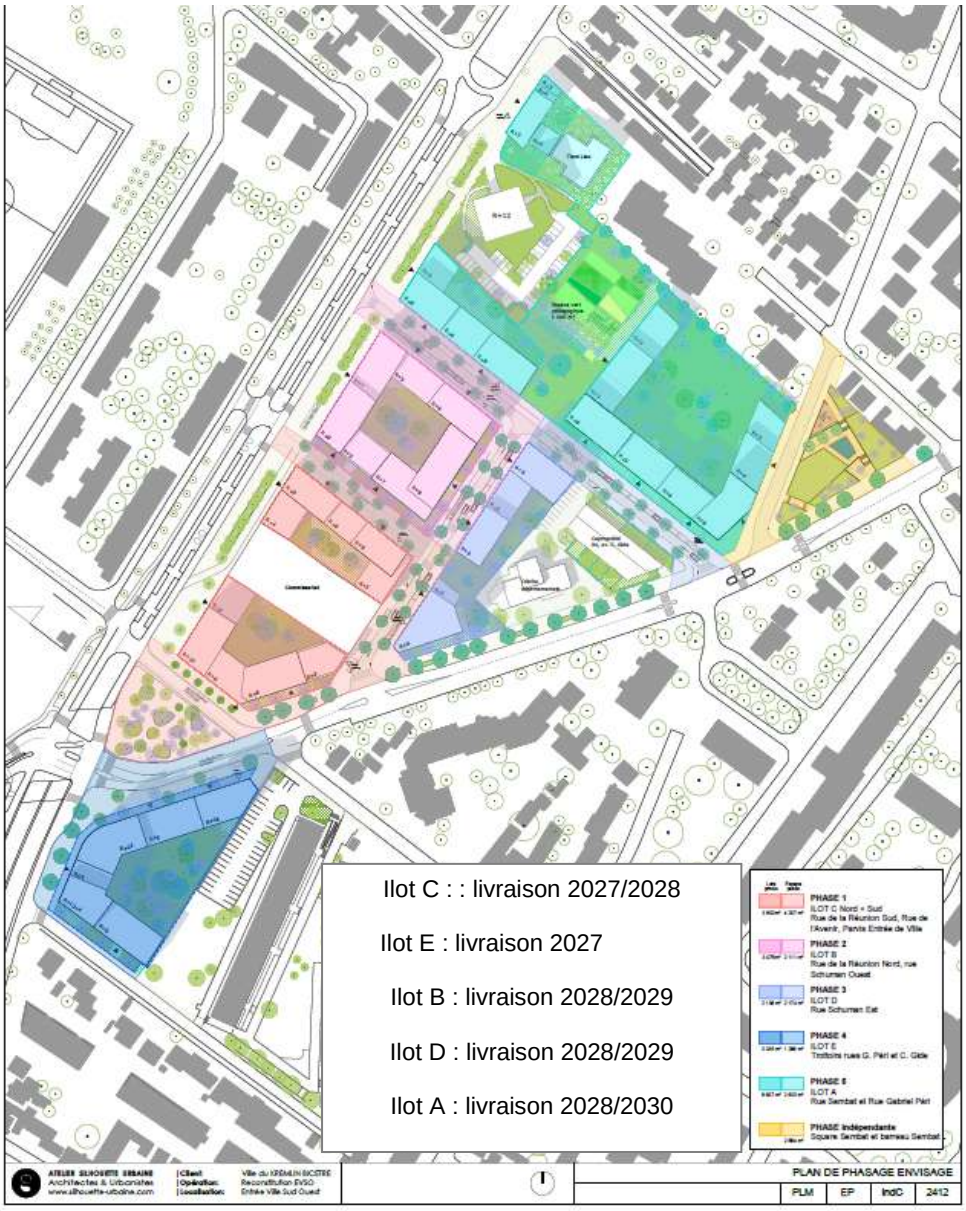
Schéma viaire projeté –COBE

3.2 Temporalité

Les travaux ont été engagés sur le commissariat (ilot C) fin 2024, jusqu'à fin 2026. Le calendrier prévisionnel prévoit ensuite le démarrage des travaux sur l'ilot E en 2025 et l'ilot C en 2026. Les dernières livraisons auront quant à elles lieux à l'horizon 2030.

Le phasage prévisionnel initialement envisagé est détaillé ci-après. L'ilot E, initialement prévu en phase 4, pourrait être un des premiers ilots à démarrer compte tenu d'une maitrise foncière qui s'est accélérée sur cet ilot.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



4 MODALITES DE CONCERTATION MISES EN PLACE

Compte-tenu des différentes échelles et des thématiques multiples du projet de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest, la concertation sur le projet s'organise à deux niveaux.

Celle-ci se fait bien sûr auprès des locataires/occupants de la résidence Schuman puisqu'ils sont les premiers concernés, étant directement impactés par un projet de démolition des logements qu'ils occupent. L'objectif est ainsi de les informer du projet de façon privilégiée mais également de favoriser au mieux leur expression au sein des phases de concertation à l'échelle de la ville.

La concertation s'organise également à l'échelle du secteur de projet et de l'ensemble de la ville. Les objectifs assignés au projet de l'entrée de ville sud-ouest devant permettre de répondre à des besoins et des attentes de l'ensemble des habitants de la commune du Kremlin-Bicêtre, ce projet majeur est ainsi considéré comme celui de tous les habitants afin de favoriser leur parcours résidentiel, améliorer leur cadre de vie et participer à la cohésion territoriale à l'échelle de la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- **Concertation dans le cadre de l'élaboration de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) et du Règlement de l'Entrée de ville sud-ouest (Révision du PLU) en 2015**

La 1ère phase de concertation a été engagée en 2015 dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme avec l'élaboration de l'OAP « Entrée de Ville sud-ouest » et le règlement de la zone UPb correspondant au secteur de projet (Cf. ANNEXE 1).

Les thématiques de la concertation ont notamment porté sur la densification de la ville et les hauteurs prévues sur le secteur d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest.

- **Délibération du 29 septembre 2016 approuvant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain et de réaménagement des voiries de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre**

Le Conseil municipal a délibéré le 29 septembre 2016 pour définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain et de réaménagement des voiries de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre (Cf. ANNEXE 2)

La commune s'est engagée à mettre en œuvre la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du projet et des études préalables, comprenant les modalités suivantes, et toute autre forme en complément si cela s'avérait nécessaire :

- Des articles d'informations dans le journal municipal et sur le site Internet de la commune,
- une réunion publique,
- une exposition publique dans le hall de la Mairie,
- un registre mis à disposition du public à la Direction de l'aménagement et du patrimoine aux heures ouvrées pendant toute la durée de la concertation.

A l'issue de cette concertation, le bilan de la concertation sera présenté au Conseil municipal.

Parallèlement, **un registre** a été mise en place depuis 2017 à l'accueil du service urbanisme pour recueillir les observations sur le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest (cf. ANNEXE 2).

- **Concertation dans le cadre de l'élaboration du projet de Ville (Démarche ADNKB La Fabrique) en 2016/2017**

La concertation s'est poursuivie sur le projet de ville à horizon 2030 en 2016/2017 dans le cadre de la démarche participative ADNKB La Fabrique, avec notamment l'organisation d'u**ne réunion publique, un comité de suivi citoyen, 4 ateliers thématiques, 12 réunions de co-production, des moments d'échange avec les élus et la mise en ligne d'une plateforme collaborative (cf. ANNEXE 3)**.

- **Association des habitants des résidences sociales**

L'accompagnement social est une phase-clé dans la conduite de ce type d'opérations urbaines majeures. Il doit s'accompagner de temps de concertation avec les locataires concernés.

Les habitants du quartier ont déjà été consultés à plusieurs reprises sur le projet de renouvellement, or leur participation a été relativement faible en raison d'un phénomène de repli sur la sphère privée qui freine très largement leur appropriation du quartier.

Face à ce constat, la mise en œuvre d'une véritable stratégie de mobilisation et d'association des habitants tout au long du projet de renouvellement urbain est apparue indispensable. Selon l'avancement du projet et des enjeux ciblés, plusieurs niveaux de concertation ont été mis en place : information, consultation, concertation, co-construction.

Au regard de la faible mobilisation des locataires, l'objectif premier a été de favoriser la prise de parole, et de créer un espace propice à la prise d'initiative des habitants, de recréer du lien entre habitants et plus largement réinstaurer un lien vis-à-vis des institutions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Dans un second temps, l'objectif a été d'accompagner les habitants à l'autonomie, et de favoriser la création d'un partenariat solide avec la société civile dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Afin de créer et maintenir une dynamique dans le temps, l'objectif a été d'établir une continuité dans le contact aux habitants et/ou usagers. Pour ce faire, **deux Conseils Citoyens**, l'un sur la cité Schuman et l'autre sur Bergonié, ont été constitués. Une liste de volontaires a été réalisée à la suite de deux **réunions publiques (06 et 08 Juin 2016).** En outre, un collège d'acteurs locaux a également été constitué pour chaque conseil citoyen.

❖ Concertation dans le cadre de l'élaboration des études préalables au conventionnement ANRU en 2018/2019

La concertation s'est poursuivie dans le cadre de l'élaboration de la convention ANRU pour permettre de présenter l'état d'avancement des études et du projet aux habitants, recueillir leurs avis et préconisations et les faire contribuer à certains choix (usages des espaces publics par exemple).

- Le projet de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest a été présenté aux **Conseils de quartier de la ville en novembre/décembre 2018**. Cette présentation a porté principalement sur les objectifs, les orientations programmatiques du projet urbain et les études en cours de réalisation (cf. ANNEXE 4).

- **Une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la concertation** a été réalisée entre mi-2019 et mi-2020 sous maîtrise d'ouvrage de l'EPT et en association étroite avec la ville du Kremlin-Bicêtre, afin d'être accompagné dans la définition et l'animation de la démarche de concertation à mettre en œuvre pour le projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre. Le Cabinet Etat d'Esprit Stratis a été retenu pour réaliser cette mission et mener la concertation.

  La concertation s'est articulée autour de plusieurs temps d'échanges : **présence à la fête de la ville, deux ateliers participatifs, questionnaire en ligne et en présentiel, album photo participatif.**

  Afin de mobiliser les habitants et de présenter le projet, plusieurs modalités d'information ont été mises en place :
  - Des flyers d'invitation aux ateliers
  - La réalisation d'un kakémono
  - 3 articles dans le journal municipal : en septembre, novembre, décembre 2019
  - 2 articles sur le site internet de la ville
  - Une affiche annonçant l'appel à photos
  - Des publications sur les réseaux sociaux

  Un **bilan de concertation intermédiaire et provisoire** a été réalisé par le bureau d'études, qui a mis en avant des observations souhaitant notamment baisser les hauteurs des bâtiments et plus de nature en ville (cf. ANNEXE 5) :

➢ Nouvelle étude du projet en 2021 suite au bilan de concertation intermédiaire de 2020

Compte tenu des questionnements du public notamment sur les hauteurs des bâtiments prévues dans le projet, la nouvelle équipe municipale a décidé en 2021 d'étudier de nouveau le projet urbain pour viser à répondre à ces attentes.

❖ Poursuite de la concertation sur le projet urbain en 2021/2022

Les modalités de concertation ci-dessous ont été mises en place sur le projet urbain modifié:

- 17 novembre 2021 : **1er groupe de travail** avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen (Cf. ANNEXE 6)
- 30 novembre 2021 : **Réunion publique** d'information des locataires (Cf. ANNEXE 7)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Janvier 2022 : réalisation d'une **enquête sociale des résidents de Schuman** par le Cabinet LE FRENE
- 9 juin 2022 : **réunion groupe de travail** Amicales de locataires et Conseil citoyen pour faire un retour sur **l'enquête sociale** et concerter sur les principes généraux de la charte relogement (ANNEXE 8).
- 15 juin 2022 : **diagnostic en marchant** sur Schuman
- 16 Juin 2022 : **Conseil de quartier** avec présentation du projet Schuman, Entrée de Ville Sud-Ouest et du projet de réhabilitation des Hauts-Martinets (cf. ANNEXE 9)
- 22 juin 2022 : **Groupe de travail** avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen sur la consolidation de la rédaction de la charte relogement

  - **Le projet urbain a ainsi été modifié en 2022** notamment pour baisser les hauteurs de certains bâtiments.

❖ **Concertation préalable au lancement opérationnel réalisée en 2023/2024**

La concertation s'est poursuivie en 2023 afin de s'assurer de la bonne acceptation du projet avant son démarrage opérationnel et présenter la démarche de procédure de déclaration d'utilité publique mise en œuvre pour l'opération d'aménagement.

Les modalités de concertation ci-dessous ont été mises en place sur le projet urbain retenu :

- une **réunion publique spécifique** sur le projet d'aménagement de l'ilot E le 5/07/2023 (cf. ANNEXE 10)
- une **réunion publique spécifique** au projet d'aménagement de l'ilot E le 12/10/2023 (cf. ANNEXE 10).
- une **réunion publique** sur le projet global le 18/10/2023 (cf. ANNEXE 11).
- Une **réunion publique** spécifique sur le projet de Déclaration d'Utilité Publique le 28/06/2024 (cf. ANNEXE 12)
- une **exposition publique** sur le projet retenu à l'issue de la concertation (cf. ANNEXE 13)

5 SYNTHESE DES CONTRIBUTIONS ET REPONSES APPORTEES

Le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest prévoit la réalisation d'un nouveau quartier durable à dominante résidentielle. La réalisation d'études pré-opérationnelles ont permis de définir des intentions d'aménagement, qui ont ensuite évolué au regard des différentes solutions étudiées au fur et à mesure de la conception et de l'avancement de la concertation. Ainsi, la programmation prévisionnelle du projet d'aménagement modifié prévoit la réalisation d'un nouveau quartier durable à dominante résidentielle d'une surface de plancher de 61 664 m².

❖ **1ère phase d'évolution du projet en 2018/2019 :**

Les hypothèses de scénario définies en 2018/2019 ont fait l'objet d'évolutions à la marge pour améliorer la cohérence urbaine, architecturale, et paysagère, la prise en compte de l'environnement et la santé, ainsi que des contributions de la concertation.

- La programmation tertiaire sur l'ilot E a été revue à la baisse afin d'alléger la forme urbaine du bâtiment de bureaux. La surface de bureaux est ainsi passée de 10 000 m² à 5 000 m² SDP et remplacée par du logement.
- La surface de l'équipement public culturel initialement à rayonnement intercommunal a été adaptée à un rayonnement communal.
- Aussi, la programmation commerciale, de services et d'activités a légèrement diminuée en raison de la réduction de la programmation globale.

La programmation totale est passée de 61 000 m² SDP à 59 460 m² SDP (hors équipement public), soit une baisse de 2,5%.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

❖ **2ème phase d'évolution du projet en 2018/2019 :**

Une seconde évolution du projet fut de :

- Réduire d'un étage la hauteur des deux émergences perpendiculaires à la rue Gabriel Péri, de part et d'autre de l'équipement culturel. Cette modification a pour but de réduire l'effet d'encaissement des nuisances sonores dans l'ilot B, en forme de « U ».
- La forme urbaine de l'ilot E a également été repensée avec la création d'un élément marqueur en entrée de site, une émergence R+15. L'ilot E sera donc composé de ce volume repère, puis de bâtiments plus bas (R+7, R+3 et R+5), en lieu et place d'un long bâtiment homogène à R+7.
- Enfin, il a également été choisi d'intégrer le square Sembat dans le périmètre de réflexion du projet, puisque profitant directement au quartier.

Programmation retenue sur l'ilot B en 2018/2019 – Source : COBE

Programmation retenue sur l'ilot E en 2018/2019 – Source : COBE

❖ **3ème phase d'évolution du projet en 2022 :**

En mars 2021, la nouvelle équipe municipale a souhaité donner de nouvelles orientations au projet d'aménagement, en particulier pour répondre aux contributions issues de la concertation, apportant ainsi les principales modifications suivantes :

- Sur la programmation :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Construction de 800 logements familiaux ;
- Un remplacement du programme tertiaire par 150 logements spécifiques ;
- Un taux de logements sociaux réévalué, passant de 32% à 40% ;
- L'implantation d'un équipement culturel qui s'adressait sur la place en cœur de quartier est à l'étude en dehors du secteur de l'opération de l'entrée de ville sud-ouest ;
- Une extension de la crèche départementale existante ;
- Stabilisation d'une programmation pour une ferme urbaine sur le quartier

Ainsi, la programmation prévoit une surface de plancher totale de 56 835 m² au lieu des 60 050 m² envisagés en 2018/2019, dont 54 600 m² dédiés à une offre résidentielle.

- En termes de formes urbaines et de structuration du quartier :
  - Un épannelage revu à R+7/R+8 en moyenne ;
  - Une conservation de la trame viaire existante ;
  - L'aménagement d'îlots plus fermés et un recul des bâtiments ;
  - Le développement d'un espace vert de loisirs récréatifs à destination des familles au niveau du square Sembat a été conservé ;
  - La transformation de l'espace central du carrefour Malleret Joinville (ouvrage routier situé à l'entrée de ville au sud du secteur) en un espace public, mettant en avant la place du végétal a été conservé ;
  - Une suppression du parvis en cœur de quartier devant accueillir l'équipement culturel ;
  - Piétonnisation de la rue de l'Avenir.
  - Le schéma viaire a également été légèrement modifié avec la modification du sens de circulation des rues Schuman et de la réunion. La circulation est maintenue sur la rue Sembat, tandis que la rue de l'avenir est piétonnisée.

Les partenaires de l'ANRU ont formulé des observations positives concernant l'évolution du projet lors du comité de pilotage valant CNE en juin 2022 notamment sur les éléments suivants :

- Les hauteurs rabaissées
- L'adaptation de la programmation globale aux projets alentours (pas de tertiaire, pas de commerce à l'intérieur du quartier mais uniquement sur les grands axes)
- La mixité sociale plus marquée avec une offre de logements diversifiée et cohérente permettant les parcours résidentiels

❖ **Adaptation à la marge du projet en phase opérationnelle en 2023/2024 :**

Modification de la forme urbaine de l'ilot A à la demande de l'Association Foncière Logement :

Dans le cadre des projets ANRU, des contreparties foncières sont transférées à l'Association Foncière Logement.

Au stade des études préalables, une emprise foncière a été identifiée pour permettre à AFL de réaliser un programme d'une vingtaine de logements autonomes, aussi bien en termes de fonctionnement (accès, stationnements, …), qu'en termes d'autorisation d'urbanisme (emprises, surface de pleine terre, …)

Le lot transféré à AFL était initialement prévu au cœur de l'ilot A. A la demande de l'AFL, cet immeuble a été déplacé le long de la rue Sembat, afin de permettre la réalisation d'un programme autonome en termes d'accessibilité.

Le plan masse du projet a ainsi évolué pour s'adapter à la demande de l'AFL.

Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle :

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2, afin de créer une extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Ce projet prévoit la réhabilitation d'une partie du bâtiment existant pour créer un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à accompagner et animer l'espace vert pédagogique attenant. L'autre partie du bâtiment située le long de la rue Gabriel Péri, sera démolie pour y développer des logements

La programmation prévue sur la parcelle L242 :

Le volume du bâti existant en intérieur de la parcelle est conservé et réhabilité. Il accueillera une programmation d'activité type tiers lieu en lien avec l'espace vert pédagogique de l'ilot A (ateliers pédagogiques, espace de restauration, exposition, …)

En front de rue, un nouvel immeuble de 24 logements environ d'une superficie de 1540 m² sdp sera construit en gradins du R+5 au R+3, respectant le front bâti sur rue et en permettant une transition d'échelle graduelle entre les logements pavillonnaires et la tour.

Conformément au PLU, il sera prévu 30% de logements locatifs sociaux, soit 8 LLS environ.

Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle :

La programmation de l'ilot E a fait l'objet d'une évolution en phase opérationnelle. Le projet prévoit la programmation de 295 logements dont une résidence étudiante de 130 chambres et 165 logements familiaux.

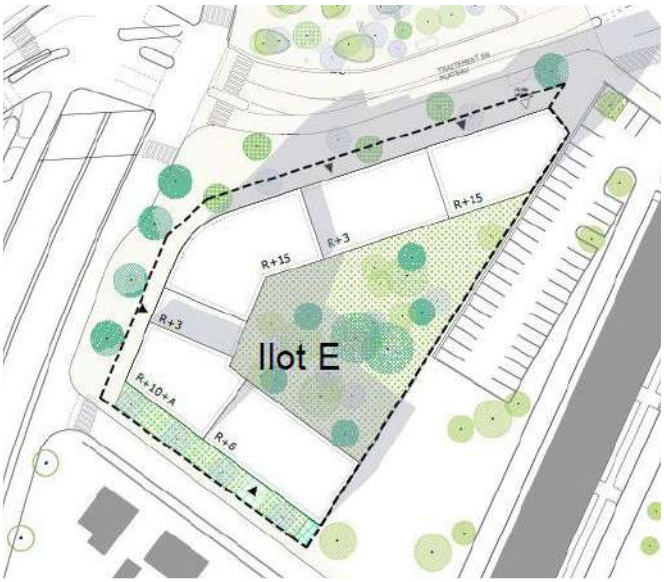
Un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.

La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière sont en cohérence avec celles prévues dans l'OAP sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, coeur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.

L'élaboration de la programmation de l'ilot E en phase opérationnelle a permis de préciser le programme de constructions qui ne prévoit plus de commerce à rez-de-chaussée sur cet ilot. Les deux cellules commerciales identifiées sur l'ilot E représentant au total 330 m², ne seront donc pas réalisées.

Cette programmation est prévisionnelle et pourra être réadaptée en fonction de besoins identifiés lors de la phase opérationnelle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse prévisionnel de l'ilot E modifié :

Compte tenu des évolutions programmatiques en phase opérationnelle en 2023/2024, le projet retenu à ce stade prévoit la programmation prévisionnelle ci-dessous, soit 61 664m² sdp environ (hors commissariat) :

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2 676
TOTAL		64 340

La répartition des logements a fait l'objet d'ajustement en phase opérationnelle et prévoit près de 36% de logements sociaux.

Conclusion :

Le bilan de la concertation expose de manière synthétique le contexte de la concertation, la description de ses modalités, les principales questions et les contributions issues de la concertation.

Les modalités prévues dans la délibération initiale d'engagement de la concertation ont bien été mises en œuvre. Ces modalités ainsi que les actions de concertation complémentaires ont permis de communiquer et faire participer le public sur le projet de renouvellement urbain de l'entrée de ville sud-

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ouest depuis ses premières orientations au stade de l'élaboration du PLU, dans le cadre de l'élaboration du PLUi et jusqu'à son démarrage opérationnel avec le dépôt des premiers permis de construire.

Les éléments relevés par les habitants ont été pris en compte tout au long de la phase d'élaboration du projet en particulier:

- L'environnement et notamment l'augmentation de l'emprise des espaces verts,
- La problématique d'une offre abordable pour l'accès au logement,
- L'architecture et l'urbanisme,
- La vie et l'animation du quartier, notamment la densification des commerces de proximité, et des services,
- Les déplacements et les mobilités douces;

Les hypothèses de scénario prévisionnelles de 2018/2019 ont fait l'objet d'évolutions, issues notamment des contributions de l'étude d'impact et de la concertation, pour améliorer la cohérence urbaine, architecturale, et paysagère, la prise en compte de l'environnement et la santé.

6 POURSUITE DE LA CONCERTATION APRES L'APPROBATION DU BILAN DE LA CONCERTATION

1.1. Procédure de participation « aval » : Enquête publique « environnementale » au titre du Code de l'Environnement et participation du publique par voie électronique (PPVE)

❖ Procédure d'évaluation environnementale

Conformément à l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement modifié en aout 2021, ce projet est **soumis à la procédure d'évaluation environnementale après examen au cas par cas.** Dans ce cadre, conformément aux articles L.122-1 et R.122-3-1 du code de l'environnement, la Ville du Kremlin-Bicêtre a sollicité une décision du préfet de région, autorité chargée de l'examen au cas par cas, sur la nécessité ou non de conduire une évaluation environnementale.

La décision de la DRIEAT n° 2022-026 du 28 janvier 2022, **porte obligation de réaliser une évaluation environnementale en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement**.

D'après les dispositions de l'article L. 123-2 du Code de l'environnement, **tous les projets soumis à évaluation environnementale doivent faire l'objet d'une enquête publique environnementale** (sauf en ZAC et dans le cadre de permis de construire qui font suite à une demande au cas par cas de l'Autorité Environnementale).

L'opération d'aménagement de l'Entrée de ville sud-ouest n'étant pas concernée par une procédure de Zone d'Aménagement concerté (ZAC), **elle est donc soumise à une obligation d'enquête publique environnementale.**

L'enquête publique "environnementale" concerne avant tout des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. Elle vise à assurer l'information et la participation du public, ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers, sur certaines décisions. Elle intervient après le dépôt de la demande d'autorisation, lorsque la décision à rendre concerne un projet (d'aménagement, de constructions, de travaux ou autres…) ;

L'enquête publique environnementale concernant l'opération d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest est nécessaire au titre de l'évaluation environnementale, mais aussi au titre de la première autorisation d'urbanisme pour ce projet.

La première autorisation d'urbanisme pour ce projet est le permis de construire de l'ilot E déposé le 20 décembre 2024.

En application des articles L.122-1 à L.122-7 et R.122-1 à R.122-15 du code de l'environnement, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France a été saisie le 15 avril 2025 pour

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

avis sur le projet de construction d'un ensemble immobilier (ilot E) rattaché à l'opération d'aménagement de l'Entrée de Ville Sud-Ouest dans le cadre de la procédure de permis de construire.

L'autorité environnementale dispose d'un délai de deux mois pour émettre son avis, conformément à l'article R.122-7 du code de l'environnement.

1.2. Procédures de participation du publique par voie électronique (PPVE)

La procédure PPVE s'applique aux plans et programmes soumis à évaluation environnementale et aux projets soumis à étude d'impact pour lesquels une enquête publique n'est pas requise, en application de l'article L.123-2-1° du Code de l'Environnement.

Une procédure de PPVE devra donc être organisée dans le cadre de la procédure d'instruction du permis de construire de l'ilot E, ce qui permettra de recueillir l'avis du public sur ce projet.

Le dossier est mis en consultation du public par voie électronique pendant une durée qui ne peut être inférieure à 30 jours. Les observations et propositions du public sont déposées par voie électronique.

1.3. Procédures de Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

❖ Procédure d'enquête publique préalable à la DUP

Conformément à l'article L1 du Code de l'Expropriation, « *l'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la* ***condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête*** *et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées* ».

En application de l'article L110-1 du Code de l'Expropriation, « l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre.

Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code. », et sera donc **une enquête publique "environnementale".**

En application de l'article R112-4 du Code de l'Expropriation, « lorsque *la déclaration d'utilité publique est demandée en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages, l'expropriant adresse au préfet du département où l'opération doit être réalisée, pour qu'il soit soumis à l'enquête, un dossier comprenant au moins :*
1° Une notice explicative ;
2° Le plan de situation ;
3° Le plan général des travaux ;
4° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
5° L'appréciation sommaire des dépenses. »

La présente enquête publique étant relative à une opération d'aménagement susceptible d'affecter l'environnement, le dossier d'enquête devra alors contenir notamment le bilan de la concertation, l'étude d'impact du projet et l'avis de l'autorité environnementale (cf. l'article R123-8 du Code de l'Environnement).

❖ Procédure d'enquête parcellaire

Conformément aux article L131-1 et suivants et R131-14 du code de l'Expropriation, une **enquête parcellaire** peut être menée simultanément à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Conformément à l'article R131-3 du code de l'Expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :
1° Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2° La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

Conclusion :

La procédure de participation du public par voie électronique (PPVE), l'enquête publique environnementale et l'enquête parcellaire sont des outils de consultation du public qui pourront permettre de faire part d'observations sur le projet finalisé. Un commissaire enquêteur sera désigné pour synthétiser les avis reçus et émettre un avis (favorable, défavorable, recommandations) sur le projet. La collectivité aura l'obligation de suivre l'avis du commissaire enquêteur pour obtenir la déclaration d'utilité publique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-085

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Aménagement – Bilan de la concertation concernant l'opération de renouvellement urbain de l'Entrée de Ville Sud-Ouest

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

L'Etablissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre et la Ville du Kremlin-Bicêtre ont engagé, depuis plusieurs années, un processus de renouvellement urbain des quartiers les plus fragiles au côté de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du 28 novembre 2022 et le Conseil territorial du 13 décembre 2022 ont approuvé la Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) du quartier "Péri Schuman – Bergonié". Le projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre s'intègre dans le périmètre plus large de l'opération d'aménagement Entrée de ville sud-ouest (EVSO).
Le secteur est principalement résidentiel et éloigné des centralités communales. La ligne 7 du métro se situe à 500 mètres et la ligne 14 à 400 mètres. Le projet prévoit la démolition de 190 logements, afin de construire des logements neufs permettant d'accueillir de futurs Kremlinois. La future programmation prévoit également l'implantation de commerces et de services en pied d'immeuble afin de créer une diversification fonctionnelle. Ce nouveau quartier a pour ambition d'être un quartier durable labellisé Écoquartier.

Les éléments de la programmation habitat sont les suivants :

- Démolition de 190 logements ;
- Construction d'une surface de plancher prévisionnelle de 46 000 m² dont 64 % de logements privés et 36 % de logements sociaux.

La programmation équipements / services / commerces se synthétise ainsi :

- Réhabilitation de groupes scolaires (Malon, Kergomard et Megrez) à proximité du secteur d'opération EVSO ;
- Développement de 2 600 m² de commerces et de services en rez-de-chaussée.

En termes de réaménagement des espaces publics, les éléments suivants sont prévus pour une surface prévisionnelle de 12 500 m² :

- Création d'un square,
- Création d'un espace vert pédagogique,
- Création d'une esplanade à l'entrée du quartier,
- Requalification et pacification des rues de l'Avenir et de la Réunion,
- Raccordement au réseau de chaleur à géothermie.

Concernant la concertation relative à l'opération d'aménagement EVSO, les modalités suivantes avaient été définies par la Ville en 2016 :

- des articles d'information dans le journal municipal et sur le site Internet de la Ville,
- une réunion publique,
- une exposition publique dans le hall de la Mairie,
- un registre mis à disposition du public à la Direction de l'aménagement et du patrimoine aux heures ouvrées pendant toute la durée de la concertation.

Toute forme de concertation complémentaire pourrait être menée si le projet le nécessitait.

Depuis 2016, l'ensemble des modalités prévues à la délibération de la Ville a bien été réalisé.

Compte tenu des différentes échelles et des thématiques multiples du projet de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest, la concertation s'organise à deux niveaux :

- auprès des locataires/occupants de la résidence Schuman, ainsi que les habitants des pavillons, puisqu'ils sont les premiers concernés, au regard du projet de démolition-reconstruction des logements qu'ils occupent ;
- à l'échelle de l'ensemble de la ville, notamment pour répondre aux besoins et attentes de l'ensemble des habitants de la commune du Kremlin-Bicêtre, en termes de parcours résidentiel, d'amélioration du cadre de vie et de cohésion territoriale à l'échelle de la commune.

Ainsi, la concertation a pris les formes suivantes :

- La première phase de concertation a été engagée en 2015 dans le cadre de la révision du Plan local d'urbanisme (PLU) avec l'élaboration de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Entrée de Ville sud-ouest » et le règlement de la zone UPb correspondant au secteur de projet ;
- Un registre a été mis en place depuis 2017 à l'accueil du service urbanisme pour recueillir les observations sur le projet ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- La concertation s'est poursuivie sur le projet de ville à horizon 2030 en 2016 et 2017 dans le cadre de la démarche participative ADNKB La Fabrique, avec notamment l'organisation des initiatives suivantes : une réunion publique, un comité de suivi citoyen, quatre ateliers thématiques, douze réunions de co-production, des moments d'échange avec les élus et la mise en ligne d'une plateforme collaborative ;
- Deux Conseils citoyens, l'un sur la cité Schuman et l'autre sur Bergonié, ont été constitués à la suite de deux réunions publiques (6 et 8 juin 2016) pour associer les habitants des résidences sociales ;
- La concertation s'est également poursuivie dans le cadre de l'élaboration de la convention ANRU pour permettre de présenter l'état d'avancement des études et du projet aux habitants :
  - Le projet de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest a été présenté aux Conseils de quartier de la ville en novembre/décembre 2018 ;
  - La concertation s'est articulée autour de plusieurs temps d'échanges : présence à la fête de la ville, deux ateliers participatifs, questionnaire en ligne et en présentiel, album photo participatif. Les modalités d'information suivantes ont été mises en place :
    - Des flyers d'invitation aux ateliers
    - La réalisation d'un kakémono
    - trois articles dans le journal municipal : en septembre, novembre, décembre 2019
    - deux articles sur le site internet de la ville
    - une affiche annonçant l'appel à photos
    - des publications sur les réseaux sociaux.

Un bilan de concertation intermédiaire et provisoire a été réalisé, qui a mis en avant des observations souhaitant notamment baisser les hauteurs des bâtiments et plus de nature en ville. Ainsi, la municipalité a décidé en 2021 d'étudier de nouveau le projet urbain pour viser à répondre à ces attentes.

La concertation s'est poursuivie sur le projet urbain modifié en 2021 et 2022 avec les initiatives suivantes :

- 17 novembre 2021 : premier groupe de travail avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen ;
- 30 novembre 2021 : réunion publique d'information des locataires ;
- janvier 2022 : réalisation d'une enquête sociale des résidents de Schuman par le Cabinet Le Fresne ;
- 9 juin 2022 : réunion groupe de travail Amicales de locataires et Conseil citoyen pour faire un retour sur l'enquête sociale et concerter sur les principes généraux de la charte relogement ;
- 15 juin 2022 : diagnostic en marchant sur Schuman ;
- 16 juin 2022 : Conseil de quartier avec présentation du projet Schuman, Entrée de Ville Sud-Ouest et du projet de réhabilitation des Hauts-Martinets ;
- 22 juin 2022 : Groupe de travail avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen sur la consolidation de la rédaction de la charte relogement.

Le projet urbain a été modifié en 2022 notamment pour baisser les hauteurs de certains bâtiments.

La concertation s'est poursuivie afin de s'assurer de la bonne acceptation du projet avant son démarrage opérationnel et de présenter la démarche de procédure de Déclaration d'utilité publique mise en œuvre pour l'opération d'aménagement, avec les actions suivantes :

- une réunion publique spécifique sur le projet d'aménagement de l'ilot E le 5 juillet 2023
- une réunion publique spécifique au projet d'aménagement de l'ilot E le 12 octobre 2023
- une réunion publique sur le projet global le 18 octobre 2023
- Une réunion publique spécifique sur le projet de Déclaration d'utilité publique ;
- Une exposition publique sur le projet retenu à l'issue de la concertation le 28 juin 2024.

Le bilan de la concertation, en annexe de la présente délibération, expose de manière synthétique le contexte de la concertation, la description de ses modalités, les principales questions et les contributions issues de la concertation.

Les modalités prévues dans la délibération initiale d'engagement de la concertation ont bien été mises en œuvre. Ces modalités ainsi que les actions de concertation complémentaires ont permis de communiquer et faire participer le public sur le projet de renouvellement urbain de l'entrée de ville sud-ouest depuis ses premières orientations au stade de l'élaboration du PLU et jusqu'à son démarrage opérationnel avec le dépôt des premiers permis de construire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les hypothèses de scénario prévisionnelles de 2018/2019 ont fait l'objet d'évolutions, issues notamment des contributions de l'étude d'impact et de la concertation, pour améliorer la cohérence urbaine, architecturale, et paysagère, la prise en compte de l'environnement et la santé.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver le bilan de la concertation préalable concernant l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville Sud-Ouest.

Le Conseil territorial de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre est invité à délibérer afin de tirer le bilan de la concertation concernant l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville Sud-Ouest.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'avis de la commission permanente ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L103-2 ;
Vu la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2016 approuvant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre ;
Considérant que les modalités de mise en œuvre de cette concertation préalable au projet de renouvellement urbain de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre ont été définies par le Conseil Municipal du 29 septembre 2016 ;
Considérant les principaux objectifs de l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville Sud-Ouest du Kremlin-Bicêtre :

- La création d'une nouvelle polarité urbaine structurée autour d'une diversification fonctionnelle
- Une nouvelle offre de logements diversifiée dans le respect du principe de mixité sociale.
- Le désenclavement du quartier offrant des espaces publics de qualité, grâce à des mobilités facilitées en particulier les continuités et déplacements doux
- La création d'un écoquartier à forte ambition environnementale pour créer un projet exemplaire en matière de transition écologique et énergétique
- L'inscription dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU.

Considérant la mise en œuvre des outils réglementaires suivants mis en place :

- des articles d'information dans le journal municipal et sur le site Internet de la Ville,
- une réunion publique,
- une exposition publique dans le hall de la Mairie,
- un registre mis à disposition du public à la Direction de l'aménagement et du patrimoine aux heures ouvrées pendant toute la durée de la concertation.
- Concertation dans le cadre du PRIR

Considérant les nombreux moyens complémentaires déployés rappelés ci-après :

- Concertation dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme
- Concertation dans le cadre de la démarche participative ADNKB La Fabrique pour l'élaboration du projet de ville à horizon 2030
- Deux Conseils Citoyens
- Conseils de quartier
- Deux ateliers participatifs
- Questionnaire en ligne et en présentiel
- Album photo participatif
- Stand à la fête de la Ville
- Des flyers d'invitation aux ateliers
- Une affiche annonçant l'appel à photos
- Des publications sur les réseaux sociaux
- Un bilan de concertation intermédiaire et provisoire
- Trois groupes de travail avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen
- Quatre réunions publiques supplémentaires
- Une enquête sociale des résidents de Schuman
- Un diagnostic en marchant sur Schuman

Considérant que les éléments relevés par les habitants ont été pris en compte tout au long de la phase

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d'élaboration du projet en particulier:

- L'environnement et notamment l'augmentation de l'emprise des espaces verts,
- La problématique d'une offre abordable pour l'accès au logement,
- L'architecture et l'urbanisme,
- La vie et l'animation du quartier, notamment la densification des commerces de proximité, et des services
- Les déplacements et les mobilités douces;
- L'aménagement des espaces publics

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), et 7 contre (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
De tirer un bilan favorable de la concertation préalable à l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville Sud-Ouest du Kremlin-Bicêtre,

Article 2
D'approuver les caractéristiques essentielles de l'opération de l'aménagement telles que rappelées dans les considérants.

Article 3
De préciser que le bilan de la concertation sera tenu à disposition du public en mairie du Kremlin-Bicêtre, sur demande, aux horaires d'ouverture habituels et sur le site internet de la ville du Kremlin-Bicêtre.

Article 4
D'inviter le Maire ou toute personne habilitée par lui, à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-085-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

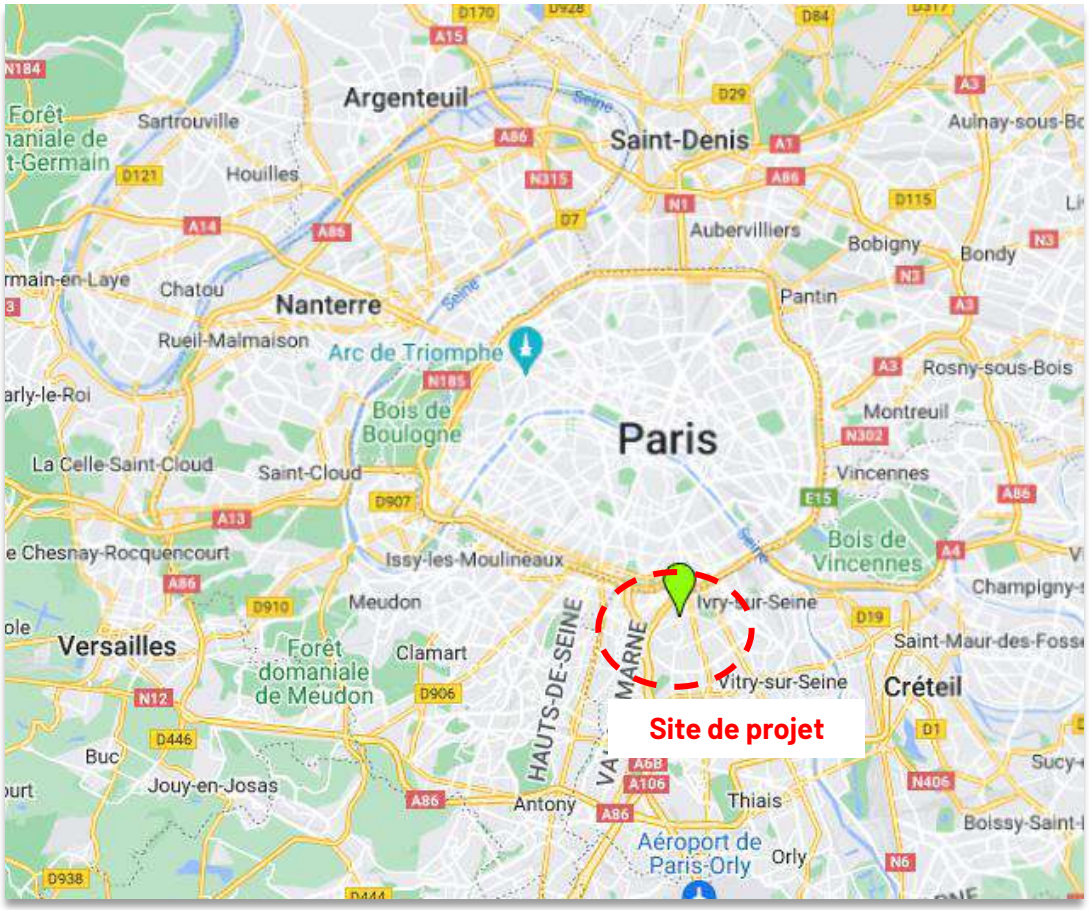
OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST – LE KREMLIN BICETRE (94)

PLAN DE SITUATION

PERIMETRE DE DUP

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

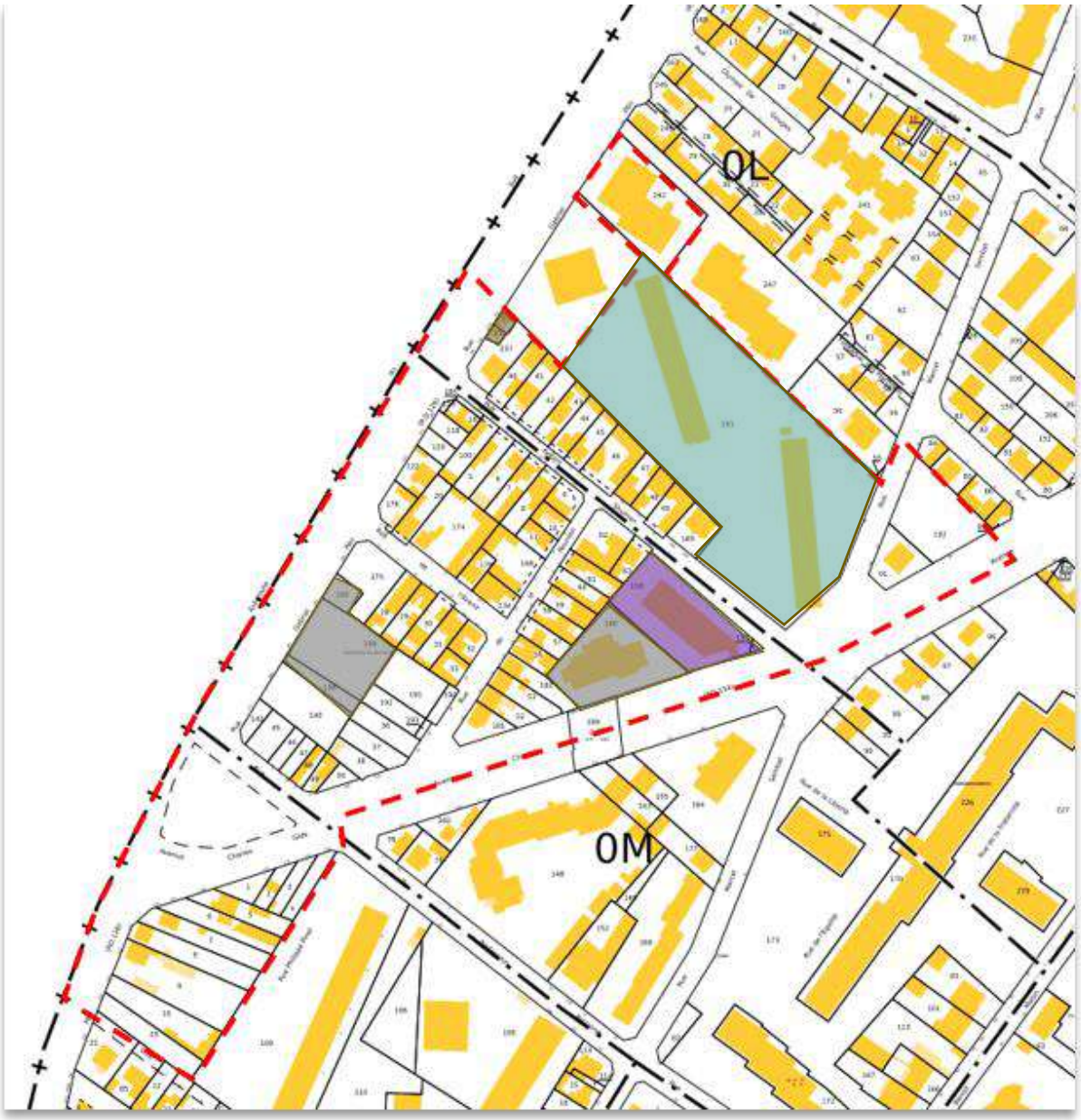
Plan de situation



Source : google maps

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Périmètre de DUP



Domaine public (*commissariat, parcelles cadastrées section M n° 198, 199 et 200 ; crèche départementale conservée, parcelle cadastrée section M n° 180 ; parcelles cadastrées section L n° 233 et 231)*

Parcelles hors périmètre de DUP (*Copropriété Avenue Gide conservée, parcelles cadastrées section M n° 158 et 154).*

Parcelle bailleur dans le périmètre de DUP non expropriée *(parcelle cadastrée section L n° 191)*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST – LE KREMLIN BICETRE (94)

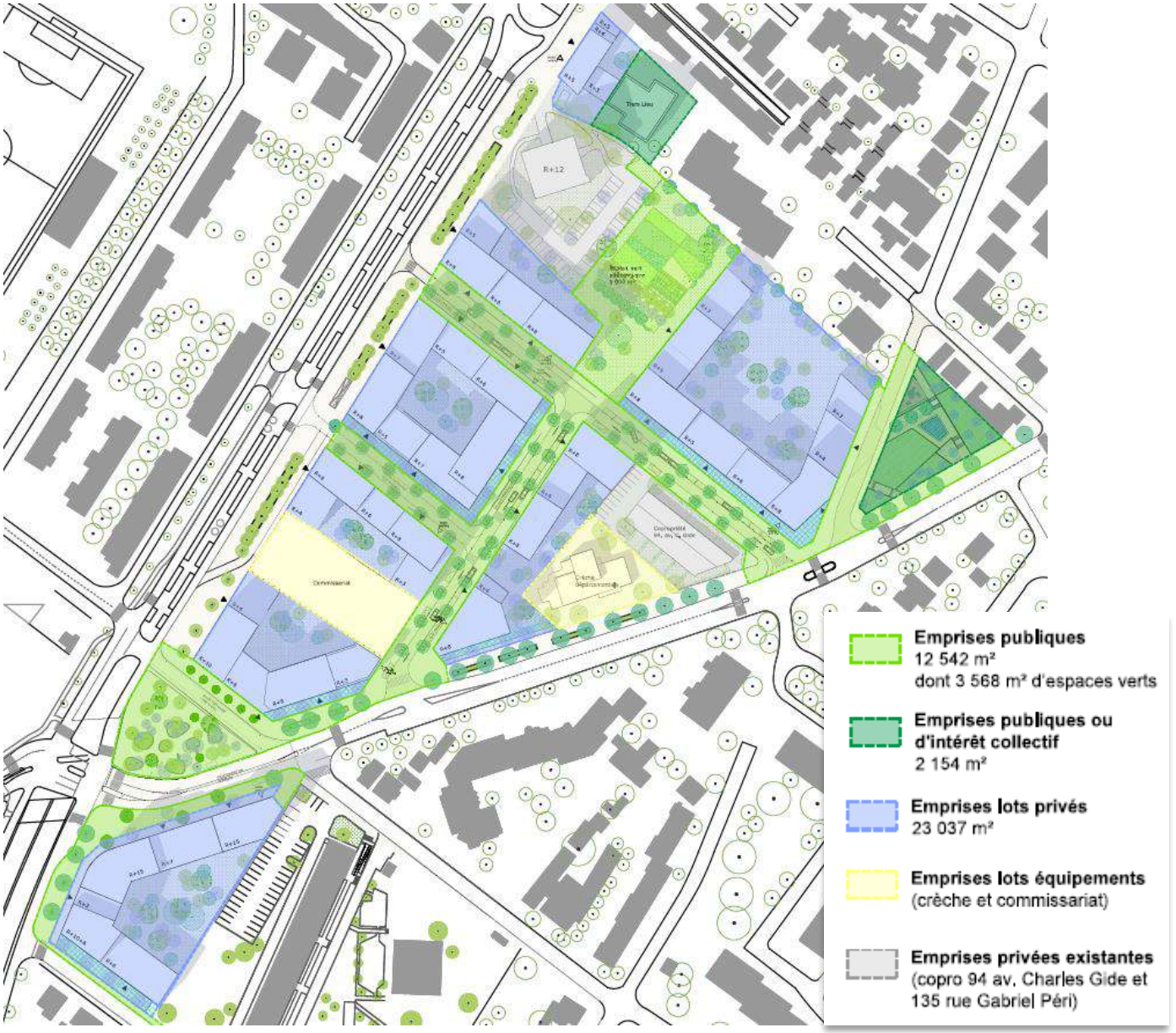
PLAN GENERAL DES TRAVAUX

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Plan général des travaux – Enquête publique 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan général des travaux – Enquête publique 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST – LE KREMLIN BICETRE (94)

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le projet s'attachera à promouvoir la **mixité fonctionnelle**, et prendra en compte les besoins et l'évolution des modes de vie.

Cette programmation fine prendra en compte **la proximité des autres projets** comme Ecotone et le pôle gare. Elle veillera par ailleurs à **être cohérente avec la programmation existante** aux alentours, comme le linéaire commercial du 162 rue Gabriel Péri à Gentilly, plutôt que de le concurrencer.

Le projet visera également à garantir les bonnes conditions de la **mixité sociale et intergénérationnelle** au sein du quartier. Il est recherché une **diversité** des typologies.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de :

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2 676
TOTAL		64 340

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Composition urbaine

Le projet urbain **reprend les grands principes de l'OAP** en proposant des points hauts aux angles des ilots C et E qui permettent de marquer l'entrée de ville. La diversité des hauteurs permet de faire émerger un front bâti diversifié qui rompra une forme de monotonie. Il sera par ailleurs très visible depuis les axes de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide et agira comme des **repères urbains**.

Les formes urbaines et gabarits allient des hauteurs variables, de R+ 3 à R+ 15 selon l'insertion dans l'environnement, les épannelages entre bâtiments et permettent de créer des cœurs d'ilots végétalisés et généreux.

Ces ilots seront fermés. Des **transparences** et des porosités, a minima visuelles, vers les cœurs d'ilots sont cependant fortement souhaitées. En ce sens, les cœurs d'ilots privés largement plantés participeront du caractère paysager de l'ensemble du quartier.

L'épannelage produira un travail fin sur les transitions et les rapports d'échelle, notamment avec le tissu bâti alentours. L'architecture développée devra promouvoir une richesse d'usages et permettre de retrouver l'échelle domestique malgré la densité, afin de produire une pièce urbaine « vivante ».

La diversité des hauteurs permet également **d'envisager une architecture de petit collectif** sur la partie nord l'ilot A afin de proposer un habitat intermédiaire qui bénéficiera de jardins individuels ou collectifs. Enfin, cette composition urbaine traduit la volonté d'articuler les futurs bâtiments avec les morphologies bâties existantes des abords du site dans un rapport de courtoisie urbaine. En particulier, les hauteurs plus basses ont été prévues sur le foncier des résidences Schuman à démolir pour équilibrer les hauteurs réparties sur le reste du quartier.

Par sa densité, le projet répond aux objectifs importants de construction de logements imposés par le SDRIF. Par sa composition et sa forme urbaine, il permet de proposer une **densification qui limite ses nuisances** en proposant une diversité des formes et des hauteurs tout en assurant la création d'espaces publics généreux. Enfin, la conception des espaces extérieurs sera guidée par les usages et les enjeux bioclimatiques, afin d'offrir un maximum de confort aux futurs usagers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Logements

En termes de répartition des logements, il est envisagé **environ 1030 logements** (dont environs 900 logements familiaux et 130 logements spécifiques).

L'évolutivité des grands logements devra permettre le redécoupage ou l'assemblage (par exemple en positionnant un T1 a cote d'un T4). En ce sens, la structure porteuse sera préférée au niveau des noyaux de circulations verticales et des façades pour permettre de recomposer plus facilement le logement du futur. La conception des logements facilitera la recomposition des espaces domestiques. Pour ce faire, il s'agira de proposer autant que possible des grandes pièces et des logements évolutifs, en permettant aux habitants de décloisonner facilement leur logement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La programmation économique

L'étude urbaine a permis de préciser le potentiel d'implantation pour différents types de commerces.

Ils pourraient se répartir selon le schéma suivant :

- Ilot C (810 m²) :

- Une moyenne surface alimentaire (490 m²)
- Un restaurant (115 m²)
- Une pharmacie (205 m²)

- Ilot B (540 m²)

- Cabinet médical (150 m²)
- Coiffeur (110 m²)
- Alimentation spécialisée (140 m²)
- Kinésithérapie & ostéopathe (140 m²)

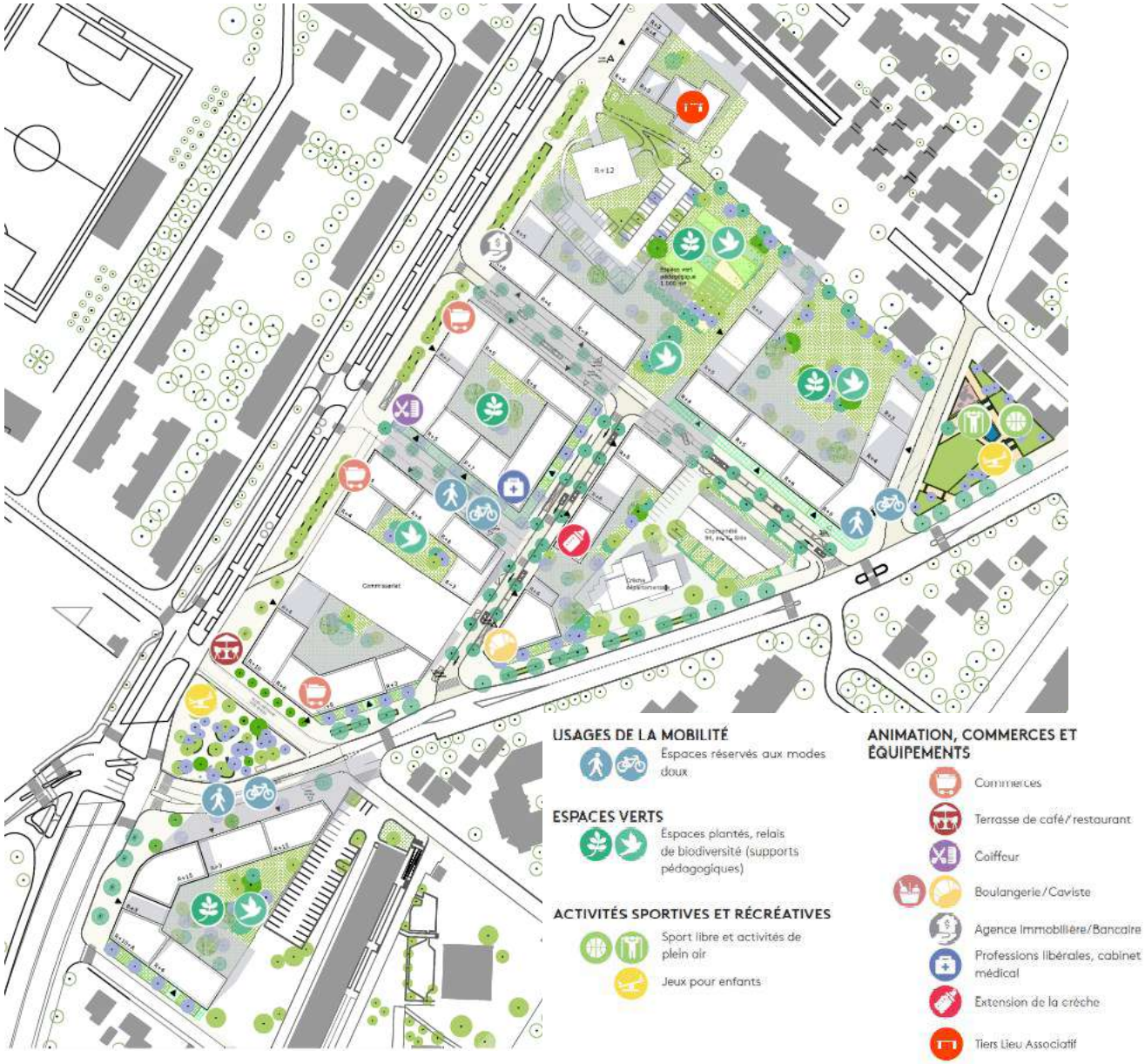
- Ilot A (215 m²)

- Agence type immobilier, banque (115 m²)

- Ilot D (110 m²)

- Boulangerie (110 m²)

- Ilot E : L'élaboration de la programmation de l'ilot E en phase opérationnelle a permis de préciser le programme de constructions qui ne prévoit plus de commerce à rez-de-chaussée sur cet ilot. Les deux cellules commerciales identifiées sur l'ilot E représentant au total 330 m², ne seront donc pas réalisées.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La programmation des équipements publics

La ville du Kremlin-Bicêtre a demandé à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAURIF) une mise en perspective générale de son offre d'équipements et services, avec une **plus grande attention sur le champ scolaire et culturel**, en lien avec les prévisions de construction de logement sur l'ensemble de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Cette étude, réalisée en 2016 et mise à jour en 2019 a montré que les **équipements scolaires existants disposent d'une capacité suffisante** pour répondre aux futurs besoins scolaires du secteur de l'entrée de ville sud-ouest tout en **assurant la mixité scolaire** recherchée, à condition que les livraisons de logements soient réparties dans le temps. Il est donc nécessaire de prévoir la réalisation progressive de l'opération d'aménagement pour éviter une hausse ponctuelle des besoins et la nécessité d'un nouvel équipement scolaire sur ce secteur. Il est tout de même nécessaire d'adapter les équipements scolaires existants aux besoins générés par l'opération d'aménagement. La Ville a donc prévu la réhabilitation des groupes scolaires de la carte scolaire du secteur (Malon, Megrez et Kergomard), voire l'adaptation de nouvelles classes scolaires selon les livraisons.

L'extension du Commissariat

Le commissariat est situé au **cœur du nouveau quartier sur l'ilot C**. Il constitue un équipement central de district qui rayonne sur cinq villes : Arcueil, Cachan, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif, soit un bassin de population de 150 000 personnes environ.

Le bâtiment existant est fortement détérioré. Un projet de nouveau commissariat sous maitrise d'ouvrage de la Préfecture de police constituera **la première réalisation du nouveau quartier**.

Les travaux d'aménagement du commissariat ont démarré **fin 2024 et s'achèveront fin 2026.**

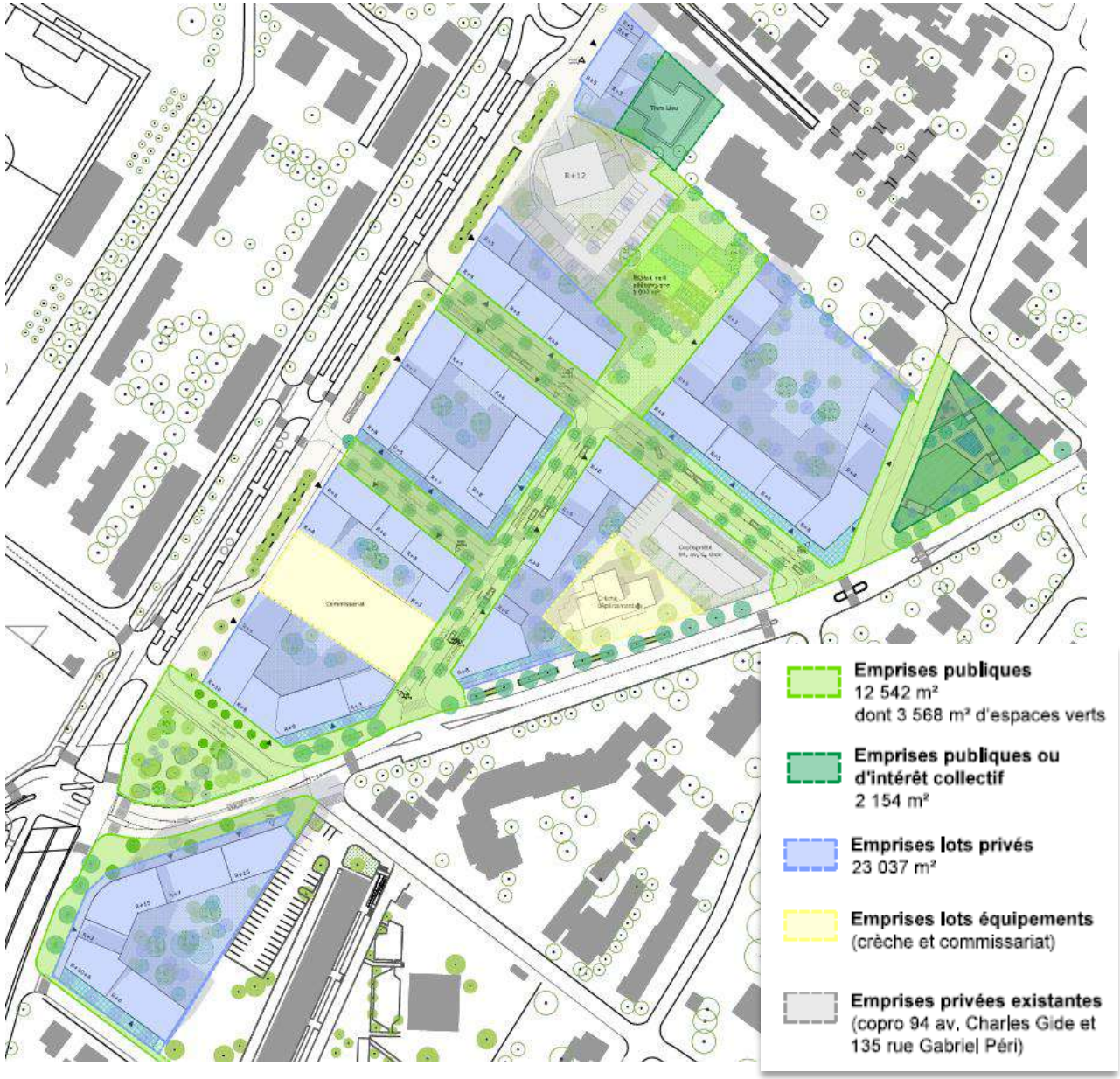
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Environnement

Avec la création d'environ 1030 logements, le futur quartier nécessite des **espaces publics dimensionnés** en conséquence. Pour ce faire, le projet bénéficiera de trois lieux majeurs : le **square Sembat, le parvis Malleret-Joinville et un espace vert pédagogique**. Leurs aménagements seront différenciés et thématisés en fonction des lieux qui n'accueilleront pas les mêmes usages. Ces nouveaux espaces végétalisés seront dédiés aux loisirs, à la détente et à vocation pédagogique.

Les cœurs d'îlots devront être pensés comme de véritables lieux de vie supports d'usages et non des espaces résiduels ou contemplatifs. Ils assureront la transition entre espace commun et espace privé.

La **question du paysage est totalement imbriquée** à la conception architecturale. Les prescriptions paysagères s'inscrivent dans une même démarche de projet sans distinction. Ce travail se joue sur les aménagements paysagers de l'opération, les limites, les plantations, sur la manière dont l'architecture peut devenir support d'un paysage, et surtout sur le dialogue entre le projet paysager global (à l'échelle de la commune) et les projets paysagers des différentes parcelles.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les cœurs d'îlots devront être développés comme des **espaces de biodiversité multi-accueil**, en favorisant la mixité des strates végétales (herbacée, arbustive et arborée).

Le choix des essences d'arbre devra se faire au regard des enjeux bioclimatiques de leur localisation, de leur adaptabilité au changement climatique et de leur potentiel allergisant.

Le square Sembat

La programmation d'un **nouveau square** permettra une respiration en entrée Nord du quartier. Cet espace matérialisera l'accroche du futur quartier au projet du ruban vert.

A l'inverse du carrefour d'entrée de ville soumis à des nuisances, le square Sembat offre l'opportunité de développer un **espace vert attractif et accessible**. Son accroche à l'avenue Charles Gide et sa position sur le chemin naturel depuis le pôle gare (via la rue Sembat) en font un lieu central pour le Sud de la commune.

Plan de principe du square Sembat – Source : COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le parvis Malleret-Joinville

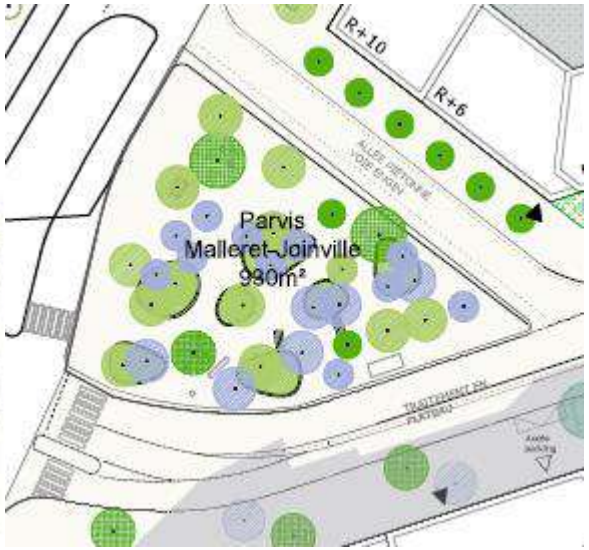
Actuellement occupé par un carrefour routier, le futur parvis Malleret-Joinville a la double symbolique de l'entrée de ville et de l'aboutissement du ruban vert. Soumis aux nuisances sonores et aérauliques liées à l'A6B et la rue Gabriel Péri, le carrefour offre peu de confort d'usages.

A l'image du ruban vert dont il symbolise l'une des extrémités, le parvis Malleret-Joinville sera un espace végétal très planté, mais pas forcément usité. Il s'agira d'un espace public nouveau végétalisé au pied de l'ilot C pour créer un nouveau parvis. Il matérialisera la thématique de la nature en ville.

Une grande densité végétale est attendue sur cet espace. Les plantations seront composées avec des arbres de grand développement, en écho à la hauteur des constructions aux abords du parvis.

Il s'agira également d'offrir un parvis confortable aux commerces présents sur l'Ilot C, protégé des nuisances par une frange végétale. Le parvis Malleret-Joinville jouera également le rôle de relais de la biodiversité.

Il s'agira par exemple de permettre la reconstitution d'un habitat semi naturel et de nichoirs pour l'avifaune recensée.



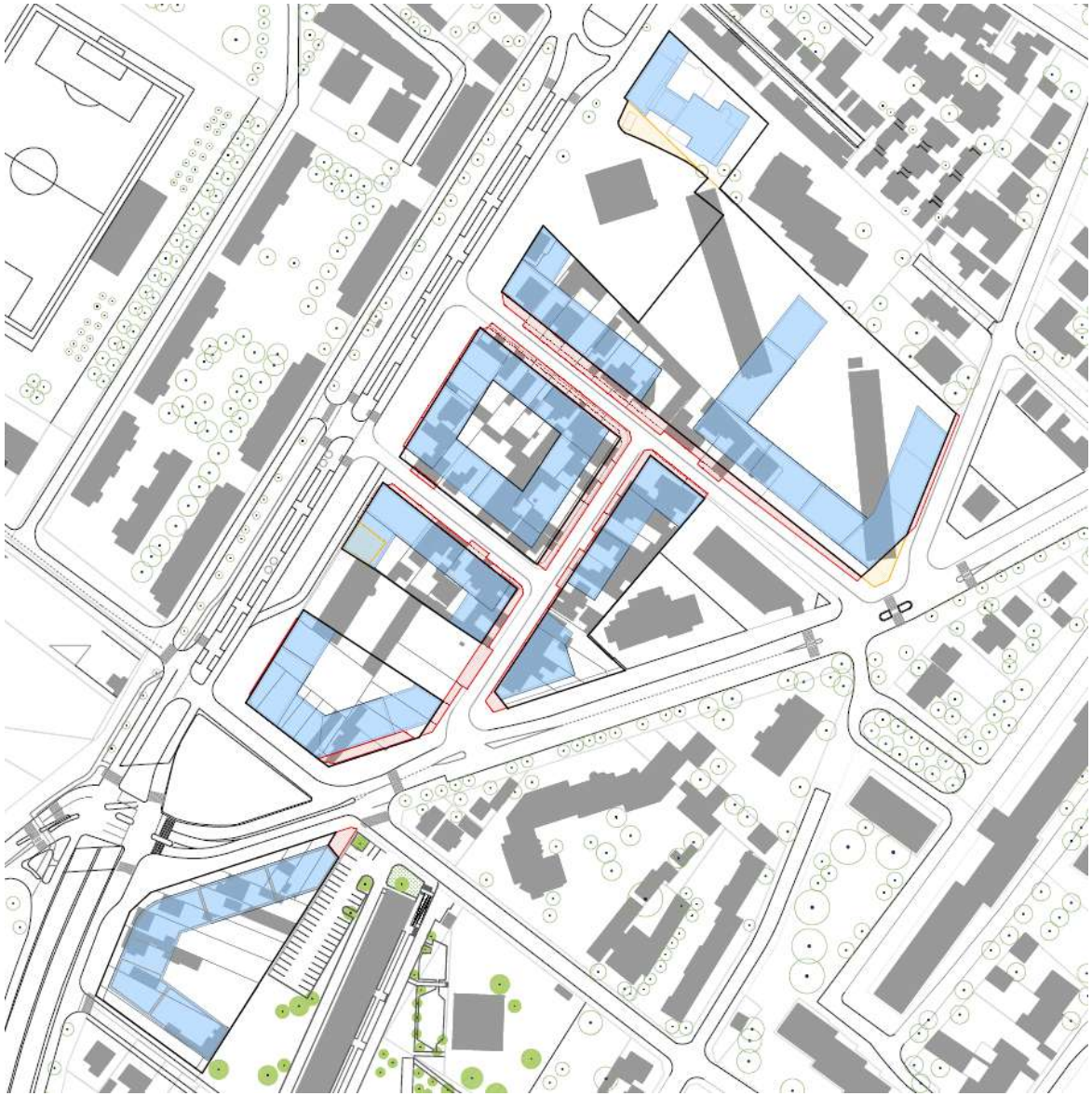
Plan de principe du parvis d'entrée de ville – Malleret Joinville – Source : COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Travaux de démolition et conservation

Le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest est caractérisé par une démolition quasi intégrale du quartier avant sa reconstruction. **Seules la crèche et la copropriété au nord-ouest à côté de celle-ci seront conservées.**

La gestion et la valorisation des déchets seront un enjeu prioritaire au regard des nombreuses démolitions qui vont intervenir sur le secteur.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Revêtements et matériaux de sol

L'objectif est de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'emploi de matériaux naturels. La continuité avec les sols des espaces publics sera recherchée. Une attention particulière sera portée aux ouvrages d'accompagnement et aux traitements de sols afin de garantir leur intégration paysagère et leur pérennité. Ainsi, les matériaux constituant les aménagements extérieurs seront choisis en croisant les critères d'impact environnemental, de durabilité, de coût d'investissement, d'entretien et de maintenance.

- L'aménagement de sols étanches est à limiter strictement afin d'augmenter la capacité d'infiltration.
- L'utilisation de produits bitumineux est à éviter.
- Les matériaux dans la masse seront préférés, sans traitement superficiel. La pierre, les bétons architectoniques, le verre et le bois seront privilégiés. Les métaux feront l'objet de traitements pérennes.
- Les bardages métalliques (acier, cuivre, zinc, aluminium, naturels, prépatinés ou laqués) sont également autorisés.
- Toutes les imitations de matériaux sont interdites (faux moellons, faux bois, etc.)
- Pour les accès piétons, on préconisera des aménagements de type stabilisé naturel n'entraînant pas l'imperméabilisation du sol tout en assurant le confort d'usage et notamment des PMR.

Eclairage

Un mobilier d'éclairage prendra place au sein des espaces collectifs et en bordure de voiries.

Un éclairage est plus précisément prévu pour :

- Les cheminements piétons ;
- Les nouveaux espaces publics ;
- Les voiries.

Les choix d'éclairage seront adaptés à une approche à la fois esthétique, d'accessibilité (personnes malvoyantes et photosensibles) et environnementale : absence de direction d'éclairage vers le ciel, puissance d'éclairage adaptée, etc.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

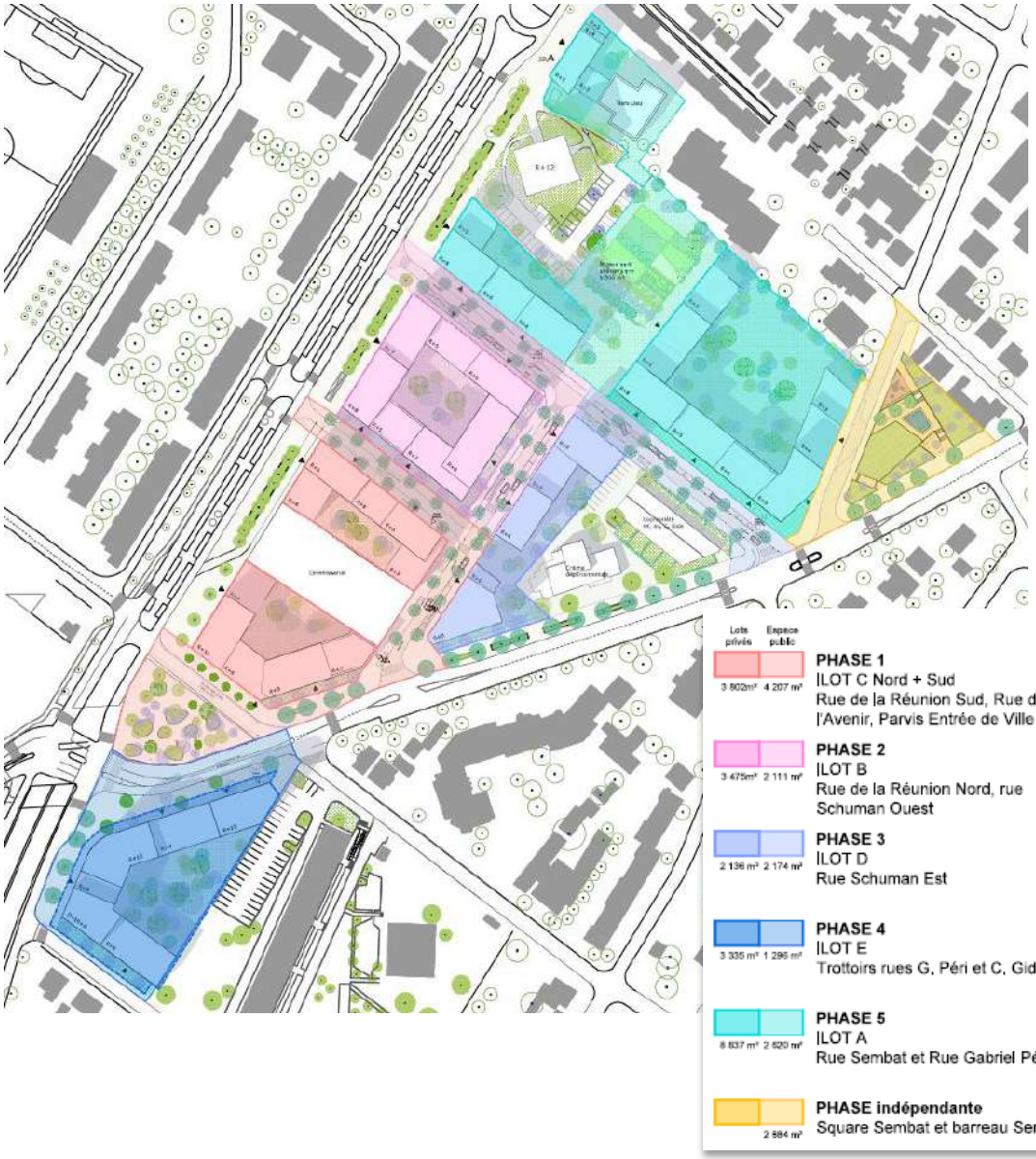
Phasage

L'entrée de ville sud-ouest a été identifiée dans le PLU révisé approuvé le 17 décembre 2015 comme le principal secteur stratégique pour mettre en oeuvre les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

Les ilots E et C devraient être réalisés en premier lieu grâce à une maitrise foncière avancée. Le rythme d'écoulement des autres ilots devra être maitrisé. En effet, le phasage prévisionnel des ilots devra s'échelonner dans le temps, notamment pour permettre aux équipements scolaires existants d'absorber progressivement les nouveaux besoins scolaires et éviter la création d'un équipement scolaire sur le quartier uniquement pour répondre à une hausse ponctuelle de la demande.

Les travaux ont été engagés sur le commissariat (ilot C) fin 2024, jusqu'à fin 2026. Le calendrier prévisionnel prévoit ensuite le démarrage des travaux sur l'ilot E en 2025 et l'ilot C en 2026. Les dernières livraisons auront quant à elles lieux à l'horizon 2030.

L'ilot E, initialement prévu en phase 4, pourrait être un des premiers ilots à démarrer compte tenu d'une maitrise foncière qui s'est accélérée sur cet ilot.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST – LE KREMLIN BICETRE (94)

INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1) CONTEXTE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

La commune du Kremlin-Bicêtre est maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement. Elle a, pour son projet, fait le choix d'un projet adapté aux besoins de sa population et intégré dans son environnement, nécessitant l'acquisition de plusieurs emprises.

Cette acquisition est rendue indispensable et nécessaire pour la mise en œuvre du projet d'aménagement. En effet, les négociations amiables depuis plusieurs années avec les propriétaires n'ont pour l'instant pas permis d'aboutir la maîtrise totale des parcelles.

Aussi, le recours à la procédure d'expropriation s'avère nécessaire afin de finaliser la maîtrise du foncier.

La présente enquête publique est régie principalement par les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.

Au regard du projet retenu, une modification du PLU actuel est en cours pour tenir compte du projet soumis à enquête.

L'opération est soumise à une enquête publique unique, régie par le code de l'environnement.

Plus particulièrement, la présente enquête est régie par :

a) Le code de l'environnement, notamment les articles :

• L. 123-1 à L. 123-3, R. 122-2 et R. 123-1 à R. 123-2 relatifs au champ d'application et objet de l'enquête publique,

• L. 123-4 à L. 123-16 et R. 123-3 à R. 123-23, relatifs à la procédure et au déroulement de l'enquête publique.

b) Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles :

• L. 110-1 relatif à l'enquête publique à mettre en œuvre lorsque l'opération est susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement,

• R. 112-4, R. 112-6 et R. 112-7 relatifs au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,

• L. 131-1 et R. 131-3 et suivants relatifs à l'identification des propriétaires et à la détermination des parcelles

2) OBJET DE L'ENQUETE

En vertu de l'article L. 1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriation d'immeubles ne peut être prononcée qu'à deux conditions cumulatives :

- Elle doit répondre à une **utilité publique** préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la **détermination des parcelles à exproprier** ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées.

En l'occurrence, les parcelles n'ont pas pu être acquises amiablement. La détermination des parcelles à exproprier et la recherche des propriétaires s'avèrent nécessaires.

La présente enquête est une « enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la cessibilité des parcelles à exproprier », dont l'objectif est de permettre au public de présenter leurs observations et d'apporter à l'administration des éléments d'information indispensables pour l'appréciation exacte de l'utilité publique de l'opération.

La ville étant en mesure de déterminer les parcelles à acquérir ou à exproprier et de connaître l'identité des propriétaires, des titulaires de droits et autres intéressés, une enquête parcellaire sera menée de façon simultanée en vue de l'obtention de l'arrêté de cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet. Les intéressés seront appelés à faire valoir leurs droits au cours de cette enquête.

En application de l'article L. 110-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, cette enquête publique est régie par le chapitre III du titre II du Livre Ier du code de l'environnement lorsque l'opération objet de la déclaration d'utilité publique constitue une opération mentionnée à l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce dernier article vise notamment les projets devant comporter une étude d'impact).

En application de l'article L. 123-6 du code de l'environnement, une enquête publique unique est ainsi conduite par l'autorité administrative compétente de l'État, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

3) LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE PREALABLE A LA DECLARATION PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

En l'espèce, le projet d'aménagement est soumis à évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Il s'agit d'un processus permettant au public de prendre connaissance des incidences du projet sur l'environnement, la santé humaine et de participer à l'élaboration des décisions prises par la ou les personnes publiques autorisant le projet. Ce processus est mis en œuvre le plus en amont possible du projet et a vocation à être poursuivi tout au long de son développement.

a) <u>Délibération de saisine du préfet</u>

En vertu de l'article R. 123-3 du Code de l'environnement, l'enquête publique est ouverte et organisée par le préfet du département où doit se dérouler l'opération en vue de laquelle l'enquête est demandée.

Aussi, par **délibération XXXX en date du XXX 2025**, le Président a été autorisé à solliciter auprès du préfet l'ouverture de la présente enquête publique conjointe, regroupant l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique sus-désignée et l'enquête parcellaire.

Le dossier d'enquête publique a alors été transmis au préfet (article R. 123-8 du Code de l'environnement), comprenant au moins :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Une notice explicative ;
- Le plan de situation ;
- Le plan général des travaux ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- L'appréciation sommaire et globale des dépenses ;
- L'étude d'impact et son résumé non technique.

b) Désignation du commissaire enquêteur

Conformément à l'article R. 111-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le commissaire enquêteur est désigné dans les conditions prévues à l'article R. 123-5 du Code de l'environnement qui précise que le préfet saisit le président du tribunal administratif et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte une note de présentation du projet.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un **délai de quinze jours** un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président (article R. 123-5 du code de l'environnement).

c) Ouverture de l'enquête

Le préfet prévoit les conditions d'ouverture et de déroulement de l'enquête publique par un **arrêté** qui précise, conformément aux articles R. 112-12 et R. 131-4 du Code de l'expropriation :

- L'objet de l'enquête ;
- La date à laquelle elle sera ouverte et sa durée ;
- Les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet ;
- Le lieu où siégera le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête ;
- Le délai dans lequel le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête devra donner son avis à l'issue de l'enquête ;
- Les communes dans lesquelles l'affichage de l'avis d'enquête doit être effectué.

d) Publicité de l'enquête et notification aux propriétaires

Un avis au public est **publié dans deux journaux régionaux ou locaux** diffusés dans le département concerné, **au moins quinze jours avant le début de l'enquête** et **rappelé de même dans les huit premiers jours** de celle-ci (article R. 123-11 du Code de l'environnement).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cet avis est **également publié par voie d'affichage dans la ou les communes** sur le territoire desquelles l'opération doit avoir lieu (article R. 112-15 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique. Ce dossier est également disponible depuis le site internet de la préfecture.

De plus, le dépôt du dossier à la mairie doit faire l'objet d'une **notification individuelle** à chacun des propriétaires intéressés par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception (article R. 131-6 du code de l'expropriation). Les propriétaires sont ensuite tenus de fournir à l'expropriant les indications relatives à leur identité ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels (article R. 131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

e) Mise à disposition du dossier d'enquête et recueil des observations du public

Le dossier d'enquête est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'enquête publique. Un accès gratuit au dossier est également garanti sur un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée peut consigner ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur au lieu fixé par l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Si l'arrêté le prévoit, ces observations peuvent également être adressées par voie électronique.

Toutes les observations écrites sont annexées au registre d'enquête.

De plus, les observations sur l'utilité publique de l'opération sont également reçues par le commissaire enquêteur aux lieu, jour et heure de permanence annoncés par l'arrêté d'ouverture d'enquête, s'il en a disposé ainsi.

f) Réunion d'information et d'échange avec le public

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe le préfet ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête définit, en concertation avec le préfet et le responsable du projet les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée de 15 jours.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, ainsi qu'au préfet. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

responsable du projet sont annexés par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête au rapport d'enquête.

5) A L'ISSUE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

a) Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

A l'issue du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête, selon les lieux où ils ont été déposés, sont clos et signés soit par le maire, soit par le préfet qui a pris l'arrêté d'ouverture d'enquête. Le préfet ou le maire en assure la transmission, dans les vingt-quatre-heures, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête (article R. 112-18 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête examine les observations recueillies et entend toute personne qu'il lui parait utile de consulter ainsi que l'expropriant, s'il en fait la demande.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rédige un rapport énonçant ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération projetée (article R. 112-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet le dossier d'enquête, les registres et ses conclusions au préfet qui a pris l'arrêté d'ouverture d'enquête dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est déposée dans les mairies des communes où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'en préfecture du département. Par ailleurs, les personnes intéressées peuvent obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de département dans les conditions prévues à l'article R. 112-24 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

b) Les décisions prises à l'issue de l'enquête

→**L'arrêté de déclaration d'utilité publique :** l'opération pourra être déclarée d'utilité publique si le coût financier, les inconvénients d'ordre social ou l'atteinte à d'autres intérêts publics ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt général qu'elle présente. L'arrêté de déclaration d'utilité publique précise le délai accordé pour réaliser l'expropriation.

La déclaration d'utilité publique de l'opération, ou la décision refusant de la déclarer, est prononcée par arrêté préfectoral au plus tard un an après la clôture de l'enquête.

Un recours pour excès de pouvoir peut être exercé à l'encontre de l'arrêté de déclaration d'utilité publique dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.

→**L'arrêté de cessibilité :** Le préfet déclarera cessibles les propriétés ou parties de propriétés n'ayant pas pu faire l'objet d'acquisitions à l'amiable et dont la cession est nécessaire à la réalisation du projet. Le préfet désigne ainsi les biens dont l'expropriation sera demandée au juge judiciaire ainsi que les propriétaires de ces biens.

c) Au-delà de la Déclaration d'Utilité Publique et de l'arrêté de cessibilité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

A défaut d'accord amiable avec les propriétaires concernés, le transfert de propriété est prononcé par une ordonnance d'expropriation et le montant des indemnités est fixé par le juge de l'expropriation.

La procédure d'expropriation sera conduite conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique à l'initiative de la Ville. La commune du Kremlin-Bicêtre fait partie depuis 2016 de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre. Dans le cadre de la compétence aménagement, l'EPT assure le pilotage de l'opération.

Pour l'accompagner dans sa politique de renouvellement urbain et de densification maîtrisée, la municipalité a engagé, depuis 2009, avec l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, une convention avec l'EPF Ile de France et une politique de maîtrise du foncier ciblée sur plusieurs secteurs identifiés comme prioritaires à aménager, dont le secteur EVSO.

La déclaration d'utilité publique est sollicitée pour poursuivre les acquisitions foncières engagées par l'EPFIF depuis 2009.

La SPL Grand-Orly Seine Bièvre, une fois celle-ci désignée aménageur par le Conseil Territorial, sera le bénéficiaire de cette DUP. En effet, en application des dispositions de la concession, il est précisé qu'elle sera bénéficiaire de ces procédures, pour poursuivre les acquisitions déjà réalisées par l'EPFIF par voie d'expropriation si nécessaire.

Les constructions réalisées dans le cadre du projet pourront être soumises à permis de construire, permis d'aménager, déclaration préalable ou permis de démolir en application des dispositions R. 421-1 et suivants du code de l'urbanisme, mais aussi à d'autres réglementations notamment environnementales.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETUDE D'OPTIMISATION DE LA DENSITE DES CONSTRUCTIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT **ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE**

Février 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

Table des matières

1. OBJET DE L'ETUDE 4
2. DESCRIPTION DU SITE DE PROJET 4
2.1. Un projet qui s'inscrit dans une logique de densification du tissu urbain en lien avec les dynamiques alentours 5
3. ANALYSE DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE 8
3.1. Schéma Directeur de la région ile de France (SDRIF) 8
3.2. Schéma de cohérence territoriale de la métropole du Grand Paris 9
3.3. Plan Local d'urbanisme du Kremlin-Bicêtre 9
4. PRESENTATION DES RAISONS DU CHOIX DU SITE DE PROJET 12
4.1. Spécificités territoriales 12
a) Le contexte démographique 12
b) Le contexte urbain et paysager 12
c) Le contexte environnemental 15
4.2. Description des raisons du choix du site de projet 16
5. PRESENTATION DES DIFFERENTS SCENARIOS ETUDIEES POUR L'OPTIMISATION DE LA DENSITE 17
5.1. Une vision globale de la densité pour un aménagement durable 17
5.2. Les scénarios étudiés pour l'analyse de l'optimisation de la densité des constructions dans la zone concernée 19
PLAN D'AXONOMETRIE DU SCENARIO ENVISAGE (AVEC EVOLUTIONS SUR LES ILOTS A ET E) - COBE, 2025 24
6. ANALYSE DES EVOLUTIONS DU PROJET EN MATIERE DE DENSIFICATION 26
6.1. Analyse de la densité sous l'angle du cadre de vie 26
a) Hypothèse du Scénario 1 en 2018/2019 26

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Hypothèse des Scénarii 2 et 3 en 2018/2019 27
c) Scénario – retenu en 2022 (avant évolutions des ilots A et E) 28
d) Evolutions des ilots A et E 29
6.2. Analyse de la densité sous l'angle de la qualité architecturale 30
6.3. Analyse de la densité sous l'angle des pratiques urbaines 30
6.4. Analyse de la densité sous l'angle des bénéfices environnementaux 30
6.5. Conclusion 31

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PREAMBULE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. OBJET DE L'ETUDE

L'article L.300-1-1 du Code de l'urbanisme modifié par l'article 214 de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, instaure l'obligation de réaliser une étude sur l'optimisation de la densité des constructions préalablement à une opération d'aménagement faisant l'objet d'une évaluation environnementale. Cette étude, conformément à la règlementation, prend en compte la qualité urbaine du projet ainsi que la préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville.

Elle permettra au maître d'ouvrage d'intégrer les préoccupations environnementales et de santé le plus en amont possible dans l'élaboration du projet envisagé.

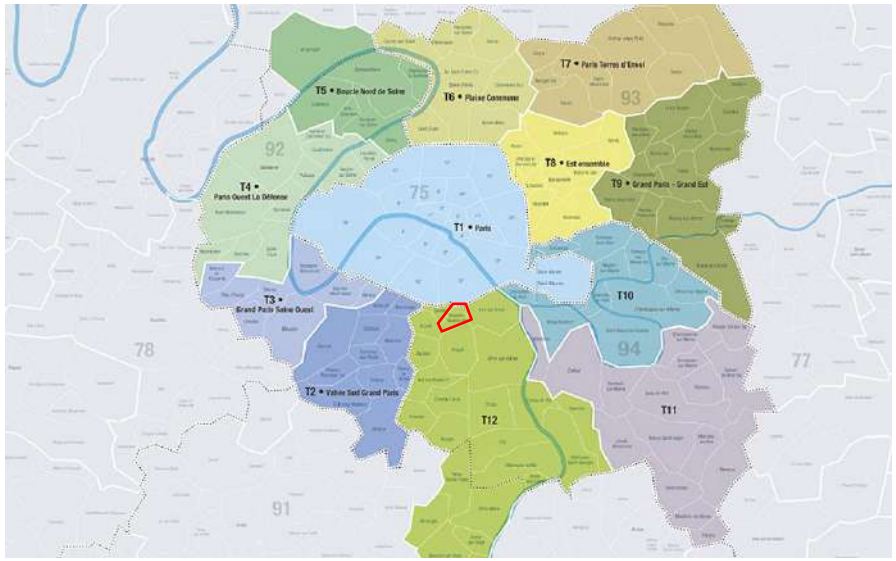
La maîtrise de l'étalement urbain et de ses impacts environnementaux et urbains, nécessite de concevoir des formes urbaines plus denses. La densification des villes doit cependant être appréhendée de manière contextuelle, non uniforme et par le prisme des formes urbaines : chaque contexte urbain comporte des spécificités urbaines et architecturales dont il est nécessaire de tenir compte dans la planification et l'aménagement.

2. DESCRIPTION DU SITE DE PROJET

Le projet d'aménagement Entrée de Ville Sud-Ouest se trouve, comme son nom l'indique, dans la partie Sud-Ouest de la commune du Kremlin-Bicêtre à la limite avec les communes de Gentilly et Arcueil. Le secteur de projet est mitoyen de l'autoroute A6, qui passe partiellement en souterrain à cet endroit.

Le Kremlin-Bicêtre est limitrophe du sud de Paris et situé dans le département du Val-de-Marne. La commune est l'une des plus au Nord de l'intercommunalité Grand-Orly Seine Bièvre (T12) et fait partie de la Métropole du Grand Paris (MGP).

Le Kremlin-Bicêtre s'étend sur une superficie de 1,54km² et compte près de 24 380 habitants (Insee 2021). À noter qu'une baisse de population est observée depuis 2011 avec une perte d'environ 5% de la population sur cette période (Insee). Néanmoins le caractère très urbain et la faible superficie de la commune lui confère une densité de population relativement importante avec 15 830 hab/km² ce qui en fait la 18ème commune la plus dense de France et la 5ème de son département derrière Charenton-le-Pont, en 2022.



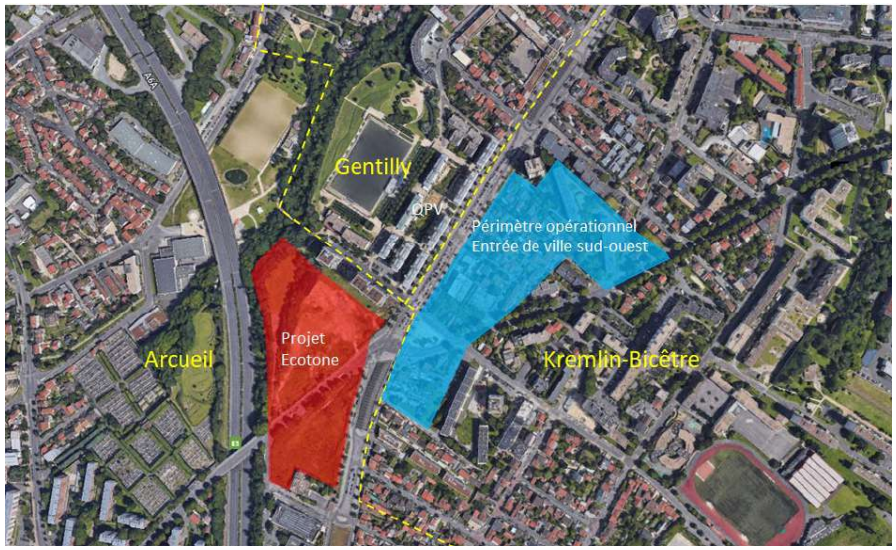
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Localisation du Kremlin-Bicêtre au sein de la Métropole du Grand Paris : Source : Métropole du Grand Paris

2.1. Un projet qui s'inscrit dans une logique de densification du tissu urbain en lien avec les dynamiques alentours

Le secteur de projet, qui fait l'objet de la présente étude, est localisé au Sud-Ouest de la commune à proximité direct de la ZAC des Coteaux (logements et activités) à Arcueil comprenant le projet Ecotone de la Compagnie de Phalsbourg lauréate de l'appel à projet Inventons la Métropole du Grand Paris. Ce projet prévoit d'accueillir 4 000 salariés dans un pôle tertiaire de 82 000 m² avec des commerces de proximité, un pôle restauration, un pôle santé et un pôle sportif, un hôtel, une résidence pour les chercheurs et les jeunes actifs, ainsi qu'une crèche de 40 berceaux. Ce projet devrait voir le jour en 2027/2028.

Ecotone apportera une dynamique favorable aux quartiers alentours en recousant la fracture urbaine entre les deux bretelles de l'autoroute A6 avec une plus-value environnementale à laquelle contribuera aussi l'extension prévue du parc départemental du coteau attenant au projet.

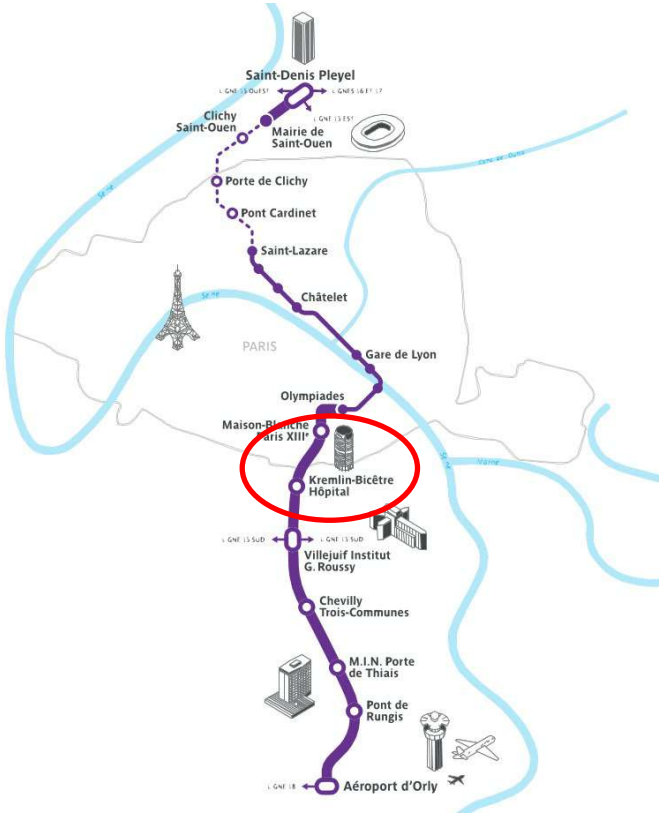


Périmètre Ecotone et position vis-à-vis du périmètre opérationnel

Projection 3D Ecotone depuis la rue Gabriel Péri - Source : Compagnie de Phalsbourg

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Également, l'arrivée de la ligne 14 du métro eliant Saint-Denis Pleyel (au Nord) à l'Aéroport d'Orly (au Sud) s'arrête à Kremlin-Bicêtre, dans un nouvel arrêt crée pour l'occasion. Ce nouvel arrêt nommé Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) se trouve à environ 400 mètres au Nord du secteur de projet.



Prolongement de ligne 14 du métro – Source : Grand Paris Express

Le projet s'implante donc dans un secteur en pleine mutation avec l'arrivée de métro 14 ainsi que l'Ecotone, projet phare de concours Inventons la Métropole du Grand Paris. La proximité du Kremlin-Bicêtre avec Paris en fait une ville déjà densément peuplée mais certains secteurs sous-exploités, comme le site de projet, doivent connaître une transformation afin de respecter les orientations réglementaires du territoire en termes de densité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ANALYSE DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3. ANALYSE DU CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Cette partie s'attache à analyser le contexte règlementaire s'appliquant au projet d'entrée de ville Sud-Ouest de la commune du Kremlin-Bicêtre. Ces documents d'urbanisme permettent d'encadrer les projets d'aménagement sur le territoire, notamment en termes de densité, en définissant les orientations et prescriptions à appliquer.

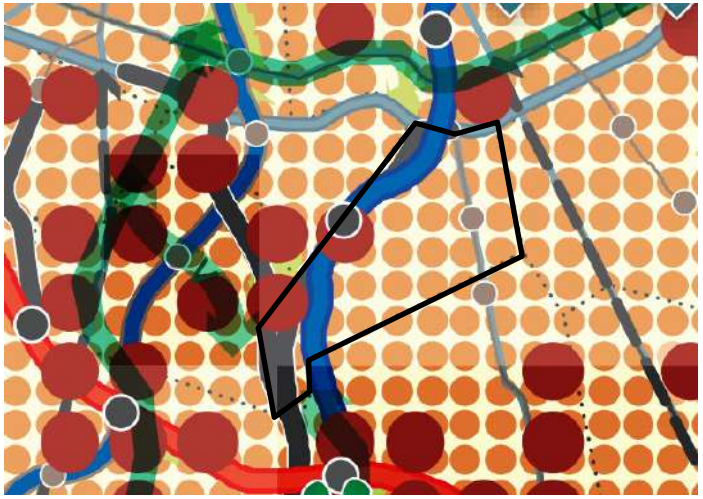
Cette étude est réalisée dans le cadre de l'article L300-1-1 du code de l'urbanisme.

3.1. Schéma Directeur de la région ile de France (SDRIF)

Le SDRIF définit les orientations en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire à l'échelle régionale à l'horizon 2030. Il a été approuvé en 2013.

Le SDRIF identifie le site de projet comme un Secteur à fort potentiel de densification et un quartier à densifier à proximité d'une gare. En effet, le secteur de projet se trouve à environ 400 mètres de la station de métro 14 « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) ». Le document précise que ces quartiers sont *« définis par un rayon de l'ordre de 1 000 mètres autour d'une gare ferroviaire ou d'une station de métro, existante ou à venir »*.

Concernant les espaces verts et de loisirs, le document préconise de *« pérenniser la vocation des espaces verts publics existants, de valoriser les espaces ouverts privés insérés dans la ville dense et d'optimiser l'ensemble des fonctions ou des services que rendent ces espaces »*.



Zone d'étude : le Kremlin-Bicêtre. Source : Institut Paris Région

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.2. Schéma de cohérence territoriale de la métropole du Grand Paris

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole du Grand Paris doit servir de cadre de référence pour l'ensemble des documents de planification à venir sur le territoire de la MGP et définir les orientations de développement et d'aménagement du territoire. Le 24 janvier 2022, le Conseil de la Métropole du Grand Paris a approuvé à une très large majorité le 1er arrêt du ScoT. Dans ce cadre le SCoT a énoncé 12 orientations pour le développement futur du territoire. La première de ces orientations est de « Conforter une Métropole polycentrique, économe en espaces et équilibré dans la répartition de ses fonctions ». Afin de répondre à cette orientation les dispositions suivantes sont détaillées :

- **Garantir la mixité des fonctions** sur tout le territoire, **pour que chaque Métropolitain puisse se loger, travailler, et avoir accès aux différents équipements**, commerces et services de proximités dans un même périmètre.
- Renforcer le polycentrisme de la Métropole en confortant les centralités existantes (centres-villes, centre de quartiers) et en **créant de nouvelles centralités bien desservies par les transports en commun,** notamment autour des futures gares du Grand Paris Express.
- **Limiter la consommation d'espaces naturels**, forestiers et agricole pour garantir l'équilibre entre les espaces urbanisés et les espaces naturels.

3.3. Plan Local d'urbanisme du Kremlin-Bicêtre

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) du Kremlin-Bicêtre a été révisé et approuvé en décembre 2015.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU communal énonce des objectifs de croissance et de maîtrise de la consommation d'espace.

« En s'appuyant sur les capacités d'accueil estimées des secteurs privilégiés de développement ainsi que sur une capacité de densification diffuse sur le reste du tissu urbain communal, ***l'hypothèse de croissance retenue du projet urbain du Kremlin-Bicêtre permet d'envisager un rythme de construction de logements situé dans une fourchette de 119 à 130 logements par an entre 2011 et 2030, soit 2 255 à 2 470 logements en 19 ans****. »*

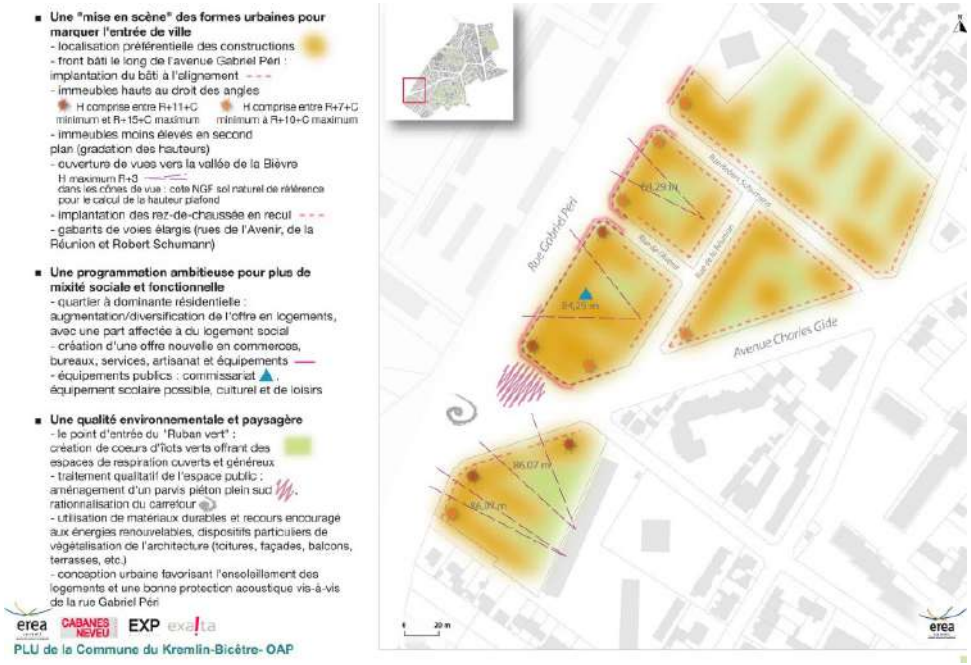
« Afin d'arriver à cela, les constructions neuves devront se faire sur des espaces déjà urbanisés, par le biais d'opérations de renouvellement urbain ou de densification. »

Pour répondre à cela, deux axes du PADD mentionnent le besoin de densifier la commune à travers plusieurs enjeux :

- Axe 2 : Promouvoir un développement urbain maîtrisé, diversifié et équilibré
    - Favoriser un développement urbain équilibré et la complémentarité des nouvelles polarités avec les centralités existantes, en matière de commerces, d'équipements et de services.
- Axe 3 : Un urbanisme innovant et durable pour le projet de territoire kremlinois
    - Maîtriser l'évolution des paysages urbains, en délimitant les zones de densification et de renouvellement urbain et en renforçant le réseau d'espaces publics ;

La commune compte également cinq Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dont l'une consacrée à la requalification de l'entrée de ville Sud-Ouest de la ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



OAP n°1 : la requalification de l'entrée de ville sud-ouest en nouveau quartier durable ; Source : PLU Kremlin-Bicêtre

Une procédure de modification du PLU est en cours par la Ville et devrait être approuvée en 2025.

À noter par ailleurs qu'un travail à l'échelle intercommunale a été lancé en 2021 afin de réaliser un Plan Local d'Urbanisme intercommunale (PLUi). La validation de ce dernier est prévue pour 2025.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

MOTIVATIONS POUR LE CHOIX DU SITE ET PRESENTATION DE L'EVOLUTION DU PROJET EN MATIERE DE DENSITE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4. PRESENTATION DES RAISONS DU CHOIX DU SITE DE PROJET

Il n'existe pas d'automatisme pour réaliser un projet d'aménagement hormis la nécessité de partir des ressources et spécificités du territoire. Face à ce constat, il est nécessaire de présenter les spécificités territoriales afin de contextualiser et de favoriser la réussite et l'intégration d'un projet de densification.

4.1. Spécificités territoriales

a) Le contexte démographique

Le Kremlin-Bicêtre s'inscrit dans le territoire de Grand Orly Seine Bièvre (T12) qui comptait 710 962 habitants en 2018 et 725 207 habitants en 2022 (Insee). Ce territoire connaît une forte dynamique démographique, avec une croissance de sa population.

En ce qui concerne la densité, Grand-Orly Seine Bièvre comptabilise 56 hab/ha contre 86 hab/ha pour la moyenne des EPT (Apur 2018) ce qui en fait le quatrième EPT le moins dense de la Métropole du Grand Paris.

Métropole du Grand Paris	Nombre de communes	Population totale légale	Superficie (km²)	Population municipale	Densité de population (ha)
T1 Paris	20 arr.	2 228 409	105,4	2 206 488	209
T2 Territoire Vallée Sud - Grand Paris	11	399 927	47,36	395 761	84
T3 Grand Paris Seine Ouest	8	320 767	36,49	316 653	87
T4 Territoire Paris Ouest La Défense	11	568 287	59,29	559 982	94
T5 Boucle Nord de Seine	7	443 787	49,69	439 561	88
T6 Plaine Commune	9	432 010	47,4	429 266	91
T7 Paris Terres d'Envol	8	359 933	78,07	357 568	46
T8 Est Ensemble	9	415 438	39,18	412 972	105
T9 Grand Paris Grand Est	14	395 714	71,55	392 857	55
T10 ParisEst Marne&Bois	13	511 621	56,33	506 882	90
T11 Grand Paris Sud Est Avenir	16	313 085	99,8	310 159	31
T12 Grand-Orly Seine Bièvre	24	697 593	123,68	692 061	56
Ensemble	150	7 086 571	814,24	7 020 210	86

Chiffres clés 2018 ; Source : Apur

À l'échelle communale, la population a augmenté d'environ 17% entre 1968 et 2021 passant alors de 20 798 à 24 380 habitants malgré une baisse de population depuis les années 2011.

En 2021, le Kremlin-Bicêtre comptait 37,4 % de logements sociaux, ce qui est bien supérieur à la moyenne à l'échelle nationale (15,6 % en 2021) mais également au-dessus des exigences réglementaires (25%).

b) Le contexte urbain et paysager

Le secteur de projet est actuellement composé à majorité de maisons individuelles qui s'articulent autour des rues de l'Avenir, de la Réunion et Robert Schuman. Ce tissu pavillonnaire offre un contexte paysager relativement verdoyant, dû à la présence de jardins privés sur les emprises privées. L'espace public est quant à lui peu végétalisé à l'exception de certains alignements d'arbres comme sur la rue Robert Schuman.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Tissu pavillonnaire sur la rue Robert Schuman ; Google Street View

L'Est du site est délimité par l'avenue Charles Gide qui s'entoure d'un bel alignement d'arbres (Érables) permettant de contrebalancer l'aspect très urbain de cette avenue. Le PLU intègre cette avenue comme un élément important de la Trame Verte et Bleue communale

Avenue Charles Gide ; Google Street View

Le contexte paysager au Nord du site est principalement composé d'habitats collectifs, avec deux barres d'immeubles en R+4 datant des années 60-70, et marquant fortement le paysage d'entrée de quartier est.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Immeuble R+4 au Nord du secteur de projet ; Google Street View

Vue aérienne du bâtiment depuis l'Impasse des Martinets

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2.

Le bâtiment présent sur cette parcelle permet une transition graduelle d'échelle, entre un tissu pavillonnaire en plein pied ou R+1 organisé en impasses, en un projet de grands immeubles collectifs organisés en îlots.

La limite Ouest du site, délimitée par la D126A est un axe intercommunal important, la place de la voiture y est prépondérante. Des alignements d'arbres sont également présents mais ces arbres sont encore jeunes et n'offrent que peu d'ombrage.

De l'autre côté de la D126A, des barres d'immeubles en R+6 sont implantées. Malgré la largeur de l'axe routier, la différence de hauteur du bâti est évidente entre ces immeubles et les maisons pavillonnaires présentes sur le site d'étude.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Perspective sur la D126A avec les immeubles R+6 en face du secteur de projet ; Google Street View

c) Le contexte environnemental

Le site de projet s'inscrit dans un environnement dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Paysage et patrimoine : Le site est majoritairement composé d'un tissu pavillonnaire (R+1), principalement autour des Rue Robert Schuman et Rue de la Réunion, mais également à l'extrême Sud du secteur. Certains bâtiments d'activités ou de services sont également présents sur le site. C'est par exemple le cas du commissariat de Police, au Sud de la zone de projet et donne sur la D126B ; la crèche département implantée sur l'Avenue Charles Gide ; ainsi qu'un revendeur automobile à l'extrême Sud. Au Nord du site, deux barres d'immeubles en R+4 sont présentes. La végétation est majoritairement présente sur les emprises privées via des jardins individuels ou par des alignements d'arbres en bordure de site. Il est également à noter la présence d'une placette peu qualitative actuellement enclavée entre la D154 et ka D126B.

Milieux naturels : L'avenue Charles Gide, à l'Est du site, est définie comme « Ruban vert » devant permettre de structurer la TVB locale sur un axe Nord/Sud. La partie Nord du site s'inscrit dans la Trame Verte et Bleue Locale et est identifiée comme « espace vert mis en réseau avec le ruban vert » ainsi que « site à fort potentiel d'hébergement naturel ». Néanmoins, différents obstacles à la nature sont visibles à proximité du site, lié aux infrastructures routières (Rue Marcel Sembat, Avenue Charles Gide, D126A).

Mobilités et nuisances : Le secteur d'études est localisé à l'entrée Sud de la commune du Kremlin-Bicêtre, et à proximité direct d'axes routiers importants. Tout d'abord, l'autoroute A6 passe en souterrain à l'Ouest du site mais peut néanmoins être vecteur de nuisances. La départementale D126A, suit le même tracé que l'A6 sur cette partie mais en plein-air. Cette voie est structurante au niveau intercommunal et peut donc provoquer un certain nombre de nuisances (sonores, pollutions) pour les habitants alentour. Enfin, l'Avenue Charles Gide, à l'Est du site, traverse la commune du Nord au Sud, provoquant également un flux de circulation considérable.

Risques technologiques : Un site non Seveso est présent sur le site, il s'agit d'un espace de gestion appartenant anciennement à la Communauté d'Agglomération de Val de Bièvre. La commune est également concernée par le risque de transport de matières dangereuses (gaz naturel) mais pas aux abords du secteur de projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Risques naturels : La commune du Kremlin-Bicêtre est soumise à un Plan de prévention des risques mouvement de terrain. Par ailleurs, une partie du site fait l'objet d'un aléa fort de retrait-gonflement des sols argileux et le reste de la commune est en aléa moyen.

4.2. Description des raisons du choix du site de projet

Le choix du site est défini dans le Plan Local d'Urbanisme du Kremlin-Bicêtre et plus particulièrement dans les documents d'Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Le PLU souhaite que l'entrée Sud-Ouest participe « *à la requalification de la rue Gabriel Péri et à son affirmation comme un axe structurant et identitaire* ». La justification de cette OAP est la suivante :

« Ce secteur aujourd'hui occupé principalement par un tissu pavillonnaire offre un ***réel potentiel de mutation*** *et de valorisation et présente un caractère* ***éminemment stratégique compte tenu de sa localisation*** *(première couronne, entrée de ville, présence de grands axes routiers, proximité avec la future gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) »). De plus, il recouvre des résidences qui souffrent de* ***dysfonctionnements urbains et sociaux nécessitant une opération de renouvellement urbain****. La réalisation d'une orientation particulière sur ce site permet donc de définir un projet de renouvellement urbain ambitieux, à la hauteur des enjeux métropolitains.*

Il s'agit plus particulièrement de ***concilier densité et qualité urbaine, architecturale et paysagère pour ce futur quartier d'entrée de ville****, et en aménageant des cœurs d'îlots verts et des espaces publics de qualité. Un point spécifique traite également de la qualité d'usage des futurs bâtiments et notamment des rez-de-chaussée et de la transition avec la rue, qui sont adaptées selon les axes et les gabarits des voies.*

Dans ce nouveau quartier à dominante résidentielle, la diversité des fonctions et la mixité sociale seront prises en compte*. En effet, une part des nouveaux logements sera affectée à du logement social, accompagnée de création de commerces et la présence d'équipements publics dont le commissariat maintenu sur site. Cette programmation participera à l'émergence d'une nouvelle polarité dans ce secteur de la ville, permettant ainsi de mieux répondre aux besoins de la population qui y habite ou travaille.*

Enfin, la création de ce nouveau quartier, qui constitue également le point de départ du futur « Ruban Vert », est l'occasion de promouvoir une grande qualité environnementale *notamment à travers l'usage de matériaux durables, l'utilisation d'énergies renouvelables et la mise en œuvre de dispositifs de végétalisation des constructions. »* (Source : PLU Kremlin-Bicêtre)

De plus, le secteur choisi se trouve à proximité d'une gare de la ligne 14 de métro reliant à Orly et Saint-Ouen depuis juin 2024, permettant ainsi une réelle amélioration de la desserte.

Pour les différentes raisons énoncées, il semble donc opportun de travailler sur la requalification de ce secteur à travers un futur projet d'aménagement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5. PRESENTATION DES DIFFERENTS SCENARIOS ETUDIEES POUR L'OPTIMISATION DE LA DENSITE

5.1. Une vision globale de la densité pour un aménagement durable

La densification consiste à orienter le développement des territoires à l'intérieur de leurs enceintes bâties. L'objectif final étant de densifier les espaces déjà urbanisés et de limiter l'ouverture à l'urbanisation. La densité est un rapport entre un élément quantifiable (un habitant, un emploi, etc.) et la surface d'un espace de référence (en hectare, en kilomètre carré, etc.).

La densité se mesure de diverses manières et se traduit par des formes urbaines variées. La proximité de la nature, une bonne offre de services/ commerces et la desserte par les transports en commun sont les critères principaux de satisfaction.

La densité brute : se rapporte à l'ensemble des espaces constituant la surface d'étude, et comprend donc les équipements publics, les voiries et les espaces verts construits dans la surface d'étude. Cet indicateur est très dépendant de l'échelle considérée.

La densité nette : spécifique à l'échelle de la parcelle ou de l'îlot. Elle prend en compte l'ensemble des surfaces occupées par une affectation spécifique, sans y intégrer les espaces publics. Elle concerne donc les logements, les activités, les commerces et autres équipements.

La densité végétale : se calcule par télédétection au moyen d'une image satellitaire qui repère les masses végétales en volume et en qualité. Cet indicateur n'opère pas de distinction entre la végétalisation des espaces

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

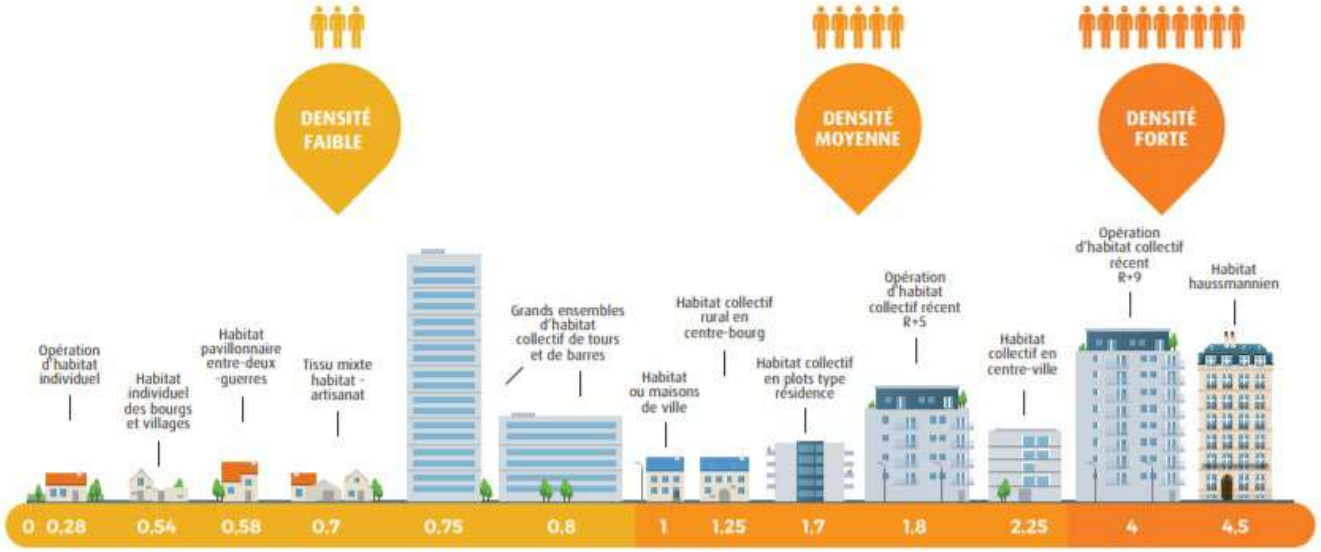
publics et des espaces privés : il prend en compte l'ensemble des espaces verts présents sur un périmètre défini.

Le Code de l'Urbanisme précise quant à lui (article L112-1) *« le rapport entre la surface de plancher d'une construction et la surface de terrain sur laquelle cette construction est ou doit être implantée définit la densité de construction. »*

Ces différentes définitions de la densité ont trouvé une traduction réglementaire au sein des documents d'urbanisme par l'intermédiaire de notions telles que le Coefficient d'occupation du sol (COS) et le Coefficient d'emprise au sol (CES). Ces notions ont aujourd'hui évolué grâce à la mise en œuvre de dispositifs plus fins d'encadrement des gabarits et de la volumétrie (recul, prospect, hauteur…). Il est à noter que la densité s'exprime avant tout par rapport à une référence et un contexte local.

Le coefficient d'occupation du sol (COS) est l'outil réglementaire par excellence. C'est lui qui permet de définir un « droit à bâtir » sur une parcelle. Autrement dit, il représente les possibilités de construire sur une parcelle. Il est la densité rendue possible par le règlement d'urbanisme. Cependant, ce n'est pas un outil de maîtrise de la forme urbaine. Celle-ci est modulée selon d'autres règles : la hauteur, le rapport du bâtiment avec la rue, ou avec les autres bâtiments, etc.

$$DB\ (densité\ bâtie) = \frac{Emprise\ au\ sol\ du\ bâti\ \times Hauteur\ moyenne}{Surface\ de\ l'îlot}$$



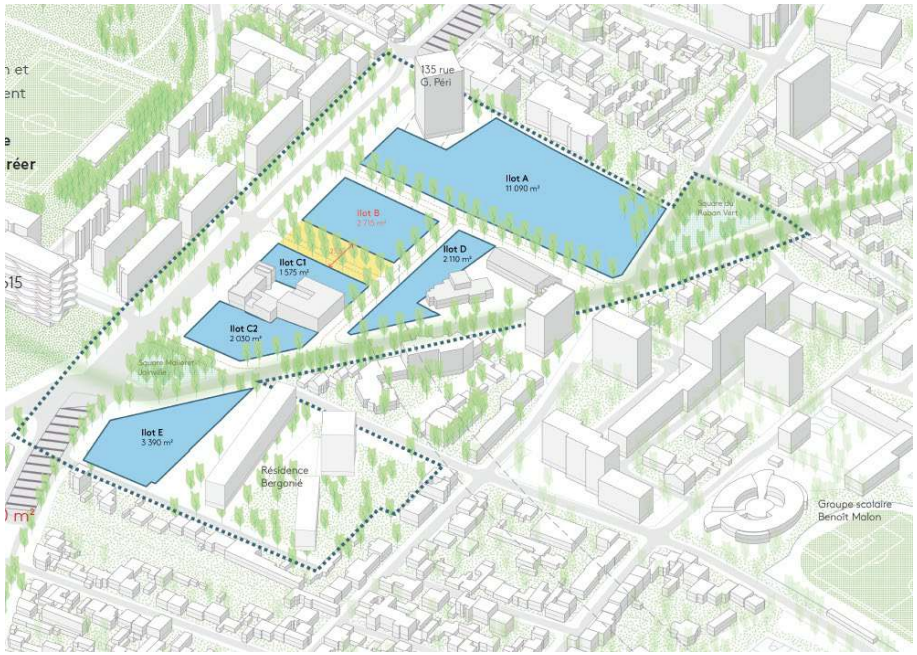
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5.2. Les scénarios étudiés pour l'analyse de l'optimisation de la densité des constructions dans la zone concernée

Nous étudions ici les différents scénarios d'optimisation de la densité des constructions du projet à partir des typologies retenues et des objectifs fixés par les documents cadres. **Il est rappelé que les chiffres affichés dans le présent rapport ne sont qu'indicatifs et seront à confirmer et affiner dans les étapes suivantes de la conception et en partenariat avec la maîtrise d'œuvre urbaine.**

Plusieurs hypothèses ont été étudiées en phase conception en 2018/2019 travaillant sur la mixité de la programmation, la diversité des typologies de logements construits ou encore sur le développement d'espaces verts. Les quatre premiers scénarios étaient les suivants :

Scénario 1 : prévoit la création d'un mail paysager entre les îlots B et C. L'élargissement de la rue de l'Avenir, pour la création de ce mail, impacte l'emprise de l'ilot B
L'équipement culturel est placé sur l'îlot B en rez-de-chaussée, pour profiter du passage et de l'attractivité de ce mail piéton.
La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (974 lgts) et 2 500 m² de commerces / services/activités, soit 61 000 m² de SDP au total (hors équipements publics). Avec la construction de 974 logements sur une surface de sur 2,26 hectares (surface totale du projet : 3,53 hectares à laquelle on soustrait la surface allouée aux emprises publics), la densité de logements de ce scénario est donc de 431 logements/ha et de 2,6 au sens du code de l'urbanisme.

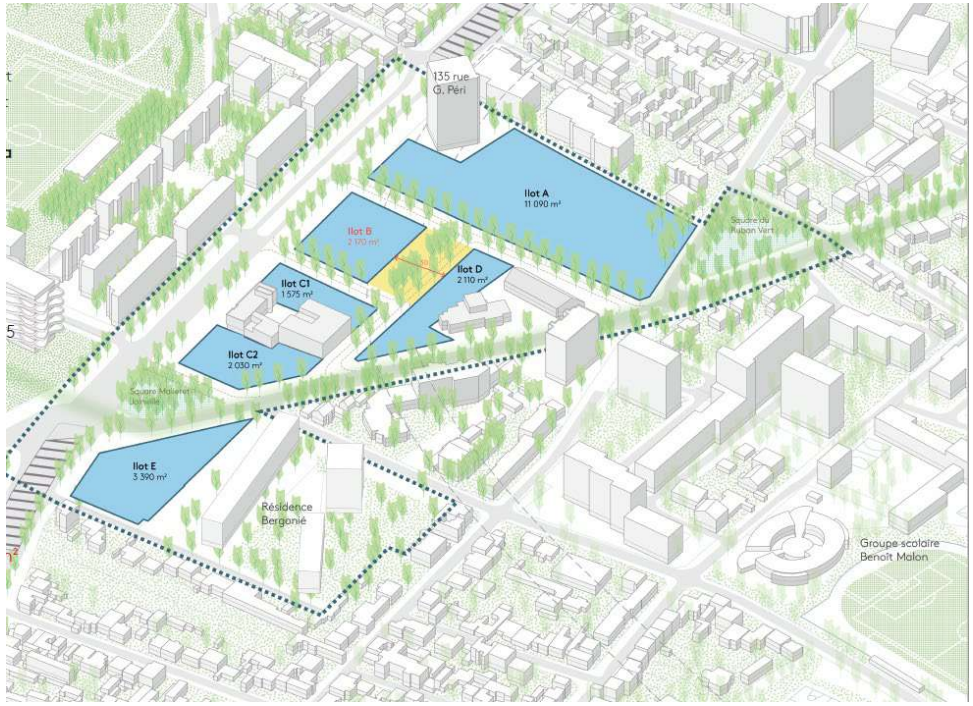


Trame des espaces publics du scénario 1 de projet – Source : Etude urbaine COBE

- Scénario 2 : prévoit la création d'une place centrale piétonne, entre les îlots B et D. L'élargissement de la rue de la Réunion, coté Est, pour la création de cette place de 1800 m² impacte à nouveau l'emprise de l'îlot B
L'équipement culturel est toujours placé sur l'îlot B en rez-de-chaussée, en s'ouvrant sur la place piétonne et sur l'avenue Gabriel Péri.
La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (975 lgts) et 2 500 m² de commerces / services/activités, soit 61 000 m² SDP au total (hors équipements publics).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Avec la construction de 975 logements sur 2,26 hectares la densité de logements de ce scénario est de 431 logements/ha et de 2,6 au sens du code de l'urbanisme.



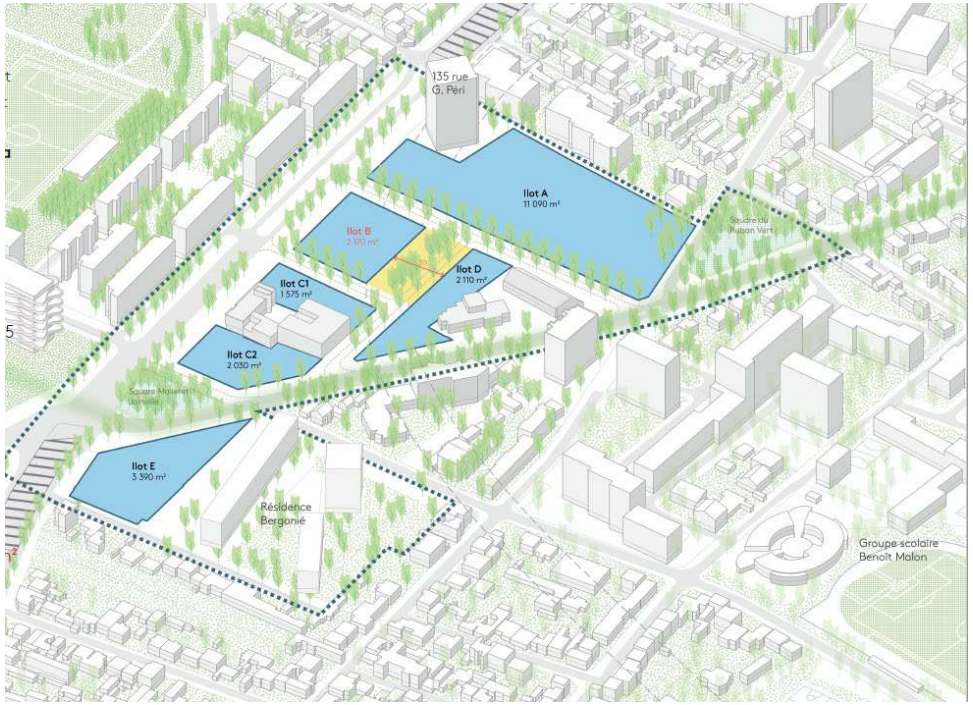
Trame des espaces publics du scénario 2 de projet (avant modification du périmètre de projet) – Source : Etude urbaine COBE

- <u>Scénario 3 :</u> est une variante du scénario 2, avec pour seule modification la création d'un pôle de bureaux de 10 000 m² sur l'îlot E, en substitution des logements prévus initialement.

Les autres îlots sont très légèrement modifiés dans leur programmation, mais la forme urbaine est identique, hormis donc sur l'îlot E.

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 48 500 m² de logements (808 lgts), 10 000 m² de bureaux et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m² SDP au total (hors équipements publics).

Avec la construction de 808 logements sur 2,26 hectares, la densité de logements de ce scénario est de 358 logements/ha et de 2,1 au sens du code de l'urbanisme.



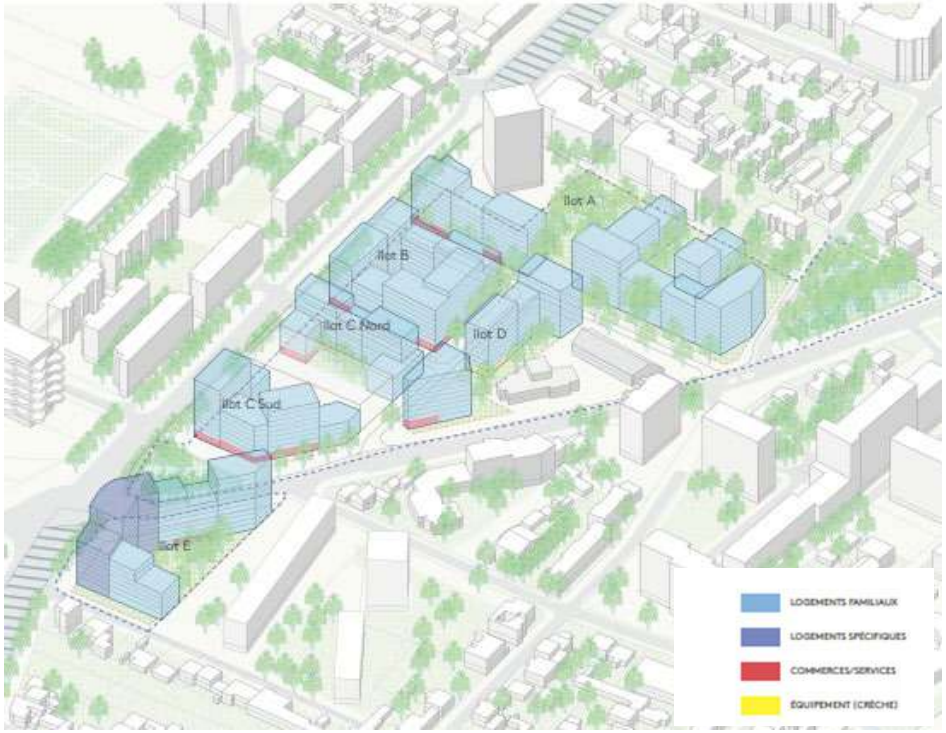
Trame des espaces publics du scénario 3 de projet *(avant modification du périmètre de projet)* – Source : Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- **<u>Scénario retenu en 2022 (avant évolutions des ilots A et E)</u>**: En mars 2021, la nouvelle équipe municipale a souhaité donner de nouvelles orientations au projet d'aménagement. Ce nouveau programme prévisionnel prévoit 58 835m² de SDP dont 54 600m² pour du résidentiel (800 logements environ dont 36% en LLS). Le programme tertiaire est également remplacé par 150 logements spécifiques.
  En termes de formes urbaines et de structuration du quartier :
  - Un épannelage revu à R+7/R+8 en moyenne ;
  - Une conservation de la trame viaire existante ;
  - L'aménagement d'îlots plus fermés et un recul des bâtiments ;
  - Le développement d'un espace vert de loisirs récréatifs à destination des familles au niveau du square Sembat a été conservé ;
  - La transformation de l'espace central du carrefour Malleret Joinville (ouvrage routier situé à l'entrée de ville au sud du secteur) en un espace public, mettant en avant la place du végétal a été conservé ;
  - Une suppression du parvis en cœur de quartier devant accueillir l'équipement culturel ;
  - Piétonnisation de la rue de l'Avenir.

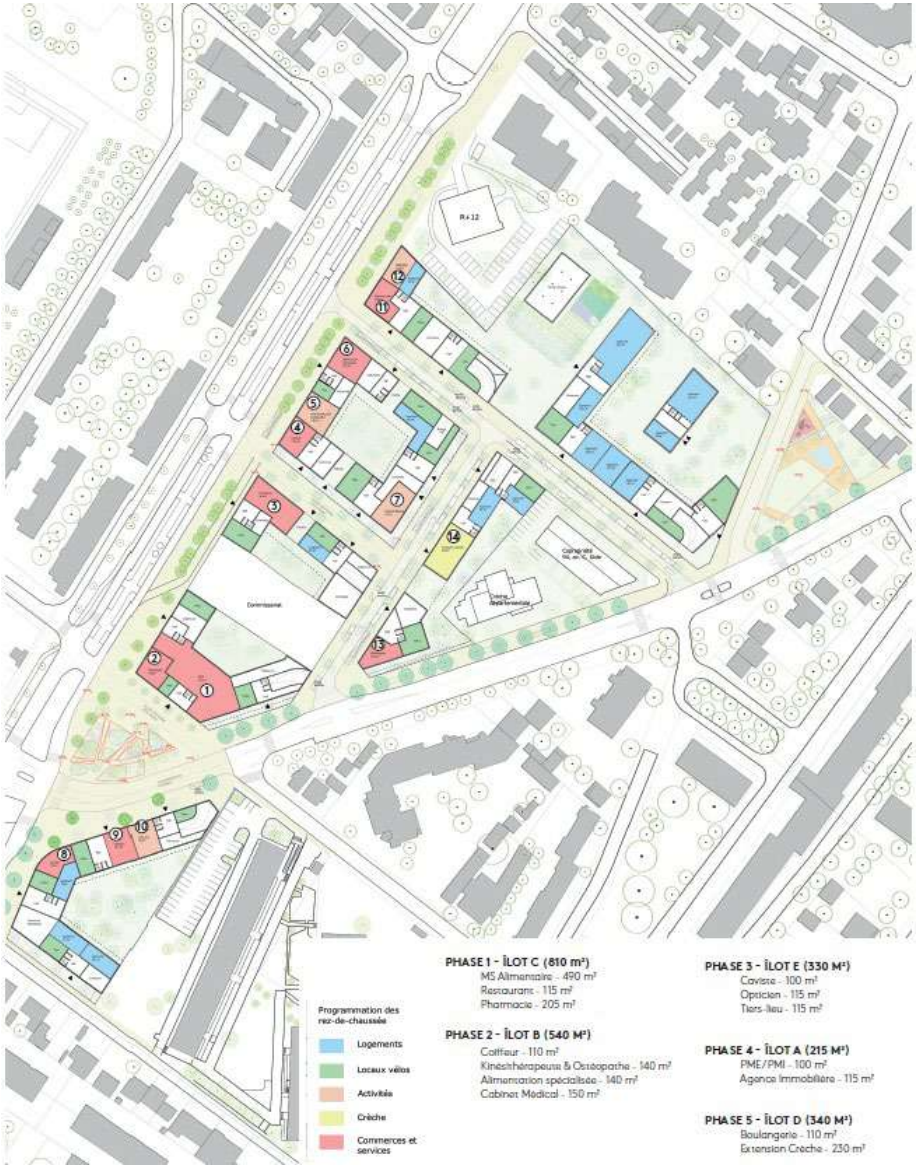
Le schéma viaire a également été légèrement modifié avec la modification du sens de circulation des rues Schuman et de la réunion. La circulation est maintenue sur la rue Sembat, tandis que la rue de l'avenir est piétonnisée.

Avec la construction de 950 logements sur 2,26 hectares la densité de logements de ce scénario est de 420 logements/ha et de 2,4 au sens du code de l'urbanisme.



Plan d'axonométrie du scénario envisagé (avant évolutions sur les ilots A et E) - COBE, 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

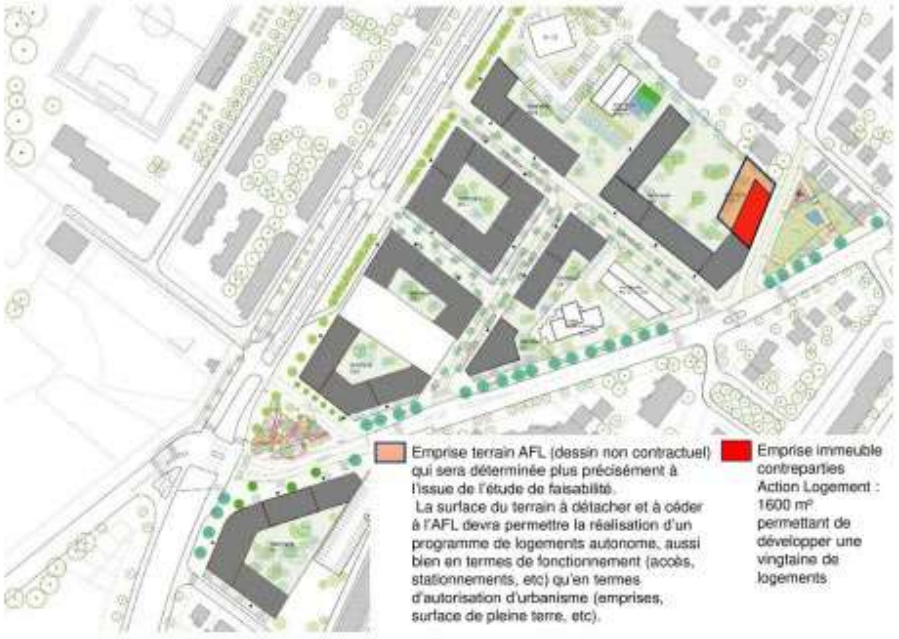


Plan masse envisagé – avant évolutions des ilots A et E

- **<u>Scénario final retenu :</u>**

Les ilots A et E ont fait l'objet d'une évolution en phase opérationnelle.

Dans le cadre des projets ANRU, des contreparties foncières sont transférées à l'Association Foncière Logement. Le lot transféré à AFL était initialement prévu au cœur de l'ilot A (cf. les plans masses ci-avant). A la demande de l'AFL, cet immeuble a été déplacé le long de la rue Sembat, afin de permettre la réalisation d'un programme autonome en termes d'accessibilité.



Identification des contreparties Action Logement
(Source : EPT, fond de carte CoBe)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Aussi, le périmètre de l'ilot A, a fait l'objet d'un ajustement dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle. La ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2, afin de créer une extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.

Enfin, la programmation de l'ilot E a fait l'objet d'une évolution et prévoit la programmation de 295 logements dont une résidence étudiante de 130 chambres et 165 logements familiaux.

Le programme prévisionnel modifié prévoit ainsi 64 340 m² de SDP dont 59 029 m² pour du résidentiel, comprenant 899 logements familiaux et 130 logements spécifiques, dont près de 36% de logements sociaux.

En termes de formes urbaines et de structuration du quartier :

- Sur l'ilot E : un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.
- La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière sont en cohérence avec celles prévues dans l'OAP sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, cœur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.
- Sur l'ilot A : déplacement du lot cédé à Action Logement le long de la rue Sembat

Avec la construction de 1029 logements sur 2,4 hectares la densité de logements de ce scénario est de 429 logements/ha et de 2,7 au sens du code de l'urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Plan d'axonométrie du scénario envisagé (avec évolutions sur les ilots A et E) - COBE, 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ANALYSE DES EVOLUTIONS DU PROJET EN MATIERE DE DENSIFICATION

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

6. ANALYSE DES EVOLUTIONS DU PROJET EN MATIERE DE DENSIFICATION

Cette partie s'attache à analyser les alternatives de densification du projet à travers les 4 critères suivants :

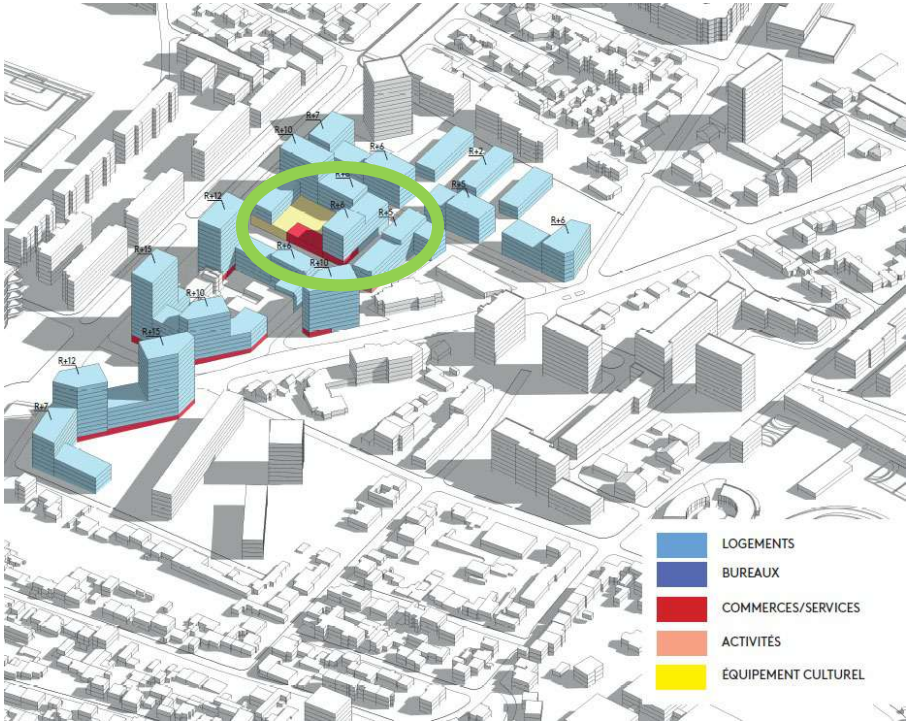
- **Cadre de vie**, concernant le potentiel d'amélioration sensible du cadre de vie des habitants : qualité des espaces de nature, ambiances urbaines désirables, qualité sanitaire des espaces urbains ;
- **Qualité architecturale**, concernant les qualités intrinsèques des bâtiments en matière de forme architecturale et de performance environnementale : performances énergétiques et environnementales, intégration dans l'environnement urbain, forme architecturale ;
- **Pratiques urbaines**, concernant la capacité à initier de nouvelles pratiques ou à s'adapter aux pratiques urbaines existantes : nouvelles formes de mobilités, nouveaux usages au sein des espaces urbains, technologies innovantes, avis de la population, densité d'emplois ;
- **Bénéfices environnementaux**, concernant l'amélioration de l'environnement : limitation de la consommation d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques liés aux transports, limitation de la dégradation des sols et des eaux, limitation des inondations et protection de la biodiversité.

6.1. Analyse de la densité sous l'angle du cadre de vie

a) Hypothèse du Scénario 1 en 2018/2019

Ce scénario prévoit la création d'un mail paysager entre les îlots B et C, permettant la mise en place d'une véritable entrée piétonne au quartier. En effet, ce mail, sur l'emplacement de l'actuelle rue de l'Avenir, donne directement sur la D126A rendant les déplacements piétons peu sécurisants. Le front bâti créé à l'Ouest du site, donnant sur la D126A et pouvant atteindre le R+15 par endroits, permet de garantir des ambiances sonores plus calmes en cœur de quartier grâce au phénomène d'écran. Toutefois, cette hauteur importante du bâti implique l'exposition d'un grand nombre de logements (ceux ayant une exposition sur le D126A) aux nuisances sonores provenant de l'axe routier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse du scénario 1 de projet – Source : Etude urbaine COBE

Les hauteurs prévues dans ce scénario ont par ailleurs un impact sur le paysage environnant avec un décalage entre le tissu existant et celui en devenir.

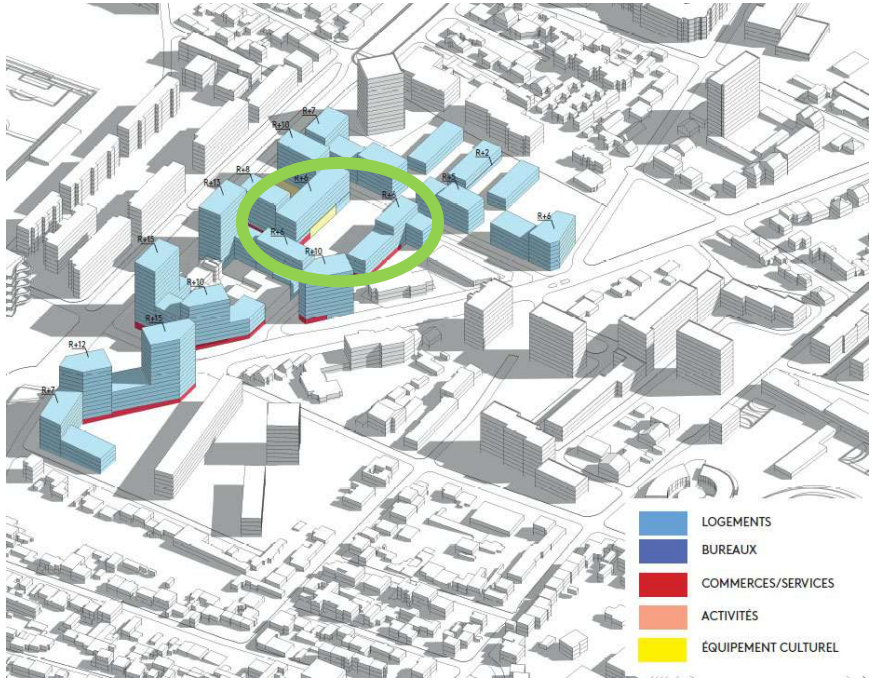
b) Hypothèse des Scénarii 2 et 3 en 2018/2019

Ces scénarios prévoient quant à eux la création d'une place centrale dans le quartier, non accessible aux véhicules motorisés. Cette place est donc complétement coupée des axes routiers ce qui permet de la préserver des nuisances sonores venant de l'extérieur et de créer un véritable lieu de vie local. Ces scénarios prévoient également la présence de commerces et services en RDC (2 500m2 de SDP) un apport important pour la vie de quartier.

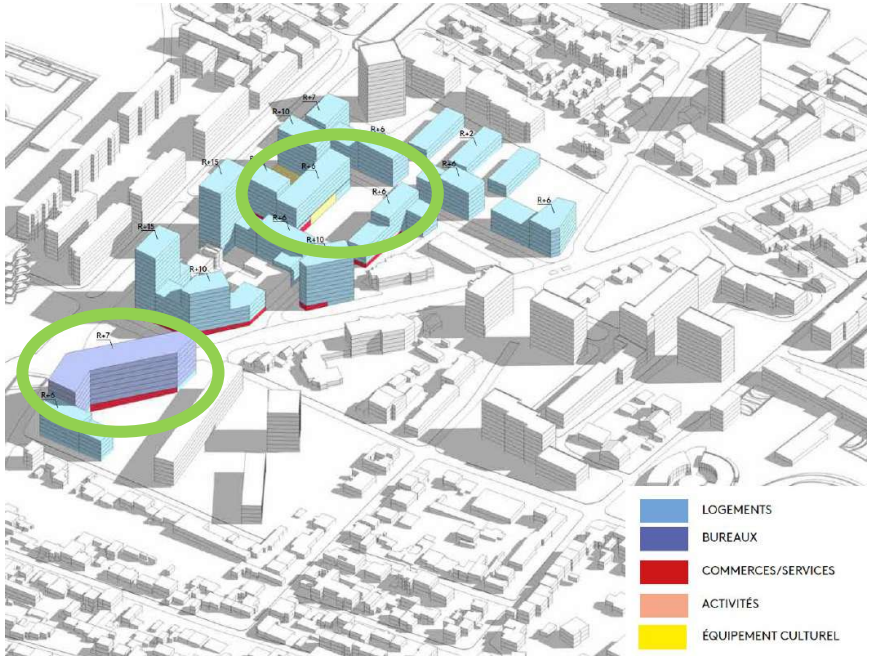
À noter qu'une variante est faite entre le scénario 2 et 3. En effet, le scénario 3 réduit l'offre résidentielle (-170 logements) au profit du développement d'une offre tertiaire avec 10 000m^2 de SDP sur l'îlot E (au Sud du projet). Cela offre une multifonctionnalité plus importante au quartier en y apportant de l'emploi.

Comme pour le scénario 1, le front bâti créé à l'Ouest du site, donnant sur la D126A et pouvant atteindre le R+15 par endroits, permet de garantir des ambiances sonores plus calmes en cœur de quartier grâce au phénomène d'écran. Toutefois, cette hauteur importante du bâti implique l'exposition d'un grand nombre de logements (ceux ayant une exposition sur le D126A) aux nuisances sonores provenant de l'axe routier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse du scénario 2 de projet – Source : Etude urbaine COBE



Plan masse du scénario 3 de projet – Source : Etude urbaine COBE

c) Scénario – retenu en 2022 (avant évolutions des ilots A et E)

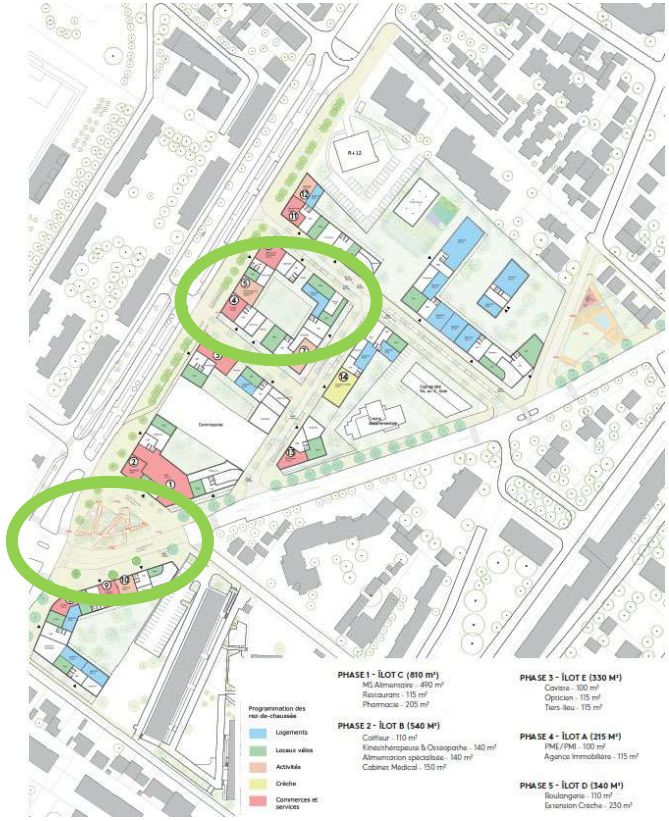
Ce scénario approfondi en 2021 est davantage profitable en matière de qualité du cadre de vie. En effet, les différents programmes (logements, commerces/services et activités) sont mieux repartis sur l'ensemble des différents lots. Cela permet de favoriser la multifonctionnalité et donc la vie au sein du quartier.

Les cœurs d'îlots ont également été retravaillés afin de proposer des espaces semi-privatifs pour les résidents. Cela est principalement visible sur le lot B qui offre dorénavant un espace ouvert qualitatif en son centre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Aussi, le carrefour Malleret-Joinville a été réorganisé afin de lui donner un caractère urbain plus apaisé. Cet ouvrage routier situé à l'entrée de ville, au Sud du secteur, est transformé en un espace public, le parvis Malleret-Joinville, mettant en avant la place du végétal et jouant sur la topographie du lieu. Le futur parvis aura la double symbolique de l'entrée de ville qualitative et de l'aboutissement du ruban vert. L'aménagement sera marqué par une grande densité végétale, avec notamment des arbres de grand développement, en écho à la hauteur des constructions aux abords du parvis.

La rue de l'Avenir, actuellement accessible en voiture, sera également rendue piétonne afin de faciliter les mobilités douces au sein du quartier et d'apaiser les ambiances sonores en cœur de quartier.



Plan masse du projet retenu en 2022- avant évolutions des ilots A et E – Source : COBE

d) Evolutions des ilots A et E

Le déplacement de l'ilot cédé à la Foncière Logement le long de la rue Marcel Sembat modifie de façon mineure les impacts de la forme urbaine de l'ilot A sur l'environnement.

L'ajustement du périmètre au nord sur l'ilot A permet la réalisation d'un projet source de transition entre deux échelles. Le bâtiment présent sur la parcelle permet une transition graduelle d'échelle, entre un tissu pavillonnaire en plein

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

pied ou R+1 organisé en impasses, en un projet de grands immeubles collectifs organisés en îlots.

Aussi, la densification de la programmation sur l'ilot E qui prévoit la construction de 295 logements (soit 55 logements supplémentaires par rapport au scénario prévu en 2022), reste en cohérence avec la forme urbaine et les hauteurs prévues dans l'OAP sur l'ilot E.

6.2. Analyse de la densité sous l'angle de la qualité architecturale

Une différence notable d'architecture et de forme urbaine est à noter entre le bâti actuel du site et le bâti futur. En effet, le tissu urbain du site est actuellement majoritairement pavillonnaire, malgré la présence de logements collectifs au Nord et d'équipement publics (crèche et Commissariat de Police). La densification du quartier va donc profondément changer l'ambiance actuelle du lieu, quel que soit le scénario.

La localisation du secteur, à l'entrée Sud-Ouest de la commune de Kremlin-Bicêtre, nécessite la réalisation d'un projet ambitieux architecturalement et qualitatif. Cela est d'autant plus vrai avec les projets qui s'implantent à proximité comme l'Ecotone au Sud du site, venant renouveler le tissu. La présence de bâtiments collectifs de l'autre côté de la D126A conforte l'idée qu'une densification du secteur est intéressante afin d'éviter un déséquilibre en termes de hauteurs de part et d'autre de la voie.

Le projet architectural souhaite également jouer sur les hauteurs à l'intérieur du quartier entre la partie Ouest (devant être la plus haute) vers la partie Est où les hauteurs seront abaissées. Cette structure en paliers permettra de ne pas provoquer une trop grande rupture entre le quartier et les bâtiments avoisinant afin de garantir la qualité architecturale du projet et son insertion dans le tissu existant. Le cœur du quartier est envisagé relativement bas permettant de donner une impression d'espace et de volume aux espaces publics.

Enfin, le projet permet le renouvellement du tissu existant avec le développement de bâtiments plus performants, devant respecter la RE2020, limitant ainsi les consommations énergétiques.

6.3. Analyse de la densité sous l'angle des pratiques urbaines

En ce qui concerne les pratiques urbaines, la différence entre les scénarios n'est pas significative. En effet, hormis un travail plus poussé sur la multifonctionnalité au sein des îlots et le développement des déplacements doux sur le scénario retenu (2022) les pratiques urbaines permises par la programmation restent relativement les mêmes.

Le choix du site à densifier est une réelle opportunité en termes de pratique urbaine. Cette entrée de ville est peu attractive à l'heure actuelle et sera ainsi repenser afin d'être une nouvelle polarité communale dynamique. L'arrivée du métro (ligne 14) à 400 mètres au Nord du site rend la requalification pertinente et offrira aux futurs habitants une proximité à toutes les aménités nécessaires à leur confort de vie.

Par ailleurs, les scénarios envisagent tous une programmation multifonctionnelle venant garantir de logements et emplois sur un même quartier.

6.4. Analyse de la densité sous l'angle des bénéfices environnementaux

Le projet énoncé laisse une place importante à la nature en ville, ce qui permet d'aérer le futur quartier. L'objectif est de proposer une « entrée de ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

résiliente » et d'offrir une densité végétale importante. La nature en ville a une place prépondérante dans le bien-être des habitants, surtout dans un contexte très urbain comme le cas présent. Ainsi, les espaces verts sur dalle devront par exemple être recouverts d'une épaisseur d'environ 80cm de terre végétale afin de garantir un intérêt paysager au site.

Différents aménagements paysagers doivent par ailleurs permettre de créer une continuité avec le « ruban vert » sur l'avenue Charles Gide. Pour rappel, ce « ruban vert » sert de véritable colonne vertébrale à la Trame Verte communale. Raccrocher le quartier à cette entité permettra de lutter plus efficacement contre les îlots de chaleur et d'offrir davantage d'espaces qualitatifs pour la biodiversité.

La principale différence en termes de bénéfices environnementaux entre le scénario retenu (en 2022) et les trois précédents est la création d'un espace vert pédagogique au Nord du quartier, accompagné d'un espace d'activités type tiers lieu. Son aménagement sera marqué par une grande densité végétale, favorisant l'accueil de la biodiversité.

Par ailleurs, le projet, quel que soit le scénario, permet de renouveler le parc de logements communal en développant une offre résidentielle plus compact et plus performantes, venant limiter les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, la localisation même du site et sa programmation favorisent l'usage des mobilités douces, avec la proximité de la gare de la ligne 14, et la ville des courtes distances, avec le développement de commerces, activités et services.
.

6.5. Conclusion

La présente étude montre que le projet tel que présenté dans l'étude d'impact a été travaillé afin d'optimiser au mieux la densité des constructions en prenant en compte les différents enjeux présents : cadre de vie futur des habitants, biodiversité, gestion durable des ressources et intégration architecturale et paysagère. Ce travail a été réfléchi dès l'émergence du besoin de construction de logements, commerces, services et activités avec un choix du site de projet raisonné, limitant l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels ou agricoles.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETUDE D'IMPACT DU PROJET D'AMENAGEMENT

ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE

Résumé non technique – Février 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

Table des matières

1. Description du Projet 2
1.1. Localisation du projet 2
1.2. Présentation du projet 4
2. Résumé de l'état initial de l'environnement 10
2.1. Un secteur à dominante résidentielle, en recherche de mixité fonctionnelle et sociale 10
2.2. Transports et déplacements 13
2.3. Nuisances sonores 15
2.4. Qualité de l'air 16
2.5. Paysage et patrimoine 18
2.6. Milieux naturels et Trame Verte et Bleue 21
2.7. Gestion de l'eau 23
2.8. Risques naturels et changement climatique 25
2.9. Risques technologiques et pollutions des sols 25
2.10. Une gestion des déchets à optimiser 28
2.11. Gestion de l'énergie 28
2.12. Synthèse des enjeux par thématique environnementale 30
3. Scénario de référence et ses perspectives d'évolution avec et sans projet 32
4. Résumé des incidences notables potentielles du projet sur l'environnement 35
4.1. Développement économique et social 35
4.2. Transports et mobilités 36
4.3. Cadre de vie 37
4.4. Biodiversité 38
4.5. Santé urbaine et habitabilité du quartier 38
4.6. Durabilité des ressources 40
4.7. Gestion de l'énergie et lutte contre le changement climatique 40
5. Analyse des effets cumulés avec les opérations voisines 42
5.1. Incidences cumulées avec le projet de la ZAC du Coteau - Ecotone 43
5.2. Incidences cumulées avec le prolongement de la ligne de métro 14 du Grand Paris Express 43
5.3. Incidences cumulées avec le projet de la Gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » 44
5.4. Incidences cumulées avec le projet connexe à la gare 44
5.5. Incidences cumulées avec le projet de Ruban Vert 44

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

6. Présentation des solutions étudiées en phase conception en 2018/2019 mais non retenues 46
6.1. Etudes préalables réalisées en 2018/2019 46
6.2. Evolution du parti d'aménagement et de construction sur le site, au regard des différentes solutions étudiées au fur et à mesure de la conception en 2018/2019 49
7. Le scenario retenu en 2022 (avant evolution des ilots A et E) 50
7.1. Modification de la forme urbaine de l'ilot A à la demande de l'Association Foncière Logement 51
7.2. Ajustement de la répartition des équilibres résidentiels dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle 52
7.3. Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle 52
7.4. Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle 52
7.5. Le scenario final retenu 54
8. Méthodologie de l'étude d'impact 56
8.1. Elaboration de l'Etat Initial de l'Environnement 56
8.2. Analyse des effets négatifs et positifs, et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation 57

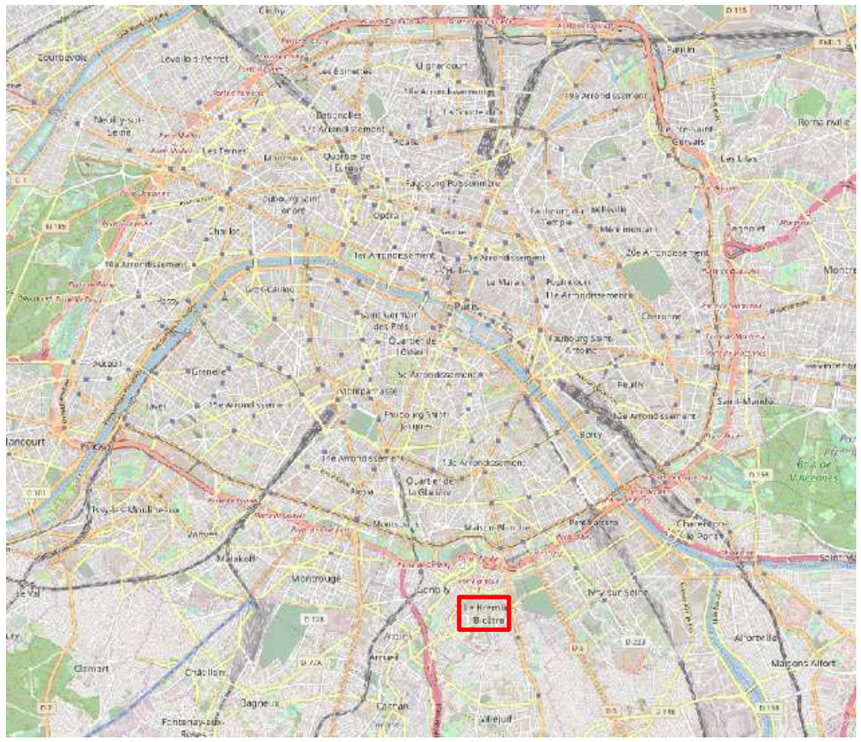
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. DESCRIPTION DU PROJET

1.1. Localisation du projet

a) Le territoire communal

Le projet faisant l'objet de la présente étude d'impact est localisé au Kremlin-Bicêtre au niveau de l'entrée sud-ouest de la commune en bordure de l'autoroute A6b.



La localisation du Kremlin-Bicêtre par rapport à la capitale

La commune du Kremlin-Bicêtre se trouve en périphérie proche de Paris, au nord-ouest du département du Val-de-Marne. La ville fait partie depuis 2016 du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre, établissement territorial T12 de la Métropole du Grand Paris (anciennement Communauté d'Agglomération de Val de Bièvre).

Les communes limitrophes sont Gentilly et Arcueil à l'ouest, Ivry-sur-Seine à l'est et Villejuif au sud. Le Kremlin-Bicêtre accueille environ 24 380 habitants (INSEE 2021) et s'étend sur près de 154 hectares.

b) Le site du projet

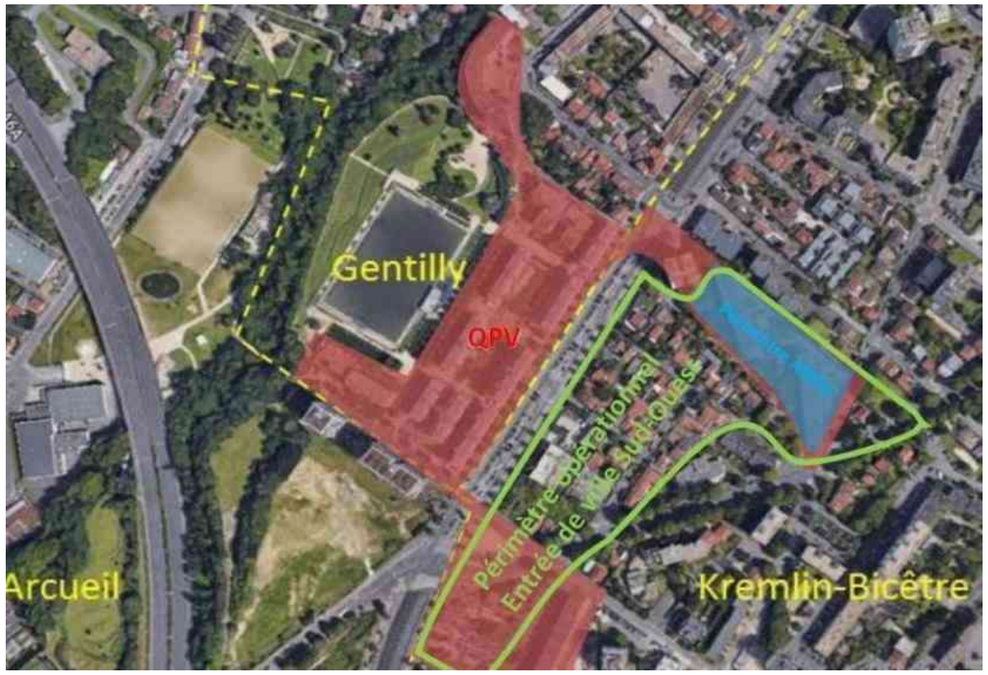
Le site de projet s'inscrit dans le tissu urbain de la commune au niveau de l'entrée sud-ouest. Ce secteur fait l'objet de **projets d'aménagement et de renouvellement urbain**. En effet sont programmés dans les années à venir :

- Le projet Ecotone en face du périmètre d'étude de l'autre côté de l'autoroute A6B à Arcueil;
- Le projet de pôle gare dans le cadre du prolongement de la ligne du Métro14 avec la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) et le projet connexe ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Le Ruban Vert, projet de développement de la trame verte de la commune par la mise en réseau des espaces verts.

Au-delà de la dynamique de projet déjà lancée, l'emprise du projet est stratégique puisqu'elle correspond à une entrée de ville structurée par des axes routiers majeurs et en première couronne de la Capitale. Le périmètre de projet inclut un ensemble résidentiel hétérogène constitué de pavillons de qualité moyenne et de deux ensembles de logements collectifs sociaux.



Périmètre du projet initial (avant ajustement ilot A) – Source : convention ANRU

Le secteur s'inscrit aussi dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU : il comprend une partie du périmètre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) « Péri-Schuman-Bergonié ». La stratégie de renouvellement urbain du NPNRU s'insère dans une mutation territoriale plus large compte tenu de l'arrivée prochaine du réseau du Grand Paris Express et de l'existence de nombreux projets avoisinants. L'objectif pour ce secteur, jadis isolé, dégradé et éloigné de toutes aménités urbaines en bordure d'autoroute est donc d'achever cette transformation, déjà engagée avec la couverture de l'A6b, afin qu'il participe de la nouvelle polarité urbaine et constitue un point de jonction et d'interface intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

c) Le contexte paysager du projet

Le secteur d'étude se positionne à l'interface entre trois noyaux primaires : le Parc du coteau d'Arcueil à l'ouest, le cimetière du Kremlin-Bicêtre à l'est et le Parc des Hautes-Bruyères au Sud. Les liaisons entre le parc du coteau et le cimetière semblent ténues et peu opérationnelles alors que celles présentes entre le Parc du coteau et le Parc des Hautes-Bruyères sont plus fortes grâce à des zones relais. Le Parc du Fort Bicêtre, le Parc Pinel et l'hôpital ont été identifiés comme sites d'intérêt pour la biodiversité à l'échelle de la commune par le PLU.

L'entrée de ville sud-ouest se trouve à la charnière de ces espaces de potentiel, le projet pourra donc venir renforcer les continuités existantes et en créer de nouvelles.

La requalification du site d'étude s'inscrit également dans le projet communal du Ruban Vert (espaces publics et cœurs d'ilots verts, végétalisation de l'architecture…)

d) Le contexte environnemental du projet

Le secteur de projet s'inscrit dans un environnement dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Topographie :** Le terrain est marqué par une légère pente descendant vers le sud-ouest et ouvrant la vue sur la vallée de la Bièvre

- **Paysage :** Les infrastructures routières majeures qui bordent le site constituent une séparation physique et visuelle avec l'environnement du site. L'ambiance paysagère au sein du site est par ailleurs marquée par des ruptures de volume liées aux disparités des formes d'habitat.

- **Milieux naturels :** Le site s'inscrit dans un environnement artificialisé. On notera quand même la présence à l'ouest d'une friche et la proximité du Parc des Coteaux à Arcueil, terrain du projet Ecotone.

- **Risques :** Le périmètre d'étude est soumis au risque d'inondation par remontée de nappes et est également sensible au risque de mouvement de terrain par la présence d'anciennes carrières.

- **Nuisances :** Le site du projet est particulièrement soumis aux nuisances sonores et à la pollution motorisée générées par le trafic routier de l'autoroute et du boulevard périphérique.

1.2. Présentation du projet

a) Implantation

Le secteur d'entrée de ville faisant l'objet de la présente étude d'impact est implanté sur un peu plus de 4 ha dans une zone stratégique, aux portes de Paris, en connexion avec Gentilly et Arcueil, structuré par l'autoroute A6b et l'avenue Charles Gide. Aujourd'hui entouré d'un tissu urbain pavillonnaire et résidentiel collectif en majorité, le site est lui-même occupé principalement par des maisons individuelles, des logements collectifs au nord, et quelques équipements : commissariat, crèche. Il est desservi depuis juin 2024 par la ligne 14 du Grand Paris Express, à quelques centaines de mètres au nord.

b) Accessibilité

Le site de projet bénéficie d'une bonne accessibilité grâce à un maillage routier assez dense (rue G. Péri, avenue C. Gide) et d'une offre de transport en commun satisfaisante renforcée par l'arrivée de la nouvelle gare du Métro 14.

c) Objectifs du projet

Le projet vise différents objectifs à savoir :

- Contribuer à l'effort régional de **logement** ;
- Aménager un quartier vivant et multifonctionnel mixant logements, activités, commerces et services le tout dans un environnement sûr et agréable ;
- Inscrire le projet dans la **transition énergétique et écologique** ;
- Favoriser les **mobilités durables** ;
- Ancrer le projet dans le territoire ;
- Inscrire le nouveau quartier dans le grand projet de **renouvellement urbain** (NPNRU) et de **cohésion sociale** de l'ANRU.

En 2015, la ville du Kremlin-Bicêtre a révisé son Plan Local d'Urbanisme et fixé des orientations stratégiques à l'échelle de la commune et de plusieurs secteurs clés à travers des OAP, dont l'Entrée de Ville Sud-Ouest.

L'OAP du secteur Entrée de Ville Sud-Ouest fixe les grandes orientations pour une rénovation ambitieuse de ce secteur. Elle permettra un engagement opérationnel rapide du projet.

La requalification du site, est fondée sur les axes suivants :

- La **création d'une nouvelle polarité urbaine** structurée autour d'une véritable diversification fonctionnelle ; développement d'une offre de logements résidentiels, de création d'une offre de linéaires commerciaux inexistants, d'activités économiques, services de proximité et d'équipements.
- Un nouveau quartier à **vocation principalement résidentielle** permettant de répondre aux enjeux régionaux de construction de logements. La construction de logements est une priorité pour le Kremlin-Bicêtre, non seulement afin de répondre à l'**attractivité résidentielle et économique** engendrée par l'arrivée de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » et aux objectifs fixés par le Schéma Directeur de la Région Île-de-France et la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, mais aussi afin de répondre aux problèmes actuellement rencontrés par les Kremlinois en matière **d'accès aux logements**.

De plus, pour répondre aux besoins de tous les ménages et encourager la **mixité sociale**, le projet porte la volonté de développer une **diversité d'offre de logements** tant concernant les statuts de commercialisation que des typologies de logements. A l'échelle du quartier, environ 36% de logements sociaux seront construits afin de permettre le renouvellement d'une offre sociale de qualité. En outre, la construction de logements privés permettra le rééquilibrage du logement social à l'échelle de la ville.

- Le **désenclavement du quartier** offrant des espaces publics de qualité, grâce à des mobilités facilitées en particulier les continuités et déplacements doux (cheminements piétons, cyclables, réseau de transports collectifs, intermodalité …) notamment vers la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) située à environ 400 mètres du quartier vers les autres quartiers et transports de la ville, et vers les communes voisines. Les réflexions sur les déplacements vont être définies en lien avec le nouveau pôle intermodal de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) qui va renforcer la desserte du territoire par des mobilités durables.
- La création d'un **quartier durable**, à forte **ambition environnementale** pour créer un projet exemplaire en matière de transition écologique et énergétique, réduction des déchets et de la pollution, gestion alternative des eaux pluviales, prise en compte de la biodiversité urbaine, encouragement à l'utilisation de modes de transports doux, production locale d'énergies renouvelables, utilisation d'éco-matériaux, etc. Pour concrétiser cet engagement, la ville et l'EPT souhaitent s'inscrire dans la démarche **EcoQuartier.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Un quartier s'inscrivant aussi dans les grands enjeux du **Projet de renouvellement urbain** et de cohésion sociale de l'ANRU. Dans ce cadre, les enjeux liés au relogement, à l'insertion ou encore à la mémoire du quartier sont particulièrement pris en compte.

d) Présentation du programme

Le projet s'attachera à promouvoir la mixité fonctionnelle, en imaginant une programmation ambitieuse et innovante. Les futurs programmes prendront en compte les besoins et l'évolution des modes de vie.

Cette programmation fine prendra en compte la proximité des autres projets comme Ecotone et le pôle gare. Elle veillera par ailleurs à être cohérente avec la programmation existante aux alentours, comme le linéaire commercial du 162 rue Gabriel Péri à Gentilly, plutôt que de le concurrencer.

Le projet visera également à garantir les bonnes conditions de la mixité sociale et intergénérationnelle au sein du quartier. Il est recherché une diversité des typologies des logements à l'ilot. Chaque opération de logements locatifs sociaux comprendra du PLS, PLU et PLAI.

La programmation prévisionnelle générale

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2 676
TOTAL		64 340

Cette programmation prévisionnelle devra être confirmée dans le cadre des études opérationnelles à venir.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

e) Dernières modifications de la programmation (2024)

Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2, afin de créer une extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.

Ce projet prévoit la réhabilitation d'une partie du bâtiment existant pour créer un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à accompagner et animer l'espace vert pédagogique attenant. L'autre partie du bâtiment située le long de la rue Gabriel Péri, sera démolie pour y développer des logements

La programmation prévue sur la parcelle L242 :

Le volume du bâti existant en intérieur de la parcelle est conservé et réhabilité. Il accueillera une programmation d'activité type tiers lieu en lien avec l'espace vert pédagogique de l'ilot A (ateliers pédagogiques, espace de restauration, exposition, …)

En front de rue, un nouvel immeuble de 24 logements environ d'une superficie de 1540 m² sdp sera construit en gradins du R+5 au R+3, respectant le front bâti sur rue et en permettant une transition d'échelle graduelle entre les logements pavillonnaires et la tour.

Conformément au PLU, il sera prévu 30% de logements locatifs sociaux, soit 8 LLS environ.

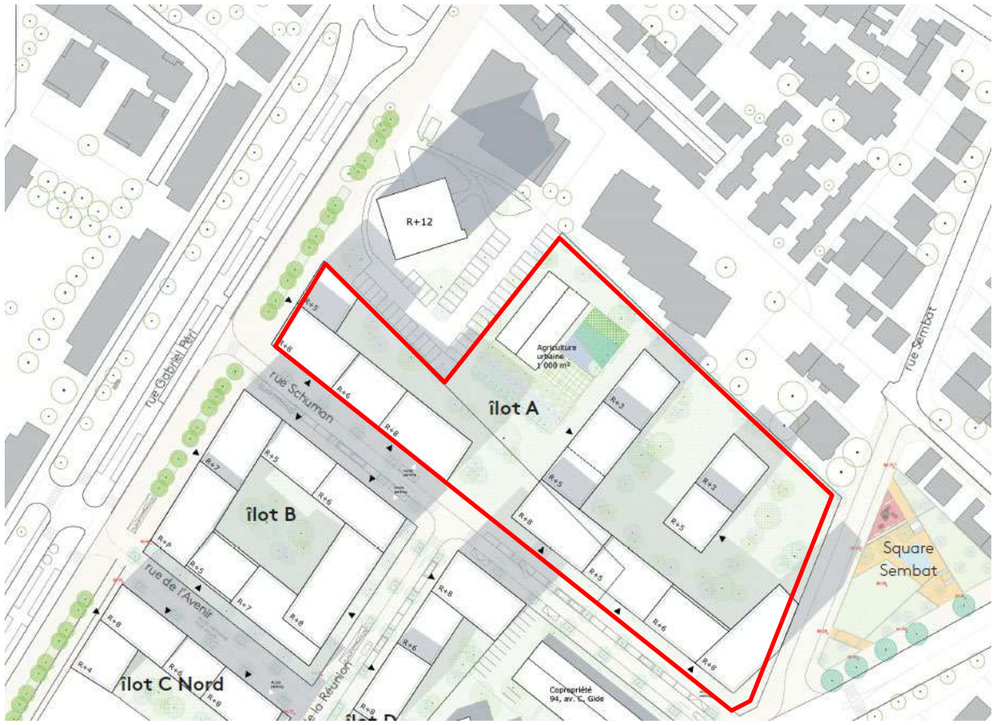
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Périmètre de réflexion

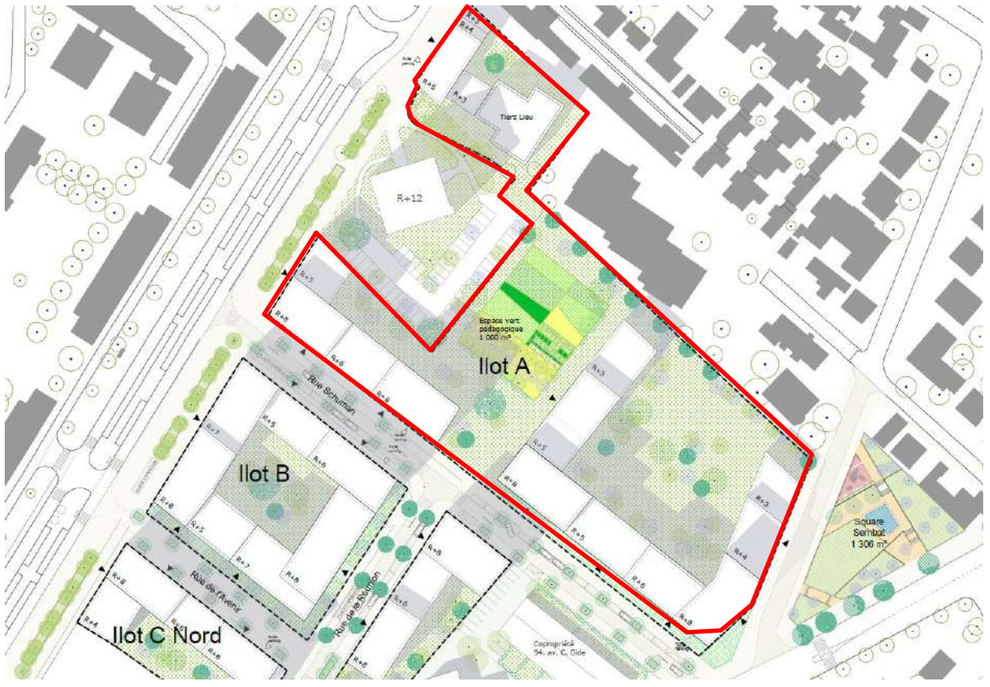
ASUR / TERRIDEV / ANDRIOT

Schéma de la partie démolie

FAISABILITE EVSO - 2408 - Le Kremlin Bicêtre



Focus du plan masse sur l'ilot A – Ancien projet 2022



Focus du plan masse sur l'ilot A – Projet actuel 2024

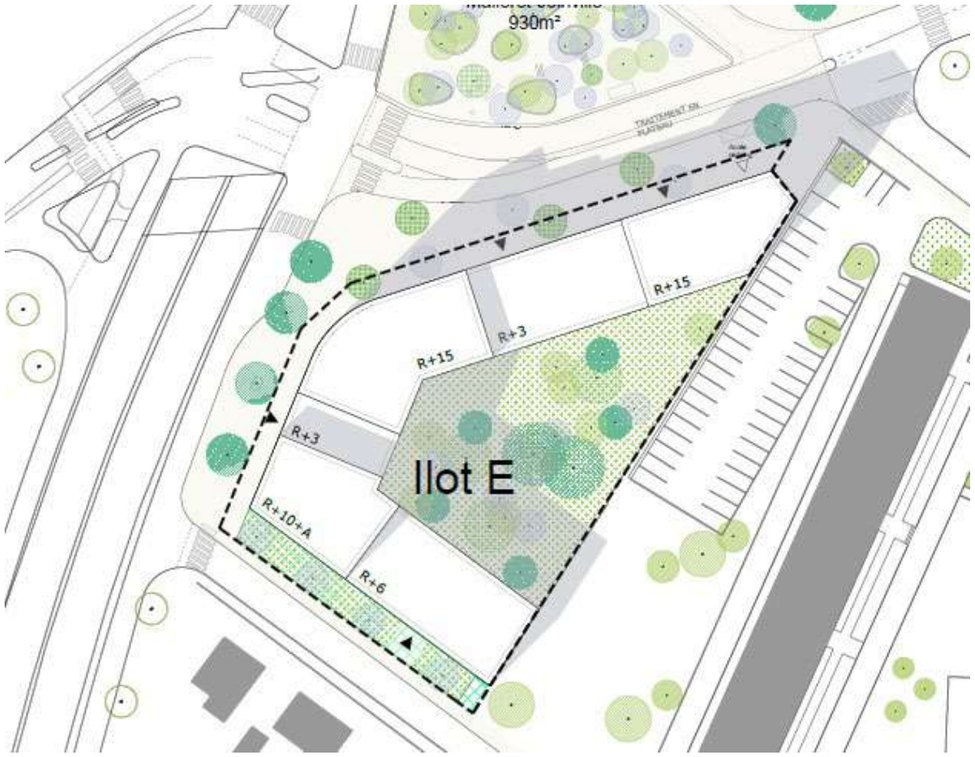
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle :

La programmation de l'ilot E a fait l'objet d'une évolution en phase opérationnelle. Le projet prévoit la programmation de 295 logements dont une résidence étudiante de 130 chambres et 165 logements familiaux.

Un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.

La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière sont en cohérence avec celles prévues dans l'OAP sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, cœur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.



Focus du plan masse sur l'ilot E – Projet actuel 2024

f) Composition urbaine

Le projet urbain propose des points hauts aux angles des ilots C et E qui marquent l'**entrée de ville.** La **diversité des hauteurs** permet de faire émerger un **front bâti diversifié** qui rompra une forme de monotonie.

Les formes urbaines et gabarits allient des hauteurs variables, de R+ 3 à R+ 15 selon l'insertion dans l'environnement, les épannelages entre bâtiments et permettent de créer des cœurs d'ilots végétalisés et généreux.

Des transparences et des porosités, a minima, visuelles, vers les **cœurs d'ilots privés largement plantés** participeront du caractère paysager de l'ensemble du quartier.

La diversité des hauteurs permet également d'envisager une architecture de **petit collecti**f sur l'ilot A afin de proposer un **habitat intermédiaire** qui bénéficiera de jardins individuels ou collectifs. Ces immeubles de **faible hauteur** sur l'ilot se justifient au regard de la volonté d'articuler les futurs bâtiments avec les **morphologies bâties existantes des abords du site** dans un rapport de **courtoisie urbaine**.

Par sa **densité**, le projet répond aux objectifs de construction de logements imposés par le SDRIF tout en **limitant ses nuisances** par une diversité des formes et des hauteurs et en assurant la création d'espaces publics généreux. Enfin, La conception des **espaces extérieurs** sera guidée par les usages et les enjeux **bioclimatiques**, afin d'offrir un maximum de confort aux futurs usagers.

g) Le schéma viaire

Les trois rues existantes (rues Schuman, Avenir et Réunion) seront conservées. La trame viaire conservée sera adaptée et mise à l'échelle de la densité du futur quartier, dans son rapport aux hauteurs bâties.

Le plan de circulation sera modifié pour préserver la **desserte interne au quartier** et limiter les effets de shunt. Par ailleurs, une étude de circulation a été réalisée pour étudier les impacts qu'auraient la modification de la géométrie du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture d'une portion de la rue Marcel Sembat. Ces deux modifications permettraient la création d'**espaces publics plus qualitatifs** moins soumis aux nuisances automobiles.

Dans ce cadre, l'ensemble des **modes doux** auront une place privilégiée. L'ensemble des voies résidentielles du quartier seront limitées à 30 km/h et seront toutes donc couvertes par une **piste cyclable**. La rue de l'Avenir sera piétonnisée. Par ailleurs, une polarité vélo (Vélib') devrait venir s'implanter sur le quartier. Les **cheminements piétons** seront également favorisés par de **larges trottoirs**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

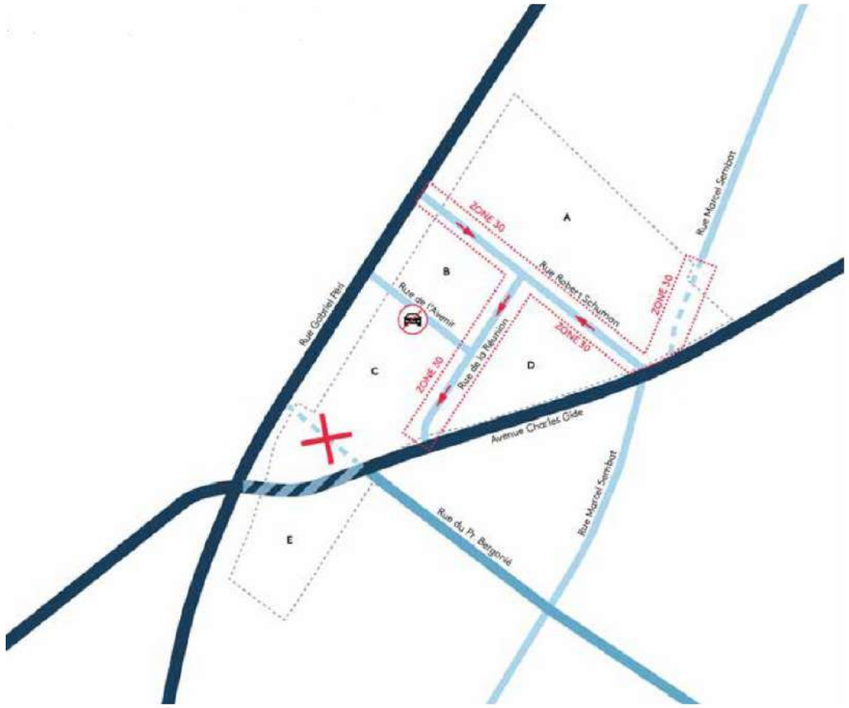
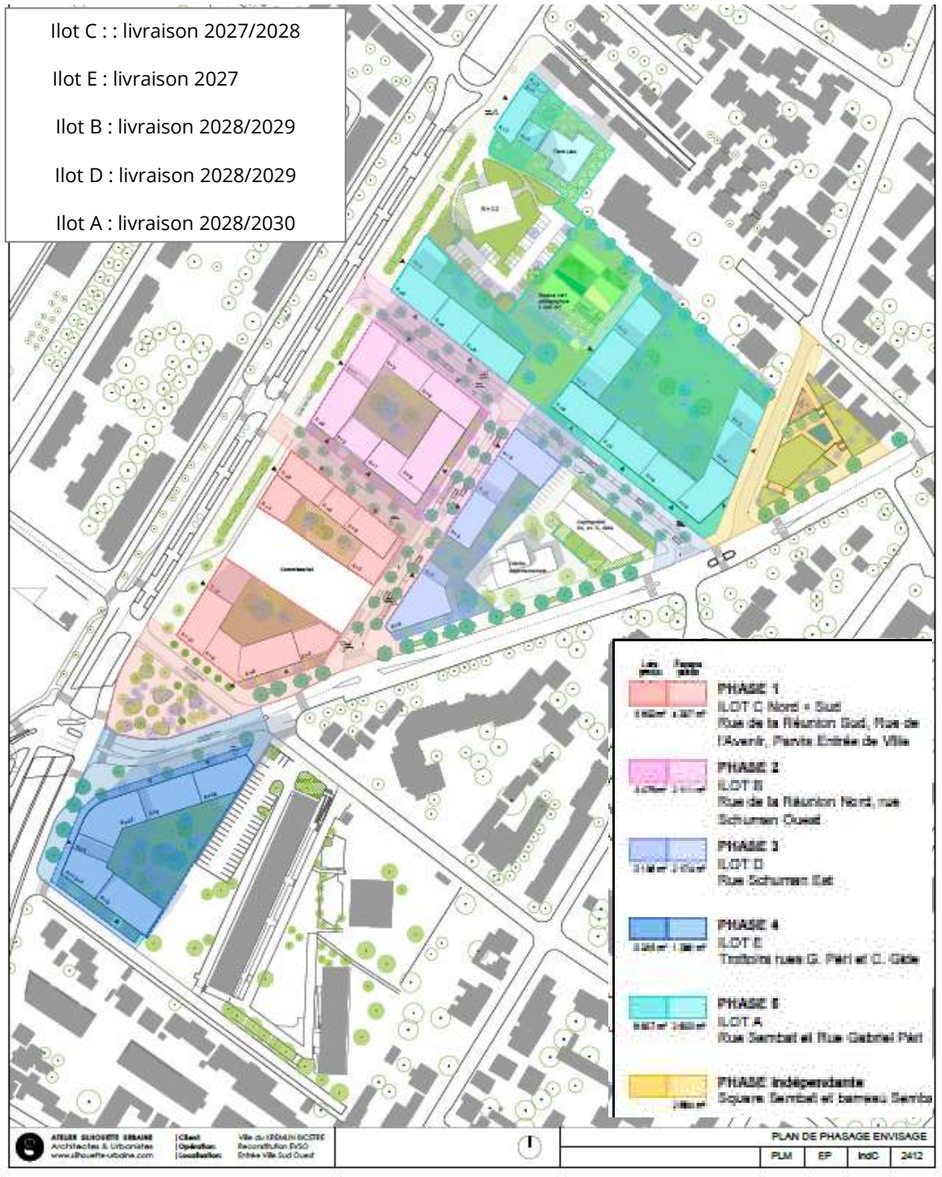


Schéma viaire projeté – Source : COBE

h) Temporalité

Les travaux ont été engagés sur le commissariat (ilot C) fin 2024, jusqu'à fin 2026. Le calendrier prévisionnel prévoit ensuite le démarrage des travaux sur l'ilot E en 2025 et l'ilot C en 2026. Les dernières livraisons auront quant à elles lieux à l'horizon 2030.

Le phasage prévisionnel initialement envisagé est détaillé ci-après. L'ilot E, initialement prévu en phase 4, pourrait être un des premiers ilots à démarrer compte tenu d'une maitrise foncière qui s'est accélérée sur cet ilot.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2. RESUME DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1. Un secteur à dominante résidentielle, en recherche de mixité fonctionnelle et sociale

a) Une répartition inégale des populations

La ville de Kremlin-Bicêtre se situe au sud-est de Paris en **première couronne de la capitale**. Par sa proximité avec Paris, elle dispose d'enjeux importants en termes d'attractivité résidentielle et économique.

Au niveau francilien, le Kremlin-Bicêtre se positionne dans un contexte démographique dynamique. Avec près de 15 830 habitants au km² en 2021, la commune dispose d'une **densité de population élevée**, bien supérieure à celle du Territoire Grand-Orly Seine Bièvre (5867 hab/km²) ou du département (5776 hab/km²). Toutefois, cette densité de population **est inégalement répartie** sur l'ensemble de la commune. A l'échelle du site d'étude, seulement 8 à 10 % de la population y réside. En effet, le secteur est bien moins dense avec environ 2 000 habitants/km². Cette donnée est due au **tissu urbain très lâche** retrouvé sur le secteur, essentiellement constitué de pavillons.

La population du Kremlin-Bicêtre est relativement jeune. En 2021, elle rassemblait près de **40 % d'habitants de moins de 29 ans** (35,1 % en France la même année). Toutefois, le secteur de projet présente une population un peu moins jeune que la commune : 35 % de la population ont moins de 29 ans tandis que 48 % ont entre 30 et 59 ans.

La commune est marquée par un plus **faible pourcentage de famille** qu'en l'Ile-de-France (53,5 % contre 58,9 % en IDF en 2021). En comparaison le secteur d'étude se caractérise par une plus **forte présence de famille** et une taille des ménages plus importante (2.71 personnes par ménage).

b) Une fragilité économique et un besoin de rénovation du parc de logement

La ville du Kremlin-Bicêtre, **anciennement ouvrière et industrielle**, a connu une restructuration sociale importante. Celle-ci est notamment due au développement du centre hospitalier. Alors que les ouvriers et employés représentaient une part importante des actifs de la commune dans les années 2000, la proportion de **cadres et de professions intermédiaires** a rapidement augmenté depuis 2006.

Toutefois, une réelle fracture sociale est relevée entre la partie nord et sud de la commune. En effet, le secteur d'entrée de ville **sud-ouest** où se trouve **le site d'étude** présente une **fragilité économique importante** avec une part importante d'ouvriers et de personnes sans diplôme ou au chômage. On relève également une forte proportion d'allocataires aux aides au logement. Les difficultés pour se loger se posent donc, notamment pour les ménages les plus modestes.

Le Kremlin-Bicêtre recense une part de **95 % de logement collectifs** et seulement de 5 % de logements individuels soit le plus fort taux de logements collectifs de l'agglomération. Le parc de **logements sociaux** particulièrement développé sur le secteur d'étude (plus de **56%**) est représentatif de sa fragilité sociale. Le parc de logements est majoritairement **vieillissant** et construit avant les **années 1975** sur le secteur d'étude. Des marques de dégradation et des pertes énergétiques sont relevées et témoignent du **besoin de rénovation** du parc. De plus, la commune présente ainsi une **offre de logement insuffisante** qui ne facilite pas les nouvelles installations et les parcours résidentiels des ménages.

c) Un secteur peu dynamique vis-à-vis de l'employabilité et de l'activité économique

Avec **moins de 6 % des établissements économiques** de la commune, le **secteur d'étude** situé en partie sud se retrouve largement **enclavé** vis-à-vis de l'activité économique et ne présente qu'une **offre d'emploi limitée**. Un enjeu fort est identifié en termes de dynamisme économique et d'employabilité. Malgré son enclavement, le secteur de projet bénéficie tout de même de la proximité de l'**hôpital** de Bicêtre qui recense une part importante de médecins et de professions en lien avec le domaine médical et d'un **commissariat** de police au sein du secteur. Par ailleurs, l'ouverture de la gare de la ligne 14 à proximité pourrait favoriser le développement de l'offre d'activité et d'emplois sur cette zone.

En termes de services de proximité, le secteur d'étude souffre d'une **absence d'offre commerciale**. L'appareil commercial de la commune pourtant dense se retrouve au niveau des axes principaux en dehors du secteur d'étude. L'offre marchande locale se caractérise par un **manque de diversité**, ainsi qu'une offre peu qualitative et peut accessible ce qui rend les polarités commerciales non attirantes pour les résidents. Dans le cadre des **projets** d'aménagements (pôle gare **Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly)**, projet Ecotone), l'offre commerciale devrait s'élargir et offrir de nouvelles perspectives de consommation et de services de proximité.

Hormis une **crèche collective départementale**, **aucun établissement scolaire et d'accueil de jeunes enfants** n'est relevé au sein du périmètre d'étude. Les **collèges, écoles élémentaires et maternelles** les plus proches se trouvent à moins de 10 minutes à pied du secteur d'étude. Le secteur d'étude se trouve également à proximité d'un établissement **d'enseignement supérieur** : la faculté de Médecine de Paris Sud.

La ville du Kremlin-Bicêtre possède une **offre d'équipements sportifs** (terrain de tennis, piscine intercommunale, etc.) inégalement répartie qui **se concentre autour du fort**. Seul un city stade en accès libre est présent au nord du site d'étude. Le secteur d'étude présente une offre insuffisante de terrains de grands jeux (football, rugby) et de jeux extérieurs en accès libre.

Concernant l'accès à la culture des habitants, la commune du Kremlin-Bicêtre compte trois principaux équipements culturels. L'offre en **équipement culturel et de loisirs est à améliorer sur la commune** et représente ainsi un enjeu majeur pour la commune.

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
Une population communale relativement jeune, même si le constat est à nuancer localement du fait de la présence de nombreux retraités dans les résidences Schuman Une présence de famille plus importante que sur le territoire communal	Un tissu urbain lâche et peu dense Une fragilité sociale des populations plus vulnérables Des bâtiments anciens, symboles d'une précarité énergétique Une offre de logements insuffisante Un parc de logements collectifs importants à échelle communale (une dominante résidentielle qui limite la mixité fonctionnelle), accompagné de logement individuel sur le secteur Un appareil commercial inexistant sur le secteur Secteur enclavé en termes d'économie et d'employabilité
Opportunités	**Menaces**
Proximité du secteur avec la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) de la ligne 14 du Grand Paris	Des habitants vulnérables dans le contexte d'augmentation de la population

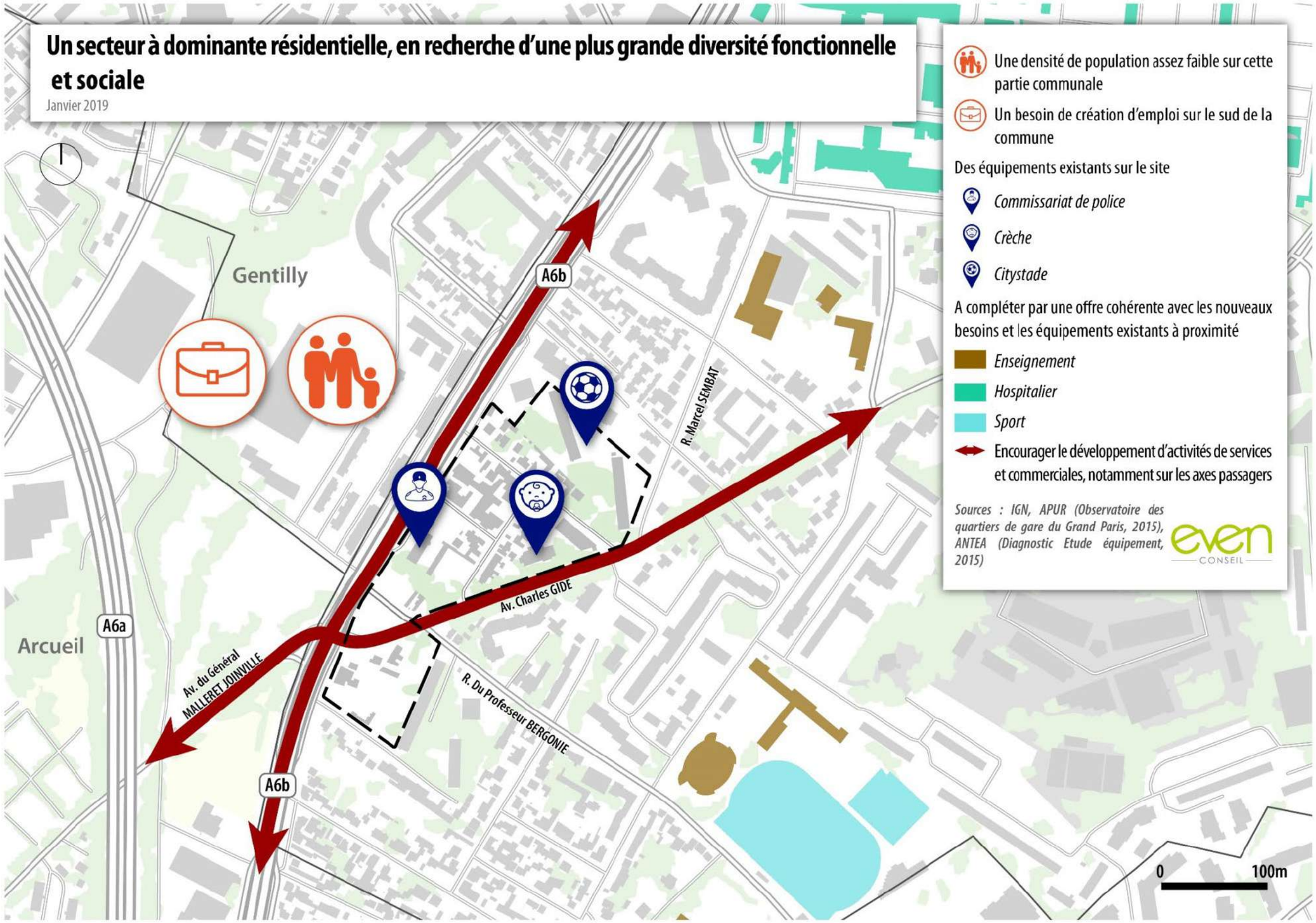
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un besoin de renouvellement du parc de logements qui offre des possibilités d'introduction de mixité fonctionnelle et sociale	

Enjeux de la thématique

- ✓ **Requalifier et enrichir l'offre de logements** pour cette entrée de ville
- ✓ Favoriser la **mixité sociale et fonctionnelle** dans la programmation
- ✓ **Développer l'attractivité** de ce secteur stratégique, actuellement à dominante résidentielle
- ✓ **Profiter de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) de la ligne 14 du Grand Paris Express** pour développer **l'offre commerciale et les équipements** sur ce secteur, en réponse aux besoins actuels et du futur quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Le Kremlin Bicêtre

EVEN CONSEIL iRiS conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.2. Transports et déplacements

a) Une automobile très présente dans le quartier et à proximité

Actuellement, le site de projet est **bien desservi par les réseaux routiers** avec :

- L'autoroute A6B et la départementale D126b permettant l'accès au boulevard périphérique et à Paris,
- La D154 assurant la liaison entre l'ouest et l'est de la commune.

Des **axes routiers secondaires** viennent compléter l'accessibilité au site : rue du professeur Bergonié, rue de la Réunion, rue de l'avenir, rue Robert Schuman, rue Marcel Sembat, …

Le **réseau routier** présent autour du site est cependant **très circulé** :

- A6b : 100 000 véhicules / jour ;
- RD126b : 10 000 véhicules / jour
- RD154 : 5 000 véhicules / jour.

Aux heures de pointe, des **difficultés** ont été constatées notamment sur la **RD126 globalement saturée** en direction de Paris le matin et depuis Paris le soir. A proximité du site on dénombre également trois **carrefours saturés** en heure de pointe sur au moins l'une des branches : carrefour Malleret Joinville, carrefour des Quatre Chemins et carrefour PVC / Delaune.

Par ailleurs, le **stationnement** est **très présent** dans le quartier notamment de part et d'autre des différentes voies de circulations et sous forme de poches de stationnement de surfaces étendues et peu qualitatives. Globalement, des **taux de rotation assez faibles** sur l'ensemble des rues ont été remarqués. Cela est notamment peut être mis en relation avec la politique de stationnement du Kremlin-Bicêtre plutôt avantageuse pour les Kremlinois mais dissuasive pour le rabattement des non Kremlinois. Cette politique influence ainsi la manière dont se stationnent les usagers, qu'ils soient habitants du Kremlin-Bicêtre ou non.

b) Une bonne desserte en transport en commun, en voie de renforcement

De même que pour le réseau routier, le site de projet est **bien desservi en transport en commun** avec plusieurs lignes de bus à proximité directe (lignes 186, 323, 47 toutes les 10 à 15 min en heures de pointes et V6)

Les stations de **transports lourds** structurant les plus proches se situent entre 1.2 et 1.5km du site de projet : RER B Laplace (17min à pied), métro Kremlin-Bicêtre (18min à pied), métro Léo Lagrange à Villejuif (1,5 km – 23min à pieds)

Par ailleurs, l'offre de transport en commun est renforcée par l'aménagement de la **gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) »** du **Grand Paris Express** à 400m environ du secteur de projet, mise en service en juin 2024, permettant un accès facilité à Paris et à l'aéroport d'Orly par la ligne 14 du métro.

c) Un fort potentiel de renforcement des mobilités douces

Plusieurs **pistes cyclables sont présentes le long des axes principaux**, plus ou moins qualitatives avec une piste séparée de la circulation le long de la rue Gabriel Péri et uniquement une bande cyclable au niveau de l'avenue Charles Gide.

Malgré la présence de quelques axes de déplacements doux, **l'automobile reste très présente** sur l'espace public au sein du quartier, ce qui ne facilite pas les déplacements vélos et piétons dans le site.

Par ailleurs, le site s'inscrit dans **le projet communal de Ruban Vert** qui a pour but de relier la ville et ses différents quartiers à travers un axe structurant et un réseau d'espaces verts jusqu'à Paris et Arcueil. Les objectifs de développement d'une continuité d'espaces publics seront donc **propices au renforcement des déplacements doux dans ce secteur.**

Le renforcement des transports en commun sera une **opportunité d'inciter à l'utilisation des modes doux pour les déplacements**, en rabattements vers la nouvelle gare.

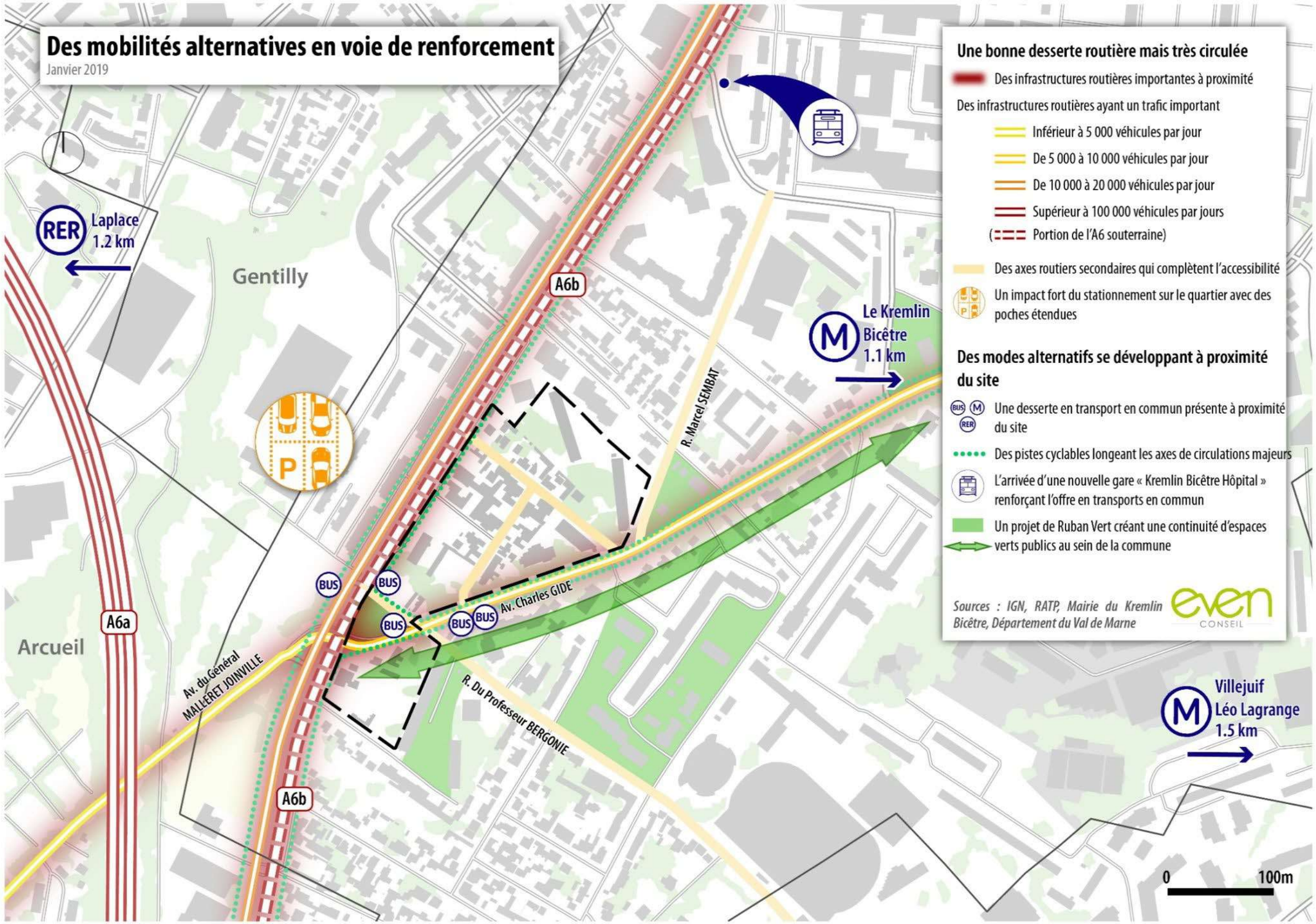
Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique

Atouts	Faiblesses
Une bonne accessibilité routière Une bonne desserte en transport en commun	Un trafic routier très circulé aux abords du site Des cheminements doux peu valorisés Des stationnements ayant un impact fort sur le quartier
Opportunités	**Menaces**
La mise en service de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » de la ligne 14 du métro permettant un renforcement de la desserte en transports en commun lourd à proximité Le projet de « Ruban Vert » offrant des possibilités de développement des modes doux	Une augmentation potentielle du trafic routier sur un réseau déjà fortement circulé

Enjeux de la thématique

- ✓ **Maîtriser l'impact de la circulation automobile** de transit sur le quartier
- ✓ Limiter la place de l'automobile dans l'espace public : notamment **adapter l'offre de stationnement** et maîtriser ses impacts sur l'imperméabilisation des sols
- ✓ Profiter du renforcement de l'offre de transport en commun en optimisant la densité humaine dans le secteur d'étude
- ✓ **Faciliter les rabattements en bus et mobilités douces** vers les arrêts de transport en commun lourds existants et à venir à proximité du périmètre d'étude
- ✓ **Améliorer l'offre de circulation douce** dans le quartier, en lien avec les enjeux liés au Ruban Vert, et plus globalement à la Trame Verte et Bleue, au paysage et à la gestion des eaux pluviales dans le quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.3. Nuisances sonores

a) Des axes routiers sources de bruit

Dans le cadre du projet d'aménagement du secteur sud-ouest de la ville du Kremlin-Bicêtre, une étude acoustique a été réalisée.

L'arrêté préfectoral portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit a été pris le 18 septembre 2000.

Dans le secteur d'étude, il existe **plusieurs voies bruyantes**. D'après le classement sonore des infrastructures routières de la ville du Kremlin Bicêtre on recense notamment l'A6B affectée sur une largeur de 300m, la RD154A (avenue Charles Gide), et RD127 (Avenue François Vincent Raspail) affectées sur une largeur de 100 m, la RD126 (rue Gabriel Péri), et RD154B (Avenue Malleret-Joinville) affectée sur une largeur de 30 m.

b) Campagne de mesures acoustiques

Une campagne de **mesures acoustiques** a également été organisée le mercredi 24 et mardi 30 janvier 2018 en conditions globalement favorables en quatre points de mesures.

Les résultats des mesures montrent que le site est exposé à des niveaux de bruit **inférieurs à 65 dB(A) le jour** et **inférieurs à 60dB(A) la nuit** ce qui correspond à une **zone d'ambiance sonore modéré**.

c) Modélisation de la situation actuelle

Afin de visualiser le paysage sonore actuel une modélisation de la situation actuelle a été réalisée sur la base des résultats des comptages routiers réalisés par IRIS conseil et les données trafics provenant de la DIRIF pour les autoroutes.

Ces modélisations montrent que de manière générale, **les zones proches des axes routiers sont plutôt bruyantes** et les secteurs en retrait de ces sources de bruit sont d'ambiance sonore calme. En effet, **en bordure de la rue Gabriel Péri** et de l'**avenue Charles Gide,** les niveaux de bruit **sont supérieurs à 65 dB(A)** sur la période **diurne** et **supérieurs à 60 dB(A) sur la période nocturne.** Ces nuisances sont d'autant plus problématiques qu'une **crèche**, équipement sensible pour le bruit, est présente aux abords de l'avenue Charles Gide.

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique

Atouts	Faiblesses
Site relativement calme en dehors des zones situées aux abords des axes routiers principaux (Autoroute A6b, RD154 et RD126a)	Ambiance sonore bruyante, sur une frange de 10 m aux abords de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide Une crèche, équipement sensible pour le bruit, localisée aux abords de l'avenue Charles Gide
Opportunités	**Menaces**
Potentiel de valorisation en cœur de quartier **Construction de logements neufs offrant une meilleure isolation acoustique**	Exposition de bâtiments sensibles (logements) aux abords d'axes bruyants

Enjeux de la thématique

- ✓ **Limiter l'exposition des habitants**, notamment les plus vulnérables, aux bruits routiers en privilégiant une conception urbaine adaptée (choix d'aménagement, orientation des bâtiments, conception des logements, …)
- ✓ **Protéger et renforcer les zones de calmes** existantes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.4. Qualité de l'air

Dans le cadre du projet d'aménagement du secteur sud-ouest de la ville du Kremlin-Bicêtre, une **étude Air et Santé de niveau 1** a été réalisée pour évaluer les impacts actuels et futurs de la qualité de l'air sur le secteur.

a) Données AIR PARIF et CITEAIR

Les indices CITEAIR permettent de comparer la qualité de l'air dans près d'une centaine de villes européennes sur la base de concentrations en NO_2, PM10, ozone, PM2,5, CO et SO_2. D'après ces indices, la **qualité de l'air est bonne** près de **75% de l'année** sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

AirParif est l'organisme de mesure de la qualité de l'air en de l'Ile-de-France. D'après les données AirParif la qualité de l'air du site de projet est dégradée à proximité des **infrastructures routières**.

En effet, la valeur limite de dioxyde d'azote (NO2) à 40 µg/m3 n'est pas respectée sur la zone de projet aux **abords de l'autoroute A6b et de la RD154** (avenue Charles Gide). Ce polluant est un bon traceur de la pollution d'origine automobile puisqu'.à l'échelle de l'Ile-de-France, le secteur du trafic routier représente 50% des émissions.

S'il n'y a pas de dépassement de la valeur limite de particules de **PM10** (40 µg/m3) sur le site, l'objectif de qualité (30 µg/m3) est dépassé en bordure de **l'autoroute A6b et de la RD154** (avenue Charles Gide). En Ile-de-France, ces **particules PM10** proviennent principalement du transport routier, du résidentiel-tertiaire, et de l'industrie.

De même, les concentrations de **benzène,** essentiellement émis par la circulation automobile, ne dépassent jamais la valeur limite mais des dépassements de l'objectif de qualité sont observés aux abords des axes à fortes circulation.

b) Campagne de mesure in situ et MODELISATION

Ce diagnostic bibliographique, est confirmé par une **campagne de mesure** réalisée du 22 janvier au 5 février 2018 ainsi que par **une modélisation** des polluants. La campagne de mesures révèle cependant un **dépassement de la valeur limite en NO2** sur tous les points de mesure du site. Les concentrations en NO2 ne respectent pas les seuils réglementaires de la qualité de l'air **en tout point de la zone d'étude**.

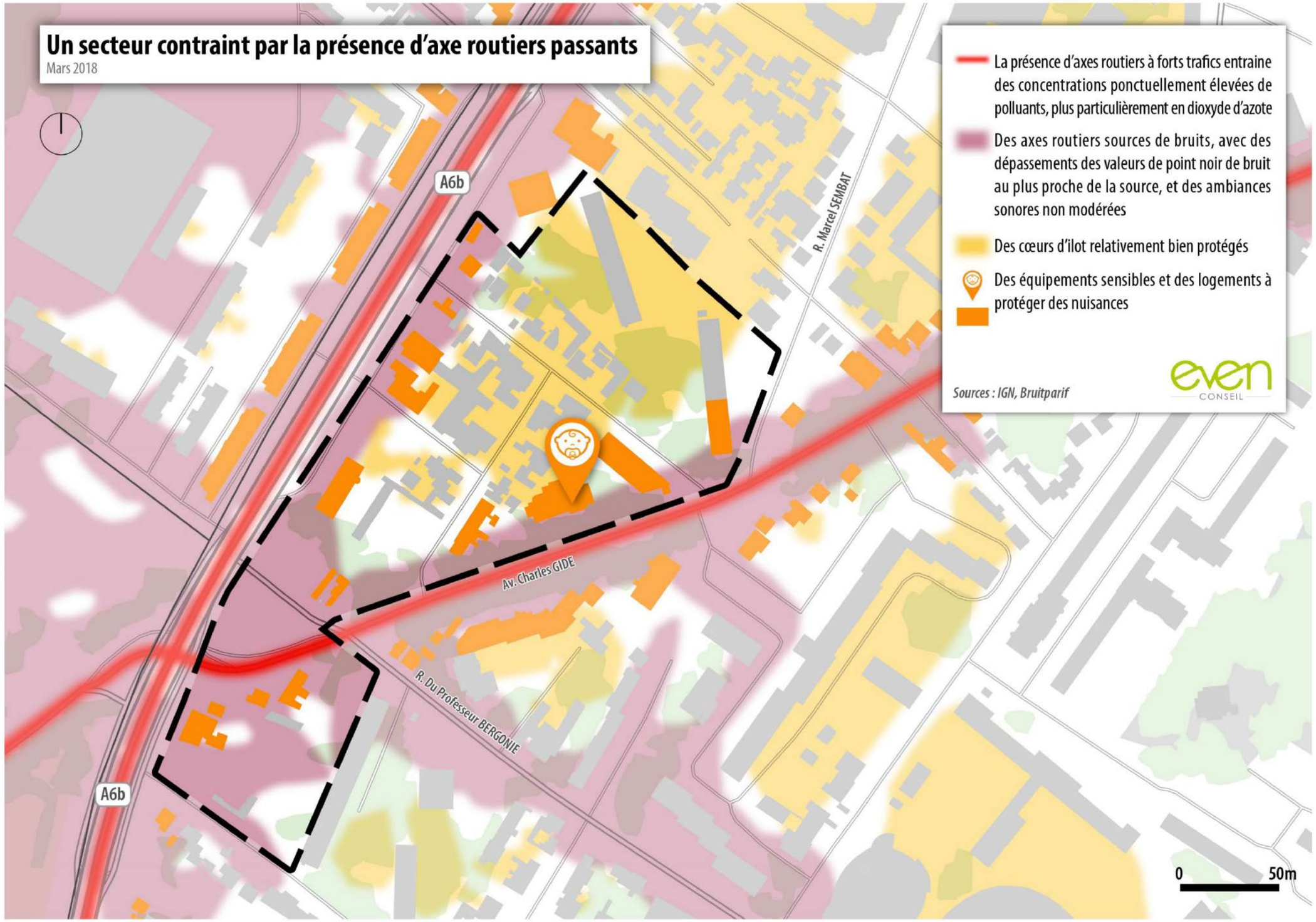
Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
Valeurs limites de PM10 respectées en tout point Pas de surpassement des seuils pour les autres polluants	Dépassements des valeurs réglementaires pour le dioxyde d'azote (NO_2) Objectifs de qualité en PM10 (30 µg/m3) dépassés en bordure de la section de l'A6b non couverte, jouxtant le secteur d'étude
Opportunités	**Menaces**
-	Programme de densification de l'offre de logements et d'équipements du secteur peut potentiellement venir augmenter la vulnérabilité de la population, vis-à-vis des enjeux de pollution de l'air

Enjeux de la thématique

- ✓ **Maîtriser l'exposition des populations**, notamment les plus vulnérables (équipements de santé, d'enfance ou sportifs) dans les zones les plus impactées par la pollution de l'air, en adaptant la conception urbaine ;
- ✓ **Favoriser l'utilisation d'une offre alternative à l'automobile**, principale cause de la pollution du secteur.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Le Kremlin Bicêtre

EVEN CONSEIL

iRiS conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.5. Paysage et patrimoine

a) Un site en situation de belvédère marqué par l'urbanisation

La **topographie** constitue un élément structurant fort des paysages du Kremlin Bicêtre sur l'ensemble de la commune et confère au site d'étude une **situation de belvédère** sur la **vallée de la Bièvre et Paris**. L'entrée de ville sud-ouest constitue ainsi un balcon sur le grand paysage en contrebas. Le relief descendant vers le nord et l'ouest, ouvrent des **vues lointaines sur le paysage** qui sont à valoriser.

Le site est majoritairement composé d'une **zone pavillonnaire** en partie basse et d'un **ensemble d'habitat** collectif en partie haute. Elle est par ailleurs entourée d'immeubles d'habitat collectif beaucoup plus élevés qui sont très visibles depuis le site.

Ces différences de hauteurs créent **des ruptures d'échelle** accentuées par la topographie.

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L242 d'une contenance de 1 406 m². Le bâtiment présent sur la parcelle permet une transition graduelle d'échelle, entre un tissu pavillonnaire en plein pied ou R+1 organisé en impasses, en un projet de grands immeubles collectifs organisés en îlots.

Deux larges axes viaires structurent l'organisation du quartier et marquent le paysage du site : la rue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide. Ils créent à la fois des ruptures avec les quartiers alentours qui sont à dépasser, mais ils sont également porteurs de vues lointaines et de perspectives d'intérêt.

b) Un patrimoine bâti à renouveler

Au sein du site, le bâti est relativement hétérogène, entre petites maisons de ville, et habitat collectif. En particulier, au niveau de la zone pavillonnaire, certains éléments de **bâti sont anciens et dégradés**. La « cité Schuman » présente notamment un **état de vétusté très avancé** un constitue le cœur du projet de rénovation inscrit dans le programme d'intérêt régional.

En revanche en bordure nord du site d'étude, on trouve quelques éléments de **patrimoine vernaculaire remarquables** à valoriser dans le projet : ensemble collectif à plusieurs étages en briques, habitations du XXe siècle en pierre Meulière. Il n'existe cependant aucun bâti classé.

Les volumes et façades du bâtiment situé au nord dudit périmètre sur la parcelle L242 (cf. ci-dessus) lui donnent un aspect caractéristique qu'il serait intéressant de mettre en valeur. Le bâtiment semble par ailleurs en bon état. En prenant également en compte le fait que l'opération de l'EVSO prévoit une grosse proportion de démolition/reconstruction, il serait intéressant de conserver une partie de ce bâtiment.

c) Une nature relativement peu présente au sein du site

La **végétation** est relativement **peu présente dans les paysages** du site : seuls quelques **espaces végétalisés peu qualitatifs** parsèment le site ce qui renforce son côté très urbain et minéral. En revanche, toutes les rues sont accompagnées **d'un alignement d'arbres** qui constituent un réel atout pour la qualité du cadre de vie du site.

De manière générale, le secteur recèle **très peu d'espaces publics fédérateurs** ou de convivialité. Hormis la parcelle arborée en pied d'immeuble sur le secteur Schuman, les seuls espaces de nature sur le reste du site d'étude correspondent aux petits jardins privés. Ils contribuent à la qualité du cadre de vie puisqu'ils sont perceptibles depuis l'espace public, mais restent inaccessibles et clôturés.

d) Des espaces délaissés en manque d'identité mais de potentiel pour le cadre de vie

Il existe également de **nombreux espaces de stationnement** sur le site qui marquent le paysage par l'accumulation de voitures, ou les espaces vides qu'ils créent lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Ils sont à optimiser dans le projet. Enfin, la **placette en entrée de ville** au bout de l'avenue Charles Gide constitue un espace stratégique pour les paysages du site du fait de ses vues remarquables sur la vallée de la Bièvre et Paris.

Ce site en entrée de ville devra également s'articuler avec les **projets du territoire** tel que le **Ruban Vert** visant la mise en réseau des espaces publics pour développer un axe paysager à l'échelle de la commune ou le projet **Ecotone.**

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

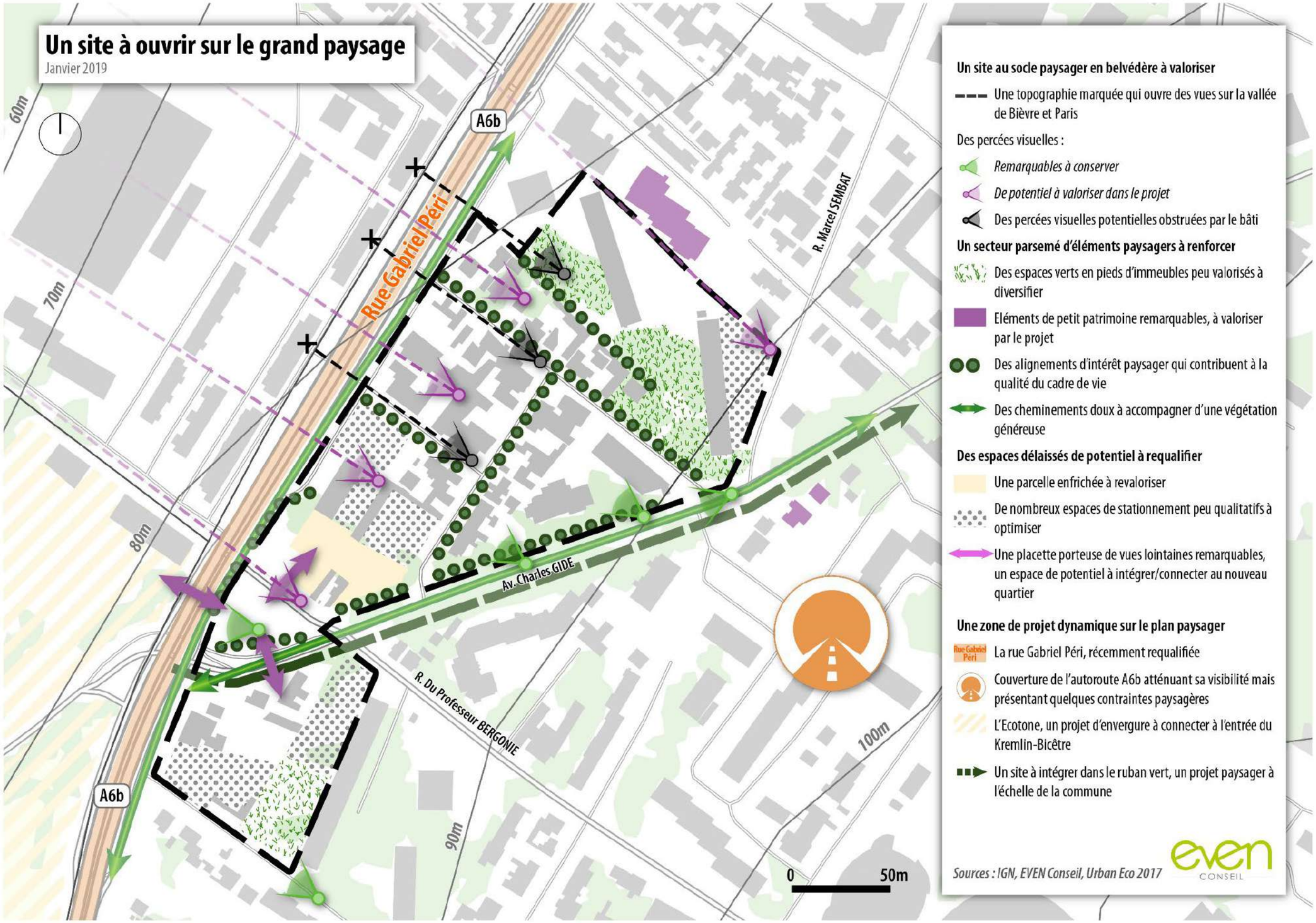
Atouts	Faiblesses
Un site en situation de belvédère, support de vues d'intérêt sur le grand paysage Des rues toutes accompagnées d'alignements d'arbres améliorant la qualité du cadre de vie Quelques éléments de patrimoine vernaculaire à proximité du site	Un bâti très hétérogène dont les variations de hauteurs créent des ruptures dans les paysages Absence d'espace public fédérateur Trop peu d'espaces de nature au sein du site, et des espaces verts peu qualitatifs De nombreux espaces de stationnement peu qualitatifs
Opportunités	**Menaces**
Des percées visuelles de potentiel à valoriser Le Ruban Vert, un axe paysager structurant Une dynamique de projet soutenant le développement durable et la prise en compte de l'environnement en lien avec le projet Ecotone à proximité directe	Une densification du site à maîtriser pour conserver les vues d'intérêt et une harmonie dans les paysages

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Enjeux liés au paysage

- Prendre en compte **la topographie et les vues remarquables comme véritable socle** dans la conception du projet
- Harmoniser les hauteurs de bâti pour **limiter les ruptures d'échelles** en fonction de la topographie
- **Conserver les percées visuelles remarquables et s'appuyer sur les percées potentielles** dans la conception du bâti pour valoriser le grand paysage
- Valoriser le petit patrimoine remarquable
- **Maîtriser l'évolution du paysage urbain** et veiller à l'intégration paysagère des futurs habitats du quartier
- **Aménager des espaces publics** pour favoriser l'appropriation du quartier par ses habitants
- **Renforcer la présence du végétal** dans le secteur, notamment par :
    - au moins un parc urbain densément végétalisé
    - une revalorisation des espaces délaissés, et une diversification des espaces végétalisés
- **Préserver les alignements d'arbres**, en particulier les anciens, (sous réserve de leur état sanitaire) dans la mesure du possible.
- **Continuer de développer les modes de déplacements doux** accompagnant les axes de circulation, et les végétaliser densément
- **Intégrer la placette en entrée de ville** dans la requalification du secteur, constituant la vitrine du Kremlin-Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.6. Milieux naturels et Trame Verte et Bleue

a) Un site inscrit dans un contexte urbain au maillage écologique restreint

Le site d'étude se trouve dans un contexte urbain dense, qui ne présente **pas d'enjeu écologique particulier** à l'échelle communale. **Aucun périmètre de protection et d'inventaire de la biodiversité** ne touche le site ni ne se trouve à proximité directe.

Une **étude Faune-Flore** a été menée par Urban-Eco (Ingénierie en écologie urbaine Paysage et Aménagement durable) avec des relevés de terrain effectués de mai à septembre 2017 afin d'identifier les enjeux écologiques propres du site. Cette étude a été complétée et mise à jour par des relevés de terrain avec 5 passages réalisés en 2022.

b) Des enjeux écologiques faibles au sein du site mais un potentiel à développer

Le site ne dispose **d'aucun réseau hydrographique** et **aucune zone humide** n'est recensée sur le site d'étude. La trame végétale du site est en majeure partie constituée de nombreux **jardins privés**. Dans cette trame végétale on identifie notamment :

- **Une sous-trame des milieux ouverts** constituée de pelouses urbaines très entretenues et donc peu diversifiées situées en pied d'immeuble et d'une friche.
- **Une sous-trame des milieux boisés** composée d'une parcelle « boisée », de quelques bosquets et d'alignements d'arbres qui accompagnent toutes les rues du site d'étude et forment une certaine continuité à l'échelle du site.

Les **enjeux écologiques** liés aux différents habitats identifiés sur le site sont **globalement négligeables.**

Concernant la faune et la flore, le site d'étude ne fait l'objet **d'aucune protection écologique spécifique** et ne présente **pas d'intérêt particulier pour la biodiversité**. Bien que les prospections de terrain aient révélés la présence d'espèces protégées et patrimoniales, l'ensemble de ces observations restent très communes à l'échelle de l'Ile-de-France et donc du milieu urbain.

Lors de la phase chantier, des mesures pourront être prises pour **limiter la prolifération des espèces invasives** présentes en particulier celles ayant une capacité de nuisance et de prolifération importante.

c) Un site particulièrement fragmenté, à inscrire dans la Trame Verte et Bleue du territoire

Le site d'étude se trouve dans un contexte peu propice à l'accueil de la biodiversité. Il n'y a en effet qu'un seul parc à l'échelle de la commune (le parc Pinel), d'où **l'importance de développer des espaces de « nature en ville » denses et diversifiés**. La fragmentation des habitats vient notamment des **axes routiers majeurs**. **Les alignements d'arbres relativement anciens servent cependant de relais écologiques** au sein du site et viennent contrebalancer les effets de rupture.

A l'échelle du Département, le site d'étude se positionne à **l'interface entre trois noyaux primaires** : le Parc du coteau d'Arcueil à l'ouest, le cimetière du Kremlin-Bicêtre à l'est et le Parc des Hautes-Bruyères au Sud. Situé à la charnière de ces espaces de potentiel, le projet pourra donc venir **renforcer les continuités existantes et en créer de nouvelles**. La requalification du site d'étude vient ainsi en appui du projet communal du Ruban Vert.

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique

Atouts	Faiblesses
Quelques espèces protégées sur le site communes au milieu urbain en Ile-de-France : une biodiversité à valoriser Des alignements d'arbres assurant une certaine continuité écologique au sein du site d'étude	Un site en contexte urbain très dense avec peu d'espaces de nature et donc peu favorable à l'accueil de biodiversité Un milieu fragmenté notamment par des axes routiers majeurs Des espèces invasives plus ou moins nuisibles dont le développement est à contrôler Pas de trame bleue sur le site
Opportunités	**Menaces**
Des liens à créer avec les espaces de nature alentours : un projet à intégrer dans la trame verte du territoire Un projet à appuyer sur le Ruban Vert, trame verte à l'échelle du Kremlin-Bicêtre	Un projet d'urbanisation qui va densifier le site d'étude et qui risque d'augmenter les pressions sur la biodiversité

Enjeux de la thématique

- Renforcer le **potentiel d'accueil de la biodiversité** à l'échelle du site
- **Développer la trame bleue** par une gestion alternative des eaux pluviales qui permettra de renforcer la fonctionnalité du site et l'installation d'habitats humides et des espèces associées
- Un enjeu de conservation faible sur l'ensemble du site,
- Travailler des **porosités entre espace public et privé** pour faciliter la circulation de la faune (limiter les clôtures)
- Créer de **nouveaux espaces végétalisés** au sein du site en diversifiant les espaces et au maximum les strates végétales
- **Conforter les connexions entre espaces de nature**, en s'appuyant sur les alignements d'arbres à renforcer
- Accompagner les **cheminements doux** et principaux axes de circulation d'une **trame végétale généreuse** pour renforcer les continuités écologiques
- **Maîtriser le développement des espèces végétales invasives**, en particulier en phase chantier
- Créer des connexions et des porosités avec le **Ruban Vert** au sein du quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un site fragmenté mais de potentiel pour la trame verte et bleue du Kremlin-Bicêtre

Octobre 2019

Gentilly

A6b

R. Marcel SEMBAT

Parc du Coteau

Arcueil

A6a

Av. du Général MALLERET JOINVILLE

Av. Charles GIDE

R. Du Professeur BERGONIE

Coeur d'îlot Végétalisé

Parc du Fort-Bicêtre

A6b

0 100m

Sources : IGN

even CONSEIL

Un site en contexte urbain particulièrement fragmenté

- Des axes routiers majeurs qui constituent des ruptures importantes dans les continuités écologiques
- Des pressions sur les continuités écologiques par l'urbanisation
- Des espaces végétalisés principalement constitués de jardins privés clôturés

Des habitats relativement pauvres pour la biodiversité, à enrichir et diversifier

- Des pelouses urbaines entretenues à diversifier
- Une parcelle arborée en pied d'immeuble, à préserver ou à retrouver
- La friche, un espace à enjeu moyen pour la biodiversité, à reconstituer partiellement dans un espace vert
- Les alignements d'arbres, une continuité verte du site à préserver , dans la mesure du possible
- Une trame bleue absente, à développer sur le site par une gestion alternative des eaux pluviales

Un site à intégrer dans la Trame Verte et Bleue du territoire

- Des continuités écologiques à créer avec les espaces verts à proximité
- Diversifier les strates végétalisées des grands axes structurants du site
- Le projet de Ruban Vert, une opportunité pour renforcer les continuités vertes à l'échelle de la commune
- Des espèces invasives dont le développement est à maîtriser

Le Kremlin Bicêtre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.7. Gestion de l'eau

Le Kremlin-Bicêtre est concerné par le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (**SAGE) du bassin versant de la Bièvre**.

La commune est classée en zone sensible depuis l'Arrêté du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles dans le bassin Seine-Normandie.

a) Un secteur desservi en réseaux eau

La commune du Kremlin-Bicêtre est adhérente du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) qui gère les approvisionnements, la potabilisation et la distribution de l'eau potable. La commune est alimentée en eau potable par l'usine de Choisy-le-Roi qui possède une **capacité suffisante vis-à-vis des dynamiques de projet en cours**. L'eau potable distribuée est de bonne qualité d'après les données de l'ARS en 2013.

Les **réseaux d'assainissement** de l'ex-Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, dont la commune était membre sont gérés par trois acteurs : l'ex Communauté d'Agglomération, le Département du Val-de-Marne et le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP). Sur le site d'étude, la grande majorité des **réseaux** est **unitaire.** Le règlement d'assainissement départemental et le règlement d'assainissement de l'ex- CA Val de Bièvre impose un débit de fuite limité à 2L/s/ha.

b) Une gestion alternative des eaux pluviales à développer

La topographie marquée dans le secteur du projet favorise un **écoulement naturel des eaux pluviales vers le Sud-Ouest.** Les sols en partie argileux rendent difficile l'infiltration des eaux pluviales, ce qui, associé à la topographie et à l'imperméabilisation des sols, peut entrainer des **ruissellements pluviaux concentrés**. L'eau pluviale qui ruisselle sur les voies de circulation est susceptible de **transporter avec elle des particules polluantes** notamment pour la ressource en eau.

Le cahier de prescriptions du projet prévoit des mesures pour élaborer une **gestion alternative des eaux pluviales pour l'ensemble du projet**. Outre le respect de la valeur maximale de débit de fuite autorisé à la parcelle dans le PLU, il est préconisé une récupération en toiture des eaux pluviales tant pour le nettoyage que pour l'irrigation. Des systèmes permettant l'infiltration à la parcelle de l'eau sont aussi proposés (noues paysagères par exemple).

Par ailleurs, dans le cadre de la réalisation du projet de transport du Grand Paris Express, la ligne 14 va être prolongée jusqu'à Orly et traversera le site d'entrée de ville. La réalisation de ce transport lourd engendrera des impacts sur la gestion des réseaux en particulier sur le site d'entrée de ville sud-ouest.

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
Eau potable de bonne qualité et usine en capacité suffisante vis-à-vis du projet	Ruissellement accentué par la topographie, la nature des sols et leur imperméabilisation
Opportunités	**Menaces**
Le développement de la gestion alternative des eaux pluviales	Pollutions aux hydrocarbures issus des voies de circulation Impact du tunnel de la ligne 14 sur la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement

Enjeux liés à la thématique

- ✓ **Limiter les pollutions** ponctuelles et diffuses de la ressource
- ✓ Assurer l'approvisionnement en eau potable et en assainissement à long terme et **anticiper les besoins futurs**
- ✓ Tenir compte des **ruissellements naturels** dans la conception du système de gestion des eaux pluviales
- ✓ Favoriser les **économies de la ressource en eau**
- ✓ Assurer une **gestion des eaux pluviales à la parcelle** sous réserve de faisabilités techniques

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.8. Risques naturels et changement climatique

a) Un aléa inondation lié au ruissellement urbain et à la remontée de nappes

La commune du Kremlin-Bicêtre est particulière affectée par le **ruissellement urbain**. Un Plan de Prévention des Risques Naturels prescrit en 2001 est en cours d'étude mais n'a pas été approuvé.

Le risque d'inondation par **remontée de nappe phréatique** est très variable sur la commune. Concernant le périmètre d'étude, le **risque de remontée de nappes est faible** excepté au niveau de **la frange Ouest** du site.

b) Des risques de mouvement de terrain à prendre en compte

Au Kremlin-Bicêtre, les **anciennes carrières** n'ont pas été systématiquement remblayées et concernent le site de projet. Par ailleurs, il est possible que des carrières souterraines de gypse qu'on rencontre à Villejuif se prolongent au niveau du Fort du Kremlin-Bicêtre. Ces **carrières** constituent un risque pour les personnes et les biens, c'est donc un **enjeu fort** du territoire communal.

L'aléa lié au **retrait-gonflement des argiles est faible** au niveau du site du projet mais il est moyen à proximité directe du site à l'Est. Un Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols a été prescrit par le Préfet du Val de Marne le 9 juillet 2001, mais n'a pas été approuvé.

c) Un effet d'îlot de chaleur à prendre en compte

Le constat global sur la commune fait état d'une **augmentation significative des températures annuelles** et du nombre de **vagues de chaleur**. Une augmentation de la concentration de particules polluantes (stockage amplifié) en cas d'épisodes caniculaires est également observée. Le site d'étude, essentiellement artificialisé, est exposé au **phénomène de surchauffes**. Sur le site de projet la faible présence de végétation ainsi que l'absence de surface en eau amplifient l'effet d'**îlot de chaleur urbain**. .

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
De faibles risques sur site liés au retrait-gonflement des sols argileux Un risque sismique faible	Un risque non négligeable de ruissellement urbain dû à l'imperméabilisation et la pente du territoire Un risque de mouvement de terrain lié aux anciennes carrières Un îlot de chaleur urbain présent et un ensoleillement contrasté durant l'année
Opportunités	**Menaces**
Un développement d'une gestion alternative des eaux pluviales Un développement de moyen de luttes contre l'effet d'îlot de chaleur urbain	Des habitants vulnérables dans le contexte d'augmentation de la population et de changement climatique

Enjeux de la thématique

- ✓ **Diminuer la vulnérabilité** de l'existant et des constructions face au **risque de remontée de nappe et de ruissellement des eaux pluviales**
  - En développant une **gestion alternative des eaux**
  - En limitant **l'imperméabilisation des sols** – voire en permettant la « désimperméabilisation » du site
- ✓ **Diminuer le risque** associé aux **mouvements de terrain**
  - **Prendre en compte les prescriptions du PPRMT** dans le cadre des nouvelles constructions
  - **Intégrer la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain** dans la conception urbaine : renforcement de la présence végétale, développement de la présence de l'eau dans le projet, prise en compte des effets d'ombre et d'ensoleillement …
- ✓ **Diminuer le risque** associé aux **mouvements de terrain**
  - **Prendre en compte les prescriptions du PPRMT** dans le cadre des nouvelles constructions
  - **Intégrer la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain** dans la conception urbaine : renforcement de la présence végétale, développement de la présence de l'eau dans le projet, prise en compte des effets d'ombre et d'ensoleillement

2.9. Risques technologiques et pollutions des sols

a) Un secteur peu affecté par les risques industriels

Seulement deux ICPE sont présents au sein de la commune du Kremlin-Bicêtre mais aucun de ces deux sites n'est localisé au sein ou à proximité du secteur de projet. Le site n'est concerné par aucun établissement classé SEVESO (Seuil Haut, Seuil Bas) ni ligne à haute tension. Par ailleurs, aucun transport de matières dangereuses par canalisation de gaz ou d'hydrocarbure n'est relevé sur le secteur d'étude.

En revanche, le site de projet est **soumis à un risque lié au transport de matières dangereuses par voie routière**. Ce risque est lié à la présence de deux axes routiers majeurs : l'A6b, longeant l'ouest des sites en souterrain et la RD154, longeant également l'ouest du site.

b) Un secteur faiblement impacté par la pollution potentielle ou avérée des sols

Selon les bases de données nationales, **aucune pollution avérée (BASOL) ou potentielle (BASIAS) des sols** n'a été recensée sur le secteur de projet. En revanche, de **nombreux sites BASIAS**, liés à des activités potentiellement polluantes ont été relevés à moins d'un kilomètre du site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

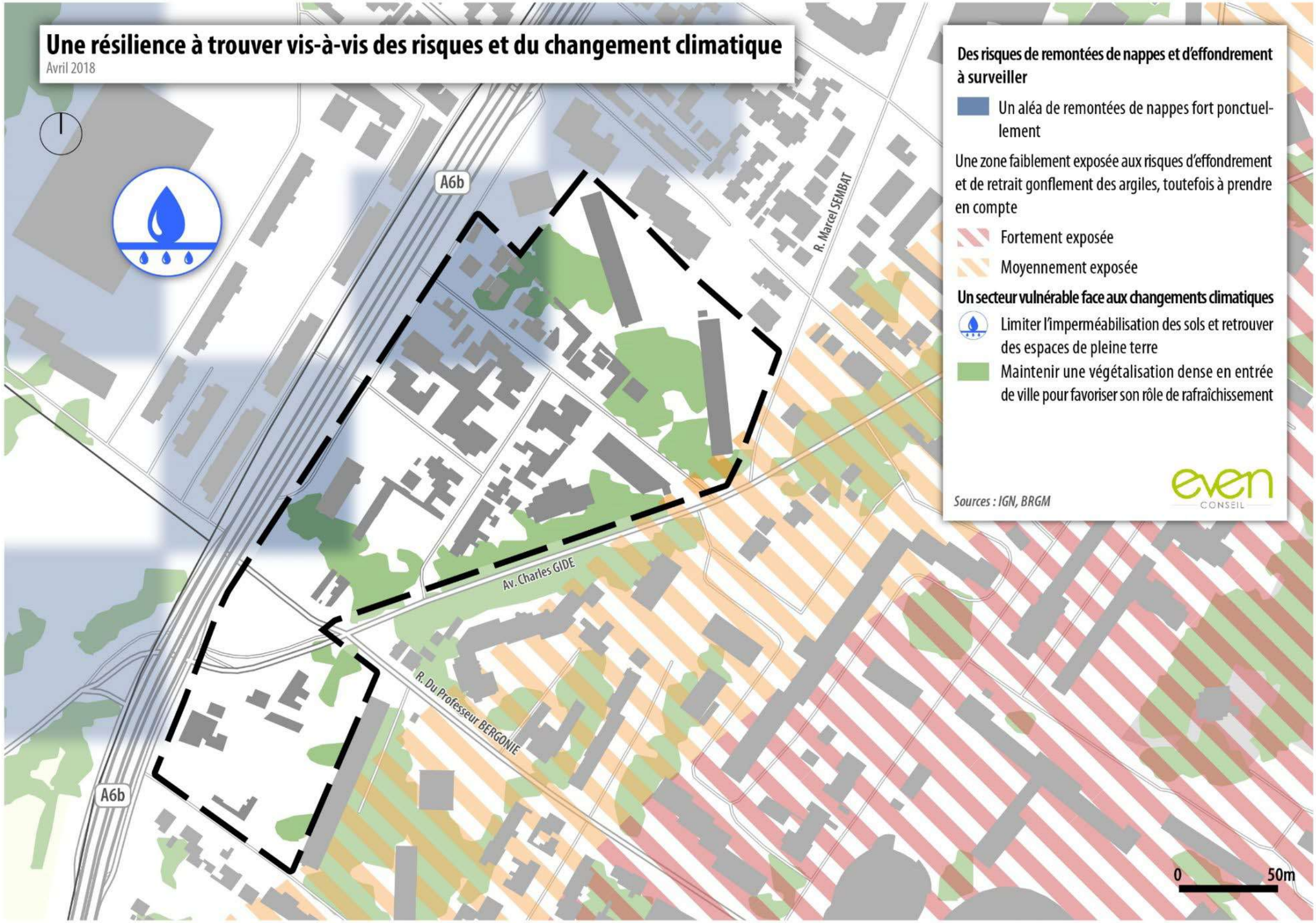
Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
Pas de risque industriel majeur Absence de sites pollués (BASOL) ou potentiellement pollués (BASIAS) présent sur le secteur de projet	Risque de Transport de Matières Dangereuses (TMD) par voie routière Sites potentiellement pollués présent à proximité (> 1km) du site
Opportunités	**Menaces**
/	Augmentation potentielle de la population exposée au risque de TDM et de pollutions des sols

Enjeux de la thématique

- ✓ Tenir compte du risque lié au transport de **matières dangereuses par voie routière**
- ✓ Assurer la qualité des sols vis-à-vis de toute pollution potentielle dans le secteur, en compatibilité avec les usages pressentis pour le projet d'aménagement de l'entrée de ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.10. Une gestion des déchets à optimiser

a) La collecte et le traitement des déchets

La collecte des déchets est assurée par l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre. Elle s'effectue de manière sélective et en porte-à-porte.

Hormis pour les résidences des Bergoniés pour lesquelles la commune a mis en place des bornes enterrées, la majorité des déchets sont stockés dans des poubelles de pré-collecte :

En termes de fréquence de passage, les ordures ménagères sont collectées **2 à 3 fois par semaine** selon les secteurs. Les emballages sont collectés **2 fois par semaine** et la collecte du verre une fois. Concernant les sacs de déchets végétaux, le ramassage s'effectue 1 fois par semaine du printemps à l'automne et 1 fois par mois en hiver.

Pour assurer la collecte des autres déchets spécifiques, **deux déchèteries** sont directement accessibles depuis le Kremlin-Bicêtre (à moins de 3 km) :

Par ailleurs, l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre propose aux habitants une déchèterie mobile qui s'installe tous les 3èmes samedis du mois rue Marcel Sembat (en face du Centre Technique Municipal du Kremlin-Bicêtre), de 9h à 13h.

b) Le traitement des déchets

L'ensemble des déchets collectés sur la commune du Kremlin-Bicêtre sont traités par : l'unité d'incinération Ivry Pris 13ème; le centre de tri d'Ivry et le centre de tri des encombrants à Gennevilliers.

Parmi ces déchets, 29 % sont traités par le **SYTCOM** donnant lieu à une valorisation de la matière et 61 % à une valorisation énergétique. Les résidus d'incinération sont également valorisés. Par exemple, les métaux sont livrés à l'industrie métallurgique pour la fabrication de nouveaux alliages.

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
Une gestion des déchets déjà bien en place sur le site Un traitement des déchets compétents pour traiter les déchets ménagers et assimilés, pour valoriser la matière	Pas de systèmes de bornes enterrées pour les déchets ménagers hormis pour les résidences Bergoniés en limite du site
Opportunités	**Menaces**
Développement d'un système de collecte de bornes enterrées	Une augmentation de la production de déchets

Enjeux de la thématique

- ✓ Assurer une **gestion optimisée des déchets** en prévoyant une collecte adaptée
- ✓ Mettre en place des **actions de sensibilisation** au tri et à la réduction des déchets pour les futurs habitants

2.11. Gestion de l'énergie

a) Consommation énergétique locales

L'entrée sud-ouest qui est sujet à la présente étude est située dans une zone présentant une forte consommation énergétique. En effet, le site d'étude recense un bon nombre de **bâtiments relativement énergivores**, datant d'avant 1975, qu'il convient de rénover ou de réhabiliter.

Globalement, sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, c'est l'électricité qui est l'énergie la plus sollicitée, (48,5 %), puis le gaz naturel (35,5 %). Ces consommations d'énergie sont responsables d'émissions de gaz à effets de serre pour lesquelles les transports routiers, le résidentiel et le tertiaire sont les secteurs les plus contributeurs.

b) La desserte énergétique locale

Une étude ENR&R (Energie Renouvelable et de récupération) a été réalisée dans le cadre du projet d'entrée de ville sud-ouest et de l'étude d'impact. Elle démontre que le site dispose d'un potentiel de développement des énergies renouvelables : solaire et géothermie notamment.

Le **réseau électrique** de la commune du Kremlin-Bicêtre, essentiellement souterrain, est alimenté par ERDF. Seulement deux postes transformateurs sont présents dans le secteur d'étude dont un seul public. Des **postes transfo publics complémentaires** seront **nécessaires** pour alimenter les nouveaux programmes de construction.

Le **réseau basse tension** chemine essentiellement sous domaine public à l'exception du secteur OPH où plusieurs câbles partent depuis le poste « Soleil ». Des travaux de restructuration du réseau basse tension de ce secteur devront être réalisés si le poste « Soleil » est supprimé/déplacé.

Le territoire communal est desservi par un **réseau de distribution publique de gaz naturel** qui dessert l'ensemble de la zone dédiée à la requalification de l'entrée de ville au sud-ouest du Kremlin-Bicêtre. Un renouvellement de canalisations gaz présentes sur la zone étudiée est en cours au niveau des rues Réunion, Avenir, Gabriel péri, Schuman

Un **réseau de chaleur** Argéo est relevé sur les communes voisines d'Arcueil et de Gentilly. Ils sont alimentés par une chaufferie située à Arcueil.

c) Des potentiels renouvelables à développer

Le diagnostic du PLU du Kremlin-Bicêtre relève des potentialités en matière de développement des énergies renouvelables :

- Avec un potentiel **« favorable** » pour la **géothermie profonde**, et un potentiel **géothermique superficiel moyen à fort** sur le site, le recours à **l'énergie géothermique** est envisageable pour répondre aux besoins futurs du quartier.
- Bien que le **gisement solaire** reste moyen sur le site (1 220 et 1350 kWh/m².an), il serait intéressant notamment du fait de besoins importants en électricité.
- Le **potentiel éolien** est par contre non adapté au contexte urbain de la zone d'étude.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- En tant que secteur urbain, le site de projet est assez contraint pour **un approvisionnement en biomasse.** Cette ressource énergétique reste cependant **envisageable.**
- Le **potentiel thermique des eaux usées** est bien adapté aux besoins des bâtiments collectifs mais des études complémentaires sont nécessaires pour qualifier ce potentiel sur le site de projet

Synthèse AFOM des caractéristiques du site d'étude pour la thématique :

Atouts	Faiblesses
Site desservi en réseau de gaz et d'électricité Un potentiel de développement des énergies renouvelables (solaire, géothermie notamment)	Des bâtiments énergivores présents sur le site, qui représentent un risque de surconsommations et donc de besoins importants en énergie
Opportunités	**Menaces**
Une opération de géothermie favorable sur le site Mutualisation possible pour le développement d'une production en énergie en géothermie basse température Profiter du raccordement du projet Ecotone au réseau de chaleur Argéo Profiter de la proximité du réseau CPCU	-

Enjeux de la thématique

- ✓ **Réduire la vulnérabilité énergétique** des ménages actuels
- ✓ Améliorer **l'efficacité énergétique des constructions** futures et promouvoir une **conception bioclimatique des bâtiments**
- ✓ Développer le **recours aux énergies renouvelables** sur la commune en profitant éventuellement du **potentiel géothermique** présent localement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.12. Synthèse des enjeux par thématique environnementale

THEMATIQUE	BILAN DES ENJEUX	FORCE DE L'ENJEU
Socio - démographie	- Renforcer l'offre de logements pour l'entrée de ville - Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle afin de développer l'attractivité de ce secteur stratégique - Profiter de la gare du Grand Paris Express pour développer l'offre commerciale et les équipements	
Paysage	- Profiter des jeux de hauteurs et des vues remarquables pour concevoir le projet et valoriser le grand paysage - Harmoniser les hauteurs de bâti pour limiter les ruptures d'échelles - Veiller à l'intégration paysagère des futurs bâtiments pour conserver la qualité du paysage existant - Renforcer la présence du végétal par un parc urbain public, et diversifier les espaces végétalisés - Préserver autant que possible les alignements d'arbres anciens et revaloriser les espaces délaissés en espace public/espaces verts - Intégrer la placette en entrée de ville dans la requalification du secteur - Articuler le projet d'entrée de ville sud-ouest avec les projets du secteur	
TVB	- Renforcer le potentiel d'accueil de la biodiversité à l'échelle du site - Développer une gestion alternative des eaux pluviales permettant l'installation d'habitats humides sur le site - Faciliter la circulation de la faune au sein du secteur - Maîtriser le développement des espèces végétales invasives, en particulier en phase chantier - Créer de nouveaux espaces végétalisés au sein du site en diversifiant les espaces et au maximum les strates végétales - Conforter et travailler des connexions entre le site et les espaces de nature alentours - Accompagner les cheminements doux et axes de circulation d'une trame végétale généreuse	
Gestion de l'eau	- Limiter les pollutions ponctuelles et diffuses de la ressource - Assurer l'approvisionnement en eau potable et en assainissement à long terme et anticiper les besoins futurs - Tenir compte des ruissellements naturels dans la conception du système de gestion des eaux pluviales - Favoriser les économies de la ressource en eau - Assurer une gestion des eaux pluviales à la parcelle sous réserve de faisabilités techniques - Assurer l'intégrité du réseau d'approvisionnement en eau potable et du réseau d'assainissement en intégrant au mieux les contraintes liées au prolongement de la ligne de Métro 14	
Gestion des déchets	- Assurer une gestion optimisée des déchets en prévoyant une collecte adaptée - Mettre en place des actions de sensibilisation au tri et à la réduction des déchets pour les futurs habitants	
Energie	- Réduire la vulnérabilité énergétique des ménages actuels - Améliorer l'efficacité énergétique des constructions futures et promouvoir une conception bioclimatique des bâtiments - Développer le recours aux énergies renouvelables sur la commune en profitant éventuellement du potentiel géothermique présent localement	
Risques naturels et changement climatique	- Prendre en compte le risque de remontée de nappe et le ruissellement des eaux pluviales dans le projet : - Développer une gestion alternative des eaux, - Limiter l'imperméabilisation des sols – voire en permettant la « désimperméabilisation » du site - Anticiper autant que possible la mise en œuvre des futurs Plans de Prévention des Risques Naturels - Intégrer la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain dans la conception urbaine	
Risques technologiques et pollution des sols	- Tenir compte du risque lié aux transports de matières dangereuses par voie routière - Assurer la qualité des sols vis-à-vis de toute pollution potentielle dans le secteur, en compatibilité avec les usages pressentis pour le projet d'aménagement de l'entrée de ville	
Bruit	- Limiter l'exposition des habitants, notamment les plus vulnérables, aux bruits routiers en privilégiant une conception urbaine adaptée (choix d'aménagement, orientation des bâtiments, conception des logements, …) - Protéger et renforcer les zones de calmes existantes	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Qualité de l'air	- Maîtriser l'exposition des populations, notamment les plus vulnérables (équipements de santé, d'enfance ou sportifs) dans les zones les plus impactées par la pollution de l'air, en adaptant la conception urbaine - Favoriser l'utilisation d'une offre alternative à l'automobile, principale cause de la pollution du secteur	
Déplacements	- Maîtriser l'impact de la circulation automobile de transit sur le quartier - Limiter la place de l'automobile dans l'espace public : notamment adapter l'offre de stationnement - Profiter du renforcement de l'offre de transport en commun (prolongement de la ligne M14) en optimisant la densité humaine dans le secteur d'étude - Faciliter les rabattements en bus et mobilités douces vers les arrêts de transport en commun lourds existants et à venir à proximité du périmètre d'étude - Améliorer l'offre de circulation douce dans le quartier, en lien avec les enjeux liés au Ruban Vert, et plus globalement à la Trame Verte et Bleue, au paysage et à la gestion des eaux pluviales dans le quartier - Prendre en compte la circulation, les déplacements et le stationnement à l'échelle du quartier et des projets environnants Ecotone et secteur Gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly)	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3. SCENARIO DE REFERENCE ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION AVEC ET SANS PROJET

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
VOLET SOCIO ECONOMIQUE	Un tissu urbain lâche et peu dense Une fragilité sociale des populations plus vulnérables Des bâtiments anciens, symboles d'une précarité énergétique Une offre de logements insuffisante Un appareil commercial inexistant sur le secteur Secteur enclavé en termes d'économie et d'employabilité	Peu de changements, les logements sont de plus en plus vétustes L'offre en logements est restreinte et ne permet plus de répondre à la demande grandissante	L'offre en logements est renouvelée et renforcée, entraînant une progression démographique. L'offre en logements est également diversifiée, pour assurer un rééquilibrage social La programmation multifonctionnelle améliore la mixité des usages et assurer un rééquilibrage territorial avec le développement d'une offre commerciale
MILIEUX NATURELS, TRAME VERTE ET BLEUE	Des alignements d'arbres et jardins privés assurant une certaine continuité écologique au sein du site d'étude Un site en contexte urbain très dense avec peu d'espaces de nature et donc peu favorable à l'accueil de biodiversité Un milieu fragmenté notamment par des axes routiers majeurs	Les espaces de nature en ville sont toujours quasi inexistants sur le site	Le potentiel écologique du site est renforcé, dans un contexte urbain contraint, l'inscrivant dans les continuités locales
PAYSAGE	Des rues toutes accompagnées d'alignements d'arbres améliorant la qualité du cadre de vie Absence d'espaces publics fédérateurs Trop peu d'espaces de nature au sein du site, et des espaces verts peu qualitatifs	Aucun espace public sur le site Aucun espace extérieur (notamment espaces verts) aménagé et partagé	Le renforcement de la trame arborée, l'aménagement de noues végétalisées et la valorisation globale de l'espace public permettent une amélioration de la qualité paysagère du site, à travers notamment du square Sembat
GESTION DE L'EAU	Un approvisionnement en eau de bonne qualité Ruissellement accentué par la topographie, la nature des sols et leur imperméabilisation	Peu de changements	La gestion des eaux pluviales suit le principe de Zéro rejet pour les petites pluies, notamment grâce aux toitures végétalisées. Des besoins en eau potable et des effluents supplémentaires sur le site
GESTION DES DECHETS	Une gestion et une collecte des déchets déjà en place sur le site	Pas d'évolution, si ce n'est à l'échelle communale	Le système de collecte des déchets ménagers est conservé Une filière de récupération des biodéchets est toutefois organisée en complément
GESTION DE L'ENERGIE	Site desservi en réseau de gaz et d'électricité	Les habitants du quartier font face à une précarité énergétique toujours plus présente, du fait des faibles performances thermiques des bâtiments	La demande énergétique augmente toutefois, mais est compensée par des performances énergétiques des nouvelles constructions améliorées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
	Un potentiel de développement des énergies renouvelables (solaire, géothermie notamment) Des bâtiments énergivores présents sur le site		
RISQUES	Pas de risque industriel majeur De faibles risques sur site liés au retrait-gonflement des sols argileux Un risque sismique faible Un risque non négligeable de ruissellement urbain dû à l'imperméabilisation et la pente du territoire Un risque de mouvement de terrain lié aux anciennes carrières Un îlot de chaleur urbain présent et un ensoleillement contrasté durant l'année	Pas d'évolution	Les risques sont constants, et pris en compte dans l'aménagement du projet
POLLUTION DES SOLS	Absence de sites pollués (BASOL) ou potentiellement pollués (BASIAS) présent sur le secteur de projet	Peu de changements, sauf implantation d'une activité potentiellement polluante sur le site	Pollution des sols toujours inexistante sur le site
BRUIT	Ambiance sonore bruyante, sur une frange de 10 m aux abords de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide Une crèche, équipement sensible pour le bruit, localisée aux abords de l'avenue Charles Gide	Des ambiances sonores légèrement plus dégradées du fait de l'augmentation du trafic routier	Une dégradation légère des ambiances sonores en lien avec un trafic plus soutenu sur la rue Robert Schuman et avec des flux plus importants sur les axes structurants Une augmentation de la population dans un quartier exposé aux nuisances sonores Toutefois, de nouvelles constructions permettant un meilleur confort acoustique
QUALITE DE L'AIR	Valeurs limites de PM10 respectées en tout point Pas de surpassement des seuils pour les autres polluants, hors oxydes d'azote	Des concentrations plus faibles malgré des trafics plus importants en situation future par rapport à la situation actuelle, grâce aux améliorations technologiques apportées aux véhicules de demain	Une qualité de l'air peu impactée par le projet avec des indicateurs de qualité de l'air relativement constants Une augmentation de la part de population exposée à des phénomènes de pollution de l'air
DEPLACEMENTS	Une bonne accessibilité routière, mais un trafic routier très circulé aux abords du site Une bonne desserte en transport en commun	La mobilité sur site n'évolue pas, mais les projets aux alentours entraînent une augmentation du trafic sur les axes longeant le quartier	Des mobilités douces favorisées sur le site Un projet peu générateur de flux routiers Une offre de stationnement qui devrait répondre aux besoins

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
	Des cheminements doux peu valorisés Des stationnements ayant un impact fort sur le quartier	Toutefois, l'arrivée du métro 14 permet de désenclaver en partie le site	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4. RESUME DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

4.1. Développement économique et social

Concernant le volet économique et social, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Un renouvellement et un renforcement de l'offre en logements entraînant une progression démographique
- Une diversification de l'offre en logements pour assurer un rééquilibrage social
- Une programmation diversifiée pour améliorer la mixité des usages
- La création d'une offre commerciale sur le secteur
- La création d'espaces publics favorisant l'animation du secteur
- Un rééquilibrage territorial au niveau des commerces, activités et services

Des incidences **négatives** ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Des équipements conservés, réhabilités ou agrandis	/	/
La suppression et le remplacement du city stade	COMPENSATION : Création d'un espace vert récréatif et de loisirs Création d'espace type tiers lieu Création d'un espace vert pédagogique	A évaluer par la MOEu
Une hausse de la demande en équipements scolaires du fait de l'arrivée de nouveaux habitants sur le quartier	REDUCTION : Réhabilitation des groupes scolaires du secteur	A évaluer par la commune
Des relogements prévus pour les logements sociaux démolis	COMPENSATION : Relogement pérenne des habitants des logements sociaux démolis	A évaluer par les bailleurs concernés
Des compensations prévues pour les logements individuels démolis	COMPENSATION : Indemnisation des propriétaires des logements en cas d'expropriation	A évaluer dans le cadre de la DUP
Un dérangement de la qualité de vie dans le quartier en phase travaux	REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€
Un fonctionnement du quartier perturbé durant la phase de travaux		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.2. Transports et mobilités

Concernant les transports et mobilités, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Une mixité fonctionnelle au service de la « ville courte-distance », et donc de l'usage des modes doux
- Un usage accru des transports en commun favorisé par des espaces publics adaptés au confort des modes doux, en intermodalité avec la nouvelle gare Grand Paris Express

Une incidence **négative et une incidence neutre** ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Des places de stationnement qui devraient répondre aux besoins des nouvelles populations (direct / permanent / moyen terme)		
Un projet peu générateur de flux, à la croisée de nombreux flux supplémentaires en lien avec les projets à proximité	REDUCTION à étudier : Mise à double sens de l'Avenue Malleret Joinville REDUCTION à l'étude : Allongement de la voie bus sur l'avenue Charles Gide REDUCTION : Des modes doux et alternatifs à la voiture favorisés, en lien avec la gare du Grand Paris Express	Coût des marquages et panneaux de signalisation et des feux tricolores éventuels (à évaluer par le service voirie) Coûts des aménagements des espaces publics en faveur des modes doux par la MOEu
Des flux supplémentaires à prévoir en phase travaux	REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.3. Cadre de vie

a) Paysage

Concernant le paysage, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Une requalification permettant de réaliser de véritables continuités paysagères
- Une création d'espaces végétalisés riches et diversifiés
- Renforcement de la trame arborée globale du secteur
- Une valorisation paysagère de l'espace public et des modes doux confortés
- Une prise en compte de la topographie caractéristique du site et une valorisation des vues paysagères
- Un aménagement de noues végétalisées venant diversifier les ambiances paysagères

Des incidences **négatives ou nulles** ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Préservation de la structuration urbaine existante	/	/
Un abattage d'arbres ponctuel	COMPENSATION : Replantation d'arbres REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : Parc, jardin, plantation : 34 euros/m² HT Talus planté : 50 euros/m2 Arbre environ 44 €/u Abatage d'arbre en moyenne 450 € Prairies : Entre 100 et 400 e€/ ha Semis prairie fleurie : 3 €/m2 Strate basse 14 €/m², Massif arbustif 15 €/m² Bosquets couvre sol + friche = 22,73 €m Noue : environ 39,20/ m²
Une évolution progressive des ambiances paysagères du quartier	REDUCTION : Un renouvellement urbain qui modernise la perception du quartier REDUCTION : Une préfiguration de la requalification intégrant les habitants	Externalité positive du projet sans coût associé 10k€ à 30k€ selon les modalités de la participation du public retenues

b) Patrimoine et formes bâties

Concernant le patrimoine et formes bâties, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Entrée de ville retravaillée, support d'une image de qualité du Kremlin Bicêtre
- Une recomposition du quartier affirmant son urbanité et ouvrant de nouvelles continuités paysagères
- Un travail sur les hauteurs bâties permettant de limiter les ruptures d'échelle
- Une adaptation des façades bâties au contexte urbain environnant et une nouvelle interaction entre bâti et espace public
- Une diversification des formes architecturales venant moderniser le quartier
- Une réduction de l'emprise des parkings
- Une végétalisation du bâti venant diversifier et animer les paysages urbains
- Une animation du chantier préfigurant la requalification
- Une intégration des commerces dans la trame architecturale bâtie

Des incidences **négatives ou nulles** ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Aucun effet sur le patrimoine bâti inscrit et classé du quartier	/	/
Une densification pouvant altérer les paysages du quartier	REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier REDUCTION : Une nouvelle structuration du bâti qui tend à limiter les ruptures paysagères	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts Pas de surcoût associé
Une démolition de bâtiments existants sur le site, d'intérêt paysager modeste	EVITEMENT : Une conservation de certains éléments bâtis dans le projet	Economie des coûts de démolition/reconstruction des éléments conservés à estimer par les MOE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.4. Biodiversité

Concernant la biodiversité, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Un renforcement du potentiel écologique du site dans un contexte urbain contraint, l'inscrivant dans les continuités locales
- Des plantations d'arbres venant renforcer la trame arborée du site
- Une augmentation de la diversité floristique et une diversification des habitats
- Une valorisation des espaces bâtis pour la biodiversité
- Une mise en place de gîtes favorables à la biodiversité
- Un projet qui améliore la porosité du secteur pour la biodiversité et donc qui limite les ruptures dans les continuités écologiques
- Une gestion alternative des eaux pluviales venant aménager de nouveaux espaces d'intérêt écologique
- Un travail sur les pollutions lumineuses
- Une sensibilisation aux enjeux de la nature en ville

Des incidences négatives ou nulles ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Un site marqué par les activités anthropiques	/	/
Un risque de collision des espèces avec les véhicules motorisés identique	REDUCTION : Aménagement de bandes végétalisées agissant comme des refuges pour la biodiversité	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts
Absence d'incidence sur le réseau Natura 2000	/	/
Un renouvellement urbain qui créé des pressions sur les habitats naturels	REDUCTION : Une diversification des espaces de nature et donc des habitats du secteur	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts
Un abattage d'arbres d'intérêt pour l'avifaune et les chiroptères	REDUCTION : Conservation et densification d'une partie de la trame arborée existante	Prix abattage : 400€ par arbre Prix plantation : entre 100€ et 1400€ en fonction de l'espèce et de l'âge de l'arbre (MOE)
Un risque modéré de collision avec les nouveaux bâtiments	REDUCTION : Une végétalisation des toitures REDUCTION : Une végétalisation des façades REDUCTION : Installation de nichoirs pour l'avifaune	Toiture extensive : 25-100€/m² Toiture semi-intensive = 100-200€/m² Toiture intensive = >200€/m² Mur végétalisé : 500 à 1200€/m² Environ 30€ par nichoir/gîte
Une altération et destruction potentielle d'habitats naturels, et destruction et perturbation d'individus	REDUCTION : Une charte chantier à faibles nuisances limitant les pressions sur la biodiversité et le risque de dispersion d'invasives	Elaboration et suivi travaux : environ 50 000€
Un risque de dispersion d'espèces végétales exotiques invasives		Elaboration et suivi travaux : environ 50 000€

4.5. Santé urbaine et habitabilité du quartier

a) Risques naturels et Technologiques

Concernant les risques naturels et technologiques, le projet ne devrait avoir aucune **incidence positive**

Des incidences **négatives ou nulles** ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Un maintien du risque d'inondation par ruissellement des eaux pluviales	REDUCTION : Installation de toitures végétalisées	100€/m² pour une toiture extensive 200 à 300€/m² pour une toiture intensive
Un risque d'effondrement de terrains liés à la présence d'anciennes carrières souterraines sur le territoire du Kremlin-Bicêtre traité	EVITEMENT : Prise en compte des contraintes techniques liées au passage du tunnel du métro 14 sous une partie du site	En cours de chiffrage

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un risque d'inondation par remontée de nappe qui se maintient	EVITEMENT : Prise en compte des contraintes techniques liées au passage du tunnel du métro 14 sous une partie du site	En cours de chiffrage
Une exposition aux risques industriels qui restera nulle	/	/
Une pollution des sols qui reste inexistante sur le site		
Un maintien de l'exposition des populations au risque lié au transport de matières dangereuses par la route		

b) NUISANCES

Concernant les nuisances sonores ou la qualité de l'air, le projet devrait avoir des **incidences positives,** notamment :

- Des constructions neuves qui permettent un meilleur confort acoustique dans les logements
- Des bâtiments démolis qui ne seront plus exposés aux nuisances sonores
- Une conception du projet comprenant l'aménagement d'espaces verts et de cœurs d'îlots propices à la création d'espaces de calme dans le quartier
- Amélioration à la marge de l'ambiance sonore au droit du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville grâce à la fermeture de la circulation (scénario à confirmer)
- De nouveaux logements qui limitent la concentration des polluants à l'intérieur des bâtiments
- Une reconfiguration du quartier à proximité d'une gare Grand Paris Express, qui favorisera l'intermodalité modes doux / transports en commun et réduira les émissions induites par les déplacements

Des incidences **négatives ou nulles** ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
Un projet d'aménagement qui n'a pas d'incidence notable sur les ambiances sonores futures		
Une qualité de l'air non altérée par les mobilités induites par le projet d'aménagement	/	/
Un équipement sensible qui demeure exposé à des concentrations de polluants en dessous des seuils règlementaires		
Une augmentation de la population dans un quartier exposé aux nuisances sonores routières	REDUCTION : Une isolation des bâtiments en fonction de leur exposition REDUCTION : Fermeture du barreau Bergonié et aménagement d'un parvis (scénario à confirmer) REDUCTION : Passage à 30 km/h sur les voies internes et des rues en sens unique REDUCTION : Une conception qui diminue l'exposition des habitants face aux nuisances sonores	Prix moyens des isolants : - Laine de verre : 16€/m² - Fibre de bois : 40€/m² - Isolant naturel : 25€/m² - Polystyrène : 18€/m² - Isolant mince : 9€/m² - Pose d'une isolation phonique : 33€/m² Démolitions de voiries : - Chaussées / trottoirs : entre 25 et 30€/m³ Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Strate basse : 14€/m² - Massif arbustif : 15€/m² - Arbre : environ 44€/unité Création de trottoirs en pavés : environ 150€/m² Panneaux signalisation zone 30 : environ 160€/unité Création de voiries : entre 20 et 250€/m3 Arbres : environ 44€/unité Aucun coût sur la disposition des logements
Des nuisances sonores à prévoir en phase travaux	REDUCTION : Maîtrise des nuisances liées aux chantiers	Suivi du chantier : entre 50 et 70 000€ environ selon la durée
Une augmentation de la population exposée à des émissions de polluants	REDUCTION : Des dispositions constructives qui limitent l'exposition aux polluants	Coût actuel global de la rénovation : 400€ TTC/m² Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Terre végétale : 35€/m3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	REDUCTION : Une programmation en faveur des circulations douces et de la préservation de la qualité de l'air en cœur de site	- Prairies : entre 100 et 400€/ha - Arbre environ : 44€/unité - Création de trottoirs pavés : environ 150€/m²
⛔ Des travaux sources d'altération de la qualité de l'air en phase travaux	REDUCTION : Maîtrise des pollutions de l'air en phase chantier	Elaboration de la charte et suivi pendant le chantier : 50 000 à 70 000€

4.6. Durabilité des ressources

➕ Concernant l'eau et la gestion des déchets, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Zéro rejet pour les petites pluies, grâce à la mise en place de divers substrats perméables
- **Organisation d'une filière de récupération des biodéchets**

⛔ Des incidences négatives ou nulles ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
🟰 Une conservation du système de collecte des déchets ménagers à ce stade mais la collecte enterrée partielle reste à être étudiée	/	/
⛔ Des besoins supplémentaires en eau potable à anticiper	REDUCTION : Mise en place de dispositifs permettant de préserver la ressource locale en eau	Système hydro-économe : de 25 à 50€ l'unité
⛔ Des effluents supplémentaires à gérer	REDUCTION : S'assurer de la capacité de collecte des réseaux d'assainissement et des usines de traitement	
⛔ Une production de déchets supplémentaire liée à l'arrivée de nouveaux habitants et activités	REDUCTION : Sensibilisation des futurs usagers et entreprises	Atelier de sensibilisation à la réduction des déchets : environ 350 € par atelier
	REDUCTION : La gestion in-situ des biodéchets	Le coût ne peut, à ce jour, être défini.
⛔ Une production de déchets à prévoir en phase travaux	REDUCTION : Application d'une charte chantier faibles nuisances REDUCTION : Des déchets de chantier triés REDUCTION : Rechercher l'équilibre déblai/remblai REDUCTION : Rechercher la mutualisation des déblais/remblais avec les chantiers alentours pour limiter les besoins de stockage et les flux pour l'évacuation	Elaboration et suivi travaux : entre 50 000€ et 70 000 € Location benne de déchets : entre 200€ et 700€ par benne Economies de transport et frais associés en fonction de l'équilibre des matériaux à apporter/évacuer (MOE) Economies des coûts de location de bennes et de traitement des déchets (MOE)

4.7. Gestion de l'énergie et lutte contre le changement climatique

➕ Concernant le volet énergie et changement climatique, le projet devrait avoir **des incidences positives** notamment :

- Création d'une desserte énergétique en synergie avec les territoires voisins
- Amélioration des performances énergétiques des nouvelles constructions
- Réduction des besoins énergétiques en intégrant une conception bioclimatique du projet
- Une végétalisation des espaces privés et publics permettant de lutter contre le phénomène d'ilot de chaleur urbain
- Un développement de la nature en ville organisant la résilience du site face au changement climatique
- Une stratégie de conception et d'aménagement bioclimatique favorisant le confort climatique des usagers
- Une introduction de matériaux biosourcés dans le principe constructif, qui contribue au développement d'une culture constructive plus sobre
- L'utilisation d'énergies renouvelables
- Un renouvellement du parc bâti qui améliorera les performances thermiques

⛔ Des incidences négatives ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier. Celles-ci sont résumées dans le tableau ci-dessous

Incidences négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

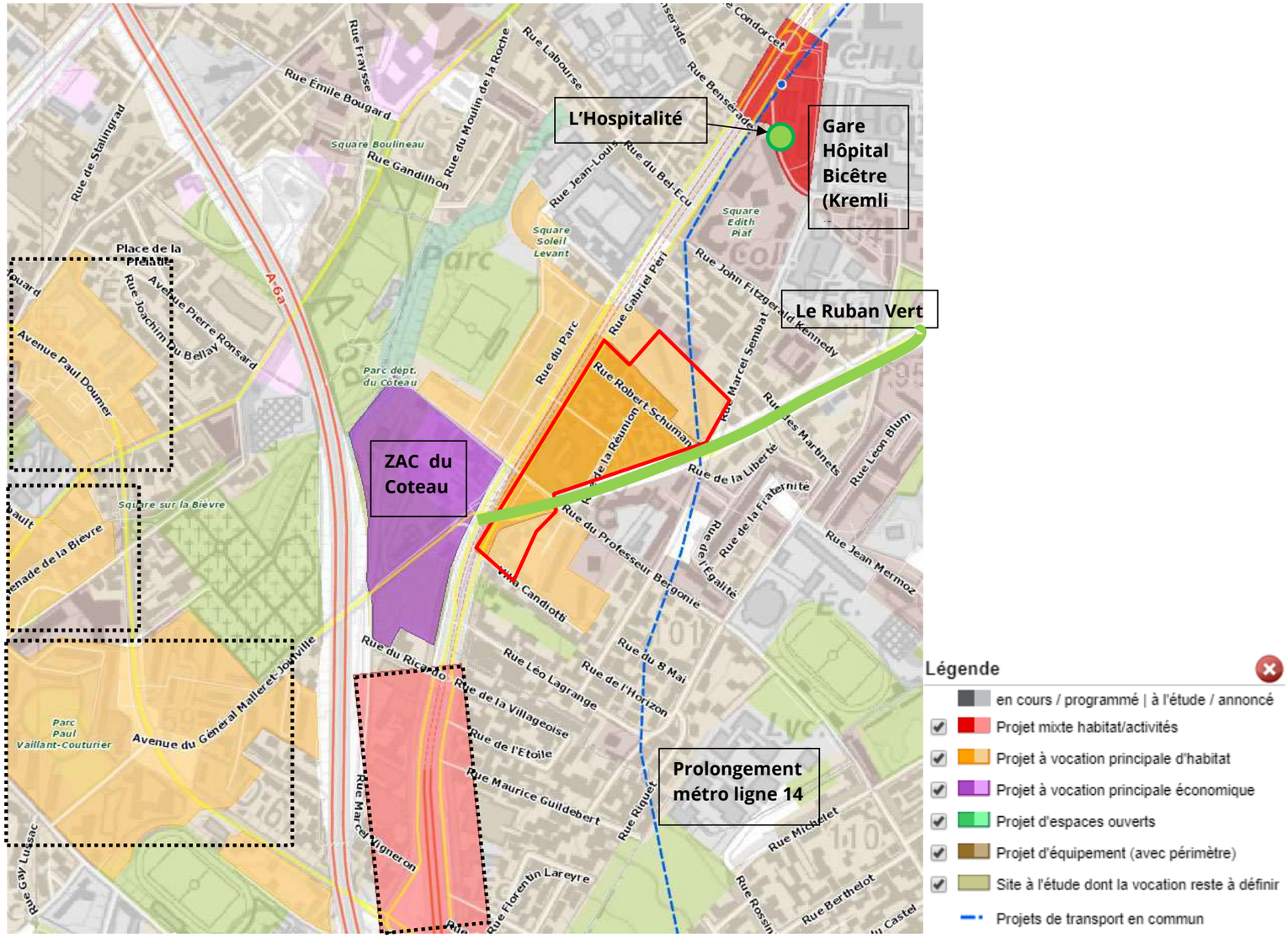
⛔ Une augmentation des consommations énergétiques liées à l'arrivée de nouvelles populations	REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	A évaluer par MOE
⛔ Une augmentation des besoins énergétiques durant la phase de chantier	REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	Définition et suivi : 50 à 70k€
⛔ Un projet qui engendrera des émissions carbone liées au fonctionnement du site	REDUCTION : Mise en place d'une stratégie de réemploi de matériaux issus des démolitions REDUCTION : Utilisation de matériaux biosourcés REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	10k€ à 20k€ pour une mission d'AMO réemploi Surcoût de la construction à définir Economies de consommation d'énergie
⛔ Des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre à prévoir en phase chantier	REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	Dispositifs à encadrer par la charte chantier (entre 50k€ et 70k€)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5. ANALYSE DES EFFETS CUMULES AVEC LES OPERATIONS VOISINES

Conformément à l'article R.122-5-4-e du Code de l'Environnement et au regard des spécificités liées au contexte et des enjeux environnementaux, l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets est détaillée ci-après.

Plusieurs projets sont initiés en parallèle du projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre.



Emplacement des projets urbains aux alentours du site – Source : Wikimap'projets - IAU

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5.1. Incidences cumulées avec le projet de la ZAC du Coteau - Ecotone

a) PRESENTATION

En face du périmètre opérationnel de l'entrée de ville sud-ouest, de l'autre côté de l'autoroute, la ZAC du Coteau déploie un **programme de logements et d'activités**. Elle intègre le projet Ecotone qui accueillera environ 4000 salariés dans un pôle tertiaire de 82 000 m² avec des commerces de proximité, un pôle restauration, un pôle santé et un pôle sportif, un hôtel, une résidence pour les chercheurs et les jeunes actifs, ainsi qu'une crèche de 40 berceaux.

b) Phasage prévisionnel des travaux

Début des travaux : 2025/2026

Fin de l'opération : 2027/2028

c) Incidences cumulées

⊕ La création d'un pôle de services, bureaux et équipements de plus de 80 000 m² va **renforcer l'offre d'emplois et l'attractivité du secteur** dans son ensemble. De plus, le renforcement de l'offre en commerces, bureaux et tiers-lieu dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Coteau apportera de la **mixité sociale et fonctionnelle, complémentaire** au projet d'aménagement de l'entrée de ville. En effet, la programmation de l'entrée de ville a notamment été conçue afin d'être complémentaire à celle d'Ecotone : une dominante de logements, et du commerce local afin de ne pas saturer l'offre en surface à louer par les entreprises sur le secteur. De manière complémentaire ces deux programmes conforteront **l'offre résidentielle**, **tertiaire** et **commerciale** avec des échelles d'attractivité différentes.

⊕ L'importance donnée à la reconstruction de la ville sur la ville, est complémentaire de celle du projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre, et permet de limiter la **consommation d'espace sur le territoire**.

⊕ La **création d'espaces publics nouveaux** et plus qualitatifs dans le cadre des deux projets contribuera localement au renforcement et à la requalification de l'offre pour les habitants et usagers.

⊖ Les deux sites participent conjointement à la très légère **augmentation du trafic** dans le secteur du projet.

⊖ Les **nuisances sonores** générées par l'autoroute A6 vont toucher un plus grand nombre de personnes suite aux réalisations de ces deux programmes de construction. A noter toutefois que la réalisation de ces programmes n'engendrera qu'une faible progression du trafic, qui n'aura pas d'impact sur les niveaux sonores actuels.

⊖ Les **nuisances sonores** et **les pollutions générées** par la **phase de chantier** en amont viendront s'ajouter à celles induites par le projet d'aménagement de l'entrée de ville, notamment au niveau du carrefour Malleret-Joinville et de la rue Gabriel Péri.

5.2. Incidences cumulées avec le prolongement de la ligne de métro 14 du Grand Paris Express

a) Présentation

La ligne 14 a fait l'objet de deux prolongements : un prolongement de 4 nouvelles stations au nord en 2021 et de 7 nouvelles gares du Grand Paris Express au sud, qui profitent aux habitants du Kremlin Bicêtre depuis juin 2024.

La fréquentation de la ligne 14 devrait doubler et passer à près d'un million de voyages par jour une fois les prolongements au nord et au sud mis en service respectivement début 2021 et, en 2024. Pour faire face à cette augmentation massive du trafic de la première ligne automatique du métro parisien, la RATP réalise des travaux d'adaptation dans les 9 stations existantes et prépare la mise en place de nouvelles rames. En 2021, un nouveau matériel roulant composé de rames à 8 voitures, soit 2 de plus qu'aujourd'hui, remplacera le matériel actuellement en circulation.

b) Phasage des travaux

A partir de 2020 : Creusement du tunnel par le tunnelier sous la commune du Kremlin-Bicêtre

Fin des travaux et mise en fonctionnement du prolongement du métro au sud : 2024

c) Incidences cumulées

⊕ L'arrivée de la ligne de métro 14 à proximité du site favorise une **diminution du trafic routier** et un report modal vers les transports en commun. De la même manière, le projet entreprend de mettre en valeur cette nouvelle offre en transports en commun afin d'offrir une alternative à la voiture. Le trafic pourrait ainsi diminuer localement et progressivement, ainsi que les nuisances associées. Cette incidence positive est à nuancer du fait de la faible portée du projet à l'échelle des nombreux flux automobiles sur le site. Une dynamique à plus grande échelle serait à activer pour observer une amélioration significative en matière de nuisances.

⊖ La construction du prolongement de la ligne de métro 14 va engendrer une **excavation de terres massives**, du fait du creusement du tunnel. Les terres excavées s'additionnent à celles excavées dans le cadre du projet de l'entrée de ville, même si celles-ci sont largement minimes comparées au creusement du tunnel du métro.

- ⊖ La création du tunnel pour le passage du métro va engendrer une **modification des sous-sols sur le site**, celui-ci passant principalement sous les ilots A, B et D du projet de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre.
  Les parkings souterrains et fondations des différentes constructions dans le cadre de ce projet vont également modifier les sous-sols sur le site, de manière plus légère. Toutefois, le projet du Grand Paris Express a réalisé un comblement des carrières existantes au droit du tracé du métro, ce qui stabilisera les sols avant les modifications évoquées ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

5.3. Incidences cumulées avec le projet de la Gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) »

a) Présentation

La gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) constitue un arrêt de la ligne 14 prolongée qui rejoindra Orly. Sa mise en service en 2024 permet de renforcer considérablement la desserte de ce secteur intercommunal dépourvu en transport lourd. Par ailleurs, son implantation aura un effet catalyseur dans la transformation du secteur et ouvrira de nouvelles perspectives de développement et d'attractivité. Implantée au Kremlin-Bicêtre, le long de la rue Gabriel Péri et de l'autoroute A6b, la **gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly)** dessert les villes du Kremlin-Bicêtre et de Gentilly. Elle vient améliorer et compléter l'accessibilité de l'hôpital déjà desservi, à l'est, par la ligne 7 du métro. La gare est située dans une zone urbaine dense où plusieurs projets de reconversion s'apprêtent à dynamiser le secteur. Des correspondances seront assurées avec les bus du secteur. La gare accueillera également un commerce et un espace de stationnement Veligo.

b) Phasage prévisionnel des travaux

2018 : Début des démolitions de bâtiments dans l'enceinte du CHU ; Installation des chantiers de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly), de Jules Guesde et de Marcel Sembat

2020 : Creusement du tunnel au tunnelier sous la commune de Kremlin-Bicêtre, fin des travaux de comblement de carrières

2024 : Fin des travaux, ouverture de la gare et mise en service de la ligne 14 prolongée

c) Incidences cumulées

⊕ La mise en service de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » va permettre d'améliorer **l'offre et l'accessibilité aux transports** en commun des Kremlinois, et notamment des habitants du projet. La création de **nouveaux logements** sur l'entrée de ville va permettre à un plus grand nombre d'habitants de profiter de cette nouvelle offre de transports en commun. Les parcours **modes doux** seront confortés au sein de l'entrée de ville sud-ouest, et rendus plus lisibles et sécurisés notamment en direction de cette future gare. Le confortement des parts modales alternatives à la voiture est d'ailleurs un objectif majeur du projet d'entrée de ville, que la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » encouragera fortement à l'échelle locale, en renforçant considérablement l'offre en transport en commun.

⊕ La promotion des **modes de transport alternatifs à la voiture** sur le site de l'entrée de ville sud-ouest, en lien avec la construction de la gare, pourrait contribuer à limiter, partiellement et à moyen ou long terme, les nuisances associées à la circulation aux abords du projet. Cette incidence positive est à nuancer du fait de la faible portée du projet à l'échelle des nombreux flux automobiles qui affectent le site. Une dynamique à plus grande échelle serait à activer pour observer une progression significative en matière de nuisances.

⊕ **L'offre commerciale et de services** prévus dans le cadre du projet de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre complètera l'offre commerciale qui sera établie sur la gare.

⊖ Les **nuisances sonores** et les **pollutions** générées par le projet d'aménagement de l'entrée de ville, notamment sur l'avenue Gabriel Péri viendront s'ajouter à celles induites par le chantier de la gare,

5.4. Incidences cumulées avec le projet connexe à la gare

a) Présentation

Un **programme mixte** prévisionnel (logements avec commerce en rez-de-chaussée) est prévu en surplomb de la gare, le long de la rue Séverine et fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans le PLU du Kremlin-Bicêtre. Il consiste notamment dans la réalisation d'un bâtiment de près de 8000 m² de SDP accueillant 70 logements familiaux et 150 logements étudiants.

b) Phasage prévisionnel des travaux

Ce projet est en phase d'étude.
La livraison prévisionnelle, conditionnée à celle de la gare de la ligne 14, est envisagée en 2027/2028.

c) Incidences cumulées

⊕ La création de 70 logements conventionnels et 150 logements étudiants va renforcer **l'offre en logements sur le secteur**, et répondre ainsi à une forte demande. Aussi, le renforcement de l'**offre en commerces** apportera de la **mixité sociale et fonctionnelle** localement, complémentaire au projet d'aménagement de l'entrée de ville.

⊕ L'importance donnée à la reconstruction de la ville sur la ville, de manière durable dans de nombreux aspects, est complémentaire de celle du projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre. Ce projet permet aussi **de limiter la consommation d'espace** sur le territoire et cherche à développer une ville « des courtes distances ». La mise en place d'une mixité fonctionnelle participe également à la limitation des déplacements de moyenne distance, et favorise la vie à l'échelle locale

⊕ La grande importance donnée à **l'environnement et au cadre paysager** du projet de l'Hospitalité est en cohérence avec le projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre. De **nombreux espaces publics paysagers qualitatifs** seront aménagés, tout comme sur l'entrée de ville. Les deux projets participeront conjointement à cette dynamique de verdissement et de requalification de la commune.

⊖ Les deux sites participeront toutefois conjointement à l'**augmentation du trafic** dans le secteur du projet, du fait de la hausse d'attractivité dans le secteur. A noter que le site de l'entrée de ville sud-ouest n'a que très peu d'impact sur le trafic relativement aux autres projets intercommunaux. Il ne représente qu'environ 10% du total des nouveaux flux générés.

⊖ Les **nuisances sonores et les pollutions générées** par la phase de chantier en amont viendront s'ajouter à celles induites par le projet d'aménagement de l'entrée de ville, notamment au carrefour Malleret-Joinville.

5.5. Incidences cumulées avec le projet de Ruban Vert

a) Présentation

L'entrée de ville sud-ouest constitue le point de départ du Ruban vert, trame verte et bleue en cours de réalisation qui s'étend de la ZAC du Coteau à Arcueil jusqu'au Parc Kellermann à Paris. Cet axe structurant, présent sur une partie importante du territoire communal, a pour but de relier les différents quartiers de la ville, grâce à un aménagement qualitatif des espaces verts publics. Ce projet fait également l'objet d'une OAP dans le PLU. Dans une optique de développement durable, le ruban vert promeut l'usage d'éco-matériaux, la mise en œuvre de dispositifs de végétalisation de l'architecture (toitures, façades, balcon, terrasse, etc.) et l'utilisation d'énergies renouvelables.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'objectif est de mettre en réseau les espaces verts existants via des passages piétons ou des circulations douces, de développer les espaces perméables en pleine terre, de végétaliser le bâti (toiture, terrasse, balcons…) ou de planter un arbre tous les 100 mètres carrés dans les zones privées attenantes au Ruban Vert.

Le ruban vert viendra innerver l'ensemble du quartier de l'entrée de ville sud-ouest à travers une végétalisation importante des espaces publics mais également des diverses constructions.

b) Phasage prévisionnel des travaux

Début des travaux : 2017
Fin des travaux : 2030

c) Incidences cumulées

La végétalisation d'un ruban vert entre le parc du Coteau à Arcueil et le Parc Kellermann à Paris, soit sur 2.5km, va **améliorer le cadre de vie** des Kremlinois. La promenade piétonne favorisera l'usage des modes doux sur la commune, dans un cadre verdoyant. Le projet d'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre complètera le Ruban Vert par l'aménagement **d'espaces publics paysagés,** dans une logique de continuité et d'intégration.

Les **nuisances sonores et les pollutions** générées par la **phase de chantier** en amont viendront s'ajouter à celles induites par le projet d'aménagement de l'entrée de ville. Toutefois, les travaux d'aménagement du Ruban Vert à proximité directe du site pourraient s'effectuer avant 2023 et le début des travaux sur l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

6. PRESENTATION DES SOLUTIONS ETUDIEES EN PHASE CONCEPTION EN 2018/2019 MAIS NON RETENUES

6.1. Etudes préalables réalisées en 2018/2019

L'élaboration du projet urbain a été réalisée au regard des enjeux préalablement fixés et des prescriptions imposées par l'OAP. Dans ce cadre, COBE, architecte-urbaniste mandataire de l'étude urbaine, a réalisé deux principaux scénarios d'aménagement. Un scénario privilégiait la création d'un mail entre les ilots B et C tandis que le second permettait la création d'une place en cœur de quartier entre les ilots B et D. Ce dernier scénario a été privilégié au regard des enjeux d'animation du quartier et des opportunités créées par la place. En effet, celle-ci permettait une bonne articulation avec l'équipement culturel et une programmation de type restaurant/bar. Par ailleurs, elle permettait des usages récréatifs en cœur de quartier et l'opportunité d'événements éphémères.
En amont de ces scenarii, plusieurs invariants avaient été identifiés tels que :

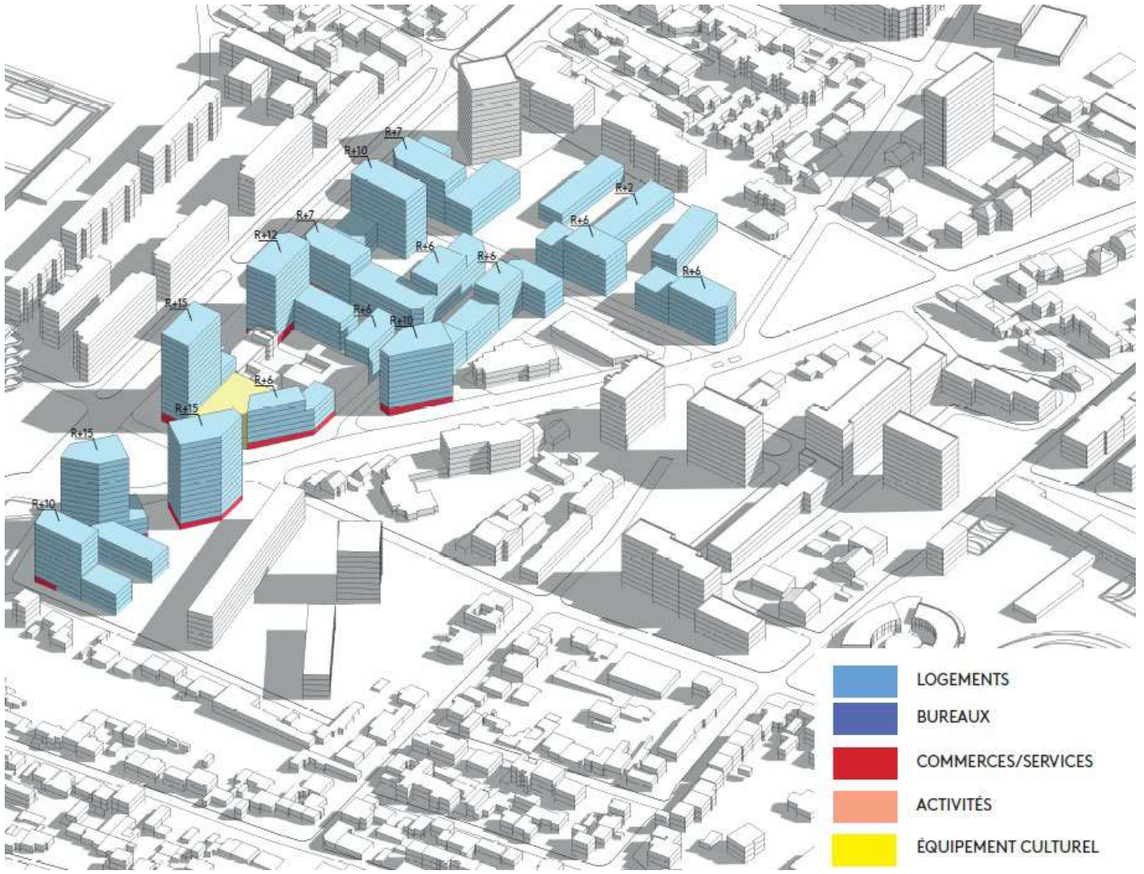
- Une programmation mixte, composée de logements, commerces et services, tertiaire, équipement culturel et du commissariat de police.
    - Logements : Environ 800 à 900 logements
    - Commerces et services : quelques unités
    - Tertiaire : offre à déterminer
    - Équipement culturel : un établissement
    - Extension du commissariat - parcelles EPFIF
- La forme urbaine des ilots A et E, en extrémité du projet :
    - L'ilot A, au nord du site, doit garantir la transition avec le tissu pavillonnaire.
    - L'ilot E sera composé d'un élément phare signal de l'entrée de la ville de Kremlin-Bicêtre.
- La conservation de certaine résidence et de la crèche départementale Charles Gide.
- La conservation et l'extension du commissariat de police, sur l'ilot C
- La conservation des rues internes existantes
- L'intégration du ruban vert au niveau du bâti et des aménagements

a) Scénario 0 :

Le scénario 0 privilégie la construction de logements et ne prévoyait pas de programme tertiaire. .

L'équipement culturel est localisé au pied du parvis entre la rue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide sur l'ilot C et bénéficie ainsi d'une situation centrale.

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoyait la construction de **58 500 m² de logements** (973 lgts) et 2 000 m² de commerces / services, soit 60 500 m²SDP au total (hors équipements publics).



Plan masse du scénario 0 de projet – Source : Etude urbaine COBE

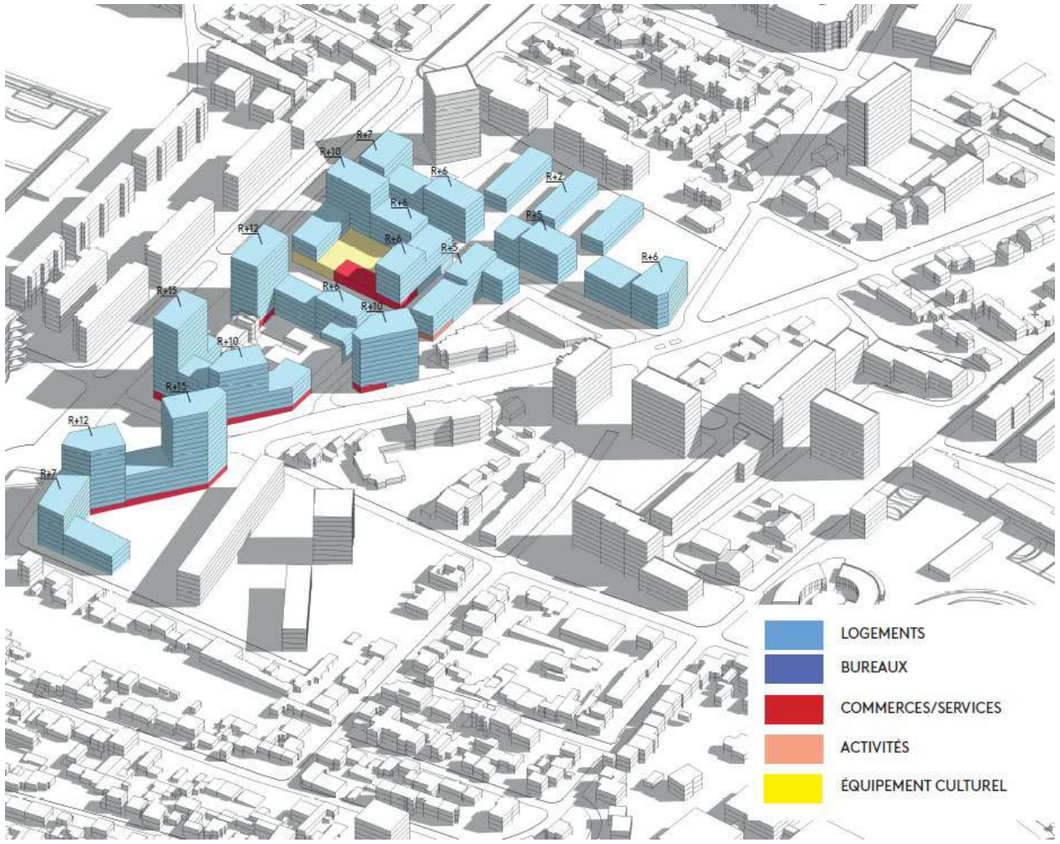
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Scénario 1 :

Le scénario 1 prévoyait la création d'un mail paysager entre les ilots B et C. L'élargissement de la rue de l'Avenir, pour la création de ce mail, impacte l'emprise de l'ilot B (suppression de 615 m² d'emprise par rapport au premier scénario).

L'équipement culturel était ainsi placé sur l'ilot B en rez-de-chaussée, pour profiter du passage et de l'attractivité de ce mail piéton.

Aussi, la programmation de l'ilot E au sud du site était légèrement réduite, et l'une des deux émergences à R+15 est réduite à R+12.



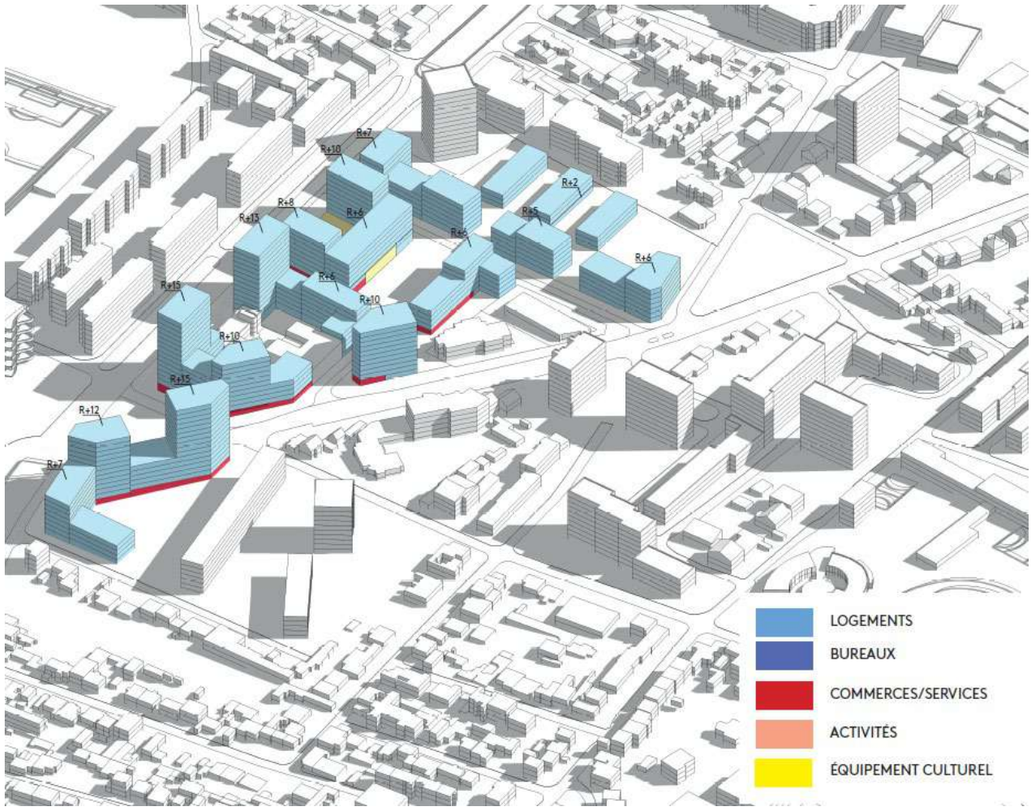
Plan masse du scénario 1 de projet – Source : Etude urbaine COBE

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoyait la construction de 58 500 m² de logements (974 lgts) et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m²de sdp au total (hors équipements publics).

c) Scénario 2 :

Le scénario 2 prévoyait la création d'une place centrale piétonne, entre les ilots B et D. L'élargissement de la rue de la Réunion, coté Est, pour la création de cette place de 1800 m² impacte à nouveau l'emprise de l'ilot B (suppression de 1165 m² d'emprise par rapport au premier scénario).

L'équipement culturel était toujours placé sur l'ilot B en rez-de-chaussée, en s'ouvrant sur la place piétonne et sur l'avenue Gabriel Péri.



Plan masse du scénario 2 de projet – Source : Etude urbaine COBE

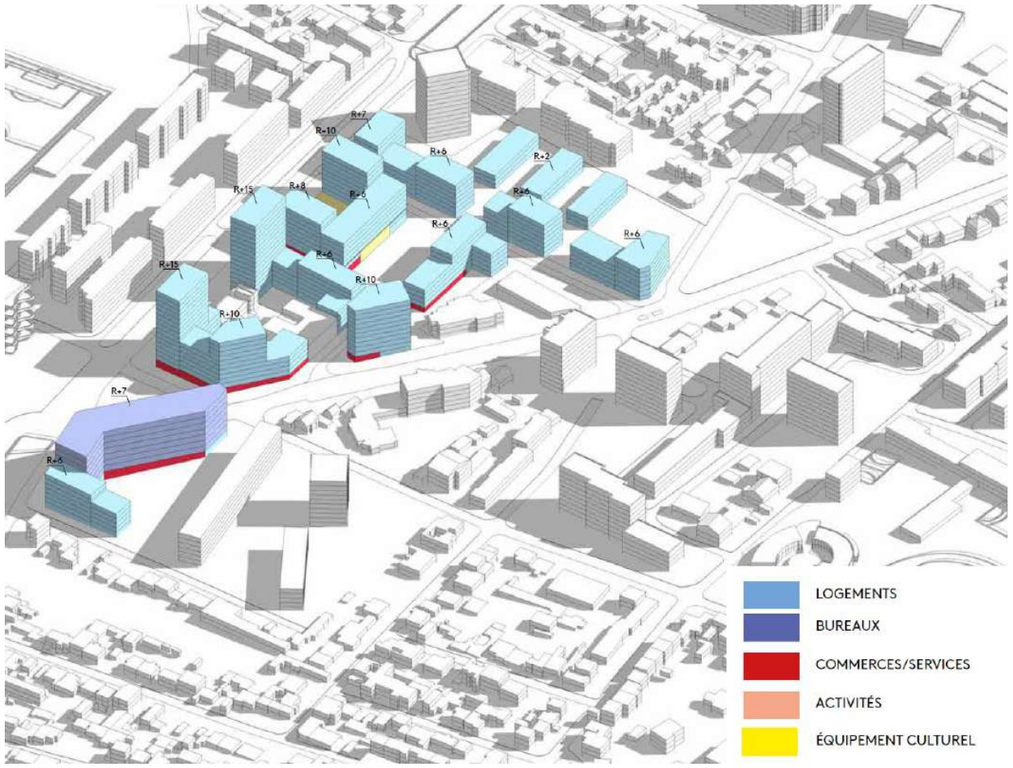
La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (975 lgts) et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m²SDP au total (hors équipements publics).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Scénario 3 :

Le scénario 3 était une variante du scénario 2, avec pour seule modification la création d'un pôle de bureaux de 10 000 m² sur l'ilot E, en substitution des logements prévus initialement.

Les autres ilots étaient très légèrement modifiés dans leur programmation, mais la forme urbaine était identique, hormis donc sur l'ilot E.



Plan masse du scénario 3 de projet – Source : Etude urbaine COBE

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoyait la construction de 48 500 m² de logements (808 lgts), 10 000 m² de bureaux et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m²SDP au total (hors équipements publics).

	ATOUTS	CONTRAINTES
SCENARIO 0	• Moins de logements exposés aux polluants au nord du carrefour (comparé aux autres scénarios)	• Espace public du quartier avec peu de confort d'usage • Des prospects peu généreux qui peuvent entrainer un effet rebond des nuisances sonores • Un éclairement naturel qui risque d'être complexe sur l'îlot central • Un équipement culturel exposé aux polluants
		• Un projet économe en espaces publics
SCENARIO 1	• La trame viaire existante est conservée et seul l'îlot B est impacté par le mail • Espace public de qualité au cœur du quartier, permettant une traversée piétonne est-ouest • Libérer le sol en offrant de l'espace au pied d'un point haut à R+15 (îlot E)	• Un mail dans le sens de la pente (6 m de nivelé) • De nombreux logements mono orientés sur la départementale • Un mail, ouvert sur la départementale, laissant entrer le bruit, voire les polluants • Moins de possibilité d'aménagement d'espaces verts publics sur un mail que sur une place publique plus large. • Un éclairement naturel qui risque d'être complexe sur la place centrale, entourée de bâtiments au nord, sud et est.
SCENARIO 2	• La trame viaire existante est conservée et seul l'îlot B est impacté par la place • Un espace public de qualité au cœur du quartier, à l'écart des nuisances • Sur l'ilot B, moins de logements directement orientés sur la départementale, dans une moindre mesure	• Place confidentielle offrant peu de visibilité • De nombreux logements mono-orientés sur la départementale • Une implantation de logement en « U » face à la départementale qui peut induire un effet d'encaissement des nuisances sonores, et qui génère un ensoleillement des logements complexe
SCENARIO 3	• Éviter de positionner des logements dans une situation peu confortable • Une véritable mixité fonctionnelle pour le quartier • Utiliser le levier que représente l'arrivée d'Ecotone pour dynamiser la programmation du projet Entrée de Ville • Moins de populations exposées aux nuisances • Des logements moins exposés aux polluants • Une place piétonne « préservée » des nuisances générées par l'avenue Gabriel Péri • Des percées visuelles sur la vallée (mais moins nombreuses)	• Des logements exposés aux polluants en entrée de tunnel et sur la place • Des logements exposés au bruit en front de la départementale et de l'avenue Gabriel Péri (d'avantage que dans le premier scénario) • Une implantation de logement en « U » face à la départementale qui peut induire un effet d'encaissement des nuisances sonores, et qui génère un ensoleillement des logements complexe

Le scénario 3 était privilégié étant donné qu'il répondait aux objectifs de construction de logements demandés à la Ville, tout en limitant en partie l'exposition aux nuisances sur l'ilot E le plus exposé et en créant des espaces publics de qualité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La répartition des principaux bâtiments et espaces publics permettait de protéger les habitants et usagers du site des nuisances, tout en clarifiant les accès au site. La place piétonne présentait l'atout principal de créer un espace public large et préservé des nuisances, en cœur de site. De même, la minimisation du nombre de logements sur l'ilot E limite l'exposition aux nuisances causées par l'A6

La présence d'un îlot réservé aux bureaux, en entrée de site et à proximité du projet Ecotone, est également un atout pour le site.

Ce scénario était, parmi les scénarios étudiés, le plus pertinent que ce soit sur le plan urbain, fonctionnel ou environnemental, mais n'a pas été retenu suite à de nouvelles orientations données au projet d'aménagement,

6.2. Evolution du parti d'aménagement et de construction sur le site, au regard des différentes solutions étudiées au fur et à mesure de la conception en 2018/2019

Le scénario privilégié a ensuite fait l'objet d'évolutions à la marge pour améliorer la cohérence urbaine, architecturale, et paysagère et la prise en compte de l'environnement et la santé. L'analyse des incidences faite dans la présente étude d'impact a permis d'adopter des mesures dans la conception répondant plus précisément aux enjeux environnementaux identifiés.

La programmation tertiaire sur l'ilot E a été revue à la baisse afin d'alléger la forme urbaine du bâtiment de bureaux. La surface de bureaux est ainsi passée de 10 000 m² à 5 000 m² SDP et remplacée par du logement.

La surface de l'équipement public culturel initialement à rayonnement intercommunal a été adaptée à un rayonnement communal.

Aussi, la programmation commerciale, de services et d'activités a légèrement diminuée en raison de la réduction de la programmation globale.

La programmation totale est passée de 61 000 m² SDP à 59 460 m² SDP (hors équipement public), soit une baisse de 2,5%.

Une seconde évolution du projet fut de réduire d'un étage la hauteur des deux émergences perpendiculaires à la rue Gabriel Péri, de part et d'autre de l'équipement culturel. Cette modification a pour but de réduire l'effet d'encaissement des nuisances sonores dans l'ilot B, en forme de « U ».

La forme urbaine de l'ilot E a également été repensée avec la création d'un élément marqueur en entrée de site, une émergence R+15. L'ilot E sera donc composé de ce volume repère, puis de bâtiments plus bas (R+7, R+3 et R+5), en lieu et place d'un long bâtiment homogène à R+7.

Enfin, il a également été choisi d'intégrer le square Sembat dans le périmètre de réflexion du projet, puisque profitant directement au quartier.

Programmation étudiée sur l'ilot B – Source : COBE

Programmation étudiée sur l'ilot E – Source : COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

7. LE SCENARIO RETENU EN 2022 (AVANT EVOLUTION DES ILOTS A ET E)

En mars 2021, la nouvelle équipe municipale a souhaité donner de nouvelles orientations au projet d'aménagement, apportant ainsi les principales modifications suivantes :

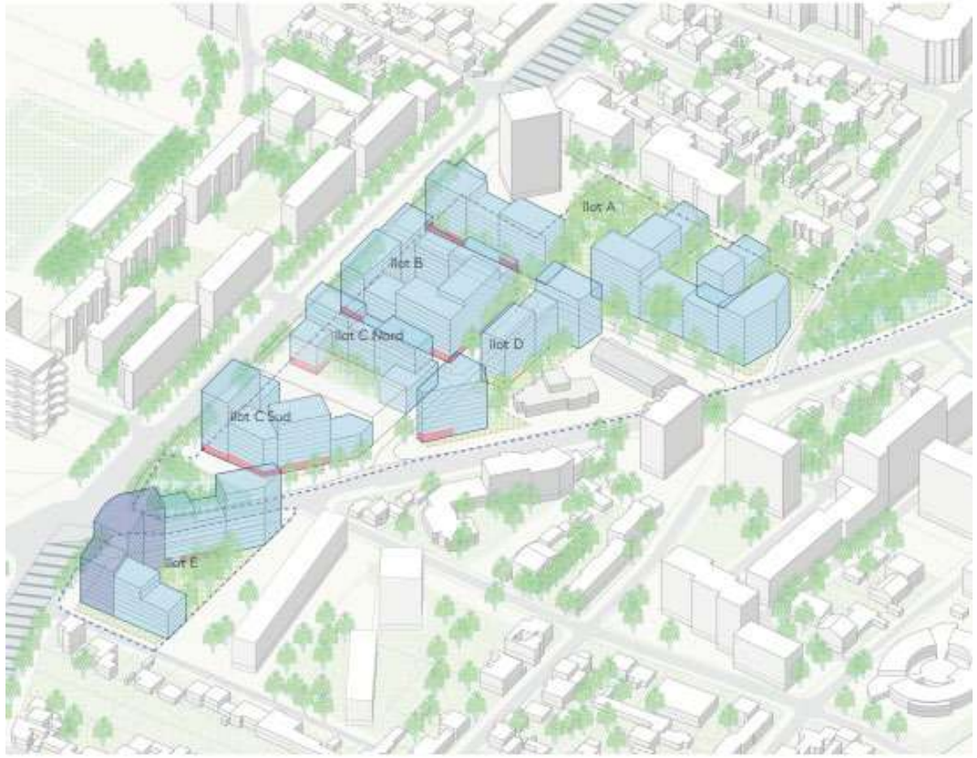
- Sur la programmation :
  - Construction de 800 logements familiaux ;
  - Un remplacement du programme tertiaire par 150 logements spécifiques ;
  - Un taux de logements sociaux réévalué, passant de 32% à 36% ;
  - L'implantation d'un équipement culturel qui s'adressait sur la place en cœur de quartier est à l'étude en dehors du secteur de l'opération de l'entrée de ville sud-ouest ;
  - Une extension de la crèche départementale existante ;
  - Stabilisation d'une programmation pour un espace vert pédagogique sur le quartier : 350 m² de ferme urbaine et un espace paysager de pleine terre et un potager de 1 500 m².

Ainsi, la programmation privilégiée prévoit une surface de plancher totale de 56 835 m² au lieu des 60 050 m² envisagés en 2019/2020, dont 54 600 m² dédiés à une offre résidentielle.

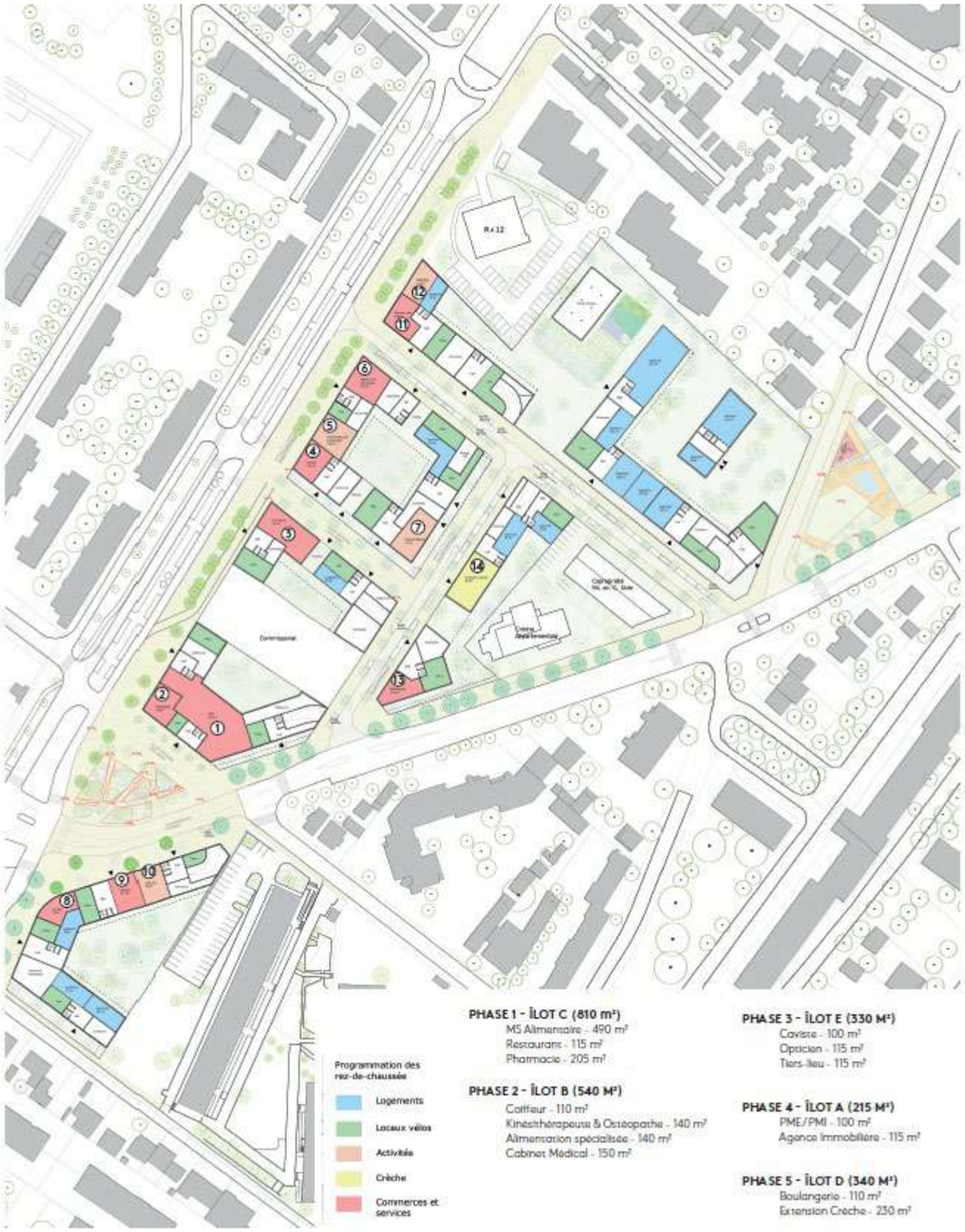
- En termes de formes urbaines et de structuration du quartier :
  - Un épannelage revu à R+7/R+8 en moyenne ;
  - Une conservation de la trame viaire existante ;
  - L'aménagement d'îlots plus fermés et un recul des bâtiments ;
  - Le développement d'un espace vert de loisirs récréatifs à destination des familles au niveau du square Sembat a été conservé ;
  - La transformation de l'espace central du carrefour Malleret Joinville (ouvrage routier situé à l'entrée de ville au sud du secteur) en un espace public, mettant en avant la place du végétal a été conservé ;
  - Une suppression du parvis en cœur de quartier devant accueillir l'équipement culturel ;
  - Piétonnisation de la rue de l'Avenir.

Le schéma viaire a également été légèrement modifié avec la modification du sens de circulation des rues Schuman et de la réunion. La circulation est maintenue sur la rue Sembat, tandis que la rue de l'avenir est piétonnisée.

Plan d'axonométrie du scénario retenu – avant évolutions sur les ilots A et E - COBE, 2022



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



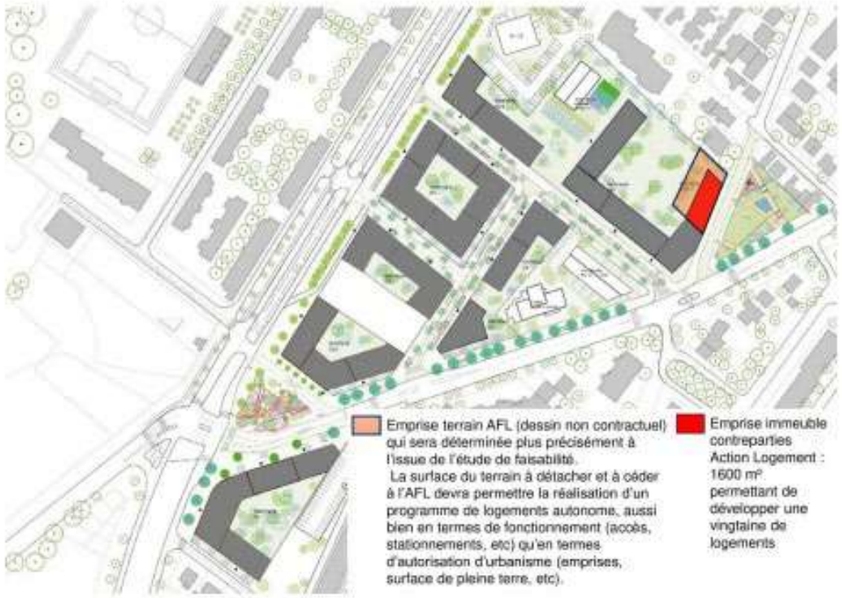
Plan masse du projet retenu en 2022 – avant évolutions des ilots A et E - Source : COBE

7.1. Modification de la forme urbaine de l'ilot A à la demande de l'Association Foncière Logement

Dans le cadre des projets ANRU, des contreparties foncières sont transférées à l'Association Foncière Logement.

Au stade des études préalables, une emprise foncière a été identifiée pour permettre à AFL de réaliser un programme d'une vingtaine de logements autonomes, aussi bien en termes de fonctionnement (accès, stationnements, …), qu'en termes d'autorisation d'urbanisme (emprises, surface de pleine terre, …)

Le lot transféré à AFL était initialement prévu au cœur de l'ilot A (cf. les plans masses ci-avant). A la demande de l'AFL, cet immeuble a été déplacé le long de la rue Sembat, afin de permettre la réalisation d'un programme autonome en termes d'accessibilité.



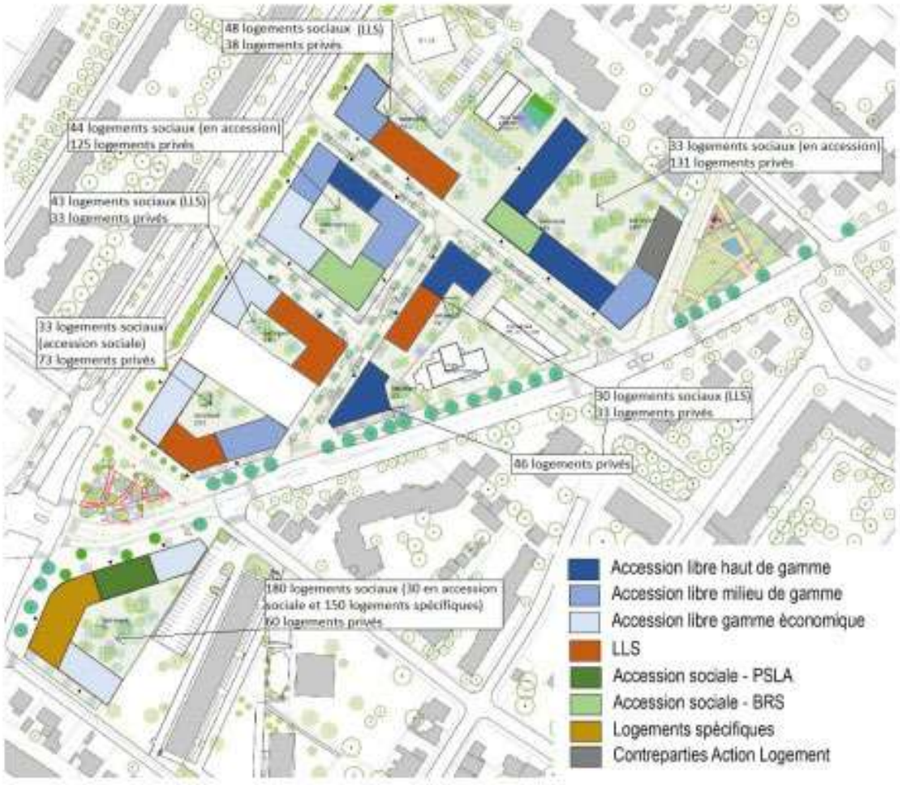
Identification des contreparties Action Logement
(Source : EPT, fond de carte CoBe)

Le plan masse du projet a ainsi évolué pour s'adapter à la demande de l'AFL.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

7.2. Ajustement de la répartition des équilibres résidentiels dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

Les équilibres résidentiels se répartissaient comme suit (cf. plan ci-dessous), avant évolution de la programmation sur l'ilot E :



Equilibre résidentiel projet EVSO
(Source : EPT, fond de carte CoBe)

La localisation des équilibres résidentiels ont été modifiés à la marge pour tenir compte de la nécessité de reconstruire les logements sociaux démolis des résidences Schuman dans le calendrier de l'ANRU. Ainsi, les programmes de logements locatifs sociaux ont été localisés sur des emprises foncières maitrisées par l'EPFIF (ilot C, ilot B et ilot A).

7.3. Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

La programmation de l'ilot E a fait l'objet d'une évolution en phase opérationnelle. Le projet prévoit la programmation de 295 logements dont une résidence étudiante de 130 chambres et 165 logements familiaux.

Un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.

La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière sont en cohérence avec celles prévues dans l'OAP sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, cœur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.

7.4. Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2, afin de créer une extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.

Ce projet prévoit la réhabilitation d'une partie du bâtiment existant pour créer un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à accompagner et animer l'espace vert pédagogique attenant. L'autre partie du bâtiment située le long de la rue Gabriel Péri, sera démolie pour y développer des logements

La programmation prévue sur la parcelle L242 :

Le volume du bâti existant en intérieur de la parcelle est conservé et réhabilité. Il accueillera une programmation d'activité type tiers lieu en lien avec l'espace vert pédagogique de l'ilot A (ateliers pédagogiques, espace de restauration, exposition, …)

En front de rue, un nouvel immeuble de 24 logements environ d'une superficie de 1540 m² sdp sera construit en gradins du R+5 au R+3, respectant le front bâti sur rue et en permettant une transition d'échelle graduelle entre les logements pavillonnaires et la tour.

Conformément au PLU, il sera prévu 30% de logements locatifs sociaux, soit 8 LLS environ.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Périmètre de réflexion

ASUR / TERRIDEV / ANDRIOT

Schéma de la partie démolie

FAISABILITE EVSO - 2408 - Le Kremlin Bicêtre

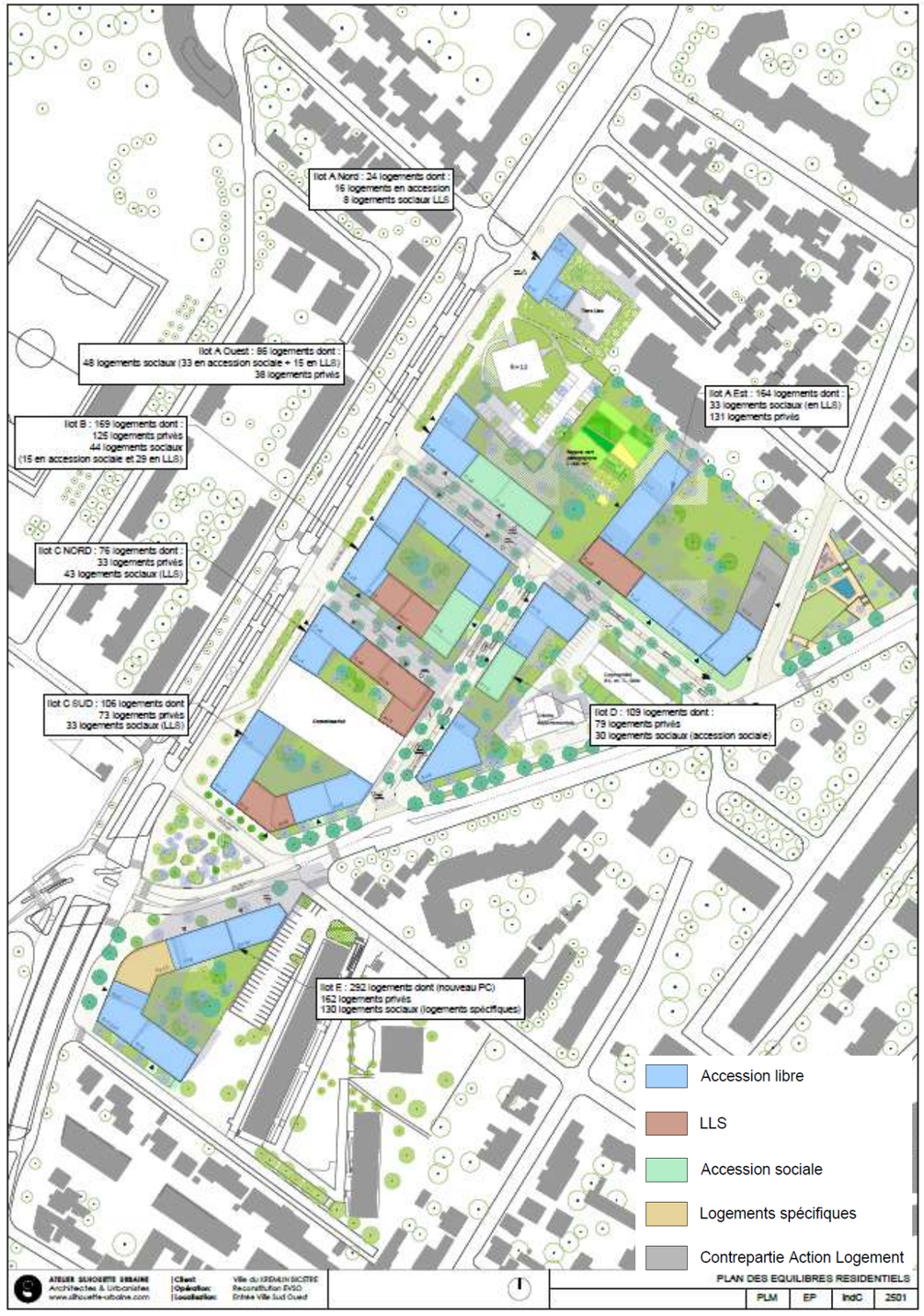
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

7.5. Le scenario final retenu

Au final, le projet retenu à ce stade prévoit la programmation prévisionnelle ci-dessous :

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2 676
TOTAL		64 340

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

8. METHODOLOGIE DE L'ETUDE D'IMPACT

Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, et de son annexe modifiée par Décret n°2021-837, le projet est soumis à examen au « cas par cas » pour la réalisation d'une étude d'impact. Suite à la saisine de la DRIEAT, une évaluation environnementale du projet a été requise pour le projet.

L'étude d'impact a été réalisée dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement de l'entrée sud-ouest de Kremlin-Bicêtre conformément à l'article R122-5 du Code de l'Environnement.

Cette étude d'impact permet de détailler précisément l'état initial de l'environnement (avec la réalisation d'études techniques complémentaires), d'identifier les effets sur l'environnement de la réhabilitation du quartier ainsi que d'initier de premières réflexions concernant la stratégie énergétique à mettre en place conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 – art.1.

8.1. Elaboration de l'Etat Initial de l'Environnement

L'état initial du site s'articule aussi bien autour de thèmes strictement environnementaux tels que l'énergie, les milieux naturels, le paysage, la ressource en eau ou encore la gestion des déchets, qu'autour de thèmes plus « urbains » ou liés à la population (démographie, économie locale…). En effet, le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre aura non seulement des impacts sur l'environnement mais également des impacts sur le milieu urbain des quartiers alentours et plus généralement sur le territoire de la commune.

Les thèmes de l'environnement, de l'économie et du social ont donc fait l'objet dans la présente étude, d'une réflexion menée dans une logique de transversalité afin d'assurer la prise en compte des multiples enjeux liés à la mise en œuvre d'un projet tel que celui-ci.

La présentation du projet a été réalisée sur la base des **éléments transmis par la Ville de Kremlin-Bicêtre**, notamment :

- Etude urbaine du site
- Diagnostic et étude prospective pour l'adaptation et l'optimisation de la capacité d'accueil des équipements publics
- Plans des réseaux existants du site
- Plan topographique du site
- Evaluation énergétique
- Diagnostic faune-flore mis à jour en 2022

L'état initial de l'environnement s'est basé sur un certain nombre de **ressources complémentaires** :

- Démographie et développement économique : INSEE 2014, Diagnostic et étude prospective pour l'adaptation et l'optimisation de la capacité d'accueil des équipements publics – Antea group, APUR, étude urbaine COBE ;
- Climat : Météo France ;
- Topographie, paysage et patrimoine : topographic-map, Infoterre BRGM, IGN, Géoportail, google street view, APUR ;
- Milieux écologiques : SRCE, Géoportail, Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), Natureparif, Urban-Eco, étude Ruban Vert
- Risques et nuisances : Géorisques, DRIEE, Info terre BRGM, IRSN, PAPI Seine Grand Lac, Inspection Générale des Carrières, rapport 2016, étude géotechnique RATP
- Pollution des sols : BASIAS et BASOL ;
- Ressource en eau : Géoportail, BRGM, étude urbaine COBE ;
- Déchets : Géoportail ;
- Energie : Etude du potentiel par énergie ;
- Qualité de l'air : AirParif, étude santé Iris Conseil ;
- Déplacements : Géoportail, étude CDVIA.

L'état initial a également été complété par une analyse fine des **documents cadres** concernant le secteur d'étude :

- Les Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2016-2021 ;
- SRCAE d'Ile-de-France ;
- Le PCET du Val-de-Marne ;
- PLU et PADD de Kremlin-Bicêtre ;
- Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics
- Plan régional de réduction des déchets en Ile de France - PREDIF

La réalisation de l'état initial a donc consisté en une compilation des éléments « bibliographiques » élaborés aux différentes échelles d'intervention afin d'en ressortir une synthèse globale et stratégique qui a constitué un véritable outil d'aide à la décision.

Plusieurs visites de terrains ainsi que différents entretiens avec des personnes ressources ont été réalisés par le groupement en charge de l'élaboration de l'Etude d'Impact et des études complémentaires. Ils ont permis également de compléter l'état initial par une approche plus sensible du secteur notamment sur les thématiques de santé publique et du cadre de vie.

Une réunion de cadrage a aussi été organisée avec l'Autorité Environnementale (DRIEE) le 23 mars 2018, afin qu'un échange sur les enjeux majeurs du site et les points devant faire l'objet d'études approfondies soit assuré.

Cette approche de l'état initial de l'environnement, en plusieurs étapes, ainsi que les études réalisées par l'équipe sur le terrain ont été approfondies par des études techniques spécifiques réalisées par des experts extérieurs ou directement intégrés au groupement en charge de l'étude d'impact :

- Une étude acoustique – Iris Conseil ;
- Une étude air / santé - Iris Conseil ;
- Et une étude Trafic - CDVIA

A l'appui de l'analyse bibliographique et spatialisée menée dans le cadre de la réalisation de l'état initial de l'environnement, les enjeux ont été identifiés et ont fait l'objet d'une hiérarchisation afin d'assurer la prise en compte optimale des thématiques prioritaires de l'environnement dans le projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

8.2. Analyse des effets négatifs et positifs, et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation

L'analyse précise et territorialisée découlant de la synthèse de l'état initial de l'environnement a été la base de l'évaluation des impacts du projet sur l'environnement fondée sur deux temps : une démarche itérative intégrant en amont des enjeux prioritaires et une identification des derniers impacts du projet sur l'environnement.

a) Une intégration en amont des enjeux prioritaires

Tout d'abord, le projet de reconstruction se veut vertueux en termes de réaménagement urbain.

C'est dans ce sens que le projet a été conçu et a su s'améliorer à travers les mesures d'évitement et de réduction proposées par l'étude d'impact.

Ainsi, tout au long de la démarche d'approfondissement de l'étude d'impact, l'environnement est venu guider et faire évoluer les réflexions du projet de reconstruction.

En particulier, 2 réunions spécifiques sur la mise en place des mesures ERC (Eviter-Réduire-Compenser) ont été réalisées entre le mois d'avril et de juillet 2018. Elles sont venues ponctuer cette démarche d'évaluation environnementale itérative, sous la forme d'ateliers, permettant, sur le vif de proposer des mesures d'évitement ou de réduction, des impacts environnementaux sur l'environnement. Les mesures de compensation n'ont ainsi été étudiées qu'en dernier recours. A cette occasion ont notamment été définies :

- Les mesures de réduction associées aux incidences sur la santé (air et bruit) ;
- Les modalités de traitement des espaces publics sur le volet végétal/ fonctionnalisation faune et flore ;
- ...

b) Une identification des derniers impacts du projet sur l'environnement

Sur la base de la démarche itérative qui s'est déroulée sur une période d'environ 1 mois, pour aboutir au projet tel que présenté dans cette étude, les impacts résiduels ont ensuite été évalués, afin de déterminer les mesures nécessaires à leur prise en compte.

Les tableaux de mesures qui figurent dans le tome 2, dressent le bilan des engagements des maîtres d'ouvrage, pour éviter, réduire, voire compenser les impacts négatifs identifiés au fur et à mesure. Elles sont le fruit d'un travail collaboratif important entre le groupement de l'étude d'impact et les maîtrises d'ouvrage.

c) Réalisation des études complémentaires

Plusieurs études complémentaires ont été menées en parallèle de l'étude d'impact puis intégrées, afin de garantir la définition d'un projet et de solutions compensatoires au plus près des enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement.

Etude acoustique – Iris Conseil

La campagne de mesures acoustiques s'est déroulée entre le mercredi 24 et mardi 30 janvier 2018.

Globalement, réaliser une étude acoustique prévisionnelle revient à simuler le paysage sonore à terme afin de s'assurer que les exigences réglementaires acoustiques seront respectées après la modification du site.

Pour ce faire, cinq étapes sont généralement nécessaires :

- Tout d'abord, il est nécessaire de réaliser un point zéro acoustique, c'est-à-dire caractériser la situation sonore régnant habituellement sur le site. C'est une étape fondamentale puisque les résultats obtenus sont considérés comme la référence du bruit résiduel, et servent ensuite à fixer les objectifs acoustiques réglementaires. Ce point zéro acoustique correspond à la campagne de mesures in situ. C'est dans ce cadre que des mesures d'état initial ont été réalisées entre le mercredi 24 et mardi 30 janvier 2018 selon les principes de la norme NF S 31-085 « caractérisation et mesure du bruit dû au trafic routier ».

Les quatre étapes suivantes font appel à la modélisation informatique à l'aide du logiciel MITHRA-SIG :

- la première d'entre elles est l'étape de calage du modèle informatique. Il s'agit de modéliser la zone d'étude dans sa configuration existante et de réaliser un calcul en lieu et place du point de mesure en prenant en compte les données trafics du jour des mesures in-situ. Les résultats du calcul sont comparés aux valeurs mesurées. Le modèle numérique est validé si les écarts sont compris entre + ou – 2 dB(A).
- la deuxième étape est la simulation de l'état actuel, correspondant aux données urbanistiques actuelles et aux trafics relevés durant la campagne de mesures acoustiques.
- la troisième étape est la prévision des niveaux sonores à l'horizon futur.
- la quatrième et dernière étape est la définition, si nécessaire, des protections acoustiques ou de mesures pour réduire le niveau d'émissions en cas de non-respect des seuils issus de la réglementation en vigueur.

Pour les calculs des niveaux sonores actuels, il a été intégré les résultats des comptages routiers réalisés par IRIS conseil et les données trafics provenant de la DIRIF pour les autoroutes.

Les hypothèses de trafics futurs sont issues de l'étude de trafic du réaménagement du carrefour Malleret-Joinville (phase 3) datée du 02 juillet 2018 et menée par le bureau d'études CDVIA.

L'étude de trafic a étudié plusieurs scénarii d'aménagement de voirie seul et des combinaisons entre les scénarii. Dans le cadre de cette étude acoustique du projet de la Ville de Kremlin, le scénario retenu est celui combinant la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat. Un extrait de l'étude de trafic est proposé en annexe2 de ce rapport.

Les calculs des niveaux sonores sont réalisés sur la base des paramètres relatifs aux sources de bruit (trafic, vitesse de circulation et type d'enrobé) et des paramètres ayant une influence sur la propagation du bruit (conditions météorologiques) :

- Les trafics de l'étude de circulation de CDVIA ;
- Un revêtement de chaussée couramment utilisé : le Béton Bitumineux Très Mince (BBTM) ;
- Les conditions météorologiques moyennes à savoir : 50% d'occurrence favorable à la propagation du bruit sur les périodes diurne et nocturne.

Etude air / santé - Iris Conseil

➢ Définition du périmètre et de la bande d'étude

Selon la note technique du 22 février 2019 et de son guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières émanant du ministère de la transition écologique, le domaine d'étude est composé du projet et de l'ensemble du réseau routier subissant une modification (augmentation ou réduction) des flux de trafic de plus de 10 % du fait de la réalisation du projet.
« La bande d'étude est définie autour de chaque voie subissant, du fait de la réalisation du projet, une hausse ou une baisse significative de trafic (variation de 10 %, identiquement au domaine d'étude). Elle est adaptée à l'étude de l'influence du projet sur la pollution atmosphérique à l'échelle locale résultant des polluants primaires. Dans le domaine d'étude, il peut donc y avoir plusieurs bandes d'études » (note technique du 22 février 2019).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Concernant la pollution particulaire, la largeur de la bande d'étude est de 100 mètres, quel que soit le trafic.

Se rapportant à la pollution gazeuse, la largeur minimale de la bande d'étude de part et d'autre de l'axe médian du tracé le plus significatif du projet est définie dans le tableau suivant par :

- Le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) prévu à terme ;

Ou

- Le trafic à l'Heure de Pointe la plus chargée.

Selon les données de trafic disponible, le trafic maximal sur le domaine d'étude peut atteindre 110 000 véhicules par jour (autoroute A6b – comptage 2013 du Département).

TMJA à l'horizon d'étude (véh/jour)	Trafic à l'heure de pointe (uvp/h)	Largeur minimale de la bande d'étude (en mètres) de part et d'autre de l'axe
Supérieur à 100 000	Supérieur à 10 000	300
De 50 000 à 100 000	De 5 000 à 10 000	300
De 25 000 à 50 000	De 2 500 à 5 000	200
De 10 000 à 25 000	De 1 000 à 2 500	150

Largeur de la bande d'étude en fonction du trafic - source : guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières du 22 février 2019

D'après la note technique du 22 février 2019, la bande d'étude est de 300 mètres de part et d'autre des voies étudiées.

➢ Définition du niveau d'étude

L'importance de l'étude à mener s'évalue en fonction de la charge prévisionnelle de trafic qui devra être supportée à terme par le projet.

Quatre niveaux d'études sont distingués, en fonction de deux paramètres principaux qui sont les suivants :

- La charge prévisionnelle de trafic ;
- Le nombre de personnes concernées par le projet.

Trafic à l'horizon d'étude1 et densité (hab/km²) dans la bande d'étude	> 50 000 véh/j ou 5 000 uvp/h	25 000 véh/j à 50 000 véh/j ou 2 500 uvp/h à 5 000 uvp/h	≤ 25 000 véh/j ou 2 500 uvp/h	≤ 10 000 véh/j ou 1 000 uvp/h
G I Bâti avec densité ≥ 10 000 hab/km²	I	I	II	II si L projet > 5 km ou III si L projet < ou = 5 km
G II Bâti avec densité > 2 000 et < 10 000 hab/km²	I	II	II	II si L projet > 25 km ou III si L projet < ou = 25 km
G III Bâti avec densité < 2000 hab/km²	I	II	II	II si L projet > 50 km ou III si L projet < ou = 50 km
G IV Pas de Bâti	III	III	IV	IV

Niveau d'étude en fonction du trafic, de la densité de population et longueur du projet.

Selon les données de trafic disponible, le trafic maximal sur la bande d'étude est de **110 000 véhicules par jour** (autoroute A6b – comptage 2013 du Département).

Les données de répartition de la population sur la zone d'étude ont été acquises auprès de l'INSEE (données de population issues du recensement de la population de 2014). Elles correspondent au nombre d'habitants à l'intérieur de chaque IRIS constituant le domaine d'étude. L'IRIS est le découpage de la commune par quartiers d'habitations.

Sur le périmètre du projet, la densité de population est supérieure à 10 000 hab/km².

Le recoupement des informations ci-dessus, à savoir, des trafics supérieurs à 100 000 véh/jour et une densité de population supérieure à 10 000 hab/km² nous donne le niveau d'étude air et santé à réaliser, ici, le niveau d'étude est 1.

Selon le niveau de l'étude, les exigences réglementaires diffèrent également.

Ainsi, d'après guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières du 22 février 2019, les études de type I requièrent :

1. Qualification de l'état initial par des mesures in situ ;
2. Estimation des émissions de polluants au niveau du domaine d'étude ;
3. Estimation des concentrations dans la bande d'étude autour du projet ;
4. Comparaison des variantes et de la solution retenue sur le plan de la santé via un indicateur sanitaire simplifié indice pollution – population (IPP) ;
5. Analyse des coûts collectifs de l'impact sanitaire des pollutions et des nuisances, et des avantages/inconvénients induits pour la collectivité ;
6. Évaluation des Risques Sanitaires (ERS) au niveau des sites vulnérables et également dans la bande d'étude.

L'étude est de niveau 1 donc, conformément à la note technique du 22 février 2019, les polluants étudiés sont :

- Les oxydes d'azote (NO_x = NO2 + NO),
- Les particules PM10 (particules en suspension avec diamètre inférieur à 10 micromètres),
- Les particules PM2,5 (particules en suspension avec diamètre inférieur à 2,5 micromètres),
- Le monoxyde de carbone (CO),
- Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM),
- Le benzène (C_6H_6),
- Le dioxyde de soufre (SO2),
- L'arsenic (As),
- Le nickel (Ni),
- Le benzo(a)pyrène (BaP),

[1] (Selon tronçons homogènes de plus de 1 km)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Le 1,3-butadiène (C4H6),
- Le chrome (Cr),
- 15 Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP).

La liste des 15 HAP à considérer est la suivante :

- Acénaphtène
- Acénaphtylène
- Anthracène
- Benzo[a]anthracène
- Benzo[b]fluoranthène
- Benzo[k]fluoranthène
- Benzo[ghi]pérylène
- Chrysène
- Dibenzo[ah]anthracène
- Fluorène
- Fluoranthène
- Indéno[123-cd]pyrène
- Phénanthrène
- Pyrène
- Benzo[j]fluoranthène

➢ Déroulé général

Cette étude se déroule selon les étapes suivantes :

- Identification des principales sources d'émissions polluantes ;
- La caractérisation du site via des mesures in situ des principaux paramètres d'analyse de la qualité de l'air,

Une modélisation de la dispersion des effluents émis par les véhicules circulant sur le domaine d'étude a été réalisée avec le modèle de dispersion ARIA IMPACT 1.8, afin d'évaluer les concentrations moyennes annuelles dans l'air en situation actuelle et en situation future sur la bande d'étude. La modélisation s'est appuyée sur les émissions calculées.

➢ Diagnostic

Suite au diagnostic bibliographique de la qualité de l'air, une campagne de mesure par tubes passifs a été réalisée du 22 janvier au 5 février 2018.

Sur la parcelle du projet, il a été mesuré la concentration en dioxyde d'azote (NO2) et particules PM10 sur 4 sites. Le dioxyde d'azote (NO2) s'avère être un bon indicateur de la pollution automobile. Il a été mesuré sur une période de deux semaines à l'aide d'échantillonneurs passifs (ou tubes à diffusion passive).
La méthode d'échantillonnage par diffusion passive repose sur le prélèvement spécifique des polluants gazeux au moyen de tubes sélectifs. Ils sont placés à l'air libre sur une période d'exposition variable. La vitesse de captation est contrôlée par diffusion à travers une membrane. La masse de polluants prélevés, mesurée à l'analyse, est corrélée au gradient de concentration dans la zone de diffusion.

Les tubes à diffusion (pour le NO_2) ont été fournis et analysés par le laboratoire PASSAM AG (accrédité ISO/IEC 17025).

Les échantillonneurs sont placés dans des boîtes supports afin de les préserver des intempéries et de diminuer l'influence du vent.

Les tubes passifs à NO_2 sont des tubes en polypropylène de 7,4 cm de longueur et de 9,5 mm de diamètre.

➢ Incidences

Les données de trafic utilisées pour modéliser sont issues de l'étude de trafic réalisée par le bureau d'études CDVIA. Différents scénarii ont été étudiés pour évaluer les impacts liés à divers aménagements de voirie.

Dans le cadre de cette étude air et santé relative au projet d'aménagement du secteur sud-ouest de Kremlin-Bicêtre, les situations suivantes sont étudiées :

- Situation actuelle, 2018 : nous avons retenu les résultats de la simulation de l'état actuel de l'étude de trafic ;
- Situation future SANS le projet d'aménagement : nous avons considéré les trafics de la situation « fil de l'eau » de l'étude de trafic ;
- Situation future AVEC le projet d'aménagement : nous avons tenu compte des résultats du scénario trafic combinant la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETUDE D'IMPACT DU PROJET D'AMENAGEMENT
ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE

Tome 1 – Analyse de l'état initial - Février 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

1. Table des matières

I. PREAMBULE - JUSTIFICATION ET CONTENU DE L'ETUDE D'IMPACT 3
1. Contexte et procédures 4
1.1. Composantes du projet 4
1.2. Rubriques du code de l'environnement concernées par l'étude d'impact 4
1.3. Contenu de l'étude d'impact 4
1.4. Etudes associées à l'étude d'impact 6
1.5. Les apports de la concertation 6
1.6. Les documents annexés à la présente étude d'impact 9
II. DESCRIPTION DU PROJET 10
2.1. Localisation du projet 11
2.2. Présentation du projet 15
2.3. Description de la phase opérationnelle du projet 43
2.4. Estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendues 44
III. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 45
3.1. Un secteur à dominante résidentielle, en recherche de mixité fonctionnelle et sociale 46
3.2. Transports et déplacements : des mobilités alternatives en voie de renforcement 58
3.3. Un secteur contraint par les nuisances urbaines 75
3.4. Une qualité de l'air contrainte par les axes routiers 83
3.5. Un site en situation de belvédère dans un contexte urbain dense 102
3.6. Une trame verte et bleue à conforter 118
3.7. Des réseaux d'eau fonctionnels, une gestion alternative à développer 136

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.8. Une résilience à trouver vis-à-vis des risques et du changement climatique....142
3.9. Des risques technologiques et pollutions des sols peu contraignants....150
3.10. Une gestion des déchets à optimiser....155
3.11. Une sobriété énergétique et le développement des sources renouvelables à rechercher....159
IV. Synthèse des enjeux de l'état initial par thématique environnementale....170
V. SCENARIO DE REFERENCE ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION AVEC ET SANS PROJET....174

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

I. PREAMBULE - JUSTIFICATION ET CONTENU DE L'ETUDE D'IMPACT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. CONTEXTE ET PROCEDURES

1.1. Composantes du projet

La présente étude concerne la requalification d'un quartier de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre (94). Cette opération d'aménagement à dominante résidentielle, prévoit un programme prévisionnel de l'ordre de 60 000m² environ de surface de plancher et fait donc l'objet d'une étude d'impact.

1.2. Rubriques du code de l'environnement concernées par l'étude d'impact

Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, et de son annexe modifiée par Décret n°2021-837, le projet est soumis à examen au « cas par cas » pour la réalisation d'une étude d'impact :

- Puisqu'il prévoit une opération d'aménagement, dont la surface de plancher au sens de l'article R.111-22 du code de l'urbanisme ou l'emprise au sol au sens de l'article R.*420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m².

L'autorité environnementale a été saisie pour un cas par cas et a décidé le 28 janvier 2022 la nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour le projet.

1.3. Contenu de l'étude d'impact

La présente étude d'impact a pour objectif de mesurer les effets du projet global d'aménagement et de constructions du quartier de l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre, d'informer le public et lui donner les moyens de prendre des décisions en citoyen averti et responsable vis-à-vis du projet et d'éclairer les décideurs sur la nature et le contenu du projet.

L'étude d'impact a été réalisée sur le principe d'une démarche itérative, en interaction avec les différentes maîtrises d'ouvrages, collectivités et représentants des services de l'Etat, afin d'optimiser sa prise en compte au cours de la conception du projet.

Son contenu est conforme aux articles L122-1 à L122-3 et R122-1 à R122-16 du Code de l'Environnement (modifiés en dernier lieu par la loi de validation du 2 mars 2018 et par la loi ELAN du 23 novembre 2018 et le décret du 29 novembre 2018).

En particulier, l'article L. 122-3 2°, modifié en dernier lieu par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 – art. 2017, dispose :

« Le contenu de l'étude d'impact qui comprend au minimum :

a) Une description du projet comportant des informations relatives à la localisation, à la conception, aux dimensions et aux autres caractéristiques pertinentes du projet ;

b) Une description des incidences notables probables du projet sur l'environnement ;

c) Une description des caractéristiques du projet et des mesures envisagées pour éviter, les incidences négatives notables probables sur l'environnement, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, eu égard aux incidences du projet sur l'environnement ;

e) Un résumé non technique des informations mentionnées aux points a à d ;

f) Toute information supplémentaire, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et des éléments de l'environnement sur lesquels une incidence pourrait se produire, notamment sur l'artificialisation des sols et la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers résultant du projet lui-même et des mesures mentionnées au c.

L'étude d'impact expose également, pour les infrastructures de transport, une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ainsi qu'une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ; elle comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessus ».

L'article R. 122-5 II du même code, modifié en dernier lieu par le décret n°2021-837 du 29 juin 2021 - art. 10 précise que :

« En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire :

1° Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ;

2° Une description du projet, (…)

3° Une description des aspects pertinents de l'état initial de l'environnement, et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport à l'état initial de l'environnement peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ;

4° Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ;

5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :

a) De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;

b) De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;

c) De l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;

d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;

e) Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.

Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.

Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact :

– ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une consultation du public ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

– ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ;

f) Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;

g) Des technologies et des substances utilisées.

La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet ;

6° Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ;

7° Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine

8° Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :

– éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;

– compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.

La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ;

9° Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ;

10° Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement ;

11° Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ;(…) ».

1.4. Etudes associées à l'étude d'impact

L'étude d'impact est associée à une étude de faisabilité sur le potentiel de développement des énergies renouvelables et à une étude d'optimisation de la densité des constructions conformément à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement et l'ensemble des études complémentaires réalisées en parallèle.

1.5. Les apports de la concertation

Compte-tenu des différentes échelles et des thématiques multiples du projet de renouvellement urbain concernant le secteur « Péri-Schumann-Bergonié », la concertation sur le projet de renouvellement urbain de l'entrée de ville s'organise à deux échelles.

Celle-ci se fait bien sûr auprès des locataires/occupants de la résidence Schuman puisqu'ils sont les premiers concernés, étant directement impactés par un projet de démolition des logements qu'ils occupent. L'objectif est ainsi de les informer du projet de façon privilégiée mais

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

également de favoriser au mieux leur expression au sein des phases de concertation à l'échelle de la ville.

La concertation s'organise également à l'échelle de l'ensemble de la ville. Les objectifs assignés au projet de l'entrée de ville sud-ouest devant permettre de répondre à des besoins et des attentes de l'ensemble des habitants de la commune du Kremlin-Bicêtre, ce projet majeur est ainsi considéré comme celui de tous les habitants afin de favoriser leur parcours résidentiel, améliorer leur cadre de vie et participer à la cohésion territoriale à l'échelle de la commune.

a) Association des habitants des résidences sociales

L'accompagnement social est une phase-clé dans la conduite de ce type d'opérations urbaines majeures. Il doit s'accompagner de temps de concertation avec les locataires concernés.

Les habitants du quartier ont déjà été consultés à plusieurs reprises sur le projet de renouvellement, or leur participation a été relativement faible en raison d'un phénomène de repli sur la sphère privée qui freine très largement leur appropriation du quartier.

Face à ce constat, la mise en œuvre d'une véritable stratégie de mobilisation et d'association des habitants tout au long du projet de renouvellement urbain est apparue indispensable. Selon l'avancement du projet et des enjeux ciblés, plusieurs niveaux de concertation ont été mis en place : information, consultation, concertation, co-construction.

Au regard de la faible mobilisation des locataires, l'objectif premier a été de favoriser la prise de parole, et de créer un espace propice à la prise d'initiative des habitants, de recréer du lien entre habitants et plus largement réinstaurer un lien vis-à-vis des institutions.

Dans un second temps, l'objectif a été d'accompagner les habitants à l'autonomie, et de favoriser la création d'un partenariat solide avec la société civile dans le cadre du projet de renouvellement urbain.
Afin de créer et maintenir une dynamique dans le temps, l'objectif a été d'établir une continuité dans le contact aux habitants et/ou usagers. Pour ce faire, deux Conseils Citoyens, l'un sur la cité Schumann et l'autre sur Bergonié, ont été constitués. Une liste de volontaires a été réalisée à la suite de deux réunions publiques (06 et 08 juin 2016). En outre, un collège d'acteurs locaux a également été constitué pour chaque conseil citoyen.

b) Le projet de Ville du Kremlin-Bicêtre qui intègre plus spécifiquement la requalification de l'entrée de ville

Le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest a déjà fait l'objet d'une concertation à travers la présentation du projet de Ville à l'horizon 2030, dans le cadre de la révision du PLU approuvée par délibération du Conseil municipal le 17 décembre 2015. Les thématiques de la concertation ont notamment porté sur la densification de la ville et les hauteurs prévues sur les secteurs d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest et de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly).

La concertation alors mise en œuvre a permis une appropriation par les habitants du projet de PLU qui a été approuvé sans recours.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La concertation s'est poursuivie sur le projet de ville à horizon 2030 en 2016/2017 dans le cadre de la démarche participative ADNKB La Fabrique, avec notamment l'organisation d'une réunion publique, un comité de suivi citoyen, 4 ateliers thématiques, 12 réunions de co-production, des moments d'échange avec les élus et la mise en ligne d'une plateforme collaborative.

Parallèlement, un registre a été mise en place depuis 2017 à l'accueil du service urbanisme pour recueillir les observations sur le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest.

Le projet de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest a été présenté aux Conseils de quartier de la ville en novembre/décembre 2018. Cette présentation a porté principalement sur les objectifs, les orientations programmatiques du projet urbain et les études en cours de réalisation.

c) *La poursuite de la concertation dans le cadre de l'élaboration de la convention ANRU*

La concertation a été poursuivie à l'étape suivante de l'élaboration de la convention ANRU pour permettre de présenter l'état d'avancement des études et du projet aux habitants, recueillir leurs avis et préconisations et les faire contribuer à certains choix (usages des espaces publics par exemple).

Une mission d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la concertation a été lancée entre mi 2019 et mi-2020 sous maîtrise d'ouvrage de l'EPT et en association étroite avec la ville du Kremlin-Bicêtre, afin d'être accompagné dans la définition et l'animation de la démarche de concertation à mettre en œuvre pour le projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre. C'est le Cabinet Etat d'Esprit Stratis qui a été retenu pour réaliser cette mission et mener la concertation jusqu'à mi-2020.

La poursuite de la concertation a ainsi reposé sur des mesures d'information (publication d'articles dans le journal municipal et sur le site de la ville pour présenter le projet et les instances de concertation, présentation du projet au cours d'atelier) mais également sur des mesures de consultation (faire contribuer les habitants à la réflexion sur les usages des futurs espaces publics du quartier)

La poursuite de la concertation sur le projet de démolition des résidences Schuman a débuté fin 2021 avec les actions suivantes :

- 17 novembre 2021 : 1er groupe de travail avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen
- 30 novembre 2021 : Réunion publique d'information des locataires
- 9 juin 2022 : réunion groupe de travail Amicales de locataires et Conseil citoyen pour faire un retour sur l'enquête sociale et concerter sur les principes généraux de la charte relogement.
- 15 juin : diagnostic en marchant sur Schuman
- 16 juin 2022 : Conseil de quartier avec présentation du projet Schuman, EVSO et du projet de réhabilitation des Hauts-Martinets
- 22 juin : Groupe de travail avec les représentants des amicales des locataires et du conseil citoyen sur la consolidation de la rédaction de la charte relogement

Une deuxième phase de concertation plus globale à l'échelle du quartier s'est poursuivie en 2023 afin de s'assurer de la bonne acceptation du projet avant son démarrage opérationnel et présenter la démarche de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

procédure de déclaration d'utilité publique mise en œuvre pour l'opération d'aménagement, avec :

- Une réunion spécifique sur le projet d'aménagement de l'ilot E le 5/07/2023
- Une réunion spécifique au projet d'aménagement de l'ilot E le 12/10/2023
- Une réunion publique sur le projet global le 18/10/2023
- Une réunion publique spécifique sur le projet de Déclaration d'Utilité Publique le 28/06/2024

Enfin, les modalités ci-dessous vont être organisées en 2025 :

- Une exposition publique sur le projet retenu à l'issue de la concertation
- La mise en place d'un registre numérique, en complément de celui existant au service urbanisme de la Ville

1.6. Les documents annexés à la présente étude d'impact

Les études suivantes sont annexées à la présente étude d'impact :

1. Une Etude urbaine – COBE ;
2. Une Etude de Sûreté et de Sécurité Publique (ESSP) – CRONOS Conseil ;
3. Une Etude portant sur les équipements culturels – IDA Concept ;
4. Une Etude air et bruit – Iris Conseil ;
5. Une Etude de circulation – CDVIA ;
6. Une étude faune-flore – Urban-éco.
7. Etude sur le potentiel énergétique de l'opération- VIZEA

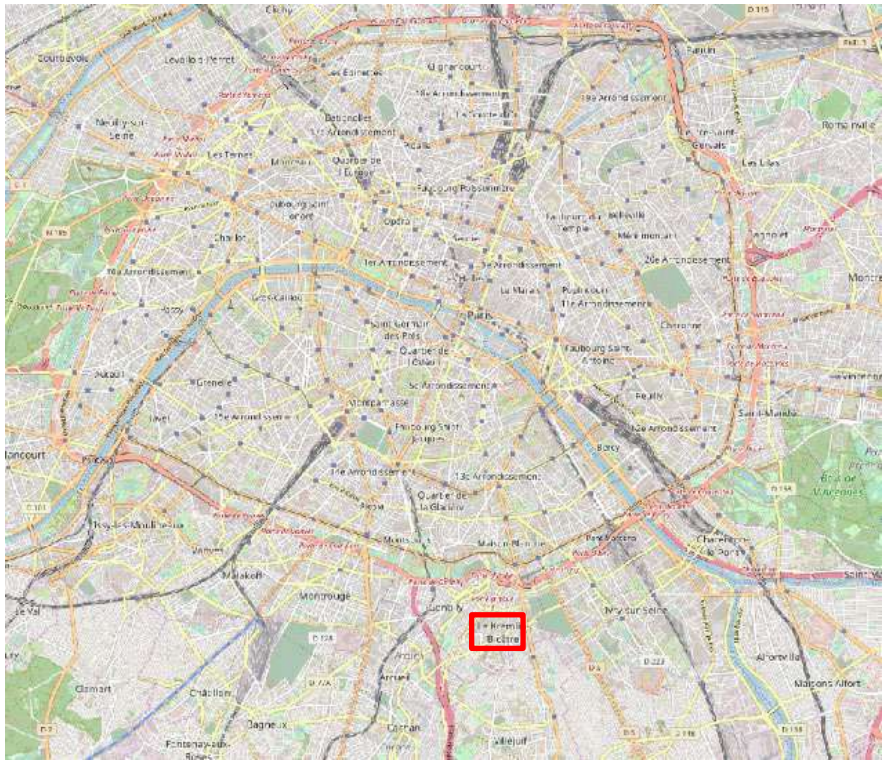
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

II. DESCRIPTION DU PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.1. Localisation du projet

Le projet faisant l'objet de la présente étude d'impact est localisé au Kremlin-Bicêtre au niveau de l'entrée sud-ouest de la commune en bordure de l'autoroute A6b.



Localisation du Kremlin-Bicêtre par rapport à la capitale

a) Le territoire communal

La commune du Kremlin-Bicêtre se trouve en bordure de la capitale au nord-ouest du département du Val-de-Marne. La ville fait partie depuis 2016 du territoire du Grand-Orly Seine Bièvre, établissement territorial T12 de la Métropole du Grand Paris (anciennement Communauté d'Agglomération de Val de Bièvre).

Les communes limitrophes sont Gentilly et Arcueil à l'ouest, Ivry-sur-Seine à l'est et Villejuif au sud. Le Kremlin-Bicêtre accueille environ 24 380 habitants (INSEE 2021) et s'étend sur près de 154 hectares.

b) Le site du projet

- ***Dynamiques urbaines***

Le site de projet s'inscrit dans le tissu urbain de la commune au niveau de l'entrée sud-ouest. Ce secteur fait l'objet de projets d'aménagement et de renouvellement urbain. En effet sont programmés dans les années à venir :

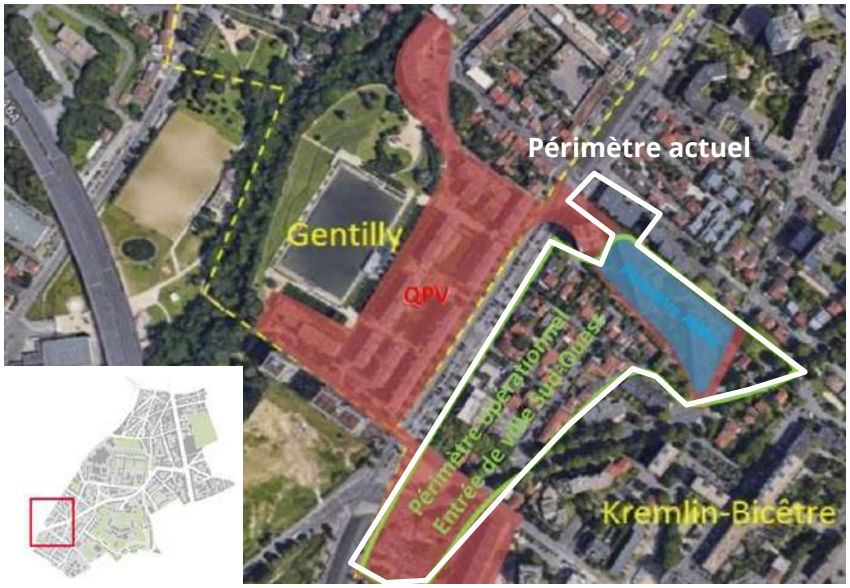
-Le projet Ecotone en face du périmètre d'étude de l'autre côté de l'autoroute A6B à Arcueil ;

-Le projet de pôle gare dans le cadre du prolongement de la ligne du Métro14 avec la gare Hôpital Bicêtre (*Kremlin-Bicêtre-Gentilly*) Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) et le projet connexe à la gare ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

-Le Ruban Vert, projet de développement de la trame verte de la commune par la mise en réseau des différents espaces verts.

Au-delà de la dynamique de projet déjà lancée, l'emprise du projet est stratégique puisqu'elle correspond à une entrée de ville structurée par des axes routiers majeurs et en première couronne de la Capitale. Le périmètre de projet inclut un ensemble résidentiel hétérogène constitué de pavillons de qualité moyenne et de trois ensembles de logements collectifs sociaux. Le secteur s'inscrit aussi dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU.



Périmètre du projet initial (en vert) et projet (en blanc) Source : Convention ANRU

Le secteur d'entrée de ville sud-ouest comprend une partie du périmètre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) « Péri-Schumann-Bergonié » (en bleu sur la carte précédente). La stratégie de renouvellement urbain du NPNRU s'insère dans une mutation territoriale plus large compte tenu de l'arrivée prochaine du réseau du Grand Paris Express et de l'existence de nombreux projets avoisinants. L'objectif pour ce secteur, jadis isolé, dégradé et éloigné de toutes aménités urbaines en bordure d'autoroute est donc d'achever cette transformation, déjà engagée avec la couverture de l'A6b, afin qu'il participe de la nouvelle polarité urbaine et constitue un point de jonction et d'interface intercommunale.

Les principales étapes de la préparation du conventionnement ANRU ont été les suivantes :

- Le site « Péri-Schuman-Bergonié » a été reconnu d'intérêt régional les 19 juin et 23 juin 2015 respectivement par le Conseil régional d'Ile-de-France et le conseil d'administration de l'ANRU
- Le projet de renouvellement a lui été reconnu d'intérêt communautaire en décembre 2015 et, à ce titre, la communauté d'agglomération de Val de Bièvre, désormais Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) depuis le 1er janvier 2016, en assure le pilotage ainsi que les études préalables nécessaires à la réalisation du projet.
- Signature du protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre en novembre 2016 avec les partenaires signataires (l'Etat, partenaires signataires (projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre),
- Signature de la convention ANRU en juillet 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un dispositif d'acquisition et de veille foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) a été mis en place pour organiser la mutation de ce secteur.

Dans le cadre de la convention d'intervention foncière tripartite signée entre la Ville du Kremlin-Bicêtre, l'EPFIF et la communauté d'agglomération de Val de Bièvre en mai 2009 (nouvellement EPT GOSB), la Ville a confié à l'EPFIF l'acquisition des terrains de l'opération d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest (périmètre initial « historique » regroupant les ilots B, C et E). Cette convention a fait l'objet de trois avenants notamment pour étendre le périmètre d'action de l'EPFIF au regard des projets prévus. L'avenant n°2 de juin 2015 et l'avenant n°3 de décembre 2015 ont permis d'intégrer les deux nouveaux ilots de l'OAP de l'entrée de ville sud-ouest. Les acquisitions des terrains ont permis plus de 50% de maîtrise publique en 2021 et 70% environ en 2025.

Périmètre de projet actuel – source : Carnet de plan février 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cartographie des différents ilots du futur quartier – source : Carnet de plan février 2024

c) Le contexte paysager du projet

Le secteur d'étude se positionne à l'interface entre trois noyaux primaires : le Parc du coteau d'Arcueil à l'Ouest, le cimetière du Kremlin-Bicêtre à l'Est et le Parc des Hautes-Bruyères au Sud. Les liaisons entre le parc du coteau et le cimetière semblent ténues et peu opérationnelles alors que celles présentes entre le Parc du coteau et le Parc des Hautes-Bruyères sont plus fortes grâce à des zones relais. Le Parc du Fort Bicêtre, le Parc Pinel et l'hôpital ont été identifiés comme sites d'intérêt pour la biodiversité à l'échelle de la commune par le PLU.

L'entrée de ville sud-ouest se trouve à la charnière de ces espaces de potentiel, le projet pourra donc venir renforcer les continuités existantes et en créer de nouvelles.

La requalification du site d'étude s'inscrit également dans le projet communal du Ruban Vert (espaces publics et cœurs d'ilots verts, végétalisation de l'architecture…)

d) Le contexte environnemental du projet

Le secteur de projet s'inscrit dans un environnement dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Topographie** : Le terrain est marqué par une légère pente descendant vers le sud-ouest et ouvrant la vue sur la vallée de la Bièvre
- **Paysage** : Les infrastructures routières majeures qui bordent le site constituent une séparation physique et visuelle avec l'environnement du site. L'ambiance paysagère au sein du site est par ailleurs marquée par des ruptures de volume liées aux disparités des formes d'habitat.

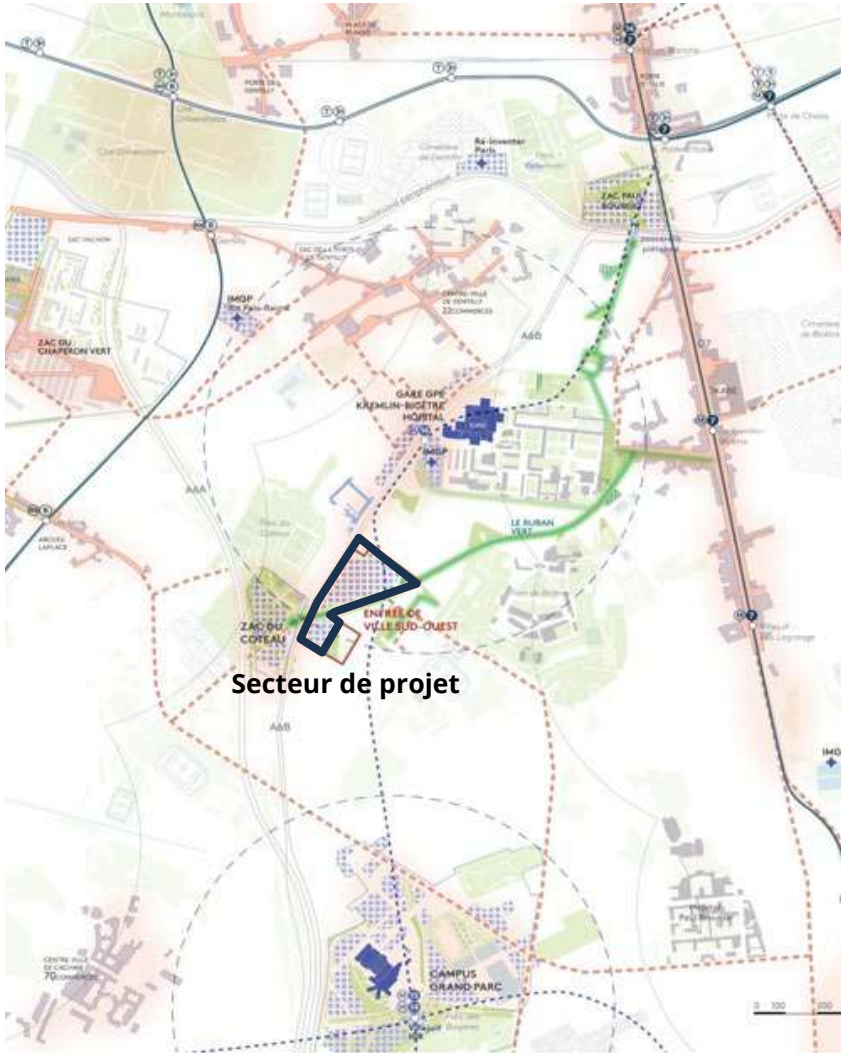
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- **Milieux naturels** : Le site s'inscrit dans un environnement artificialisé. On notera quand même la présence à l'ouest d'une friche et la proximité du Parc des Coteaux à Arcueil, terrain du projet Ecotone.
- **Risques technologiques et nuisances** : Le site du projet est particulièrement soumis aux nuisances sonores et à la pollution motorisée générées par le trafic routier de l'autoroute et du boulevard périphérique.
- **Risques naturels** : Le périmètre d'étude est soumis au risque d'inondation par remontée de nappes et est également sensible au risque de mouvement de terrain par la présence d'anciennes carrières.

2.2. Présentation du projet

a) Implantation

Le secteur d'entrée de ville faisant l'objet de la présente étude d'impact est implanté sur un peu plus de 4 ha dans une zone stratégique, aux portes de Paris, en connexion avec Gentilly et Arcueil, structuré par l'autoroute A6b et l'avenue Charles Gide, deux axes routiers majeurs. Aujourd'hui entouré d'un tissu urbain pavillonnaire et résidentiel collectif en majorité, le site est lui-même occupé principalement par des maisons individuelles, des logements collectifs au Nord, et quelques équipements : commissariat, crèche. Il est desservi depuis juin 2024 par la ligne 14 du Grand Paris Express, à quelques centaines de mètres au Nord (6 minutes à pieds).

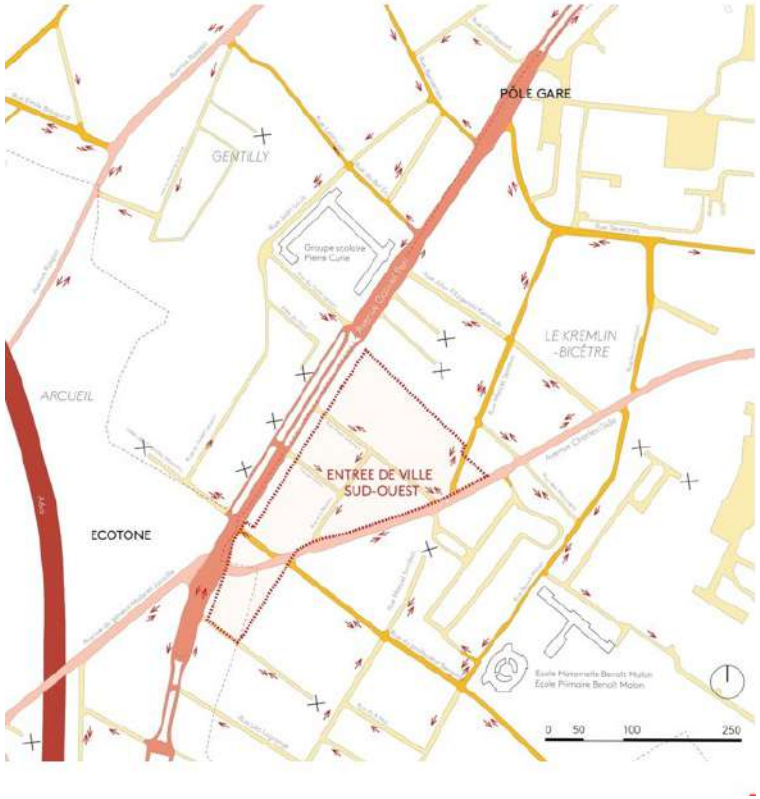


Implantation du site et contexte urbain – Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Accessibilité

Le site de projet bénéficie d'une bonne accessibilité grâce à un maillage routier assez dense (rue G. Péri, avenue C. Gide) et d'une offre de transport en commun (station « Hôpital Bicêtre » de la ligne 14 du métro et desserte lignes de bus 125, 186, 323 et V6 notamment).



Maillage viaire autour du projet – Etude urbaine COBE

c) Objectifs du projet

Le projet vise différents objectifs à savoir :

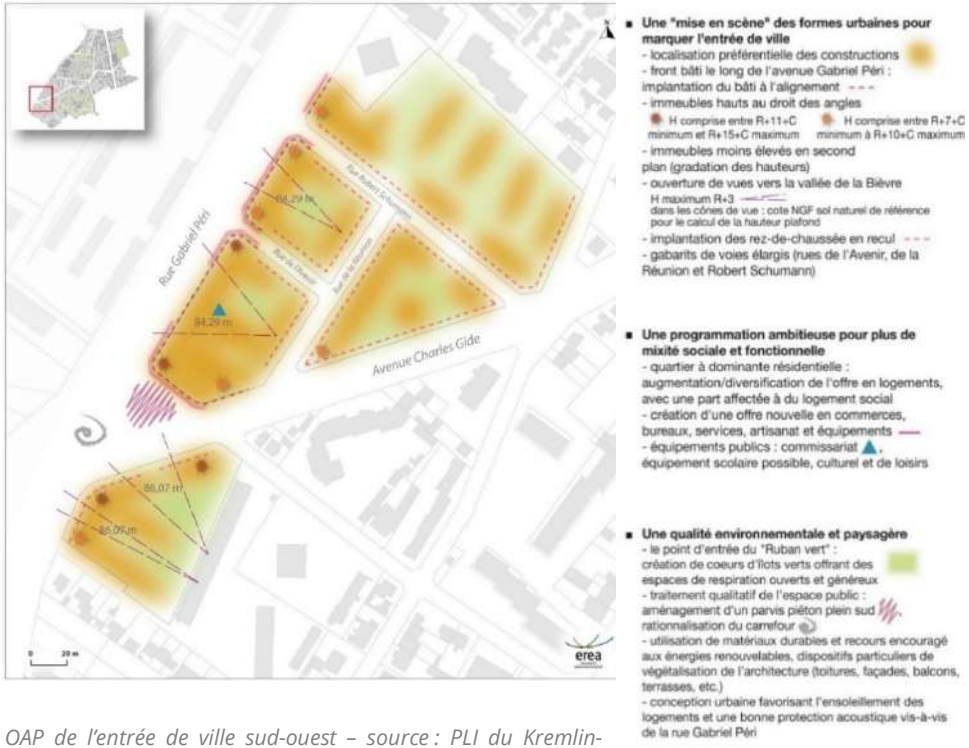
- Contribuer à l'effort régional de logement ;
- Aménager un quartier vivant et multifonctionnel mixant logements, activités de commerces et de services le tout dans un environnement sûr et agréable ;
- Inscrire le projet dans la transition énergétique et écologique ;
- Favoriser les mobilités durables ;
- Ancrer le projet dans le territoire ;
- Inscrire le nouveau quartier dans le grand projet de renouvellement urbain (NPNRU) et de cohésion sociale de l'ANRU.

La ville du Kremlin-Bicêtre ambitionne un renouvellement du secteur de l'entrée de ville sud-ouest depuis plus de dix ans. De nombreuses études (urbaine, paysagère, économique, opérationnelle) ont été réalisées ces dernières années sur ce secteur afin de définir les potentialités du site et de préciser les contours d'un futur projet urbain. En outre, d'autres études ou démarches structurantes menées à l'échelle de la Ville (étude sur le paysage urbain, révision du PLU, charte promoteur) ont permis de préciser les orientations sur ce site.

Depuis la couverture de l'autoroute en 2013, la révision du PLU en 2015 a permis de réaliser une OAP qui fixe les grands principes d'aménagement du secteur. Dans la continuité de ce travail, le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain a été signé fin 2016 afin de réaliser l'ensemble des études nécessaire à la définition de ce projet.
Enfin, la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement urbain du Quartier « Péri Schuman – Bergonié » a été signée en juillet 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

En 2015, la ville du Kremlin-Bicêtre a révisé son Plan Local d'Urbanisme et fixé des orientations stratégiques à l'échelle de la commune et de plusieurs secteurs clés à travers des OAP, dont l'Entrée de Ville Sud-Ouest.
L'OAP du secteur Entrée de Ville Sud-Ouest fixe les grandes orientations pour une rénovation ambitieuse de ce secteur. Elle permettra un engagement opérationnel rapide du projet.



OAP de l'entrée de ville sud-ouest – source : PLI du Kremlin-Bicêtre

Ce projet propose donc de concilier densité et qualité urbaine, architecturale, paysagère et environnementale pour ce futur quartier d'entrée de ville.

La requalification du site, est fondée sur les axes suivants :

- La création d'une **nouvelle polarité urbaine** structurée autour d'une véritable diversification fonctionnelle ; développement d'une offre de logements résidentiels, de création d'une offre de linéaires commerciaux inexistants, d'activités économiques, services de proximité et d'équipements.

- Un **nouveau quartier à vocation principalement résidentielle** permettant de répondre aux enjeux régionaux de construction de logements. La construction de logements est une priorité pour le Kremlin-Bicêtre, non seulement afin de répondre à l'attractivité résidentielle et économique engendrée par l'arrivée de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre-Gentilly) et aux objectifs fixés par le Schéma Directeur de la Région Île-de-France et la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, mais aussi afin de répondre aux problèmes actuellement rencontrés par les Kremlinois en matière d'accès aux logements.

  De plus, pour répondre aux besoins de tous les ménages et encourager la mixité sociale, le projet porte la volonté de développer une diversité d'offre de logements tant concernant les statuts de commercialisation (logements sociaux, accession sociale, accession privée, locatif libre, montages innovants types SCIAPP, BRS, habitat participatif, etc.) que des typologies de logements.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

A travers ces constructions, l'objectif est également d'assurer la mixité sociale et une répartition équilibrée du logement social à différentes échelles. A l'échelle du quartier, environ 36% de logements sociaux seront construits afin de permettre le renouvellement d'une offre sociale de qualité. En outre, la construction de logements privés permettra le rééquilibrage du logement social à l'échelle de la ville.

- Le **désenclavement du quartier** offrant des espaces publics de qualité, grâce à des mobilités facilitées en particulier les continuités et déplacements doux (cheminements piétons, cyclables, réseau de transports collectifs, intermodalité …) notamment vers la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) située à environ 400 mètres du quartier vers les autres quartiers et transports de la ville, et vers les communes voisines. Les réflexions sur les déplacements vont être définies en lien avec le nouveau pôle intermodal de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) qui va renforcer la desserte du territoire permettant ainsi d'améliorer les mobilités durables dans ces secteurs.

- La **création d'un quartier durable**, à forte ambition environnementale pour créer un projet exemplaire en matière de transition écologique et énergétique ; exemplarité concernant les constructions neuves (confort et santé des occupants, végétalisation de l'architecture, éco-construction ,etc.), réduction des déchets et de la pollution, gestion alternative des eaux pluviales, prise en compte de la biodiversité urbaine, encouragement à l'utilisation de modes de transports doux, production locale d'énergies renouvelables visant à diminuer la consommation d'énergies fossiles et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, utilisation d'éco-matériaux, etc. Pour concrétiser cet engagement, la Ville et l'EPT souhaitent s'inscrire dans la démarche EcoQuartier.

- Un quartier s'inscrivant aussi dans les **grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU**. Dans ce cadre, les enjeux liés au relogement, à l'insertion ou encore à la mémoire du quartier sont particulièrement pris en compte.

- ***Objectifs en termes de composition urbaine***

Le projet urbain reprend les grands principes de l'OAP en proposant des points hauts aux angles des ilots C et E qui permettent de marquer l'entrée de ville. La diversité des hauteurs permet de faire émerger un front bâti diversifié qui rompra une forme de monotonie. Il sera par ailleurs très visible depuis les axes de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide et agira comme un repère urbain.

Les formes urbaines et gabarits allient des hauteurs variables, de R+ 3 à R+15 selon l'insertion dans l'environnement, les épannelages entre bâtiments et permettent de créer des cœurs d'ilots végétalisés et généreux.

Ces ilots seront fermés. Des transparences et des porosités, a minima visuelles, vers les cœurs d'ilots sont cependant fortement souhaitées. En ce sens, les cœurs d'ilots privés largement plantés participeront du caractère paysager de l'ensemble du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'épannelage produira un travail fin sur les transitions et les rapports d'échelle, notamment avec le tissu bâti alentours. L'architecture développée devra promouvoir une richesse d'usages et permettre de retrouver l'échelle domestique malgré la densité, afin de produire une pièce urbaine « vivante ».

La diversité des hauteurs permet également d'envisager une architecture de petit collectif sur la partie nord l'ilot A afin de proposer un habitat intermédiaire qui bénéficiera de jardins individuels ou collectifs. Enfin, cette composition urbaine traduit la volonté d'articuler les futurs bâtiments avec les morphologies bâties existantes des abords du site dans un rapport de courtoisie urbaine. En particulier, les hauteurs plus basses ont été prévues sur le foncier des résidences Schuman à démolir pour équilibrer la densité plus importante des hauteurs réparties sur le reste du quartier.

Par sa densité, le projet répond aux objectifs importants de construction de logements imposés par le SDRIF. Par sa composition et sa forme urbaine, il permet de proposer une densification qui limite ses nuisances en proposant une diversité des formes et des hauteurs tout en assurant la création d'espaces publics généreux. Enfin, la conception des espaces extérieurs sera guidée par les usages et les enjeux bioclimatiques, afin d'offrir un maximum de confort aux futurs usagers.

Modélisation 3D des futures formes urbaines et des hauteurs de l'entrée de ville Sud-Ouest – source : carnet de plan 2024

- ***Le schéma viaire***

La gare du Grand Paris Express représente une opportunité pour minimiser au sein du secteur d'entrée de ville Sud-Ouest la place de la voiture et favoriser les mobilités alternatives.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

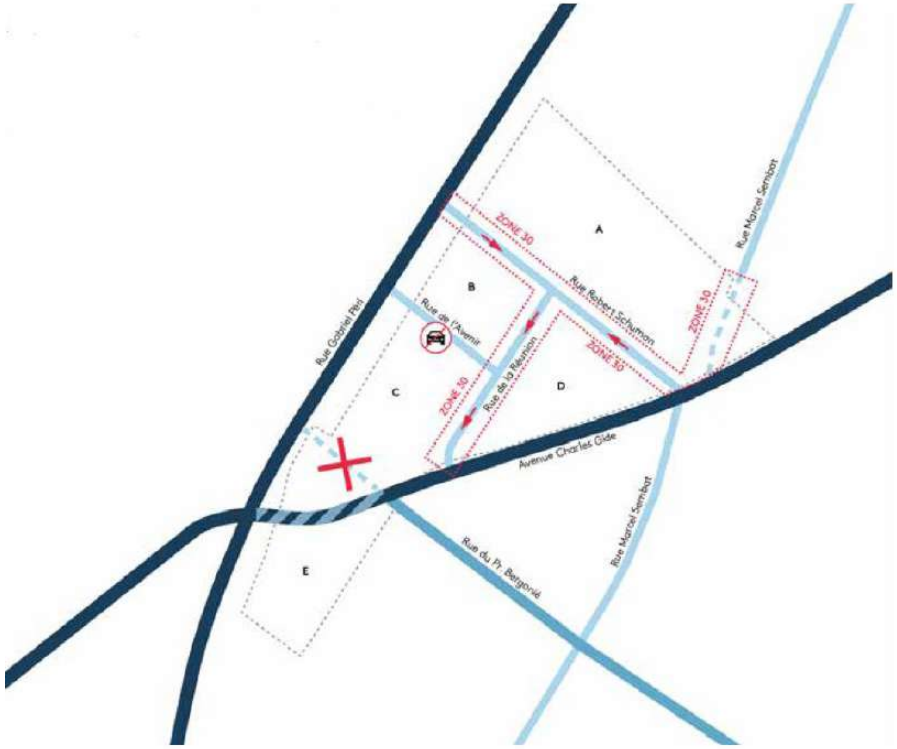


Schéma viaire du projet – Source : Cahier de prescriptions

Les quatre rues existantes (rues Schuman, Avenir, Sembat et Réunion) seront conservées. Cela permet également une économie de moyens en maintenant les réseaux dans leur configuration actuelle. La trame viaire conservée sera adaptée et mise à l'échelle de la densité du futur quartier, dans son rapport aux hauteurs bâties.

Le plan de circulation sera modifié pour préserver la desserte interne au quartier et limiter les effets de shunt. Les sens de circulation de la Rue Schuman et de la Rue de la Réunion sont modifiés. La Rue de l'Avenir est piétonnisée.
Par ailleurs, une étude de circulation a été réalisée pour étudier les impacts qu'auraient la modification de la géométrie du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture d'une portion de la rue Marcel Sembat. Ces deux modifications permettraient la création d'espaces publics plus qualitatifs moins soumis aux nuisances automobiles. Le Département sera particulièrement vigilant à l'impact de ces modifications de circulations sur la qualité de la desserte bus.

Dans ce cadre, l'ensemble des modes doux auront une place privilégiée. L'ensemble des voies résidentielles du quartier seront limitées à 30 km/h et seront toutes donc couvertes par une piste cyclable. Par ailleurs, une polarité vélo (Vélib') devrait venir s'implanter sur le quartier. Les cheminements piétons seront également favorisés par de larges trottoirs. Cette logique s'étendra au-delà du quartier pour permettre des liaisons facilitées à la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) ou aux équipements publics (Ecole Benoit Malon, etc.). Par ailleurs, le secteur est traversé par des itinéraires structurant du Schéma Départemental des Itinéraires Cyclables du Val-de-Marne (SDIC).

- ***Le carrefour Malleret-Joinville***

Bien que la suppression du barreau Nord permettrait effectivement un gain d'espace public, l'étude de circulation, réalisée par le bureau d'études CDVIA, montre que cela serait au détriment de la circulation générale. En effet, celle-ci serait fortement perturbée en raison des contraintes que cela imposerait au fonctionnement du carrefour, que ce soit en termes de phasage, des feux tricolores (écoulement du flux), ou

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

de capacité de stockage des véhicules. Les remontées de file impacteraient alors la circulation des bus qui se retrouveraient dans la congestion en amont des voies bus sur l'avenue Malleret-Joinville.

Au regard des résultats des simulations dynamiques concernant le réaménagement du carrefour Malleret Joinville, différentes pistes d'optimisation complémentaires pourraient être étudiées ultérieurement et nécessiteraient la réalisation d'une étude complémentaire.
A ce stade, le scénario avec la conservation du fonctionnement actuel est donc à privilégier, dans l'attente de la réalisation des études complémentaires dont les modalités de réalisation et de financement resteraient à définir.

- ***La rue Marcel Sembat***

L'étude de circulation réalisée par CDVIA avait aussi pour objectif d'estimer l'impact de la fermeture partielle de la rue Sembat. Cette étude a montré que les reports de trafics engendrés par cette fermeture partielle sont faibles avec ±50 UVP/h et sans conséquence sur les conditions de circulation du secteur notamment sur le carrefour Malleret Joinville. A ce stade, ce scénario avec la fermeture partielle de la rue Sembat n'est toutefois pas privilégié. Il est envisagé de maintenir la circulation sur cette voie.

- ***Les principales prescriptions architecturales, urbaines, paysagères et environnementales***

L'ensemble des prescriptions réalisées dans le cadre de l'étude urbaine devront être prises en compte et affinées par l'architecte urbaniste.

- ***Labellisations et certifications***

Le Maire du Kremlin-Bicêtre souhaite inscrire le projet dans une démarche de développement durable exemplaire pour répondre aux nombreux défis urbains : environnementaux, énergétiques, économiques, sociaux. Dans ce contexte, le projet s'inscrira dans la **démarche de labellisation EcoQuartier**. A ce titre, il répondra aux 20 engagements fixés par la charte.

Par ailleurs, une haute qualité environnementale des constructions, logements, bureaux, commerces et équipements sera requise. L'ensemble des logements seront certifiés NF Habitat HQE. Le niveau de performance est laissé libre, sauf précision apportée dans les futures fiches de lot. L'ensemble des équipements et commerces seront certifiés HQE Bâtiment Durable. Le niveau de performance est laissé libre, sauf précision apportée dans la fiche de lot.

- ***Ensoleillement et aéraulique***

Le choix des essences d'arbres et la diversification des strates devront permettre de préserver les espaces de l'inconfort aéraulique, en particulier en hiver.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les aménagements devront également prendre en compte l'ensoleillement des espaces afin de présenter des revêtements de sols adaptés au contexte.

- ***Végétalisation et lien avec le Ruban Vert***

Le site de l'entrée de ville s'inscrit dans le projet de ruban vert de la ville du Kremlin-Bicêtre. Les accroches au ruban vert seront matérialisées à travers 3 lieux majeurs largement plantés et le ruban vert se diffusera dans l'ensemble du quartier, à travers les espaces publics et privés.

L'aménagement des portes d'entrée du quartier et la scénographie de ces espaces verts doivent mettre en scène une densité végétale marquant l'identité du secteur et créatrice d'ilots de fraicheurs urbains.

L'ensemble des espaces verts sur dalle devront présenter une épaisseur de terre végétale d'au moins 80 cm afin de garantir le bon développement des essences plantées. Ceux-ci devront être développés comme des espaces de biodiversité multi-accueil, en favorisant la mixité des strates végétale (herbacée, arbustive et arborée).

Le choix des essences d'arbre devra se faire au regard des enjeux bioclimatiques de leur localisation, de leur adaptabilité au changement climatique et de leur potentiel allergisant.

- ***Prescriptions sur l'habitat***

i. Orientations et vues

Afin d'offrir une bonne exposition, un éclairage naturel et de limiter l'exposition aux nuisances, tous les logements au-delà du T3 bénéficieront d'une double orientation, voire triple orientation. Les logements mono-orientés au Nord sont proscrits, même pour les studios. Les appartements mono-orientés sur la rue Gabriel Péri sont également proscrits.

ii. Lumière naturelle et ventilation

Le confort visuel et l'éclairage naturel devront guider la conception des espaces intérieurs. Pour ce faire, la proportion de surface vitrée représentera un minimum de 20% de la surface habitable (SHAB) du logement. L'apport de lumière naturelle ne se limitera pas aux pièces principales de l'habitation. L'éclairage et la ventilation naturelle seront recherchés pour les cuisines et les salles de bain. Les cuisines en second jour sont proscrites.

iii. Confort acoustique

Le projet s'implante à proximité immédiate de l'A6b, axe passant, source de pollution de l'air et de nuisances acoustiques. L'ensemble des opérations de constructions doivent anticiper ces nuisances, afin de proposer aux usagers un cadre de vie confortable et ne nuisant pas à leur santé. La présence de loggia permettra de réduire les nuisances sonores au sein des pièces de vie. Par ailleurs, les performances d'isolation acoustiques devront être mise en œuvre en cohérence avec la proximité des axes de circulation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

iv. Qualité de l'air intérieur

Un travail et une attention particulière devront être portés sur la qualité de l'air au sein des locaux.

L'ensemble des locaux et bâtiments exposés directement vers les axes de circulation devront être équipés d'une ventilation double flux avec filtration adaptée (type charbon actif, filtre de qualité F7).

Le positionnement des bouches d'entrée d'air devra obligatoirement se faire à l'écart des voies de circulations, tandis que les bouches d'extraction de l'air vicié devront être orientées à l'écart des espaces extérieurs dédiés à la détente.

L'ensemble des revêtements intérieurs mis en œuvre devront être faiblement émetteur en polluants (COV, formaldéhydes) et présenter un étiquetage A+.

v. L'enveloppe : prolongement extérieur des logements

Les balcons, loggias, terrasses privées et jardins d'hiver jouent le rôle d'interface entre le logement et l'environnement extérieurs et donnent à voir le paysage urbain.
Leur conception nécessite un travail fin sur les dimensions, la matérialité et la manière dont ils s'accrochent à la peau de l'édifice. En effet, ils participeront pleinement de la perception de la façade depuis la rue. Les prolongements extérieurs des logements doivent être considérés comme une pièce à vivre supplémentaire, au regard de la capacité qu'ils offrent aux habitants de développer des usages.

Trois situations spécifiques sont distinguées et amèneront les concepteurs à proposer des réponses différenciées.

- Sur la rue Gabriel Péri : il est attendu des dispositifs de façade qui préservent le logement des nuisances acoustiques et aérauliques. Les loggias et les jardins d'hiver seront donc privilégiés. Il s'agira de réduire les nuisances en lien avec la pollution routière par des systèmes techniques et positionnement adaptés des entrées et extractions de l'air.
- Sur les rues du quartier : les façades sur rue développeront des balcons avec une certaine intimité préservée. Une certaine opacité sera recherchée pour éviter l'occultation sauvage ou l'entreposage peu esthétique.
- En cœur d'îlot : des balcons filants sont imaginés en cœur d'ilot. Les loggias pourront être envisagées si le vis-à-vis est trop important.

vi. L'enveloppe : les toitures

La toiture constitue la cinquième façade du bâtiment. La densité du futur quartier et l'épannelage contrasté vont contribuer à rendre très visibles toutes les toitures des strates basse et moyenne.

La ville dense nécessite d'aller chercher tous les espaces disponibles, les espaces de respiration qui connectent l'habitant de la ville au grand paysage. Les toitures sont à ce titre des éléments à fort potentiel et représentent une thématique à part entière. Le traitement des toitures, au même titre que les façades ou les rez-de-chaussée impliquera une

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

attention particulière. La valorisation des espaces en toiture constituera une réelle démarche innovante et écoresponsable, qui profitera aux habitants et s'inscrira dans la vie de quartier, au même titre que les espaces libres au sol.

Les toitures terrasses pourront être support d'usages et activités. Elles pourront accueillir des serres et jardins potagers extérieurs. Le traitement des serres en toiture évoquera une architecture légère et transparente offrant la lecture de l'activité.
En cas de toiture terrasse non accessible, celle-ci devra être végétalisée. Les toitures végétalisées le seront sur la totalité de leur surface. Elles devront bénéficier d'un point d'eau pour l'arrosage.

En fonction des hauteurs, chaque toiture assurera une fonction spécifique.

vii. L'évolutivité et la mutabilité des constructions

L'opération sur le secteur Entrée de ville sera étalée sur plusieurs années, ce qui implique la prise en compte du vecteur temps. Les modes de vie et leurs évolutions feront partie intégrante de la conception des bâtiments. Le projet aura également à cœur le souci de l'évolution dans le temps de l'ouvrage : la pérennité des matériaux, une structure poteau-dalle permettant une plus grande modularité et flexibilité. Cette disposition permet le cas échéant d'envisager un parcours résidentiel au sein d'une seule et même résidence.

viii. Les logements

L'évolutivité des grands logements devra permettre le redécoupage ou l'assemblage (par exemple en positionnant un T1 a cote d'un T4). En ce sens, la structure porteuse sera préférée au niveau des noyaux de circulations verticales et des façades pour permettre de recomposer plus facilement le logement du futur. La conception des logements facilitera la recomposition des espaces domestiques. Pour ce faire, il s'agira de proposer autant que possible des grandes pièces et des logements évolutifs, en permettant aux habitants de décloisonner facilement leur logement.

ix. Les cellules commerciales

Les concepteurs devront définir une trame de cellules commerciales adaptables et mutables. La conception des cellules devra faciliter les éventuels changements d'activités.

x. Le paysage

Les cœurs d'ilots devront être pensés comme de véritables lieux de vie supports d'usages et non des espaces résiduels ou contemplatifs. Ils assureront la transition entre espace commun et espace privé.

La question du paysage est totalement imbriquée à la conception architecturale. Les prescriptions paysagères s'inscrivent dans une même démarche de projet sans distinction. Ce travail se joue sur les aménagements paysagers de l'opération, les limites, les plantations, sur la manière dont l'architecture peut devenir support d'un paysage, et surtout sur le dialogue entre le projet paysager global (à l'échelle de la

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

commune) et les projets paysagers des différentes parcelles qui devront s'inscrire dans une même narration.

Des compétences de paysagiste seront intégrées dans chaque équipe de maitrise d'œuvre pour chaque opération. L'aménagement des espaces extérieurs recherchera l'harmonie avec le projet de construction. Les aménagements devront permettre l'entrée de la lumière dans les cœurs d'ilot et assurer les transparences depuis et vers les espaces publics.

Sur dalle, l'infrastructure et la structure de l'ouvrage bâti devront être calculées et réalisées pour supporter la charge des matériaux à mettre en place, la charge des végétaux à planter, l'eau stagnante éventuelle et prendre en compte le relief souhaité du jardin. Les plantations à plusieurs hauteurs et installations sur des supports verticaux de plantes grimpantes pour couvrir les façades sont conseillées pour favoriser la continuité et la diversité des habitats.

Le choix des espèces et les implantations pourront participer à la recherche d'une amélioration du confort thermique de l'habitat. Les végétaux seront choisis selon la proximité et l'orientation des façades.

- ***Les prescriptions en matière de sécurité***

Une analyse du projet au regard des enjeux de sécurité a été réalisée dans le cadre d'une étude de sûreté et sécurité publique. Celle-ci a montré que le projet répond de manière très satisfaisante aux principes de prévention situationnelle, notamment du fait des caractéristiques suivantes : quartier accessible, trame urbaine régulière et lisible, volonté de développer une ambiance qualitative et d'équiper les espaces publics. Quelques recommandations ont toutefois été apportées :

Sur l'ilot A :

- Anticiper les conditions de sureté et de gestion en cas de maintien du contexte tout piéton, privilégier des espaces extérieurs de statut privé, fermés au public.
- Définir en amont les limites domaniales et mettre en œuvre des dispositifs urbains qualitatifs et infranchissables.

Sur le parvis Malleret-Joinville :

- Maintenir un espace public ouvert, dégager les vues, sécuriser les flux piétons, favoriser l'animation par les commerces voisins.

Sur le square Sembat :

- Définir les modalités d'ouverture/fermeture et de gestion, positionner des accès bien identifiés, dégager les vues, équiper pour l'appropriation positive, prévenir les risques d'occupation abusive et gênante.

Ces recommandations seront intégrées au projet. Par ailleurs, un dispositif de vidéoprotection sera mis en place sur le quartier, dans la continuité du déploiement réalisé sur le reste de la commune.

Cette étude a été réalisée sur la base du projet initial. Les hypothèses de plan masse utilisées ont fait ensuite l'objet d'adaptations mineures qui ne remettent pas en cause les recommandations de cette étude.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Présentation du programme prévisionnel

Le projet s'attachera à promouvoir la mixité fonctionnelle, en imaginant une programmation ambitieuse et innovante. Les futurs programmes prendront en compte les besoins et l'évolution des modes de vie.

Cette programmation fine prendra en compte la proximité des autres projets comme Ecotone et le pôle gare. Elle veillera par ailleurs à être cohérente avec la programmation existante aux alentours, comme le linéaire commercial du 162 rue Gabriel Péri à Gentilly, plutôt que de le concurrencer.

Le projet visera également à garantir les bonnes conditions de la mixité sociale et intergénérationnelle au sein du quartier. Il est recherché une diversité des typologies des logements à l'ilot. Chaque opération de logements locatifs sociaux comprendra du PLS, PLUS et PLAI.

La programmation prévisionnelle générale

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques)	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (Sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2676
TOTAL		64 340

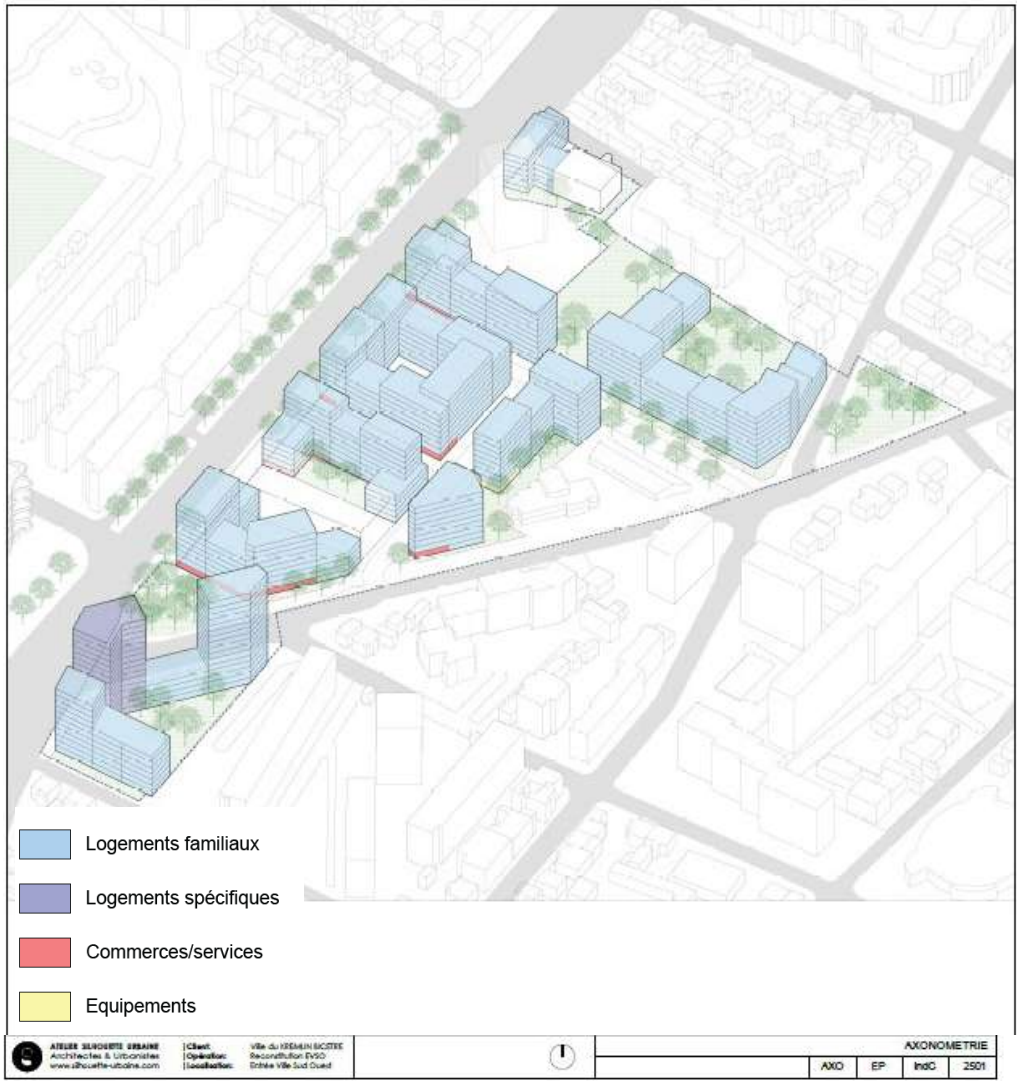
En termes de répartition des logements, il est envisagé :

- 636 logements en accession libre ;
- 369 logements sociaux (36%), dont 162 logements locatifs sociaux (LLS), 77 logements en accession sociale à la propriété ou bail réel solidaire (BRS) et 130 logements (de 28 m²) spécifiques conventionnés (logements étudiants) ;
- 24 logements en contrepartie Association foncière logement (AFL) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Plan de masse de l'implantation des futurs ilots du quartier – source : Carnet de plans 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Modélisation 3D des formes urbaines du futur quartier – source : Carnet de plans 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

e) Dernières modifications de la programmation (2024)

Les études techniques dans le cadre de la présente évaluation environnementale ont été majoritairement réalisées en 2022. Or, le projet a connu quelques modifications de périmètres et programmatique en 2024. Ces modifications à la marge, qui concernent les ilots A et E, sont présentées ci-dessous.

ILOT A :

- ***Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle***

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la Ville du Kremlin-Bicêtre a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2, afin de créer une extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.

Cartographie de localisation de l'extension de l'ilot A – source : Fond de plan CoBe

Ce projet prévoit la réhabilitation d'une partie du bâtiment existant pour créer un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à accompagner et animer l'espace vert pédagogique attenant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cartographie de localisation de l'extension de l'ilot A – source : Géoportail

L'autre partie du bâtiment située le long de la rue Gabriel Péri, sera démolie pour y développer des logements.

- ***La programmation prévue sur la parcelle L242 :***

Le volume du bâti existant sur la parcelle L242 est conservé et réhabilité. Il accueillera une programmation d'activité type tiers lieu en lien avec l'espace vert pédagogique de l'ilot A (ateliers pédagogiques, espace de restauration, exposition, …)

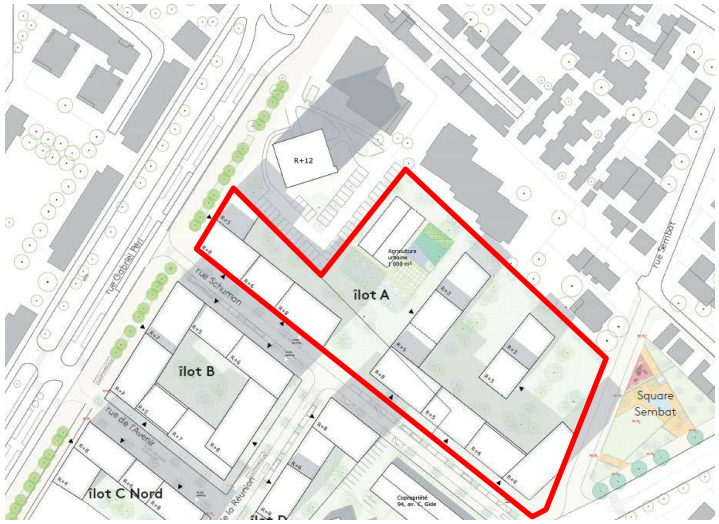
En front de rue, un nouvel immeuble de 24 logements environ d'une superficie de 1540 m² SDP sera construit en gradins du R+5 au R+3, respectant le front bâti sur rue et en permettant une transition d'échelle graduelle entre les logements pavillonnaires et la tour.

Conformément au PLU, il sera prévu 30% de logements locatifs sociaux, soit 8 LLS environ.

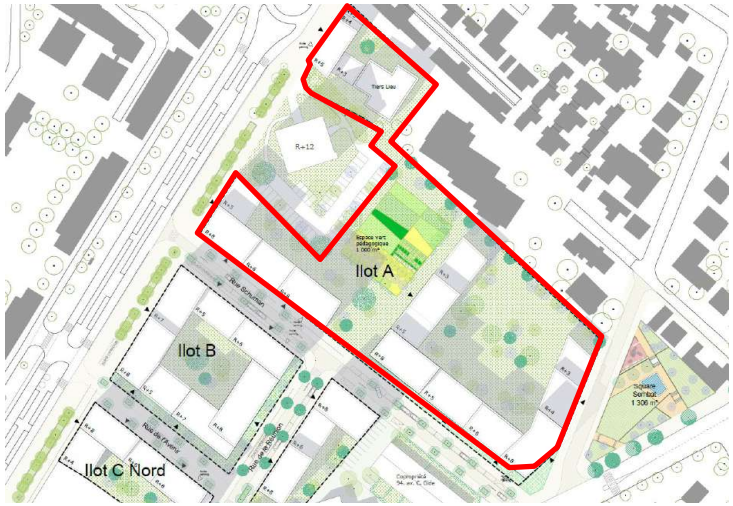
Cartographie de l'ilot démoli sur la parcelle L242

Périmètre de la parcelle L242 et lien avec espace vert de l'ilot A

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Focus du plan masse sur l'ilot A – Ancien projet 2022



Focus du plan masse sur l'ilot A – Projet actuel 2024

Ilot E :

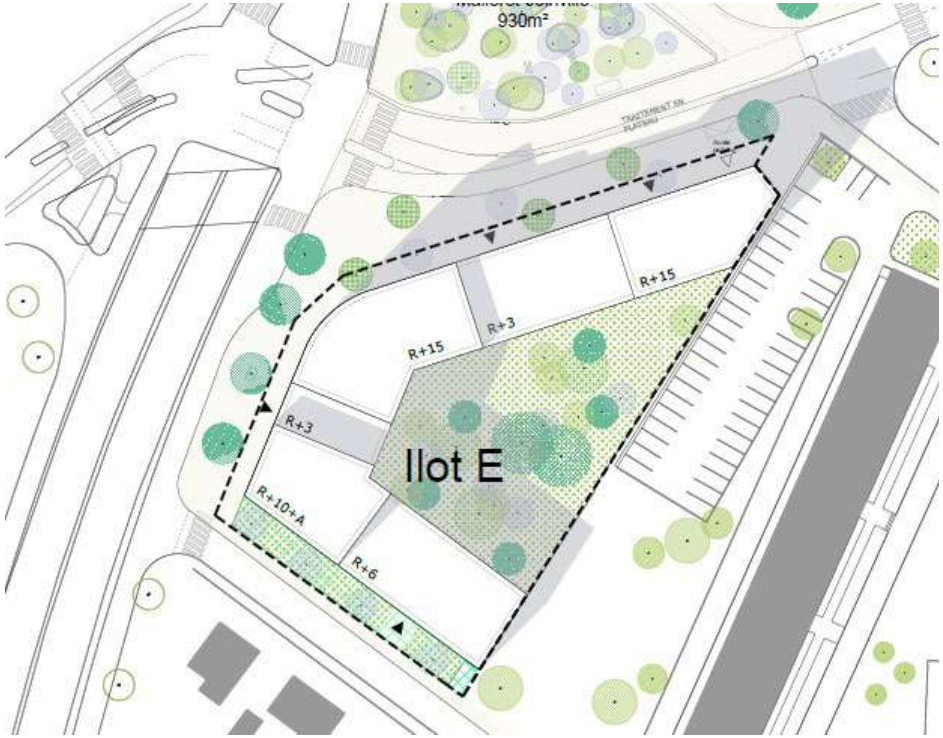
- ***Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle :***

La programmation de l'ilot E a fait l'objet d'une évolution en phase opérationnelle. Le projet prévoit la programmation de 295 logements dont une résidence étudiante de 130 chambres, 165 logements familiaux allant du studio au T5, et un parking sous-terrain de 131 places, sur deux niveaux, accessible depuis l'avenue Charles Gide.

Un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.

La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière ont été revues depuis la version du plan masse de 2022 et sont en cohérence avec celles prévues dans l'OAP sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, cœur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Focus du plan masse sur l'ilot E – Projet actuel 2024

Modifications programmation :

Cette programmation est prévisionnelle et pourra être réadaptée en fonction de besoins identifiés lors de la phase opérationnelle.

- ***La programmation économique***

L'étude urbaine a permis de préciser le potentiel d'implantation pour différents types de commerces.

Ils pourraient se répartir selon le schéma suivant :

- **Ilot A** (215 m²)
  - Agence type immobilier, banque (115 m²)
- **Ilot B** (540 m²)
  - Cabinet médical (150 m²)
  - Coiffeur (110 m²)
  - Alimentation spécialisée (140 m²)
  - Kinésithérapie & ostéopathe (140 m²)
- **Ilot C** (810 m²) :
  - Une moyenne surface alimentaire (490 m²)
  - Un restaurant (115 m²)
  - Une pharmacie (205 m²)
- **Ilot D** (110 m²)
  - Boulangerie (110 m²)
- **Ilot E** : L'élaboration de la programmation de l'ilot E en phase opérationnelle a permis de préciser le programme de constructions qui ne prévoit plus de commerce à rez-de-chaussée sur cet ilot. Les deux cellules commerciales identifiées sur l'ilot E représentant au total 330 m², ne seront donc pas réalisées.

- ***La programmation des équipements publics***

La ville du Kremlin-Bicêtre a demandé à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAURIF) une mise en perspective générale de son offre d'équipements et services, avec une plus grande attention sur le champ scolaire et culturel, en lien avec les prévisions de construction de logement sur l'ensemble de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cette étude, réalisée en 2016 et mise à jour en 2019, a montré que les équipements scolaires existants disposent d'une capacité suffisante pour répondre aux futurs besoins scolaires du secteur de l'entrée de ville Sud-Ouest tout en assurant la mixité scolaire recherchée, à condition que les livraisons de logements soient réparties dans le temps. Il est donc nécessaire de prévoir la réalisation progressive de l'opération d'aménagement pour éviter une hausse ponctuelle des besoins et la nécessité d'un nouvel équipement scolaire sur ce secteur.

Il est tout de même nécessaire d'adapter les équipements scolaires existants aux besoins générés par l'opération d'aménagement. La Ville a donc prévu la réhabilitation des groupes scolaires de la carte scolaire du secteur (Malon, Megrez et Kergomard), voire l'adaptation de nouvelles classes scolaires selon les livraisons.

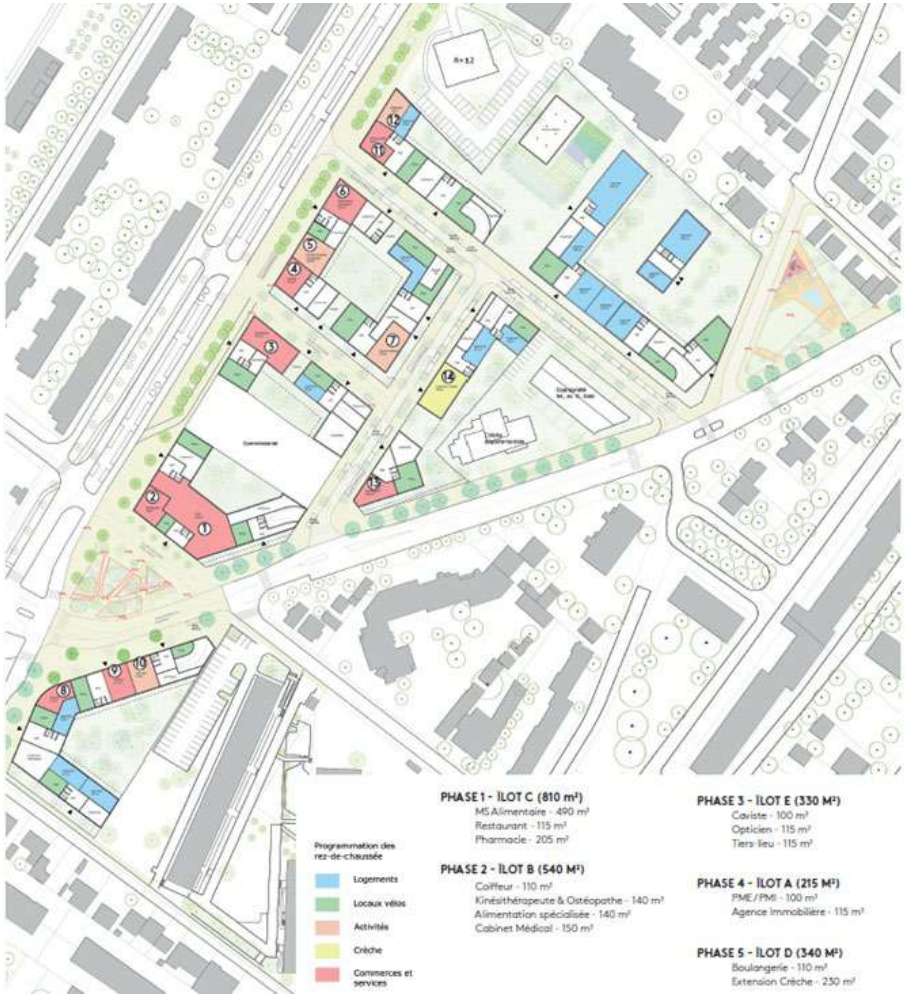
L'extension du Commissariat

Le commissariat est situé au cœur du nouveau quartier sur l'ilot C. Il constitue un équipement central de district qui rayonne sur cinq villes : Arcueil, Cachan, Gentilly, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif, soit un bassin de population de 150 000 personnes environ.

Le bâtiment existant est fortement détérioré. Un projet de nouveau commissariat a été inscrit dans une programmation pluriannuelle 2017-2020. Ce projet sous maitrise d'ouvrage de la Préfecture de police constituera la première réalisation du nouveau quartier.

Les travaux d'aménagement du commissariat ont démarré fin 2024 et s'échelonneront jusqu'à fin 2026.

Afin de favoriser l'insertion urbaine du nouveau commissariat et poursuivre cette première phase de réalisation de l'opération d'aménagement, la maitrise foncière des terrains autour de cet équipement a été réalisée.



Ancienne programmation (2022) – source : CoBe

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Nouvelle programmation (2024) – source : Carnet de plans 2024

f) Temporalité prévisionnelle

L'entrée de ville Sud-Ouest a été identifiée dans le PLU révisé et approuvé le 17 décembre 2015 comme le principal secteur stratégique pour mettre en œuvre les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

Les ilots E et C devraient être réalisés en premier lieu grâce à une maitrise foncière avancée. Le rythme d'écoulement des autres ilots devra être maitrisé. En effet, le phasage prévisionnel des ilots devra s'échelonner dans le temps, notamment pour permettre aux équipements scolaires existants d'absorber progressivement les nouveaux besoins scolaires et éviter la création d'un équipement scolaire sur le quartier uniquement pour répondre à une hausse ponctuelle de la demande.

La programmation prévoit un démarrage des travaux, sur le commissariat et sur l'ilot C en 2024/2025. Les dernières livraisons auront quant à elles lieux à l'horizon 2030. Le phasage prévisionnel initialement envisagé est détaillé en page suivante. L'ilot E, initialement prévu en phase 4, pourrait être un des premiers ilots à démarrer compte tenu d'une maitrise foncière qui s'est accélérée sur cet ilot.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

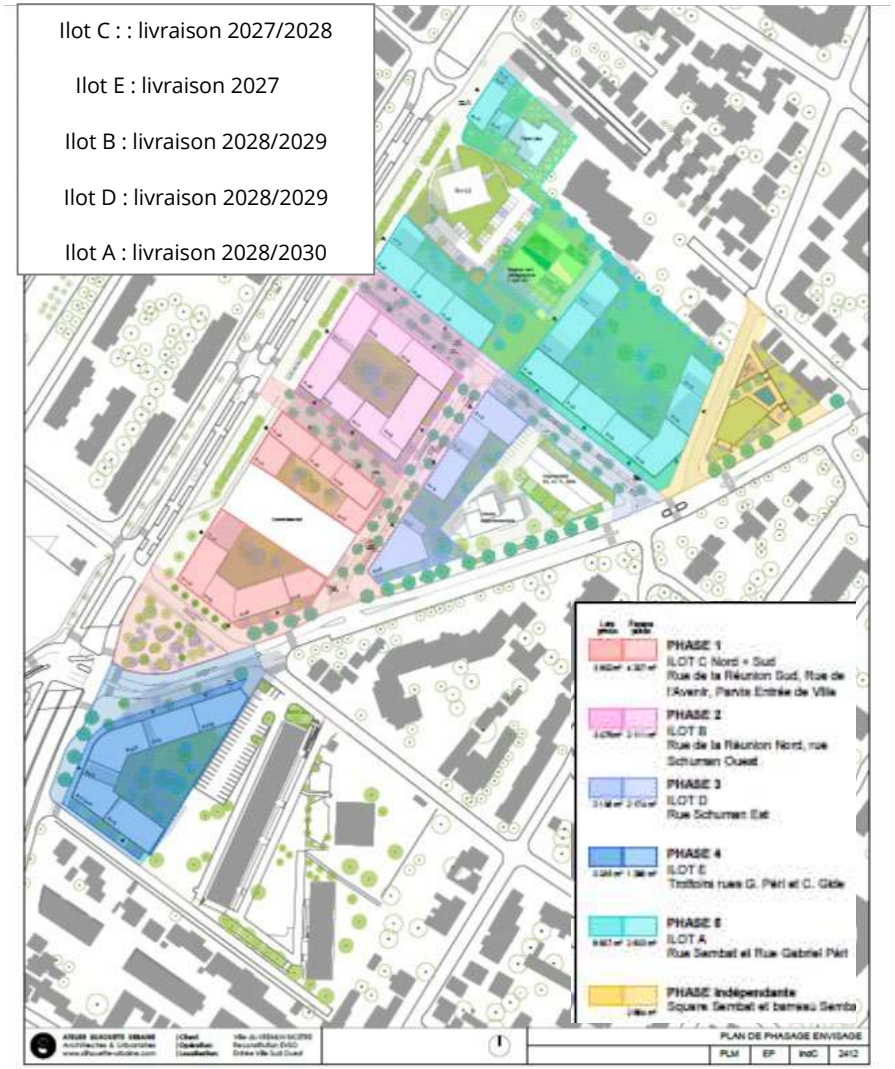
Ilot C : : livraison 2027/2028

Ilot E : livraison 2027

Ilot B : livraison 2028/2029

Ilot D : livraison 2028/2029

Ilot A : livraison 2028/2030



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

g) Une dynamique de projets importante

D'autres projets programmés à proximité de l'entrée Sud-Ouest de la ville, font également partie de la stratégie de requalification de la ville visant à répondre à la demande croissante en logements et le besoin en commerces et services, transport et espaces verts.
Les différentes opérations d'aménagement seront plus amplement détaillées dans cette étude d'impact au chapitre sur l'analyse des effets cumulés avec d'autres projets.

- ***Le projet du Ruban Vert***

Devant le besoin d'espaces verts et d'aménagement des espaces existants, le Projet du Ruban Vert porté par la ville du Kremlin-Bicêtre vise à la fois à une mise en réseaux des espaces de nature dans le but de développer la trame verte sur le territoire communal tout en créant des continuités paysagères intégrant les espaces publics. Cette nouvelle place donnée aux espaces verts offrira aux habitants de nouveaux lieux de respiration au sein d'une ambiance urbaine plus qualitative.

Le secteur d'entrée de ville concerné par la présente étude d'impact constitue l'un des points de départ du Ruban Vert renforçant ainsi son rôle stratégique au sein de la commune.

- ***Le projet Ecotone***

Localisé en face du site d'étude, de l'autre côté de la rue Gabriel Péri à Arcueil, le projet Ecotone projette la construction d'un complexe multifonctionnel de 82 000 m² de bureaux, logements, commerces, équipements sportifs, services… vertueux sur le plan environnemental.

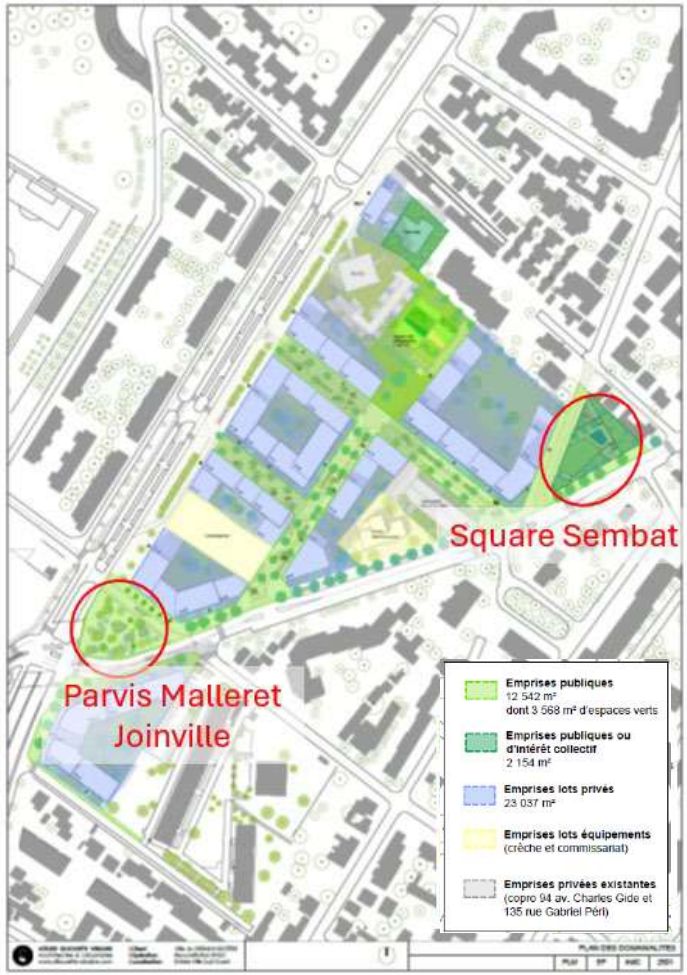
- ***Le projet Pôle Gare***

L'arrivée de la nouvelle gare de Métro dans le secteur de l'Hôpital dans le cadre du projet Grand Paris engage la création d'une nouvelle centralité qui viendra renforcer la connexion du Kremlin-Bicêtre au centre de Paris en un quart d'heure. Le pôle gare sera tourné vers des usages diversifiés et proposera des espaces ouverts à tous.

h) Traitement urbain et paysager du projet

Avec la création d'environ 1030 logements, le futur quartier nécessite des espaces publics dimensionnés en conséquence. Pour ce faire, le projet bénéficiera de trois lieux majeurs : le square Sembat, le parvis Malleret-Joinville et un espace vert pédagogique. Leurs aménagements seront différenciés et thématisés en fonction des lieux qui n'accueilleront pas les mêmes usages. Ces nouveaux espaces végétalisés seront dédiés aux loisirs, à la détente et à vocation pédagogique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Domanialités et espaces publics - Source : Carnet de plans – après modification de l'espace d'agriculture urbaine en emprise publique et agrandissement du périmètre sur l'ilot A pour étendre le projet d'espace vert pédagogique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***Le square Sembat***

La programmation d'un nouveau parc urbain permettra une respiration en entrée Nord du quartier. Cet espace matérialisera l'accroche du futur quartier au projet du ruban vert.

A l'inverse du carrefour d'entrée de ville soumis à de fortes nuisances, le square Sembat offre l'opportunité de développer un espace vert attractif et accessible. Son accroche à l'avenue Charles Gide et sa position sur le chemin naturel depuis le pôle gare (via la rue Sembat) en font un lieu central pour le Sud de la commune.

Plan de principe du square Sembat – Source : COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***Le parvis Malleret-Joinville***

Actuellement occupé par un carrefour routier, le futur parvis Malleret-Joinville a la double symbolique de l'entrée de ville et de l'aboutissement du ruban vert. Soumis aux nuisances sonores et aérauliques liées à l'A6B et la rue Gabriel Péri, le carrefour offre peu de confort d'usages.

A l'image du ruban vert dont il symbolise l'une des extrémités, le parvis Malleret-Joinville sera un espace végétal très planté, mais pas forcément usité. Il s'agira d'un espace public nouveau végétalisé au pied de l'ilot C pour créer un nouveau parvis. Il matérialisera la thématique de la nature en ville.

Une grande densité végétale est attendue sur cet espace. Les plantations seront composées avec des arbres de grand développement, en écho à la hauteur des constructions aux abords du parvis.

Il s'agira également d'offrir un parvis confortable aux commerces présents sur l'Ilot C, protégé des nuisances par la frange végétale du parvis. Le parvis Malleret-Joinville jouera également le rôle de relais de la biodiversité. Il s'agira par exemple de permettre la reconstitution d'un habitat semi-naturel et de nichoirs pour l'avifaune recensée.

Plan de principe du parvis d'entrée de ville – Malleret Joinville – Source : COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***En cœurs d'îlots***

Les cœurs d'îlots devront être pensés comme de véritables lieux de vie supports d'usages et non des espaces résiduels ou contemplatifs. Ils assureront la transition entre espace commun et espace privé.

La question du paysage est totalement imbriquée à la conception architecturale. Les prescriptions paysagères s'inscrivent dans une même démarche de projet sans distinction. Ce travail se joue sur les aménagements paysagers de l'opération, les limites, les plantations, sur la manière dont l'architecture peut devenir support d'un paysage, et surtout sur le dialogue entre le projet paysager global (à l'échelle de la commune) et les projets paysagers des différentes.

L'aménagement des espaces extérieurs recherchera l'harmonie avec le projet de construction.

Les aménagements devront permettre l'entrée de la lumière dans les cœurs d'îlot et assurer les transparences depuis et vers les espaces publics.

Sur dalle, l'infrastructure et la structure de l'ouvrage bâti devront être calculées et réalisées pour supporter la charge des matériaux à mettre en place, la charge des végétaux à planter, l'eau stagnante éventuelle et prendre en compte le relief souhaité du jardin.

Les plantations à plusieurs hauteurs et installations sur des supports verticaux de plantes grimpantes pour couvrir les façades sont conseillées pour favoriser la continuité et la diversité des habitats.

Le choix des espèces et les implantations pourront participer à la recherche d'une amélioration du confort thermique de l'habitat. Les végétaux seront choisis selon la proximité et l'orientation des façades.

- ***Palette végétale***

Les cœurs d'îlots devront être développés comme des espaces de biodiversité multi-accueil, en favorisant la mixité des strates végétales (herbacée, arbustive et arborée).

Le choix des essences d'arbre devra se faire au regard des enjeux bioclimatiques de leur localisation, de leur adaptabilité au changement climatique et de leur potentiel allergisant :

- Favoriser les essences présentant un faible besoin en eau et robustes (type rosmarinus sp., thymus sp., helianthemum sp., euphorbia sp., etc.) excepté en cas de mise en oeuvre de fil d'eau plantés, de noues plantées ou de tout espace dédié à participer à la gestion de l'eau, où des essences hygrophiles ou sciaphiles (type nummelaria sp., mentha sp.) devront être choisies.
- La plantation d'espèces ayant un potentiel allergisant moyen à fort devra rester modérée et ponctuelle et sera particulièrement à éviter au droit des équipements sensibles (crèche départementale).
- Une proportion d'essences réduisant la perception du bruit par le bruissement des feuilles sous l'effet du vent est à mettre en œuvre (exemple du peuplier tremble, dont les feuilles émettent un bruissement particulier sous l'effet du vent).

De manière générale, seules des essences 'locales' seront utilisées afin de favoriser une parfaite adaptation de la flore importée pour les projets.

i. Plantations proscrites

Sur l'ensemble des projets, aussi bien que sur l'espace public que sur les parcelles à bâtir, les végétaux de type horticole ou exogène tel que

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Thuyas et/ou Lauriers palmes, Pyracanthas, Photinias, Forsythias, Berbéris… sont proscrits, ainsi que tous les végétaux à feuillage panaché ou pourpre.

Sont aussi proscrites les plantes invasives, à savoir les plantes d'origine exogène (provenant d'une autre région) et qui, introduites dans un milieu différent du leur, se mettent à proliférer et à provoquer des perturbations d'ordre écologique.

ii. Massifs vivaces et graminées

La plantation de bulbes, graminée et vivaces est souhaitée en complément des plantations arbustives et en remplacement des arbustes couvre-sol habituellement employés.

iii. Espèces d'arbres adaptées

En dehors des espaces publics, la proportion d'arbres de hautes tiges devra offrir une lecture de l'îlot raisonnablement planté favorisant des transparences vers l'espace public et l'architecture.

Les arbres installés en îlot privé seront de faible à moyen développement pour en assurer un développement en port libre à long terme.

Les arbres fruitiers sont autorisés uniquement en tuteurage quadripode doublé de ganivelles de châtaignier pour une mise en protection les premières années.

En dehors des espèces indigènes, les lilas sont conseillés en unique complément horticole de manière systématique.

Habitats pour la faune (pipistrelle commune, en chasse et transit sur site, avifaune (Mésange charbonnière, Fauvette à tête noir, Moineau domestique, Martiner noir, Hirondelle rustique). Cf. Charte de la biodiversité de la Ville.

- ***Revêtements et matériaux de sol***

L'objectif est de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'emploi de matériaux naturels. La continuité avec les sols des espaces publics sera recherchée.

Une attention particulière sera portée aux ouvrages d'accompagnement et aux traitements de sols afin de garantir leur intégration paysagère et leur pérennité.

Ainsi, les matériaux constituant les aménagements extérieurs seront choisis en croisant les critères d'impact environnemental, de durabilité, de coût d'investissement, d'entretien et de maintenance.

L'aménagement de sols étanches est à limiter strictement afin d'augmenter la capacité d'infiltration.

L'utilisation de produits bitumineux est à éviter.

Les matériaux dans la masse seront préférés, sans traitement superficiel. La pierre, les bétons architectoniques, le verre et le bois seront privilégiés. Les métaux feront l'objet de traitements pérennes.
Les bardages métalliques (acier, cuivre, zinc, aluminium, naturels, prépatinés ou laqués) sont également autorisés.
Toutes les imitations de matériaux sont interdites (faux moellons, faux bois, etc.)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Pour les accès piétons, on préconisera des aménagements de type stabilisé naturel n'entraînant pas l'imperméabilisation du sol tout en assurant le confort d'usage et notamment des PMR.

i) Travaux de démolition

Le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest est caractérisé par une démolition quasi intégrale du quartier avant sa reconstruction. Seuls la crèche et la copropriété au nord-ouest à côté de celle-ci seront conservées sur le site.

Quelques éléments bâtis conservés dans le projet (source : étude urbaine)

La gestion et la valorisation des déchets seront un enjeu prioritaire au regard des nombreuses démolitions qui vont intervenir sur le secteur. En effet, l'ensemble des démolitions représente environ 14 700 tonnes de déchets à gérer.

Un diagnostic ressource préliminaire à la déconstruction sera réalisé afin de faciliter le tri à la source sur chantier et d'identifier les filières de valorisation adaptées. Le CPAUPE précise que la valorisation in situ sera également étudiée selon les conclusions du diagnostic. Le diagnostic ressource devra fixer un taux de valorisation des déchets à respecter à l'échelle de l'Entrée de Ville.

La déconstruction sélective des bâtiments existants sera à garantir afin de valoriser au maximum les déchets produits.

Au minimum 70 % des déchets de construction devront être valorisés. Le suivi du pourcentage de valorisation devra être réalisé tout au long du chantier par l'intermédiaire des quantités de déchets évacués (tonnes) et les BSD.

Le tri des déchets sur le chantier est garanti par la mise en œuvre de bennes adaptées aux différentes typologies de déchets.

j) Recyclage des terres

La gestion des terres excavées devra dans la mesure du possible se faire selon une logique d'économie circulaire, permettant le réemploi des terres non polluées en remblais à l'échelle du site ou au sein d'autres opérations. A ce titre, des plateformes d'échanges entre acteurs de la construction peuvent être mobilisées (ExcedentTerre, Cycle'up, …).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.3. Description de la phase opérationnelle du projet

a) Utilisation des matériaux

Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement et de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, plusieurs engagements concernant directement les déchets du BTP ont été retenus :

- L'obligation de réaliser un diagnostic déchets pour les chantiers supérieurs à 1000 m².
- L'objectif de 70 % de valorisation matière des déchets du BTP (construction et démolition) (directive-cadre européenne du 19 novembre 2008).
- L'obligation imposée aux distributeurs de matériaux à destination des professionnels disposant de plus de 400 m² d'espace de vente de reprendre sur site ou à proximité les déchets issus des mêmes types de matériaux à compter du 1er janvier 2017.

De plus, une politique de réutilisation des matériaux issus de la déconstruction est à l'étude en vue de limiter l'utilisation de matériaux neufs sur l'ensemble du site.

b) Utilisation d'énergie

Le site se caractérise par un parc bâti globalement peu performant et très énergivore. La présence de plusieurs bâtiments anciens et mal isolés, est propice aux déperditions énergétiques.

Concernant la desserte énergétique actuelle, le secteur est desservi par le réseau d'électricité. Un réseau de chaleur alimente l'Hôpital présent à moins de 500 mètres du site. Son prolongement a été étudié mais n'a pas été retenu.

Les réflexions se poursuivent actuellement sur le mode de desserte énergétique du futur quartier d'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre. Le scénario de la création d'un réseau géothermique est privilégié.

Il s'agit de connecter ce quartier à un réseau de chaleur ayant recours à la géothermie. Sur ce volet de la géothermie, des études sont mises en œuvre avec le SIPPEREC pour la création d'un puits de géothermie sur la commune du Kremlin-Bicêtre. Le quartier EVSO sera relié au réseau de géothermie après les premières livraisons de logements (adaptabilité des immeubles qui seront déjà livrés est prévue).

Les bâtiments prévus à la construction viseront un niveau de performance au minimum conforme à la règlementation thermique en vigueur.

La démolition d'anciens bâtiments peu performants énergétiquement, remplacés par des bâtiments neufs engendrera une amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Toutefois, la densification du quartier génèrera une augmentation des besoins énergétiques liés au chauffage, à l'eau chaude sanitaire et au refroidissement des bâtiments.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.4. Estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendues

a) Pollution du sol, du sous-sol et de l'eau

Selon les bases de données nationales, aucune pollution avérée (BASOL) ou potentielle (BASIAS) des sols n'a été recensée sur le secteur de projet.

Aucun établissement classé BASOL ne se situe à moins de 1 kilomètre de la zone d'étude.

Au niveau de la pollution du site en lui-même, il y a peu d'informations complémentaires sur la qualité des sols du secteur d'étude à ce stade très amont du projet.

b) Pollution de l'air et nuisances sonores

Les trafics importants qui concernent les voiries structurantes associées au site ne seront que très peu influencés par le projet au regard des volumes observés. Ces voies, notamment l'avenue Charles Gide et la rue Gabriel Péri, sont des axes de transit importants dont la charge dépend de dynamiques intercommunales. Le renouvellement de l'entrée de ville sud-ouest n'influera que peu les fréquentations existantes, et donc l'ambiance sonore et la qualité de l'air associées.

Toutefois, la création de plusieurs centaines de logements dans un secteur contraint en matière de bruit engendrera l'exposition d'une population plus importante à ces nuisances. Les logements orientés vers ces voies seront les plus concernés, alors que ceux situés en cœur d'ilot seront moins impactés.

c) Lumière

Un mobilier d'éclairage prendra place au sein des espaces collectifs et en bordure de voiries.

Un éclairage est plus précisément prévu pour :

- Les cheminements piétons ;
- Les nouveaux espaces publics ;
- Les voiries.

Les choix d'éclairage seront adaptés à une approche à la fois esthétique, d'accessibilité (personnes malvoyantes et photosensibles) et environnementale : absence de direction d'éclairage vers le ciel, puissance d'éclairage adaptée, etc.

d) Production de déchets

La gestion des déchets fait partie intégrante d'une démarche environnementale en passant notamment par les grands objectifs suivants :

- Réduire la quantité de déchets produits,
- Assurer un tri de qualité,
- Minimiser les flux,
- Optimiser les circuits courts.

Compte tenu de l'arrivée de nouveaux usagers sur le site, le projet générera une hausse de la production de déchets ménagers et recyclables.

La phase chantier sera également génératrice de nombreux volumes de déchets issus des démolitions. L'ensemble des démolitions représentera environ 14 700 tonnes de déchets à gérer.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

III. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.1. Un secteur à dominante résidentielle, en recherche de mixité fonctionnelle et sociale

a) Une répartition inégale des populations, un besoin de mixité notable

La ville de Kremlin-Bicêtre se situe en première couronne de Paris. Elle se trouve au sud-est de la capitale, en bordure directe du 13ème arrondissement, plus précisément au niveau de la porte d'Italie. De par sa proximité avec Paris, elle dispose d'enjeux importants en termes d'attractivité résidentielle et économique.

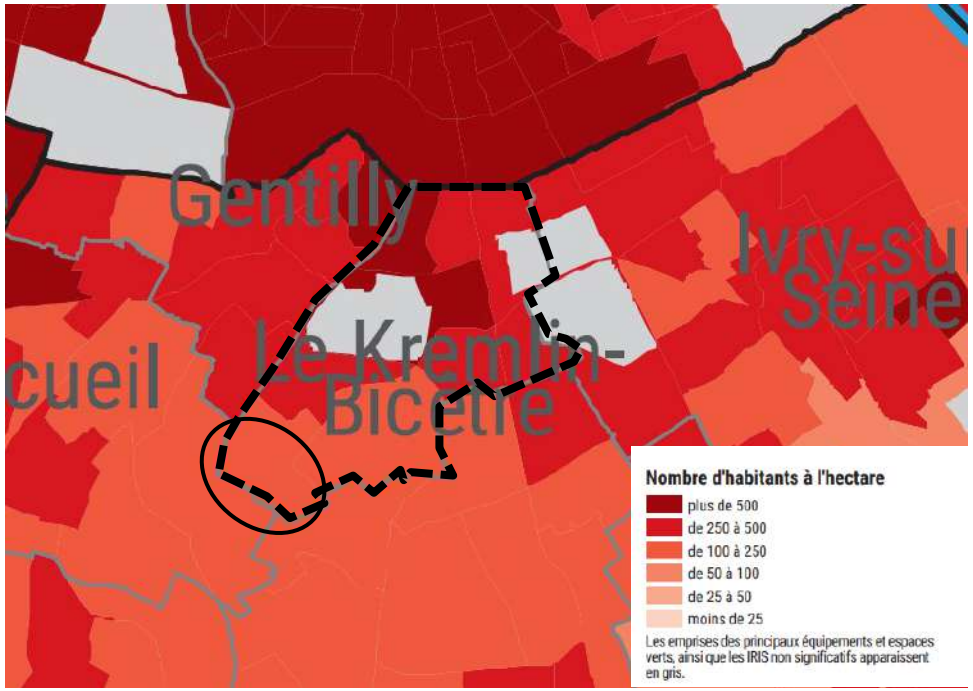
- ***Une densité importante, inégalement répartie sur le territoire communal***

Au niveau francilien, le Kremlin-Bicêtre se positionne dans un contexte démographique dynamique. La ville a connu une progression continue de sa population depuis 40 ans, notamment par les naissances jusqu'en 2001. Une forte croissance démographique a été relevée entre 1975 et 2007, avec un taux d'évolution qui a atteint 29% au sein d'une agglomération qui a vu sa population baisser de 2 % sur la même période.

La ville du Kremlin-Bicêtre représente 3,4 % du poids démographique du Territoire Grand-Orly Seine Bièvre accueillant près de 24 380 habitants en 2021. Toutefois, la croissance qu'a connue la commune jusque dans les années 2000 s'est nettement atténuée et connaît même des baisses après cette période. La population de la commune est de 24 380 habitants (INSEE 2021), ce qui représente une baisse de 1220 habitants en 6 ans.

Avec près de 15 830 habitants au km² en 2021, la commune dispose d'une densité de population élevée, bien supérieure à celle de l'agglomération qui atteint 5867 habitants au km². Par ailleurs, elle dispose d'une densité supérieure à celle du département, de la région et même de la France.

Toutefois, cette densité de population est inégalement répartie sur l'ensemble de la commune. A l'échelle du site d'étude, qui correspond à l'entrée de ville du sud-ouest de la ville, seulement 8 à 10 % de la population y réside. En effet, le secteur est bien moins dense avec environ 2 000 habitants/km². Cette donnée est due au tissu urbain très lâche retrouvé sur le secteur, essentiellement constitué de pavillons.



Densité de population sur la commune du Kremlin-Bicêtre – source : APUR 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***Une population relativement jeune, qui n'échappe pas aux tendances de vieillissement structurel de la population***

La population du Kremlin-Bicêtre est relativement jeune, bien plus que l'ensemble de la France. En 2014, elle rassemblait près de 41 % d'habitants de moins de 29 ans (35,8 % en France la même année). A l'inverse, la population de 60 ans et plus représente un poids relativement moins important avec 19,2 % (contre 24,4 % en France).

En 2021, la population du Kremlin-Bicêtre est toujours relativement jeune, bien plus que l'ensemble de la France, puisqu'elle rassemble toujours 41 % d'habitants de moins de 29 ans (35,1 % en France la même année).

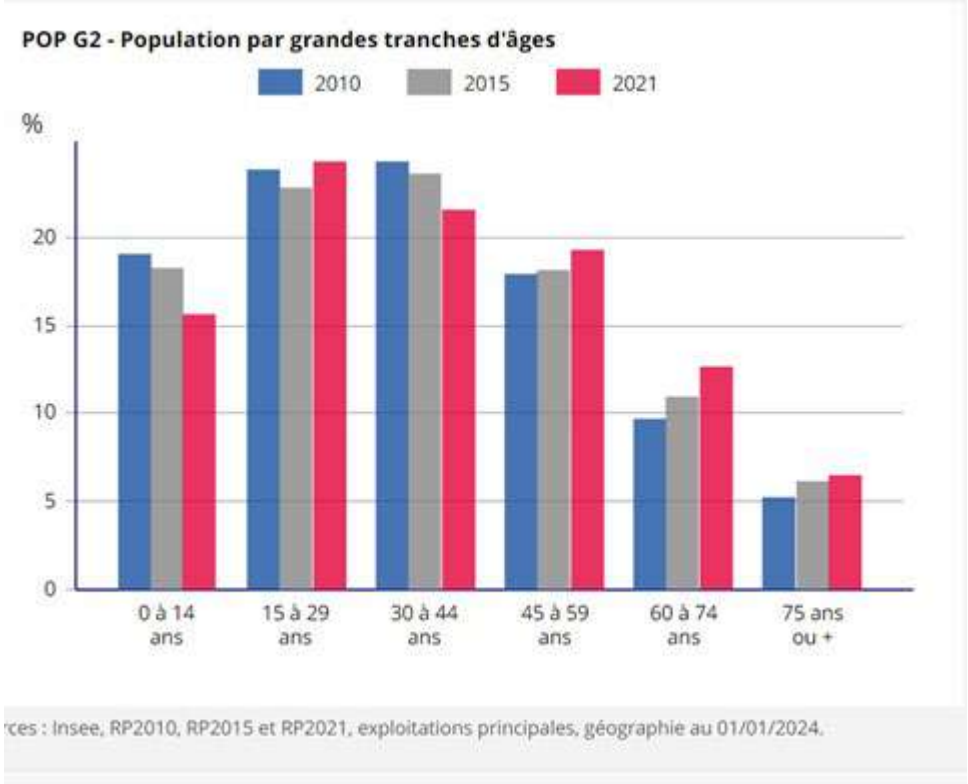
A l'inverse, la population de 60 ans et plus représente toujours un poids relativement moins important avec 19,2 % en 2021 (contre 26,6 % en France).

Cette structure de la population peut s'expliquer par une présence importante d'étudiants sur la commune :

- Faculté de Médecine, CHU ;
- Ecole d'ingénieurs, EPITA
- Ecole d'expertise technologique, EPTECH, ETNA, E-Artsup, IONIS STM.
- 3 BTS, etc.

Toutefois, le secteur d'étude ne présente pas la même structure de la population puisqu'elle est moins jeune que la commune. 35 % de la population ont moins de 29 ans tandis que 48 % ont entre 30 et 59 ans.

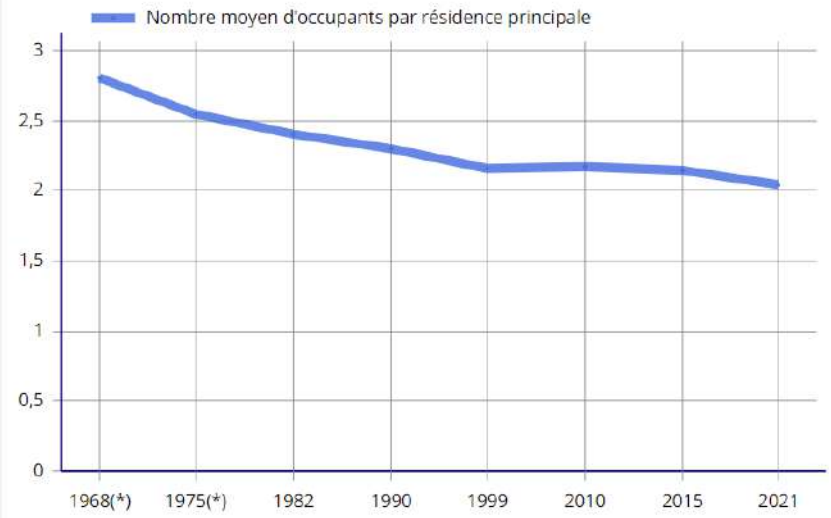
Comme dans la plupart des communes d'Ile-de-France, la ville et le secteur d'étude n'échappent pas aux tendances de vieillissement de sa population.



En 2021, la structure des ménages est marquée par la prédominance des petits ménages (ménage d'une personne, autres ménages sans famille). Le pourcentage de familles est moins important que sur d'autres territoires, notamment en comparaison avec l'Ile-de-France (53,5 % contre 58,9 % en IDF). Le nombre moyen d'occupants par résidence principale reste relativement stable entre 2014 (2,18 personnes par ménage) et 2021 (2,04).

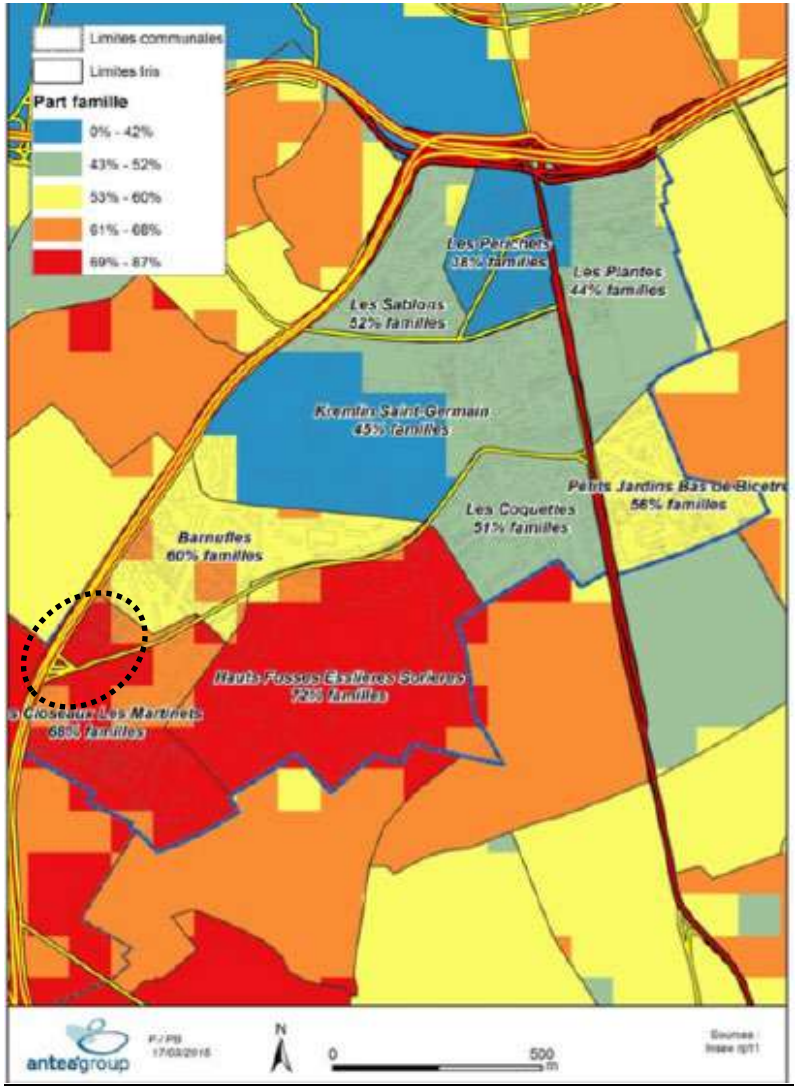
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

En 2014, à la différence de la commune, le secteur sud-ouest est majoritairement marqué par la présence de familles. En effet, la taille des ménages du secteur d'étude s'élève à 2,71 personnes par ménage.

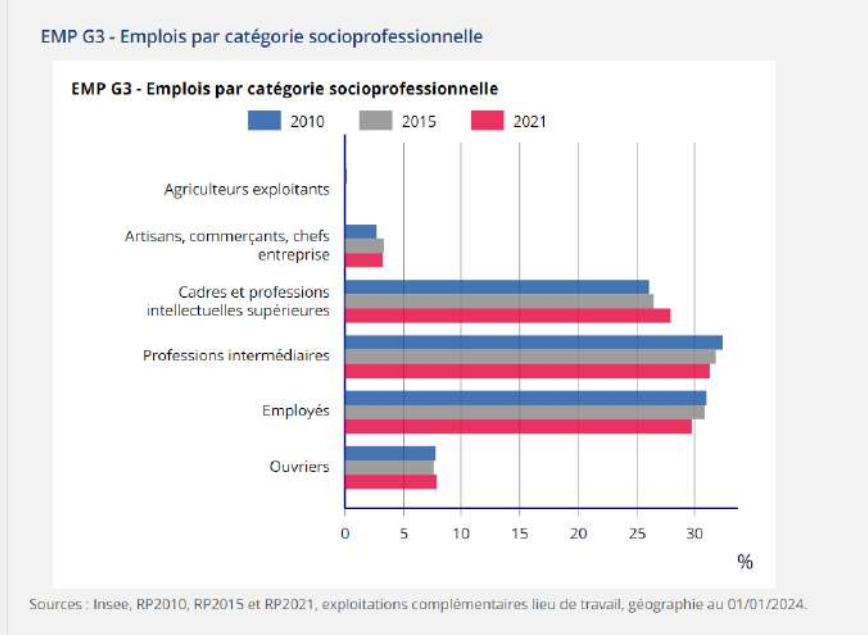


Part des familles / ménages en 2011 - Source : Diagnostic et étude prospective pour l'adaptation et l'optimisation de la capacité d'accueil des équipements publics – Antea group

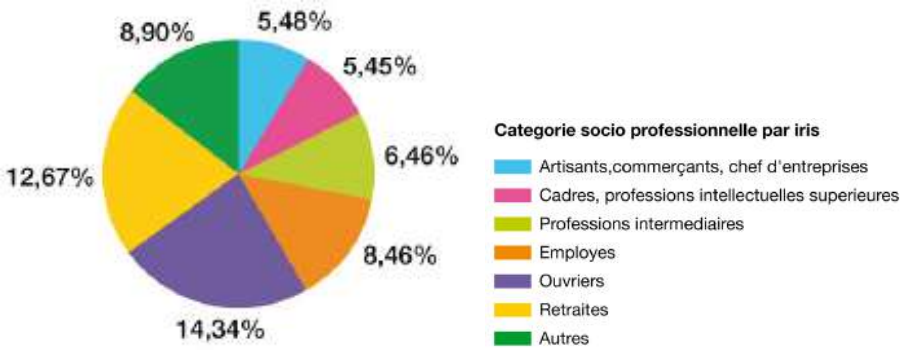
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Une population plus fragilisée que la moyenne communale

La ville du Kremlin-Bicêtre, anciennement ouvrière et industrielle jusqu'à la fermeture de l'entreprise « Géo » en 1995, a connu une restructuration sociale importante. Celle-ci est notamment due au développement du centre hospitalier et de ses fonctions tertiaires. Alors que les ouvriers et employés représentaient une part importante des actifs de la commune dans les années 2000, la proportion de cadres et de professions intermédiaires a rapidement augmenté. Depuis 2006, la part d'ouvriers a baissé pendant que la part de cadres a augmenté. Cette recomposition sociale est largement apparue avec le développement de secteur hospitalier et des emplois tertiaires qui lui sont annexés.



Toutefois, une réelle fracture sociale est relevée entre la partie nord de la commune et la partie sud. En effet, le secteur d'entrée de ville sud-ouest présente une fragilité économique importante avec une part d'ouvrier importante.



Répartition de la part des catégories socio-professionnelles sur le quartier incluant le secteur d'étude, Les Closeaux/Les Martinets – Source : IRIS/INSEE 2011

En parallèle, le secteur d'étude recense une proportion de personnes sans diplôme ou au chômage supérieure à la moyenne communale.

Le quartier « Les Closeaux / Les Martinets », dont fait partie le secteur d'étude, présente la plus forte proportion de « sans diplôme » de la commune avec 41% selon l'étude de l'IAU de juillet 2016.

Par ailleurs, les allocataires aux aides sociales sont de plus en plus nombreux. D'après les données INSEE 2011, la répartition spatiale des ménages allocataires est assez homogène sur la commune. La proportion de ménages allocataires aux aides au logement atteint quasiment 25 %, pourcentage bien supérieure à la moyenne du territoire de la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre. Les inégalités se creusent ainsi au sein du territoire et une forte proportion d'allocataires est relevée en entrée de ville sud-ouest du Kremlin-

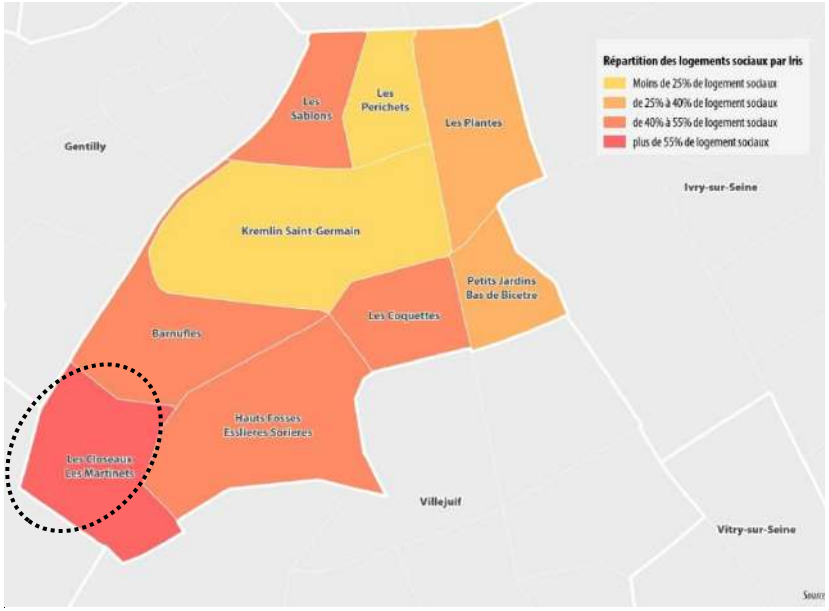
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Bicêtre (plus de 20 %). Les difficultés pour se loger se posent donc, notamment pour les ménages les plus modestes.

c) Un besoin de rénovation et de diversification du parc de logements

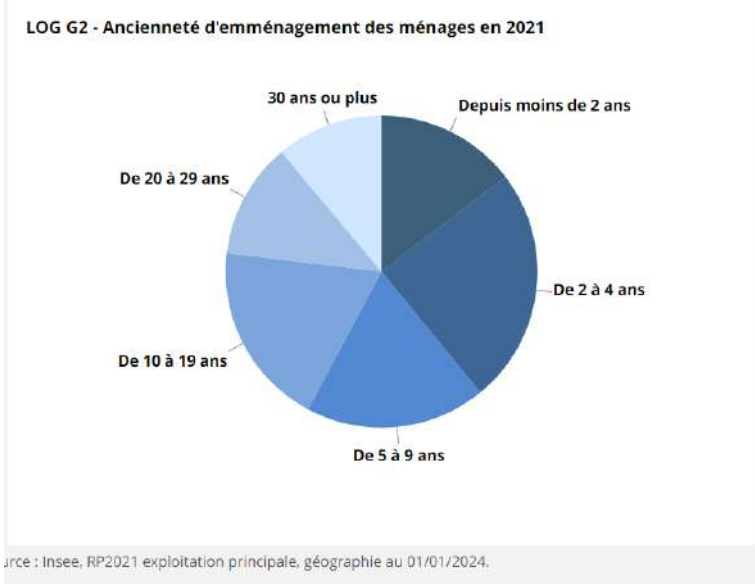
Le Kremlin-Bicêtre recense une part de 95 % de logement collectifs et seulement de 5 % de logements individuels. La ville du Kremlin-Bicêtre a le plus fort taux de logements collectifs de l'agglomération, symbolisé entre autres par la grande importance du parc de logement social.

Le parc de logements sociaux est représentatif de cette fragilité sociale du secteur. En effet, le parc de logements sociaux représente sur la zone d'étude plus de 56 %, ce qui est supérieur à la moyenne du Val de Marne (32%).



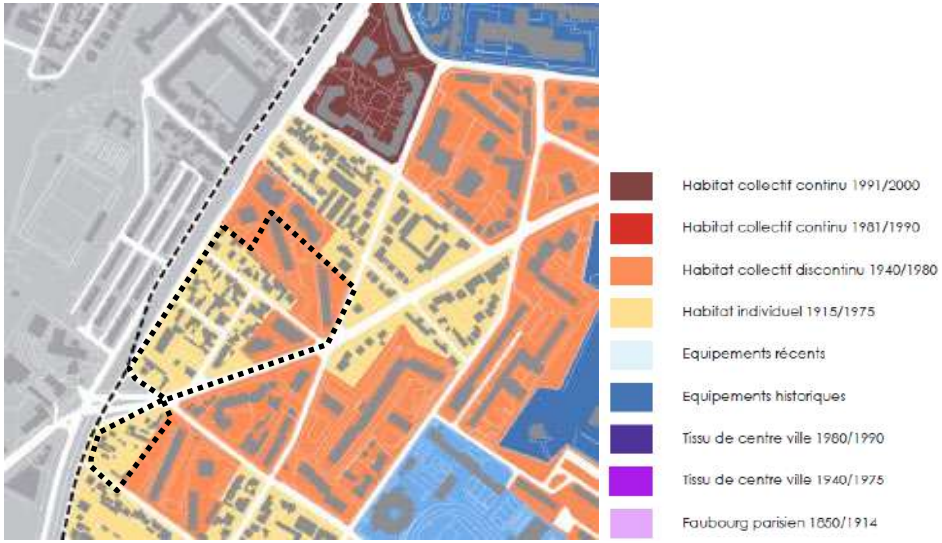
Source : INSEE RP 2014

A noter que le Kremlin-Bicêtre est caractérisé par une forte proportion de ménages installés depuis plus de 10 ans sur la commune (plus de 40 %) et moins de 15 % ont emménagés depuis moins de 2 ans (données INSEE de 2014 maintenues en 2021). La commune présente ainsi une offre de logement insuffisante qui ne facilite pas les nouvelles installations et les parcours résidentiels des ménages.



La rénovation du parc bâti est également un fort enjeu sur le secteur. Le parc de logements est majoritairement vieillissant et construit avant les années 1975 sur le secteur d'étude. Des marques de dégradation et des pertes énergétiques sont relevées et témoignent du besoin de rénovation du parc.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Année de construction du bâti existant – Source Apur

d) Un secteur peu dynamique vis-à-vis de l'employabilité et de l'activité économique

Le poids économique du secteur d'étude est limité au regard des tendances sur le territoire communal. En effet, le secteur d'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre accueille moins de 6 % des établissements économiques présents sur le territoire communal.

Par ailleurs, les emplois sur le territoire sont répartis de manière très inégale sur la commune et isole le secteur d'entrée de ville sud-ouest. L'omniprésence de l'hôpital de Bicêtre et de ses 4 800 emplois est un marqueur fort de cette hétérogénéité relevée. En effet, ce secteur représente près de 40 % des emplois salariés sur la commune. A noter cependant que le Commissariat de Police du Kremlin-Bicêtre affecté aux communes du Kremlin Bicêtre, Gentilly, Arcueil, Cachan et de Villejuif, est situé au centre du secteur de projet et regroupe plusieurs emplois.

Aussi, un cabinet médical est situé dans le périmètre du projet.

Une forte proportion d'actif est donc recensée en partie nord du Kremlin-Bicêtre.

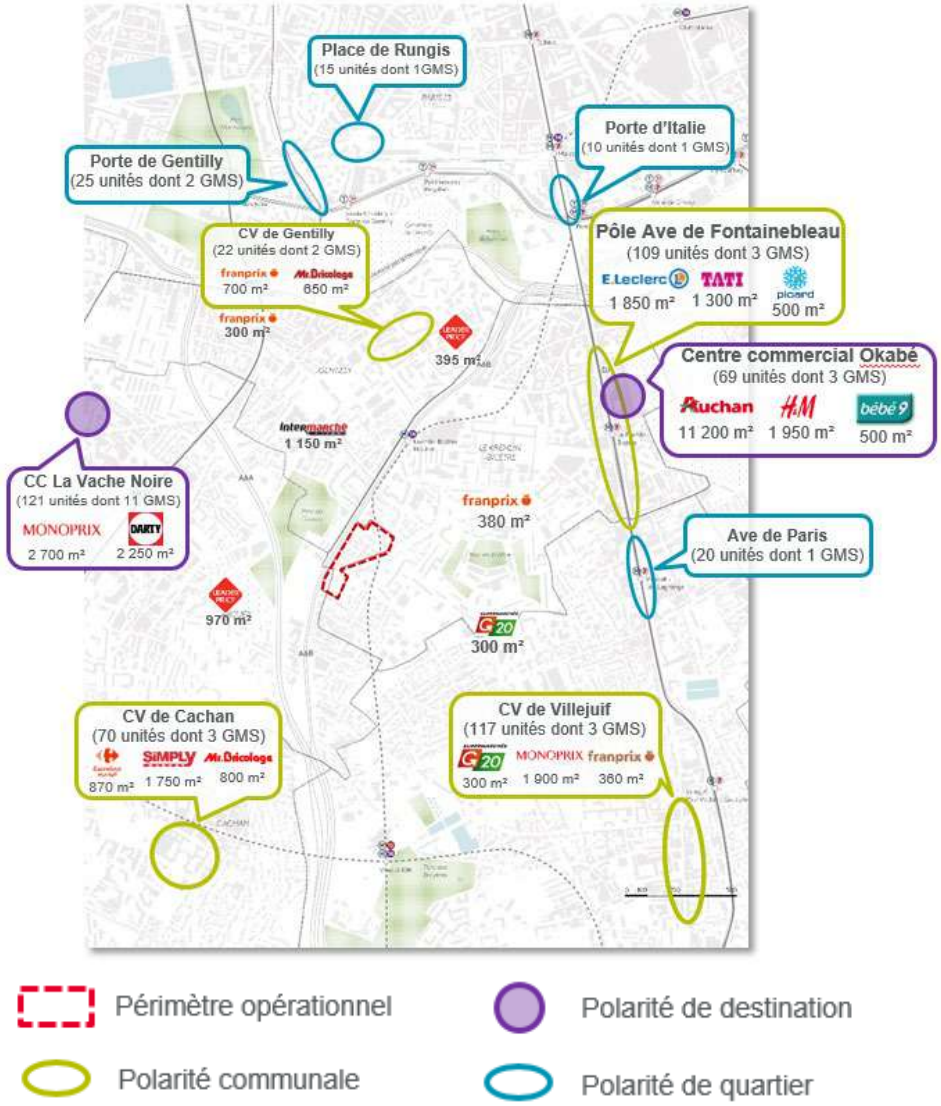
Le secteur d'étude situé en partie sud se retrouve largement enclavé et ne présente qu'une offre d'emploi limitée. Un enjeu fort est identifié en termes de dynamisme économique et d'employabilité. Par ailleurs, le secteur pourrait profiter de l'aménagement de la gare de la ligne 14 à proximité pour favoriser le développement de l'offre d'activité et d'emplois sur cette zone.

- ***Les services et commerces de proximité***

Malgré son enclavement en matière d'économie et d'employabilité, le secteur d'entrée sud-ouest de la ville du Kremlin-Bicêtre présente tout de même quelques atouts en termes d'accès au soin et de services à la protection. En effet, le secteur d'étude se trouve aux abords de l'hôpital de Bicêtre qui recense une part importante de médecins et de professions en lien avec le domaine médical. De plus, un commissariat de police est identifié au sein du secteur.

En termes de services de proximité, le secteur d'étude souffre d'une absence d'offre commerciale structurante. L'appareil commercial de la commune pourtant dense se retrouve au niveau des axes principaux en dehors du secteur d'étude. Toutefois, 4 supermarchés sont accessibles en moins de 15 minutes à pied à partir du secteur de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre.

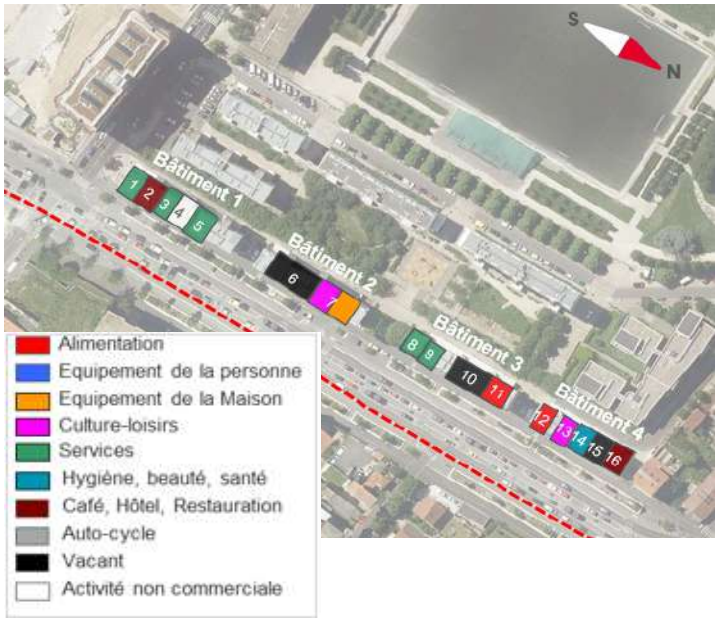
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Du secteur d'étude dans le tissu commercial de la ville – Source : Etude urbaine 2018, COBE

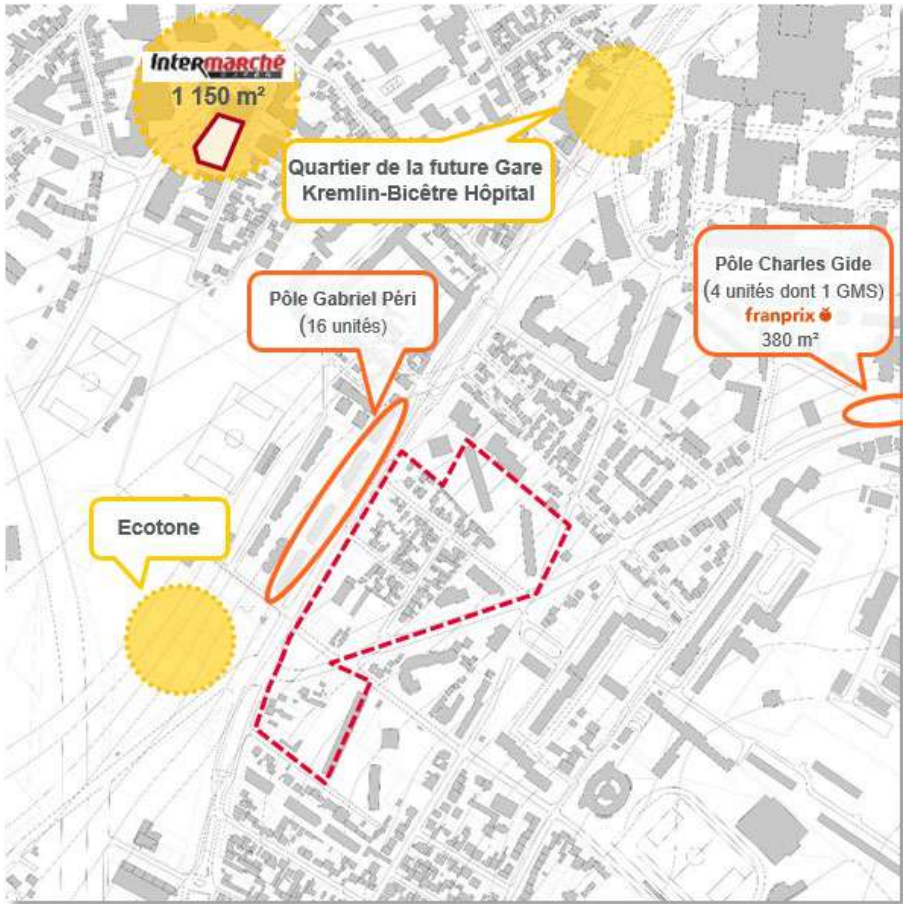
Concernant l'offre marchande locale, un inventaire a été réalisé en avril 2018 dans le cadre de l'étude urbaine liée au projet. Ce dernier a mis en évidence un manque de diversité qui rend les polarités commerciales non attirantes pour les résidents. De plus certains commerces de proximités sont très fragiles. Le secteur d'étude trouve tout de même, dans un rayon de 5 minutes à pied, et de l'autre côté de l'A6 à Gentilly : une pharmacie, des boulangeries dans le pôle de proximité Charles Gide, quelques alimentations générales, un café et d'autres petites surfaces commerciales diversifiées.

Les commerces localisés à proximité du secteur proposent une offre peu qualitative se développant difficilement et peu accessible. Un besoin se fait ainsi sentir auprès des habitants du secteur qui devraient voir arriver de nouveaux linéaires commerciaux grâce aux futurs projets.



Une offre commerciale locale assez restreinte – Source Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Distance du site d'étude des commerces de proximité actuels et projetés – Source : Etude urbaine 2018 COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Dans le cadre des futurs projets d'aménagements, l'offre commerciale devrait s'élargir et offrir de nouvelles perspectives de consommation et de services de proximité pour les habitants et les usagers du secteur.

Par ailleurs, l'aménagement du pôle de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) comprendra des commerces au rez-de-chaussée du projet l'Hospitalité.

Le projet Ecotone répondra également à un large panel de besoins en matière de services et d'équipement (commerces, crèche, restauration, salle de sport, hôtel, …) prévus sur plus de 6 000 m².

A Gentilly, le promoteur Cibex projette de réaliser un complexe de logements et de commerces, avec notamment la création d'un Intermarché de 1 150 m².

- ***Les établissements scolaires et d'accueil pour la petite enfance***

Hormis une crèche collective départementale localisée au niveau de l'avenue Charles Gide, aucun établissement scolaire et d'accueil de jeunes enfants n'est relevé au sein du périmètre d'étude.

Crèche collective avenue Charles Gide – Source : Streetview

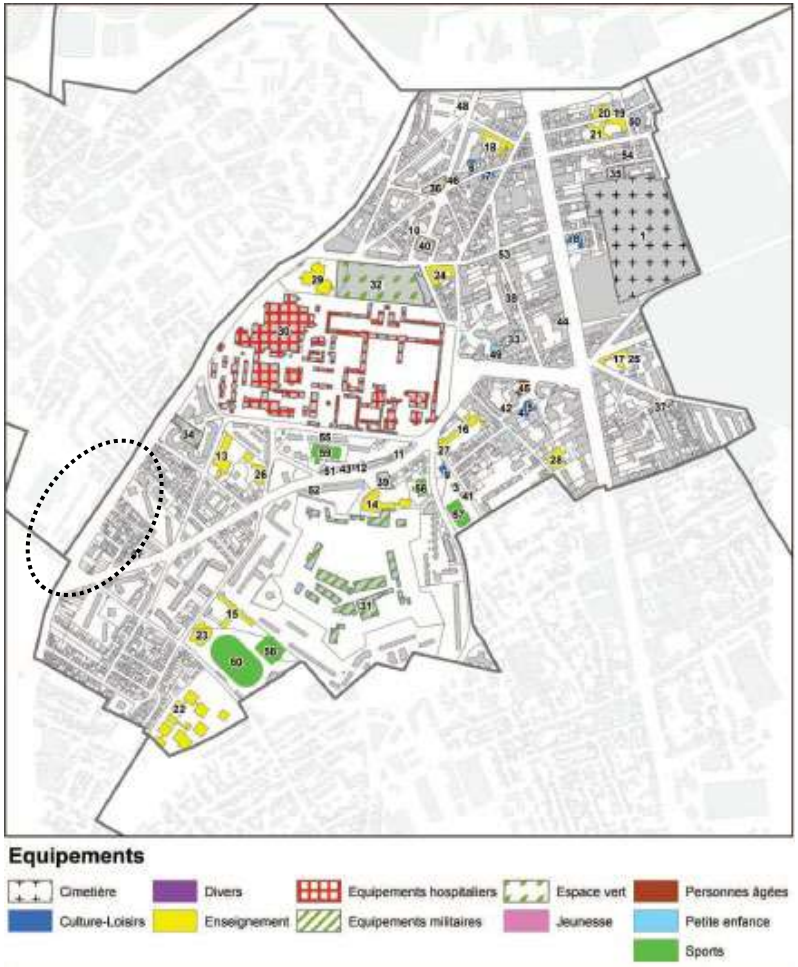
Les écoles élémentaires et maternelles les plus proches se trouvent au sein de l'établissement Benoît Malon, à l'est et à moins de 10 minutes à pied du secteur d'étude.

Un collège se trouve à moins de 10 minutes au nord du secteur d'étude. Il s'agit du collège Albert Cron localisé non loin de l'emplacement de l'hôpital de Bicêtre.

Le secteur d'étude se trouve également à proximité d'un établissement d'enseignement supérieur. En effet, la commune profite de la présence du CHU de Bicêtre pour y accueillir la faculté de Médecine de Paris Sud.

La crèche collective Charles Gide, présente au sud du site, fait partie des deux crèches départementales présentes sur le territoire de la commune (parmi les 8 structures au total). Comptabilisant 55 places, elle est la structure la plus importante en termes d'accueil sur la commune. La préservation de cet équipement accueillant une population « sensible » vis-à-vis des risques et nuisances est un enjeu important à prendre en compte dans l'aménagement du site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Les équipements présents sur la commune – Source : Etude ANTEA - 2016

- ***Les équipements de loisirs et culturels***

La ville du Kremlin-Bicêtre présente une volonté en termes d'équipements sportifs : permettre à tous les kremlinois de pratiquer un sport. Plusieurs équipements sont relevés sur la commune et sont notamment réservés aux établissements scolaires, centres de loisirs, services jeunesse et aux associations sportives.

La commune dispose également de terrains de tennis ouvert et d'une piscine intercommunale rénovée en 2009.

Toutefois, la totalité de ces équipements sont localisés autour du fort de de la partie haute de la commune. La répartition spatiale de ces équipements sportifs est inégale.

En entrée sud-ouest de la ville, seul un city stade en accès libre est présent au nord du site d'étude. Le secteur d'étude présente une offre insuffisante de terrains de grands jeux (football, rugby) et de jeux extérieurs en accès libre.

Concernant l'accès à la culture des habitants, la commune du Kremlin-Bicêtre compte trois principaux équipements culturels : la médiathèque, l'espace culturel André Malraux et le Conservatoire du Val-de-Bièvre.

Le secteur sud-ouest dispose d'un accès difficile à ces équipements puisque le conservatoire, équipement culturel le plus proche, est accessible à plus de 15 minutes à pied depuis le secteur d'étude.

L'offre en équipement culturel et de loisirs est à améliorer sur la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

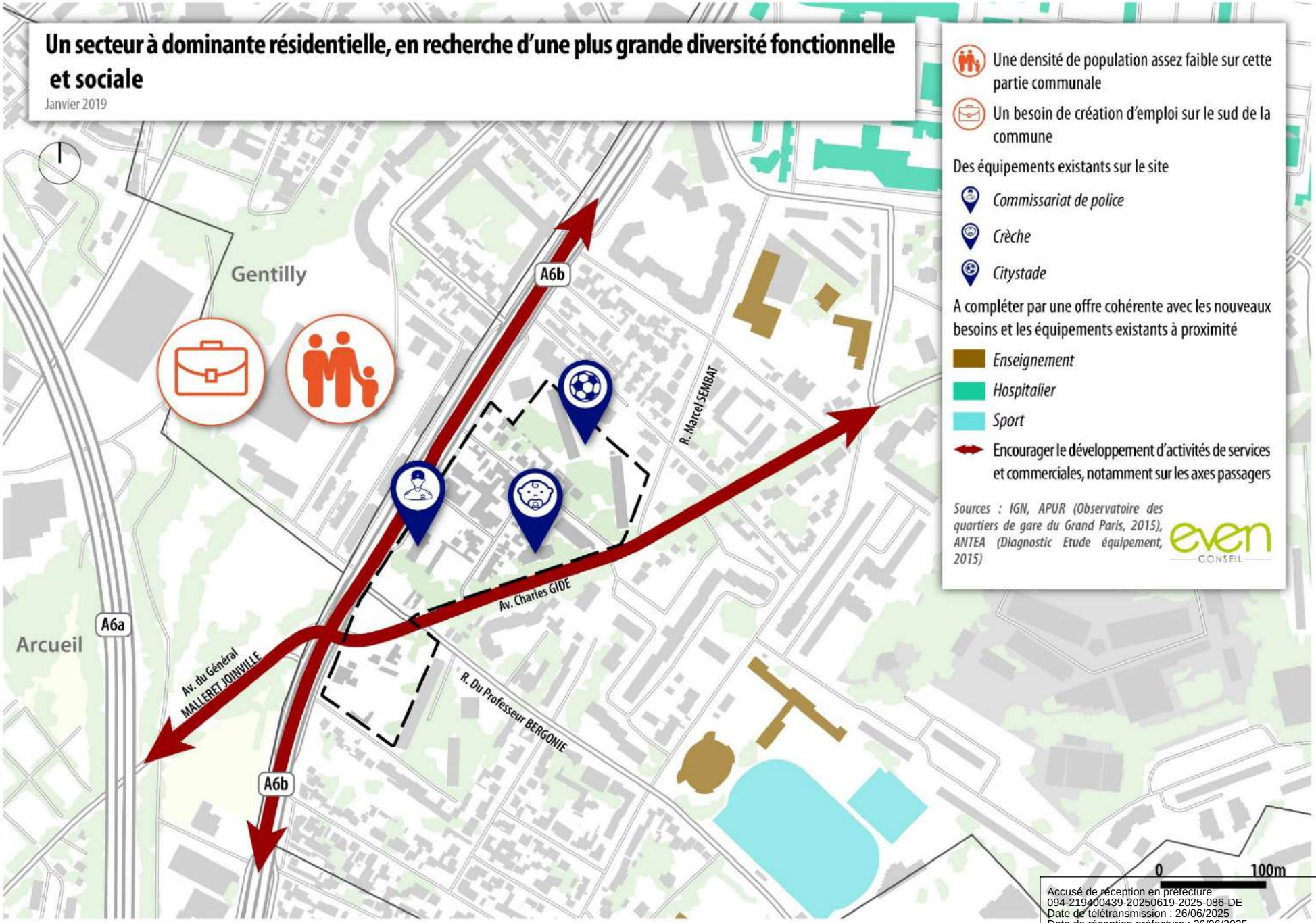
e) Synthèse et enjeux de la thématique socio-économie

Atouts	Faiblesses
○ **Une population communale relativement jeune, même si le constat est à nuancer localement du fait de la présence de nombreux retraités dans les résidences Schuman** ○ **Une présence de famille plus importante que sur le territoire communal**	○ Un tissu urbain lâche et peu dense ○ Une fragilité sociale des populations plus vulnérables ○ Des bâtiments anciens, symboles d'une précarité énergétique ○ Une offre de logements insuffisante ○ Un parc de logements collectifs importants à échelle communale (une dominante résidentielle qui limite la mixité fonctionnelle), accompagné de logement individuel sur le secteur ○ Un appareil commercial inexistant sur le secteur ○ Secteur enclavé en termes d'économie et d'employabilité
Opportunités	**Menaces**
○ **Proximité du secteur avec la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) de la ligne 14 du Grand Paris** ○ **Un besoin de renouvellement du parc de logements qui offre des possibilités d'introduction de mixité fonctionnelle et sociale**	○ Des habitants vulnérables dans le contexte d'augmentation de la population

Enjeux de la thématique socio-économie

- Requalifier et enrichir l'offre de logements pour cette entrée de ville
- Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle dans la programmation
- Développer l'attractivité de ce secteur stratégique, actuellement à dominante résidentielle
- Profiter de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) de la ligne 14 du Grand Paris Express pour développer l'offre commerciale et les équipements sur ce secteur, en réponse aux besoins actuels et du futur quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

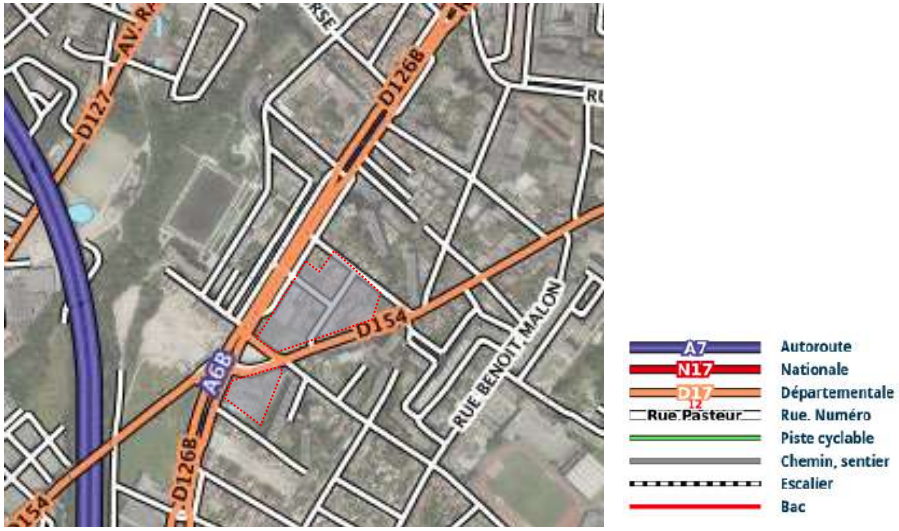
3.2. Transports et déplacements : des mobilités alternatives en voie de renforcement

a) Une automobile très présente dans le quartier et à proximité

Actuellement, le site de projet est **bien desservi par les réseaux routiers** avec :

- L'autoroute A6B et la départementale D126b permettant l'accès au boulevard périphérique et à Paris,
- La D154 assurant la liaison entre l'ouest et l'est de la commune.

Des **axes routiers secondaires** viennent compléter l'accessibilité au site : rue du professeur Bergonié, rue de la Réunion, rue de l'avenir, rue Robert Schuman, rue Marcel Sembat, …



Maillage routier présent autour du secteur de projet - Source : Géoportail

Plusieurs études de circulations ont été réalisées sur ou à proximité du secteur de projet notamment :

- Une enquête d'intermodalité comprenant une campagne de comptage a été réalisée du 22/09/2016 au 28/09/2016 ;
- Des mesures ont été effectuées par le Conseil Départemental du Val de Marne en avril 2016 ;
- Des comptages ont été réalisés en janvier 2018 par la RATP dans le cadre des études associées à l'arrivée du Grand Paris Express ;
- Des comptages et modélisations menés fin 2018 dans le cadre d'une étude de la circulation autour du carrefour Malleret-Joinville, pilotée par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre et exécutée par CDVIA.

Ces études ont permis de mettre en évidence que le réseau routier présent autour du site est très circulé :

- L'A6b, longeant le site en souterrain est emprunté par plus de 100 000 véhicules / jour ;
- La RD126b est empruntée par plus de 10 000 véhicules / jour, et constitue un axe de trafic de transit important, vers le boulevard périphérique parisien ;
- La RD154, qui traverse le site, est également empruntée par plus de 5 000 véhicules / jour.

Aux heures de pointe, des difficultés ont été constatées :

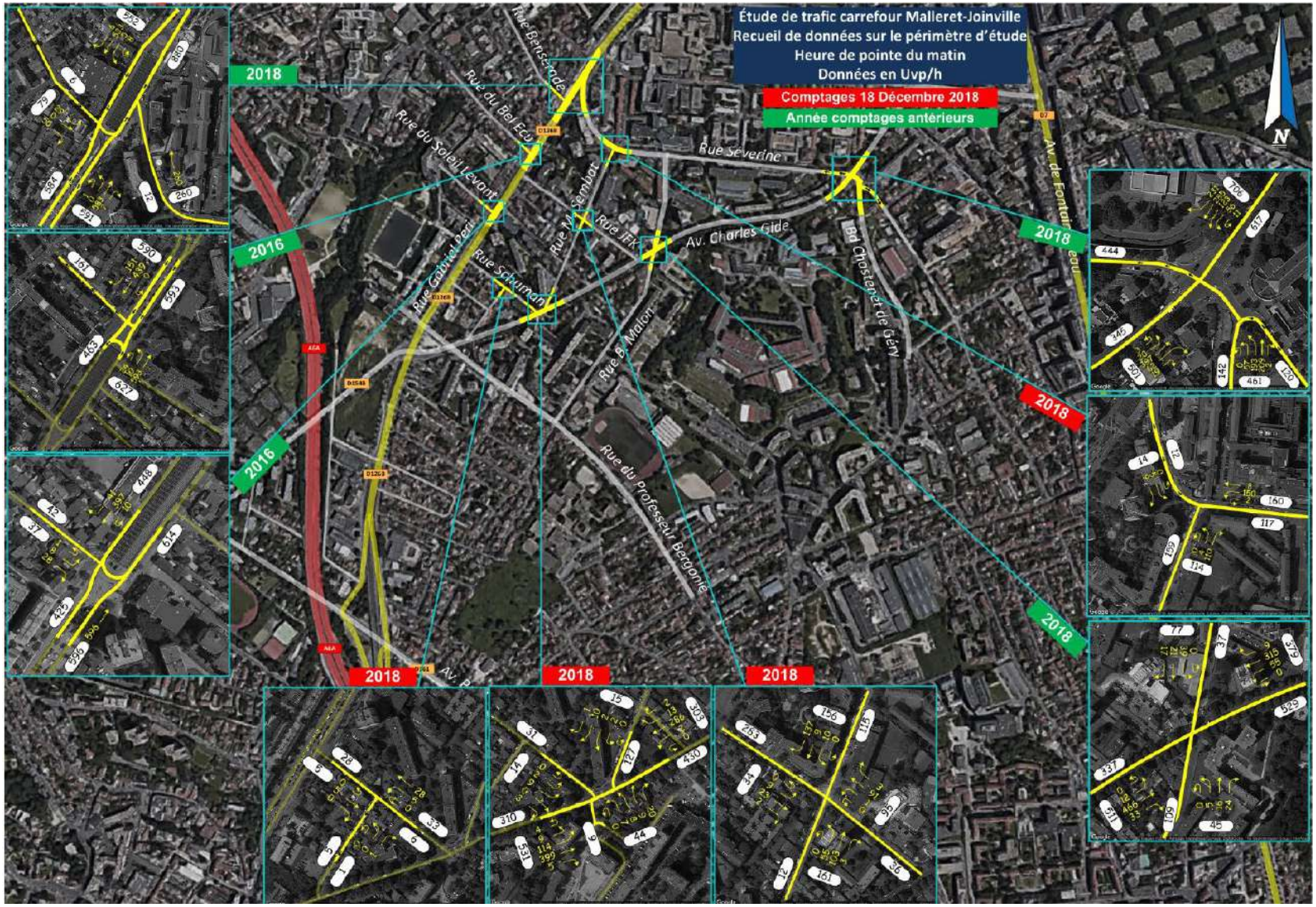
- Le matin : La RD126 en direction de Paris est globalement difficile à circuler. Les origines des saturations observées sont le giratoire d'accès à l'Hôpital (qui entraine des remontées de files occasionnelles) et le carrefour Malleret Joinville. La RD161 est quant à elle saturée vers Arcueil ou vers Villejuif depuis le carrefour des Quatre Chemins. Le carrefour RD154 / Chastenet de Géry est également chargé.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Files d'attente sur la RD126 le matin, depuis le sud – Source : CDVIA

Illustration des difficultés de circulation observées en HPM – Source - CDVIA

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Flux routiers en heure de pointe du matin – Source : CDVIA

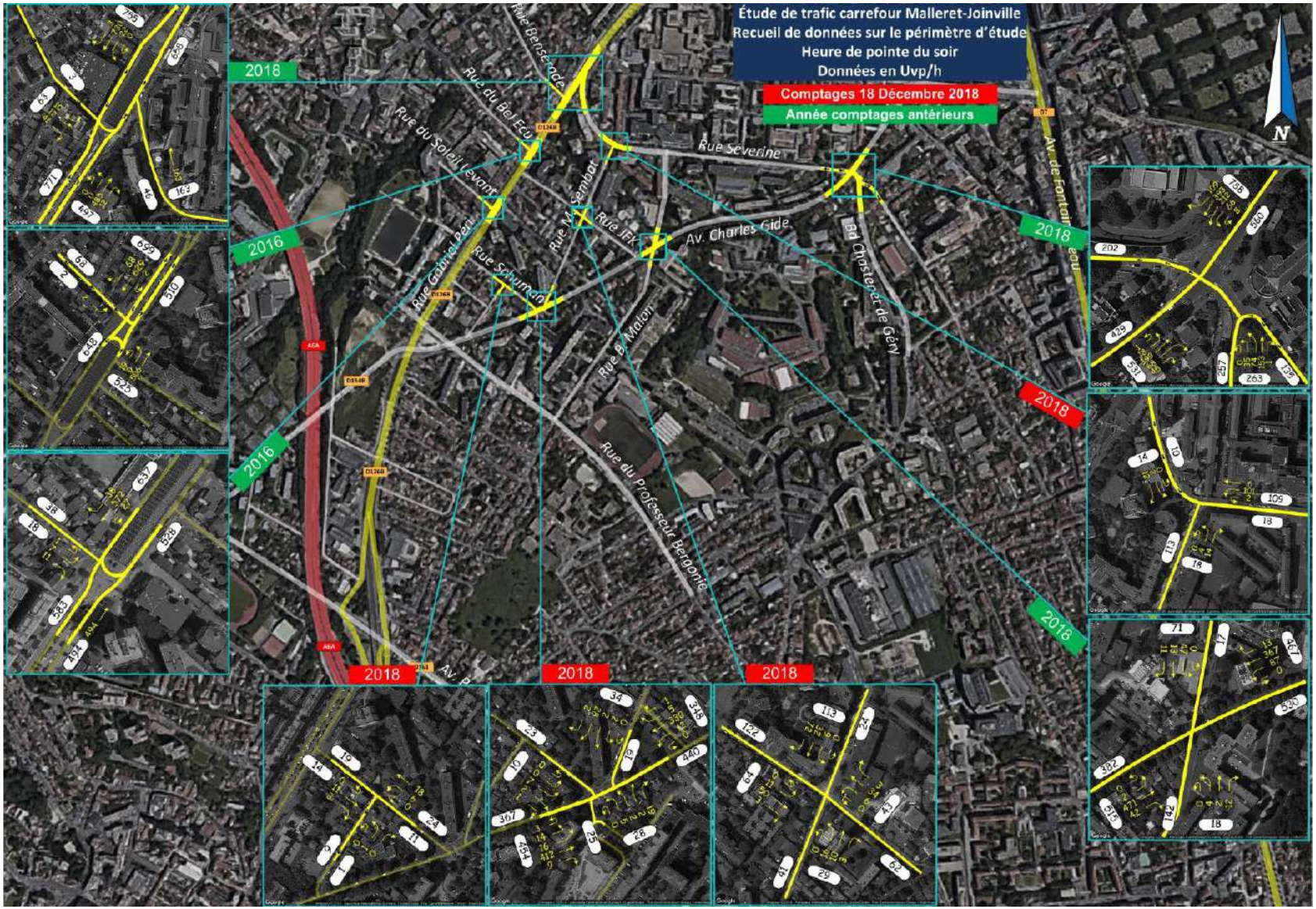
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Le soir : La RD126 depuis Paris est également difficile, en raison des feux sur cet axe à l'approche du carrefour Malleret-Joinville. Les autres entrées du carrefour Malleret-Joinville (depuis Arcueil ou depuis la RD126 Sud) sont également difficiles. La RD161 est comme le matin saturé vers Arcueil ou vers Villejuif depuis le carrefour des Quatre Chemins. Le carrefour RD154 / Chastenet de Géry est également chargé.

Files d'attente sur la RD126 le soir, depuis le nord – Source : CDVIA

Illustration des difficultés de circulation observées en HPS – Source - CDVIA

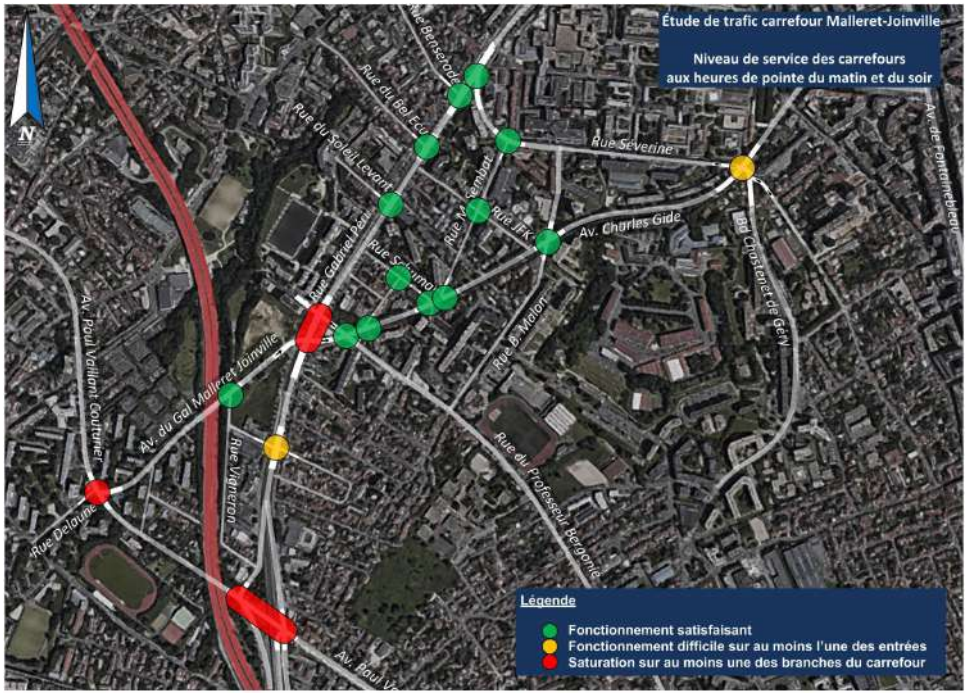
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Flux routiers en heure de pointe du soir – Source : CDVIA

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Une étude de caractérisation du fonctionnement des carrefours aux heures de pointe a été réalisée, en calculant les réserves de capacité théoriques des carrefours enquêtés sur la base des recommandations du CEREMA.



Niveau de service des carrefours aux heures de pointe – Source : CDVIA janvier 2019

Si le fonctionnement de la plupart des carrefours du site et à proximité est satisfaisant, on recense tout de même trois points noirs, où la réserve de capacité est entre 0 et 9% :

- Le carrefour Malleret Joinville
- Le carrefour des Quatre Chemins
- Le carrefour PVC / Delaune

b) Un stationnement à fort impact sur le fonctionnement du quartier

Le stationnement a un fort impact sur le quartier. En effet, il est très présent notamment de part et d'autre des différentes voies de circulations et sous forme de poches de stationnement de surfaces étendues et peu qualitatifs. Des dysfonctionnements existent à proximité du site, notamment en voie centrale de l'avenue du Général Joinville.

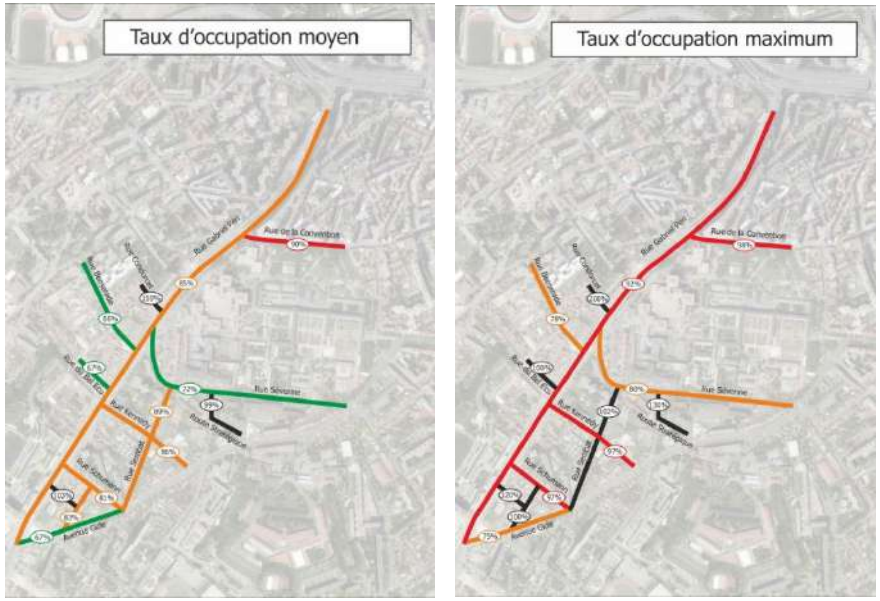
Stationnements le long de la rue Gabriel Péri (D126b) - Source : Google Streetview

Globalement, des taux de rotation assez faibles sur l'ensemble des rues ont été remarqués.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Rue	Nombre de places payantes	Taux de rotation	Nombre de véhicules différents	Nombre de tickets (tous modes confondus)	Taux de respect du stationnement (pourcentage)
Rue Gabriel Péri	132	2,3	304	60	19,8%
Rue de la Convention	50	2,6	130	20	15,4%
Rue Séverine	181	2,4	434	63	14,5%
Route Stratégique	17	3,3	56	3	5,3%
Rue Kennedy	35	2	70	4	5,7%

Le taux d'occupation global est d'environ 72% pour les rues du quartier. De manière globale, les rues les plus occupées sont celles où la fonction résidentielle est la plus forte, ce qui est le cas du secteur étudié.

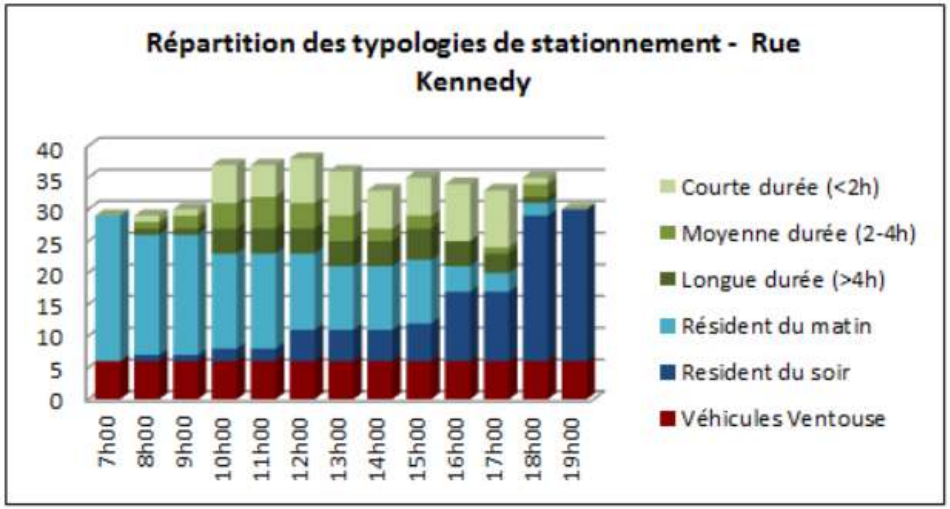


Taux d'occupation moyen et maximum sur les rues investiguées – Source : Urbanica, Bérim, Cérix – aout 2018

Les détails suivants ont été observés rue par rue :

<u>Rue Kennedy</u>

- **Offre** : 28 places
- **Occupation moyenne** : 81%
- **Occupation maximale** : 93%
- **Taux de rotation** : 2,0



Zone Kennedy	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	1	1	6	5	7	7	6	6	9	9	1	0	58
Moyenne durée (2-4h)	0	1	2	4	5	4	4	2	2	0	1	2	0	27
Longue durée (>4h)	0	1	1	4	4	4	4	4	5	4	3	1	0	35
Resident du soir	0	1	1	2	2	5	5	5	6	11	11	23	24	96
Résident du matin	23	19	19	15	15	12	10	10	10	4	3	2	0	142
Véhicules Ventouse	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	78
somme	29	29	30	37	37	38	36	33	35	34	33	35	30	436

Offre	39	39	39	39	39	39	39	39	39	39	39	39	39	Moyenne
Occupation Moyenne	74%	74%	77%	95%	95%	97%	92%	85%	90%	87%	85%	90%	77%	86%

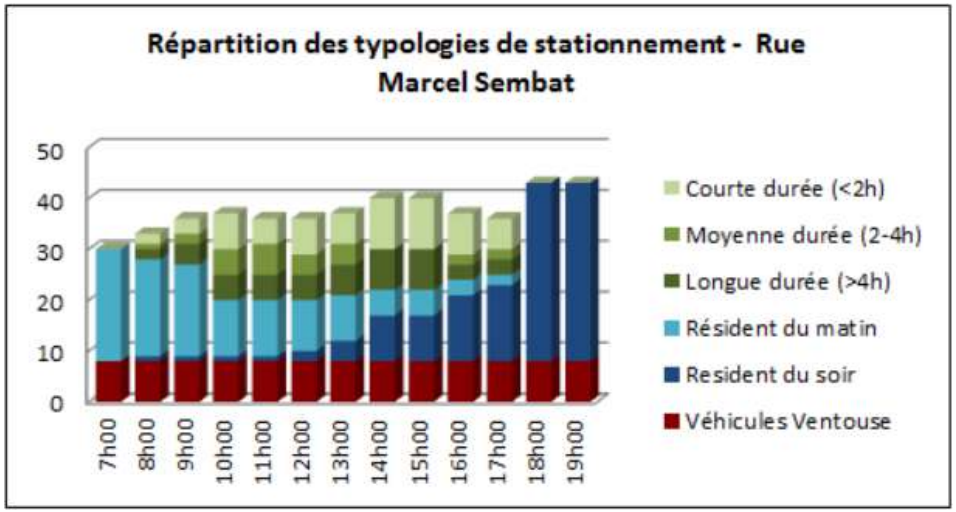
Les résidents du matin et du soir, ainsi que les véhicules ventouses sont les principaux usagers sur la rue Kennedy. On note néanmoins que les usagers de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

courte moyenne et longue durée sont assez conséquents à certaines périodes de la journée, sans doute compte tenu de la proximité avec le CHU.

Rue Marcel Sembat

- **Offre** : 42 places
- **Occupation moyenne** : 89%
- **Occupation maximale** : 102%
- **Taux de rotation** : 2,7



Zone Marcel Sembat	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	2	3	7	5	7	6	10	10	8	6	0	0	64
Moyenne durée (2-4h)	0	1	2	5	6	4	4	0	0	2	2	0	0	26
Longue durée (>4h)	0	2	4	5	5	5	6	8	8	3	3	0	0	49
Resident du soir	0	1	1	1	1	2	4	9	9	13	15	35	35	126
Résident du matin	22	19	18	11	11	10	9	5	5	3	2	0	0	115
Véhicules Ventouse	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8	104
somme	30	33	36	37	36	36	37	40	40	37	36	43	43	484

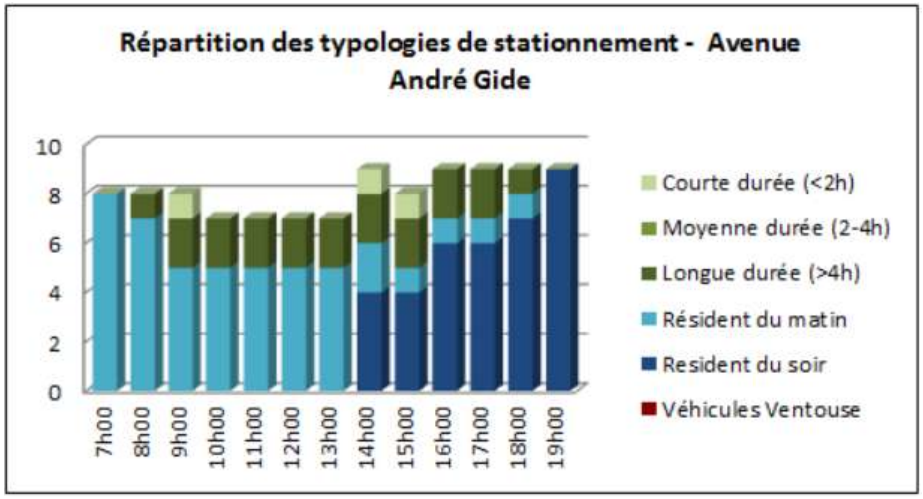
Offre	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	42	Moyenne
Occupation Moyenne	71%	79%	86%	88%	86%	86%	88%	95%	95%	88%	86%	102%	102%	89%

Les résultats obtenus indiquent un taux de rotation faible. Les usagers sont principalement des véhicules ventouses et des résidents du matin et du soir. On constate peu de stationnements courte et moyenne durée sur cet axe.

La rue Marcel Sembat est essentiellement utilisée par les résidents.

Avenue Charles Gide

- **Offre** : 12 places
- **Occupation moyenne** : 67%
- **Occupation maximale** : 75%
- **Taux de rotation** : 1,8



Zone André Gide	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	3
Moyenne durée (2-4h)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Longue durée (>4h)	0	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	0	20
Resident du soir	0	0	0	0	0	0	0	4	4	6	6	7	9	36
Résident du matin	8	7	5	5	5	5	5	2	1	1	1	1	0	46
Véhicules Ventouse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
somme	8	8	8	7	7	7	7	9	8	9	9	9	9	105

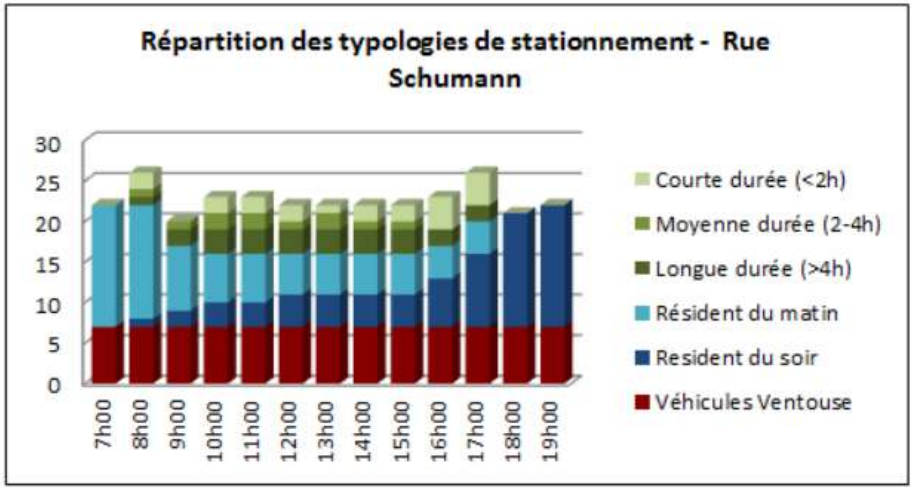
Offre	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	Moyenne
Occupation Moyenne	67%	67%	67%	58%	58%	58%	58%	75%	67%	75%	75%	75%	75%	67%

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le bas de l'avenue Charles Gide est une zone résidentielle. La majorité des usagers sont des résidents du matin ou du soir.

Rue Schuman

- **Offre** : 28 places
- **Occupation moyenne** : 81%
- **Occupation maximale** : 93%
- **Taux de rotation** : 2,0



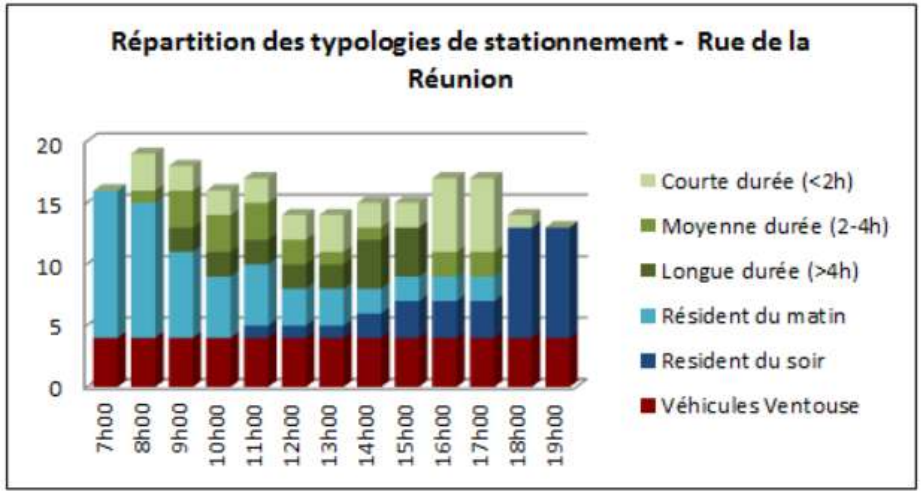
Zone Schumann	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	2	0	2	2	2	1	2	2	4	4	0	0	21
Moyenne durée (2-4h)	0	1	1	2	2	1	2	1	1	0	0	0	0	11
Longue durée (>4h)	0	1	2	3	3	3	3	3	3	2	2	0	0	25
Resident du soir	0	1	2	3	3	4	4	4	4	6	9	14	15	69
Résident du matin	15	14	8	6	6	5	5	5	5	4	4	0	0	77
Véhicules Ventouse	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	91
somme	22	26	20	23	23	22	22	22	22	23	26	21	22	294

Offre	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	Moyenne
Occupation Moyenne	79%	93%	71%	82%	82%	79%	79%	79%	79%	82%	93%	75%	79%	81%

La rue Schumann est une rue résidentielle. La majorité des usagers sont des résidents du matin ou du soir.

Rue de la réunion

- **Offre** : 19 places
- **Occupation moyenne** : 81%
- **Occupation maximale** : 100%
- **Taux de rotation** : 2,7



Zone Réunion	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	3	2	2	2	2	3	2	2	6	6	1	0	31
Moyenne durée (2-4h)	0	1	3	3	3	2	1	1	0	2	2	0	0	18
Longue durée (>4h)	0	0	2	2	2	2	2	4	4	0	0	0	0	18
Resident du soir	0	0	0	0	1	1	1	2	3	3	3	9	9	32
Résident du matin	12	11	7	5	5	3	3	2	2	2	2	0	0	54
Véhicules Ventouse	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	52
somme	16	19	18	16	17	14	14	15	15	17	17	14	13	205

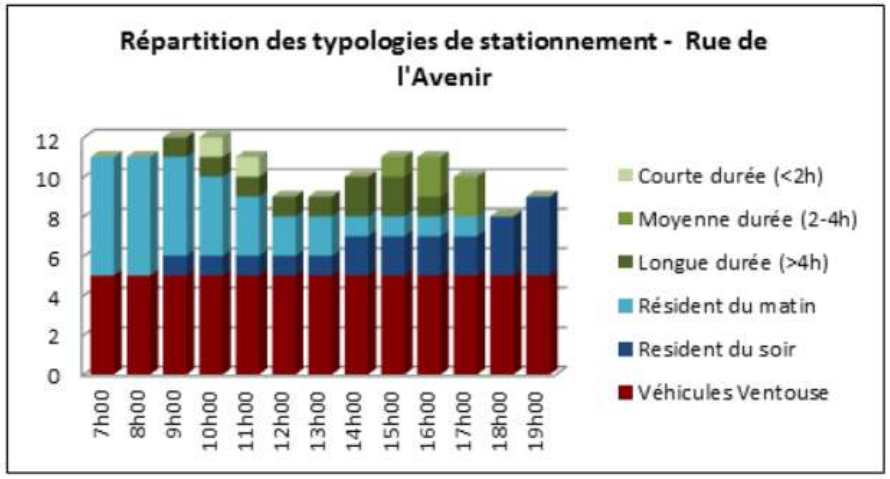
Offre	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	19	Moyenne
Occupation Moyenne	84%	100%	95%	84%	89%	74%	74%	79%	79%	89%	89%	74%	68%	84%

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La majorité des usagers sont des résidents du matin ou du soir. On note énormément de véhicules ventouses sur cette rue (près de 50% des places disponibles).

Rue de l'Avenir

- **Offre** : 10 places
- **Occupation moyenne** : 103%
- **Occupation maximale** : 200%
- **Taux de rotation** : 1,9



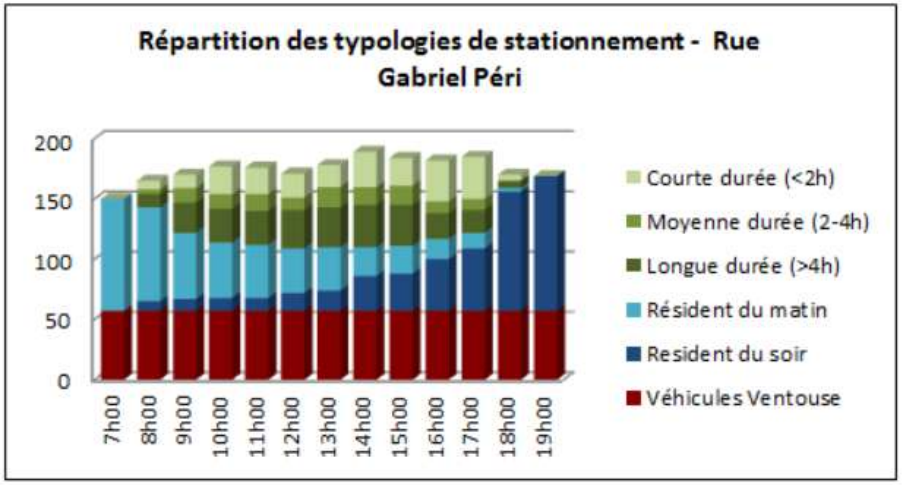
Zone Avenir	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Moyenne durée (2-4h)	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	2	0	0	5
Longue durée (>4h)	0	0	1	1	1	1	1	2	2	1	0	0	0	10
Resident du soir	0	0	1	1	1	1	1	2	2	2	2	3	4	20
Résident du matin	6	6	5	4	3	2	2	1	1	1	1	0	0	32
Véhicules Ventouse	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	65
somme	11	11	12	12	11	9	9	10	11	11	10	8	9	134

Offre	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	Moyenne
Occupation Moyenne	110%	110%	120%	120%	110%	90%	90%	100%	110%	110%	100%	80%	90%	103%

La rue l'Avenir est une rue résidentielle. La majorité des usagers sont des résidents du matin ou du soir. On note énormément de véhicules ventouses sur cette rue (près de 50% des places disponibles).

Rue Gabriel Péri

- **Offre** : 205 places
- **Occupation moyenne** : 85%
- **Occupation maximale** : 92%
- **Taux de rotation** : 2,3



Zone Péri	7h00	8h00	9h00	10h00	11h00	12h00	13h00	14h00	15h00	16h00	17h00	18h00	19h00	Somme
Courte durée (<2h)	0	7	11	23	22	20	18	29	23	34	35	5	0	227
Moyenne durée (2-4h)	0	4	12	12	14	10	17	15	16	10	9	0	0	119
Longue durée (>4h)	0	11	25	28	28	32	33	35	34	21	19	6	0	272
Resident du soir	0	8	10	11	11	15	17	29	31	43	52	99	112	438
Résident du matin	93	78	55	46	44	37	36	24	23	17	13	3	0	469
Véhicules Ventouse	57	57	57	57	57	57	57	57	57	57	57	57	57	741
somme	150	165	170	177	176	171	178	189	184	182	185	170	169	2266

Offre	205	205	205	205	205	205	205	205	205	205	205	205	205	Moyenne
Occupation Moyenne	73%	80%	83%	86%	86%	83%	87%	92%	90%	89%	90%	83%	82%	85%

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'artère principale est caractérisée par un nombre important de véhicules ventouses et de résidents. Le taux de rotation est extrêmement faible compte tenu de sa proximité avec le CHU.

Politique de stationnement

La politique de stationnement du Kremlin-Bicêtre varie que l'on soit habitant de la commune ou non.

Carte de la politique de stationnement de Kremlin-Bicêtre – Source : Ville de Kremlin-Bicêtre

Les tarifs des zones rouges et vertes sont identiques pour les Kremlinois :

- 15 minutes par ½ journée – Gratuit
- Un jour – 0,80€
- Une semaine – 4,00€
- Deux semaines – 8,00€
- Forfait un mois – 16,00€
- Forfait un an – 176€

Pour les non-Kremlinois, le tarif de stationnement varie que l'on soit en zone rouge ou en zone verte.

Zone rouge :

- 30 minutes –> 1,50€ ; 1h00 –> 3,20€ ; 1h30 –> 4,80€ ; 2h00 –> 6,40€

Zone verte :

- 30 minutes –> 1,20€ ; 1h00 –> 2,40€ ; 1h30 –> 3,60€ ; 2h00 –> 4,80€ ; 3h00 –> 7,20€ :
  4h00 –> 9,60€

On constate que la politique de stationnement est avantageuse pour les Kremlinois et dissuasive pour le rabattement des non Kremlinois. Cette politique influence ainsi la manière dont se stationnent les usagers, qu'ils soient habitants du Kremlin-Bicêtre ou non.

c) *Une bonne desserte en transport en commun, en voie de renforcement*

De même que pour le réseau routier, le site de projet est bien desservi en transport en commun avec plusieurs lignes de bus à proximité directe :

- la ligne186 (arrêts rue Gabriel Péri) reliant la ville de Fresnes à Porte d'Italie, suivant une fréquence d'environ un bus toutes les 15 minutes en heure de pointe,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- la ligne 323 (arrêts avenue Charles Gide), reliant Issy-les-Moulineaux à Ivry-sur-Seine suivant une fréquence d'environ un bus toutes les 10 minutes en heure de pointe,
- la ligne 47 (arrêts avenue Charles Gide), reliant le fort du Kremlin Bicêtre à Gare de l'Est suivant une fréquence d'environ un bus toutes les 10 minutes en heure de pointe,
- la V6, assurant un service au sein de la commune suivant une fréquence d'environ un bus sur les 40 minutes.

Cette desserte a évolué suite à la mise en service de la ligne 14 (cf. plan ci-dessous) :

La modification du parcours de la ligne 323 fait que l'arrêt de la ligne est situé rue Gabriel Péri (et non plus avenue Charles Gide).

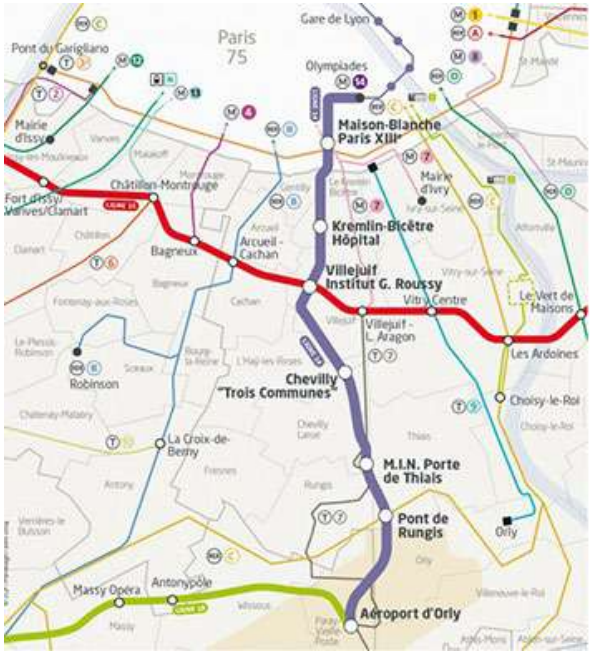
Aussi, le changement de parcours du bus 125 (Porte d'Orléans / Maisons-Alfort) fait que ce dernier dessert également le quartier avenue Charles Gide et Rue Gabriel Péri, ce qui renforce sa desserte.

Arrêts de bus présents sur l'avenue Charles Gide (à gauche) et la rue Gabriel Péri (à droite) - Source : Google Streetview

Il est à noter qu'aujourd'hui, les stations de transports lourds structurant les plus proches sont :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- le RER B Laplace (1,2km – 17min à pieds)
- le Métro Kremlin-Bicêtre (1,1km – 18min à pieds)
- le Métro Léo Lagrange à Villejuif (1,5 km – 23min à pieds)
- la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » du Grand Paris Express, à proximité du secteur, mise en service en juin 2024. permettant un accès facilité à Paris et à l'aéroport d'Orly par la ligne 14 du métro.



Projet de prolongement de la ligne de 14 du métro – Source : kremlinbicetre.fr/

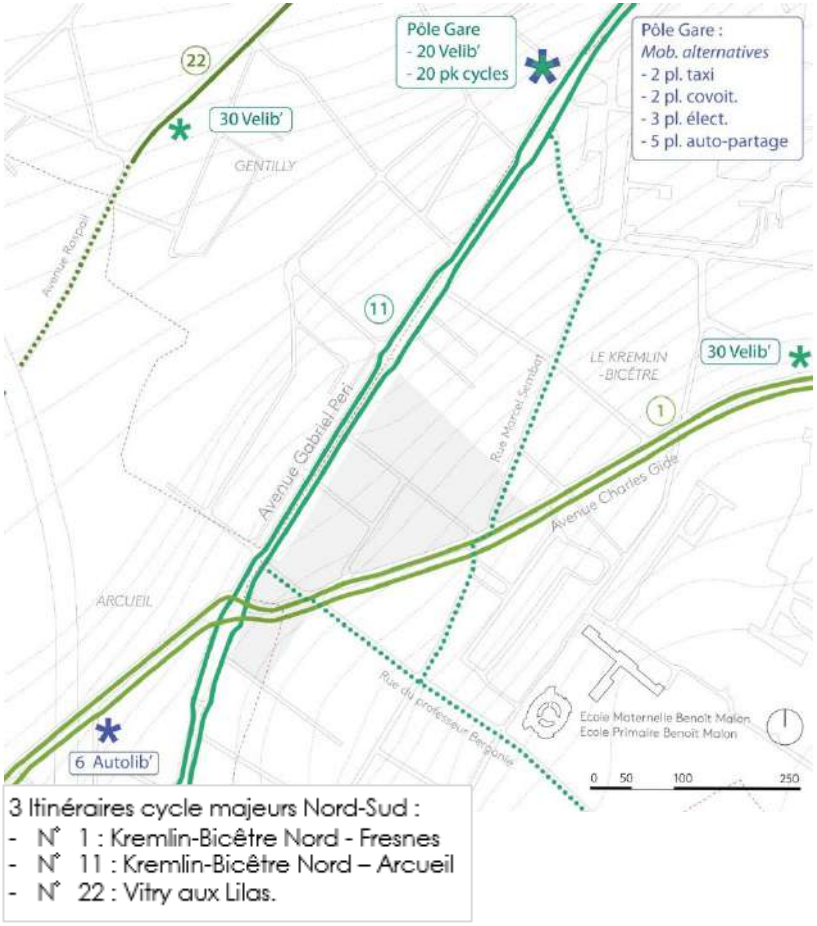
Projet de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » - Source : adnkb-lafabrique.fr

d) Un fort potentiel de renforcement des mobilités douces

Plusieurs **pistes cyclables sont présentes le long des axes principaux**, plus ou moins qualitatives avec une piste séparée de la circulation le long de la rue Gabriel Péri et uniquement une bande cyclable au niveau de l'avenue Charles Gide.

Pistes cyclables présentes le long de la rue Gabriel Péri (à gauche) et de l'avenue Charles Gide (à droite) – Source : Google Streetview

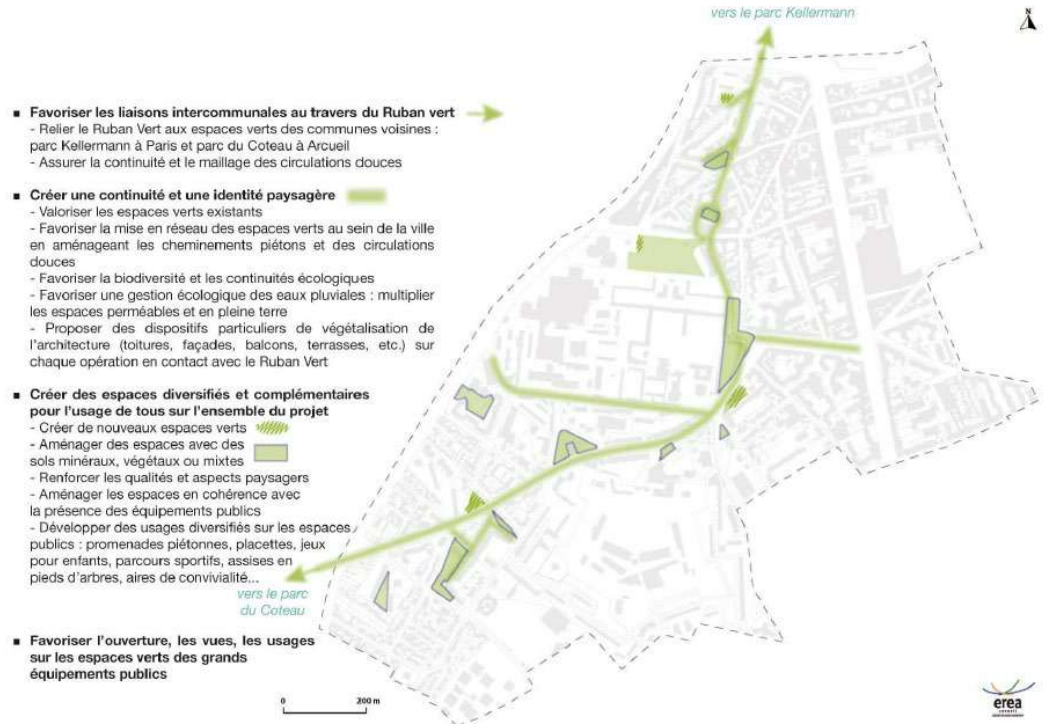
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Maillage cyclable au sein du site d'étude et dans son environnement – Source : COBE dans Etude urbaine 2018

Malgré la présence de quelques axes de déplacements doux, **l'automobile reste très présente** sur l'espace public au sein du quartier, ce qui ne facilite pas les déplacements vélos et piétons dans le site.

Par ailleurs, le site s'inscrit dans **le projet communal de Ruban Vert** qui a pour but de relier la ville et ses différents quartiers à travers un axe structurant et un réseau d'espaces verts jusqu'à Paris et Arcueil. Les objectifs de développement d'une continuité d'espaces publics seront donc **propices au renforcement des déplacements doux dans ce secteur.**



Le projet de ruban vert, une mise en réseau des espaces verts favorisant les déplacements doux - Source : Erea conseils

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le renforcement des transports en commun sera une **opportunité d'inciter à l'utilisation des modes doux pour les déplacements**, en rabattements vers la nouvelle gare.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

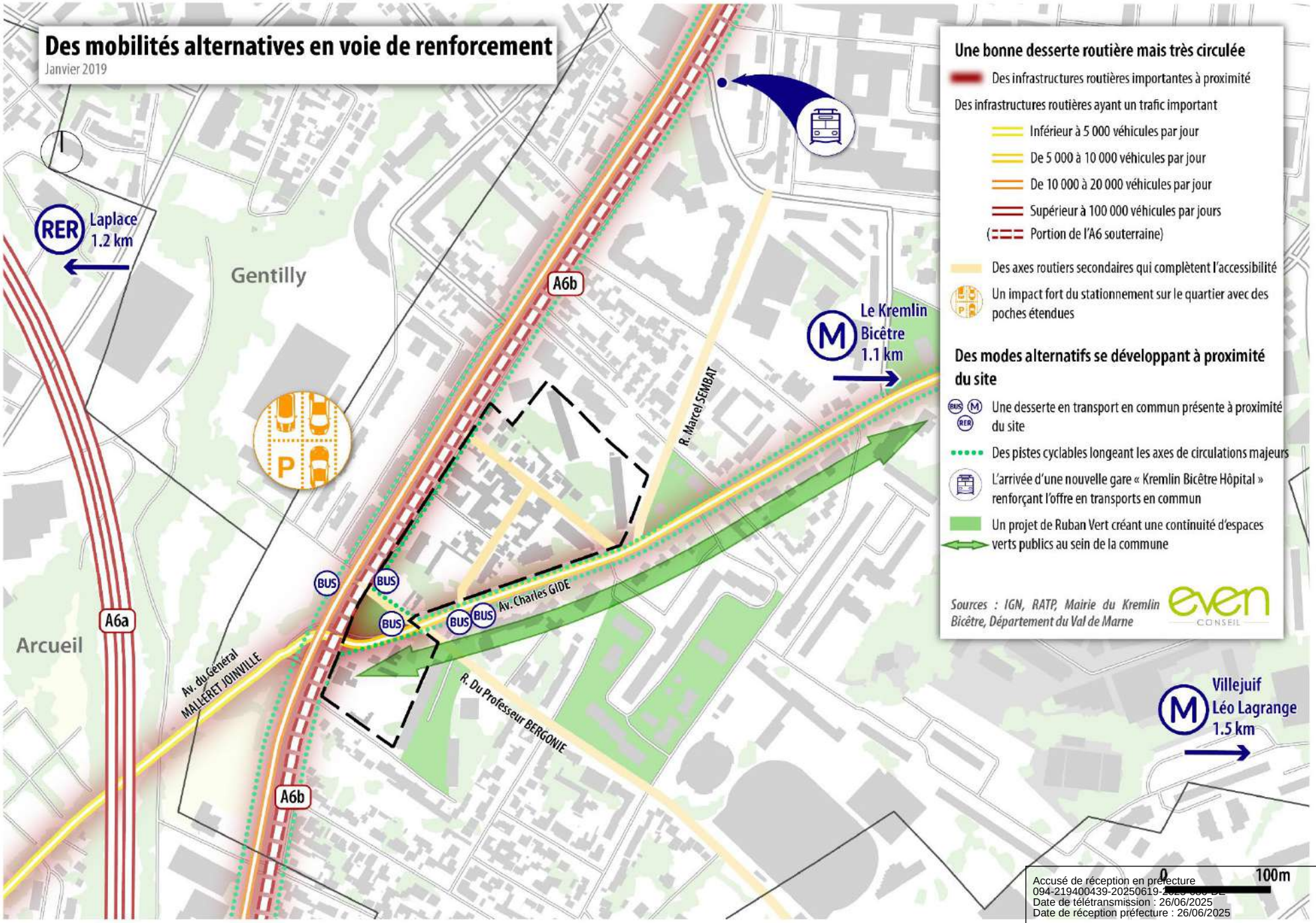
e) Synthèse et enjeux de la thématique mobilités

Atouts	Faiblesses
Une bonne accessibilité routière Une bonne desserte en transport en commun	Un trafic routier très circulé aux abords du site Des cheminements doux peu valorisés Des stationnements ayant un impact fort sur le quartier
Opportunités	**Menaces**
L'arrivée de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) de la ligne 14 du métro permettant un renforcement de la desserte en transports en commun lourd à proximité **Le projet de « Ruban Vert » offrant des possibilités de développement des modes doux**	Une augmentation potentielle du trafic routier sur un réseau déjà fortement circulé

Enjeux de la thématique mobilités

- Maîtriser l'impact de la circulation automobile de transit sur le quartier
- Limiter la place de l'automobile dans l'espace public : notamment adapter l'offre de stationnement et maîtriser ses impacts sur l'imperméabilisation des sols
- Profiter du renforcement de l'offre de transport en commun en optimisant la densité humaine dans le secteur d'étude
  Faciliter les rabattements en bus et mobilités douces vers les arrêts de transport en commun lourds existants et à venir à proximité du périmètre d'étude
- Améliorer l'offre de circulation douce dans le quartier, en lien avec les enjeux liés au Ruban Vert, et plus globalement à la Trame Verte et Bleue, au paysage et à la gestion des eaux pluviales dans le quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-000-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.3. Un secteur contraint par les nuisances urbaines

a) Des axes routiers sources de bruit

Dans le cadre du projet d'aménagement du secteur sud-ouest de la ville du Kremlin-Bicêtre, une étude acoustique a été réalisée en 2018.

Le but de l'étude acoustique est d'évaluer les niveaux de bruit prévisionnels sur le nouveau programme.

En effet, pour ne pas engendrer des situations problématiques pour les futurs usagers des bâtiments neufs, la réglementation impose un isolement acoustique minimum pour les bâtiments dits sensibles (logements, établissements d'enseignement, établissements de santé, …). Aucune réglementation acoustique n'impose d'isolement minimal à respecter pour les nouveaux bâtiments de bureaux. Il y a cependant une démarche HQE (Cible 9 – Confort acoustique) ou la norme NFS 31-080 de janvier 2006 qui proposent des critères de performance.

L'isolement acoustique des bâtiments sera défini en fonction des niveaux de bruit prévisionnels qui seront calculés à partir d'une modélisation du futur site avec intégration des hypothèses de trafic prévisionnelles.

Les niveaux de bruit dans l'environnement varient constamment, ils ne peuvent donc être décrits aussi simplement qu'un bruit continu.

b) Dangers potentiels de l'environnement sonore sur la santé humaine

- ***Effets auditifs du bruit***

L'exposition à un bruit intense, si elle est prolongée ou répétée, provoque une baisse de l'acuité auditive.

La perte d'audition, sous l'effet du bruit, est le plus souvent temporaire. Après un certain temps de récupération dans le calme, on retrouve une capacité auditive normale. Néanmoins, cette perte d'audition peut parfois être définitive, soit à la suite d'une exposition à un bruit unique particulièrement fort (140 dB(A) et plus), soit à la suite d'une exposition à des bruits élevés (85dB(A) et plus) sur des périodes longues (plusieurs années). Si le traumatisme sonore est important, les cellules ciliées de l'oreille interne finissent par éclater ou dégénérer de façon irréversible.

Les principaux effets auditifs comprennent le traumatisme acoustique (dommage auditif soudain causé par un bruit bref de très forte intensité), l'acouphène (tintement ou bourdonnement dans l'oreille), le déficit auditif temporaire ou permanent.

- ***Effets non auditifs du bruit***

Le bruit met en jeu l'ensemble de l'organisme sous forme d'une réaction générale de stress traduisant la mobilisation de toutes nos fonctions de défense.

Une étude réalisée en 1998 par le Ministère de la Santé (« Les effets du bruit sur la santé ») montre que le bruit peut être à l'origine de nombreuses maladies psychosomatiques et d'atteintes du système nerveux.

Le rapport établi en mai 2004 sur les impacts sanitaires du bruit par l'Agence Française de Sécurité Sanitaire et Environnementale (AFFS), aujourd'hui Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), distingue, pour les effets non auditifs du bruit :

- Les effets biologiques extra-auditifs (perturbation du sommeil, accélération du rythme cardiaque et de la fonction respiratoire, troubles digestifs, modification de la sécrétion des hormones liées au stress, réduction des défenses immunitaires, troubles de la santé mentale, augmentation de la prise de médicaments).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Les effets subjectifs (gène, agressivité, diminution des performances intellectuelles…).

- ***Indicateurs LAeq***

Afin de les caractériser simplement on utilise le niveau équivalent exprimé en dB(A), noté LAeq, qui représente le niveau de pression acoustique d'un bruit stable de même énergie que le bruit réellement perçu pendant la durée d'observation.

Conformément aux textes réglementaires, les niveaux de bruit seront calculés selon les indicateurs suivants :

- LAeq (06h-22h) pour la période diurne ;
- LAeq (22h-06h) pour la période nocturne.

Dans la réglementation française, ce sont les périodes 6h-22h et 22h-6h qui ont été adoptées comme référence pour le calcul des niveaux sonores LAeq.

Les indicateurs se nomment alors LAeq (6h-22h) et LAeq (22h-6h). Ils correspondent à la moyenne de l'énergie cumulée sur les périodes diurne (6h-22h) et nocturne (22h-6h) pour l'ensemble des bruits observés.

Les deux indicateurs LAeq (6h-22h) et LAeq (22h-6h) peuvent être considérés comme équivalents lorsque l'écart entre le jour et la nuit indique une accalmie de 5 dB(A).

- ***Classement sonore des infrastructures routières de la ville du Kremlin Bicêtre***

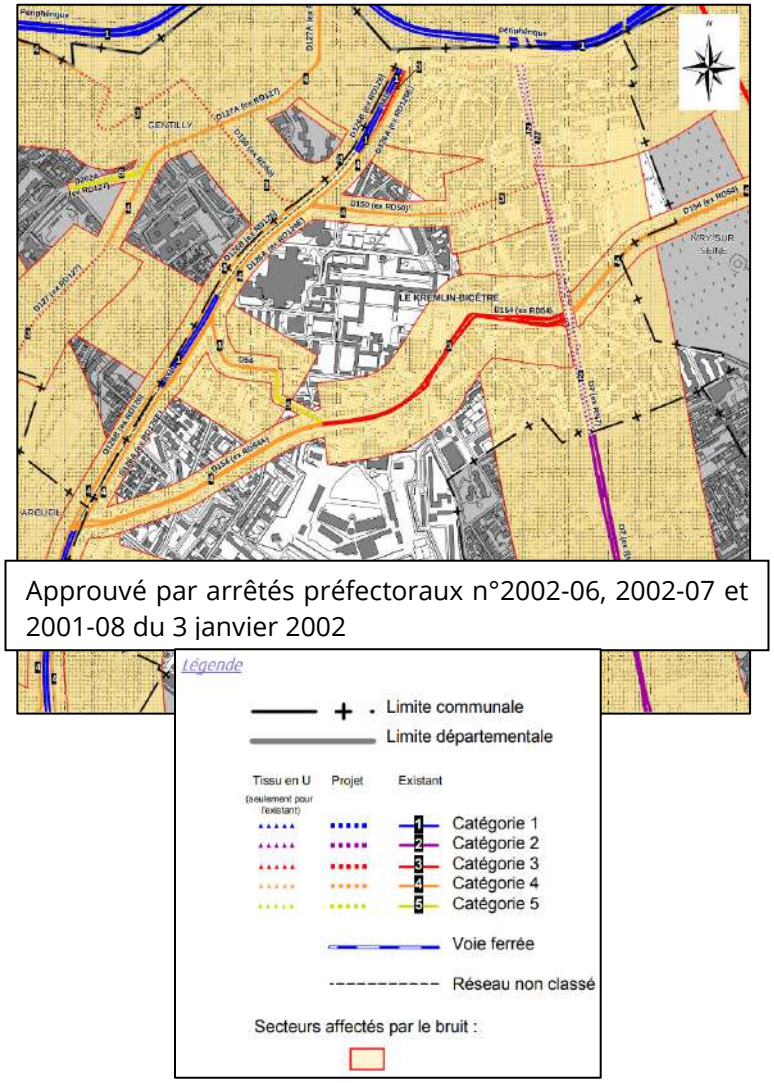
L'arrêté préfectoral portant sur le classement des infrastructures de transports terrestres et l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit a été pris le 18 septembre 2000.

Dans le secteur d'étude, il existe plusieurs voies bruyantes. Elles sont recensées dans le tableau ci-après et repérées sur la carte ci-dessous.

Nom de l'infrastructure	Catégorie	Largeur affectée (m)
A6b	1	300
RD54A	5	10
RD54	4	30
RD126	4	30
RD154A	4	30
RD154B	3	100
RD127	3	100

Classement sonore des infrastructures routières présentes aux abords – Source : IRIS Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Approuvé par arrêtés préfectoraux n°2002-06, 2002-07 et 2001-08 du 3 janvier 2002

Classement sonore des infrastructures de transports terrestres - Source DRIEA IdF

Dans le cas d'un projet de construction, le certificat d'urbanisme informe le pétitionnaire que son projet est situé dans un secteur affecté par le bruit. Le constructeur ou l'aménageur est alors obligé de déterminer l'isolement acoustique minimal à mettre en œuvre, soit en appliquant la réglementation du décret de classement des voies bruyantes, soit en effectuant sa propre estimation de manière plus précise.

- **<u>Cartographie européenne du bruit</u>**

Les cartes de bruit stratégiques des grands axes de transport découlent de la transposition en droit français de la directive européenne 2002/49/CE. Elles sont destinées à permettre une évaluation globale de l'exposition au bruit dans l'environnement. Il s'agit d'évaluer les niveaux sonores émis par les transports (trafics routiers, ferroviaire ou aérien) ou ceux provenant de l'activité des installations classées soumises à autorisation.

L'indicateur Lden intègre les résultats d'exposition sur les trois périodes de jour (6h-18h), de soirée (18h-22h) et de nuit (22h-6h) en les pondérant au prorata de leur durée et en incluant une pénalité de 5 dB(A) pour la soirée et de 10 dB(A) pour la nuit.

L'indicateur Ln représente le niveau sonore moyen déterminé sur l'ensemble des périodes de nuit d'une année, cet indice étant par définition un indice exclusif pour la période de nuit. L'indicateur Ln correspond à l'indicateur LAeq (22h-6h) de la réglementation française, auquel est retiré 3 dB(A) représentant la réflexion de façade.

A noter qu'il n'y a pas de correspondance directe entre les indicateurs utilisés par les cartographies européennes Lden et Ln et les indicateurs utilisés pour les études d'impacts françaises LAeq (6h-22h) et LAeq(22h-6h), expliquant les contradictions entre les résultats issus des études Bruitparif et ceux issus des mesures réalisées sur site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

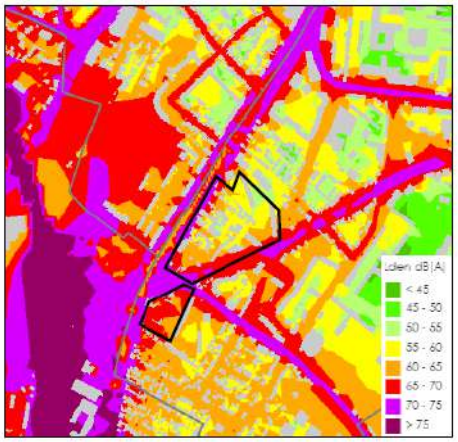


Figure 3 : Carte de bruit selon l'indicateur Lden - source Bruitparif

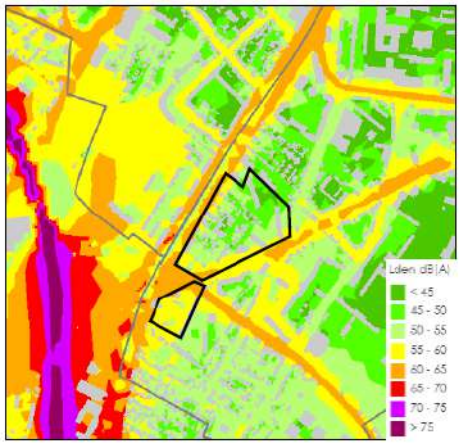


Figure 4 : Carte de bruit selon l'indicateur Ln - source Bruitparif

- **Campagne de mesures acoustiques**

La campagne de mesures acoustiques s'est déroulée entre le mercredi 24 et mardi 30 janvier 2018.

Durant la campagne de mesures acoustiques des relevés de trafic ont été effectués.

Le dispositif acoustique comprend quatre mesures acoustiques de 24 heures dits points fixes.

Les mesures ont été effectuées en conformité à la norme NFS 31-085. Les appareils de mesures utilisés sont des sonomètres analyseurs statistiques de type CR170 (classe I) de la société CIRRUS RESEARCH ; les données sont traitées et analysées sur informatique.

Les conditions météorologiques étaient globalement favorables pour l'ensemble des mesures : pas de vent et pas de pluie. Mais l'influence des conditions météorologiques n'est pas significative pour les mesures de bruit routier lorsque la distance source/récepteur est inférieure à 100 m.

c) Définition de l'ambiance sonore

La définition du critère d'ambiance sonore modérée est donnée dans l'article 2 de l'arrêté du 5 mai 1995 : « Une zone est dite d'ambiance sonore modérée si le niveau de bruit ambiant existant avant la construction de la voie nouvelle, à deux mètres en avant des façades des bâtiments, est tel que LAeq(6h-22h) est inférieur à 65 dB(A) et LAeq(22h-6h) est inférieur à 60 dB(A).

Le tableau ci-dessous précise cette définition :

Bruit ambiant existant en dB(A)		Type d'ambiance sonore
LAeq(6h-22h)	LAeq(22h-6h)	
< 65	< 60	Modérée
≥ 65	< 60	Modérée de nuit
< 65	≥ 60	Non modérée
≥ 65	≥ 60	

Ambiance sonore – Source : IRIS Conseil

- ***Résultats et localisation des mesures***

L'emplacement et les résultats de la campagne de mesures sont précisés dans le tableau et la carte page suivante.

Ensuite, une fiche de mesures pour chaque point est proposée.

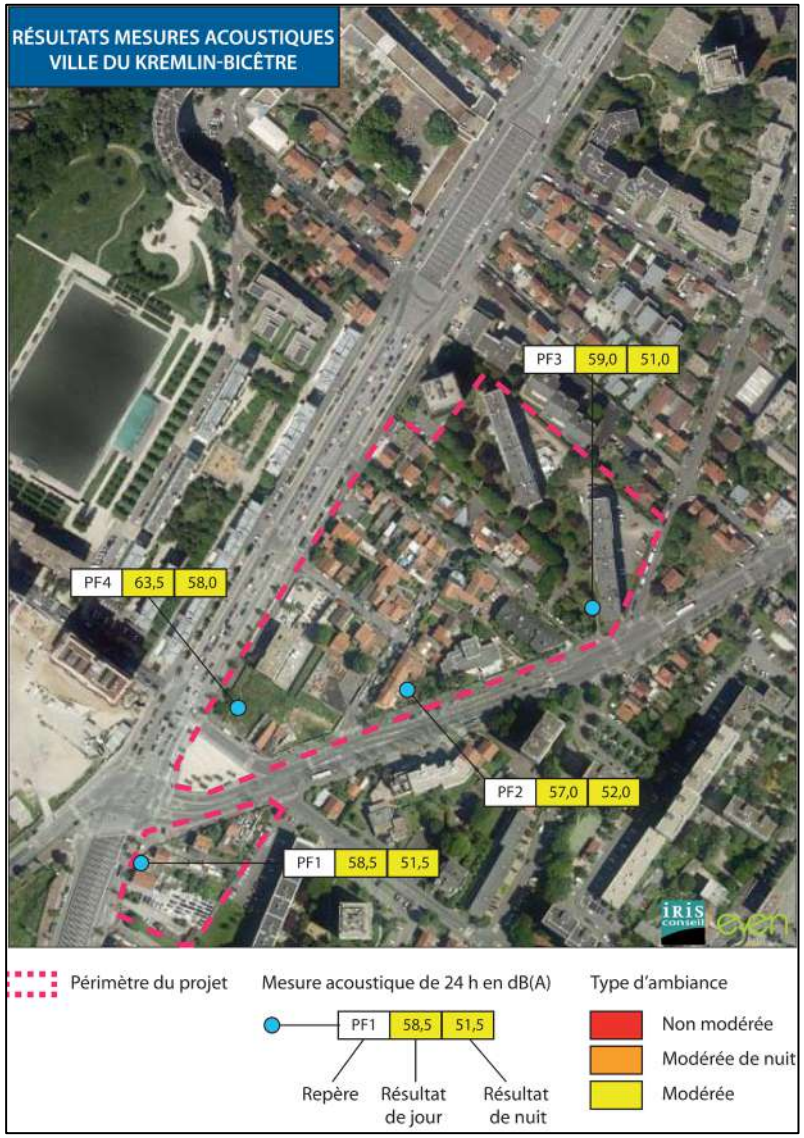
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

N°	Etage	LAeq(6h-22h)	LAeq(22h-6h)	Accalmie	Zone d'ambiance	Trafic moyen horaire entre 6h et 22h	Trafic moyen horaire entre 6h et 22h
PF1	RDC	58,5	51,5	7,0	Modérée	1012	177
PF2	RDC	57,0	52,0	5,0	Modérée	467	74
PF3	2 ème étage en façade	59,0	51,0	8,0	Modérée	71	8
PF4	Champ libre	63,5	58,0	5,5	Modérée	824	161

Résultats de la campagne de mesures acoustiques – Source : IRIS Conseil

Les résultats des mesures montrent que le site est exposé à des niveaux de bruit inférieurs à 65 dB(A) le jour et inférieurs à 60dB(A) la nuit.

Les quatre points de mesures, PF1, PF2, PF3 et PF4 sont donc en zone d'ambiance sonore modérée.



Cartographie des résultats des mesures acoustiques – Source : IRIS Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Modélisation de la situation actuelle

Le but de cette section est de visualiser le paysage sonore actuel.

Pour les calculs des niveaux sonores actuels, il a été intégré les résultats des comptages routiers réalisés par IRIS conseil et les données trafics provenant de la DIRIF pour les autoroutes.

Les calculs des niveaux sonores sont réalisés sur la base des paramètres relatifs aux sources de bruit (trafic, vitesse de circulation et type d'enrobé) et des paramètres ayant une influence sur la propagation du bruit (conditions météorologiques) :

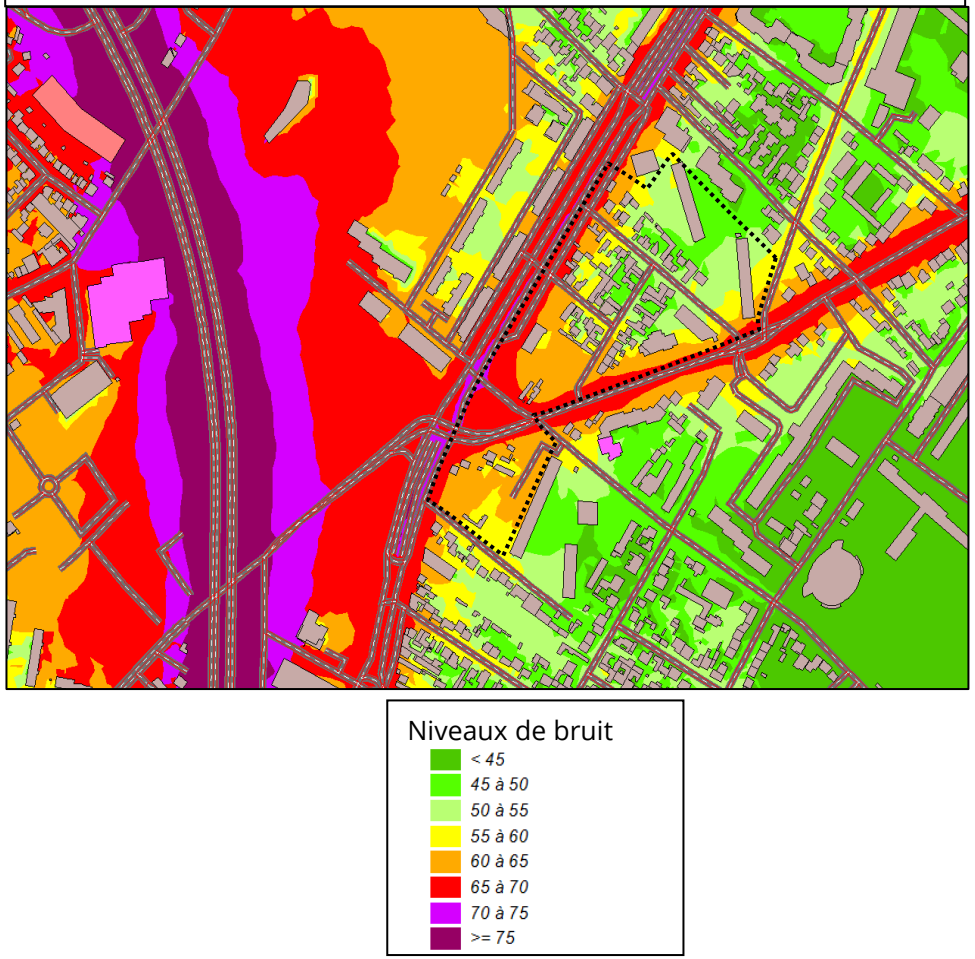
- Les trafics ci-dessus ;
- Les chaussées sont revêtues d'un enrobé couramment utilisé : le Béton Bitumineux Très Mince (BBTM) ;
- Les conditions météorologiques utilisées sont de 50% d'occurrence favorable à la propagation du bruit sur les périodes diurne et nocturne.

Les résultats des modélisations acoustiques sont présentés sous forme de carte avec des aplats de couleurs tous les 5 dB(A).

D'après ces cartes sur la période diurne :

- Les niveaux de bruit sont supérieurs à 65 dB(A) en bordure de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide, à noter qu'une crèche, équipement sensible pour le bruit, est présente aux abords de l'avenue Charles Gide. ;
- Sur les secteurs éloignés de ces axes routiers, les niveaux acoustiques sont inférieurs à 65 dB(A).

Situation sonore actuelle - Carte de bruit à 4 mètres du sol - Période diurne (6h à 22h)



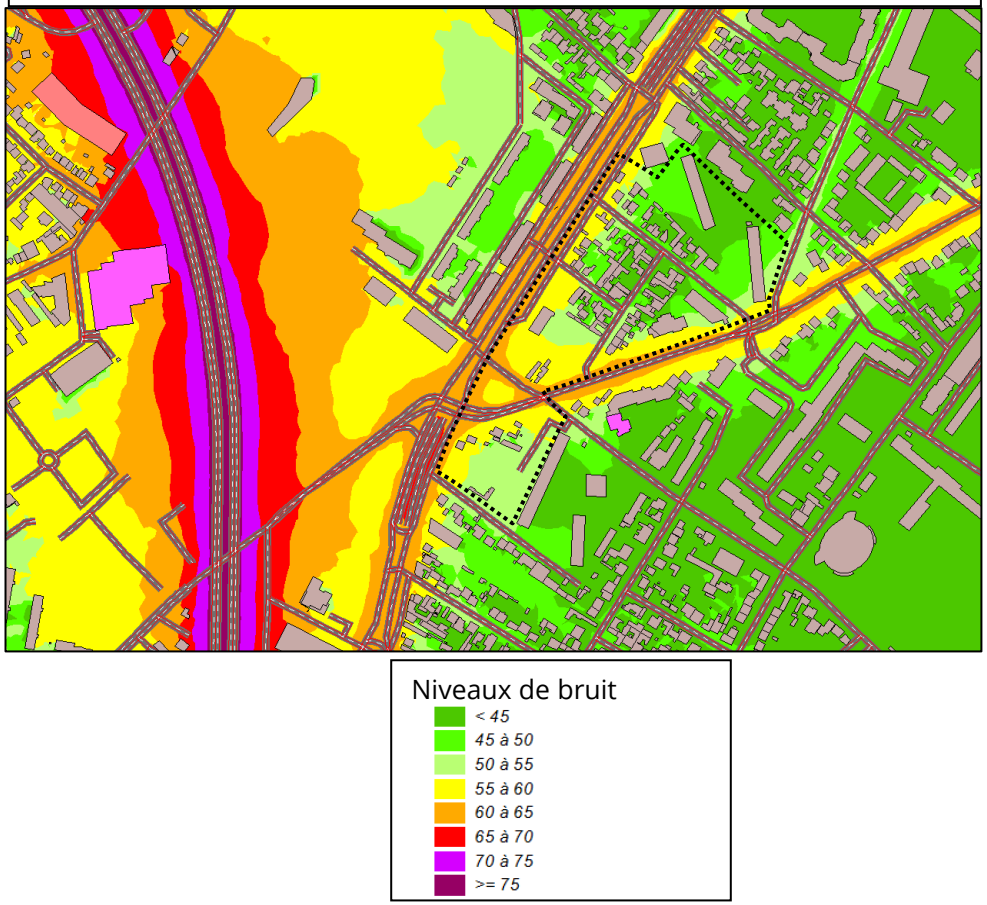
Sur la période nocturne :

- A proximité de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide, les niveaux sonores sont supérieurs à 60 dB(A) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Sur le reste de la parcelle du projet, les niveaux de bruit sont inférieurs à 60dB(A).

Situation sonore actuelle - Carte de bruit à 4 mètres du sol - Période nocturne (22h à 6h)



De manière générale, les zones proches des axes routiers sont plutôt bruyantes et les secteurs en retrait de ses sources de bruit sont d'ambiance sonore calme.

Ces niveaux de bruit calculés sont comparés à ceux enregistrés lors de la campagne de mesures.

Le tableau ci-dessous présente les résultats des calculs et les écarts entre ces derniers et les résultats des mesures recalés sur les trafics normaux.

	Niveaux sonores mesurés en dB(A)		Niveaux sonores calculés en dB(A)		Différence en dB(A)	
N° du point	LAeq(6h-22h)	LAeq(22h-6h)	LAeq(6h-22h)	LAeq(22h-6h)	LAeq(6h-22h)	LAeq(22h-6h)
PF1	58,5	51,5	59,0	52,0	0,5	0,5
PF2	57,0	52,0	59,0	53,0	2,0	1,0
PF3	59,0	51,0	59,0	52,0	0,0	1,0
PF4	63,5	58,0	64,5	57,5	1,0	-0,5

Comparaison des résultats des mesures et des calculs - Source IRIS Conseil

La comparaison entre les valeurs calculées et mesurées montre des écarts acceptables car inférieurs ou égale à la tolérance de + ou – 2 dB(A).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

e) Synthèse et enjeux de la thématique acoustique

Atouts	Faiblesses
Site relativement calme en dehors des zones situées aux abords des axes routiers principaux (RD154 et RD126b)	Ambiance sonore bruyante, sur une frange de 10 m aux abords de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide Une crèche, équipement sensible pour le bruit, localisée aux abords de l'avenue Charles Gide
Opportunités	**Menaces**
Potentiel de valorisation en cœur de quartier	Exposition de bâtiments sensibles (logements) aux abords d'axes bruyants

Enjeux de la thématique

- Limiter l'exposition des habitants, notamment les plus vulnérables, aux bruits routiers en privilégiant une conception urbaine adaptée (choix d'aménagement, orientation des bâtiments, conception des logements, ...)
- Protéger et renforcer les zones de calmes existantes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.4. Une qualité de l'air contrainte par les axes routiers

Dans le cadre du projet d'aménagement du secteur sud-ouest de la ville du Kremlin-Bicêtre, une étude Air et Santé a été réalisée en 2018 pour évaluer les impacts actuels et futurs de la qualité de l'air sur le secteur.

a) Documents cadres

- ***Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE)***

La loi dite « Grenelle 2 », promulguée le 12 juillet 2010 prévoit par son article 68 la mise en place de Schémas Régionaux Climat Air Energie (SRCAE).

Le SRCAE, révisable tous les 5 ans, est régi par les articles L. 222-1, 2 et 3 du Code de l'Environnement.

D'une part, le SRCAE doit contenir :

- Des orientations permettant de réduire les émissions des gaz à effet de serre ;
- Des objectifs régionaux de maîtrise de demande en énergie ;
- Des objectifs de valorisation du potentiel d'énergies renouvelables ;
- Des orientations d'adaptation au changement climatique ;
- Des orientations concernant la pollution atmosphérique.

Et, plus spécifiquement, des orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L.221-1 du code de l'environnement, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets.

À ce titre, le SRCAE définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque leur protection le justifie.

D'autre part, ce schéma est concerné par :

- Un bilan régional de consommation et production énergétiques ;
- Un bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- Un bilan des émissions de polluants atmosphériques et de la qualité de l'air ;
- L'évaluation du potentiel d'économies d'énergie par secteur ;
- L'évaluation du potentiel de développement des énergies renouvelables ;
- L'analyse de la vulnérabilité de la région aux effets du changement climatique.

Le SRCAE d'Île-de-France a été approuvé à l'unanimité par le Conseil Régional le 23 novembre 2012, puis arrêté par le Préfet de Région le 14 décembre 2012.

Compte tenu des critères de densité de population et de teneurs en particules PM10 et en oxydes d'azote, la commune du Kremlin-Bicêtre fait partie de la Zone Sensible pour la Qualité de l'Air définie par le SRCAE.

En fin de compte, il ressort du SRCAE Île-de-France 17 objectifs et 58 orientations thématiques qui ont été élaborées de façon à permettre l'atteinte des objectifs définis pour la région à l'horizon 2020 en matière de réduction des consommations énergétiques et de gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables, d'amélioration de la qualité de l'air et d'adaptation au changement climatique.

Le SRCAE définit trois grandes priorités régionales pour 2020 :

- Le renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments avec un objectif de doublement du rythme des réhabilitations dans le tertiaire, et de triplement dans le résidentiel ;
- Le développement du chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération, avec un objectif d'augmentation de 40 % du nombre d'équivalents logements raccordés ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- La réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre du trafic routier, combinée à une forte baisse des émissions de polluants atmosphériques (particules fines, dioxyde d'azote).

- ***Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)***

Introduit par le Code de l'Environnement (Partie législative, Section 2 : Plans de protection de l'atmosphère) et mis en application par le décret du 25 mai 2001, le PPA fixe des objectifs de réduction de polluants atmosphériques pouvant nécessiter la mise en place de mesures contraignantes spécifiques à la zone couverte par le plan (à la différence du SRCAE qui fixe seulement des orientations et recommandations pour atteindre les objectifs de qualité).

Le PPA vise à ramener les concentrations en polluants à un niveau inférieur aux valeurs limites fixées sur la base des connaissances scientifiques. Le but étant d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement.

En Île-de-France, un premier PPA a été approuvé le 07 juillet 2006 (Arrêté n° 2007-1590 relatif à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère et à la réduction des émissions de polluants atmosphériques en Ile-de-France). Une première version de ce PPA avait été proposée au cours de l'hiver 2004-2005.

Le PPA d'Île-de-France a été ensuite révisé en 2012 et approuvé en mars 2013 après enquête publique. Le PPA révisé mise sur 11 mesures réglementaires et des actions incitatives pour réduire les émissions de polluants atmosphériques.

Pour atteindre les objectifs fixés, les mesures réglementaires suivantes sont applicables tout au long de l'année pour certaines, ou seulement en cas de pics de pollution pour d'autres :

- Obliger les principaux pôles générateurs de trafic à réaliser un plan de déplacement ;
- Imposer des valeurs limites d'émissions pour les chaufferies collectives ;
- Limiter les émissions de particules dues aux équipements individuels de combustion du bois (depuis février 2015, la législation en Île-de-France autorise cependant les feux d'agrément en foyer ouvert) ;
- Gérer les dérogations relatives à l'interdiction de brûlage à l'air libre de déchets verts ;
- Réduire les émissions de particules dues aux groupes électrogènes ;
- Améliorer la connaissance et la mesure des émissions industrielles ;
- Interdire les épandages par pulvérisation quand l'intensité du vent est strictement supérieure à 3 sur l'échelle de Beaufort ;
- Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air à retrouver dans les documents d'urbanisme ;
- Définir les attendus relatifs à la qualité d'air à retrouver dans les études d'impact ;
- Mettre en œuvre la réglementation limitant l'utilisation des moteurs auxiliaires de puissance (APU) lors du stationnement des aéronefs sur les aéroports de Paris-Charles de Gaulle, Paris-Orly et Paris-le Bourget ;
- Diminuer les émissions en cas de pointes de pollution.

- ***Plan Climat***

Le Plan Climat national est le plan d'actions instauré pour être à la hauteur du défi majeur que constitue le changement climatique, en respectant l'objectif du Protocole de Kyoto, voire en le dépassant légèrement.

En 2011, La région Île-de-France a adopté, pour une période de 5 ans, un Plan Régional pour le Climat [PRC] se déclinant en 24 actions et chantiers et s'articulant autour de trois axes principaux qui sont les suivants :

- Exemplarité : avoir un effet d'entraînement à travers la gestion du patrimoine, les financements et la commande publique ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Atténuation : réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ;
- Adaptation : anticiper le futur en adaptant le territoire aux effets du changement climatique.
-

b) Domaine et bande d'étude

- ***Definition***

Le domaine d'étude est composé du projet et de l'ensemble du réseau routier subissant une modification (augmentation ou réduction) des flux de trafic de plus de 10 % du fait de la réalisation du projet.

« La bande d'étude est définie autour de chaque voie subissant, du fait de la réalisation du projet, une hausse ou une baisse significative de trafic (variation de 10 %, identiquement au domaine d'étude). Elle est adaptée à l'étude de l'influence du projet sur la pollution atmosphérique à l'échelle locale résultant des polluants primaires. Dans le domaine d'étude, il peut donc y avoir plusieurs bandes d'études » (Circulaire DGS/SD 7 B du 25 février 2005).

Concernant la pollution particulaire, la largeur de la bande d'étude est de 100 mètres, quel que soit le trafic.
Se rapportant à la pollution gazeuse, la largeur minimale de la bande d'étude de part et d'autre de l'axe médian du tracé le plus significatif du projet est définie dans le tableau suivant par :

- Le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) prévu à terme ;

Ou

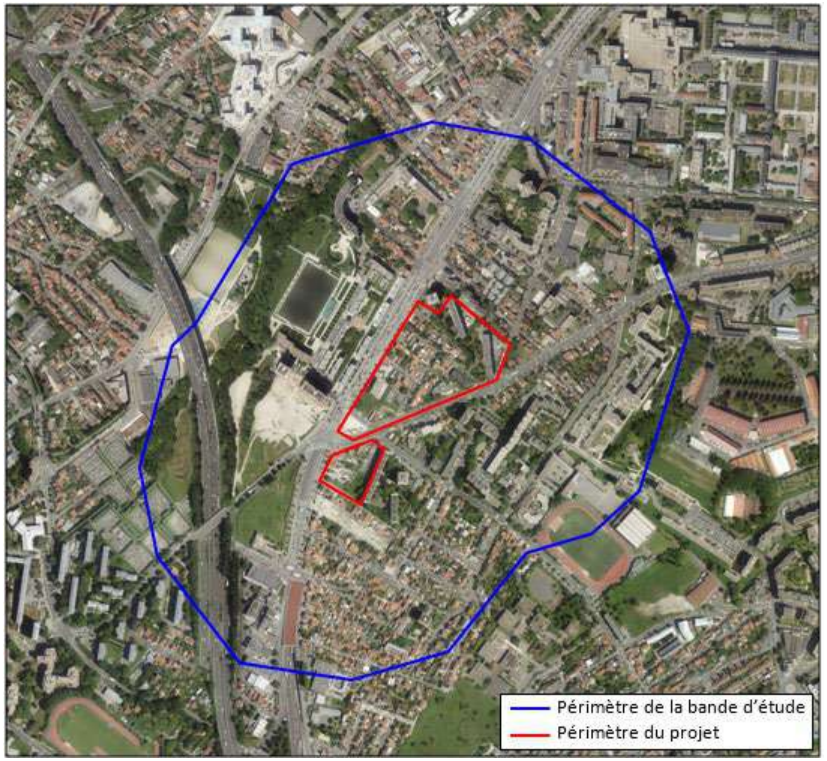
- Le trafic à l'Heure de Pointe la plus chargée.

Selon les données de trafic disponible, le trafic maximal sur le domaine d'étude peut atteindre 110 000 véhicules par jour (autoroute A6b – comptage 2013 du Département).

TMJA à l'horizon d'étude (véh/jour)	Trafic à l'heure de pointe (uvp/h)	Largeur minimale de la bande d'étude (en mètres) de part et d'autre de l'axe
Supérieur à 100 000	Supérieur à 10 000	300
De 50 000 à 100 000	De 5 000 à 10 000	300
De 25 000 à 50 000	De 2 500 à 5 000	200
De 10 000 à 25 000	De 1 000 à 2 500	150

Largeur de la bande d'étude en fonction du trafic – Source : IRIS Conseil

D'après la circulaire du 25 février 2005, la bande d'étude est de 300 mètres de part et d'autre des voies étudiées.



Bande d'étude définie pour l'étude air et santé – Source : IRIS Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***Niveau d'étude***

L'importance de l'étude à mener s'évalue en fonction de la charge prévisionnelle de trafic qui devra être supportée à terme par le projet.

Quatre niveaux d'études sont distingués, en fonction de deux paramètres principaux qui sont les suivants :

- La charge prévisionnelle de trafic ;
- Le nombre de personnes concernées par le projet.

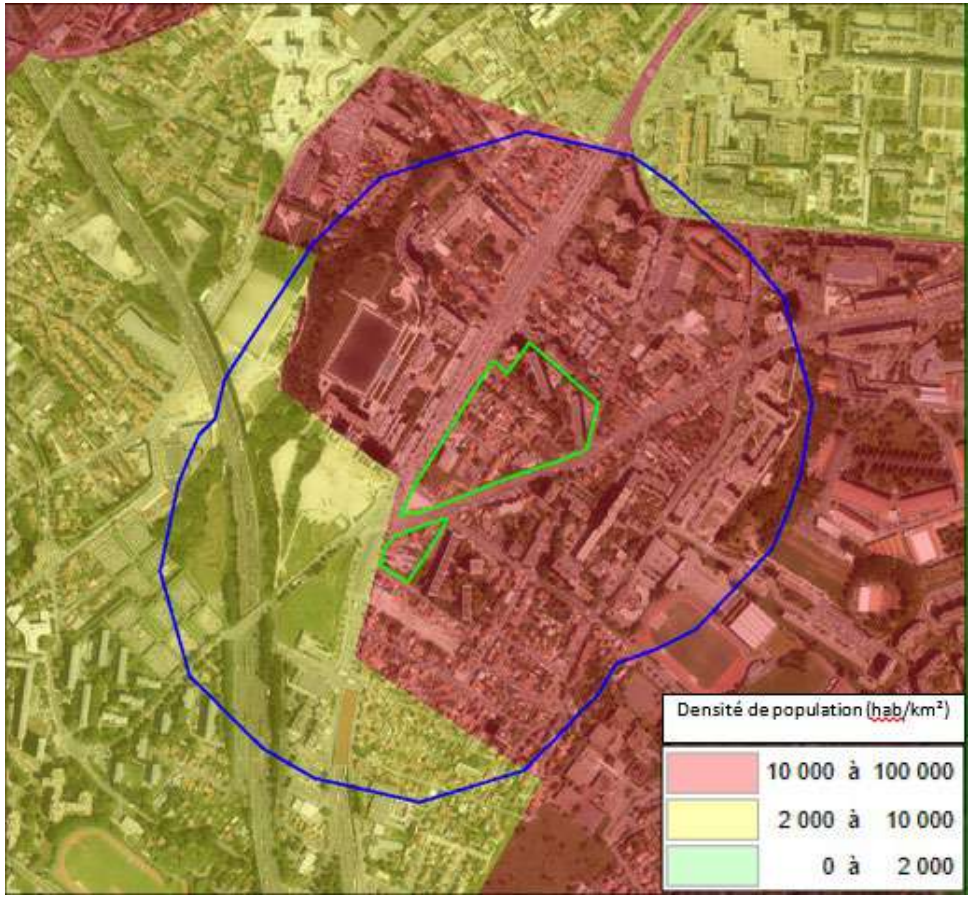
Trafic à l'horizon d'étude1 et densité (hab/km²) dans la bande d'étude	> 50 000 véh/j ou 5 000 uvp/h	25 000 véh/j à 50 000 véh/j ou 2 500 uvp/h à 5 000 uvp/h	≤ 25 000 véh/j ou 2 500 uvp/h	≤ 10 000 véh/j ou 1 000 uvp/h
G I Bâti avec densité ≥ 10 000 hab/km²	I	I	II	II si L projet > 5 km ou III si L projet < ou = 5 km
G II Bâti avec densité > 2 000 et < 10 000 hab/km²	I	II	II	II si L projet > 25 km ou III si L projet < ou = 25 km
G III Bâti avec densité < 2000 hab/km²	I	II	II	II si L projet > 50 km ou III si L projet < ou = 50 km
G IV Pas de Bâti	III	III	IV	IV

Niveau d'étude en fonction du trafic, de la densité de population et longueur du projet – Source : IRIS Conseil

Selon les données de trafic disponible, le trafic maximal sur la bande d'étude est de **110 000 véhicules par jour** (autoroute A6b – comptage 2013 du Département).

Les données de répartition de la population sur la zone d'étude ont été acquises auprès de l'INSEE (données de population issues du recensement de la population de 2014). Elles correspondent au nombre d'habitants à l'intérieur de chaque IRIS constituant le domaine d'étude. L'IRIS est le découpage de la commune par quartiers d'habitations.

Sur le périmètre du projet, la densité de population est supérieure à 10 000 hab/km².



Carte de la densité de population – Source : IRIS Conseil

La densité de population et le trafic conduisent à une étude de niveau I.

L'étude est de niveau 1 donc, conformément à la note méthodologique, les polluants étudiés sont :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- L'acroléine (C_3H_4O),
- Les oxydes d'azote (NO_x),
- Le dioxyde de soufre (SO_2),
- Le benzène (C_6H_6),
- Les particules PM10 (particules en suspension avec diamètre inférieur à 10 micromètres),
- Le chrome (Cr),
- Le formaldéhyde (CH_2O),
- Le 1,3-butadiène (C_4H_6),
- L'acétaldéhyde (C_2H_4O),
- Le nickel (Ni),
- Le cadmium (Cd),
- Le benzo(a)pyrène (BaP),
- L'arsenic (As),
- Le plomb (Pb),
- Le mercure (Hg),
- Le baryum (Ba).

- ***Seuils réglementaires pour caractériser la qualité de l'air***

Les polluants atmosphériques sont trop nombreux pour être surveillés en totalité. Certains d'entre eux sont choisis car ils sont représentatifs de certains types de pollution (industrielle ou automobile) et/ou parce que leurs effets nuisibles pour l'environnement et/ou la santé sont avérés. Les principaux indicateurs de pollution atmosphérique dont la liste est fixée par le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 sont les suivants :

- Le dioxyde d'azote (NO_2),
- Les particules en suspension (PM10 et PM2,5),
- Le dioxyde de soufre (SO_2),
- L'ozone (O_3),
- Le monoxyde de carbone (CO),
- Les composés organiques volatils (COV),
- Le benzène,
- Les métaux lourds (plomb, arsenic, cadmium, nickel),
- Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (le traceur du risque cancérogène utilisé est le Benzo(a)pyrène).

Le décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air définit différentes typologies de seuil :

Valeur limite : niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser, et fixé sur la base des connaissances scientifiques afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble.

Valeur cible : niveau à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné, et fixé afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble.

Objectif de qualité : niveau à atteindre à long terme et à maintenir, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble.

Niveau critique : niveau fixé sur la base des connaissances scientifiques, au-delà duquel des effets nocifs directs peuvent se produire sur certains récepteurs, tels que les arbres, les autres plantes ou écosystèmes naturels, à l'exclusion des êtres humains.

Seuil d'information et de recommandation : niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaires l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Seuil d'alerte : niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence.

Le tableau suivant reprend les principaux seuils réglementaires.

DIOXYDE d'AZOTE (NO_2)		
Objectif de qualité	40 µg/m³ **(FR)**	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	200 µg/m³ **(UE)**	en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures par an
	40 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle
Niveau critique pour la protection de la végétation (NOx)	30 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle d'oxydes d'azote
Seuil d'information et de recommandation	200 µg/m³ **(FR)**	en moyenne horaire
Seuils d'alerte	400 µg/m³ **(UE)**	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	ou si 200 µg/m³ en moyenne horaire à J-1 et à J et prévision de 200 µg/m³ à J+1 **(FR)**	

OXYDES D'AZOTE (NOx)		
Niveau critique pour la protection de la végétation	30 µg eq NO_2 .m^{-3}	en moyenne annuelle

PARTICULES (PM_{10})		
Objectif de qualité	30 µg/m³ **(FR)**	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	50 µg/m³ **(UE)**	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours par an
	40 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle
Seuil d'information et de recommandation	50 µg/m³ **(FR)**	en moyenne sur 24 heures
Seuil d'alerte	80 µg/m³ **(FR)**	en moyenne sur 24 heures

PARTICULES ($PM_{2,5}$)		
Objectif de qualité	10 µg/m³ **(FR)**	en moyenne annuelle
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	20 µg/m³ **(FR)**	en moyenne annuelle
Valeur limite 2015 pour la protection de la santé humaine	25 µg/m³ **(UE)**	en moyenne annuelle

OZONE (O_3)		
Objectif de qualité pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures par an
Objectif de qualité pour la protection de la végétation	6 000 µg/m³.h	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h
Valeur cible pour la protection de la santé humaine	120 µg/m³	maximum journalier de la moyenne sur 8 heures à ne pas dépasser plus de 25 jours par an (en moyenne sur 3 ans)
Valeur cible pour la protection de la végétation	18 000 µg/m³.h. **(UE)**	en AOT40, calculée à partir des valeurs sur 1 heure de mai à juillet entre 8h et 20h (en moyenne sur 5 ans)
Seuil d'information et de recommandation	180 µg/m³	en moyenne horaire
Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population	240 µg/m³	en moyenne horaire
Seuils d'alerte nécessitant la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence	1er seuil : 240 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	2ème seuil : 300 µg/m³	moyenne horaire pendant 3 heures consécutives
	3ème seuil : 360 µg/m³	en moyenne horaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

MONOXYDE de CARBONE (CO)		
Valeur limite pour la protection de la santé humaine	10 mg/m³ soit 10 000 µg/m³ (FR)	pour le maximum journalier de la moyenne glissante sur 8 heures

DIOXYDE de SOUFRE (SO_2)		
Objectif de qualité	50 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeurs limites pour la protection de la santé humaine	350 µg/m³ (UE)	en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures par an
	125 µg/m³ (UE)	en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours par an
Niveau critique pour la protection des écosystèmes	20 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle et en moyenne sur la période du 1er octobre au 31 mars
Seuil d'information et de recommandation	300 µg/m³	en moyenne horaire
Seuil d'alerte	500 µg/m³	en moyenne horaire pendant 3 heures consécutives

BENZÈNE (C_6H_6)		
Objectif de qualité	2 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur limite pour la protection de la santé humaine	5 µg/m³ (UE)	en moyenne annuelle

MÉTAUX LOURDS			
Objectif de qualité	Plomb (Pb)	0,25 µg/m³ (FR)	en moyenne annuelle
Valeur limite pour la protection de la santé humaine		0,5 µg/m³ (UE)	
Valeur cible à compter de 2013	Arsenic (As)	6 ng/m³ (UE)	en moyenne annuelle du contenu total de la fraction PM_{10}
	Cadmium (Cd)	5 ng/m³ (UE)	
	Nickel (Ni)	20 ng/m³ (UE)	

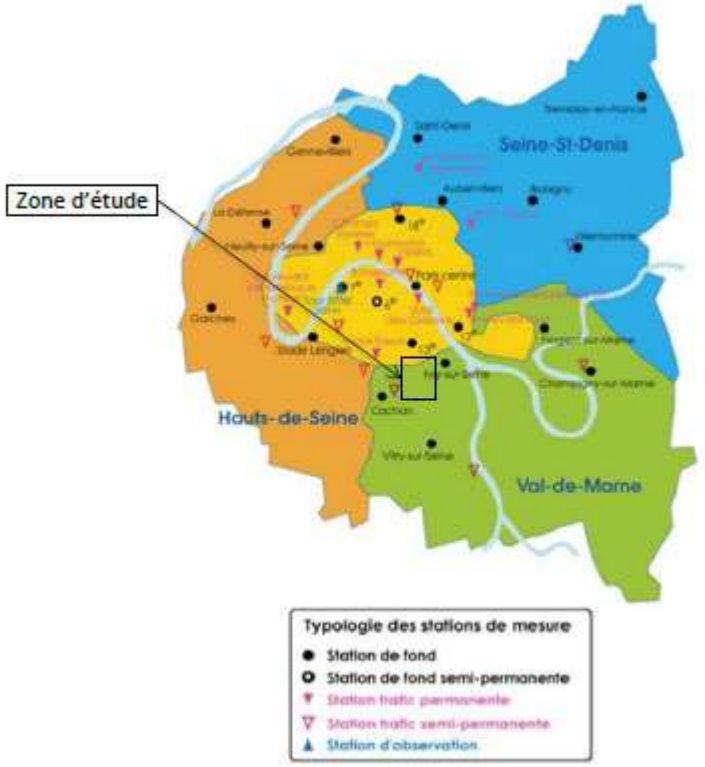
BENZO(A)PYRÈNE (B[A]P)		
Valeur cible à compter de 2013	1 ng/m³ (UE)	en moyenne annuelle du contenu total de la fraction PM_{10}

Tableaux des seuils réglementaires pour la qualité de l'air – Source : IRIS Conseil

a. Une qualité de l'air dégradée aux abords des infrastructures routières

c) Données AIR PARIF

La carte ci-après présente la répartition des stations AIRPARIF sur Paris et la petite couronne :



Carte des stations de mesure du réseau Airparif à Paris et en petite couronne – Source : Airparif

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Station urbaine

Le site est à proximité du Boulevard périphérique. Il existe plusieurs stations Airparif à proximité du secteur du projet :

- ***La station urbaine de fond d'Ivry-Sur-Seine ;***
- ***La station urbaine de fond de Paris 13ème ;***
- ***La station urbaine de fond de Paris 12ème ;***
- ***La station trafic Victor Basch.***

La station la plus proche est celle d'Ivry-Sur-Seine.

Une station urbaine de fond ; c'est une station qui n'est pas influencée par une source polluante locale identifiée. Cette station permet donc une mesure d'ambiance générale de la pollution de fond, **représentatives d'un large secteur géographique autour d'elles**.

Station Ivry-Sur-Seine

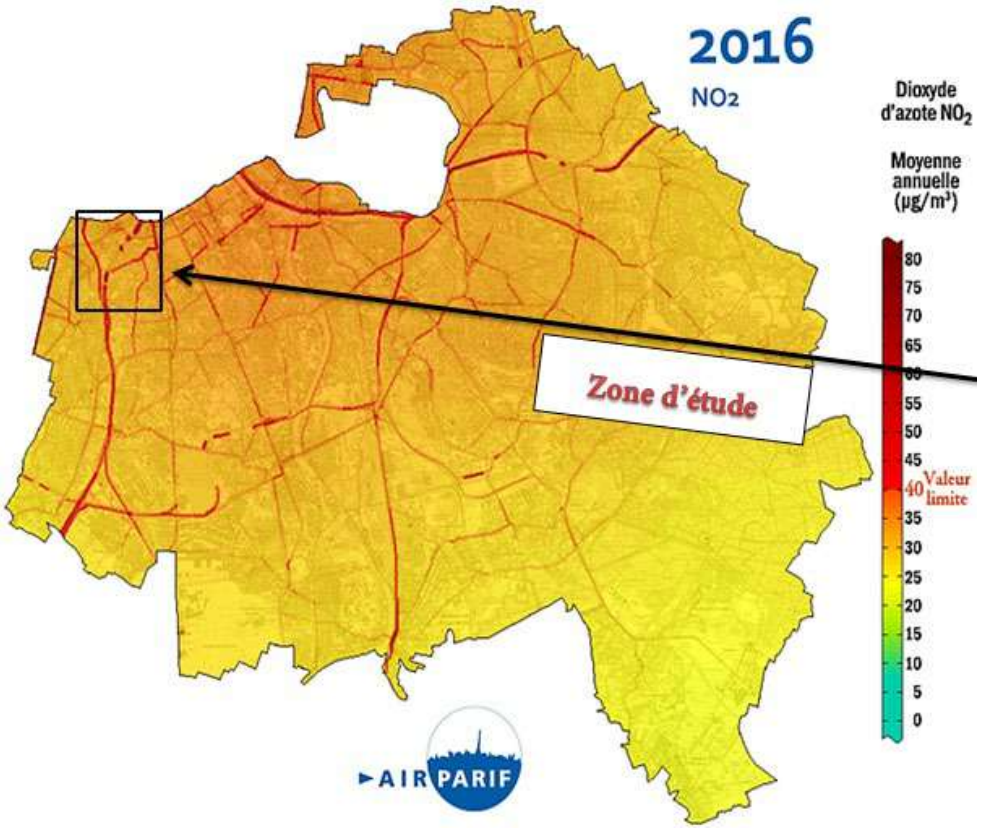
e) Synthèse des concentrations de fond à partir de l'etude de l'existant

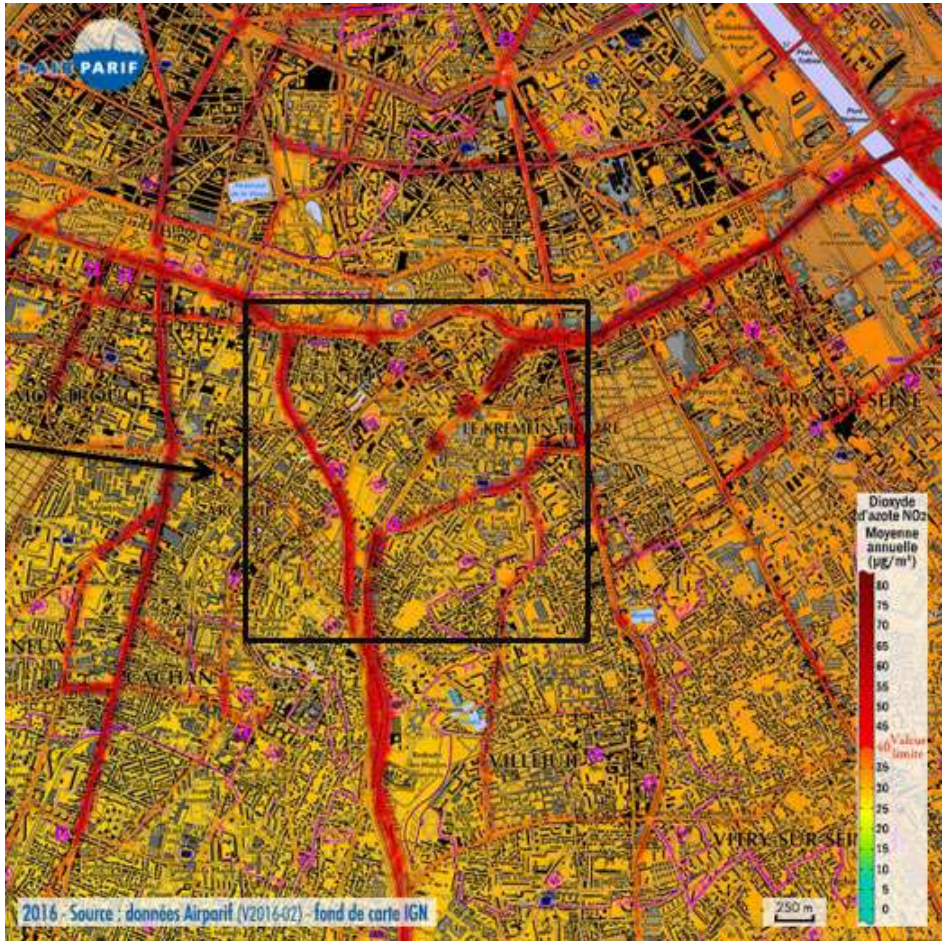
Le tableau suivant récapitule les concentrations de fond qui caractérisent la zone d'étude :

Substances	Concentration en pollution de fond (µg/m³)	Source
Dioxyde d'azote NO_2	46,7	Point de mesure N°3
Particules PM10	18,0	Point de mesure N°3
Particules PM2,5	14	AIRPARIF – Station Paris 4ème
Benzène	1	AIRPARIF – Station Paris 4ème
Benzo(a)pyrène B(a)P	0,00015	AIRPARIF – Station Paris 13ème
Plomb Pb	0,01	AIRPARIF – Station Paris 18ème
Arsenic As	0,0003	AIRPARIF – Station Paris 18ème
Cadmium Cd	0,00012	AIRPARIF – Station Paris 18ème
Nickel Ni	0,00087	AIRPARIF – Station Paris 18ème
Monoxyde de carbone CO	300	AIRPARIF – Moyenne Ile-de-France
Dioxyde de soufre SO_2	2	AIRPARIF – Moyenne Ile-de-France
Formaldéhyde	1,9	AIRPARIF – Station Aubervilliers
Acétaldéhyde	1,4	AIRPARIF – Station Aubervilliers
1,3-butadiène	0,21	AIRPARIF – Station Paris 4ème

Tableau synthèse des concentrations de fond de la zone d'étude – Source : IRIS Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025





Concentration moyenne annuelle de NO2 dans le Val-de-Marne – Source : Airparif

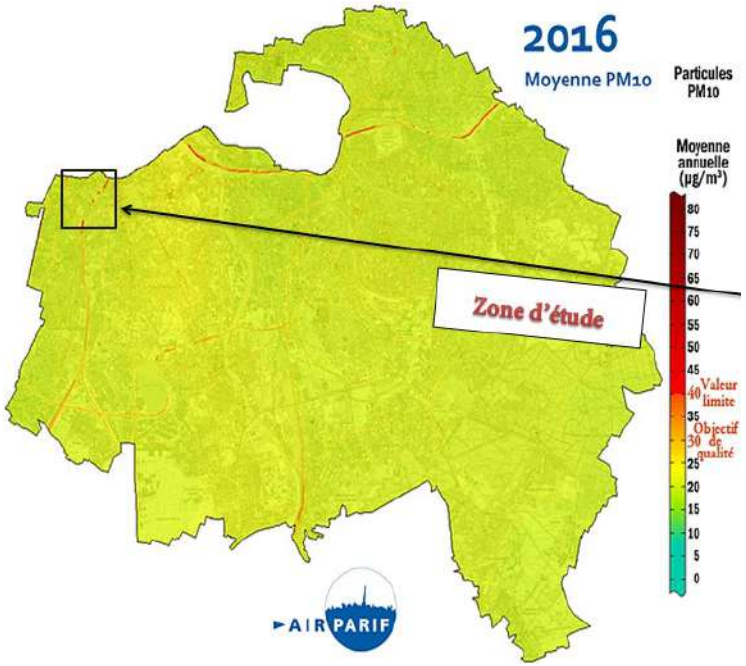
Le dioxyde d'azote (NO_2) est un bon traceur de la pollution d'origine automobile. Les émissions d'oxydes d'azote NO_x (NO_2 et NO) apparaissent dans toutes les combustions à haute température de combustibles fossiles

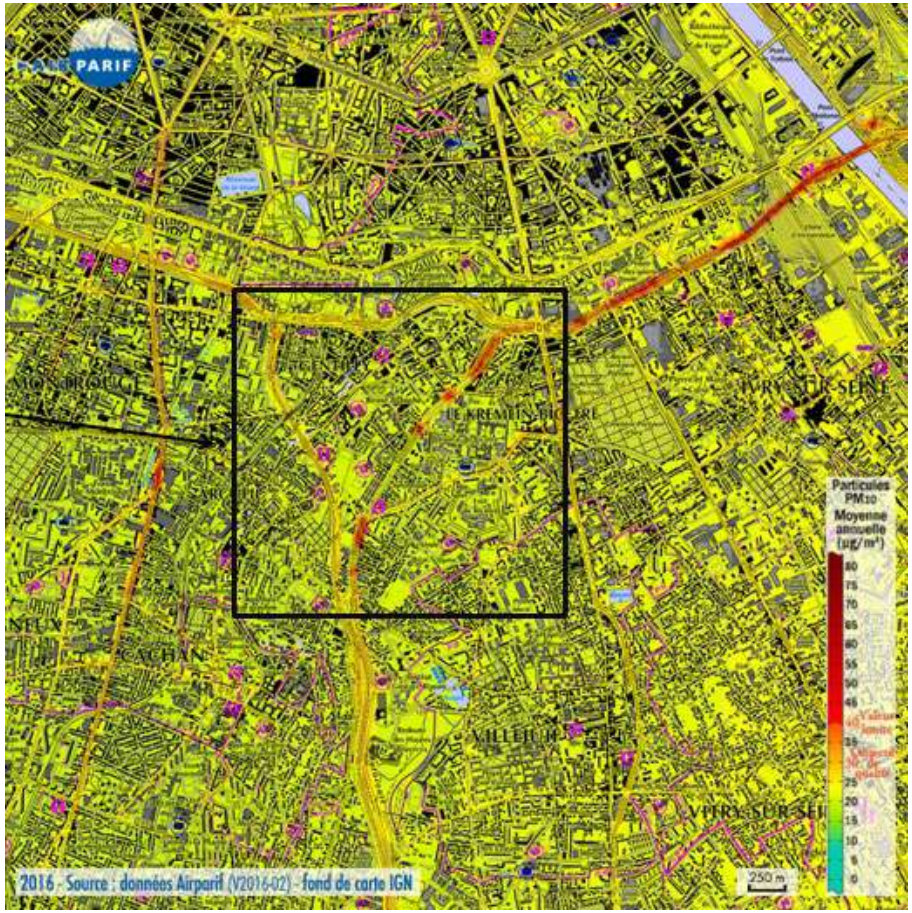
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

(charbon, fuel, pétrole, ...). Le dioxyde d'azote est un polluant indicateur des activités de transport, notamment le trafic routier. Il est en effet directement émis par les sources motorisées de transport, et dans une moindre mesure par le chauffage résidentiel.

À l'échelle de l'Ile-de-France, ce secteur du trafic routier représente 50% des émissions.

D'après les cartes ci-dessus, la valeur limite de dioxyde d'azote (NO2) est dépassée au droit et au voisinage des grands axes routiers. Sur la zone en projet, la valeur limite à 40 µg/m3 n'est pas respectée aux abords de l'autoroute A6b et de la RD154 (avenue Charles Gide).





Concentration moyenne annuelle des particules de PM10 dans le Val-de-Marne – Source : Airparif

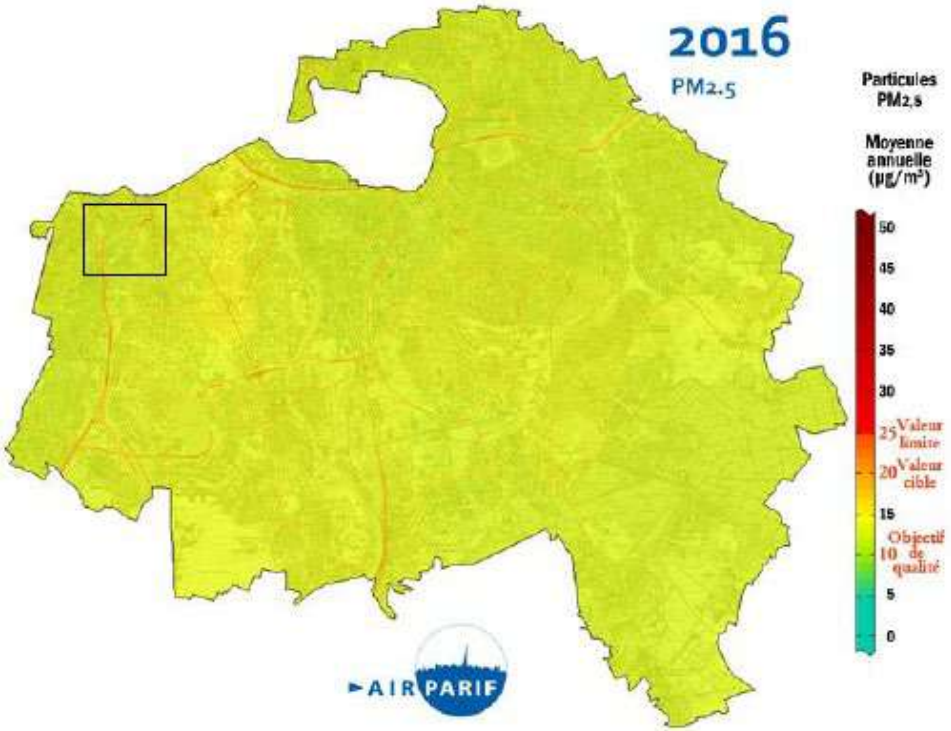
Les émetteurs de particules en suspension sont nombreux et variés : transport routier, combustion industrielle, chauffage urbain, incinérateurs des déchets, ...

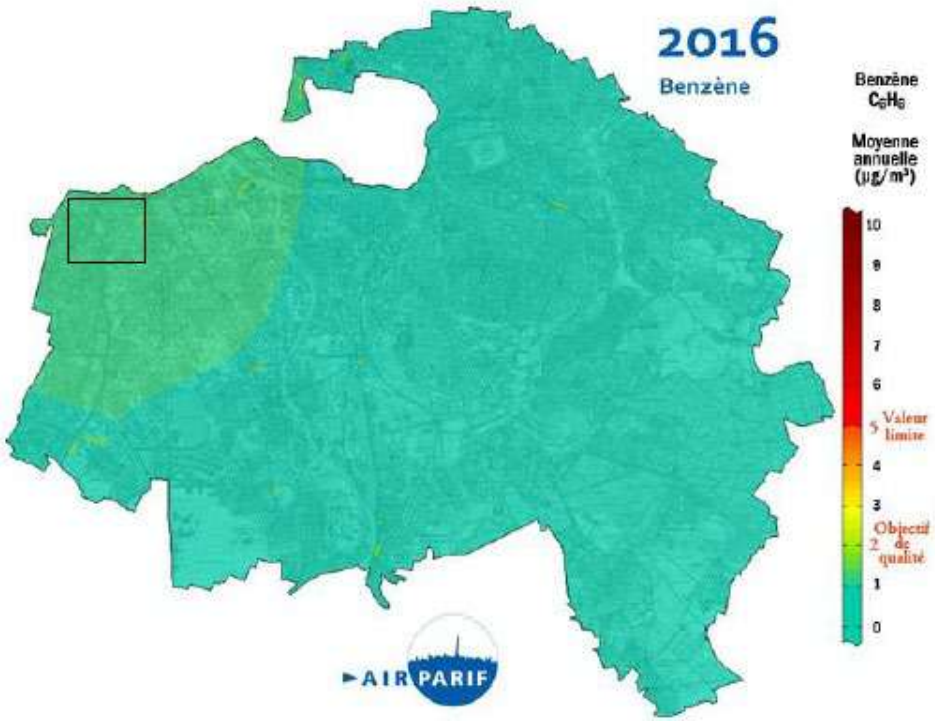
En Ile-de-France, les principaux secteurs d'émissions des **particules PM10** (particules de diamètre inférieur à 10µm) et des **particules PM2,5** (particules

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

de diamètre inférieur à 2,5µm) sont les secteurs du transport routier, du résidentiel-tertiaire, et de l'industrie, en proportions à peu près équivalentes (25 à 30%).

Le tracé des axes à forte circulation apparait clairement sur la carte. C'est aux abords de ces axes que les concentrations sont les plus élevées, et que les dépassements des seuils est le plus fréquent. Sur la zone d'étude, au global, il n'y a pas de dépassement de la valeur limite de particules de PM10 (40 µg/m3). Cependant, l'objectif de qualité (30 µg/m3) est dépassé en bordure de l'autoroute A6b et de la RD154 (avenue Charles Gide).





Concentration moyenne annuelle des particules de PM2,5 (en haut) et de benzène (en bas) dans le Val-de-Marne – Source : Airparif

Le tracé des axes à forte circulation apparait clairement sur la carte. D'après la carte, l'objectif de qualité est dépassé sur la grande partie du département du Val-De-Marne pour les particules PM 2,5. Cependant la valeur limite fixée à 25 µg/m3 n'est pas dépassée sur la globalité du département du Val-de-Marne.

Le benzène est un Hydrocarbure Aromatique Monocyclique (HAM). Le benzène est essentiellement émis par la circulation automobile, l'évaporation des carburants et certaines activités industrielles.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les concentrations de benzène ne dépassent jamais la valeur limite mais par contre nous observons des dépassements de l'objectif de qualité aux abords des axes à fortes circulation.

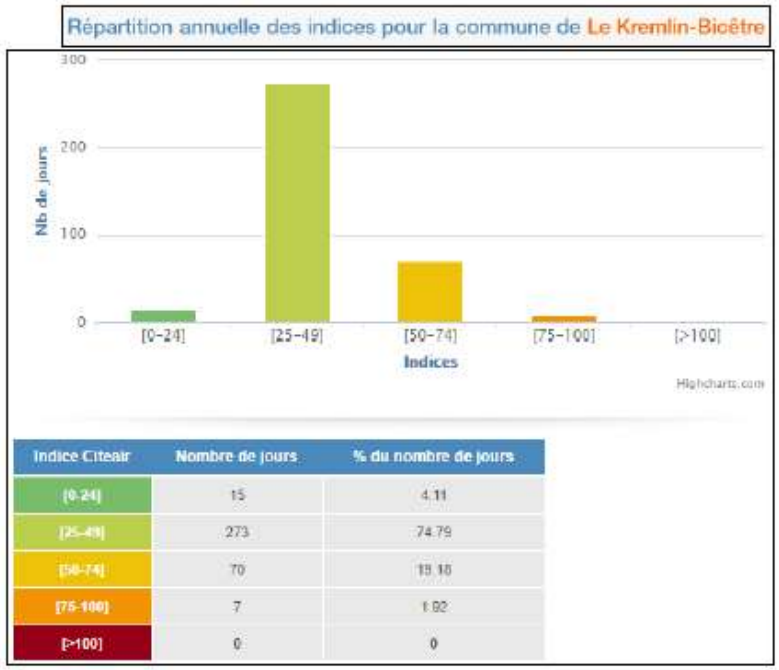
- ***Indice General CITEAIR***

Les indices CITEAIR (Common Information to European air, Interreg IVc) permettent de comparer la qualité de l'air dans près d'une centaine de villes européennes selon la même méthode et le même outil.

À travers une échelle de 5 couleurs allant du vert au rouge en passant par l'orange (5 classes et 5 qualificatifs, qualité de l'air "très bonne" à "très mauvaise"), ils informent de manière synthétique la qualité de l'air.

Les polluants considérés pour construire l'indice sont le NO_2, les PM10, l'ozone, les PM2,5, le CO et le SO_2. La légende des indices Citeair est la suivante :

Indices	0	25	50	75	>100
Qualité de l'air	Très bonne	Bonne	Moyenne	Mauvaise	Très mauvaise



Indice Citeair	Nombre de jours	% du nombre de jours
[0-24]	15	4.11
[25-49]	273	74.79
[50-74]	70	19.18
[75-100]	7	1.92
[>100]	0	0

Indices Citeair pour Kremlin-Bicêtre pour 2017 - source Airparif

Sur la commune du Kremlin-Bicêtre, la qualité de l'air est bonne près de 75% de l'année.

f) Campagne de mesure in situ

Pour compléter le diagnostic bibliographique de la qualité de l'air, une campagne de mesure par tubes passifs a été réalisée du 22 janvier au 5 février 2018.

Sur la parcelle du projet, nous avons mesuré la concentration en dioxyde d'azote (NO_2) et particules PM10 sur **4 sites**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le dioxyde d'azote (NO_2) s'avère être un bon indicateur de la pollution automobile. Il a été mesuré sur une période de deux semaines à l'aide d'échantillonneurs passifs (ou tubes à diffusion passive).

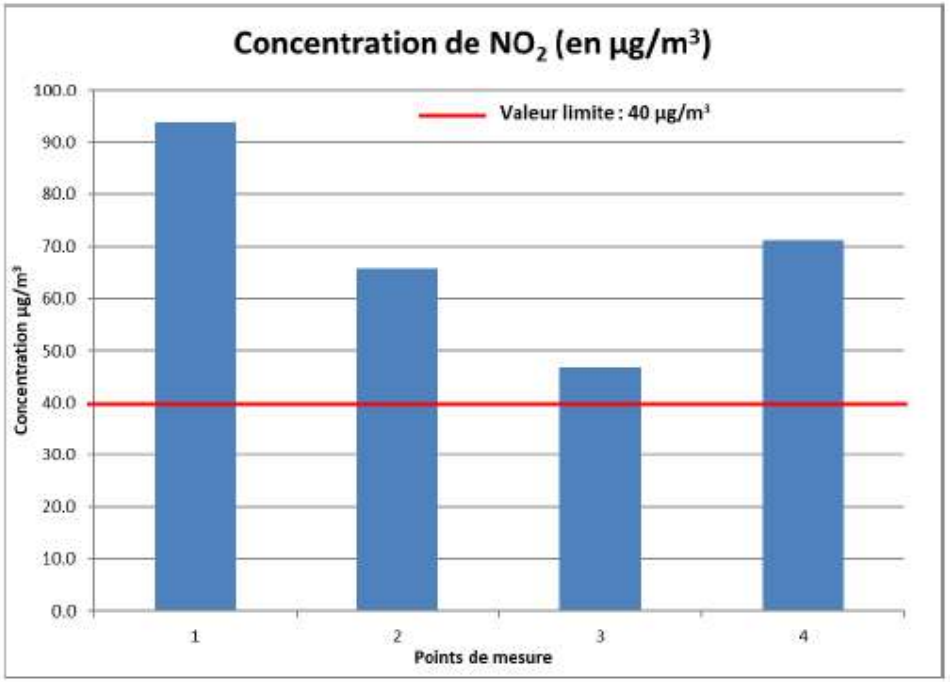
La méthode d'échantillonnage par diffusion passive repose sur le prélèvement spécifique des polluants gazeux au moyen de tubes sélectifs. Ils sont placés à l'air libre sur une période d'exposition variable. La vitesse de captation est contrôlée par diffusion à travers une membrane. La masse de polluants prélevés, mesurée à l'analyse, est corrélée au gradient de concentration dans la zone de diffusion.

- ***Résultats des mesures en dioxyde d'azote (NO2)***

Le tableau ci-dessous donne les concentrations en NO_2 relevées en chaque point de mesure :

Numéro de localisation	Durée d'échantillonnage in situ (en h)	Concentration (en µg/m³)			Ecart (en%)
		Valeur 1	Valeur 2	Moyenne des 2 tubes	
1	316.18	94.5	93.4	93.9	0.8
2	315.78	63.3	68.5	65.9	5.6
3	315.38	46.7	46.8	46.7	0.2
4	315.25	68.3	74.1	71.2	5.7

Concentrations en dioxyde d'azote observées sur le site – source IRIS conseil



Graphique des concentrations en dioxyde d'azote – source IRIS conseil

Les concentrations en dioxyde d'azote sont toutes supérieures à la valeur limite fixée à 40 µg/m3. La zone d'étude dépasse donc en tout point l'objectif de qualité et la valeur limite. Les points 1 et 4 localisés au plus près de l'autoroute sont ceux mesurant les concentrations les plus élevées.

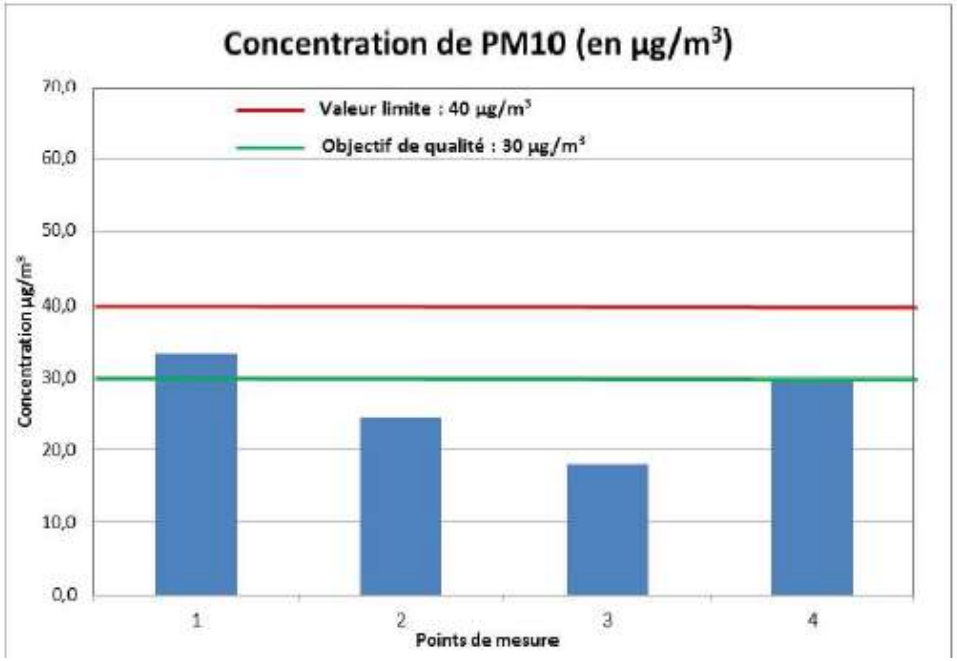
- ***Résultats des mesures en particules PM10***

Le tableau ci-dessous donne les concentrations en PM10 relevées en chaque point de mesure :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Numéro de localisation	Durée d'échantillonnage in situ (en h)	Concentration (en µg/m³)
1	316.18	33.3
2	315.78	24.5
3	315.38	18.0
4	315.25	29.8

Concentrations en PM10 observées sur le site – source IRIS conseil



Graphique des concentrations en PM10 – source IRIS conseil

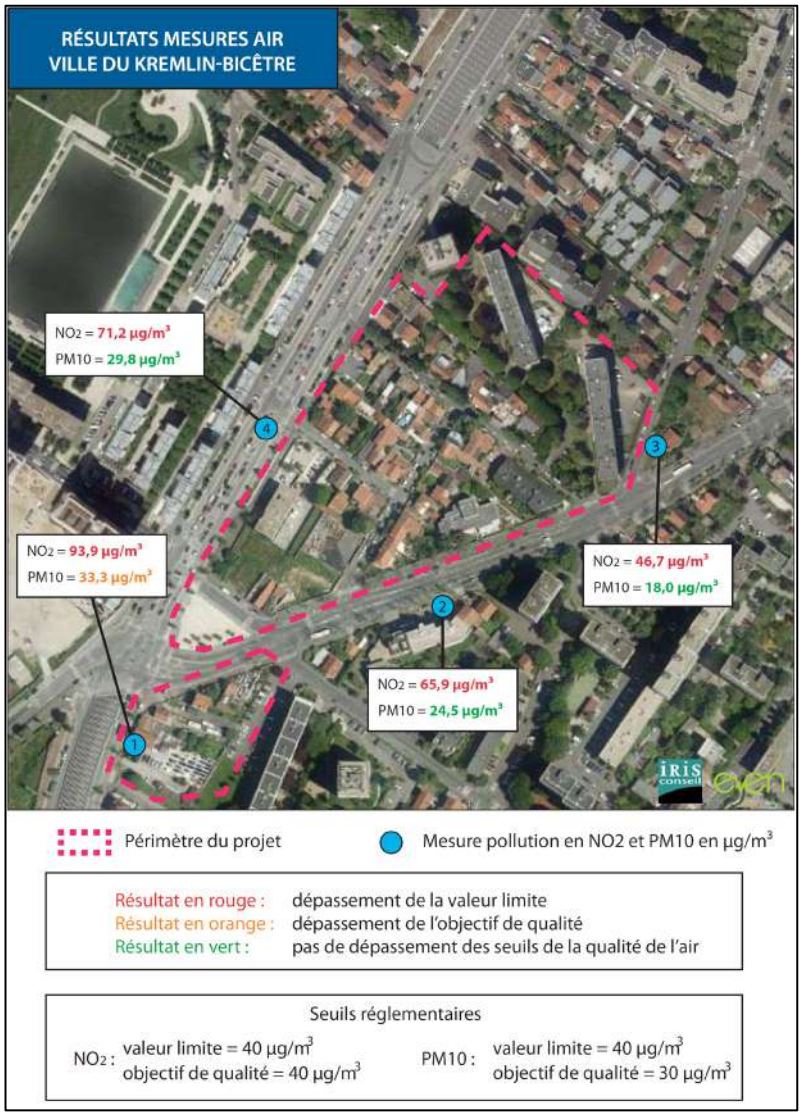
La concentration en PM10, relevée au point 1, dépasse l'objectif de qualité. Ce point de mesure est situé à proximité de la section de l'autoroute A6 non couverte.

Pour les autres points de mesure, les concentrations en PM10 sont inférieures à l'objectif de qualité (30 µg/m3) et à la valeur limite (40 µg/m3).

Les points 1 et 4 localisés au plus près de l'autoroute sont ceux mesurant les concentrations les plus élevées.

La figure suivante résume les concentrations en polluant obtenues sur le site :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Pour conclure, les concentrations relevées par analyse de tubes passifs lors de cette campagne ont mis en évidence un dépassement de la valeur limite en NO_2 pour les quatre points de mesure. Donc, en tout point de la zone d'étude, les concentrations en NO_2 ne respectent pas les seuils réglementaires de la qualité de l'air.

La concentration en particules PM10 est en dépassement de l'objectif de qualité (30 µg/m3) pour le point 1 situé à proximité de la section de l'autoroute non couverte. Néanmoins aucun point ne dépasse la valeur limite de 40 µg/m3.

Les résultats des mesures confirment les observations d'Airparif :

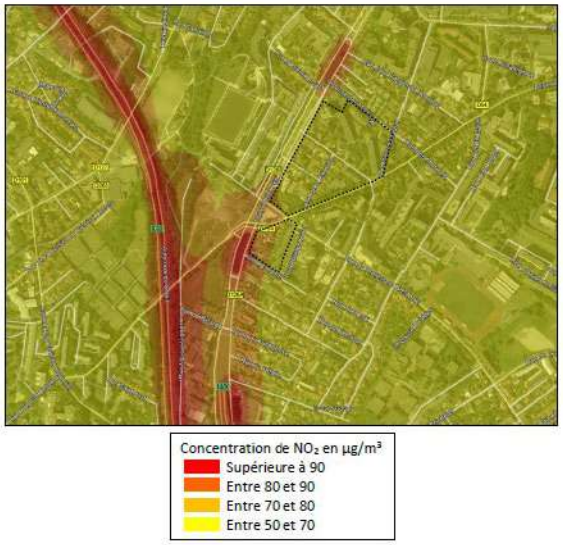
- Concentrations en NO_2 supérieures à l'objectif de qualité et à la valeur limite aux abords de l'A6b et de la RD154 (avenue Charles Gide) ;
- Concentrations en PM10 supérieures à l'objectif de qualité de 30 µg/m3 en bordure de l'A6b et de la RD154 (avenue Charles Gide). Cependant les autres concentrations en PM10 mesurées sont inférieures à l'objectif de qualité (30 µg/m^3) et à la valeur limite (40 µg/m^3)

g) Modelisation des polluants

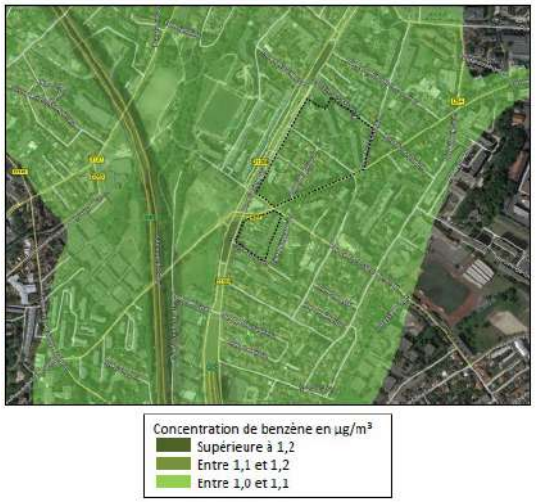
Les résultats sont présentés sous la forme suivante :

- Cartes des concentrations en moyenne annuelle pour le NO_2, le benzène, les particules PM10 et les particules PM2,5 superposées sur une photo aérienne.
- Cartes de variation des concentrations entre les situations AVEC et SANS projet pour le NO_2, le benzène, les particules PM10 et les particules PM2,5 superposées sur une photo aérienne.
- Tableaux des concentrations au niveau de la crèche localisée à l'intérieur de la zone aménagée et la concentration maximale sur le site d'étude.

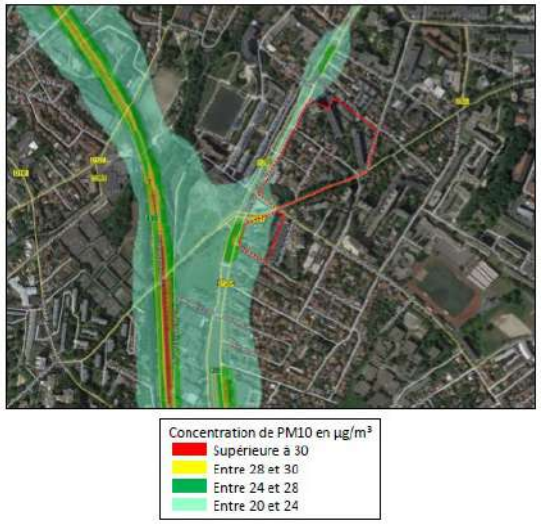
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



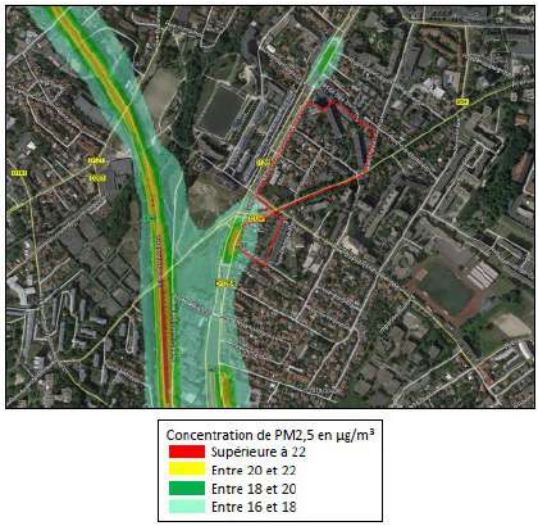
Concentration de NO2 en situation actuelle 2018 – source IRIS conseil



Concentration de benzène en situation actuelle 2018 – source IRIS conseil



Concentration de PM10 en situation actuelle 2018 – source IRIS conseil



Concentration de PM2,5 en situation actuelle 2018 – source IRIS conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Espèces	Concentration au niveau de la CRECHE (µg/m³)			Valeur limite (µg/m³)	Objectif de qualité (µg/m³)
	Actuel	Futur	Variation (%)		
NO_2	63,26			40	40
SO_2	2,18			125	50
PM10	19,21			40	30
PM2.5	14,91			25	10
Plomb	0,01			0,5	0,25
Cadmium	0,00014			0,005	-
Chrome	0,00611			-	-
Nickel	0,00104			0,02	-
Baryum	0,00037			-	-
Arsenic	0,00030			0,006	-
Mercure	0,00192			-	-
Formaldéhyde	1,95			-	-
Acétaldéhyde	1,42			-	-
Acroléine	0,21			-	-
Benzène	1,03			5	2
1,3-Butadiène	0,22			-	-
Benzo(a)pyrène	0,00017			0,001	-

Concentration MOYENNE sur le site aménagé (µg/m³)			Concentration MAXIMALE sur le site aménagé (µg/m³)			Valeur limite (µg/m³)	Objectif de qualité (µg/m³)
Actuel	Futur	Variation (%)	Actuel	Futur	Variation (%)		
65,27			98,84			40	40
2,24			3,23			125	50
19,61			27,39			40	30
15,19			20,32			25	10
0,01			0,01			0,5	0,25
0,00015			0,00028			0,005	-
0,00614			0,00677			-	-
0,00109			0,00197			0,02	-
0,00048			0,00248			-	-
0,00030			0,00031			0,006	-
0,00192			0,00196			-	-
1,96			2,18			-	-
1,43			1,54			-	-
0,22			0,27			-	-
1,04			1,19			5	2
0,23			0,28			-	-
0,00018			0,00029			0,001	-

Résultats des concentrations et comparaison aux seuils réglementaires – source IRIS conseil

Les résultats montrent des dépassements de la valeur réglementaire pour le dioxyde d'azote (NO_2). Pour tous les autres polluants pas de surpassement des seuils limites.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

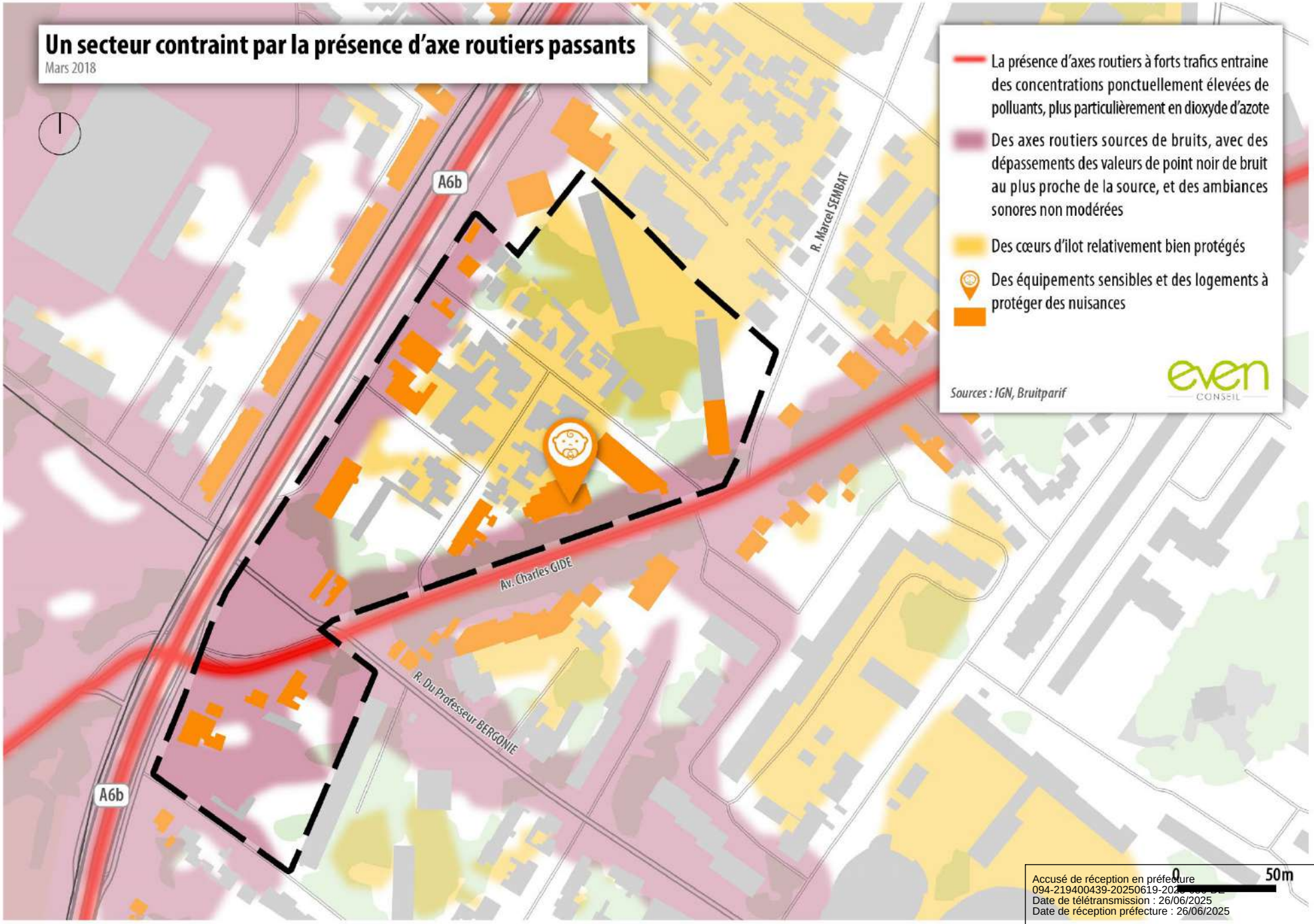
h) Synthèse et enjeux sur la thématique qualité de l'air

Atouts	Faiblesses
Valeurs limites de PM10 respectées en tout point Pas de surpassement des seuils pour les autres polluants	Dépassements des valeurs réglementaires pour le dioxyde d'azote (NO_2) Objectifs de qualité en PM10 (30 µg/m3) dépassés en bordure de la section de l'A6b non couverte, jouxtant le secteur d'étude
Opportunités	**Menaces**
-	Programme de densification de l'offre de logements et d'équipements du secteur peut potentiellement venir augmenter la vulnérabilité de la population, vis-à-vis des enjeux de pollution de l'air

Enjeux de la thématique

- Maîtriser l'exposition des populations, notamment les plus vulnérables (équipements de santé, d'enfance ou sportifs) dans les zones les plus impactées par la pollution de l'air, en adaptant la conception urbaine ;
- Favoriser l'utilisation d'une offre alternative à l'automobile, principale cause de la pollution du secteur.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.5. Un site en situation de belvédère dans un contexte urbain dense

a) Des paysages contraints par le contexte urbain

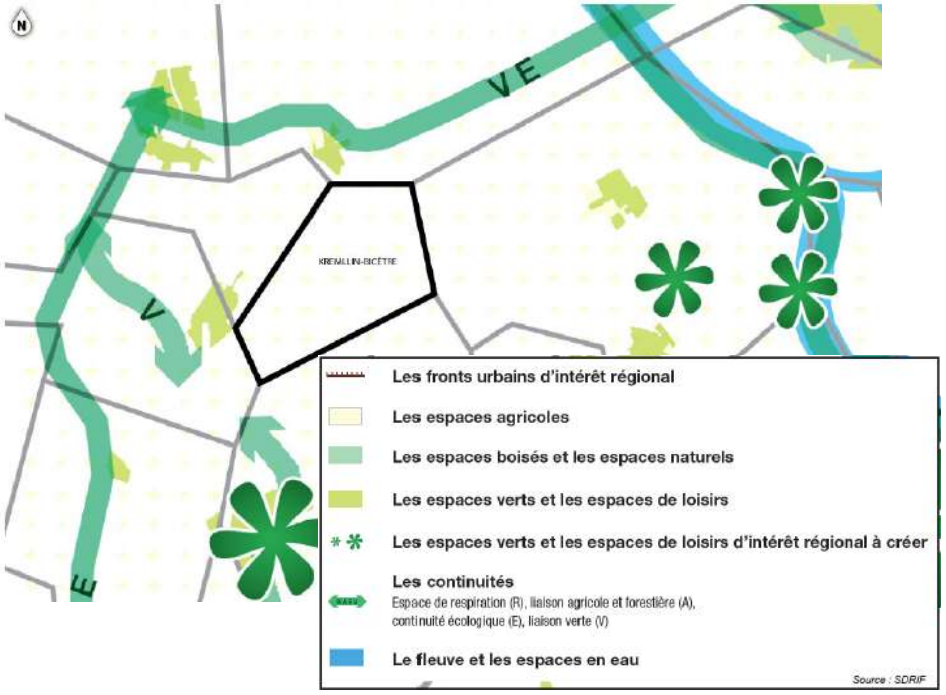
- ***Des documents cadres en faveur du développement de paysages de qualité***

i. Le Schéma Directeur d'île-de-France (SDrIF 2030)

Le Schéma Directeur d'Île-de-France (SDRIF) 2030 prévoit des objectifs en matière de **mise en valeur des paysages**. De manière générale, il fixe comme grands objectifs pour les espaces naturels :

- Protéger et valoriser les espaces naturels et mieux faire connaître les services écosystémiques qu'ils rendent à la ville et aux habitants ;
- Valoriser les grands paysages d'Ile-de-France, notamment les reliefs (buttes, coteaux) qui seront aménagés pour préserver et valoriser ces belvédères naturels qui offrent une vue sur la région ;
- Considérer la nature en ville comme un « partenaire » de développement et non une variable d'ajustement de l'extension urbaine ;
- Favoriser le développement de jardins partagés et familiaux ;
- Faire entrer la nature en ville (« Favoriser la présence d'espaces ouverts urbains : espaces verts et boisés publics mais aussi jardins, cœur d'îlot…»).

Le SDRIF n'identifie aucune continuité verte, aucun espace boisé ou espace naturel ni espace vert et de loisirs au sein de la commune. Le Kremlin-Bicêtre est en effet constitué d'espaces verts de petite surface, qui ne sont donc pas pris en compte sur la carte du SDRIF, qui représente uniquement les espaces verts supérieurs à 4ha. Le parc Pinel constitue l'espace vert et de loisirs principal de la commune avec ses 1,6 ha, et 13 autres petits squares parsèment la commune du Kremlin-Bicêtre. Le site d'étude se situe néanmoins à proximité directe du parc des Coteaux, identifié au sud-ouest de la commune. Il s'agit d'un espace de nature de potentiel qui pourra être mis en lien avec le projet.



Extrait de la carte de destination « préserver et valoriser » du SDRIF (source : SDRIF, 1/150 000ème)

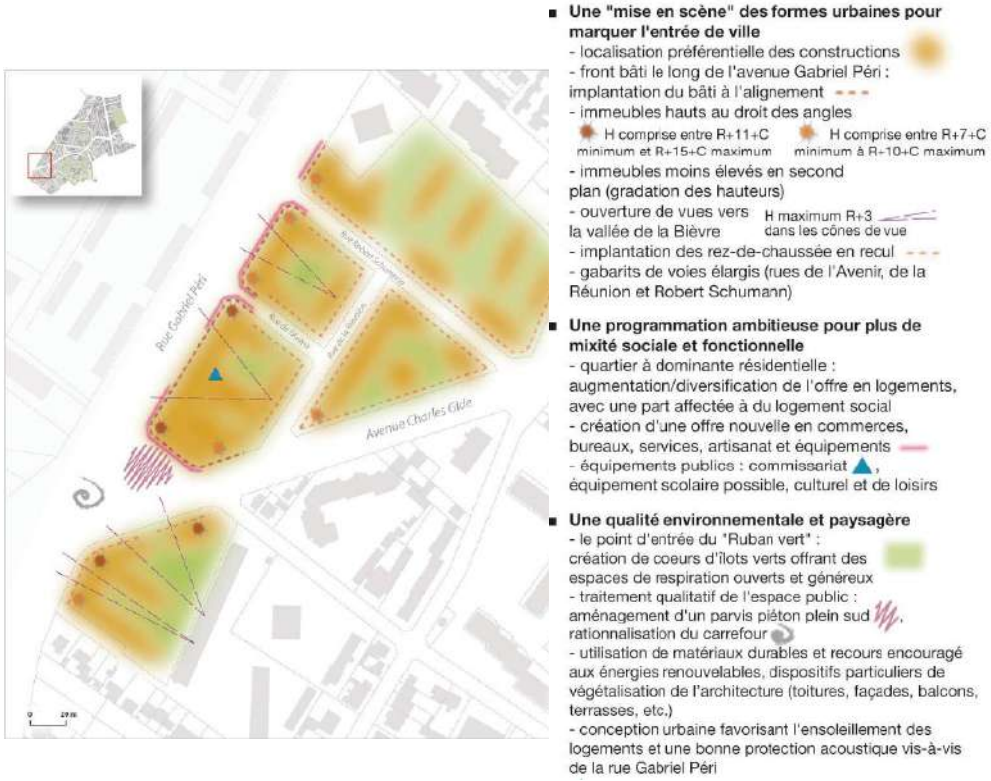
ii.Le PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le PLU du Kremlin-Bicêtre, révisé en 2015, fixe les objectifs prioritaires pour l'aménagement de la commune à l'horizon 2030. Il met notamment en avant

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

la valorisation des espaces verts de la commune à travers son PADD et le développement d'un axe paysager : le Ruban Vert, qui longe le site d'étude.

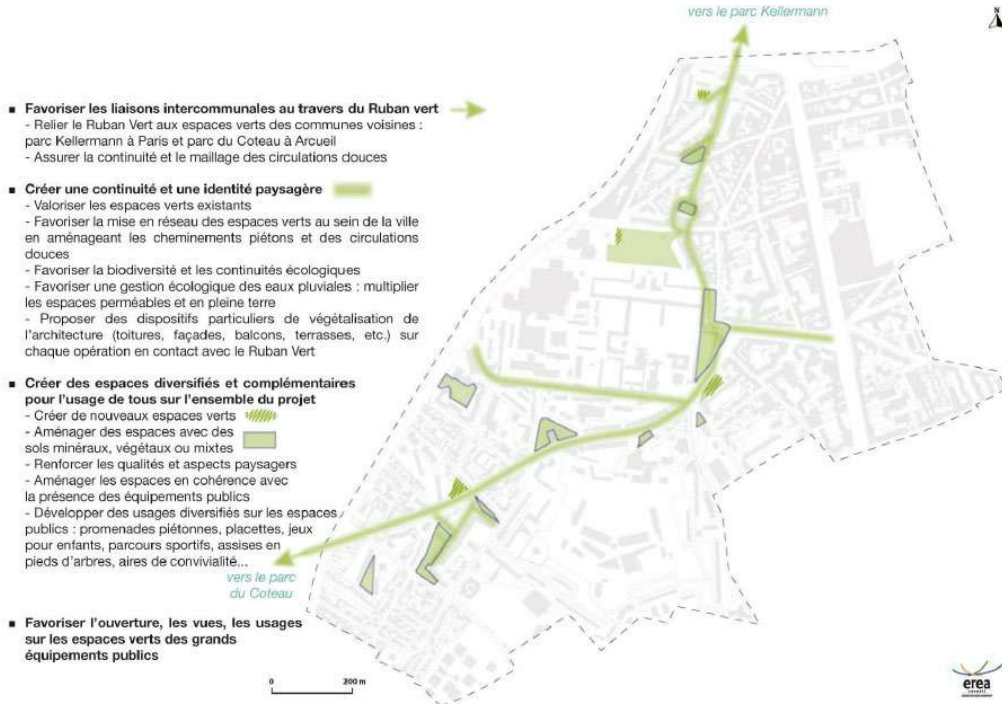
Par ailleurs, la première Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) concerne directement le site d'étude puisqu'il s'agit de la « Requalification de l'entrée de ville sud-ouest en nouveau quartier durable », et donne ainsi des premiers éléments de projet pour ce nouveau quartier en termes d'usages, de mixité sociale et fonctionnelle, mais aussi et surtout de qualité environnementale et paysagère.



OAP requalification de l'entrée de ville Sud-Ouest

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'OAP du projet du Ruban Vert concerne également le site d'étude au regard de sa proximité avec le linéaire du projet et de la volonté d'offrir à ce nouveau quartier une qualité environnementale et paysagère par la création de cœurs d'îlots verts. Il sera un élément constitutif, point d'entrée du Ruban Vert.



OAP du Ruban Vert – Source : Erea Conseils

iii.Le contrat de développement territorial (CDT)

Le contrat de développement territorial de la vallée de la Bièvre a été signé le 28 octobre 2013 par les autorités locales et l'Etat. Il traduit la stratégie territoriale des huit communes inclues dans le périmètre dont le Kremlin-Bicêtre, et comporte parmi ses 5 axes majeurs l'objectif de conforter le rapport ville-nature :

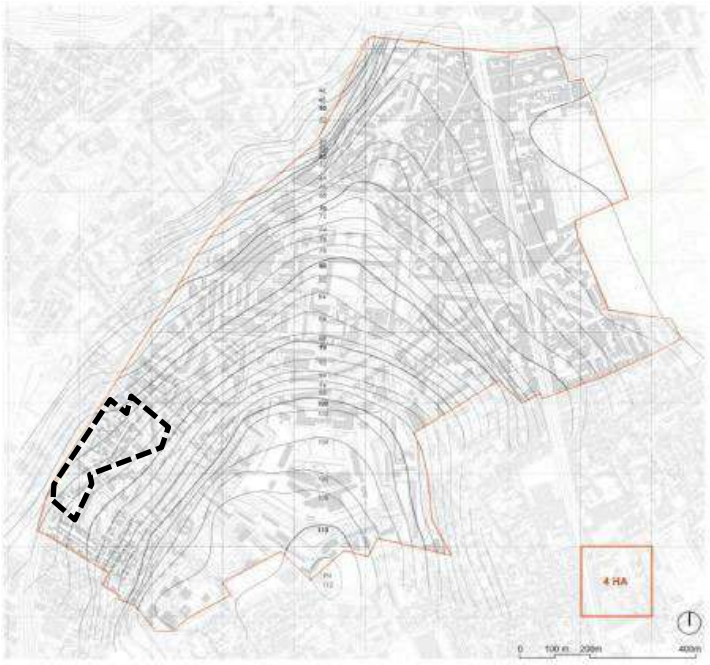
- Valoriser les éléments identitaires du territoire en préservant le bâti historique et en misant sur l'ouverture des projets vers la Vallée de la Bièvre ;
- Intensifier la ville avec une diversité fonctionnelle intégrant les préoccupations paysagères et environnementales.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Un site en situation de belvédère marqué par l'urbanisation

La topographie constitue un élément structurant fort des paysages du Kremlin Bicêtre sur l'ensemble de la commune. Le site d'études en particulier, est inscrit dans cette topographie qui lui confère une situation de belvédère sur la vallée de la Bièvre et Paris. L'entrée de ville sud-ouest constitue ainsi un balcon sur le grand paysage en contrebas.

Par ailleurs, le relief est descendant vers le nord et l'ouest, ouvrant des vues lointaines sur le paysage qui sont à valoriser.



Carte topographique communale
(source : étude sur le paysage urbain au Kremlin-Bicêtre – SILHOUETTE URBAINE avril 2015)

Des percées visuelles créées par l'espacement du bâti dans le nouveau lotissement de la rue Gabriel Péri (source : Even conseil)

La rue Gabriel Péri, axe structurant porteur de perspectives lointaines (source : Even conseil)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

En revanche, l'évolution de l'urbanisation ne s'est pas toujours fait en prenant en compte ce relief et certains écrans visuels ont été créés, et on parfois même obstrués des percées visuelles d'intérêt vers la vallée de la Bièvre et Paris.

Le site d'étude quant à lui, est composé de deux formes urbaines résidentielles mais aux volumes opposés qui créent des ruptures d'échelles importantes dans le paysage :

- Une zone pavillonnaire en partie basse du site, composée de maisons individuelles R+1 clôturées et accompagnées de jardinets
- Des ensembles d'habitat collectif en partie haute du site, constitués de bâti linéaire imposant à minimum 4 étages

Le site est par ailleurs entouré d'immeubles d'habitat collectif beaucoup plus élevés, supérieurs à R+10, qui sont très visibles depuis le site. La topographie accentue cette rupture d'échelle, puisque les éléments de bâti hauts sont implantés sur les hauteurs de la commune, tandis que les maisons individuelles sont implantées en contrebas. Cette rupture est donc particulièrement perceptible depuis la zone pavillonnaire et a un impact fort sur le paysage.

Deux larges axes viaires structurent l'organisation du quartier et marquent le paysage du site : la rue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide. Ils créent à la fois des ruptures avec les quartiers alentours qui sont à dépasser, mais ils sont également porteurs de vues lointaines et de perspectives d'intérêt. Ces deux axes structurants sont très fréquentés mais les larges trottoirs sont propices aux déplacements piétons. Ils sont d'ailleurs accompagnés de pistes cyclables.

A l'intérieur du site d'étude en revanche, dans la rue Robert Schuman, la rue de la Réunion et la rue de l'Avenir, peu de place est laissée au piéton. Les trottoirs sont étroits et bien que plantés d'alignements d'arbres, ils sont très régulièrement réduits au profit de stationnements pour les voitures des riverains. La voirie est relativement large mais encombrée par des voitures stationnées le long des trottoirs. Ces rues ne sont donc pas propices aux déplacements doux, mais étant peu fréquentées par la circulation, l'ambiance générale y est apaisée et le piéton peut sans danger se déplacer directement sur la route. Enfin, les rues Schuman et de l'Avenir sont perpendiculaires à la pente, relativement forte et donc peu propice à l'établissement de pistes cyclables.

Des percées visuelles fermées par l'urbanisation, depuis la rue de l'Avenir et la rue Robert Schuman (source : Even conseil)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Deux morphologies urbaines qui cohabitent : barres d'habitat collectif et maisons individuelles pavillonnaires (source : Even conseil)

Des volumes contrastés qui gênent la lisibilité du site, et créent des ruptures fortes de volumes dans les paysages : les gabarits des maisons individuelles dégagent des vues peu qualitatives sur les bâtiments collectifs (source : Even conseil)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

c) Un patrimoine bâti à renouveler

Au sein du site, le bâti est relativement hétérogène, entre petites maisons de ville, et habitat collectif. En particulier, au niveau de la zone pavillonnaire, certains éléments de bâti sont anciens et parfois dégradés. En effet, la zone pavillonnaire est constituée majoritairement de pavillons désordonnés (60 logements environ) et de qualité moyenne avec des états de conservation variable, et bordée par trois ensembles de logements collectifs sociaux concernés par des problématiques urbaines et sociales et situés dans le périmètre du contrat de la ville.
La « cité Schuman » constitue le cœur du projet de rénovation inscrit dans le programme d'intérêt régional. Construite en 1957 dans le cadre du programme de logements « Million », la résidence regroupe 120 logements répartis en deux bâtiments et présente aujourd'hui, malgré deux réhabilitations (1999, 2014/2015) un état de vétusté très avancé.
En revanche en bordure nord du site d'étude, on trouve quelques éléments de patrimoine vernaculaire remarquables à valoriser dans le projet. Il s'agit en particulier d'un ensemble collectif à plusieurs étages en briques, situé impasse des Martinets, et de quelques habitations du XXe siècle en pierre meulière qu'on retrouve en région parisienne, avenue Charles Gide. Il n'existe cependant aucun bâti classé dans la liste des bâtiments et ensembles urbains à protéger selon le PLU.

Les zones autour du site d'étude, dans un périmètre proche, sont par ailleurs très dynamiques. La rue Gabriel Péri et ses abords ont notamment fait l'objet de requalifications. Des éléments de bâti récents très modernes viennent maintenant longer cet axe structurant du secteur, et contrastent avec l'identité architecturale du site d'étude. Il convient donc de tenir compte de ces éléments dans le projet pour réussir l'intégration paysagère et architecturale du futur bâti. Aussi, dans ce périmètre proche, la ZAC du Coteau va être aménagée et l'arrivée de la gare du Grand Paris Express est un signe de dynamisme à plus long terme.

Des maisons de style hétérogène au sein de la zone pavillonnaire, rue Schumann (source : Even conseil)

Des éléments de bâti dégradés, rue Schumann (source : Even conseil)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Des maisons individuelles en brique et pierre meulière avenue Charles Gide (source : Even conseil)

Un élément de patrimoine vernaculaire remarquable à valoriser, impasse des Martinets (source : Even conseil)

Ensemble collectif réhabilité à l'ouest de la rue Gabriel Péri – Gentilly (source : Even conseil)

De nouveaux bâtiments modernes qui constituent des objets architecturaux -Arcueil (source : Even conseil)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Transition d'échelle entre du plein pied et du R+12

Transition urbaine, d'une impasse pavillonnaire à une grande opération de logements collectifs

La façade rue et l'accès vers l'EVSO

Accès vers l'EVSO et au bâtiment en plan

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L242 d'une contenance de 1 406 m2

Une transition entre deux échelles Le bâtiment présent sur la parcelle permet une transition graduelle d'échelle, entre un tissu pavillonnaire en plein pied ou R+1 organisé en impasses, en un projet de grands immeubles collectifs organisés en îlots.

Accès au site EVSO Le bâtiment présente une façade alignée à la rue, avec une entrée côté Impasse des Martinets. Directement au sud de la parcelle, on trouve un accès au site de l'EVSO. Le bâtiment accompagne et marque cette entrée.

Les volumes, façades et la présence de jardinières intégrées donnent à ce bâtiment un aspect caractéristique qu'il serait intéressant de mettre en valeur.

Le bâtiment semble par ailleurs **en bon état**. En prenant également en compte le fait que l'opération de l'EVSO prévoit une grosse proportion de démolition/reconstruction, il serait intéressant de **conserver une partie de ce bâtiment**.

Vue aérienne du bâtiment depuis l'Impasse des Martinets

d) Une nature relativement peu présente au sein du site

- ***Des espaces verts de qualité hétérogène et absents de l'espace public***

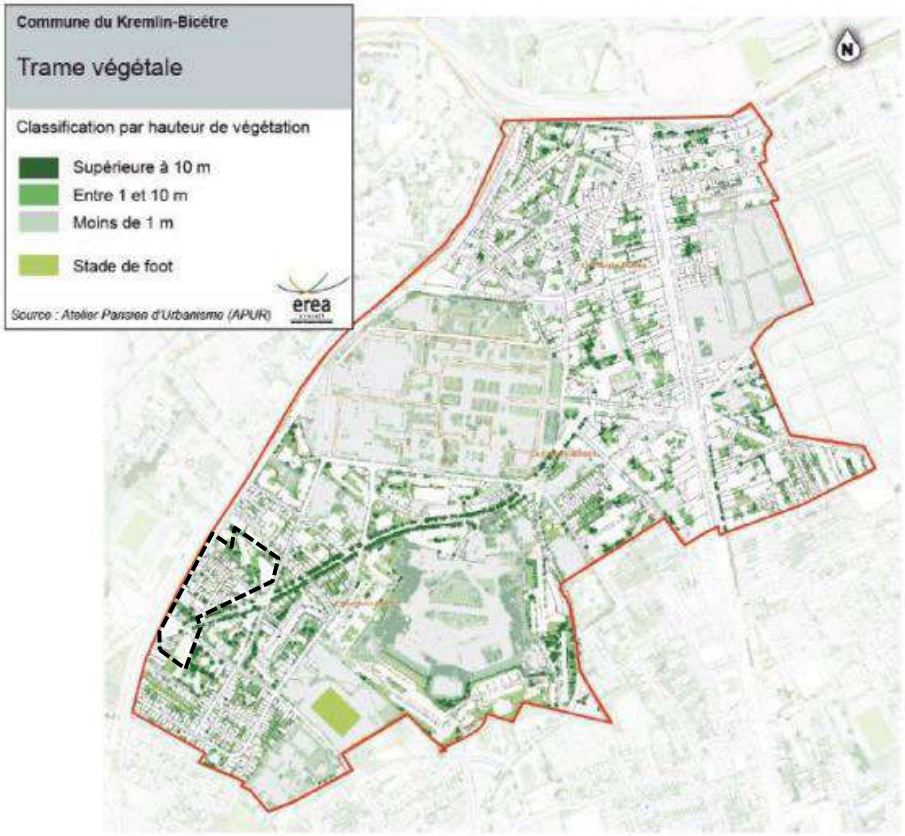
Le site d'études est parsemé de petits espaces végétalisés peu qualitatifs. Ils sont souvent composés de pelouses urbaines entretenues parfois accompagnées de quelques arbres ou bosquets isolés. Il en résulte que la végétation est relativement peu présente dans les paysages du site, ce qui renforce son côté très urbain et minéral.

En revanche, toutes les rues sont accompagnées d'un alignement d'arbres d'un côté ou de l'autre de la voirie, relativement anciens sur les axes principaux et qui constituent un réel atout pour la qualité du cadre de vie du site.

Le parking des ensembles collectifs du secteur Schuman est par ailleurs planté d'alignements d'arbres de chaque côté de la voirie. Cet espace de stationnement est directement connecté à un espace vert en pied d'immeuble. Il s'agit de l'espace vert le plus diversifié sur le site en termes de végétation (présence d'arbres, d'arbustes, de zones enherbées) qu'en termes d'usages (city stade, jeux pour enfants), mais il reste relativement peu qualitatif.

De manière générale, le secteur recèle très peu d'espaces publics fédérateurs ou de convivialité. Hormis la parcelle arborée en pied d'immeuble sur le secteur Schuman, les seuls espaces de nature sur le reste du site d'étude correspondent aux petits jardins privés souvent densément végétalisés entre les maisons pavillonnaires. Ils contribuent à la qualité du cadre de vie puisqu'ils sont perceptibles depuis l'espace public, mais restent inaccessibles et clôturés. On peut envisager dans le projet de requalification d'organiser des porosités entre espace privé et public, afin d'optimiser l'espace disponible pour y renforcer la présence de nature.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Trame végétale communale (source : APUR)

Une pelouse urbaine entretenue accompagnée de quelques arbres isolés, Les Bergoniés/Villa Candioti (source : Even conseil)

Une parcelle arborée en pied d'immeubles, secteur Schuman (source : Even conseil)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Des alignements d'arbres accompagnant chaque rue du site, et ici le parking des immeubles du secteur Schuman (source : Even conseil)

- ***Des espaces délaissés en manque d'identité mais de potentiel pour le cadre de vie***

Ce secteur du Kremlin-Bicêtre est également marqué par la présence d'un certain nombre d'espaces en perte d'usage au sein du site : ce sont des espaces en manque d'identité qui marquent les paysages de par leur aspect souvent délaissé ou vide.

Il existe également de nombreux espaces de stationnement, publics et privés sur le site. Ces espaces artificialisés et peu qualitatifs utilisent de l'espace et marquent le paysage par l'accumulation de voitures, ou les espaces vides qu'ils créent lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Ils sont à optimiser dans le projet.

Enfin, la placette en entrée de ville au bout de l'avenue Charles Gide constitue un espace stratégique pour les paysages du site. Elle est porteuse de vues remarquables sur la vallée de la Bièvre et Paris, et se situe à l'interface entre les deux périmètres de projet qu'il faudrait absolument relier. L'OAP n°1 du PLU prévoit notamment de l'aménager en parvis piéton. Cet espace est donc porteur d'enjeux pour le cadre de vie du futur quartier et à intégrer à la réflexion de sa requalification.

De nombreuses zones de stationnement peu qualitatives : rue Marcel Sembat et rue Philippe

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Une placette de potentiel pour créer un espace public à la vue remarquable (source : Even conseil)

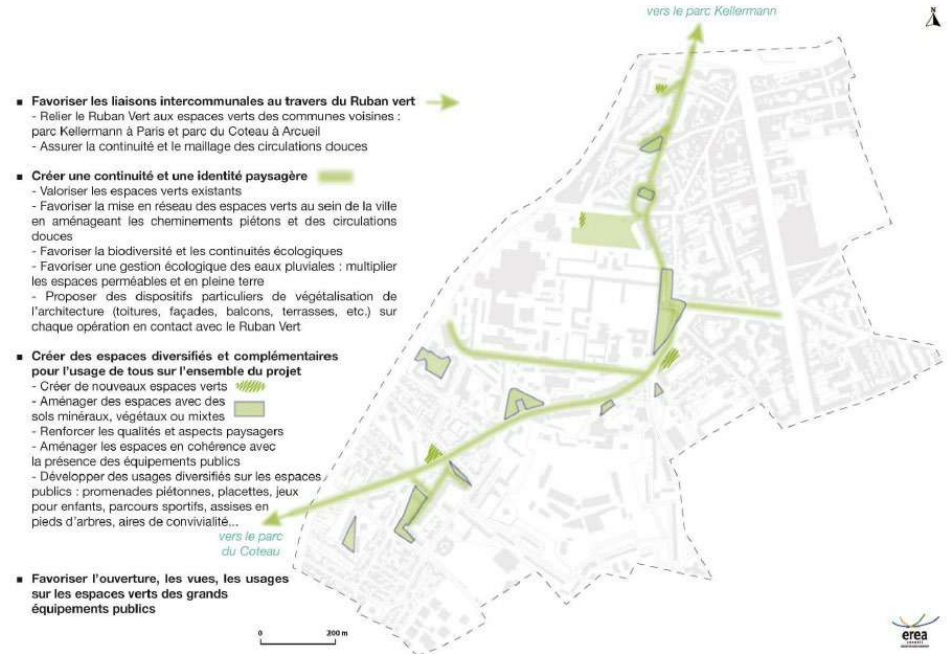
e) Un site en entrée de ville à articuler avec les projets du territoire

- ***Le projet du Ruban Vert : un projet pour la trame verte et bleue du Kremlin-Bicêtre***

La commune du Kremlin-Bicêtre a pour projet de développer un axe paysager à l'échelle de la commune via l'avenue Charles Gide : le Ruban Vert. L'objectif est d'en faire un axe paysager structurant, permettant de :

- Favoriser les liaisons intercommunales
- Créer une continuité et une identité paysagère à travers le développement des modes doux et une cohérence dans les matériaux, sols et palette végétale utilisés
- Créer des espaces diversifiés et complémentaires pour l'usage de tous sur l'ensemble du projet
- Favoriser l'ouverture, les vues, les usages sur les espaces verts des grands équipements publics

Le diagnostic du projet de Ruban Vert identifie le secteur du site d'étude comme déficitaire en espaces verts, or il prévoit de requalifier de nombreux espaces publics pour renforcer et épaissir cet axe paysager tout en améliorant le cadre de vie. En particulier, un emplacement réservé est prévu sur une friche Totale à proximité du site pour la réalisation d'un espace vert à intégrer au projet.



OAP projet du Ruban Vert – Source : Erea Conseils

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La rue Gabriel Péri a connu des changements avec la couverture de l'autoroute A6, qui a permis de requalifier cet axe majeur du secteur. Un effort de végétalisation des trottoirs a été fait, avec la plantation d'arbres et l'installation de larges massifs végétalisés, mais la rue reste globalement très minérale. Si la couverture de l'autoroute a amélioré la qualité paysagère du secteur en limitant sa visibilité et en végétalisant davantage la rue, il reste quelques contraintes paysagères liées à l'infrastructure qui marquent le paysage.

Enfin, l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre se situe à l'interface entre deux autres communes : Arcueil et Gentilly. C'est aujourd'hui une zone de projet dynamique, avec notamment la ZAC du Coteau, un projet d'envergure à proximité directe de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre.

- ***De nouveaux bâtiments structurent la rue Gabriel Péri et créent des percées visuelles vers la vallée de la Bièvre***

Rue Gabriel Péri requalifiée, une large voirie et une végétalisation des trottoirs - Source : Even conseil

- ***Le projet Ecotone : vers une requalification d'ampleur de l'entrée de ville sud-ouest***

Le projet de l'Ecotone, à Arcueil, s'implantera sur la friche située au sud-ouest du secteur de projet et viendra renforcer l'attractivité de l'entrée de ville grâce à un nouvel espace innovant, moderne se voulant un exemple vertueux de construction écologique plaçant les principes du biomimétisme au cœur de sa conception. Ce lieu emblématique de la métropole offrira une mise en scène de vues sur le grand paysage de Paris et la vallée de la Bièvre. Pôle multifonctionnel de 81 870 m² dont 58 120 m² de bureaux, le projet Ecotone proposera de nombreux services (commerces, restauration, hébergements, offre sportive et de loisirs,…) et constituera un refuge pour la biodiversité venant ainsi s'inscrire dans le projet du Ruban Vert

L'enjeu est ainsi de parvenir à une bonne articulation du projet de requalification de l'entrée sud-ouest avec cette dynamique intercommunale

Projet Ecotone – Source : Triptyque

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

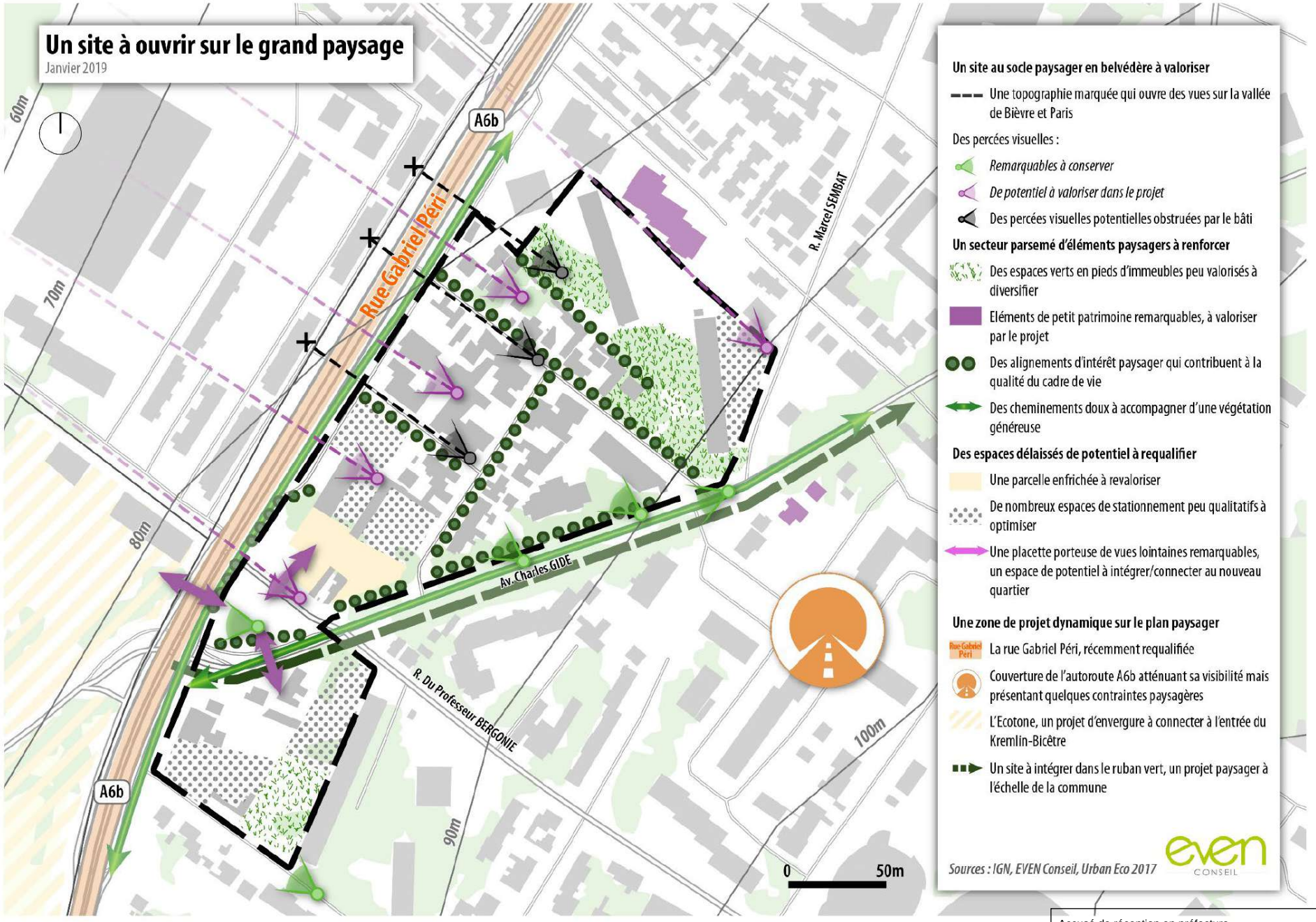
f) Synthèse et enjeux de la thématique paysage : :

Atouts	Faiblesses
Un site en situation de belvédère, support de vues d'intérêt sur le grand paysage Des rues toutes accompagnées d'alignements d'arbres améliorant la qualité du cadre de vie Quelques éléments de patrimoine vernaculaire à proximité du site	Un bâti très hétérogène dont les variations de hauteurs créent des ruptures dans les paysages Absence d'espaces publics fédérateurs Trop peu d'espaces de nature au sein du site, et des espaces verts peu qualitatifs De nombreux espaces de stationnement peu qualitatifs
Opportunités	**Menaces**
Des percées visuelles de potentiel à valoriser De nombreux espaces délaissés à revaloriser dans le projet, en particulier la placette au sud du site Le Ruban Vert, un axe paysager structurant à l'échelle de la ville Une dynamique de projet soutenant le développement durable et la prise en compte de l'environnement en lien avec le projet Ecotone à proximité directe	Une densification du site à maîtriser pour conserver les vues d'intérêt et une harmonie dans les paysages

Enjeux liés au paysage

- Prendre en compte la topographie et les vues remarquables comme véritable socle dans la conception du projet
- Harmoniser les hauteurs de bâti pour limiter les ruptures d'échelles en fonction de la topographie
- Conserver les percées visuelles remarquables et s'appuyer sur les percées potentielles dans la conception du bâti pour valoriser le grand paysage
- Valoriser le petit patrimoine remarquable
- Maîtriser l'évolution du paysage urbain et veiller à l'intégration paysagère des futurs habitats du quartier
- Aménager des espaces publics pour favoriser l'appropriation du quartier par ses habitants
- Renforcer la présence du végétal dans le secteur, notamment par :
- Au moins un parc urbain densément végétalisé
- Une revalorisation des espaces délaissés, et une diversification des espaces végétalisés
- Préserver les alignements d'arbres, en particulier les anciens, (sous réserve de leur état sanitaire) dans la mesure du possible.
- Continuer de développer les modes de déplacements doux accompagnant les axes de circulation, et les végétaliser densément
- Intégrer la placette en entrée de ville dans la requalification du secteur, constituant la vitrine du Kremlin-Bicêtre
- Articuler le projet d'entrée de ville sud-ouest avec les projets du secteur, en particulier le Ruban vert, Ecotone, et le pôle gare (station Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) et projet de l'Hospitalité)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.6. Une trame verte et bleue à conforter

a) Un site inscrit dans un contexte urbain au maillage écologique restreint

- ***La Trame Verte et Bleue, un outil d'aménagement du territoire***

Pour se maintenir et se développer, tous les êtres vivants ont besoin de pouvoir échanger et donc de circuler. Depuis quelques décennies, l'intensité et l'étendue des activités humaines (urbanisation, construction d'infrastructures, intensification de l'agriculture) contraignent voire empêchent les possibilités de communication et d'échanges pour la faune et la flore sauvage. Cette fragmentation des habitats naturels est l'un des principaux facteurs de réduction de la biodiversité. L'enjeu est donc **de limiter cette fragmentation en recréant des liens écologiques.**

Pour répondre à cet enjeu, les lois **Grenelle 1 et 2 prévoient l'élaboration d'une Trame Verte et Bleue (TVB) à l'échelle nationale, régionale et locale.** La Trame Verte et Bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à **constituer ou à reconstituer un réseau écologique cohérent**, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer et donc d'assurer leur survie et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services.

On distingue 2 types d'espaces dans la Trame Verte et Bleue :

- **Les réservoirs de biodiversité** : ce sont les milieux les plus remarquables du point de vue de la biodiversité. Ils abritent des espèces jugées prioritaires ou déterminantes ou constituent un habitat propice à leur accueil. Les conditions vitales au maintien de la biodiversité et à son fonctionnement sont réunies (une espèce peut y trouver les conditions favorables à son cycle biologique : alimentation, reproduction, repos ..).
- **Les corridors écologiques** : ce sont des espaces de nature plus « ordinaire » permettant les échanges entre les réservoirs de biodiversité. Les déplacements permettent à la faune de subvenir à la fois à ses besoins journaliers (nutrition), saisonniers (reproduction) ou annuels (migration). On distingue deux types de corridors :

  Les corridors linéaires *: ils présentent une continuité au sol, sans obstacles, et permettent de relier deux réservoirs de biodiversité de façon linéaire. Ils permettent les déplacements de la faune terrestre (mammifères notamment). Exemple : alignements d'arbres, talus d'infrastructures…*

  Les corridors en pas japonais *: ils sont localisés en ilots ponctuels, et permettent d'assurer les échanges entre les réservoirs de biodiversité pour la faune volante (chiroptères, avifaune, insectes). Exemple : cœurs d'îlot, espaces verts publics, toitures végétalisées…*

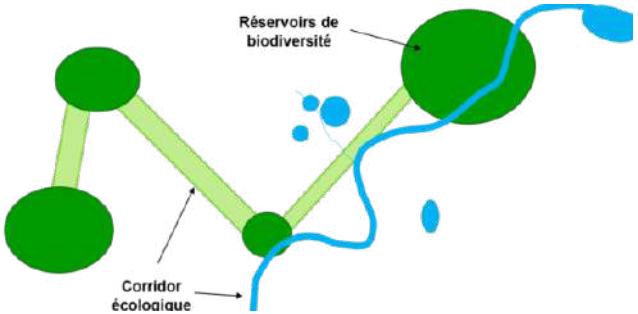


Schéma du fonctionnement de la Trame Verte et Bleue
Source : Even Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corridor écologique linéaire

Corridor écologique en pas japonais

Type de corridors en milieu urbain - Source : Even Conseil

- ***Des orientations cadres pour la biodiversité***

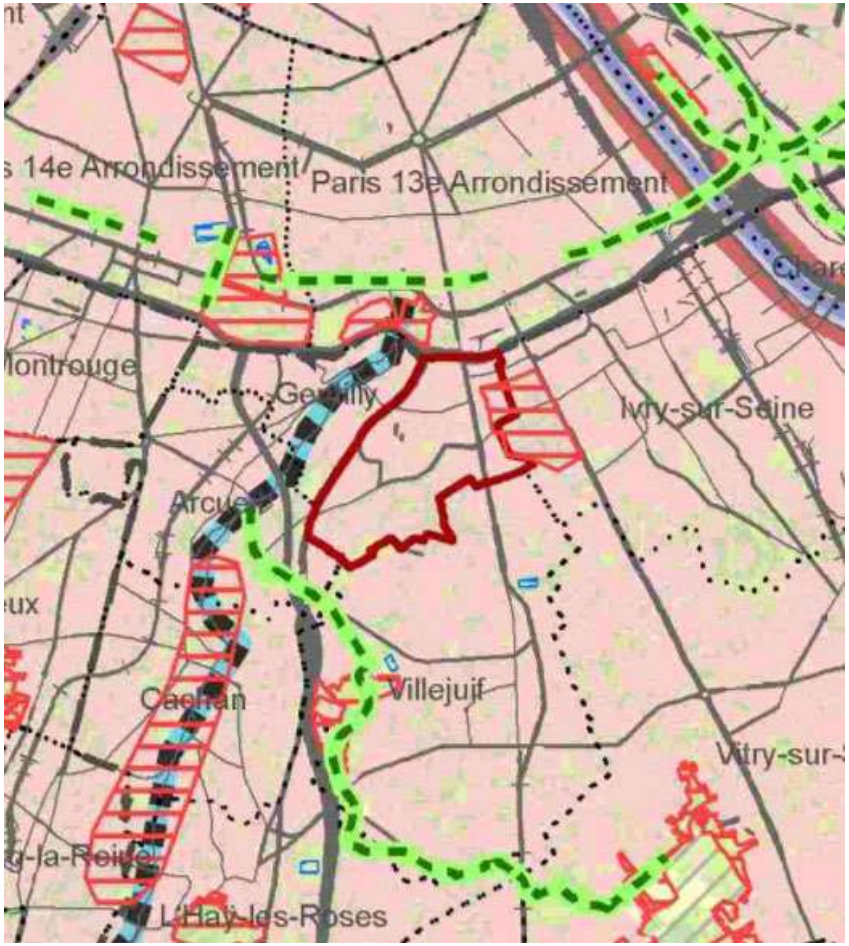
Le site d'étude se trouve dans un contexte urbain dense, qui ne présente **pas d'enjeu écologique particulier** à l'échelle communale. **Le SRCE** (Schéma Régional de Cohérence Ecologique) n'identifie pas de réservoir de biodiversité, les espaces verts et de loisirs ayant en effet une superficie inférieure à 5 hectares. Le document n'identifie pas non plus de corridor écologique dans le site d'étude.

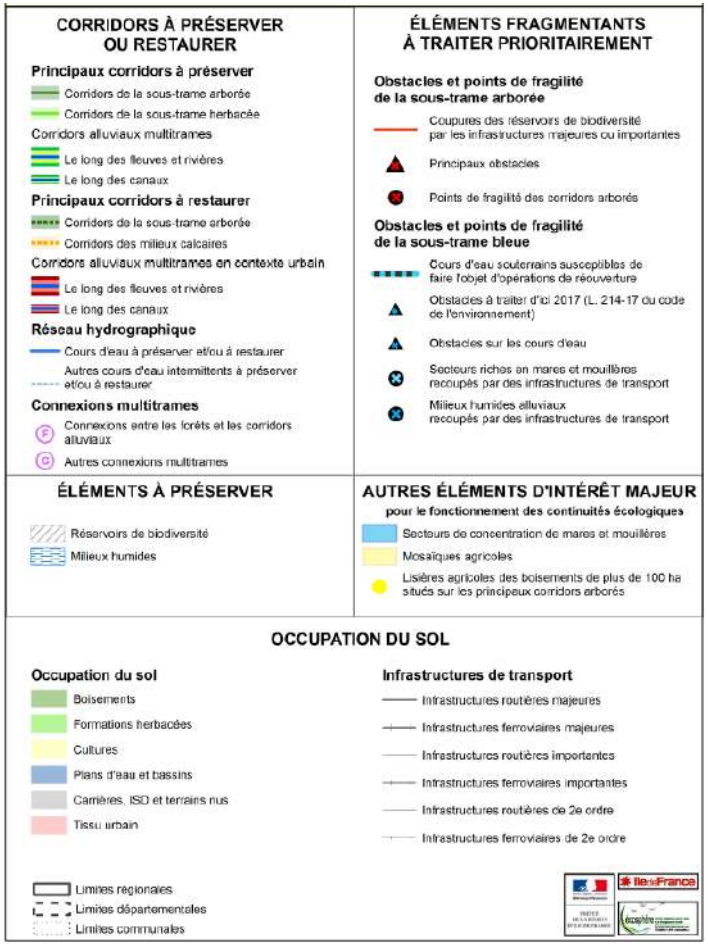
Par ailleurs, le **SDRIF n'identifie aucune continuité verte, aucun espace boisé ou espace naturel ni espace vert et de loisirs** au sein de la commune. Cependant, la ceinture verte ainsi que la coulée verte Bièvre-Lilas à proximité de la commune sont à considérer. De même, le développement du projet « Ruban Vert » du Kremlin-Bicêtre aura pour vocation de mettre en réseau les espaces verts publics en s'appuyant sur des continuités arborées et écologiques et doit donc être pris en compte.

La commune n'est parcourue par aucun réseau hydrographique, cependant la municipalité met en avant dans son PLU une préoccupation certaine pour la **gestion des eaux pluviales** ainsi que la recharge de la nappe phréatique.

Le **Contrat de Développement Territorial** (CDT) a notamment pour objectif de conforter le rapport ville-nature. Le développement de la Trame Verte à l'échelle communale permettra ainsi de restaurer les axes de déplacement utiles à la biodiversité et les continuités écologiques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025





Carte des objectifs du SRCE en Ile de France (Zoom sur le Kremlin-Bicêtre - Source : Natureparif)

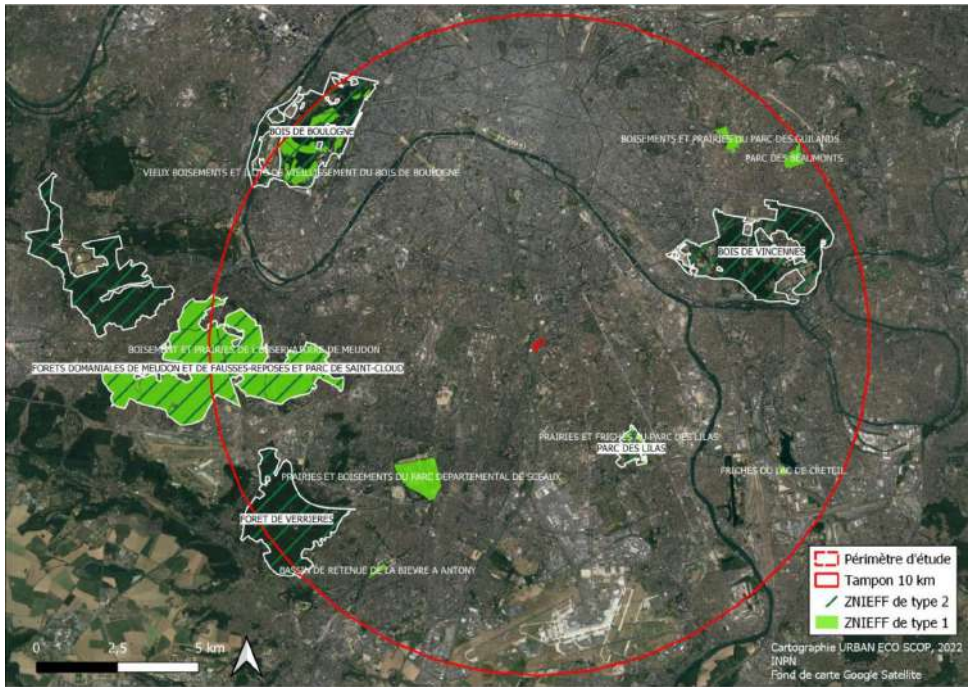
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Un site qui ne fait l'objet d'aucun périmètre de protection

Aucun périmètre de protection et d'inventaire de la biodiversité (Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope, Réserve Naturelle, Espace Naturel Sensible (ENS), ZICO, ZNIEFF, …) ne touche le site ni ne se trouve à proximité directe. **Aucun périmètre ne témoigne donc d'une présence de biodiversité remarquable** au sein du site ou à proximité, cependant la **biodiversité ordinaire** qu'il abrite devra faire l'objet d'une **protection et d'une préservation particulière**, pour son intérêt et son importance en milieu urbain.

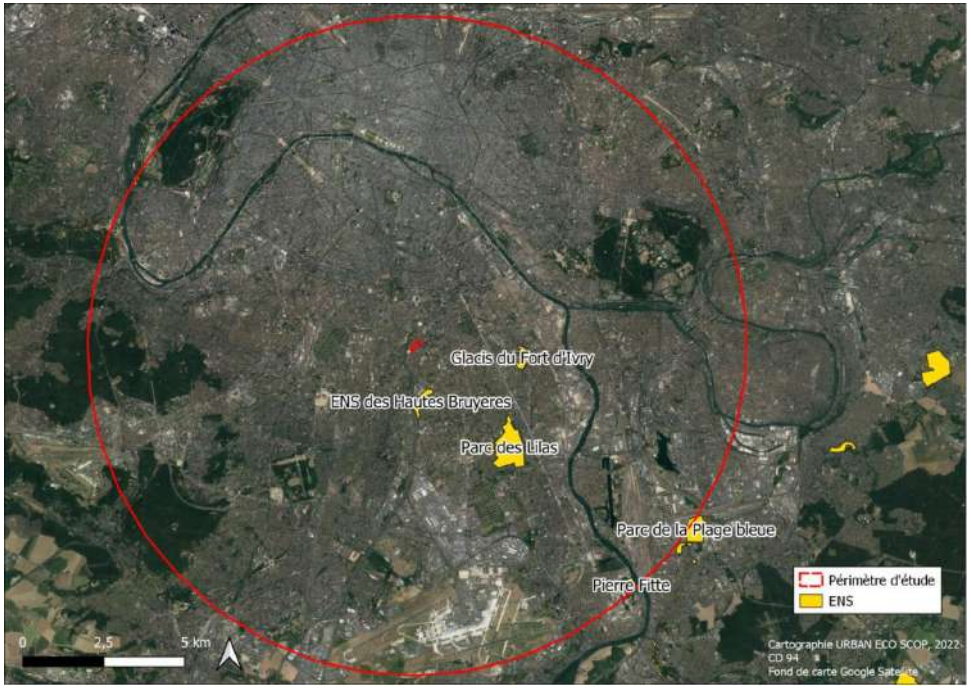
Ainsi, **l'étude Faune-Flore** menée par Urban-Eco (Ingénierie en écologie urbaine Paysage et Aménagement durable) a été réalisée lors de trois relevés de terrain en mai, juillet et septembre 2017, couvrant ainsi une part importante de la saison. Cette étude vise à identifier les enjeux écologiques propres du site à prendre en compte pour limiter l'impact du projet sur la biodiversité. Elle a par la suite été complétée par 5 passages réalisés en 2022.

Le site ne dispose d'aucun réseau hydrographique. La DRIEE a défini **une enveloppe d'alerte** classe 3 à proximité du site d'étude, cette enveloppe recouvre les zones dont les informations existantes laissent présager une probabilité de présence de zone humide. Mais aucune zone humide n'est recensée sur le site d'étude.

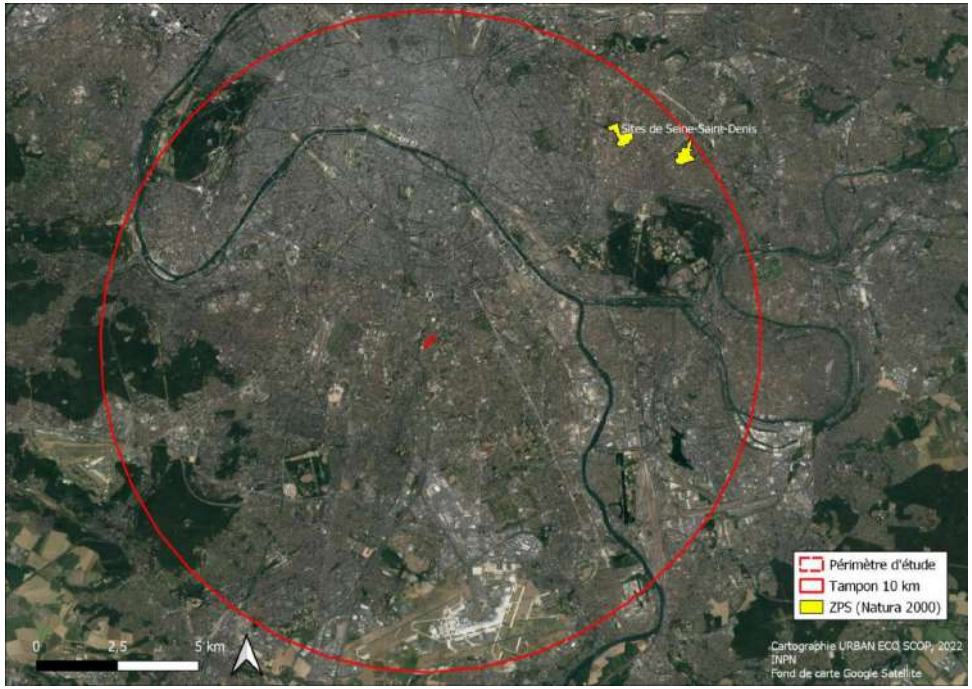


Des périmètres de protection des espaces naturels éloignés du site d'étude - Source : Géoportail

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Espaces Naturels Sensibles à proximité du site – Source : URBAN-ECOSCOP



Sites Natura 2000 dans un rayon de 10km autour du site d'étude – Source : URBAN-ECOSCOP

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un site d'étude qui n'est pas en zone d'alerte des zones humides Source : DRIEE IDF

c) Des enjeux écologiques faibles au sein du site mais un potentiel à développer

- ***Des habitats très anthropiques à la valeur écologique relativement faible***

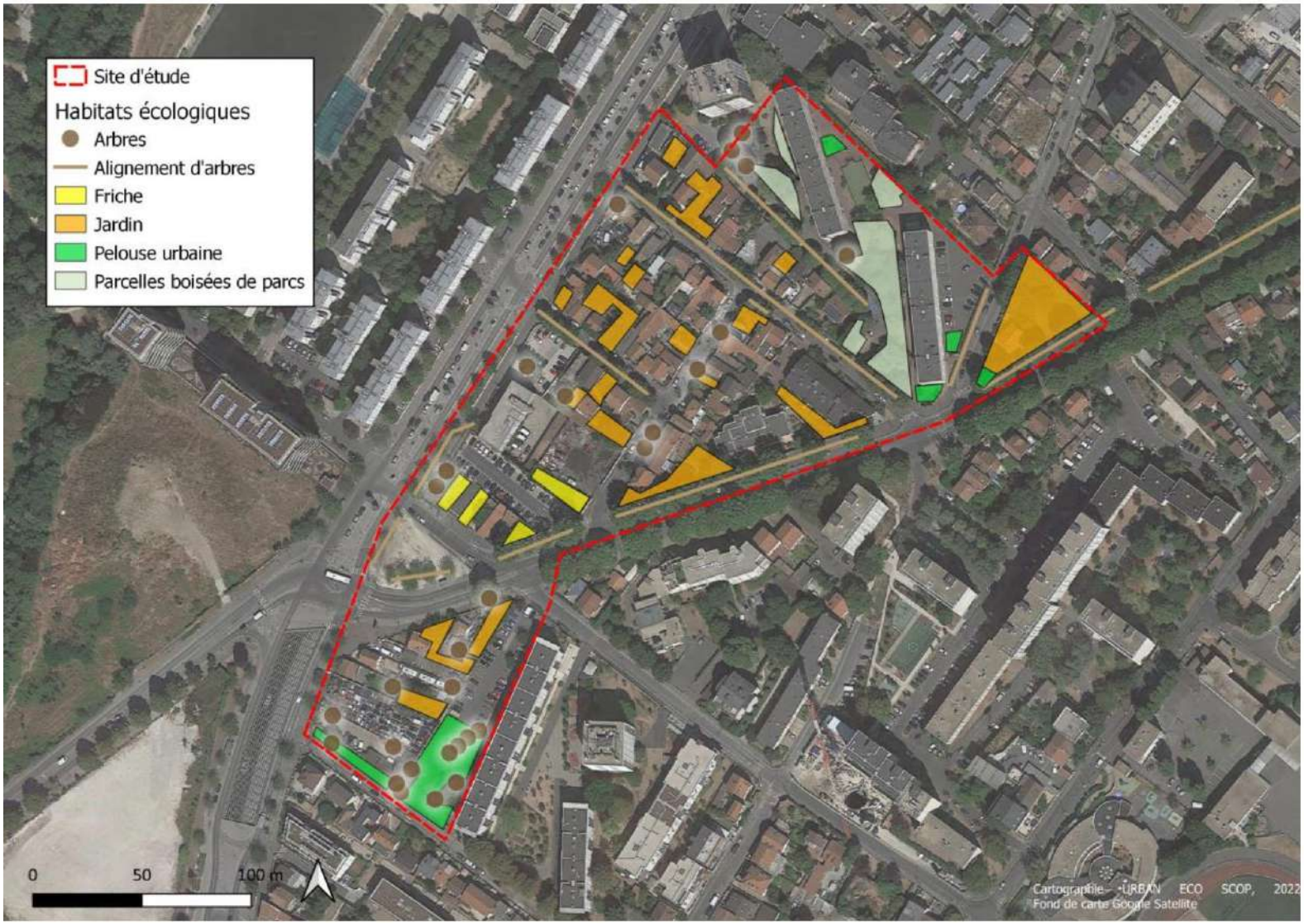
Deux sous-trames principales au sein du périmètre d'étude ont été définies :

- **Une sous-trame des milieux ouverts** constituée de pelouses urbaines très entretenues et donc peu diversifiées situées en pied d'immeuble.
  La friche au centre du site d'étude, issue de la déconstruction de bâtiments appartient également à cette sous-trame. La flore y est peu diversifiée et l'étude faune-flore a relevé la présence d'espèces invasives telle que l'arbre a papillon (*Buddleia davidii*) espèce caractéristique des friches urbaines.
- **Une sous-trame des milieux boisés** composée d'une parcelle « boisée », d'alignements d'arbres et de quelques bosquets ou arbres isolés ainsi que de formations arbustives. La parcelle « boisée » se situe entre les deux immeubles au nord du site d'étude et présente différentes essences alignées ou isolées ainsi que des massifs ornementaux au sein de pelouses urbaines.
  Des alignements d'arbres monospécifiques ou constitués d'essences variées accompagnent toutes les rues du site d'étude et forment une certaine continuité à l'échelle du site.

La trame végétale du site est en majeure partie constituée de nombreux jardins privés qui représentent 1930m² et sont pourvus d'une **végétation importante** En contexte urbain dense, ces jardins ont un intérêt écologique notable car ils sont susceptibles d'accueillir une biodiversité plus ou moins riche selon les pratiques d'entretien opérées. Cependant ces espaces sont clôturés et la circulation des espèces en est réduite.

Les **enjeux écologiques** liés aux différents habitats identifiés sur le site restent **globalement négligeables**, sauf pour **la friche qui présente un enjeu écologique de niveau moyen** de par les espèces animales et végétales qui la composent et donc de son rôle de zone relais dans la trame verte locale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Carte des habitats écologiques du site d'étude - Source : Urban-Eco

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***Des espèces de faune et de flore relativement communes en Île-de-France***

Lors des inventaires écologiques menés, de nombreuses espèces floristiques et faunistiques ont été relevées, dont plusieurs sont remarquables.

i. Au niveau floristique

Le site recouvre une diversité végétale moyenne : **160 espèces végétales** ont été relevées, dont plus d'une dizaine étaient des espèces ornementales. Sur l'ensemble du site, **5 espèces patrimoniales** ont été relevées dont **2 présentant des enjeux écologiques moyens**. Il s'agit du Polycarpe à quatre feuilles et du Koelérie fausse fléole. Ces deux espèces sont cependant relativement communes en région parisienne et ne sont pas porteuses d'enjeux à l'échelle du site d'étude.

L'inventaire a par ailleurs identifié la présence de **10 espèces invasives** dont deux possédant une capacité de nuisance et d'expansion importante, la Renouée du Japon et le Raisin d'Amérique. Des dispositions devront être prises pour limiter leur dissémination dans le périmètre du projet.

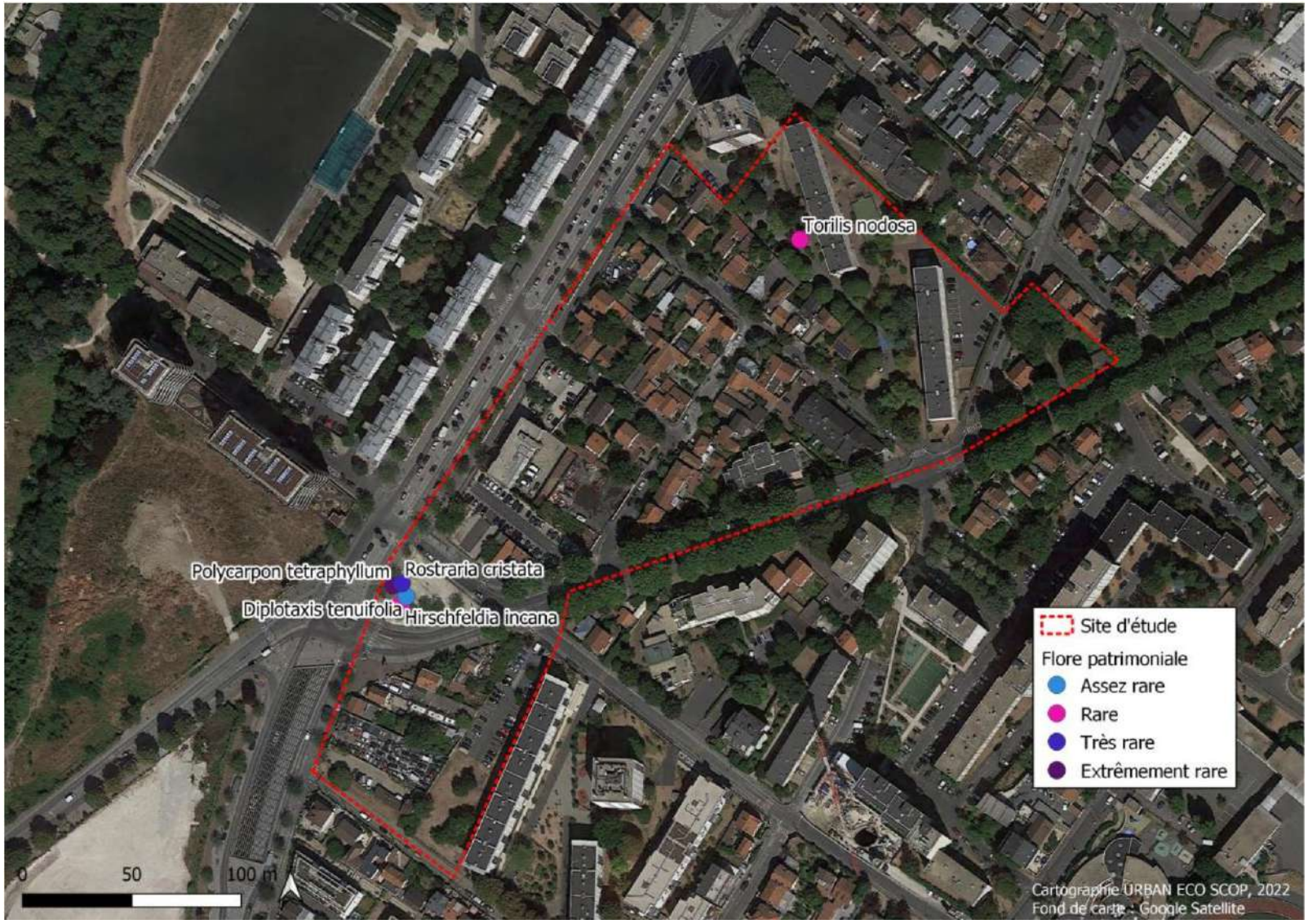
Polycarpe à 4 feuilles

Torilis noueux

Renouée du Japon

Raisin d'Amérique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Carte de la flore patrimoniale de l'entrée de ville du Kremlin-Bicêtre - Source : Urban-Eco

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Carte des espèces invasives - Source : Urban-Eco

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ii. Au niveau faunistique

On distingue :

- Les chiroptères : La **Pipistrelle commune** a été observée individuellement en 6 points de contact *(cf. carte ci-après)*, probablement en chasse et en transit sur le site. La **Pipistrelle de Kuhl** a également été observée avec un point de contact. Ce sont des **espèces protégées en France** qui accusent un fort déclin dans l'ensemble du pays *(KEIRBIROU et al., 2015).* Relativement communes en milieu urbain, elles sont néanmoins considérées comme **quasi-menacée en Ile-de-France**. En revanche ces espèces ont été observées en chasse et en transit, la probabilité d'avoir une colonie nichant sur le site est donc faible. Ce sont les espèces les plus anthropophiles qui sont le mieux adaptées à l'environnement urbain dense. Le site d'étude ne semble pas être un site de gîte ou de chasse majeur pour les chiroptères. Et d'après la faible activité enregistrée, il ne s'agirait pas non plus d'un corridor de déplacement très fréquenté.

Pipistrelle commune

- Les insectes : Seule une espèce de Lépidoptères a été rencontré sur le site **elle est patrimoniale**, **le Némusien**. Le Némusien est une espèce rare qui se maintient bien en Ile-de-France. Elle a été observée à deux endroits du site d'étude, au niveau de la friche et des jardins au nord. L'état de conservation de ce papillon est bon en Ile-de-France, il ne présent donc pas d'enjeu écologique particulier.

Némusien

- ***Les oiseaux : 8 espèces d'oiseaux protégés :***

  > *Le Verdier d'Europe (Chloris chloris)*
  > *La Mésange bleue (Cyanistes caeruleus)*
  > *L'Accenteur mouchet (Prunella modularis)*
  > *La Mésange charbonnière (Parus major)*
  > *Le Moineau domestique (Passer domesticus)*
  > *Le Rougequeue noir (Phoenicurus ochruros)*
  > *La Tourterelle turque (Streptopelia decaocto)*

Le Merle noir (*Turdus merula)* Ces espèces d'oiseaux sont **ubiquistes** en Ile-de-France et **possiblement nicheuses sur l'aire d'étude**. Elles ont été

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

observées au vol marquant ainsi des périodes de transit entre les aires de gîte et les zones de chasse. Il convient de préciser que le Moineau domestique est en déclin à Paris avec une chute de 75% des effectifs entre 2003 et 2006. Mais les potentialités de nidification pour l'espèce sur le site d'étude sont faibles. Quant à l'Hirondelle rustique, le taux de croissance de l'espèce est en diminution en Ile-de-France selon les données de l'OROC 2010. L'enjeu associé aux oiseaux est donc également faible.

Mésange charbonnière

Moineau domestique

Synthèse globale des enjeux Faune-Flore

Le site de l'entrée de ville sud-ouest, bien que dans une situation relativement isolée dans la trame écologique locale, parvient à accueillir une biodiversité assez limitée dans un contexte urbain dense. Il abrite 160 espèces végétales (cultivées et spontanées) et 14 espèces animales. Cette diversité est relativement limitée en milieu urbain dense et s'explique par le relatif isolement du site par rapport aux trames écologiques et par la faible diversité des habitats écologiques.

On note principalement la présence d'oiseaux, dont 7 espèces protégées, qui peuvent plus facilement se déplacer entre les milieux isolés. La faible présence d'insectes comme les lépidoptères indique une faible ressource florale disponible. De plus, on observe une présence importante de plantes cultivées et plantées, ainsi que d'espèces exotiques envahissantes, notamment dans la strate arbustive (Buddléia, Ailante). Ce point pourra faire l'objet d'améliorations dans les prochains aménagements.

Types de milieux	Statut de protection, rareté et diversité		Diversité écologique (nombre d'espèces)	Rôle écologique (TVB)	Originalité du milieu	Somme des gradients d'intérêt écologique (max = 20)
	Faune	Flore				
Friche	1	1	2	1	1	6
Jardin	1	1	1	1	1	5
Pelouse urbaine	1	1	1	1	1	5
Parcelles boisées de parc	1	1	1	1	1	5
Alignements d'arbres	1	1	1	1	1	5
Arbres isolés	1	1	1	1	1	5
Zone anthropique	0	0	1	0	1	2

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Synthèse des enjeux écologiques – Source : Urban eco

d) Un site particulièrement fragmenté, à inscrire dans la Trame Verte et Bleue du territoire

- ***Un contexte urbain à l'origine de ruptures et peu propice à la biodiversité***

La destruction et la fragmentation des milieux naturels sont les principales causes de l'érosion de la biodiversité et conduit à limiter les échanges entre espèces. Le site d'étude se trouve dans un contexte peu propice à l'accueil de la biodiversité. Il n'y a en effet qu'un seul parc à l'échelle de la commune (le parc Pinel), d'où **l'importance de développer des espaces de « nature en ville » denses et diversifiés**.

La fragmentation des habitats vient notamment des **axes routiers majeurs**. La rue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide constituent ainsi des axes de rupture dans les continuités écologiques du site d'étude. **Les alignements d'arbres relativement anciens servent cependant de relais écologiques** au sein du site et viennent contrebalancer les effets de rupture. Ces alignements sont en grande majorité constitués de Platanes communs (*Platanus x acerifolia*), de Marronniers d'Inde (*Aesculus hippocastanum*), de Merisiers (*Prunus avium*), de Tilleuls à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*) et de Féviers d'Amérique (*Gleditsai triacanthos*).

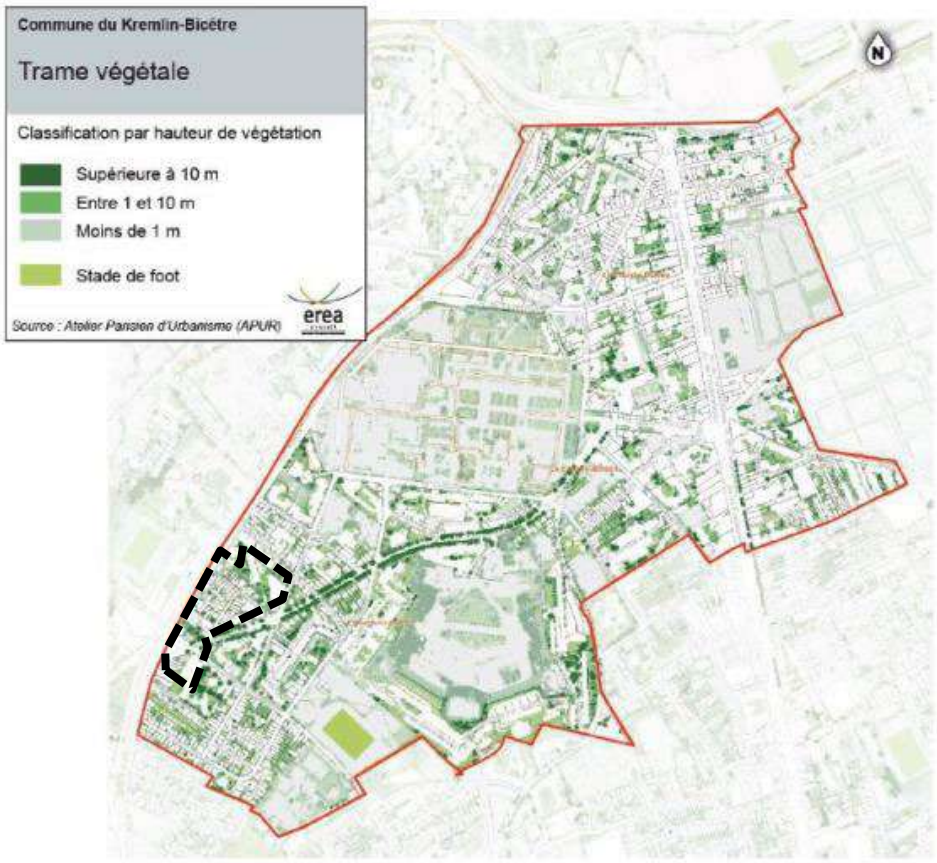
- ***Un site à inscrire dans la Trame Verte et Bleue du territoire***

A l'échelle du Département, le site d'étude se positionne à **l'interface entre trois noyaux primaires** : le Parc du coteau d'Arcueil à l'ouest, le cimetière du Kremlin-Bicêtre à l'est et le Parc des Hautes-Bruyères au Sud. Les liaisons entre le parc du coteau et le cimetière semblent ténues et peu opérationnelles alors que celles présentes entre le Parc du coteau et le Parc des Hautes-Bruyères sont plus fortes grâce à des zones relais. Le Parc du Fort Bicêtre, le Parc Pinel

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

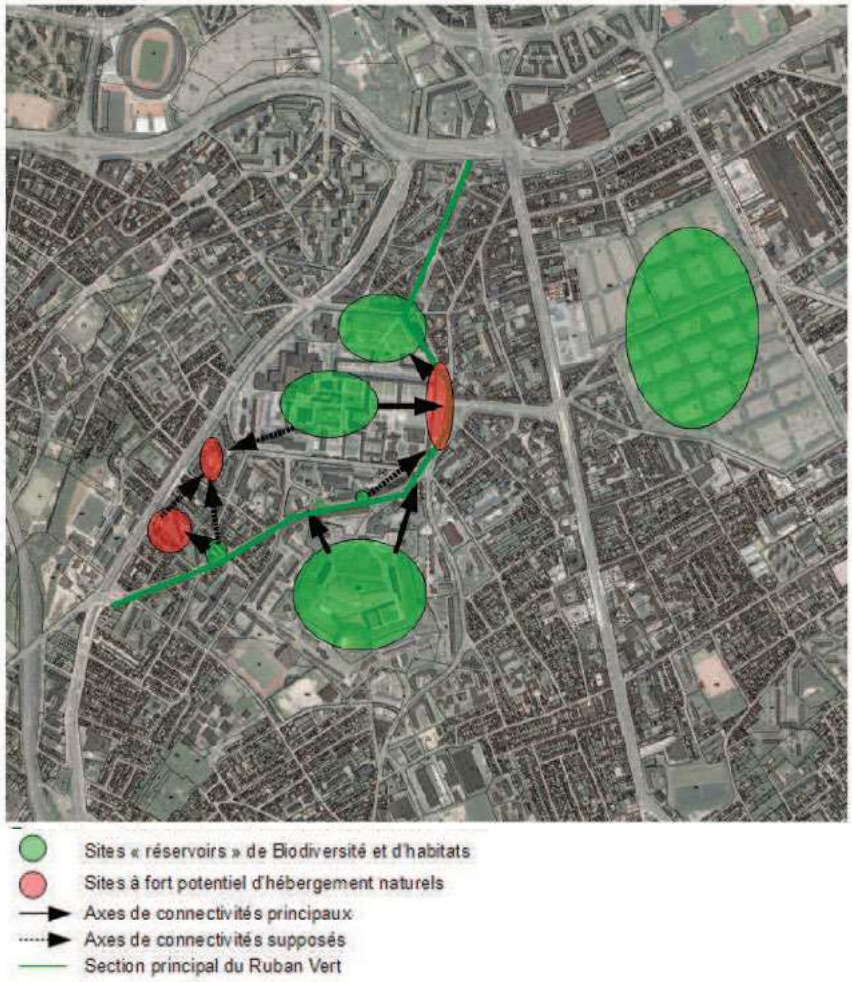
et l'hôpital ont été identifiés comme sites d'intérêt pour la biodiversité à l'échelle de la commune par le PLU.

L'entrée de ville sud-ouest se trouve à la charnière de ces espaces de potentiel, le projet pourra donc venir **renforcer les continuités existantes et en créer de nouvelles**. La requalification du site d'étude vient ainsi en appui du projet communal du Ruban Vert. Lancée en décembre 2013, l'étude du Ruban Vert a pour objectif de conforter une trame verte du Nord au Sud de la Ville, de la ZAC des Coteaux d'Arcueil jusqu'au Parc Kellermann à Paris. Il vise concrètement à **mettre en réseau** les squares, jardins et certaines parcelles privées par le biais de promenades plantées et de circulations douces et va donc structurer une trame verte à l'échelle de la ville.



Trame végétale communale (source : APUR)

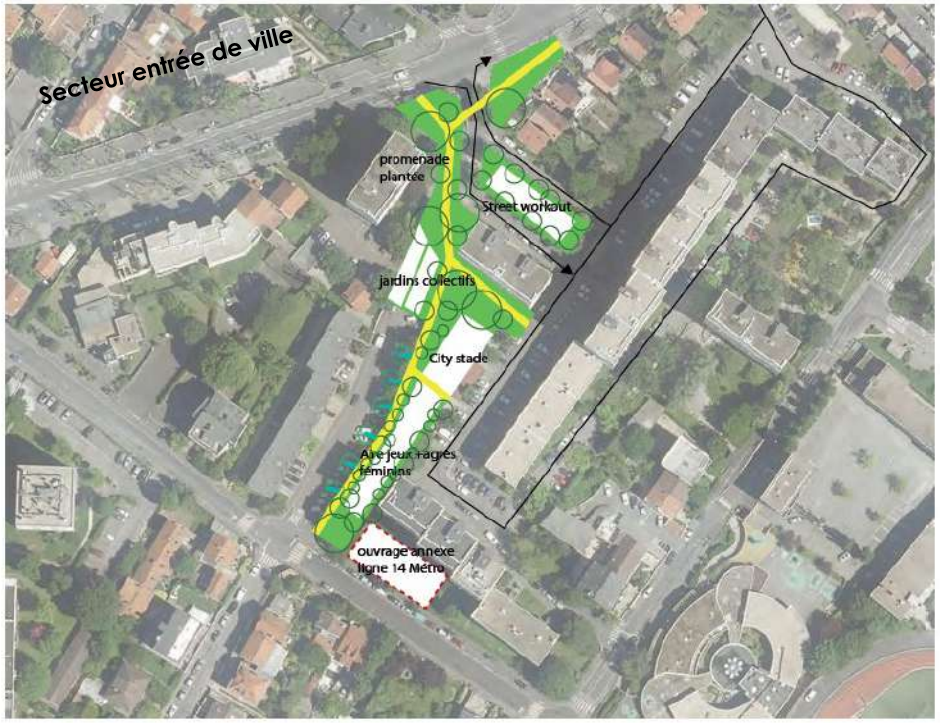
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Etat des lieux de l'état de la Trame Verte à l'échelle départementale (à gauche, source : Even Conseil) et communale (à droite, source : Urban-Eco)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La première phase de la réalisation du projet de Ruban vert visant la mise en réseau des espaces publics qui s'appuyant sur les continuités arborées et écologiques de la ville du Kremlin Bicêtre, a été réalisée avec l'aménagement des espaces extérieurs des résidences des Martinets situés à proximité de l'entrée de ville sud-ouest.



Secteur des Martinets – Source : Etude Ruban Vert

Ces espaces ont été renouvelés avec l'aménagement d'une placette, de nouvelles circulations piétonnes, des aires de jeux pour enfants, et des aires de sport, permettant de renforcer les éléments de trame verte et mettre en réseau les différentes espaces de biodiversité de la ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

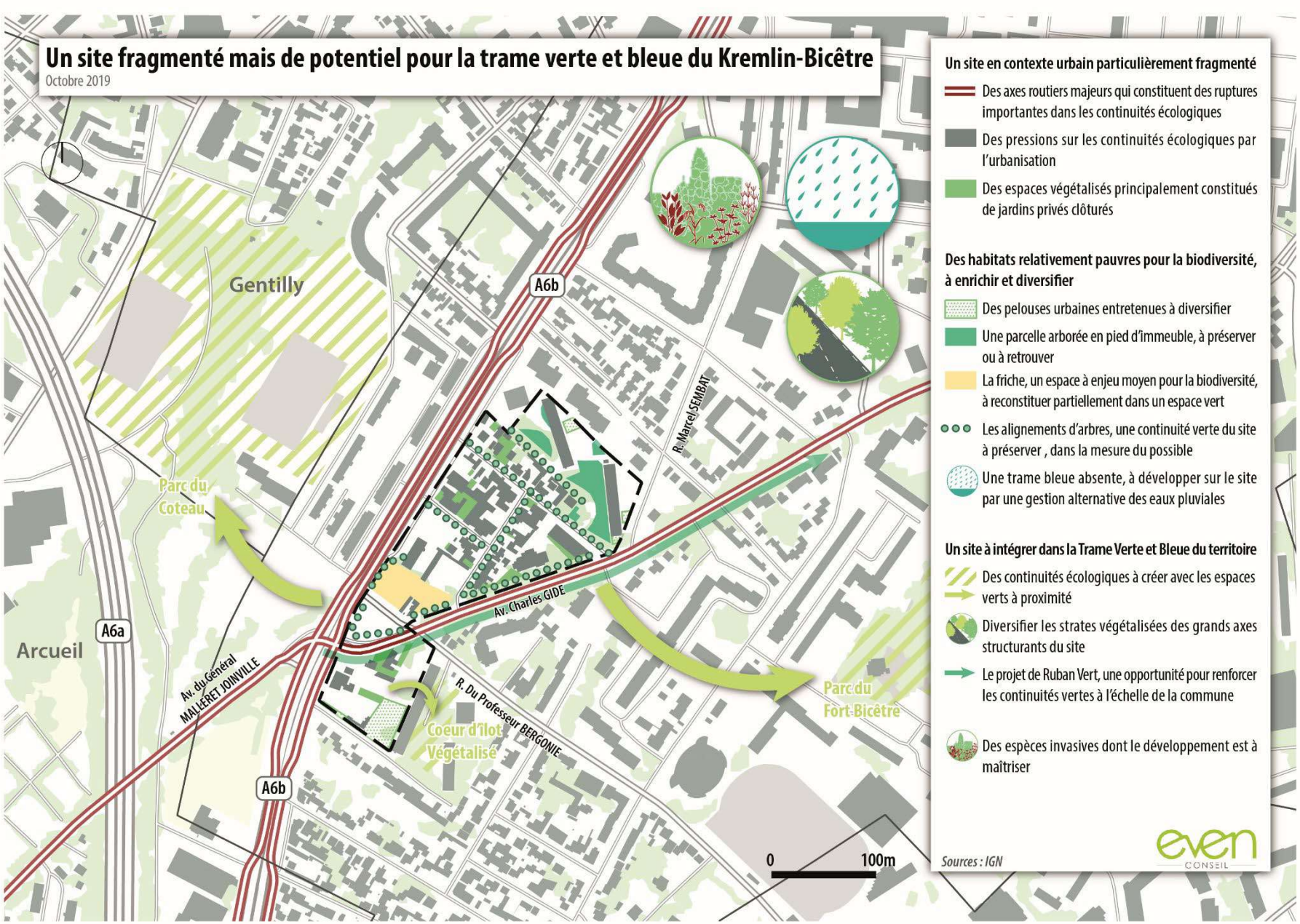
e) Synthèse et enjeux pour la thématique faune flore

Atouts	Faiblesses
Quelques espèces protégées sur le site : une biodiversité à valoriser Des alignements d'arbres assurant une certaine continuité écologique au sein du site d'étude	Un site en contexte urbain très dense avec peu d'espaces de nature et donc peu favorable à l'accueil de biodiversité Un milieu fragmenté notamment par des axes routiers majeurs Des espèces invasives plus ou moins nuisibles dont le développement est à contrôler Pas de trame bleue sur le site
Opportunités	**Menaces**
Des liens à créer avec les espaces de nature alentours : un projet à intégrer dans la trame verte du territoire Un projet à appuyer sur le Ruban Vert, trame verte à l'échelle du Kremlin-Bicêtre	Un projet d'urbanisation qui va densifier le site d'étude et qui risque d'augmenter les pressions sur la biodiversité

Enjeux de la thématique

- Renforcer le potentiel d'accueil de la biodiversité à l'échelle du site
- Développer la trame bleue par une gestion alternative des eaux pluviales qui permettra de renforcer la fonctionnalité du site et l'installation d'habitats humides et des espèces associées
- Un enjeu de conservation faible sur l'ensemble du site,
- Travailler des **porosités entre espace public et privé** pour faciliter la circulation de la faune (limiter les clôtures)
- Créer de **nouveaux espaces végétalisés** au sein du site en diversifiant les espaces et au maximum les strates végétales
- **Conforter les connexions entre espaces de nature**, en s'appuyant sur les alignements d'arbres à renforcer
- Accompagner les **cheminements doux** et principaux axes de circulation d'une **trame végétale généreuse** pour renforcer les continuités écologiques
- **Maîtriser le développement des espèces végétales invasives**, en particulier en phase chantier
- Créer des connexions et des porosités avec le **Ruban Vert** au sein du quartier
- Travailler des connexions entre le site et le **parc des Coteaux**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.7. Des réseaux d'eau fonctionnels, une gestion alternative à développer

a) Un document cadre en faveur de la gestion de la ressource en eaux

Le Kremlin-Bicêtre fait partie du Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre (SMBVB). Le SMBVB a pour objet principal l'élaboration puis la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin versant de la Bièvre.

La création du SAGE de la Bièvre couvre deux grands objectifs :

- La mise en valeur de la partie « amont » (Bièvre « ouverte » de sa source à Antony).
- La réouverture, sur certains tronçons, de la Bièvre « couverte », d'Antony à Paris.

Cinq grandes orientations ont été fixées par le SAGE :

- L'amélioration de la qualité de l'eau, par la réduction des pollutions ponctuelles et diffuses et la maîtrise de la pollution par temps de pluie.
- La maîtrise des ruissellements urbains et la gestion des inondations.
- Le maintien d'écoulements satisfaisants dans la rivière.
- La reconquête des milieux naturels.
- La mise en valeur de la rivière et de ses rives pour l'intégrer dans la Ville.

La commune est classée en zone sensible depuis l'Arrêté du 23 décembre 2005 portant révision des zones sensibles dans le bassin Seine-Normandie.

« Le classement en zone sensible est destiné à protéger les eaux de surfaces des phénomènes d'eutrophisation, la ressource en eau destinée à la production d'eau potable prélevée en rivière, les eaux côtières destinées à la baignade ou à la production de coquillages. Le classement d'un territoire en zone sensible implique des normes sur les rejets des stations d'épuration sur les paramètres phosphore ou azote, voire bactériologiques. » Source : DRIEE IDF.

b) Un secteur desservi en réseaux eau

- ***Un approvisionnement en eau potable de bonne qualité***

La commune du Kremlin-Bicêtre est adhérente du Syndicat des Eaux d'Ile de France (SEDIF) qui gère les approvisionnements, la potabilisation et la distribution de l'eau potable.

La commune est alimentée en eau potable par l'usine de Choisy-le-Roi qui possède une **capacité suffisante vis-à-vis des dynamiques de projet en cours**. L'eau potable distribuée est de bonne qualité d'après les données de l'ARS en 2013.

Au Kremlin-Bicêtre, le réseau de distribution s'appuie sur 23 311 mètres de canalisations en 2013. Le réseau de première élévation (niveau piézométrique 122) dessert la partie basse de la commune, le réseau de deuxième élévation (niveau piézométrique 150) dessert tout le reste de la commune.

- ***Un réseau d'assainissement fonctionnel et entretenu***

Depuis le 1er janvier 2016, la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre fait partie de l'établissement public territorial (ETP) Grand-Orly Seine Bièvre. Il exerce les compétences qui avaient été déléguées par les villes à l'ancien EPCI.

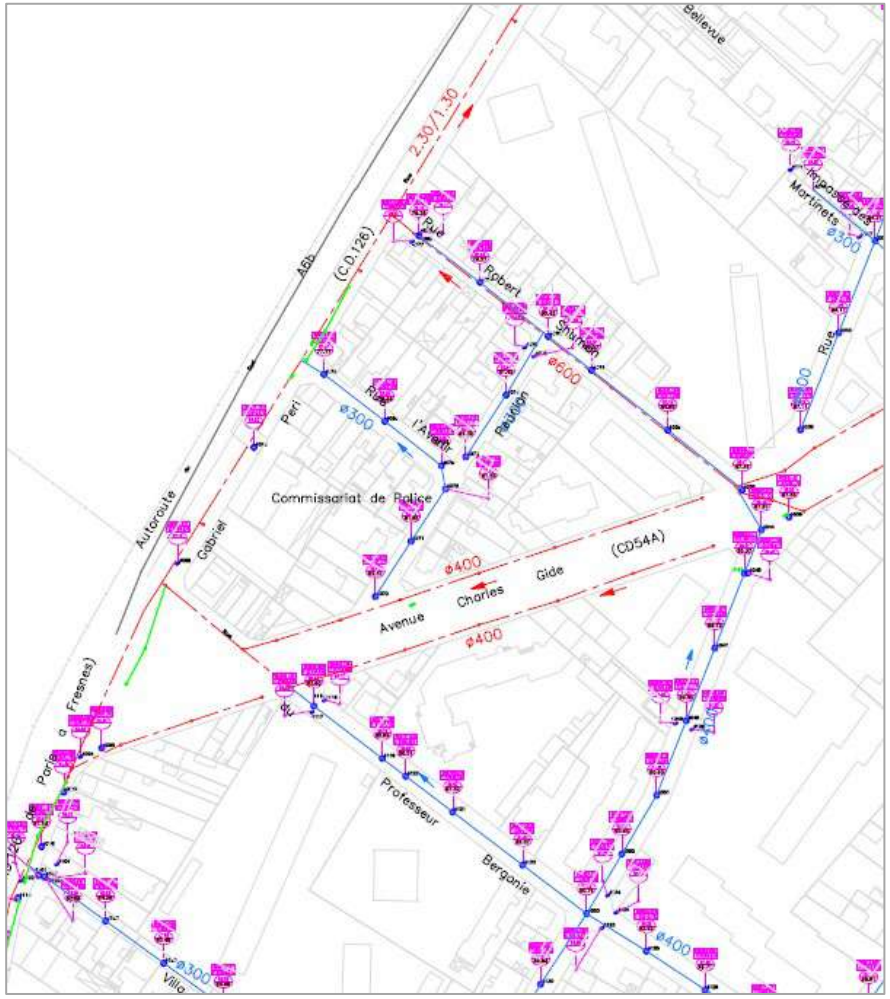
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Trois organismes publics gèrent les réseaux d'assainissement sur le territoire de l'ex-Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre, dont la commune était membre :

- L'ex-Communauté d'Agglomération dispose de la compétence assainissement des eaux usées et pluviales et gère donc les réseaux de collecte.
- Le Département du Val-de-Marne (via la Direction des Services de l'Environnement et de l'Assainissement – DSEA –) gère les réseaux « de transport ».
- Le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) s'occupe des grands émissaires interdépartementaux et des stations de traitement des eaux usées. Le règlement du service d'assainissement a été adopté le 15 octobre 2014.

Sur le site d'étude, la grande majorité des réseaux est unitaire (en bleu et en tiretés rouge).

Le règlement d'assainissement départemental et le règlement d'assainissement de l'ex- CA Val de Bièvre impose un débit de fuite limité à 2L/s/ha.



Réseaux Eaux Usées

Réseaux Eaux Pluviales

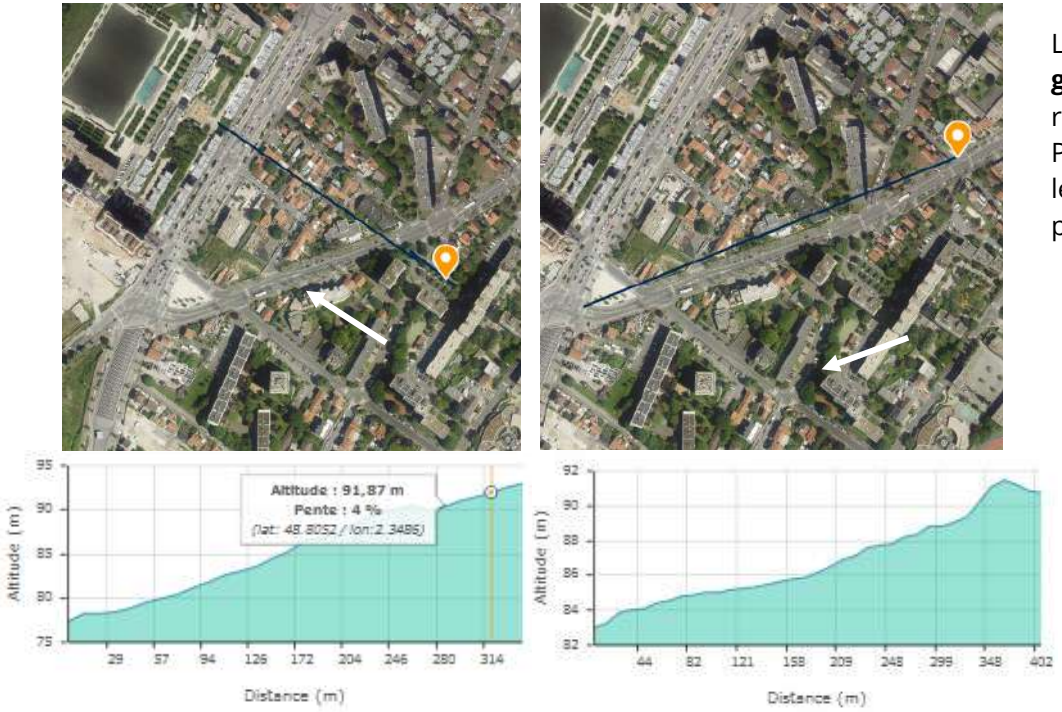
Réseaux Unitaires

Réseaux Unitaires départementaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

c) *Une gestion alternative des eaux pluviales à développer*

Sur la commune de Kremlin-Bicêtre, l'altitude varie entre 55 m au Nord-Est du territoire à 110 m environ au Sud, le point le plus haut de la commune étant représenté par le Fort de Bicêtre. La topographie marquée dans le secteur du projet favorise un **écoulement naturel des eaux pluviales vers le Sud-Ouest.**



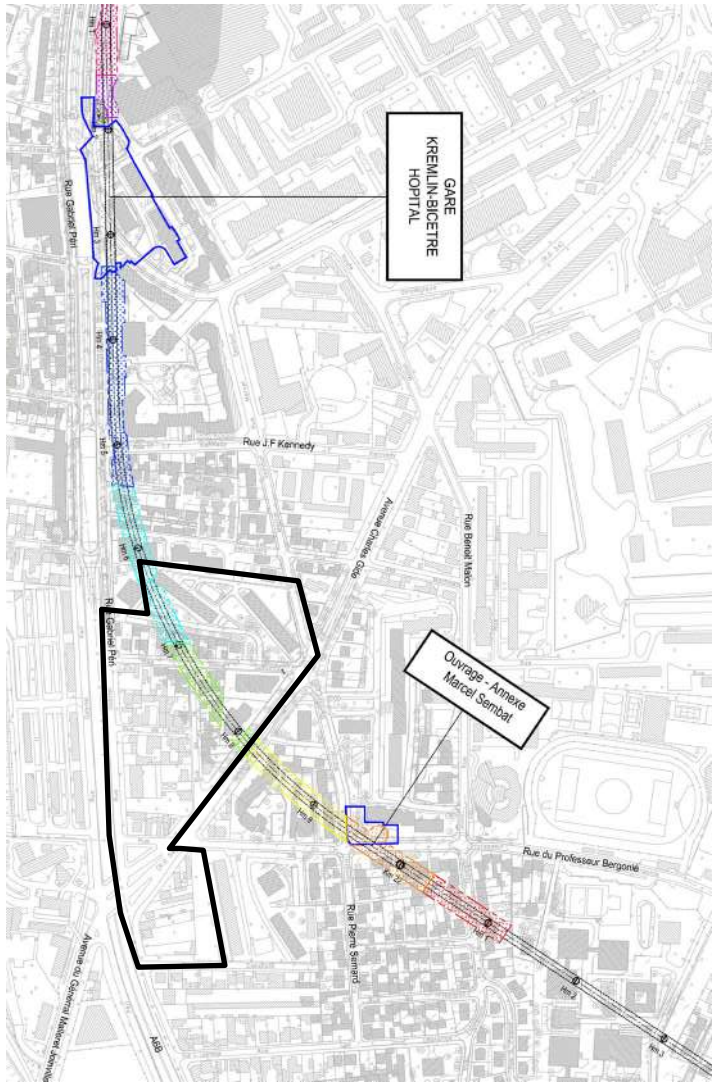
Source : Géoportail

Les sols en partie argileux rendent difficile l'infiltration des eaux pluviales, ce qui, associé à la topographie et à l'imperméabilisation des sols, peut entrainer des **ruissellements pluviaux concentrés**.

L'eau pluviale qui ruisselle sur les voies de circulation est susceptible de **transporter avec elle des particules polluantes d'hydrocarbures**. Cet entraînement de matières en suspension augmente le risque de contamination de la ressource en eau.

Le cahier de prescriptions du projet prévoit des mesures pour élaborer une **gestion alternative des eaux pluviales pour l'ensemble du projet**. Outre le respect de la valeur maximale de débit de fuite autorisé à la parcelle dans le PLU, il est préconisé une récupération en toiture des eaux pluviales tant pour le nettoyage que pour l'irrigation. Des systèmes permettant l'infiltration à la parcelle de l'eau sont aussi proposés (noues paysagères par exemple).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Projet tunnel prolongation de la ligne 14 – Etude urbaine COBE

Par ailleurs, dans le cadre de la réalisation du projet de transport du Grand Paris Express, la ligne 14 va être prolongée jusqu'à Orly et desservira la station Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly), et traversera le site d'entrée de ville. La réalisation de ce transport lourd engendrera des impacts sur la gestion des réseaux sur la commune et en particulier sur le site d'entrée de ville sud-ouest.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

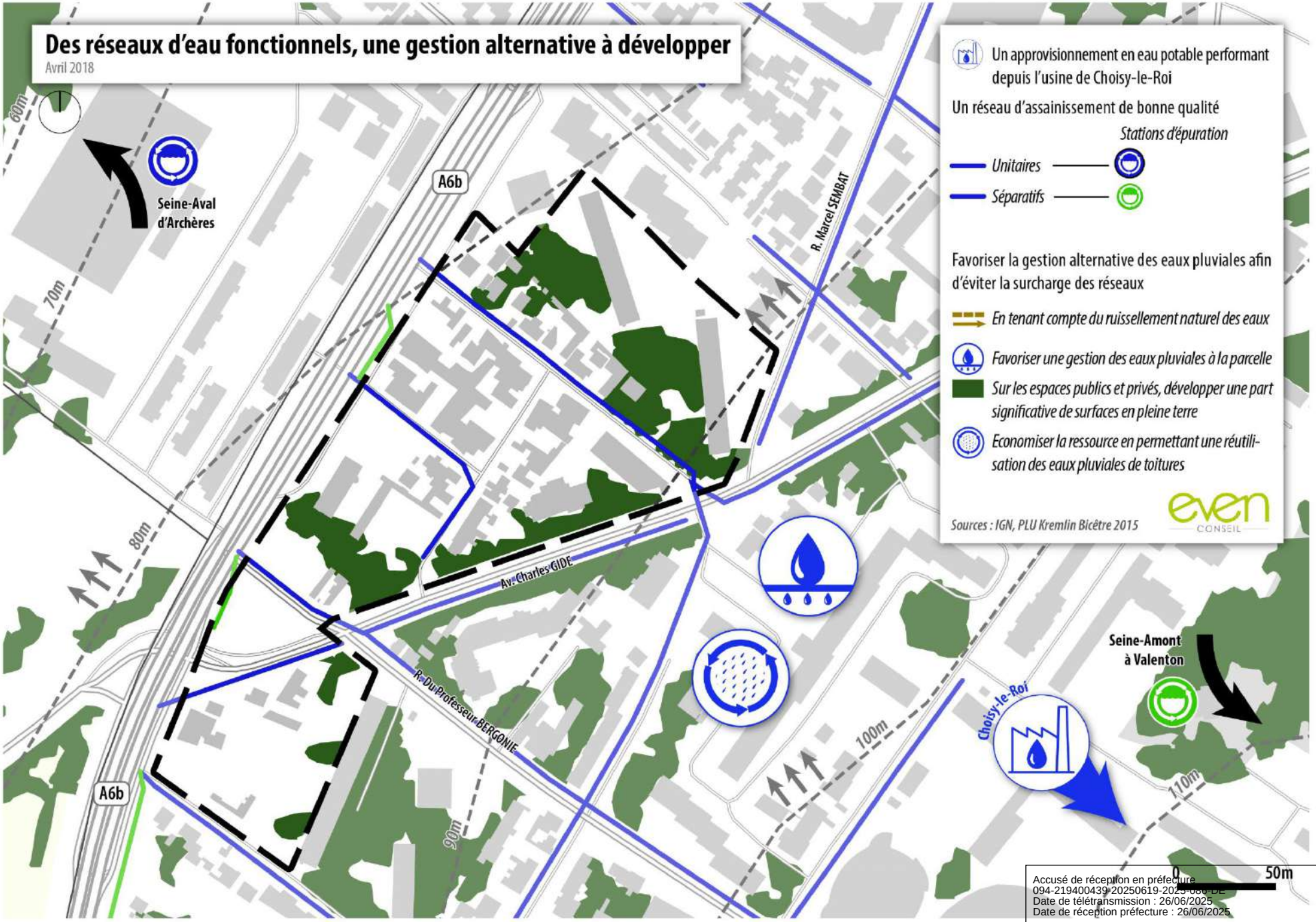
d) Synthèse et enjeux de la thématique eau

Atouts	Faiblesses
Eau potable de bonne qualité et usine en capacité suffisante vis-à-vis du projet	Ruissellement accentué par la topographie, la nature des sols et leur imperméabilisation
Opportunités	**Menaces**
Le développement de la gestion alternative des eaux pluviales	Pollutions aux hydrocarbures issus des voies de circulation Impact du tunnel de la ligne 14 sur la gestion des réseaux d'eau et d'assainissement

Enjeux liés à la thématique

- ✓ **Limiter les pollutions** ponctuelles et diffuses de la ressource
- ✓ Assurer l'approvisionnement en eau potable et en assainissement à long terme et **anticiper les besoins futurs**
- ✓ Tenir compte des **ruissellements naturels** dans la conception du système de gestion des eaux pluviales
- ✓ Favoriser les **économies de la ressource en eau**
- ✓ Assurer une **gestion des eaux pluviales à la parcelle** sous réserve de faisabilités techniques

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.8. Une résilience à trouver vis-à-vis des risques et du changement climatique

a) Des documents cadre en faveur de la gestion du risque

- ***Les Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2016-2021***

Le projet doit être compatible avec le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du « Bassin Seine et cours d'eau côtiers Normands » 2015-2021 adopté le 05 novembre 2015.** Il constitue un cadre de référence de la gestion du risque inondation. Un des objectifs est de limiter et prévenir le risque d'inondation.

Levier 1 : Acquérir et partager les connaissances pour relever les défis ;

Levier : Développer la gouvernance et l'analyse économique pour relever les défis.

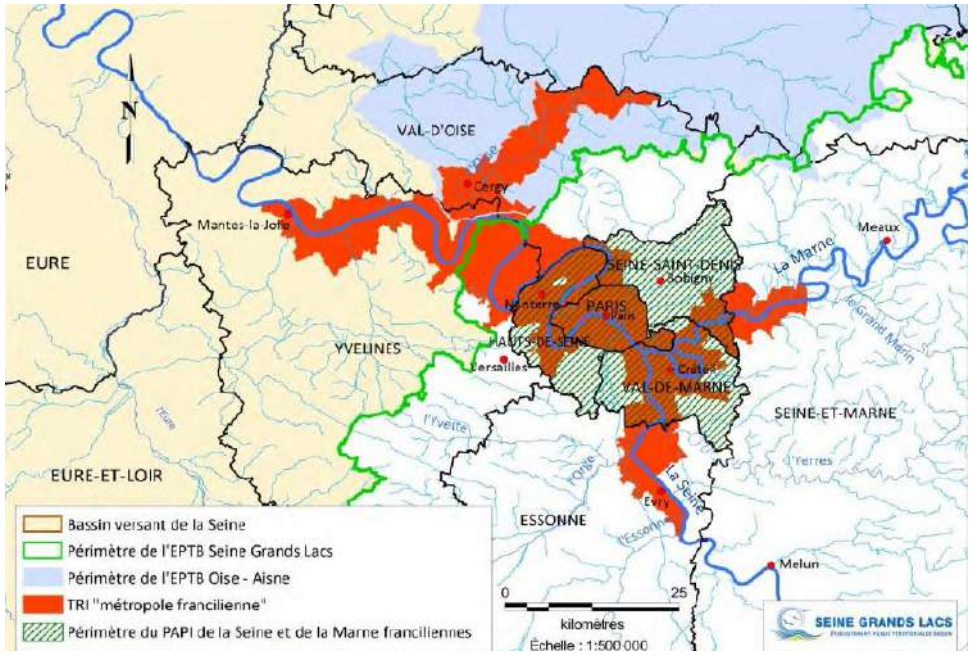
- ***Plan d'Aménagement et de Prévention des Inondations (PAPI)***

Le **Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)** sur le territoire de la Seine et de la Marne franciliennes, assure la mise en œuvre d'une politique globale à l'échelle du bassin versant de la Seine. En 2013, le PAPI s'est fixé 3 objectifs prioritaires :

- Accroître la culture du risque inondation-fleuve auprès des populations situées en zone inondable ;
- Stabiliser les coûts et les dommages ;
- Renforcer la résilience des principaux services publics.

En découlent 66 actions regroupées en 7 axes obligatoires :

- Axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque
- Axe 2 – Surveillance, prévision des crues et des inondations
- Axe 3 – Alerte et gestion de crise
- Axe 4 – Prise en compte du risque d'inondation dans l'urbanisme
- Axe 5 – Actions de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes
- Axe 6 – Ralentissement des écoulements
- Axe 7 – Gestion des ouvrages de protection hydraulique



Source : PAPI Seine Grand Lac

- ***Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) du département du Val-de-Marne***

Le **Plan de Prévention du Risque d'Inondation** du département du Val-de-Marne a été approuvé le 12 novembre 2007. Ce document réglementaire se compose d'un rapport de présentation qui a pour objectif de caractériser les

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

inondations par débordement de la Seine et de la Marne et dans un deuxième temps, d'un zonage et d'un règlement visant à réduire la vulnérabilité des biens et des personnes.

b) Un contexte hydrogéologique marqué par deux masses d'eaux souterraines

La commune du Kremlin-Bicêtre n'est traversée par aucun cours d'eau. On note cependant la présence de la Bièvre dans la commune voisine de Gentilly.

- ***Masses d'eau souterraines***

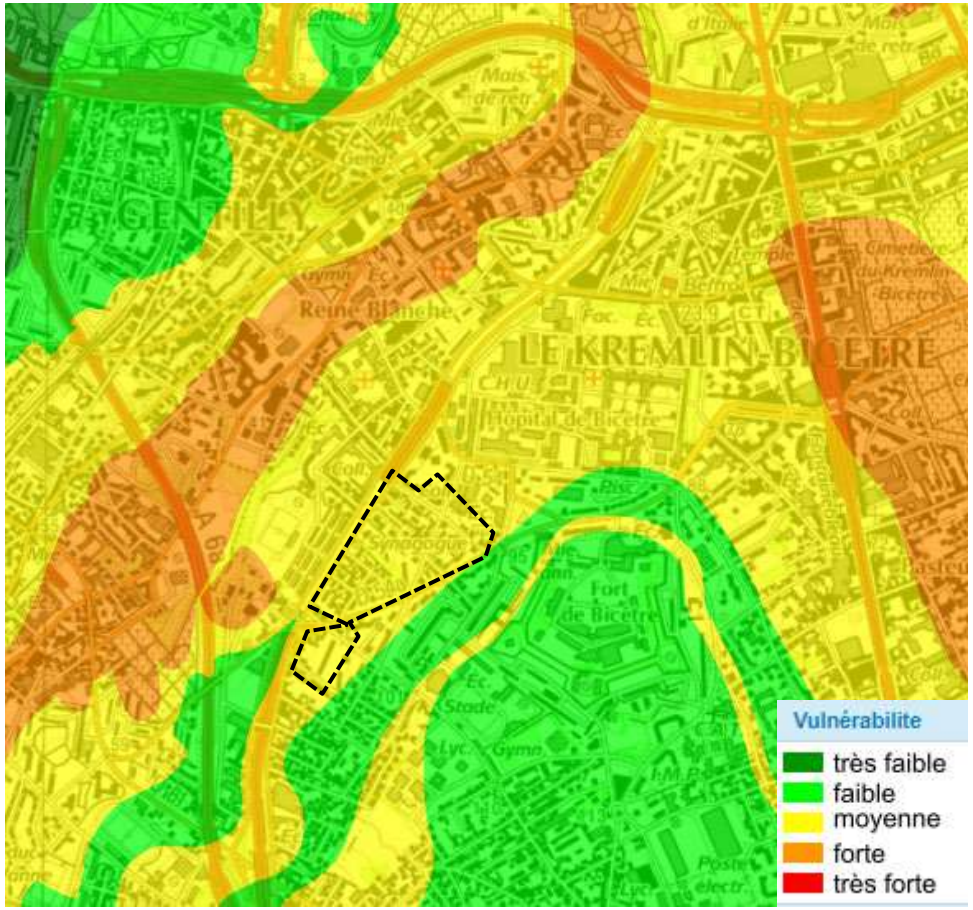
Deux masses d'eau souterraines sont identifiées au droit de la commune :

- **FRHG102 – Craie et Tertiaire du Mantois à l'Hurepoix (2 424 km2)** La nappe étant libre sur sa majeure partie, elle est essentiellement réalimentée par les pluies hivernales excédentaires (infiltration). Elle assure une restitution de l'eau vers les milieux aquatiques et les cours d'eau périphériques selon l'apport des pluies hivernales, et par les prélèvements liés aux activités humaines. Le système aquifère est drainé par la Seine au Nord, l'Orge et la Remarde au Sud-Est et en direction de l'Eure et la Vesgre à l'Ouest.
- **FRHG218 – Albien-Néocomien captif (61 010 km2)** : Cette nappe étant captive et à faible renouvellement (0,003 % de son volume par an), toute augmentation de prélèvement entraîne une baisse du niveau piézométrique, qui se propage très rapidement dans le temps et sur de grandes distances.

- ***Vulnérabilité de la nappe***

L'étude menée par le BRGM en partenariat avec le Ministère de l'Ecologie et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en 2005 (rapport BRGM/RP-54148-FR) avait pour objectif la réalisation d'une carte de vulnérabilité simplifiée des eaux souterraines du bassin Seine-Normandie à l'échelle 1/100 000 permettant d'évaluer globalement le risque de migration de polluants à partir de n'importe quel point de pression.

Selon la cartographie réalisée, le secteur de projet se trouve en zone de vulnérabilité moyenne.



Vulnérabilité des eaux souterraines au niveau du secteur de projet – Source : SIGES Seine-Normandie

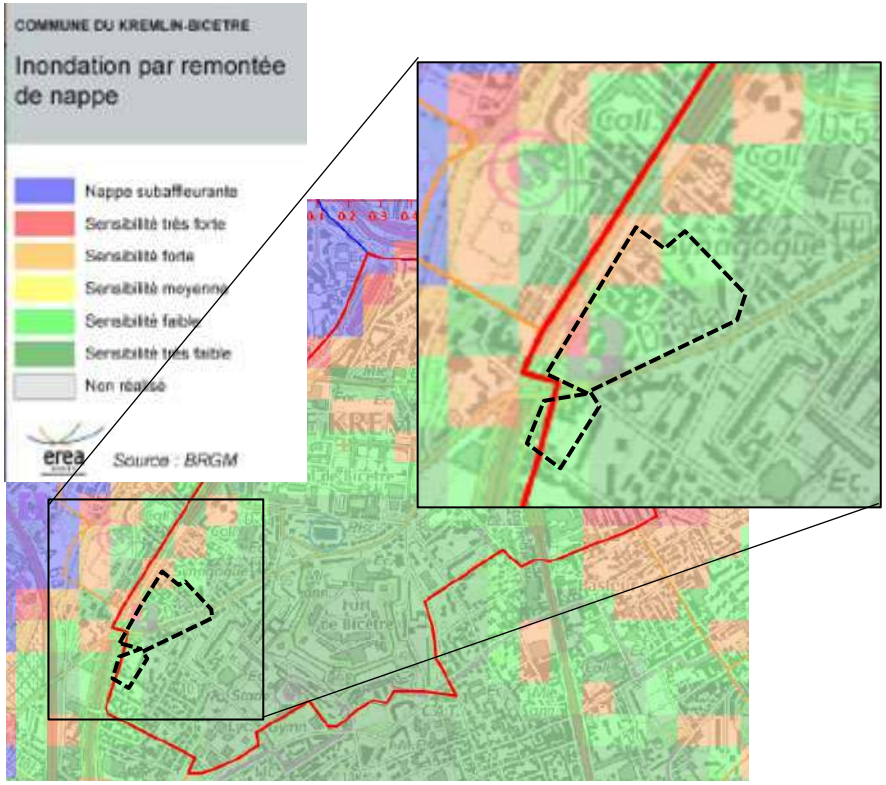
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

c) *Un aléa inondation lié à deux causes principales : ruissellement urbain et remontée de nappes*

La commune du Kremlin-Bicêtre est particulière affectée par le ruissellement urbain. Un Plan de Prévention des Risques Naturels prescrit en 2001 est en cours d'étude mais n'a pas été approuvé.

Le risque d'inondation par remontée de nappe phréatique est très variable sur la commune allant de « très faible » à « très fort » avec nappe sub-affleurante en partie Nord.

Concernant le périmètre d'étude, le risque de remontée de nappes est faible excepté au niveau de la frange Ouest du site.



Risque de remontée de nappes – Source : BRGM via Géorisques

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Des risques de mouvement de terrain à prendre en compte

- ***Contexte géologique et nature des sols***

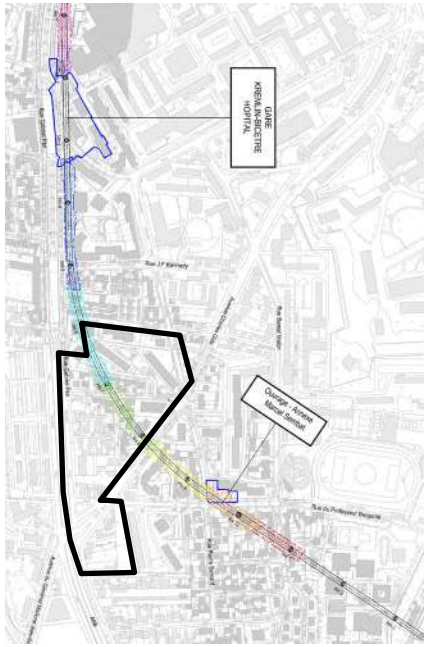
La commune du Kremlin-Bicêtre se situe en bordure et de la vallée de la Bièvre. La vallée a entaillé le plateau de Villejuif, permettant l'exploitation des horizons géologiques tertiaires, à ciel ouvert et en souterrain, en vue d'extraire le calcaire grossier dont est en grande partie formé le sous-sol de la commune. Ce dernier a été largement exploité sous forme de carrières. L'extraction de « *pierre à bâtir* » connaît un essor important au XIXème siècle, pour répondre aux besoins parisiens (développement de l'urbanisation, travaux pour l'exposition de 1900, ainsi que la construction du métro…).

- ***Le risque lié à la présence d'anciennes carrières dans le sous-sol***

Au Kremlin-Bicêtre, les anciennes carrières souterraines de calcaire s'étendent sur 154 ha et concerne notamment le site du projet. Les galeries n'ont pas été systématiquement remblayées, il peut donc subsister des vides, de 1,4 à 3 mètres de hauteur, à une profondeur de 7 à 45 mètres. Par ailleurs, il est possible que des carrières souterraines de gypse qu'on rencontre à Villejuif se prolongent au niveau du Fort du Kremlin-Bicêtre. La lente dégradation de ces cavités peut entrainer des désordres jusqu'à la surface, allant de l'affaissement des terrains à la remontée d'un fontis ce dernier menant à un effondrement en surface. Ces carrières constituent un risque pour les personnes et les biens, c'est donc un enjeu fort du territoire communal. Ces caractéristiques du sous-sol peuvent appeler des consolidations fortes dans certains secteurs et nécessitent une vigilance accrue lors des nouvelles opérations d'urbanisation du fait des risques.

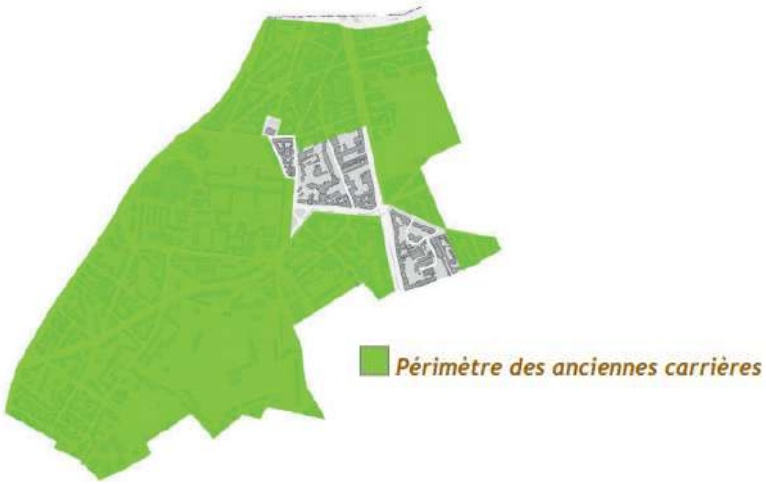
Dans le cadre de la prolongation de la ligne 14, la RATP mène actuellement des travaux de comblement de carrière sur toute la longueur du tunnel de la ligne 14.

Ces travaux concernent notamment le site d'entrée de ville sud-ouest, traversé par le projet de transport.



Projet tunnel prolongation de la ligne 14 – Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



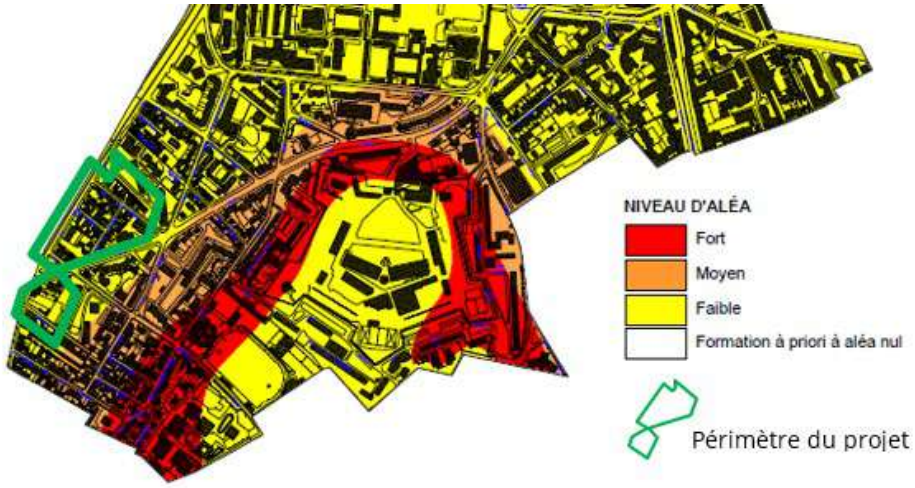
Surface de la commune concernée par d'anciennes carrières. Source : Inspection Générale des Carrières, rapport 2016

- ***Risque lié à la sécheresse et à la réhydratation des sols***

Un Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrain consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols a été prescrit par le Préfet du Val de Marne le 9 juillet 2001, mais n'a pas été approuvé.

Les sols les plus sensibles à ce risque sont principalement d'assise argileuse. Ils augmentent de volume lorsqu'ils s'humidifient et au contraire se rétracte en période de sécheresse. Ces retraits-gonflements successifs, associés à la présence d'arbres dont le système racinaire accentue le processus, engendre des dommages importants sur le bâti (fissures, affaissements, ruptures de canalisation…) compromettant ainsi la solidité des ouvrages.

L'aléa lié au retrait-gonflement des argiles est faible au niveau du site du projet mais il est moyen à proximité directe du site à l'Est. Des prescriptions réglementaires issues de l'Enquête Publique du PPRMT de 2011 pourront être appliquées dans les futures constructions afin de prévenir des risques.



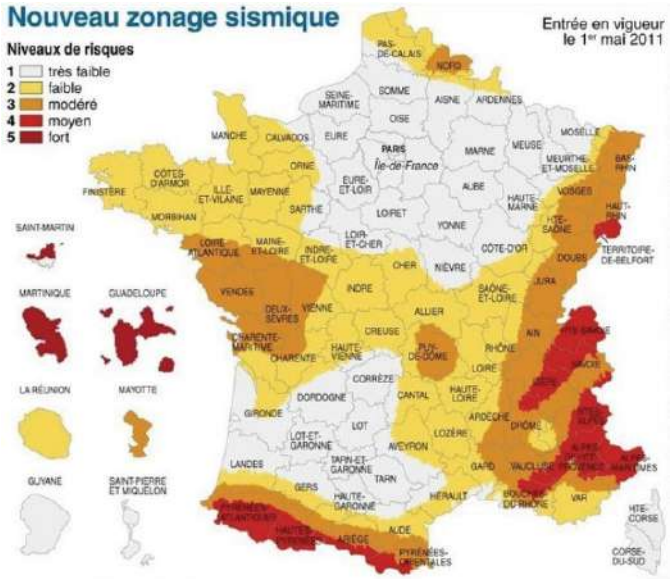
Niveau d'aléa mouvement de terrain identifié sur la commune. Source : Val-de-Marne

C. *Un risque sismique très faible*

Depuis le 1er mai 2011, afin de prendre les mesures nécessaires de prévention du risque sismique, le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante :

- Zone de sismicité 1 (très faible)
- Zone de sismicité 2 (faible)
- Zone de sismicité 3 (modérée)
- Zone de sismicité 4 (moyenne)
- Zone de sismicité 5 (forte)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



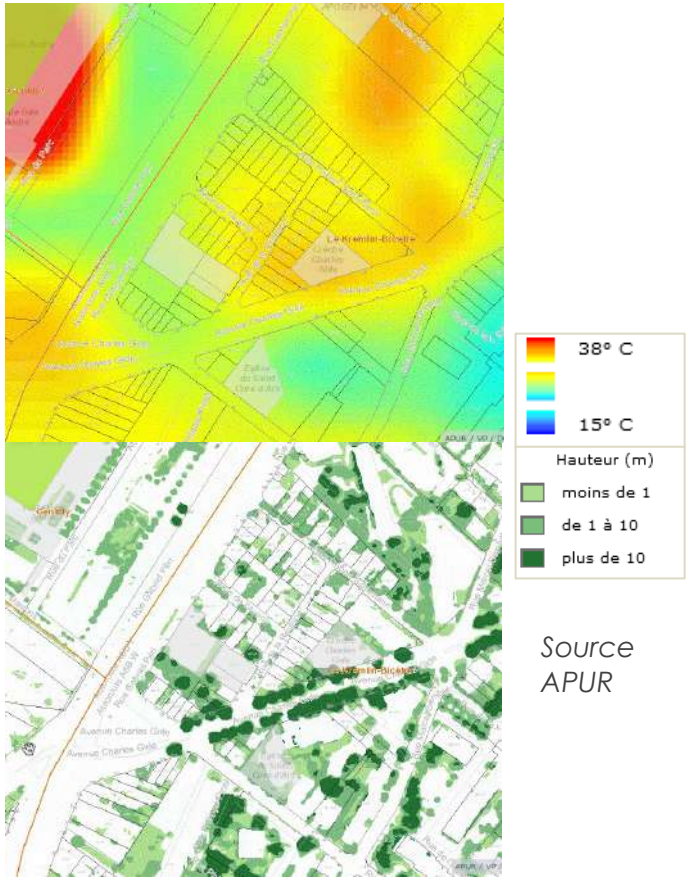
Le risque sismique sur le site d'étude, comme sur l'ensemble du territoire communal, est très faible (zone de sismicité 1).

e) Un secteur vulnérable face au changement climatique

- ***Un effet d'îlot de chaleur à prendre en compte***

Le constat global sur la commune fait état d'une augmentation significative des températures annuelles et du nombre de vagues de chaleur. L'effet d'îlots de chaleur urbain caractéristique des zones fortement urbanisées et agglomérées est présent à l'échelle du Kremlin-Bicêtre. Une augmentation de la concentration de particules polluantes (stockage amplifié) en cas d'épisodes caniculaires est également observée, d'où des risques sanitaires pour les usagers.

Le site d'étude, essentiellement artificialisé, est exposé au phénomène de surchauffes : une source potentielle d'inconfort pour les habitants en cas d'épisode caniculaire. La faible présence de végétation (strate arbustive et arborescente basse majoritaire) ainsi que des surfaces en eau inexistantes, amplifie l'effet d'îlot de chaleur urbain. Ce phénomène est à prendre en compte car le projet urbain, équivalant à une densification du secteur, pourrait potentiellement l'amplifier.



Source : APUR

Simulation ilot de chaleur (en haut) et hauteur de la végétation sur le secteur – Source : APUR

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- ***Un risque d'inconfort pour les habitants***

En été, l'ensoleillement sur l'ensemble du site est important. Le long des voiries, l'inconfort dû aux fortes températures peut être intense. A l'inverse, l'ensoleillement est très réduit en période hivernale (plus de 9h d'ombre en cœur d'îlots) et est également susceptible d'engendrer un inconfort chez les habitants.

f) Synthèse et enjeux pour la thématique risques et changement climatique

Atouts	Faiblesses
De faibles risques sur site liés au retrait-gonflement des sols argileux Un risque sismique faible	Un risque non négligeable de ruissellement urbain dû à l'imperméabilisation et la pente du territoire Un risque de mouvement de terrain lié aux anciennes carrières Un îlot de chaleur urbain présent et un ensoleillement contrasté durant l'année
Opportunités	**Menaces**
Un développement d'une gestion alternative des eaux pluviales Un développement de moyen de luttes contre l'effet d'îlot de chaleur urbain	Des habitants vulnérables dans le contexte d'augmentation de la population et de changement climatique

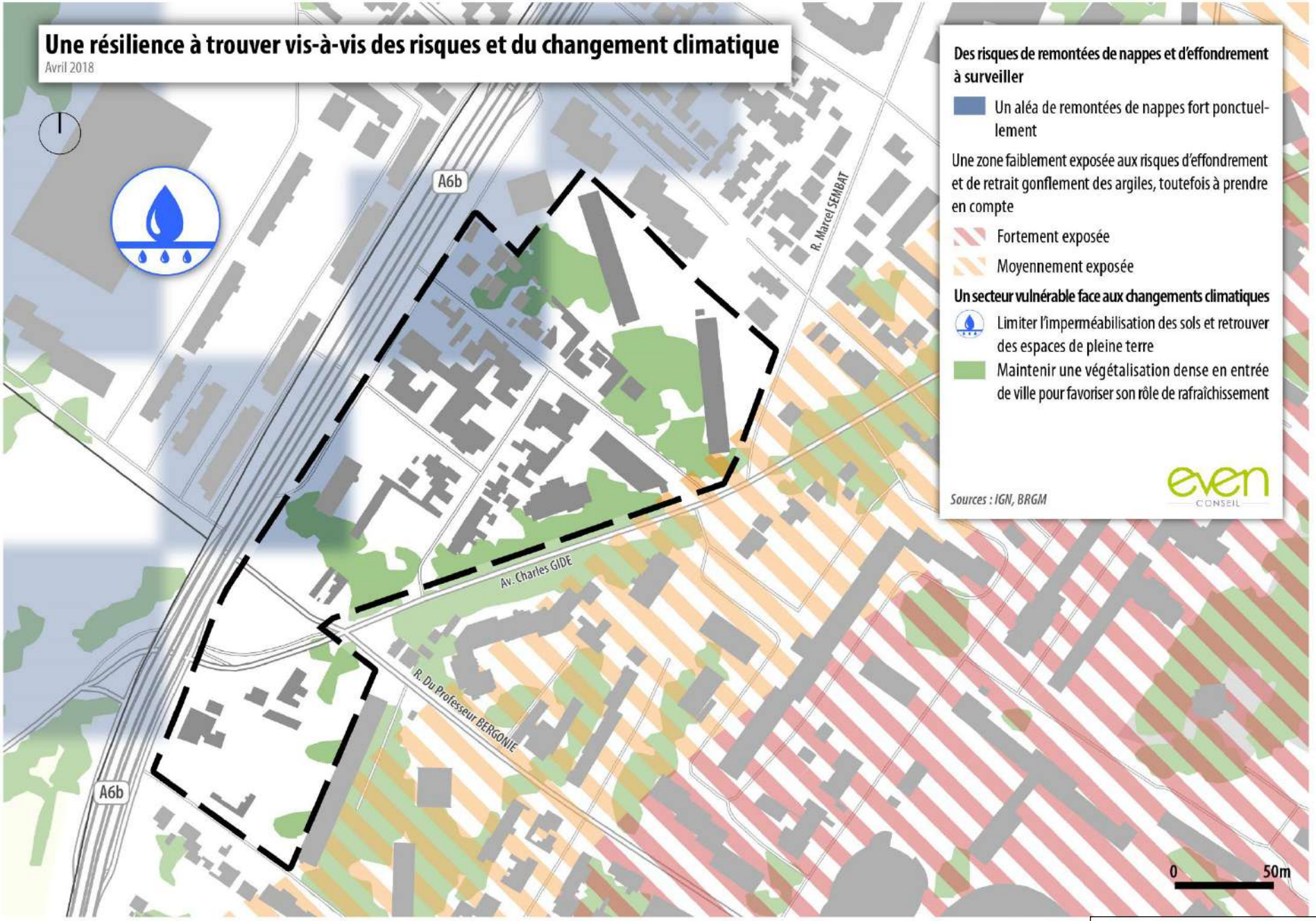
Enjeux liés à la thématique

- ✓ **Diminuer la vulnérabilité** de l'existant et des constructions face au **risque de remontée de nappe et le ruissellement des eaux pluviales**
  - En développant une **gestion alternative des eaux**
  - En limitant **l'imperméabilisation des sols** – voire en permettant la « désimperméabilisation » du site (surfaces de pleine terre importantes)

- ✓ **Diminuer le risque** associé aux **mouvements de terrain**
  - **Prendre en compte les prescriptions du PPRMT** dans le cadre des nouvelles constructions

- ✓ **Intégrer la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain** dans la conception urbaine : renforcement de la présence végétale, développement de la présence de l'eau dans le projet, prise en compte des effets d'ombre et d'ensoleillement …

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



RIS onseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.9. Des risques technologiques et pollutions des sols peu contraignants

a) Un secteur peu affecté par les risques industriels

- ***Risques industriels***

La base de données des **Installations Classées pour la Protection (ICPE)** ne recense aucun établissement soumis à autorisation ou enregistrement dans le périmètre d'étude. Deux ICPE sont présents au sein de la commune du Kremlin-Bicêtre mais aucun de ces deux sites n'est localisé au sein ou à proximité du secteur de projet.

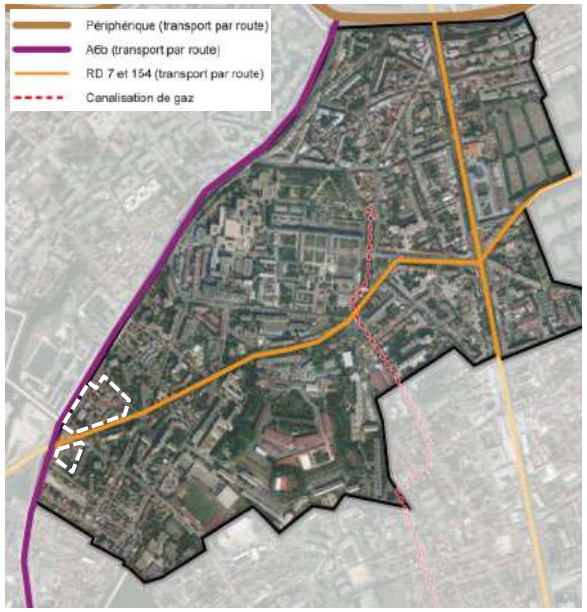
Le site n'est concerné par **aucun établissement classé SEVESO** (Seuil Haut, Seuil Bas).

Le site n'est affecté par **aucune ligne à haute tension**.

- ***Risques de Transports de Matières Dangereuses***

Par ailleurs, **aucun transport de matières dangereuses par canalisation de gaz ou d'hydrocarbure n'est relevé sur le secteur d'étude**. La plus proche du secteur se situe à plus de 1km à l'ouest, au niveau de l'Hôpital Bicêtre et du boulevard Chastenet de Géry.

En revanche, le site de projet est **soumis à un risque lié au transport de matières dangereuses par voie routière**. Ce risque est lié à la présence de deux axes routiers majeurs : l'A6b, longeant l'ouest des sites en souterrain et la RD154, longeant également l'ouest du site.



Transport de matière dangereuse --Source : Erea conseil

b) Un secteur faiblement impacté par la pollution potentielle ou avérée des sols

Selon les bases de données nationales, **aucune pollution avérée (BASOL) ou potentielle (BASIAS) des sols** n'a été recensé sur le secteur de projet.

Aucun établissement classé BASOL ne se situe à moins de 1 kilomètre de la zone d'étude.

En revanche, de **nombreux sites BASIAS**, liés à des activités potentiellement polluantes (ateliers métallurgiques, teinturerie, dépôt de liquides inflammables, garage, ...) ont été relevés à moins d'un kilomètre du site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Identifiant	Nom du site	Libellé activité	Statut	Localisation par rapport à la zone d'étude
IDF9401321	Steilz ex Lorand	Dépôt de liquides inflammables	Activité terminée	Environ 60 mètres
IDF9401484	JVC auto	Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)	En activité	Environ 120 mètres
IDF9401636	ANDRIEU ET FILS, Stc	Fabrication, transformation et / ou dépôt de matières plastiques de base (PVC, polystyrène…)	/	Environ 170 mètres
IDF9403818	TBTP Technicien du Batiment et des Travaux publiques	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries Fabrication de coutellerie	Activité terminée	Environ 135 mètres
IDF9401724	DIJOLS	Chaudronnerie, tonnellerie	/	Environ 220 mètres
IDF9401714	LEVRON, Ets	Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage, métallurgie des poudres	/	Environ 280 mètres

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sites BASIAS- Source : BRGM

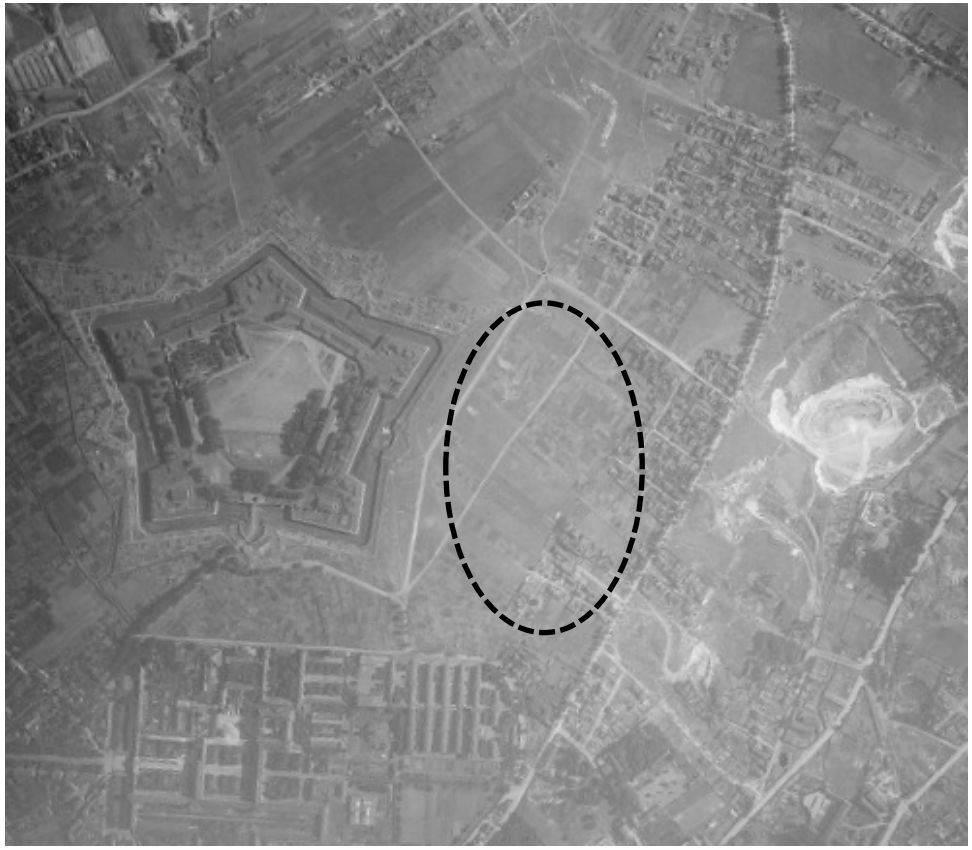
- ***Historique des usages sur le site***

D'après les anciennes cartes aériennes, le site de projet était précédemment occupé par des parcelles agricoles. Le site a commencé à être urbanisé dans les années 1933 avec la construction de maisons individuelles sur la partie sud.

L'urbanisation s'est poursuivie dans les années 1960 avec la construction des grands ensembles sur la partie nord du secteur. L'usage des sols n'a ensuite que très peu évolué depuis.

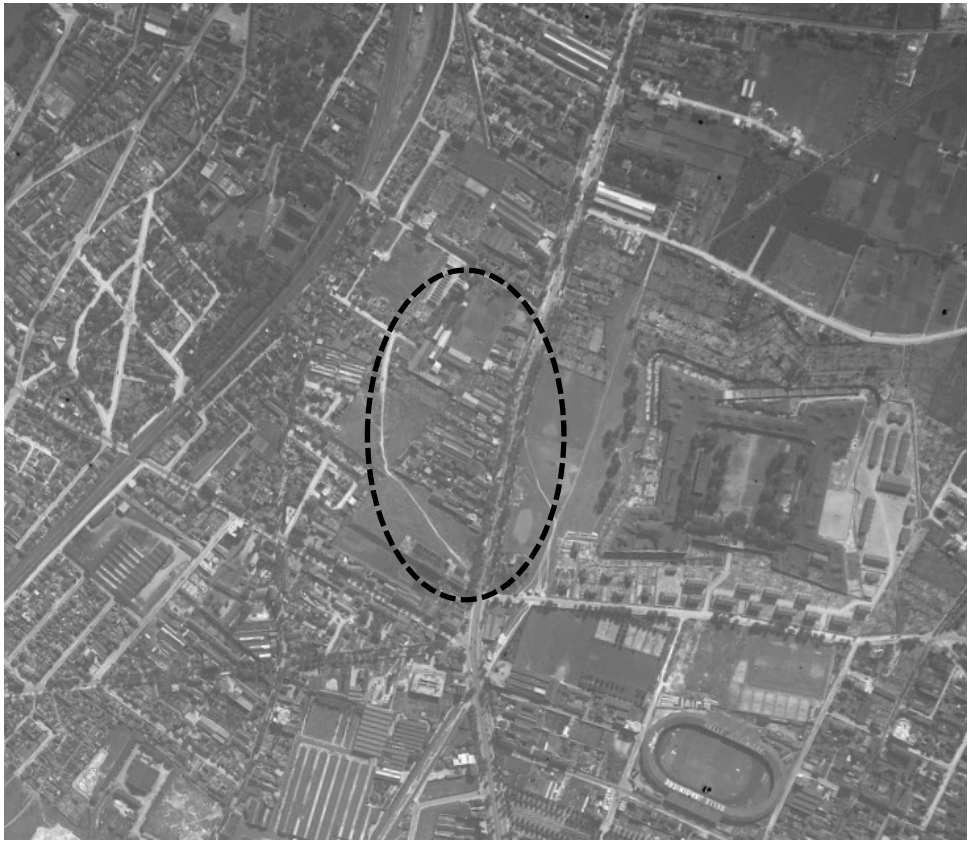
Compte tenu des usages historiques des sols, le site ne devrait à priori pas présenté de pollution des sols significative en lien avec les anciens usages.

Les cartographies ci-dessous présentent l'évolution de l'usage des sols sur le secteur sur la base de clichés aériens argentique.

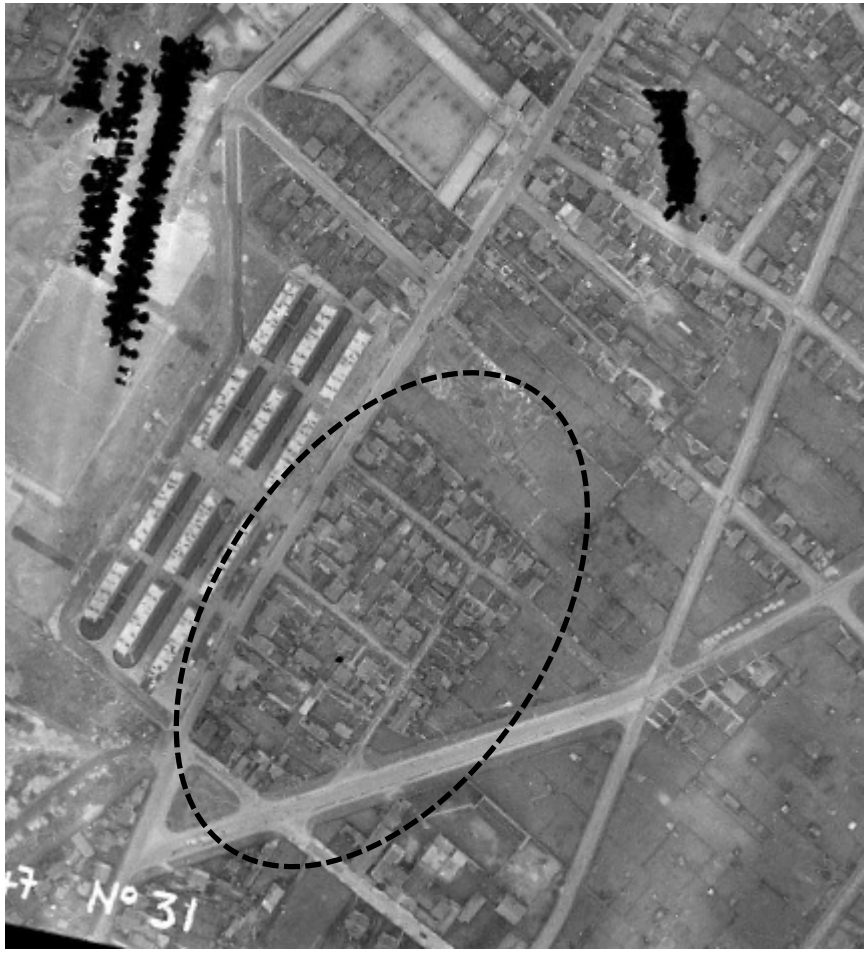


Extrait de photographie aérienne du secteur de projet en 1921 – Source : IGN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Extrait de photographie aérienne du secteur de projet en 1933 – Source : IGN



Extrait de photographie aérienne du secteur de projet en 1947 – Source : IGN

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Extrait de photographie aérienne du secteur de projet en 1960 – Source : IGN

c) Synthèse et enjeux pour la thématique risques technologiques

Atouts	Faiblesses
Pas de risque industriel majeur Absence de sites pollués (BASOL) ou potentiellement pollués (BASIAS) présent sur le secteur de projet	Risque de Transport de Matières Dangereuses (TMD) par voie routière Sites potentiellement pollués présent à proximité (> 1km) du site
Opportunités	**Menaces**
/	Augmentation potentielle de la population exposée au risque de TDM et de pollutions des sols

Enjeux de la thématique

Tenir compte du risque lié au transport de matières dangereuses par voie routière

Assurer la qualité des sols vis-à-vis de toute pollution potentielle dans le secteur, en compatibilité avec les usages pressentis pour le projet d'aménagement de l'entrée de ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.10. Une gestion des déchets à optimiser

a) Cadre réglementaire

La gestion des déchets ménagers et la gestion des déchets de chantier relèvent de différents plans d'actions régionaux et départementaux.

- ***Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics -PREDEC***

Il s'agit d'un **outil de planification relatif à l'ensemble des déchets générés par les chantiers du bâtiment et travaux publics franciliens**. Il fixe des objectifs à 6 à 12 ans et propose des mesures à prendre afin de prévenir la production de déchets, d'améliorer leur gestion, de diminuer les impacts associés.

- ***Charte pour une gestion durable des déchets de chantier du BTP pour Paris et la*** Petit-Couronne ***Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne***

Cette charte a pour objectif d'inciter les différents acteurs à accomplir, chacun dans son domaine, les actions qui permettront de **réduire le volume de déchets produits**, d'en assurer une **gestion correcte** et d'en recycler une part croissante afin de concourir à la réduction des dépôts sauvages.

- ***Plan régional de réduction des déchets en Ile de France -PREDIF***

Ce plan régional de prévention des déchets est une stratégie régionale pour la mise en œuvre de la prévention des déchets en Ile-de-France. Il a pour objectif de faire évoluer les pratiques en mobilisant et soutenant les acteurs et partenaires régionaux.

Ce plan structure autour de 4 axes et principes d'actions :

- Axe 1 : créer une dynamique régionale pour la réduction des déchets
- Axe 2 : faciliter le développement des actions de prévention et mobiliser de nouveaux acteurs, dont les acteurs économiques
- Axe 3 : mettre en œuvre et valoriser l'exemplarité de l'institution régionale
- Axe 4 : modalités de gouvernance et suivi à mettre en œuvre

b. Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA)

Le PREDMA a été approuvé le 26 novembre 2009 et vise, notamment, à réduire la production de déchets et améliorer le recyclage. Ses objectifs pour 2019 sont :

- Diminuer la production de déchets de 50 kg/habitant ;
- Augmenter le recyclage de 60% ;
- Développer le compostage et la méthanisation ;
- Encadrer les capacités de stockage et d'incinération ;
- Améliorer le transport fluvial et ferré ;
  Mieux connaître les coûts et avoir un financement incitatif.

- ***Le Plan Local d'Urbanisme et le Plan d'Aménagement et de*** Développement Durable du Kremlin-Bicêtre

Le Plan d'aménagement et de développement durable (PADD) du Kremlin-Bicêtre dégage une orientation en matière de gestion des déchets qui incite à la sensibilisation des habitants à un meilleur tri des déchets et à prévoir des locaux de stockage adaptés.

Le règlement d'urbanisme du PLU prévoit des préconisations spécifiques en matière de gestion des déchets :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article UP4, 4.4 : Déchets ménagers et assimilés : A l'occasion de toute construction, est créé, dans le volume de la construction, en rez-de-chaussée un local de rangement des containers à déchets accessible et adapté à la taille de l'opération et au tri sélectif en vigueur sur la commune.

Pour toute opération comportant des logements, et en fonction de la taille de celle-ci, il peut être demandé la mise en place d'un dispositif de collecte enterrée ; dans ce cas, il n'est pas exigé de local en rez-de-chaussée.

Pour les opérations mixtes comprenant logements et activités, les locaux commerciaux ou d'activités doivent disposer de leur propre espace de stockage des déchets, dans le volume de la construction et de préférence en rez-de-chaussée.

b) La collecte et le traitement des déchets

- ***La collecte des déchets***

La collecte des déchets est assurée par l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre. Elle s'effectue de manière sélective et en porte-à-porte. La collecte sélective est mise en place pour les déchets suivants :

- Les ordures ménagères et assimilés ;
- Les emballages (papier, plastique, etc.) ;
- Le verre ;
- Les déchets végétaux ;
- Les bouchons de bouteilles plastiques (la vente de ces derniers aux usines de recyclage contribue à l'achat de matériels pour les sportifs handicapés).

Hormis pour les résidences des Bergoniés pour lesquelles la commune a mis en place des bornes enterrées, la majorité des déchets sont stockés dans des poubelles de pré-collecte :

- Poubelles bordeaux pour les ordures ménagères ;
- Poubelles jaunes pour les emballages ;
- Poubelles vertes pour le verre ;
- Les déchets végétaux sont quant à eux mis en sacs.

En termes de fréquence de passage, les ordures ménagères sont collectées 2 à 3 fois par semaine selon les secteurs :

- Le lundi et vendredi pour les zones pavillonnaires ;
- Le lundi, mercredi et vendredi pour les autres zones.

Les emballages sont collectés 2 fois par semaine (lundi et vendredi) et la collecte du verre est quant à elle assurée le vendredi seulement. Concernant les sacs de déchets végétaux, le ramassage est prévu tous les mardis sur une période donnée (du 6 mars au 27 novembre). En revanche, le ramassage est prévu une fois par mois en dehors de cette période (décembre janvier, février).

Pour assurer la collecte des autres déchets spécifiques, deux déchèteries sont directement accessibles depuis le Kremlin-Bicêtre (à moins de 3 km) :

- La déchèterie intercommunale du SYTCOM située à Ivry-sur-Seine (commune voisine du Kremlin-Bicêtre à l'est);
- La déchèterie de la Poterne des Peupliers localisée à Paris, dans le 13ème arrondissement (arrondissement voisin de la ville au nord).

Par ailleurs, l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre propose aux habitants une déchèterie mobile qui s'installe tous les 3èmes samedis du mois rue Marcel Sembat (en face du Centre Technique Municipal du Kremlin-Bicêtre), de 9h à 13h.

Cette déchèterie mobile accepte les déchets habituellement accueillis en déchèterie ordinaire :

- Encombrants (meubles, literie…) ;
- Gros cartons ;
- Ferrailles ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Bois et déchets végétaux ;
- Gravats inertes issus du bricolage familial (carrelage, briques…) ;
- Déchets d'équipements électriques et électroniques (ordinateurs, lave-linges, réfrigérateurs, aspirateurs, téléviseurs…) ;
- Déchets dangereux diffus (pots de peinture, bidons d'huile minérale ou solvants d'origine ménagère…).

Localisation de l'emplacement de la déchèterie ambulante – Source : Géoportail

c) Le traitement des déchets

L'ensemble des déchets collectés sur la commune du Kremlin-Bicêtre sont traités par :

- L'unité d'incinération Ivry Pris 13ème pour les ordures ménagères ;
- Le centre de tri d'Ivry pour les collectes sélectives ;
- Le centre de tri des encombrants à Gennevilliers SITA pour les encombrants.

Parmi ces déchets, 29 % sont traités par le SYTCOM donnant lieu à une valorisation de la matière et 61 % à une valorisation énergétique.

Les résidus d'incinération sont également valorisés. Par exemple, les métaux sont livrés à l'industrie métallurgique pour la fabrication de nouveaux alliages.

Le SYTCOM est un établissement public au service de 84 communes représentant 5,5 millions d'habitants dans 5 départements franciliens : Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Yvelines.

Il assure chaque année le traitement de 2,5 tonnes de déchets ménagers et soutient ses communes adhérentes dans le financement d'opérations de sensibilisation aux gestes écologiques, dans le cadre de son plan de prévention et de réduction des déchets.

Il assure un traitement des déchets ménagers et assimilés, une valorisation matière et organique des déchets ménagers et assimilés, une prévention et une réduction à la source de la production des déchets ménagers et assimilés et une gestion et une exploitation du réseau départemental des déchèteries de son territoire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) Synthèse et enjeux pour la thématique déchets

Atouts	Faiblesses
Une gestion des déchets déjà bien en place sur le site Un traitement des déchets compétents pour traiter les déchets ménagers et assimilés, pour valoriser la matière	Pas de systèmes de bornes enterrées pour les déchets ménagers hormis pour les résidences Bergoniés en limite du site
Opportunités	**Menaces**
Développement d'un système de collecte de bornes enterrées	Une augmentation de la production de déchets

Enjeux de la thématique

Assurer une gestion optimisée des déchets en prévoyant une collecte adaptée

Mettre en place des actions de sensibilisation au tri et à la réduction des déchets pour les futurs habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.11. Une sobriété énergétique et le développement des sources renouvelables à rechercher

a) Documents cadres

- ***Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de l'Île-de-France***

Dans sa version définitive du 14 décembre 2012, ce schéma définit trois grandes priorités :

- Le renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments avec un objectif de doublement du rythme des réhabilitations dans le tertiaire et de triplement dans le résidentiel ;
- Le développement du chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération, avec un objectif d'augmentation de 40 % du nombre d'équivalent logements raccordés d'ici 2020 ;
- La réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre du trafic routier, combinée à une forte baisse des émissions de polluants atmosphériques (particules fines, dioxyde d'azote).

- ***Le Plan Climat Energie Territorial du Val-de-Marne -PCET***

Le PCET est une démarche d'adaptation aux enjeux climatiques et énergétique du Val de Marne. Il correspond à un projet de développement durable intégrant les enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Il vise à :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergies ;
- Protéger les populations des conséquences de la modification du climat,
- Adapter le territoire et l'économie du Val de Marne à de nouveaux enjeux (emplois verts, prévention des crues, ...).

Ce plan implique des choix structurant en termes d'urbanisme, de transports, d'habitats et plus généralement de conditions de vie sur le territoire du Val de Marne.

- ***Plan Local d'Urbanisme du Kremlin-Bicêtre***

Le PLU vise à travers le Plan d'Aménagement et de Développement Durable, à contribuer à la transition énergétique. Le PADD précise la vision stratégique de la commune et les prospectives du développement territorial du Kremlin-Bicêtre à l'horizon 2030. Il est le résultat d'une réflexion transversale, entre les volontés politiques et les ambitions portées par la ville pour son territoire. Un des axes principaux préconise le « mieux vivre avec l'environnement » et regroupe des orientations en matière d'énergie à prendre en compte :

- Favoriser l'amélioration énergétique des constructions existantes ;
- Améliorer l'efficacité énergétique des constructions futures et promouvoir une conception « bioclimatique » des bâtiments ;
- Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables.

Par ailleurs, le règlement d'urbanisme prévoit des préconisations spécifiques en matière de performance énergétique et environnementale :

- Article UP2, 2.5 : Les constructions et installations nécessaires à l'implantation des différents réseaux de distribution (eau potable, électricité, gaz, téléphone, télédiffusion, assainissement, etc.) et de chaleur (chauffage urbain, etc.), sous réserve qu'elles s'intègrent dans l'environnement urbain existant ou projeté.
- Article UP4, 4.3 : Autres réseaux (distribution électrique, gaz, câble, etc.) : quel que soit le réseau considéré, il doit être réalisé en souterrain.
- Article UP 15 – Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- L'utilisation de matériaux durables pour la construction, de même que l'installation de dispositifs de production d 'énergie renouvelable pour l'approvisionnement énergétique des constructions (chaudières bois, eau chaude sanitaire solaire, pompes à chaleur, photovoltaïque, géothermie…) sont recommandées.
- L'orientation et la conception des constructions devront viser à limiter la consommation d'énergie.
- Les constructions nouvelles devront rechercher des performances énergétiques correspondant au niveau suivant : bâtiment passif ou bâtiment à énergie positive.
- En UPb, les toitures-terrasses non accessibles seront obligatoirement végétalisées ; les autres toitures de toute nature (à pente ou non) pourront également l'être.

b) La desserte énergétique locale

Une étude ENR&R (Energie Renouvelable et de récupération) est en cours de réalisation dans le cadre du projet d'entrée de ville sud-ouest et de l'étude d'impact.

- ***Le réseau électrique***

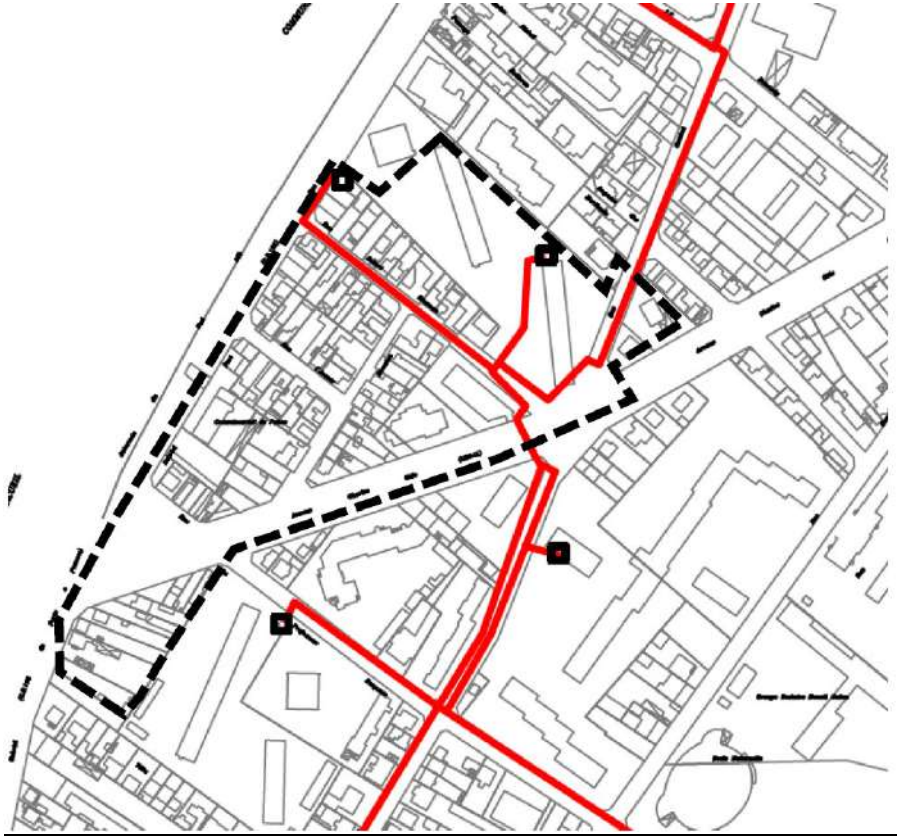
La commune du Kremlin-Bicêtre est alimentée par ERDF. Par ailleurs, le réseau est essentiellement réalisé en souterrain. Selon le SIPPEREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication), seul moins de 5 km de câbles aériens de distribution d'électricité étaient encore à enfouir à la fin de l'année 2013.

Réseau Haute Tension HTA

Seulement deux postes transformateurs sont présents dans le secteur d'étude dont le poste public 'Soleil' situé au Nord de la barre OPH rue Sembat.

Le second est un poste client HTA alimentant le système désenfumage de l'A6. Cet ouvrage ne pourra pas être supprimé ou même déplacé.

Des postes transfo publics complémentaires seront nécessaires pour alimenter les nouveaux programmes de construction. Ceux-ci seront à intégrés dans les volumes bâtis.



Réseau haute tension sur le site – Source : ENEDIS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Réseau Basse Tension

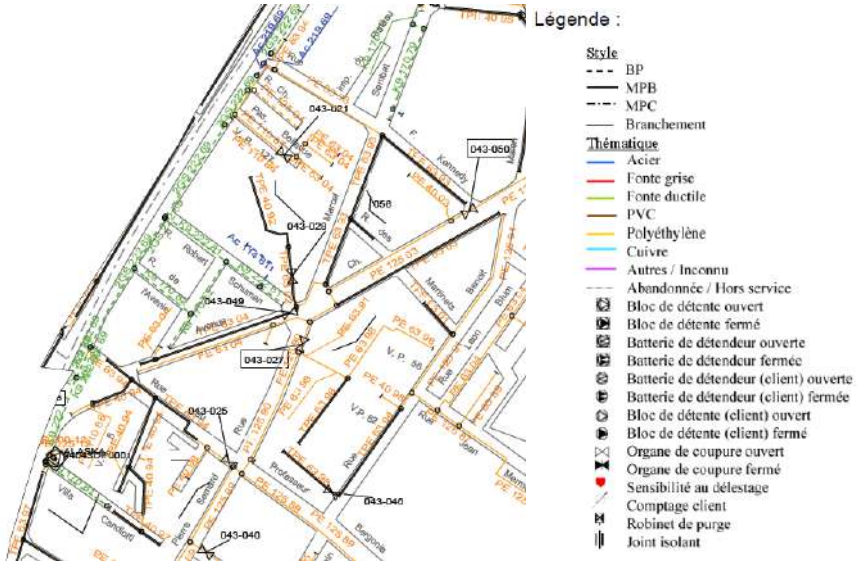
Le réseau basse tension chemine essentiellement sous domaine public à l'exception du secteur OPH où plusieurs câbles partent depuis le poste « Soleil ». Des travaux de restructuration du réseau basse tension de ce secteur devront être réalisés si le poste « Soleil » est supprimé/déplacé.

Réseau basse tension sur le site – Source : ENEDIS

- ***Le réseau de gaz***

Le territoire communal est desservi par un réseau de distribution publique de gaz naturel. Il peut également être traversé par des canalisations de transport de gaz haute pression.

Le réseau de distribution de gaz dessert l'ensemble de la zone dédiée à la requalification de l'entrée de ville au sud-ouest du Kremlin-Bicêtre.



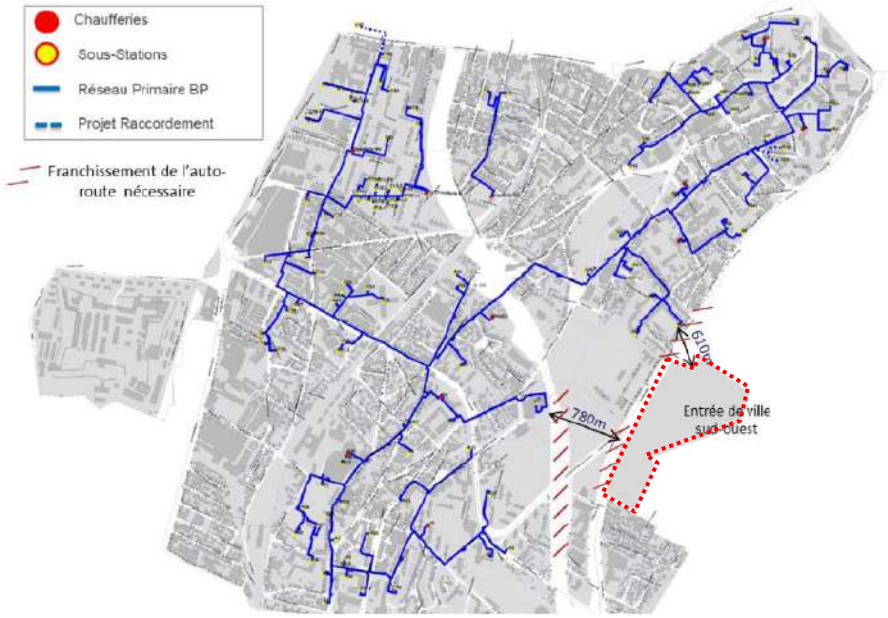
Desserte locale du réseau de gaz – Source : Ville du Kremlin-Bicêtre

Un renouvellement de canalisations gaz présentes sur la zone étudiée est actuellement en cours au niveau des rues Réunion, Avenir, Gabriel péri, Schuman. La fin prévisionnelle des travaux est prévue le 30 avril 2018.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

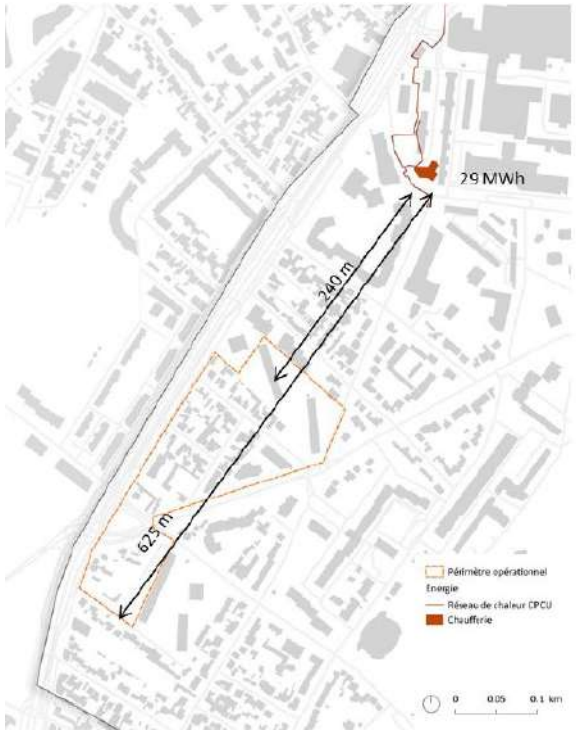
- ***Un réseau de chaleur à proximité***

Un réseau de chaleur Argéo est relevé sur les communes voisines d'Arcueil et de Gentilly. Ils sont alimentés par une chaufferie située à Arcueil qui fonctionnent grâce à 2 puits de forages géothermiques de 1 600 mètres de profondeur. Ce réseau est situé à 600 mètres du site d'étude.



Réseau de chaleur à proximité – Source : Argéo et Vizea

Par ailleurs, un site de production de secours est localisé au nord de la ville du Kremlin-Bicêtre. Il alimente en gaz naturel le réseau CPCU parisien ainsi qu'un réseau desservant l'hôpital (taux d'EnR sur le réseau : 50%). Il se trouve entre 200 et 600 mètres du site d'étude d'entrée de ville sud-ouest.



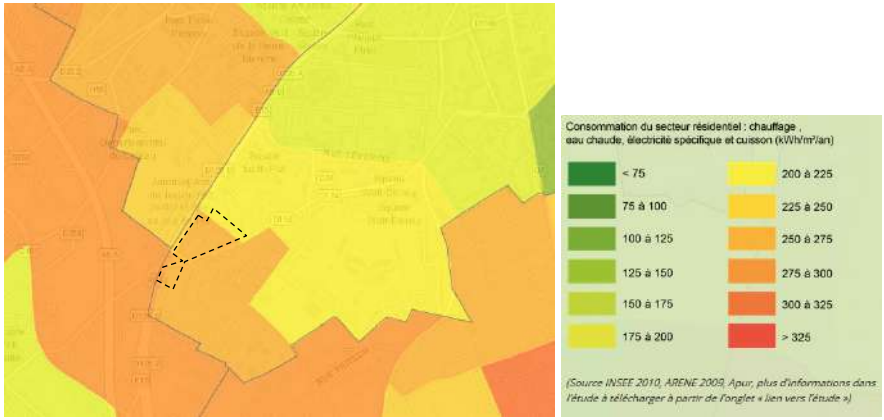
Production de secours de chaleur à proximité – Source : Argéo et Vizea

Le projet Ecotone, à proximité directe du site d'entrée de ville sud-ouest, s'inscrit dans une démarche bas carbone en développant des solutions de productions locales d'énergie. Le projet prévoit un raccordement au réseau Argéo.

- ***Consommations énergétiques locales***

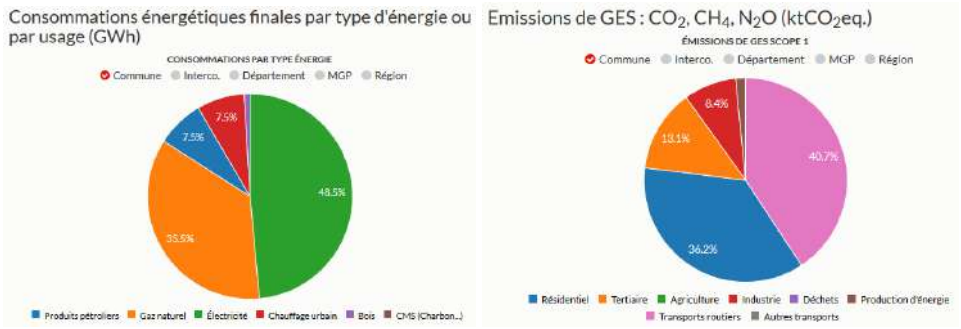
L'entrée sud-ouest qui est sujet à la présente étude est située dans une zone présentant une forte consommation énergétique. En effet, le site d'étude recense un bon nombre de bâtiments relativement énergivores, datant d'avant 1975, qu'il convient de rénover ou de réhabiliter.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Consommation énergétique du secteur résidentiel – Source : Apur, Insee, Arene

Globalement, sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, c'est l'électricité qui est l'énergie la plus sollicitée, à hauteur de 48,5 %, puis le gaz naturel pour la satisfaction de 35,5 % des besoins en énergie. Ces consommations d'énergie sont responsables d'émissions de gaz à effets de serre pour lesquelles les transports routiers, le résidentiel et le tertiaire sont les secteurs les plus contributeurs.



Bilan territorial énergie et émission de GEZ de 2012 – Source : Energif ROSE

c) Des potentiels renouvelables à développer

Le diagnostic du PLU du Kremlin-Bicêtre relève des potentialités en matière de développement des énergies renouvelables.

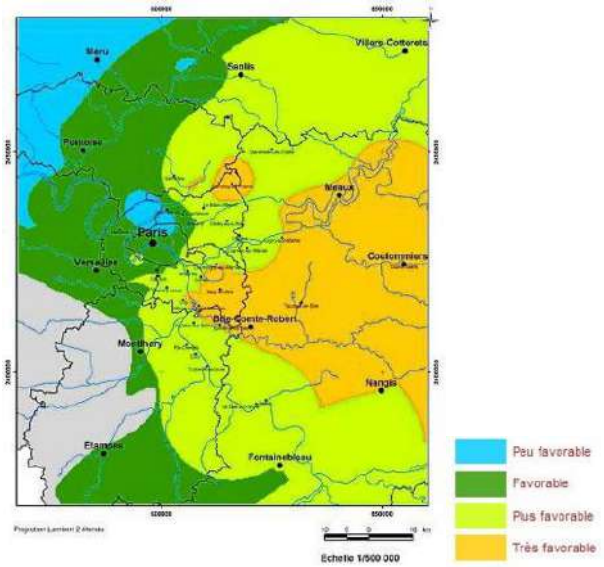
a. Un potentiel géothermique à développer et optimiser sur le territoire

Différentes géothermies existent, relatives à différents usages :

- La géothermie superficielle avec capteurs horizontaux : elle est adaptée aux petites puissances, pour les particuliers, par exemple ;
- La géothermie avec sondes : les sondes permettent de récupérer la chaleur du sol (50 W/m foré) ;
- La géothermie superficielle sur aquifère : pour un aquifère à moins de 100m de profondeur ;
- La géothermie intermédiaire : aquifère entre 100 et 1000 m ;
- La géothermie profonde : aquifère profonde (1 000 à 2 000 m) ;
- La géothermie très profonde : elle est exploitée à 5km de profondeur environ et permet de produire de la vapeur et donc de produire de l'électricité grâce à des turbines.

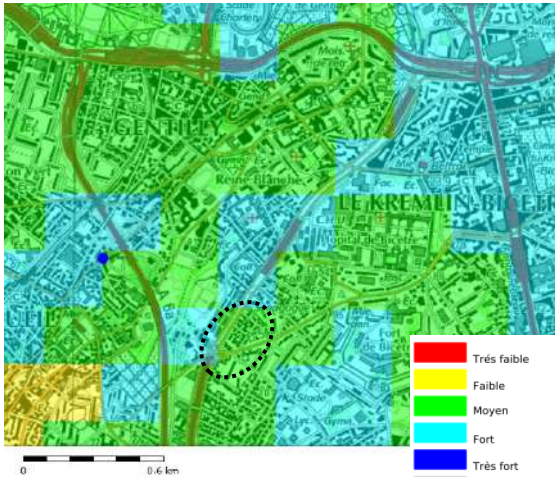
Le Val de Marne est le premier département français pour l'utilisation de la ressource géothermale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Potentiel géothermique du meilleur aquifère - Source : geothermie-perspectives.fr

Pour la géothermie profonde, le potentiel présent sur la nappe du Dogger est « favorable » à « plus favorable ». Cette ressource est par ailleurs beaucoup exploitée dans le cadre de projets sur des communes proches, notamment à Arcueil.



Source : Géothermie-perspectives

A l'échelle communale, un potentiel géothermique superficiel de moyen à fort est identifié. De plus d'après le Schéma Directeur des Réseaux de Chaleur du Département du Val-de-Marne, la ville du Kremlin-Bicêtre fait partie des villes où la réalisation d'une opération de géothermie est favorable.

Par ailleurs, le site présente un potentiel de développement en géothermie basse énergie dans le cas d'une mutualisation avec l'hôpital et la piscine.

Le recours à l'énergie géothermique est donc envisageable pour répondre aux besoins futurs du quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d) D'autres gisements d'énergies renouvelables plus ou moins favorables

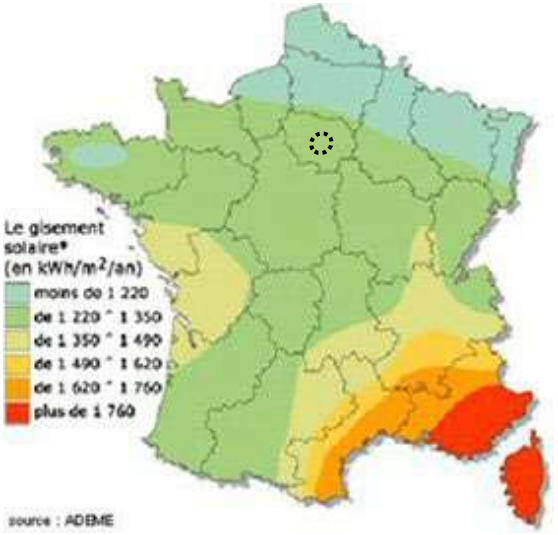
- ***Potentiel solaire***

L'énergie solaire peut être valorisée à travers l'implantation de divers dispositifs :

- Les panneaux solaires thermiques peuvent être utilisés pour la production d'eau chaude sanitaire, pour le chauffage des constructions ou encore pour la production de froid. Leur fonctionnement consiste à capter la chaleur d'une partie des rayonnements solaires qu'ils reçoivent (l'autre partie étant réfléchie) et à la transférer à un fluide caloporteur.
- Les panneaux photovoltaïques permettent de produire de l'électricité par conversion de lumière en électricité.

La productivité des installations solaires (thermique ou photovoltaïque) est déterminée à partir du gisement solaire local issu des données météorologiques et de l'ensoleillement du territoire.

Sur le site, la configuration actuelle des bâtiments laisse une place importante à l'ensoleillement. L'homogénéité du parc actuellement bâti permet d'écarter la présence de grandes zones d'ombre. De plus, une surface de toiture importante de certains bâtiments représente une opportunité d'installation de dispositifs d'exploitation de cette énergie. Néanmoins, le projet ne conservera pas cette configuration bâtie. Toutefois la conception des futurs bâtiments pourra s'orienter vers des principes de minimisation des ombres portées sur les bâtiments de valorisation des surfaces de toitures.



Gisement solaire - Source Ademe

La ville du Kremlin-Bicêtre se caractérise par un gisement solaire compris entre 1 220 et 1350 kWh/m².an. Le gisement solaire reste moyen sur le site, toutefois il serait intéressant notamment du fait de besoins importants en électricité.

- ***L'energie éolienne***

i.Le grand éolien

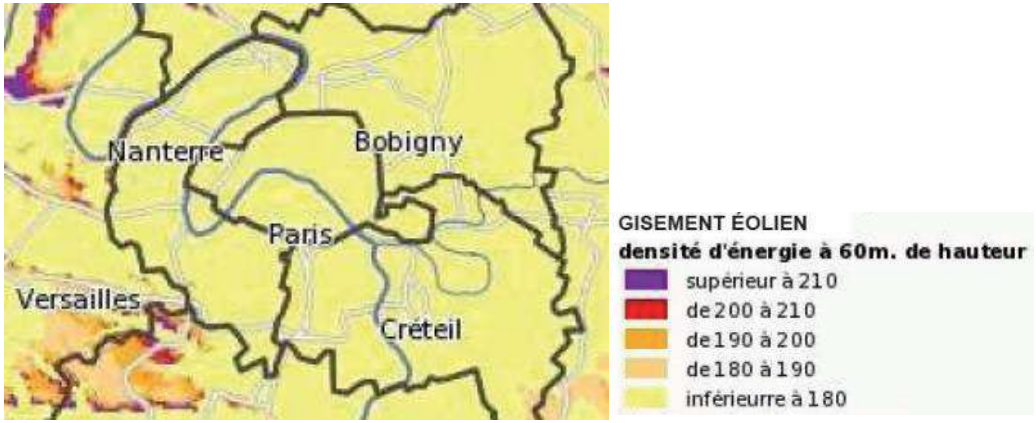
Le grand éolien désigne les aérogénérateurs dont la puissance est comprise entre 1 500 kW et 2 500 kW. Ils sont destinés à la production d'électricité pour le réseau.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

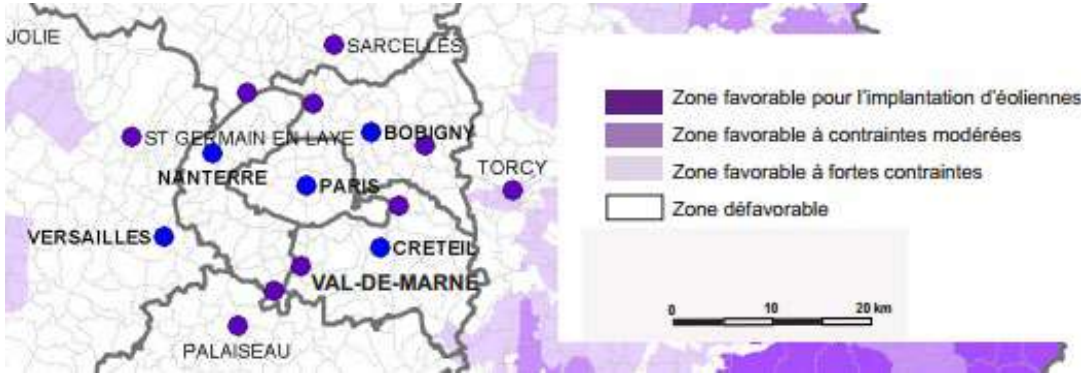
Eoliennes à axe horizontal et vertical

Le gisement éolien est faible sur la ville du Kremlin-Bicêtre. Les vents dominants sont orientés S-O/ N-E avec des vents de vitesses moyennes de 6m/s présents pendant moins de 6% de l'année. Par ailleurs, les règles d'implantation sont, à minima, un retrait de 500 m des habitations et un regroupement de 5 éoliennes.

Ainsi le potentiel éolien est non adapté au contexte urbain de la zone d'étude.



Source : Zones de développement de l'éolien – Source : EED, ADEME, ARENE IdF, RTE, DRAC, DRIEE



Source : Carte des zones favorables à l'implantation d'éoliennes – SRCE d'Ile de France

II.Le petit éolien

Le petit éolien, ou éolien domestique, désigne les éoliennes de petites et moyennes puissances (de 100 watts à environ 20 kilowatts) montées sur des mâts de 5 à 20 mètres, elles peuvent être raccordées au réseau ou bien autonomes en site isolé. Certaines éoliennes sont de très petite taille, avec pour objectif de pouvoir les installer sur les toitures terrasses des immeubles d'habitation dans les villes, ou sur les toitures des immeubles industriels et commerciaux, dans des gammes de puissances allant de quelques kW à quelques dizaines de kW.

Le milieu urbain a pour effet de réduire la vitesse de vent, les constructions, les plantations sont des éléments qui contraignent en effet le passage du vent. Considérant les mesures de vent prises à 30m de hauteur et en prenant en compte la rugosité engendrée par le milieu urbain qui entoure la zone de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

projet, et plus particulièrement à l'effet de protection des vents engendré par la topographie relativement basse du site en comparaison à l'ouest de la commune, on peut estimer la densité d'énergie assez faible de 100 W/m2 pour le site du projet.

Compte tenu de cette vitesse plutôt faible et de la présence d'obstacles pour le passage du vent (zone dense) **le site n'est pas le plus adapté pour l'implantation d'éoliennes urbaines.** Si cette technologie est choisie, elle devra être privilégiée en toiture des bâtiments collectifs ou les équipements collectifs de hauteur conséquente afin d'assurer une prise aux vents optimale et une vitesse de vents suffisante pour que l'éolienne fonctionne correctement et que son installation soit rentable.

- ***La biomasse***

La biomasse, c'est la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (substances animales et végétales), de la sylviculture et des industries connexes ainsi que la fraction biodégradable des déchets industriels et municipaux.

Aujourd'hui, la biomasse est principalement valorisée sous la forme de bois de feu de cheminée : cette utilisation peu efficace du fait de son rendement de seulement 40% et de la pollution atmosphérique dégagée sont responsables de l'opposition courante de l'utilisation du bois énergie. Néanmoins, elle peut être valorisée de manière plus efficace pour :

- La production de chaleur, grâce à des systèmes de chaudières bois décentralisées, ou centralisées, alimentant un réseau de chaleur
- La production de chaleur et de d'électricité, à partir de systèmes de cogénération biomasse.
- Le bois énergie peut être utilisé :
- A **l'échelle du quartier**, grâce une chaufferie collective et un réseau de chaleur : la combustion du bois est faite dans une chaufferie collective. L'énergie est ensuite transportée vers les différents bâtiments via un réseau de chaleur urbain.
- A **l'échelle du bâtiment** (immeuble collectif ou maisons individuelles)

Le bois énergie est considéré comme une énergie renouvelable, à condition que le stock prélevé chaque année soit reconstitué. Le bois énergie est donc **une énergie renouvelable mais limitée.** Elle doit donc être utilisée de manière efficace avec des systèmes performants. A ce titre, il peut être plus pertinent de développer le bois énergie grâce à un système collectif comme les réseaux de chaleur, car la mise en place de systèmes collectifs peut permettre d'utiliser des systèmes plus efficaces et de mieux gérer les contraintes (pollution atmosphérique liée à la combustion du bois, livraison de bois).

Le secteur d'entrée de ville au sud-ouest du Kremlin-Bicêtre est localisé dans un contexte urbain. **La situation est ainsi contrainte pour un approvisionnement en biomasse, mais elle reste envisageable.**

- ***Récupération de chaleur des eaux grises***

La récupération de chaleur sur les eaux domestiques est une technologie simple. L'eau chaude usée de la douche coule à l'intérieur de la paroi de l'échangeur de chaleur, pendant que cette eau chaude coule vers le bas, l'eau froide est propulsée en sens inverse dans la paroi extérieure. Les calories des eaux grises sont alors transmises à l'eau froide. Cette eau préchauffée sera ensuite dirigée vers le chauffe-eau.

Des études complémentaires sont nécessaires pour quantifier le potentiel de récupération de l'énergie des eaux usées. **Le potentiel thermique des eaux usées est bien adapté aux besoins des bâtiments collectifs.** Les projets d'investissement peuvent être accompagnés par les directions régionales de l'ADEME en termes de conseils, d'expertise ou de soutiens financiers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

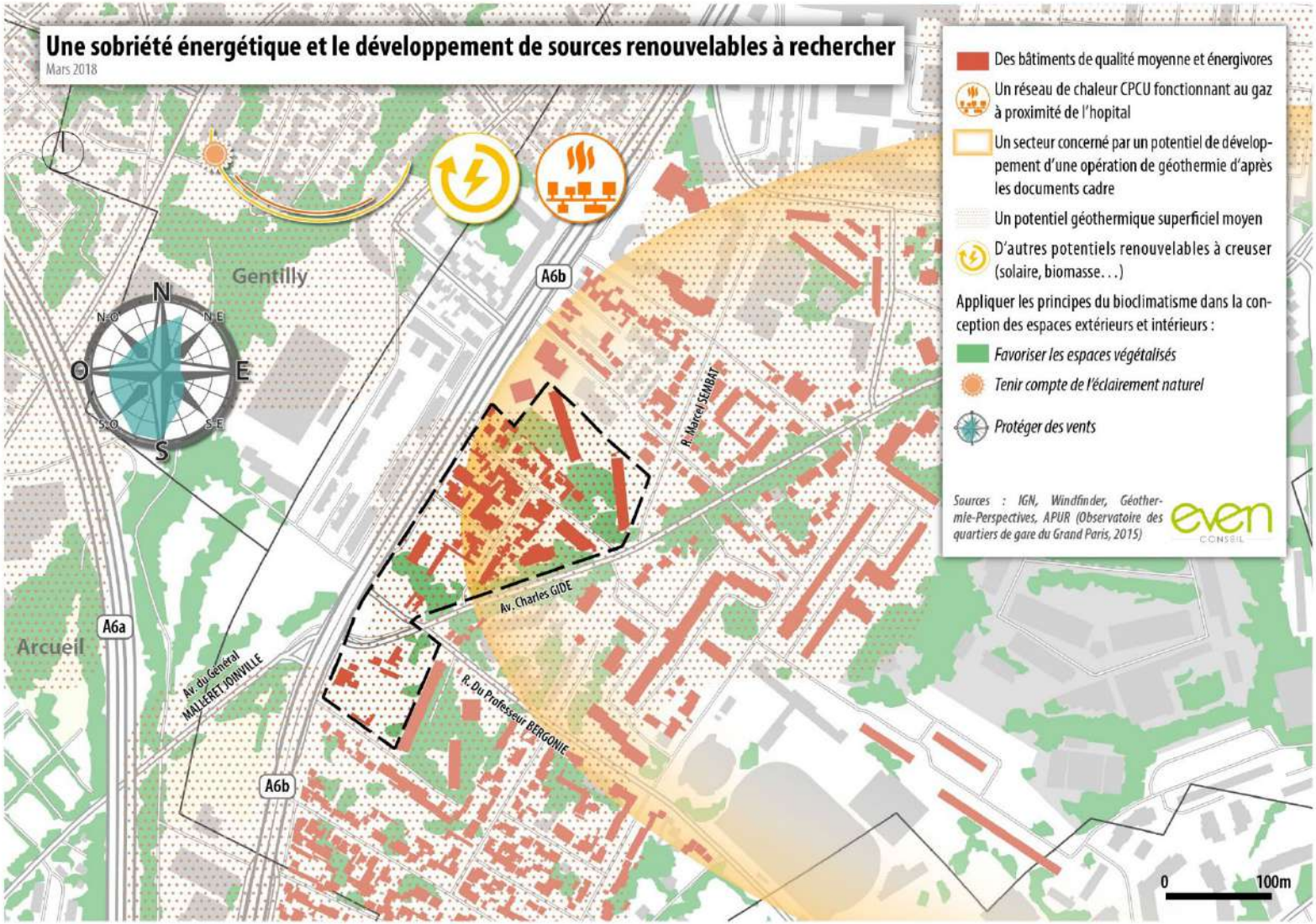
e) Synthèse et enjeux de la thématique énergie

Atouts	Faiblesses
Site desservi en réseau de gaz et d'électricité Un potentiel de développement des énergies renouvelables (solaire, géothermie notamment)	Des bâtiments énergivores présents sur le site, qui représentent un risque de surconsommations et donc de besoins importants en énergie
Opportunités	**Menaces**
Une opération de géothermie favorable sur le site Mutualisation possible pour le développement d'une production en énergie en géothermie basse température Profiter du raccordement du projet Ecotone au réseau de chaleur Argéo	-

Enjeux de la thématique

- Réduire la vulnérabilité énergétique des ménages actuels
- Améliorer l'efficacité énergétique des constructions futures et promouvoir une conception bioclimatique des bâtiments
- Développer le recours aux énergies renouvelables sur la commune en profitant éventuellement du potentiel géothermique présent localement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

IV. Synthèse des enjeux de l'état initial par thématique environnementale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	BILAN DES ENJEUX	FORCE DE L'ENJEU
Socio - démographie	- Renforcer l'offre de logements pour l'entrée de ville - Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle afin de développer l'attractivité de ce secteur stratégique - - Profiter de la gare du Grand Paris Express pour développer l'offre commerciale et les équipements	
Paysage	- Profiter des jeux de hauteurs et des vues remarquables pour concevoir le projet et valoriser le grand paysage - Harmoniser les hauteurs de bâti pour limiter les ruptures d'échelles - Veiller à l'intégration paysagère des futurs bâtiments pour conserver la qualité du paysage existant - Renforcer la présence du végétal par un parc urbain public, et diversifier les espaces végétalisés - Préserver autant que possible les alignements d'arbres anciens et revaloriser les espaces délaissés en espace public/espaces verts - Intégrer la placette en entrée de ville dans la requalification du secteur - Articuler le projet d'entrée de ville sud-ouest avec les projets du secteur	
TVB	- Renforcer le potentiel d'accueil de la biodiversité à l'échelle du site - Développer une gestion alternative des eaux pluviales permettant l'installation d'habitats humides sur le site - Faciliter la circulation de la faune au sein du secteur - Maîtriser le développement des espèces végétales invasives, en particulier en phase chantier - Créer de nouveaux espaces végétalisés au sein du site en diversifiant les espaces et au maximum les strates végétales - Conforter et travailler des connexions entre le site et les espaces de nature alentours - Accompagner les cheminements doux et axes de circulation d'une trame végétale généreuse	
Gestion de l'eau	- Limiter les pollutions ponctuelles et diffuses de la ressource - Assurer l'approvisionnement en eau potable et en assainissement à long terme et anticiper les besoins futurs - Tenir compte des ruissellements naturels dans la conception du système de gestion des eaux pluviales - Favoriser les économies de la ressource en eau - Assurer une gestion des eaux pluviales à la parcelle sous réserve de faisabilités techniques - Assurer l'intégrité du réseau d'approvisionnement en eau potable et du réseau d'assainissement en intégrant au mieux les contraintes liées au prolongement de la ligne de Métro 14	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Gestion des déchets	- Assurer une gestion optimisée des déchets en prévoyant une collecte adaptée - Mettre en place des actions de sensibilisation au tri et à la réduction des déchets pour les futurs habitants	

Thématique	BILAN DES Enjeux	Force de l'enjeu
Energie	- Réduire la vulnérabilité énergétique des ménages actuels - Améliorer l'efficacité énergétique des constructions futures et promouvoir une conception bioclimatique des bâtiments - Développer le recours aux énergies renouvelables sur la commune en profitant éventuellement du potentiel géothermique présent localement	
Risques naturels et changement climatique	- Prendre en compte le risque de remontée de nappe et le ruissellement des eaux pluviales dans le projet : - Développer une gestion alternative des eaux, - Limiter l'imperméabilisation des sols – voire en permettant la « désimperméabilisation » du site - Anticiper autant que possible la mise en œuvre des futurs Plans de Prévention des Risques Naturels - Intégrer la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain dans la conception urbaine	
Risques technologiques et pollution des sols	- Tenir compte du risque lié aux transports de matières dangereuses par voie routière - Assurer la qualité des sols vis-à-vis de toute pollution potentielle dans le secteur, en compatibilité avec les usages pressentis pour le projet d'aménagement de l'entrée de ville	
Bruit	- Limiter l'exposition des habitants, notamment les plus vulnérables, aux bruits routiers en privilégiant une conception urbaine adaptée (choix d'aménagement, orientation des bâtiments, conception des logements, …) - Protéger et renforcer les zones de calmes existantes	
Qualité de l'air	- Maîtriser l'exposition des populations, notamment les plus vulnérables (équipements de santé, d'enfance ou sportifs) dans les zones les plus impactées par la pollution de l'air, en adaptant la conception urbaine - Favoriser l'utilisation d'une offre alternative à l'automobile, principale cause de la pollution du secteur	
Déplacements	- Maîtriser l'impact de la circulation automobile de transit sur le quartier - Limiter la place de l'automobile dans l'espace public : notamment adapter l'offre de stationnement - Profiter du renforcement de l'offre de transport en commun (prolongement de la ligne M14) en optimisant la densité humaine dans le secteur d'étude - Faciliter les rabattements en bus et mobilités douces vers les arrêts de transport en commun lourds existants et à venir à proximité du périmètre d'étude	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Améliorer l'offre de circulation douce dans le quartier, en lien avec les enjeux liés au Ruban Vert, et plus globalement à la Trame Verte et Bleue, ay paysage et à la gestion des eaux pluviales dans le quartier
- Prendre en compte la circulation, les déplacements et le stationnement à l'échelle du quartier et des projets environnants Ecotone et secteur Gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

V. SCENARIO DE REFERENCE ET SES PERSPECTIVES D'EVOLUTION AVEC ET SANS PROJET

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Conformément au R.122-5 du Code de l'Environnement, l'étude d'impact intègre « une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet ».

Le tableau ci-dessous décrit pour chaque thématique de l'environnement :

- Les constats actuels ;
- Les perspectives d'évolution dans un scénario « tendanciel » au fil de l'eau, c'est-à-dire en l'absence du projet de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre ;
- Les perspectives d'évolution dans le cadre de la mise en œuvre du projet objet de la présente étude d'impact

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
VOLET SOCIO ECONOMIQUE	Un tissu urbain lâche et peu dense Une fragilité sociale des populations plus vulnérables Des bâtiments anciens, symboles d'une précarité énergétique Une offre de logements insuffisante Un appareil commercial inexistant sur le secteur Secteur enclavé en termes d'économie et d'employabilité	Peu de changements, les logements sont de plus en plus vétustes L'offre en logements est restreinte et ne permet plus de répondre à la demande grandissante	L'offre en logements est renouvelée et renforcée, entraînant une progression démographique. L'offre en logements est également diversifiée, pour assurer un rééquilibrage social La programmation multifonctionnelle améliore la mixité des usages et assure un rééquilibrage territorial avec le développement d'une offre commerciale
MILIEUX NATURELS, TRAME VERTE ET BLEUE	Des alignements d'arbres assurant une certaine continuité écologique au sein du site d'étude Un site en contexte urbain très dense avec peu d'espaces de nature et donc peu favorable à l'accueil de biodiversité	Les espaces de nature en ville sont toujours quasi inexistants sur le site	Le potentiel écologique du site est renforcé, dans un contexte urbain contraint, l'inscrivant dans les continuités locales

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
	Un milieu fragmenté notamment par des axes routiers majeurs		
PAYSAGE	Des rues toutes accompagnées d'alignements d'arbres améliorant la qualité du cadre de vie Absence d'espaces publics fédérateurs Trop peu d'espaces de nature au sein du site, et des espaces verts peu qualitatifs	Aucun espace public sur le site Aucun espace extérieur (notamment espaces verts) aménagé et partagé	Le renforcement de la trame arborée, l'aménagement de noues végétalisées et la valorisation globale de l'espace public permettent une amélioration de la qualité paysagère du site, à travers notamment l'aménagement du square Sembat et de l'espace d'agriculture urbaine
GESTION DE L'EAU	Un approvisionnement en eau de bonne qualité Ruissellement accentué par la topographie, la nature des sols et leur imperméabilisation	Peu de changements	La gestion des eaux pluviales suit le principe de Zéro rejet pour les petites pluies, notamment grâce aux toitures végétalisées. Des besoins en eau potable et des effluents supplémentaires sur le site
GESTION DES DECHETS	Une gestion et une collecte des déchets déjà en place sur le site	Pas d'évolution, si ce n'est à l'échelle communale	Le système de collecte des déchets ménagers est conservé à ce stade mais la collecte partiellement enterrée reste à être étudiée

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
			Une filière de récupération des biodéchets est toutefois organisée en complément
GESTION DE L'ENERGIE	Site desservi en réseau de gaz et d'électricité Un potentiel de développement des énergies renouvelables (solaire, géothermie notamment) Des bâtiments énergivores présents sur le site	Les habitants du quartier font face à une précarité énergétique toujours plus présente, du fait des faibles performances thermiques des bâtiments	La demande énergétique augmente toutefois, mais est compensée par des performances énergétiques des nouvelles constructions améliorées et l'utilisation d'énergies renouvelables
RISQUES	Pas de risque industriel majeur De faibles risques sur site liés au retrait-gonflement des sols argileux Un risque sismique faible Un risque non négligeable de ruissellement urbain dû à l'imperméabilisation et la pente du territoire Un risque de mouvement de terrain lié aux anciennes carrières	Pas d'évolution	Les risques sont constants, et pris en compte dans l'aménagement du projet

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
	Un îlot de chaleur urbain présent et un ensoleillement contrasté durant l'année		
POLLUTION DES SOLS	Absence de sites pollués (BASOL) ou potentiellement pollués (BASIAS) présent sur le secteur de projet	Peu de changements, sauf implantation d'une activité potentiellement polluante sur le site	Pollution des sols toujours inexistante sur le site
BRUIT	Ambiance sonore bruyante, sur une frange de 10 m aux abords de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide Une crèche, équipement sensible pour le bruit, localisée aux abords de l'avenue Charles Gide	Des ambiances sonores légèrement plus dégradées du fait de l'augmentation du trafic routier	Une dégradation légère des ambiances sonores en lien avec un trafic plus soutenu rue Robert Schuman et avec des flux plus importants sur les axes structurants Une augmentation de la population dans un quartier exposé aux nuisances sonores Toutefois, de nouvelles constructions permettant un meilleur confort acoustique
QUALITE DE L'AIR	Valeurs limites de PM10 respectées en tout point Pas de surpassement des seuils pour les autres polluants, hors dioxyde d'azote	Des concentrations plus faibles malgré des trafics plus importants en situation future par rapport à la situation actuelle, grâce aux améliorations technologiques apportées aux véhicules de demain	> Une qualité de l'air peu impactée par le projet avec des indicateurs de qualité de l'air constants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

THEMATIQUE	SCENARIO DE REFERENCE	PERSPECTIVES FIL DE L'EAU	PERSPECTIVES AVEC PROJET
			> Une augmentation de la part de population exposée à des phénomènes de pollutions de l'air
DEPLACEMENTS	Une bonne accessibilité routière, mais un trafic routier très circulé aux abords du site Une bonne desserte en transport en commun Des cheminements doux peu valorisés Des stationnements ayant un impact fort sur le quartier	La mobilité sur site n'évolue pas, mais les projets aux alentours entraînent une augmentation du trafic sur les axes longeant le quartier Toutefois, l'arrivée du métro 14 permet de désenclaver en partie le site	Des mobilités douces favorisées sur le site Un projet peu générateur de flux routier Une offre de stationnement principalement en souterrain pour limiter la place de la voiture sur l'espace public

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETUDE D'IMPACT DU PROJET D'AMENAGEMENT
ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE

Tome 2 – Analyse des incidences et mesures ERC - Février 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

Table des matières

EVALUATION DES INCIDENCES ET MESURES

1. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES ET PRESENTATION DES MESURES SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL 3
1.1. Descriptions des incidences notables potentielles sur la démographie et l'habitat et présentation des mesures 3
1.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur les activités économiques, le commerce et les équipements et présentation des mesures 7
1.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur le transport et les mobilités et présentation des mesures 16
2. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES ET PRESENTATION DES MESURES SUR LE CADRE DE VIE 26
2.1. Description des incidences notables potentielles sur le paysage et présentation des mesures 26
2.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur le patrimoine et les formes bâties et présentation des mesures 34
2.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur la biodiversité et présentation des mesures 46
2.4. Descriptions des incidences notables potentielles sur Natura 2000 68
3. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES SUR LA SANTE URBAINE ET L'HABITABILITE DU QUARTIER 71
3.1. Descriptions des incidences notables potentielles sur les risques naturels et présentation des mesures 71
3.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur les risques technologiques et les pollutions des sols présentation des mesures 74
3.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur les nuisances sonores et présentation des mesures 76
3.4. Descriptions des incidences notables potentielles sur la qualité de l'air et présentation des mesures 90
4. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES SUR LA DURABILITE DES RESSOURCES 101
4.1. Descriptions des incidences notables sur l'eau et présentation des mesures 101
4.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur la gestion des déchets et présentation des mesures 103
4.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur la performance énergétique et présentation des mesures 108
4.4. Descriptions des incidences notables potentielles sur le changement climatique et présentation des mesures 115

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

EVALUATION DES INCIDENCES ET MESURES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES ET PRESENTATION DES MESURES SUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

1.1. Descriptions des incidences notables potentielles sur la démographie et l'habitat et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

⊕ **Un renouvellement et un renforcement de l'offre en logements entraînant une progression démographique** (direct/permanent/court terme)

Les objectifs de construction de logements définis dans le SDRIF, et portés par ailleurs par la DRIEA, ont amené la commune du Kremlin Bicêtre à identifier le site le plus approprié pour répondre à ces exigences, dans un contexte foncier très contraint. Dans le cadre de la révision du PLU en 2015, une OAP a ainsi été définie avec un objectif de densification pour répondre à la demande règlementaire en logement. Le renouvellement urbain de l'entrée sud-ouest de Kremlin-Bicêtre répond aux exigences de l'Etat et prévoit la création de 59 029 m² de logements (environ 1029 logements, dont 130 spécifiques (28 m²)), sur 5 îlots différents.

Secteur		Nombre de logements prévisionnel
Ilot A		274
Ilot B		169
Ilot C		182
Ilot D		109
Ilot E		295 dont 130 logements spécifiques
TOTAL		1029

Il est prévu de renouveler complètement l'offre par un processus de démolition/reconstruction, avec notamment la démolition des 120 logements de la résidence Schuman.

Le renouvellement de l'offre en logements sur le secteur permettra de diversifier la typologie des logements afin de favoriser le parcours résidentiel au sein de la commune et ainsi de répondre au besoin de tous.

Pour finir, la construction de nouveaux logements, sur le secteur, engendra nécessairement une augmentation de la démographie du quartier. En prenant en compte le nombre moyen d'habitants par ménage sur la commune de Kremlin-Bicêtre (2,04 habitants/logement, INSEE 2021), le quartier devrait accueillir environ 1 950 nouveaux habitants (en comptant un seul habitant pour les logements spécifique). Toutefois, le projet prévoit la démolition d'environ 172 logements, la production nette de logement est donc d'environ 857 logements, soit près de 1600 habitants supplémentaires. Aujourd'hui, sont dénombrés environ 388 habitants (275 habitants dans la cité Schumann, 113 habitants dans les pavillons), le projet représentera donc une hausse de 24%.

⊕ **Une diversification de l'offre en logements pour assurer un rééquilibrage social** (direct/permanent/court terme)

Il est prévu la programmation prévisionnelle suivante :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

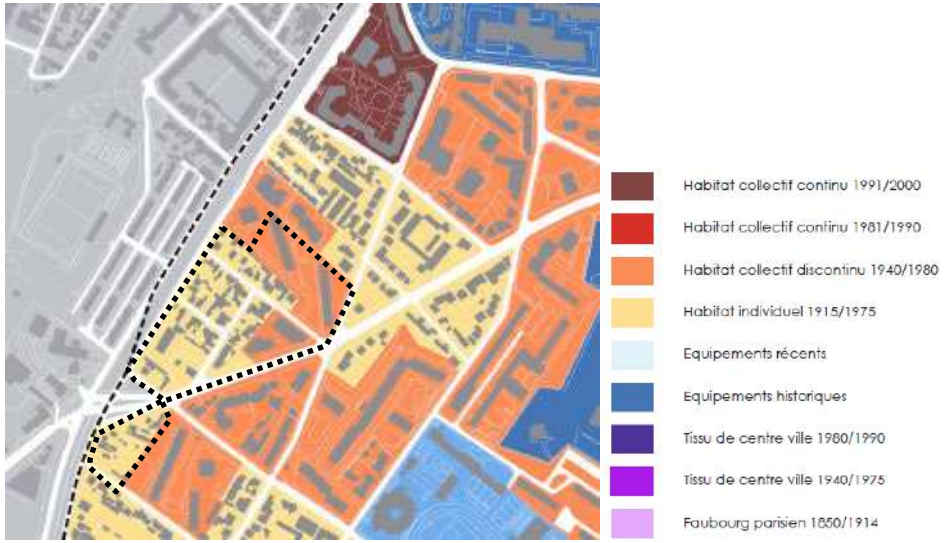
	Produit	Volume	Pourcentage
Logements sociaux	LLS	162	15,7 %
	Accession sociale (BRS et PSLA)	77	7,4 %
Logements en accession libre	Libre	636	61,7 %
Logements contrepartie Association foncière logement	Libre	24	2,3%
Logements spécifiques conventionnés	Logements étudiants	1 30	12,6%

Le projet permettra de diversifier l'offre en logements sur le secteur d'aménagement et ainsi de rééquilibrer l'offre, puisque le taux de logements sociaux va passer d'environ 56% à 36 %. Cette diversification favorisera l'accueil de populations aux profils plus diversifiés et un mélange générationnel et culturel. Cette offre sociale sera répartie sur l'ensemble des lots.

	2018	2030
TOTAL	215	1029
Dont logement social (hors Action Logement)	120	369
% logement social	55,8%	35,8 %

Amélioration de la qualité de l'offre en logements pour les habitants
(direct / permanent / moyen terme)

Sur le secteur de projet, la rénovation du parc bâti est un fort enjeu. Le parc de logements est majoritairement vieillissant et construit avant les années 1975, que ce soit l'habitat collectif ou l'habitat pavillonnaire individuel. Des marques de dégradation sont relevées et témoignent du besoin de renouvellement du parc.



Année de construction du bâti existant – Source Apur

Le projet prévoit la démolition de la majorité des bâtiments et permettra ainsi la production de logements neufs plus confortables et adaptés : performance énergétique, confort climatique, isolation acoustique…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 😑 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

⛔ **Des relogements prévus pour les logements sociaux démolis** (direct/permanent/court terme)

Le projet engendrera la démolition de bâtiments de logements, qui engendrera un besoin de relogement des habitants actuels du site.

Les habitants seront relogés en priorité sur le territoire communal.

Mesure de COMPENSATION : Relogement pérenne des habitants des logements sociaux démolis	
Description	Relogement des habitants des logements sociaux selon un protocole et une charte de relogement fixant des objectifs afin de répondre notamment aux besoins et aux souhaits des ménages, tout en leur offrant des parcours résidentiels positifs Une stratégie de relogement privilégiant l'attribution de logements très similaires, en particulier pour la résidence Schuman avec des loyers très faibles, afin de ne pas fragiliser les ménages déjà fragiles aux ressources très faibles
	Un relogement privilégié dans le patrimoine existant de Kremlin-Bicêtre Habitat avec une possibilité d'une part des relogements dans des logements neufs
Effet attendu	Maintenir une offre en logement adéquate pour les ménages habitant sur le site actuellement
Coût	A évaluer par les bailleurs concernés
Méthode de suivi	Suivi des relogements opérés par Kremlin-Bicêtre Habitat

⛔ **Des compensations prévues pour les logements individuels démolis** (direct/permanent/court terme)

Sur une partie du site, des logements privés seront démolis. Du fait de leur caractère privé, les ménages ne feront pas l'objet d'un dispositif de relogement encadré par la Ville, mais seront indemnisés en cas d'expropriation.

Mesure de COMPENSATION : Indemnisation des propriétaires des logements en cas d'expropriation	
Description	Indemnisation des propriétaires des logements
Effet attendu	Permettre aux propriétaires concernés de retrouver un logement adéquat
Coût	A évaluer dans le cadre de la DUP
Méthode de suivi	Juge administratif en charge du dossier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⛔ **Un dérangement de la qualité de vie dans le quartier en phase travaux**
(indirect/temporaire/court terme)

Les opérations de déconstruction, de démolition et de construction impliqueront une perturbation temporaire de la qualité de vie au sein du quartier. En effet, l'usage de machines et la circulation de poids lourds donneront lieux à des nuisances sonores et des pollutions (poussières).

Mesure de REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	
Description	Respect d'une charte chantier à faibles nuisances intégrant un volet flux/transport. Des itinéraires de chantier avec des sens de circulation seront définis pour limiter les nuisances causées par le chantier. Une gestion des flux et l'utilisation d'une zone de stationnement déportée d'attente des camions avant d'accéder au chantier seront prévus.
Effet attendu	Limitation de la gêne occasionnée, réduction du trafic généré par le chantier aux heures de pointe
Coût	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€
Méthode de suivi	Contrôle du suivi des mesures de la charte chantier propre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur les activités économiques, le commerce et les équipements et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

Une programmation diversifiée pour améliorer la mixité des usages (direct/permanent/court terme)

Aujourd'hui quartier à forte dominante résidentielle, le projet va transformer l'entrée de ville Sud de Kremlin-Bicêtre. En plus des 1029 logements prévus, des commerces, services, et l'extension d'un équipement seront aménagés sur le site dans le but de réinvestir l'entrée de ville via un projet bien intégré dans son contexte.

Le projet tend donc à renforcer la mixité fonctionnelle globale du secteur, au travers de la programmation sur les différents îlots. Le développement de cette mixité permettra de renforcer l'attractivité de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre, et de limiter les besoins de déplacements des habitants afin d'accéder aux services de la vie quotidienne.

La création d'une offre commerciale sur le secteur (direct/permanent/court terme)

Le projet entend développer une offre commerciale structurante sur l'entrée de ville de Kremlin-Bicêtre. Environ 2405 m² de commerces et services seront créés sur le site, avec une polarité commerciale autour du carrefour Malleret-Joinville (îlot C Sud) et le long du la rue Gabriel Péri (îlots A, B et C). Les habitants auront un accès aisé à ces espaces commerciaux, puisqu'implantés en rez-de-chaussée au droit des espaces publics majeurs.

Ces nouvelles implantations commerciales permettront de structurer une offre commerciale sur le secteur, jusqu'alors inexistante. Elles accompagneront la programmation commerciale prévue au 162 rue Gabriel Péri, soit en face du site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La création d'espaces publics favorisant l'animation du secteur (direct/permanent/court terme)

Des espaces publics sur l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre vont être créés afin de proposer aux habitants des lieux propices à l'animation urbaine et l'échange.

L'espace public va se diviser en deux lieux majeurs :

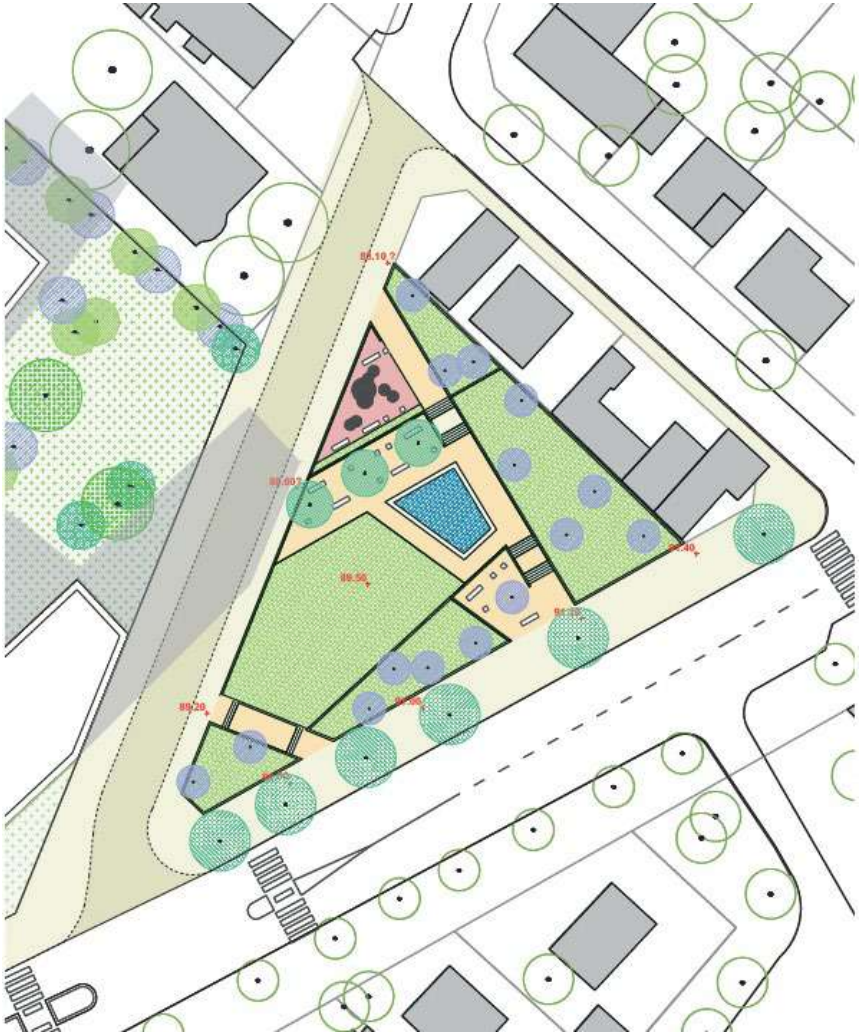
- Le parvis Malleret-Joinville, en entrée de ville et en entrée du Ruban vert, où une canopée sera créée en laissant un espace libre au sol, dégagé au droit des commerces ;
- Le square Sembat, où sera développé un espace de loisirs récréatif à destination des familles, dans un espace protégé plutôt fermé, lié au projet du Ruban Vert déployé à échelle communale.

Ces aménagements seront fortement végétalisés pour être en lien avec le Ruban vert et seront différenciés et thématisés en fonction des lieux qui n'accueilleront pas les mêmes usages.

Un espace vert pédagogique est prévu en complément sur l'ilot A.

Aussi, il est prévu un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à accompagner et animer l'espace vert pédagogique attenant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse prévisionnel du square Sembat, offrant des espaces récréatifs tout en restant densément végétalisé, dans le prolongement du Ruban Vert - Source : étude urbaine

Un rééquilibrage territorial de l'offre commerciale, en activités et en services (direct/permanent/court terme)

Dans le cadre du projet, le site d'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre va devenir un nouveau pôle de proximité en termes de commerces, activités, et services.

Aujourd'hui, le secteur d'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre accueille moins de 6 % des établissements économiques présents sur le territoire communal.

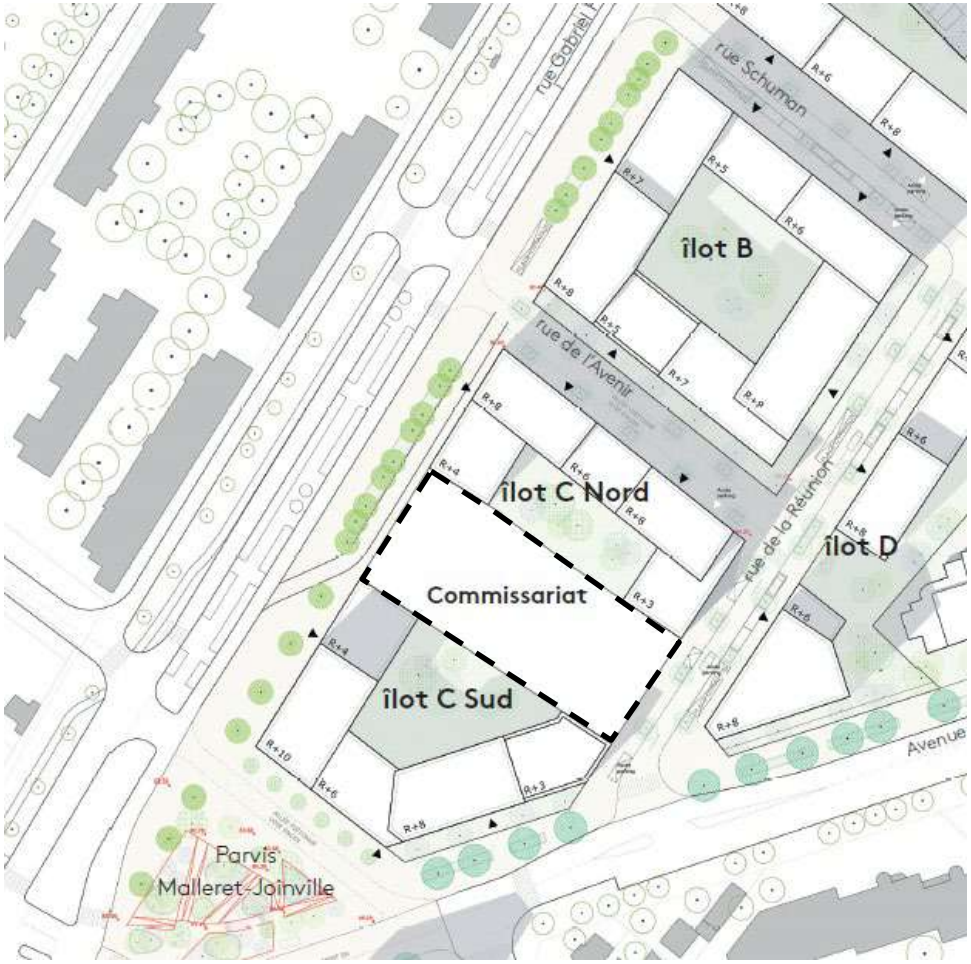
Ainsi, avec la création de commerces et donc plus globalement d'une plus grande mixité d'usage, l'offre territoriale sera réadaptée, afin d'en faire bénéficier les habitants de ce quartier, du reste de la ville et des communes limitrophes.

Une reconstruction et un agrandissement du commissariat existant (direct / permanent / court terme)

Le commissariat de Police existant est situé au cœur du nouveau quartier sur l'îlot C. Compte tenu de la vétusté du bâtiment, le commissariat sera démoli et reconstruit avec une extension. Le projet de nouveau commissariat était inscrit dans une programmation pluriannuelle 2017-2020. Il prévoit une surface de 2676 m² SDP. Ce projet est sous la maîtrise d'ouvrage de la Préfecture de police et constituera la première réalisation du nouveau quartier.

Afin de favoriser l'insertion urbaine du nouveau commissariat et poursuivre cette première phase de réalisation de l'opération d'aménagement, la maitrise foncière des terrains autour de cet équipement a été réalisée en priorité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Emplacement du commissariat – Extrait hypothèse de plan masse - Source : COBE

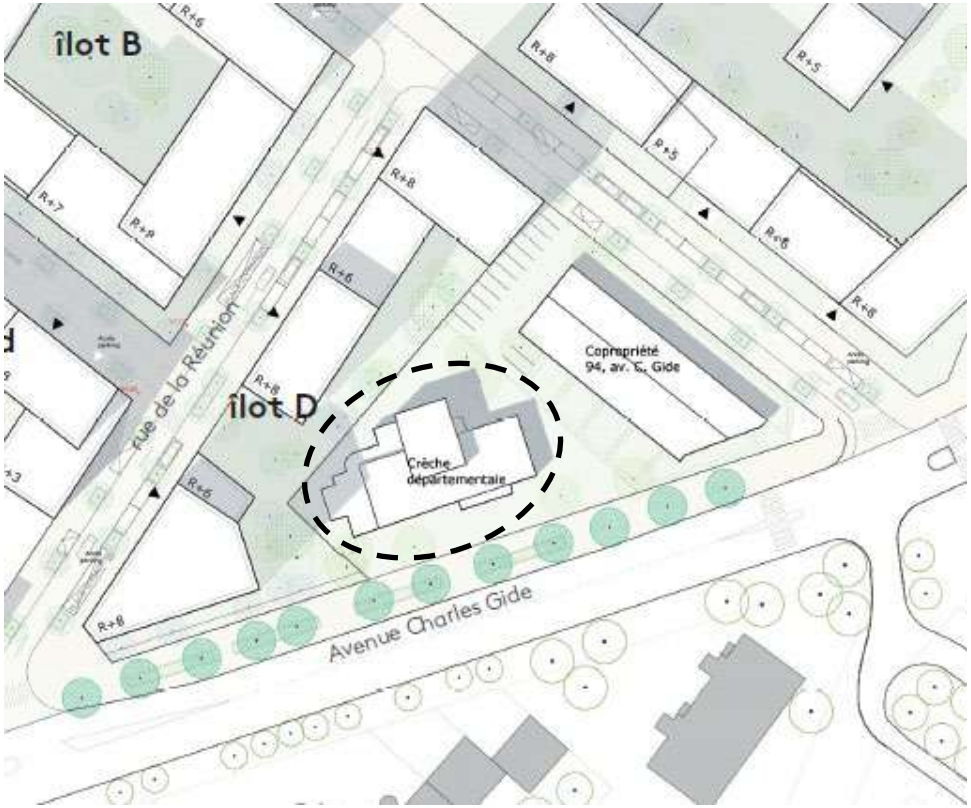
b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 🟰 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

🟰 **Une crèche départementale réhabilitée et agrandie** (direct/permanent/court terme) sous réserve d'obtenir l'accord du Département

La crèche collective Charles Gide, présente au sud du site, fait partie des deux crèches départementales présentes sur le territoire de la commune (parmi les 8 structures au total). Comptabilisant 55 places, elle est la structure la plus importante en termes d'accueil sur la commune. Cet équipement accueillant une population « sensible » vis-à-vis des risques et nuisances sera conservé et pourrait bénéficier d'une extension de 230 m², sous réserve d'obtenir l'accord du Département Son intégration dans l'aménagement du site sera faite de telle sorte à limiter son exposition aux nuisances.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Emplacement de la crèche départementale – Source : COBE

La suppression et le remplacement du city stade (direct/permanent/court terme)

Le city-stade, seul équipement sportif en accès libre présent sur le site d'étude, sera supprimé et remplacé par un espace récréatif et de loisirs à l'est du site. En effet, un city stade existant a été rénové et accompagné d'un espace de street work out dans le quartier des Martinets, à proximité, les habitants en bénéficieront donc.

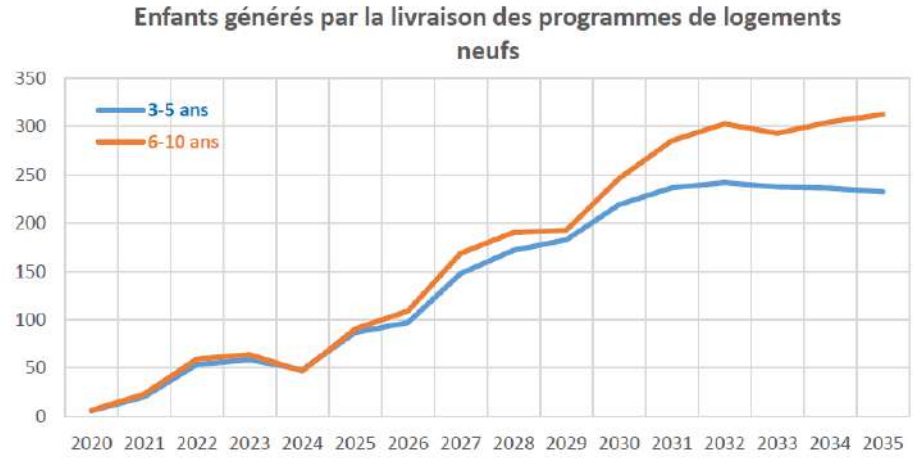
Un espace vert pédagogique est prévu en complément.

Mesure de COMPENSATION : Création d'un espace vert récréatif et de loisirs	
Description	L'aménagement du square Sembat permettra de reconstituer un lieu de récréation sur le quartier. Il sera équipé de façon à offrir un espace récréatif et de loisirs à destination des familles.
Effet attendu	Recomposer une offre récréative sur le quartier
Coût	A évaluer par la MOEu
Méthode de suivi	La concertation engagée sur le projet va permettre de préciser les usages des 3 grands espaces prévus : square Sembat, parvis Malleret Joinville et espace vert pédagogique.

Une hausse de la demande en équipements scolaires du fait de l'arrivée de nouveaux habitants sur le quartier (indirect / permanent / court terme)

La livraison de nouvelles opérations de logement, dont celle de l'entrée de ville sud-ouest, engendre une augmentation importante de la population sur le secteur, dont les jeunes enfants scolarisés. Dans ce cadre, la ville du Kremlin-Bicêtre a demandé à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France (IAURIF) une mise en perspective générale de son offre d'équipements et services, avec une plus grande attention sur le champ scolaire et culturel, en lien avec les prévisions de construction de logement sur l'ensemble de la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Enfants générés par la livraison de programmes de logements neufs de 2020 à 2035 – Source : Etude IAU

Cette étude, réalisée en 2016 et mise à jour en 2019, conclut que les projets de logements prévus à l'horizon 2030 entraîneront une hausse des effectifs à scolariser. Dans un scénario de fécondité haute, ces effectifs pourraient retrouver en 2030 le niveau haut de 2011-2012 en maternelle et de 2012-2015 en élémentaire.

L'étude montre que les équipements scolaires existants disposent d'une capacité suffisante pour répondre aux futurs besoins scolaires du secteur de l'entrée de ville sud-ouest tout en assurant la mixité scolaire recherchée, à condition que les livraisons de logements soient réparties dans le temps. Il est tout de même nécessaire d'adapter les équipements scolaires existants aux besoins générés par l'opération d'aménagement.

Mesure de REDUCTION : Réhabilitation des groupes scolaires du secteur	
Description	La Ville du Kremlin-Bicêtre a prévu la réhabilitation des groupes scolaires de la carte scolaire du secteur (Malon, Megrez et Kergomard), voire l'adaptation de nouvelles classes scolaires selon les livraisons.
Effet attendu	Répondre aux besoins estimés en équipements scolaires
Coût	A évaluer par la ville du Kremlin-Bicêtre
Méthode de suivi	Contrôle des réhabilitations réalisées

⛔ **Un fonctionnement du quartier perturbé durant la phase de travaux** (indirect/temporaire/court terme)

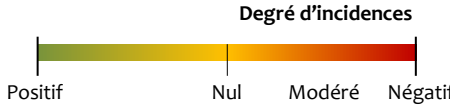
Les opérations de démolition, de déconstruction et de construction engendreront des perturbations temporaires localement et contraindront l'accessibilité à certains équipements, activités et logements présents sur le secteur de l'entrée de ville Sud-Ouest et aux alentours, durant la phase travaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	
Description	Respect d'une charte chantier à faibles nuisances intégrant un volet flux/transport. Des itinéraires de chantier avec des sens de circulation seront définis pour limiter les nuisances causées par le chantier. Une gestion des flux et l'utilisation d'une zone de stationnement déportée d'attente des camions avant d'accéder au chantier seront prévus.
Effet attendu	Limitation de la gêne occasionnée, réduction du trafic généré par le chantier aux heures de pointe
Coût	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€
Méthode de suivi	Contrôle du suivi des mesures de la charte chantier propre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET SOCIAL ET ECONOMIQUE



Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Un renouvellement et un renforcement de l'offre en logements entraînant une progression démographique	x		x		x				
Une diversification de l'offre en logements pour assurer un rééquilibrage social	x		x		x				
Une programmation multifonctionnelle pour améliorer la mixité des usages et assurer un rééquilibrage territorial	x		x		x				
La création d'une offre commerciale inexistante sur le secteur	x		x		x				
La création d'espaces publics favorisant l'animation du secteur	x		x		x				
Un rééquilibrage territorial au niveau des commerces, activités et services	x		x		x				
Une reconstruction et un agrandissement du commissariat existant	x		x		x				
Une crèche départementale agrandie (sous réserve)	X		x		x			/	/
La suppression du city stade	x		x		x			COMPENSATION : Création d'un espace vert récréatif et de loisirs	/
Une hausse de la demande en équipements scolaires du fait de l'arrivée de nouveaux habitants sur le quartier	X			X	X			REDUCTION : Réhabilitation des groupes scolaires du secteur	
Un fonctionnement du quartier perturbé durant la phase de travaux		x		x	x			REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	Le chantier générera des nuisances minimes à l'échelle du quartier, réduisant la gêne occasionnée
Un dérangement de la qualité de vie dans le quartier en phase travaux		x		x	x				
Des relogements à effectuer	x		x		x			COMPENSATION : Relogement pérenne des habitants des logements sociaux démolis	/

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Des expropriations qui pourraient être nécessaires pour certains points durs d'acquisition foncière et compensations prévues le cas échéant	x		x		x			COMPENSATION : Indemnisation des propriétaires des logements expropriés	/

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur le transport et les mobilités et présentation des mesures

a) Préambule

L'étude de circulation présentée dans le cadre de cette étude d'impact, a été pilotée par l'EPT GOSB, et s'inscrit dans le cadre des études menées pour les projets d'aménagement et de renouvellement urbain en lien avec le carrefour Malleret-Joinville. Elle porte sur l'entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre et sur la ZAC du Coteau à Arcueil. Ce carrefour se situe au sud du projet d'aménagement de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre, au croisement de deux routes départementales de second ordre, la RD126 et la RD 154.

Cette étude a été réalisée sur la base du projet initial. Les hypothèses de plan masse utilisées ont fait ensuite l'objet d'adaptations mineures qui ne remettent pas en cause les recommandations de cette étude.

L'étude de circulation a pour but d'étudier l'impact du réaménagement potentiel de ce carrefour stratégique en termes de trafic routier. L'étude a produit des simulations statiques et des simulations dynamiques ainsi que des propositions d'aménagements compensatoires.

Le bureau d'études CDVIA a produit dans le cadre de l'étude trafic 4 scénarii pour l'horizon 2030 qui ont été envisagés pour le projet :

- **Scénario 1** : mise en double sens de l'avenue Malleret Joinville entre la rue Vigneron et le carrefour Malleret Joinville ;
- **Scénario 2** : possibilité de sortir en tourne-à-droite vers Arcueil du projet Ecotone ;
- **Scénario 3** : reconfiguration du carrefour Malleret Joinville ;
- **Scénario 4** : fermeture partielle de la rue Marcel Sembat.

Le scénario 1 a été écarté en cours d'étude pour diverses raisons sur décision de la MOA.

Les modélisations futures ont pris en compte divers projets en accord avec la MOA et ses partenaires :

- Campus Grand Parc à Villejuif ;
- Entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre ;
- Ecotone à Arcueil ;
- Le site SCOR à Gentilly ;
- Le programme en face de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre ;
- Le projet Hospitalité au droit de la future gare Grand Paris Express KBH.

Le calcul des flux générés par la nouvelle urbanisation est réalisé grâce à des ratios de génération de trafic à partir du nombre d'emploi et du nombre d'actifs employés par programme. Aussi, les ratios de génération de trafic varient suivant plusieurs critères : part modale VP, étalement de la pointe, taux de présence des actifs employés au travail… La part modale VP est définie en fonction de la desserte en transports en commun de la zone d'étude :

- Zone 1 : part modale VP de 50% pour une zone desservie par un ou plusieurs transports en commun à proximité (< 400m) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Zone 2 : part modale VP de 60% pour une zone desservie par un ou plusieurs transports en commun moyennement proches (entre 400 et 800m) ;
- Zone 3 : part modale de 70% pour une zone desservie par un ou plusieurs transports e commun relativement éloignés (> 800m).

Le site de projet est desservi directement pas des lignes de bus, il se trouve donc en zone 1 avec une part modale faible de VP. Il est considéré un taux moyen de présence de 1,1 personne par VP.

Les hypothèses de scénarii 3 et 4 ont été retenues pour la poursuite des études.

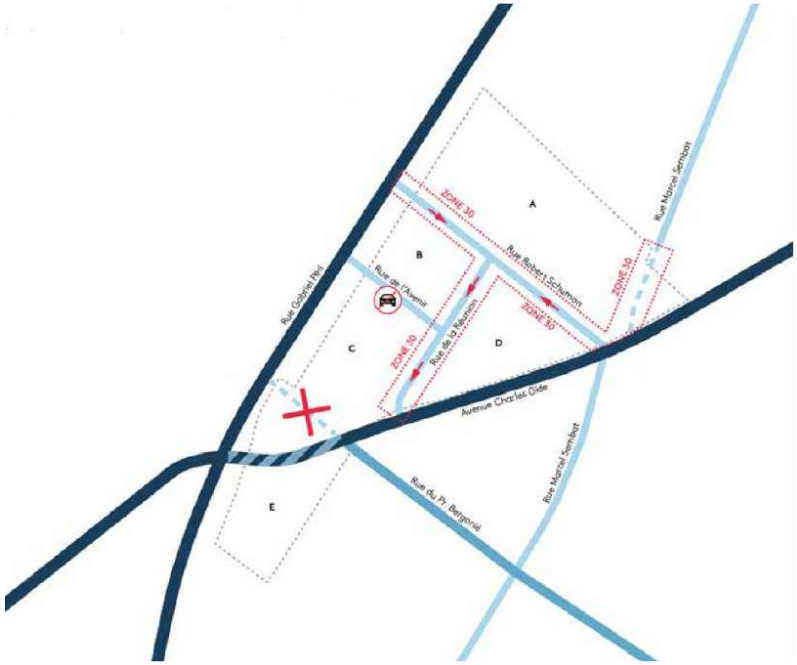
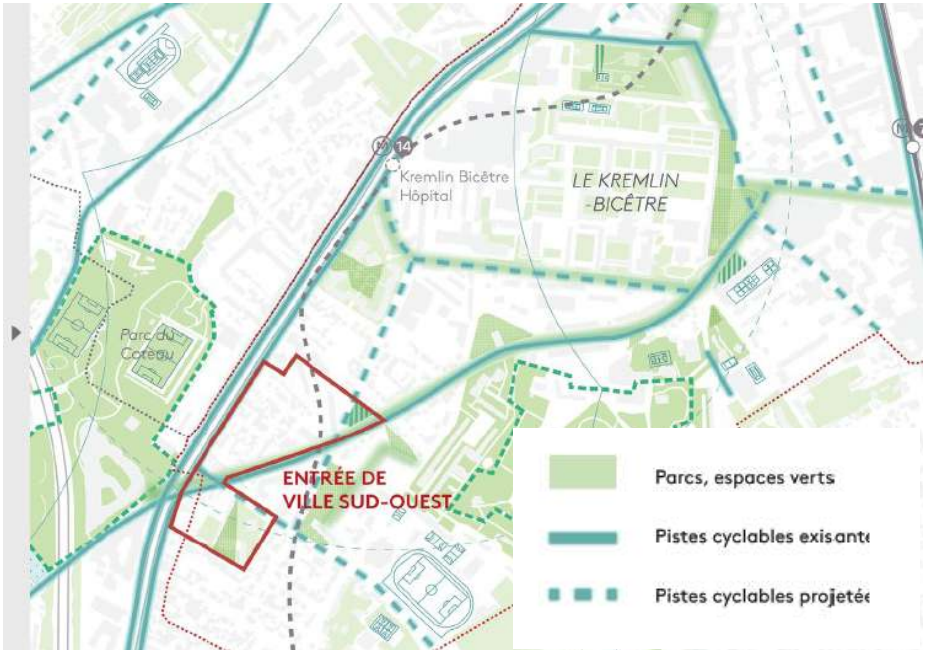


Schéma viaire du projet – Source : Notice de présentation du projet urbain

b) Incidences positives du projet

Une mixité fonctionnelle au service de la « ville courte-distance », et donc de l'usage des modes doux (direct/permanent/court terme)

En développant les commerces de proximité, le projet participe à favoriser le développement d'une « ville de courte-distance ». L'usage des modes doux et actifs (piétons et vélos) y sera favorisé du fait de la proximité entre lieu de résidence et services quotidiens. L'accessibilité cyclable sera renforcée par deux itinéraires cyclables projetés qui longeront le site, sur la rue Sembat pour relier le futur Pôle Gare et sur la rue du Professeur Bergonié afin d'assurer une desserte Est-Ouest.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le développement de l'autopartage, et d'une flotte de vélos électriques à disposition des habitants sera aussi proposé.

⊕ **Un usage accru des transports en commun favorisé par des espaces publics adaptés au confort des modes doux, en intermodalité avec la nouvelle gare Grand Paris Express** (indirect/permanent/court terme)

Le site est actuellement bien desservi en transport en commun avec plusieurs lignes de bus à proximité directe. Aussi, il existe trois stations de transports lourds à moins de 20 minutes du site (1km).

Tous les nouveaux habitants auront un accès rapide aux transports en commun. De plus, depuis juin 2024, l'offre de transport en commun est renforcée par la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » de la ligne 14 du Grand Paris Express prolongée jusqu'à Orly. Elle s'est implantée à 400 mètres environ du secteur de projet permettant un accès facilité à Paris et à l'aéroport d'Orly.

Par ailleurs, la conception des espaces publics du quartier favorisera les itinéraires en intermodalité modes doux/transports en commun puisqu'ils garantiront le confort des modes doux (notamment par de larges espaces dédiés sur la chaussée).

Profil de rue projeté dans le secteur de projet – Source : Notice de présentation du projet urbain

En particulier, les aménagements à proximité du square Sembat, situé sur le chemin de la gare du Grand Paris Express, via la rue Sembat, renforceront l'accessibilité à la gare depuis le quartier. Le projet du Ruban Vert, à proximité du secteur de projet, permettra également d'améliorer le confort des modes doux.

c) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES ⛀ POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⛔ **Un projet peu générateur de flux, à la croisée de nombreux flux supplémentaires en lien avec les projets à proximité** (indirect / permanent / court terme)

L'étude trafic met en avant la mise en circulation de 3 000 nouveaux véhicules à échelle intercommunale, du fait des 6 projets identifiés dans cette étude.
Toutefois, compte tenu notamment de sa programmation et de sa situation, le secteur de l'entrée de ville sud-ouest ne contribue que peu à ce phénomène. D'après le tableau ci-dessous, le secteur émet 270 UVP/h en heure de pointe du matin (sur 1850 au total) et 170 UVP/h en heure de pointe du soir (sur 3130 au total) et il reçoit 130 UVP/h en heure de pointe du matin (sur 3070) et 190 UVP/h en heure de pointe du soir (sur 2050).
Les modélisations de la situation future affichent le projet Campus Grand Parc comme le plus générateur de flux, suivi du projet Ecotone. L'aménagement de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre apparaît ainsi comme, de loin, le quatrième projet générateur de flux, avec environ 5 à 10% de contribution aux flux additionnels totaux aux heures de pointe.

Flux générés aux HP (en UVP/h)			HPM		HPS	
Projet	**Emploi**	**Actifs emp.**	**Emis**	**Recu**	**Emis**	**Recu**
Campus Grand Parc	4850	3150	1390	1790	1870	1460
Entrée de ville SO	250	890	270	130	170	270
Ecotone	2900	0	100	750	710	190
SCOR	1480	0	40	340	310	70
Prog. En face de l'Hopital	190	60	20	50	40	20
Hospitalité	20	100	30	10	30	40
		TOTAL	***1850***	***3070***	***3130***	***2050***

Tableau présentant les flux générés par les différents projets aux heures de pointe – Source : Etude trafic CDVIA

En termes d'aménagement des infrastructures routières, le projet de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre prévoit la piétonisation de la rue de l'Avenir et la reconfiguration du carrefour Malleret Joinville (figure ci-dessous). Il prévoit également la structuration d'une desserte interne réadaptée, mais en dehors de cela le schéma viaire principal reste le même sur le quartier.

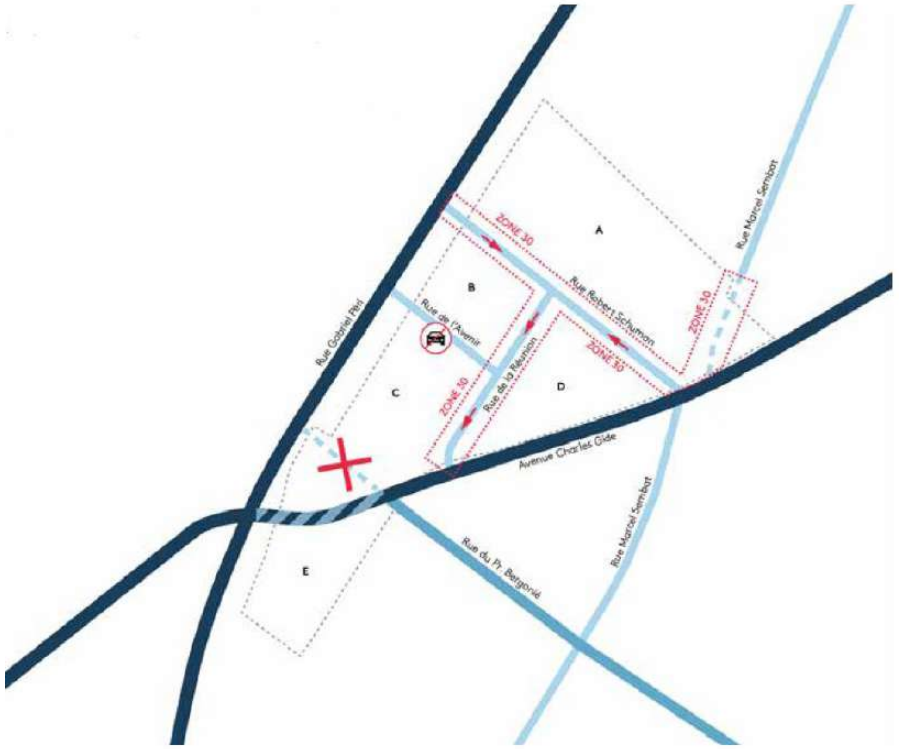
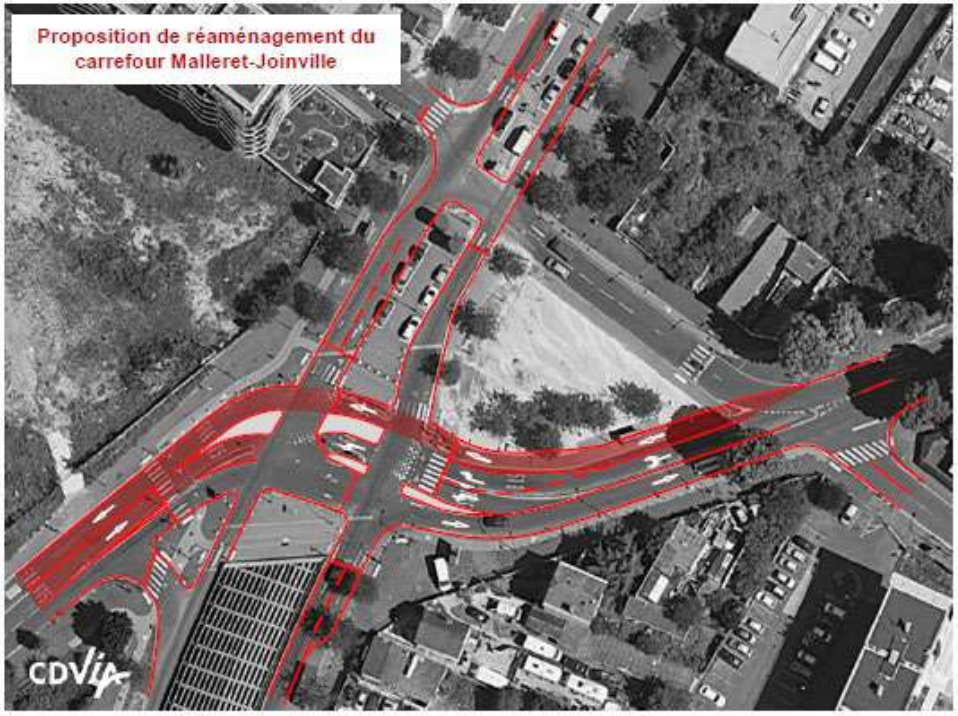


Schéma viaire du projet – Source : Notice de présentation du projet urbain

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Proposition de réaménagement du carrefour Malleret-Joinville – Source : Etude trafic CDVIA

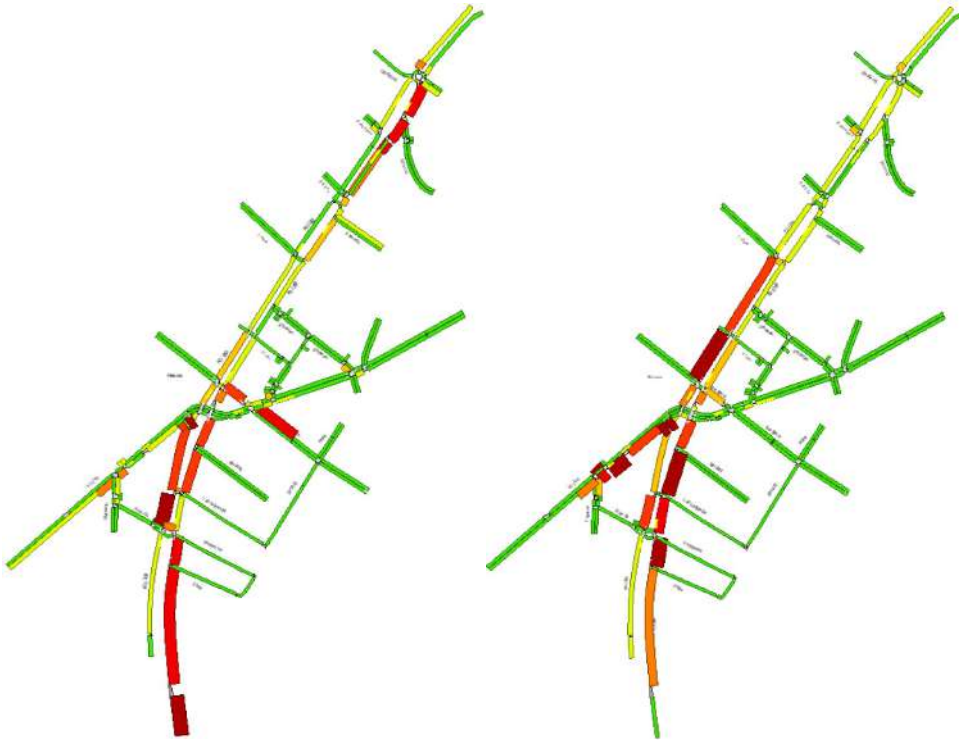
D'après l'étude de circulation, l'hypothèse de la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat n'aurait pas d'impact sur le trafic routier.

La reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville quant à elle, consiste en la suppression de la circulation générale sur le barreau nord du carrefour (figure ci-dessus). Ce réaménagement entraîne une dégradation du trafic par rapport au scénario au fil de l'eau que ce soit à l'heure de pointe du matin ou à l'heure de pointe du soir.

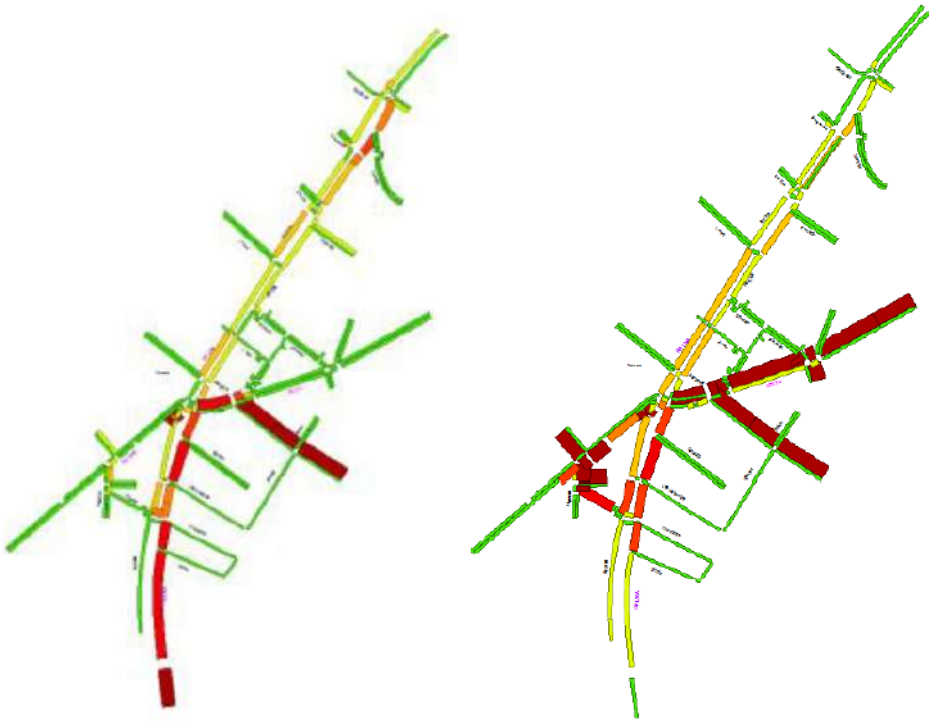
En heure de pointe du matin, par rapport au scénario fil de l'eau à l'horizon 2030, le trafic à l'horizon 2030 AVEC le projet des scénarios d'aménagement de voiries se dégrade fortement en particulier sur la rue du Professeur Bergonié, et sur le barreau sud de l'avenue Charles Gide. Une légère dégradation du trafic est également visible rue Gabriel Péri sur la partie au sud du secteur de projet.

En heure de pointe du soir, par rapport au scénario fil de l'eau à l'horizon 2030, le trafic à l'horizon 2030 AVEC projet des scénarios d'aménagement de voiries se dégrade fortement sur la rue du Professeur Bergonié et sur l'ensemble de l'avenue Charles Gide. Aussi, des congestions apparaissent sur l'entrée de l'avenue Malleret-Joinville du fait de l'impossibilité de tourner-à-droite pour sortir d'Ecotone. Toutefois, des améliorations sont visibles en particulier sur la rue Gabriel Péri dans la direction sud, le long du site de projet mais aussi légèrement dans la rue Gabriel Péri dans la direction nord, au sud du secteur de projet vers le carrefour Malleret-Joinville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



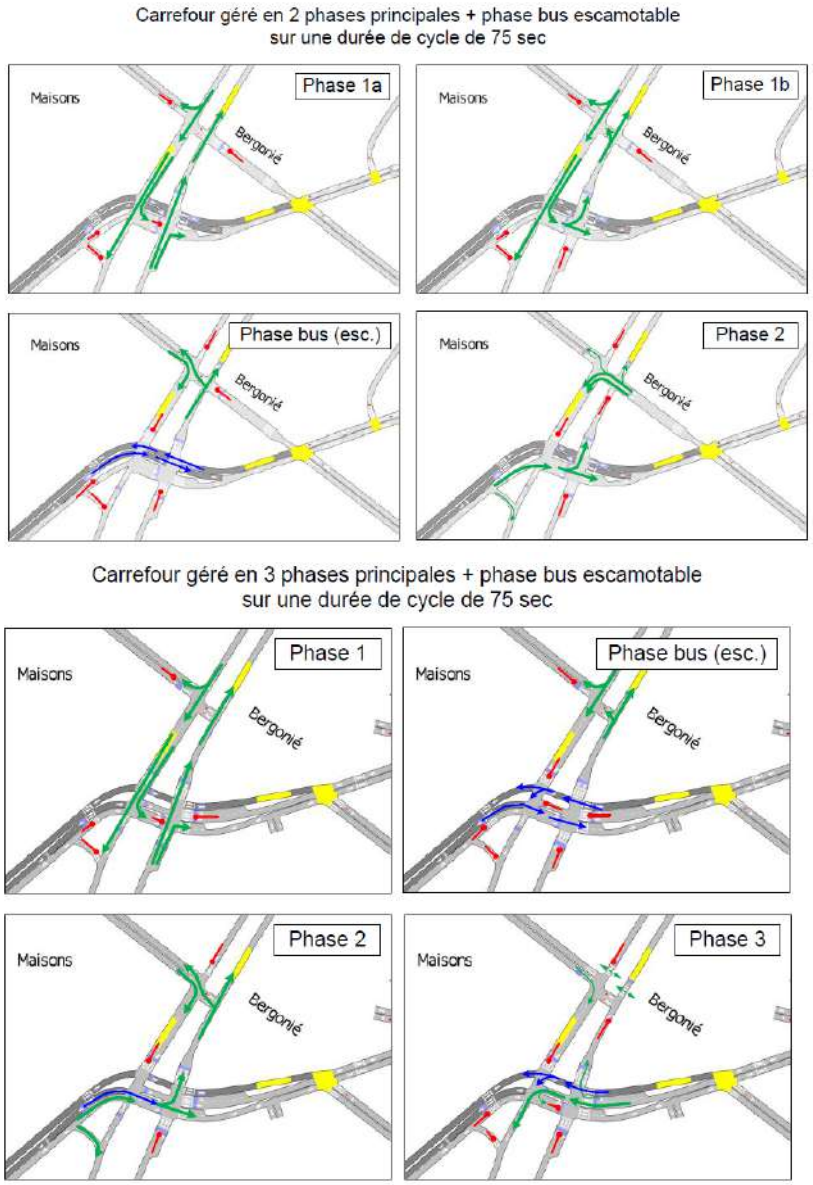
Graphique de densité du trafic SANS projet à l'horizon 2030 par section en heure de pointe du matin à gauche et en heure de pointe du soir à droite – Source : Etude trafic CDVIA



Graphique de densité du trafic AVEC projet à l'horizon 2030 par section en heure de pointe du matin à gauche et en heure de pointe du soir à droite – Source : Etude trafic CDVIA

Par ailleurs, la reconfiguration du carrefour suite à la suppression du barreau nord a pour conséquence d'ajouter une phase de feu au fonctionnement du carrefour : à durée équivalente et avec la contrainte de faire passer les bus en priorité, les temps de vert de l'ensemble des entrées sont impactés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Phasage du carrefour en situation actuelle et fil de l'eau en haut et réaménagé (scénarii 3 et 2-3-4) en bas – Source : CDVIA

La suppression du barreau nord perturbe donc fortement la circulation générale, compte tenu des contraintes que cet aménagement impose au fonctionnement du carrefour. Le nouvel aménagement ne permet le débit que de 350 UVP/h depuis la départementale RD154 Est alors que la demande est largement supérieure.

Au regard des résultats des simulations dynamiques concernant le réaménagement du carrefour Malleret Joinville, différentes pistes d'optimisation complémentaire seront à étudier ultérieurement et nécessiteront la réalisation d'une étude complémentaire. Elle devrait être lancée courant 2025.

Toutefois, ce scénario est pour l'instant privilégié car il permet de retravailler plus largement l'espace public sur ce carrefour, dont le traitement est aujourd'hui très routier. En effet, le carrefour Malleret-Joinville est un carrefour à feux qui fonctionne en 3 phases avec un temps de cycle d'environ 90 secondes en fonction des micro-régulations. La voiture y est donc très présente et la place centrale du carrefour n'est pas aménagée.

Mesure de REDUCTION à étudier : Mise à double sens de l'Avenue Malleret-Joinville	
Description	Etudier la mise en double sens de l'avenue Malleret-Joinville, impliquant la suppression de la voie bus en direction d'Arcueil entre le carrefour et la rue Marcel Vigneron
Effet attendu	Transformer les mouvements de tourne à gauche de l'est vers le sud en mouvement direct vers Arcueil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Coût	Coût des marquages et panneaux de signalisation et des feux tricolores éventuels (à évaluer par le service voirie)
Méthode de suivi	Suivi de la congestion dans le secteur

Mesure de REDUCTION à étudier : Allongement de la voie bus sur l'avenue Charles Gide	
Description	Acceptation de la congestion créée mais en allongeant la voie de bus : un couloir sur plusieurs dizaines de mètres ou nécessité d'une voie de bus continue depuis la rue Séverine
Effet attendu	Réduire les effets de congestion sur le réseau de bus
Coût	Coût des marquages et panneaux de signalisation et des feux tricolores éventuels (à évaluer par le service voirie)
Méthode de suivi	Suivi de la ponctualité des bus dans le secteur

Cette mesure permettra d'améliorer le trafic des transports en commun à proximité du site.

Mesure de REDUCTION : Des modes doux et alternatifs à la voiture favorisés, en lien avec la gare du Grand Paris Express	
Description	L'arrivée de la gare du Grand Paris Express de la ligne 14 à 400 m du site de projet, favoriser l'intermodalité mode doux / transport en commun. La proximité de cette ligne est une opportunité pour le développement d'aménagements qui favorisent les modes doux et l'intermodalité avec cette nouvelle gare. Le projet prévoit en effet des espaces publics adaptés au confort des modes doux, en intermodalité avec la nouvelle gare Grand Paris Express avec l'aménagement du square Sembat et l'insertion du projet dans le projet du Ruban Vert.
Effet attendu	Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture Réduction à la marge des effets de congestion
Coût	Coûts des aménagements des espaces publics en faveur des modes doux par la MOEu
Méthode de suivi	Suivi de la part modale des modes doux et des transports en commun

Malgré ces mesures, qui auront un impact positif sur l'usage des transports en commun, des phénomènes de congestion devraient être visibles sur le carrefour Malleret-Joinville en particulier lien avec les effets cumulés des projets à proximité, qui ne sont donc pas du fait des nouveaux flux induits par le projet mais qui impacteront la circulation aux abords.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⛔ **Des flux supplémentaires à prévoir en phase travaux** (direct/temporaire/court terme)

Les opérations de travaux à prévoir dans le cadre du renouvellement du quartier viendront perturber les déplacements des riverains temporairement, notamment par la circulation de poids lourds. L'opération respectera une charte de chantier qui limitera les circulations des engins en heures de pointes ou implanteront des itinéraires de déviation provisoires pour limiter au maximum les gênes sur le trafic actuel.

Mesure de REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	
Description	Respect d'une charte chantier à faibles nuisances intégrant un volet flux/transport. Des itinéraires de chantier avec des sens de circulation seront définis pour limiter les nuisances causées par le chantier. Une gestion des flux et l'utilisation d'une zone de stationnement déportée d'attente des camions avant d'accéder au chantier seront prévus.
Effet attendu	Limitation de la gêne occasionnée, réduction du trafic généré par le chantier aux heures de pointe
Coût	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€
Méthode de suivi	Contrôle du suivi des mesures de la charte chantier propre

🟰 **Un nombre de places de stationnement qui devrait répondre aux besoins des nouvelles populations** (direct / permanent / moyen terme)

Le PLU prévoit, pour cette zone du règlement, une place de stationnement par tranche 100 m² de surface de plancher pour l'habitat (hors habitat LLS). Ces espaces de stationnement devront être situés en sous-sol.

Les logements sociaux n'ont pas d'obligation de création de places de stationnement.

Toutefois, compte tenu du taux de motorisation de la commune (56%), le nombre de place de stationnement devrait être suffisant pour répondre aux besoins des nouvelles populations du quartier.

Le projet prévoit ainsi 1 place de stationnement par tranche de 100 m² de surface de plancher pour les logements et pas de place pour les commerces de moins de 250 m² de surface de plancher. Les places de stationnement seront réparties comme suit sur deux niveaux de sous-sols pour un total de 576 places :

- Ilot A : 171 places ;
- Ilot B : 107 places ;
- Ilot C : 115 places ;
- Ilot D : 69 places ;
- Ilot E : 131 places.

Le total de places de stationnement envisagé est donc supérieur à celui exigé par le PLU. Toutefois, cela permettra de répondre aux besoins des logements, commerces et services présents sur le quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Degré d'incidences

RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET TRANSPORT ET MOBILITE

Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Une mixité fonctionnelle au service de la « ville courte-distance », et donc de l'usage des modes doux	x		x		x				
Un usage accru des transports en commun favorisé par des espaces publics adaptés au confort des modes doux, en intermodalité avec la nouvelle gare Grand Paris Express	x		x		x				
Un nombre de places de stationnement qui devrait répondre aux besoins des nouvelles populations	x		x			x			
Un secteur peu générateur de flux à la croisée de nombreux flux supplémentaires en lien avec les projets à proximité	x			x	x			REDUCTION à étudier : Mise à double sens de l'avenue Malleret-Joinville REDUCTION à étudier : Allongement de la voie bus sur l'avenue Charles Gide REDUCTION : Des modes doux et alternatifs à la voiture favorisés, en lien avec la gare du Grand Paris Express	D'éventuels phénomènes de congestion résiduels sur le carrefour Malleret-Joinville
Des flux supplémentaires à prévoir en phase travaux		x	x		x			REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	Les flux générés par la phase chantier provoqueront de faibles nuisances sur le site et aux alentours

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES ET PRESENTATION DES MESURES SUR LE CADRE DE VIE

2.1. Description des incidences notables potentielles sur le paysage et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

Une requalification permettant de réaliser de véritables continuités paysagères (direct/permanent/long terme)

Le projet de requalification permet la mise en place de véritables continuités paysagères en entrée de ville, notamment en s'inscrivant dans le projet de Ruban vert du Kremlin-Bicêtre. L'élargissement des voiries prévu permettra notamment d'aménager des axes structurants et paysagers, créant des continuités entre les différents espaces et organisant des perspectives qualitatives. Les bandes végétales, la cohérence des formes architecturales, l'implantation plus poreuse du bâti, le renforcement des trames arborées etc. donneront ainsi une véritable unité paysagère au site et créeront des continuités visuelles et physiques à l'échelle du quartier, mais également le connectant aux secteurs alentours.

Une création d'espaces végétalisés riches et diversifiés (direct/permanent/long terme)

Le site d'étude étant actuellement pauvre en espaces de nature, le projet prévoit de fortement développer la qualité des espaces publics et l'offre en espaces verts, notamment à travers la création d'espaces publics à dominante végétale (aménagement de nouveaux parcs, traitement paysager des espaces publics, végétalisation des cœurs d'îlots) qui conforteront la trame verte déjà présente. Le projet affirme en effet une véritable volonté de révéler le potentiel paysager du site en aménageant au total environ 2 239 m² d'espaces verts (parvis Malleret-Joinville et Sembat), et de plantation de l'espace public (hors cœur d'îlots privés). Un espace vert pédagogique de 1000 m² environ et ses abords sont prévus en complément de ces espaces verts. Au total, plus de 30 % des espaces publics du quartier seront traités en espace verts, pour mettre en scène une densité végétale marquant l'identité du secteur.

C'est par exemple le cas du parvis Malleret-Joinville. Bien que contraint car à l'articulation de plusieurs axes majeurs, cet espace public réaménagé sera à la fois une vitrine de la commune de par sa position stratégique en entrée de ville, et une accroche au Ruban vert. Cet espace créera également un parvis pour les commerces implantés au nord de la place, leur donnant une véritable attractivité. Il s'agira d'un espace public nouveau végétalisé au pied de l'ilot C pour créer un nouveau parvis. Enfin, la plantation d'arbres de grand développement fera échos aux hauteurs bâties du secteur, limitant les ruptures d'échelles et venant conforter la qualité paysagère de cette entrée de ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

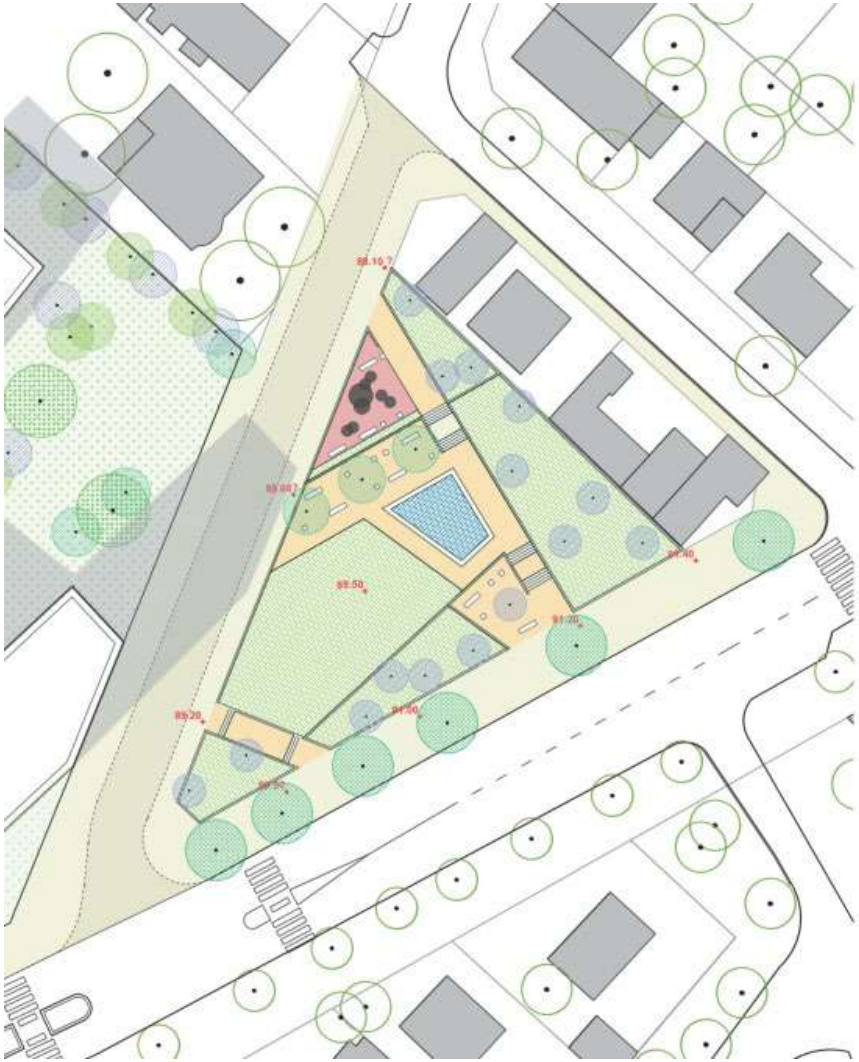
Plan masse du parvis Malleret-Joinville - Source : Notice de présentation du projet urbain

Exemples de plantations envisagées pour le traitement paysager du parvis Malleret-Joinville - Source : Cahier de prescriptions architecturales, urbaines et paysagères

De la même manière, le nouveau square Sembat viendra s'implanter sur des espaces actuellement peu valorisés et permettra de créer un nouveau point d'ancrage au Ruban vert au nord du site, qui constituera un espace vert facilement accessible et relativement isolé des nuisances. Il sera placé sous le signe de l'espace récréatif par la mise en place de jeux pour enfants et d'installations sportives, d'importance pour le sud de la commune en attirant à la fois les habitants du quartier, mais également des secteurs alentours.

Friche de la Belle de Mai à Marseille (13)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse prévisionnel du square Sembat, offrant des espaces récréatifs tout en restant densément végétalisé - Source : Notice de présentation du projet urbain

Renforcement de la trame arborée globale du secteur (direct/permanent/long terme)

Par la réalisation d'espaces verts généreusement végétalisés et la requalification des espaces publics inscrivant le quartier dans le Ruban vert du Kremlin-Bicêtre, le projet assure le renforcement de la trame arborée de l'ensemble du secteur, créant des continuités paysagères fortes dans le tissu urbain. Ces espaces sont autant d'intérêt écologique que paysager puisqu'ils adoucissent les ambiances urbaines et créent un environnement vert, améliorant la qualité du cadre de vie.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un traitement paysager du projet à l'origine de plantations d'arbres venant renforcer la trame arborée du secteur - Hypothèse d'axonométrie du projet

Une valorisation paysagère de l'espace public et des modes doux confortés (direct/permanent/court terme)

Les espaces de stationnements sont actuellement très présents sur le site et marquent les paysages urbains, en occupant l'espace public et en limitant l'espace destiné aux piétons. Le traitement paysager de l'espace public prévu par le projet permettra de réduire la place des stationnements pour donner une place plus importante aux piétons et aux modes doux, tout en assurant une végétalisation dense de l'espace public. Le projet tend ainsi à créer de nouvelles perspectives remarquables, à sécuriser les déplacements piétons et de manière générale, à améliorer la qualité paysagère de l'espace public.

Les modes doux et les mobilités alternatives seront en effet largement favorisés au sein du nouveau quartier. Les parcours piétons seront à développer pour la traversée des cœurs d'îlots, en particulier le chemin des écoliers jusqu'au groupe scolaire Benoit Malon et les liaisons piétonnes vers le futur pôle gare. La pratique des modes doux sera par ailleurs encouragée par l'installation de stationnement vélos dans l'espace public. L'accessibilité cyclable également renforcée par deux itinéraires cyclables projetés qui longeront le site sur la rue Sembat pour relier le futur Pôle Gare et sur la rue du Professeur Bergonié afin d'assurer une desserte Est-Ouest.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ÉTAT EXISTANT
Profil 10 m

Des espaces publics dominés par la voiture - état initial / Exemple de la rue de l'Avenir - Source : étude urbaine

ÉTAT PROJETÉ
Profil 11 + 4 m

Une voirie élargie pour permettre le traitement paysager de l'espace public - projet / Exemple de la rue de l'Avenir- Source : étude urbaine

Une prise en compte de la topographie caractéristique du site et une valorisation des vues paysagères (direct/permanent/court terme)

Le projet de requalification du quartier prend en compte la topographie du site, en s'intégrant dans la pente, laissant apparaître le socle physique du périmètre d'étude, tout en assurant son accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (aménagement des pentes, entrées d'immeubles au niveau de l'espace public, ...). Un épannelage du bâti est également prévu, et permettra de conforter l'inscription du quartier dans la pente et de valoriser la topographie marquée du site tout en créant de nouvelles perspectives remarquables vers la vallée de la Bièvre.

Exemple de Bosch Capdeferro Arquitectura à Barcelone -Source : notice du projet urbain

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⊕ **Un aménagement de noues végétalisées venant diversifier les ambiances paysagères** (direct/permanent/court terme)

Bien que la localisation exacte des ouvrages ne soit pas fixée à ce jour et toujours dans la logique de développement de la résilience du site, le projet prévoit de redonner une place à l'eau dans le quartier, à travers une gestion alternative des eaux pluviales. La création de noues paysagères, de bassins de rétention aériens permet ainsi de diversifier les espaces verts du quartier de par la végétation spécifique implantée dans ce type d'aménagement, et ainsi de créer de nouvelles ambiances, naturelles et apaisées.

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES ⊜ POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

⊜ **Préservation de la structuration urbaine existante** (direct/permanent/court terme)

Dans un souci de valorisation de l'identité du quartier et des infrastructures existantes, le projet prévoit de conserver les voiries actuelles. La composition urbaine sera donc globalement préservée, facilitant l'acceptation du projet par les habitants.

⛔ **Un abattage d'arbres ponctuel** (direct/permanent/court terme)

La requalification du quartier induit nécessairement l'abattage de certains arbres pour les besoins des constructions, chantiers, voiries etc. Ceux-ci constituent l'un des atouts paysagers majeurs dans un contexte urbain dense et très minéral, avec une trame arborée relativement développée et porteuse d'ambiances végétales apaisées au sein du quartier. Le projet prévoit néanmoins de fortement renforcer la trame végétale du site, et notamment de l'inscrire dans le Ruban vert, axe paysager majeur de la commune. L'ensemble des aménagements paysagers viennent ainsi limiter les effets des quelques abattages qui seront à réaliser.

Mesure de COMPENSATION : Replantation d'arbres	
Description	Le projet prévoit la replantation d'arbres venant renforcer la trame arborée actuelle, notamment au niveau du parvis Malleret-Joinville, du square Sembat, et des axes viaires.
Effet attendu	Renforcement de la trame arborée globale, à l'échelle du quartier, et création d'ambiances plus végétales
Coût	- Parc, jardin, plantation allée (sans traitement minéral) = 34 euros/m² HT - Talus planté : 50 euros/m2 - Arbre environ 44 euros/u - Abatage d'arbre en moyenne 450 euros
Méthode de suivi	Comptage et suivi phytosanitaire des arbres Evolution des surfaces d'espaces verts

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier	
Description	Au-delà de la replantation d'arbres, les espaces verts prévus dans le projet permettent de créer une trame végétale plus dense, plus diversifiée et mise en réseau, constituant une véritable trame paysagère à l'échelle du quartier. La mise en place d'espaces de nature multi-strates, la plantation d'espèces locales etc. contribuent à la création d'ambiances naturelles qui réduisent l'effet de l'abattage des arbres.
Effet attendu	Développement d'une trame végétale et paysagère dense, supports d'un cadre de vie de qualité
Coût	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Prairies = Entre 100 et 400 euros/ hectare - Semis prairie fleurie = (nivellement, damage…) = 3 €/m2 - Strate basse 14 euros/m², - Massif arbustif 15 euros/m² - Arbre environ 44 euros/u - Bosquets couvre sol + friche = 22,73 euros/m - Noue : environ 39,20/ m²
Méthode de suivi	Evolution des surfaces d'espaces verts Espèces de la palette végétale des espaces verts, vérification des strates développées

⛔ **Une évolution progressive des ambiances paysagères du quartier** (direct/temporaire/court terme)

La période de chantier va nécessairement induire une dégradation temporaire des paysages du site d'étude, ainsi qu'une une évolution progressive de ses ambiances. Les travaux de réaménagement vont ainsi changer la perception du quartier.

Ces effets sont cependant réduits par le phasage du chantier (progressif jusqu'à 2030 (pour la livraison des logements et la réalisation du quartier afin que les écoles existantes absorbent les futurs besoins scolaires), et la création de nouveaux bâtiments dont la qualité architecturale et paysagère sera travaillée, en lien avec les formes urbaines proches. Ces nouveaux éléments viendront remplacer des maisons pavillonnaires vieillissantes et d'aspect relativement délaissé, et contribueront ainsi à renvoyer une image plus positive du quartier. Par ailleurs quelques éléments bâtis sont conservés et servent notamment d'ancrage aux nouvelles constructions.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un projet contrastant fortement avec les paysages actuels du quartier, entraînant une rupture des ambiances – Hypothèse d'axonométrie du projet

Mesure de REDUCTION : Un renouvellement urbain qui modernise la perception du quartier	
Description	Bien que les déconstructions aient un impact paysager fort et souvent brutal, le projet de renouvellement urbain sera porteur de nouvelles constructions qualitatives et de requalifications du bâti plus modernes ainsi que des espaces publics végétalisés. Ils améliorent la perception du quartier, depuis l'extérieur, mais aussi par les habitants, et contribuent à renvoyer une image positive et attractive de cette entrée de ville.
Effet attendu	Amélioration des perceptions, de l'habitabilité et du cadre paysager du quartier
Coût	Externalité positive du projet sans coût associé
Méthode de suivi	Observatoire photographique des éléments bâtis

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Une préfiguration de la requalification intégrant les habitants	
Description	Le projet prévoit la réalisation d'animations, d'une signalétique pédagogique et d'aménagements transitoires en associant les habitants pour faciliter l'appropriation de la nouvelle structuration du quartier. Par ailleurs, il est prévu d'associer les habitants à la conception du projet à travers une concertation, et en particulier sur l'usage des espaces publics.
Effet attendu	Amélioration de l'acceptabilité et de l'appropriation du projet par les habitants en les associant
Coût	10k€ à 30k€ selon les modalités de la participation du public retenues
Méthode de suivi	Nombre d'ateliers réalisés / Nombre de participants / Exposition des aménagements réalisés / Suivi photographique, …

2.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur le patrimoine et les formes bâties et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

Entrée de ville retravaillée, support d'une image de qualité du Kremlin Bicêtre (direct/permanent/court terme)

La requalification de ce quartier, positionné en entrée de ville, constitue une opportunité de diffuser une image positive et attractive de la commune. L'entrée de ville sera marquée par des constructions de hauteurs variables, support d'une image de qualité du Kremlin Bicêtre.

Le projet urbain **reprend les grands principes de l'OAP** en proposant des points hauts qui permettent de marquer l'entrée de ville. La diversité des hauteurs permet de faire émerger un front bâti diversifié qui rompra une forme de monotonie. Il sera par ailleurs très visible depuis les axes de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide et agira comme un **repère urbain**.

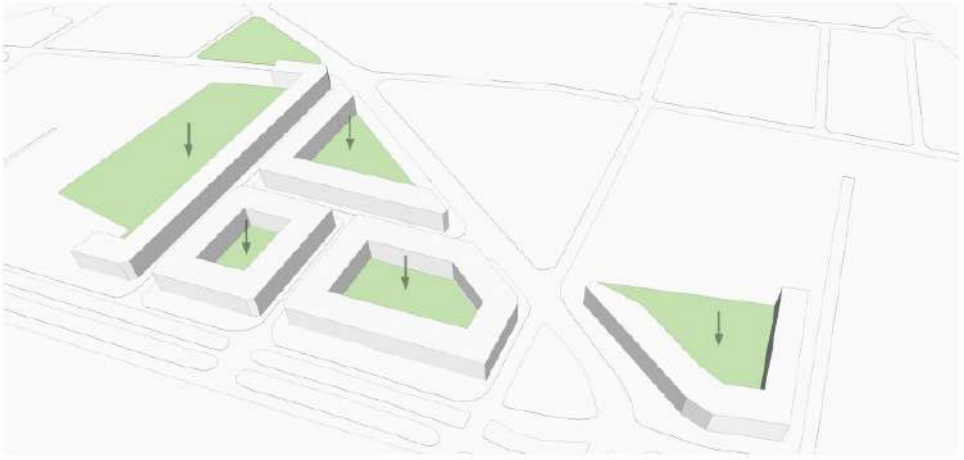
Les formes urbaines et gabarits allient des hauteurs variables, de R+ 3 à R+ 15 selon l'insertion dans l'environnement, les épannelages entre bâtiments et permettent de créer des cœurs d'ilots végétalisés et généreux.

Une recomposition du quartier affirmant son urbanité et ouvrant de nouvelles continuités paysagères (direct/permanent/court terme)

Actuellement très résidentiel composé de maisons individuelles relativement basses, le site d'étude est actuellement peu lisible et en décalage au regard des tissus bâtis environnants. L'ensemble du secteur connait de grands changements (requalification de la rue Gabriel Péri, projet de l'Ecotone, …), et le projet s'inscrit dans cette dynamique territoriale.

Il s'appuie sur un principe d'îlots refermés sur un cœur d'îlot vert, tout en maintenant des transparences et des porosités ouvrant des fenêtres visuelles sur les cœurs et facilitant la circulation, afin d'assurer l'aération des espaces et participent à la qualité des paysages du quartier. L'élargissement de la voirie supportera également l'adaptation des profils viaires à la nouvelle densité des morphologies bâties, confortant cette nouvelle urbanité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Coeur d'îlot vert

Îlots ouverts

Le projet de recomposition urbain projette l'ouverture de nouvelles continuités paysagères, notamment en fermant des accès à la circulation. C'est le cas de la rue de l'Avenir fermée à la circulation. De même, le barreau Bergonié au Sud de l'îlot C serait supprimé, afin de rattacher le carrefour d'entrée de ville à l'îlot C (à confirmer par une étude complémentaire qui devrait être lancée en 2025).

Avec le maintien des voiries actuelles, le projet maintient les ouvertures visuelles sur la vallée de la Bièvre. La requalification paysagère des espaces publics amplifie la qualité des perspectives dans le tissu urbain.

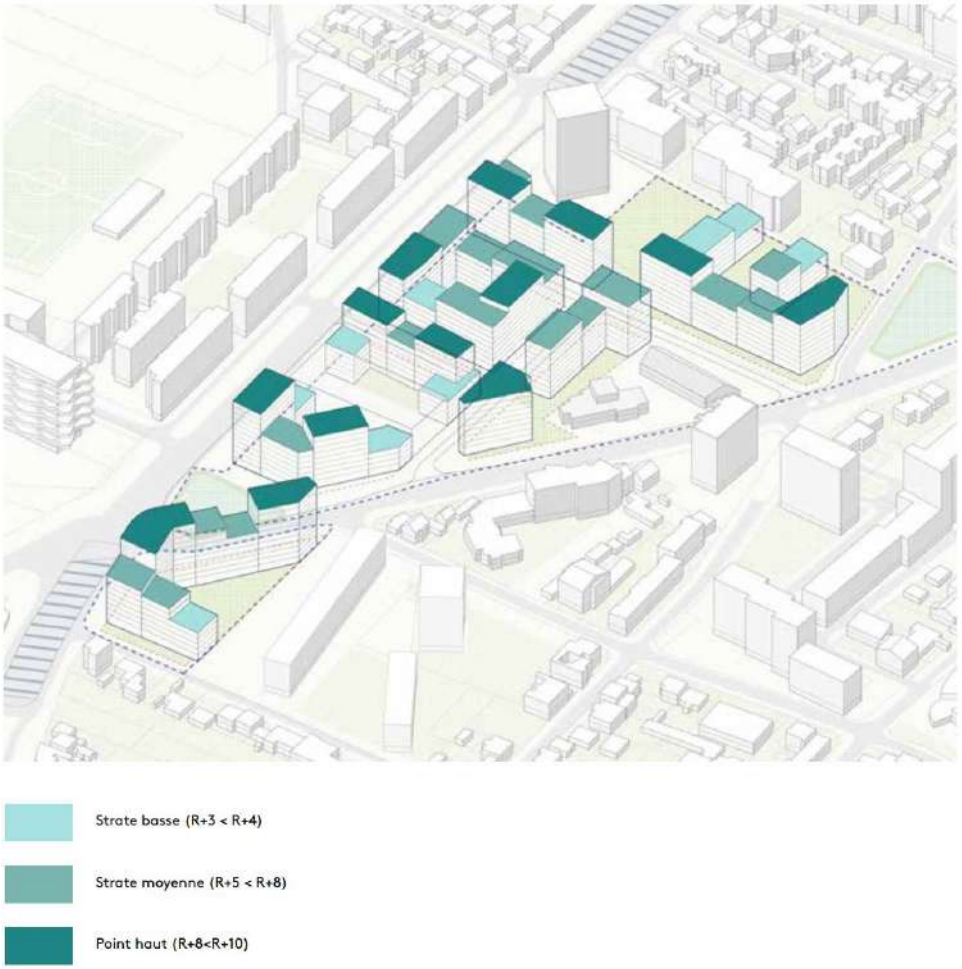
Un travail sur les hauteurs bâties permettant de limiter les ruptures d'échelle (direct/permanent/court terme)

Dans la même logique que la recomposition urbaine du site, le projet s'attache à bien intégrer les futurs éléments bâtis dans la trame architecturale et paysagère existante, notamment par un épannelage du bâti. Il permet d'opérer un travail fin sur les rapports d'échelle, en réalisant des transitions de hauteurs douces, en s'inscrivant dans la pente, en ouvrant des vues vers la vallée de la Bièvre, etc. En particulier, les bâtiments hauts seront concentrés au niveau de l'entrée de ville et de l'axe Gabriel Péri.

Trois strates de hauteurs se distinguent : la strate haute à moyenne (R+7 à R+15) offrant des vues depuis les points hauts ; la strate ville (R+4 à R+6) intégrant le bâti dans le tissu environnant, et la strate basse assurant le maintien ou l'ouverture de vues (R+3 max). Ainsi, la rupture d'échelle existant actuellement entre le tissu pavillonnaire et le bâti collectif environnant sera limitée.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Par ailleurs, la prise de hauteur du tissu bâti prévu par le projet permet de dégager plus d'emprise pour réaliser des cœurs d'îlots végétalisés, et libérer l'espace public, limitant globalement les ruptures paysagères au sein du quartier.



Hypothèse des volumes bâtis – avant évolutions du projet - Source : Notice de présentation du projet urbain

Une adaptation des façades bâties au contexte urbain environnant et une nouvelle interaction entre bâti et espace public (direct/permanent/long court)

La nouvelle composition urbaine du quartier permet également de renforcer les porosités entre espace public et privé. En particulier, le projet prévoit d'adapter les nouvelles façades bâties au contexte paysager environnant.

En effet, les façades donnant sur l'avenue Charles Gide et donc le ruban vert, l'implantation du bâti permet d'ouvrir les cœurs d'îlots sur l'espace public, amplifiant les ambiances naturelles et la qualité du cadre de vie au sein du quartier. Ce travail de continuités vertes se poursuivra sur les toitures par leur végétalisation.

Rue Gabriel Péri, les façades seront enrichies d'installations techniques permettant de préserver les logements des nuisances acoustiques et des pollutions émises par ce boulevard urbain. Au cœur du quartier en revanche, les façades arboreront des balcons, dont l'intimité sera préservée par des jeux d'opacité, d'ouvertures et de fermetures. Enfin, les façades donnant sur les cœurs d'îlots seront habillées de balcons très ouverts, filants, constituant un véritable prolongement des logements et offrant des vues dégagées vers les espaces végétalisés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Stefano Boeri architecte - logements à Milan (Italie)

Atelier Kempe Thill - 55 logements sociaux à Paris (18e)

DE atelier architectes - logements à Melbourne (Australie)

LIN architectes - 144 logements à Paris (4e)

Par ailleurs, le projet donne une importance particulière au traitement des rez-de-chaussée en assurant une interaction forte entre les espaces bâtis et les espaces publics. Des aménagements permettront de limiter les nuisances liées au contact avec les espaces de vie collective (végétalisation des clôtures, traitement des limites par le végétal, etc.).

Plantes grimpantes

Plantes grimpantes

Plantes grimpantes

Plantes grimpantes

Haie bocagère

Haie graminée

Un bâti colonisé par la végétation - Source : CPAUPE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Une diversification des formes architecturales venant moderniser le quartier (direct/permanent/court terme)

Actuellement composé de maisons individuelles relativement vieillissantes, le projet tend à moderniser l'image du quartier, en venant diversifier les formes architecturales. Il s'inscrit ainsi dans la même dynamique que les secteurs environnants, en pleine mutation et faisant preuve d'innovation architecturale (requalification du quartier et de la rue Gabriel Péri, Ecotone, …).

Si le projet s'attache fortement au maintien d'une cohérence architecturale d'ensemble, l'écriture architecturale des nouveaux bâtiments restera relativement libre, ouvrant les possibilités d'innovation. La cohésion pourra s'exprimer par une continuité de matériaux mais les choix architecturaux des bâtiments devront permettre au quartier d'acquérir son identité propre. Le projet vise ainsi à limiter les symétries prévisibles, mais également les vis-à-vis intrusifs. Les différents lots observeront ainsi un « air de famille », sans pour autant créer de sensation de monotonie.

Une réduction de l'emprise des parkings (direct/permanent/court terme)

Le site est actuellement marqué par un certain nombre de zones de stationnement peu valorisées et créant des délaissés urbains. Le projet prévoit notamment de développer les parkings des lots privés en sous-sol, de sorte à libérer des surfaces et à optimiser l'espace, donnant plus d'ampleur aux cœurs d'îlots végétalisés et à l'espace public.

Une végétalisation du bâti venant diversifier et animer les paysages urbains (direct/permanent/court terme)

Le projet de requalification du site d'étude prévoit, en plus de la végétalisation généreuse des espaces publics et des cœurs d'îlots, d'assurer la conquête du bâti par la nature. La volonté de créer un quartier vert se traduit ainsi également dans le projet par le traitement végétal des toitures, façades et rez-de-chaussée.

Le projet met ainsi en avant le concept de façades vertes, venant conforter l'inscription du quartier dans le ruban vert de la commune. A travers des jardinières, des supports verticaux pour les grimpantes, les bâtiments en situation de proue devront porter une réflexion particulière à cette question. La végétalisation des façades permet de diversifier les paysages urbains et d'adoucir les formes, tout en développant les ambiances naturelles dans un milieu contraint.

Jean Nouvel architecte - logements à Nice (06)

DE atelier architectes - logements à Melbourne (Australie)

Concernant les toitures, l'épannelage prévu rend les strates basse et moyenne visibles depuis l'espace public et les bâtiments plus hauts. Ainsi, les toitures seront valorisées par leur végétalisation, en une réelle démarche innovante et

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

écoresponsable, qui profitera aux habitants et s'inscrira dans la vie de quartier, au même titre que les espaces libres au sol.

Toitures jardin : Référence Toronto

Toitures jardin : Référence Lot F, Saint Denis confluence - EXP architectes

Toitures jardin : Référence New York

Toitures jardin : Référence New York

Une valorisation des toitures sur l'ensemble du quartier - Source : CPAUPE

Le projet prévoit notamment un traitement différencié des toitures, en s'adaptant à leur hauteur et leur accessibilité :

- Les toitures basses (R+3 et R+4) sont automatiquement végétalisées et accessibles comme prolongement des logements ou terrasses collectives ;
- Les toitures moyennes (R+5 à R+8), perceptible depuis la rue, sont accessibles ou simplement végétalisées de manière relativement extensive ;
- Les toitures hautes sont inaccessibles mais végétalisées par une toiture intensive.

Ainsi, le projet assure la prise en compte des toitures comme des espaces faisant partie intégrante de la vie de quartier, assurant leur appropriation par les habitants, et leur valorisation par une végétalisation, voir l'installation de potagers.

Des toitures accessibles favorisant leur appropriation par les habitants comme des jardins urbains - Source : CPAUPE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Une animation du chantier préfigurant la requalification (direct/temporaire/court terme)

Le réaménagement d'un quartier de cette ampleur va grandement bousculer la vie de quartier et les habitudes des habitants, tant dans leur perception du secteur que dans leur pratique. Une préfiguration de la requalification du site est ainsi prévue, afin d'assurer l'acceptabilité du projet par les habitants et de faciliter son appropriation.

Ainsi, une signalétique pédagogique sera mise en place, ainsi que des animations et des aménagements transitoires permettront de réunir les habitants autour du projet et de les impliquer lors de la phase chantier, tout en améliorant la qualité des paysages de chantiers, souvent très marqués. Par exemple, les matériaux issus de la déconstruction pourront servir à la réalisation de chantiers participatifs, et une agriculture urbaine pourra être mise en place sur les parcelles en attente.

Exemple d'appropriation d'un secteur en reconversion (source : CPAUPE)

Une intégration des commerces dans la trame architecturale bâtie (direct/permanent/court terme)

Le site est actuellement résidentiel. Sa requalification prévoit l'intégration de commerces en rez-de-chaussée, qui peuvent impacter la qualité des paysages urbains s'ils ne sont pas bien intégrés. Or le projet prévoit un traitement architectural qui intégrera harmonieusement les linéaires commerciaux dans les ensembles bâtis. Les volumes des cellules commerciales se positionneront ainsi dans l'alignement du plan de façade, afin d'assurer la lecture d'ensemble et la continuité du volume bâti.

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ou NULLES POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

Aucun effet sur le patrimoine bâti inscrit et classé du quartier (direct/ permanent/ court terme)

Il n'existe pas de monument historique ou de site inscrit ou classé sur le site de projet. Celui-ci n'aura donc aucun impact direct.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⛔ **Une densification pouvant altérer les paysages du quartier** (direct/ permanent/ court terme)

L'ensemble du site va faire l'objet d'une densification, qui aura pour conséquence de modifier les ambiances paysagères de ces espaces. La déconstruction de maisons de taille relativement basse ainsi que l'implantation du nouveau bâti vont nécessairement modifier les ambiances paysagères existantes et peuvent augmenter l'artificialisation des sols, bien qu'ils permettent de restructurer le quartier. Par ailleurs, le bilan des surfaces imperméables avant et après réaménagement du quartier est nul

Toutefois, le secteur de projet est déjà très minéral, et le projet prévoit un aménagement de cœurs d'îlot végétalisés qui limitera l'impression de densification urbaine. Par ailleurs, le travail sur les espaces verts, la construction de bâtiments modernes de meilleure qualité architecturale et le décloisonnement du site vont permettre de réduire cette incidence, en proposant un cadre paysager diversifié et densément végétalisé. Le travail de préfiguration de la requalification mené avec les habitants permettra également de faciliter l'acceptation du projet et d'améliorer les ambiances souvent peu qualitatives des chantiers.

Mesure de REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier	
Description	Le projet prévoit de fortement développer le potentiel paysager du site à travers l'aménagement d'espaces verts et une trame végétale dense, plus diversifiée et mise en réseau, constituant une véritable trame paysagère à l'échelle du quartier. La mise en place d'espaces de nature multi-strates, la plantation d'espèces locales etc., la végétalisation dense des cœurs d'îlots notamment contribuent à maintenir des espaces de respiration, créer des vues sur le paysage et des ambiances naturelles qui réduisent l'effet de la densification du quartier.
Effet attendu	Développement d'une trame végétale et paysagère dense, ouverture de vastes cœurs d'îlots végétalisés, supports d'un cadre de vie de qualité
Coût	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Prairies = Entre 100 et 400 euros/ hectare - Semis prairie fleurie = (nivellement, damage…) = 3 €/m2 - Strate basse 14 euros/m², - Massif arbustif 15 euros/m² - Arbre environ 44 euros/u - Bosquets couvre sol + friche = 22,73 euros/m - Noue : environ 39,20/ m²
Méthode de suivi	Evolution des surfaces d'espaces verts Espèces de la palette végétale des espaces verts, vérification des strates développées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Une nouvelle structuration du bâti qui tend à limiter les ruptures paysagères	
Description	La nouvelle organisation spatiale du quartier proposée par le projet est plus cohérente et permet un décloisonnement du site par l'implantation d'éléments bâtis plus poreux. En particulier, l'épannelage prévu ouvre des vues vers le ciel et limite les sensations d'enfermement en cas de bâti haut depuis l'espace public. Cette nouvelle organisation structure également des perspectives sur le grand paysage qui sont à souligner.
Effet attendu	Création de nouvelles perspectives d'intérêt et de continuités végétales qui limitent les ruptures paysagères et améliorent du même coup le cadre de vie
Coût	Pas de surcoût associé
Méthode de suivi	/

⛔ **Une démolition de bâtiments existants sur le site, d'intérêt paysager modeste** (direct/permanent/court terme)

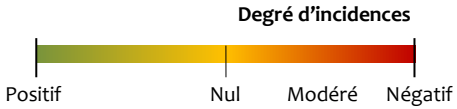
Les maisons individuelles existantes sur le site ne disposent pas d'une qualité architecturale remarquable et sont plutôt vieillissante, voire pour certaines délaissées. Leur intérêt paysager est donc modeste, néanmoins leur démolition peut entraîner une altération temporaire de la lisibilité des paysages du site.

Quelques éléments bâtis conservés dans le projet (source : étude urbaine)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure d'EVITEMENT : Une conservation de certains éléments bâtis dans le projet	
Description	Le projet prévoit de conserver quelques constructions présentes sur le site comme la crèche, et le bâtiment haut rue Gabriel Péri. Une partie du bâtiment situé sur la parcelle L242, ajoutée au périmètre initial, pourrait être réhabilitée etc. Par ailleurs, la conservation de l'emprise actuelle des voies et des noms de rues facilitera la préservation de la mémoire et de l'historique du site.
Effet attendu	Ainsi le maintien de ces éléments repères facilite l'acceptation du projet par les habitants et permet de ne pas bouleverser totalement la lecture des paysages au sein de ce secteur.
Coût	Economie des coûts de démolition/reconstruction des éléments conservés à estimer par les MOE
Méthode de suivi	Nombre et surface de bâti conservé

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET CADRE DE VIE – Paysage et patrimoine

Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
PAYSAGES									
Une requalification permettant de réaliser de véritables continuités paysagères	x		x				X	/	/
Une création d'espaces de nature riches et diversifiés	x		x				X	/	/
Renforcement de la trame arborée globale du secteur	X		X				X	/	/
Une valorisation paysagère de l'espace public et des modes doux confortés	X		X		X			/	/
Une prise en compte de la topographie caractéristique du site et une valorisation des vues paysagères	X		X		X			/	/
Un aménagement de noues végétalisées venant diversifier les ambiances paysagères	X		X		X			/	/
Préservation de la structuration urbaine existante	X		X		X			/	/
Un abattage d'arbres ponctuel	X		X		X			COMPENSATION : Replantation d'arbres REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier	Absence d'incidences résiduelles, les nouveaux arbres plantés venant à long terme remplacer les arbres abattus
Une évolution des ambiances paysagères du quartier		X	X		X			REDUCTION Un renouvellement urbain qui modernise la perception du quartier Une préfiguration de la requalification intégrant les habitants	Absence d'incidences résiduelles en raison de l'amélioration globale de la qualité paysagère du quartier
PATRIMOINE									
Entrée de ville retravaillée, support d'une image de qualité du Kremlin Bicêtre	X		X		X			/	/
Une recomposition du quartier affirmant son urbanité et ouvrant de nouvelles continuités paysagères	X		X		X			/	/

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un travail sur les hauteurs bâties permettant de limiter les ruptures d'échelle	X		X		X			/	/
Une adaptation des façades bâties au contexte urbain environnant et une nouvelle interaction entre bâti et espace public	X		X		X			/	/
Une diversification des formes architecturales venant moderniser le quartier	X		X		X			/	/
Une réduction de l'emprise des parkings	X		X		X			/	/
Une végétalisation du bâti venant diversifier et animer les paysages urbains	X		X		X			/	/
Une animation du chantier préfigurant la requalification		X	X		X			/	/
Une intégration des commerces dans la trame architecturale bâtie	X		X		X			/	/
Une conservation de certains éléments bâtis dans le projet	X		X		X			/	/
Aucun effet sur le patrimoine bâti inscrit et classé du quartier	X		X		X			/	/
Une densification pouvant altérer les paysages du quartier	X		X		X			REDUCTION Développement et diversification des espaces verts du quartier Une nouvelle structuration du bâti qui tend à limiter les ruptures paysagères	Absence d'incidences résiduelles en raison de la création de nouveaux espaces de meilleure qualité paysagère

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur la biodiversité et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

Un renforcement du potentiel écologique du site dans un contexte urbain contraint, l'inscrivant dans les continuités locales, (direct/ permanent/ long terme)

Localisé en entrée de ville, à l'articulation de trois communes métropolitaines et en bord du boulevard périphérique, le site s'inscrit dans un contexte urbain très contraint et peu favorable à la biodiversité. Le projet prévoit ainsi de nombreux aménagements paysagers venant renforcer la surface végétalisée du quartier, accroissant ainsi le potentiel d'accueil de la biodiversité sur le site.

En particulier, le projet traduit une véritable volonté de renforcer la densité végétale du site pour en faire un maillon fort de la trame verte et bleue locale, matérialisant l'amorce du ruban vert communal. Le projet prévoit ainsi la création d'espaces verts publics agissant comme des espaces relais majeurs pour la circulation de la biodiversité, et de densément végétaliser les espaces publics dans le but de créer des continuités vertes. La trame arborée sera ainsi développée, de même que les strates inférieures notamment le long des cheminements doux. De la même manière, la création de cœurs d'îlots densément végétalisés vient augmenter le potentiel d'accueil de la biodiversité du site, en offrant de vastes espaces de nature en ville.

Ainsi, en diversifiant l'offre d'espaces de nature en milieu urbain et en développant les trames végétales, le projet s'ancre fortement dans les continuités écologiques locales, créant un nouvel espace relai d'envergure à la biodiversité entre le parc du coteau d'Arcueil, le cimetière Est, le parc des Hautes Bruyères etc. proches. Il permet ainsi l'accueil d'une biodiversité plus riche et donc le renforcement du potentiel d'accueil du site.

Des plantations d'arbres venant renforcer la trame arborée du site (direct/ permanent/ court terme)

Dans la même logique de densification végétale, le projet prévoit de renforcer la trame arborée globale du site. De manière plus générale, bien que le projet induise un abattage de certains arbres inhérent à la déconstruction du bâti existant et la construction des nouveaux éléments, il prévoit également d'en planter un certain nombre, renforçant ainsi la trame boisée du site.

Les continuités arborées jouent un rôle majeur dans les déplacements des oiseaux et des chiroptères. Ainsi, le maintien de la trame arborée existante avenue Charles Gide et le déploiement d'alignements sur les rues adjacentes assure la connexion végétale entre les cœurs végétalisés, les nouveaux espaces verts, le ruban vert d'échelle communale, et les réservoirs de biodiversité majeurs proches comme le parc du coteau d'Arcueil. A la fin de l'opération, le bilan abattage/plantation d'arbres devra donc être positif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un renforcement de la trame végétale du site, l'inscrivant dans les continuités écologiques locales– Hypothèse d'axonométrie du projet

Une augmentation de la diversité floristique et une diversification des habitats (direct/ permanent/ court terme)

Actuellement peu développés, homogènes et entretenus, les espaces verts du quartier souffrent d'un manque de diversité végétale. La multiplication des strates et des espèces végétales prévue dans le projet va entraîner une augmentation de la diversité floristique du site, attirant de nouvelles espèces faunistiques et venant accroître la biodiversité.

Par ailleurs, le cahier de prescriptions architecturales, urbaines et paysagères (CPAUPE), venant cadrer la requalification du secteur impose l'utilisation d'une palette végétale locale, encourageant les concepteurs à développer des espaces verts plus favorables à la biodiversité locale, accroissant du même coup la diversité faunistique du site.

En particulier, le CPAUPE prévoit la plantation d'essences adaptées aux espèces faunistiques relevées sur le site dans l'état initial de l'environnement, et la mise en place d'habitats directement favorables (Pipistrelle commune, en chasse et transit sur le site, Mésange charbonnière, Moineau domestique).

Dans cette logique, le CPAUPE interdit l'utilisation de végétaux horticoles ou exogènes (Thuyas et/ou Lauriers palmes, Pyracanthas, Photinias, Forsythias, Berbéris, ...), tous les végétaux à feuillage panaché ou pourpre, ainsi que les plantes invasives, afin de préserver les écosystèmes locaux.

Enfin, au-delà de la diversité floristique, le projet prévoit la mise en place d'abris pour la faune, la gestion alternative des espaces verts, la plantation d'arbres fruitiers dans les îlots privés et les espaces publics et enfin diversifier les espèces implantées et d'offrir des lieux de nourrissage pour la faune, avec une végétalisation multi-strates et des espaces multi-accueil de la biodiversité. Ainsi, il assure le développement d'espaces de nature hautement qualitatifs et favorables au développement de la biodiversité en milieu urbain.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Actinidia deliciosa 'Hayward'

Actinidia deliciosa 'Tomuri'

Arbres fruitiers

Arbres fruitiers

Luzula Sylvatica

Miscanthus

Sorbus Torminalis

Rosa Canina

Acer campestre

Alisier Torm

Aubépine

Cornus Mas

Une palette végétale devant s'appuyer sur les essences locales (source : CPAUPE)

Proposition de mesures complémentaires d'accompagnement sur l'aménagement de parcs d'intérêt écologique

Le diagnostic initial a établi que la parcelle de friche à proximité du commissariat présente une valeur écologique moyenne au vu des espèces animales et végétales qui la composent, et de son rôle d'espace relais dans la trame locale. Dans l'objectif de conserver le rôle du site dans la trame écologique, le square et le parvis Malleret-Joinville prévus dans le projet devront être aménagés pour reconstituer un habitat dominante naturelle.

Cet habitat recréé sera préférentiellement un milieu ouvert afin de pouvoir accueillir à nouveau les espèces présentes actuellement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La surface joue un rôle important dans la fonctionnalité de ce type d'espace, au moins un tiers du parc devra être destiné à la biodiversité.

Il est proposé une prairie de type mésophile pictée de fruitiers et bordée d'une ou plusieurs haies champêtres. Ce type d'habitat offrant une variété de strate de végétation sera à la fois favorable aux insectes (lépidoptères, orthoptères), à la nidification des oiseaux et constituera un réservoir de nourriture pour les chiroptères (Pipistrelle commune principalement) chassant sur le site.

Exemples du parc des Guilands à Montreuil, et un espace biodiversité au cimetière de Pantin (source : étude faune-flore)

Une valorisation des espaces bâtis pour la biodiversité (direct/ permanent/ court terme)

Si le projet induit nécessairement une perte temporaire d'espaces de nature et donc de biodiversité lors de la phase chantier et par la densification du secteur, il s'attache à limiter les effets du bâti sur la biodiversité en assurant son optimisation et sa végétalisation. Ainsi, le projet met à contribution les toitures, façades, pieds d'immeubles et cœurs d'îlots pour créer de nouveaux espaces végétalisés de potentiel pour la biodiversité et développer les trames écologiques.

La végétalisation des façades et des toitures en particulier, vient diversifier la nature en ville et offrir de nouveaux espaces refuge pour la biodiversité sur des constructions habituellement très peu favorables à la biodiversité. Le projet assure par ailleurs l'accessibilité de certaines toitures notamment pour l'installation de potagers urbains, venant encore diversifier la végétation du site et son potentiel pour la faune.

Ces efforts de végétalisation du bâti permettent ainsi reconstituer des fonctions écosystémiques peu présentes en ville sur des espaces jusque-là sous utilisés. En particulier, ils créent de nouvelles capacités d'accueil de la biodiversité importantes en contexte urbain contraint, en plus de leur rôle pour la gestion des eaux de pluie, îlots de chaleur urbains et isolants thermiques et acoustiques.

Une végétalisation du bâti lui donnant un véritable intérêt pour la biodiversité (Source : CPAUPE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Une mise en place de gîtes favorables à la biodiversité (direct/ permanent/ court terme)

En plus de leur végétalisation, le potentiel d'accueil des surfaces bâties sera amélioré par l'installation de nichoirs et de gîtes favorables à la biodiversité, en particulier l'avifaune et les chiroptères.

Le cahier de prescriptions architecturales et paysagères donne notamment des orientations opérationnelles pour assurer la fonctionnalité de ces gîtes : favoriser l'exposition sud /sud-est, hauteur, installation face aux espaces ouverts, etc.

Un projet qui améliore la porosité du secteur pour la biodiversité et donc qui limite les ruptures dans les continuités écologiques (direct/ permanent/ court terme)

L'essentiel des espaces de biodiversité actuels du site correspondent aux jardins privés et donc des espaces très fragmentés par le tissu urbain. Le projet vise à dépasser ces limites et à dépasser les ruptures créées par les éléments bâtis. Cette volonté se traduit en premier lieu par l'implantation des nouvelles constructions, qui limitent les ruptures dans les continuités écologiques en créant de nouveaux liens végétaux et paysagers. Les cœurs d'îlots notamment, densément végétalisés, seront ainsi ouverts sur les espaces publics et notamment le ruban vert, afin de maintenir des continuités physiques entre les espaces de nature.

Îlots ouverts

De la même manière, l'épannelage du bâti et sa végétalisation limite les ruptures dans les déplacements de la biodiversité, en particulier des oiseaux et des chiroptères. Les éléments bâtis linéaires et de gabarit élevé créent en effet une barrière physique forte et haute qui peut constituer un véritable obstacle pour la faune. En diversifiant les hauteurs et en y installant des espaces refuges végétalisés, le projet ouvre des passages pour la faune et créée des étapes dans les cheminements qui permet à la faune de plus facilement se déplacer dans le tissu urbain.

Ce travail sur la limitation des ruptures créées par les espaces urbanisés s'applique également au niveau du sol, par un traitement végétal des limites. La mise en place de clôtures perméables ou de haies bocagères (constituées d'espèces locales comme en particulier le Fruitier sauvage, le Fusain d'Europe, l'Érable champêtre, la Viorne lantane, le Cornouiller mâle et le Troène commun) permettent en effet de faciliter le déplacement de la faune entre les parcelles tout en confortant la densité végétale du site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Plantes grimpantes

Plantes grimpantes

Un traitement végétal des limites facilitant les déplacements de la biodiversité en milieu urbain - Source : CPAUPE

Le projet porte également une attention particulière à la limitation de l'artificialisation des sols, notamment par l'utilisation de matériaux poreux qui jouent un rôle dans la gestion des eaux pluviales, mais permettent également l'installation d'une végétation favorable au déplacement de la faune. La continuité avec les sols des espaces publics sera ainsi recherchée, et le CPAUPE préconise la mise en place d'un Coefficient de Biotope Surfacique encourageant le maintien d'espaces de pleine terre empruntés par la biodiversité.

Sols poreux : dalle gazon

Sols poreux : joint enherbé

Sols poreux : gradation

Un recours aux revêtements perméables pour faciliter le déplacement de la biodiversité en milieu urbain - Source : CPAUPE

Enfin, la requalification prévue projette de conforter le réseau de cheminements doux existant, qui, accompagné de végétation dense, créée également des continuités vertes en milieu urbain qui facilitent le déplacement de la biodiversité.

Une gestion alternative des eaux pluviales venant aménager de nouveaux espaces d'intérêt écologique (direct/permanent/court terme)

Bien que les éléments de projet ne soient pas fixés à ce jour, il est envisagé de redonner une place à l'eau dans le quartier, notamment à travers la gestion alternative des eaux pluviales à la parcelle. La création de noues paysagères, de bassins de rétention aériens permet ainsi de diversifier les espaces verts du quartier de par la végétation spécifique implantée dans ce type d'aménagement, et ainsi de créer de nouveaux milieux attirant la biodiversité associée.

Un travail sur les pollutions lumineuses (direct/permanent/court terme)

Le cahier de prescriptions architecturales et paysagères du projet prévoit la limitation des pollutions lumineuses et donc le renforcement d'une trame noire favorable à la biodiversité nocturne. Les cœurs d'îlots devront ainsi envisager de maintenir des espaces peu voire non éclairés, d'avoir recours à aux dispositifs dont la couleur et la puissance les moins perturbants pour la biodiversité, de programmer les horaires d'éclairage ou d'installer des détecteurs de présence sur les espaces publics, d'éteindre les lumières intérieures des équipements et des vitrines des locaux une heure après la fin de l'occupation, etc. Le projet œuvre ainsi pour le maintien d'une trame noire favorable à la biodiversité nocturne et limitant les effets de la densification du site sur elle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Proposition de mesures complémentaires d'accompagnement sur l'éclairage du site

Outre la réduction des consommations d'énergie, la préservation du ciel nocturne par la limitation maximale de la pollution lumineuse dans la conception du plan d'implantation de l'éclairage doit être considérée comme une priorité, notamment pour la faune. Dans cette optique, il doit être proposé des ambiances lumineuses adaptées selon les usages des différents espaces, en réduisant les flux lumineux lorsque cela est possible et en ménageant des zones sombres propices au repos des espèces animales et végétales présentes.

Dans le cadre de la mise en place de l'éclairage public, des luminaires appropriés devront être utilisés. L'impact du projet par dérangement sur les populations locales d'insectes, voire de chauves-souris s'en trouvera réduit.

Pour ce faire, il est préférable d'utiliser des lampes avec un spectre et une intensité lumineuse réglables, en faisant varier soit la tension d'alimentation, soit les impédances des installations d'éclairage.

Quelques recommandations générales :

- Isoler la lampe afin d'empêcher la pénétration d'insectes, d'araignées et mollusques.
- Les spectres d'émissions dans les ultraviolets sont néfastes pour les insectes et la faune nocturne, il faut donc privilégier les sources lumineuses jaunes ou orangées moins impactantes.
- **Privilégier des lampes sodium basse pression et haute pression** afin de limiter les impacts sur la faune et la flore, et plus particulièrement les insectes. La **lampe sodium haute pression** n'émet presque pas de lumière bleue, ni d'UV. La **lampe sodium à basse pression**, à un spectre encore plus ciblé et plus réduit, également très intéressant pour l'éclairage public. Ces deux types de lampes sont des lampes dites à « décharge », qui ont par ailleurs une meilleure efficacité lumineuse (rendement d'éclairage de lumen/watt).
- Utiliser des lampes peu polluantes ou tout autre système pouvant être développé à l'avenir. Eviter donc l'usage de lampes à vapeur de mercure haute pression ou à iodure métallique.

La lumière blanche émise par les lampes LED et les lampes hyperfréquences présente une forte composante dans le bleu considérée comme nocive pour la faune et la flore nocturne (production de mélatonine diminuée pour des rayonnements en dessous de 470 nm correspondant à la couleur bleue). Elle est par ailleurs beaucoup plus diffusée dans l'atmosphère que la lumière jaune des lampes à sodium, et provoque une augmentation des halos lumineux minimum de 70% dans les meilleurs cas, où le flux lumineux est bien concentré vers le sol (sans déperdition au-dessus de l'horizontale), et ce pour des éclairements au sol identiques à ceux obtenus avec une lumière au sodium haute pression.

La technologie à LED peut obtenir des intensités lumineuses proches de celles des lampes au sodium, à condition d'utiliser des LEDs avec des températures de couleur très supérieures à 3 000K, et le plus souvent même à 5 000K. Cela donne cependant une lumière blanche froide, avec une composante dans le bleu encore plus importante que les lampes aux iodures.

En conclusion, l'utilisation de la lumière blanche devrait donc se faire avec parcimonie et cibler uniquement l'éclairage dans les zones piétonnes fréquentées, à très fréquentées (éclairement inférieur à 7 lux). L'éclairage des sites naturels (ou assimilés) et de leurs abords, comme les jardins, méritent d'écarter ce mode d'éclairage pour privilégier l'absence d'éclairage ou l'utilisation d'ampoules basse pression au sodium.

Dans le cas présent, une attention particulière devra être apportée à l'éclairage à proximité des couloirs de passage des chiroptères et leurs

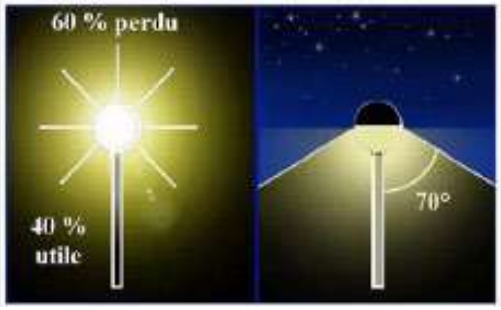
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

proies (hétérocères par exemple), particulièrement sensibles à la pollution lumineuse.

Principaux types de lampes	LED	Lampe classique à incandescence	lampe halogène	Lampe à fluorescence	Lampe à vapeur de sodium (basse pression)	Lampe à vapeur de sodium (haute pression)	Lampe à vapeur de mercure (haute pression)	Lampe aux iodures métalliques (haute pression)	Lampe à induction (basse pression)
Type	Semi-conducteur	Lampe à filament		Lampe à décharge					Lampe à induction
Caractéristiques									
Durée de vie	+++	+	+	++	++	++	++	+	+++
Efficacité lumineuse (lm/Watt)	+	+	+	++	+++	+++	+	++	++
Rendu des couleurs (IRC)	**Moyen à bon**	~ 100 / **bon à excellent**	100 Excellent	60 à 98 / **Moyen à excellent**	20 (Monochromatique)/ **Très mauvais**	20 ou 65 (de luxe) / **Mauvais**	81 et 83 / **Bon à excellent**	35 à 70 / **Mauvais à bon**	60 à 95 / **Moyen à excellen**
Prix	-	++	+	+	+	+	+	+	+
Applications actuelles									
Routes									

Principaux types de lampes et leur efficacité. - Source : étude faune-flore

Afin de limiter la pollution lumineuse, une vigilance sera également portée à l'orientation des luminaires, en évitant les pertes (éclairage vers le haut) et en concentrant, au contraire, l'éclairement vers le sol.



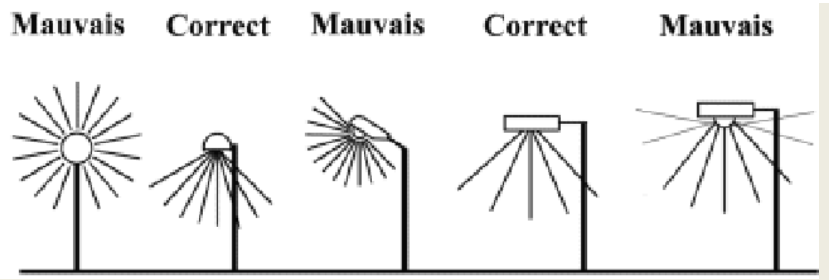


Illustration des différents types d'éclairage et leurs effets sur la faune nocturne
Source : étude faune-flore

Une sensibilisation aux enjeux de la nature en ville (direct/permanent/court terme)

Le projet de requalification est une opportunité de sensibiliser les habitants aux enjeux de biodiversité en ville, notamment par la mise en place d'aménagement à portée pédagogique, en particulier au sein des espaces verts créés. Le cahier de prescriptions architecturales et paysagères du projet encourage ainsi l'installation de panneaux pédagogiques d'identification des essences végétales plantées, des abris installés pour la faune (nichoirs, gîtes, …) et propose de présenter les objectifs et bénéfices des espaces gérés de façon raisonnée.

La maîtrise d'ouvrage porte également une importance forte à l'appropriation du projet et le développement des usages au sein du Ruban Vert. Il est donc prévu d'étudier le développement d'espaces de culture en ville dans le projet, en particulier au sein de l'îlot A. L'installation de potagers urbains tend ainsi à retisser des liens entre les habitants et la nature, à éduquer les enfants tout en les sensibilisant aux enjeux de la biodiversité en ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Sensibilisation modes de gestion

Exemple de panneau pédagogique envisagé sur le projet - Source : CPAUPE

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 🟠 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

🟠 **Un site au contexte très marqué par les activités anthropiques** (direct/permanent/court terme)

Localisé en entrée de ville, au bord du périphérique et à la rencontre de trois communes entre Gentilly, Arcueil et le Kremlin-Bicêtre, le site est d'ores et déjà très marqué par les pressions anthropiques, notamment de fortes nuisances sonores, une qualité de l'air altérée, et des risques élevés de collision avec la biodiversité, bien qu'amoindris par le recouvrement des infrastructures par le tunnel de Bicêtre.

Ce contexte n'est pas modifié par le projet. En revanche, celui-ci prévoit l'aménagement d'espaces refuge pour la biodiversité (bandes plantées, trame arborée, nouveaux espaces de nature), de réduire la circulation (réduction de l'emprise de la voirie, limitation de la vitesse de circulation, création de cheminements doux, ...), etc. qui améliorent la situation du site au regard de ces pressions.

🟠 **Un risque de collision des espèces avec les véhicules motorisés identique** (direct/permanent/court terme)

En conservant la même emprise de voiries qu'à l'état initial, le projet limite le risque de collision d'espèces avec des véhicules ou le bâti. Néanmoins le projet prévoit une densification, une élévation du bâti et l'augmentation du nombre de logements et de commerces, et provoque donc une augmentation des circulations au sein du site. Néanmoins, le projet prévoit de limiter la vitesse au sein du site en créant une zone 30, comprenant une partie de la rue Marcel Sembat, la rue Robert Schuman ainsi que la rue de la Réunion, tandis que la rue de l'Avenir sera non circulée, limitant le risque de collision et de destruction d'espèce par les véhicules motorisés.

Par ailleurs le développement de larges bandes végétales accompagnant les voiries offre des espaces refuge pour la biodiversité qui leur permet de se déplacer tout en évitant les piétons et voitures. De la même manière, le développement de liaisons douces moins impactantes pour la biodiversité limite ces effets.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Aménagement de bandes végétalisées agissant comme des refuges pour la biodiversité	
Description	La végétalisation des voiries par des bandes multi-trames et des alignements d'arbres créent des continuités en milieu urbain, et offrent des espaces refuge à la biodiversité et limite ainsi le risque de collision.
Effet attendu	Limitation du risque de collision et une augmentation de la faune présente dans les espaces végétalisés
Coût	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Prairies = Entre 100 et 400 euros/ hectare - Semis prairie fleurie = (nivellement, damage…) = 3 €/m2 - Strate basse 14 euros/m², - Massif arbustif 15 euros/m² - Arbre environ 44 euros/u - Bosquets couvre sol + friche = 22,73 euros/m - Noue : environ 39,20/ m²
Méthode de suivi	Evolution des surfaces végétalisées le long des voiries

⛔ **Un renouvellement urbain qui créé des pressions sur les habitats naturels** (direct/permanent/court terme)

La densification prévue par le projet entraine nécessairement de nouvelles pressions sur les habitats naturels par l'augmentation des surfaces artificialisées, l'arrivée de nouveaux habitants et de commerces source de nouvelles nuisances (sonores, lumineuses, fréquentation, …), etc. Si le diagnostic faune-flore n'a pas mis en avant la présence d'habitats remarquables à enjeu fort sur le secteur (excepté la friche d'une surface moyenne dont l'intérêt écologique reste modéré), les espèces à enjeux relevées (notamment les oiseaux et chiroptères protégés comme le Martinet noir, le Verdier d'Europe, …) peuvent être perturbées et voir leurs habitats préférentiels dégradés par le projet.

Néanmoins, l'intérêt écologique des habitats identifiés dans l'état initial de l'environnement est moyen à faible, limitant les effets de cette incidence. Par ailleurs le développement, la diversification des espaces verts et les nouvelles plantations d'arbres du projet contribueront à créer de nouveaux habitats d'intérêt pour la biodiversité, limitant également cette incidence.

Mesure de REDUCTION : Une diversification des espaces de nature et donc des habitats du secteur	
Description	La nouvelle structuration du quartier limite la fragmentation des habitats, et au contraire, favorise un développement des continuités écologiques locales de par le développement d'une trame végétale accompagnant les voiries, les alignements d'arbres, les espaces verts relai, etc.
Effet attendu	Renforcement de la trame végétale et de la fonctionnalité écologique du quartier. Limitation, autant que possible, de la fragmentation des habitats
Coût	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Prairies = Entre 100 et 400 euros/ hectare - Semis prairie fleurie = (nivellement, damage…) = 3 €/m2

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	- Strate basse 14 euros/m², - Massif arbustif 15 euros/m² - Arbre environ 44 euros/u - Bosquets couvre sol + friche = 22,73 euros/m - Noue : environ 39,20/ m²
Méthode de suivi	Validation par un écologue de la notice paysagère (palette végétale) / réalisation d'un diagnostic de la trame verte et bleue en phase d'exploitation

Mesure de REDUCTION : Conception d'un bâti favorable à la faune	
Description	Le bâti peut être un espace propice pour accueillir certains supports pour la faune. Les façades comme les toitures peuvent avoir des caractéristiques adaptées aux exigences de certaines espèces. Ainsi l'installation de nichoirs, de gîtes ou encore d'hôtels à insectes peut contribuer à favoriser l'accueil de la biodiversité sur le bâti. Certaines espèces d'oiseaux peuvent profiter des espaces de toitures pour nicher. D'autres privilégient les cavités directement intégrées aux façades des bâtiments.
Effet attendu	Augmentation des capacités d'accueil de la biodiversité, amélioration des connexions écologiques et réduction des fragmentations réalisées par l'implantation du bâti, création de nouveaux habitats pour la faune
Coût	Cavités dans le bâti : A intégrer par la MOEu (sans coût supplémentaire) Installation de nichoirs : entre 30 et 100€ selon le gîte ou le nichoir Installation d'hôtels à insectes : Entre 30 et 300 €
Méthode de suivi	Suivi de la population nichant sur le bâti, avec un objectif d'augmentation des populations faunistiques Augmentation du nombre de refuges pour la faune installés

⛔ **Un abattage d'arbres d'intérêt pour l'avifaune et les chiroptères** (direct/ permanent/ court terme)

Le secteur va faire l'objet de nombreuses requalifications, tant de l'espace public que des éléments bâtis, ainsi que de déconstructions et reconstructions qui nécessitent l'abattage d'arbres pendant les travaux. Or lorsqu'ils sont bien développés (hauteur, canopée large et dense, …), les arbres présentent un intérêt particulier pour la biodiversité, leur abattage est donc dommageable en particulier pour les oiseaux et les chiroptères puisqu'il a pour conséquence directe de réduire les espaces refuge. Cet effet est néanmoins limité par la conservation des arbres développés avenue Charles Gide, ainsi que le développement d'une véritable armature arborée sur l'ensemble du secteur, en lien avec le ruban Vert.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Conservation et densification d'une partie de la trame arborée existante	
Description	Cette mesure consiste en la conservation de certains arbres développés du site, notamment avenue Charles Gide, et donc la biodiversité qui leur est associée (oiseaux, insectes…) ainsi que l'ensemble des fonctionnalités remplies (support de biodiversité, participation à la continuité arborée, apport d'ombre, rafraîchissement, paysage…). Des replantations d'arbres sont par ailleurs prévues dans le projet, en particulier le long des voiries, accompagnées d'une bande végétalisée multi-strates.
Effet attendu	Renforcement de la trame végétale et de la fonctionnalité écologique du quartier
Coût	Prix abattage : 400€ par arbre Prix plantation : entre 100€ et 1400€ en fonction de l'espèce et de l'âge de l'arbre (MOE)
Méthode de suivi	Comptage et suivi phytosanitaire des arbres, avec un objectif d'augmentation de la population arborée Evolution des surfaces d'espaces verts : augmentation des surfaces de plantation en m² par rapport à l'état initial

⛔ **Un risque modéré de collision avec les nouveaux bâtiments** (direct/permanent/court terme)

La densification du quartier et son développement en hauteur induit une modification des couloirs de déplacement de la biodiversité, en particulier des oiseaux et chiroptères. Les choix de matériaux en façade des nouveaux bâtiments (vitrages, habillages…) induisent notamment un risque de collision avec les bâtiments, en particulier pour les oiseaux. La conception architecturale des nouveaux bâtiments devra donc intégrer ce risque.

Néanmoins, l'implantation du bâti suit le tracé actuel des voiries et s'attache à réaliser un épannelage qui créée des ouvertures physiques pour la faune dans le tissu bâti, limitant ces effets. Par ailleurs, la végétalisation des toitures et l'installation de nichoirs offre de nouveaux espaces à la biodiversité, limitant les effets du bâti.

Mesure de REDUCTION : Une végétalisation des toitures

Description

Les types de toitures végétalisées

	Extensif	**Semi-intensif**	**Intensif**
Epaisseur	3-12 cm	12-30 cm	>30 cm
Portance	30-150 kg/m²	150-350 kg/m²	>350 kg/m²
Végétation	Sédums	Sédums, graminées, vivaces	Herbacées, arbustes, arbres
Entretien	2 fois/an sans arrosage	4 fois/an avec arrosage en été	Jardin classique
Accès	Non	Oui	Oui
Coût	25-100 €/m2	100-200 €/m2	>200 €/m2

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	Les avantages pour la création de toitures végétalisées sont nombreux : • Protection du toit, • L'isolation thermique, • La rétention des eaux pluviales, • La diminution de l'îlot de chaleur urbain, • Adaptation au changement climatique, • Amélioration du cadre de vie, • Amélioration de la biodiversité. Plus précisément concernant leurs aspects bénéfiques pour la biodiversité, les toitures végétalisées permettent aux espèces animales et végétales : • De circuler et de communiquer : en complément la réalisation d'un mur végétalisé en continuité avec la toiture permet une meilleure circulation de la faune et en particulier les pollinisateurs qui restent près du sol. • De trouver un habitat : les toitures sont des habitats à part entière pour plusieurs catégories de plantes (prairie sèche, rocaille…) et d'animaux. • De s'alimenter : les plantes procurent fruits et graines aux insectes et aux oiseaux ainsi que du nectar aux pollinisateurs. • De se reproduire : si le milieu est de qualité (logis, couvert et tranquillité). • De se reposer : notamment du bruit urbain, fuir certains prédateurs, certaines pollutions. Par leur position haute les toitures offrent naturellement une certaine tranquillité à de nombreuses espèces. Tous ces avantages s'améliorent avec l'épaisseur, la densité de végétation et la surface de la toiture. En revanche, ils ont tendance à diminuer fortement lorsqu'elles sont mises en place en hauteur. On considère qu'au-delà de R+2 les espèces animales et végétales parviennent difficilement à les coloniser.
Effet attendu	Augmentation des capacités d'accueil de la biodiversité, amélioration des connexions écologiques et réduction des fragmentations réalisées par l'implantation du bâti, création de nouveaux habitats pour la faune
Coût	- Toiture extensive = 25-100€/m² - Toiture semi-intensive = 100-200€/m² - Toiture intensive = >200€/m²
Méthode de suivi	Calcul des surfaces de toitures végétalisées sur le secteur, qui doit tendre vers une augmentation à la fin de l'opération Suivi des populations nichant sur les toitures

Mesure de REDUCTION : Une végétalisation des façades	
Description	Parmi les murs et façade végétale qui sont réalisable en ville, deux partis pris sont possibles :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	• Laisser une végétation de type « plantes grimpantes » se développer sur le bâti, ce qui ne nécessite pas de structure porteuse spécifique ni d'entretien lourd et n'engendre pas une grande consommation d'eau. On choisira des espèces telles que la Clématite (*Clematis vitalba*), le Chèvrefeuille (*Lonicera sp.*) et le Lierre grimpant (*Hedera helix*). • Les murs végétalisés possèdent un atout esthétique et visuel incontestable mais nécessitent une structure porteuse particulière (bardage en acier) et une irrigation importante. Ils sont donc coûteux à mettre en place et à entretenir. Les contraintes fortes et les coûts de réalisation et d'entretien des murs végétalisés avec modules et bardages mènent à préférer la végétalisation naturelle avec des plantes grimpantes.
Effet attendu	Un risque de collision limité : pas d'augmentation de la mortalité de la faune, en particulier l'avifaune et les chiroptères
Coût	Mur végétalisé : entre 500 et 1200€ du m²
Méthode de suivi	Calcul des surfaces de façades végétalisées, dans l'objectif d'une augmentation DCE / cahier des charges / palette végétale

Mesure de REDUCTION : Installation de nichoirs pour l'avifaune	
Description	Durant la période de reproduction, chaque espèce d'oiseau a un comportement et des habitudes qui lui sont propres. Il existe donc de nombreux modèles de nichoirs adaptés à chacune des espèces. Quelques critères doivent être pris en compte pour la construction et la pose d'un nichoir. <u>Espèces ciblées</u> Il existe plusieurs types de nichoirs. La dimension du trou d'entrée permet de sélectionner les espèces ciblées. La forme est aussi importante : - **Les nichoirs type "boîte aux lettres".** Ce type de nichoir est destiné particulièrement aux mésanges, aux moineaux et aux Sittelles torchepot (*Sitta europaea*). Selon les espèces visées, le diamètre du trou d'envol est adaptable. Un trou de 25 à 30 mm de diamètre est plutôt adapté aux Mésanges bleues (*Cyanistes caeruleus*) ou nonnettes (*Poecile palustris*), un trou de 28 à 32 mm de diamètre favorisera la Mésange charbonnière (Parus major) et le Moineau friquet (*Passer montanus*), tandis que le Moineau domestique (*Passer domesticus*) a besoin d'une entrée de 32 mm de diamètre au moins. - **Les nichoirs types "à balcon".** Ils offrent une bonne protection de la nichée vis à vis des intempéries et des prédateurs. Ces nichoirs sont parfaits pour de petits oiseaux comme les mésanges ou les moineaux. Les diamètres des trous d'envol seront

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

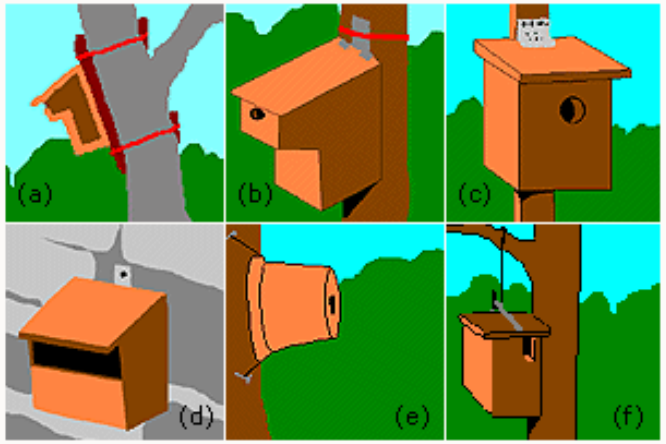
les mêmes que pour les nichoirs du type "boîte à lettres".

- **Les nichoirs "semi-ouverts".** L'ouverture plus grande de ce type de nichoir attire d'autres oiseaux comme le Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*), le Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), les Rougequeues noir (*Phoenicurus ochruros*) et à front blanc (*P. phoenicurus*), le Gobemouche gris (*Muscicapa striata*) ou les bergeronnettes. La hauteur d'installation optimale du nichoir varie selon la biologie des espèces. Pour le Rougegorge familier (*Erithacus rubecula*) et le Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), qui nichent dans les buissons, il faut l'installer à moins de deux mètres du sol, tandis que pour le Gobemouche gris, qui niche dans les arbres, il faut le poser à une hauteur comprise entre deux et quatre mètres du sol (le dissimuler avec un peu de végétation si possible, sans gêner l'entrée).

- **Les nichoirs "pot".** Un pot de terre cuite d'un diamètre de 15 cm environ peut constituer un excellent nichoir, pour les mésanges à condition que le trou soit agrandi et de forme régulière. Il faut veiller à bien fixer le pot et à couvrir l'ouverture principale (à l'arrière).

- **Nichoirs pour Hirondelles ou Martinets**. Ces oiseaux ayant de petites pattes et de longues ailes, la forme des nichoirs doit être adaptée. Une simple cellule recouverte de grillage fin constituera une bonne ossature pour une Hirondelle, tandis qu'un Martinet préférera une boîte profonde avec un trou d'envol en dessous. Il existe pour ces deux espèces des nids vendus dans le commerce. Comme il s'agit d'oiseaux nichant en colonies, il est recommandé d'en installer plusieurs pour favoriser la nidification.

- **Nichoir pour le Grimpereau des jardins** (*Certhia brachydactyla*). Ces passereaux sont connus pour leur habitude d'inspecter les écorces des arbres pour trouver des insectes et à nicher sous celles-ci ou dans des fentes. Leur nid devra donc avoir une ouverture en forme de rectangle, 24 x 60 mm par exemple.



Exemples de nichoirs (source : étude faune flore)

Chaque espèce ayant des exigences particulières, le nichoir doit être adapté aux espèces susceptibles de fréquenter le site :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Dimensions optimales / **Espèces**	Trou d'envol (mm)	Fond intérieur (cm)	Hauteur intérieure (cm)	Distance trou-base (cm)	Hauteur de pose conseillée (m)
Mésange bleue (*Cyanistes caeruleus*)	25 à 28	13x13	23	17	2 à 5
Mésange charbonnière (*Parus major*)	32	14x14	23	17	2 à 6
Moineau domestique (*Passer domesticus*)	32 à 40	14x14	23	17	3 à 8
Sitelle torchepot (*Sitta europaea*) / Etourneau sansonnet (*Sturnus vulgaris*)	46 à 50	16x16	28	21	4 à 12

Exemples de dimensions optimales pour quelques espèces de passereaux (source : étude faune flore)

Choix des matériaux

Le bois est le meilleur matériau pour construire un nichoir : en effet, le métal et le plastique peuvent provoquer une surchauffe ou favoriser la condensation interne. La couleur des parois doit être neutre et le bois être de préférence naturellement résistant à l'humidité (mélèze, épicéa, pin, cèdre, chêne…). L'épaisseur devra être suffisante, afin de garantir une bonne isolation : 1 ,8 cm minimum pour les petits modèles, et 2,5 cm pour les grands. Le bois non raboté est préférable, surtout à l'intérieur, car il permet aux oisillons de s'accrocher pour atteindre le trou d'envol le moment venu. Il n'y a pas besoin de déposer de garniture dans le nichoir (paille, mousse…), les oiseaux en apporteront lors de leur installation.

Hormis les nichoirs à construire, il est également possible d'utiliser des nichoirs en bois ou en béton de bois, disponibles chez différents fournisseurs.

Période d'installation des nichoirs

La période d'installation recommandée est l'automne ou le début de l'hiver. En effet, certains oiseaux recherchent très tôt les sites favorables à leur nidification et d'autres utilisent les nichoirs en tant qu'abri et/ou dortoir en hiver. Si un nichoir est installé en fin de printemps ou en été, cela n'a pas de conséquence majeure si ce n'est qu'il ne sera utilisé que l'année suivante. Jusqu'en février, les chances pour que le nichoir soit occupé dès le premier printemps sont grandes, au moins pour les passereaux.

Installation des nichoirs

Il ne faut jamais installer un nichoir en plein soleil ou complètement à l'ombre. Le trou d'envol doit être à l'opposé des vents dominants et le nichoir légèrement penché vers

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

l'avant pour protéger les oiseaux des intempéries. Une orientation est/sud-est du trou d'envol est conseillée.

Le nichoir doit être installé dans un endroit calme, sur un mur ou un arbre, hors de portée des prédateurs. On évitera de le fixer sur un arbre recouvert de mousse à cause de l'humidité du tronc, ou aux branches d'un peuplier ou d'un bouleau car celles-ci sont fragiles et cassantes. Il est important que le nichoir soit solidement fixé et l'état de sa fixation vérifié tous les ans.

Protection contre les prédateurs

Il est extrêmement important de bien localiser ces installations à l'abri des dérangements, plutôt éloigné des chemins, et des prédateurs (chats, écureuils, …), contre un mur ou sur les arbres. Il s'agit d'éviter de disposer le nichoir au faîte des murs ou à proximité de branches horizontales, facilement accessibles aux chats et autres prédateurs.

Une plaque métallique placée autour de l'entrée empêchera que celle-ci ne soit agrandie par des mammifères. Pour que les chats ne puissent pas tuer les oiseaux dans le nichoir en y rentrant la patte, sa profondeur doit au moins être de 13 cm du trou (pour les modèles à entrée circulaire). Pour les nids peu profonds, comme ceux destinés aux Rougegorges ou aux Gobemouches, il est possible par exemple de placer un grillage autour du nichoir.

Nombre de nichoirs à installer

Le nombre de nichoirs est limité par les capacités d'accueil du site dans lequel il est posé et les distances à respecter entre chaque nid.

La plupart des oiseaux défendent leur territoire contre les intrus de la même espèce. Il est de ce fait bon de respecter des distances minimales entre deux nichoirs pour une même espèce, par exemple :

- 15 à 20 m pour la Mésange bleue (*Cyanistes caeruleus)*
- 40 à 50 m pour la Mésange charbonnière (*Parus major)*
- 200 m pour la Bergeronnette grise (*Motacilla alba)*

Par contre, le Moineau domestique (*Passer domesticus*) peut nicher en colonie et les nichoirs peuvent être placés proches les uns des autres.

Le suivi et l'entretien du nichoir

Il est essentiel de ne jamais vérifier les nichoirs durant la période de nidification, car les oiseaux risqueraient fort d'abandonner leur progéniture. La confirmation de nidification peut être faite à l'automne, lorsque les jeunes se

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	sont envolés. Néanmoins, avec des jumelles, à l'affût, on peut confirmer l'occupation des nichoirs en suivant de loin les allers et venues des adultes et les premières sorties des jeunes. Chaque année (moins fréquemment pour les nichoirs en béton de bois, imputrescibles et conservant moins l'humidité), il faut nettoyer le nichoir pour prévenir les risques de maladie et les invasions de parasites. Celui-ci doit être vidé de tous ses matériaux, l'intérieur brossé avec une brosse métallique. Si besoin, il est possible de passer un coup de chalumeau pour détruire les parasites. Enfin, le nichoir doit être réparé ou colmaté si nécessaire et la solidité de la fixation vérifiée. **Sur le site en particulier, une espèce d'oiseaux est identifiée comme en déclin en Île-de-France ces 10 dernières années, le Moineau domestique. Des nichoirs spécifiques pourront être implantés en respectant les dimensions et préconisations ci-dessus. Les Moineaux ont pour habitude de nicher en colonie, plusieurs nichoirs peuvent donc être placés côte à côte. Les secteurs à privilégier pour l'installation de nichoirs sont des secteurs plutôt calmes avec des lieux de nourrissage à proximité comme le futur parc et les toitures et murs végétalisés.**

	 Exemples de nichoirs simples pour le Moineau domestique : peut être fixé sur le mur et partiellement enchâssé dans l'isolation, ou encastré complètement dans la construction, il remplace alors un parpaing et affleure la façade (source : étude faune flore) Ce nichoir est entièrement en béton de bois. Constitué de 3 chambres de nidification contiguës, il se fixe sur un mur (chevilles et vis fournies). Il peut aussi s'encastrer dans un mur, plus ou moins profondément selon l'esthétique recherchée. Sa porte frontale est amovible et donne un large accès aux nids pour le nettoyage annuel.
Effet attendu	Augmentation des capacités d'accueil de la biodiversité, amélioration des connexions écologiques et réduction des fragmentations réalisées par l'implantation du bâti, création de nouveaux habitats pour la faune
Coût	Environ 30€ par nichoir/gîte
Méthode de suivi	Suivi de la population nichant sur le bâti, avec un objectif d'augmentation des populations faunistiques Augmentation du nombre de refuges pour la faune installés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Pendant la phase travaux :

⛔ **Une altération et destruction potentielle d'habitats naturels, et destruction et perturbation d'individus** (direct/temporaire/court terme)

En raison de la circulation des engins, de la mise en place de zones de stockage, etc., la phase travaux porte des pressions supplémentaires sur les habitats naturels et la faune. L'emprise des travaux peut en effet s'étendre sur des habitats (bien que d'intérêt modéré), des zones de chasse et de transit, engendrer des perturbations hydrauliques etc. qui peuvent altérer voire détruire des habitats naturels.

Par ailleurs, l'abattage d'arbres, le risque de collision avec les engins de chantier, le piétinement etc. risque de détruire des espèces faunistiques et floristiques du site. Néanmoins, une charte chantier est mise en place afin d'assurer la prise en compte des enjeux écologiques du site en phase travaux et de limiter au maximum ses effets sur la biodiversité.

De la même manière, les travaux peuvent perturber la faune présente sur le site et à ses alentours. Le déplacement et l'action des engins entraînent des vibrations, du bruit ou des perturbations visuelles (mouvements, lumière artificielle) pouvant présenter des nuisances pour des espèces faunistiques (oiseaux, petits mammifères, reptiles…). La mise en place de la charte chantier permet de limiter ces effets en s'adaptant aux espèces présentes sur le site.

Mesure de REDUCTION : Une charte chantier à faibles nuisances limitant les pressions sur la biodiversité	
Description	La charte chantier sera élaborée dans le cadre du projet et sera imposée aux entreprises de construction. Elle visera à intégrer notamment des prescriptions visant à protéger les milieux présents sur le site : protection des arbres conservés et extérieurs au projet, limitation des nuisances, utilisation d'éco-matériaux, récupération des déchets dangereux, …
Effet attendu	Limitation des nuisances sonores et visuelles sur la biodiversité du site et de ses environs Limitation des risques de destruction d'espèces et d'habitats d'intérêt
Coût	Elaboration et suivi travaux : environ 50 000€
Méthode de suivi	Respect de la charte chantier à faibles nuisances Suivi en phase chantier de l'application des mesures

Proposition de mesures complémentaires d'accompagnement en phase chantier

- *Prise en compte des cycles biologiques des espèces*

Les travaux pourront être organisés au maximum pour respecter les cycles de vie des espèces et limiter les nuisances (interventions au maximum en dehors de la période de nidification comprise entre mars et août notamment). Un travail sur le phasage du chantier intégrant les périodes de sensibilité de la faune et la flore (période de reproduction et de pleine végétation au printemps-été) pourra ainsi être mené pour minimiser les impacts des travaux.

D'autres leviers existent également comme la mise en place des plantations le plus tôt possible dans le projet, la minimisation de l'emprise du chantier, voir la suppression de certains travaux lorsque c'est possible.

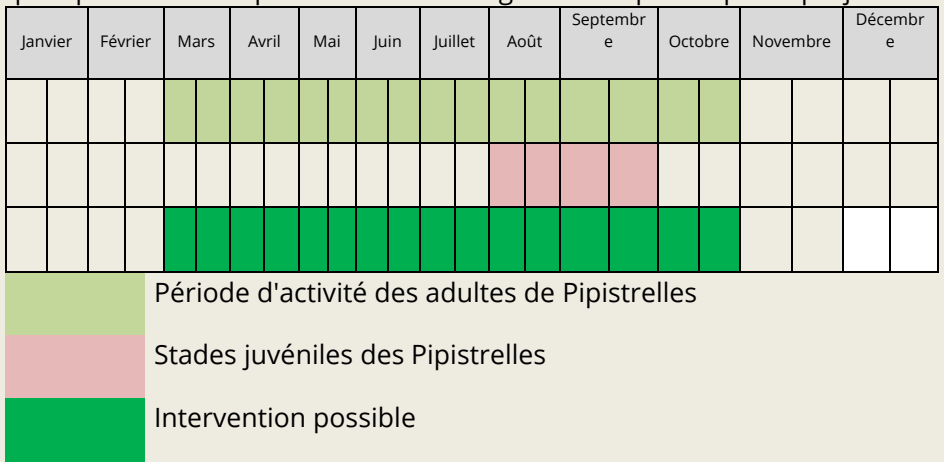
- *Mesures en faveur des chiroptères*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

En phase travaux, un soin particulier pourra être apporté à l'éclairage nocturne susceptible d'occasionner un dérangement supplémentaire aux chiroptères et aux espèces proies. Les éclairages devront être coupés entre le coucher et le lever du soleil sur l'ensemble du chantier.

De plus si des abattages sont prévus en phase chantier, il est impératif de respecter la phénologie de ces espèces. En effet les chiroptères sont plus sensibles en hivernage, entre novembre et février. Les gîtes d'hivernage potentiels sur le site sont essentiellement les arbres à cavité (potentiellement les vieux platanes). Une attention particulière sera à porter en hiver pour ne pas déranger les colonies qui sont particulièrement vulnérables à cette saison.

Les chiroptères hibernent environ 5 mois d'octobre à mars. L'adulte et les jeunes sont donc actifs d'avril à septembre. Il est donc proposé que les travaux aient lieu lors de l'activité des adultes entre avril et septembre, afin qu'ils puissent se déplacer vers des refuges non impactés par le projet.



⛔ **Un risque de dispersion d'espèces végétales exotiques invasives** (direct/temporaire/court terme)

Le principal enjeu concernant la flore dans le cadre du projet est lié à la propagation d'espèces végétales invasives. Les espèces invasives ont des impacts négatifs sur la biodiversité et les services écosystémiques, puisqu'elles constituent la seconde cause de régression de la biodiversité au niveau mondial.

La période de chantier est très sensible pour le phénomène de propagation des plantes invasives, car elles profitent des terres remaniées, qui sont parfois laissées à nu pendant longtemps, pour s'implanter et prendre le dessus sur les espèces locales. Les routes constituent des couloirs de dissémination privilégiés. L'utilisation d'engins de chantier est également un facteur de risque de diffusion avec le passage d'un site à l'autre, dans l'hypothèse d'engins mal nettoyés en entrée et / ou en sortie de chantier.

Des mesures sont donc à préconiser pour la phase chantier de manière à prendre les plus grandes précautions quant à la gestion des espèces végétales invasives.

Mesure de REDUCTION : Une charte chantier à faibles nuisances limitant le risque de dispersion d'invasives	
Description	La charte chantier sera élaborée dans le cadre du projet et sera imposée aux entreprises de construction. Elle visera à intégrer notamment des prescriptions visant à limiter les risques de dispersion d'espèces végétales invasives pendant les travaux.
Effet attendu	Faible voire absence de développement d'espèces invasives dans le site de projet sur le long terme

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Coût	Elaboration et suivi travaux : environ 50 000€
Méthode de suivi	Respect de la charte chantier à faibles nuisances Suivi en phase chantier de l'application des mesures

Proposition de mesures complémentaires d'accompagnement concernant les espèces invasives

Les inventaires ont mis en évidence la présence de 10 espèces invasives sur le site dont deux possèdent une capacité de nuisance et d'expansion importante dans un premier temps en phase chantier et plus tard en phase exploitation si des protocoles spécifiques ne sont pas mis en place. Il s'agit de la Renouée du Japon (*Reynoutria japonica*) et du Raisin d'Amérique (*Phytolacca americana*). Il est par exemple courant de voir une explosion des populations de Renouée sur des sites ou des débroussaillages ont été effectués. Il faudra donc être très vigilant pendant les chantiers afin d'éviter la propagation ces espèces.

Une mise à jour de la cartographie des espèces invasives pourra être réalisée avant le début des chantiers afin d'évaluer l'état des populations présentes sur le site.

Cartographie des espèces invasives - Source : diagnostic faune-flore

<u>Traitement des espèces invasives</u>

Il est recommandé de procéder à un repérage des plantes invasives, et à l'éradication des stations les plus localisées ou à l'isolement des stations susceptibles d'être favorisées par le chantier et dont la destruction ne pourrait être conduite en intégralité.

Il sera nécessaire d'éviter l'éventuelle dispersion des espèces végétales invasives en phase chantier (notamment lors de l'exportation des gravats et de la terre). Pour cela, il est préférable d'éviter au maximum l'export de terre et de gravats. Si cet export doit être réalisé, la terre doit être contenue dans

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

des systèmes clos (camions bâchés) et subir un traitement permettant la destruction de l'ensemble des propagules (compostage en site contrôlé).

Les surfaces mises à nu seront à revégétaliser rapidement à l'aide de semences d'espèces herbacées locales pour éviter une nouvelle expansion des espèces végétales invasives. Les repousses seront contenues, dans la mesure du possible, par l'entretien de la zone identifiée.

En cas d'espèces invasives avérées, il faut détruire les stations : Buddleia, Séneçon du Cap, Solidage du Canada, Erigéron, Raisin d'Amérique

- Couper avant la montée en graine avec brûlage des produits de coupe, puis arracher soigneusement (pour éviter de laisser sur place des fragments de racine) et mettre en décharge les produits d'arrachage.
- Solution alternative. Épuiser les stations par fauche rapprochée (tous les mois à toutes les 2 semaines pour la Renouée), avec brûlage des produits de fauche.

Des mesures prophylactiques spécifiques (nettoyage du matériel et des engins, en particulier les godets, roues, chenilles, etc.) seront à envisager le cas échéant afin d'éviter la propagation d'espèces invasives.

<u>Préconisations particulières à la Renouée du Japon</u>

Il faudra en premier lieu veiller à limiter la propagation de la Renouée du Japon dès le début de la mise en œuvre des travaux.

Le protocole suivant vise à éradiquer les spots de Renouée afin de stopper la propagation de l'espèce :

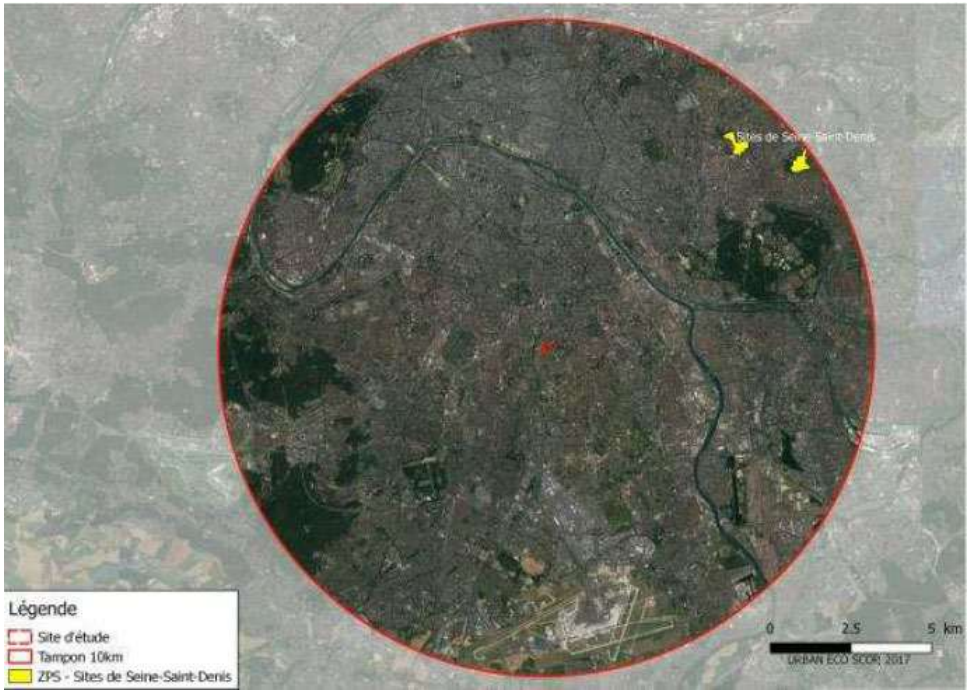
- Délimitation des tâches de Renouées, avec des piquetages, à une distance de 2 mètres autour des stations de Renouée.
- Grattage de la Renouée et autres végétaux à la pelle mécanique jusqu'à l'arrachage complet (au moins 1,5 m).
- Dépôts des matériaux sur une bâche posée au sol et recouverte de terre. Il est absolument impératif d'éviter tout contact avec le sol et de risquer qu'un fragment de Renouée puisse s'échapper.
- Enlèvement de la bâche avec toutes les précautions nécessaires.
- Transport jusqu'au site de confinement désigné par la maîtrise d'ouvrage.

La pelle mécanique et le camion de transport seront entièrement décontaminés, à chaque fin de journée et de manière encore plus rigoureuse au moment de leur déplacement hors du chantier afin d'éviter tout risque de dispersion sur d'autres chantiers (régénération possible à partir de 0,7 g de rhizome).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2.4. Descriptions des incidences notables potentielles sur Natura 2000

Absence d'incidence sur le réseau Natura 2000 (direct/permanent/court terme)

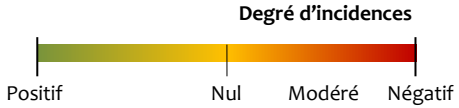


Sites Natura 2000 dans un rayon de 10km autour du site d'étude - Source : URBAN-ECOSCOP

Le site concerné par le projet d'aménagement ne se situe au sein d'aucun site Natura 2000. Le site le plus proche est localisé à plus de 8 km du projet d'aménagement. Il s'agit des « Sites de Seine-Saint-Denis » (FR1112013). Le projet d'aménagement est suffisamment éloigné de ce site pour ne pas avoir d'impact direct significatif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET CADRE DE VIE – Biodiversité



Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Un renforcement du potentiel écologique du site dans un contexte urbain contraint, l'inscrivant dans les continuités locales	x		x				X	/	/
Des plantations d'arbres venant renforcer la trame arborée du site	x		x		X			/	/
Une augmentation de la diversité floristique et une diversification des habitats	x		x		x			/	/
Une valorisation des espaces bâtis pour la faune	X		X		X			/	/
Une mise en place de gîtes favorables à la biodiversité	X		X		X			/	/
Un projet qui améliore la porosité du secteur pour la biodiversité et donc qui limite les ruptures dans les continuités écologiques	X		X		X			/	/
Une gestion alternative des eaux pluviales venant aménager de nouveaux espaces d'intérêt écologique	X		X		X			/	/
Un travail sur les pollutions lumineuses	X		X		X			/	/
Une sensibilisation aux enjeux de la nature en ville	X		X		X			/	/
Un site au contexte très marqué par les activités anthropiques	X		X		X			/	/
Un risque de collision des espèces avec les véhicules motorisés identique	X		X		X			/	/
Absence d'incidence sur le réseau Natura 2000	X		X		X			/	/
Un renouvellement urbain qui créée des pressions sur les habitats naturels	X		X		X			REDUCTION Une diversification des espaces de nature et donc des habitats du secteur Conception d'un bâti favorable à la biodiversité	Absence d'incidences résiduelles par l'amélioration du potentiel d'accueil de la biodiversité du site (toitures végétalisées, nichoirs, nombreux espaces verts, continuités arborées, …)
Un abattage d'arbres d'intérêt pour l'avifaune et les chiroptères	X		X		X			REDUCTION Conservation et densification d'une partie de la trame arborée existante	Absence d'incidences résiduelles en raison de la plantation de nouveaux arbres créant des continuités vertes et qui seront à terme de nouveaux habitats privilégiés de l'avifaune et des chiroptères

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un risque modéré de collision avec les nouveaux bâtiments	X		X		X			REDUCTION Une végétalisation des toitures Une végétalisation des façades Installation de nichoirs pour l'avifaune	Un risque de collision inhérent à la présence de nouveaux éléments bâtis mais fortement limité par sa valorisation végétale, l'épannelage du bâti facilitant la circulation de la faune et la perméabilité du projet
En phase travaux : Une altération et destruction potentielle d'habitats naturels, et destruction et perturbation d'individus		X	X		X			REDUCTION Une charte chantier à faibles nuisances qui visera à limiter les pressions sur la biodiversité	Incidences résiduelles dépendant de l'intégration de mesures dans la charte chantier
En phase travaux : Un Risque de dispersion d'espèces végétales exotiques invasives		X	X		X			REDUCTION Une charte chantier à faibles nuisances qui visera à limiter le risque de dispersion d'invasives	Incidences résiduelles dépendant de l'intégration de mesures dans la charte chantier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES SUR LA SANTE URBAINE ET L'HABITABILITE DU QUARTIER

3.1. Descriptions des incidences notables potentielles sur les risques naturels et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

⊕ **Une légère augmentation des espaces de pleine terre, permettant de limiter le risque d'inondation** (direct / permanent / court terme)

Le risque d'inondation lié au ruissellement des eaux pluviales représente une problématique majeure en région parisienne, du fait de la forte urbanisation qui peut générer une saturation des réseaux d'assainissement lors de fortes pluies.

Le secteur est aujourd'hui imperméabilisé. Le projet d'aménagement de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre permet une augmentation des surfaces perméables (espaces verts, et végétalisés) du site : 9 399 m² avant-projet et 12 900m² environ après projet (soit 32% de l'emprise totale). De ce fait, le risque d'inondation par ruissellement des eaux pluviales devrait être réduit. Il sera également réduit à la marge par la mise en place de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales (autre que la pleine terre), qui remplaceront le « tout réseaux » existant : espaces verts sur dalle, toitures végétalisées, choix de revêtements perméables….

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

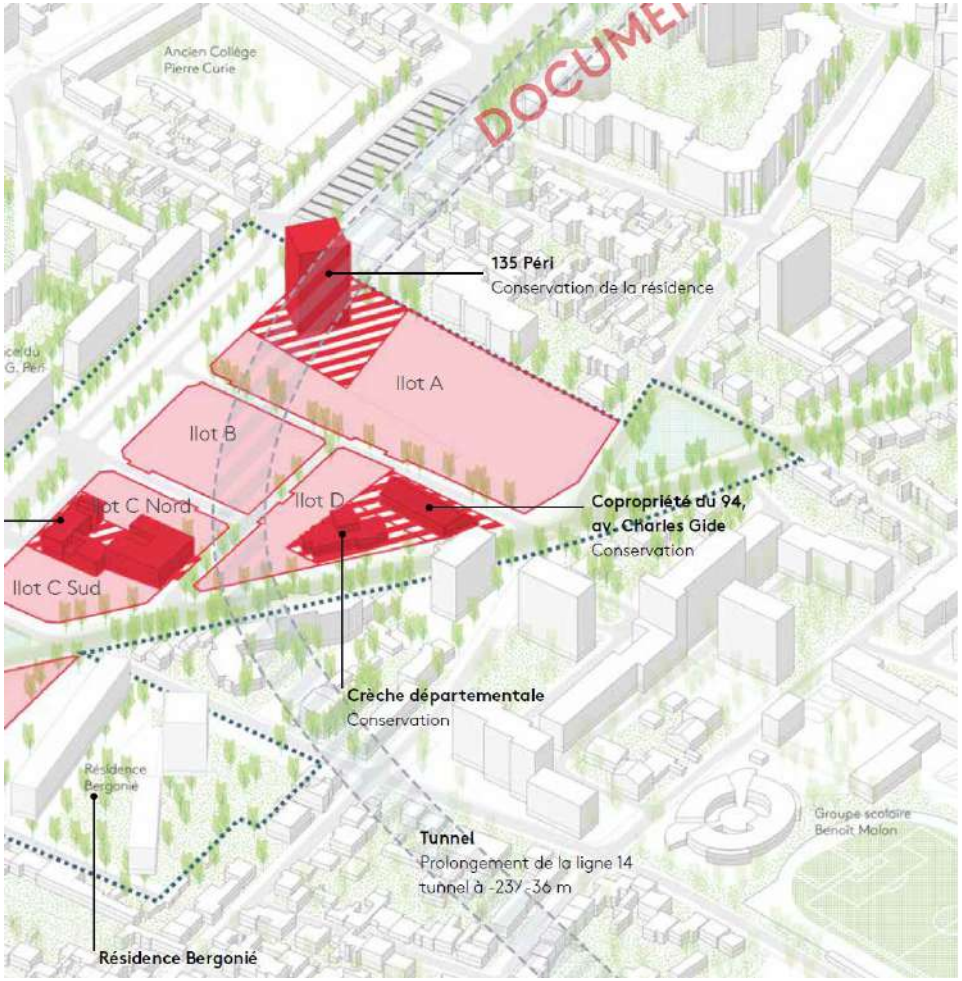
Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 〓 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

〓 **Un risque d'effondrement de terrains liés à la présence d'anciennes carrières souterraines sur le territoire du Kremlin-Bicêtre traité** (direct/permanent/court terme)

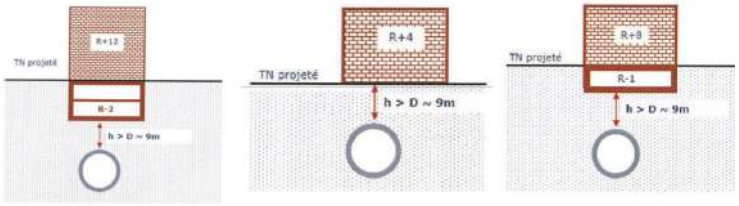
Au Kremlin-Bicêtre, les anciennes carrières souterraines de calcaire s'étendent sur 154 ha et concerne notamment le site du projet. Les galeries n'ont pas été systématiquement remblayées, il peut donc subsister des vides, de 1,4 à 3 mètres de hauteur, à une profondeur de 7 à 45 mètres. La lente dégradation de ces cavités peut entrainer des désordres jusqu'à la surface, allant de l'affaissement des terrains à la remontée d'un fontis ce dernier menant à un effondrement en surface.

La RATP, dans le cadre du prolongement de la ligne 14, a mené des travaux de comblement de carrière. Le tunnel de la ligne 14 passe notamment sous le secteur de projet, à hauteur de l'ilot A et de la tour de logements conservée au 135 rue Péri. D'après les études géotechniques de la RATP, des fractures et altérations du sol ont été mises en évidence sous la cité Schuman à partir de 17 m par des forages. Ces fractures deviennent nombreuses aux alentours des 20 mètres de profondeur. Ces fractures et altérations ont donné t lieu à des renforcements menés par la Société du Grand Paris dans le cadre de ses travaux.

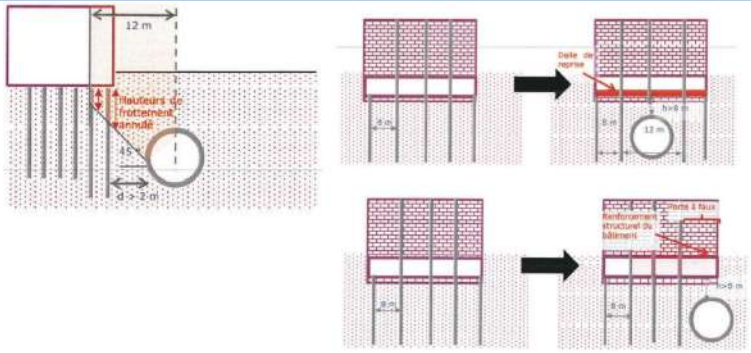
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Implantation du tunnel du prolongement de la ligne 14 – Source : COBE

Mesure d'EVITEMENT : Prise en compte des contraintes techniques liées au passage du tunnel du métro 14 sous une partie du site	
Description	Des fondations spéciales, des contraintes de hauteur et la limitation de l'infiltration d'eaux pluviales sont prévues pour les bâtiments projetés au-dessus du tunnel. <u>En cas de semelles superficielles :</u> - Conserver une hauteur de garde (hauteur entre l'extrados du tunnel et l'arase inférieure des fondations) supérieure à 1 fois le diamètre du tunnel ; - Charge nette verticale inférieure à 2 t/m²  <u>En cas de semelles profondes :</u> - Conserver une distance horizontale de 2m entre le nu extérieur du tunnel et les fondations ; - Dimensionner les fondations en considérant un frottement annulé jusqu'à 12m à l'horizontale depuis l'axe du tunnel (angle de 45°) ; - Limite à la charge latérale induite à < 10 kPa.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	
Effet attendu	Limiter le risque d'effondrement
Coût	En cours de chiffrage
Méthode de suivi	Suivi par les coordinateurs travaux construction des logements et Société du Grand Paris Express

Un risque d'inondation par remontée de nappe qui se maintient (direct/permanent/court terme)

Le risque d'inondation par remontée de nappe phréatique est très variable sur la commune allant de « très faible » à « très fort » avec nappe sub-affleurante en partie Nord.

Concernant le périmètre d'étude, le risque de remontée de nappes est faible excepté **au niveau de la frange Ouest du site.**

Selon la profondeur des sous-sols des bâtiments, cette nappe pourrait ennoyer les sous-sols des bâtiments. D'après les études menées sur le site par la RATP, la nappe se situe à environ 58 mètres de profondeur sous l'avenue Charles Gide et à plus de 60 mètres de profondeur sous la cité Schuman. Il n'y aura donc pas d'interaction attendue avec les niveaux de sous-sols prévus sur le projet (qui n'excéderont pas 10/12m de profondeur dans le cas le plus défavorable avec la création de deux niveaux de sous-sols).

Des études complémentaires sont nécessaires pour confirmer la proximité exacte de la nappe phréatique et l'absence de dispositions constructives à mettre en œuvre pour assurer l'étanchéité des bâtiments.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur les risques technologiques et les pollutions des sols présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

Le projet n'engendrera aucune incidence de cette nature.

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 🟰 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

🟰 **Une exposition aux risques industriels qui restera nulle** (direct/permanent/court terme)

Actuellement, la base de données des Installations Classées pour la Protection (ICPE) ne recense aucun établissement soumis à autorisation ou enregistrement dans le périmètre d'étude.

Le projet ne prévoit pas la création d'activités de nature industrielle, et n'augmentera donc pas le risque d'exposition des futurs habitants.

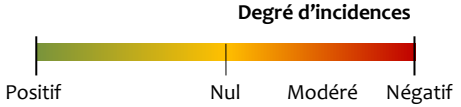
🟰 **Une pollution des sols qui reste inexistante sur le site** (direct/permanent/court terme)

On ne recense actuellement aucune pollution des sols selon les bases de données nationales BASOL et BASIAS. Le projet ne prévoit pas la création d'activités de nature industrielle, et ne créera pas de nouvelles pollutions des sols.

🟰 **Un maintien de l'exposition des populations au risque lié au transport de matières dangereuses par la route** (direct/permanent/court terme)

Le secteur de l'entrée Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre est soumis à un risque lié au transport de matières dangereuses par voie routière, du fait de la présence de l'A6b, à l'ouest du site en souterrain et la RD154, également à l'ouest du site. Ce risque peut notamment être amplifié durant les heures de pointe. Toutefois, le caractère souterrain de l'autoroute limite l'importance du risque.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET RISQUES

Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Une légère augmentation des espaces de pleine terre, permettant de limiter le risque d'inondation	x		x		x				
Un risque d'effondrement de terrains liés à la présence d'anciennes carrières souterraines sur le territoire de Kremlin-Bicêtre	x		x		x			EVITEMENT : Prise en compte des contraintes techniques liées au passage du tunnel du métro 14 sous une partie du site	Réduction du risque d'effondrement
Un risque d'inondation par remontée de nappe qui se maintient	x		x		x			/	/
Une exposition aux risques industriels qui restera nulle	x		x		x			/	/
Une pollution des sols qui reste inexistante sur le site	x		x		x			/	/
Un maintien de l'exposition des populations au risque lié au transport de matières dangereuses par la route	x		x		x			/	/

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur les nuisances sonores et présentation des mesures

a) Préambule

HYPOTHESES DE TRAFIC

Les données trafics utilisées pour la modélisation de la situation future avec projet proviennent de l'étude de trafic du réaménagement du carrefour Malleret-Joinville (phase 3) datée de juillet 2018 menée par le bureau d'études CDVIA. Cette étude a été réalisée sur la base du projet initial. Les hypothèses de plan masse utilisées ont fait ensuite l'objet d'adaptations mineures qui ne remettent pas en cause les grands principes des résultats de cette étude.

Dans le cadre du projet mené par la ville du Kremlin-Bicêtre, il est prévu la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat et la suppression du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville. **Ce scénario est à ce stade une hypothèse qu'il reste à confirmer par une étude de circulation complémentaire qui devrait être réalisée en 2025.**

HYPOTHESES DE CALCUL

Les calculs des niveaux sonores sont réalisés sur la base des paramètres relatifs aux sources de bruit (trafic, vitesse de circulation et type d'enrobé) et des paramètres ayant une influence sur la propagation du bruit (conditions météorologiques) :

- Les trafics de l'étude de circulation de CDVIA ;
- Un revêtement de chaussée couramment utilisé : le Béton Bitumeux Très Mince (BBTM) ;
- Les conditions météorologiques moyennes à savoir : 50% d'occurrence favorable à la propagation du bruit sur les périodes diurne et nocturne.

Les modélisations de la situation future ont été effectuées par le bureau d'études IRIS Conseil à partir de ces hypothèses.

L'étude de trafic a étudié plusieurs scénarii d'aménagement de voirie seul et des combinaisons entre les scénarii. Dans le cadre de cette étude acoustique du projet de la Ville de Kremlin, le scénario retenu est celui combinant la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat.

S'agissant de nouvelles constructions, la réglementation bruit impose aux constructeurs de tenir compte de l'environnement sonore du site pour offrir aux nouveaux occupants des niveaux de bruit confortables à l'intérieur des bâtiments. Les isolements acoustiques à mettre en œuvre sur les façades du programme immobilier ont donc été calculés pour respecter les objectifs de niveaux de bruit à l'intérieur des locaux vis-à-vis des bruits routiers provenant de l'extérieur. Les objectifs acoustiques à ne pas dépasser à l'intérieur des bâtiments sont de 35 dB(A) sur la période jour et 30 dB(A) sur la période nuit. Les isolements de façade ont été déterminés pour toutes les façades du programme immobilier.

b) Incidences positives du projet

⊕ **Des constructions neuves qui permettent un meilleur confort acoustique dans les logements** (direct / permanent / court terme)

Le projet prévoit la construction de nouveaux bâtiments. Ces travaux permettront d'améliorer la qualité sonore à l'intérieur des bâtiments et par conséquent de limiter l'exposition de la population aux nuisances. En effet, le passage de logements anciens à des logements neufs permettra un gain

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

acoustique du fait d'une meilleure conception : meilleures orientations et isolations notamment.

⊕ **Des bâtiments démolis qui ne seront plus exposés aux nuisances sonores** (direct / permanent / court terme)

Le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest est caractérisé par une démolition quasi intégrale du quartier avant sa reconstruction. Seules la crèche et la copropriété au nord-ouest à côté de celle-ci seront conservées sur le site.

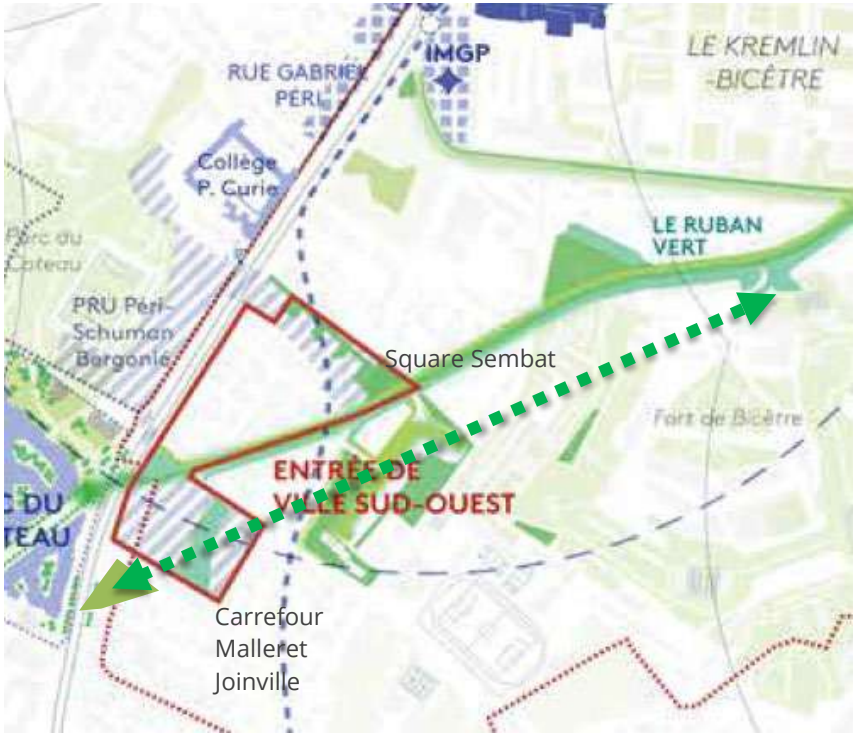
Bâtiments voués à être démolis (hachurés en rouge) sur le site de projet – Source : Even Conseil

L'ensemble de ces bâtiments se situe en bordure de rues relativement passantes, exposant ainsi les ménages habitant le site. Les ménages du futur quartier seront ainsi moins exposés à ces nuisances.

⊕ **Une conception du projet comprenant l'aménagement d'espaces verts et de cœurs d'îlot propices à la création d'espaces de calme dans le quartier** (direct / permanent / moyen terme)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

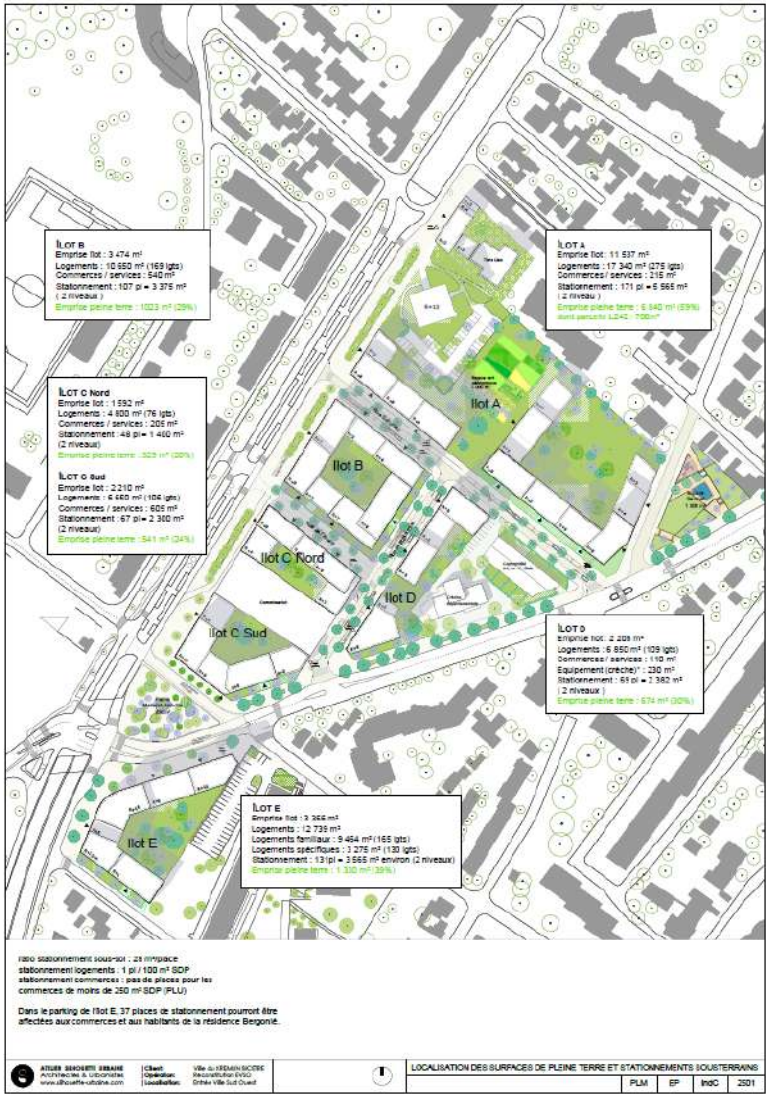
Le secteur de projet, bien qu'à proximité d'axes routiers très fréquentés, s'inscrit dans la continuité du Ruban Vert accueillant des espaces verts propices à l'apaisement des nuisances sonores.



Insertion du projet dans le réseau de nature en ville – Source : Etude urbaine CoBe

Sur le site de projet, les accroches au Ruban Vert seront matérialisées à travers trois lieux végétalisés, permettant de réduire les nuisances sonores. Le parvis Malleret-Joinville, actuellement occupé par un carrefour routier, sera un espace végétalisé très planté, pas forcément très usité mais permettant de limiter les nuisances sonores liées à la circulation sur le carrefour. Le square Sembat, moins exposé aux nuisances, sera l'opportunité de développer un espace vert attractif et accessible. Enfin, l'espace vert pédagogique développé sur la partie nord du site permettra de créer du lien social autour d'un espace vert. Ces nouveaux espaces végétalisés seront dédiés aux loisirs, à la détente et à vocation pédagogique ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Répartition prévisionnelle des espaces verts et publics

Aussi, les cœurs d'îlots et les rues internes seront végétalisés et plantés, en accompagnement des itinéraires modes doux (piétons et vélos).

La présence de ces lieux publics végétalisés au sein du quartier permettra de ménager des espaces où l'ambiance sonore sera plus calme, et où les aménités et les fonctions de relai écologique local permettront de contrer partiellement les ambiances plus routières qui bordent le quartier.

ETAT PROJETE
Profil 13 m

Profil viaire projeté / Exemple Rue Schuman – Source : Notice de présentation du projet urbain

Par ailleurs, afin de pacifier l'intérieur du quartier, le projet prévoit de passer l'ensemble des voies internes du quartier en zone 30 km/h et de fermer à la circulation la rue de l'Avenir, ce qui limitera les nuisances sonores liées aux circulations internes.

⊕ **Amélioration à la marge de l'ambiance sonore au droit du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville grâce à la fermeture de la circulation** (direct / permanent / court terme)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le projet prévoit la fermeture du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville dans un but, d'une part, de réduction des nuisances sonores et d'autre part d'aménagement d'un parvis au sud-ouest de cette voie. Ce scénario est à ce stade une hypothèse qu'il reste à confirmer par une étude de circulation complémentaire qui devrait être réalisée en 2025

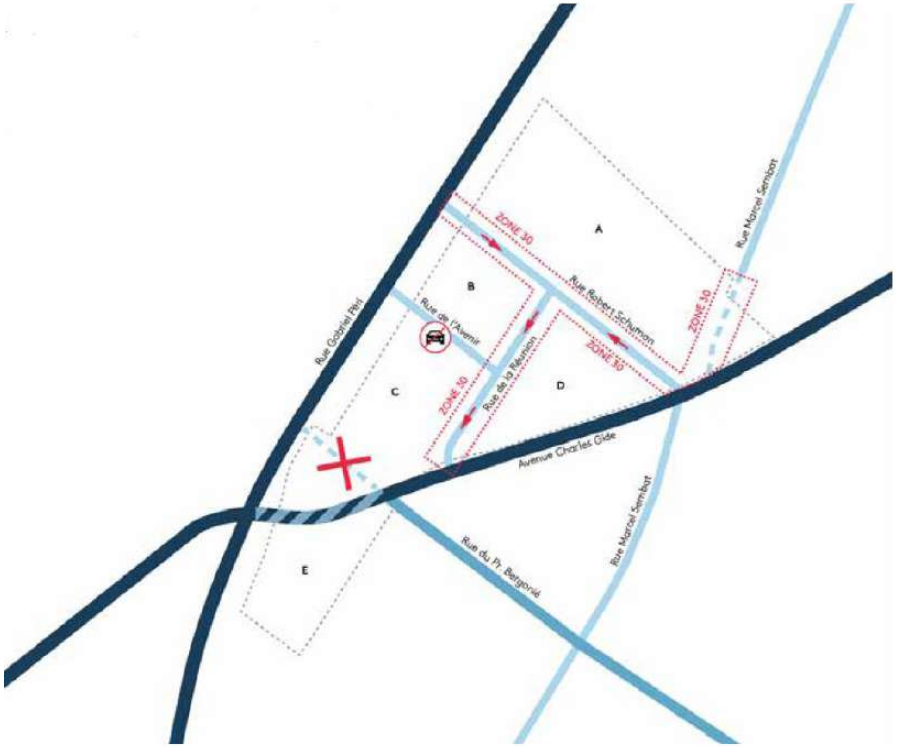
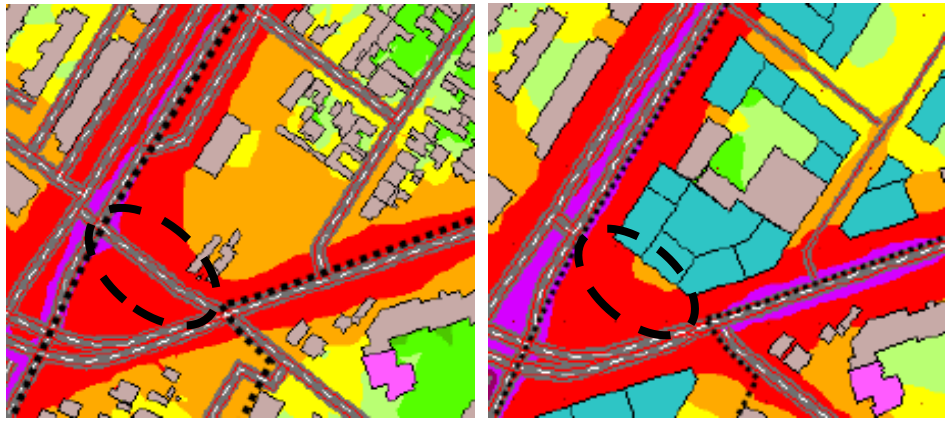


Schéma viaire du projet – Source : Notice de présentation du projet urbain

En effet, d'après les modélisations des niveaux sonores, la fermeture de la circulation sur le barreau nord du carrefour Malleret-Joinville entrainerait une diminution des nuisances sonores de près de 5 dB(A) sur la pointe sud du site.

Ainsi, les nouveaux bâtiments construits, apparaissant en bleu sur la figure ci-dessous, se trouvent moins exposés qu'avec une circulation sur le barreau nord. Aussi, la conception du plan masse fixant l'orientation des bâtiments permet également de réduire les nuisances sonores dans le cœur d'îlot, passant ainsi d'un niveau sonore entre 55 et 65 dB(A) à un niveau sonore plus modéré entre 45 et 60 dB(A). On observe de ce fait une diminution de 5 dB(A) minimum, pouvant aller jusqu'à 10 dB(A).

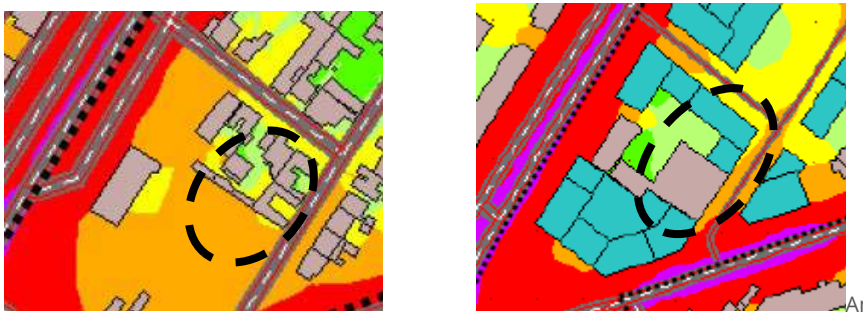


Situation sonore actuelle à gauche et future à droite – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

De nettes améliorations sont également visibles dans l'espace public. La plus forte amélioration se trouve en cœur d'îlot au sud du secteur en lien avec la construction d'un bâtiment faisant écran. Cette conception de l'îlot permet une amélioration de l'ambiance sonore comprise entre 10 et 15 dB(A).

Une autre zone connait avec le projet une légère amélioration de l'ambiance sonore (entre 5 et 10 dB(A) en moins) : le cœur d'îlot à proximité du commissariat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Ambiances sonores actuelle à gauche et future à droite au niveau du cœur d'îlot du commissariat – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

c) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 🟰 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

🟰 **Un projet d'aménagement qui n'a pas d'incidence notable sur les ambiances sonores futures** (direct / permanent / moyen terme)

Le projet prévoit la démolition d'environ 172 logements et la construction de 1029 logements environ, soit environ 857 logements nets en plus au sein du périmètre d'étude. Considérant une composition moyenne de 2,04 habitants par ménage (INSEE 2021) et une personne par ménage pour les logements spécifiques, l'augmentation supposée de la population dans le cadre du projet est estimée à environ 1600 habitants. Par ailleurs, la construction de nouveaux commerces engendrera l'arrivée de nouveaux travailleurs.

Le projet entraînera alors, par l'arrivée de cette nouvelle population, des déplacements supplémentaires compte tenu du taux de motorisation de la commune, environ 51,2%, soit près de 440 voitures supplémentaires.

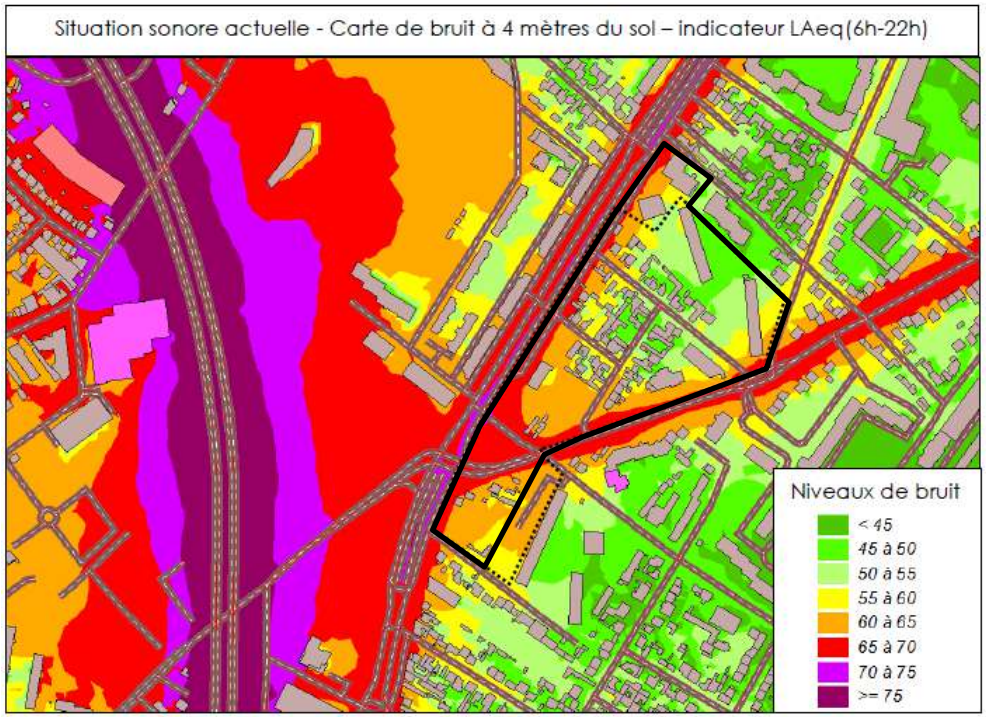
Les modélisations acoustiques ci-après intègrent les résultats de l'étude trafic menée à l'échelle intercommunale par CDVIA. L'étude trafic met en avant l'arrivée de 3 000 nouveaux véhicules du fait des 6 projets identifiés. Toutefois, le secteur de l'entrée de ville Sud-Ouest n'est de loin pas celui qui est le plus générateur de flux puisqu'il ne contribue qu'à environ **10% des flux supplémentaires en heures de pointe.**

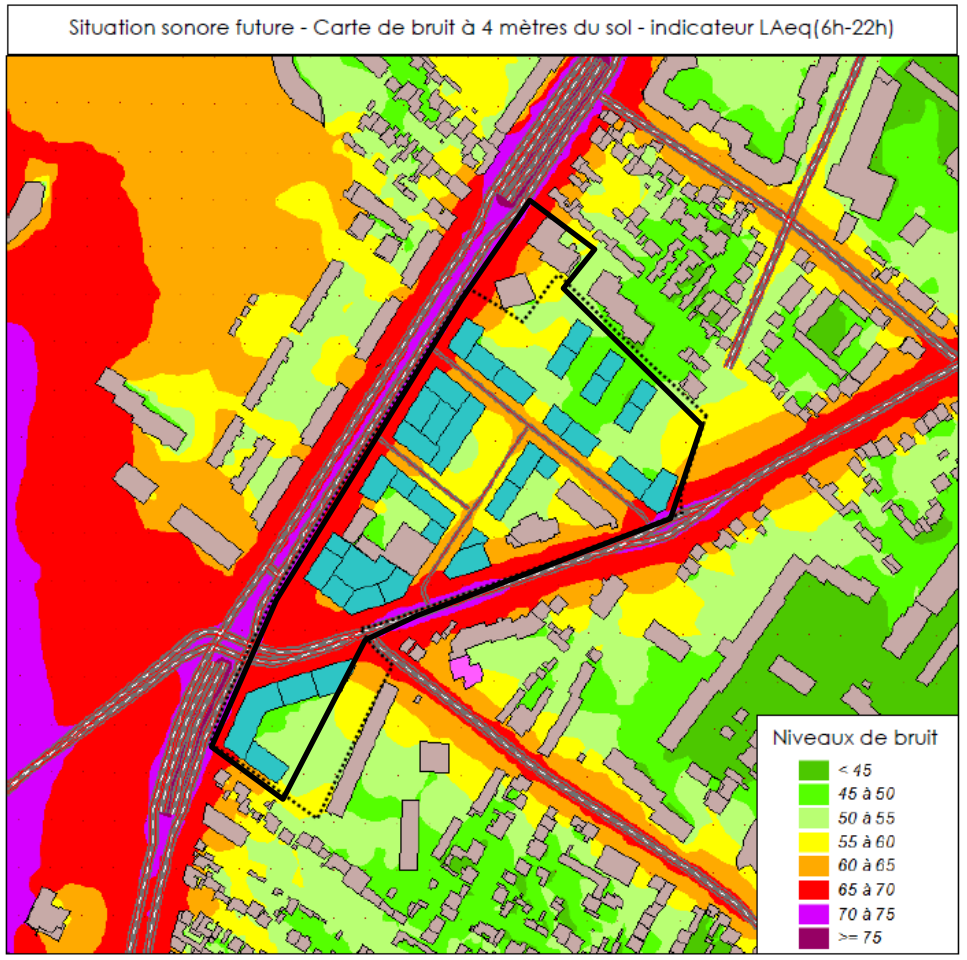
Ces nouveaux déplacements sont donc sources de nouvelles nuisances sonores, présentées dans les modélisations suivantes, mais auxquelles le projet de l'entrée de ville Sud-Ouest en lui-même contribue très peu. Parmi les évolutions analysées ci-dessous, celles qui concernent les évolutions liées au projet sont principalement les évolutions à l'intérieur du site, tandis que celles observées sur les voies structurantes aux abords relèvent principalement de dynamiques de projet intercommunales.

Evolution générale des ambiances sonores sur le site

De manière générale sur le site de projet, aux abords de la rue Gabriel Péri et de l'avenue Charles Gide, sur une frange de 10 mètres du bord de la voirie, l'ambiance sonore est bruyante (entre 60 et 70 dB(A)). Toutefois, sur le reste du secteur l'ambiance sonore est modérée entre 50 et 60 dB(A), voire calme sur la partie Nord au niveau des barres de logements collectifs, entre 45 et 50 dB(A). Les modélisations de la situation future montrent des situations sonores quasiment identiques à l'état initial.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025





Niveaux sonores sur le site de projet en situation actuelle (en haut) et en situation future (en bas), avant modification à la marge sur les ilots A et E – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Les deux cartes de modélisation des niveaux de bruit apparaissent globalement similaires, notamment en ce qui concerne l'intérieur du site de projet. Les bandes bruyantes d'une dizaine de mètres aux abords des voies

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

routières les plus passantes sont toujours présentes, avec des niveaux de bruit compris entre 65 et 70 dB(A). Les infrastructures routières impactent de ce fait les bâtiments à proximité avec des ambiances sonores en façade comprises entre 60 et 65 dB(A) que ce soit pour la situation actuelle ou pour la situation future avec projet.

Globalement, en cœur de site, les ambiances sonores seront sensiblement les mêmes, comprises entre 45 et 60 dB(A), soit des niveaux sonores modérés. Enfin, au nord du site de projet, on retrouve en situation actuelle comme en situation future des ambiances sonores calmes, comprises entre 45 et 55 dB(A).

On observe toutefois quelques évolutions plus locales des ambiances, qui font l'objet de focus ci-après.

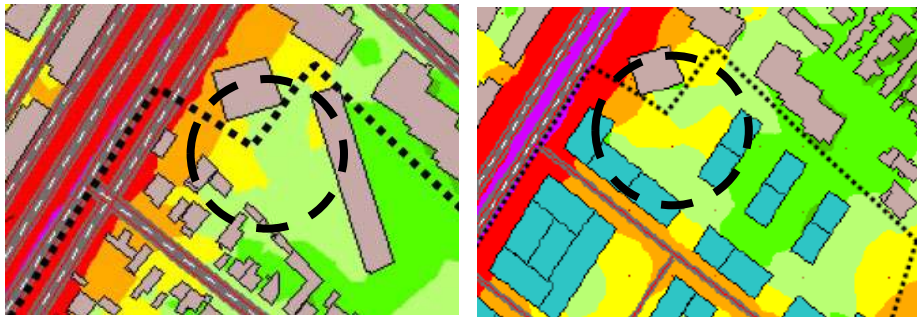
Rue Robert Schuman

Le projet d'aménagement du secteur va entraîner une fréquentation plus importante de la rue Robert Schuman du fait notamment de la nécessité d'accès au stationnement en sous-sol pour les îlots A et B. Cette circulation engendrera une dégradation de l'ambiance sonore aux abords de la rue Robert Schuman et au niveau des îlots B et D.

Situation sonore actuelle à gauche et future à droite – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Les modélisations effectuées montrent une élévation du niveau sonore d'environ 15 dB sur ce secteur qui impacte le bâti.

L'ensemble de ces flux entraine diverses mais légères dégradations de l'ambiance sonore sur le site de projet. Notamment, on observe une dégradation des niveaux sonores comprise entre 5 et 10 dB(A) au nord-ouest du site de projet.



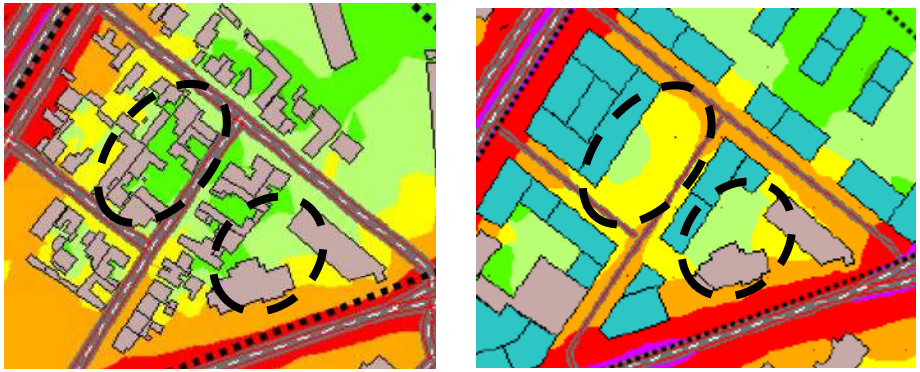
Ambiances sonores actuelle à gauche et future à droite au nord-ouest du secteur (avant modifications à la marge des formes urbaine sur ilots A et E) – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Ambiances du cœur de site

Au sein du quartier, les ambiances sonores se retrouvent légèrement dégradées également à hauteur de +5 à +10 dB(A) :

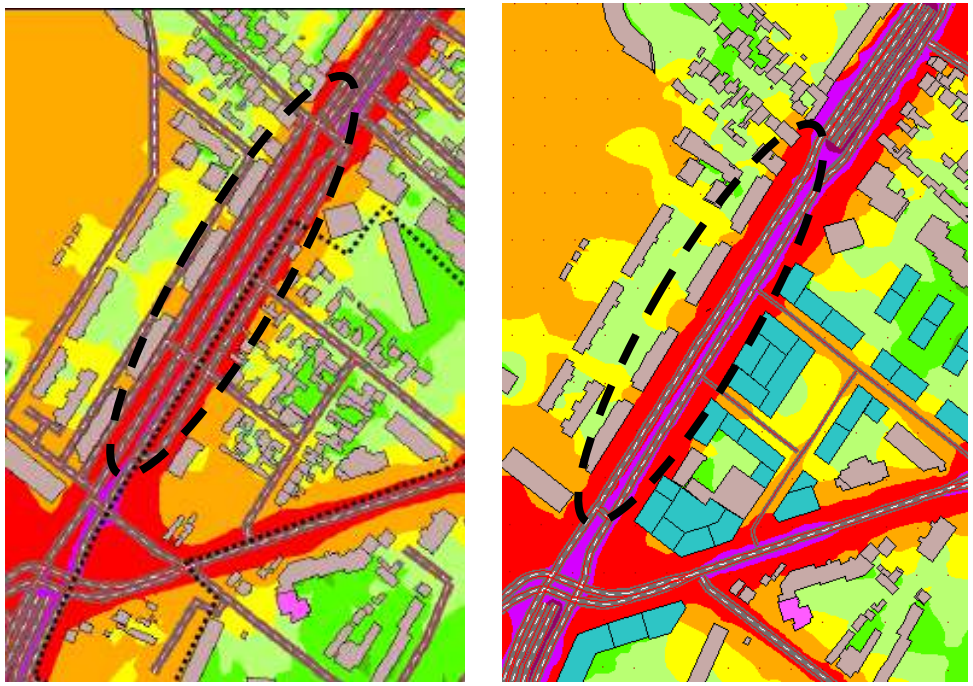
- Au niveau de la place centrale du quartier ;
- Plus légèrement, au niveau du cœur d'îlot de la crèche.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



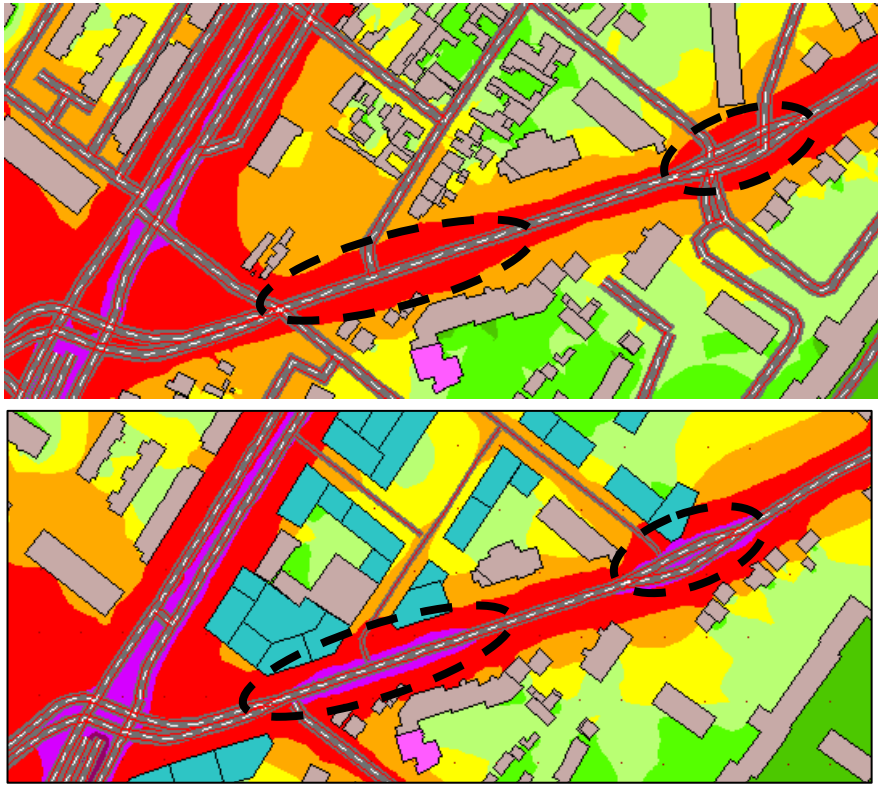
Ambiances sonores actuelles à gauche et future à droite – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

On observe tout de même des niveaux de bruit qui dépassent les 70 dB(A) sur certaines portions de l'avenue Charles Gide et sur la rue Gabriel Péri (voir figures ci-dessous).



Ambiances sonores actuelle à gauche et future à droite au niveau de la rue Gabriel Péri – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Ambiances sonores actuelle en haut et future en bas au niveau de l'avenue Charles Gide – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

⛔ **Une augmentation de la population dans un quartier exposé aux nuisances sonores routières** (direct / permanent / moyen terme)

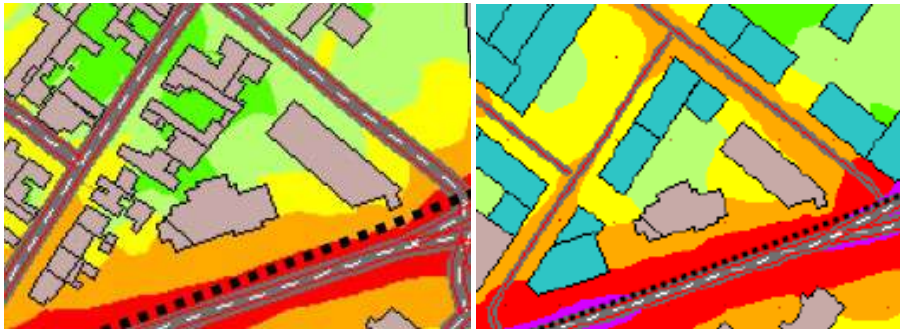
Le projet prévoit la démolition d'environ 172 logements et la construction de 1029 logements environ, soit environ 857 logements nets en plus au sein du périmètre d'étude. Considérant une composition moyenne de 2,04 habitants par ménage (INSEE 2021) et une personne par ménage pour les logements spécifiques, l'augmentation supposée de la population dans le cadre du projet est estimée à environ 1 600 habitants. Par ailleurs, la construction de nouveaux commerces engendrera l'arrivée de nouveaux travailleurs.

Une grande partie des bâtiments construits seront exposés aux nuisances sonores, comme le montre la figure ci-dessous. L'exposition des bâtiments est relativement importante avec en façade donnant sur la rue des niveaux sonores compris entre 65 et 70 dB(A). Cette exposition concerne environ 305 logements (610 logements dans les bâtiments exposés avec environ la moitié donnant sur rue), soit près de 610 personnes exposées (à raison de 2 personnes par ménage).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Situation sonore future des nouveaux bâtiments (avant modifications du périmètre de projet et de la programmation sur les ilots A et E) – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

En ce qui concerne les équipements sensibles, ici la crèche, l'ambiance sonore se dégrade légèrement. En effet, la partie de la crèche orientée vers l'intérieur du quartier perd en qualité de l'ambiance sonore, avec une augmentation des nuisances comprise entre 5 et 10 dB(A), tout en restant dans le cadre d'une ambiance sonore modérée. Le front de rue devient lui un peu plus exposé aux nuisances.

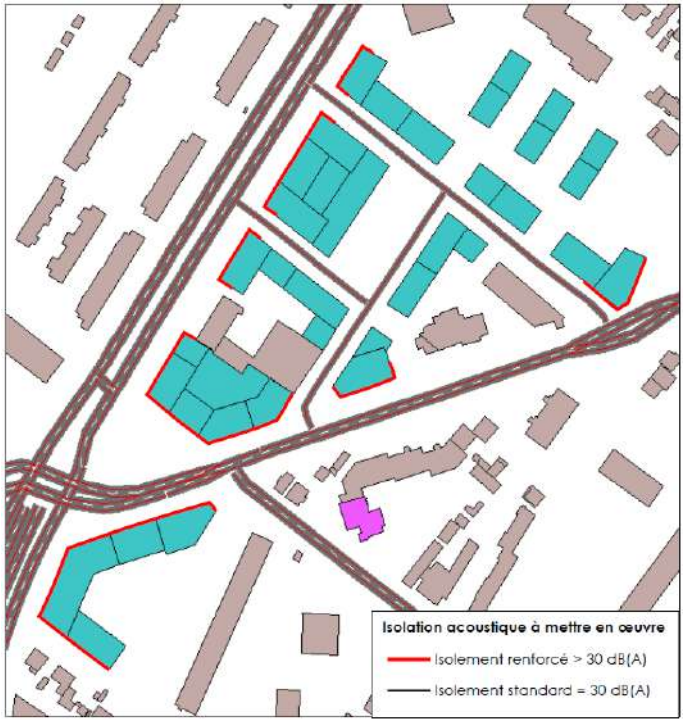


Ambiances sonores actuelles à gauche et future à droite au niveau de la crèche – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Afin de garantir un certain confort aux habitants, une isolation acoustique des bâtiments sera réalisée en fonction de leur exposition.

Mesure de REDUCTION : Une isolation des bâtiments en fonction de leur exposition	
Description	L'étude acoustique (Iris Conseil – Janvier 2020) intègre une cartographie des isolations sonores à mettre en place sur les logements afin de respecter l'objectif de niveau de bruit à l'intérieur des bâtiments contre les bruits routiers provenant de l'extérieur. Il est notamment préconisé dans le cadre des études acoustiques (Iris Conseil – Janvier 2020), la pose de protections acoustiques avec un objectif d'isolement renforcé supérieur à 30 dB(A) pour les façades des bâtiments donnant sur les axes fortement circulés (carrefour Malleret-Joinville, avenue Charles Gide, rue Gabriel Péri et le long de l'A6b). Pour le reste des

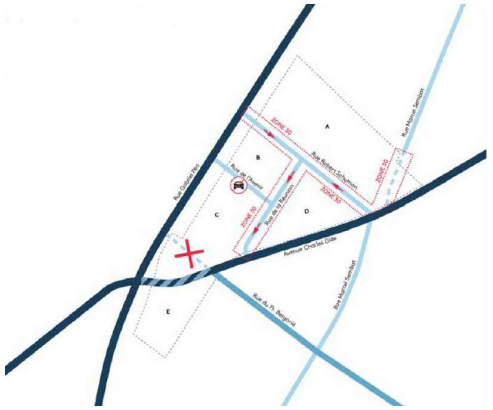
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	façades, il est conseillé un isolement standard de 30 dB(A). 
Effet attendu	L'isolation en façade des bâtiments permettra de limiter la pénétration du bruit au sein des bâtiments le long des axes routiers fortement fréquentés (avenue Charles Gide, rue Gabriel Péri et A6b).
Coût	Prix moyens des isolants : - Laine de verre : 16€/m² - Fibre de bois : 40€/m² - Isolant naturel : 25€/m² - Polystyrène : 18€/m² - Isolant mince : 9€/m² - Pose d'une isolation phonique : 33€/m²
Méthode de suivi	Niveaux acoustiques au sein des bâtiments Suivi une fois après travaux puis tous les 5 ans : obligation réglementaire liée au décret n°2011-604 du 30 mai 2011 de réaliser des mesures à la réception des bâtiments afin d'établir une attestation de prise en compte de la réglementation acoustique à l'achèvement des constructions de bâtiments d'habitation (vocation à devenir un document d'information pour les locataires et de commercialisation des logements)

La fermeture du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville, la limitation de la vitesse des véhicules à 30 km/h sur les voies internes et les rues en sens unique contribueront à la réduction des nuisances.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mesure de REDUCTION : Fermeture du barreau Bergonié et aménagement d'un parvis	
Description	Le carrefour Malleret-Joinville est un carrefour très fréquenté et source de nuisances. Afin de les limiter, il est prévu de fermer à la circulation le barreau nord de ce carrefour. Ce scénario est à ce stade une hypothèse qu'il reste à confirmer par une étude de circulation complémentaire qui devrait être réalisée en 2025 Cet aménagement permet de réduire les nuisances sonores qui impactent les bâtiments à proximité. Par ailleurs, un square sera aménagé entre le carrefour et l'ancien barreau nord. Fortement végétalisé, il formera une légère barrière limitant les nuisances sonores.
Effet attendu	Réduction des nuisances sonores à proximité du carrefour Malleret-Joinville
Coût	Démolitions de voiries : - Chaussées / trottoirs : entre 25 et 30€/m^3 Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Strate basse : 14€/m^2 - Massif arbustif : 15€/m^2 - Arbre : environ 44€/unité - Création de trottoirs en pavés : environ 150€/m^2
Méthode de suivi	Mesures de l'ambiance sonores à différentes périodes de la journée au niveau des bâtiments à proximité

Mesure de REDUCTION : Passage à 30 km/h sur les voies internes et des rues en sens unique	
Description	Bien que le projet entraîne un trafic légèrement plus important au sein du quartier, il prévoit une limitation de la vitesse à 30 km/h sur les voies internes. Cette pacification permettra d'une part de réduire les nuisances sonores et d'autre part de favoriser le développement des modes doux. Aussi, il est prévu que les rues soient en sens unique, ce qui réduira le trafic sur chacune d'entre elles et donc les nuisances sonores. De plus, la Rue de l'Avenir sera piétonnisée ce qui limitera fortement les nuisances routières dans le secteur. 
Effet attendu	Réduction des nuisances sonores au sein du quartier
Coût	- Panneaux signalisation zone 30 : environ 160€/unité - Création de voiries : entre 20 et 250€/m^3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Méthode de suivi	Mesures à la fin du projet et tous les ans

Mesure de REDUCTION : Une conception qui diminue l'exposition des habitants face aux nuisances sonores : Une végétalisation des espaces publics internes et mesures d'aménagement des logements	
Description	Le plan masse est conçu pour limiter au maximum l'exposition des habitants face aux nuisances sonores : - Implantation d'alignements d'arbres le long des axes structurants induisant des nuisances, voire des espaces verts dans le cas du carrefour Malleret-Joinville ; - Orientation des pièces de vie vers les cœurs d'îlot ou les espaces donnant sur des zones plus calmes ; - Des logements en rez-de-chaussée donnant principalement sur les cœurs d'îlot et des loggias comme pièce à vivre supplémentaire lorsque les nuisances sont jugées trop importantes pour l'aménagement d'un balcon.
Effet attendu	Amélioration du confort sonore des habitants Protection de la population du quartier face aux nuisances sonores
Coût	- Arbres : environ 44€/unité Aucun coût sur la disposition des logements.
Méthode de suivi	Mesures à la fin du projet et tous les ans

⛔ **Des nuisances sonores à prévoir en phase travaux** (direct / temporaire / court terme)

De nouvelles nuisances auront lieu en phase travaux. En effet, les démolitions, les reconstructions prévues dans le cadre du projet, le fonctionnement des machines et engins de travaux engendreront des nuisances sonores. Ils pourront alors provisoirement altérer la qualité du cadre de vie au sein du quartier. Les différents chantiers vont également engendrer des vibrations, inconfortables pour les usagers du site pendant travaux.

Mesure de REDUCTION : Maîtrise des nuisances liées aux chantiers	
Description	Le projet respectera la charte chantier à faible nuisances de la ville du Kremlin-Bicêtre. Ainsi, il est nécessaire de procéder à l'identification et à l'estimation des nuisances, puis à la définition des mesures d'atténuation et de protection associés. Aussi, la charte précise que la circulation des engins se fera au maximum des possibilités en sens unique afin d'éviter le retentissement des avertisseurs de recul. Les horaires réglementaires de chantier devront également être respectés afin de ne pas nuire aux riverains.
Effet attendu	Limitation de la gêne occasionnée par une longue phase de travaux dans le quartier liés aux démolitions, et constructions.
Coût	Suivi du chantier : entre 50 et 70 000€ environ selon la durée
Méthode de suivi	Mesures durant la phase chantier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.4. Descriptions des incidences notables potentielles sur la qualité de l'air et présentation des mesures

a) Préambule

HYPOTHESES PRISES POUR L'ANALYSE

Les modélisations réalisées par IRIS Conseil se basent sur les données trafic de l'étude de trafic réalisée par le bureau d'étude CDVIA.

L'étude modélise la qualité de l'air sur le secteur (concentrations dans l'air des polluants atmosphériques NO2, PM10) à l'état actuel et à échéance 2030 suivant deux options : SANS le projet d'aménagement et AVEC le projet d'aménagement.

- Logiciels employés

Les émissions ont été estimées à l'aide du logiciel TREFIC 5. Ce logiciel a été développé par ARIA Technologies. Il calcule les émissions de polluants et la consommation énergétique en fonction : du trafic, de la vitesse, des projections IFSTTAR pour le parc roulant et des facteurs d'émissions COPERT 5 de chaque catégorie de véhicule. COPERT (COmputer Programme to calculate Emissions from Road Transport) est une méthodologie européenne permettant le calcul des émissions du transport routier.

La méthodologie utilisée dans cette étude est COPERT 5. C'est la méthodologie en vigueur qui propose des facteurs d'émissions pour les technologies Euro 5 et Euro 6.

Une modélisation de la dispersion des effluents émis par les véhicules circulant sur le domaine d'étude a été réalisée avec le modèle de dispersion ARIA IMPACT 1.8 afin d'évaluer les concentrations moyennes annuelles dans l'air en situation actuelle et en situation future sur le domaine d'étude. Ce logiciel permet d'élaborer des statistiques météorologiques et de déterminer l'impact des émissions rejetées par une ou plusieurs sources ponctuelles, linéiques ou surfaciques.

- Données de trafic routier

Les données de trafic routier ont été obtenues dans le cadre de l'étude de trafic réalisée par le bureau d'étude CDVIA.

Dans le cadre du projet mené par la ville du Kremlin-Bicêtre, il est prévu la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat et la suppression du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville. **Ce scénario est à ce stade une hypothèse qu'il reste à confirmer par une étude de circulation complémentaire à réaliser.**

- Répartition du parc automobile / Composition du trafic

La répartition du parc aux horizons 2018 et 2030 pris en compte dans les calculs est issue d'une recherche IFSTTAR (Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux).

- Hypothèses de calcul retenues

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Une prise en compte simplifiée du relief ;
- Une rugosité correspondant à une zone urbaine ;
- Un modèle de dispersion de Briggs ;
- Le calcul des dépôts au sol et appauvrissement par la pluie.

La simulation a pour objectif de fournir des ordres de grandeur des concentrations des polluants au niveau du sol et de montrer l'influence de la climatologie du site sur la dispersion des polluants.

- Pollution de fond

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les concentrations en pollution de fond retenues pour la modélisation des trois scénarios sont les suivantes :

Polluants	Concentration en pollution de fond (µg/m³)	Source
Particules PM10	20,0	AIRPARIF – Station Stade Paris Lenglen
Particules PM2,5	13,0	AIRPARIF – Station Vitry-sur-Seine
Dioxyde d'azote NO_2	30,0	AIRPARIF – Station Vitry-sur-Seine
Dioxyde de soufre SO_2	2,0	AIRPARIF – Moyenne Ile-de-France
1_3_butadiène	0,09	AIRPARIF – Station Paris 4ème
Benzo(a)pyrène BaP	0,0001	AIRPARIF – Station Paris 13ème
Arsenic As	0,00032	AIRPARIF – Station Paris 18ème
Nickel Ni	0,00101	AIRPARIF – Station Paris 18ème
Benzène	0,7	AIRPARIF – Station Vitry-sur-Seine
Monoxyde de carbone CO	300,0	AIRPARIF – Moyenne Ile-de-France
COVNM	11,0	AIRPARIF – Station Paris 4ème

b) Incidences positives du projet

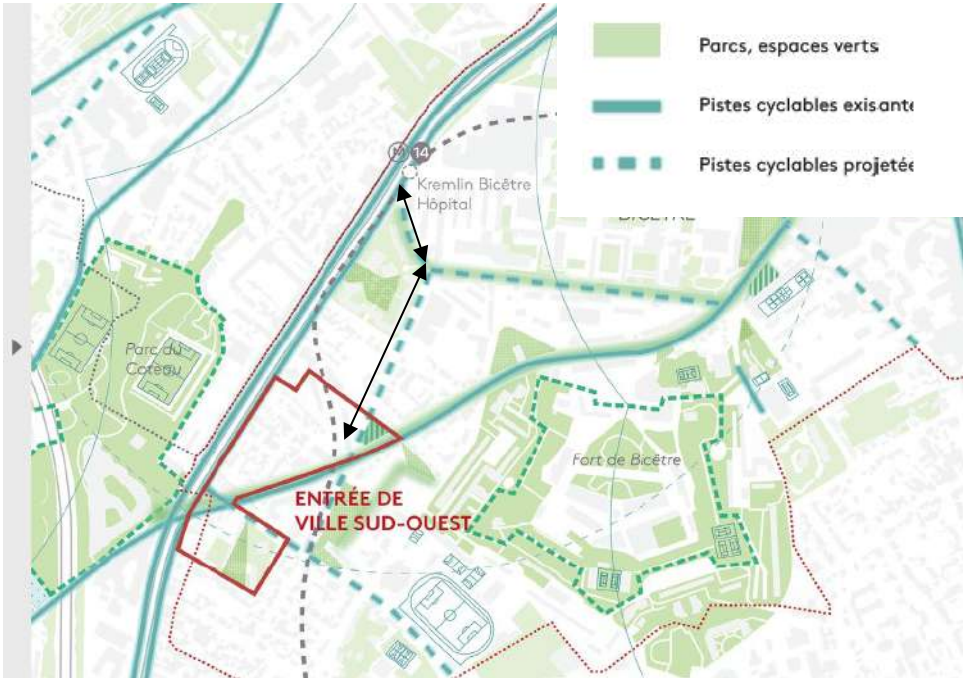
⊕ **De nouveaux logements qui limitent la concentration des polluants à l'intérieur des bâtiments** (direct / permanent / moyen terme)

Le projet prévoit la démolition d'anciens logements, qui pourraient être susceptibles de présenter des pollutions de l'air intérieur (ventilations anciennes, matériaux vétustes, etc.). Les nouvelles constructions seront l'occasion d'améliorer l'isolation et la circulation de l'air à l'intérieur des bâtiments. Le projet permettra en effet des installations qui limitent le développement et le stockage de pollutions (ventilation double flux et matériaux sains). Le cahier de prescriptions prévoit un travail et une attention particulière portée sur la qualité de l'air à l'intérieur des locaux, notamment sur les revêtements intérieurs qui devront être faiblement émetteur en polluants (COV, formaldéhydes) et présenter un étiquetage A+.

⊕ **Une reconfiguration du quartier à proximité d'une gare Grand Paris Express, qui favoriser l'intermodalité modes doux / transports en commun et réduira les émissions induites par les déplacements** (direct / permanent / long terme)

Le secteur de projet, bien qu'à proximité d'axes routiers très fréquentés, s'inscrit dans la continuité du Ruban Vert accueillant des espaces verts propices à l'apaisement des nuisances sonores. La conception des espaces publics du quartier favorisera les itinéraires modes doux et une intermodalité modes doux/transports en commun en les adaptant au confort de ces modes de déplacement. En particulier, la création du square Sembat et des espaces publics attenants, situés sur le chemin de la gare du Grand Paris Express, via la rue Sembat, renforceront l'accessibilité à la gare depuis le quartier. Cette conception, plus propice au développement des modes doux, permettra de réduire à la marge les émissions induites par les déplacements en voiture.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Insertion du projet dans le réseau de nature en ville – Source : Etude urbaine CoBe

Sur le site de projet, les accroches au Ruban Vert seront matérialisées à travers trois lieux largement végétalisés, permettant de réduire les nuisances sonores. Le parvis Malleret-Joinville, actuellement occupé par un carrefour routier, sera un espace végétalisé très planté, pas forcément très usité Enfin, le square Sembat, moins exposé aux nuisances, sera l'opportunité de développer un espace vert attractif et accessible. Enfin, l'espace vert pédagogique accompagné d'un espace d'activités type tiers-lieu développés sur la partie nord du site permettront de créer du lien social autour d'un espace vert.

Aussi, les cœurs d'îlots et les rues internes seront végétalisés et plantées, avec une place laissée pour les modes doux (piétons et vélos).

Afin de pacifier le quartier, le projet prévoit de passer l'ensemble des voies internes du quartier en zone 30 km/h et de fermer à la circulation la rue de l'Avenir, limitant les nuisances sonores. Le barreau nord du carrefour Malleret-Joinville sera fermé à la circulation dans un but, d'une part, de réduction des nuisances et d'autre part d'aménagement d'un espace vert au sud-ouest de cette voie (hypothèse à confirmer par une étude de circulation à réaliser en 2025).

c) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

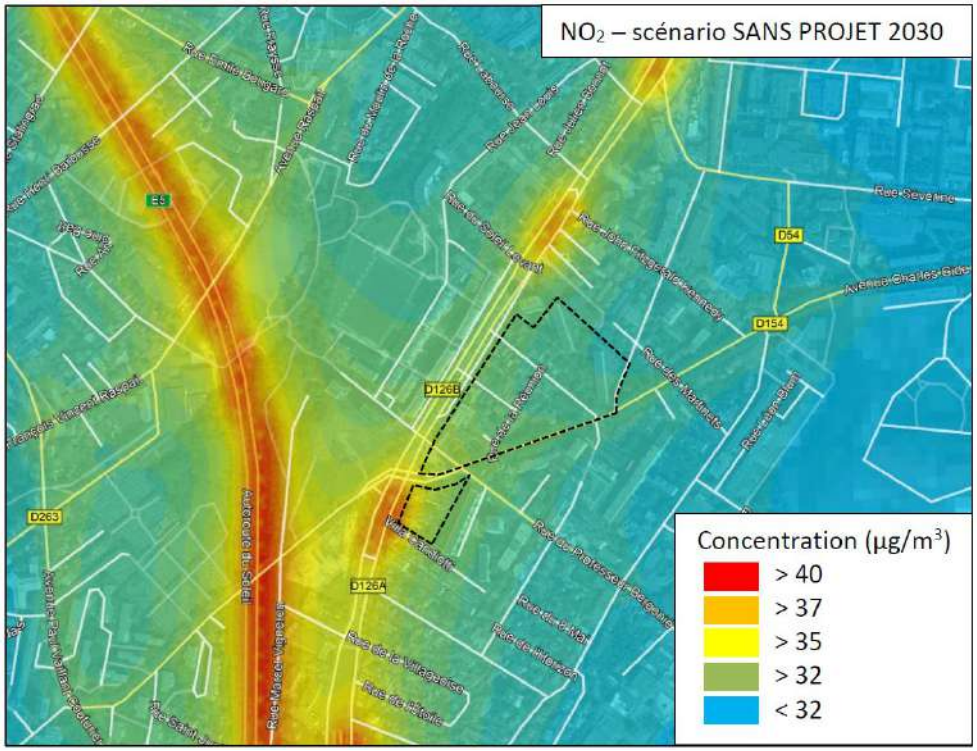
Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES ⛀ POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

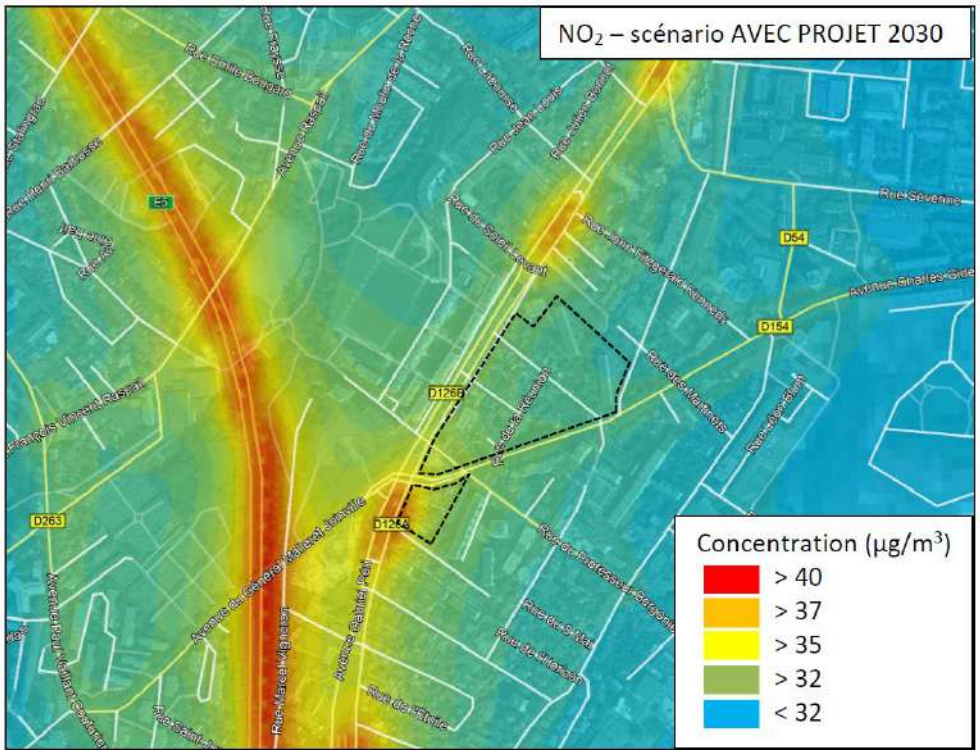
⛀ **Une qualité de l'air non altérée par les mobilités induites par le projet d'aménagement** (direct / permanent / long terme)

L'étude sur la qualité de l'air montre, à travers des modélisations, que la qualité de l'air ne sera pas altérée par le développement du quartier de l'entrée de ville du Kremlin-Bicêtre.

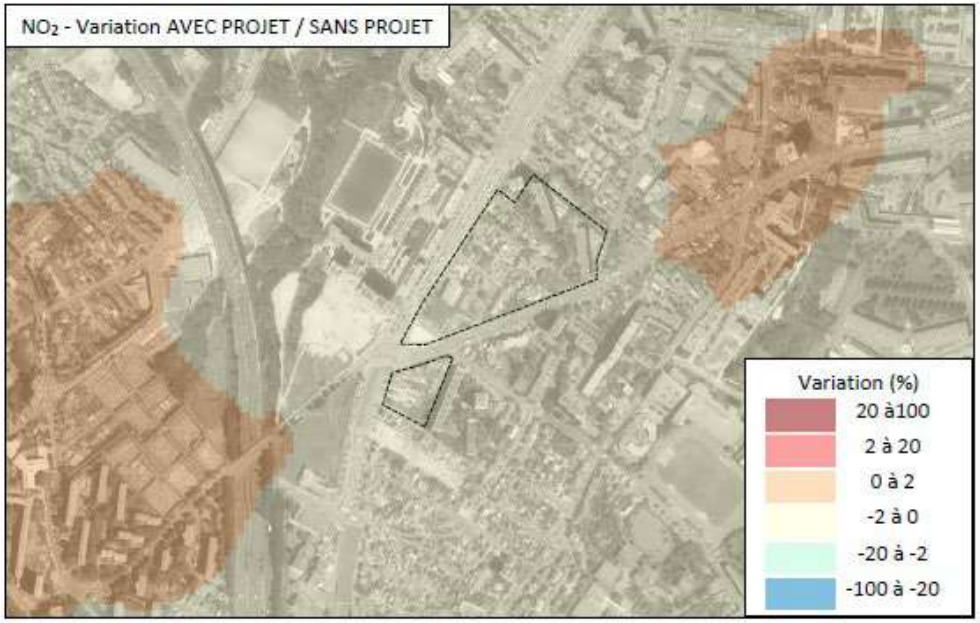
A noter par ailleurs que les modélisations ci-après se basent sur les résultats de l'étude trafic, qui incluent l'ensemble des projets intercommunaux. Le projet de l'entrée de ville sud-ouest ne contribue qu'à environ 10% des nouveaux flux induits au total. Les résultats ci-après sont donc seulement imputables en partie au projet de l'entrée de ville sud-ouest.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



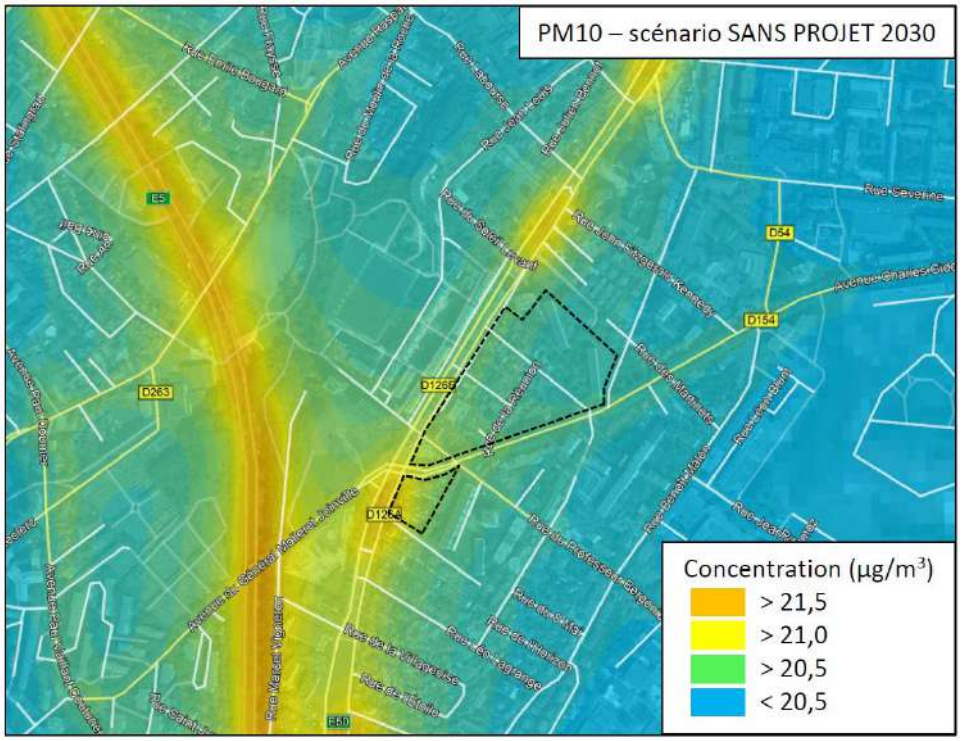


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

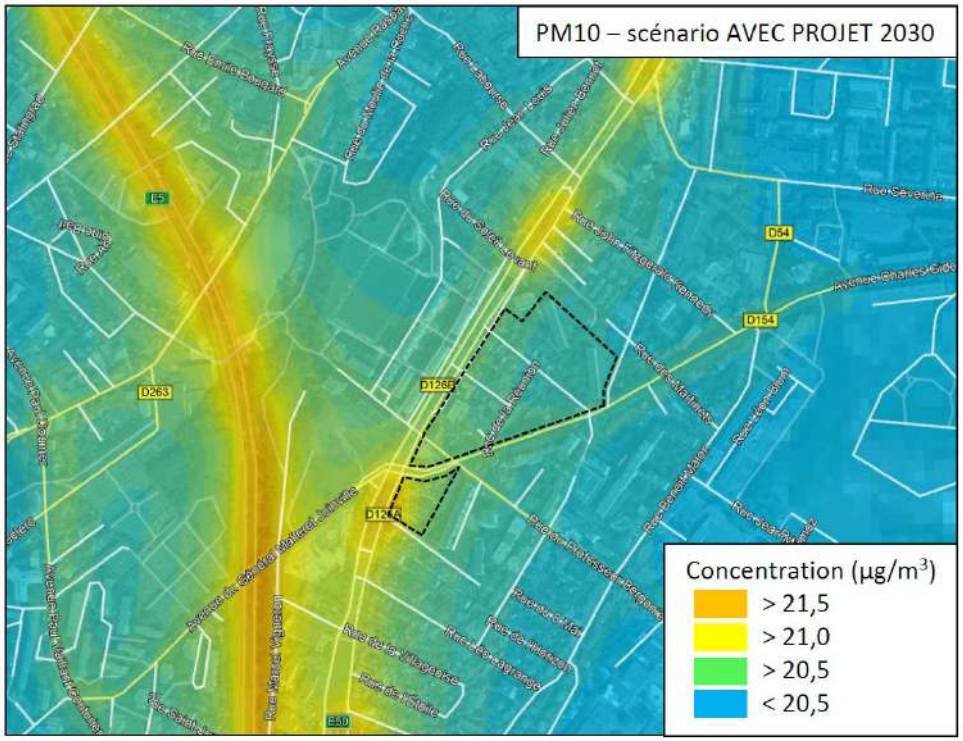


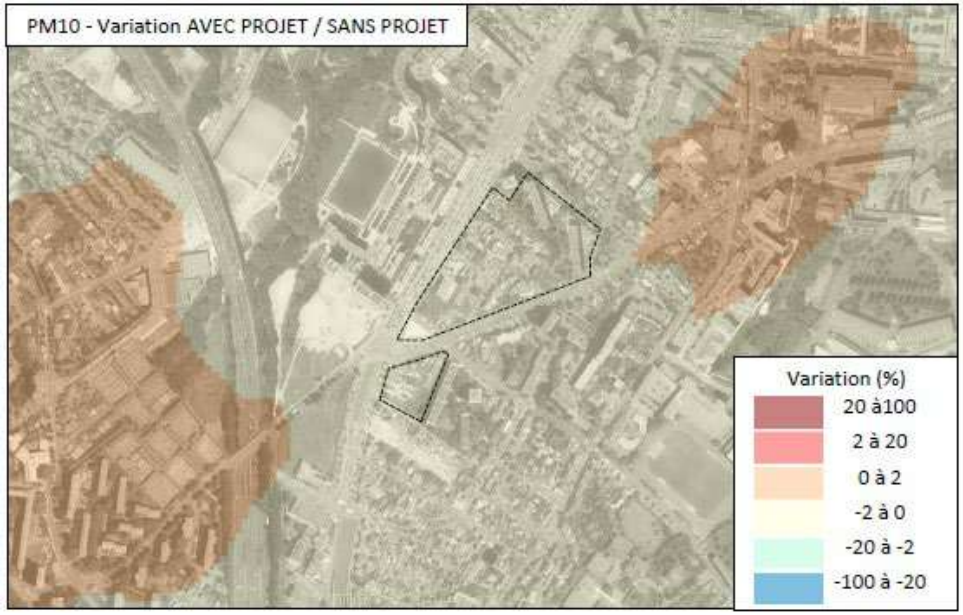
Source : Iris Conseil – Janvier 2020

D'après les cartes de modélisations AVEC et SANS projet, le projet d'aménagement de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre ne devrait pas avoir d'impact majeur sur les concentrations en NO_2. L'ensemble du secteur se maintient en dessous de la valeur réglementaire de 40 µg/m^3. Les concentrations se situent en effet entre 32 µg/m^3 et 35 µg/m^3 à proximité des infrastructures routières, que ce soit avec ou sans projet. Le secteur le plus sensible, où des dépassements pourraient intervenir est celui de l'entrée du tunnel de l'autoroute, au niveau de l'ilot sud du quartier.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025





Source : Etude qualité de l'air – Iris Conseil Janvier 2020

D'après les cartes de modélisations AVEC et SANS projet, le projet d'aménagement de l'entrée sud-ouest du Kremlin-Bicêtre ne devrait pas avoir d'impact majeur sur les concentrations en PM10. L'ensemble du secteur se trouve largement en dessous de la valeur réglementaire de 40 µg/m^3. Les concentrations se maintiennent en effet entre 20,5 µg/m^3 et 21 µg/m^3 à proximité des infrastructures routières que ce soit avec ou sans projet.

Le projet (ainsi que plus globalement les projets pris en compte dans les modélisations) n'induit donc pas de dégradation de la qualité de l'air.

Cette absence de dégradation de la qualité de l'air malgré une progression des trafics est notamment induite par une amélioration prévisible de la qualité du parc automobile d'ici 2030 (généralisation du parc des véhicules électriques).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⛔ **Un équipement sensible qui demeure exposé à des concentrations de polluants en dessous des seuils règlementaires** (direct / permanent / moyen terme)

La crèche, située sur le secteur de projet, n'est pas concernée par les travaux d'aménagement puisque e située en dehors du périmètre opérationnel du projet. Elle reste toutefois un équipement sensible qui pourrait être impacté par des pollutions de l'air, notamment par des dépassements des valeurs réglementaires.

Les modélisations de la situation future AVEC et SANS projet montrent, pour l'ensemble de polluants PM10, PM2.5 et NO_2, un faible impact à l'état futur, voire une légère amélioration (cf. tableau ci-dessous). Comme indiqué précédemment, cette légère amélioration est due à l'amélioration prévisible de la qualité du parc automobile à horizon 2030.

Polluants	Unités	Concentration au niveau de la CRECHE			
		ACTUEL 2019	SANS PROJET 2030	AVEC PROJET 2030	VARIATION AVEC PROJET / SANS PROJET
Particules PM10	µg/m³	20.6	20.5	20.4	0%
Particules PM2,5	µg/m³	13.4	13.3	13.3	0%
Dioxyde d'azote NO_2	µg/m³	37.3	32.6	32.5	0%

Extrait des modélisations des concentrations de polluants au niveau de la crèche – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Les modélisations démontrent des concentrations qui restent en dessous des valeurs réglementaires : 32,5 µg/m³ (/40 µg/m³) pour le NO_2 et 20,4 µg/m³ (/40 µg/m³) pour les particules PM10 et 13,3 µg/m³ (/25 µg/m³) pour les PM2.5.

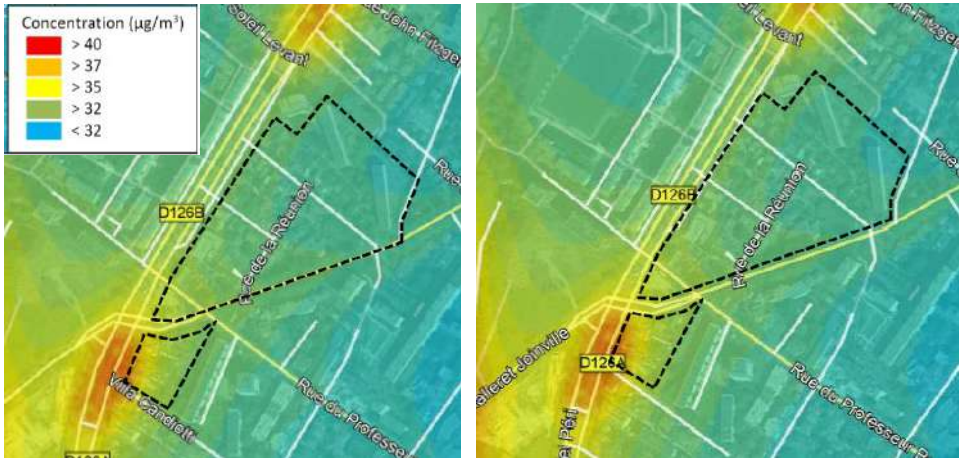
⛔ **Une augmentation de la population exposée à des émissions de polluants** (direct / permanent / moyen terme)

Le projet prévoit la démolition d'environ 172 logements et la construction de 1029 logements environ, soit environ 857 logements nets en plus au sein du périmètre d'étude. Considérant une composition moyenne de 2,04 habitants par ménage (INSEE 2021) et une personne par ménage pour les logements spécifiques, l'augmentation supposée de la population dans le cadre du projet est estimée à environ 1600 habitants. Par ailleurs, la construction de nouveaux commerces engendrera l'arrivée de nouveaux travailleurs.

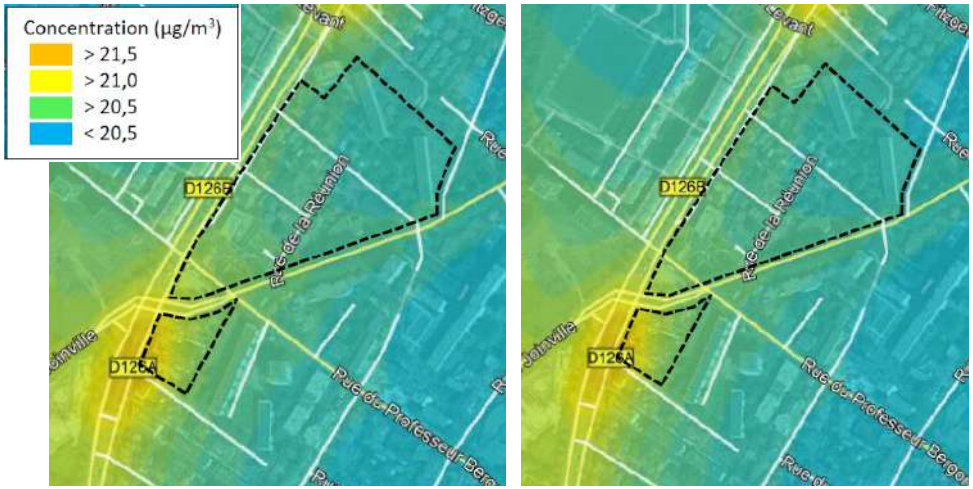
Le site de projet se situe dans une zone exposée aux NO2, et aux PM10 d'après les modélisations sur la qualité de l'air à l'état actuel et projeté. Même si les concentrations demeurent en dessous des seuils règlementaires, des émissions sont présentes localement et représentent une nuisance notable. La progression démographique attendue du fait du projet exposera donc de nouvelles populations à cette nuisance.

. Les concentrations en NO_2 restent en dessous de 35 µg/m³ sur la quasi-totalité du site et en dessous de 37 µg/m³ au sud du secteur le long de la rue Gabriel Péri. Les concentrations en PM10 restent en dessous de 21 µg/m3 sur la quasi-totalité du secteur et en dessous de 21,5 µg/m³ au sud du secteur le long de la rue Gabriel Péri. Ce sont donc les bâtiments au sud le long de la rue Gabriel Péri et au niveau du carrefour Malleret Joinville qui seront les plus exposés aux NO_2 et PM10.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Scénarii de concentration de NO_2 à l'horizon 2030 SANS projet à gauche et AVEC projet à droite – Source : Iris Conseil – Janvier 2020



Scénarii de concentration de PM10 à l'horizon 2030 SANS projet à gauche et AVEC projet à droite – Source : Iris Conseil – Janvier 2020

Mesure de REDUCTION : Des dispositions constructives qui limitent l'exposition aux polluants	
Description	Le projet prévoit la construction de logements dont la conception technique permettra de limiter l'exposition des usagers. Les dispositions suivantes seront à privilégier : - Des prises d'air orientées en cœur d'ilot pour la ventilation, - La priorisation de balcons/ loggias côté cœur d'ilot ; - La mise en place de filtres à charbon dans le système de ventilation.
Effet attendu	Amélioration de la qualité de l'air intérieur
Coût	Coût actuel global de la rénovation : 400€ TTC/m²
Méthode de suivi	Suivi de la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments Une fois en fin de travaux et une fois tous les ans

Mesure de REDUCTION : Une programmation en faveur des circulations douces et de la préservation de la qualité de l'air en cœur de site	
Description	Le projet revoit le réseau viaire du quartier mettant en avant les circulations apaisées et la pratique des mobilités douces : - Aménagement d'espaces verts propices aux circulations douces, en particulier le square Sembat permettant le lien avec, à proximité, la f gare du Grand Paris Express de la ligne 14 ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	- Mise en place d'une zone à 30 km/h sur l'ensemble du quartier ; - Piétonisation de la rue de l'Avenir - Passage des rues du quartier en sens unique ; - Végétalisation : plantations d'arbres et espaces enherbés. Par ailleurs, la mixité fonctionnelle prévue sur le site encouragera les habitants à user de l'ensemble des aménagements doux sur le secteur.
Effet attendu	La qualité de l'air sur le secteur sera préservée
Coût	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Terre végétale : 35€/m^3 - Prairies : entre 100 et 400€/ha - Arbre environ : 44€/unité - Création de trottoirs pavés : environ 150€/m^2
Méthode de suivi	Mètres linéaires de cheminements doux créés au sein du secteur

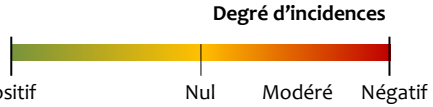
⛔**Des travaux sources d'altération de la qualité de l'air en phase travaux**
(direct / temporaire / court terme)

De nouvelles émissions de polluants et gaz à effet de serre apparaîtront en phase travaux. En effet, la démolition de certains bâtiments engendrera des poussières et, les machines et les engins de travaux en circulation, entraîneront des émissions de polluants supplémentaires.

Mesure de REDUCTION : Maîtrise des pollutions de l'air en phase chantier	
Description	Le projet devra s'inscrire dans la charte chantier applicable à l'échelle de la ville du Kremlin-Bicêtre. Cette charte garantit la réduction et le suivi des pollutions de l'air (propreté des voiries, brumisation des poussières notamment). Le projet recherchera l'exemplarité sur les objectifs du chantier à faible impact environnemental.
Effet attendu	Limiter l'exposition de la population aux pollutions atmosphériques créées par les engins et machines
Coût	Elaboration de la charte et suivi pendant le chantier : 50 000 à 70 000€
Méthode de suivi	Vérification de la conformité durant la phase travaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET ACOUSTIQUE ET QUALITE DE L'AIR



Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Des constructions neuves qui permettent un meilleur confort acoustique dans les logements	x		x		X				
Des bâtiments démolis qui ne seront plus exposés aux nuisances sonores	x		x		X				
Une conception du projet comprenant l'aménagement d'espaces verts et de cœurs d'îlot propices à la création d'espaces de calme dans le quartier	x		x			x			
Une amélioration à la marge de l'ambiance sonore au droit du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville grâce à l'hypothèse de la fermeture de la circulation de cette branche	x		x		x				
De nouveaux logements qui limitent la concentration des polluants à l'intérieur des bâtiments	x		x			x			
Une reconfiguration du quartier à proximité d'une gare Grand Paris Express, qui favoriser l'intermodalité modes doux / transports en commun et réduit les émissions induites par les déplacements	x		x				x		
Un projet d'aménagement qui n'a pas d'incidence notable sur les ambiances sonores futures	x		x			x			
Une qualité de l'air non altérée par les mobilités induites par le projet d'aménagement	x		x			x			
Un équipement sensible peu soumis à des pollutions de la qualité de l'air	x		x			x			
De nouvelles populations et de nouveaux flux de circulations susceptibles d'induire des nouvelles nuisances sonores à la marge	x		x			x			
Une augmentation de la population dans un quartier exposé aux nuisances sonores routières	x		x			x		REDUCTION : Une isolation des bâtiments en fonction de leur exposition	Des nuisances sonores résiduelles minimisées, notamment lors de l'ouverture

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

								REDUCTION : Fermeture du barreau Bergonié (sous réserve d'une étude à réaliser) et aménagement d'un parvis REDUCTION : Passage à 30 km/h sur les voies internes et des rues en sens unique	de fenêtres et au niveau de certaines zones du quartier
Des nuisances sonores à prévoir en phase travaux		X	x		x			REDUCTION : Maîtrise des nuisances liées aux chantiers	
Une augmentation de la population exposée à des émissions de polluants	x		x			x		REDUCTION : Des dispositions constructives qui limitent l'exposition aux polluants REDUCTION : Une programmation en faveur des circulations douces et de la préservation de la qualité de l'air en cœur de site	Une qualité de l'air qui reste quelque peu altérée par le trafic routier
Des travaux sources d'altération de la qualité de l'air en phase chantier		X	x		x			REDUCTION : Maîtrise des pollutions de l'air en phase chantier	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4. DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES POTENTIELLES SUR LA DURABILITE DES RESSOURCES

4.1. Descriptions des incidences notables sur l'eau et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

⊕ **Une meilleure gestion des eaux pluviales par l'application de nouveaux principes** (direct / permanent / court terme)

Le projet prévoit divers principes permettant d'améliorer la gestion des eaux pluviales :

- Une gestion impérative à la parcelle et à ciel ouvert de la pluie courante 8 mm ;
- Le rejet au réseau après abattement à 100% de la pluie de 8 mm et une régulation du débit de rejet à 10L/s/ha maximum.

L'ensemble de ces mesures permettra d'une part de mieux gérer les eaux pluviales afin de favoriser en priorité l'infiltration locale. Les modalités d'atteinte de ces exigences seront définies dans la suite de la conception des espaces publics, et dans les études de définition des projets immobiliers (notices d'assainissement). Elles nécessiteront en tout cas le déploiement de substrats permettant au minimum la rétention / l'infiltration (pleine terre, espaces verts sur dalle, toiture végétales…), des ouvrages de ruissellement des eaux pluviales à ciel ouvert (noues…), et un système de régulation du débit en sortie vers les réseaux.

Trois types de toitures sont prévues, en fonction de la hauteur du bâtiment :

Toiture basse (R+3/4)		Accessible, la végétalisation est sommaire
Toiture moyenne (R+5 à R+8)		Accessible ou végétalisée. Si végétalisée, un minimum de 50 cm de terre végétale est prévu, favorisant la biodiversité et le renforcement de la perception végétale du quartier
Toiture haute (R+9 à R+10)		Inaccessible et végétalisée. Un minimum de 10cm de substrat est prévu, participant à la rétention et à la régulation des eaux pluviales.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Cette meilleure gestion des eaux pluviales sera renforcée par la légère augmentation des surfaces de pleine terre. Le projet d'aménagement entraîne en effet une augmentation de 630 m² de pleine terre, passant de 9 399 m² avant-projet à 12 900 m² après-projet.

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES ⛀ POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

⛔ **Des besoins supplémentaires en eau potable à anticiper** (direct/permanent/court terme)

La densification du quartier, avec la création de 857 logements supplémentaires environ, ainsi que la construction de 2635 m² de commerces, activités et équipements vont engendrer une augmentation des besoins en eau potable sur le site. Cette programmation représentera un besoin supplémentaire en eau potable de 236 m^3/jour (sur une moyenne de 148L d'eau potable par habitant par jour, ADEME 2023).

La commune est alimentée en eau potable par l'usine de Choisy-le-Roi qui possède une capacité suffisante vis-à-vis des dynamiques de projet en cours. Les échanges avec les concessionnaires démarreront prochainement afin de s'assurer du bon raccordement et approvisionnement du projet.

A ce stade de la conception, les travaux suivants sont prévus :

- Création d'un nouveau réseau afin d'assurer la séparativité et la gestion alternative des eaux pluviales ;
- Conservation et rénovation du réseau unitaire existant qui deviendra strictement dédié aux eaux usées/eaux vannes et création de branchements à l'égout pour les nouvelles constructions ;
- Renforcement du réseau pour les rues Schuman, Réunion et de l'Avenir et création d'hydrants complémentaires.

Dans un souci d'économie de la ressource, des dispositifs sont par ailleurs prévus :

Mesure de REDUCTION : Mise en place de dispositifs permettant de préserver la ressource locale en eau	
Description	Fixer des objectifs de réduction de consommation d'eau par l'usage d'équipements économe : • Installation de cuves de récupération des eaux de toitures des logements pour l'approvisionnement en eau pour des usages intérieurs (nettoyage, sanitaire) et pour des usages extérieurs (arrosage et nettoyage) • Installation de cuves de récupération des eaux de toitures des bâtiments d'activités pour l'approvisionnement en eau pour des usages intérieurs (nettoyage et sanitaires) et pour des usages extérieurs (arrosage et nettoyage) • Installation de systèmes hydro-économes pour limiter les débits et éventuellement réutiliser les eaux provenant des toitures pour les sanitaires et l'arrosage
Effet attendu	Limiter les consommations en eau potable
Coût	Système hydro-économe : de 25 à 50€ l'unité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Méthode de suivi	Suivi des consommations

⛔ **Des effluents supplémentaires à gérer** (direct/permanent/court terme)

L'arrivée de nouveaux habitants sur le secteur (environ 1600 habitants) engendrera une augmentation d'effluents supplémentaires à gérer chaque jour.

Les principaux effluents rejoignant les réseaux d'assainissement et pris en charge par les stations d'épuration correspondent aux eaux usées domestiques. Le débit moyen en France est estimé à 150 litres par habitant et par jour en 2022. Ainsi, en appliquant ces ratios, l'arrivée d'environ 1600 habitants engendrera une augmentation d'environ 240 m^3 d'effluents supplémentaires à gérer chaque jour. Cela correspondrait à plus de 87 600 m^3 par an. L'arrivée de nouveaux employés liée aux commerces sur le secteur engendreront également des effluents supplémentaires à gérer.

Mesure de REDUCTION : S'assurer de la capacité de collecte des réseaux d'assainissement et des usines de traitement	
Description	Réaliser des études hydrauliques et se rapprocher des concessionnaires afin de s'assurer de la bonne prise en charge des nouveaux volumes d'effluents
Effet attendu	Assurer une bonne gestion des effluents supplémentaires à prévoir sur le secteur
Coût	10 000 à 20 000€
Méthode de suivi	Echanges avec le concessionnaire

4.2. Descriptions des incidences notables potentielles sur la gestion des déchets et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

➕ **Organisation d'une filière de récupération des biodéchets** (direct/permanent/ court terme)

Depuis 2025, le tri à la source des biodéchets dans un but de valorisation sera obligatoire. Aujourd'hui inexistant sur le site, le projet prévoit de mettre en place des dispositifs permettant aux usagers de trier leurs biodéchets. En effet, des « bio-seaux » seront installés dans les cuisines, et des dispositifs de compostage seront inclus au sein de chaque lot. Ces dispositifs seront dimensionnés selon les typologies des activités et des sources de production de biodéchets.

Un processus de gestion et de formation sera mis en place. Un gestionnaire sur la première année sera en charge de mettre en place et gérer l'espace de compostage, d'accompagner à la création d'une association d'habitant ou la formation de plusieurs référents bénévoles et d'un guide composteur.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Exemple de bon dimensionnement de bacs déchets au sein des logements – Source : COBE

Composteurs communautaires – Source : COBE

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES ⛀ POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

⛀ **Une conservation du système de collecte des déchets ménagers** (direct/permanent/court terme)

Actuellement, la collecte des déchets est assurée par l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre. Elle s'effectue de manière sélective et en porte-à-porte, pour les ordures ménagères et assimilés, les emballages (papier, plastique, etc.), le verre et les déchets végétaux.

Après étude avec les services en charge de cette gestion, la collecte en colonne enterrées ou semi-enterrées de 5000 litres (équivalent à 8 bacs de 600 litres) n'est pas envisageable. En effet, la densité du quartier engendrerait l'installation d'un nombre trop important de bornes (51). L'installation d'autant de bornes impacterait également l'espace public, avec la suppression d'arbres ou de places de stationnement par exemple.

Un mode de collecte partiellement enterré sera à étudier par la suite.

⛔ **Une production de déchets supplémentaire liée à l'arrivée de nouveaux habitants et activités** (direct/permanent/court terme)

La création d'environ 857 logements et commerces engendrera une importante quantité de déchets à gérer.

Ainsi, ce sont plus de 576 tonnes de déchets ménagers supplémentaires (sur une moyenne de 360 kg de déchets produits par an et par habitant) qui seront

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

générés sur le site, du fait de la densification du quartier. A cela il faut ajouter les déchets recyclables produits sur le site.

Les déchets verts ne seront plus à traiter par l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, du fait de l'installation de gestion des biodéchets sur le site.

Mesure de REDUCTION : Sensibilisation des futurs usagers et entreprises	
Description	Sensibilisation des futurs usagers et entreprises à l'installation dans les locaux ou à proximité des espaces de tri ou de compostage
Effet attendu	Réduction de la production de déchets à l'échelle du secteur
Coût	Atelier de sensibilisation à la réduction des déchets : environ 350 € par atelier
Méthode de suivi	Engagement des constructeurs et suivi par la Ville

Mesure de REDUCTION : La gestion in-situ des biodéchets	
Description	Le projet favorisera la gestion in-situ des biodéchets, avec l'installation de composteurs collectifs
Effet attendu	Réduction des tonnages collectés, valorisation organique du flux
Coût	Le coût ne peut, à ce jour, être défini. Les équipements nécessaires pourront de plus faire l'objet d'un cofinancement par les services de gestion des déchets
Méthode de suivi	Engagement des constructeurs et suivi par la Ville

⛔ **Une production de déchets à prévoir en phase travaux** (direct/temporaire/court terme)

Les démolitions prévues dans le cadre du projet vont engendrer la génération d'une grande quantité de déchets.

Un diagnostic ressource préliminaire à la déconstruction sera réalisé afin de faciliter le tri à la source sur chantier et d'identifier les filières de valorisation adaptées. Un taux de valorisation des déchets à respecter sera fixé à l'échelle du projet.

Sur le chantier, un minimum de 70% des déchets devront être valorisés. Le tri des déchets sera mis en place sur le chantier à cet effet.

Concernant les terres excavées, sa gestion sera faite, dans la mesure du possible, dans une logique de réemploi des terres non polluées en remblai à l'échelle du site ou d'opérations voisines.

Mesure de REDUCTION : Application d'une charte chantier faibles nuisances	
Description	La Ville possède une charte chantier à l'échelle de la ville, qui sera obligatoire pour l'ensemble des opérations
Effet attendu	Réduction la génération de déchets à la source durant la phase chantier
Coût	Elaboration et suivi travaux : entre 50 000€ et 70 000 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Méthode de suivi	Suivi par le Responsable Environnement Chantier à l'échelle de la Ville en phase chantier

Mesure de REDUCTION : Des déchets de chantier triés	
Description	Mise en place de bennes de tri adaptées aux différentes typologies de déchets
Effet attendu	Le tri permettra la prise en charge des matériaux selon la filière la mieux appropriée. Les filières de valorisation, y compris in situ, seront privilégiées.
Coût	Location benne de déchets : entre 200€ et 700€ par benne
Méthode de suivi	Suivi par la Ville

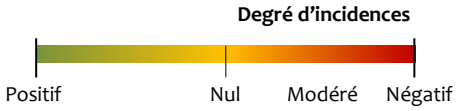
Mesure de REDUCTION : Rechercher l'équilibre déblai/remblai	
Description	Estimer les volumes de déblais et de remblais par le bureau d'études VRD
Effet attendu	Limiter les besoins d'évacuation et de stockage des déblais
Coût	Economies de transport et frais associés en fonction de l'équilibre des matériaux à apporter/évacuer (MOE)
Méthode de suivi	Suivi par la Ville

Mesure de REDUCTION : Rechercher la mutualisation des déblais/remblais avec les chantiers alentours pour limiter les besoins de stockage et les flux pour l'évacuation	
Description	Dans le cas de déblais excédentaires, une mise en commun de ces volumes sera assurée avec les chantiers identifiés aux alentours du secteur
Effet attendu	Limiter les besoins de stockage des déblais et rationnaliser les flux qui permettent l'évacuation du secteur
Coût	Economies des coûts de location de bennes et de traitement des déchets (MOE)
Méthode de suivi	Suivi par la Ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET RESSOURCES

Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT



Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Une meilleure gestion des eaux pluviales par l'application de nouveaux principes	x		x		x				
Organisation d'une filière de récupération des biodéchets	x		x		x				
Des besoins supplémentaires en eau potable à anticiper	x		x		x			REDUCTION : Mise en place de dispositifs permettant de préserver la ressource locale en eau	Besoins supplémentaires en eau atténués
Des effluents supplémentaires à gérer	x		x		x			EVITEMENT : S'assurer de la capacité de collecte des réseaux d'assainissement et des usines de traitement	/
Une conservation du système de collecte des déchets ménagers à ce stade mais la collecte partielle enterrée reste à être étudiée	x		x		x			/	/
Une production de déchets supplémentaire liée à l'arrivée de nouveaux habitants et activités	x		x		x			REDUCTION : Sensibilisation des futurs usagers et entreprises REDUCTION : La gestion in-situ des biodéchets	Génération des déchets réduites sur le site
Une production de déchets à prévoir en phase travaux		x	x		x			REDUCTION : Mise en place d'une charte chantier à l'échelle de la Ville REDUCTION : Des déchets de chantier triés REDUCTION : Rechercher l'équilibre déblai/remblai REDUCTION : Rechercher la mutualisation des déblais/remblais avec les chantiers alentours pour limiter les besoins de stockage et les flux pour l'évacuation	En phase chantier, moins de déchets à gérer

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.3. Descriptions des incidences notables potentielles sur la performance énergétique et présentation des mesures

a) Préambule

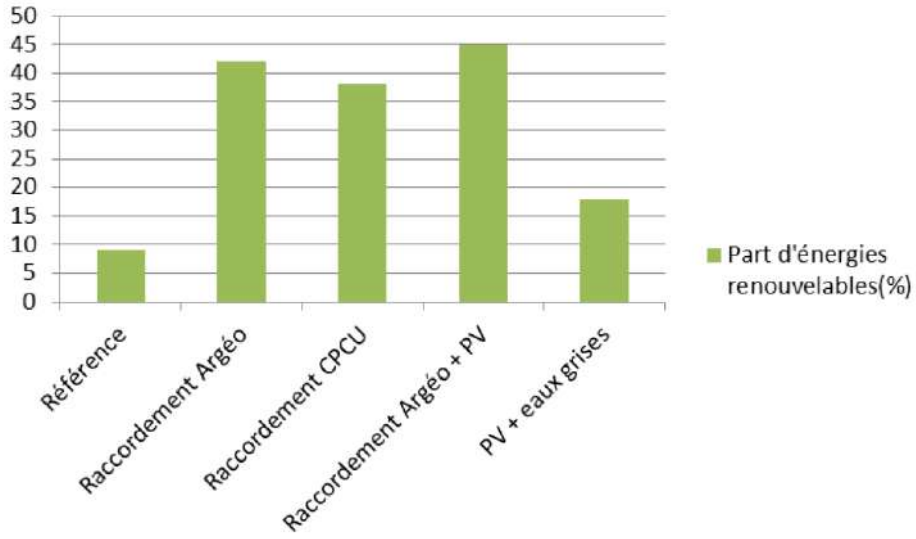
Dans le cadre de l'étude du potentiel de développement en énergies renouvelables et de récupération, 5 scénarii différents ont été étudiés :

- Un scénario de référence correspondant à une alimentation « classique », sans recours à des énergies renouvelables ;
- Un scénario de raccordement du projet au réseau de chaleur Argéo ;
- Un scénario de raccordement du projet au réseau de chaleur CPCU ;
- Un scénario de raccordement Argéo et l'installation de panneaux photovoltaïques ;
- Un scénario comprenant l'installation de panneaux solaires et de récupération d'énergie sur les eaux grises.

Le scénario de référence considère que :

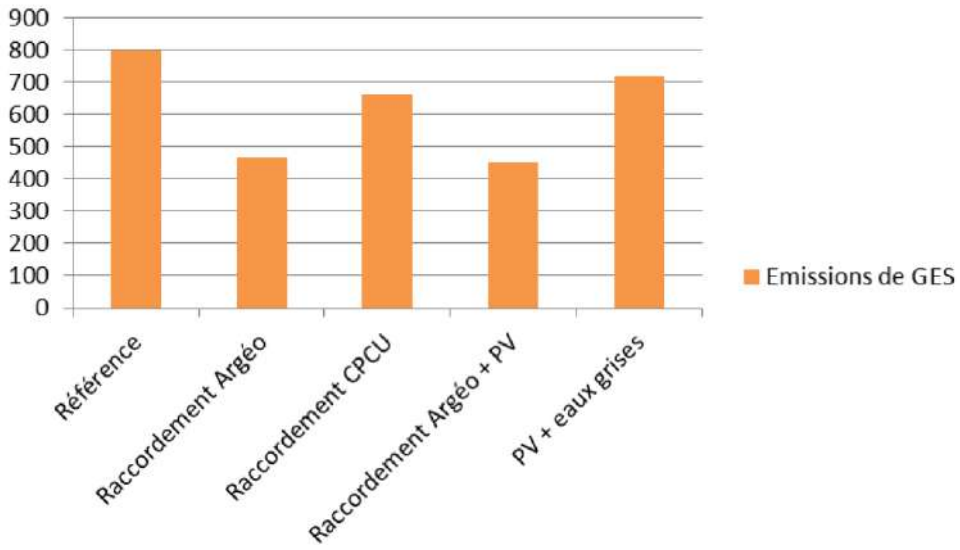
- Les besoins en eau chaude sont assurés par une chaudière gaz à condensation ;
- Les besoins en eau froide sont assurés par une PAC air/eau ;
- Les besoins en électricité sont assurés par le réseau électrique national.

Pour chacun des scénarii, ont été étudiés les émissions de GES ainsi que la part d'énergies renouvelables et le coût global correspondants. Les résultats sont les suivants :



Part d'énergies renouvelables en % selon le scénario – Source : Vizea

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Quantité de gaz à effet de serre émis en tonnes par an selon le scénario – Source : Vizea

Ces deux graphiques mettent en avant deux scénarii, qui semblent plus performants : le raccordement Argéo et le raccordement Argéo couplé à l'installation de panneaux solaires. Le scénario de référence quant à lui semble être le moins performant environnementalement parlant : une part d'énergie renouvelables moindre et des émissions de gaz à effet de serre importantes.

Dans le cadre d'un raccordement au réseau de chaleur Argéo, 464 $t_{eq}CO_2$/ an seraient émises dans le cadre du projet ; contre 662 $t_{eq}CO_2$/an en cas de raccordement au réseau CPCU et près de 800 $t_{eq}CO_2$ pour le scénario de référence.

Scénarios	Vecteur énergétique	Investissement non subventionné (€ TTC)	Coût moyen complet de l'énergie sur 30 ans (€ TTC/MWh)	Temps de retour sur Investissement en comparaison au Scénario de référence
Scénario référence	Chaleur Froid Electricité	160 200 194 472 0	131,25 234,15 370	-
Scénario Raccordement Argéo	Chaleur Froid Electricité	885 554 194 472 0	140,26 234,15 370	-
Scénario Raccordement CPCU	Chaleur Froid Electricité	3 896 000 194 472 0	110,54 234,15 370	-
Scénario Raccordement Argéo + PV	Chaleur Froid Electricité	885 554 194 472 387 100	140,26 234,15 344	- 13 ans
PV + Eaux grises	Chaleur Froid Electricité	219 665 194 472 387 100	118,8 234,15 344	3 ans - 13 ans

Tableau de synthèse économique de l'étude – Source : Vizea

La synthèse économique de l'étude du potentiel en énergies renouvelables montre un scénario de référence peu coûteux (près de 354 700€ TTC) et un scénario de raccordement au réseau de chaleur CPCU demandant les investissements les plus importants (près de 4 090 500€ TTC).

b) Incidences positives du projet

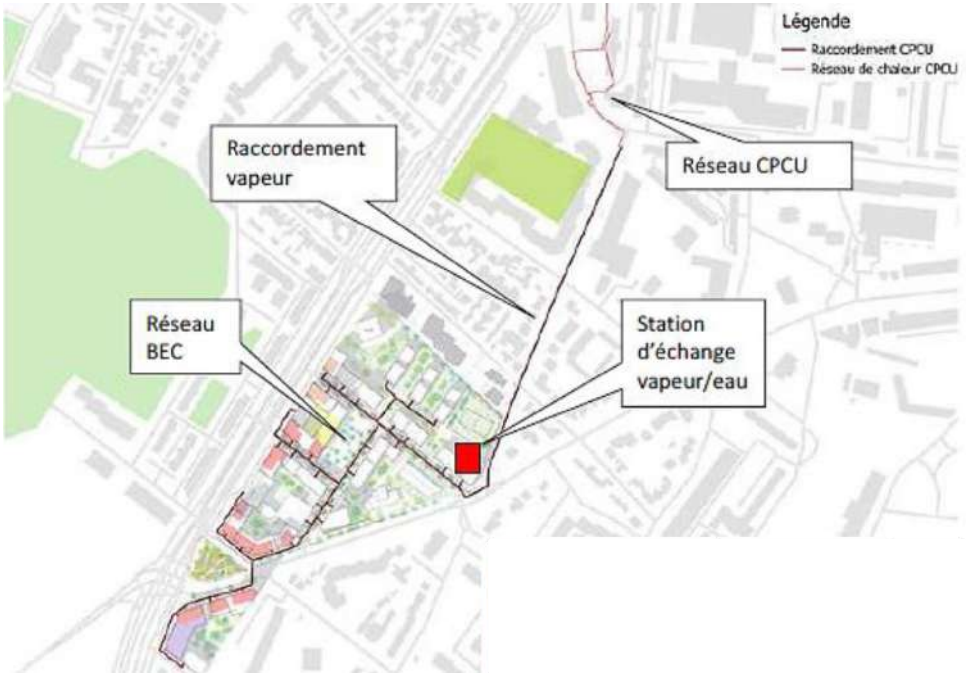
⊕ **Création d'une desserte énergétique en synergie avec les territoires voisins** (direct/permanent/ court terme)

Le projet étudie le raccordement de quartier à un réseau de chaleur d'ores-et-déjà présent dans les environs du site.

Le réseau de chaleur Argéo, qui alimente les communes d'Arcueil et de Gentilly, se trouve à environ 780m du site. Environ 1000 mètres linéaires de réseau devraient être créés pour raccorder le site au réseau de chaleur Argéo. Le projet Ecotone, voisin de celui de l'entrée de ville sud-ouest, sera raccordé à ce réseau.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Projet de raccordement au réseau de chaleur Argéo – avant évolutions du projet Source : VIZEA

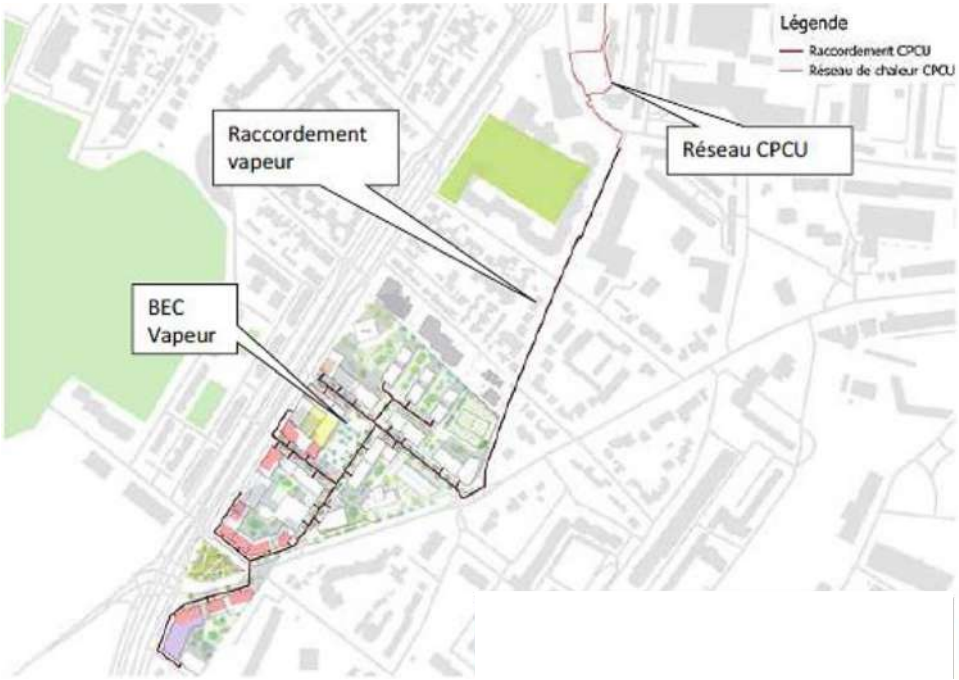


Projet de raccordement au réseau de chaleur CPCU (option 1) – Source : VIZEA

La commune de Kremlin Bicêtre est concernée par la présence du CPCU à proximité de l'hôpital. Le réseau CPCU délivre la chaleur sur le site de l'hôpital et sur des bâtiments de logements sociaux à proximité. Il se trouve à 280m au plus proche du site. Environ 500 mètres de réseaux devraient être créés afin de raccorder le site au réseau CPCU.

Deux options de raccordement ont été étudiées :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Projet de raccordement au réseau de chaleur CPCU (option 2) – Source : VIZEA

Les réflexions se poursuivent actuellement sur le mode de desserte énergétique du futur quartier d'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre. Le scénario de la création d'un réseau géothermique est privilégié.

Il s'agit de connecter ce quartier à un réseau de chaleur ayant recours à la géothermie. Sur ce volet de la géothermie, des études sont mises en œuvre avec le SIPPEREC pour la création d'un puits de géothermie sur la commune du Kremlin-Bicêtre. Le quartier EVSO serait relié au réseau de géothermie après les premières livraisons de logements (adaptabilité des immeubles qui seront déjà livrés est prévue).

Amélioration des performances énergétiques des nouvelles constructions (direct/permanent/ court terme)

Les nouvelles constructions auront des performances énergétiques bien meilleures que le parc bâti actuel, en reposant sur les principes suivants :

- La compacité des constructions sera recherchée afin de limiter les déperditions thermiques ;
- La conception bioclimatique sera mise en œuvre, en favorisant les ouvertures au Sud, permettant de maximiser les apports solaires passifs l'hiver ;
- Une attention particulière sera menée sur le confort d'été et les risques de surchauffes, en cohérence avec l'occupation et les usages des locaux ;
- Des protections solaires directement pilotables par les usagers sont à garantir ;
- La réalisation de simulations thermiques dynamiques (STD) devra justifier des performances et seuils de confort atteints.

Les objectifs en termes de performance énergétique des constructions sont :

- Respecter a minima la réglementation Environnementale en vigueur (RE2020 en 2025)
- Labelliser les projets Effinergie
- Labelliser les constructions au sein de l'ilot A Bâtiment Passif

Ces ambitions en termes de performance énergétique vont engendrer de nombreux bénéfices pour les habitants du site : un meilleur confort thermique sur les 4 saisons assurant le bien-être des occupants, des factures énergétiques minimisées, etc.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Réduction des besoins énergétiques en intégrant une conception bioclimatique du projet (direct/permanent/ court terme)

La conception bioclimatique permet de répondre en partie à la sobriété et à l'efficacité des bâtiments. Il s'agit d'une conception adaptée au projet en fonction des caractéristiques et particularités du lieu d'implantation. Elle permet d'en tirer le bénéfice des avantages et de se prémunir des désavantages et contraintes, et ce de façon passive – c'est-à-dire avant même la mise en œuvre de systèmes actifs. L'objectif principal est donc d'obtenir le confort d'ambiance recherché de manière la plus naturelle possible en utilisant les moyens architecturaux, les énergies renouvelables disponibles et en utilisant le moins possible les moyens techniques mécanisés et les énergies extérieures au site. Ces stratégies et techniques architecturales cherchent à profiter au maximum du soleil en hiver et de s'en protéger durant l'été. C'est pour cela que l'on parle également d'architecture « solaire » ou « passive ».

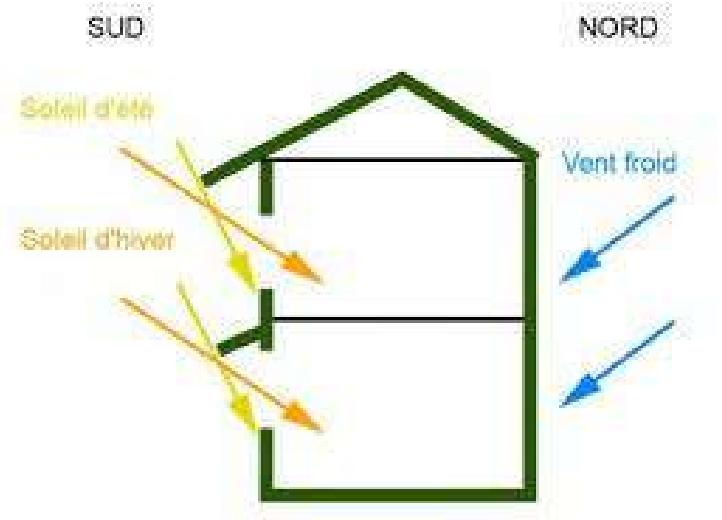
Le choix d'une démarche de conception bioclimatique implique une diminution des besoins énergétiques, et permet de réduire les dépenses de chauffage et de climatisation. L'usager bénéficie de plus d'un cadre de vie très agréable, voir amélioré par rapport aux solutions conventionnelles avec une amélioration du confort thermique (réduction des courants d'air très froid ou très chaud, des effets parois froides, …).

La conception bioclimatique va donc s'intéresser à, par exemple :

- L'orientation des bâtiments et des vitrages
- La compacité des bâtiments

Plus largement, il s'agit également d'intégrer les notions techniques pour optimiser :

- La qualité des vitrages (transmission lumineuse et thermique)
- L'isolation des parois
- L'inertie des matériaux pour le déphasage thermique
- L'absence de ponts thermiques
- La perméabilité à l'air
- La ventilation.



Principe de conception bioclimatique

c) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ou NULLES POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⛔ **Une augmentation des consommations énergétiques liées à l'arrivée de nouvelles populations** (direct/permanent/court terme)

Le projet prévoit la construction de 1029 nouveaux logements environ qui accueilleront environ 1950 nouveaux habitants. Toutefois, le projet prévoit la démolition d'environ 172 logements, la production nette de logement est donc d'environ 857 logements, soit près de 1600 habitants supplémentaires.

Ces arrivées engendreront une consommation totale de 8 GWh par an (chauffage, ECS, électricité et froid) sur l'ensemble du site (sur la base d'une consommation énergétique moyenne de 5 MWg par habitant en 2021 sur le territoire de Grand Orly Seine Bièvre). En effet, la construction de nouveaux logements impliquera une hausse des besoins énergétiques globaux à l'échelle du secteur, malgré une performance largement améliorée.

Estimations des besoins du projet – Source : Vizea

Les objectifs ambitieux en termes de conception énergétique des bâtiments permettront d'anticiper l'évolution des prochaines réglementations thermiques et de limiter les hausses de consommations locales.

Mesure de REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	
Description	Le projet a pour but de limiter les consommations énergétiques du parc bâti, à travers différents principes comme : - La compacité des constructions sera recherchée, afin de limiter les déperditions thermiques. - La conception bioclimatique sera mise en œuvre, en favorisant les ouvertures au Sud, permettant de maximiser les apports solaires passifs l'hiver. - Une attention particulière sera menée sur le confort d'été et les risques de surchauffes, en cohérence avec l'occupation et les usages des locaux. - Des protections solaires directement pilotables par les usagers sont à garantir. - La réalisation de simulation thermiques dynamiques (STD) devra justifier des performances et seuils de confort atteints. L'ensemble des logements seront certifiés NF Habitat HQE. Le niveau de performance est laissé libre. L'ensemble des équipements et commerces seront certifiés HQE Bâtiments Durable. Le niveau de performance est laissé libre.
Effet attendu	Limiter les consommations d'énergie
Coût	A évaluer par MOE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Méthode de suivi	Identification des choix techniques les plus vertueux via une analyse multicritère

⛔ **Une augmentation des besoins énergétiques durant la phase de chantier** (direct/temporaire/court terme)

La construction de 64 340 m² de surface de plancher demandera une hausse des besoins en énergie sur le site. Les phases de démolitions seront également source d'une consommation énergétique à ne pas négliger.

Pour limiter cette hausse, la maîtrise d'ouvrage a d'ores-et-déjà prévu des mesures pour limiter la consommation d'énergie en phase chantier.

Mesure de REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	
Description	En phase chantier, seront ainsi à prévoir : - Des détecteurs de présence pour l'éclairage des cantonnements (notamment des sanitaires, les circulations, les vestiaires). - De limiter les températures de chauffage et de climatisation dans les cantonnements. - Des systèmes de chauffage / climatisation munis de thermostats programmables. - La mise en place de grooms sur l'ensemble des portes donnant sur l'extérieur. - Un système de programmation pour couper l'électricité le soir et le week-end.
Effet attendu	Limiter les consommations d'énergie sur le chantier
Coût	Définition et suivi : 50 à 70k€
Méthode de suivi	Suivi par le Responsable Environnement Chantier à l'échelle de la Ville en phase chantier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.4. Descriptions des incidences notables potentielles sur le changement climatique et présentation des mesures

a) Incidences positives du projet

Une végétalisation des espaces privés et publics permettant de lutter contre le phénomène d'ilot de chaleur urbain (direct/permanent/ court terme)

De nouveaux espaces végétalisés seront prévus dans l'aménagement du secteur. Des espaces enherbés en toitures participeront notamment à la réduction du phénomène de chaleur urbain. Sur les espaces publics, le choix de revêtement de sols à albédo élevés (>0.4) sur les places imperméabilisées soumises à un fort ensoleillement sera mis en œuvre. Cela dans un but d'éviter l'emmagasinage et de redistribution de la chaleur des rayonnements solaires. L'aménagement d'espaces publics plus ombragés, comme le parvis d'entrée de ville Malleret-Joinville ou le square Sembat, amélioreront le confort urbain à l'échelle locale.

Des brumisateurs pourraient être mis en place au sein des espaces verts, pour permettre le rafraichissement en période estivale.

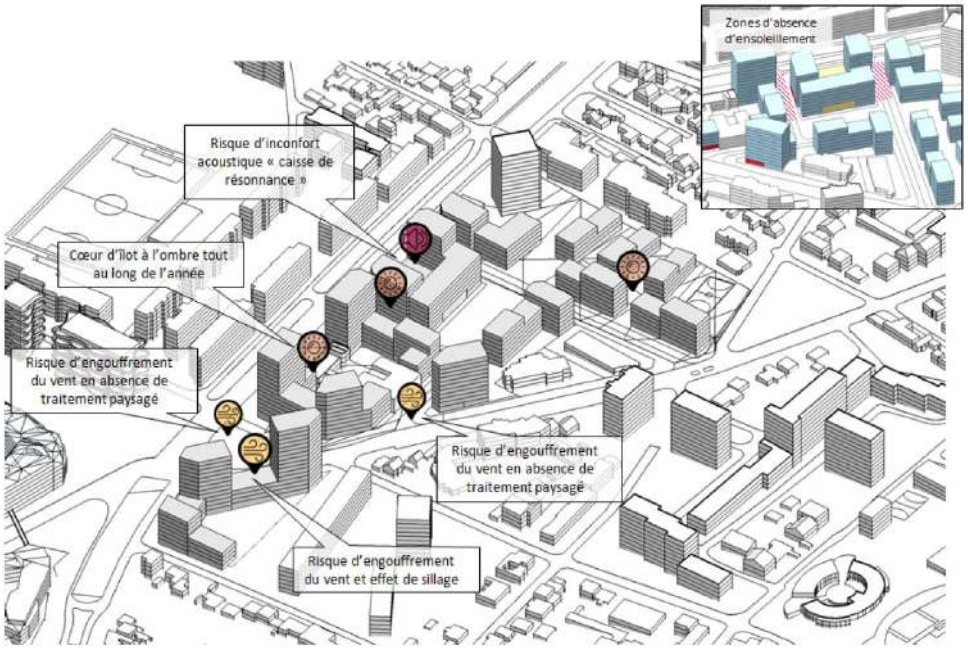
Exemples de plantations envisagées pour le traitement paysager du parvis Malleret-Joinville – Source : COBE

Un développement de la nature en ville organisant la résilience du site face au changement climatique (direct/permanent/long terme)

Le projet prévoit de nombreux aménagements favorisant le développement de la nature en ville, qui permettent également d'organiser la résilience du quartier face au changement climatique. Il s'inscrit dans une dynamique durable avec le recours à des essences végétales persistantes dans l'espace public notamment le long des carrefours et l'avenue Charles Gide dans le but de limiter les couloirs de vent, des revêtements à albédo élevé dans les secteurs de fort ensoleillement permettant de réfléchir les rayons du soleil et donc de limiter la surchauffe du sol, ainsi que la mise en place de toitures végétalisées.

Par ailleurs, le projet prévoit de sélectionner les essences en fonction de la faune recensée sur le site dans le cadre du diagnostic faune-flore afin de révéler le potentiel écologique du site, ainsi que des essences adaptées au changement climatique par leur faible besoin en eau.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

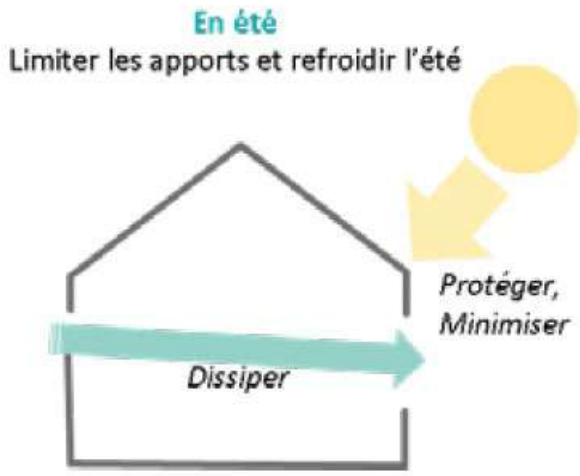


Aménagements favorisant la résilience du quartier face au changement climatique prévus dans le projet avant les évolutions mineures (source : étude urbaine)

Une stratégie de conception et d'aménagement bioclimatique favorisant le confort climatique des usagers (direct/permanent/court terme)

Le projet favorisera une démarche sobre dès le début de sa conception et prévoira l'équipement de façade en protections solaires dès lors qu'elles seront fortement exposées au soleil (est, sud et ouest). Une attention particulière sera menée sur le confort d'été et les risques de surchauffe, en cohérence avec l'occupation et les usages des locaux.

Les bâtiments seront conçus avec un système de ventilation et sur le principe d'une architecture qui protègera efficacement de la chaleur.



Conception bioclimatique limitant les surchauffes estivales

La végétalisation des cœurs d'îlots et la mise en place d'un espace vert pédagogique sont prévus au sein de l'îlot A, la densité végétale assurant la présence d'îlots de fraîcheur urbains. L'ensemble des aménagements paysagers et des espaces verts participent ainsi à limiter les phénomènes d'îlots de chaleur urbains.

Une introduction de matériaux biosourcés dans le principe constructif, qui contribue au développement d'une culture constructive plus sobre (direct/permanent/court terme)

A travers la mise en œuvre de principes constructifs et matériaux à l'impact environnemental réduit, le projet souhaite développer une nouvelle culture de la sobriété dans la construction.

Structurellement, des principes constructifs mixtes seront mis en œuvre, limitant la présence de béton sur le site. De plus, l'utilisation de matériaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

biosourcés, notamment pour l'isolation thermique, est prévue afin d'atteindre le niveau 1 du label « Bâtiment Biosourcé » sur l'ensemble des constructions.

Isolant biosourcé : fibre de bois

b) Incidences négatives ou nulles et mesures ayant permis de les éviter, de les réduire ou de les compenser

Les intitulés de chapitre ci-dessous correspondent aux INCIDENCES NEGATIVES ⛔ ou NULLES 🟰 POTENTIELLES sur l'environnement, pour lesquelles des mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation ont été définies.

🟰 **Un renouvellement du parc bâti qui améliorera les performances thermiques** (direct/permanent/court terme)

Le projet d'aménagement prévoit la démolition du parc bâti ancien existant pour y construire de nouveaux bâtiments sur le secteur. Ce renouvellement permettra de mettre à niveau les exigences de réglementation thermique et ainsi de réduire nettement les émissions de gaz à effet de serre issues du parc bâti.

⛔ **Un projet qui engendrera des émissions carbones liées au fonctionnement du site** (direct/permanent/court terme)

Dans le cadre du renouvellement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre, des gaz à effet de serre vont être émis sur toute la durée de vie du quartier.

Le projet va générer indirectement des émissions de gaz à effet de serre, en lien notamment avec :

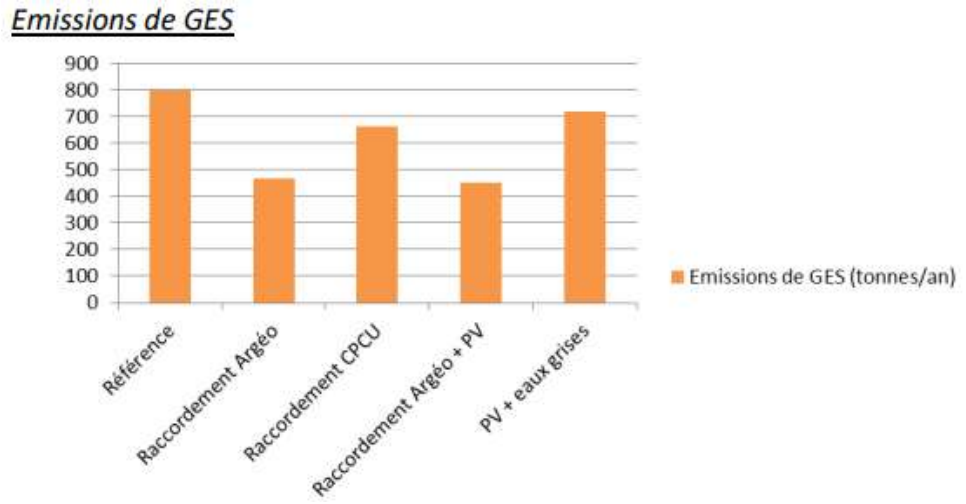
- Les consommations énergétiques des bâtiments construits ;
- Le trafic généré par les nouveaux usages ;
- Le traitement des déchets produits par les habitants ;
- La production et le transport des matériaux de construction.

Emissions générées par les consommations énergétiques des bâtiments

L'étude de potentiel de développement en énergie renouvelables étudie les potentiels disponibles pour l'approvisionnement du quartier et analyse plusieurs scénarios d'approvisionnement des bâtiments et notamment en matière d'émissions carbone.

Ainsi, les émissions estimées de CO_2 générées, suivant les scénarios, sont les suivantes :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Graphique comparatif des émissions de GES en fonction du scénario d'approvisionnement énergétique choisi – Source : Vizéa

Comme on pouvait s'y attendre, le scénario de référence est le plus consommateur en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Le raccordement au réseau Argéo permet d'obtenir la meilleure performance environnementale en termes de GES, et le couplage avec les panneaux photovoltaïques diminuent les GES que très légèrement car l'électricité en France est peu carbonée. On observe une forte différence de performance environnementale entre Argéo et CPCU.

Emissions générées par le trafic routier

En moyenne, une voiture particulière émet environ 150 gCO_2/km, soit par an près de 535 $kgCO_2$. Or, en matière de trafic, le projet va générer en phase exploitation environ :

- + 270 véhicules en UVP/h partant du quartier en heure de pointe du matin ;
- + 170 véhicules en UVP/h partant du quartier en heure de pointe du soir ;
- + 130 véhicules en UVP/h entrant sur le quartier en heure de pointe du matin ;
- + 190 véhicules en UVP/h entrant sur le quartier en heure de pointe du soir.

Ce sont donc par an et répartis sur la totalité des trajets des véhicules :

- 213,9 tCO_2 en heure de pointe du matin ;
- 192,6 tCO_2 en heure de pointe du soir.

Cela correspond à un total de près de 406,5 tCO_2.

Emissions liées au traitement des déchets

Avec près de 1600 habitants supplémentaires qui vont habiter sur le quartier, ce sont près de 576 tonnes de déchets en plus qui seront produits après projets. Parmi ces déchets, 29 % sont traités par le SYTCOM donnant lieu à une valorisation de la matière et 61 % à une valorisation énergétique. Les résidus d'incinération sont également valorisés.

Sachant que l'incinération émet environ 1 tonne de CO_2 par tonne de déchets brulés, cela devrait générer par l'émission de près de 351 tCO_2.

Emissions liées à la production et au transport des matériaux de construction

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le projet de renouvellement urbain de l'entrée de ville Sud-Ouest du Kremlin-Bicêtre prévoit la construction de plusieurs bâtiments de logements, de commerces et d'équipements. Ces constructions impliquent la production et le transport de matériaux de construction, générant des émissions de gaz à effet de serre indirectement. Les quantités de matéiraux attendus pour la construction ne sont pas connues en détails.

Des mesures pour réduire l'empreinte carbone du projet ont été proposés, notamment l'utilisation de matériaux de construction biosourcés, le réemploi de matériaux de premier ou second œuvre ou, en fonctionnement, l'installation d'énergies renouvelables sur le site.

Mesure de REDUCTION : Mise en place d'une stratégie de réemploi de matériaux issus des démolitions	
Description	Etude sur le réemploi de béton et second œuvre in-situ ou sur des projets avoisinants
Effet attendu	Réduction de l'empreinte carbone de la construction du site
Coût	10k€ à 20k€ pour une mission d'AMO réemploi. Bureau d'étude retenu dans le cadre d'une AMO développement durable, pour un démarrage de la mission début 2025.
Méthode de suivi	Part des matériaux réemployés ou dirigés vers une filière de réemploi

Mesure de REDUCTION : Utilisation de matériaux biosourcés	
Description	Des matériaux biosourcés seront utilisés, notamment pour l'isolation thermique, afin d'atteindre le niveau 1 du label « Bâtiment Biosourcé » sur l'ensemble des constructions
Effet attendu	Réduction de l'empreinte carbone de la construction du site
Coût	Surcoût de la construction à définir
Méthode de suivi	Cahier des charges pour les constructeurs

Mesure de REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	
Description	Le projet a pour but de limiter les consommations énergétiques du parc bâti, à travers différents principes comme : - La compacité des constructions sera recherchée, afin de limiter les déperditions thermiques. - La conception bioclimatique sera mise en œuvre, en favorisant les ouvertures au Sud, permettant de maximiser les apports solaires passifs l'hiver. - Une attention particulière sera menée sur le confort d'été et les risques de surchauffes, en cohérence avec l'occupation et les usages des locaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

	- Des protections solaires directement pilotables par les usagers sont à garantir. - La réalisation de simulation thermiques dynamiques (STD) devra justifier des performances et seuils de confort atteints.
Effet attendu	Limiter les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre
Coût	Economies de consommation d'énergie
Méthode de suivi	Identification des choix techniques les plus vertueux via une analyse multicritère

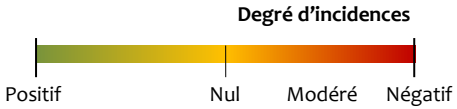
⛔ **Des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre à prévoir en phase chantier** (direct/temporaire/court terme)

Les travaux d'aménagement du site engendreront des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre liées à la combustion des énergies fossiles du fait de plusieurs facteurs :

- Consommations liées au fonctionnement des engins de chantier ;
- Consommations liées aux déplacements des personnels intervenant lors des chantiers de construction ou d'aménagement ;
- Consommations liées au fonctionnement de la base vie du chantier.

Mesure de REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	
Description	En phase chantier, seront ainsi à prévoir : - Des détecteurs de présence pour l'éclairage des cantonnements (notamment des sanitaires, les circulations, les vestiaires). - De limiter les températures de chauffage et de climatisation dans les cantonnements. - Des systèmes de chauffage / climatisation munis de thermostats programmables. - La mise en place de grooms sur l'ensemble des portes donnant sur l'extérieur. - Un système de programmation pour couper l'électricité le soir et le week-end.
Effet attendu	Limiter les consommations d'énergie sur le chantier
Coût	Dispositifs à encadrer par la charte chantier (entre 50k€ et 70k€)
Méthode de suivi	Suivi par le Responsable Environnement Chantier à l'échelle de la Ville en phase chantier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



RECAPITULATIF DES INCIDENCES ET MESURES SUR LE VOLET ENERGIE

Permanent : P ; Temporaire : T ; Direct : D ; Indirect : I, Court Terme : CT ; Moyen Terme : MT ; Long terme : LT

Incidence	P	T	D	I	CT	MT	LT	Mesures (préciser à chaque fois si EVITEMENT, REDUCTION ou COMPENSATION)	Incidences résiduelles après application des mesures ?
Création d'une desserte énergétique en synergie avec les territoires voisins	x		x		x				
Amélioration des performances énergétiques des nouvelles constructions	x		x		x				
Réduction des besoins énergétiques en intégrant une conception bioclimatique du projet	x		x		x				
Une végétalisation des espaces privés et publics permettant de lutter contre le phénomène d'ilot de chaleur urbain	x		x		x				
Un développement de la nature en ville organisant la résilience du site face au changement climatique	x		x		x				
Une stratégie de conception et d'aménagement bioclimatique favorisant le confort climatique des usagers	x		x		x				
Une introduction de matériaux biosourcés dans le principe constructif, qui contribue au développement d'une culture constructive plus sobre	x		x		x				
Une augmentation des consommations énergétiques liées à l'arrivée de nouvelles populations	x		x		x			REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	Consommations énergétiques sur le site réduites
Une augmentation des besoins énergétiques durant la phase de chantier		x	x		x			REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	Besoins énergétiques en phase chantier minimisés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Un renouvellement du parc bâti qui améliorera les performances thermiques	x		x		x			/	/
Un projet qui engendrera des émissions carbones liées au fonctionnement du site	x		x		x			REDUCTION : Mise en place d'une stratégie de réemploi de matériaux issus des démolitions REDUCTION : Utilisation de matériaux biosourcés REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	L'impact du carbone du projet diminué
Des consommations énergétiques et des émissions de GES à prévoir en phase chantier		x	x		x			REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	Consommations énergétiques en phase chantier réduites

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ETUDE D'IMPACT DU PROJET D'AMENAGEMENT

ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE

Tome 3 - Chapitres complémentaires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

Table des matières

1. EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS 3
1.1. Incidences cumulées avec le projet de la ZAC du Coteau - Ecotone 5
1.2. Incidences cumulées avec le prolongement de la ligne de métro 14 du Grand Paris Express 7
1.3. Incidences cumulées avec le projet de la Gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » 9
1.4. Incidences cumulées avec le projet de l'Hospitalité 10
1.5. Incidences cumulées avec le projet de Ruban Vert 12
1.5. Synthèse des effets cumulés des différents projets 13
2. DESCRIPTION DES VARIANTES DU PROJET ET RAISON DES CHOIX EFFECTUES 15
2.1. Présentation des solutions étudiées en phase de conception en 2018/2019, mais non retenues 15
2.2. Le scénario final retenu 29
3. DESCRIPTION DES METHODOLOGIES UTILISEES 33
3.1. Elaboration de l'Etat Initial de l'Environnement 33
3.2. Analyse des effets négatifs et positifs, et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation 34

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS

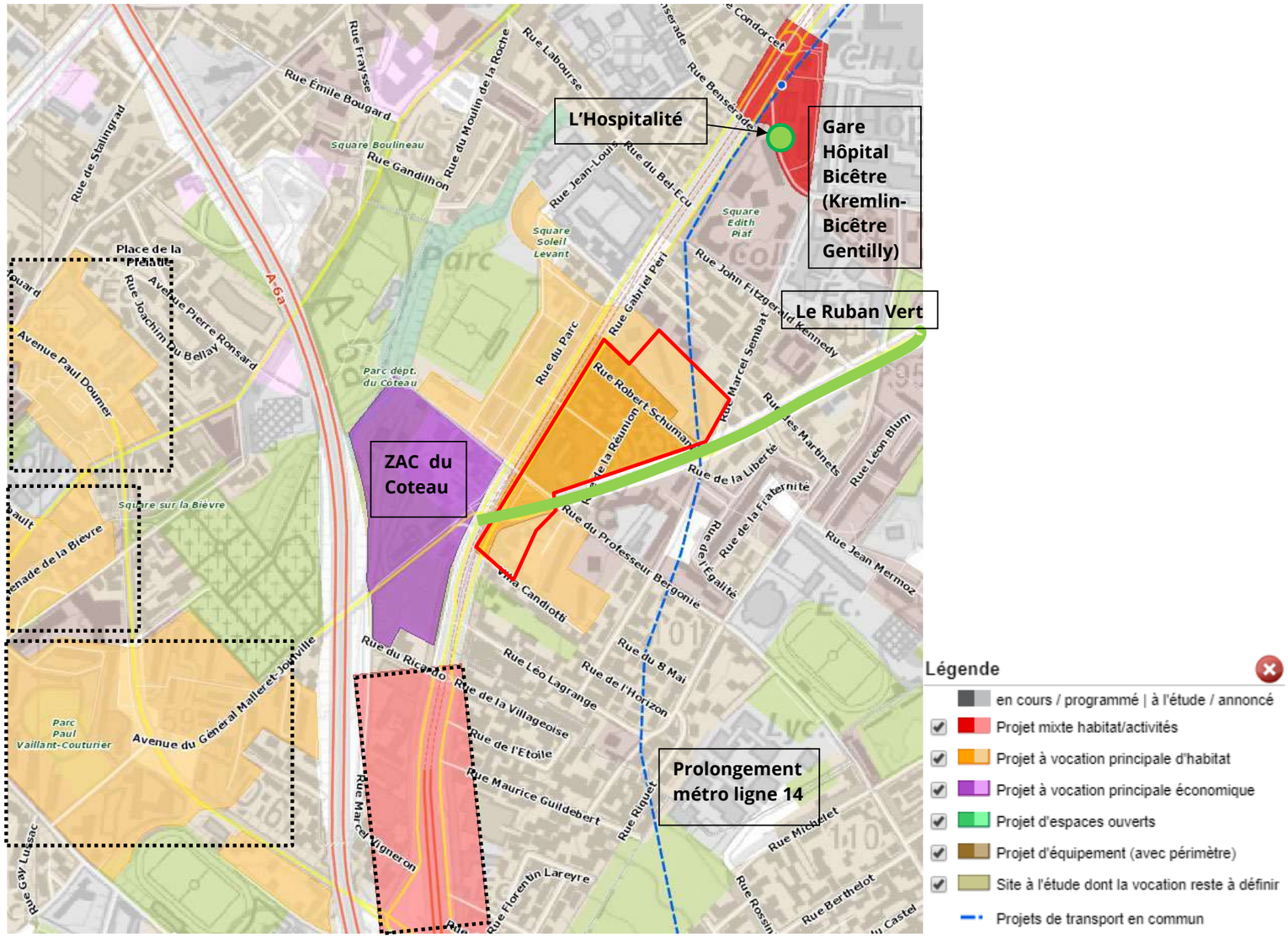
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1. EFFETS CUMULES AVEC D'AUTRES PROJETS

Conformément à l'article R.122-5-4-e du Code de l'Environnement et au regard des spécificités liées au contexte et des enjeux environnementaux, l'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets est détaillée ci-après.

Plusieurs projets sont initiés en parallèle du projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre.

Les projets suivants ont été repérés à proximité :



Emplacement des projets urbains aux alentours du site – Source : Wikimap'projets - IAU

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Projet	Infos provenant de la DREAL
ZAC du Coteau d'Arcueil - Ecotone	Vocation dominante : Activités État d'avancement : En projet Maîtrise d'ouvrage : SADEV 94 Date de début des travaux : initialement 2023, reporté en 2025/2026 Date de livraison finale : 2027/2028 Distance du projet : 100m Date de l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact : Décembre 2007
Gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly)	Vocation dominante : Transports État d'avancement : Finalisée Maîtrise d'ouvrage : Société du Grand Paris Date de début des travaux : 2018 Date de livraison finale : 2024 Distance du projet : 400m environ Date de l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact : non concerné
Prolongement de la ligne de métro 14	Vocation dominante : Transports État d'avancement : Finalisé Maîtrise d'ouvrage : Société du Grand Paris Date de début des travaux : 2016 Date de livraison finale : 2024 Distance du projet : sous le site Date de l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact : 2015
L'Hospitalité	Vocation dominante : Logements/activités État d'avancement : En études Maîtrise d'ouvrage : Altarea Cogedim Date de début des travaux : 2025/2026 Date de livraison finale : 2027/2028 Distance du projet : 400m Date de l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact : non concerné
Le Ruban Vert	Vocation dominante : Aménagement paysager État d'avancement : En études et réalisation Maîtrise d'ouvrage : Ville de Kremlin-Bicêtre Date de début des travaux : 2017 Date de livraison finale : 2030 Date de l'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact : non concerné

Cette analyse a notamment permis d'alimenter la réflexion sur les mesures d'évitement, de réduction et de compensation intégrées au projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-ouest de Kremlin-Bicêtre.

Les projets encadrés en pointillés noir sur la carte ci-dessus n'ont pas été pris en compte dans cette analyse car ils sont encore en phase d'études et ne peuvent à ce stade faire l'objet d'une analyse complète. Aucune étude d'impact n'existe par ailleurs sur ces projets.
Ces projets sont le secteur des 4 Chemins, le secteur des 4 Cités, le secteur Convention-Bièvre et le secteur Hôtel de Ville d'Arcueil.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1.1. Incidences cumulées avec le projet de la ZAC du Coteau - Ecotone

a) Présentation

En face du périmètre opérationnel de l'entrée de ville sud-ouest, de l'autre côté de l'autoroute, la ZAC du Coteau déploie un programme de logements et d'activités. Elle intègre le projet Ecotone de la Compagnie de Phalsbourg lauréate de l'appel à projet IMGP.

Périmètre Ecotone et position vis-à-vis du périmètre opérationnel

Retenu à l'unanimité du jury du concours *Inventons la métropole* en septembre 2017, Ecotone compte parmi les projets phares du Grand Paris. Il se distingue par son audace architecturale et son inventivité écologique basée sur le concept de biomimétisme développé notamment en partenariat avec le Muséum national d'histoire naturelle, ce qui en fait sans conteste le projet le plus écologique du dispositif *Inventons la métropole*.

Dessiné par plusieurs équipes d'architectes renommées, Écotone accueillera environ 4000 salariés dans un pôle tertiaire de 82 000 m² avec des commerces de proximité, un pôle restauration, un pôle santé et un pôle sportif, un hôtel, une résidence pour les chercheurs et les jeunes actifs, ainsi qu'une crèche de 40 berceaux.

Ecotone apportera une dynamique favorable aux quartiers alentours en recousant la fracture urbaine entre les deux bretelles de l'autoroute A6 avec une plus-value environnementale à laquelle contribuera aussi l'extension prévue du parc départemental du coteau attenant au projet.

La livraison est prévue à l'horizon 2027/2028, après la mise en service de la ligne 14 prolongée jusqu'à Orly qui dessert le site depuis juin 2024.

Programmation prévisionnelle du projet Ecotone – Source : Inventons la Métropole

Projection 3D Ecotone depuis la rue Gabriel Péri - Source : Compagnie de Phalsbourg

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Projection du projet Ecotone - Source : Compagnie de Phalsbourg

Phasage prévisionnel des travaux

Début des travaux : 2025/2026

Fin de l'opération : 2027/2028

b) Incidences cumulées

⊕ La création d'un pôle de services, bureaux et équipements de plus de 80 000 m² va renforcer l'offre d'emplois et l'attractivité du secteur dans son ensemble, côté Arcueil et côté Kremlin Bicêtre au niveau de l'entrée de ville sud-ouest. De plus, le renforcement de l'offre en commerces, bureaux et tiers-lieu dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Coteau apportera de la mixité sociale et fonctionnelle, complémentaire au projet d'aménagement de l'entrée de ville. En effet, la programmation de l'entrée de ville a notamment été conçue afin d'être complémentaire à celle d'Ecotone : une dominante de logements, avec du commerce local afin de ne pas saturer l'offre en surface à louer par les entreprises sur le secteur. De manière complémentaire donc, ces deux programmes conforteront l'offre résidentielle, tertiaire et commerciale avec des échelles d'attractivité différentes.

⊕ L'importance donnée à la reconstruction de la ville sur la ville, de manière durable dans de nombreux aspects, est complémentaire de celle du projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre, et permet de limiter la consommation d'espace sur le territoire.

⊕ La création d'espaces publics nouveaux et plus qualitatifs dans le cadre des deux projets (ouverture d'une parcelle anciennement privée pour Ecotone, aménagement d'un parvis reliant les deux projets et création d'un square sur l'entrée de ville sud-ouest) contribueront localement au renforcement et à la requalification de l'offre pour les habitants et usagers.

⊜ Les deux sites participent conjointement à la légère augmentation du trafic dans le secteur du projet, du fait de la hausse d'activité dans le secteur. Cette augmentation est principalement imputable à Ecotone, d'après les chiffres présentés dans l'étude trafic globale (le quartier Entrée de ville sud-ouest ne générant que 10% des nouveaux flux environ). L'augmentation du trafic causée par l'ensemble des projets est comprise entre 2 et 5%.

⊖ Les nuisances sonores générées par l'autoroute A6 vont toucher un plus grand nombre de personnes suite aux réalisations de ces deux programmes de construction (du fait de la progression du nombre de personnes présentes sur ces sites). Toutefois, la programmation d'Ecotone ne prévoyant pas de logements, l'exposition des usagers aux nuisances sera moindre. A noter toutefois que la réalisation de ces programmes n'engendrera qu'une faible progression du trafic, qui n'aura pas d'impact sur les niveaux sonores actuels.

Des mesures intégrées au projet :

> Une isolation des nouveaux bâtiments en fonction de leur exposition
> La fermeture du barreau Bergonié (à confirmer par une étude complémentaire) et aménagement d'un parvis paysager
> Un passage de la vitesse à 30 km/h sur les voies internes et des rues en sens unique
> Une conception diminuant l'exposition des habitants face aux nuisances sonores

⊖ La pollution de l'air générée par l'autoroute A6 va également toucher un plus grand nombre de personnes suite aux réalisations de ces deux programmes de construction. La programmation d'Ecotone ne prévoit toutefois pas de logements, l'exposition des usagers aux nuisances sera moindre. A noter également que la réalisation de ces programmes n'engendrera qu'une faible progression du trafic routier, qui n'aura que peu d'impact sur la qualité de l'air.

Des mesures intégrées au projet :

> Des dispositions constructives limitant l'exposition aux polluants
> Une programmation du projet en faveur des circulations douces et de la préservation de la qualité de l'air en cœur de site

⊖ Les nuisances sonores et les pollutions générées par la phase de chantier en amont viendront s'ajouter à celles induites par le projet d'aménagement de l'entrée de ville, notamment au niveau du carrefour Malleret-Joinville et de la rue Gabriel Péri. La cumulation interviendra plus particulièrement en 2027/2028, sur la fin du chantier Ecotone.

Des mesures intégrées au projet :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

> Une maîtrise des nuisances sonores et des pollutions de l'air en phase chantier dans le cadre d'une charte chantier

1.2. Incidences cumulées avec le prolongement de la ligne de métro 14 du Grand Paris Express

a) Présentation

La ligne 14 a fait l'objet de deux prolongements simultanés :

- Au nord, 5,8 km de tunnel supplémentaire qui dessert quatre nouvelles stations de Saint-Lazare à Mairie de Saint-Ouen depuis 2020;
- Au sud, les 14 km de tunnel connectent 7 nouvelles gares du Grand Paris Express à la ligne 14, d'Olympiades à Aéroport d'Orly qui profitent aux habitants de Kremlin-Bicêtre.

La ligne a aussi été prolongée au nord de Mairie de Saint-Ouen à Saint-Denis Pleyel en 2024 connectant ainsi la 14 aux lignes 15, 16 et 17 du Grand Paris Express.

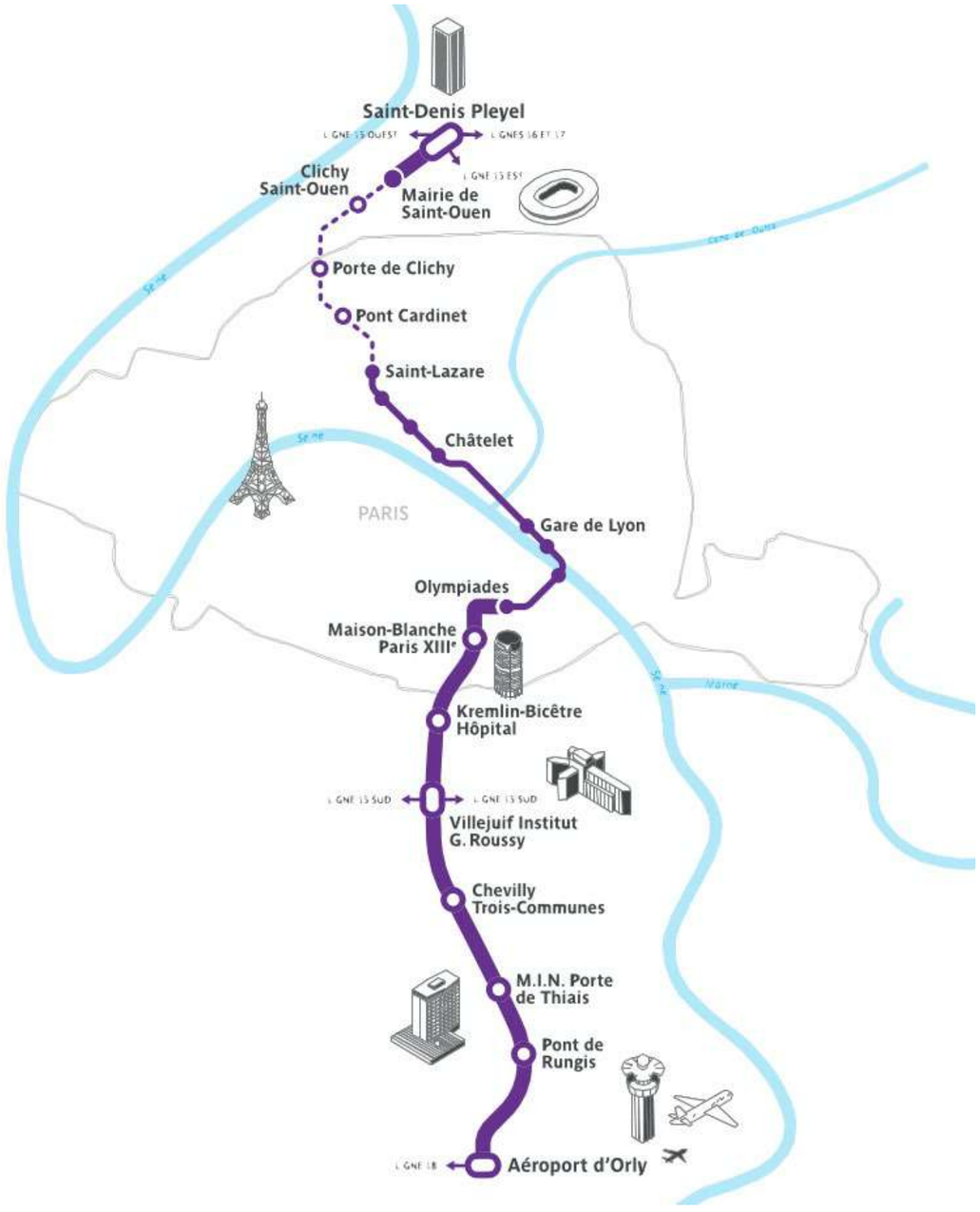
Au total, les 30 km de la ligne 14 desservent 21 stations en 2024.

La fréquentation de la ligne 14 devrait doubler et passer à près d'un million de voyages par jour une fois les prolongements au nord et au sud mis en service, en 2024. Pour faire face à cette augmentation massive du trafic de la première ligne automatique du métro parisien, la RATP réalise des travaux d'adaptation dans les 9 stations existantes et a préparé la mise en place de nouvelles rames. En 2021, un nouveau matériel roulant composé de rames à 8 voitures, soit 2 de plus qu'aujourd'hui, a remplacé le matériel actuellement en circulation.

<u>Phasage des travaux</u>

A partir de 2020 : Creusement du tunnel par le tunnelier sous la commune du Kremlin-Bicêtre

Fin des travaux et mise en fonctionnement du prolongement du métro au sud : juin 2024



Prolongement de ligne 14 du métro – Source : Grand Paris Express

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Incidences cumulées

➕ L'arrivée de la ligne de métro 14 à proximité du site favorise une diminution du trafic routier et un report modal vers les transports en commun. De la même manière, le projet entreprend de mettre en valeur cette nouvelle offre en transports en commun afin d'offrir une alternative à la voiture. Le trafic pourrait ainsi diminuer localement et progressivement, ainsi que les nuisances associées. Cette incidence positive est à nuancer du fait de la faible portée du projet à l'échelle des nombreux flux automobiles sur le site. Une dynamique à plus grande échelle serait à activer pour observer une réduction significative en matière de nuisances.

⛔ La construction du prolongement de la ligne de métro 14 a engendré une excavation de terres massives, du fait du creusement du tunnel. Les terres excavées s'additionnent à celles excavées dans le cadre du projet de l'entrée de ville, même si celles-ci sont largement minimes comparées au creusement du tunnel du métro.

⛔ La création du tunnel pour le passage du métro a engendré une modification des sous-sols sur le site, celui-ci passant principalement sous les ilots A, B et D du projet de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre. Les parkings souterrains et fondations des différentes constructions dans le cadre de ce projet vont également modifier les sous-sols sur le site, de manière plus légère. Toutefois, le projet du Grand Paris Express a réalisé un comblement des carrières existantes au droit du tracé du métro, ce qui a stabilisé les sols avant les modifications évoquées ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1.3. Incidences cumulées avec le projet de la Gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) »

a) Présentation

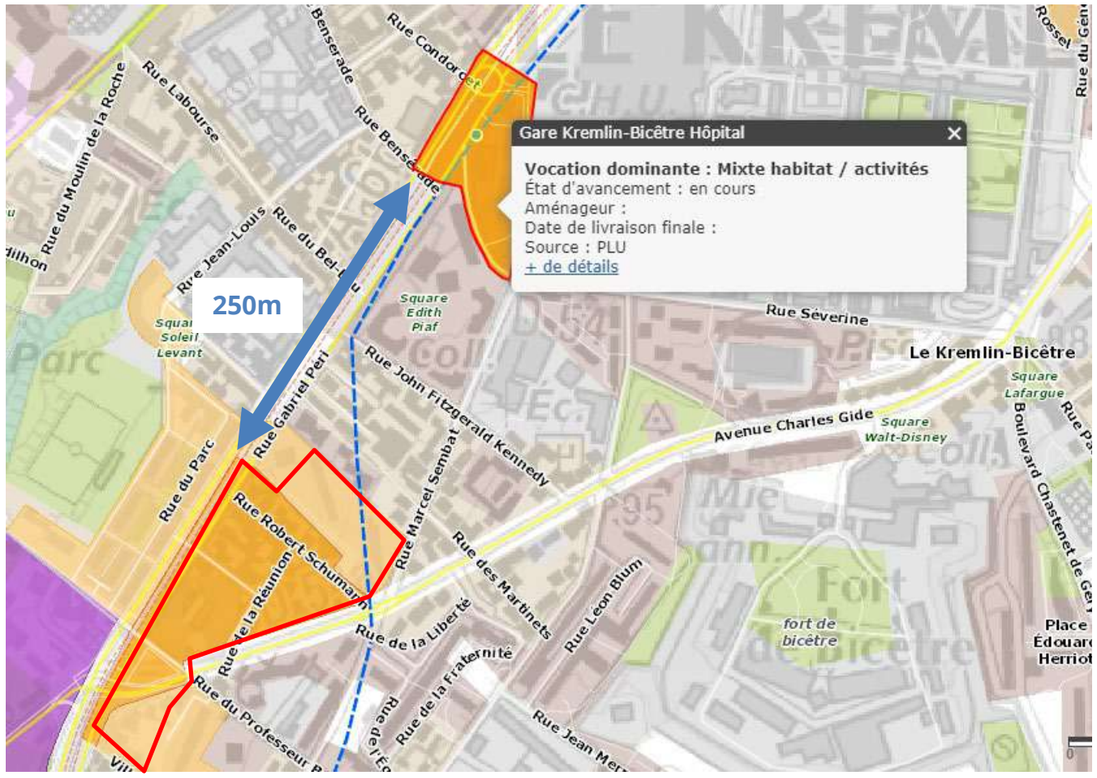
La gare de l'Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) constitue un arrêt de la ligne 14 prolongée qui rejoint Orly. Cette ligne permet de rejoindre Châtelet et l'aéroport d'Orly en 13 minutes. Sa mise en service en 2024 a permis de renforcer considérablement la desserte de ce secteur intercommunal dépourvu en transport lourd. Par ailleurs, son implantation aura un effet catalyseur dans la transformation du secteur et ouvrira de nouvelles perspectives de développement et d'attractivité.

Illustration de la future gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » de la ligne 14 – Source : Jean-Paul Viguier et Associés

Située à l'entrée de l'Hôpital Bicêtre, la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) s'insère dans un secteur en plein développement.

Implantée au Kremlin-Bicêtre, le long de la rue Gabriel Péri et de l'autoroute A6b, la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) dessert les villes du Kremlin-Bicêtre et de Gentilly. Elle vient améliorer et compléter l'accessibilité de l'hôpital déjà desservi, à l'est, par la ligne 7 du métro. La gare est située dans une zone urbaine dense où plusieurs projets de reconversion s'apprêtent à dynamiser le secteur. Des correspondances seront assurées avec les bus du secteur.

La gare accueillera également quelques commerces et un espace de stationnement Veligo.



Emplacement du site dans la commune de Kremlin-Bicêtre – Source : Wikimap'projets - IAU

Phasage prévisionnel des travaux

PRINTEMPS 2018 : Début des démolitions de bâtiments dans l'enceinte du CHU ; Installation des chantiers de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly), de Jules Guesde et de Marcel Sembat

ÉTÉ 2018 : Réalisation des états des lieux Mise en œuvre d'auscultations topographiques Démarrage du comblement des carrières depuis la rue Gabriel Péri, les squares Marcel Sembat et Jules Guesde

HIVER 2018–2019 : Début de la construction des parois moulées

PRINTEMPS 2019 : Implantation d'une centrale à injection rue Gabriel Péri

HIVER 2019–2020 : Les dernières zones de comblements mobiles de carrières rue Gabriel Péri (au sud de la rue Séverine)

2020 : Creusement du tunnel au tunnelier sous la commune de Kremlin-Bicêtre, fin des travaux de comblement de carrières

2024 : Fin des travaux, ouverture de la gare et mise en service de la ligne 14 prolongée

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

b) Incidences cumulées

⊕ La mise en service de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » a permis d'améliorer l'offre et l'accessibilité aux transports en commun des Kremlinois, et notamment des habitants du projet. La création de nouveaux logements sur l'entrée de ville va permettre à un plus grand nombre d'habitants de profiter de cette nouvelle offre de transports en commun. Les parcours modes doux seront confortés au sein de l'entrée de ville sud-ouest, et rendus plus lisibles et sécurisés notamment en direction de cette future gare. Le confortement des parts modales alternatives à la voiture est d'ailleurs un objectif majeur du projet d'entrée de ville, que la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) » encouragera fortement à l'échelle locale, en renforçant considérablement l'offre en transport en commun.

⊕ La promotion des modes de transport alternatifs à la voiture sur le site de l'entrée de ville sud-ouest, en lien avec la construction de la gare, pourrait contribuer à limiter, partiellement et à moyen ou long terme, les nuisances associées à la circulation aux abords du projet. Cette incidence positive est à nuancer du fait de la faible portée du projet à l'échelle des nombreux flux automobiles qui affectent le site. Une dynamique à plus grande échelle serait à activer pour observer une progression significative en matière de nuisances.

⊕ L'offre commerciale et de services, prévue dans le cadre du projet de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre, complètera l'offre commerciale qui sera établie sur la gare.

⊖ Les nuisances sonores et les pollutions générées par le projet d'aménagement de l'entrée de ville, notamment sur l'avenue Gabriel Péri, viendront s'ajouter à celles induites par le chantier de la gare,

Des mesures intégrées au projet :

2. Une maîtrise des nuisances sonores et des pollutions de l'air en phase chantier dans le cadre d'une charte chantier

1.4. Incidences cumulées avec le projet de l'Hospitalité

a) Présentation

L'aménagement du pôle gare est l'occasion pour la ville du Kremlin-Bicêtre de définir un projet urbain ambitieux et qualitatif dans la dynamique métropolitaine du Grand Paris. Un programme mixte (logements, activités avec commerces en rez-de-chaussée) sera ainsi créé en surplomb de la gare, le long de la rue Séverine. Ce projet fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans le PLU du Kremlin-Bicêtre. Ce site a été retenu dans le cadre de l'appel à projets « Inventons la métropole du grand Paris » parmi les 60 sites sélectionnés par la Métropole du Grand Paris.

Cet appel à projet a été remporté par Altarea Cogedim pour réaliser un bâtiment de 10 000 m² de SDP accueillant 97 logements familiaux, 85 logements étudiants et "L'Hospitalité", un tiers-lieu combinant restauration et nouvelles pratiques culturelles. Ce projet prévoyait la réalisation d'une émergence à caractère végétale, dans la continuité du ruban vert de la Ville.

Ce programme, qui restait prévisionnel, prévoyait :

- 97 logements développés sur 6 000 m² SDP avec des logements sociaux, des logements familiaux en accession et à prix maîtrisé,
- 1 000 m² SDP de lieu de vie évènementiel accessible au public avec un restaurant, un bar et un rooftop,
- 85 logements en résidence pour étudiants et chercheurs sur 2 100 m² SDP,
- 900 m² SDP de commerces en rez-de-chaussée.

Ce programme prévisionnel fait l'objet d'évolution en cours de réflexion.

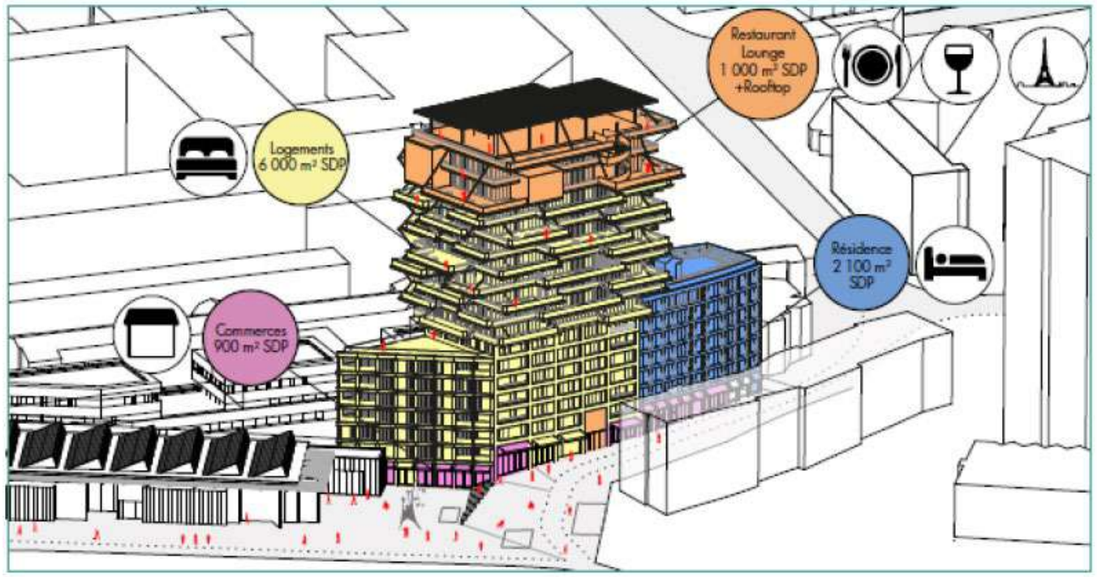
Le projet modifié a pour objectifs de:

- Créer des logements étudiants sociaux
- Privilégier les logements dans les derniers niveaux
- Maintenir un local commercial face au parvis de la gare du Kremlin-Bicêtre
- Créer des logements en accession libre

La programmation prévisionnelle à ce stade prévoit 7 944m² sdp comprenant :
 170 m² SDP environ de commerces en RDC
 70 logements en accession pour 4135 m² SDP
 151 logements étudiants sociaux de 18m², représentant 46% de la surface totale du projet (Pour rappel, le PLU exige minimum 30%)
 13% de la surface du terrain créée en pleine terre par un cœur d'îlot végétalisé

Illustration du projet connexe de l'« Arbre habité » - Source : Altarea Cogedim / Maison Edouard François – en cours d'évolution

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Programmation prévisionnelle du projet de l'Hospitalité – Source : Maison Edouard François – en cours d'évolution

Phasage prévisionnel des travaux

.

La livraison prévisionnelle, conditionnée à celle de la gare de la ligne 14, est envisagée en 2027/2028.

b) Incidences cumulées

⊕ La création de 70 logements conventionnels et 150 logements étudiants va renforcer l'offre en logements sur le secteur, et répondre ainsi à une forte demande. Aussi, le renforcement de l'offre en commerce dans le cadre de la construction de L'Hospitalité apportera de la mixité sociale et fonctionnelle localement, complémentaire au projet d'aménagement de l'entrée de ville.

⊕ L'importance donnée à la reconstruction de la ville sur la ville, de manière durable dans de nombreux aspects, est complémentaire de celle du projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre. Ce projet permet aussi de limiter la consommation d'espace sur le territoire et cherche à développer une ville « des courtes distances ». La mise en place d'une mixité fonctionnelle participe également à la limitation des déplacements de moyenne distance, et favorise la vie à l'échelle locale

⊕ L'importance donnée à l'environnement et au cadre paysager du projet de l'Hospitalité est en cohérence avec le projet d'aménagement de l'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre. De nombreux espaces publics paysagers qualitatifs seront aménagés, tout comme sur l'entrée de ville. Les deux projets participeront conjointement à cette dynamique de verdissement et de requalification de la commune.

⛔ Les deux sites participeront toutefois conjointement à l'augmentation du trafic dans le secteur du projet, du fait de la hausse d'attractivité dans le secteur. Toutefois, la contribution du quartier d'entrée de ville sud-ouest dans ces nouveaux flux est très limitée en comparaison à ce projet (il représente environ 10% des flux nouveaux parmi tous ceux générés par les projets intercommunaux).

Des mesures intégrées au projet :

3. Des modes doux et alternatifs à la voiture favorisés par le projet d'aménagement, en lien avec la gare du Grand Paris Express

⛔ Les nuisances sonores et les pollutions générées par la phase de chantier en amont viendront s'ajouter à celles induites par le projet d'aménagement de l'entrée de ville, notamment au carrefour Malleret-Joinville.

Des mesures intégrées au projet :

4. Une maîtrise des nuisances sonores et des pollutions de l'air en phase chantier dans le cadre d'une charte chantier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1.5. Incidences cumulées avec le projet de Ruban Vert

a) Présentation

L'entrée de ville sud-ouest constitue le point de départ du Ruban vert, trame verte et bleue en cours de réalisation qui s'étend de la ZAC du Coteau à Arcueil jusqu'au Parc Kellermann à Paris. Cet axe structurant, présent sur une partie importante du territoire communal, a pour but de relier les différents quartiers de la ville, grâce à un aménagement qualitatif des espaces verts publics. Ce projet fait également l'objet d'une OAP dans le PLU. Dans une optique de développement durable, le ruban vert promeut l'usage d'éco-matériaux, la mise en œuvre de dispositifs de végétalisation de l'architecture (toitures, façades, balcon, terrasse, etc.) et l'utilisation d'énergies renouvelables. L'objectif est de mettre en réseau les espaces verts existants via des passages piétons ou des circulations douces, de développer les espaces perméables en pleine terre (), de végétaliser le bâti (toiture, terrasse, balcons…) ou de planter un arbre tous les 100 mètres carrés dans les zones privées attenantes au Ruban Vert.

Le ruban vert viendra innerver l'ensemble du quartier de l'entrée de ville sud-ouest à travers une végétalisation importante des espaces publics mais également des diverses constructions.

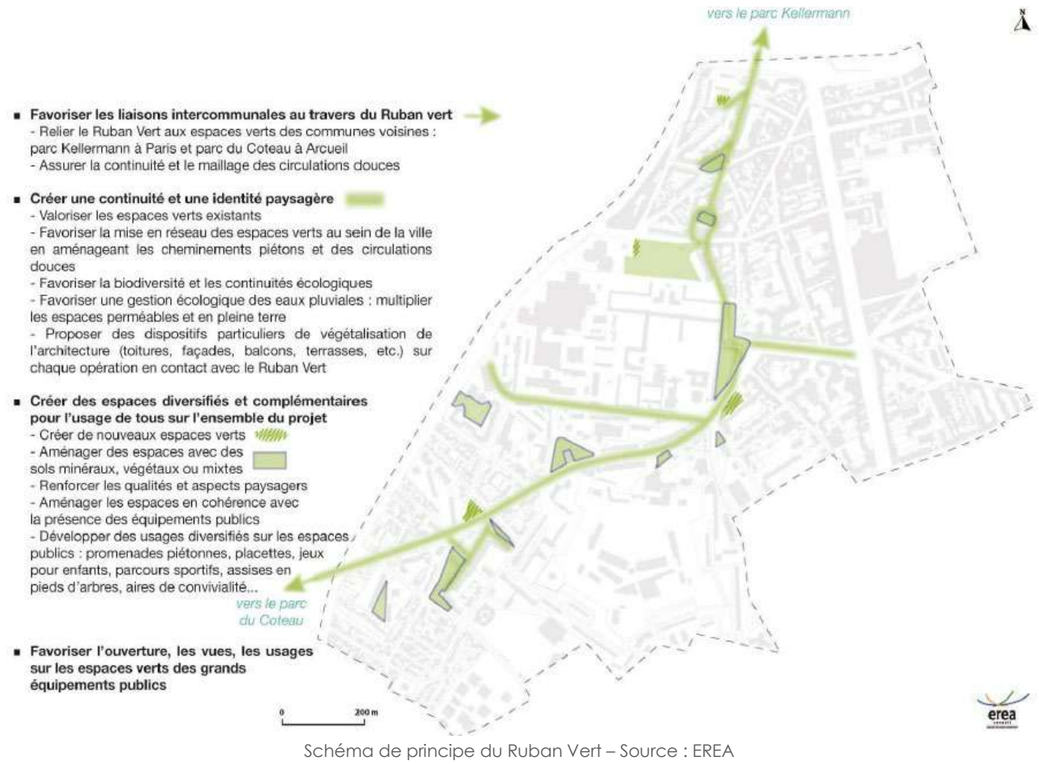


Schéma de principe du Ruban Vert – Source : EREA

Phasage prévisionnel des travaux

Début des travaux : 2017
Fin des travaux : 2030

b) Incidences cumulées

⊕ La végétalisation d'un ruban vert entre le parc du Coteau à Arcueil et le Parc Kellermann à Paris, soit sur 2.5km, va améliorer le cadre de vie des Kremlinois. La promenade piétonne favorisera l'usage des modes doux sur la commune, dans un cadre verdoyant. Le projet d'entrée de ville Sud-Ouest de Kremlin-Bicêtre complètera le Ruban Vert par l'aménagement d'espaces publics paysagés, dans une logique de continuité et d'intégration.

⊖ Les nuisances sonores et les pollutions générées par la phase de chantier en amont viendront s'ajouter à celles induites par le projet d'aménagement de l'entrée de ville.

Des mesures intégrées au projet :

1. Une maîtrise des nuisances sonores et des pollutions de l'air en phase chantier dans le cadre d'une charte chantier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

1.5. Synthèse des effets cumulés des différents projets

Le tableau suivant présente la synthèse des effets cumulés des différents projets. Cette synthèse est qualitative mais ne peut pas être exhaustive sur le plan quantitatif en l'absence de données sur certains projets.

Légende : + : effet positif sur la thématique / - : effet négatif sur la thématique

	Mobilité	*Nuisances*	*Ressources*	*Trame verte urbaine*	*Paysage*	*Îlots de chaleur urbains*	*Logements et mixité sociale*	*Equipements et commerces*
ZAC du Coteau - Ecotone	- -	- -	- -	-	+	-	/	+ + (+82 000 m² de pôle tertiaire, comprenant notamment commerces, une crèche et un pôle de santé)
Prolongement de la ligne de métro 14 du Grand Paris Express	+ +	- - (en phase travaux principalement)	- - (un impact sur les sols en phase chantier)	/	/	/	/	/
Projet de la gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre - Gentilly) »	+ +	- - (en phase travaux principalement)	-	/	+	/	/	+ (développement de commerces en lien avec la gare)
Projet de l'Hospitalité	-	-	- (une augmentation des consommations d'énergie et d'eau potable et de la production de déchets ménagers)	+	+	/	+ (+221 logements)	+ (+170 m² de commerces,)
Projet de Ruban Vert	/	- (en phase travaux principalement)	/	+ +	+ +	+ +	/	/
Bilan	**+ (une augmentation de l'accessibilité en transports en commun limitant l'usage de la voiture)**	**- -**	**- -**	**+**	**+ +**	**+**	**+ (+221 logements)**	**+ + (+82 000 m² de pôle tertiaire, +170m² de commerces,)**

Cette synthèse est qualitative mais ne peut pas être exhaustive sur le plan quantitatif en l'absence de données sur certains projets.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION EXAMINEES ET INDICATION DES RAISONS DES CHOIX EFFECTUES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2. DESCRIPTION DES VARIANTES DU PROJET ET RAISON DES CHOIX EFFECTUES

2.1. Présentation des solutions étudiées en phase de conception en 2018/2019, mais non retenues

a) Etudes préalables réalisées en 2018/2019

Des études préalables ont été menées pour définir le projet urbain et la programmation concernant l'habitat, les activités économiques et services, les espaces publics et les mobilités. Aussi, afin de prendre en compte l'environnement dans le projet, une étude d'impact comprenant notamment des mesures acoustiques, de circulations et de qualité de l'air, une étude sur la faune et la flore et une étude énergie ont été élaborées.
Une étude sur la sureté et la sécurité publique a également été menée pour prendre en compte la prévention situationnelle dans le projet.
Chaque étude a fait l'objet d'un diagnostic, d'identification des enjeux et d'élaboration de scénarii d'aménagement.

L'élaboration du projet urbain a été réalisée au regard des enjeux préalablement fixés et des prescriptions imposées par l'OAP. Dans ce cadre, COBE, architecte-urbaniste mandataire de l'étude urbaine, a réalisé deux principaux scénarios d'aménagement. Un scénario privilégiait la création d'un mail entre les ilots B et C tandis que le second permettait la création d'une place en cœur de quartier entre les ilots B et D. Ce dernier scénario avait été privilégié au regard des enjeux d'animation du quartier et des opportunités créées par la place. En effet, celle-ci permettait une bonne articulation avec l'équipement culturel et une programmation de type restaurant/bar. Par ailleurs, elle permettait des usages récréatifs en cœur de quartier et l'opportunité d'événements éphémères.

En amont de ces scenarii, plusieurs invariants avaient été identifiés tels que :

- Une programmation mixte, composée de logements, commerces et services, tertiaire, équipement culturel et du commissariat de police.
    - Logements : Environ 800 à 900 logements
    - Commerces et services : quelques unités
    - Tertiaire : offre à déterminer
    - Équipement culturel : un établissement
    - Extension du commissariat - parcelles EPFIF
- La forme urbaine des ilots A et E, en extrémité du projet :
    - L'ilot A, au nord du site, doit garantir la transition avec le tissu pavillonnaire.
- L'ilot E sera composé d'un élément phare signal de l'entrée de la ville de Kremlin-Bicêtre. La conservation de la résidence Bergonié, de la résidence au 135 rue Gabriel Péri, de la copropriété au 94 avenue Charles Gide et de la crèche départementale Charles Gide.
- la conservation et l'extension du commissariat de police, sur l'ilot C, est également pris en compte dans les choix d'aménagement.
- La conservation des rues internes existantes (Rues de l'Avenir, de la Réunion et Schuman).
- L'intégration du ruban vert au niveau du bâti et des aménagements

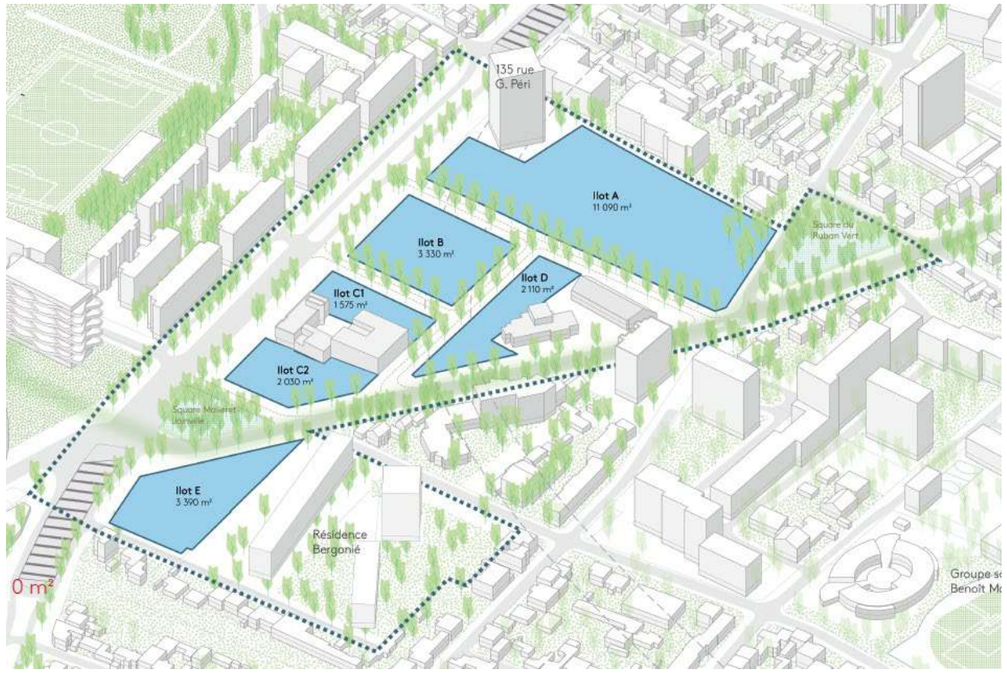
Scénario 0 :

Le scénario 0 privilégie la construction de logements et ne prévoit pas de programme tertiaire.

L'équipement culturel est localisé au pied du parvis entre la rue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide sur l'ilot C et bénéficie ainsi d'une situation centrale.

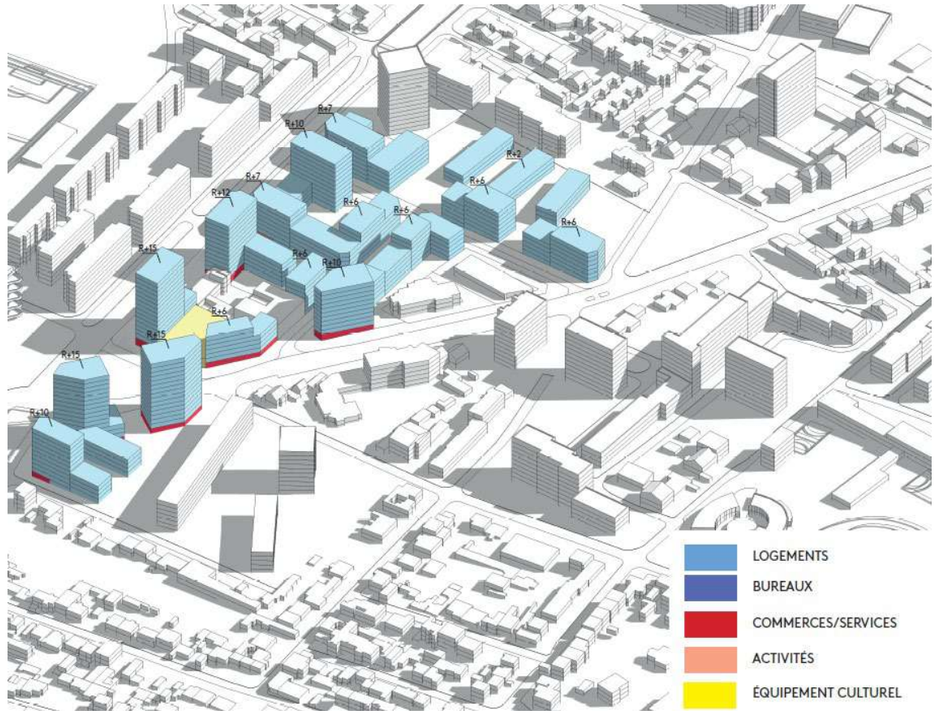
La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (973 lgts) et 2 000 m² de commerces / services, soit 60 500 m²SDP au total (hors équipements publics).

ILOT A Logements : 13 500 m² (225 lgts)	**ILOT C** Logements : 11 500 m² (191 lgts) Commerces / services : 870 m² Équipement culturel : 1 200 m² Extension du commissariat : 3 100 m²	**ILOT E** Logements : 14 000 m² (233 lgts) Commerces / services : 700 m²
ILOT B Logements : 11 200 m² (186 lgts) Commerces / services : 270 m²	**ILOT D** Logements : 8 300 m² (138 lgts) Commerces / services : 160 m²	**TOTAL** Logements : 58 500 m² (973 lgts) Commerces / services : 2 000 m²

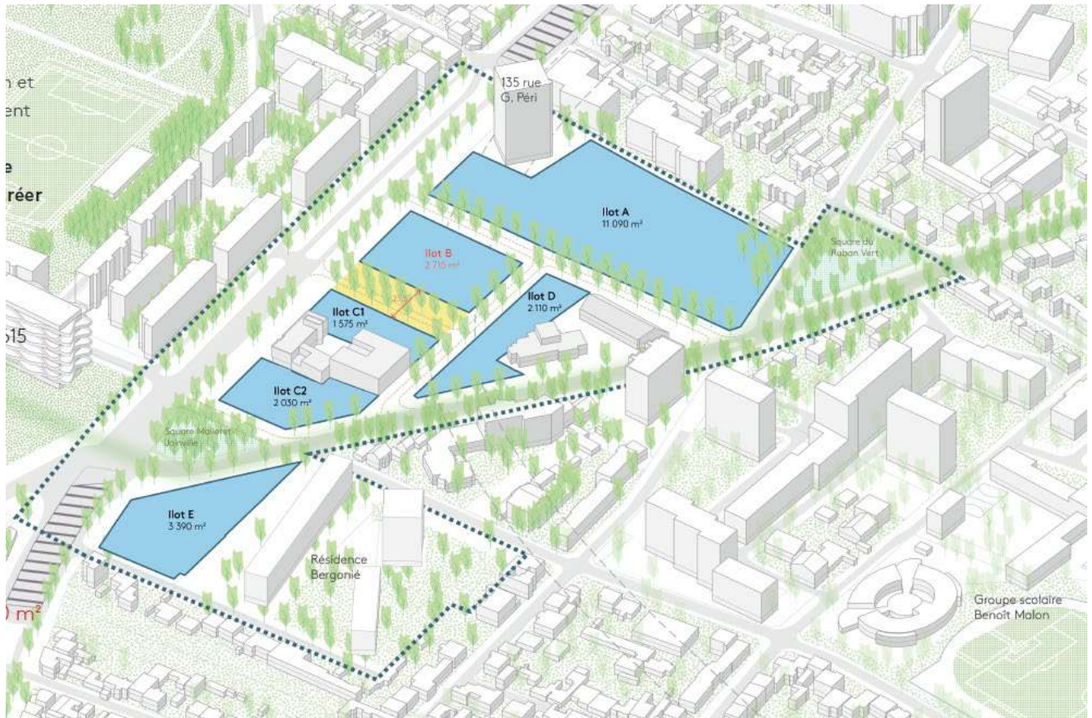


Trame des espaces publics du scénario 0 de projet – Source : Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse du scénario 0 de projet – Source : Etude urbaine COBE



Trame des espaces publics du scénario 1 de projet – Source : Etude urbaine COBE

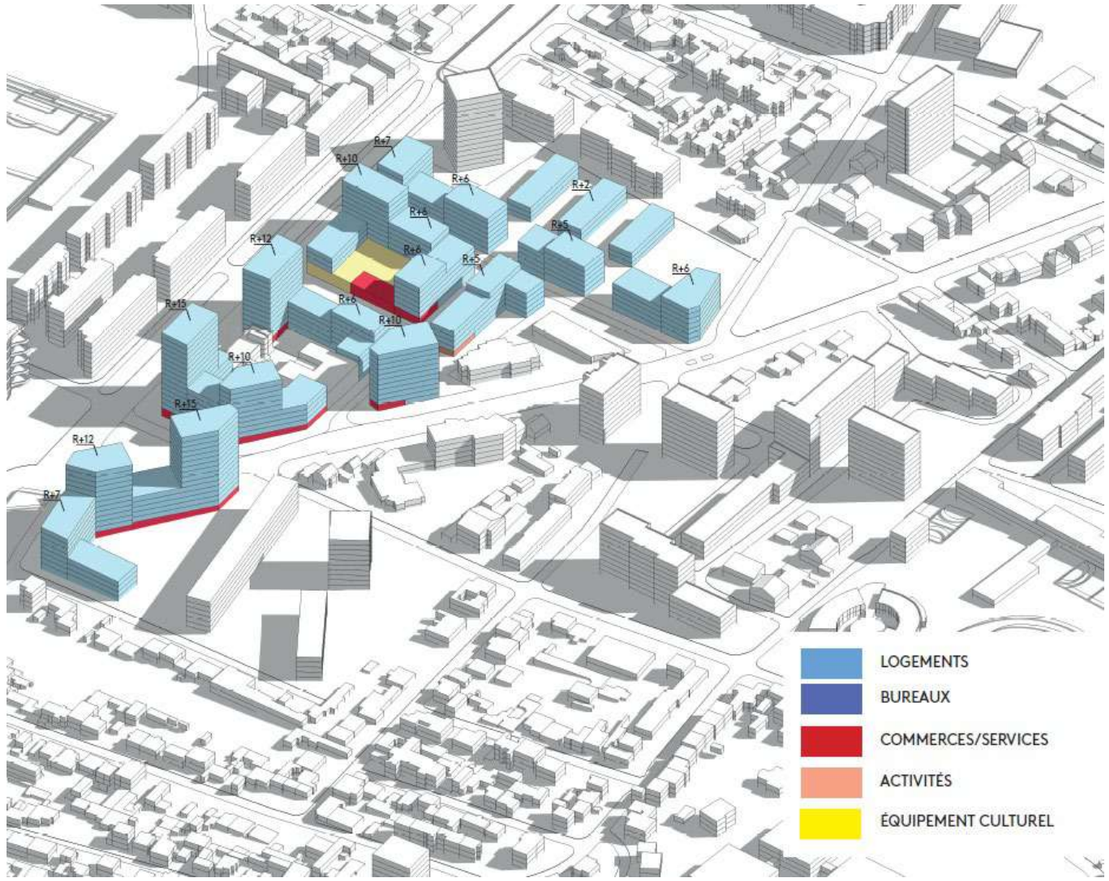
<u>Scénario 1 :</u>

Le scénario 1 prévoit la création d'un mail paysager entre les ilots B et C. L'élargissement de la rue de l'Avenir, pour la création de ce mail, impacte l'emprise de l'ilot B (suppression de 615 m² d'emprise par rapport au premier scénario).

L'équipement culturel est ainsi placé sur l'ilot B en rez-de-chaussée, pour profiter du passage et de l'attractivité de ce mail piéton.

Aussi, la programmation de l'ilot E au sud du site est légèrement réduite, et l'une des deux émergences à R+15 est réduite à R+12.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse du scénario 1 de projet – Source : Etude urbaine COBE

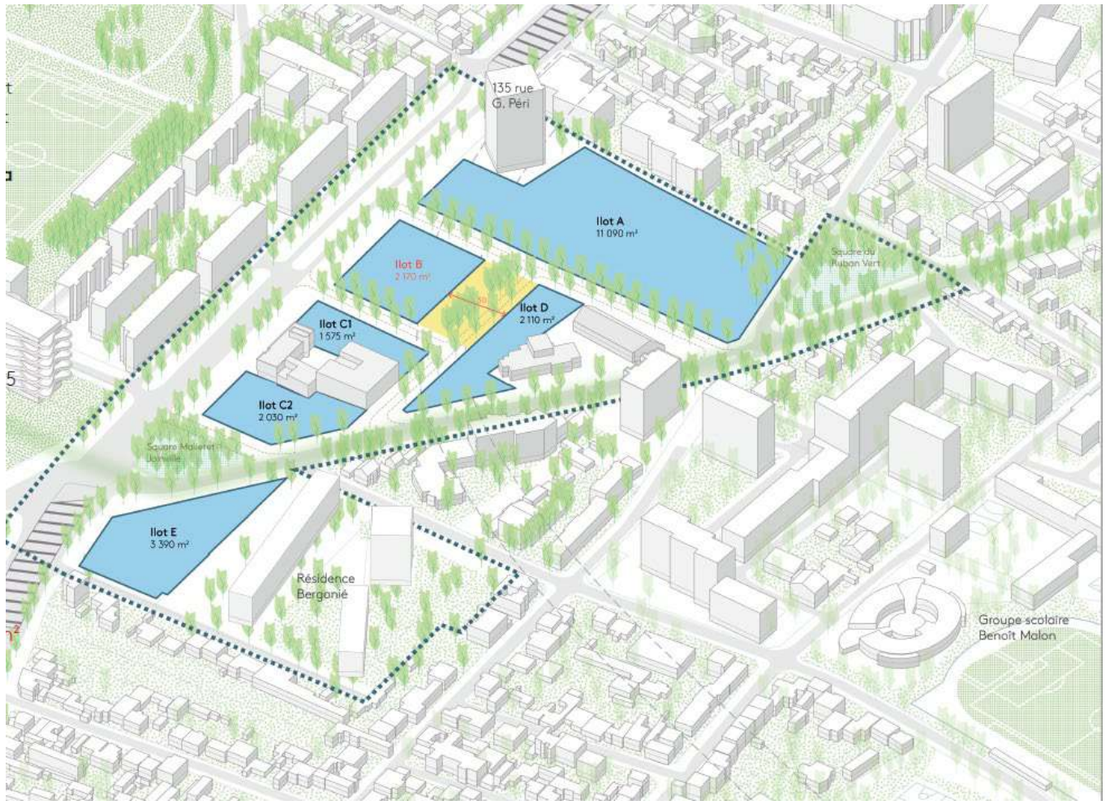
La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (974 lgts) et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m²de sdp au total (hors équipements publics).

ILOT A Logements : 13 700 m² (228 lgts) Activités : 120 m²	**ILOT C** Logements : 16 500 m² (275 lgts) Commerces / services : 920 m² Extension du commissariat : 3 100 m²	**ILOT E** Logements : 13 500 m² (225 lgts) Commerces / services : 550 m²
ILOT B Logements : 8 000 m² (133 lgts) Activités : 230 m² Commerces / services : 270 m² Équipement culturel : 1 200 m²	**ILOT D** Logements : 6 800 m² (113 lgts) Activités : 150 m² Commerces / services : 110 m²	**TOTAL** Logements : 58 500 m² (974 lgts) Activités : 500m² Commerces / services : 2 000 m²

Scénario 2 :

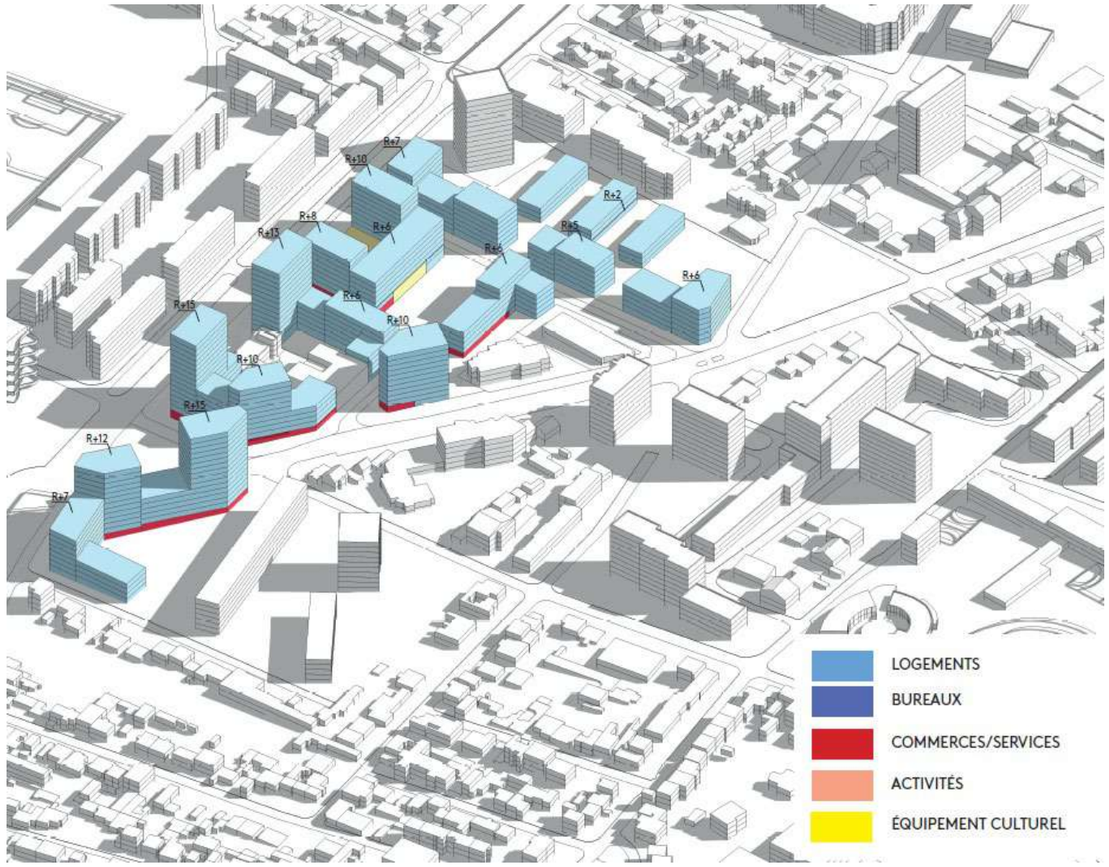
Le scénario 2 prévoit la création d'une place centrale piétonne, entre les ilots B et D. L'élargissement de la rue de la Réunion, coté Est, pour la création de cette place de 1800 m² impacte à nouveau l'emprise de l'ilot B (suppression de 1165 m² d'emprise par rapport au premier scénario).

L'équipement culturel est toujours placé sur l'ilot B en rez-de-chaussée, en s'ouvrant sur la place piétonne et sur l'avenue Gabriel Péri.



Trame des espaces publics du scénario 2 de projet – Source : Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse du scénario 2 de projet – Source : Etude urbaine COBE

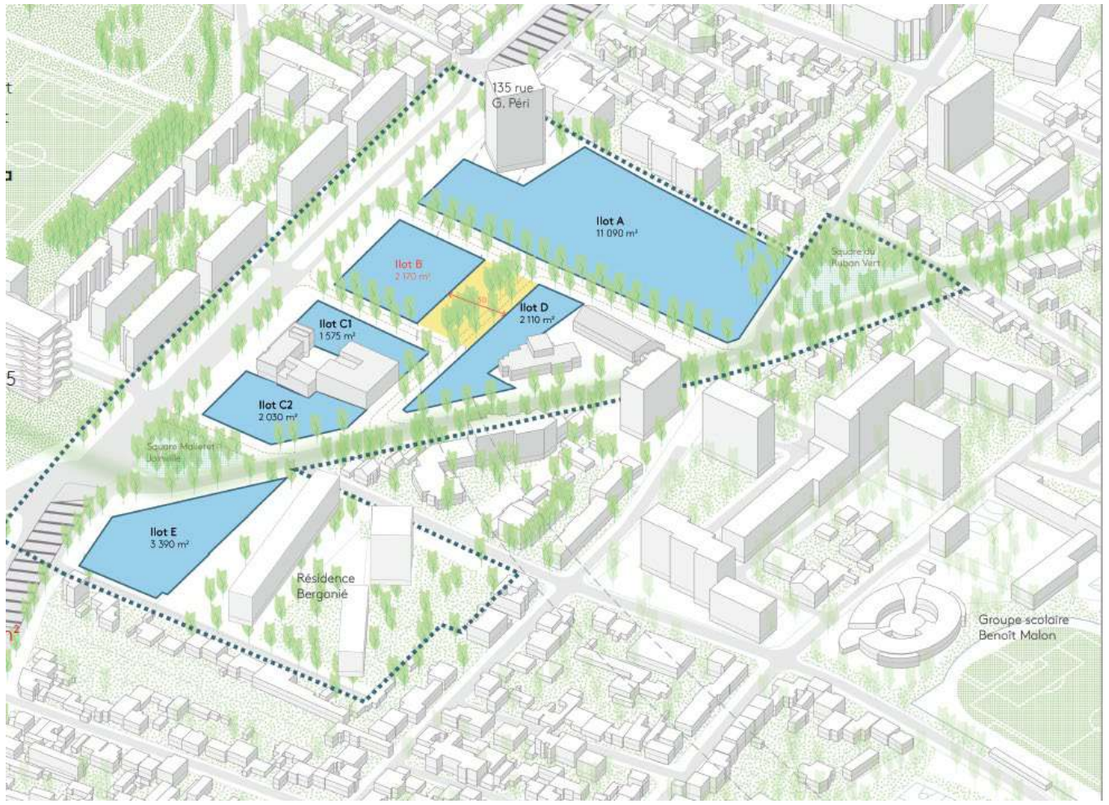
La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (975 lgts) et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m²SDP au total (hors équipements publics).

ILOT A Logements : 13 500 m² (225 lgts) Activités : 270 m²	**ILOT C** Logements : 11 500 m² (191 lgts) Commerces / services : 870 m² Équipement culturel : 1 200 m² Extension du commissariat : 3 100 m²	**ILOT E** Logements : 14 000 m² (233 lgts) Commerces / services : 700 m²
ILOT B Logements : 11 200 m² (186 lgts) Activités : 230 m² Commerces / services : 270 m²	**ILOT D** Logements : 8 300 m² (138 lgts) Commerces / services : 160 m²	**TOTAL** Logements : 58 500 m² (975 lgts) Activités : 500m² Commerces / services : 2 000 m²

Scénario 3 :

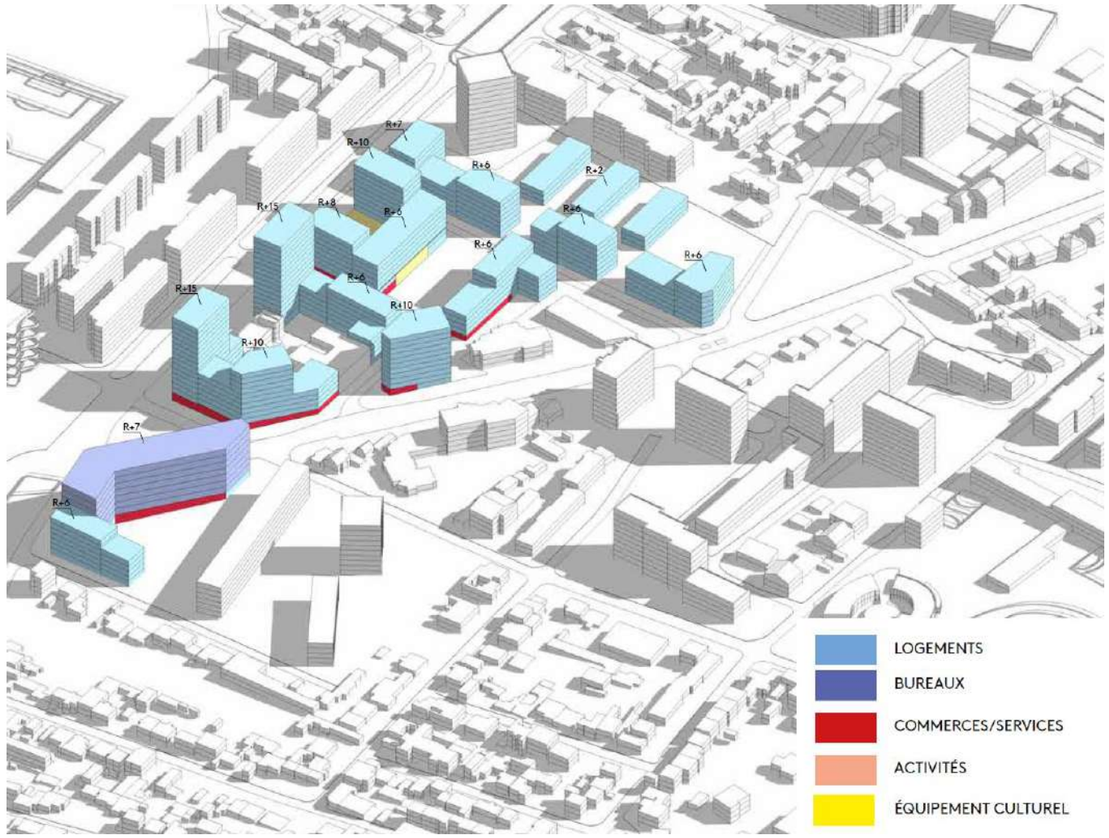
Le scénario 3 est une variante du scénario 2, avec pour seule modification la création d'un pôle de bureaux de 10 000 m² sur l'ilot E, en substitution des logements prévus initialement.

Les autres ilots sont très légèrement modifiés dans leur programmation, mais la forme urbaine est identique, hormis donc sur l'ilot E.



Trame des espaces publics du scénario 3 de projet – Source : Etude urbaine COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Plan masse du scénario 3 de projet – Source : Etude urbaine COBE

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 48 500 m² de logements (808 lgts), 10 000 m² de bureaux et 2 500 m²de commerces / services/activités, soit 61 000 m²SDP au total (hors équipements publics).

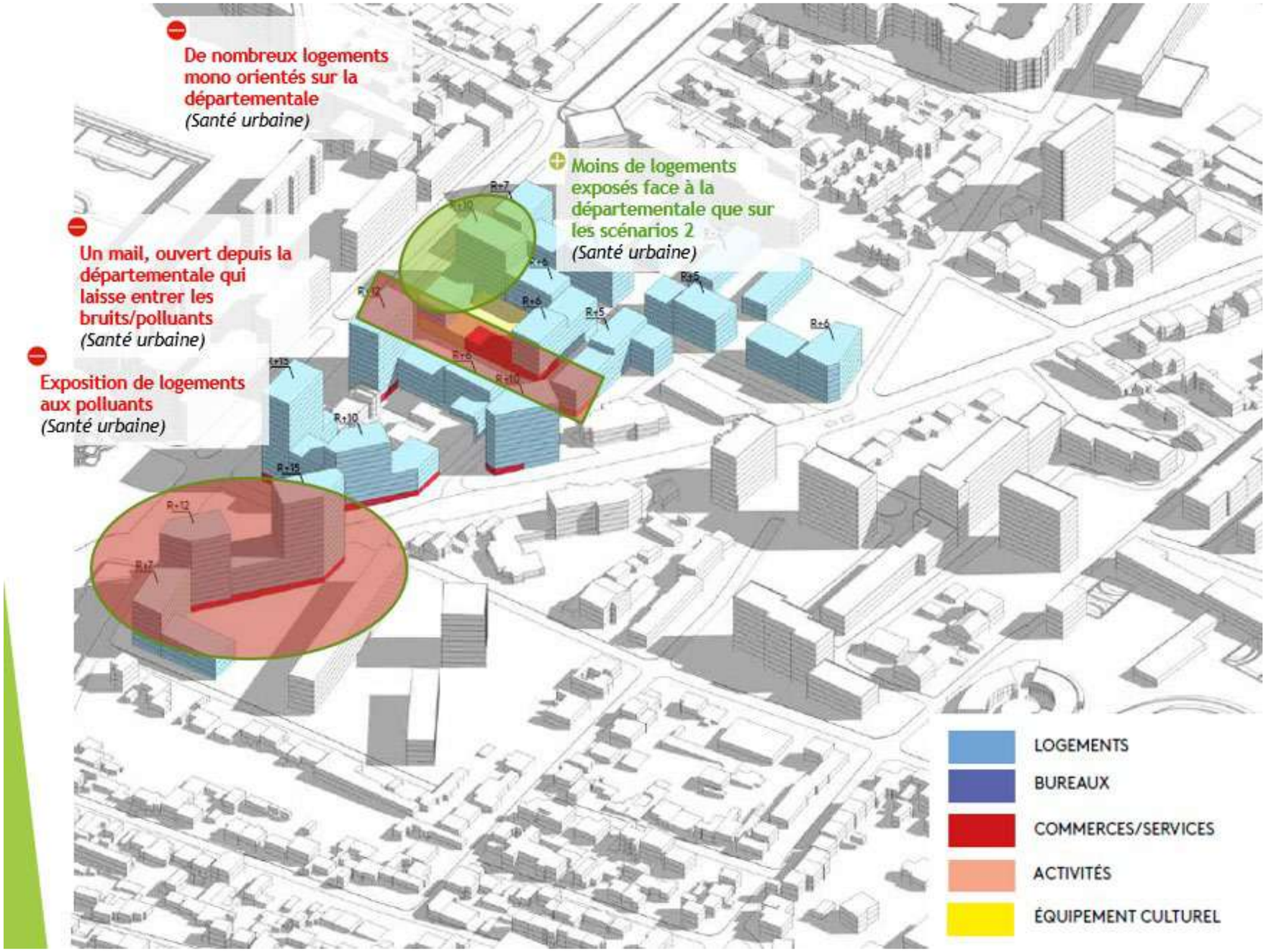
ILOT A Logements : 13 900 m² (231 lgts) Activités : 270 m²	**ILOT C** Logements : 17 600 m² (293 lgts) Commerces / services : 870 m² Extension du commissariat : 3 100 m²	**ILOT E** Logements : 2 500 m² (41 lgts) Commerces / services : 550 m² Bureaux : 10 000 m²
ILOT B Logements : 11 200 m² (186 lgts) Activités : 230 m² Commerces / services : 270 m² Équipement culturel : 1 200 m²	**ILOT D** Logements : 7 000 m² (116 lgts) Commerces / services : 260 m²	**TOTAL** Logements : 48 500 m² (808 lgts) Bureaux : 10 000 m² Activités : 500m² Commerces / services : 2 000 m²

	ATOUTS	CONTRAINTES
SCENARIO 0	• Moins de logements exposés aux polluants au nord du carrefour (comparé aux autres scénarios)	• L'espace public du quartier situé au niveau du carrefour offre peu de confort d'usage (nuisances sonores et aérauliques) • Des prospects peu généreux qui peuvent entrainer un effet rebond des nuisances sonores • Un éclairement naturel qui risque d'être complexe sur l'îlot central – dû à des prospects peu généreux • Un équipement culturel exposés aux polluants sur le croisement de l'avenue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide (mais qui permet d'exposer moins de logements à ces polluants comparés aux autres scénarios) • Un projet économe en espaces publics
SCENARIO 1	• La trame viaire existante est conservée et seul l'îlot B est impacté par le mail • Retrouver un espace public de qualité au cœur du quartier, permettant une traversée piétonne est-ouest • Libérer le sol en offrant de l'espace au pied d'un point haut à R+15 (îlot E)	• Le mail est dans le sens de la pente (6 m de nivelé) • De nombreux logements mono orientés sur la départementale • Le mail, ouvert sur la départementale, laisse entrer le bruit, voire les polluants • Moins de possibilité d'aménagement d'espaces verts publics sur un mail que sur une place publique plus large. • Un éclairement naturel qui risque d'être complexe sur la place centrale, entourée de bâtiments au nord, sud et est.
SCENARIO 2	• La trame viaire existante est conservée et seul l'îlot B est impacté par la place • Un espace public de qualité au cœur du quartier, à l'écart des nuisances • Sur l'ilot B, moins de logements directement orientés sur la départementale, dans une moindre mesure	• La place est confidentielle et offre peu de visibilité pour un programme commercial par exemple • De nombreux logements mono-orientés sur la départementale • Une implantation de logement en « U » face à la départementale qui peut induire un effet d'encaissement des nuisances sonores, et qui génère un ensoleillement des logements complexe

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

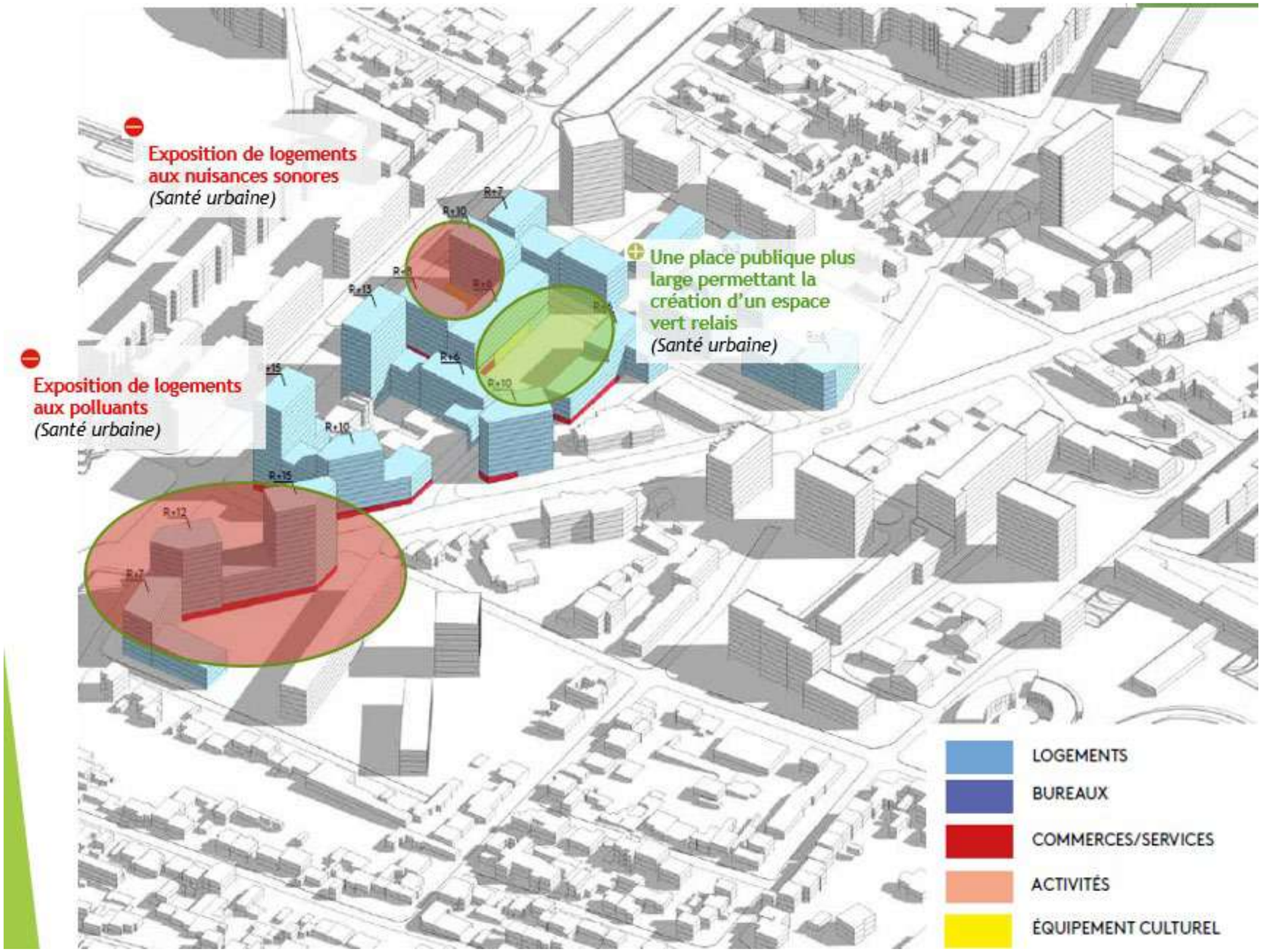
SCENARIO 3	• Éviter de positionner des logements dans une situation peu confortable (face aux pièges à sons de l'A6B) • Une véritable mixité fonctionnelle pour le quartier • Utiliser le levier que représente l'arrivée d'Ecotone pour dynamiser la programmation du projet Entrée de Ville • Une densité construite moins importante, donc moins de populations exposées aux nuisances • Des logements plus éloignés des entrées/ sorties du tunnel et donc moins exposés aux polluants (même si l'exposition globale demeure) • Une place piétonne « préservée » des nuisances générées par l'avenue Gabriel Péri • Des percées visuelles sur la vallée (mais moins nombreuses)	• Des logements exposés aux polluants en entrée de tunnel et sur la place • Des logements exposés au bruit en front de la départementale et de l'avenue Gabriel Péri (d'avantage que dans le premier scénario) • Une implantation de logement en « U » face à la départementale qui peut induire un effet d'encaissement des nuisances sonores, et qui génère un ensoleillement des logements complexe

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



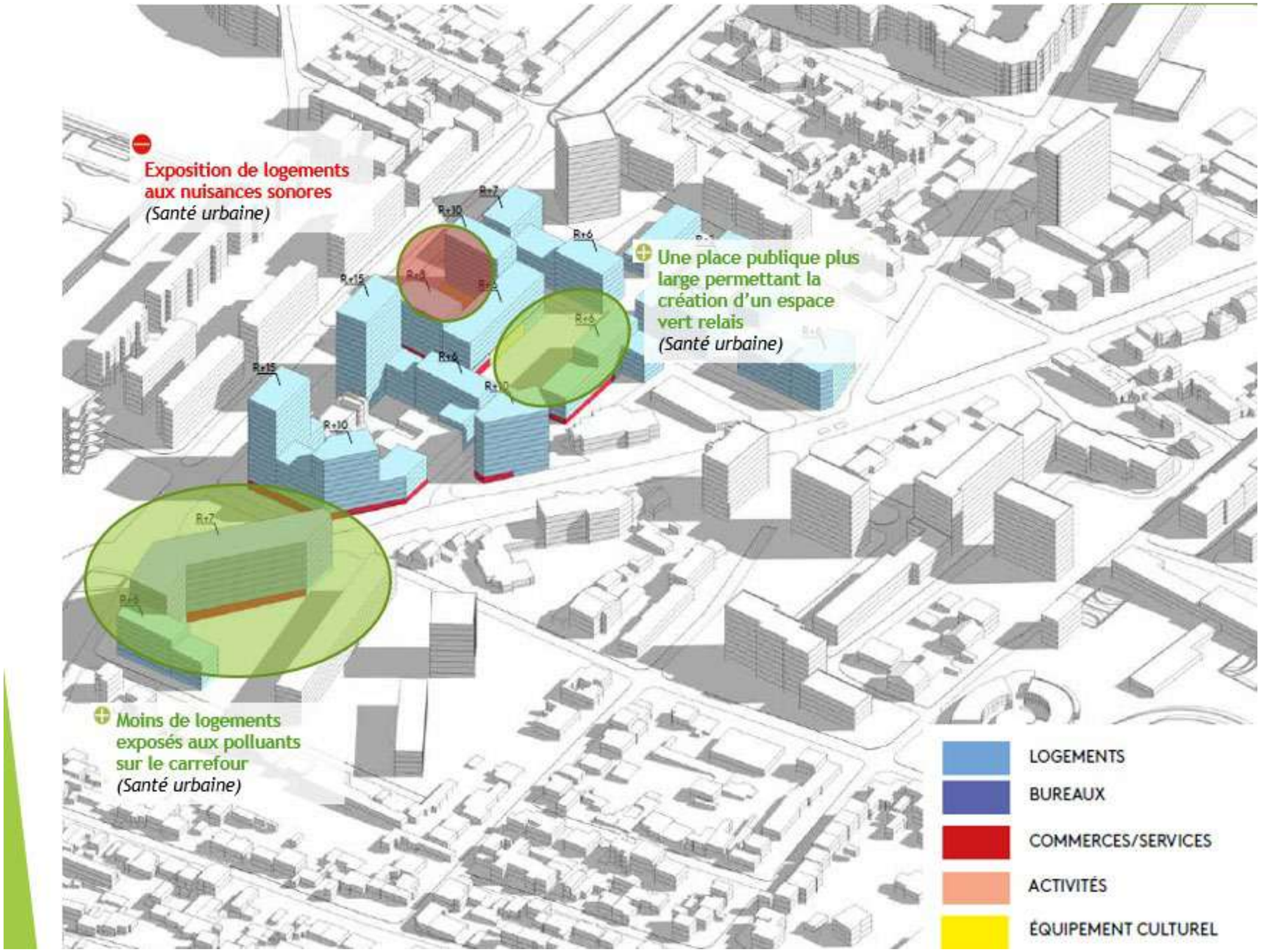
Analyse environnementale du scénario 1 – Source : Even Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Analyse environnementale du scénario 2 – Source : Even Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Analyse environnementale du scénario 3 – Source : Even Conseil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le scénario 3 avait été privilégié étant donné qu'il répondait aux objectifs de construction de logements demandés à la Ville, tout en limitant en partie l'exposition aux nuisances sur l'ilot E le plus exposé et en créant des espaces publics de qualité.

La répartition des principaux bâtiments et espaces publics permet de protéger les habitants et usagers du site des nuisances, tout en clarifiant les accès au site. La place piétonne présente l'atout principal de créer un espace public large et préservé des nuisances, en cœur de site. De même, la minimisation du nombre de logements sur l'ilot E limite l'exposition aux nuisances causées par l'A6.

La présence d'un îlot réservé aux bureaux, en entrée de site et à proximité du projet Ecotone, est également un atout pour le site.

Ce scénario était, parmi les scénarios étudiés, le plus pertinent que ce soit sur le plan urbain, fonctionnel ou environnemental, mais n'a pas été retenu suite à de nouvelles orientations données au projet d'aménagement (voir ci-après)

	Logements (m²)		Activités (m²)		Equipement culturel (m²)		Commerces/services (m²)		Bureaux (m²)	
	Scénario 3	Scénario modifié	Scénario 3	Scénario modifié	Scénario 3	Scénario modifié	Scénario 3	Scénario modifié	Scénario 3	Scénario modifié
ILOT A	13 900	14 500	270	120						
ILOT B	11 200	7550	230	200	1200	1000	270	200		
ILOT C	17 600	16 840					870	890		
ILOT D	7 000	7 200					260	0		
ILOT E	2 500	7 450					550	550	10 000	5 000
TOTAL	48 500	53 540	500	320	1200	1000	1950	1 640	10 000	5 000

b) Evolution du parti d'aménagement et de construction sur le site, au regard des différentes solutions étudiées au fur et à mesure de la conception en 2018/2019

Le scénario privilégié a ensuite fait l'objet d'évolutions à la marge pour améliorer la cohérence urbaine, architecturale, et paysagère et la prise en compte de l'environnement et la santé. L'analyse des incidences faite dans la présente étude d'impact a permis d'adopter des mesures dans la conception répondant plus précisément aux enjeux environnementaux identifiés.

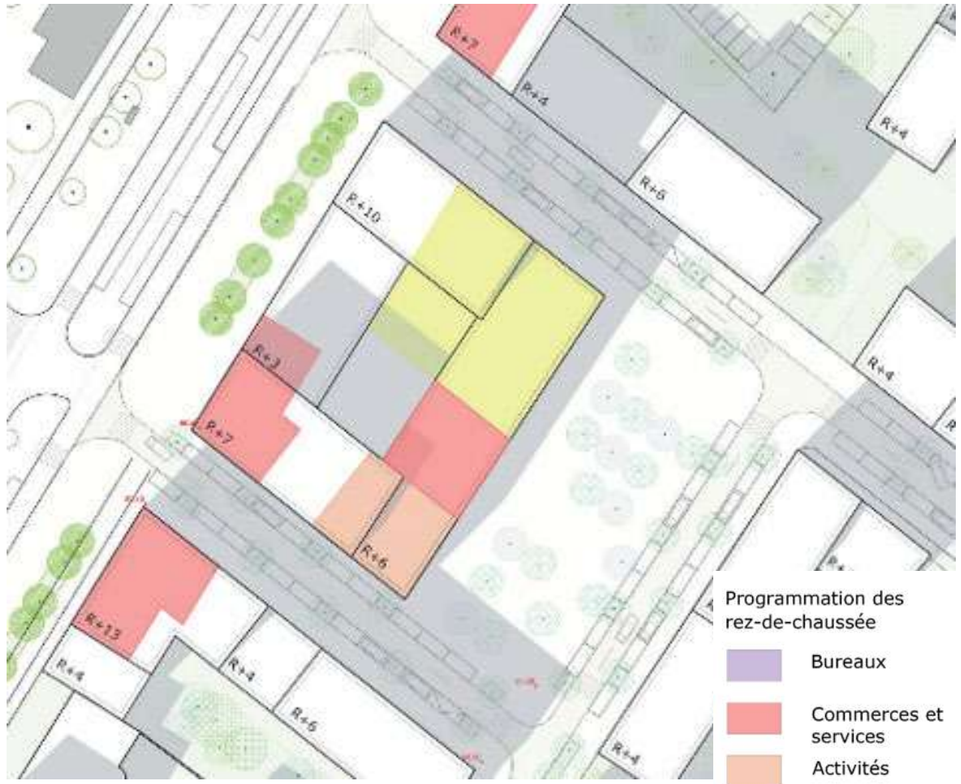
La programmation tertiaire sur l'ilot E a été revue à la baisse afin d'alléger la forme urbaine du bâtiment de bureaux. La surface de bureaux est ainsi passée de 10 000 m² à 5 000 m² SDP et remplacée par du logement.

La surface de l'équipement public culturel initialement à rayonnement intercommunal a été adaptée à un rayonnement communal.

Aussi, la programmation commerciale, de services et d'activités a légèrement diminuée en raison de la réduction de la programmation globale.

La programmation totale est passée de 62 150 m² SDP à 61 500 m² SDP (hors équipement public), soit une baisse de 1%.

Une seconde évolution du projet fut de réduire la hauteur d'un étage des deux émergences perpendiculaires à la rue Gabriel Péri, de part et d'autre de l'équipement culturel. Cette modification a pour but de réduire l'effet d'encaissement des nuisances sonores dans l'ilot B, en forme de « U ».



Programmation étudiée sur l'ilot B – Source : COBE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La forme urbaine de l'ilot E a également été repensée avec la création d'un élément marqueur en entrée de site, une émergence R+15. L'ilot E était donc composé d'un volume repère, puis de bâtiments plus bas (R+7, R+3 et R+5), en lieu et place d'un long bâtiment homogène à R+7.

Programmation étudiée sur l'ilot E – Source : COBE

Programmation étudiée pour le carrefour Malleret-Joinville – Source : COBE

Le carrefour Malleret-Joinville a été réorganisé afin de lui donner un caractère urbain plus apaisé. Cet ouvrage routier situé à l'entrée de ville au sud du secteur est transformé en un espace public, mettant en avant la place du végétal et jouant sur la topographie du lieu. Cet espace public sera plus qualitatif et moins soumis aux nuisances automobiles. Le futur parvis Malleret-Joinville aura la double symbolique de l'entrée de ville et de l'aboutissement du ruban vert. L'aménagement sera marqué par une grande densité végétale, avec notamment des arbres de grand développement, en écho à la hauteur des constructions aux abords du parvis.

c) Le scénario retenu en 2022– avant évolutions des ilots A et E

En mars 2021, la nouvelle équipe municipale a souhaité donner de nouvelles orientations au projet d'aménagement, apportant ainsi les principales modifications suivantes :

- Sur la programmation :
  - Construction d'environ 800 logements familiaux ;
  - Un remplacement du programme tertiaire par 150 logements spécifiques ;
  - Un taux de logements sociaux réévalué, passant de 32% à 36% ;
  - L'implantation d'un équipement culturel qui s'adressait sur la place en cœur de quartier est à l'étude en dehors du secteur de l'opération de l'entrée de ville sud-ouest ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Une extension de la crèche départementale existante ;
- Stabilisation d'une programmation pour un espace vert pédagogique sur le quartier : 350 m² de ferme urbaine et un espace paysager de pleine terre et un potager de 1 500 m².

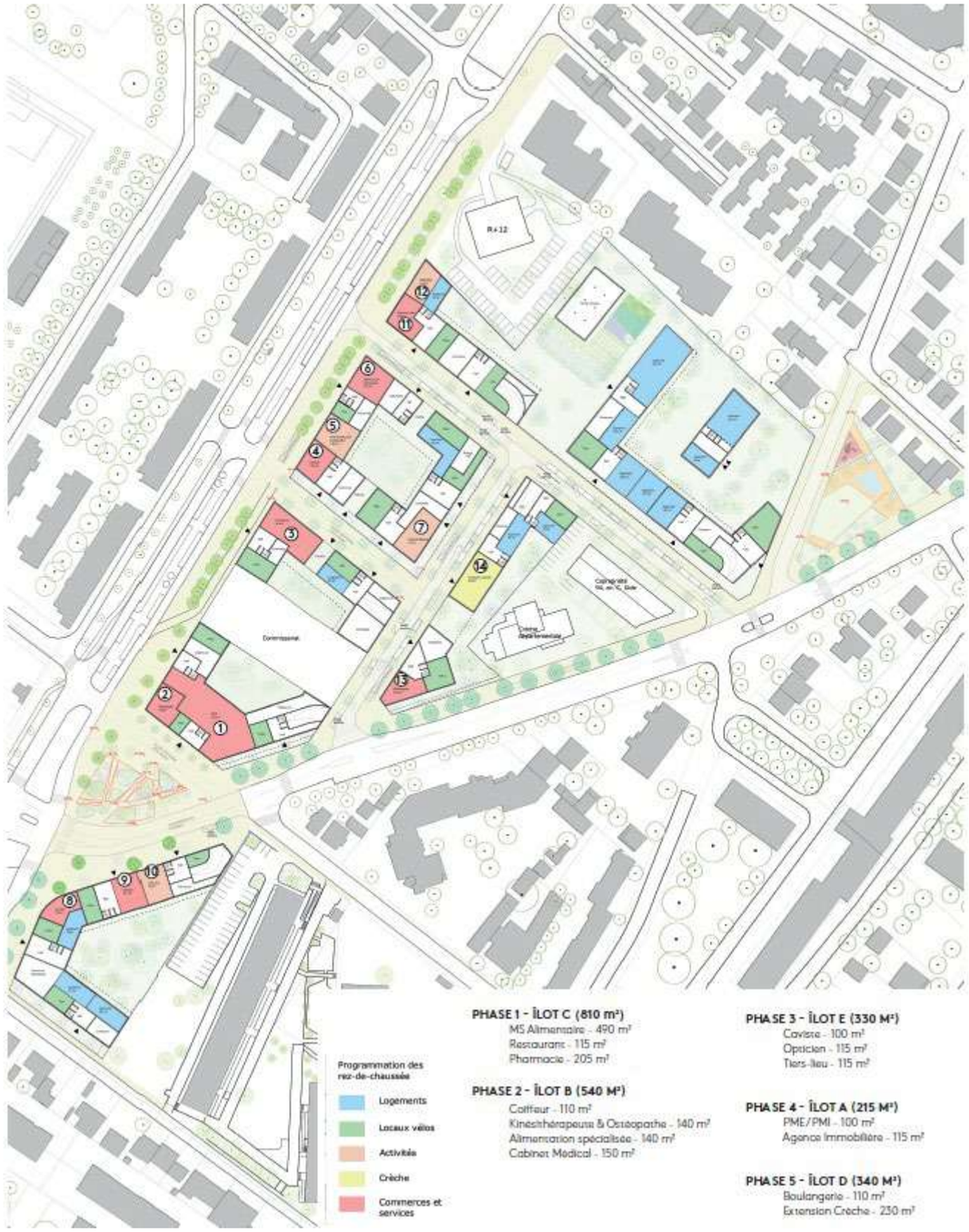
Ainsi, la programmation prévisionnelle prévoyait une surface de plancher totale de 56 835 m² au lieu des 60 050 m² envisagés en 2019/2020, dont 54 600 m² dédiés à une offre résidentielle.

- En termes de formes urbaines et de structuration du quartier :
  - Un épannelage revu à R+7/R+8 en moyenne ;
  - Une conservation de la trame viaire existante ;
  - L'aménagement d'îlots plus fermés et un recul des bâtiments ;
  - Le développement d'un espace vert de loisirs récréatifs à destination des familles au niveau du square Sembat a été conservé ;
  - La transformation de l'espace central du carrefour Malleret Joinville (ouvrage routier situé à l'entrée de ville au sud du secteur) en un espace public, mettant en avant la place du végétal a été conservé ;
  - Une suppression du parvis en cœur de quartier devant accueillir l'équipement culturel ;
  - Piétonnisation de la rue de l'Avenir.

Le schéma viaire a également été légèrement modifié avec la modification du sens de circulation des rues Schuman et de la réunion. La circulation est maintenue sur la rue Sembat, tandis que la rue de l'avenir est piétonnisée.

Plan d'axonométrie du scénario retenu – avant évolution des ilots A et E– COBE, 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



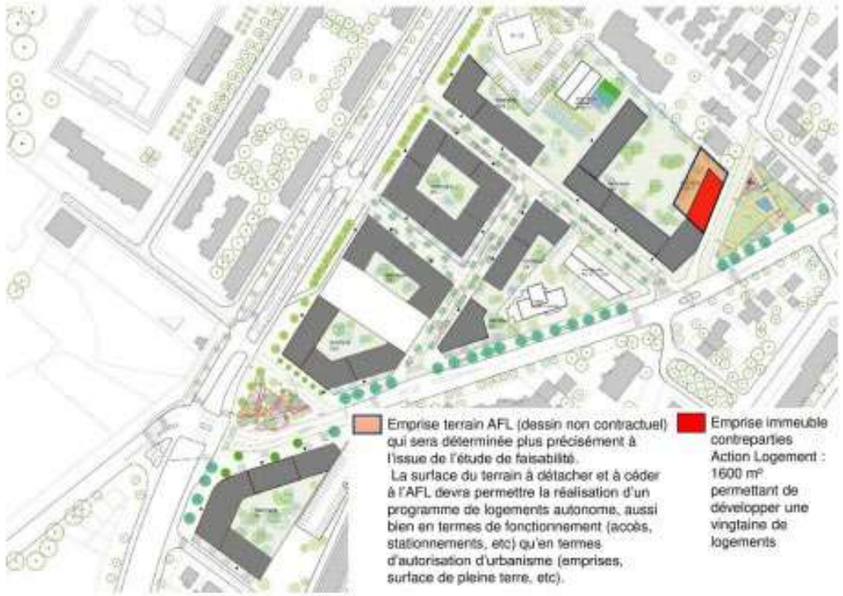
Plan masse du projet retenu en 2022 Avant évolutions des ilots A et E– Source : COBE

<u>Modification de la forme urbaine de l'ilot A à la demande de l'Association Foncière Logement :</u>

Dans le cadre des projets ANRU, des contreparties foncières sont transférées à l'Association Foncière Logement.

Au stade des études préalables, une emprise foncière a été identifiée pour permettre à AFL de réaliser un programme d'une vingtaine de logements autonomes, aussi bien en termes de fonctionnement (accès, stationnements, …), qu'en termes d'autorisation d'urbanisme (emprises, surface de pleine terre, …)

Le lot transféré à AFL était initialement prévu au cœur de l'ilot A (cf. les plans masses ci-avant). A la demande de l'AFL, cet immeuble a été déplacé le long de la rue Sembat, afin de permettre la réalisation d'un programme autonome en termes d'accessibilité.



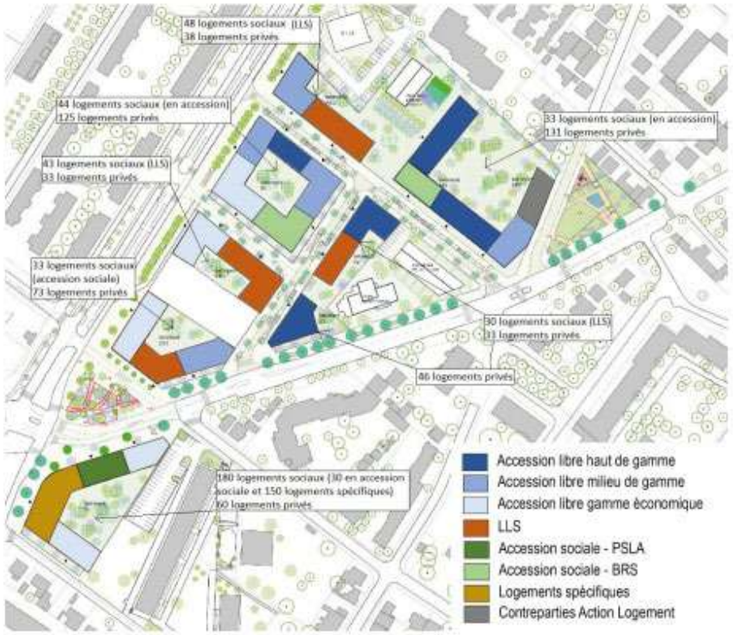
Identification des contreparties Action Logement
(Source : EPT, fond de carte CoBe)

Le plan masse du projet a ainsi évolué pour s'adapter à la demande de l'AFL.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Ajustement de la répartition des équilibres résidentiels dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

Les équilibres résidentiels se répartissaient comme suit (cf. plan ci-dessous), avant l'évolution de la programmation sur l'ilot E et les avancées de la maitrise foncière pour réaliser la reconstitution des logements sociaux des résidences Schuman.



Equilibre résidentiel projet EVSO
(Source : EPT, fond de carte CoBe)

Les localisations des équilibres résidentiels ont été modifiées à la marge pour tenir compte des avancées de la maitrise foncière par l'EPFIF permettant de reconstruire les logements sociaux démolis des résidences Schuman dans le calendrier de l'ANRU. Ainsi, les programmes de logements locatifs sociaux ont été localisés sur des emprises foncières maitrisées (ilot C, ilot B et ilot A).

Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle :

La programmation de l'ilot E a fait l'objet d'un approfondissement en phase opérationnelle. Le projet prévoit la programmation de 295 logements (contre 240 logements initialement) dont une résidence étudiante de 130 chambres, 165 logements familiaux allant du studio au T5, et un parking sous-terrain de 131 places, sur deux niveaux, accessible depuis l'avenue Charles Gide.

Un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.

La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière sont en cohérence avec celles prévues dans l'OAP sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, cœur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.

L'élaboration de la programmation de l'ilot E en phase opérationnelle a permis de préciser le programme de constructions qui ne prévoit plus de commerce à rez-de-chaussée sur cet ilot. Les deux cellules commerciales identifiées sur l'ilot E représentant au total 330 m², ne seront donc pas réalisées.

Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une contenance de 1 406 m2, afin de créer une extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.

Ce projet prévoit la réhabilitation d'une partie du bâtiment existant pour créer un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à accompagner et animer l'espace vert pédagogique attenant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'autre partie du bâtiment située le long de la rue Gabriel Péri, sera démolie pour y développer des logements

Schéma de la partie démolie

FAISABILITE EVSO - 2408 - Le Kremlin Bicêtre

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques)	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2676
TOTAL		64 340

La programmation prévue sur la parcelle L242 :

Le volume du bâti existant en intérieur de la parcelle est conservé et réhabilité. Il accueillera une programmation d'activité type tiers lieu en lien avec l'espace vert pédagogique de l'ilot A (ateliers pédagogiques, espace de restauration, exposition, …)

En front de rue, un nouvel immeuble de 24 logements environ d'une superficie de 1540 m² SDP sera construit en gradins du R+5 au R+3, respectant le front bâti sur rue et en permettant une transition d'échelle graduelle entre les logements pavillonnaires et la tour.

Conformément au PLU, il sera prévu 30% de logements locatifs sociaux, soit 8 LLS environ.

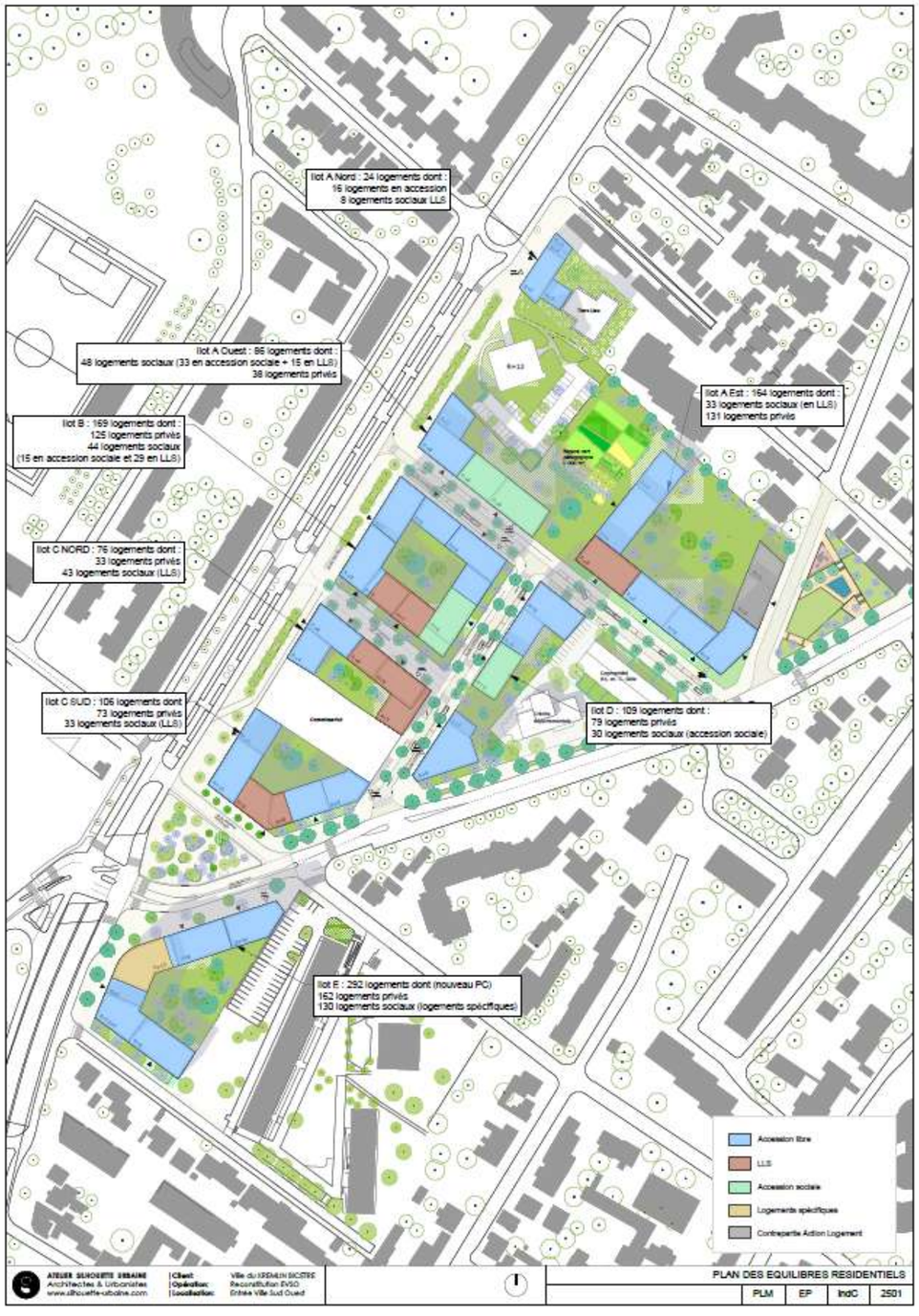
2.2. Le scénario final retenu

Au final, le projet retenu à ce stade prévoit la programmation prévisionnelle ci-dessous :

Cette programmation est prévisionnelle et pourra être réadaptée en fonction de besoins identifiés lors de la phase opérationnelle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DESCRIPTION DES METHODES DE PREVISION UTILISEES POUR IDENTIFIER ET EVALUER LES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3. DESCRIPTION DES METHODOLOGIES UTILISEES

L'étude d'impact a été réalisée dans le cadre de la réalisation du projet d'aménagement de l'entrée sud-ouest de Kremlin-Bicêtre conformément à l'article R122-5 du Code de l'Environnement.

Cette étude d'impact permet de détailler précisément l'état initial de l'environnement (avec la réalisation d'études techniques complémentaires), d'identifier les effets sur l'environnement de la réhabilitation du quartier ainsi que d'initier de premières réflexions concernant la stratégie énergétique à mettre en place conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 – art.1.

3.1. Elaboration de l'Etat Initial de l'Environnement

L'état initial du site s'articule aussi bien autour de thèmes strictement environnementaux tels que l'énergie, les milieux naturels, le paysage, la ressource en eau ou encore la gestion des déchets, qu'autour de thèmes plus « urbains » ou liés à la population (démographie, économie locale…). En effet, le projet d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest de Kremlin-Bicêtre aura non seulement des impacts sur l'environnement mais également des impacts sur le milieu urbain des quartiers alentours et plus généralement sur le territoire de la commune.

Les thèmes de l'environnement, de l'économie et du social ont donc fait l'objet dans la présente étude, d'une réflexion menée dans une logique de transversalité afin d'assurer la prise en compte des multiples enjeux liés à la mise en œuvre d'un projet tel que celui-ci.

La présentation du projet a été réalisée sur la base des éléments transmis par la Ville de Kremlin-Bicêtre, notamment :

- Etude urbaine du site
- Diagnostic et étude prospective pour l'adaptation et l'optimisation de la capacité d'accueil des équipements publics
- Plans des réseaux existants du site
- Plan topographique du site
- Evaluation énergétique
- Diagnostic faune-flore

L'état initial de l'environnement s'est basé sur un certain nombre de ressources complémentaires mises à disposition du groupement afin d'aboutir à un portrait le plus complet possible :

- Démographie et développement économique : INSEE 2014, Diagnostic et étude prospective pour l'adaptation et l'optimisation de la capacité d'accueil des équipements publics – Antea group, APUR, étude urbaine COBE ;
- Climat : Météo France ;
- Topographie, paysage et patrimoine : topographic-map, Infoterre BRGM, IGN, Géoportail, google street view, APUR ;
- Milieux écologiques : SRCE, Géoportail, Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN), Natureparif, Urban-Eco, étude Ruban Vert
- Risques et nuisances : Géorisques, DRIEE, Info terre BRGM, IRSN, PAPI Seine Grand Lac, Inspection Générale des Carrières, rapport 2016, étude géotechnique RATP
- Pollution des sols : BASIAS et BASOL ;
- Ressource en eau : Géoportail, BRGM, étude urbaine COBE ;
- Déchets : Géoportail ;
- Energie : Etude du potentiel par énergie ;
- Qualité de l'air : AirParif, étude santé Iris Conseil ;
- Déplacements : Géoportail, étude CDVIA.

L'état initial a également été complété par une analyse fine des documents cadres concernant le secteur d'étude :

- Les Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie 2016-2021 ;
- SRCAE d'Ile-de-France ;
- Le PCET du Val-de-Marne ;
- PLU et PADD de Kremlin-Bicêtre ;
- Plan régional de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics
- Plan régional de réduction des déchets en Ile de France - PREDIF

La réalisation de l'état initial a donc consisté en une compilation des éléments « bibliographiques » élaborés aux différentes échelles d'intervention afin d'en ressortir une synthèse globale et stratégique qui a constitué un véritable outil d'aide à la décision.

Plusieurs visites de terrains ainsi que différents entretiens avec des personnes ressources ont été réalisés par le groupement en charge de l'élaboration de l'Etude d'Impact et des études complémentaires. Ils ont permis également de compléter l'état initial par une approche plus sensible du secteur notamment sur les thématiques de santé publique et du cadre de vie.

Une réunion de cadrage a aussi été organisée avec l'Autorité Environnementale (DRIEE) le 23 mars 2018, afin qu'un échange sur les enjeux majeurs du site et les points devant faire l'objet d'études approfondies soit assuré.

Cette approche de l'état initial de l'environnement, en plusieurs étapes, ainsi que les études réalisées par l'équipe sur le terrain ont été approfondies par des études techniques spécifiques réalisées par des experts extérieurs ou directement intégrés au groupement en charge de l'étude d'impact :

- Une étude acoustique – Iris Conseil ;
- Une étude air / santé - Iris Conseil ;
- Et une étude Trafic - CDVIA

A l'appui de l'analyse bibliographique et spatialisée menée dans le cadre de la réalisation de l'état initial de l'environnement, les enjeux ont été identifiés et ont fait l'objet d'une hiérarchisation afin d'assurer la prise en compte optimale des thématiques prioritaires de l'environnement dans le projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3.2. Analyse des effets négatifs et positifs, et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation

L'analyse précise et territorialisée découlant de la synthèse de l'état initial de l'environnement a été la base de l'évaluation des impacts du projet sur l'environnement fondée sur deux temps : une démarche itérative intégrant en amont des enjeux prioritaires et une identification des derniers impacts du projet sur l'environnement.

a) Une intégration en amont des enjeux prioritaires

Tout d'abord, le projet de reconstruction se veut vertueux en termes de réaménagement urbain.

C'est dans ce sens que le projet a été conçu et a su s'améliorer à travers les mesures d'évitement et de réduction proposé par l'étude d'impact.

Ainsi, tout au long de la démarche d'approfondissement de l'étude d'impact, l'environnement est venu guider et faire évoluer les réflexions du projet de reconstruction.

En particulier, 2 réunions spécifiques sur la mise en place des mesures ERC (Eviter-Réduire-Compenser) ont été réalisées entre le mois d'avril et de juillet 2018. Elles sont venues ponctuer cette démarche d'évaluation environnementale itérative, sous la forme d'ateliers, permettant, sur le vif de proposer des mesures d'évitement ou de réduction, des impacts environnementaux sur l'environnement. Les mesures de compensation n'ont ainsi été étudiées qu'en dernier recours. A cette occasion ont notamment été définis :

- Les mesures de réduction associées aux incidences sur la santé (air et bruit) ;
- Les modalités de traitement des espaces publics sur le volet végétal/ fonctionnalisation faune et flore ;
- …

4. Une identification des derniers impacts du projet sur l'environnement

Sur la base de la démarche itérative qui s'est déroulée sur une période d'environ 1 mois, pour aboutir au projet tel que présenté dans la présente étude, les impacts résiduels ont ensuite été évalués, afin de déterminer les mesures nécessaires à leur prise en compte.

Les tableaux de mesures qui figurent dans le tome 2, dressent le bilan des engagements des maîtres d'ouvrage, pour éviter, réduire, voire compenser les impacts négatifs identifiés au fur et à mesure. Elles sont le fruit d'un travail collaboratif important entre le groupement de l'étude d'impact et les maîtrises d'ouvrage.

5. Réalisation des études complémentaires

Plusieurs études complémentaires ont été menées en parallèle de l'étude d'impact puis intégrées, afin de garantir la définition d'un projet et de solutions compensatoires au plus près des enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement.

Etude acoustique – Iris Conseil

La campagne de mesures acoustiques s'est déroulée entre le mercredi 24 et mardi 30 janvier 2018.

Globalement, réaliser une étude acoustique prévisionnelle revient à simuler le paysage sonore à terme afin de s'assurer que les exigences réglementaires acoustiques seront respectées après la modification du site.

Plan d'implantation des mesures acoustiques – Source : Iris Conseil

Pour ce faire, cinq étapes sont généralement nécessaires :

Tout d'abord, il est nécessaire de réaliser un point zéro acoustique, c'est-à-dire caractériser la situation sonore régnant habituellement sur le site. C'est une étape fondamentale puisque les résultats obtenus sont considérés comme la référence du bruit résiduel, et servent ensuite à fixer les objectifs acoustiques

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

réglementaires. Ce point zéro acoustique correspond à la campagne de mesures in situ. C'est dans ce cadre que des mesures d'état initial ont été réalisées entre le mercredi 24 et mardi 30 janvier 2018 selon les principes de la norme NF S 31-085 « caractérisation et mesure du bruit dû au trafic routier ».

Les quatre étapes suivantes font appel à la modélisation informatique à l'aide du logiciel MITHRA-SIG :

- la première d'entre elles est l'étape de calage du modèle informatique. Il s'agit de modéliser la zone d'étude dans sa configuration existante et de réaliser un calcul en lieu et place du point de mesure en prenant en compte les données trafics du jour des mesures in-situ. Les résultats du calcul sont comparés aux valeurs mesurées. Le modèle numérique est validé si les écarts sont compris entre + ou – 2 dB(A).
- la deuxième étape est la simulation de l'état actuel, correspondant aux données urbanistiques actuelles et aux trafics relevés durant la campagne de mesures acoustiques.
- la troisième étape est la prévision des niveaux sonores à l'horizon futur.
- la quatrième et dernière étape est la définition, si nécessaire, des protections acoustiques ou de mesures pour réduire le niveau d'émissions en cas de non-respect des seuils issus de la réglementation en vigueur.

Pour les calculs des niveaux sonores actuels, il a été intégré les résultats des comptages routiers réalisés par IRIS conseil et les données trafics provenant de la DIRIF pour les autoroutes.

Les hypothèses de trafics futurs sont issues de l'étude de trafic du réaménagement du carrefour Malleret-Joinville (phase 3) datée du 02 juillet 2018 et menée par le bureau d'études CDVIA.

L'étude de trafic a étudié plusieurs scénarii d'aménagement de voirie seul et des combinaisons entre les scénarii. Dans le cadre de cette étude acoustique du projet de la Ville de Kremlin, le scénario retenu est celui combinant la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat. Un extrait de l'étude de trafic est proposé en annexe2 de ce rapport.

Les calculs des niveaux sonores sont réalisés sur la base des paramètres relatifs aux sources de bruit (trafic, vitesse de circulation et type d'enrobé) et des paramètres ayant une influence sur la propagation du bruit (conditions météorologiques) :

- Les trafics de l'étude de circulation de CDVIA ;
- Un revêtement de chaussée couramment utilisé : le Béton Bitumineux Très Mince (BBTM) ;
- Les conditions météorologiques moyennes à savoir : 50% d'occurrence favorable à la propagation du bruit sur les périodes diurne et nocturne.

Etude air / santé - Iris Conseil

➢ Définition du périmètre et de la bande d'étude

Selon la note technique du 22 février 2019 et de son guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières émanant du ministère de la transition écologique, le domaine d'étude est composé du projet et de l'ensemble du réseau routier subissant une modification (augmentation ou réduction) des flux de trafic de plus de 10 % du fait de la réalisation du projet.

« La bande d'étude est définie autour de chaque voie subissant, du fait de la réalisation du projet, une hausse ou une baisse significative de trafic (variation de 10 %, identiquement au domaine d'étude). Elle est adaptée à l'étude de l'influence du projet sur la pollution atmosphérique à l'échelle locale résultant des polluants primaires. Dans le domaine d'étude, il peut donc y avoir plusieurs bandes d'études » (note technique du 22 février 2019).

Concernant la pollution particulaire, la largeur de la bande d'étude est de 100 mètres, quel que soit le trafic.

Se rapportant à la pollution gazeuse, la largeur minimale de la bande d'étude de part et d'autre de l'axe médian du tracé le plus significatif du projet est définie dans le tableau suivant par :

- Le Trafic Moyen Journalier Annuel (TMJA) prévu à terme ;

Ou

- Le trafic à l'Heure de Pointe la plus chargée.

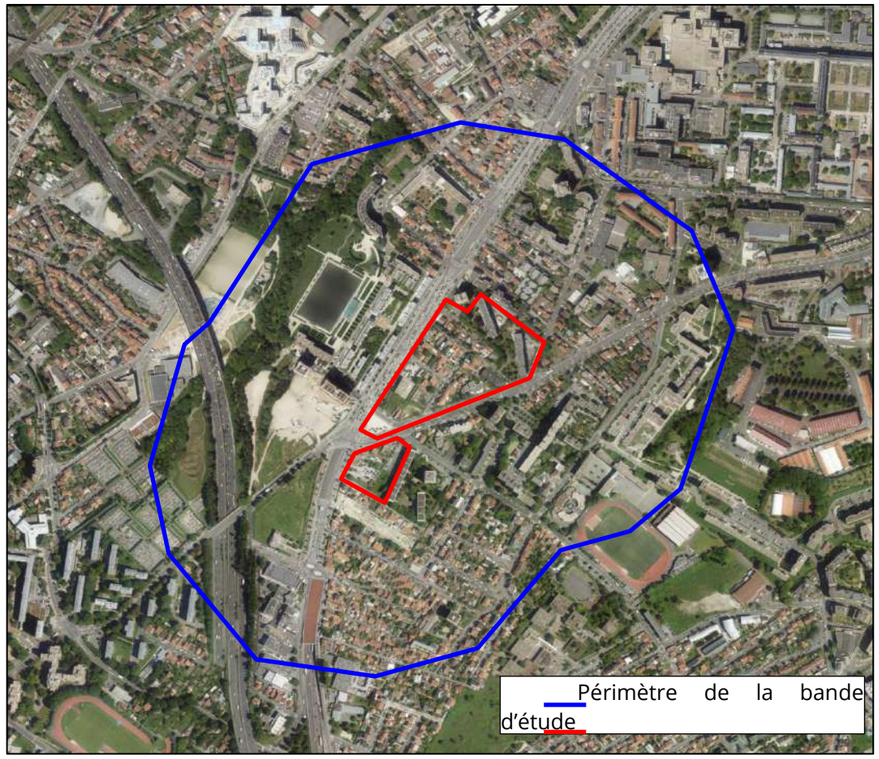
Selon les données de trafic disponible, le trafic maximal sur le domaine d'étude peut atteindre 110 000 véhicules par jour (autoroute A6b – comptage 2013 du Département).

TMJA à l'horizon d'étude (véh/jour)	Trafic à l'heure de pointe (uvp/h)	Largeur minimale de la bande d'étude (en mètres) de part et d'autre de l'axe
Supérieur à 100 000	Supérieur à 10 000	300
De 50 000 à 100 000	De 5 000 à 10 000	300
De 25 000 à 50 000	De 2 500 à 5 000	200
De 10 000 à 25 000	De 1 000 à 2 500	150

Largeur de la bande d'étude en fonction du trafic - source : guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières du 22 février 2019

D'après la note technique du 22 février 2019, la bande d'étude est de 300 mètres de part et d'autre des voies étudiées.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Bande d'étude définie pour l'étude air et santé – source : IRIS conseil

➢ Définition du niveau d'étude

L'importance de l'étude à mener s'évalue en fonction de la charge prévisionnelle de trafic qui devra être supportée à terme par le projet.

Quatre niveaux d'études sont distingués, en fonction de deux paramètres principaux qui sont les suivants :

- La charge prévisionnelle de trafic ;
- Le nombre de personnes concernées par le projet.

Trafic à l'horizon d'étude1 et densité (hab/km²) dans la bande d'étude	> 50 000 véh/j ou 5 000 uvp/h	25 000 véh/j à 50 000 véh/j ou 2 500 uvp/h à 5 000 uvp/h	≤ 25 000 véh/j ou 2 500 uvp/h	≤ 10 000 véh/j ou 1 000 uvp/h
G I Bâti avec densité ≥ 10 000 hab/km²	I	I	II	II si L projet > 5 km ou III si L projet < ou = 5 km
G II Bâti avec densité > 2 000 et < 10 000 hab/km²	I	II	II	II si L projet > 25 km ou III si L projet < ou = 25 km
G III Bâti avec densité < 2000 hab/km²	I	II	II	II si L projet > 50 km ou III si L projet < ou = 50 km
G IV Pas de Bâti	III	III	IV	IV

Niveau d'étude en fonction du trafic, de la densité de population et longueur du projet.

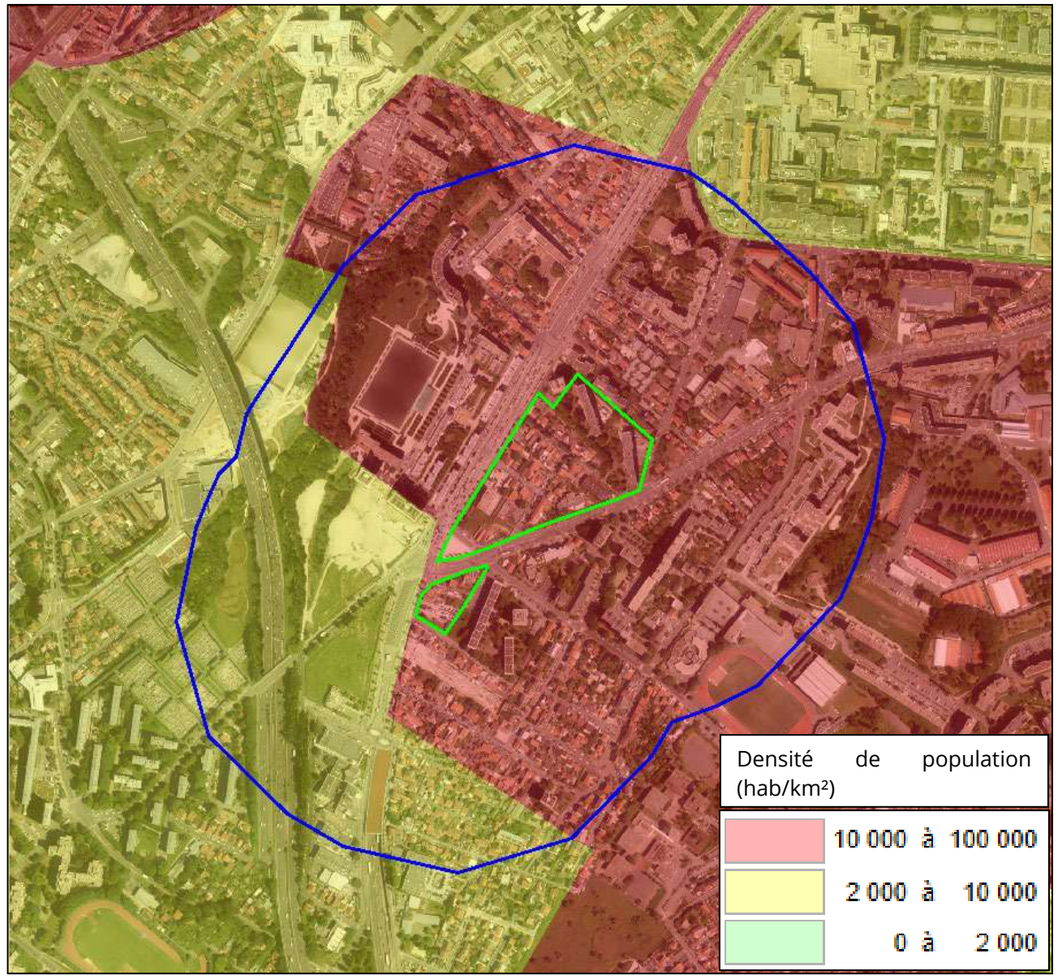
Selon les données de trafic disponible, le trafic maximal sur la bande d'étude est de **110 000 véhicules par jour** (autoroute A6b – comptage 2013 du Département).

Les données de répartition de la population sur la zone d'étude ont été acquises auprès de l'INSEE (données de population issues du recensement de la population de 2014). Elles correspondent au nombre d'habitants à l'intérieur de chaque IRIS constituant le domaine d'étude. L'IRIS est le découpage de la commune par quartiers d'habitations.

Sur le périmètre du projet, la densité de population est supérieure à 10 000 hab/km².

[1] (Selon tronçons homogènes de plus de 1 km)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Carte de la densité de population - Source : IRIS conseil

> ***Le recoupement des informations ci-dessus, à savoir, des trafics supérieurs à 100 000 véh/jour et une densité de population supérieure à 10 000 hab/km² nous donne le niveau d'étude air et santé à réaliser, ici, le niveau d'étude est 1.***

Selon le niveau de l'étude, les exigences réglementaires diffèrent également.

Ainsi, d'après guide méthodologique sur le volet « air et santé » des études d'impact routières du 22 février 2019, les études de type I requièrent :

1. Qualification de l'état initial par des mesures in situ ;
2. Estimation des émissions de polluants au niveau du domaine d'étude ;
3. Estimation des concentrations dans la bande d'étude autour du projet ;
4. Comparaison des variantes et de la solution retenue sur le plan de la santé via un indicateur sanitaire simplifié indice pollution – population (IPP) ;
5. Analyse des coûts collectifs de l'impact sanitaire des pollutions et des nuisances, et des avantages/inconvénients induits pour la collectivité ;
6. Évaluation des Risques Sanitaires (ERS) au niveau des sites vulnérables et également dans la bande d'étude.

L'étude est de niveau 1 donc, conformément à la note technique du 22 février 2019, les polluants étudiés sont :

- Les oxydes d'azote (NO_x = NO2 + NO),
- Les particules PM10 (particules en suspension avec diamètre inférieur à 10 micromètres),
- Les particules PM2,5 (particules en suspension avec diamètre inférieur à 2,5 micromètres),
- Le monoxyde de carbone (CO),
- Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM),
- Le benzène (C_6H_6),
- Le dioxyde de soufre (SO2),
- L'arsenic (As),
- Le nickel (Ni),
- Le benzo(a)pyrène (BaP),
- Le 1,3-butadiène (C4H6),
- Le chrome (Cr),
- 15 Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP).

La liste des 15 HAP à considérer est la suivante :

- Acénaphtène
- Acénaphtylène
- Anthracène
- Benzo[a]anthracène
- Benzo[b]fluoranthène
- Benzo[k]fluoranthène
- Benzo[ghi]pérylène
- Chrysène
- Dibenzo[ah]anthracène
- Fluorène
- Fluoranthène
- Indéno[123-cd]pyrène
- Phénanthrène
- Pyrène
- Benzo[j]fluoranthène

➢ Déroulé général

Cette étude se déroule selon les étapes suivantes :

- Identification des principales sources d'émissions polluantes ;
- La caractérisation du site via des mesures in situ des principaux paramètres d'analyse de la qualité de l'air,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Une modélisation de la dispersion des effluents émis par les véhicules circulant sur le domaine d'étude a été réalisée avec le modèle de dispersion ARIA IMPACT 1.8, afin d'évaluer les concentrations moyennes annuelles dans l'air en situation actuelle et en situation future sur la bande d'étude. La modélisation s'est appuyée sur les émissions calculées.

Les situations suivantes ont été étudiées :

- **Situation actuelle 2018 avec les résultats de la simulation de l'état actuel de l'étude trafic de CDVIA ;**
- **Situation future SANS projet avec les résultats trafic de la situation « fil de l'eau » de l'étude trafic de CDVIA ;**
- **Situation future AVEC projet avec les résultats trafic du scénario combinant la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat.**

Le tableau suivant présente les résultats pour chaque scénario :

Scénario	Nombre véh.km/jour	Variation / ACTUEL 2018 (%)	Variation / SANS PROJET 2030 (%)
ACTUEL 2018	301 752	-	-
SANS PROJET 2030	322 690	7%	-
AVEC PROJET 2030	320 251	6%	-1%

➢ Diagnostic

Suite au diagnostic bibliographique de la qualité de l'air, une campagne de mesure par tubes passifs a été réalisée du 22 janvier au 5 février 2018.

Sur la parcelle du projet, il a été mesuré la concentration en dioxyde d'azote (NO2) et particules PM10 sur 4 sites. Le dioxyde d'azote (NO2) s'avère être un bon indicateur de la pollution automobile. Il a été mesuré sur une période de deux semaines à l'aide d'échantillonneurs passifs (ou tubes à diffusion passive).
La méthode d'échantillonnage par diffusion passive repose sur le prélèvement spécifique des polluants gazeux au moyen de tubes sélectifs. Ils sont placés à l'air libre sur une période d'exposition variable. La vitesse de captation est contrôlée par diffusion à travers une membrane. La masse de polluants prélevés, mesurée à l'analyse, est corrélée au gradient de concentration dans la zone de diffusion.

Les tubes à diffusion (pour le NO_2) ont été fournis et analysés par le laboratoire PASSAM AG (accrédité ISO/IEC 17025).

Les échantillonneurs sont placés dans des boîtes supports afin de les préserver des intempéries et de diminuer l'influence du vent.

Les tubes passifs à NO_2 sont des tubes en polypropylène de 7,4 cm de longueur et de 9,5 mm de diamètre.

➢ Incidences

Les données de trafic utilisées pour modéliser sont issues de l'étude de trafic réalisée par le bureau d'études CDVIA. Différents scénarii ont été étudiés pour évaluer les impacts liés à divers aménagements de voirie.

Dans le cadre de cette étude air et santé relative au projet d'aménagement du secteur sud-ouest de Kremlin-Bicêtre, les situations suivantes sont étudiées :

- Situation actuelle, 2018 : nous avons retenu les résultats de la simulation de l'état actuel de l'étude de trafic ;
- Situation future SANS le projet d'aménagement : nous avons considéré les trafics de la situation « fil de l'eau » de l'étude de trafic ;
- Situation future AVEC le projet d'aménagement : nous avons tenu compte des résultats du scénario trafic combinant la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville et la fermeture partielle de la rue Marcel Sembat.

Etude d'optimisation de la densité des constructions du projet - Even Conseil

L'étude d'optimisation de la densité des constructions du projet a été réalisée par Even Conseil. Cette analyse se décompose en 3 étapes :

- Analyse du contexte réglementaire en matière de densité s'appliquant au projet ;
- Description des motivations pour le choix du site et présentation de l'évolution du projet en matière de densité ;
- Analyse des évolutions du projet en matière de densification à travers 4 critères :
  - Cadre de vie, concernant le potentiel d'amélioration sensible du cadre de vie des habitants ;
  - Qualité architecturale, concernant les qualités intrinsèques des bâtiments en matière de formes architecturales et de performance environnementale ;
  - Pratiques urbaines, concernant la capacité à initier de nouvelles pratiques ou à s'adapter aux pratiques urbaines existantes ;
  - Bénéfices environnementaux, concernant l'amélioration de l'environnement.

L'étude permet d'analyser le travail d'optimisation de la densité des constructions qui a été réalisé tout au long du projet, de son émergence au stade de plan.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

AUTEURS DE L'ETUDE D'IMPACT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'étude d'impact a été réalisée par :

- EVEN CONSEIL, un bureau d'étude pluridisciplinaire, spécialisé en performance environnementale et énergétique. Sa mission consistait à l'ensemble de la réalisation de l'étude d'impact, et plus spécifiquement :
  - L'étude des incidences sur le paysage,
  - L'étude des incidences sur l'énergie,
  - L'étude des incidences sur les risques et nuisances,
  - L'étude des incidences sur le changement climatique,
  - L'étude des incidences sur les résidus occasionnés par le projet.
  - L'étude des incidences sur l'eau et les milieux aquatiques,
  - L'étude des incidences sur les déplacements,
- IRIS CONSEIL, un bureau d'études spécialisé en ingénierie appliquée à l'aménagement et la construction. Sa mission était d'apporter des expertises, sur :
  - L'étude des incidences acoustiques,
  - L'étude des incidences sur la qualité de l'air.
- VIZEA, un bureau d'études environnement spécialisé dans l'ingénierie du Développement Durable, en charge de la rédaction de l'étude de faisabilité du potentiel de développement des énergies renouvelables.
- CDVIA, un bureau d'études spécialisé dans les mobilités et déplacements, en charge de la rédaction de l'étude mobilités.
- UrbanEco, bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'écologie urbaine et l'aménagement durable, en charge de l'étude faune-flore

Afin de réaliser la présente étude d'impact, une équipe pluridisciplinaire a été mobilisée :

- Gildas VEYSSET – Directeur d'étude – EVEN CONSEIL ;
- Lucie BRONNEC – chargée d'études principale ingénieure – EVEN CONSEIL ;
- Julien WEBER – chargé d'études bâtiment durable – EVEN CONSEIL.
- Virginie COMTESSE – chargée d'étude paysage – EVEN CONSEIL ;
- Chloé NOEL – chargée d'étude paysage – EVEN CONSEIL ;
- Marie DAIRE – Cheffe de projet – EVEN CONSEIL ;
- Thierry AUCHENE, Directeur de projet trafic – IRIS CONSEIL ;
- Ramzi SANGARANE, chef de projet air et acoustique – IRIS CONSEIL ;
- Assia OUARAS, chargée d'études air et acoustique – IRIS CONSEIL ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST – LE KREMLIN BICETRE (94)

ESTIMATION SOMMAIRE ET GLOBALE DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ACQUISITIONS ET EVICTIONS

Acquisition du foncier (à réaliser)	23 800 000 € HT
Acquisition du foncier (réalisée)	16 952 695 € HT
Indemnités de remploi	2 618 000 € HT
Frais annexes et aléas	3 570 000 € HT
TOTAL ACQUISITIONS FONCIERES	***46 950 695 € HT*** **Arrondie à 47 000 000 € HT ***

TRAVAUX

Travaux préparatoires (études de sols, dépollution…)	4 347 000 € HT
Travaux aménagement et construction - Aménageur	6 696 000 € HT
Travaux espaces verts publics ou d'intérêt collectif - MOA Ville	520 000 € HT
Travaux espaces verts pédagogiques – MOA Ville	390 000 € HT
TOTAL TRAVAUX	**11 953 000 € HT**

ETUDES ET FRAIS DE GESTION

AMO	800 0000 € HT
Honoraire de gestion	3 149 329 € HT
Autres frais	330 000 € HT
Frais financiers	1 100 000 € HT
Honoraires prestataires	1 379 907 € HT
Etudes	360 000 € HT
TOTAL ETUDES ET FRAIS DE GESTION	**7 119 236 € HT**

COUT PREVISIONNEL TOTAL DE L'OPERATION	**66 072 236 € HT**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PRESENTATION DETAILLEE DES COÛTS

- Acquisitions foncières : ce poste comprend les parcelles à acquérir auprès des propriétaires privés ou publics en vue de la réalisation de l'opération ;

- Etudes : toutes les études opérationnelles des sols et bâtis (environnementales, techniques, urbaines…) ;

- Travaux préparatoires : mise en état des sols et démolitions (dépollution, confortement …) ;

- Travaux aménagement et construction : travaux de voiries, espaces publics, et réseaux divers et d'aménagement, bâtiments ;

- Autres frais : communication, frais divers, transitoire, …etc.*

**coût total arrondi selon l'évaluation sommaire et globale des domaines*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST – LE KREMLIN BICETRE (94)

NOTICE EXPLICATIVE

ENQUETE PUBLIQUE CONJOINTE

Préalable à la déclaration d'utilité publique

Préalable à la cessibilité des parcelles à exproprier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

I. LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE

A) Le contexte
- 1- *Le Département du Val-de-Marne*
- 2- *La commune du Kremlin-Bicêtre*

B) Programme et projet d'aménagement
- 1- *Choix du site*
- 2- *Délimitation du site – périmètre de la DUP*
- 3- *Caractéristiques du site*
- 4- *Environnement du site*
- 5- *Objectifs attendus du projet*

C) Aménagement du site
- 1- *Les différentes hypothèses de scénarii en 2018/2019*
- 2- *Evolution du parti d'aménagement*
- 3- *Le scénario retenu en 2022 avant évolutions des ilots A et E*
- 4- *Dernières modifications de la programmation (2024)*
- 5- *La programmation*

D) L'utilité publique du projet
- 1- *Les axes*
- 2- *Le bilan coûts / avantages positifs*

II. LE RECOURS A LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

III. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

A) Le SDRIF
B) Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)
C) L'orientation d'aménagement et de programmation (OAP)

IV. LE MAITRE D'OUVRAGE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Textes régissant l'enquête publique

La présente enquête publique est régie principalement par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

Plus particulièrement, la présente enquête est régie par :

1) Le code de l'environnement, notamment les articles :

• L.123-1 à L.123-3 et R.123-1 à R.123-5, relatifs au champ d'application et objet de l'enquête publique,

•L.123-4 à L.123-16 et R.123-6 à R.123-23, relatifs à la procédure et au déroulement de l'enquête publique,

2) Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles :

•L.110-1 relatif à l'enquête publique à mettre en œuvre lorsque l'opération est susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L.123-2 du code de l'environnement,

•R.112-4, R.112-6 et R.112-7 relatifs au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,

•L.131-1, L.132-1 et R.131-1 et suivants relatifs à l'identification des propriétaires et à la détermination des parcelles et R.131-3 et suivants relatifs à l'enquête parcellaire

3) Le code de l'urbanisme, notamment les articles :

•L. 153-54 à L. 153-59, R. 153-13 et R. 153-14 relatifs à l'enquête publique à mettre en œuvre lorsque l'opération nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme,

•12 VI, alinéa 2 du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie règlementaire du livre ler du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme qui prévoit que « *Les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent également applicables aux plans locaux d'urbanisme qui font l'objet, après le 1er janvier 2016, d'une procédure de révision sur le fondement de l'article L. 153-34 de ce code, de modification ou de mise en compatibilité* ».

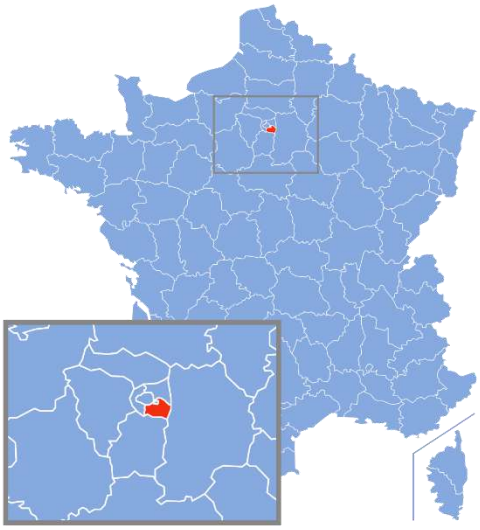
• R. 123-2-1 dans sa version en vigueur au 31 décembre 2015 relatif à la procédure d'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, en particulier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

I. LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ENTREE DE VILLE SUD-OUEST DU KREMLIN-BICETRE

A) Le contexte

1- *Le Département du Val-de-Marne*



Le Département du Val-de-Marne (94) est un département situé dans la **Métropole du Grand Paris**. Il fait partie de la **région Île-de-France**.

Avec **1 415 367 habitants** en 2021, il est le 12ème département le plus peuplé de France.

Il se compose de **47 communes**. Sa préfecture et sa commune la plus peuplée après Vitry-sur-Seine est la ville de Créteil (92 859 habitants en 2022).

Le Val-de-Marne est une plaine alluviale où se situe la confluence du fleuve Seine et de la rivière Marne à Charenton-le-Pont.

Ce département de la **banlieue parisienne** est **très urbanisé**, mais conserve quelques rares espaces agricoles au sud-est, sur le versant du plateau de la Brie.

2- *La commune le Kremlin-Bicêtre*

Le Kremlin-Bicêtre est une commune située en **première couronne de Paris**, limitrophe au XIIIème arrondissement, et à l'Ouest du département du Val-de-Marne. Elle fait partie depuis 2016 de la **métropole du Grand Paris** et de **l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre**.

Source : google images

Bordée au Nord par le boulevard périphérique (Porte d'Italie) et traversée par **deux axes de circulation majeurs** (A6b et RD 7), la commune du Kremlin Bicêtre bénéficie d'un réseau de **transport collectif** important qui se développe encore davantage avec la gare du Réseau « Grand Paris Express » (gare « Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) mise en service en juin 2024. La localisation de la commune aux portes de Paris et son accessibilité ont pour effet une **forte pression sur le parc de logement et le développement démographique de la Ville**.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Etendue sur **154 hectares**, elle compte **24 380 habitants** avec une densité de population de 15 831 habitants/km^2 (source INSEE, données 2021). Son territoire communal a la particularité d'être marqué par la présence du Fort du Kremlin-Bicêtre, du cimetière du Kremlin-Bicêtre et de l'Hôpital de Bicêtre qui constituent des emprises foncières importantes. Ces 3 emprises réunies représentent plus de 34 hectares. Un goulet entre le fort de Bicêtre et l'Hôpital de Bicêtre sépare, par ailleurs, le bas du haut de la ville. La topographie joue un rôle majeur dans cette séparation.

B) Programme et projet d'aménagement

1- Choix du site

Le secteur d'entrée de ville est implanté sur un peu plus de 4 ha dans une zone stratégique, aux portes de Paris, en connexion avec Gentilly et Arcueil, structuré par l'autoroute A6b et l'avenue Charles Gide, deux axes routiers majeurs. Aujourd'hui entouré d'un tissu urbain pavillonnaire et résidentiel collectif en majorité, le site est lui-même occupé principalement par des maisons individuelles, des logements collectifs au nord, et quelques équipements : commissariat, crèche. Il est desservi depuis juin 2024 par une ligne du Grand Paris Express, à quelques centaines de mètres au nord.

L'entrée de ville sud-ouest (EVSO) est le principal secteur stratégique du Kremlin-Bicêtre pour mettre en œuvre les grandes orientations de développement de la Ville à l'horizon 2030.

Le site se caractérise par **un secteur à dominante résidentielle en recherche de mixité fonctionnelle et sociale** :

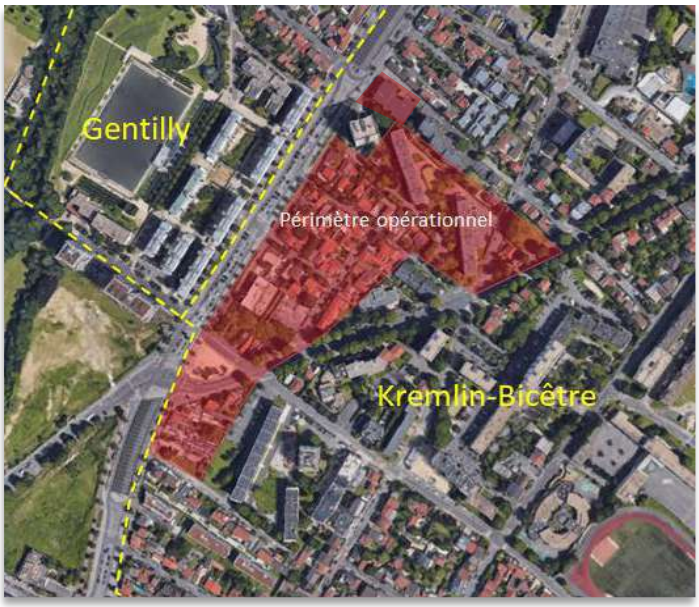
- **Une répartition inégale des populations démontrant un besoin de mixité notable**.
- **Un besoin de rénovation et de diversification du parc de logements** : le parc de logements sociaux représente sur la zone d'étude plus de 56% ce qui est légèrement supérieur à la moyenne du Département. Le Kremlin-Bicêtre recense une part de 95% de logements collectifs et seulement 5% de logements individuels.
- **Un secteur peu dynamique vis-à-vis de l'employabilité et de l'activité économique** : le secteur accueille moins de 6 des établissements économiques présents sur le territoire communal.

2- Délimitation du site – périmètre de la DUP

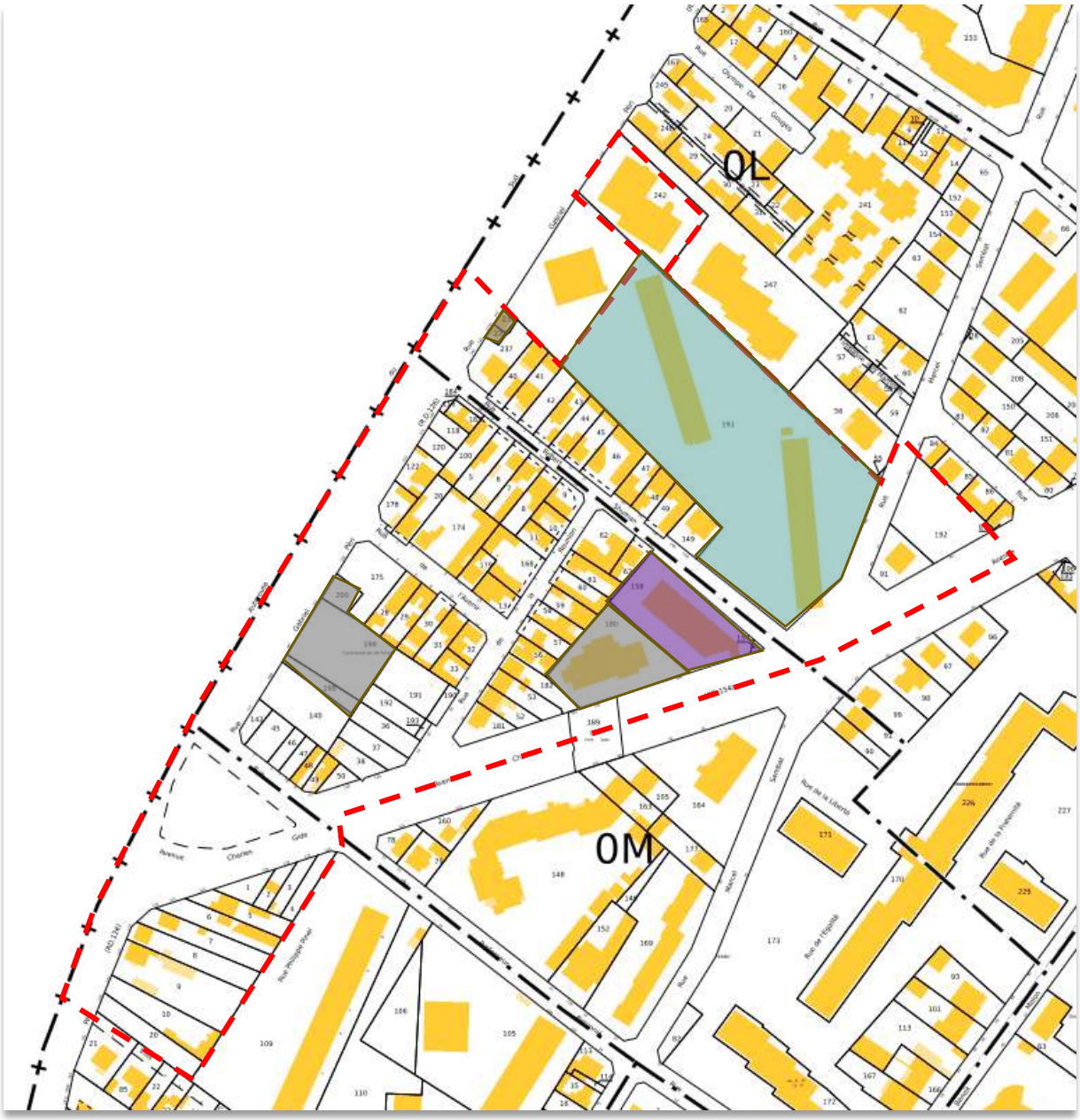
Le périmètre de l'opération d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest est composé de 5 ilots résidentiels d'une **surface totale de 4 ha environ** situés le long de la couverture de l'A6, entre la rue Gabriel Péri, la rue du Professeur Bergonié, l'avenue Charles Gide et la rue Marcel Sembat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Domaine public (*commissariat, parcelles cadastrées section M n° 198, 199 et 200 ; crèche départementale conservée, parcelle cadastrée section M n° 180 ; parcelles cadastrées section L n° 233 et 231)*

Parcelles hors périmètre de DUP (*Copropriété Avenue Gide conservée, parcelles cadastrées section M n° 158 et 154).*

Parcelle bailleur dans le périmètre de DUP non expropriée (*parcelle cadastrée section L n° 191)*

Source : cadastre.gouv.fr

3- Caractéristiques du site

Le site de projet s'inscrit dans le tissu urbain de la commune au niveau de l'entrée sud-ouest. Ce secteur fait l'objet de projets d'aménagement et de renouvellement urbain. En effet sont programmés dans les années à venir :

- Le projet Ecotone en face du périmètre d'étude de l'autre côté de l'autoroute A6B à Arcueil ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Le projet de l'Hospitalité, connexe à la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) de la ligne 14 ;
- Le Ruban Vert, projet de développement de la trame verte de la commune par la mise en réseau des espaces verts.

Au-delà de la dynamique de projet déjà lancée, l'emprise du projet est stratégique puisqu'elle correspond à une entrée de ville structurée par des axes routiers majeurs et en première couronne de la Capitale. Le périmètre de projet inclut un ensemble résidentiel hétérogène constitué de pavillons de qualité moyenne et un ensemble de logements collectifs sociaux.

Le secteur s'inscrit aussi dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU.

Le secteur d'entrée de ville sud-ouest comprend une partie du périmètre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) « Péri-Schuman-Bergonié ». La stratégie de renouvellement urbain du NPNRU s'insère dans une mutation territoriale plus large compte tenu de l'arrivée du réseau du Grand Paris Express et de l'existence de nombreux projets avoisinants. L'objectif pour ce secteur, jadis isolé, dégradé et éloigné de toutes aménités urbaines en bordure d'autoroute est donc d'achever cette transformation, déjà engagée avec la couverture de l'A6b, afin qu'il participe de la nouvelle polarité urbaine et constitue un point de jonction et d'interface intercommunale.

Les principales étapes de la préparation du conventionnement ANRU ont été les suivantes :

- Le site « Péri-Schuman-Bergonié » a été reconnu d'intérêt régional les 19 juin et 23 juin 2015 respectivement par le Conseil régional d'Ile-de-France et le conseil d'administration de l'ANRU.

- Le projet de renouvellement a lui été reconnu d'intérêt communautaire en décembre 2015 et, à ce titre, la communauté d'agglomération de Val de Bièvre, désormais Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) depuis le 1er janvier 2016, en assure le pilotage ainsi que les études préalables nécessaires à la réalisation du projet.

- Signature du protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre en novembre 2016 avec les partenaires signataires. Signature de la convention ANRU en juillet 2023.

- Un dispositif d'acquisition et de veille foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) a été mis en place depuis 2009 pour organiser la mutation de ce secteur.

- Dans le cadre de la convention d'intervention foncière tripartite signée entre la Ville du Kremlin-Bicêtre, l'EPFIF et la communauté d'agglomération de Val de Bièvre en mai 2009 (EPT GOSB), la Ville a confié à l'EPFIF l'acquisition des terrains de l'opération d'aménagement de l'entrée de ville sud-ouest (périmètre initial « historique » regroupant les ilots B, C et E). Cette convention a fait l'objet de trois avenants notamment pour étendre le périmètre d'action de l'EPFIF au regard des projets prévus. L'avenant n°2 de juin 2015 et l'avenant n°3 de décembre 2015 ont permis d'intégrer les deux nouveaux ilots de l'OAP de l'entrée de ville sud-ouest. Les acquisitions des terrains ont permis plus de 50% de maîtrise publique en 2021 et plus de 70% en 2025.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

Le secteur d'étude se positionne à l'interface entre trois noyaux primaires : le Parc du coteau d'Arcueil à l'ouest, le cimetière du Kremlin-Bicêtre à l'est et le Parc des Hautes-Bruyères au Sud. Les liaisons entre le parc du coteau et le cimetière semblent ténues et peu opérationnelles alors que celles présentes entre le Parc du coteau et le Parc des Hautes-Bruyères sont plus fortes grâce à des zones relais. Le Parc du Fort Bicêtre, le Parc Pinel et l'hôpital ont été identifiés comme sites d'intérêt pour la biodiversité à l'échelle de la commune par le PLU.

L'entrée de ville sud-ouest se trouve à la charnière de ces espaces de potentiel, le projet pourra donc venir renforcer les continuités existantes et en créer de nouvelles.

La requalification du site d'étude s'inscrit également dans le projet communal du Ruban Vert (espaces publics et cœurs d'ilots verts, végétalisation de l'architecture…).

Le foncier de l'opération d'aménagement de l'EVSO se caractérise par une **grande disparité dans les formes urbaines**. Cette entrée de ville est constituée majoritairement de pavillons désordonnés et de qualité disparate avec des états de conservation variable, résultant d'une urbanisation progressive au coup par coup. Une dynamique de déshérence est observable, notamment au regard du mauvais état de conservation de plusieurs pavillons, avec certaines parcelles à l'abandon et plusieurs bâtiments fortement dégradés (60 logements environ).

Ce secteur à caractère pavillonnaire est bordé par trois ensembles de logements collectifs sociaux (Schuman, Bergonié, Les Martinets), concernés par des problématiques urbaines et sociales. Une partie de ces logements collectifs est située dans le périmètre du nouveau programme national de rénovation urbaine d'intérêt régional (NPNRU) «Péri-Schumann-Bergonié ».

Pour l'accompagner dans sa politique de renouvellement urbain et de densification maîtrisée, la municipalité a engagé, depuis 2009, avec l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, une convention avec l'EPFIF et une politique de maîtrise du foncier ciblée sur plusieurs secteurs identifiés comme prioritaires à aménager, dont le secteur EVSO.

La maitrise publique des terrains à acquérir par l'EPFIF est de plus de 70 %. Les terrains d'un ilot sont maitrisés à 100% (îlot C) et ont fait l'objet pour la plupart de démolition. Cet ilot pourrait faire l'objet d'une 1ère phase de réalisation à horizon 2027/2028.

Le commissariat du Kremlin-Bicêtre, qui constitue un équipement central de district rayonnant sur cinq villes, est situé sur ce même ilot. Il fait l'objet d'un projet de démolition/reconstruction dont la livraison est prévue fin 2026 et qui constituera la première réalisation dans le nouveau quartier.

Aussi, un permis de construire a été déposé fin 2024 sur l'ensemble de l'ilot E, avec une livraison prévisionnelle en 2027.

4- *Environnement du site*

Le secteur de projet s'inscrit dans un environnement dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- **Topographie** : Le terrain est marqué par une légère pente descendant vers le sud-ouest et ouvrant la vue sur la vallée de la Bièvre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

- **Paysage** : Les infrastructures routières majeures qui bordent le site constituent une séparation physique et visuelle avec l'environnement du site. L'ambiance paysagère au sein du site est par ailleurs marquée par des ruptures de volume liées aux disparités des formes d'habitat.

- **Milieux naturels** : Le site s'inscrit dans un environnement artificialisé. On notera quand même la proximité du Parc des Coteaux à Arcueil, terrain du projet Ecotone.

- **Risques technologiques et nuisances** : Le site du projet est particulièrement soumis aux nuisances sonores et à la pollution motorisée générées par le trafic routier de l'autoroute et du boulevard périphérique.

- **Risques naturels** : Le périmètre d'étude est soumis au risque d'inondation par remontée de nappes et est également sensible au risque de mouvement de terrain par la présence d'anciennes carrières.

5- Objectifs attendus du projet

Ce projet de renouvellement urbain à **dominante résidentielle** est fondé autour d'une ap**proche innovante et écologique**, et répond aux enjeux métropolitains en termes de production de logements et de recherche de **mixité fonctionnelle**.

Ce projet d'aménagement est défini comme prioritaire pour répondre également aux **besoins des kremlinois en matière de logement,** mais aussi d'espaces ouverts et paysagers, d'équipement, d'activités et de commerces.

La programmation prévisionnelle de ce nouveau quartier à dominante résidentielle prévoit la construction de **près de 1030 logements**, ainsi qu'une diversité des fonctions avec des commerces, activités et équipements publics. Cette programmation d'une **surface de plancher de 61 664 m² environ** participera à l'émergence d'une nouvelle polarité dans ce secteur de la ville.

Les **enjeux** du site sont donc de :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

✓ **Requalifier et enrichir l'offre de logements** pour cette entrée de ville,

✓ **Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle** dans la programmation,

✓ **Développer l'attractivité de ce secteur stratégique**, actuellement à dominante résidentielle,

✓ **Profiter de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) de la ligne 14 du Grand Paris Express pour développer l'offre commerciale et les équipements** sur ce secteur, en réponse aux besoins actuels et du futur quartier.

C) Aménagement du site

1- Les différentes hypothèses de scénarii en 2018/2019

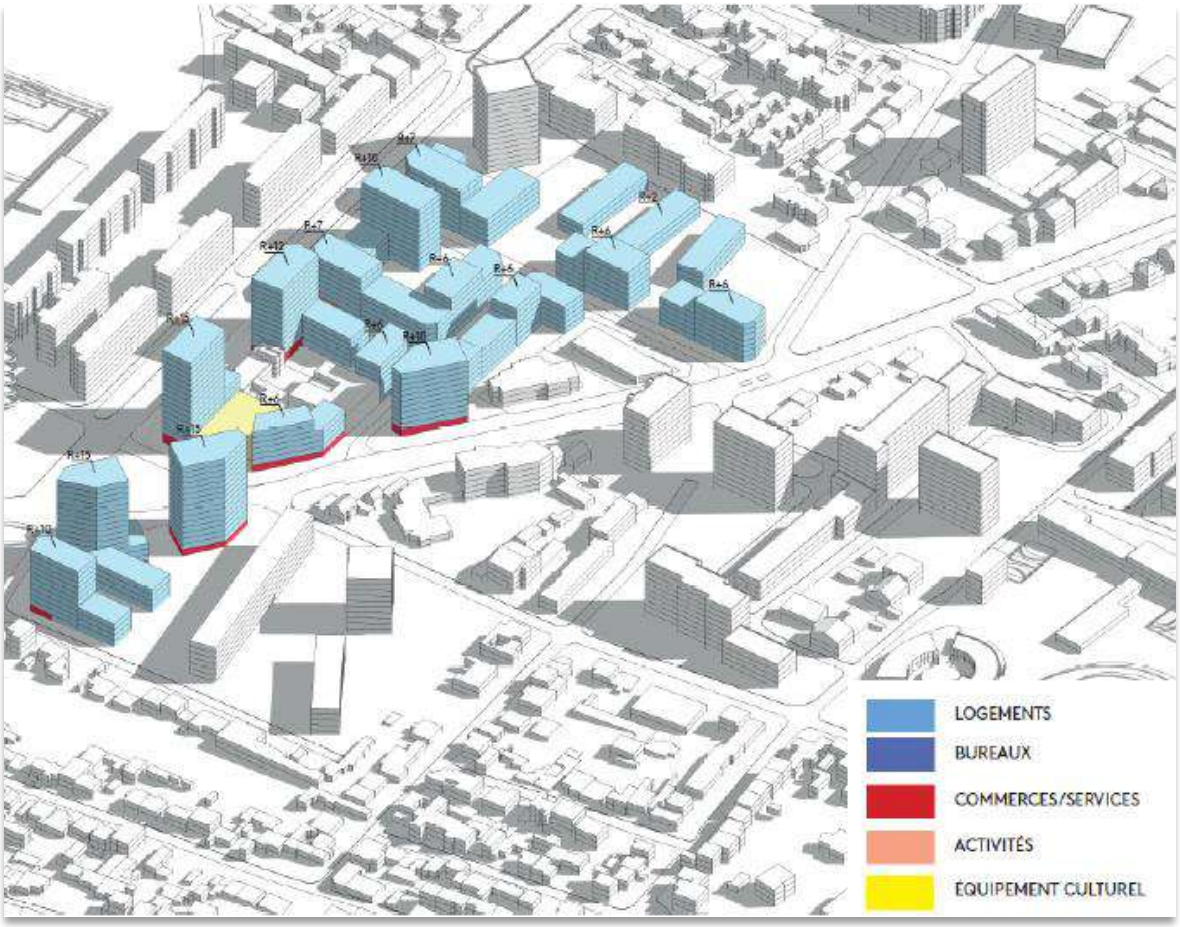
SCENARIO 0

Le scénario 0 privilégie la construction de logements et ne prévoit pas de programme tertiaire. .

L'équipement culturel est localisé au pied du parvis entre la rue Gabriel Péri et l'avenue Charles Gide sur l'ilot C et bénéficie ainsi d'une situation centrale.

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de **58 500 m² de logements** (973 lgts) et 2 000 m² de commerces / services, soit 60 500 m² SDP au total (hors équipements publics).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

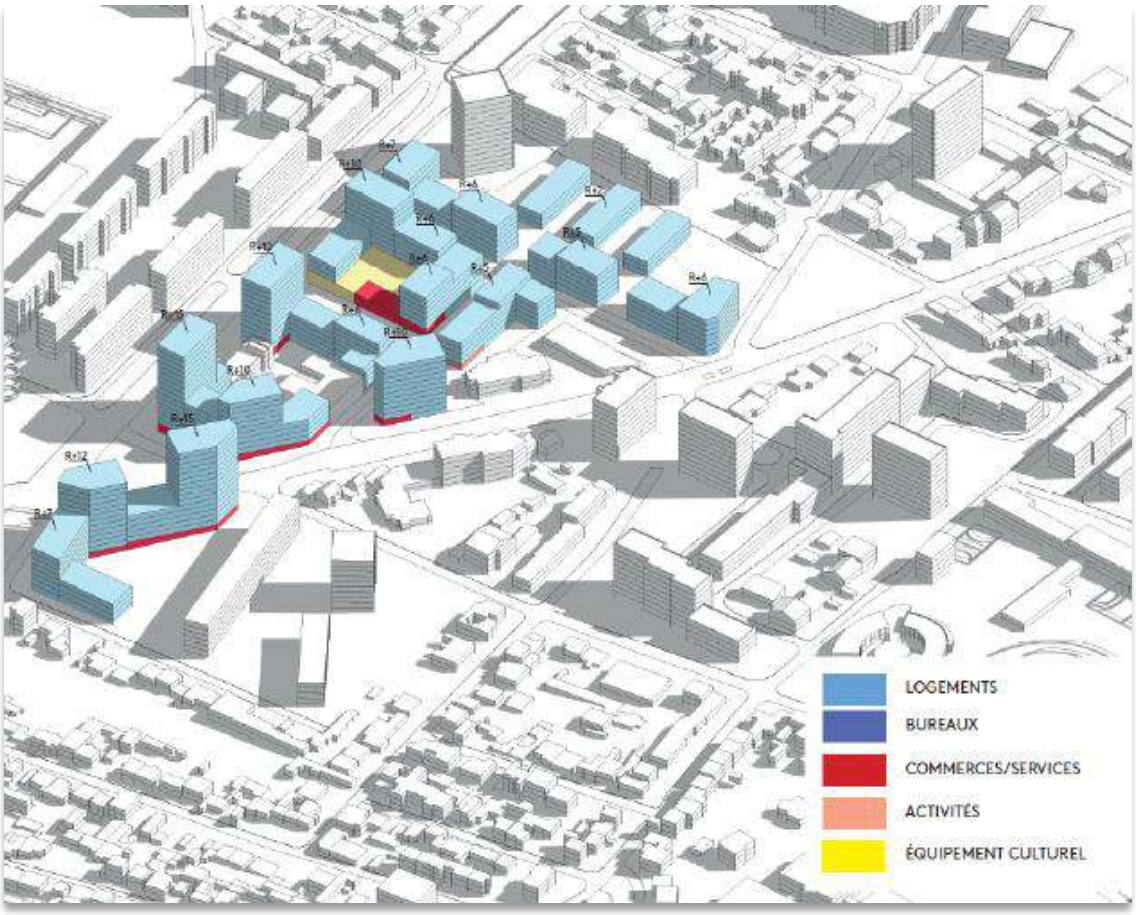
SCENARIO 1

Le scénario 1 prévoit la création d'un mail paysager entre les ilots B et C. L'élargissement de la rue de l'Avenir, pour la création de ce mail, impacte l'emprise de l'ilot B (suppression de 615 m^2 d'emprise par rapport au premier scénario).

L'équipement culturel est ainsi placé sur l'ilot B en rez-de-chaussée, pour profiter du passage et de l'attractivité de ce mail piéton.

Aussi, la programmation de l'ilot E au sud du site est légèrement réduite, et l'une des deux émergences à R+15 est réduite à R+12.

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m^2 de logements (974 lgts) et 2 500 m^2 de commerces / services/activités, soit 61 000 m^2 de SDP au total (hors équipements publics).



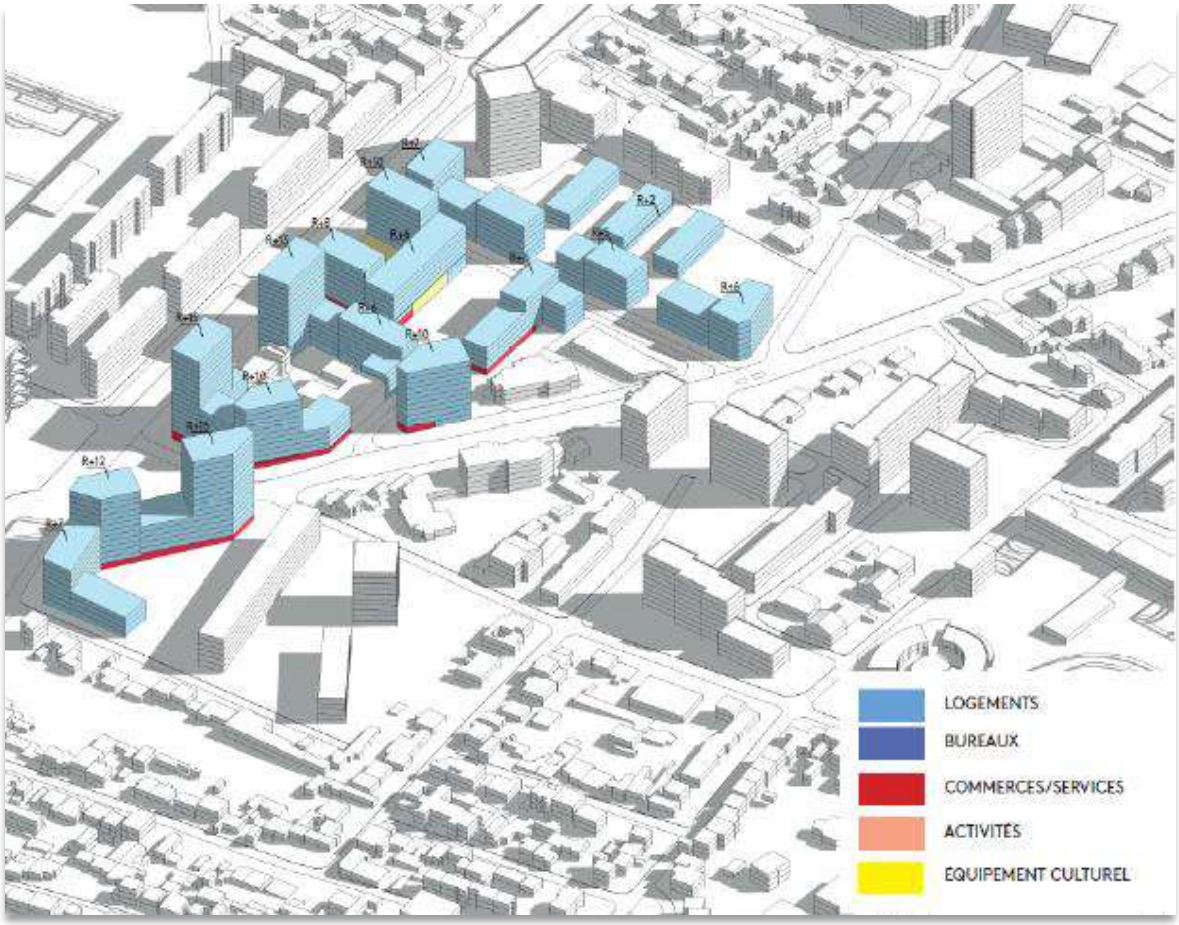
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SCENARIO 2

Le scénario 2 prévoit la création d'une place centrale piétonne, entre les ilots B et D. L'élargissement de la rue de la Réunion, coté Est, pour la création de cette place de 1800 m² impacte à nouveau l'emprise de l'ilot B (suppression de 1165 m² d'emprise par rapport au premier scénario).

L'équipement culturel est toujours placé sur l'ilot B en rez-de-chaussée, en s'ouvrant sur la place piétonne et sur l'avenue Gabriel Péri.

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 58 500 m² de logements (975 lgts) et 2 500 m² de commerces / services/activités, soit 61 000 m² SDP au total (hors équipements publics).



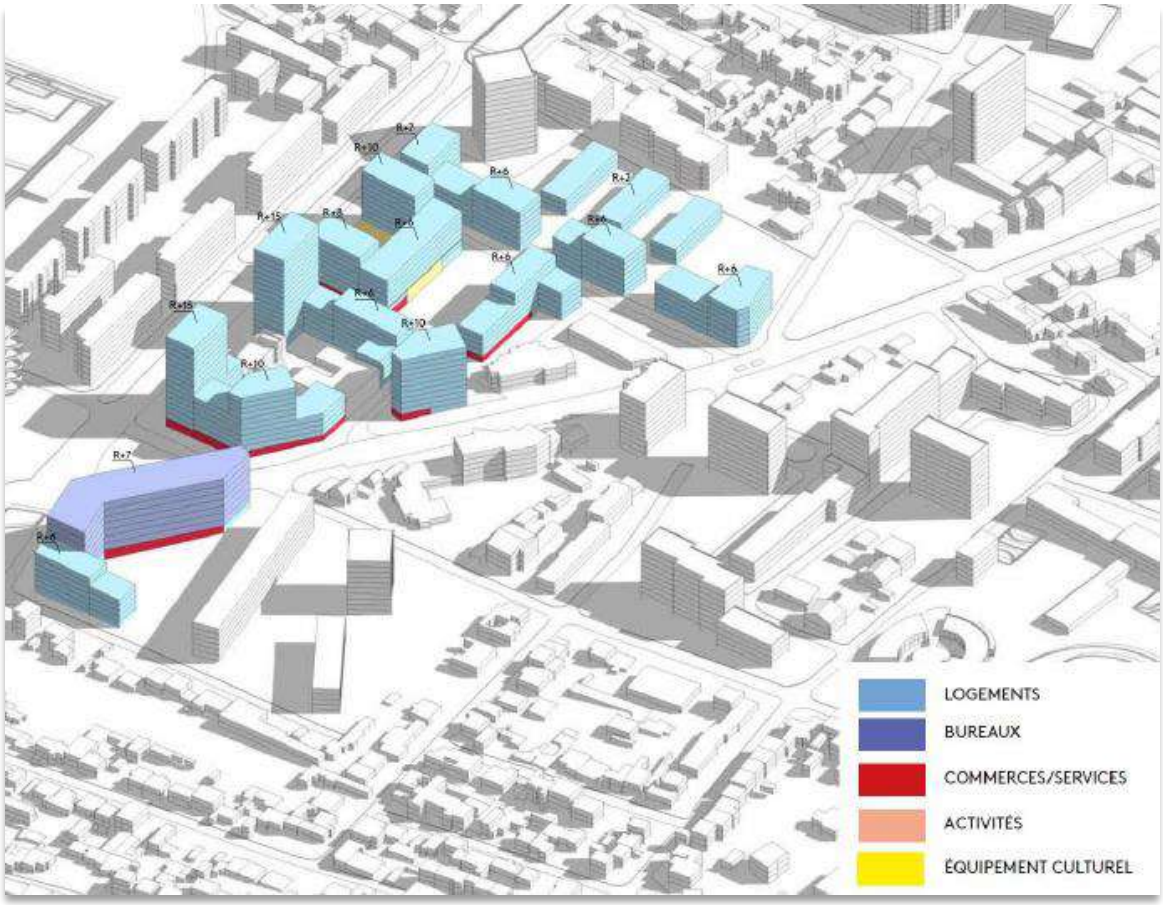
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SCENARIO 3

Le scénario 3 est une variante du scénario 2, avec pour seule modification la création d'un pôle de bureaux de 10 000 m² sur l'ilot E, en substitution des logements prévus initialement.

Les autres ilots sont très légèrement modifiés dans leur programmation, mais la forme urbaine est identique, hormis donc sur l'ilot E.

La programmation prévisionnelle de ce scénario prévoit la construction de 48 500 m² de logements (808 lgts), 10 000 m² de bureaux et 2 500 m² de commerces / services/activités, soit 61 000 m² SDP au total (hors équipements publics).



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Bilan des hypothèses de scénarii en 2018/2019

	ATOUTS	CONTRAINTES
SCENARIO 0	Moins de logements exposés aux polluants au nord du carrefour (comparé aux autres scénarios)	• Espace public du quartier avec peu de confort d'usage • Des prospects peu généreux qui peuvent entrainer un effet rebond des nuisances sonores • Un éclairement naturel qui risque d'être complexe sur l'îlot central • Un équipement culturel exposé aux polluants • Un projet économe en espaces publics
SCENARIO 1	• La trame viaire existante est conservée et seul l'îlot B est impacté par le mail • Espace public de qualité au coeur du quartier, permettant une traversée piétonne est-ouest • Libérer le sol en offrant de l'espace au pied d'un point haut à R+15 (îlot E)	• Un mail dans le sens de la pente (6 m de nivelé) • De nombreux logements mono orientés sur la départementale • Un mail, ouvert sur la départementale, laissant entrer le bruit, voire les polluants • Moins de possibilité d'aménagement d'espaces verts publics sur un mail que sur une place publique plus large. • Un éclairement naturel qui risque d'être complexe sur la place centrale, entourée de bâtiments au nord, sud et est.
SCENARIO 2	• La trame viaire existante est conservée et seul l'îlot B est impacté par la place • Un espace public de qualité au cœur du quartier, à l'écart des nuisances • Sur l 'ilot B, moins de logements directement orientés sur la départementale, dans une moindre mesure	• Place confidentielle offrant peu de visibilité • De nombreux logements mono-orientés sur la départementale • Une implantation de logement en « U » face à la départementale qui peut induire un effet d'encaissement des nuisances sonores, et qui génère un ensoleillement des logements complexe
SCENARIO 3	• Éviter de positionner des logements dans une situation peu confortable • Une véritable mixité fonctionnelle pour le quartier • Utiliser le levier que représente l'arrivée d'Ecotone pour dynamiser la programmation du projet Entrée de Ville • Moins de populations exposées aux nuisances • Des logements moins exposés aux polluants • Une place piétonne « préservée » des nuisances générées par l'avenue Gabriel Péri • Des percées visuelles sur la vallée (mais moins nombreuses)	• Des logements exposés aux polluants en entrée de tunnel et sur la place • Des logements exposés au bruit en front de la départementale et de l'avenue Gabriel Péri (d'avantage que dans le premier scénario) • Une implantation de logement en « U » face à la départementale qui peut induire un effet d'encaissement des nuisances sonores, et qui génère un ensoleillement des logements complexe

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

➔**Le scénario 3 était privilégié** étant donné qu'il répondait aux objectifs de construction de logements demandés à la Ville, tout en créant des espaces publics de qualité.

La répartition des principaux bâtiments et espaces publics permet de protéger les habitants et usagers du site des nuisances, tout en clarifiant les accès au site. La place piétonne présente l'atout principal de créer un espace public large et préservé des nuisances, en cœur de site.

La présence d'un îlot réservé aux bureaux, en entrée de site et à proximité du projet Ecotone, est également un atout pour le site.

Ce scénario était, parmi les scénarios étudiés en 2018/2019, le plus pertinent que ce soit sur le plan urbain, fonctionnel ou environnemental, mais n'a pas été retenu suite à de nouvelles orientations données au projet d'aménagement.

2- Evolution du parti d'aménagement et de construction sur le site, au regard des différentes solutions étudiées en 2018/2019 au fur et à mesure de la conception

Le scénario 3 privilégié a ensuite fait l'objet **d'évolutions à la marge** pour **améliorer la cohérence urbaine, architecturale, et paysagère et la prise en compte de l'environnement et la santé**. L'analyse des incidences faite dans l'étude d'impact a permis d'adopter des mesures dans la conception répondant plus précisément aux enjeux environnementaux identifiés.

- La surface de **l'équipement public culturel** initialement à rayonnement intercommunal a été **adaptée à un rayonnement communal**.
- La **programmation tertiaire sur l'ilot E** a été revue à la baisse afin **d'alléger la forme urbaine** du bâtiment de bureaux. La surface de bureaux est ainsi passée de 10 000 m² à **5 000 m² SDP et remplacée par du logement.**
- Aussi, la **programmation commerciale, de services et d'activités** a légèrement diminuée en raison de la réduction de la programmation globale.
- La **forme urbaine de l'ilot E a également été repensée** avec la création d'un élément marqueur en entrée de site, une émergence R+15. L'îlot E sera donc composé de ce volume repère, puis de bâtiments plus bas (R+7, R+3 et R+5), en lieu et place d'un long bâtiment homogène à R+7.

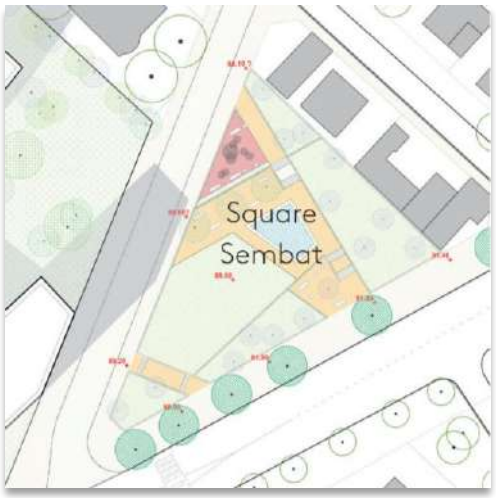
Îlot B

- Une seconde évolution du projet fut de **réduire d'un étage la hauteur** des deux émergences perpendiculaires à la rue Gabriel Péri, de part et d'autre de l'équipement culturel. Cette modification a pour but de **réduire l'effet d'encaissement des nuisances sonores** dans **l'ilot B**, en forme de « U ».

Square Sembat

- Enfin, il a également été choisi **d'intégrer le square Sembat dans le périmètre de réflexion** du projet, puisque profitant directement au quartier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



3- *Le scénario retenu en 2022 avant évolutions des ilots A et E*

En mars 2021, la nouvelle équipe municipale a souhaité donner de nouvelles orientations au projet d'aménagement, apportant ainsi les principales modifications suivantes :

- **Sur la programmation :**
  - *Construction de 800 logements familiaux ;*
  - *Un remplacement du programme tertiaire par 150 logements spécifiques ;*
  - *Un taux de logements sociaux réévalué, passant de 32% à 40% ;*
  - *L'implantation d'un équipement culturel qui s'adressait sur la place en cœur de quartier est à l'étude en dehors du secteur de l'opération de l'entrée de ville sud-ouest ;*
  - *Une extension de la crèche départementale existante ;*
  - *Stabilisation d'une programmation pour une ferme urbaine sur le quartier : 350 m² de ferme urbaine et un espace paysager de pleine terre et un potager de 1 500 m².*

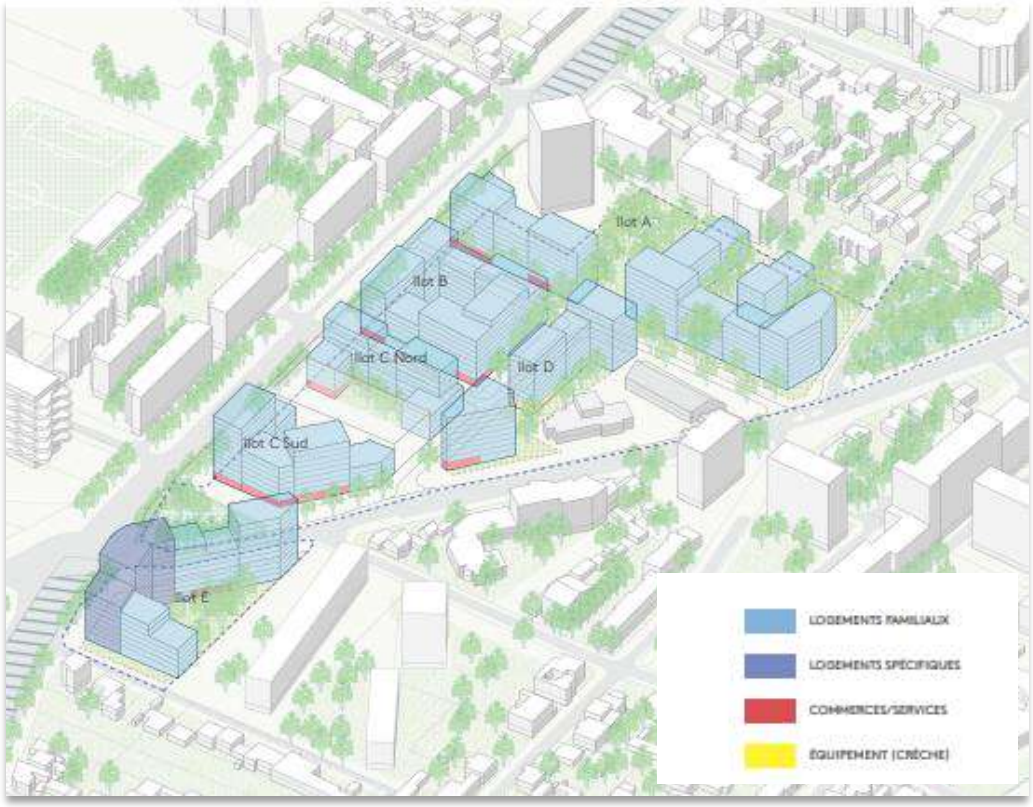
Ainsi, la programmation prévisionnelle prévoyait une surface de plancher totale de 56 835 m² au lieu des 60 050 m² envisagés en 2019/2020, dont 54 600 m² dédiés à une offre résidentielle.

- **En termes de formes urbaines et de structuration du quartier :**
  - *Un épannelage revu à R+7/R+8 en moyenne ;*
  - *Une conservation de la trame viaire existante ;*
  - *L'aménagement d'îlots plus fermés et un recul des bâtiments ;*
  - *Le développement d'un espace vert de loisirs récréatifs à destination des familles au niveau du square Sembat a été conservé ;*
  - *La transformation de l'espace central du carrefour Malleret Joinville (ouvrage routier situé à l'entrée de ville au sud du secteur) en un espace public, mettant en avant la place du végétal a été conservé ;*
  - *Une suppression du parvis en cœur de quartier devant accueillir l'équipement culturel ;*
  - *Piétonnisation de la rue de l'Avenir.*

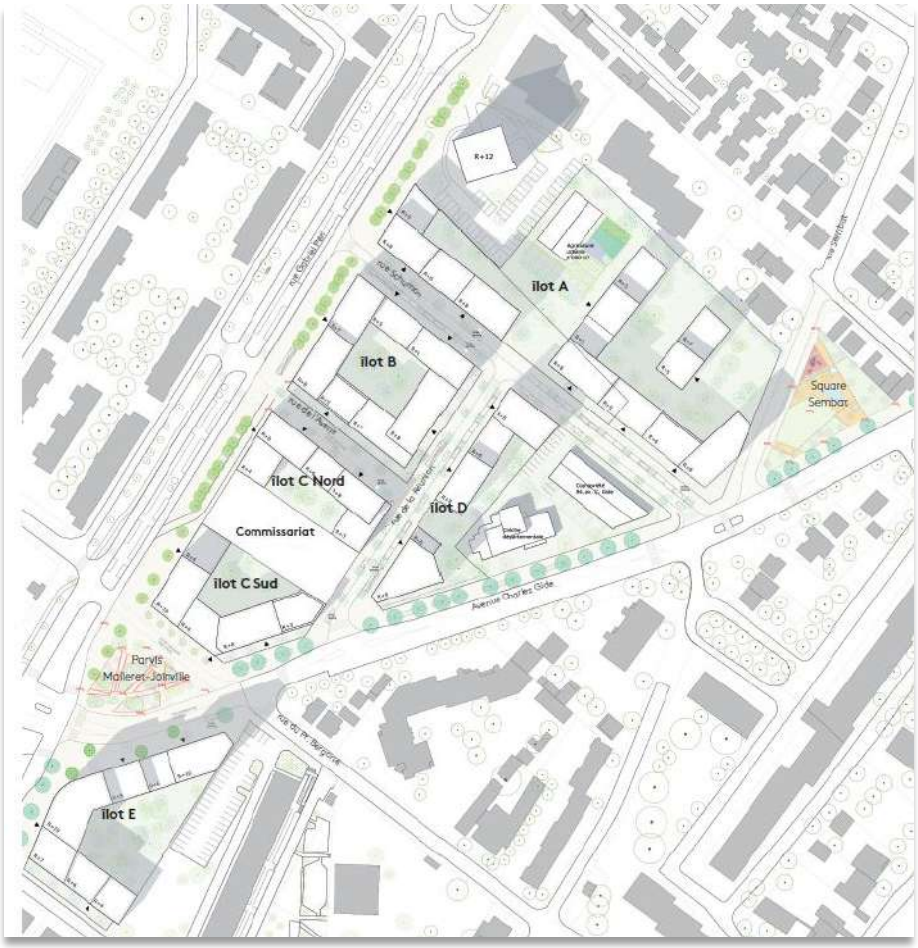
Le schéma viaire a également été légèrement modifié avec la modification du sens de circulation des rues Schuman et de la réunion. La circulation est maintenue sur la rue Sembat, tandis que la rue de l'avenir est piétonnisée.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre



Plan d'axonométrie du scénario retenu – avant évolution des ilots A et E– COBE, 2022



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Plan masse prévisionnel du projet – Source : COBE - avant évolutions sur les ilots A et E

4- *Dernières modifications de la programmation (2024)*

Ajustement du périmètre de l'ilot A dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle

Dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle, la **ville a intégré au périmètre initial une parcelle située au nord dudit périmètre**, à savoir la parcelle cadastrée section L n° 242 d'une **contenance de 1 406 m²,** afin de créer une **extension au projet d'espace vert pédagogique prévu sur l'ilot A.**

Ce projet prévoit la **réhabilitation d'une partie du bâtiment existant** pour créer un établissement dont l'activité type tiers lieu aura vocation à **accompagner et animer l'espace vert pédagogique** attenant. L'autre partie du bâtiment située le long de la rue Gabriel Péri, sera démolie pour y développer des logements.

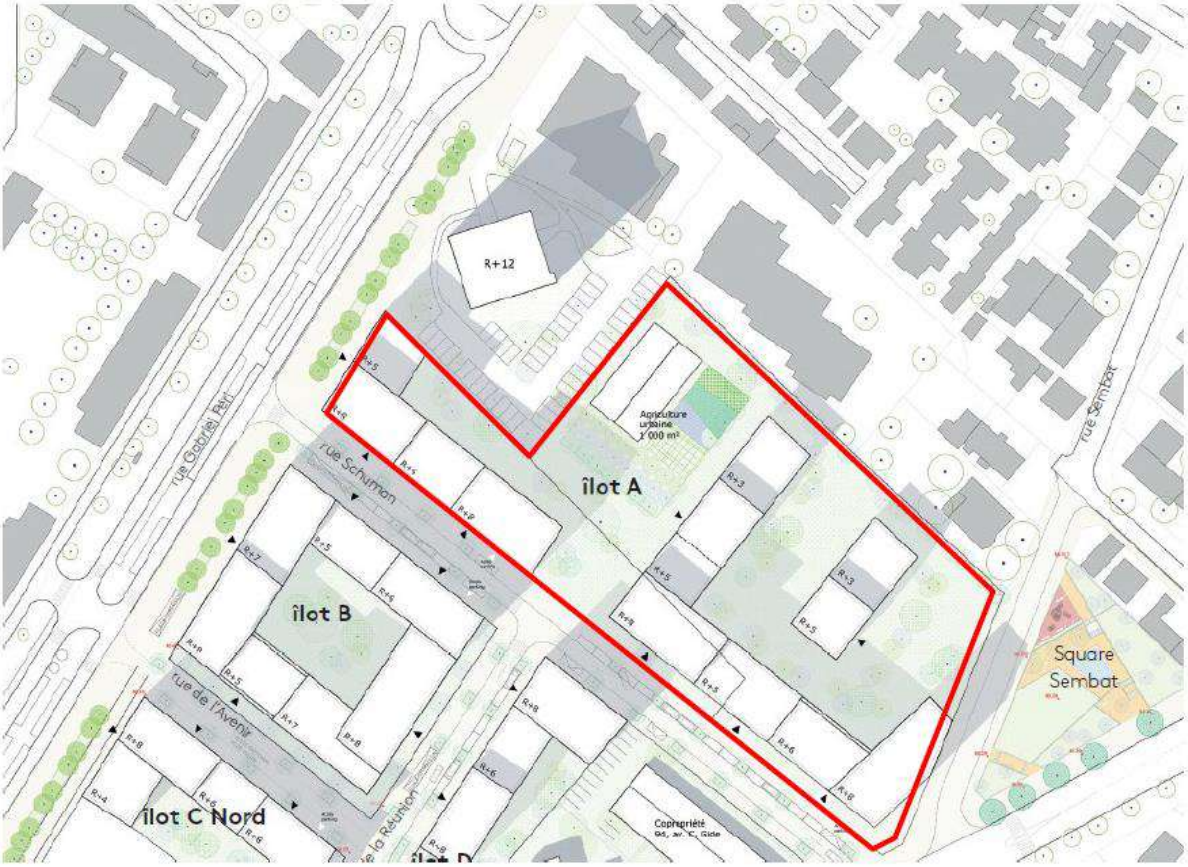
La programmation prévue sur la parcelle L242 :

Le volume du bâti existant en intérieur de la parcelle est **conservé et réhabilité**. Il accueillera une **programmation d'activité type tiers lieu** en lien avec **l'espace vert pédagogique** de l'ilot A (ateliers pédagogiques, espace de restauration, exposition, …)

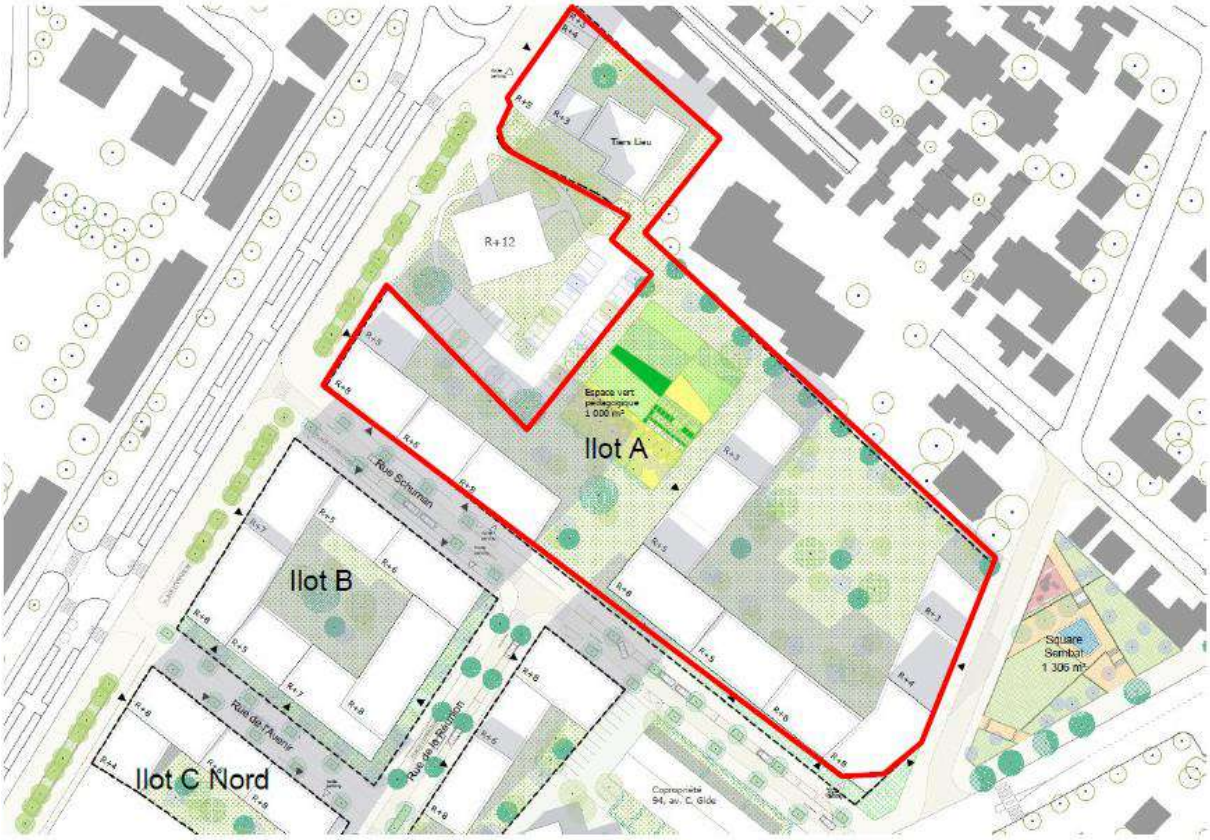
En front de rue, un **nouvel immeuble de 24 logements environ** d'une superficie d'environ **1540 m² sdp** sera construit en gradins du R+5 au R+3, respectant le front bâti sur rue et en permettant une **transition d'échelle graduelle entre les logements pavillonnaires et la tour**.

Conformément au PLU, il sera prévu 30% de logements locatifs sociaux, soit 8 LLS environ.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Focus du plan masse sur l'ilot A – Ancien projet 2022



Focus du plan masse sur l'ilot A – Projet actuel 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Modification de la forme urbaine de l'ilot A à la demande de l'Association Foncière Logement :

Dans le cadre des projets ANRU, des contreparties foncières sont transférées à l'Association Foncière Logement.

Au stade des études préalables, une emprise foncière a été identifiée pour permettre à AFL de réaliser un programme d'une vingtaine de logements autonomes, aussi bien en termes de fonctionnement (accès, stationnements, ...), qu'en termes d'autorisation d'urbanisme (emprises, surface de pleine terre, ...)

Le lot transféré à AFL était initialement prévu au cœur de l'ilot A (cf. les plans masses ci-avant). A la demande de l'AFL, cet immeuble a été déplacé le long de la rue Sembat, afin de permettre la réalisation d'un programme autonome en termes d'accessibilité.

Le plan masse du projet a ainsi évolué pour s'adapter à la demande de l'AFL.

Ajustement de la forme urbaine de l'ilot E dans le cadre de la définition du projet en phase opérationnelle :

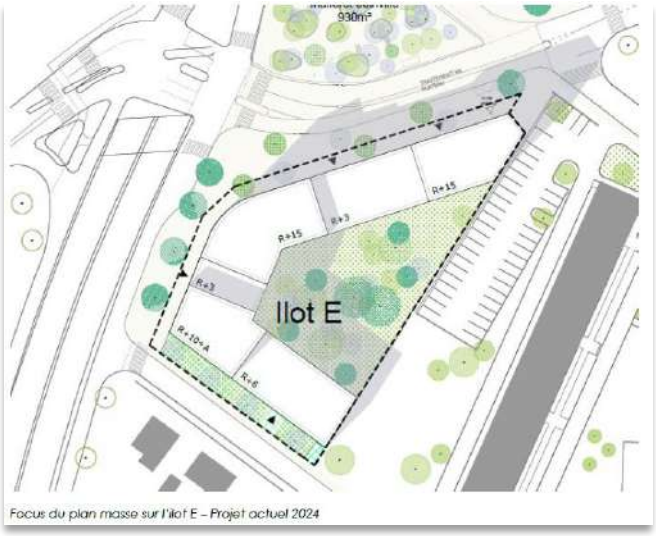
La programmation de l'ilot E a fait l'objet d'un approfondissement en phase opérationnelle. Le projet prévoit la programmation de 288 logements (contre 240 logements initialement) dont une résidence étudiante de 130 chambres, 158 logements familiaux allant du studio au T5, et un parking sous-terrain de 127 places, sur deux niveaux, accessible depuis l'avenue Charles Gide.

Un épannelage respectant l'environnement bâti avec la création de "maisons ateliers" avec jardins a été prévu sur l'impasse de la Villa Candiotti, pour une meilleure couture urbaine avec le bâti environnant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

La forme urbaine et les hauteurs de cette opération immobilière sont en cohérence avec la forme urbaine prévue initialement sur l'ilot E. Le traitement paysager et la végétalisation de l'architecture (toiture terrasse végétalisée, cœur d'ilot végétalisé en pleine terre) s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'opération d'aménagement et de l'OAP Ruban vert.



Focus du plan masse sur l'ilot E – Projet actuel 2024

L'élaboration de la programmation de l'ilot E en phase opérationnelle a permis de préciser le programme de constructions qui ne prévoit plus de commerce à rez-de-chaussée sur cet ilot. Les deux cellules commerciales identifiées sur l'ilot E représentant au total 330 m^2, ne seront donc pas réalisées.

Cette programmation est prévisionnelle et pourra être réadaptée en fonction de besoins identifiés lors de la phase opérationnelle.

5- *La programmation*

Le projet s'attachera à promouvoir la mixité fonctionnelle, en imaginant une programmation ambitieuse et innovante. Les futurs programmes prendront en compte les besoins et l'évolution des modes de vie.

Cette programmation fine prendra en compte la proximité des autres projets comme Ecotone et le pôle gare. Elle veillera par ailleurs à être cohérente avec la programmation existante aux alentours, comme le linéaire commercial du 162 rue Gabriel Péri à Gentilly, plutôt que de le concurrencer.

Le projet visera également à garantir les bonnes conditions de la mixité sociale et intergénérationnelle au sein du quartier. Il est recherché une diversité des typologies des logements à l'ilot. Chaque opération de logements locatifs sociaux comprendra du PLS, PLUS et PLAI.

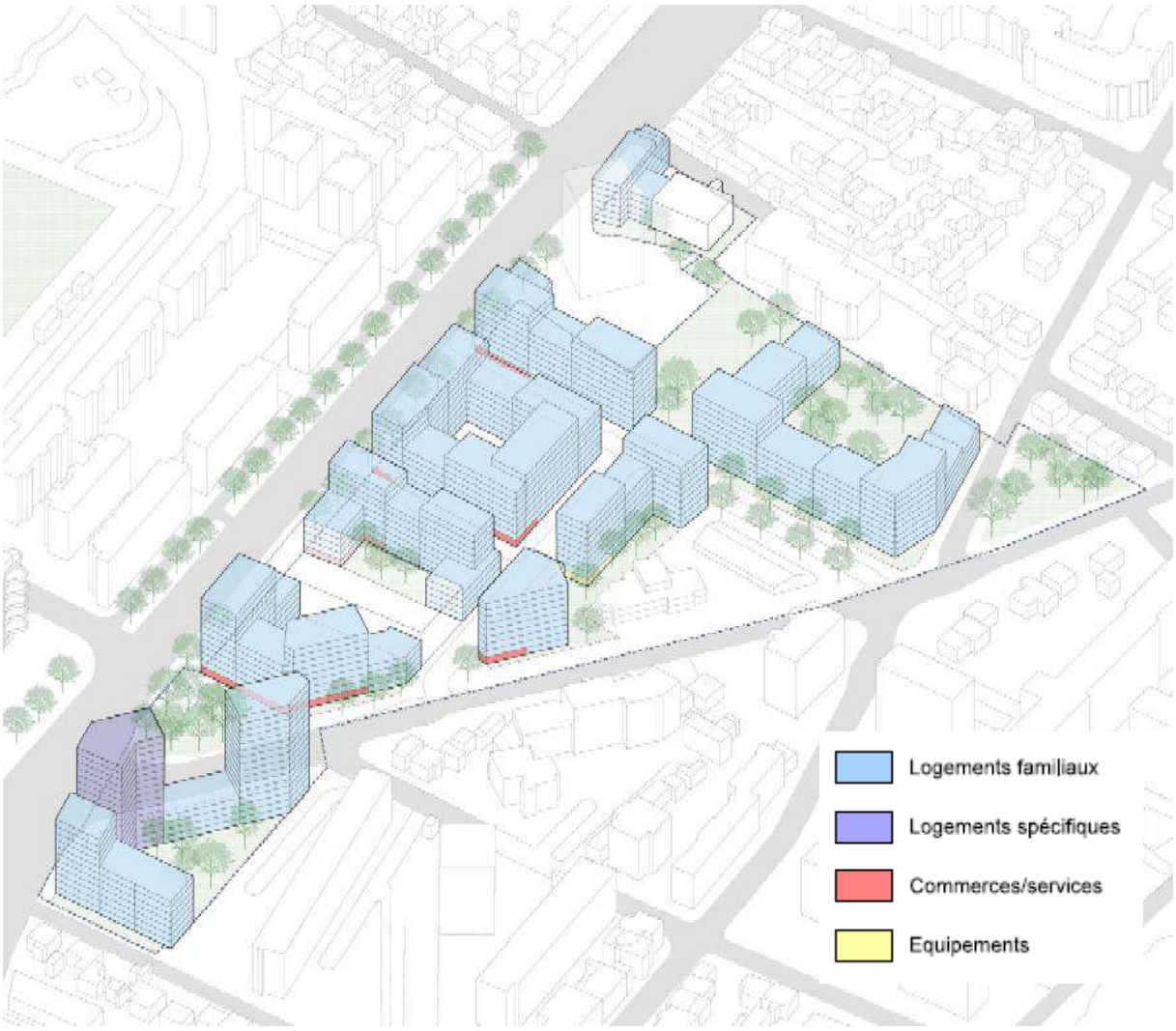
Finalement, le projet retenu prévoit la programmation prévisionnelle ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

Type	Nombre	m² SDP
Logements	1029 (899 familiaux et 130 spécifiques	59 029
Commerces et activités	10 cellules	2405
Equipement	Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)	230
Extension du Commissariat	1 extension	2 676
TOTAL		64 340

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

D) L'utilité publique du projet

1- *Les axes*

La requalification du site est fondée sur les axes suivants :

- **La création d'une nouvelle polarité urbaine** structurée autour d'une diversification fonctionnelle avec le développement d'une offre de logements résidentiels et étudiants, de linéaires commerciaux, services de proximité et d'équipements.

- **Un nouveau quartier à vocation principalement résidentielle** permettant de répondre aux enjeux régionaux de construction de logements. La construction de logements est une priorité pour le Kremlin-Bicêtre, non seulement afin de répondre à l'attractivité résidentielle et économique engendrée par l'arrivée de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly), aux objectifs fixés par le Schéma Directeur de la Région Île-de-France et la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, mais aussi et surtout, afin de répondre aux problèmes actuellement rencontrés par les Kremlinois en matière d'accès aux logements.

  De plus, pour répondre aux besoins de tous les ménages et encourager la mixité sociale, le projet porte la volonté de développer une diversité d'offre de logements tant concernant les statuts de commercialisation (logements sociaux, accession sociale, accession privée, locatif libre, habitat collectif alternatif, etc.) que des typologies de logements.

  A travers ces constructions, l'objectif est également d'assurer la mixité sociale et une répartition équilibrée du logement social à différentes échelles. A l'échelle du quartier, environ 36% de logements sociaux seront construits afin de permettre le renouvellement d'une offre sociale de qualité. En outre, la construction de logements privés permettra le rééquilibrage du logement social à l'échelle de la ville.

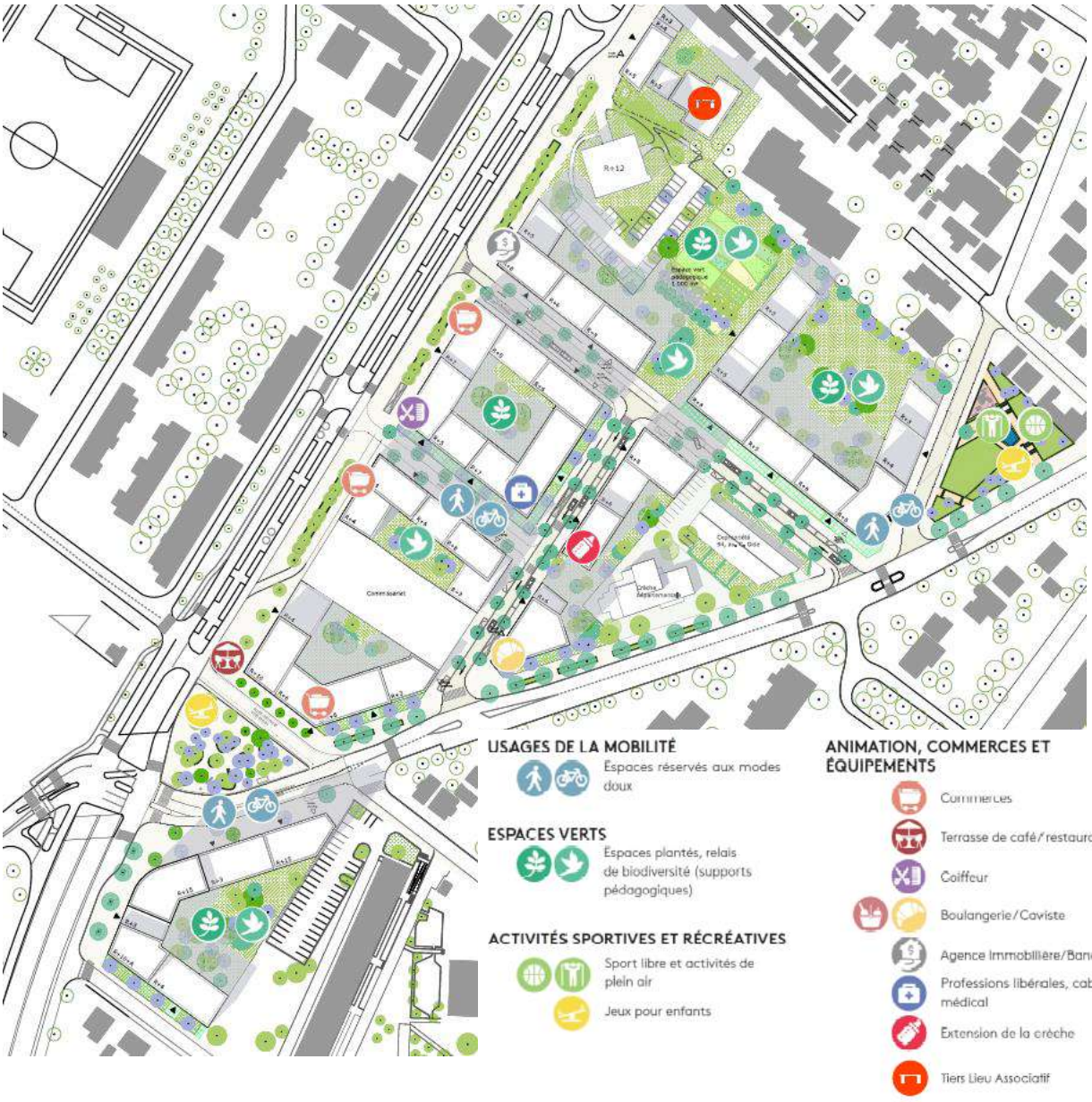
- **Le désenclavement du quartier** offrant des espaces publics de qualité, grâce à des mobilités facilitées en particulier les continuités et déplacements doux (cheminements piétons, cyclables, réseau de transports collectifs, intermodalité ...) notamment vers la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) située à 400 m du quartier vers les autres quartiers et transports de la ville, et vers les communes voisines. Les réflexions sur les déplacements vont être définies en lien avec le nouveau pôle intermodal de la gare qui va renforcer la desserte du territoire permettant ainsi d'améliorer les mobilités durables dans ces secteurs.

- **La création d'un quartier durable**, à forte ambition environnementale pour créer un projet exemplaire en matière de transition écologique et énergétique ; exemplarité concernant les constructions neuves (confort et santé des occupants, végétalisation de l'architecture, éco-construction ,etc.), réduction des déchets et de la pollution, gestion alternative des eaux pluviales, prise en compte de la biodiversité urbaine, encouragement à l'utilisation de modes de transports doux, production locale d'énergies renouvelables (le scénario de la création d'un réseau géothermique est privilégié), visant à diminuer la consommation d'énergies fossiles et à réduire les émissions de gaz à effet

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

de serre et de polluants atmosphériques, utilisation d'éco-matériaux, etc. Pour concrétiser cet engagement, la ville et l'EPT souhaitent s'inscrire dans la démarche **Eco Quartier.**

- Le site de l'EVSO est aussi le **point de départ de l'axe vert dit « le ruban vert »** du Kremlin-Bicêtre qui a pour but de relier la ville et ses différents quartiers à un axe structurant et un réseau d'espaces verts.



- **L'inscription dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU**. Le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) « Péri-Schuman-Bergonié » d'intérêt régional (PRIR) se superpose en partie avec le périmètre de l'opération d'aménagement de l'EVSO. Le protocole de préfiguration du NPNRU « Péri-Schuman-Bergonié » d'intérêt régional (PRIR) a été signé à l'automne 2016 et le conventionnement ANRU en juillet 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La stratégie de renouvellement urbain du NPNRU s'insère dans une mutation territoriale plus large compte tenu de l'arrivée prochaine du réseau du Grand Paris Express et de l'existence de nombreux projets avoisinants. L'objectif pour ce secteur, jadis isolé, dégradé et éloigné de toutes aménités urbaines en bordure d'autoroute est donc d'achever cette transformation, déjà engagée avec la couverture de l'A6b, afin qu'il participe de la nouvelle polarité urbaine et constitue un point de jonction et d'interface intercommunale.

2- Un bilan coûts / avantages positif

Le projet devrait avoir des incidences positives (⊕), des incidences négatives (⊖) et neutres (⊖) ont été anticipées vis-à-vis du projet, afin de mettre en place des mesures de réduction suffisantes et adaptées pour y pallier.

❖ Développement économique et social

⊕ Un renouvellement et un renforcement de l'offre en logements entraînant une progression démographique.

⊕ Une diversification de l'offre en logements pour assurer un rééquilibrage social.

⊕ Une programmation diversifiée pour améliorer la mixité des usages La création d'une offre commerciale sur le secteur.

⊕ La création d'espaces publics favorisant l'animation du secteur.

⊕ Un rééquilibrage territorial au niveau des commerces, activités et services.

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensations intégrées au projet	Coût des mesures
⊖ Des équipements conservés, réhabilités ou agrandis	/	/
⊖ La suppression et le remplacement du city stade	COMPENSATION : Création d'un espace vert récréatif et de loisirs	A évaluer par MOEu
⊖ Une hausse de la demande en équipements scolaires du fait de l'arrivée de nouveaux habitants sur le quartier	REDUCTION : Réhabilitation des groupes scolaires du secteur	A évaluer par la commune
⊖ Des relogements prévus pour les logements sociaux démolis	COMPENSATION : Relogement pérenne des habitants des logements sociaux démolis	A évaluer par les bailleurs concernés
⊖ Des compensations prévues pour les logements individuels démolis	COMPENSATION : Indemnisation des propriétaires des logements en cas d'expropriation	A évaluer dans le cadre de la DUP
⊖ Un dérangement de la qualité de vie dans le quartier en phase travaux	REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux + mise en place d'un projet de gestion annexé à la convention ANRU pour travailler avec les maitrises d'ouvrage sur une gestion adaptée en phase travaux	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€
⊖ Un fonctionnement du quartier perturbé durant la phase de travaux		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

❖ Transports et mobilités

⊕ Une mixité fonctionnelle au service de la « ville courte-distance », et donc de l'usage des modes doux.

⊕ Un usage accru des transports en commun favorisé par des espaces publics adaptés au confort des modes doux, en intermodalité avec la nouvelle gare Grand Paris Express.

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
⊖ Des places de stationnement qui devraient répondre aux besoins des nouvelles populations (direct / permanent / moyen terme)	/	/
⊖ Un projet peu générateur de flux, à la croisée de nombreux flux supplémentaires en lien avec les projets à proximité	REDUCTION à étudier : Mise à double sens de l'Avenue Malleret Joinville REDUCTION à l'étude : Allongement de la voie bus sur l'avenue Charles Gide REDUCTION : Des modes doux et alternatifs à la voiture favorisés, en lien avec la gare du Grand Paris Express	Coût des marquages et panneaux de signalisation et des feux tricolores éventuels (à évaluer par le service voirie) Coûts des aménagements des espaces publics en faveur des modes doux par la MOEu
⊖ Des flux supplémentaires à prévoir en phase travaux	REDUCTION : Application d'une charte de chantier à faibles nuisances et définition d'itinéraires adaptés en phase travaux	Elaboration et suivi pendant les travaux : 50 à 70k€

❖ Cadre de vie

PAYSAGE

⊕ Une requalification permettant de réaliser de véritables continuités paysagères.

⊕ Une création d'espaces végétalisés riches et diversifiés.

⊕ Renforcement de la trame arborée globale du secteur.

⊕ Une valorisation paysagère de l'espace public et des modes doux confortés.

⊕ Une prise en compte de la topographie caractéristique du site et une valorisation des vues paysagères.

⊕ Un aménagement de noues végétalisées venant diversifier les ambiances paysagères.

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
⊖ Préservation de la structuration urbaine existante	/	/

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⊖ Un abattage d'arbres ponctuel	COMPENSATION : Replantation d'arbres REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : Parc, jardin, plantation : 34 euros/m² HT Talus planté : 50 euros/m2 Arbre environ 44 €/u Abatage d'arbre en moyenne 450 € Prairies : Entre 100 et 400 e€/ ha Semis prairie fleurie : 3 €/m2 Strate basse 14 €/m², Massif arbustif 15 €/m² Bosquets couvre sol + friche = 22,73 €m Noue : environ 39,20/ m²
⊖ Une évolution progressive des ambiances paysagères du quartier	REDUCTION : Un renouvellement urbain qui modernise la perception du quartier REDUCTION : Une préfiguration de la requalification intégrant les habitants	Externalité positive du projet sans coût associé 10k€ à 30k€ selon les modalités de la participation du public retenues

PATRIMOINE ET FORMES BÂTIES

- ⊕ Entrée de ville retravaillée, support d'une image de qualité du Kremlin Bicêtre.
- ⊕ Une recomposition du quartier affirmant son urbanité et ouvrant de nouvelles continuités paysagères.
- ⊕ Un travail sur les hauteurs bâties permettant de limiter les ruptures d'échelle.
- ⊕ Une adaptation des façades bâties au contexte urbain environnant et une nouvelle interaction entre bâti et espace public.
- ⊕ Une diversification des formes architecturales venant moderniser le quartier.
- ⊕ Une réduction de l'emprise des parkings.
- ⊕ Une végétalisation du bâti venant diversifier et animer les paysages urbains.
- ⊕ Une animation du chantier préfigurant la requalification.
- ⊕ Une intégration des commerces dans la trame architecturale bâtie.

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
⊖ aucun effet sur le patrimoine bâti inscrit et classé du quartier	/	/
⊖ une densification pouvant altérer les paysages du quartier	REDUCTION : Développement et diversification des espaces verts du quartier REDUCTION : Une nouvelle structuration du bâti qui tend à limiter les ruptures paysagères	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts Pas de surcoût associé
⊖ Une démolition de bâtiments existants sur le site,	EVITEMENT : une conservation de certains éléments bâtis dans le projet	Economie des coûts de démolition/reconstruction des

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

d'intérêt paysager modeste		éléments conservés à estimer par les MOE

❖ Biodiversité

- ⊕ Un renforcement du potentiel écologique du site dans un contexte urbain contraint, l'inscrivant dans les continuités locales
- ⊕ Des plantations d'arbres venant renforcer la trame arborée du site
- ⊕ Une augmentation de la diversité floristique et une diversification des habitats
- ⊕ Une valorisation des espaces bâtis pour la biodiversité
- ⊕ Une mise en place de gîtes favorables à la biodiversité
- ⊕ Un projet qui améliore la porosité du secteur pour la biodiversité et donc qui limite les ruptures dans les continuités écologiques
- ⊕ Une gestion alternative des eaux pluviales venant aménager de nouveaux espaces d'intérêt écologique
- ⊕ Un travail sur les pollutions lumineuses
- ⊕ Une sensibilisation aux enjeux de la nature en ville

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
⊖ un site marqué par les activités anthropiques	/	/
⊖ un risque de collision des espèces avec les véhicules motorisés identique	REDUCTION : aménagement de bandes végétalisées agissant comme des refuges pour la biodiversité	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts
⊖ Absence d'incidence sur le réseau Natura 2000	/	/
⊖ Un renouvellement urbain qui créé des pressions sur les habitats naturels	REDUCTION : Une diversification des espaces de nature et donc des habitats du secteur	Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts
⊖ Un abattage d'arbres d'intérêt pour l'avifaune et chiroptères	REDUCTION : Conservation et densification d'une partie de la trame arborée existante	Prix abattage : 400€ par arbre Prix plantation : entre 100€ et 1400€ en fonction de l'espèce et de l'âge de l'arbre (MOE)
⊖ Un risque modéré de collision avec les nouveaux bâtiments	REDUCTION : Une végétalisation des toitures REDUCTION : Une végétalisation des façades REDUCTION : Installation de nichoirs pour l'avifaune	Toiture extensive : 25-100€/m² Toiture semi-intensive = 100-200€/m² Toiture intensive = >200€/m² Mur végétalisé : 500 à 1200€/m² Environ 30€ par nichoir/gîte
⊖ Une altération et destruction potentielle d'habitats naturels, et destruction et perturbation d'individus	REDUCTION : Une charte chantier à faibles nuisances limitant les pressions sur la	Elaboration et suivi travaux : environ 50 000€ Elaboration et suivi travaux : environ 50 000€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

⊖ Un risque de dispersion d'espèces végétales exotiques invasives	biodiversité et le risque de dispersion d'invasives	

❖ **Santé urbaine et habitabilité du quartier**

RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
⊖ Un maintien du risque d'inondation par ruissellement des eaux pluviales	REDUCTION : Installation de toitures végétalisées	100€/m² pour une toiture extensive 200 à 300€/m² pour une toiture intensive
⊖ Un risque d'effondrement de terrains liés à la présence d'anciennes carrières souterraines sur le territoire du Kremlin-Bicêtre traité	EVITEMENT : Prise en compte des contraintes techniques liées au passage du tunnel du métro 14 sous une partie du site	En cours de chiffrage
⊖ Un risque d'inondation par remontée de nappe qui se maintient	EVITEMENT : Prise en compte des contraintes techniques liées au passage du tunnel du métro 14 sous une partie du site	En cours de chiffrage
⊖ Une exposition aux risques industriels qui restera nulle	/	/
⊖ Une pollution des sols qui reste inexistante sur le site	/	/
⊖ Un maintien de l'exposition des populations au risque lié au transport de matières dangereuses par la route	/	/

NUISANCES

⊕ Des constructions neuves qui permettent un meilleur confort acoustique dans les logements.

⊕ Des bâtiments démolis qui ne seront plus exposés aux nuisances sonores.

⊕ Une conception du projet comprenant l'aménagement d'espaces verts et de cœurs d'îlots propices à la création d'espaces de calme dans le quartier.

⊕ Amélioration à la marge de l'ambiance sonore au droit du barreau nord du carrefour Malleret-Joinville grâce à la fermeture de la circulation.

⊕ De nouveaux logements qui limitent la concentration des polluants à l'intérieur des bâtiments.

⊕ Une reconfiguration du quartier à proximité d'une gare Grand Paris Express, qui favorisera l'intermodalité modes doux / transports en commun et réduira les émissions induites par les déplacements.

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⊖ Un projet d'aménagement qui n'a pas d'incidence notable sur les ambiances sonores futures	/	/
⊖ Une qualité de l'air non altérée par les mobilités induites par le projet d'aménagement	/	/
⊖ Un équipement sensible qui demeure exposé à des concentrations de polluants en dessous des seuils règlementaires	/	/
⊖ Une augmentation de la population dans un quartier exposé aux nuisances sonores routières	REDUCTION : Une isolation des bâtiments en fonction de leur exposition REDUCTION : Fermeture du barreau Bergonié et aménagement d'un parvis (scénario à confirmer) REDUCTION : Passage à 30 km/h sur les voies internes et des rues en sens unique REDUCTION : Une conception qui diminue l'exposition des habitants face aux nuisances sonores	Prix moyens des isolants : - Laine de verre : 16€/m² - Fibre de bois : 40€/m² - Isolant naturel : 25€/m² - Polystyrène : 18€/m² - Isolant mince : 9€/m² - Pose d'une isolation phonique : 33€/m² Démolitions de voiries : - Chaussées / trottoirs : entre 25 et 30€/m3 Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Strate basse : 14€/m² - Massif arbustif : 15€/m² - Arbre : environ 44€/unité Création de trottoirs en pavés : environ 150€/m² Panneaux signalisation zone 30 : environ 160€/unité Création de voiries : entre 20 et 250€/m3 Arbres : environ 44€/unité Aucun coût sur la disposition des logements
⊖ des nuisances sonores à prévoir en phase travaux	REDUCTION : Maîtrise des nuisances liées aux chantiers	Suivi du chantier : entre 50 et 70 000€ environ selon la durée
⊖ Une augmentation de la population exposée à des émissinos de polluants	REDUCTION : Des dispositions constructives qui limitent l'exposition aux polluants REDUCTION : Une programmation en faveur des circulations douces et de la préservation de la qualité de l'air en cœur de site	Coût actuel global de la rénovation : 400€ TTC/m² Coûts généraux pour la plantation d'espaces verts : - Terre végétale : 35€/m3 - Prairies : entre 100 et 400€/ha - Arbre environ : 44€/unité - Création de trottoirs pavés : environ 150€/m²
⊖ des travaux sources d'altération de la qualité de l'air en phase travaux	REDUCTION : Maîtrise des pollutions de l'air en phase chantier	Elaboration de la charte et suivi pendant le chantier : 50 000 à 70 000€

❖ **Durabilité des ressources**

⊕ Zéro rejet pour les petites pluies, grâce à la mise en place de divers substrats perméables

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

⊕ Organisation d'une filière de récupération des biodéchets

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
⊖ Une conservation du système de collecte des déchets ménagers à ce stade mais la collecte enterrée partielle reste à être étudiée	/	/
⊖ Des besoins supplémentaires en eau potable à anticiper	REDUCTION : Mise en place de dispositifs permettant de préserver la ressource locale en eau	Système hydro-économe : de 25 à 50€ l'unité
⊖ Des effluents supplémentaires à gérer	REDUCTION : S'assurer de la capacité de collecte des réseaux d'assainissement et des usines de traitement	/
⊖ Une production de déchets supplémentaire liée à l'arrivée de nouveaux habitants et activités	REDUCTION : Sensibilisation des futurs usagers et entreprises REDUCTION : La gestion in-situ des biodéchets	Atelier de sensibilisation à la réduction des déchets : environ 350 € par atelier Le coût ne peut, à ce jour, être défini.
⊖ Une production de déchets à prévoir en phase travaux	REDUCTION : Application d'une charte chantier faibles nuisances REDUCTION : Des déchets de chantier triés REDUCTION : Rechercher l'équilibre déblai/remblai REDUCTION : Rechercher la mutualisation des déblais/remblais avec les chantiers alentours pour limiter les besoins de stockage et les flux pour l'évacuation La démarche de ré-emploi des matériaux et d'économie circulaire permet de récupérer les matériaux pour être recyclés et si possible ré-utilisé sur d'autres chantiers	-Elaboration et suivi travaux : entre 50 000€ et 70 000 € -Location benne de déchets : entre 200€ et 700€ par benne -Economies de transport et frais associés en fonction de l'équilibre des matériaux à apporter/évacuer (MOE) -Economies des coûts de location de bennes et de traitement des déchets (MOE)

❖ **Gestion de l'énergie et lutte contre le changement climatique**

⊕ Création d'une desserte énergétique en synergie avec les territoires voisins

⊕ Amélioration des performances énergétiques des nouvelles constructions

⊕ Réduction des besoins énergétiques en intégrant une conception bioclimatique du projet

⊕ Une végétalisation des espaces privés et publics permettant de lutter contre le phénomène d'ilot de chaleur urbain

⊕ Un développement de la nature en ville organisant la résilience du site face au changement climatique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

- Une stratégie de conception et d'aménagement bioclimatique favorisant le confort climatique des usagers
- Une introduction de matériaux biosourcés dans le principe constructif, qui contribue au développement d'une culture constructive plus sobre
- L'utilisation d'énergies renouvelables
- Un renouvellement du parc bâti qui améliorera les performances thermiques

Incidences négatives ou nulles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation intégrées au projet (ERC)	Coût des mesures
Une augmentation des consommations énergétiques liées à l'arrivée de nouvelles populations	REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	A évaluer par MOE
Une augmentation des besoins énergétiques durant la phase de chantier	REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier + une AMO environnementale sera en appui sur la constitution d'une charte chantier durable, dont l'application sera suivie attentivement	Définition et suivi : 50 à 70k€
Un projet qui engendrera des émissions carbone liées au fonctionnement du site	REDUCTION : Mise en place d'une stratégie de réemploi de matériaux issus des démolitions REDUCTION : Utilisation de matériaux biosourcés REDUCTION : S'engager dans une démarche de sobriété énergétique	10k€ à 20k€ pour une mission d'AMO réemploi Surcoût de la construction à définir Economies de consommation d'énergie
Des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre à prévoir en phase chantier	REDUCTION : Mise en place de dispositifs dans le but de réduire les consommations d'énergie sur le chantier	Dispositifs à encadrer par la charte chantier (entre 50k€ et 70k€)

➔**Le bilan coût / avantages du projet peut donc être considéré comme positif**.

Au vu de l'ensemble des éléments développés, GRAND ORLY SEINE BIEVRE sollicite l'organisation d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enquête parcellaire relative à cette opération sera ouverte en même temps que l'enquête préalable à la déclaration publique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

II. LE RECOURS A LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

Les possibilités d'acquisitions amiables arrivent à leur terme. La déclaration d'utilité publique est sollicitée pour poursuivre les acquisitions foncières engagées par l'EPFIF depuis 2009.

Conformément à l'article L1 du Code de l'Expropriation, « *l'expropriation, en tout ou partie, d'immeubles ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'à la condition qu'elle réponde à une utilité publique préalablement et formellement constatée à la suite d'une enquête et qu'il ait été procédé, contradictoirement, à la détermination des parcelles à exproprier ainsi qu'à la recherche des propriétaires, des titulaires de droits réels et des autres personnes intéressées* ».

En application de l'article L110-1 du Code de l'Expropriation, « l'*enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique est régie par le présent titre.*

Toutefois, lorsque la déclaration d'utilité publique porte sur une opération susceptible d'affecter l'environnement relevant de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, l'enquête qui lui est préalable est régie par les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier de ce code. »

Dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas sur les projets, telle que prévue aux articles L.122-1 et R.122-3-1 du code de l'environnement, la Ville du Kremlin-Bicêtre a sollicité une décision du préfet de région, autorité chargée de l'examen au cas par cas, sur la nécessité ou non de conduire une évaluation environnementale dans le cadre du projet en objet.

La décision de la DRIEAT porte obligation de réaliser une évaluation environnementale pour ce projet. L'enquête publique préalable à **la DUP dépendra donc du code de l'environnement**.

En application de l'article R112-4 du Code de l'Expropriation, « *lorsque la déclaration d'utilité publique est demandée en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages, l'expropriant adresse au préfet du département où l'opération doit être réalisée, pour qu'il soit soumis à l'enquête, un dossier comprenant au moins :*

1° Une notice explicative ;

2° Le plan de situation ;

3° Le plan général des travaux ;

4° Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;

5° L'appréciation sommaire des dépenses. »

La présente enquête publique étant relative à une opération d'aménagement susceptible d'affecter l'environnement, le dossier d'enquête devra alors contenir notamment le **bilan de la concertation**, **l'étude d'impact** du projet et **l'avis de l'autorité environnementale** (cf. l'article R123-8 du Code de l'Environnement).

Conformément aux article L131-1 et suivants et R131-14 du code de l'Expropriation, une **enquête parcellaire** peut être menée simultanément à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique.

Conformément à l'article R131-3 du code de l'Expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

1° Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

2° La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

Le plan parcellaire et l'état parcellaire seront actualisés avant le dépôt du dossier d'enquête parcellaire en Préfecture.

Concernant la parcelle cadastrée section L n° 191 :

La parcelle L191 appartient au bailleur Kremlin-Bicêtre Habitat. Cette parcelle est intégrée dans le périmètre de la DUP car elle sera acquise par le futur aménageur, mais ne sera pas intégrée dans l'enquête parcellaire car cette acquisition se fera à l'amiable.

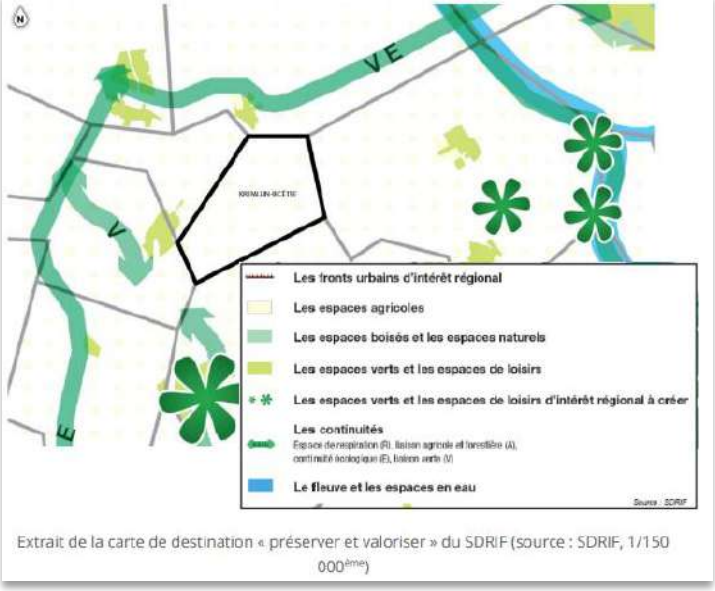
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

III. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

A) Le schéma directeur d'Ile-de-France (SDRIF)

Le SDRIF 2030 prévoit des objectifs en matière de mise en valeur des paysages. De manière générale, il fixe comme grands objectifs pour les espaces naturels :

- Protéger et valoriser les espaces naturels et mieux faire connaître les services écosystémiques qu'ils rendent à la ville et aux habitants,
- Valoriser les grands paysages d'Ile de France,
- Considérer la nature en ville comme un « partenaire » de développement et non une variable d'ajustement de l'extension urbaine,
- Favoriser le développement de jardins partagés et familiaux,
- Faire entrer la nature en ville.



Extrait de la carte de destination « préserver et valoriser » du SDRIF (source : SDRIF, 1/150 000ème)

Le SDRIF n'identifie aucune continuité verte, aucun espace boisé ou espace naturel ni espace vert et de loisirs au sein de la commune. Le Kremlin-Bicêtre est en effet constitué d'espaces verts de petite surface, qui ne sont donc pas pris en compte sur la carte du SDRIF, qui représente uniquement les espaces verts supérieurs à 4ha. Le parc Pinel constitue l'espace vert et de loisirs principal de la commune avec ses 1,6 ha, et 13 autres petits squares parsèment la commune du Kremlin-Bicêtre. Le site d'étude se situe néanmoins à proximité directe du parc des Coteaux, identifié au sud-ouest de la commune. Il s'agit d'un espace de nature de potentiel qui pourra être mis en lien avec le projet.

B) Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

❖ Le plan de zonage

L'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) par délibération du Conseil territorial du 26 janvier 2021.

Le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) a été arrêté par le Conseil Territorial du 17 décembre 2024. Il est soumis à enquête publique du lundi 12 mai 2025 au vendredi 27 juin 2025. Il est donc en attente d'approbation et n'est pas encore opposable.

La Ville du Kremlin-Bicêtre a approuvé la révision de son Plan local d'Urbanisme (PLU) au Conseil municipal du 17 décembre 2015 pour permettre la réalisation de son développement urbain à horizon 2030. Ses principaux objectifs sont l'augmentation de l'offre en logements, le développement de nouvelles centralités, l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, l'amélioration du paysage urbain et l'adaptation des services publics et des équipements aux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

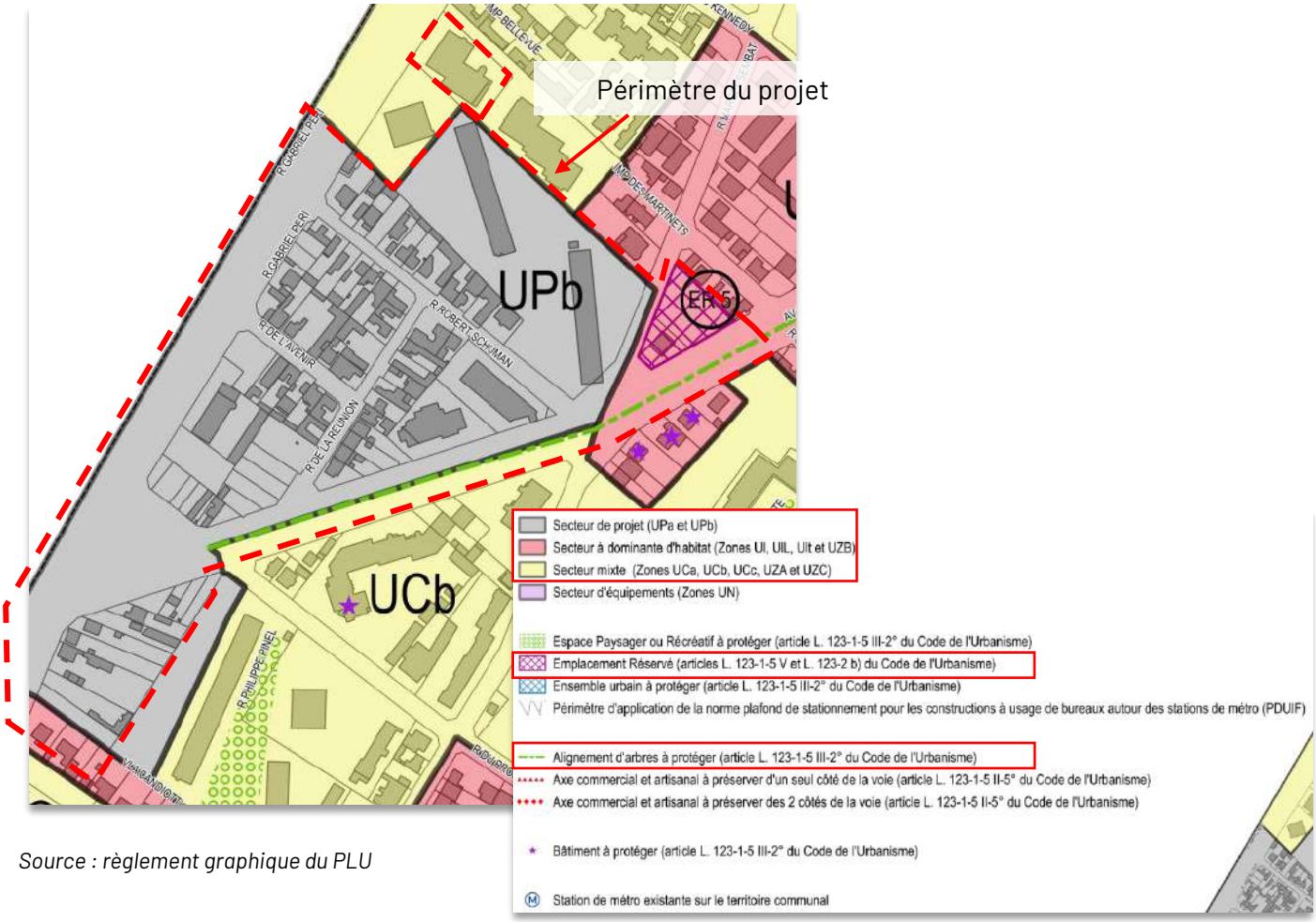
évolutions de la population et des pratiques tout en assurant une répartition plus équilibrée entre le Nord et le Sud de la ville pour une meilleure cohésion territoriale.

Le site du projet dispose d'un règlement spécifique (zone UPb) dans le PLU. Une partie du projet se situe également en zone / sous-secteurs Ui et UCb.

➔**La zone UP** est constituée de deux sous-secteurs UPa et UPb correspondant chacun à un **secteur de projet** spécifique faisant l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, et pour lesquels les dispositions réglementaires doivent permettre la mise en œuvre. Le sous-secteur UPb correspond à l'entrée de ville Sud-Ouest (OAP n° 1, voir ci-dessous).

➔**Le sous-secteur UCb** correspond à un **secteur à dominante d'habitat collectif hétérogène** avec des discontinuités liées à des équipements ou des espaces ouverts.

➔**La zone UI** correspond aux secteurs à dominante **d'habitat individuel** présents dans plusieurs endroits du territoire communal et pour lesquels les règles d'urbanisme favorisent une densification de façon maîtrisée, constituant une transition entre le tissu pavillonnaire traditionnel et le tissu d'habitat collectif.

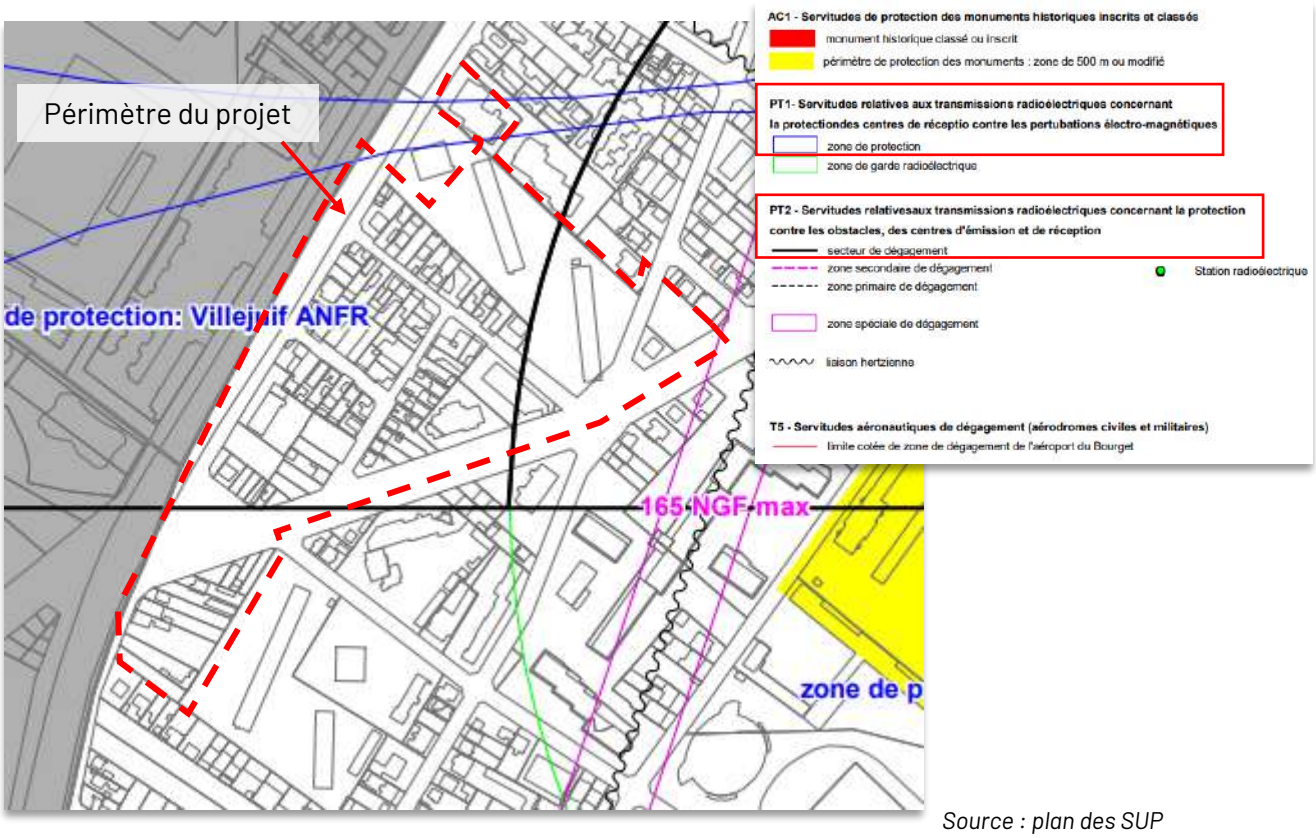


Source : règlement graphique du PLU

❖ Les servitudes d'utilité publique (SUP)

Le site du projet est concerné par les servitudes relatives aux transmissions radioélectriques (PT1 et PT2).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



Source : plan des SUP

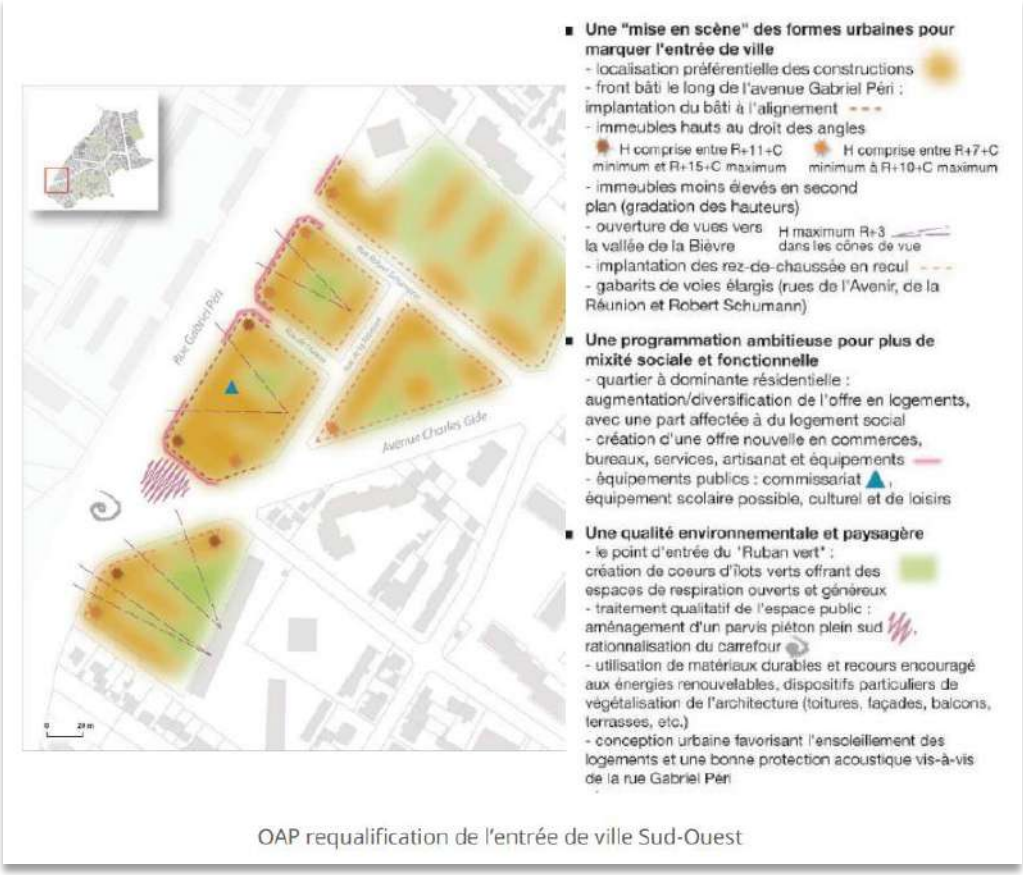
Aujourd'hui, le projet du DUP est incompatible avec le PLU actuel. Il sera compatible avec le PLUi. Le dossier de DUP sera donc déposé par l'EPT auprès de la Préfecture après approbation du PLUi prévue en fin d'année 2025 et son caractère exécutoire.

C) Orientation d'aménagement et de programmation (OAP)

Le secteur de l'EVSO fait l'objet d'une OAP « la requalification de l'entrée de ville sud-ouest en nouveau quartier durable ». L'OAP donne ainsi des premiers éléments de projet pour ce nouveau quartier en termes d'usages, de mixité sociale et fonctionnelle, mais aussi et surtout de qualité environnementale et paysagère.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

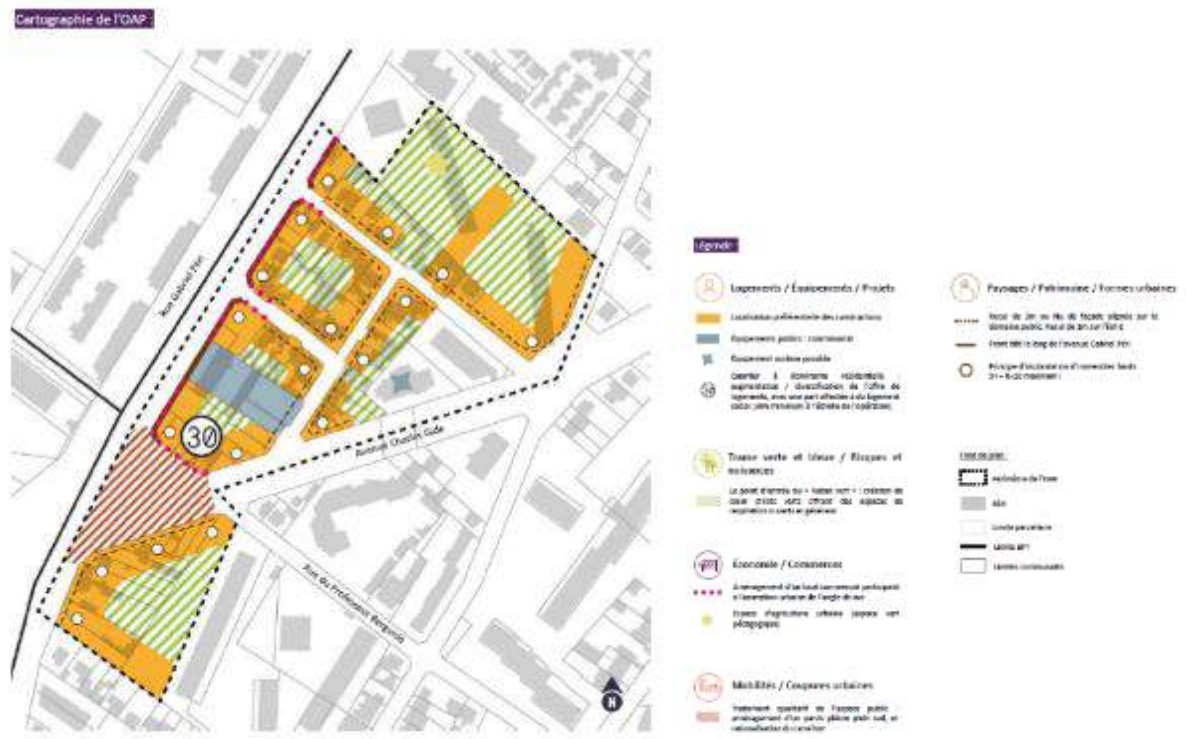
Le Kremlin Bicêtre



OAP requalification de l'entrée de ville Sud-Ouest

- **<u>OAP Entrée de ville sud-ouest du Kremlin-Bicêtre</u>**

<u>(Extrait du PLUI arrêté en décembre 2024, soumis à enquête publique)</u>

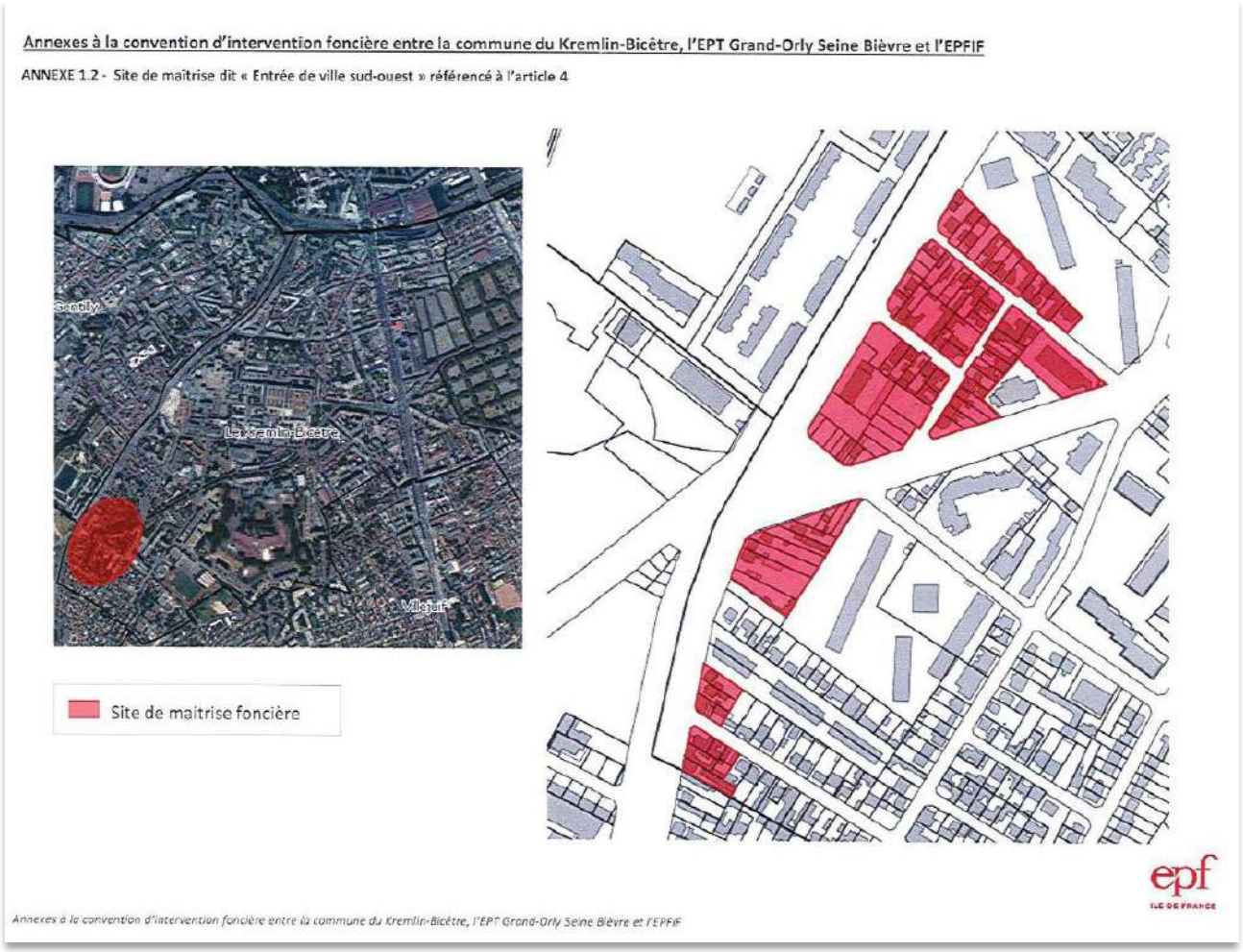


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

❖ Les secteurs d'intervention de l'Établissement public foncier d'Ile de France (EPFIF)

Entièrement urbanisée et densément bâtie, la commune présente encore quelques secteurs occupés par des bâtiments d'activité obsolètes et par de l'habitat peu dense ou dégradé, qu'elle prévoit de requalifier.

Souhaitant promouvoir un développement urbain équilibré associant logements privés, logements locatifs sociaux et petits programmes d'activité, la Ville et l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre ont sollicité l'EPFIF sur 4 secteurs stratégiques identifiés dont le secteur d'Entrée de ville sud-ouest, site du projet.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

IV. LE MAITRE D'OUVRAGE

La **commune du Kremlin-Bicêtre** est Maître d'ouvrage du projet d'aménagement du secteur de l'entrée de ville sud-ouest (EVSO).

La commune du Kremlin-Bicêtre fait partie depuis 2016 de **l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre**. Dans le cadre de la compétence aménagement, l'EPT assure le pilotage de l'opération.

Pour l'accompagner dans sa politique de renouvellement urbain et de densification maîtrisée, la municipalité a engagé, depuis 2009, avec l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, une convention avec l'EPF Ile de France et une politique de maîtrise du foncier ciblée sur plusieurs secteurs identifiés comme prioritaires à aménager, dont le secteur EVSO.

La déclaration d'utilité publique est sollicitée pour poursuivre les acquisitions foncières engagées par l'EPFIF depuis 2009.

La SPL Grand-Orly Seine Bièvre, une fois celle-ci désignée aménageur par le Conseil Territorial, sera le bénéficiaire de cette DUP. En effet, en application des dispositions de la concession, il est précisé qu'elle sera bénéficiaire de ces procédures, pour poursuivre les acquisitions déjà réalisées par l'EPFIF par voie d'expropriation si nécessaire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-086

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Aménagement – Dossiers d'enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire pour l'opération de renouvellement urbain de l'entrée de ville sud-ouest, demande de saisine du Préfet par le Président de l'Etablissement public territorial

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

L'Etablissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre et la Ville du Kremlin-Bicêtre ont engagé, depuis plusieurs années, un processus de renouvellement urbain des quartiers les plus fragiles au côté de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du 28 novembre 2022 et le Conseil territorial du 13 décembre 2022 ont approuvé la Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) du quartier "Péri Schuman – Bergonié". Le projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre s'intègre dans le périmètre plus large de l'opération d'aménagement Entrée de ville sud-ouest (EVSO).

Le secteur est principalement résidentiel et éloigné des centralités communales. La ligne 7 du métro se situe à 500 mètres et la ligne 14 à 400 mètres. Le projet prévoit la démolition de 190 logements, afin de construire des logements neufs permettant d'accueillir de futurs Kremlinois. La future programmation prévoit également l'implantation de commerces et de services en pied d'immeuble afin de créer une diversification fonctionnelle. Ce nouveau quartier a pour ambition d'être un quartier durable labellisé Écoquartier.
Pour mener à bien le projet de requalification de l'Entrée de ville Sud-ouest, il est impératif de procéder à la maîtrise foncière complète des parcelles du périmètre de l'opération. Pour ce faire, la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) dite Travaux est la procédure la mieux adaptée à cette problématique. Ainsi, la présente délibération sollicite la Préfecture du Val-de-Marne pour l'ouverture de l'enquête publique préalable à la DUP et à l'enquête parcellaire.

La procédure
Les collectivités territoriales peuvent demander le bénéfice d'une expropriation pour cause d'utilité publique, de terrains nus, d'immeubles bâtis ou de droits réels immobiliers. C'est une procédure à la fois administrative, relevant de la compétence du Préfet, et judiciaire, relevant de la compétence du juge de l'expropriation.
Pour engager la procédure, une délibération du Conseil territorial est nécessaire, mentionnant l'objet de l'opération et demandant l'ouverture de l'enquête conjointe préalable à la DUP et de l'enquête parcellaire. La présente délibération sera suivie par une délibération du Conseil territorial après l'approbation du PLUi fin 2025.

La saisine de M. le Préfet doit comporter deux dossiers distincts, annexés à la présente délibération :
- Un dossier d'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique
- Un dossier d'enquête parcellaire préalable à la cessibilité

La composition des dossiers est détaillée dans la notice explicative annexée à la présente délibération.

Le cadre réglementaire
La DUP Travaux est prévue et encadrée par l'article L.221-1 du code de l'urbanisme. Elle permet d'acquérir des immeubles ou des droits réels immobiliers nécessaires à la réalisation d'une opération déterminée.

Le projet de requalification de l'Entrée de ville sud-ouest est actuellement compatible pour partie avec le Plan Local d'Urbanisme en vigueur. Le projet de PLUI arrêté par le Conseil territorial le 17 décembre 2024 permettra de rendre le projet de requalification de l'Entrée de ville sud-ouest compatible avec le document d'urbanisme. L'approbation du PLUI étant prévue d'ici fin 2025, le dépôt du dossier de DUP Travaux auprès de la Préfecture sera réalisé après l'approbation du PLUi par le Conseil Territorial fin 2025.
L'enquête parcellaire a pour objet d'identifier précisément les propriétaires des parcelles ou lots à acquérir.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le périmètre du projet

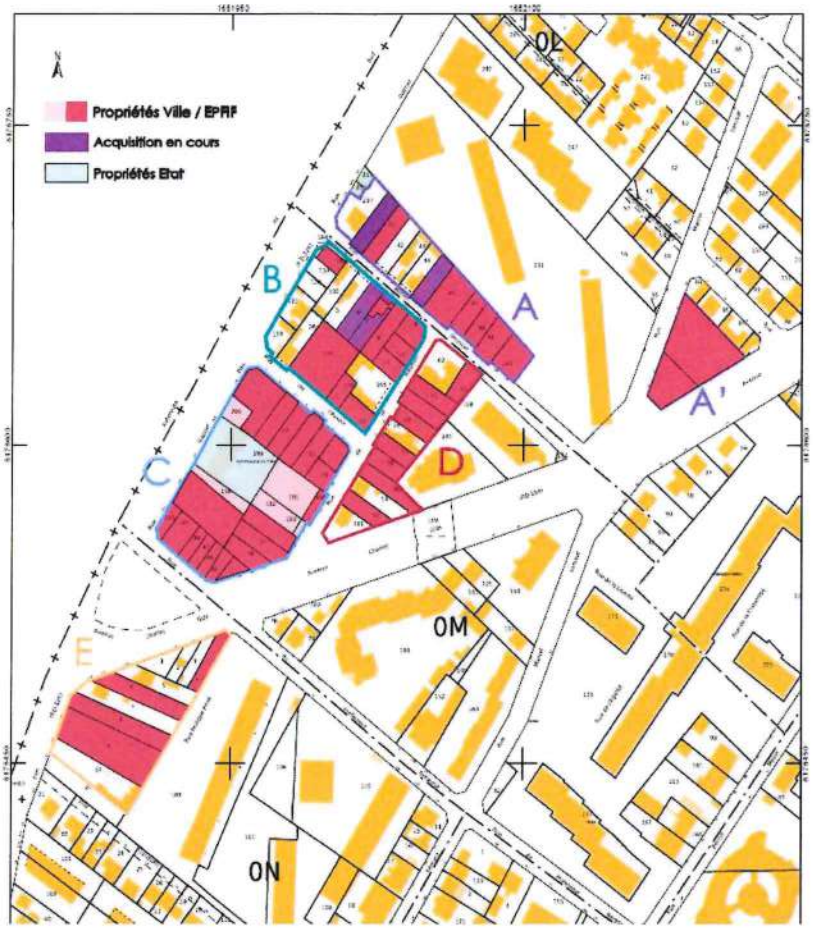
Domaine public (*commissariat, parcelles cadastrées section M n° 198, 199 et 200 ; crèche départementale conservée, parcelle cadastrée section M n° 180 ; parcelles cadastrées section L n° 233 et 231)*

Parcelles hors périmètre de DUP (*Copropriété Avenue Gide conservée, parcelles cadastrées section M n° 158 et 154).*

Les lots restant à acquérir

Engagée en 2009, la maîtrise foncière du périmètre de l'opération par l'EPFIF est très avancée. Les lots restants sont les points durs où le processus de cession/acquisition amiable est plus complexe, voire n'a pu aboutir jusqu'à présent, ce qui conduit à la mise en place de la procédure de DUP.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025



La SPL Grand-Orly Seine Bièvre, une fois celle-ci désignée aménageur par le Conseil territorial, sera le bénéficiaire de cette DUP. En effet, en application des dispositions de la concession, il est précisé qu'elle sera bénéficiaire de ces procédures, pour poursuivre les acquisitions déjà réalisées par l'EPFIF par voie d'expropriation si nécessaire.
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les dossiers d'enquête conjointe préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et d'enquête parcellaire pour l'opération de renouvellement urbain de l'Entrée de Ville Sud-Ouest, et d'autre part de demander la saisine du Préfet par le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L. 121-1 et suivants et R.121-1 et suivants,
Vu le Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2005, et révisé le 17 décembre 2015, et plus particulièrement les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°1 : « la requalification de l'Entrée de ville Sud-Ouest en nouveau quartier durable » et n°5 : « Le ruban vert »,
Vu la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre approuvée en Conseil municipal le 28 mai 2009 et prorogée par la convention d'intervention foncière en date du 8 mars 2021 entre l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et la commune du KREMLIN-BICETRE dont la régularisation a été autorisée :

- par le Conseil Municipal aux termes d'une délibération numéro 2020-159 en date du 17 décembre 2020,

- par le conseil de territoire de l'Etablissement Public Territorial GRAND-ORLY SEINE BIEVRE aux termes d'une délibération numéro 2020-12-15_2175 en date du 15 décembre 2020, transmise et reçue en Préfecture le 22 décembre 2020,
- et par le Bureau du conseil d'administration de l'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE aux termes d'une délibération n° B20-3-34 en date du 18 décembre 2020, exécutoire par suite de son approbation par Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France, 23 décembre 2020,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) valant zonage pluvial arrêté par le Conseil Territorial du 17 décembre 2024 rendant le projet de requalification de l'Entrée de ville sud-ouest, hors ilot E, compatible avec le document d'urbanisme
Vu le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique constitué conformément à l'article R112-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Une notice explicative
- Le plan de situation
- Le périmètre délimitant les immeubles à exproprier
- L'estimation sommaire du coût des acquisitions à réaliser

Considérant que le projet ainsi que son périmètre s'inscrivent dans les objectifs des OAP n° 1: « la requalification de l'Entrée de ville sud-ouest en nouveau quartier durable » et n°5 : « Le ruban vert » du Plan Local d'Urbanisme communal,
Considérant les objectifs de l'opération d'aménagement de l'Entrée de ville sud-ouest visant la création d'une nouvelle polarité urbaine structurée autour d'une diversification fonctionnelle avec le développement d'une offre de logements résidentiels et étudiants, de linéaires commerciaux, services de proximité et d'équipements.
Considérant la création d'un nouveau quartier à vocation principalement résidentielle permettant de répondre aux enjeux régionaux et communaux de construction de logements et à l'attractivité résidentielle et économique engendrée par l'arrivée de la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly),
Considérant l'objectif de répondre aux besoins de tous les ménages et d'encourager la mixité sociale en développant une diversité d'offre de logements,
Considérant le désenclavement du quartier offrant des espaces publics de qualité, grâce à des mobilités facilitées en particulier les continuités et déplacements doux notamment vers la gare Hôpital Bicêtre (Kremlin-Bicêtre – Gentilly) à proximité,
Considérant la création d'un quartier durable, à forte ambition environnementale pour créer un projet exemplaire en matière de transition écologique et énergétique, en lien notamment avec la trame des espaces verts du Ruban Vert
Considérant l'inscription du projet dans les grands enjeux du Projet de renouvellement urbain et de cohésion sociale de l'ANRU avec le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) « Péri-Schuman-Bergonié » d'intérêt régional (PRIR) qui se superpose en partie avec le périmètre de l'opération d'aménagement de l'EVSO.
Considérant que le recours à la procédure de Déclaration d'Utilité Publique – Travaux est nécessaire à la réalisation de l'opération de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'APPROUVER le dossier d'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique – Travaux et le dossier d'enquête parcellaire de l'opération de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest tels que joints à la présente délibération.

Article 2
DE DEMANDER au Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre de saisir Monsieur le Préfet du Val-de-Marne pour l'ouverture de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique – Travaux et de l'enquête parcellaire pour l'opération de renouvellement urbain de l'Entrée de ville sud-ouest.

Article 3
DE DEMANDER que la Déclaration d'Utilité Publique - Travaux et l'enquête parcellaire soient prononcées au bénéfice de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre, une fois celle-ci désignée aménageur par le Conseil territorial, qui mènera la procédure d'expropriation des lots occupés restants dans le périmètre de l'opération, le cas échéant.

Article 4
D'AUTORISER le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-086-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

EPT Grand-Orly Seine Bièvre

TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT

Opération Entrée de Ville Sud-Ouest au Kremlin-Bicêtre

Société Publique Locale
Siège Social Bâtiment Askia
11 avenue Henri Farman
943898 Orly Aérogare
Capital Social 225.000 euros
Immatriculée au R.C.S. Créteil B 932 194 335

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Transmis au représentant de l'Etat par le Concédant le :

Notifié par le Concédant à l'Aménageur le :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Entre

L'EPT Grand Orly Seine Bièvre, représenté par son président, M. Michel LEPRETRE, agissant en vertu de la délibération n°2022-05-24_2742 du Conseil territorial du 24 mai 2022, transmise au préfet du département le 31 mai 2022.

ci-après dénommée par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant ».

D'une part,

Et

La Société Publique Locale (SPL) Grand-Orly Seine Bièvre, société publique locale au capital de 225.000 Euros, dont le siège est situé Bâtiment Askia, 11 avenue Henri Farman, BP 748, 94398 Orly Aérogare cedex inscrite au RCS de Créteil n° 932 194 335, représentée par son Directeur général, Mathias DOQUET-CHASSAING, dûment habilité à cet effet par délibération de son conseil d'administration du 14 juin 2024, ,

Ci-après dénommée « le Concessionnaire» ou « l'Aménageur »

D'autre part.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

SOMMAIRE

SOMMAIRE 4

PARTIE I : 10

MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 10

ARTICLE 1. OBJET DE L'OPERATION 10

ARTICLE 2. MISSION DU CONCESSIONNAIRE 10

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE 12

ARTICLE 4. PILOTAGE, SUIVI ET GOUVERNANCE 12

4.1. Principes 12
4.2. Comité de pilotage 13
4.3. Comité technique 13
4.4. Les ateliers de travail 13
4.5. La selection des acquéreurs de droits immobiliers 13
4.6. Pilotage du NPNRU « Péri - Schuman Bergonié » 14

ARTICLE 5. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT ... 14

ARTICLE 6. PROPRIETE DES DOCUMENTS 14

ARTICLE 7. ASSURANCES 14

PARTIE II : 15

MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 15

ARTICLE 8. MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES .. 15

8.1. Acquisitions amiables 15
8.2. Droit de préemption 15
8.3. Mise en demeure d'acquérir dans le cadre du droit de délaissement des propriétaires de terrains situés dans le périmètre de la concession 15
8.4. Déclaration d'utilité publique - Acquisition des biens par expropriation 15
8.5. Suivi et contrôle des acquisitions foncières 16
8.6. Relogement des occupants 16

ARTICLE 9. PRESENTATION DES AVANT-PROJETS 16

ARTICLE 10. MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS ET MARCHES PAR LE CONCESSIONNAIRE 17

ARTICLE 11. EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPERATION 17

ARTICLE 12. INDEMNITES AUX TIERS 17

ARTICLE 13. MODALITES DE CESSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES 17

ARTICLE 14. REMISE DES OUVRAGES 19

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 15. ENTRETIEN DES OUVRAGES 20

PARTIE III : 21

MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 21

ARTICLE 16. FINANCEMENT DES OPERATIONS 21

ARTICLE 17. COMPTABILITE - COMPTES RENDUS ANNUELS 22

Le compte-rendu est soumis à l'organe délibérant de la collectivité qui se prononce par un vote. 22

ARTICLE 18. PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES 22

ARTICLE 19. GARANTIE D'EMPRUNT 23

ARTICLE 20. MODALITES D'IMPUTATION DES CHARGES DE L'AMENAGEUR 23

PARTIE IV : 25

MODALITES D'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 25

ARTICLE 21. EXPIRATION DE LA CONCESSION A SON TERME CONTRACTUEL 25

ARTICLE 22. RACHAT – RESILIATION – DECHEANCE – RESOLUTION 25

22.1. Résiliation amiable 25

22.2. Rachat – résiliation pour motif d'intérêt général 25

22.3. Résiliation pour faute - déchéance 25

22.4. Résolution et ou résilition du contrat en cas de redressement ou liquidiation judiciaire de l'Aménageur 25

22.5. Résiliation de plein droit 26

ARTICLE 23. CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT 27

23.1. Opérations de liquidation et imputation correspondante 27

23.2. Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement 27

23.3. Indemnités pour cessation anticipée de la concession d'aménagement 28

23.4. Modalités de règlement 29

23.5. Sort du « boni d'opération » 29

PARTIE V : 30

EXECUTION ET EVOLUTION DU CONTRAT 30

ARTICLE 24. PRINCIPES D'EXECUTION 30

ARTICLE 25. INTERETS MORATOIRES 30

ARTICLE 26. PENALITES 30

ARTICLE 27. PROPRIETE DES DOCUMENTS 31

ARTICLE 28. CESSION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT 31

PARTIE VI : 32

DISPOSITIONS DIVERSES 32

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 29. DOMICILIATION.....32
ARTICLE 30. INTERPRETATION 32
ARTICLE 31. DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONCEDANT 32
ARTICLE 32. REGLEMENT DES LITIGES.....33

PIECES ANNEXEES.....34

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Il A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

L'EPT Grand-Orly Seine Bièvre

L'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) comprend aujourd'hui 24 communes représentant 725 000 habitants dont la Commune du Kremlin-Bicêtre.

Ce territoire de la Métropole du Grand Paris (MGP) constitue le 2ème territoire le plus peuplé et le 1er en termes de superficie. Il s'agit également du 1er en termes de construction de logement et du 1er pôle d'emploi de la métropole. Il s'agit donc d'un territoire à fort enjeux métropolitains (économie productive de la vallée de la Seine, logistique fluviale, ferroviaire et routière, plateforme aéroportuaire, MIN de Rungis, etc.).

Dans les 20 prochaines années, les projets d'aménagement du territoire (Ivry Confluences, ZAC Thiais-Orly, ZAC des Ardoines, ZAC Campus Grand Parc, etc…) et le développement des lignes de transports collectifs structurants (ligne 14, ligne 15, Tramway T7, Tzen5, etc.) vont profondément changer la physionomie du territoire et vont participer à son dynamisme déjà engagé.

L'opération de restructuration urbaine du secteur « entrée de ville sud-ouest » de la commune du Kremlin-Bicêtre

Le Kremlin-Bicêtre est une commune limitrophe de Paris, située au nord de l'EPT GOSB. La ville du Kremlin-Bicêtre s'étend sur 154 hectares, compte environ 24 380 habitants (source INSEE, données 2021) et dispose d'une bonne desserte en transports en commun (réseau de bus et métro ligne 7), récemment améliorée par le prolongement de la ligne 14.

Près de 30% de la surface communale est occupée par de grandes emprises foncières (fort du Kremlin-Bicêtre, cimetière et hôpital), contraignant pour son développement urbain. Le secteur de l'OAP « entrée de ville sud-ouest » a ainsi été identifié dans le PLU révisé de la commune, comme le principal secteur stratégique pour mettre en œuvre les grandes orientations de la commune du Kremlin-Bicêtre.

Le périmètre de l'opération (annexe 1) englobe :

- Au nord-est, la parcelle L 242 (ancien ESAT) et la « résidence Robert Schuman ». Construite en 1957 dans le cadre du programme de logements « Million », la résidence regroupe 120 logements sociaux (275 habitants) répartis en deux bâtiments et présente aujourd'hui, malgré deux réhabilitations (1999, 2014/2015) un état de vétusté très avancé, comme l'atteste un audit mené fin 2014 qui juge son déclin irrémédiable ;
- Au sud-ouest, le carrefour Charles Gide - Gabriel Péri – Professeur Bergonié, future place et parvis d'entrée dans la commune ;
- Un vaste secteur pavillonnaire d'environ 70 logements, composé de maisons individuelles de qualité disparate. En effet la majorité des constructions sont en très mauvais état de conservation, certaines parcelles sont même à l'abandon.

Il s'avère que ce secteur souffre de nombreuses carences relevées dans plusieurs études et démarches de diagnostics successifs, soulignant que le quartier apparait cloisonné, excentré et peu qualifié, constatant qu'il est faiblement doté en services et équipements publics, et concluant sur le « décrochage » du quartier comparativement aux dynamiques communales et territoriales se caractérisant par une paupérisation croissante des habitants, cumulant difficultés économiques et sociales.

C'est ainsi que plusieurs actions ont été engagées ;

- La mise en œuvre d'un projet de restructuration, qui s'est concrétisé dans une OAP et qui a été conforté dans un ensemble de réflexions en 2023 ;
- La mise en place depuis plusieurs années d'une veille foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France ;
- Le classement dans le QPV « Péri – Schuman Bergonié » de la résidence Robert Schuman et la reconnaissance par l'ANRU du projet en PRIR, projet d'intérêt régional.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La commune souhaite réinvestir son entrée de ville avec un projet marquant et inséré dans son contexte urbain en transformant le secteur, et plus spécifiquement la cité Schuman. L'ambition du projet est de transformer un territoire relégué, pour qu'il devienne un lieu de polarité intercommunale maillée à son environnement urbain. Le projet de renouvellement urbain répond ainsi à une stratégie durable fondée sur des objectifs de mixité urbaine, sociale et fonctionnelle.

Les axes du projet et le programme peuvent être résumés ainsi :

- Création d'une nouvelle polarité urbaine structurée autour d'une diversification fonctionnelle sur le quartier. L'objectif est à la fois de développer une offre de logements et de créer une offre de linéaires commerciaux, de services de proximité et d'équipements, le tout réparti sur 61 664m² de surface de plancher (SDP), dont 2 635 m² de SDP uniquement pour les commerces et services ;
- Augmentation de l'offre de logement et la création d'une offre variée. L'offre de logement passera en effet, de 190 logements actuellement sur le secteur de projet (environ 70 logements dans le pavillonnaire et les 120 logements sociaux que constituent la résidence Schuman) à 1029 logements dont 130 logements spécifiques ;
  Pour répondre aux besoins de tous les ménages et encourager la mixité sociale, le projet porte la volonté de développer une diversité d'offre de logements tant concernant les statuts de commercialisation (logements sociaux, accession sociale, accession privée, locatif libre, montages innovants type BRS, logements spécifiques, etc.) que des typologies de logements. Pour assurer la mixité sociale, l'enjeu est également d'assurer une répartition équilibrée des logements sociaux au sein du projet ;
- Désenclavement du quartier par la requalification et la création d'espaces publics adaptés aux mobilités douces (cheminements piétons, pistes et voies cyclables, accessibilité aux réseaux de transports collectifs, facilitation des intermodalités, réflexion sur la reconfiguration du carrefour Malleret-Joinville en parvis paysager piéton, etc.), notamment vers la future station de la ligne 14 « Hôpital Bicêtre" », vers les autres quartiers de la ville, et vers les communes voisines ;
- Création d'un quartier à forte ambition environnementale, exemplaire en matière de transition écologique et énergétique. L'exemplarité est recherchée sur de nombreux points tels que les constructions neuves (confort et santé des occupants, végétalisation de l'architecture, écoconstruction, certificat NF Habitat HQE sur les logements et certificat HQE bâtiments durables sur le tertiaire, etc.), la réduction des déchets et de la pollution, la gestion alternative des eaux pluviales, la prise en compte de la biodiversité urbaine, l'encouragement à l'utilisation de modes de déplacement doux, l'utilisation d'éco-matériaux et la production locale d'énergies renouvelables visant à diminuer la consommation d'énergies fossiles et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, etc.
  Pour concrétiser cet engagement, la ville et l'EPT souhaitent notamment s'inscrire dans la démarche EcoQuartier, démarche pour laquelle une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage environnementale sera désignée.
  Il s'agit également de connecter ce quartier à un réseau de chaleur ayant recours à la géothermie. Sur ce volet de la géothermie, des études sont mises en œuvre avec le SIPPEREC pour la création d'un puits de géothermie sur la commune du Kremlin-Bicêtre. Le quartier EVSO sera relié au réseau de géothermie après les premières livraisons de logements (adaptabilité des immeubles déjà livrés prévue). Un square sera par ailleurs développé au nord-est du quartier pour y favoriser les usages récréatifs.
  De même pour favoriser ces usages et y développer du lien social entre la population en place et la population nouvelle, un espace d'agriculture urbaine sera développé au nord-ouest du quartier, au pied de la tour conservée du 135 rue Gabriel Péri.

Ainsi, au regard du contexte et de ses objectifs de l'opération, l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre a décidé :

- Par délibération du Conseil Municipal en date du XXX 2016, d'élaborer un projet de renouvellement urbain et d'organiser, pendant la durée de cette élaboration, une concertataion auprès des habitants, associations et autres personnes concernées
- Par délibération du Conseil territorial en date du 13 décembre 2022 d'approuver la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain du quartier « Péri - Schuman-Bergonié »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Par délibération du Conseil territorial en date du 24 juin 2025, de tirer le bilan de la concertation préalable au lancement de l'opération d'aménagement « Entrée de ville Sud-Ouest »
- Par délibération du Conseil territorial en date du 24 juin 2025, d'approuver les enjeux et l'objectif de l'opération « Entrée de ville Sud-Ouest », son périmètre, son programme et son bilan prévisionnel
- Par délibération du Conseil territorial en date du 24 juin 2025, de désigner la SPL Grand-Orly Seine Bièvre en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, en application des dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme et des articles L.1523-1 et suivants du code général des collectiviés territoriales, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Le programme global prévisionnel des équipements et constructions projetés à mettre en œuvre dans le cadre de l'opération d'aménagement est précisé à l'article 1 de la présente concession d'aménagement et détaillé en annexe 2.

La mission et la nature des tâches à réaliser par l'Aménageur pour la réalisation de ces programmes sont précisées à l'article 2 du présent contrat.

Il est par ailleurs précisé que la Collectivité s'est assurée de la compatibilité de son projet avec les documents d'urbanisme en vigueur sur le secteur concerné, ou à défaut déclare son intention de mettre en œuvre les procédures nécessaires pour que ces documents d'urbanisme permettent la réalisation du projet dans les conditions prévues et s'attachera à ce que l'opération reste compatible avec lesdits documents, le cas échéant modifiés ou révisés.

La présente concession d'aménagement est destinée à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'Aménageur réalisera ses missions, sous le contrôle de la Collectivité concédante. Les conditions générales du contrôle exercé par les collectivités actionnaires de la SPL Grand-Orly seine Bièvre sur celle-ci, de manière analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, sont définies par ailleurs dans les documents qui régissent le fonctionnement structurel de la société (notamment le règlement intérieur) et ne sont pas reprises dans la présente concession.

Il est ici précisé que l'aménageur s'engage, au titre du présent contrat, dans les conditions économiques et réglementaires existant à la date de signature de la présente concession.

La présente concession est menée au risque du Concédant, dans les limites et conditions définies au présent contrat.

Le contenu et les conditions de financement de l'opération sont susceptibles d'évoluer à la demande du Concédant ou sur proposition de l'Aménageur, dans le cadre d'un avenant au présent contrat.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PARTIE I :

MODALITES GENERALES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 1. OBJET DE L'OPÉRATION

1) En application de la réglementation en vigueur, et notamment des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme, ainsi que des articles L. 1523-1 à L. 1523-4 du code général des collectivités territoriales, et dans les conditions déterminées par la présente concession d'aménagement, la Collectivité transfère à l'Aménageur qui accepte, la réalisation de l'opération d'aménagement dite « Entrée de Ville Sud-Ouest », dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération du Conseil Territorial en date du 24 juin 2025.

Cette opération s'inscrit dans un périmètre figurant sur le plan joint en Annexe 1 des présentes.

Son aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions comprenant 46 290 m² de surface de plancher de logements et 2635 m² de surface de plancher de commerces.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la concession.

Le programme global de travaux de l'opération est détaillé en Annexe 2 et 3 de la présente concession.

Il détermine notamment la personne publique ou privée destinataire de l'ouvrage qu'il s'agisse de la Collectivité concédante, d'autres collectivités ou groupements de collectivités des concessionnaires de service public, ou d'associations syndicales ou associations foncières. Y figure l'accord de ces collectivités, groupements de collectivités ainsi que celui des concessionnaires de service public sur le principe de la réalisation de ces équipements, sur les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, sur leur participation au financement qui se fera dans les formes prévues au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et à l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales.

Si le programme des travaux ou ses conditions de financement tels que décrits en annexe 2, 3 et 5 venaient à être remis en cause du fait de la collectivité concédante ou des autres personnes publiques ou privées destinataires des ouvrages ou pour toute autre raison, un avenant interviendrait pour prendre acte de ces modifications et de leurs conséquences notamment sur le bilan financier prévisionnel.

ARTICLE 2. MISSION DU CONCESSIONNAIRE

En vue de la réalisation de sa mission, l'Aménageur prendra en charge les tâches suivantes :

1) **Acquérir** la propriété, à l'amiable ou par voie de préemption ou d'expropriation, prendre à bail emphytéotique ou à construction, les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, ainsi que les droits mobiliers compris dans le périmètre de l'opération, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération ;

Gérer les biens acquis et, le cas échéant, assurer le relogement des occupants de bonne foi, indemniser ou réinstaller les commerçants, artisans ou autres bénéficiaires de droits, les informer sur les différentes aides dont ils peuvent bénéficier ;

2) **Procéder à toutes études opérationnelles** nécessaires à la réalisation du projet, et notamment :

- Le suivi du plan d'organisation spatiale de l'opération,
- Les études opérationnelles nécessaires à toutes les actions de démolition, d'aménagement et de construction,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Toutes études qui permettront, en cours d'opération, de proposer toutes modifications de programme qui s'avèreraient opportunes, assortie des documents financiers prévisionnels correspondants ;
- Par ailleurs, l'Aménageur pourra en tant que de besoin être associée aux études relatives à l'adaptation du Plan Local d'Urbanisme qui pourraient avoir à être menées par la Collectivité pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement ;

3) **Démolir** les bâtiments existants dont la démolition est nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;

4) **Mettre** en état et aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité, ou aux autres collectivités publiques ou groupement de collectivités intéressés, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ;

5) De façon générale, **réaliser** tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération précisé en Annexe 2 de la présente convention, en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération figurant en annexe 5 ;

6) **Céder** les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs agréés par la Collectivité ; mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles ; organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs potentiels. Préparer et signer tous les actes nécessaires ;

7) **Négocier** toute convention permettant d'associer à l'opération les propriétaires compris dans son périmètre ;

8) **Assurer** l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération, et notamment :

- Associer la collectivité concédante ainsi que la Ville du Kremlin-Bicêtre à l'ensemble des décisions, lui apporter une information

régulière dans le cadre de comités de pilotage et en présentant un rapport d'avancement annuel de l'opération,

- Associer les collectivités au choix des opérateurs immobiliers dans les conditions définies à l'article 4 ,
- Désigner un représentant de l'aménageur référent qui devra assurer la liaison entre l'aménageur et les collectivités,
- assurer la coordination des différents opérateurs intervenant pour la mise en œuvre des éléments du programme de l'opération,
- assurer le suivi et la coordination de la réalisation des aménagements et équipements mis à la charge des bénéficiaires de cessions, locations, ou concessions d'usage des terrains aménagés,
- assurer les tâches de communication nécessaires à la conduite de l'opération d'aménagement,
- tenir constamment à jour, outre les documents comptables, des documents de gestion faisant apparaître les éventuelles difficultés et la situation de trésorerie ; négocier et contracter les moyens de financement les plus appropriés,
- d'une manière générale, assurer l'ensemble des études, les tâches de gestion et la coordination indispensable pour la bonne fin de l'opération, et assurer en tout temps une complète information de la Collectivité concédante sur les conditions de déroulement de l'opération.

9) **Etablir** les documents nécessaires à la clôture de la concession d'aménagement

Ces tâches pourront être modifiées et complétées par avenant au présent contrat pour tenir compte des évolutions apportées à l'opération d'aménagement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITÉ

La Collectivité concédante s'engage, pour sa part, à :

1) Mettre à disposition de l'aménageur l'ensemble des études déjà réalisées

2) recueillir l'accord des collectivités ou groupements de collectivités ainsi que celui ainsi des concessionnaires de service public, destinataires des équipements publics visés au programme joint en Annexe 2 sur le principe de la réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine telles que définies à l'article 14 ci-après et, le cas échéant, sur leur participation au financement ;

3) s'assurer de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

4) soumettre à l'approbation de son organe délibérant les dossiers relatifs aux procédures d'urbanisme et procédures diverses, nécessaires à la réalisation de l'opération ;

5) céder à l'Aménageur les terrains dont elle est propriétaire et qui sont nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement ;

6) réaliser ou faire réaliser les équipements spécifiques à l'opération mentionnés à l'annexe 4, qui ne sont pas confiés à l'Aménageur dans le cadre de la présente concession d'aménagement,; l'aménageur pourra demander à la collectivité concédante d'être consulté sur les avants projets avant leur approbation par les autorités compétentes, ainsi que sur les délais de réalisation prévisionnels ;

7) en tant que de besoin, mettre en place les moyens nécessaires pour que soient versées à l'Aménageur les subventions par les partenaires publics de l'opération (Etat, Région, Département, etc.) affectées spécifiquement à des actions réalisées par l'Aménageur dans le cadre de la présente concession, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et des deux derniers alinéas de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales ;

8) consulter le cas échéant l'Aménageur préalablement à la conclusion d'une convention de projet urbain partenarial prévue à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme et mettant à la charge d'un ou plusieurs aménageurs ou d'un et plusieurs constructeurs ou propriétaires une partie du coût de réalisation des équipements publics réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement ;

9) à prononcer la clôture de l'opération dans l'année suivant l'achèvement de la mission de l'Aménageur.

ARTICLE 4. PILOTAGE, SUIVI ET GOUVERNANCE

Le piotage de l'opération d'aménagement s'inscrit dans un cadre de gouvernance partenariale spécifique associant le concédant, la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'Aménageur.

4.1. Principes

Le Concédant et la Ville du Kremlin-Bicêtre seront associés aux instances et procédures de choix conduites par l'Aménageur, dans le respect des missions et des responsabilités de ce dernier, et dans les conditions précisées ci-après.

La périodicité des instances de pilotage définie ci-dessous pourra être modifiée d'un commun accord ou par décision du Concédant en fonction de l'avancement de l'opération.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

4.2. Comité de pilotage

Le pilotage stratégique de l'opération d'aménagement s'effectue dans le cadre d'un Comité de pilotage. Il est piloté par le Président de l'EPT ou son représentant, en partenariat avec le Maire du Kremlin-Bicêtre ou son représentant dans le respect de la coopérative de villes au sein du Territoire. Chacune des parties peut inviter toute personne qu'elle juge utile de consulter pour les besoins d'une réunion du Comité de Pilotage.

Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par an, la fréquence pouvant être augmentée à la demande des parties.

Les réunion du Comité de pilotage sont provoquées à l'initiative du Concédant qui en détermine l'ordre du jour et en assure la conduite.

4.3. Comité technique

Instance de pilotge opérationnel, le comité technique assure l'information régulière des partenaires sur l'avancée de l'opération et de ses différentes composantes. Il a pour objectif de permettre le suivi de l'avancement de l'opération de façon resserrée sur la réalisation du programme, le suivi des objectifs et enjeux urbains, architecturaux, environnementaux, le calendrier et le budget. Il permet d'identifier les points d'alerte et les actions à mener. Il prépare les arbitrages du comité de pilotage.

Sa fréquence s'adapte aux besoins de l'opération.

Il rassemble les services du Concédant et de la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'Aménageur.

4.4. Les ateliers de travail

Les ateliers de travail visent à privilégier le dialogue entre les différents partenaires – maîtres d'ouvrages – maîtres d'œuvres et différents intervenants concernés par le développement du site.

Conçus comme un outil de partenariat entre opérateurs, Aménageur, Concédant et Ville du Kremlin-Bicêtre, ils ont vocation à permettre de suivre les projets dans toutes leurs dimensions opérationnelles, y compris financières et favorisent la réflexion créative nécessaire à la réalisation de projets d'espaces publics et de projets architecturaux de grande qualité urbaine, architecturale et environnementale dans le respect du bilan de l'opération. Ils permettront également d'associer les futurs gestionnaires des sites dès la conception.

Pour chaque îlot à réaliser, le Concessionnaire, en coordination étroite avec le Concédant, organise des ateliers de travail avec les maîtrises d'ouvrages et les maitrises d'œuvre – notamment les architectes, les paysagistes, les BE environnement et les BET afin d'harmoniser la qualité architecturale et paysagère ainsi que les interfaces entre les différents projets. Il veille à associer toute personne jugée utile à consulter pour les besoins d'un atelier de travail, en particulier au sein des services des collectivités et concessionnaires.

Ces ateliers se dérouleront tout au long des phases de conception des projets et débuteront en amont des projets dès la phase de désignation des équipes de maîtrise d'œuvre. Ces ateliers intègreront un temps spécifique à l'analyse des pré-PC.

4.5. La selection des acquéreurs de droits immobiliers

L'Aménageur :

- Conviendra avec le concédant et la Ville du Kremlin-Bicêtre des conditions de lancement des consultations en vue de la commercialisation de droits immobiliers,
- Transmettra pour avis et validation les pièces des dossiers de consultation au Concédant et à la Ville du Kremlin-Bicêtre et ce, en amont de la consultation,
- Partagera les dossiers remis ainsi que son analyse technique sur les offres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

S’agissant de la désignation d’acquéreurs de droits immobiliers, le Concédant et la Ville du Kremlin-Bicêtre seront associés au processus de validation et seront invités à participer aux commissions techniques et par voie délibérative aux instances de sélection (jurys).

4.6. Pilotage du NPNRU « Péri - Schuman Bergonié »

Les opérations NPNRU « Péri – Schuman Bergonié » et Entrée de Ville Sud-Ouest étant liées et notamment en matière de reconstitution de l’offre de logement social, l’aménageur pourra participer autant que de besoin aux instances organisées par le Concédant dans le cadre des instances en lien avec l’ANRU.
Les instances et leur fréquence prévisionnelle figurent en Annexe 8 du présent TCA et pourront être adaptées aux besoins de l’opération.

ARTICLE 5. DATE D’EFFET ET DURÉE DE LA CONCESSION D’AMÉNAGEMENT

La concession d’aménagement est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La Collectivité concédante la notifiera à l’Aménageur en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat la rendant exécutoire. Elle prendra effet à compter de la date de la réception par le concessionnaire de cette notification.

Sa durée est fixée à 10 années à compter de sa date de prise d'effet. Elle pourra être prorogée par les parties en cas d'inachèvement de l'opération par avenant exécutoire dans les conditions ci-dessus.

La concession d'aménagement expirera également à la date de constatation de l’achèvement de l’opération si celui-ci intervient avant le terme ci-dessus. Un avenant constatera cet achèvement.

La présente concession d’aménagement ne pourra pas être renouvelée par tacite reconduction.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application de la présente concession, et indispensables à la poursuite de l’opération d’aménagement, deviennent la propriété de la Collectivité, ou s'il y a lieu, de la collectivité, groupement de collectivités, établissement public ou concessionnaire de service public intéressés, qui peuvent les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

L’Aménageur s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants des personnes ci-dessus désignées, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

ARTICLE 7. ASSURANCES

L’Aménageur doit souscrire les assurances couvrant ses diverses responsabilités.

L’Aménageur communiquera une copie des polices d'assurance souscrites à première réquisition de la Collectivité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PARTIE II :

MODALITES OPERATIONNELLES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 8. MODALITÉS D'ACQUISITION ET DE LIBÉRATION DES IMMEUBLES

Dès que la concession d'aménagement est exécutoire, l'Aménageur peut procéder soit à l'amiable, soit par voie de préemption ou d'expropriation, à l'acquisition ou à la prise à bail des terrains et immeubles bâtis, conformément à l'article 2 (point 1) de la présente concession d'aménagement.

8.1. Acquisitions amiables

L'Aménageur procède aux négociations foncières, préalables aux acquisitions portant sur les terrains bâtis ou non bâtis situés dans le périmètre de l'opération.

Les prix des acquisitions ou des prises à bail, ainsi que les montants des indemnités doivent être fixés après demande d'avis du directeur départemental des finances publiques conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réforme à caractère économique et financier.

En cas d'acquisition amiable des terrains situés en dehors du périmètre de l'opération mais indispensables à sa réalisation, l'Aménageur doit en outre recueillir l'accord formel des Collectivités.

8.2. Droit de préemption

Dans le cadre des articles L. 213-3 et R. 213-1 à R. 213-3 du code de l'urbanisme, la Collectivité pourra délèguer à l'Aménageur l'exercice du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération tel que délimité au plan joint en Annexe 1. Dans ce cas, l'Aménageur exercera ce droit dans des conditions fixées par le titre 1er du Livre II du code de l'urbanisme, dès que la présente concession d'aménagement est exécutoire, et en vue de la réalisation des missions qui lui sont confiées par le présent contrat.

Les terrains et les immeubles bâtis acquis antérieurement par la Collectivité concédante en vertu du droit de préemption sont, le cas échéant, cédés de gré à gré à l'Aménageur, le prix de cession étant au moins égal au prix d'achat majoré des frais exposés par la Collectivité concédante.

8.3. Mise en demeure d'acquérir dans le cadre du droit de délaissement des propriétaires de terrains situés dans le périmètre de la concession

En cas d'accord amiable, la Collectivité concédante pourra prévoir dans le contrat de cession une clause de substitution au profit de l'Aménageur, après accord de ce dernier sur les modalités de la cession, notamment sur le prix et les modalités de paiement.

En l'absence d'accord amiable entre le propriétaire et la Collectivité ayant fait l'objet de la mise en demeure, l'Aménageur s'engage à acquérir auprès de la Collectivité concédante les immeubles acquis par cette dernière à ce titre, au coût d'achat majoré des frais exposés par la Collectivité concédante.

8.4. Déclaration d'utilité publique - Acquisition des biens par expropriation

Le Concédant s'engage, si l'Aménageur en fait la demande, à solliciter la déclaration d'utilité publique de l'opération au bénéfice de l'Aménageur.

L'Aménageur établit, aux frais de l'opération, tous les documents nécessaires à l'intervention de l'acte déclaratif d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

En tant que de besoin, lorsque l'expropriation est prononcée au nom du Concédant, le Concédant s'engage à faire prononcer dans les moindres délais, à la demande de l'Aménageur, l'expropriation des immeubles que l'Aménageur ne parviendrait pas à acquérir à l'amiable.

La présente concession vaut cahier des charges au sens des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, compte tenu notamment de l'article 13 ci-après. En conséquence, les immeubles expropriés par le Concédant, ou acquis à l'amiable sous DUP, seront cédés de gré à gré à l'Aménageur.

8.5. Suivi et contrôle des acquisitions foncières

- Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-3 du code général des collectivités territoriales, l'Aménageur présente chaque année à la Collectivité un rapport spécial sur les conditions d'exercice de ses droits de préemption et d'expropriation. Le concessionnaire adresse ce rapport spécial au représentant de l'Etat dans le Département.
- De façon générale et ainsi qu'il est dit à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, l'Aménageur dresse chaque année un tableau des acquisitions et cession immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice qu'il présente à la Collectivité.
- Dans l'hypothèse où les conditions d'acquisition ou de libération des immeubles se révéleraient sensiblement différentes de celles prévues au bilan prévisionnel joint en annexe à la présente concession (Annexe n° 5), l'Aménageur en informera le Concédant afin le cas échéant d'examiner la nécessité de modifier d'un commun accord les conditions financières de l'opération.

8.6. Relogement des occupants

Lorsque, pour réaliser sa mission, l'Aménageur acquiert des immeubles bâtis, il assure en liaison avec la Collectivité et les administrations intéressées, n'étant pas lui-même détenteur de patrimoine, et dans les meilleures conditions de rapidité, le relogement définitif de leurs éventuels occupants et, au préalable, pourvoit s'il y a lieu, à leur relogement provisoire.

Il empêche par tous les moyens à sa disposition la réoccupation de ces immeubles dans la période pouvant s'étendre entre le début de leur libération et leur démolition effective, sauf s'ils sont susceptibles de recevoir, à la demande de la Collectivité concédante, une utilisation provisoire. Dans ce cas, les terrains ou immeubles ne peuvent faire l'objet que de conventions d'occupation précaires.

L'Aménageur doit démolir ou rendre inutilisables les parties libérées dès que l'opération est techniquement et juridiquement possible.

La gestion des immeubles acquis incombe au concessionnaire. Son coût est imputé au bilan de l'opération.

ARTICLE 9. PRÉSENTATION DES AVANT-PROJETS

1) Les équipements prévus à l'article 2 (points 4 et 5) ci-dessus font l'objet d'un ou plusieurs avant-projet(s) sommaire(s) établi(s) en accord avec les services concernés de la Collectivité concédante et, le cas échéant, les services des collectivités, groupements de collectivités, établissements publics ou des concessionnaires de services publics intéressés. Ce ou ces avant-projet(s) sont soumis pour accord à la Collectivité.

Chacun de ces avant-projets doit être présenté selon un échéancier établi en accord avec la Collectivité concédante et le cas échéant les autres personnes destinataires des ouvrages.

2) Les projets d'exécution approuvés par la Collectivité concédante doivent être conformes aux avant-projets.

3) Les avant-projets sont réputés acceptés si le représentant de la Collectivité et le cas échéant des autres personnes intéressées ne formulent pas d'observation dans un délai de 6 semaines à compter de leur réception.

4) Dans l'hypothèse où le Concédant imposerait des prescriptions de nature à affecter sensiblement l'équilibre financier du projet contrat, le Concédant et le Concessionnaire s'engagent à analyser de concert cette situation, afin le cas échéant de modifier les conditions financières du contrat.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 10. MODALITÉS DE PASSATION DES CONTRATS ET MARCHÉS PAR LE CONCESSIONNAIRE

Pour la réalisation de l'opération d'aménagement, l'Aménageur doit passer les contrats dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment du Code de la Commande Publique.

Le Concédant et la Ville du Kremlin-Bicêtre seront représenté avec voix consultative au sein de la commission d'appel d'offres ou du jury de l'Aménageur appelés à intervenir dans la procédure de passation.

ARTICLE 11. EXÉCUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPÉRATION

1) L'Aménageur assure la maîtrise d'ouvrage des travaux et s'assure de leur parfait achèvement dans les délais prévus. Il assure à ce titre une mission de coordination administrative générale.

Il lui appartient d'établir ou de faire établir, sous son contrôle, quelles que soient les méthodes de planification retenues, le calendrier d'exécution des divers ouvrages dont il a la charge en qualité d'aménageur et de s'assurer que ce calendrier est respecté.

La Collectivité concédante et ses services compétents et le cas échéant les collectivités ou groupements de collectivités destinataires des ouvrages et leurs services compétents pourront avoir communication de toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont ; ils sont autorisés à suivre les chantiers et peuvent y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'à l'Aménageur et non directement aux entrepreneurs ou maîtres d'œuvre.

Lorsque les ouvrages sont achevés, ils font l'objet d'une réception à laquelle est invitée la Collectivité concédante et la collectivité ou groupement de collectivités destinataire, ou l'association syndicale ou foncière auquel les ouvrages doivent être remis.

2) L'Aménageur est investi, pour l'exécution des ouvrages faisant l'objet de la présente concession d'aménagement, de tous les droits que les lois et règlements confèrent aux collectivités publiques en matière de travaux publics. Il demeure, en même temps, soumis à toutes les obligations qui en découlent.

3) Le Concédant et la Ville du Kremlin Bicêtre autorisent par ailleurs l'Aménageur à intervenir sur leur domaine public pour la réalisation du programme des équipements figurant en Annexe 3.

ARTICLE 12. INDEMNITÉS AUX TIERS

L'Aménageur suit les contentieux liés à l'opération objet du présent contrat.

Toute indemnité due à des tiers par le fait de l'Aménageur dans l'exécution de la concession d'aménagement est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de l'opération objet de la convention. Après l'expiration de la concession d'aménagement, ce principe est appliqué conformément aux dispositions de l'article 24.4 ci-après.

Toutefois, dans le cas de faute lourde de l'Aménageur, les indemnités en cause sont à sa charge définitive, à titre de pénalité ainsi qu'il est dit à l'article 27 ci-après.

ARTICLE 13. MODALITÉS DE CESSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES

1) Les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, acquis ou pris à bail par l'Aménageur, font l'objet de cessions, de concessions d'usage, de locations ou de remises au profit soit des utilisateurs, soit de collectivités publiques, d'établissements publics groupant plusieurs collectivités, des concessionnaires de services publics ou des associations syndicales ou foncières intéressées. Chaque année, l'Aménageur informe la Collectivité des

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

cessions effectuées pendant l'exercice écoulé en application des dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme.

2) L'Aménageur notifie à la Collectivité concédante, en vue de recueillir son accord, les noms et qualités des attributaires éventuels, ainsi que le prix et les modalités de paiement. Cet accord est valablement donné par la personne désignée à l'article 32 ci-après.

Si le Concédant impose un prix de cession inférieur à celui résultant du bilan ci annexé, la participation du Concédant prévue à l'article 16 ci-après sera augmentée de la différence entre le montant tel qu'il aurait dû résulter de ce calcul et du prix effectivement payé par l'acquéreur.

Il en va de même si les conditions de paiement imposées par le Concédant entraînent pour le Concessionnaire une charge financière supplémentaire par rapport à celle résultant du bilan prévisionnel annexé à la présente concession

Tout refus du Concédant d'agréer un acquéreur dont le projet de construction répond aux objectifs de l'opération d'aménagement ouvre droit pour l'Aménageur à compensation des conséquences financières qui en résultent.

3) Les modalités de cession, de location ou de concession d'usage des terrains et immeubles bâtis aux utilisateurs sont définies par un cahier des charges indiquant obligatoirement le nombre de mètres carrés de surface de plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Ce cahier des charges de cession ou de concession de terrains est établi par l'Aménageur et comprend deux titres (trois le cas échéant) :

- Le titre I^{er} détermine les prescriptions imposées aux utilisateurs des terrains dans le but de veiller au respect de l'utilité publique lorsque l'acquisition des immeubles bâtis ou non à aménager a été déclarée d'utilité publique ; il précise notamment le but de la cession, les conditions dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des charges ; si l'opération d'aménagement a été déclarée d'utilité publique, il doit être conforme aux clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application de l'article L. 411-2 du code de l'expropriation.
- Le titre II définit les droits et obligations de l'Aménageur et des utilisateurs pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et de construction des bâtiments. Il peut fixer notamment les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées aux utilisateurs et à leurs entreprises et maîtres d'œuvre.
- Le titre III fixe le cas échéant les règles et servitudes de droit privé imposées aux bénéficiaires des cessions et des concessions d'usage et à leurs ayants-droit ou ayants-cause à quelque titre que ce soit. Il détermine notamment les modalités de la gestion des équipements d'intérêt collectif et précise, le cas échéant, les modalités de création et de fonctionnement d'une ou plusieurs associations syndicales d'utilisateurs.

Ce cahier des charges devra, préalablement aux cessions ou concessions d'usages de terrains au sein du périmètre de la concession, être approuvé par le Présindent du Territoire, conformément à l'article L. 311-6 2° alinéa du code de l'urbanisme

4) A l'expiration de la concession d'aménagement, les terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de l'opération, qui n'auraient pas pu être revendus constituent des biens de reprise pouvant revenir à la Collectivité ainsi qu'il est dit à l'article 23 ci-après.

Si à l'occasion des acquisitions nécessaires à la réalisation de la zone, l'Aménageur a acquis des parcelles situées à l'extérieur du périmètre de la concession d'aménagement, ces terrains sont obligatoirement cédés à la Collectivité, sauf accord exprès de sa part pour qu'ils soient cédés à un tiers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 14. REMISE DES OUVRAGES

1) Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à être incorporés dans le patrimoine de la Collectivité concédante ou de la Collectivité intéressée destinataire, le cas échéant, et notamment les voiries, les espaces libres et les réseaux, appartiennent à la Collectivité concédante ou de la Collectivité intéressée au fur et à mesure de leur réalisation et lui reviennent de plein droit dès leur achèvement.

Dès l'achèvement des équipements, l'Aménageur doit inviter la Collectivité concédante et le cas écéhant, la Collectivité intéressée destinataire à participer aux opérations de remise desdits ouvrages. Les opérations constateront ce retour sans cependant l'opérer. La Collectivité ne peut refuser la remise d'un ouvrage propre à sa destination mais peut, à cette occasion, formuler toutes réserves et inviter l'Aménageur à remédier aux défauts constatés. En cas de refus de la Collectivité de participer aux opérations de remise, celle-ci sera considérée comme accomplie de fait.

Les concessionnaires de service public seront invités aux opérations de remise. La Collectivité concédante ou la Collectivité intéressée destinataire, propriétaire de ces biens de retour, leur remettra les ouvrages en présence de l'Aménageur.

2) Les ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement et ayant vocation à entrer dans le patrimoine d'associations syndicales ou foncières leur reviennent de plein droit dès leur achèvement. A cet effet, les représentants des associations sont invités à participer aux opérations de réception des ouvrages, conjointement avec ceux de la collectivité concédante, comme prévu à l'article 11. La remise aux associations intervient selon les modalités définies par leurs statuts. L'aménageur veillera à ce que ceux-ci organisent la prise en charge des ouvrages par les associations dès leur achèvement, que des réserves aient été ou non émises, et la régularisation rapide du transfert de propriété.

3) L'aménageur a l'obligation de faire préparer et présenter à la signature de la Collectivité concédante ou, le cas échéant, des personnes autres intéressées destinataires, un acte authentique réitérant le transfert de propriété des terrains d'assiette des voies, espaces plantés ou non plantés, réseaux divers ou autres équipements.

4) L'achèvement est, au sens du présent article réputé réalisé, au plus tard pour les voies, les équipements publics de superstructures et les espaces libres dès leur ouverture au public et pour les réseaux dès leur mise en exploitation.

5) Le classement des voies à l'intérieur de la zone dans la voirie publique est, s'il y a lieu, opéré par l'autorité compétente et selon les règles en vigueur.

6) A la mise en service des ouvrages et au plus tard à leur remise, l'Aménageur fournit à la personne à laquelle l'ouvrage est remis une collection complète des dessins et plans des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, ainsi que tous les documents nécessaires à leur exploitation rationnelle.

7) A la remise des ouvrages du Concédant ou toute autre collectvité compétente, l'Aménageur établira une « fiche d'ouvrage », précisant les éléments nécessaires à l'intégration de l'équipement dans le patrimoine de la Collectivité compétente :

- Identification de l'ouvrage
- Coût complet hors taxe de l'ouvrage incluant :
  - coût d'acquisition des terrains d'emprise de l'ouvrage et frais annexes liés à ces acquisitions, déterminés directement ou par ratio,
  - coût de mise en état des sols (démolition, dépollution…) rapportés à l'emprise de l'ouvrage remis,
  - coût des travaux, mis en œuvre pour la réalisation de l'ouvrage, et des honoraires techniques liés à ces travaux (maîtrise d'œuvre, SPS, bureau de contrôle…),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- autres charges indirectes : honoraires des tiers (études, expertises diverses), rémunération de l'Aménageur, frais financiers… L'affectation des charges indirectes se fera selon des clefs de répartition objectives.

o participation due par la collectivité concédante selon les dispositions prévues à l'article 16.4 ci-après, majorée de la TVA.

ARTICLE 15. ENTRETIEN DES OUVRAGES

Jusqu'à la remise des ouvrages réalisés en application de la présente concession d'aménagement, ceux-ci sont maintenus en bon état par l'Aménageur. Les dépenses correspondantes seront prises en compte au bilan de l'opération.

Postérieurement à la date de remise et conformément aux modalités de remise des ouvrages prévus à l'article 14 ci-avant, la Collectivité, ou les autres personnes compétentes, exercent pleinement leurs obligations de propriétaires de l'ouvrage, en assurent notamment la garde, le fonctionnement et l'entretien. Elles ont dès lors seules qualité pour engager toute action en responsabilité sur le fondement des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PARTIE III :

MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 16. FINANCEMENT DES OPERATIONS

1) Les charges supportées par l'Aménageur pour la réalisation de l'opération sont couvertes en premier lieu par les produits à provenir des cessions, des concessions d'usage et des locations de terrains ou d'immeubles bâtis.

2) L'Aménageur peut solliciter, en vue de la réalisation de l'opération, l'attribution de toute aide financière directe ou indirecte auprès de toute structure.

Sous réserve de l'accord préalable de la Collectivité concédante, l'Aménageur pourra notamment bénéficier dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales des subventions versées par d'autres collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales en vue de financer des actions qu'elle aura à mener en application de la présente concession d'aménagement. Une convention signée par l'Aménageur, la Collectivité concédante et la collectivité ou le groupement de collectivités qui octroie la subvention fixera notamment l'affectation éventuelle de cette subvention à la contrepartie de la remise d'ouvrage à la collectivité ou le groupement financeurs, ainsi que les conditions dans lesquelles l'Aménageur rendra compte de son attribution, de son échéancier, de son encaissement effectif et de son utilisation.

3) Participation de la Collectivité au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé à 7.878.748 € HT, soit 9.454.497,60 € TTC, au titre de la remise des ouvrages destinés à entrer dans le patrimoine du concédant et/ou de la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Cette participation en numéraire fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées.

- **Affectation**

Ce montant est affecté à la contrepartie de la remise des ouvrages destinés à rester définitivement dans le patrimoine du concédant et/ou de la Ville du Kremlin-Bicêtre conformément à l'art 14 (point 1) ci-dessus.

La participation affectable aux ouvrages publics pourra être appelée auprès de la collectivité, en fonction du niveau d'avancement de la réalisation des ouvrages, successivement en la forme :

- *de participations sur les ouvrages à réaliser, enregistrées comme une créance de la collectivité sur le Concessionnaire*
- *et de solde définitif de cette créance dès lors que les ouvrages seront remis à la collectivité, sur la base des fiches d'ouvrage prévues à l'art 14 (point 8).*

- **Le montant global de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante, conformément à l'article L. 300-5 II du code de l'urbanisme.**

4) Lorsque les prévisions budgétaires actualisées feront apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'Aménageur pourra solliciter le versement par la Collectivité concédante d'une avance, éventuellement renouvelable, dans les conditions définies à l'article L. 1523-2 4° du Code général des collectivités territoriales.

5) L'Aménageur contracte tous emprunts et avances nécessaires au financement provisoire de l'opération.

6) L'Aménageur gère distinctement la trésorerie de l'opération au mieux de l'intérêt de l'opération en effectuant les mouvements de trésorerie nécessaires à titre onéreux entre les différentes opérations de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

l'Aménageur, ou avec les comptes propres de l'Aménageur ou avec un établissement financier. L'Aménageur impute à l'opération, en fonction de la situation de trésorerie réelle de l'opération, les intérêts débiteurs au taux réel pratiqué par les établissements financiers auprès desquels il sollicite des découverts et des produits financiers au taux moyen des placements pratiqués sur l'exercice. L'aménageurjustifiera annuellement lors de la production des CRACL les taux qu'il aura pratiqués par référence aux taux de financement qu'il se sera procurés et le détail du mode de calcul des frais financiers imputés.

ARTICLE 17. COMPTABILITE - COMPTES RENDUS ANNUELS

Pour permettre à la Collectivité concédante d'exercer son droit à contrôle comptable et financier en application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales, l'Aménageur doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération objet de la présente concession.

1) Ainsi qu'il est dit aux articles L. 300-5 du code de l'urbanisme et L. 1523-2 du CGCT, l'Aménageur adresse chaque année à la Collectivité, avant le 30 juin, un compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- le « bilan » prévisionnel global actualisé défini à l'article 18 ci-après,
- le plan global de trésorerie actualisé de l'opération défini à l'article 18 ci-après,
- un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé à aux articles 8.5 (point 1) et 13 (point 1) ci-avant,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir.
- le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 16 (point 5).
- le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques en application de l'article 16 (point 3), de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Le compte-rendu est soumis à l'organe délibérant de la collectivité qui se prononce par un vote.

2) La Collectivité a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

3) A l'occasion de l'examen du compte-rendu annuel établi par l'Aménageur, la Collectivité concédante peut demander une modification du programme, laquelle s'effectuera selon la procédure prévue par la réglementation en vigueur, ainsi que l'établissement du bilan financier prévisionnel correspondant. Les frais supportés par l'Aménageur pour cette modification sont imputés au compte de l'opération.

ARTICLE 18. PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES

L'Aménageur établit un « état » prévisionnel actualisé pour l'année à venir, des dépenses et des recettes de l'opération, objet de la présente concession d'aménagement, ainsi que le programme correspondant des acquisitions immobilières, des cessions de terrains ou volumes grevés de droits à construire et des travaux, ainsi que le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels de l'année à venir.

1) L'état prévisionnel annuel comporte notamment :

- en dépenses, les acquisitions de terrains, le coût des travaux d'équipement à la charge de l'Aménageur visés en annexe 2 des présentes, les frais résultant de l'intervention des personnes prévues à l'article 11, les indemnités prévues à l'article 12, les frais financiers et les imputations forfaitaires par le Concessionnaire de ses frais de fonctionnement, dite « rémunération annuelle » définie à l'article 20 (point 4) ci-après.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- en recettes, les prix des cessions, concession d'usage ou locations à encaisser, les produits financiers, les produits de gestion, les subventions et financements des autres collectivités ou groupements de collectivités aux actions d'aménagement réalisées dans le cadre de l'opération à verser à l'Aménageur au cours de l'exercice suivant ainsi que la ou les dates de leur versement et les participations dues par la Collectivité concédante au cours de l'exercice suivant ainsi que la ou les dates de leur versement.

2) Le plan de trésorerie et le plan de financement prévisionnels font ressortir les excédents ou les déficits de trésorerie, le montant des emprunts (annuités à rembourser ou encaissements), des avances reçues de la Collectivité dans les conditions de l'article L. 1523-2 4° du code général des collectivités territoriales et, le cas échéant, le montant de la participation ou de l'avance due par la Collectivité concédante ainsi que le montant des subventions dues par les collectivités ou groupements de collectivités au cours de l'exercice suivant dans les conditions indiquées à l'article 16 (point 3) ci-avant et la ou les dates de leur versement.

3) L'état prévisionnel des dépenses et recettes, et le plan de trésorerie prévisionnels de l'opération doivent être établis dès que la concession d'aménagement est exécutoire et par la suite avant le 31 octobre de chaque année s'ils font état d'un versement de participation ou d'avance par la Collectivité concédante ainsi que d'une possible mise en jeu de la garantie d'emprunt ou, dans le cas contraire, avant le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 19. GARANTIE D'EMPRUNT

A la demande des organismes prêteurs et compte tenu du montant des emprunts tels qu'ils résultent du plan global de trésorerie défini à l'article 18, la Collectivité accorde sa garantie au service des intérêts et tous frais y afférents, ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par l'Aménageur pour la réalisation de l'opération, dans la limite édictée par les textes en vigueur.

Une garantie peut, en outre, être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de l'Aménageur.

Tous les garants peuvent exercer le contrôle financier prévu à l'article 17 au profit de la Collectivité concédante. En outre, les collectivités territoriales ou leurs groupements qui auront donné leur garantie et qui ne seraient pas directement administrateurs du concessionnaire ont le droit de se faire représenter au Conseil d'Administration du concessionnaire par un délégué spécial ainsi qu'il est dit à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales.

Lorsqu'il résulte de « l'état » prévisionnel défini à l'article 18 que l'Aménageur n'est pas en mesure de faire face aux charges de la quote-part des emprunts garantis en application du présent article, la Collectivité concédante inscrit à son budget primitif de l'année à venir les crédits nécessaires pour remplir ses obligations vis-à-vis des organismes prêteurs.

Les sommes ainsi versées par la Collectivité aux organismes prêteurs ont un caractère d'avances de trésorerie recouvrables que le Concessionnaire doit rembourser.

ARTICLE 20. MODALITES D'IMPUTATION DES CHARGES DE L'AMENAGEUR

1) L'Aménageur n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de la concession d'aménagement mais seulement à imputer forfaitairement des charges en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions réalisées au titre de la présente concession d'aménagement. Ces imputations forfaitaires destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur, sont dites « rémunérations » au sens de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales.

2) Pour les différentes tâches prévues à l'article 2 de la présente concession d'aménagement, l'Aménageur pourra imputer ses charges calculées comme suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- Rémunération sur le montant des dépenses (hors frais financiers et rémunération concessionnaire) : la rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un pourcentage de 1,5% sur les acquisitions auprès de l'EPFIF et 3% sur les autres dépenses ;
- Rémunération sur la commercialisation : la rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un pourcentage de 3% des cessions de charge foncières (dans le cas particulier de la cession à l'AFL (à l'euro) la rémunération est calculée sur la base de la charge foncière du logement social) ;
- Rémunération sur le suivi administratif de l'opération : la rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un montant forfaitaire de 50.000 €/an net de taxes correspondant aux frais à engager de gestion pour le suivi administratif du quotidien de l'opération d'aménagement. ;
- Rémunération de la clôture de l'opération : la rémunération de l'aménageur s'appuiera sur l'application d'un montant forfaitaire de 50.000 € net de taxes correspondant aux frais à engager pour organiser avec réussite la clôture administrative de l'opération (recollement des factures, purges, rétrocessions définitives…).

Ces frais seront des charges de l'opération.

3) Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de l'Aménageur pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la concession d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 4 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 17 (point 3) ci-dessus.

4) Les imputations annuelles de l'Aménageur sont calculées en appliquant les règles définies au point 2 ci-dessus à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.

Elles seront imputées annuellement par l'Aménageur au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront calculés par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 18.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PARTIE IV :

MODALITES D'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

ARTICLE 21. EXPIRATION DE LA CONCESSION A SON TERME CONTRACTUEL

A l'expiration contractuelle de la concession d'aménagement, telle que définie à l'article 5, l'Aménageur demandera à la Collectivité de constater cette expiration et de lui donner quitus de sa mission.

A cet effet, le bilan de clôture est arrêté par l'Aménageur et approuvé par la Collectivité concédante. Ce bilan prend en compte le montant définitif de la participation de la Collectivité concédante au coût de l'opération. Le montant définitif de cette participation est celui figurant à l'article 16 (point 4) de la présente convention, éventuellement modifié par voie d'avenant.

ARTICLE 22. RACHAT – RESILIATION – DECHEANCE – RESOLUTION

22.1. Résiliation amiable

La concession d'aménagement peut être résiliée d'un commun accord, notamment dans le cas où les parties n'auraient pu parvenir à une solution permettant de maintenir le présent contrat. Un avenant précisera les conditions et conséquences de cette résiliation amiable.

22.2. Rachat – résiliation pour motif d'intérêt général

Moyennant le respect d'un préavis de douze mois, le Concédant pourra notifier à l'Aménageur, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de résilier la concession d'aménagement pour motif d'intérêt général.

22.3. Résiliation pour faute - déchéance

Le Concédant ne peut prononcer de plein droit la résiliation pour faute de l'Aménageur.

En cas de manquement grave de l'une ou l'autre partie dans l'exécution du présent contrat, chacune d'elle peut demander au juge de prononcer la résiliation pour faute de la concession d'aménagement aux torts et griefs de l'autre, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de trois mois.

22.4. Résolution et ou résiliation du contrat en cas de redressement ou liquidiation judiciaire de l'Aménageur

Si l'Aménageur est placé en redressement judiciaire, le contrat ne pourra être résolu, conformément à l'article L 622-13 du Code de commerce, que sur renonciation expresse ou tacite par l'administrateur judiciaire à la poursuite du contrat.

En revanche, le contrat sera résilié de plein droit en cas de mise en liquidation judiciaire de l'Aménageur conformément aux dispositions de l'article L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales ou en cas de liquidation amiable régulièrement décidée par son assemblée générale. Dans ce cas, il sera fait retour gratuit à la Collectivité concédante des biens apportés par cette dernière au patrimoine de la concession d'aménagement. Les conditions d'indemnisation de la partie non amortie des biens acquis par l'Aménageur ou réalisés par cette dernière sont définies à l'article 24 ci-après.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

22.5. Résiliation de plein droit

Le contrat pourra être résilié de plein droit, à l'initiative de la partie la plus diligente, en cas de saisine du Tribunal Administratif par le Préfet en application de l'article L. 2131-6 du Code général des collectivités territoriales
CONSEQUENCES JURIDIQUES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

Dans tous les cas d'expiration de la concession d'aménagement, pour quelque motif que ce soit, à terme ou avant terme la Collectivité est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, selon les modalités ci-après définies.

1) Les équipements et ouvrages publics qui, du fait de leur inachèvement, n'auraient pas été préalablement remis à la Collectivité concédante ou à la personne publique compétente dans l'hypothèse où celle-ci serait différente de la Collectivité concédante seront, dès l'expiration de la concession d'aménagement, remis dans leur état d'avancement à la Collectivité concédante selon les modalités prévues à l'article 14 ci-avant, moyennant le cas échéant le versement des participations prévues et affectées à la réalisation de ces équipements tel que prévu à l'article 16.4 ci-avant. La Collectivité concédante en poursuivra la réalisation.

2) En cas d'expiration de la concession d'aménagement au terme prévu à l'article 5 ci-dessus, la Collectivité deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, ainsi que des biens qui, en raison de leur configuration, leur surface, leur situation dans la zone ou des règles d'urbanismes applicables doivent être considérés comme impropres à la commercialisation. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.
A défaut, chacune d'elles pourra solliciter du juge une décision constatant le transfert de propriété et susceptible d'être publiée.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix calculé sur la base de la valeur vénale telle qu'estimée d'un commun accord par les parties. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le juge

3) En cas d'expiration anticipée de la concession d'aménagement, la Collectivité deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu. Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix correspondant à la valeur vénale, en référence notamment aux éléments du dernier compte-rendu annuel approuvé. A défaut d'accord entre les parties, la valeur vénale sera déterminée par un expert choisi d'un commun accord ou à défaut désigné par le juge.

4) Dans tous les cas d'expiration, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité concédante sera tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission et sera tenue, le cas échéant, de garantir l'Aménageur des condamnations qui seraient prononcées contre lui postérieurement à l'expiration de la concession sur des actions contractuelles.

La Collectivité sera de la même façon tenue de garantir l'Aménageur de toute condamnation qui serait prononcée contre ce dernier après l'expiration de la concession sur des actions non contractuelles, du fait de son activité d'aménageur, sauf faute lourde de sa part.

Par suite, la Collectivité sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration de la concession et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette date.

L'Aménageur fera l'obligation à chacune des personnes liées à elle par des contrats afférents à l'opération d'aménagement objet des présentes, à l'exclusion de ses salariés, de s'engager à continuer son contrat avec la Collectivité concédante après expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit, si ce contrat n'est pas soldé lors de cette expiration.

Toutefois, au cas où un cocontractant de l'Aménageur refuserait un tel transfert de son contrat, la Collectivité serait tenue de mettre à la disposition de l'Aménageur, à bonne date, les fonds éventuellement nécessaires pour lui permettre de respecter ses obligations contractuelles, les mouvements résultant de l'exécution de ce contrat étant alors pris en compte pour l'arrêté des comptes de la concession d'aménagement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

La Collectivité devra se substituer à l'Aménageur, qui n'aura plus qualité pour agir en justice, ni pour suivre les litiges en cours, sauf dans le cas où sa responsabilité professionnelle se trouve engagée.

Toutefois, sur demande expresse de la Collectivité et pour une durée limitée, l'Aménageur pourra effectuer des paiements exigibles postérieurement à la date d'expiration de la concession d'aménagement, pour le compte de la Collectivité, dans la limite de la trésorerie disponible, ces opérations devant faire l'objet d'une reddition de compte distincte.

5) En cas de liquidation judiciaire de l'Aménageur, les biens acquis ou réalisés par l'Aménageur et figurant dans le patrimoine de l'opération à la date de la mise en liquidation judiciaire seront remis à la Collectivité concédante à l'exception de ceux destinés à être remis à des collectivités ou groupements de collectivités tiers comme indiqué au programme figurant en annexe 2 des présentes.

En contrepartie de la remise de ces biens par l'Aménageur à la Collectivité concédante, celle-ci versera au concessionnaire une indemnité calculée comme il est dit à l'article 24.3 ci-après.

Les équipements destinés à revenir à d'autres collectivités ou groupements de collectivités leur seront remis dans les conditions définies à l'article 14 ci-avant.

ARTICLE 23. CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

A l'expiration de la concession, il sera procédé aux opérations et règlements définis ci-après.

23.1. Opérations de liquidation et imputation correspondante

A l'expiration du présent contrat, l'Aménageur a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif et arrêté des comptes. Toutefois, en cas de mise en redressement judiciaire ou de liquidation de biens de l'Aménageur, ces tâches seront assurées sous le contrôle ou par l'administrateur judiciaire ou, en cas de liquidation amiable, par ou sous le contrôle de son liquidateur.

L'imputation des charges de l'Aménageur pour cette tâche particulière accomplie au terme normal du contrat est prévue à l'article 20 (point 2) ci-dessus.

Toutefois, en cas de rachat ou de résiliation, compte tenu de la charge supplémentaire du transfert en cours de contrat, il est dû à l'Aménageur une indemnité spéciale de liquidation égale à 20% de la rémunération de liquidation prévue ci-dessus en sus de ladite rémunération de liquidation.

Par ailleurs, en cas de résiliation pour mise en redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou liquidation amiable de l'Aménageur, compte tenu de la nécessité de mettre l'administrateur judiciaire ou le liquidateur en mesure d'effectuer les opérations de liquidation, il sera dû à l'Aménageur par le Concédant une indemnité égale au coût réel justifié de ces opérations, plus TVA, cette indemnité devant être versée à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur au fur et à mesure des besoins et être exclusivement affectée par eux à la mise en œuvre de ces opérations. Cette indemnité se substituera à la rémunération de liquidation prévue à l'article 20 ci-dessus.

23.2. Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement

A l'expiration de la concession d'aménagement pour quelque motif que ce soit et l'opération d'aménagement étant ou non achevée, l'Aménageur établira un arrêté des comptes de l'opération d'aménagement permettant aux parties de prendre acte de la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement, d'arrêter le solde d'exploitation s'il y a lieu, et le solde des financements.

Toutes sommes liées à l'exécution de la mission de l'Aménageur jusqu'à l'expiration de la concession d'aménagement, dont l'Aménageur pourrait être personnellement redevable vis-à-vis des tiers ou de l'Administration fiscale, et dont le montant n'est pas déterminé à la date de l'arrêté des comptes, doivent être inscrites en provision dans cet arrêté des comptes, sauf cas visé par l'article 27 sur les pénalités.

24.2.1 Solde d'exploitation

Le solde d'exploitation sera établi de la façon suivante :

EN PLUS :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- L'ensemble des produits, hors TVA, perçus d'une part avant l'expiration de la concession d'aménagement, inclus les subventions et les participations telles que fixées au contrat à la date d'expiration, les produits financiers perçus jusqu'au règlement final, ainsi que les créances hors taxes exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement (à l'exception de celles qui ne seraient pas recouvrées à l'arrêté des comptes et qui seront alors cédées à la Collectivité dans les conditions prévues par les articles 1689 et suivants du Code Civil) et d'autre part après l'expiration de la concession d'aménagement dans les conditions stipulées à l'article 23 (point 4) troisième alinéa.

EN MOINS :

- L'ensemble des charges, hors TVA déductible, exposées par le concessionnaire du fait de l'exécution de sa mission, payées ou exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement, inclus notamment les frais financiers courus jusqu'au complet règlement par la Collectivité des sommes qu'elle s'est engagée à verser et les imputations de l'Aménageur exigibles contractuellement ;
- la TVA dont est éventuellement redevable le Concessionnaire au titre de l'opération.

24.2.2 Solde des financements repris par la Collectivité concédante

Le solde de financement sera établi de la façon suivante :

EN RESSOURCES :

- Le capital perçu, à la date d'expiration de la concession d'aménagement, sur tous les emprunts ;
- les avances consenties par la Collectivité concédante, notamment en exécution de sa garantie ou dans le cadre des dispositions de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales.

EN EMPLOIS :

- Les remboursements en capital effectués par l'Aménageur sur les emprunts et les avances consentis par la Collectivité.
- Si le solde des financements est positif, l'Aménageur doit à la Collectivité le remboursement de ses avances et le montant du capital non amorti des emprunts repris par la Collectivité.

23.3. Indemnités pour cessation anticipée de la concession d'aménagement

24.3.1 En cas de rachat ou de résiliation de la concession d'aménagement pour une autre cause que la liquidation judiciaire de l'Aménageur

La Collectivité devra en outre indemniser parfaitement et intégralement l'Aménageur du préjudice subi du fait de la cessation anticipée du contrat. L'indemnisation portera à la fois :

sur les dépenses utiles à l'opération exposées par l'Aménageur à la date de la résiliation et n'ayant pu être amorties en raison de la cessation anticipée du contrat ;

sur le manque à gagner subi par l'aménageur en raison de cette cessation anticipée. Cette partie de l'indemnité sera égale à 20 % des sommes prévues à l'article 20 (point 2) dont le Concessionnaire se trouve privé du fait de la cessation anticipée du contrat, calculée sur la base des dépenses et des recettes attendues d'après le dernier bilan prévisionnel approuvé. Cette somme n'est pas due dans le cas de déchéance énoncé à l'article 22.3.

24.3.2 En cas de résiliation pour liquidation judiciaire de l'Aménageur

L'indemnité due par la Collectivité concédante à l'Aménageur en cas de résiliation anticipée du présent contrat au motif de la mise en liquidation judiciaire de l'Aménageur correspondra à la valeur des biens acquis ou réalisés par le Concessionnaire figurant dans le patrimoine de l'opération et remis à la Collectivité, telle qu'elle résultera du dernier « bilan » prévisionnel présenté par l'Aménageur et approuvé par la Collectivité en vertu de l'article 17 ci-avant, déduction faite, le cas échéant, des participations financières de la Collectivité pour la partie non utilisée de celles-ci et des paiements correspondant à l'exécution d'une garantie accordée pour le financement de l'opération.

24.3.3 En cas de résiliation pour faute prévue à l'article 22.3

L'Aménageur n'aura pas le droit à l'indemnité spéciale de liquidation prévue à l'article 24.3.1 ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Il n'y aura lieu qu'à arrêté des comptes comme indiqué à l'article 24.2 ci-dessus.

23.4. Modalités de règlement

L'ensemble des sommes et indemnités dues doit être intégralement versé par l'Aménageur à la Collectivité ou par la Collectivité à l'Aménageur, dans les trois mois de la présentation des comptes de liquidation, étant rappelé que les frais financiers et produits financiers seront pris en compte jusqu'au complet règlement.

Toutefois, avant cette date, et dès l'expiration de la concession d'aménagement, l'Aménageur aura le droit en cas d'insuffisance de trésorerie de l'opération et de sommes dues par la collectivité, à une avance suffisante pour couvrir cette insuffisance de trésorerie, et notamment pour lui permettre d'assurer le paiement des dépenses exigibles avant l'expiration de la concession d'aménagement, le remboursement des avances dont bénéficie l'opération ainsi que le paiement des frais financiers courus.

23.5. Sort du « boni d'opération »

Si le solde d'exploitation établi comme il est dit à l'article 24.2.1 est positif, déduction faite des provisions constituées pour tenir compte des charges à exécuter en contrepartie des produits comptabilisés et des imputations de l'Aménageur prévues à l'article 24.3 ci-dessus, ce solde constituant le boni de l'opération sera reversé au Concédant, de sorte que le solde comptable d'exploitation final soit nul.

A l'inverse, si le solde d'exploitation calculé ainsi qu'il est dit à l'alinéa précédent est négatif, le Concédant s'engage à verser à l'Aménageur une participation destinée à parvenir à un solde comptable d'exploitation final nul.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PARTIE V :

EXECUTION ET EVOLUTION DU CONTRAT

ARTICLE 24. PRINCIPES D'EXÉCUTION

1) Les parties s'engagent à exécuter le contrat de bonne foi, dans le respect du principe de loyauté dans les relations contractuelles, et à poursuivre ensemble l'objectif de maintien des équilibres économiques qui ont présidé à sa passation, tels qu'ils résultent du bilan financier prévisionnel joint en annexe (Annexe n° 5).

A cet effet, les parties s'engagent à examiner chaque année les conditions de réalisation du présent contrat afin d'adapter le programme de l'opération, son planning, les modalités de réalisation ainsi que les conditions financières, au regard des évolutions constatées depuis le début de l'opération, et notamment celles constatées au cours de l'année précédente telles qu'elles résultent du compte rendu annuel à la collectivité locale. Ces adaptations feront l'objet d'avenants au contrat.

2) Le montant de la participation prévue à l'article 16 (point 4) ci-dessus est défini en fonction du programme de l'opération tel qu'il est défini à l'article 1 ci-dessus, ainsi que des éléments juridiques et financiers connus au jour de la signature du présent contrat.
Le Concédant s'engage à modifier le montant de cette participation pour tenir compte des évolutions qui affecteraient l'un de ces éléments et ayant des incidences sur les conditions de l'équilibre économique du contrat, que ces évolutions aient leur origine dans une demande spécifique du Concédant ou résultent d'une évolution des conditions économiques extérieures aux parties

ARTICLE 25. INTERETS MORATOIRES

Toute somme due par le Concédant à l'Aménageur, comme toute somme due par l'Aménageur au Concédant, notamment en cas de mise en jeu des clauses relatives aux indemnités dues en cas d'expiration avant terme du contrat, qui ne serait pas réglée à l'échéance, portera automatiquement intérêts au taux d'intérêt légal majoré de deux points

ARTICLE 26. PENALITES

Lorsque l'Aménageur ne produit pas, dans le délai imparti, les documents qui lui incombent après une mise en demeure restée sans résultat et en l'absence de cas de force majeure, la commune pourra appliquer les pénalités suivantes :

Nature de la défaillance	Montant de la pénalité
Retard dans la transmission du compte rendu à la collectivité locale (CRACL)	100 € par jour de retard
Retard dans la remise des équipements et ouvrages publics par rapport au dernier CRACL	1000 € par mois

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Retard dans l'engagement des consultations de promoteurs pour la réalisation des programmes immobiliers prévus au programme des constructions par rapport au dernier CRACL	1000 € par mois

Par ailleurs, l'aménageur supportera personnellement les dommages et intérêts qui pourraient être dus à des tiers, résultant d'une faute lourde dans l'exécution de sa mission.

En cas de faute lourde commise par l'Aménageur ou de mauvaise exécution de son contrat de son fait, le Concédant pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

ARTICLE 27. PROPRIETE DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat deviennent la propriété du Concédant ou, s'il y a lieu, de la collectivité ou des concessionnaires de services publics intéressés, qui peut les utiliser sous réserve des droits d'auteur qui y sont attachés.

L'Aménageur s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de l'Administration, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

ARTICLE 28. CESSION DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

Toute cession totale ou partielle de la concession d'aménagement, tout changement d'aménageur, doivent faire l'objet d'un avenant au présent contrat.

Faute par l'Aménageur de se conformer aux dispositions de l'alinéa précédent, il encourt la résiliation pour faute.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

PARTIE VI :

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 29. DOMICILIATION

Les sommes à régler par le Concédant à l'Aménageur en application du présent contrat seront versées ...

Société
.....
…
.....
.....

Etablissement bancaire :
.....
…

N° de compte :
.....
…

Clef
RIB :
.....
…

Code banque :
.....
…

Code guichet :
.....
…

ARTICLE 30. INTERPRETATION

Toutes les créances et les dettes nées du présent contrat forment les articles d'un seul et même compte et se compensent réciproquement.

En cas de nullité d'une clause des présentes, sauf application des dispositions d'ordre public figurant à l'article L. 1523-2 du CGCT ou à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, ou si l'anéantissement de ladite clause ruinait l'équilibre voulu par les parties, la nullité n'aura pas d'effet sur le surplus du contrat.

ARTICLE 31. DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONCEDANT

Pour l'exécution de la présente convention, le Concédant désigne son Président, avec faculté de déléguer toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour la représenter et notamment pour donner

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

l'accord du Concédant sur les avant-projets et sur les remises d'ouvrage qui la concerne et pour donner son accord sur les attributaires des terrains.

Tout litige né entre la Collectivité et le Concessionnaire au titre de l'exécution de la présente concession d'aménagement est de la compétence du Tribunal Administratif de …

ARTICLE 32. REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né entre la Collectivité et le Concessionnaire au titre de l'exécution de la présente concession d'aménagement est de la compétence du Tribunal Administratif de …

Fait à

Le

En quatre exemplaires originaux

Pour L'Aménageur..... Pour la Collectivité concédante

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Pièces annexées

Annexe 1 : Périmètre de l'opération

Annexe 2 : Programme global prévisionnel des équipements et constructions

Annexe 3 : Programme des équipements à la charge du concessionnaire

Annexe 4 : Programme d'équipements à la charge du concédant

Annexe 5 : Bilan financier prévisionnel et plan de trésorerie prévisionnel

Annexe 6 : Planning prévisionnel de l'opération

Annexe 7 : Coordonnées bancaires du concessionnaire

Annexe 8 : Convention pluriannuelle NPNRU « Péri-Schuman Berginié »

Annexe 9 : Fréquences et instances de suivi projet EVSO/PRIR

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 1 : Périmètre de l'opération

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 2 : Programme global prévisionnel des équipements et constructions

12 542m² d'espaces publics requalifiés ou créés

230 m² d'équipement de superstructure (Extension crèche départementale (sous réserve de l'accord du Département)

46 290 m² SDP de logements (hors ilot E)

2635 m² de commerces et services

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 3 : Programme des équipements à la charge du concessionnaire

12 542 m² d'espaces publics requalifiés ou créés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 4 : Programme d'équipements à la charge du concédant

Sans objet

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 5 : Bilan financier prévisionnel et plan de trésorerie prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 6 : Planning prévsionnel de l’opération

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 7 : Coordonnées bancaires du concessionnaire

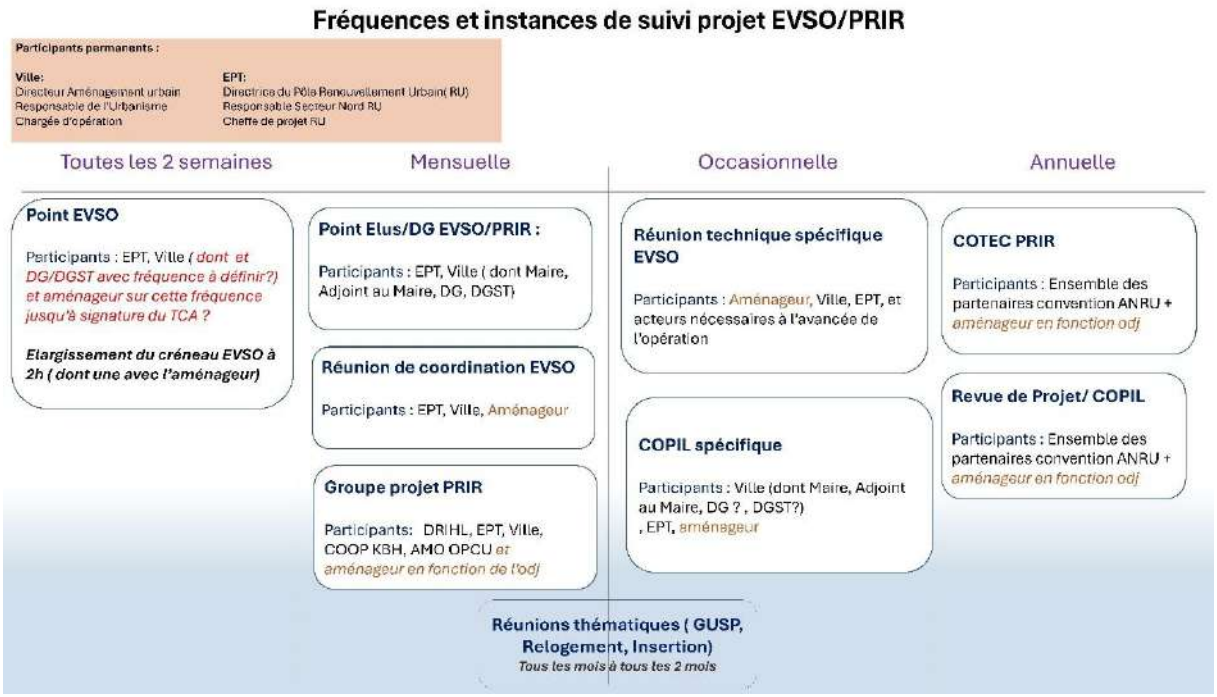
Nom de l'établissement de crédit : ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS
Adresse de cet établissement : 118 avenue des Champs Elysées, 75008 Paris
Compte ouvert au nom de : SPL GRAND ORLY SEINE BIEVRE
Sous le numéro : 09507660840
Code Banque : 18829
Code Guichet : 35415
Clé RIB : 17

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 8 : Convention pluriannuelle NPNRU « Péri-Schuman Berginié »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexe 9 : Fréquences et instances de suivi projet EVSO/PRIR



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le :

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-087

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Aménagement – Avis sur le projet de Traité de concession d'aménagement concernant l'opération Entrée de ville sud-ouest (EVSO)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

L'Etablissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre et la Ville du Kremlin-Bicêtre ont engagé, depuis plusieurs années, un processus de renouvellement urbain des quartiers les plus fragiles aux côtés de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du 28 novembre 2022 et le Conseil territorial du 13 décembre 2022 ont approuvé la Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR) du quartier "Péri Schuman – Bergonié". Le projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre s'intègre dans le périmètre plus large de l'opération d'aménagement Entrée de ville sud-ouest (EVSO).
Le secteur est principalement résidentiel et éloigné des centralités communales. La ligne 7 du métro se situe à 500 mètres et la ligne 14 à 400 mètres. Le projet prévoit la démolition de 190 logements, afin de construire des logements neufs permettant d'accueillir de futurs Kremlinois. La programmation prévoit également l'implantation de commerces et de services en pied d'immeuble afin de créer une diversification fonctionnelle. Ce nouveau quartier a pour ambition d'être un quartier durable labellisé Écoquartier.

Les éléments de la programmation habitat sont les suivants :
- Démolition de 190 logements ;
- Construction d'une surface de plancher prévisionnelle de 46 000 m² dont 64 % de logements privés et 36 % de logements sociaux.

La programmation équipements / services / commerces se synthétise ainsi :
- Réhabilitation de groupes scolaires (Malon, Kergomard et Megrez) à proximité du secteur d'opération EVSO ;
- Développement de 2 600 m² de commerces et de services en rez-de-chaussée.

En termes de réaménagement des espaces publics, les éléments suivants sont prévus pour une surface prévisionnelle de 12 500 m² :
- Création d'un square
- Création d'un espace vert pédagogique
- Création d'une esplanade à l'entrée du quartier
- Requalification et pacification des rues de l'Avenir et de la Réunion
- Raccordement au réseau de chaleur à géothermie.

La Ville et l'EPT ont décidé de confier la réalisation de l'opération Entrée de ville sud-ouest (EVSO) du Kremlin-Bicêtre à la SPL du Grand-Orly Seine Bièvre par l'intermédiaire d'une concession d'aménagement au sens de l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Le Traité de concession d'aménagement mentionne les tâches à assurer par la SPL Grand-Orly Seine Bièvre :
1. Acquérir la propriété des biens immobiliers bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation des ouvrages inclus dans l'opération et gérer ces biens ;
2. Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
3. Démolir les bâtiments existants si cela est nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
4. Mettre en état et aménager les sols et réaliser les équipements d'infrastructures propres à l'opération destinés à être remis à la Collectivité, ou aux autres collectivités publiques ou groupement de collectivités intéressés, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ;
5. Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement ;
6. Céder les biens immobiliers bâtis ou non bâtis, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs agréés par la Collectivité ; mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles ; organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs potentiels.
7. Négocier toute convention permettant d'associer à l'opération les propriétaires compris dans son périmètre ;
8. Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération, notamment en associant l'EPT et la Ville du Kremlin-Bicêtre à l'ensemble des informations et décisions.

Concernant la gouvernance, le traité prévoit notamment une association du concédant (l'EPT) et de la Ville du Kremlin-Bicêtre à toutes les instances et procédures de choix conduites par l'aménageur, dans le respect des missions et des responsabilités de ce dernier.
Concernant le risque économique, le traité prévoit une concession sans transfert de risque à l'aménageur. Le risque économique est donc entièrement assuré par le concédant, que l'opération génère un déficit ou un boni. A ce stade, le bilan prévisionnel annexé à la concession prévoit des dépenses à hauteur de 51 M€ HT.

Il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sur le projet de Traité de concession d'aménagement avec la SPL Grand-Orly Seine Bièvre pour la réalisation de l'opération Entrée de ville sud-ouest (EVSO) du Kremlin-Bicêtre, tel qu'annexé à la présente.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;
Vu la délibération du Conseil territorial n°2022-12-13_3007 du 13 décembre 2022 approuvant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain du Quartier "Péri Schuman – Bergonié" ;
Vu les délibérations du Conseil territorial n°2023-12-19_3397 du 19 décembre 2023, n°2024-03-12_3482 du 12 mars 2024 et n°2024-05-28_3565 du 28 mai 2024 relatives à la constitution de la SPL Grand-Orly Seine Bièvre et à la répartition du capital ;
Vu la délibération du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre n° 2024-118 du 7 novembre 2024 relative à l'adhésion de la Ville à la SPL Grand-Orly Seine Bièvre ;
Vu la délibération relative au bilan de concertation de l'opération d'aménagement Entrée de ville sud-ouest du Conseil municipal du 19 juin 2025 ;
Considérant la compétence de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre en matière d'aménagement et de renouvellement urbain ;
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY) et 13 contre (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'émettre un avis favorable sur le projet de Traité de concession d'aménagement avec la SPL Grand-Orly Seine Bièvre concernant l'opération Entrée de ville sud-ouest (EVSO) du Kremlin-Bicêtre tel qu'annexé à la présente.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-087-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-088

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Urbanisme – Sollicitation de la subvention Renouvellement Urbain à la Région pour des travaux de rénovation des équipements scolaires - Ecole primaire Benoit Malon, école maternelle Kergomard et école maternelle Megrez

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-088-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

La Convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'intérêt régional du quartier Péri Schuman Bergonié au Kremlin-Bicêtre a été signée le 5 juillet 2023. La rénovation des groupes scolaires s'inscrit dans ce projet d'envergure. Le territoire Grand Orly Seine Bièvre et la ville du Kremlin-Bicêtre sont co-porteurs du projet.

Dans le cadre de ses compétences, la Région à travers la délibération du Conseil Régional CR01-16 du 22 janvier 2016 subventionne certaines opérations du renouvellement urbain.

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Péri Schuman Bergonié, la Région alloue un financement sur les crédits renouvellement urbain des études et travaux à conduire sur les équipements scolaires bénéficiant aux habitants du quartier, à hauteur de 900 000 euros, conformément aux éléments inscrits dans la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'intérêt régional du quartier Péri Schuman Bergonié du Kremlin-Bicêtre.

Le projet de rénovation des écoles Malon, Kergomard et Megrez vise à améliorer les conditions d'accueil des enfants du quartier prioritaire Péri Schuman Bergonié, dans un objectif de sobriété énergétique. Il devra permettre d'offrir des bâtiments publics modernes, au confort thermique amélioré. L'amélioration des performances énergétiques du parc de bâtiments comprend la réduction des besoins en énergie des bâtiments et le recours à des systèmes efficaces pour limiter la consommation d'énergie.

Il est proposé au Conseil municipal de solliciter auprès de la Région une subvention d'un maximum de 900 000 euros, pour des travaux de rénovation des équipements scolaires – écoles primaire Malon, école maternelle Kergomard et école maternelle Megrez.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le décret n°2014-767 du 3 juillet 2014, relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains ;
Vu le décret n°2014-1750 du 3 juillet 2014, fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;
Vu le décret n°2015-1138 du 14 septembre 2015, rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
Vu l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain ;
Vu l'arrêté du 15 janvier 2019 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés à titre complémentaire par le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), identifiant le quartier « Péri Schuman Bergonié » (QP094015) situé sur les communes du Kremlin-Bicêtre, de Gentilly et à la limite d'Arcueil ;
Vu le règlement général relatif au NPNRU validé par le Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) du 16 juillet 2015 ;
Vu la convention-cadre régionale de partenariat avec l'ANRU, la Région et l'Etat ;
Vu la délibération n°2018-06-26_1092 du Conseil territorial du 26 juin 2018 approuvant la Convention Régionale de Développement Urbain ; et ses avenants n°1 et n°2 ;
Vu la délibération n°2022-12-13_3007 du Conseil territorial du 13 décembre 2022 approuvant la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement urbain du Quartier « Péri Schuman – Bergonié » ;
Vu la délibération n°2022-110 du Conseil municipal du 24 novembre 2022 approuvant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain du quartier "Péri – Schuman Bergonié" au Kremlin-Bicêtre,
Vu la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain du quartier "Péri – Schuman Bergonié" au Kremlin-Bicêtre, et ses annexes,
Considérant que les travaux de rénovation des écoles Benoit Malon, Kergomard et Megrez sont identifiés au sein de la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain ;
Considérant que l'affectation de l'autorisation de programme de la Région est soumise à l'approbation de la commission permanente régionale au regard des éléments techniques et financiers présentés par le maître d'ouvrage ;
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-088-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Après en avoir délibéré par :

Article 1 : 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. ZINCIROGLU, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. RUGGIERI, M. KHIAR, M. GIBLIN),

Article 2 : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), et 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Article 3 : 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), et 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

-

DÉCIDE

Article 1

De solliciter auprès de la Région Île-de-France une subvention d'un montant maximum de 900 000 euros, pour les travaux de rénovation des équipements scolaires - écoles primaire Malon, école maternelle Kergomard et école maternelle Megrez.

Article 2

Que cette subvention vient en déduction de la part affectée au projet de renouvellement urbain Péri Schuman Bergonié au titre de la convention Régionale de Développement Urbain signée le 10 septembre 2018 et ses avenants n°1 et n°2.

Article 3

D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne habilitée par lui à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-088-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-088-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

Direction des services techniques
Direction de l'Aménagement et du Projet Urbain
Affaire suivi par : Damien BARRIEU

PROCES VERBAL DE CONSTAT

L'an deux mille vingt-cinq, le 2 mai, à 10h00, à la requête de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire de la commune, je soussigné Damien BARRIEU, directeur de l'Aménagement et du projet urbain, agent assermenté de la ville du Kremlin-Bicêtre, ayant prêté serment et porteur de ma commission, certifie que je me suis présenté à l'adresse suivante :

2, rue Lech Walesa,

dont le propriétaire est la Commune du Kremlin-Bicêtre, 1, place Jean Jaurès,
où j'ai constaté ce qui suit :

La parcelle cadastrée F125 est libre d'occupation et d'activité sur la totalité de la parcelle. Ainsi, aucun service public à usage direct du public ni aucun aménagement indispensable à l'exécution de service public ne sont constatés sur les lieux.

Pour servir et faire valoir ce que de droit

L'agent assermenté,

Damien BARRIEU
Directeur de l'Aménagement et du projet Urbain

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-089-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-089

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Aménagement – Désaffectation de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-089-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

La commune du Kremlin-Bicêtre est propriétaire de la parcelle F125 depuis la fin des années 90. On trouve sur cette parcelle un bâtiment qui a accueilli un temps une partie des services techniques de la ville. Aujourd'hui, le bâtiment est libre de toute occupation.

Ce foncier stratégique fait partie intégrante de l'OAP dite « Lech Walesa » dont l'une des orientations de programmation est d'accueillir un équipement public ou privé d'intérêt collectif, une centrale de géothermie, le cas échéant.
Le constat d'un agent assermenté de la ville en date du 2 mai 2025 atteste que le bâtiment n'est plus utilisé par un service public ou à l'usage du public. Cette désaffectation est une étape obligatoire pour valider son déclassement et permettre sa cession.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2241-1,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2141-1,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la ville du Kremlin-Bicêtre, approuvé le 25 juin 2015,
Vu le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°2 relative à la restructuration et la mise en valeur du cœur d'ilot Lech Walesa,
Vu le procès-verbal d'un agent assermenté de la ville constatant la désaffectation de la parcelle cadastrée F125 en date du 2 mai 2025,
Vu le plan parcellaire,
Considérant que la désaffectation de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa est obligatoire pour le déclassement et l'intégration dans le domaine privé de la ville,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
De constater la désaffectation de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-089-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-090

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Aménagement – Déclassement de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-090-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

La commune du Kremlin-Bicêtre est propriétaire de la parcelle F125 depuis la fin des années 90. On trouve sur cette parcelle un bâtiment qui a accueilli un temps une partie des services techniques de la Ville. Aujourd'hui, le bâtiment est libre de toute occupation.

Ce foncier stratégique fait partie intégrante de l'OAP dite « Lech Walesa » dont l'une des orientations de programmation est d'accueillir un équipement public ou privé d'intérêt collectif, une centrale de géothermie, le cas échéant.

C'est dans ce cadre que cette parcelle doit être déclassée afin de l'intégrer dans le domaine privé de la ville et de permettre par conséquent sa cession.

Le constat d'un agent assermenté de la ville en date du 2 mai 2025 atteste que le bâtiment n'est plus utilisé par un service public ou à l'usage du public et la délibération n°2025-089 entérine la désaffectation de cette parcelle. Cette désaffectation est une étape obligatoire pour valider son déclassement.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2241-1,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2141-1,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la ville du Kremlin-Bicêtre, approuvé le 25 juin 2015,
Vu le périmètre de l'Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) n°2 relative à la restructuration et la mise en valeur du cœur d'ilot Lech Walesa,
Vu la délibération n°2025-089 constatant la désaffectation de la parcelle cadrée F125 sise 2, rue Lech Walesa,
Vu le procès-verbal d'un agent assermenté de la ville constatant la désaffectation de la parcelle cadastrée F125 en date du 2 mai 2025,
Vu le plan parcellaire.
Considérant la désaffectation de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa,
Considérant que le déclassement de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa est rendu nécessaire pour la cession de la parcelle dans le cadre du projet d'implantation d'un centrale de géothermie.
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 27 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,), 7 abstentions (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1

De prononcer le déclassement du domaine public et l'intégration dans le domaine privé de la ville de la parcelle cadastrée F125 sise 2, rue Lech Walesa

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-090-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-091

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Patrimoine – Adhésion au programme EduRénov

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-091-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Corinne Bocabeille, adjointe au Maire expose au Conseil :

La commune est dans une démarche de transition écologique. Dans ce cadre, un des leviers actionnés est la rénovation énergétique des bâtiments publics. Elle concerne particulièrement l'ensemble des bâtiments éducatifs. L'objectif est triple : améliorer le confort des usagers, adapter les établissements au changement climatique et générer des économies d'énergie. En effet, dans un contexte où les vagues de chaleur et les événements météorologiques extrêmes se multiplient, les bâtiments éducatifs nécessitent d'être mieux adaptés aux enjeux climatiques actuels. Afin d'accompagner les collectivités territoriales à réaliser ces travaux de rénovation, la Banque des territoires a lancé le programme EduRénov en mai 2023. Il est dédié à la rénovation énergétique des bâtiments scolaires et éducatifs.

Lorsqu'une collectivité adhère au programme EduRénov, cela lui permet d'accéder à :
- Des ressources (webinaires, guides...) ;
- Une communauté pour échanger et s'inspirer ;
- Du financement d'ingénierie. En effet, le programme finance des études énergétiques, et apporte un soutien pour le montage et le déploiement du projet ;
- Des prêts à des taux préférentiels ;
- Un accompagnement tout au long de la réalisation du plan de rénovation des écoles. Cela est gratuit et adapté au niveau de maturité du projet.

A cet effet, la Banque des Territoires réserve pendant 5 ans une enveloppe de 2 milliards d'euros pour du financement en prêts, et une autre de 50 millions d'euros pour du financement d'ingénierie.
Le programme concerne :
- Les établissements scolaires (les écoles et leurs équipements sportifs et culturels) ;
- Les établissements éducatifs (centres de loisirs et structures périscolaires, crèches municipales).

Il apparait opportun d'intégrer ce dispositif, afin de bénéficier de cet accompagnement. Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'adhérer au programme EduRénov.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Corinne Bocabeille, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de l'Education,
Considérant le souhait de la Ville de bénéficier de l'accompagnement du programme EduRénov, afin de rénover les bâtiments scolaires et éducatifs, pour réduire les consommations énergétiques et répondre aux enjeux de changement climatique,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'adhérer au programme EduRénov, piloté par la Banque des territoires.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer et à procéder à tous les actes y afférents.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-091-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-092

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

PATRIMOINE - AUTORISATION DE SORTIE DE L'INVENTAIRE DU VEHICULE RENAULT TWINGO

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-092-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire expose au Conseil :

Le présent rapport a pour objet de sortir de l'inventaire le véhicule RENAULT TWINGO immatriculé 2560 VW 94, mis en circulation le 13/09/2002.
Ce véhicule est cédé pour destruction.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric Raymond, Premier adjoint au Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1

D'autoriser la sortie d'inventaire du véhicule Renault Twingo immatriculé 2560 VW 94 en vue d'être détruit.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces de nature administratives, techniques ou financières nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-092-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Convention de partenariat pour l'organisation de permanences sociales sur la ville du Kremlin-Bicêtre

---

Entre les soussignés,

L'association Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) du Val-de-Bièvre, dont le siège est situé au 10, avenue du Président Wilson, 94230 Cachan, représentée par madame Edith PESCHEUX, en sa qualité de Présidente.

Et,

La Ville du Kremlin-Bicêtre, Hôtel de Ville 1 Place Jean Jaurès – 94276 Le Kremlin-Bicêtre Cedex, représentée par Monsieur Jean-François DELAGE, en sa qualité de Maire de la ville du Kremlin-Bicêtre.

Article 1 : Objet
La présente convention a pour objet de définir le cadre général du partenariat entre la Ville et le CLLAJ du Val-de-Bièvre pour l'organisation de permanences sociales à destination des jeunes de 18 à 30 ans en situation de précarité ou en rupture, dans le cadre du projet AMI – O2R (Objectif Remobilisation – Orientation – Relogement), soutenu par l'État pour la période 2024-2027. Ces permanences se tiendront au sein de la structure municipale Information Jeunesse situé au 40 avenue Charles Gide afin de garantir cohérence, complémentarité et accessibilité de l'offre de service pour les jeunes.

Article 2 : Obligation des parties
Le CLLAJ s'engage à organiser des permanences régulières, à réaliser un diagnostic social individualisé, à orienter et accompagner les jeunes vers l'accès aux droits, en lien avec les partenaires locaux. Il assurera un reporting annuel des actions menées à la Ville.

La Ville s'engage à mettre à disposition un espace adapté au sein de la structure Information Jeunesse, à faciliter la mobilisation des jeunes bénéficiaires et à valoriser le dispositif via ses canaux de communication.

Article 3 : Durée de la convention. La présente convention est conclue pour une durée initiale d'un an à compter de la signature par les parties
Elle pourra être renouvelée annuellement, pour une durée équivalente, par accord exprès des parties formalisé par avenant écrit, dans la limite de la période de financement du projet AMI – O2R (jusqu'au 31 octobre 2027).

Article 4 : Résiliation anticipée
En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 5 : Force majeure
Les parties ne pourront être tenues responsables pour un manquement à l'une des obligations mises à leur charge résultant d'un cas de force majeure, tel que reconnu par la jurisprudence française, à condition de notifier l'autre partie dès connaissance du cas et de faire leur possible pour en limiter les conséquences.

Article 6 : Confidentialité
Chaque partie s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles obtenues dans le cadre de l'exécution de cette convention, sauf obligation légale ou accord écrit préalable de l'autre partie.

Article 7 : Différents et Litiges
La présente convention est soumise aux lois françaises. En cas de litige, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable. À défaut, le différend sera soumis au tribunal compétent.

Le Kremlin-Bicêtre, fait en deux exemplaires,

Pour « Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes » du Val de Bièvre, **La Présidente** **Edith PESCHEUX**	**Pour « La ville du Kremlin-Bicêtre »,** **Monsieur le Maire,** **Jean-Francois DELAGE**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-093-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-093

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Jeunesse – Convention entre la Ville et le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) du Val-de-Bièvre dans le cadre de l'accompagnement des jeunes de 18 à 30 ans

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-093-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jonathan Hemery, adjoint au Maire expose au Conseil :

Le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CLLAJ) du Val-de-Bièvre est un acteur majeur de l'accompagnement des jeunes en situation de précarité. Fort de son expertise reconnue, il œuvre depuis plusieurs années à favoriser l'accès au logement, à l'hébergement, à la domiciliation et aux droits sociaux des jeunes de 18 à 30 ans sur l'ensemble du territoire du Val-de-Marne, incluant Le Kremlin-Bicêtre.

Dans le cadre du dispositif national « AMI – O2R » (Objectif Remobilisation – Orientation – Relogement), déployé entre 2024 et 2027 avec le soutien de l'État, le CLLAJ intensifie son action auprès d'un public particulièrement vulnérable : les jeunes dits « invisibles », en rupture avec les dispositifs d'insertion traditionnels (France Travail, Missions Locales, etc.). Cette démarche s'inscrit pleinement dans les objectifs de lutte contre les inégalités et de renforcement du lien social, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Afin de renforcer son action de proximité et de permettre une meilleure identification et prise en charge de ces publics, le CLLAJ souhaite organiser des permanences locales sur notre territoire. Ces temps d'accueil auront plusieurs objectifs essentiels :

- Proposer un accueil inconditionnel et un diagnostic social individualisé,
- Faciliter l'accès aux droits fondamentaux (logement, hébergement, santé, emploi),
- Offrir un accompagnement renforcé et sur mesure, en synergie avec les partenaires locaux (France Travail, Mission Locale, services municipaux, associations, etc.).

Dans un souci de cohérence et de complémentarité avec les dispositifs déjà existants sur le territoire, ces permanences seront mises en place au sein de la structure information jeunesse de la Ville. Ce choix permettra de centraliser les démarches des jeunes et de renforcer la visibilité de l'action, tout en s'inscrivant dans les priorités municipales en matière de jeunesse et d'insertion.

La Ville, concernée par la présence de jeunes en situation de précarité, et notamment dans les quartiers prioritaires, souhaite s'inscrire pleinement dans cette dynamique partenariale. La convention proposée encadre la mise en place de ces permanences.

Cette convention est conclue pour une durée initiale d'un an à compter de la signature des parties. Elle pourra être renouvelée annuellement, pour une durée équivalente, dans la limite de la période de financement du projet AMI – O2R (jusqu'au 31 octobre 2027).

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention de partenariat avec le CLLAJ du Val-de-Bièvre, afin de permettre la mise en œuvre de ce dispositif local d'accompagnement des jeunes en difficulté, en cohérence avec les priorités de la Ville en matière de jeunesse, d'insertion sociale et de lutte contre la précarité.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jonathan Hemery, adjoint au Maire,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les missions et compétences du CLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes) du Val de Bièvre, en matière d'accueil, d'information, d'orientation, d'accompagnement vers le logement et l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 30 ans,
Vu le projet partenarial intitulé « AMI – O2R » (Objectif Remobilisation – Orientation – Relogement), soutenu par l'État, qui vise à repérer, accueillir et accompagner les jeunes en rupture dans les quartiers prioritaires du territoire du Val de Bièvre,
Vu le projet de convention ci-annexé,
Considérant la nécessité de renforcer l'accès aux droits, à l'hébergement et à l'insertion des jeunes isolés ou en difficulté sur le territoire communal, et plus particulièrement dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV),
Considérant l'intérêt de développer des permanences locales animées par le CLLAJ du Val de Bièvre en lien avec les services municipaux et les partenaires de l'insertion, afin de faciliter l'identification, la remobilisation et l'accompagnement des jeunes concernés,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-093-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

DÉCIDE

Article unique

D'approuver la convention annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs au partenariat entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et le CLLAJ du Val-de-Bièvre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-093-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-093-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-094

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Culture – Versement du solde de la subvention à l'Association de Développement des Activités Socio-Educatives (adase) - Exercice 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-094-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Anissa Azzoug, adjointe au Maire expose au Conseil :

La Ville a procédé à la mise à jour des conventions d'objectifs en concertation avec les associations culturelles et sportives, dont l'ADASE.
Cette convention 2025-2027 fixe le montant de la subvention annuelle en fonction de critères variables et prévoit pour l'ADASE le versement de la subvention en trois temps :

- un versement d'avance en début d'année lors de la signature de la nouvelle convention triennale,
- un second versement le mois suivant l'adoption du budget,
- le solde au mois de juin.

Ainsi, suite aux premiers versements, l'attribution du solde de la subvention peut être réalisée comme prévue :

Nature	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Subvention annuelle 2025	1er versement Avance 2025 (30%)	2e versement suite à l'adoption du budget (40%)	3e versement en juin, (30%)
65748	Association pour le Développement des Activités Socio-Educatives (ADASE)	Association	61 250 €	18 375 €	24 500 €	18 375 €
	TOTAL		**61 250 €**	**18 375 €**	**24 500 €**	**18 375 €**

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le versement du solde de la subvention et d'en permettre le versement.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé d'Anissa Azzoug, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention d'objectifs 2025-2027 avec l'ADASE,
Vu le montant global de la subvention communale accordée pour l'année 2025 aux associations,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
De verser le solde de la subvention annuelle d'un montant de 18 375 € à l 'Association pour le Développement des Activités Socio-Educatives (ADASE).

Article 2
Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 article 65748 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-094-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Le Kremlin Bicêtre

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

La Ville du Kremlin-Bicêtre,
Sise Place Jean Jaurès – 94270 Le Kremlin-Bicêtre,
Tél. 01 45 15 55 55 - N° SIRET : 219 400 439 000 10 - APE : 8411 Z
Numéro de licence d'entrepreneur de spectacles : PLATESV-R-2020-012172
Représentée par Monsieur Jean-François DELAGE, en sa qualité de Maire,
ci-après dénommée, « la ville du Kremlin-Bicêtre », d'une part,

Et,

L'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,
7-9, 11, avenue Henri Farman, 94398 Orly aérogare Cedex
Représenté par son Président, Monsieur Michel LEPRETRE,
ci-après dénommé « le Conservatoire », d'autre part,

PRÉAMBULE :

La Ville du Kremlin-Bicêtre et le Conservatoire à Rayonnement Intercommunal du Grand-Orly Seine Bièvre entretiennent depuis plusieurs années une collaboration fructueuse, basée sur des valeurs communes de promotion de la culture, de l'éducation artistique, et de l'accessibilité aux arts vivants pour tous.

Article 1 – Objet
La présente convention vise à consolider le partenariat autour du studio de musique situé dans la salle Didier Lockwood du Conservatoire, 53 avenue de Fontainebleau au Kremlin-Bicêtre, en formalisant les engagements des deux parties pour les trois années à venir (1er juillet 2025 – 30 juin 2028).

Article 2 – Répartition des responsabilités
Afin de garantir une gestion efficace et collaborative du studio musique, les responsabilités sont réparties entre la ville du Kremlin-Bicêtre et le Conservatoire. Chaque partie s'engage à assumer pleinement ses missions dans le cadre de ce partenariat, en respectant les compétences et expertises respectives.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-095-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Mairie du Kremlin-Bicêtre
1 place Jean-Jaurès
94270 Le Kremlin-Bicêtre
01 45 15 55 55
contact@ville-kremlin-bicetre.fr
www.kremlinbicetre.fr

La Ville prend en charge :

- L'appel à participation pour inviter les groupes musicaux kremlinois à utiliser le studio musique.
- La communication print (flyer, magazine municipal, etc.) et digitale (site de la ville, réseaux sociaux, etc.) autour du projet studio musique.
- L'organisation de la commission d'attribution, responsable de sélectionner les groupes bénéficiaires.
- Le suivi des artistes : gestion des dossiers, informations techniques, et coordination avec le régisseur technique de la Ville.

Le Conservatoire prend en charge :

- Les conventions d'utilisation de la salle Didier Lockwood avec les groupes retenus.
- L'ouverture, l'accès et la fermeture de la salle selon le planning convenu.
- Sa présence à la commission d'attribution, pour garantir une coordination optimale.
- La gestion du planning complet de la salle Didier Lockwood.

Concernant le matériel mis à disposition dans la salle, chaque partie s'engage à prévenir l'autre partie dans un délai raisonnable si elle souhaite déplacer du matériel de la salle. Cela peut par exemple concerner le besoin de matériel lors des concerts organisés respectivement par chacun et qui pourraient priver les utilisateurs d'une partie du matériel de la salle.

Article 3 – Fonctionnement et pérennité du partenariat

Les deux parties conviennent de se réunir régulièrement pour évaluer le bon déroulement du projet et ajuster les modalités si nécessaire. Une attention particulière sera portée au respect des règles d'utilisation des équipements et à la maintenance de la salle et du matériel.

Article 4 – Responsabilités et assurances

Les utilisateurs du studio de musique s'engagent à utiliser les locaux et le matériel mis à disposition avec soin, conformément à leur destination.

En cas de détérioration, de perte ou de vol du matériel ou des installations constatés durant l'utilisation, la responsabilité du groupe bénéficiaire pourra être engagée. Celui-ci pourra être tenu de réparer les dommages causés ou de rembourser les frais de remise en état ou de remplacement.

Le Conservatoire et la Ville s'engagent à informer mutuellement tout incident ou dommage porté à leur connaissance.

Les groupes utilisateurs devront être couverts par une assurance responsabilité civile en cours de validité, couvrant les risques liés à l'utilisation du studio et du matériel mis à disposition. Une attestation d'assurance pourra être demandée par le Conservatoire avant toute utilisation.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de trois ans, du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028 et pourra être renouvelée par accord écrit des deux parties.

Mairie du Kremlin-Bicêtre
1 place Jean-Jaurès
94270 Le Kremlin-Bicêtre

01 45 15 55 55
contact@ville-kremlin-bicetre.fr
www.kremlinbicetre.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-095-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 6 – Compétences juridiques

Dans le cas où des difficultés surviendraient entre les parties à propos de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, celles-ci s'engagent d'abord à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable au litige. En cas de recours judiciaire, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun.

Fait en double exemplaire, au Kremlin-Bicêtre, le 20 juin 2025

Le Conservatoire, Pour le Président et par délégation, Le Directeur du Conservatoire à Rayonnement Intercommunal du Kremlin-Bicêtre **Monsieur Joachim LEROUX**	**La Ville du Kremlin Bicêtre,** Le Maire **Monsieur Jean-François DELAGE**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-095-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-095

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Culture – Convention de partenariat triennale avec le Conservatoire intercommunal sur le Studio musique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-095-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Anissa Azzoug, adjointe au Maire expose au Conseil :

Depuis plusieurs années, la Ville du Kremlin-Bicêtre et le Conservatoire à Rayonnement Intercommunal du Grand-Orly Seine Bièvre entretiennent un partenariat actif, fondé sur des valeurs partagées de démocratisation culturelle, de développement de l'éducation artistique, et de soutien à la création musicale locale, notamment à travers la mise à disposition d'un studio de musique.

Anciennement municipal, situé rue Paul-Lafargue et utilisé par des utilisateurs kremlinois ainsi que par le Conservatoire à Rayonnement Intercommunal pour certains de ses cours, le studio musique a été transféré dans les locaux du Conservatoire lors de son déménagement en avril 2024 au sein du centre culturel Jean-Luc-Laurent, 53 avenue de Fontainebleau. Cette relocalisation a permis l'installation du studio dans la salle Didier-Lockwood, un espace acoustiquement traité d'environ 50 m², spécifiquement dédié aux musiques actuelles.

Le Conservatoire y a rapatrié ses cours de musique actuelle ainsi que son instrumentarium, et les groupes locaux lauréats de la commission musique municipale y sont désormais également accueillis. Ce nouvel aménagement offre des conditions techniques améliorées et favorise une mixité des publics et des usages, dans un lieu partagé au service de la création et de la transmission artistique.

La Ville du Kremlin-Bicêtre et le Conservatoire souhaitent à présent formaliser ce partenariat à travers une convention cadre. Ce partenariat vise à favoriser l'accès à un équipement de qualité pour les artistes locaux, tout en garantissant un fonctionnement sécurisé, équitable et pérenne du studio.

Conclue pour une durée de trois ans du 1er juillet 2025 au 30 juin 2028, et renouvelable, cette convention précise les engagements respectifs de la Ville et du Conservatoire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la convention jointe en annexe.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé d'Anissa Azzoug, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de partenariat autour du studio musique ci-annexée,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article unique

D'approuver la convention ci-annexée afin de consolider le partenariat autour du studio de musique situé dans la salle Didier-Lockwood du Conservatoire, et d'autoriser M. le Maire à signer cette convention.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, ~~dans un délai de deux mois à compter de~~ sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-095-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

CONVENTION DE PARTICIPATION AU PROGRAMME METROPOLITAIN « NUMERIQUE POUR TOUS – COMPOSANTE ACCOMPAGNEMENT VERS L'AUTONOMIE NUMERIQUE »

Entre

La Métropole du Grand Paris, numéro SIRET 20005478100022, représentée par Monsieur Patrick OLLIER en sa qualité de Président, dûment habilité à la signature de la présente,

Ci-après désigné sous le terme « la Métropole du Grand Paris » (MGP), d'une part,

Et

La Ville du Kremlin-Bicêtre, numéro de SIRET 219 400 439 000 10**,** représentée par Monsieur Jean-François DELAGE en sa qualité de Maire, dûment autorisé à la signature de la présente,

Ci-après désigné sous le terme « la structure de médiation », d'autre part,

PREAMBULE

Dans un contexte de transformation et d'évolution des usages du numérique, la Métropole se mobilise pour permettre une meilleure appropriation du numérique par l'ensemble des métropolitains en proposant des dispositifs en faveur de l'inclusion numérique à ses 131 communes.

Le programme « Numérique pour tous », déployé sur 3 ans, se décompose en 3 composantes :

- Une composante « *Lieux de médiation numérique publics* » visant à permettre aux communes de la Métropole de renforcer et développer leurs lieux de médiation numérique ;
- Une composante « *Equipements numériques* » visant à faciliter l'équipement des lieux des médiations numériques publics ;
- Une composante « *Accompagnement vers l'autonomie numérique* » visant à instaurer un parcours local de détection et d'orientation des publics en situation de fragilité numérique et de financement de leur accompagnement par des structures de médiation numérique publiques ou associatives.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre la Métropole du Grand Paris et les structures de médiation participant à la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique ».

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Titre 1 : Objet de la convention, durée et engagement des parties

1. Présentation de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique »

« Numérique pour tous » est un programme « clé en main et de bout en bout » pour lutter contre la fracture numérique en mutualisant l'intégralité des ressources de l'écosystème numérique local.

Les communes, les prescripteurs locaux et les structures de médiation seront au cœur du développement et du déploiement de la structuration de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » de ce programme :

- Les « Communes » devront œuvrer, en partenariat avec le Hub Francil'IN, à la conception d'un parcours local d'orientation des publics en situation de fragilité numérique en identifiant les « Prescripteurs » et les « Structures de médiation numérique » engagés sur leur territoire.

- Les « Prescripteurs », structures recevant du public en situation de précarité numérique, auront pour mission de détecter et d'orienter les personnes en situation de fracture numérique vers les structures de médiation numérique à proximité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les prescripteurs peuvent être par exemple des services d'accueil de la Mairie, services sociaux publics, des missions locales, des médiathèques ou bibliothèques... D'autres entités (par exemple des bailleurs sociaux, des bureaux de poste…) pourront également venir rejoindre le dispositif métropolitain comme prescripteurs.

- Les « Structures de médiation numérique », structures locales publiques ou associatives, auront la charge de l'accompagnement des publics en situation de fragilité numérique.

Dans le cadre du déploiement de cette composante, le programme « Numérique pour tous » propose un accompagnement spécifique à chacune de ces parties-prenantes :

- Communes :
    - **Un accompagnement** à la structuration du réseau et des parcours locaux d'orientation des personnes en situation de fragilité numérique ;
    - **Un suivi** des parcours réalisés sur leur commune par le biais d'une plateforme de prescription et d'orientation des bénéficiaires ;
    - **Un accès à un réseau des prescripteurs complémentaires,** issu d'acteurs partenaires de la Métropole (La Poste, bailleurs sociaux…)
- Prescripteurs :
    - **Une formation et un outillage** pour le diagnostic et l'orientation des publics localement ;
    - **Une connaissance et une mise en relation** avec l'écosystème locale de la médiation numérique.
- Structures de médiation :
    - **Un accompagnement** à la structuration des parcours de formation par la création de modules et de supports pédagogiques
    - **Un financement** au titre de l'accompagnement qu'elles apportent aux publics orientés par les prescripteurs locaux ;
    - **Un accompagnement** à la recherche de nouvelles sources de financements.

2. Présentation des grandes étapes de la mise en œuvre de la composante

Le schéma de participation et déploiement de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » décomposé de la manière suivante :

- Etape 1 : La commune adhère au programme par l'envoi du formulaire de participation signé à la Métropole du Grand Paris.
- Etape 2 : La commune, en partenariat avec le Hub Francil'IN, construit un parcours d'orientation local en identifiant la liste des participants au déploiement, c'est-à-dire à la fois les prescripteurs et les structures de médiation locales.
- Etape 3 : Les structures de médiation numérique candidatent pour rejoindre le programme. Le Hub Francil'IN analyse l'éligibilité de chaque structure et fournit une proposition de liste de structures éligibles à la Métropole du Grand Paris.
- Etape 4 : Le Bureau Métropolitain validera la liste des structures de médiation numérique pouvant recevoir des subventions dans le cadre de ce programme. La délibération correspondante précisera également le nombre de communes sur lesquelles chaque structure interviendra et le plafond de subvention auquel elle pourra prétendre. À la suite de cette délibération, une convention sera signée entre la Métropole du Grand Paris et chaque structure de médiation numérique concernée.
- Etape 5 : Le Hub Francil'IN assure la formation des prescripteurs et des structures de médiation numérique
- Etape 6 : Les prescripteurs détectent les personnes en situation de fragilité numérique et les orientent vers une structure locale d'accompagnement
- Etape 7 : Les structures recevront ensuite un financement de la Métropole du Grand Paris, sur la base du nombre de nombre de bénéficiaire accompagné.

Par ailleurs, la participation de la structure de médiation à la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » est conditionnée à l'inscription de la structure dans la liste des participants au déploiement par la commune où la structure propose des actions des actions de médiation numérique et la signature de la présente convention avec la Métropole du Grand Paris.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

3. Objet de la convention

Par la présente convention, la structure de médiation s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à participer, en cohérence avec les orientations de la Métropole du Grand Paris, au déploiement de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » du programme métropolitain « Numérique pour tous ».

4. Informations sur la structure

Toutes les informations relatives à son fonctionnement et son périmètre d'intervention sont présentés dans l'annexe 1 de la présente convention.

En cas d'évolution de ces informations, la structure est tenue d'informer la Métropole par courrier électronique.

5. Engagements de la structure

La structure s'engage à :

- Respecter les engagements de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » du programme « Numérique pour tous » dont le règlement figure à l'annexe 2 de la présente convention ;
- Communiquer au Hub Francil'IN tous les documents administratifs liés aux critères d'éligibilité. Ces pièces devront également être communiquées tout au long de la durée de la participation à la composante à la fin de leur date de validité ;
- Désigner un Référent, interlocuteur de la Métropole du Grand Paris et du Hub Francil'IN au sein de la structure ;
- Transmettre à la Métropole du Grand Paris et au Hub Francil'IN tous documents liés au changement de référent, de responsable ou tout autre changement lié à la structure (coordonnées, nom du responsable, etc.) ;
- Accueillir et dispenser un accompagnement de médiation numérique aux bénéficiaires de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » ;
- Renseigner les informations relatives à la prise en charge des bénéficiaires sur la plateforme de suivi dédiée à la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique »;
- Effectuer les tests de positionnement des bénéficiaires en entrée et en sortie du programme d'accompagnement prévu par la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique »
- Maintenir à jour les informations de la structure sur la plateforme numérique de gestion du Hub Francil'IN ;
- Informer la Métropole du Grand Paris et son partenaire, le Hub Francil'IN, de l'ensemble des activités organisées au titre de la présente convention ;
- Associer la Métropole du Grand Paris et le Hub Francil'IN à l'ensemble des manifestations officielles organisées dans le cadre des actions de ce programme.

6. Engagements de la Métropole

La Métropole du Grand s'engage à verser des subventions à la structure conformément aux conditions évoquées aux articles 8, 9, 10 et 11 de la présente convention.

7. Suivi de l'orientation et de la prise en charge des bénéficiaires

En partenariat avec le Hub Francil'IN, la Métropole a mis en place un outil de prescription et d'orientation des bénéficiaires vers les structures de médiation numérique. A la suite d'un diagnostic de fracture numérique, le prescripteur pourra inscrire l'usager volontaire sur cette plateforme d'orientation afin d'entamer son parcours d'accompagnement numérique.

A la suite de cette inscription, le bénéficiaire se verra remettre un numéro unique d'inscription ainsi qu'une cartographie recensant l'intégralité des structures de médiation participantes sur la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

A l'accueil du bénéficiaire, la structure de médiation devra renseigner ce numéro unique sur la plateforme afin d'enregistrer l'entrée de l'usager dans le parcours d'accompagnement.
La structure réalisera un test de placement, permettant d'évaluer les compétences numériques initiales du bénéficiaire et d'identifier le parcours le plus pertinent pour son niveau. La structure renseignera sur la plateforme le résultat de ce test de placement.

A l'issue du parcours d'accompagnement, la structure effectuera un test de sortie, pour évaluer la progression du bénéficiaire. Elle renseignera également le résultat de ce test de sortie sur la plateforme.

Ces résultats alimenteront une base de données permettant à la Métropole de procéder au versement direct des subventions au titre du nombre de personnes accompagnées.

La structure renseignera également les informations relatives au parcours du bénéficiaire telles que demandées par la plateforme.

L'accueil de bénéficiaire par la structure n'est pas garanti par la Métropole du Grand Paris.

8. Définition du montant de subvention versée

La composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique » se caractérise par un financement direct des structures de médiation participantes sur la base des informations renseignées sur la plateforme numérique dédiée à la composante.

Le financement par personne accompagnée sera dégressif d'une année sur l'autre et plafonné par nombre maximum de personne accompagnée par an.

Il suivra la décomposition suivante :

- Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 : 100 euros par personne accompagnée
- Du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 : 100 euros par personne accompagnée
- Du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 : 80 euros par personne accompagnée

Le financement pour une personne accompagnée sera versé en deux temps :

- 50% versé à la suite du test de placement effectué par un bénéficiaire du dispositif au sein de la structure
- 50% versé à la suite du test de sortie attestant la fin du parcours d'accompagnement du bénéficiaire.

La date de réalisation du test de placement ou de sortie servira de référence pour le calcul du montant de subvention par personne accompagnée.

Par exemple, pour un accompagnement débuté le 1er décembre 2025 et terminé le 31 janvier 2026, le montant de subvention sera de 90 € et décomposé comme suit :

- 50 € pour la réalisation du test de placement, soit 50% de 100 € par personne accompagnée (montant 2025)
- 40 € pour la réalisation du test de sortie, soit 50% de 80 € par personne accompagnée (montant 2026)

La structure aura accès à la plateforme afin de s'assurer de l'éligibilité de la personne reçue, d'attester de l'accompagnement apporté et d'indiquer les résultats obtenus aux différents tests. Le Hub Francil'IN pourra effectuer des contrôles a posteriori auprès des bénéficiaires.

9. Plafonnement du montant de subvention versée par structure

La Métropole fixe un plafonnement annuel des versements à une structure de médiation numérique à hauteur de 20 000€ par commune d'intervention.

Une fois ce plafond atteint, la structure ne pourra plus prétendre au versement de subvention métropolitaine sur la commune en question dans le cadre de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Là où les communes au sein desquelles la structure exerce dans le cadre des actions de la présente convention sont mentionnées dans l'annexe 1 de la présente convention.
Dans le cas où la structure souhaiterait solliciter des subventions au titre de sa présence au sein d'une ou plusieurs communes, non prévues initialement, l'annexe 1 à la présente convention sera mise à jour par voie d'avenant.

Par ailleurs, le montant total qui pourra être versé à une structure pour l'ensemble des actions menées dans le cadre de cette composante sur le territoire métropolitain sera plafonné à 100 000 € par an.

10. Plafonnement annuel du nombre de personnes orientées dans le cadre de la composante

La structure de médiation est informée que la Métropole a défini un nombre maximum de personnes orientées par an pour l'ensemble des structures de médiation dans le cadre de la composante « Accompagnement vers l'autonomie numérique ». Ce plafonnement par an suit la décomposition suivante :

- Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 : 8 000 personnes orientées
- Du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 : 10 000 personnes orientées
- Du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 : 12 500 personnes orientées

Une fois le nombre de personnes orientées sur l'année atteint, la prescription sera arrêtée pour l'année en cours. Il ne sera donc plus possible pour les prescripteurs d'inscrire de nouveaux bénéficiaires et d'éditer de nouveaux numéros uniques d'inscription.

A chaque versement trimestriel, les structures seront informées du nombre total de personnes orientées à date dans le cadre de la composante. Cette information sera également accessible sur la plateforme de suivi de la composante.

11. Modalité de versement de la subvention

Le versement des financements à chaque structure sera effectué trimestriellement.

Ainsi, la Métropole procédera à 4 versements par an, à savoir :

- A partir du 31 avril pour les publics accueillis entre le 1er janvier et le 31 mars
- A partir du 31 août pour les publics accueillis entre le 1er avril et le 31 Juillet
- A partir du 31 octobre pour les publics accueillis entre le 1er août et le 30 septembre
- A partir du 31 janvier pour les publics accueillis entre le 1er octobre et le 31 décembre

Sur la base des informations renseignées sur la plateforme, le Hub Francil'IN transmettra à la Métropole un état des lieux du nombre d'accompagnements réalisés par structure dans le trimestre.

Sur cette base, la Métropole procédera à un contrôle de cohérence en interne et sollicitera, conformément aux articles 8, 9 et 10 de la présente convention, un appel de fonds de la part de la structure de médiation afin de procéder au versement de la subvention. Un modèle de courrier d'appel de fonds sera transmis à la structure de médiation.

12. Durée de la convention

La Convention entre en vigueur le jour de sa signature par les deux parties. Elle prend fin après le dernier versement prévu dans le cadre du programme et au plus tard au 1er avril 2027.

13. Suivi du déploiement

La Métropole se réserve la possibilité de solliciter un retour d'expérience de la structure sur le programme et à la solliciter pour participer à des évènements métropolitains en liens avec les sujets d'innovation et de médiation numérique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Titre 2 : Modalités financières et obligations diverses

14. Engagements financiers

La participation financière de la Métropole du Grand Paris sera créditée sur le compte de la structure selon les règles comptables en vigueur.

Elle sera versée à la structure sur le compte bancaire ouvert au nom de la structure et dont les coordonnées bancaires sont les suivantes :

Titulaire du compte : RIB annexé

BIC : RIB annexé

IBAN : RIB annexé

15. Responsabilités-Assurances

La structure se conformera aux prescriptions réglementaires qui lui sont applicables. Ses activités sont placées sous sa responsabilité exclusive.

Elle devra souscrire à tout contrat d'assurance de manière que la responsabilité de la Métropole du Grand Paris ne puisse être ni recherchée ni mise en cause.

16. Publicité

Dans le cadre des actions définies par la présente convention, la structure s'engage à faire figurer de manière visible la participation de la Métropole du Grand Paris dans sa communication et ses relations avec les tiers et notamment en apposant le logo de la Métropole du Grand Paris sur tout document ou publication web ou papier s'y rapportant.

17. Sanctions

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par la structure sans l'accord écrit de la Métropole du Grand Paris, celle-ci peut décider la suspension du versement des subventions directes et/ou solliciter la restitution de tout ou partie des subventions déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par la collectivité et après avoir entendu ses représentants.

18. Avenant

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

Toute demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification demandée, sa motivation et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit.

19. Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En outre, la Métropole du Grand Paris disposera de la faculté de résilier à tout moment le contrat en cas de manquement par la structure à une quelconque de ses obligations. La décision de résiliation sera notifiée à la structure après un préavis de 30 jours formalisé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

20. Litige

Pour tout litige afférent à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à essayer de trouver une solution amiable. Dans le cas où elles ne parviendraient pas à une telle solution, le contentieux afférent à la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de Paris.

Fait en deux exemplaires au Kremlin-Bicêtre le, _____

Pour la Métropole du Grand Paris

Pour La Ville du Kremlin-Bicêtre

Le Maire
Jean-François DELAGE

Présentation de la structure de médiation

NOM EXACT DE LA STRUCTURE (en toutes lettres) : VILLE DU KREMLIN-BICETRE

OBJET (précisé dans les statuts) : Collectivité

A RENSEIGNER OBLIGATOIREMENT :

Numéro RNA :
Numéro SIRET si pertinent : SIRET 219 400 439 000 10
Numéro SIREN si pertinent :

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL :

Rue : Mairie, place Jean Jaurès
Code Postal : 94 270 Commune : Kremlin-Bicêtre

ADRESSE POSTALE (si différente du siège social) idem

Code postal : Commune :

Téléphone : Fax : Courriel :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE RESPONSABLE DE LA STRUCTURE :

NOM Prénom : Jean-François DELAGE
Fonction : Maire

MOYENS HUMAINS DE LA STRUCTURE :

Nombre de personnes salariées : Environ 500 agents
Dont équivalent à temps plein :
Nombre de bénévoles actifs :
Nombre de formateurs :

COMMUNE D'INTERVENTION DE LA STRUCTURE (liste des communes métropolitaines participant à la composante « Accompagnement vers l'Autonomie Numérique) :
Kremlin-Bicêtre

INFORMATIONS FINANCIERES :

Titulaire du compte :
BIC : _____IBAN : _____ RIB en annexe_____

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-096

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Numérique – Convention de participation au programme métropolitain « Numérique pour tous »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Fatoumata Thiam, adjointe au Maire expose au Conseil :

L'inclusion numérique est aujourd'hui un enjeu majeur de cohésion sociale. À l'heure où de nombreuses démarches administratives, éducatives ou professionnelles se dématérialisent, une partie de la population reste encore en difficulté pour accéder aux outils numériques, les comprendre et les utiliser de façon autonome. Cette fracture numérique, qui touche particulièrement les publics fragiles (personnes âgées, jeunes en insertion, personnes précaires ou en situation de handicap), contribue à creuser les inégalités sociales et territoriales.

Face à ce constat, la Métropole du Grand-Paris a lancé le programme « Numérique pour tous », qui remplace l'ancien dispositif « Pass numérique ». Ce nouveau programme vise à renforcer les capacités des collectivités locales à agir en faveur de l'inclusion numérique, en simplifiant les modalités de mise en œuvre et en apportant un soutien financier et méthodologique.

Le dispositif comprend trois volets :
- Le renforcement des lieux de médiation numérique publics ;
- L'équipement en matériel informatique de ces lieux ;
- L'accompagnement des publics vers l'autonomie numérique, via un parcours individualisé encadré et financé.

La participation de la Ville présente une double opportunité :
- Structurer et coordonner le réseau local d'accompagnement numérique, avec l'appui de la Métropole du Grand-Paris ;
- Bénéficier d'une subvention pouvant aller jusqu'à 20 000 € par an pour les actions d'accompagnement déjà assurées en partie par les services municipaux.

Une convention entre la Ville et la Métropole du Grand-Paris formalise l'adhésion au dispositif et les modalités de financement, jusqu'à son terme fixé à avril 2027.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Fatoumata Thiam, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de participation au programme métropolitain « Numérique pour tous », ci-annexée,
Considérant l'engagement de la ville à favoriser l'inclusion numérique,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la convention entre la ville du Kremlin-Bicêtre et la Métropole du Grand-Paris concernant le programme « Numérique pour tous » dont l'objectif est de renforcer l'accompagnement vers l'autonomie numérique.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette convention.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-096-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Convention de Mise à Disposition d'Espace

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Ville du Kremlin Bicêtre, représentée par M. Jean François DELAGE, son Maire en exercice et dont le siège social est situé au 1, place Jean Jaurès, 94 270 Kremlin Bicêtre.

Ci-après dénommée la VILLE

ET

L'Association POUR UN CAFE ASSOCIATIF AU KB, représentée par M. Bruno NEGRONI, mandataire légal, dont le siège social se situe à la MCVA, 5 rue Jean Monnet, 94 270 Kremlin-Bicêtre
N° SIRET : 921 647 608 00014
Représentant le regroupement d'associations désigné comme gestionnaire du Tiers-Lieu.

Ci-après dénommée l'OCCUPANT,

Lexique :

- Le terme "Occupant" désigne la personne physique ou morale, publique ou privée à qui est consentie la mise à disposition d'espace.
- Le terme "Ville" désigne la Ville du Kremlin Bicêtre, qui met à disposition l'espace de la friche et du pavillon pour la bonne réalisation de ce projet.
- Le terme "Bien" désigne l'espace mis à disposition.

PREAMBULE

Le site – ci-après dénommé BIEN - mis à disposition par la Ville est la propriété de l'EPFIF qui l'a lui-même mis à disposition de la Ville via une Convention d'Occupation Temporaire (en annexe). Aussi, la présente convention s'inscrit dans cette convention chapeau.

La Ville du Kremlin Bicêtre souhaite que le site dit de "la friche Marcel Sembat" soit transformé pour en faire un tiers-lieu de plein air, dès l'été 2025. Cette transformation passe par la réhabilitation et l'aménagement de la friche et par la sélection d'un porteur de projet pour en assurer la gestion. Ainsi, la Ville a lancé un appel à projet en février 2025 pour sélectionner le futur gestionnaire. Suite au jury de sélection du 12 mars 2025, un regroupement d'associations locales a été choisie pour porter ce projet de tiers-lieu, soient l'association Pour un café associatif au KB, l'association l'Ateliers des arts, l'association la Ruche du KB, l'association les Oiseaux de nuit, l'association les Buveurs de thé, l'association Zoé d'or, l'association Voix et spectacle et l'association Kremlin-Bicycle.

Cette convention est signée avec l'association Pour un café associatif au KB comme représentant du regroupement d'associations, dans l'attente de la création d'une nouvelle structure juridique regroupant les associations participantes. Ainsi, il est convenu qu'un avenant à cette convention soit signée d'ici le 31 janvier 2026 entre la VILLE et la future structure gestionnaire.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La VILLE consent à l'OCCUPANT qui l'accepte, la mise à disposition à titre temporaire du bien ci-après désigné, dans les conditions définies dans la présente convention.

L'OCCUPANT déclare être pleinement informé que la présente convention, ne constitue ni un contrat de bail commercial au sens de l'article L. 145-1 et suivants du code du commerce, ni un bail dérogatoire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

au sens de l'article L. 145-5 du code de commerce mais une convention de mise à disposition d'espace, et n'est en aucun cas régie par les dispositions du décret du 30 septembre 1953 codifiées aux articles L. 145-1 à L. 145-60 du code de Commerce ou non codifiées.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DU BIEN

La VILLE met à disposition de l'OCCUPANT le bien situé 49, rue Marcel Sembat. Le site se compose d'une parcelle nue (friche de 900 m²) qui abritait autrefois une station essence (les sols ont été dépollués depuis mais les futures plantations liées aux activités d'agriculture urbaine devront se faire en hors-sol) et d'un pavillon (100 m²) qui était habité jusqu'en 2024.

La mise à disposition de ces espaces se fera de manière progressive, suivant deux phases :

- Une première, dès l'été 2025, avec la friche accessible (sans le pavillon).
- Une deuxième, horizon 2026, avec le pavillon et la friche accessibles.

Le calendrier précis est le suivant :
Mars 2025 : sélection du gestionnaire.
Avril - juin 2025 : travaux d'aménagement et chantiers participatifs.
Début juillet 2025 : ouverture au public de la friche avec une première programmation estivale.
2026 : Réhabilitation du pavillon pour en faire un établissement recevant du public (ERP) et élargissement des usages du site.

Ainsi, le gestionnaire aura dans un premier temps accès au sous-sol du pavillon uniquement pour du stockage de matériel, sans accès de public. Un avenant à la présente convention sera rédigé et signé au sujet du pavillon pour en accorder l'accès et la gestion au gestionnaire et définir les responsabilités partagées entre l'OCCUPANT et la VILLE.

Un procès-verbal d'état des lieux est établi contradictoirement entre les Parties, au plus tard le jour de la signature du présent contrat. Il sera annexé à la présente convention.

Le plan du bien est annexé à la présente convention.

ARTICLE 3 - DURÉE

La présente convention de mise à disposition est conclue à compter de la signature de la convention, pour une durée de 2 (deux) ans et doit ainsi se terminer le XXX. Au terme de cette durée, l'OCCUPANT ne pourra prétendre au renouvellement tacite de la présente convention.

ARTICLE 4 - DESTINATION DES LIEUX MIS À DISPOSITION

Le BIEN faisant l'objet de la présente convention est destiné à devenir un "*espace géré par des associations locales*, *en partenariat avec la Ville du Kremlin Bicêtre. En fonction des saisons, des jours de la semaine et des heures de la journée, c'est un endroit :*
Calme, on vient s'y reposer, se ressourcer, jardiner, prendre un thé, lire.
Foisonnant, on y rencontre des associations et habitants engagés pour la vie du quartier, on peut y développer un projet, s'organiser en collectif, participer à des formations et sensibilisations sur des sujets environnementaux.
Convivial et joyeux, on participe et profite d'une programmation culturelle, artistique et festive (projections de plein air, concerts), on y organise un anniversaire, une fête de famille, les enfants peuvent y jouer.
Accessible, le café / bar s'engage pour des prix doux, il n'y a aucune obligation de consommer, la programmation participative proposée est accessible.
Grâce à la variété de ses usages et à la diversité des associations qui le font vivre, c'est un lieu de vie locale, intergénérationnel et multiculturel" (extrait de l'atelier d'information et concertation du 14 novembre 2024).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les usages suivants pourront donc (en intégralité ou en partie) y être accueillis :

- espace calme, de détente
- café-bar-guinguette
- ateliers bureaux pour des associations, artistes, artisans
- événementiel
- recyclerie
- jeux, agréés
- agriculture urbaine

Toute autre activité devra faire l'objet d'une demande écrite à la VILLE.
Le tiers-lieu ne pourra pas accueillir de manifestation d'ordre politique (réunions politiques) ou religieux.

L'OCCUPANT s'engage à respecter les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux locaux et à l'activité exercée, en particulier les règles relatives à la sécurité incendie.
D'une manière générale, l'OCCUPANT se conformera aux lois et à la réglementation en vigueur pour ce qui concerne l'activité autorisée au titre de la présente convention.
L'OCCUPANT effectuera toutes les démarches administratives correspondant à l'usage du bien mis à disposition et en supportera le coût.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIÈRES DE L'OCCUPATION

Eu égard à la mission d'intérêt général poursuivie par l'OCCUPANT dans le bien, et dans le respect des conditions et engagements réciproques énoncés dans la convention d'objectifs, en annexe, la présente convention est consentie à titre gratuit.

L'OCCUPANT s'acquittera de la totalité des charges liées à son activité (assurance, téléphone, internet, fluides) directement auprès des organismes prestataires.
La VILLE et l'OCCUPANT se répartiront les travaux de maintenance conformément à la répartition indiquée dans le tableau (annexé).

L'OCCUPANT n'est redevable d'aucuns impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels il pourrait être assujetti dans le cadre de l'exécution de la Convention.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'OCCUPATION

L'OCCUPANT s'engage à user paisiblement et raisonnablement du BIEN, et veille à ne rien faire ni laisser faire qui puisse apporter un trouble de jouissance au voisinage.
L'OCCUPANT bénéficie d'une jouissance exclusive du BIEN pendant toute la durée des présentes et en assure seul la garde jusqu'à la parfaite libération et restitution du bien.
L'OCCUPANT doit se conformer scrupuleusement aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur ou à venir, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, l'hygiène, la sécurité des personnes et des biens, la sécurité incendie, la police, l'inspection du travail, la protection de l'environnement.
La sécurité des personnes et des biens, du fait du BIEN objet de la présente convention et de leur utilisation, incombe à l'OCCUPANT. L'OCCUPANT doit à cet effet souscrire tous les abonnements prescrits par la réglementation pour assurer le fonctionnement, la maintenance, l'assurance, le contrôle et l'entretien des installations de sécurité et de prévention.

La VILLE ne garantit pas l'occupant, et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants: vol / tentative de vol, acte délictueux, irrégularités des services de fluides, dégâts des eaux, accidents survenant dans les lieux loués pendant le cours de la convention, etc.

ARTICLE 7 : TOLERANCES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Toutes les tolérances de la part de la VILLE relatives aux clauses et conditions de la présente convention d'occupation, quelles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne pourront en aucun cas être considérées comme apportant une renonciation, modification ou suppression à ces conditions, ni comme génératrices d'un droit supplémentaire quelconque, la VILLE pouvant à tout moment y mettre fin et demander l'application des clauses de façon rétroactive.

ARTICLE 8 - TRAVAUX

L'OCCUPANT maintiendra le BIEN en bon état d'entretien et effectuera pendant le cours de la convention et à ses frais toutes réparations locatives et de menu entretien visées à l'article 1754 du code civil et de gros entretien visées à l'article 605 du code civil et qui seraient rendues nécessaires y compris la vétusté, l'usure et la force majeure, à l'exception des grosses réparations relevant de l'article 606 du Code Civil ci-après littéralement reproduit; « les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières. Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien. »
Dans la commune intention des parties, l'article 606 du code civil comporte une liste très restrictive et limitative des travaux qui sont considérés comme des grosses réparations; uniques réparations que les parties entendent faire supporter à la VILLE :

- Général : les gros murs, les voûtes, les poutres et les couvertures entières, ainsi que les digues et les murs de soutènement et de clôture en entier.
- Electricité : remplacement d'installations électriques vétustes ou qui ne sont plus aux normes.
- Plomberie, prise en charge des sinistres causés par la vétusté ou la détérioration (non causée par le locataire) des équipements et les problèmes existant avant l'entrée des lieux du locataire.

+ La VILLE prendra également en charge les éléments sécuritaires du lieu : l'escalier, les gardes corps. L'année 2 et les travaux sur la maison nécessiteront de transformer cette liste, un avenant à la convention sera signé en ce sens.

Travaux pris en charge par le gestionnaire :

- Selon le code civil, tout ce qui ne fonctionne pas mais qui n'est pas vétuste (exemples : chasse d'eau, prise électrique, canalisation bouchée, etc)

Ainsi, toute détérioration des équipements et du bâti causés par le locataire est à sa charge.
Cf. Liste annexée de la répartition des réparations entre la VILLE et l'OCCUPANT.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

L'OCCUPANT est tenu de souscrire, pendant toute la durée de la présente convention, pour des sommes suffisantes, auprès d'une société d'assurances notoirement solvable, les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité dans le cadre de son activité ainsi que les risques liés à l'occupation.

La responsabilité de l'OCCUPANT s'étend notamment:

- aux dommages causés par le personnel ou les préposés de l'occupant dans l'exercice de leur fonction, ainsi que de l'ensemble des adhérents de la structure.
- aux dommages corporels, matériels, ainsi que ceux immatériels qui en sont la conséquence, causés aux tiers, aux usagers et la Ville du fait de l'activité exercée par l'occupant dans les lieux mis à disposition
- aux risques liés à l'occupation et notamment les dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur. Cette assurance doit couvrir l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition ou dont l'OCCUPANT a la garde.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT EN MATIÈRE DE COMPTABILITÉ

L'OCCUPANT s'engage :

- à fournir à la VILLE, dans les six mois suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, les documents annuels de clôture (bilan, compte de résultats détaillés et annexe) certifiés par le président de l'Association ou le commissaire aux comptes selon la réglementation en vigueur et le rapport d'activité de l'année écoulée, conformément à l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales.

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement N°99-01 du 16 février 1999 (et à l'arrêté du 8 avril 1999 portant homologation) du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et à fournir, à la ville , lesdits comptes annuels, le rapport du commissaire aux comptes prévu par l'article L.612-4 du Code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

ARTICLE 11 - MODALITÉS D'ACCÈS DE L'OCCUPANT ET DE TIERS AUTORISÉS

L'OCCUPANT aura la charge de veiller à une gestion raisonnée de l'accès au bâtiment durant toute la durée de la convention. À ce titre, il fera son affaire de la répartition et communication nécessaire des clés, codes d'accès ou tout autre moyen d'accéder au bâtiment, notamment aux tiers qui bénéficieront d'une mise à disposition d'espaces Durant toute la durée de la convention, l'OCCUPANT tiendra à disposition de la Ville la liste des personnes et structures ayant accès au bâtiment.

ARTICLE 12 - VISITE DES LIEUX PAR LA VILLE DU KREMLIN BICÊTRE

En tout état de cause, l'OCCUPANT tiendra la Ville informée des moyens par lesquels elle peut accéder au bâtiment. L'OCCUPANT s'engage faciliter et laisser la Ville, ses représentants, ou toute personne qu'elle aura mandatée à cet effet, pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le bien, ou prendre toutes mesures conservatoires de ses droits, sous réserve d'avertir l'OCCUPANT 48 heures avant la date prévue pour cette visite.
Cette disposition ne s'appliquera pas en cas d'urgence.

ARTICLE 13 - SOUS OCCUPATION

La sous-occupation est autorisée uniquement pour les activités qui s'intègrent dans le projet d'animation du lieu, tels qu'énoncés à l'article 4, et devront être encadrées par des conventions. Les sous-occupations seront également encadrées par la convention collective en annexe.

L'OCCUPANT ne peut accorder plus de droits qu'il n'en détient au titre de la présente convention. Les sous-occupations éventuelles expireront également à l'expiration des présentes. En toute hypothèse, l'OCCUPANT demeurera seul tenu à l'égard de la VILLE de toutes les obligations des présentes. Il devra s'assurer du respect par son ou ses occupant(s) éventuels de l'ensemble des autres obligations des présentes comme des prescriptions administratives d'exploitation, ce dont il répondra seul à l'égard de la VILLE.

ARTICLE 14 - CESSION DE LA CONVENTION ET SOUS-OCCUPATION

En raison de son caractère personnel, l'OCCUPANT ne peut pas céder ou transférer par quelque voie que ce soit (notamment cession, transfert, substitution, apport, fusion, scission ou autre transmission universelle de patrimoine, sûretés) à titre gratuit ou onéreux les droits conférés par la Convention.

L'OCCUPANT est autorisé à mettre à disposition d'un tiers ou de ses membres, en partie, de façon gratuite ou onéreuse, les locaux mis à disposition dans le cadre de cette convention.

Cette sous-occupation se fera dans le respect des usages autorisés par l'article 4 de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Les sous-occupations devront être régies par des contrats, conclus par l'OCCUPANT avec des tiers, ne pouvant en aucun cas dépasser la durée de la présente convention. Il est stipulé qu'ils cessent d'avoir effet de plein droit, sans recours possible contre La VILLE, dans tous les cas où l'OCCUPANT viendrait à n'être plus bénéficiaire de la présente convention, y compris dans le cas d'une résiliation pour quelque cause que ce soit.

L'OCCUPANT ne peut accorder plus de droits qu'il n'en détient au titre de la présente convention. Les sous-locations éventuelles expirent également à la fin des présentes. En toute hypothèse, l'OCCUPANT demeurera seul tenu à l'égard de la VILLE de toutes les obligations des présentes. Il devra s'assurer du respect par son ou ses Occupant(s) éventuels de l'ensemble des autres obligations des présentes comme des prescriptions administratives d'exploitation, ce dont il répondra seul à l'égard de la VILLE.

ARTICLE 15 - COMMUNICATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'OCCUPANT et LA VILLE se sont associés dans le choix du nom du projet en vue de son exploitation « LE 49 ».

L'OCCUPANT s'engage à faire mentionner le soutien de la ville sur tous ses supports de communication et sur la signalétique d'accueil (logo de la ville et mention « avec le soutien de la ville du Kremlin-Bicêtre », et de mentionner @villekb sur les réseaux sociaux.

L'OCCUPANT s'engage à faire figurer la mention « avec le soutien de la Métropole du Grand Paris » avec le logo de la Métropole du Grand Paris, comme partenaire financeur du projet, sur les supports de communication et signalétique d'accueil, et de mentionner @Metropole_GrandParis sur les réseaux sociaux.

La Ville se réserve le droit d'effectuer diverses actions de communication internes et externes sur ses supports habituels (site internet, réseaux sociaux, newsletter, affichages…) visant à faire connaître le bien dans sa nouvelle configuration.

La Ville relaiera autant que possible dans ses supports de communication les activités menées dans le tiers-lieu.

La Ville est autorisée par l'OCCUPANT à citer dans le contenu de ses communications le nom du projet associé à celui du bien ainsi que le nom et les éventuelles marques et/ ou droits de propriété intellectuelle de l'OCCUPANT.

La Ville est également autorisée par l'OCCUPANT, pour l'illustration de ses actions de communication, à réaliser des prises de vues photo et vidéo du bien et des divers biens immobiliers et mobiliers s'y trouvant installés.

Cet accord est réciproque : l'OCCUPANT sera autorisé par la Ville à citer dans le contenu de ses communications le nom du projet ; et l'OCCUPANT sera informé des prises de vues photo et vidéo du bien réalisé par la Ville.

L'OCCUPANT déclare avoir pris connaissance de cette faculté de la Ville et à ce titre fera son affaire, vis à vis de tout tiers susceptible de détenir des droits sur les œuvres installées au sein du bien, en ce comprises toutes les œuvres d'art, quelle qu'en soit la nature, d'obtenir auprès des tiers toutes les autorisations requises ainsi que le nom des auteurs.

ARTICLE 16 - CONVENTION D'OBJECTIFS

Il est annexé à la présente convention une convention d'objectifs, qui régit les modalités de collaboration et de partenariats entre les deux parties, et notamment qui permettent de pouvoir rendre compte de l'activité d'intérêt général menée par l'Association sur le site. Cette convention ne pourra pas accorder plus de droits aux preneurs que la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 17 - AVENANTS A LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la VILLE, et par l'OCCUPANT. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou d'un courriel précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle comporte. La validation ou non devra se faire par un retour écrit qui entraînera la rédaction d'un avenant.

ARTICLE 18 - CLAUSES DE SORTIE

L'occupation est consentie à titre précaire et révocable.

Il est expressément convenu qu'en cas de non-exécution par l'OCCUPANT d'une quelconque de ses obligations, la VILLE aura la faculté de résilier de plein droit la présente convention.

La VILLE devra avoir préalablement mis l'OCCUPANT en demeure de régulariser sa situation sous forme d'une mise en demeure, avec un délai de 2 (deux) mois. Passé ce délai, si la situation reste inchangée, un courrier de résiliation de la convention sera envoyé, annonçant un préavis de départ de 2 (deux) mois.

En cas de volonté de résiliation volontaire de l'OCCUPANT, ce dernier devra adresser un courrier de résiliation avec accusé de réception à la VILLE, et observer un préavis de départ de 4 mois.

ARTICLE 19 - COMPÉTENCES JURIDIQUES

Dans le cas où des difficultés surviendraient entre les parties à propos de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, celles-ci s'engagent d'abord à coopérer pleinement avec diligence et bonne foi en vue de trouver une solution amiable au litige. En cas de recours judiciaire, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 20 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention d'occupation et notamment la réception de toutes correspondances et de tous actes extrajudiciaires ou de poursuites, l'OCCUPANT et la VILLE font élection de domicile en leurs sièges sociaux indiqués en tête des présentes.

ARTICLE 21- TRANSFERT DE CONVENTION

Un avenant sera conclu avant le 31/01/2026 afin de transférer la présente convention de "Pour un café association au Kremlin-Bicêtre" au profit d'une structure juridique regroupant les associations participant au projet.

ANNEXES

Sont annexés à la présente convention:

- Plan du site
- Convention d'objectifs
- Etat des lieux
- Tableau de répartition des tâches et responsabilités pour la maintenance du site.
- Convention Ville x EPFIF

Fait à XXX,
Le XXX,

En deux exemplaires originaux,

Pour la Ville du Kremlin Bicêtre, VILLE

Pour la structure XXX, OCCUPANT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Convention d'Objectifs

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Ville du Kremlin Bicêtre, représentée par M. Jean François DELAGE, son Maire en exercice et dont le siège social est situé au 1, place Jean Jaurès, 94 270 Kremlin Bicêtre.

Ci-après dénommée la VILLE.

ET

L'Association POUR UN CAFE ASSOCIATIF AU KB, représentée par M. Bruno NEGRONI, mandataire légal, dont le siège social se situe à la MCVA, 5 rue Jean Monnet, 94 270 Kremlin-Bicêtre
N° SIRET : 921 647 608 00014
Représentant le regroupement d'associations désigné comme gestionnaire du Tiers-Lieu.

Ci-après dénommée L'OCCUPANT,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Ville du Kremlin Bicêtre souhaite que le site dit de "la friche Marcel Sembat" soit transformé pour en faire un tiers-lieu de plein air, dès l'été 2025. Cette transformation passe par la réhabilitation, l'aménagement de la friche et par la sélection d'un porteur de projet pour en assurer la gestion. Ainsi, la Ville a lancé un appel à projet en février 2025. Suite au jury de sélection du 12 mars 2025, un regroupement d'associations a été choisi pour porter ce projet de tiers-lieu, soient l'association Pour un café associatif au KB, l'association l'Ateliers des arts, l'association La Ruche du KB, l'association Les Oiseaux de nuit, l'association Les Buveurs de thé, l'association Zoé d'or, l'association Voix et spectacle et l'association Kremlin-Bicycle.

Une convention de mise à disposition a été signée entre la Ville du Kremlin Bicêtre et l'Association Pour un café associatif au KB, représentant le regroupement d'associations désigné comme gestionnaire du Tiers-Lieu, en date du XXX. Le présent document est annexé à ladite convention, et vient encadrer les relations de partenariats entre les parties, et notamment dans le cadre de la mise à disposition du foncier de la Ville.

Cette convention est signée avec l'Association Pour un café associatif au KB comme représentant du regroupement d'associations, dans l'attente de la création d'une nouvelle structure juridique regroupant les associations participantes. Ainsi, il est convenu qu'un avenant à cette convention soit signée d'ici le 31 janvier 2026 entre la VILLE et la future structure gestionnaire.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention vise à détailler les ambitions du projet et d'engager l'OCCUPANT vis à vis de la bonne réalisation de celles-ci. Elle a également pour objet d'engager la VILLE dans le soutien à la bonne réalisation du projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 2 - Nature et objectifs du projet de tiers-lieu

Par la présente convention, l'OCCUPANT s'engage à mettre en œuvre le projet qu'elle a présenté dans le cadre de l'Appel à Projet lancé par la Ville pour développer un Tiers-Lieu sur la friche dite "Sembat".

Dans ce cadre, la VILLE contribue au projet en mettant à disposition les parcelles situées au 49 rue Marcel Sembat sans redevance financière.

La nature et les objectifs du projet qui lie l'OCCUPANT et la VILLE sont les suivants :

Objectifs :

- Un lieu de vie pour le quartier, animé par celui-ci, ouvert sur celui-ci.
- Un lieu de rencontre, social et solidaire (accès libre, non obligation de consommation, plages horaires d'ouverture les plus étendues possibles, mixité sociale et générationnelle des publics accueillis, structures favorisant le lien social et la solidarité privilégiées).
- Un lieu tourné vers le réemploi et l'écologie (agriculture urbaine, formations permaculture, biodiversité des villes, seconde main, réemploi, vélo, ruches…).
- Un lieu paisible, de détente et de bien-être.

Nature du projet et usages (tout ou en partie):

- espace calme, de détente
- café-bar-guinguette
- ateliers bureaux pour des associations, artistes, artisans
- événementiel
- recyclerie
- jeux, agréés
- agriculture urbaine

Toute autre activité devra faire l'objet d'une demande écrite à la VILLE.

A noter que le projet suivra deux phases :

- Une première, dès l'été 2025, avec la friche accessible (sans le pavillon).
- Une deuxième, horizon 2026, avec le pavillon et la friche accessibles.

Article 3 - Durée et entrée en vigueur de la convention

La convention d'objectifs prendra effet le jour de la signature de la convention de mise à disposition d'espace. La durée de la présente convention d'objectifs sera donc identique à la convention citée. Cette dernière serait automatiquement résiliée en cas de résiliation de la convention cadre.

Article 4 - Engagements de l'OCCUPANT

- L'OCCUPANT s'engage à mettre en œuvre le projet décrit dans sa réponse à l'Appel à Projet duquel il est lauréat.
- L'OCCUPANT communiquera, sans délai, à la VILLE, la copie des déclarations mentionnées à l'article 2 du décret du 16 août 1901, notamment toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du conseil d'administration et du bureau.
- L'OCCUPANT s'engage également à faciliter, à tout moment, le contrôle et l'appréciation par la VILLE de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des subventions reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses ou de tout autre document dont la production serait jugée indispensable.
- L'OCCUPANT s'engage à faciliter l'accès à toute information et tout document permettant d'apprécier les risques financiers, juridiques et organisationnels auxquels elle est confrontée.
- En cas de difficultés financières ou de mise en redressement judiciaire, l'OCCUPANT devra en informer la VILLE dans les plus brefs délais.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'OCCUPANT, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la VILLE sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 - Engagements de la VILLE

Dans le cadre du présent document, et si toutes les obligations de l'OCCUPANT sont respectées, la VILLE s'engage à soutenir l'OCCUPANT dans son projet par une mise à disposition de la friche située au 49, rue Marcel Sembat, sans redevance financière, dans le cadre de l'activité d'intérêt générale de l'association.

La VILLE s'engage à suivre le projet. Elle pourra décider de l'accompagner par des moyens humains, logistiques ou techniques dans la mesure du possible, et sur demande de l'Association.

La VILLE s'engage à participer aux comités de suivi, et à définir des contacts de références qui suivront le projet pour la municipalité, du côté des services et des élus.

Une subvention d'amorçage de 11 000€ nets (onze mille euros nets) est attribuée à l'OCCUPANT au titre de 2025, sur présentation d'un RIB. L'OCCUPANT n'est pas assujetti à la TVA. Ce montant est un montant ferme et non révisable durant la période d'exécution de la convention. Le paiement s'effectuera en 1 fois, dans un délai global de 30 jours après la signature.

Article 6 - Bilan et évaluation

L'OCCUPANT s'engage à fournir chaque année un bilan d'activité spécifique au projet mené sur le site. Ce bilan devra proposer un rapport narratif accompagné d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs répondant au projet présenté par l'OCCUPANT dans l'appel à projet.

Le contenu de ce bilan d'activité pourra être discuté et précisé lors des comités de suivi entre les parties.

Les indicateurs (illustrant les objectifs du projet, présentés ci-dessus) pour évaluer le projet ont été co-définis lors de la réunions préalables à la signature des conventions de mise à disposition d'espace et d'objectifs :

- Amplitude des horaires d'ouverture / indicateurs : A terme, une base de 5 jours d'ouverture hebdomadaire / semaine, 6h/jour en moyenne. Pour le démarrage à l'été 2025 (juillet-août) ouverture sur 3 jours. A partir de septembre-octobre 4 jours jusqu'au début de la saison hivernale. Ensuite, au printemps 2026, 5 jours d'ouverture sont visés avec l'ouverture du pavillon.

- Lieu de vie pour le quartier/ indicateurs : lieu d'habitation des personnes fréquentant le lieu, fréquentation et fidélité, nombre d'inscrits à la newsletter.
- Lieu de rencontre, social et solidaire / indicateurs : nombre d'ateliers solidaires organisés (hebdomadaires) et bénéficiaires concernés, nombre d'associations impliquées.
- Lieu tourné vers le réemploi et l'écologie / indicateurs : nombre d'utilisateurs du compost (ouvert à tous), activités proposant du réemploi, label jardin écologique, nombre d'ateliers pédagogiques.
- Lieu paisible, de détente et de bien-être / indicateurs : nombre d'évènements organisés, d'activités culturelles, ludiques ou de loisirs proposés pour tous les publics (3 hebdomadaires pour le démarrage à l'été 2025).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats sur l'impact du projet au regard de l'intérêt local pour la VILLE conformément à l'article L. 3211-1 du Code général des collectivités territoriales.

L'avenant à la présente convention qui sera signé d'ici le 31 janvier 2026 avec la nouvelle structure regroupant les associations participantes permettra de repréciser et de quantifier ces indicateurs.

Article 7- Gouvernance : instances

Comité de pilotage : instance annuelle réunissant la VILLE et l'OCCUPANT, ayant pour but de faire un bilan de projet en abordant les sujets suivants : équilibre économique du projet, respect des objectifs (au vu des indicateurs co-conçus, pouvant évoluer au fil du temps), évolutions architecturales structurantes, écosystème partenarial, gouvernance VILLE / OCCUPANT. C'est au sein de cette instance que se prennent les décisions stratégiques sur le devenir du projet (renouvellement des conventions, plans d'actions, etc). L'OCCUPANT s'engage à fournir lors du comité de pilotage, un compte-rendu d'activité quantitatif et qualitatif et un compte rendu financier détaillé.

Comité de suivi technique : instance saisonnière (quatre fois par an, au début de chaque nouvelle saison) réunissant la VILLE et l'OCCUPANT, ayant pour but d'aborder les sujets suivants, en fonction des besoins : problèmes techniques rencontrés, coordination technique VILLE/OCCUPANT, communication au sujet du projet, programmation culturelle à venir sur site. C'est au sein de cette instance que des décisions relatives aux besoins opérationnels de la VILLE ou de l'OCCUPANT sont prises.

L'OCCUPANT s'engage à produire un compte rendu (comprenant un relevé des décisions) suite à chacune de ces réunions et à le transmettre à la VILLE.

L'OCCUPANT s'engage à respecter le Contrat républicain de la Ville (en annexe).

Article 8 - Soutien et accompagnement externe

L'association Yes We Camp accompagnera la VILLE et l'OCCUPANT dans la mise en œuvre opérationnelle du projet (soutien à la conception d'un modèle économique, recherche de financements, transmission d'outils types de gestion).

Article 9 - Avenants à la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la VILLE, et par l'OCCUPANT. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.
La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou d'un courriel précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle comporte. La validation ou non devra se faire par un retour écrit qui entraînera la rédaction d'un avenant.
Un avenant sera conclu avant le 31/01/2026 afin de transférer la présente convention de "Pour un café association au Kremlin-Bicêtre" au profit d'une structure juridique regroupant les associations participant au projet.

Article 10 - Résiliation de la convention

La résiliation volontaire de la présente convention ne peut se faire qu'en cas de résiliation de la convention de mise à disposition, selon les conditions énoncées à l'article 18 de cette dernière
En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention d'objectifs, celle-ci pourra amener à résilier de plein droit la convention d'occupation temporaire selon les conditions énoncées à l'article 18 de cette dernière

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Annexes

- Dossier de plans et axonométries
- Dossier de candidature de l'OCCUPANT
- Convention Ville x EPFIF
- Contrat républicain

Fait à
Le,

En deux exemplaires originaux,

Pour la Ville du Kremlin Bicêtre,

VILLE

Pour l'Association Pour un café associatif au KB, OCCUPANT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-097

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Culture - Ouverture d'un tiers-lieu et conventions de mise à disposition d'espace et d'objectifs avec le gestionnaire désigné

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Jean-François Delage, Maire expose au Conseil :

La Ville du Kremlin Bicêtre a souhaité que le site dit de "la friche Marcel Sembat" soit transformé pour en faire un tiers-lieu de plein air, dès l'été 2025. Cette transformation passe par la réhabilitation, l'aménagement de la friche et par la sélection d'un porteur de projet pour en assurer la gestion. Le site se compose d'une parcelle nue (friche de 900 m²) qui abritait autrefois une station essence et d'un pavillon (100 m²) qui était habité jusqu'en 2024, au 49 rue Marcel Sembat. Les deux emprises appartiennent aujourd'hui à l'EPFIF, qui a contractualisé avec la Ville du Kremlin Bicêtre via une Convention d'Occupation Temporaire. Dans cette optique, la Ville du Kremlin-Bicêtre a lancé un appel à projet pour transformer la friche Marcel Sembat (900 m² de terrain + pavillon de 100 m²) en un tiers-lieu de plein air, avec ouverture prévue dès l'été 2025. Des ateliers d'information et temps de concertation réalisés en novembre 2024 ont permis de pré-définir l'identité du projet avec la création d'un lieu avec :

- Un espace calme, de détente
- Un café-bar-guinguette
- Des ateliers bureaux pour des associations, artistes, artisans
- De l'événementiel
- Une recyclerie
- Des jeux, agréés
- De l'agriculture urbaine

Le projet devra respecter les objectifs suivants :

- Un lieu de vie pour le quartier, animé par celui-ci, ouvert sur celui-ci.
- Un lieu de rencontre, social et solidaire (accès libre, non obligation de consommation, plages horaires d'ouverture les plus étendues possibles, mixité sociale et générationnelle des publics accueillis, structures favorisant le lien social et la solidarité privilégiées).
- Un lieu tourné vers le réemploi et l'écologie (agriculture urbaine, formations permaculture, biodiversité des villes, seconde main, réemploi, vélo, ruches…).
- Un lieu paisible, de détente et de bien-être.

Le lieu devra s'inscrire dans une logique sociale, solidaire, écologique et intergénérationnelle.
Un appel à projet permettant de sélectionner le gestionnaire du tiers-lieu a été lancé en février 2025. Fin mars, un gestionnaire a été désigné par un jury selon les critères de sélection suivants : la pertinence du projet avec les attentes programmatiques ; la capacité à fédérer, ancrage local, modèle économique viable et le respect de l'environnement, gestion collective, expérience préalable.
Le gestionnaire désigné est un regroupement d'associations locales : Pour un café associatif au KB, l'association l'Ateliers des arts, l'association la Ruche du KB, l'association les Oiseaux de nuit, l'association les Buveurs de thé, l'association Zoé d'or, l'association Voix et spectacle et l'association Kremlin-Bicycle.
Les conventions de mise à disposition d'espace et d'objectifs cadrent le fonctionnement et la mise en place du tiers-lieux. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver les conventions jointes en annexe et d'autoriser Monsieur le Maire à les signer.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François Delage, Maire
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de mise à disposition d'espace et la convention d'objectifs,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 28 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN), et 6 ne prenant pas part au vote (Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER,),

DÉCIDE

Article unique

D'approuver les conventions d'objectifs et de mise à disposition d'espace avec le gestionnaire désigné et d'autoriser M. le Maire à signer ces conventions ainsi que tout avenant ultérieur.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250626-2025-097-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-098

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

SPORTS – VERSEMENTS DU SOLDE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES - EXERCICE 2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-098-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Julie Defrance, conseillère municipale déléguée expose au Conseil :

La Ville a procédé à la mise à jour des conventions d'objectifs et de fonctionnement en concertation avec les associations sportives que sont le CSAKB, l'USKB, le KB Futsal, CSAFKB et Citoyenneté Active pour trois ans, soit pour 2025, 2026 et 2027. Ainsi, ces nouvelles conventions d'objectifs et de fonctionnement avec les clubs sportifs ont été adoptées par le Conseil municipal le 19 décembre 2024.

Les conventions 2025-2027 du CSAKB, de l'USKB et du KB Futsal ont fixé les montants des subventions annuelles en fonction de critères variables et prévoient pour ces clubs sportifs le versement des subventions en trois temps :

- un versement d'avance effectué en début d'année 2025, suite à la signature des conventions ;
- un deuxième versement le mois suivant l'adoption du budget,
- le solde au mois de juin.

Dans ce cadre, deux versements ont été réalisés aux clubs sportifs suite à la signature des conventions, à valoir sur le montant annuel des subventions 2025. L'attribution du solde des subventions peut être réalisée comme prévue :

Nature	**Nom de l'organisme**	**Nature juridique de l'organisme**	**Subvention annuelle 2025**	**1er versement 2025 (avance 30%)**	**2ème versement suite à l'adoption du budget (40%)**	**3ème versement en juin (30%)**
65748	CSAKB	Association	299 000 €	89 700 €	119 600 €	89 700 €
65748	USKB	Association	60 500€	18 150 €	24 200 €	18 150 €
65748	KB FUTSAL	Association	63 750 €	19 125 €	25 500 €	19 125 €
65748	CITOYENNETE ACTIVE	Association	7 000 €	–	7 000€	–
	TOTAL		**430 250 €**	**126 975 €**	**176 300 €**	**126 975 €**

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver l'attribution des soldes des subventions (pour le CSAKB, l'USKB et le KB Futsal) et d'en permettre le versement.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Julie Defrance, conseillère municipale déléguée
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention d'objectifs avec l'association CSAKB approuvée par la délibération n°2024-131 du 19 décembre 2024,
Vu la convention d'objectifs avec l'association USKB approuvée par la délibération n°2024-132 du 19 décembre 2024,
Vu la convention d'objectifs avec l'association KB Futsal approuvée par la délibération n°2024-133 du 19 décembre 2024,
Vu le montant global de la subvention communale accordée pour l'année 2025 aux associations,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-098-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 1

Décide de verser le solde des subventions 2025 aux clubs sportifs suivants :

- CSAKB : 89 700 €
- USKB : 18 150 €
- KB FUTSAL : 19 125 €

Article 2

Dit que les crédits sont inscrits au budget primitif 2025 article 65748 « Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes de droit privé ».

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-098-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-098-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Entre les soussignés :

La Ville du Kremlin-Bicêtre,
Sise Place Jean Jaurès – 94270 Le Kremlin-Bicêtre,
Tél. 01 45 15 55 55 - N° SIRET : 219 400 439 000 10 - APE : 8411 Z,
Représentée par le Maire en exercice, Jean-François Delage,
Désigné ci-après sous le nom de « **La Mairie »**,

Et

La Fédération Française De Judo, Jujitsu, Kendo Et Disciplines Associées, Association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901 modifiée et reconnue comme établissement d'utilité publique, enregistrée sous le SIREN 784 573 792, ayant son siège social situé 21/25 Avenue de la Porte de Chatillon – 75014 PARIS.
Représentée par son Directeur Général en exercice, Monsieur Sébastien NOLESINI

Désigné ci-après sous le nom de **« l'occupant »**,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile :

- Pour la Mairie : 1 place Jean-Jaurès 94 270 Le Kremlin-Bicêtre,
- Pour l'occupant : 21, 25 avenue de la Porte de Châtillon 75014 PARIS,

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public. Cette occupation revêt un caractère temporaire, précaire et révocable en application des articles L.2122-2 et L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.
La présente convention ne permet pas aux parties de se prévaloir du régime des baux commerciaux, ni du régime des baux professionnels.

ARTICLE 3 : DÉSIGNATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La Mairie met à disposition de l'occupant l'équipement sportif suivant :

Équipement : .....

Adresse : .....

INSTITUT DU JUDO – FRANCE JUDO - 21-25, AVENUE DE LA PORTE DE CHÂTILLON - 75680 PARIS CEDEX 14
E-mail : judo@ffjudo.com – Tél. : 01 40 52 16 16

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 4 : ÉTAT DES ÉQUIPEMENT SPORTIFS

L'occupant prendra les équipements sportifs dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'occupant déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.
Un état des lieux contradictoire ainsi qu'un inventaire du matériel entreposé seront dressés et annexés aux présentes.

L'occupant devra supporter la gêne qui lui causeraient les réparations, reconstruction, surélévations et travaux qui pourront être exécutés dans ou à l'extérieur de 'équipement.
L'occupant est informé que les locaux ne sont pas accessibles PMR.

ARTICLE 5 : TRANSFORMATION ET MODIFICATION DES ÉQUIPEMENTS

L'occupant pourra transformer ou modifier l'agencement ou l'organisation des équipements sportifs mis à disposition après accord de la Mairie. Dans ce cas les travaux devront être réalisés par des entreprises qualifiées dans le respect des règles de sécurité et en garantissant les installations techniques (chauffage, climatisation, électricité, isolation…) à la fin de la convention les aménagement ou transformations autorisés seront acquis par la mairie de secteur.

ARTICLE 6 : DESTINATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Les équipements sportifs, objet de la présente convention, seront utilisés par l'occupant uniquement dans le cadre de l'organisation d'un dojo solidaire tel que défini dans le programme 1000 dojos.
Dans l'hypothèse où l'occupant ne bénéficierait plus des autorisations ou agréments nécessaires à son activité, la mise à disposition deviendrait automatiquement caduque.

Les locaux ne pourront pas être affectés à un usage d'habitation même occasionnel, ni utilisés à des fins politiques, syndicales, confessionnelles, ou commerciales.

Dans le cadre de l'organisation d'activités extra sportives ponctuelles, la mise à disposition de ces équipements devra être demandée préalablement auprès de la Mairie. Elle fera l'objet d'un paiement sur la base des tarifs délibérés en Conseil Municipal.

ARTICLE 6 BIS : UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS PAR UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE LORS DU TEMPS SCOLAIRE

Des créneaux d'utilisation de l'équipement sportif lors du temps scolaire seront identifiés et réservés à un/ou plusieurs établissements scolaires ainsi qu'à l'organisation de cycles scolaires.
Ceux-ci seront annexés à la convention d'animation signée avec l'occupant.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN ET RÉPARATIONS DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Un état des lieux contradictoire sera dressé le jour des clés et annexé à la présente convention, il en sera de même à l'expiration de la convention.

L'occupant s'engage à assurer le nettoyage régulier des parties qu'il occupe.
Toute dégradation devra faire l'objet d'une remise en état aux frais de cette dernière.

ARTICLE 8 : DELEGATION DE LA MISE EN ŒUVRE D'UN DOJO SOLIDAIRE

L'occupant peut mettre à disposition l'équipement et céder les droits et devoirs issues de la présente convention à une ou des structures permettant l'organisation de l'activité d'un dojo solidaire tel que défini par le programme 1000 dojos et notamment un club affilié à la fédération sous réserve d'en faire la demande préalable à la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 9 : DURÉE/OCCUPATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans, elle prend effet à la date de sa signature par les deux parties.
Elle sera reconduite tacitement.
L'une ou l'autre partie pourra mettre fin à tout moment à la convention, par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 10 : PAIEMENT D'UNE REDEVANCE

La Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et disciplines associées, est reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 2 août 1991, la présente convention de mise à disposition à titre gracieux ce qui constitue de fait un avantage en nature.
Cette gratuité devra faire l'objet d'une déclaration dans le bilan comptable de votre association pour un montant de : 0 €

Pour votre information, la valorisation a été calculée en multipliant les heures attribuées par le prix horaire de l'équipement concerné, sur la base des tarifs délibérés en Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : CHARGES

Les frais de nettoyage seront supportés par le propriétaire ainsi que la mise aux normes et l'entretien des organes de sécurité.
Les impôts et taxes relatifs à l'activité de l'association seront supportés par cette dernière.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

L'occupant s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagne d'assurance notoirement connue.
L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction des équipements confiés.

L'occupant devra souscrire une assurance garantissant le propriétaire de l'équipement pour les risques liés à la pratique sportive objet de la convention, se déroulant sur les équipements visés par la présente.

L'occupant devra s'acquitter du paiement de toute prime et en justifier à première demande.
Le contrat d'assurance sera joint en annexe.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉ RECOURS

L'occupant sera personnellement responsable vis-à-vis de la Mairie du Kremlin-Bicêtre et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'occupant répondra des dégradations causées aux équipements sportifs mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres préposés, et toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE L'ASSOCIATION

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'occupant accepte précisément à savoir :

- Faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité,
- Se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement sportif,
- Le jour de la signature de la convention, les clefs des locaux seront remises à l'association qui en sera responsable. L'association ne devra ni prêter ses clés ni les dupliquer. Au terme de la présente convention, l'association restituera les clés des locaux à la Mairie du Kremlin-Bicêtre.

L'équipement devra en permanence resté accessible aux représentants de la mairie ou à tout technicien désigné par elle sans qu'il soit nécessaire d'en requérir l'autorisation.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.
La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.
La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'occupant ou par la destruction des équipements sportifs par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 16 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

A défaut d'un accord amiable, le Tribunal Administratif de Melun sera le seul compétent pour statuer sur tout litige survenant entre les parties dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Fait à ……, le …….

Pour l'occupant **Sébastien Nolésini** **Directeur général France Judo**	**Pour la Mairie du Kremlin-Bicêtre** **Le Maire ou son représentant**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-099

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Sports – Création d'un Dojo solidaire dans le cadre du programme national « 1000 dojos » de la Fédération Française de Judo

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Julie Defrance, conseillère municipale déléguée, expose au Conseil :

Dans le cadre du programme « 1000 dojos » porté par la Fédération Française de Judo (FFJDA), la Ville du Kremlin-Bicêtre propose de développer un Dojo Solidaire, ancré localement, accessible à tous en transformant un espace existant (ex-Espace Jeunesse devant le Gymnase J. Ducasse).
L'objectif principal est d'offrir aux publics les plus éloignés de la pratique sportive un accès facilité à une activité régulière et encadrée :

- Favoriser l'accès à une pratique sportive à faible coût,
- Encourager le développement du judo au Kremlin-Bicêtre et renforcer l'ancrage des clubs locaux,
- Sensibiliser de nouveaux publics (jeunes, familles précaires, personnes en insertion, en situation de handicap, personnes âgées) à la pratique sportive,
- Utiliser le judo comme levier éducatif, de cohésion sociale et de développement personnel,
- Promouvoir le sport pour tous avec une offre d'activités adaptées à chaque tranche d'âge.

Le projet permet un soutien technique et financier de la FFJDA, notamment pour les travaux de rénovation, comprenant :

- Un appui pédagogique et technique,
- Un accompagnement à la rénovation du lieu,
- La fourniture de matériel (tatamis, kimonos),
- La formation et la mobilisation des intervenants pour les activités développées,
- L'intégration dans le réseau national des dojos solidaires.

Les travaux sont inclus dans le projet « 1000 dojos » qui prend en charge les travaux de rénovation dans la limite de 50 000 € après signature d'une convention (annexée). Les travaux sont effectués par une entreprise externe définit par la FFJDA. La collectivité reste responsable des fluides et de l'entretien courant du dojo solidaire.
Ce projet permettra à la Ville de développer des activités sportives dédiées à partir de 2026, après une phase travaux fin 2025, en complément des activités des clubs, notamment, en proposant une programmation de Taïso, Judo scolaire, Judo périscolaire, baby Judo et self-défense à définir en fonction des subventions possibles sur ce type d'activités (ANS, FFJDA, etc...).
Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la création d'un dojo solidaire.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Julie Defrance, conseillère municipale déléguée,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le projet « 1000 Dojos » et la convention de la FFJDA ci-annexée,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,

Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 1

D'approuver le principe de création d'un Dojo Solidaire sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, dans le cadre du programme « 1000 dojos » porté par la Fédération Française de Judo ainsi que la convention annexée à la présente délibération.

Article 2

D'autoriser la Ville à engager les démarches nécessaires à la signature d'une convention avec la FFJDA pour la réalisation du projet, et d'autorise Monsieur le Maire à signer la convention annexée et tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-099-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Convention d'occupation précaire du boulodrome municipal du Parc Pinel

Entre
La commune du Kremlin-Bicêtre, représentée par Monsieur Jean-François DELAGE, Maire du Kremlin-Bicêtre,

D'UNE PART

Et
L'Amicale des Boulistes du Kremlin-Bicêtre (ABKB), dont le siège social est situé à la Maison de la Citoyenneté et de la Vie Associative (MCVA) 5 rue Jean Monnet 94270- Le Kremlin-Bicêtre, représentée par son Président Monsieur Alain HATTON,

D'AUTRE PART
Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La Commune possède un boulodrome au sein du Parc Pinel, rue Rossel au Kremlin-Bicêtre.

L'objet social de l'Amicale est le suivant :

- Promouvoir, faciliter et organiser la pratique en groupe de la pétanque du lundi au dimanche.
- Créer et entretenir des liens intergénérationnels par tous moyens sportifs et de loisirs.
- Organiser des concours internes amicaux.

L'Amicale peut agir seule ou en partenariat avec d'autres associations ayant des buts identiques sur des activités ponctuelles.

La Commune souhaite apporter son soutien à l'Amicale des Boulistes dont les actions sont positives avec en outre sa participation à l'animation du Festival de l'Ecologie Populaire, de la fête de la Ville, du forum des associations et de la semaine des droits des femmes. L'action de l'Amicale s'inscrit aussi dans la vie communale en particulier à travers les actions pour les familles en organisant des ateliers pour le Centre social Germaine Tillion et des actions sociales comme la participation à la nuit de la Solidarité.

La présente charte vise à rappeler les modalités d'utilisation du boulodrome et articles mentionnés ci-après.

TITRE 1 : ENGAGEMENTS DE L'AMICALE DES BOULISTES DU KREMLIN-BICETRE

L'amicale des Boulistes du Kremlin-Bicêtre s'engage à :

- Utiliser le terrain municipal en respectant la charte municipale des sports, et en apportant une attention particulière à la sécurité des publics.
- Utiliser le boulodrome conformément au planning ci-dessous :
  - ✓ du 1er avril au 30 septembre : du lundi au dimanche de 14h à 20h
  - ✓ du 1er octobre au 31 mars : du lundi au dimanche de 13h30 à 18h
- Pour les concours organisés sur la journée ou la demi-journée, l'Amicale communiquera son programme à la Ville au début de l'année.
- Elle sollicitera systématiquement la Ville pour toutes demandes de modifications ou exceptionnelles.
- Maintenir les lieux en parfait état de propreté
- Maintenir un respect des lieux et des personnes présentes sur le boulodrome et aux alentours

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-100-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

- En cas d'organisation d'une séance ou d'une manifestation particulière impliquant des personnes non adhérentes, l'amicale prévient la Ville qui se réserve le droit d'accepter ou non en fonction des conditions exprimées.

TITRE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- Mettre à disposition les terrains de pétanque et le cabanon dédié à l'Amicale et à fournir le planning sur lequel sont inscrits les créneaux disponibles.
- Assurer l'entretien courant de l'équipement et de ses accessoires.
- Informer par avance des dates de fermeture des installations.

La Ville se réserve le droit d'occuper le boulodrome sur ces créneaux horaires en cas de nécessité liée à ses propres besoins, au fonctionnement du service public ou en cas de menaces à l'ordre public. L'association sera tenue informée par courriel à l'avance.

TITRE 3 : DUREE DE LA CHARTE ET OCCUPATION

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

TITRE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le boulodrome est mis à disposition à titre gratuit.

TITRE 5 : RESILIATION

La présente convention pourra être dénoncée en cas de force majeur tel que reconnu par les coutumes et défini comme circonstances imprévisibles et insurmontables.
Toutefois, en cas de manquement par l'Amicale à l'un de ses engagements dans le cadre de la présente convention, la Ville a la faculté de résilier de plein droit la présente convention.

TITRE 6 : ASSURANCES

Chacune des parties reconnaît avoir souscrit les assurances nécessaires à l'exécution de la présente convention.

TITRE 7 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés.

Fait au Kremlin-Bicêtre le

Pour la Ville,

Pour l'Amicale de Boulistes du Kremlin-Bicêtre,

Le Maire du Kremlin-Bicêtre,
Jean-François DELAGE

Le Président
Alain HATTON

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-100-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-100

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... 28
Représentés 6
Absent..... 1

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Vie Associative / Sports - Convention d'occupation du boulodrome municipal du Parc Pinel

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-100-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Fatoumata Thiam, adjointe au Maire expose au Conseil :

En 2021, pour encourager le succès rapide et intergénérationnel de l'Amicale des Boulistes, a Ville a décidé d'agrandir le terrain de pétanque afin d'en doubler la surface. Ce club kremlinois, qui compte aujourd'hui de nombreux adhérents de tous âges, a bénéficié également de la construction d'un cabanon en bois, récemment électrifié.

Aujourd'hui, le boulodrome est un lieu de convivialité apprécié par de nombreux habitants du Kremlin-Bicêtre, qui viennent y passer d'agréables moments. L'association contribue activement à la vie du Parc Pinel en animant le boulodrome et participe à de nombreux événements. L'Amicale s'implique également dans la vie communale à travers des actions en direction des jeunes et des familles, notamment en organisant des ateliers pour le Centre social Germaine-Tillion, ainsi que des initiatives solidaires comme la participation à la Nuit de la Solidarité.

Afin de soutenir cet engouement pour la pétanque et de valoriser l'action de l'Amicale, la Ville souhaite formaliser cette dynamique par la signature d'une convention d'occupation. L'objet social de l'Amicale des Boulistes est de :

- Promouvoir, faciliter et organiser la pratique collective de la pétanque, du lundi au dimanche,
- Créer et entretenir des liens intergénérationnels à travers des activités sportives et de loisirs,
- Organiser des concours internes amicaux.

La présente délibération vise donc à mettre gratuitement à disposition de l'Amicale le boulodrome municipal du Parc Pinel.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Fatoumata Thiam, adjointe au Maire,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention ci-annexée,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité,
Après en avoir délibéré par 34 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI, Toufik KHIAR, Jérôme GIBLIN),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver la convention ci-annexée permettant à l'association l'Amicale des boulistes d'occuper le boulodrome municipal du Parc Pinel.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention d'occupation du Boulodrome municipal ainsi que tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94276

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-100-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Acte publié le : 27/06/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 19 juin 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2025-101

Le 19 juin 2025 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-François DELAGE, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 6 juin 2025.

Membres présents :
Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Vry Narcisse TAPA, Toufik KHIAR, Jean-Philippe EDET, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Annie PARIS, Josette TUFFERY, Jean-François BANBUCK, Maeva HARTMANN, Oidi BELAINOUSSI, Jean-Pierre RUGGIERI, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Lionel ZINCIROGLU, Latifa EL KRETE.

Membres représentés :
Christine MUSEUX par Frédéric RAYMOND
Brigitte BRICOUT par Anissa AZZOUG
Jérôme GIBLIN par Toufik KHIAR
Jean-Marc NICOLLE par Jean-François BANBUCK
Bernard CHAPPELLIER par Maeva HARTMMANN
Mounia BENSETTITI par Oidi BELAINOUSSI

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membre absent :
Kamel BOUFRAINE

Secrétaire de séance : Patrick AOUDAY

Présents..... **28**
Représentés **6**
Absent..... **1**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Vœu : « Pour un véritable service public de la petite enfance en France »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-101-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Vœu présenté par le Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen, le Groupe pour une ville qui nous rassemble, PCF et apparentés, tous citoyens et le Groupe Génération écologie et sociale.

« Pour un véritable service public de la petite enfance en France »

Véronique GESTIN expose au Conseil :

Le secteur de la petite enfance traverse une crise profonde depuis plusieurs années, sans que des réponses à la hauteur ne soient apportées. Les professionnelles de la petite enfance sont à bout de souffle en raison des difficultés rencontrées dans ce métier peu valorisé, où les perspectives d'évolution sont clairement insuffisantes et où le manque d'établissements de formation initiale et d'accessibilité aux formations professionnelles est criant.

Le gouvernement a préféré introduire un droit d'option pour augmenter le nombre d'enfants confiés à la responsabilité d'un professionnel, ouvrant la porte à une dégradation du service public et aux conditions de sécurité des enfants. Dans le même temps, les ressources financières n'ont pas été renforcées, risquant de fragiliser encore plus un secteur déjà en grande difficulté.

Dernier signal en date : l'annonce par le Département du Val-de-Marne du regroupement de trois crèches situées à Vitry-sur-Seine, Cachan et Gentilly sans aucune argumentation pertinente. Ce type de décision, qui pourrait préfigurer d'autres fermetures, constitue un recul inquiétant du service public de la petite enfance, au détriment des familles Val-de-Marnaises et kremlinoises, et plus particulièrement au détriment des femmes et des mères célibataires.
Cette situation est la conséquence directe de politiques nationales d'austérité injustes : désengagement de l'État, baisse des dotations aux collectivités locales, manque d'investissement dans les services publics essentiels. Elle participe d'une logique de démantèlement du service public, dont la petite enfance est l'une des principales victimes. Elle est également, et avant tout, la conséquence d'un choix politique fait par le département du Val-de-Marne, lequel, jusqu'en 2021, était pourtant pionnier en matière de soutien à la création de crèches sur le territoire départemental.

Au Kremlin-Bicêtre, la municipalité a fait le choix, depuis de nombreuses années, de maintenir un réseau de crèches municipales. Ce choix volontariste nous permet aujourd'hui d'amortir partiellement les conséquences des décisions départementales.

Par conséquent, les élus du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre :

- Considérant la baisse des dotations de l'État aux communes,
- Considérant le désengagement de l'Etat dans le service public de la Petite Enfance,
- Considérant la décision du Département du Val-de-Marne de regrouper plusieurs crèches, réduisant ainsi le nombre de places disponibles,
- Considérant qu'un véritable service public de la petite enfance est un pilier fondamental de l'égalité des chances et de l'émancipation sociale,

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Véronique GESTIN adjoint au Maire,
Vu le Code Général des Collectivités territoriales,
Vu le règlement intérieur du conseil municipal,
Après en avoir délibéré par 29 voix pour (Jean-François DELAGE, Frédéric RAYMOND, Anissa AZZOUG, Sidi CHIAKH, Véronique GESTIN, Patrick AOUDAY Jean-Philippe EDET, Christine MUSEUX, Catherine FOURCADE, Jacques HASSIN, Geneviève ETIENNE, Jonathan HEMERY, Corinne BOCABEILLE, Ibrahima TRAORÉ, Fatoumata THIAM, Annie PARIS, Brigitte BRICOUT, Vry Narcisse TAPA, Elsa BADOC, Julie DEFRANCE, Josette TUFFERY Jean-François BANBUCK, Jean-Marc NICOLLE, Oidi BELAINOUSSI, Maeva HARTMANN, Mounia BENSETTITI, Bernard CHAPPELLIER, M. KHIAR, M. GIBLIN) et 5 ne prenant pas part au vote (Lionel ZINCIROGLU, Nadia CHIBOUB, Laurence COUTO, Latifa EL KRETE, Jean-Pierre RUGGIERI),

DÉCIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-101-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Article 1

De demander à l'État :

- D'investir massivement dans le service public de la petite enfance ;
- D'accompagner financièrement les collectivités locales qui s'engagent dans la création de places en crèches publiques ;
- De redonner aux communes et aux départements les moyens nécessaires pour garantir un service public de qualité, accessible à toutes les familles.

Article 2

De demander au Département du Val-de-Marne :

- De revenir sur sa décision de regroupement et de fermetures de crèches ;
- De maintenir et renforcer une politique ambitieuse de la petite enfance, plus volontariste encore que dans les autres départements franciliens ;
- De travailler en concertation étroite avec les communes pour développer une offre de crèches adaptée aux besoins des territoires.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-François DELAGE

MAIRIE DU KREMLIN-BICÊTRE 94270

Secrétaire de séance
Patrick AOUDAY

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-101-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20250619-2025-101-DE
Date de télétransmission : 26/06/2025
Date de réception préfecture : 26/06/2025

25.	Un contrat entre la ville et Daniel CLING l'animation d'un temps d'échange lors de la projection du film « Adelaïde H, une résistante alsacienne » au Centre Culturel Jean-Luc-LAURENT Coût : 150€ TTC
26.	Une demande de subvention auprès de la MGP dans le cadre de l'édition 2025 de la Nuit Blanche (décision n° 2025-010)
27.	Un contrat entre la ville et EDENRED France dans le cadre de l'expérimentation de sécurité sociale alimentaire pour 20 foyers - Coût : 14 400€ TTC
28.	Décision pour le renouvellement de l'adhésion de la Ville à la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France (décision n°2025-002) - Coût : 2902,19 €
29.	Décision pour le renouvellement de l'adhésion de la Ville à l'Association Culture du Cœur (décision n°2025-003) Coût : 270€
30.	Un contrat entre la ville et les Petits Débrouillards Île-de-France pour des animations scientifiques organisées au Centre Social Germaine-TILLION (3 séances de 2 heures) – Coût : 1 000€ TTC
31.	Un contrat entre la Ville et ERM Automatismes Industriels pour la maintenance technique du matériel acheté dans le cadre de la Micro Folie – Coût : 2 220 € TTC
32.	Un contrat entre la ville et Commuerbe pour une déambulation au fil des espèces sauvages, découverte et reconnaissance de plusieurs plantes comestibles et toxiques (1h30) suivie d'une dégustation culinaire , les samedi 17 et dimanche 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 500€ TTC
33.	Un contrat entre la ville et la Compagnie du Chaland pour trois représentations du « Bestiaire animé » les 17 et 18/05/2025 (6 représentations) dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 2 722€ TTC
34.	Un contrat entre la ville et la Compagnie Arborescent.e.s pour un spectacle « Saynètes d'écothéâtre » les 17 et 18/05/2025 (1 par jour) dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 2 240€ net
35.	Un contrat entre la ville et Si Si La Paillette pour la tenue d'un stand de maquillage éco responsable les 17 et 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 924€ TTC
36.	Un contrat entre la ville et SWAP MUSIC SAS pour la représentation de « Plastic Monsters » le 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 2 532€ TTC
37.	Un contrat entre la ville et l'Atelier des Arts pour une exposition de l'œuvre collective des élèves de l'atelier « Océan plastique » et des ateliers d'arts plastiques les 17 et 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 795€ TTC
38.	Un contrat entre la ville et l'Association Le Jardin des Thorains pour une animation « Comment bien réussir ses semis » les 17 et 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 960€ net
39.	Un contrat entre la ville et SASU CEUX Les Petits Camions pour la location d'un petit camion remorque Foodtruck équipé avec assurance pour les 17 et 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 3 600€ TTC
40.	Un contrat entre la ville et Bio Consom'acteurs pour la tenue de stands et diverses animations (jeux de société, quizz, ..) les 17 et 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 700€ net
41.	Un contrat entre la ville et La Ruche du Kremlin pour une animation participative « Etre écolo, c'est aussi être futé » le 18/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Gratuit
42.	Un contrat entre la ville et L'Association Téléplomb pour un atelier d'initiation au cirque et une représentation du spectacle « Les désaccordés*es » le 28/06/2025 dans le cadre du Festival d'arts de rue « Les Art'dentes » au Parc Pinel - Coût : 3 012€ net
43.	Un contrat entre la ville et la Compagnie SCoM pour une représentation du spectacle « BAOUM » le 29/06/2025 dans le cadre du Festival d'arts de rue « Les Art'dentes » au Parc Pinel - Coût : 4 146,30€ net
44.	Un contrat entre la ville et ANZN SARL pour un concert de « La Brigade du Kif » le 21/06/2025 sur la scène du Parc de Bicêtre dans le cadre de la Fête de la musique – Coût : 6 330€ TTC
45.	Un contrat entre la ville et Mme Nathalie PEINE pour une séance dans le cadre du dispositif « Lire avec un camion » le 29/06/2025 dans le cadre du Festival d'arts de rue « Les Art'dentes » aux Jardins de Bergonié – Coût : 600€ TTC
46.	Une convention de mise à disposition des établissements aquatiques, entre la ville et l'EPT, du 22 au 24 avril 2025 - Coût : 195€ TTC
47.	Un contrat entre la ville et BERARD Kévin pour une prestation DJ Set le samedi 17/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 800€HT
48.	Un contrat entre la ville et El Emma MICHEL pour l'animation et l'encadrement d'une équipe composée d'un commis du service restauration de la ville et de 2 à 3 volontaires du public dans le cadre d'une compétition culinaire sur le modèle de « Top Chef » où deux équipes devront réaliser en 1h30 une recette salée et une recette sucrée sur la base d'un panier identique - Festival d'Ecologie Populaire – Coût : 800€ TTC

49.	Un contrat entre la ville et la Ressourcerie La Mine pour la tenue d'un stand de vente de vêtements de seconde main le samedi 17/05/2025 dans le cadre du Festival d'Ecologie Populaire
50.	Un contrat entre la ville et ACTIV TP pour la rénovation du Parc Philippe Pinel (signalétique sécurisée, mise en place de prises électriques extérieures, dépose aire de jeux, déplacement et réinstallation de 2 tables de ping-pong, création de 2 terrains de pétanque provisoires) – Durée des travaux : 8 semaines à compter du 14/04/2025 – Coût : 73 849,37€ TTC
51.	Une convention d'honoraires entre la ville et le Cabinet Enjea Avocats dans le cadre d'un contentieux et afin d'assurer la défense de la ville devant le TA de Melun. Coût : 250€ HT (taux horaire unique)
52.	Un contrat entre la ville et l'association Les Gamettes dans le cadre d'une représentation du spectacle « Jean-Pierre le Berger » le 29/06/2025 (festival « Les Art'dentes ») Coût : 2 121,40€ net
53.	Un contrat entre la ville et la compagnie La Petite Hurlante dans le cadre d'une représentation du spectacle « Plan B » le 28/06/2025 (festival « Les Art'dentes ») Coût : 1 567,67€ net
54.	Un contrat entre la ville et l'association « As Soon As Possible Productions » dans le cadre d'une représentation du spectacle « The World was on fire » le 28/06/2025 (festival « Les Art'dentes ») Coût : 1 500€ net
55.	Un contrat entre la ville et Le Comptoir des Arts dans le cadre de la cession du droit d'exploitation d'un concert de « JOSIE » le 05/07/2025 (Les Estivales) Coût : 1 000€ TTC
56.	Un contrat entre la ville et l'association Néosilver dans le cadre d'ateliers mémoire au sein du service Séniors du 28/04 au 07/07/2025. Coût : prestation à titre gracieux
57.	Un contrat entre la ville et Yes We Camp dans le cadre de la prestation : phase complémentaire d'accompagnement à l'activation d'un tiers-lieu / soutien et mise en œuvre – du 08/04 au 01/07/2025 Coût : 8 160€ TTC
58.	Un contrat entre la ville et le Club Awalé dans le cadre d'une prestation d'initiation à l'Awalé le 22/05/2025 au Centre social Germain Tillion Coût : 300€ TTC
59.	Un contrat entre la ville et SYNBIRD dans le cadre de la mise en place d'un projet de file d'attente pour 7 guichets (paramétrage, configuration et formation). Coût : 2 472€ TTC
60.	Un contrat entre la ville et l'association Kremlin-Bicycle dans le cadre du FEP - stand de réparation le 17/05/2025 (FEP) Coût : 400€ TTC
61.	Un contrat entre la ville et Karotte, les 17 et 18/05/2025, dans le cadre du FEP - les Enjeux de l'alimentation bas carbone à travers les Amaps Coût : 300€ TTC
62.	Un contrat entre la ville et la Ressourcerie la Mine, le 17/05/2025, dans le cadre du FEP – ventre de vêtements de seconde main - Coût : gratuit
63.	Un contrat entre la ville et l'association Dépose Incorp, le 17/05/2025, dans le cadre du FEP – initiation au yoga Coût : 60€ TTC
64.	Un contrat entre la ville et Etudes et Chantiers IDF, le 17/05/2025, dans le cadre du FEP – bourse aux vélos Coût : 1 000 € HT
65.	Un contrat entre la ville et l'association Zoé d'Or dans le cadre du carnaval de la ville – ateliers de customisation de tee-shirts au Centre social et au Club Antoine-Lacroix Coût : 300 € net
66.	Un contrat entre la ville et l'association ZIOZERZ dans le cadre de la fête de la ville – spectacle de déambulation au parc P. Pinel, rue Rossel et parc de Bicêtre Coût : 1 500 € TTC
67.	Un contrat entre la ville et Océa GONEL dans le cadre d'une visite théâtre de la mairie, le samedi 7 juin à 10h30. Coût : 320€ net
68.	Un contrat entre la ville et Génération Double Dutch pour la participation à un projet artistique collectif autour d'une chorégraphie inspirée de la langue des signes de l'ensemble des écoles maternelles et élémentaires, le samedi 21/06/2025 dans le cadre de la Fête de la Ville – Coût : 500€ TTC
69.	Un contrat entre la ville et JLB Prod pour une représentation dans l'espace public du concert de Noël du Duo Jazz Song le vendredi 12/12/2025 à 18h30 au Parc de Bicêtre – Coût : 1 154,17€ TTC
70.	Un contrat entre la ville et M. Boris ARNAL pour la régie de concerts dans le cadre de la Nuit Blanche qui aura lieu au Parc de Bicêtre le samedi 07/06/2025 de 19h30 à 21h30 – Coût : 630,16€ net.

71.	Un contrat entre la ville et Monsieur KUBULA pour la régie son et lumière de concerts dans le cadre de la fête de la ville au parc de Bicêtre. Coût : 150€ net
72.	Un contrat entre la ville et Monsieur GLANDAIS pour la régie de concerts dans le cadre de la fête de la ville au parc de Bicêtre. Coût : 150€ net
73.	Un contrat entre la ville et Monsieur JOHNER, Greenwashing Comedy Club, dans le cadre d'un spectacle de standup le 17/05/2025. Coût : 900€ TTC
74.	Un contrat entre la ville et Campings.com United ltd pour la location de mobilhomes durant l'été 2025, dans le cadre de l'organisation de séjours du service Jeunesse. Coût total : 7 496,16€ TTC
2024-04	Maintenance préventive et curative des matériels de cuisine et acquisition de matériels de cuisine pour la Commune du Kremlin-Bicêtre Lot 1 - Maintenance préventive et curative SOGEFIBEM Lot 2 - Acquisition de matériels de cuisine SOCIETE 3E Accord-cadre à bons de commande avec un maximum par lot : Lot 1 : 40.000 € HT Lot 2 : 60.000 € HT Durée : 1 an reconductible 3 fois par période de 12 mois soit 48 mois maximum Notifié le 22/04/2025
PA24-09	Démolition, désamiantage et déplombage des bâtiments de l'îlot Verdun-Ponticelli Il n'est pas prévu de décomposition en lots. La société ERDT a été déclarée attributaire. Procédure adaptée ouverte avec une estimation de : 316.670,00 € HT Durée d'exécution 4 mois y compris la période de préparation de chantier d'une durée de 2 mois Notifié le 10/04/2025
2024-07	Acquisition de fournitures pour la Commune du Kremlin-Bicêtre Lot 1 – Fournitures bureau NVBURO Lot 2 – Papier OVOL France Lot 3 – Activité manuelles OGEO Lot 4 – Jeux éducatifs OGEO Lot 5 - Fournitures scolaires CIPA Lot 6 - Petite enfance OGEO Lot 7 - Enveloppes ATRIBUTION RETARDEE Accord-cadre à bons de commande avec un maximum par lot : Lot 1 : 50.000 € HT Lot 2 : 50.000 € HT Lot 3 : 80.000 € HT Lot 4 : 40.000 € HT Lot 5 : 70.000 € HT Lot 6 : 20.000 € HT Lot 7 : 30.000 € HT Durée : 1 an reconductible 3 fois par période de 12 mois soit 48 mois maximum Notifié le 04/06/2025
PA25-04	Travaux de fermeture de l'îlot Victor Hugo Il n'est pas prévu de décomposition en lots. POLYTAN France SAS a été déclarée attributaire. Montant global et forfaitaire de 553 855,00 euros HT Le délai d'exécution est de neuf semaines y compris la période de préparation de chantier de deux semaines. Notifié le 27/05/2025